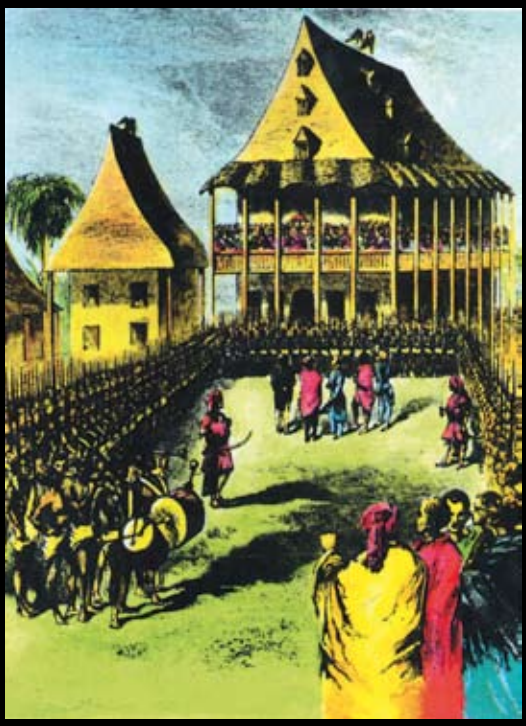
Comité scientifique international
pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique (UNESCO)

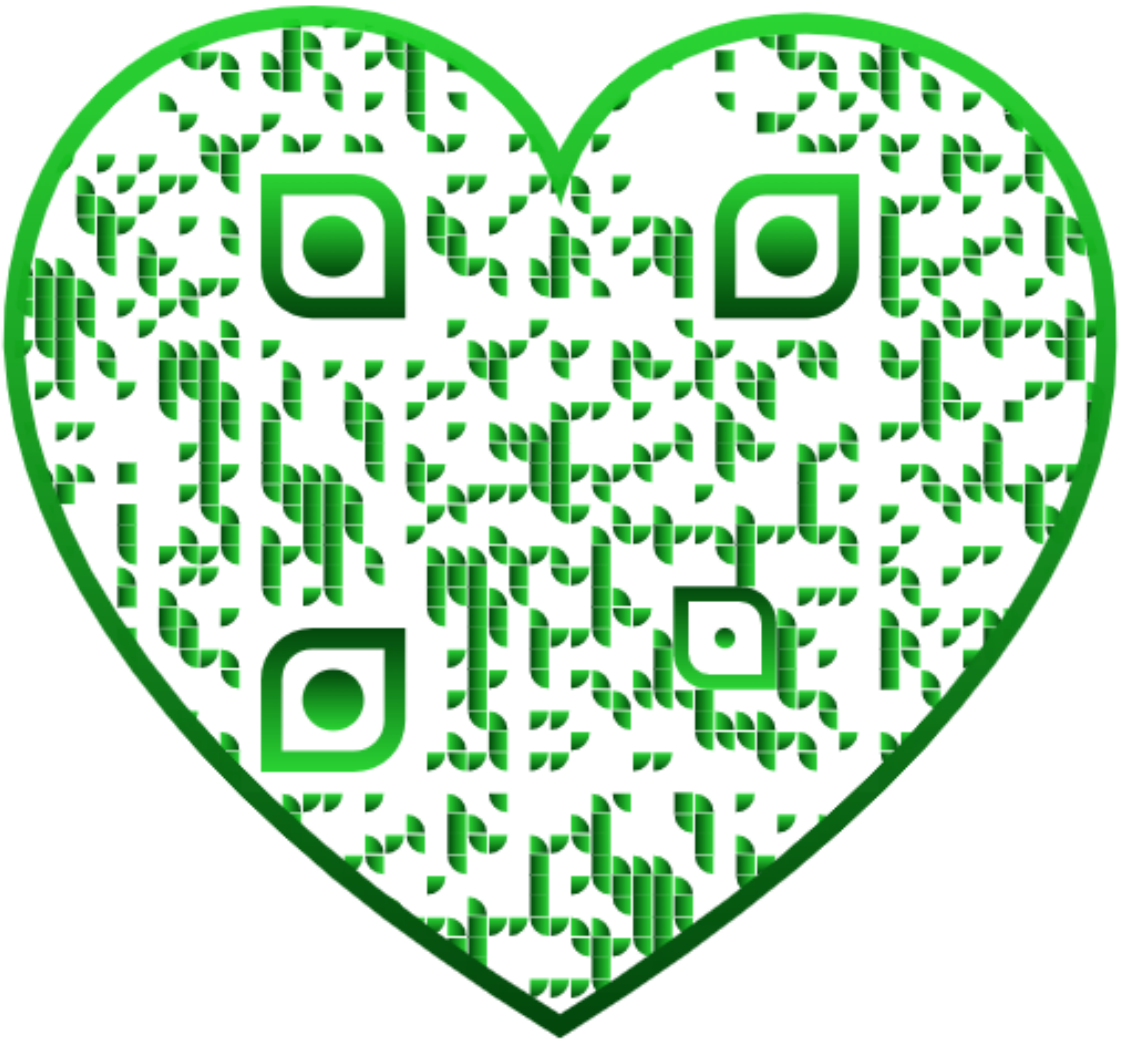
HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE

VI. L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880

DIRECTEUR DE VOLUME : J. F. ADE. AJAYI



Éditions UNESCO



HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique (UNESCO)

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

VI

L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880

Directeur du volume
J. F. Ade. Ajayi

Éditions UNESCO

Publié en 1996 par l'Organisation
des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture
7, place de Fontenoy,
75732 Paris 07 SP, France

Composition : Traitext-Darantiere (France)
Impression : Imprimerie des Presses Universitaires de France, Vendôme

ISBN 92-3-201712-1
© UNESCO 1996

Table des matières

Préface 9
Présentation du projet 17
Chapitre premier
L'Afrique au début du XIXe siècle : problèmes et perspectives
J. F. ADE. AJAYI 23
Chapitre 2
L'Afrique et l'économie-monde
IMMANUEL WALLERSTEIN 47
Chapitre 3
Tendances et processus nouveaux dans l'Afrique du XIXe siècle
ALBERT ADU BOAHEN 65
Chapitre 4
L'abolition de la traite des esclaves
SERGE DAGET 91
Chapitre 5
Le Mfecane et l'émergence de nouveaux États africains
LEONARD D. NGCONGCO 117
Chapitre 6
L'impact du Mfecane sur la colonie du Cap
ELLECK K. MASHINGAIDZE 153

Chapitre 7
Les Britanniques, les Boers et les Africains en Afrique du Sud, 1850-1880
NGWABI BHEBE 173
Chapitre 8
Les pays du bassin du Zambèze
ALLEN F. ISAACMAN 211
Chapitre 9
La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1800 à 1845
AHMED IDHA SALIM 245
Chapitre 10
La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1845 à 1880
ISARIA N. KIMAMBO 269
Chapitre 11
Peuples et États de la région des Grands Lacs
DAVID W. COHEN 307
Chapitre 12
Le bassin du Congo et l'Angola
JEAN-LUC VELLUT 331
Chapitre 13
La renaissance de l'Égypte (1805-1881)
ANOUAR ABDEL-MALEK 363
Chapitre 14
Le Soudan au XIXe siècle
ḤASSAN AHMED IBRAHIM, avec une contribution de
BETHWELL A. OGOT 393
Chapitre 15
L'Éthiopie et la Somalie
ROBERT K. P. PANKHURST, avec quelques notes sur la Somalie fournies par L. V. CASSANELLI 415
Chapitre 16
Madagascar, 1880-1880
PHARES M. MUTIBWA, avec une contribution de
FARANIRINA V. ESOAVELOMANDROSO 453
Chapitre 17
Nouveaux développements au Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et la Libye
MOHAMED H. CHÉRIF 489
Chapitre 18
Le Maroc du début du XIXe siècle à 1880
ABDALLAH LAROUI 517

Chapitre 19
Nouvelles formes d'intervention européenne au Maghreb
NICOLAY A. IVANOV 537
Chapitre 20
Le Sahara au XIXe siècle
STEPHEN BAIER 555
Chapitre 21
Les révolutions islamiques du XIXe siècle en Afrique de l'Ouest
AZIZ BATRAN 579
Chapitre 22
Le califat de Sokoto et le Borno
MURRAY LAST 599
Chapitre 23
Le Macina et l'Empire torodbe (tukuloor) jusqu'en 1878
MADINA LY-TALL 647
Chapitre 24
États et peuples de Sénégambie et de haute Guinée
YVES PERSON 683
Chapitre 25
États et peuples de la boucle du Niger et de la Volta
KWAME ARHIN et JOSEPH KI-ZERBO 709
Chapitre 26
Dahomey, pays yoruba, Borgu (Borgou) et Bénin au XIXe siècle
A. I. ASIWAJU 745
Chapitre 27
Le delta du Niger et le Cameroun
EBIEGBERI J. ALAGOA, avec des contributions de
LOVETT Z. ELANGO et NICOLAS METEGUE N'NAH 771
Chapitre 28
La diaspora africaine
FRANKLIN W. KNIGHT, avec des contributions de
YUSUF TALIB et de PHILIP D. CURTIN 799
Chapitre 29
Conclusion : l'Afrique à la veille de la conquête européenne
J. F. ADE. AJAYI 825
Notice biographique des auteurs du volume VI 847
Membres du Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique 853
Abréviations et liste des périodiques 855
Bibliographie 857
Index 909

Préface

par
M. Amadou-Mahtar M'Bow
Directeur général
de l'UNESCO (1974-1987)

Longtemps, mythes et préjugés de toutes sortes ont caché au monde l'histoire réelle de l'Afrique. Les sociétés africaines passaient pour des sociétés qui ne pouvaient avoir d'histoire. Malgré d'importants travaux effectués, dès les premières décennies de ce siècle, par des pionniers comme Leo Frobenius, Maurice Delafosse, Arturo Labriola, bon nombre de spécialistes non africains, attachés à certains postulats soutenaient que ces sociétés ne pouvaient faire l'objet d'une étude scientifique, faute notamment de sources et de documents écrits.

Si *L'Iliade* et *L'Odyssée* pouvaient être considérées à juste titre comme des sources essentielles de l'histoire de la Grèce ancienne, on déniait, en revanche, toute valeur à la tradition orale africaine, cette mémoire des peuples qui fournit la trame de tant d'événements qui ont marqué leur vie. On se limitait en écrivant l'histoire d'une grande partie de l'Afrique à des sources extérieures à l'Afrique, pour donner une vision non de ce que pouvait être le cheminement des peuples africains, mais de ce que l'on pensait qu'il devait être. Le « Moyen Âge » européen étant souvent pris comme point de référence, les modes de production, les rapports sociaux comme les institutions politiques n'étaient perçus que par référence au passé de l'Europe.

En fait, on refusait de voir en l'Africain le créateur de cultures originales qui se sont épanouies et perpétuées, à travers les siècles, dans des voies qui leur sont propres et que l'historien ne peut donc saisir sans renoncer à certains préjugés et sans renouveler sa méthode.

De même, le continent africain n'était presque jamais considéré comme une entité historique. L'accent était, au contraire, mis sur tout ce qui pouvait

accréditer l'idée qu'une scission aurait existé, de toute éternité, entre une « Afrique blanche » et une « Afrique noire » ignorantes l'une de l'autre. On présentait souvent le Sahara comme un espace impénétrable qui rendait impossible des brassages d'ethnies et de peuples, des échanges de biens, de croyances, de mœurs et d'idées, entre les sociétés constituées de part et d'autre du désert. On traçait des frontières étanches entre les civilisations de l'Égypte ancienne et de la Nubie, et celles des peuples subsahariens.

Certes, l'histoire de l'Afrique nord-saharienne a été davantage liée à celle du bassin méditerranéen que ne l'a été l'histoire de l'Afrique subsaharienne, mais il est largement reconnu aujourd'hui que les civilisations du continent africain, à travers la variété des langues et des cultures, forment, à des degrés divers, les versants historiques d'un ensemble de peuples et de sociétés qu'unissent des liens séculaires.

Un autre phénomène a beaucoup nui à l'étude objective du passé africain : je veux parler de l'apparition, avec la traite négrière et la colonisation, de stéréotypes raciaux générateurs de mépris et d'incompréhension et si profondément ancrés qu'ils faussèrent jusqu'aux concepts mêmes de l'historiographie. À partir du moment où on eut recours aux notions de « Blancs » et de « Noirs » pour nommer génériquement les colonisateurs, considérés comme supérieurs, et les colonisés, les Africains eurent à lutter contre un double asservissement économique et psychologique. Repérable à la pigmentation de sa peau, devenu une marchandise parmi d'autres, voué au travail de force, l'Africain vint à symboliser, dans la conscience de ses dominateurs, une essence raciale imaginaire et illusoirement inférieure de *nègre*. Ce processus de fausse identification ravala l'histoire des peuples africains dans l'esprit de beaucoup au rang d'une ethno-histoire où l'appréciation des réalités historiques et culturelles ne pouvait qu'être faussée.

La situation a beaucoup évolué depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier depuis que les pays d'Afrique, ayant accédé à l'indépendance, participent activement à la vie de la communauté internationale et aux échanges mutuels qui sont sa raison d'être. De plus en plus d'historiens se sont efforcés d'aborder l'étude de l'Afrique avec plus de rigueur, d'objectivité et d'ouverture d'esprit, en utilisant — certes avec les précautions d'usage — les sources africaines elles-mêmes. Dans l'exercice de leur droit à l'initiative historique, les, Africains eux-mêmes ont ressenti profondément le besoin de rétablir sur des bases solides l'historicité de leurs sociétés.

C'est dire l'importance de l'*Histoire générale de l'Afrique*, en huit volumes, dont l'UNESCO commence la publication.

Les spécialistes de nombreux pays qui ont travaillé à cette œuvre se sont d'abord attachés à en jeter les fondements théoriques et méthodologiques. Ils ont eu le souci de remettre en question les simplifications abusives auxquelles avait donné lieu une conception linéaire et limitative de l'histoire universelle, et de rétablir la vérité des faits chaque fois que cela était nécessaire et possible. Ils se sont efforcés de dégager les données historiques qui permettent de mieux suivre l'évolution des différents peuples africains dans leur spécificité socioculturelle.

Dans cette tâche immense, complexe et ardue, vu la diversité des sources et l'éparpillement des documents, l'UNESCO a procédé par étapes. La première phase (1965-1969) a été celle des travaux de documentation et de planification de l'ouvrage. Des activités opérationnelles ont été conduites sur le terrain : campagnes de collecte de la tradition orale, création de centres régionaux de documentation pour la tradition orale, collecte de manuscrits inédits en arabe et en « ajami » (langues africaines écrites en caractère arabes), inventaire des archives et préparation d'un *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique*, à partir des archives et bibliothèques des pays d'Europe, publié depuis en neuf volumes. D'autre part, des rencontres entre les spécialistes ont été organisées où les Africains et des personnes d'autres continents ont discuté des questions de méthodologie, et ont tracé les grandes lignes du projet, après un examen attentif des sources disponibles.

Une deuxième étape, consacrée à la mise au point et à l'articulation de l'ensemble de l'ouvrage, a duré de 1969 à 1971. Au cours de cette période, des réunions internationales d'experts tenues à Paris (1969) et à Addis Abeba (1970) eurent à examiner et à préciser les problèmes touchant la rédaction et la publication de l'ouvrage : présentation en huit volumes, édition principale en anglais, en français et en arabe, ainsi que des traductions en langues africaines, telles que le kiswahili, le hawsa, le fulfulde (peul), le yoruba ou le lingala. Sont prévues également des traductions en allemand, russe, portugais, espagnol, chinois[1], de même que des éditions abrégées accessibles à un plus vaste public africain et international.

La troisième phase a été celle de la rédaction et de la publication. Elle a commencé par la nomination d'un Comité scientifique international de trente-neuf membres, comprenant deux tiers d'Africains et un tiers de non-Africains, à qui incombe la responsabilité intellectuelle de l'ouvrage.

Interdisciplinaire, la méthode suivie s'est caractérisée par la pluralité des approches théoriques, comme des sources. Parmi celles-ci, il faut citer d'abord l'archéologie, qui détient une grande part des clefs de l'histoire des cultures et des civilisations africaines. Grâce à elle, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'Afrique fut selon toute probabilité le berceau de l'humanité, qu'on y assista à l'une des premières révolutions technologiques de l'histoire — celle du néolithique — et qu'avec l'Égypte s'y épanouit l'une des civilisations anciennes les plus brillantes du monde. Il faut ensuite citer la tradition orale, qui, naguère méconnue, apparaît aujourd'hui comme une source précieuse de l'histoire de l'Afrique, permettant de suivre le cheminement de ses différents peuples dans l'espace et dans le temps, de comprendre de l'intérieur la vision africaine du monde, de saisir les caractères originaux des valeurs qui fondent les cultures et les institutions du continent.

1. Le volume I est paru en arabe, chinois, coréen, espagnol, hausa, italien, peul et portugais ; le volume II en arabe, chinois, coréen, espagnol, hausa, italien, kiswahili, peul et portugais ; le volume III en arabe et espagnol ; les volumes IV et VII en arabe, chinois, espagnol et portugais.

On saura gré au Comité scientifique international chargé de cette *Histoire générale de l'Afrique*, à son rapporteur ainsi qu'aux directeurs et auteurs des différents volumes et chapitres, d'avoir jeté une lumière originale sur le passé de l'Afrique, embrassée dans sa totalité, en évitant tout dogmatisme dans l'étude de questions essentielles, comme la traite négrière, cette « saignée sans fin » responsable de l'une des déportations les plus cruelles de l'histoire des peuples et qui a vidé le continent d'une partie de ses forces vives, alors qu'il jouait un rôle déterminant dans l'essor économique et commercial de l'Europe ; de la colonisation avec toutes ses conséquences sur les plans de la démographie, de l'économie, de la psychologie, de la culture ; des relations entre l'Afrique au sud du Sahara et le monde arabe ; du processus de décolonisation et de construction nationale qui mobilise la raison et la passion de personnes encore en vie et parfois en pleine activité. Toutes ces questions ont été abordées avec un souci d'honnêteté et de rigueur qui n'est pas le moindre mérite du présent ouvrage. Celui-ci offre aussi — en faisant le point de nos connaissances sur l'Afrique et en proposant divers regards sur les cultures africaines, ainsi qu'une nouvelle vision de l'histoire — le grand avantage de souligner les ombres et les lumières, sans dissimuler les divergences d'opinions entre savants.

En montrant l'insuffisance des approches méthodologiques longtemps utilisées dans la recherche sur l'Afrique, cette nouvelle publication invite au renouvellement et à l'approfondissement de la double problématique de l'historiographie et de l'identité culturelle qu'unissent des liens de réciprocité. Elle ouvre la voie, comme tout travail historique de valeur, à de multiples recherches nouvelles.

C'est ainsi d'ailleurs que, en étroite collaboration avec l'UNESCO, le Comité scientifique international a tenu à entreprendre des études complémentaires afin d'approfondir quelques questions qui permettront d'avoir une vue plus claire de certains aspects du passé de l'Afrique. Ces travaux publiés dans la collection « Histoire générale de l'Afrique : études et documents », viendront utilement compléter le présent ouvrage[2]. Cet effort sera également poursuivi par l'élaboration d'ouvrages portant sur l'histoire nationale ou sous-régionale.

Cette *Histoire générale de l'Afrique* met à la fois en lumière l'unité historique de l'Afrique et les relations de celle-ci avec les autres continents, notamment avec les Amériques et les Caraïbes. Pendant longtemps, les expressions de la créativité des descendants d'Africains aux Amériques avaient été

2. Douze numéros de cette série sont parus ; ils portent respectivement sur : n° 1 — Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique ; n° 2 — La traite négrière du XVe au XIXe siècle ; n° 3 — Relations historiques à travers l'océan Indien ; n° 4 — L'historiographie de l'Afrique australe ; n° 5 — La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe et Corne de l'Afrique ; n° 6 — Ethnonymes et toponymes ; n° 7 — Les relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique et le monde arabe ; n° 8 — La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine ; n° 9 — Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique ; n° 10 — L'Afrique et la seconde guerre mondiale ; n° 11 — Libya Antiqua ; n° 12 — Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975.

isolées par certains historiens en un agrégat hétéroclite d'*africanismes*; cette vision, il va sans dire, n'est pas celle des auteurs du présent ouvrage. Ici, la résistance des esclaves déportés en Amérique, le fait du « marronnage » politique et culturel, la participation constante et massive des descendants d'Africains aux luttes de la première indépendance américaine, de même qu'aux mouvements nationaux de libération, sont justement perçus pour ce qu'ils furent: de vigoureuses affirmations d'identité qui ont contribué à forger le concept universel d'humanité. Il est évident aujourd'hui que l'héritage africain a marqué, plus ou moins selon les lieux, les manières de sentir, de penser, de rêver et d'agir de certaines nations de l'hémisphère occidental. Du sud des États-Unis jusqu'au nord du Brésil, en passant par la Caraïbe ainsi que sur la côte du Pacifique, les apports culturels hérités de l'Afrique sont partout visibles; dans certains cas même, ils constituent les fondements essentiels de l'identité culturelle de quelques éléments les plus importants de la population.

De même, cet ouvrage fait clairement apparaître les relations de l'Afrique avec l'Asie du Sud à travers l'océan Indien, ainsi que les apports africains aux autres civilisations, dans le jeu des échanges mutuels.

Je suis convaincu que les efforts des peuples d'Afrique pour conquérir ou renforcer leur indépendance, assurer leur développement et affermir leurs spécificités culturelles doivent s'enraciner dans une conscience historique rénovée, intensément vécue et assumée de génération en génération.

Et ma formation personnelle, l'expérience que j'ai acquise comme enseignant et comme président, dès les débuts de l'indépendance, de la première commission créée en vue de la réforme des programmes d'enseignement de l'histoire et de la géographie dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, m'ont appris combien était nécessaire, pour l'éducation de la jeunesse et pour l'information du public, un ouvrage d'histoire élaboré par des savants connaissant du dedans les problèmes et les espoirs de l'Afrique et capables de considérer le continent dans son ensemble.

Pour toutes ces raisons, l'UNESCO veillera à ce que cette *Histoire générale de l'Afrique* soit largement diffusée, dans de nombreuses langues, et qu'elle serve de base à l'élaboration de livres d'enfants, de manuels scolaires, et d'émissions télévisées ou radiodiffusées. Ainsi, jeunes, écoliers, étudiants et adultes, d'Afrique et d'ailleurs, pourront avoir une meilleure vision du passé du continent africain, des facteurs qui l'expliquent et une plus juste compréhension de son patrimoine culturel et de sa contribution au progrès général de l'humanité. Cet ouvrage devrait donc contribuer à favoriser la coopération internationale et à renforcer la solidarité des peuples dans leurs aspirations à la justice, au progrès et à la paix. Du moins est-ce le vœu que je forme très sincèrement.

Il me reste à exprimer ma profonde gratitude aux membres du Comité scientifique international, au rapporteur, aux directeurs des différents volumes, aux auteurs et à tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de cette prodigieuse entreprise. Le travail qu'ils ont effectué, la contribution qu'ils ont apportée montrent bien ce que des hommes, venus d'horizons divers mais

animés d'une même bonne volonté, d'un même enthousiasme au service de la vérité de tous les hommes, peuvent faire, dans le cadre international qu'offre l'UNESCO, pour mener à bien un projet d'une grande valeur scientifique et culturelle. Ma reconnaissance va également aux organisations et gouvernements qui, par leurs dons généreux, ont permis à l'UNESCO de publier cette œuvre dans différentes langues et de lui assurer le rayonnement universel qu'elle mérite, au service de la communauté internationale tout entière.

Chronologie

Note concernant la double datation

L'an 1 de l'hégire (date de l'émigration de Muḥammad et de ses partisans de La Mecque à Médine) correspond à l'an 622 de l'ère chrétienne. Il n'y a pas coïncidence en nombre de jours entre les durées des années musulmane et chrétienne, l'année musulmane étant plus courte que l'année chrétienne. Une année en calendrier hégire est souvent à cheval sur deux années chrétiennes.

Exemples : 345/956 (l'an 345 de l'hégire/l'an 956 de l'ère chrétienne); 280/902-903 (l'an 280 de l'hégire/902-903 de l'ère chrétienne).

Il existe, du reste, pour faciliter le travail des historiens, des tables de concordance : F. Wüstenfeld, Wergleichungftabelle der Muhammededanischen und Christlischen Zeitrechnungen, *1854, revue par Mahler, 1926 et Spuler, 1961. Voir aussi Cattenoz,* Table de concordance des ères chrétienne et hégirienne, *1954 et W. Haig,* Comparative tables of Muhammedan and Christian dates, *1912.*

Les deux dates (hégire et ère chrétienne) sont toujours séparées par un tiret. Les dates d'une même ère sont séparées par un tiret. Dans le cas d'une date de l'hégire utilisée seule, il est en général précisé « de l'hégire ».

Présentation du projet

par
*le professeur Bethwell Allan Ogot**
président du Comité scientifique international
pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique

La Conférence générale de l'UNESCO, à sa seizième session, a demandé au Directeur général d'entreprendre la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique. Ce travail considérable a été confié à un Comité scientifique international créé par le Conseil exécutif en 1970.

Aux termes des statuts adoptés par le Conseil exécutif de l'UNESCO en 1971, ce Comité se compose de trente-neuf membres (dont deux tiers d'Africains et un tiers de non-Africains) siégeant à titre personnel et nommés par le Directeur général de l'UNESCO pour la durée du mandat du Comité.

La première tâche du Comité était de définir les principales caractéristiques de l'ouvrage. Il les a définies comme suit à sa deuxième session :

• Tout en visant à la plus haute qualité scientifique possible, l'*Histoire générale de l'Afrique* ne cherche pas à être exhaustive et est un ouvrage de synthèse qui évitera le dogmatisme. À maints égards, elle constitue un exposé des problèmes indiquant l'état actuel des connaissances et les grands courants de la recherche, et n'hésite pas à signaler, le cas échéant, les divergences d'opinion. Elle préparera en cela la voie à des ouvrages ultérieurs.

• L'Afrique est considérée comme un tout. Le but est de montrer les relations historiques entre les différentes parties du continent trop souvent subdivisé dans les ouvrages publiés jusqu'ici. Les liens historiques de l'Afrique avec les autres continents reçoivent l'attention qu'ils méritent, et sont ana-

* Au cours de la sixième session plénière du Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique (Brazzaville, août 1983), il a été procédé à l'élection d'un nouveau bureau, et le professeur Ogot a été remplacé par le professeur Albert Adu Boahen.

lysés sous l'angle des échanges mutuels et des influences multilatérales, de manière à faire apparaître sous un jour approprié la contribution de l'Afrique au développement de l'humanité.

• L'*Histoire générale de l'Afrique* est, avant tout, une histoire des idées et des civilisations, des sociétés et des institutions. Elle se fonde sur une grande diversité de sources, y compris la tradition orale et l'expression artistique.

• L'*Histoire générale de l'Afrique* est envisagée essentiellement de l'intérieur. Ouvrage savant, elle est aussi, dans une large mesure, le reflet fidèle de la façon dont les auteurs africains voient leur propre civilisation. Bien qu'élaborée dans un cadre international et faisant appel à toutes les données actuelles de la science, l'*Histoire* sera aussi un élément capital pour la reconnaissance du patrimoine culturel africain et mettra en évidence les facteurs qui contribuent à l'unité du continent. Cette volonté de voir les choses de l'intérieur constitue la nouveauté de l'ouvrage et pourra, en plus de ses qualités scientifiques, lui conférer une grande valeur d'actualité. En montrant le vrai visage de l'Afrique, l'*Histoire* pourrait, à une époque dominée par les rivalités économiques et techniques, proposer une conception particulière des valeurs humaines.

Le Comité a décidé de présenter l'ouvrage, portant sur plus de trois millions d'années d'histoire de l'Afrique, en huit volumes comprenant chacun environ 800 pages de textes avec des illustrations, des photographies, des cartes et des dessins au trait.

Pour chaque volume, il est désigné un directeur principal qui est assisté, le cas échéant, par un ou deux codirecteurs.

Les directeurs de volume sont choisis à l'intérieur comme à l'extérieur du Comité par ce dernier qui les élit à la majorité des deux tiers. Ils sont chargés de l'élaboration des volumes, conformément aux décisions et aux plans arrêtés par le Comité. Ils sont responsables sur le plan scientifique devant le Comité ou, entre deux sessions du Comité, devant le Bureau, du contenu des volumes, de la mise au point définitive des textes, des illustrations et, d'une manière générale, de tous les aspects scientifiques et techniques de l'*Histoire*. C'est le Bureau qui, en dernier ressort, approuve le manuscrit final. Lorsqu'il l'estime prêt pour l'édition, il le transmet au Directeur général de l'UNESCO. Le Comité, ou le Bureau entre deux sessions du Comité, reste donc le maître de l'œuvre.

Chaque volume comprend une trentaine de chapitres. Chaque chapitre est rédigé par un auteur principal assisté, le cas échéant, d'un ou de deux collaborateurs.

Les auteurs sont choisis par le Comité au vu de leur curriculum vitæ. La préférence est donnée aux auteurs africains, sous réserve qu'ils possèdent les titres voulus. Le Comité veille particulièrement à ce que toutes les régions du continent ainsi que d'autres régions ayant eu des relations historiques ou culturelles avec l'Afrique soient, dans la mesure du possible, équitablement représentées parmi les auteurs.

Après leur approbation par le directeur de volume, les textes des différents chapitres sont envoyés à tous les membres du Comité pour qu'ils en fassent la critique.

Au surplus, le texte du directeur de volume est soumis à l'examen d'un comité de lecture, désigné au sein du Comité scientifique international, en fonction des compétences des membres ; ce comité est chargé d'une analyse approfondie du fond et de la forme des chapitres.

Le Bureau approuve en dernier ressort les manuscrits.

Cette procédure qui peut paraître longue et complexe s'est révélée nécessaire car elle permet d'apporter le maximum de garantie scientifique à l'*Histoire générale de l'Afrique*. En effet, il est arrivé que le Bureau rejette des manuscrits ou demande des réaménagements importants ou même confie la rédaction d'un chapitre à un nouvel auteur. Parfois, des spécialistes d'une période donnée de l'histoire ou d'une question donnée sont consultés pour la mise au point définitive d'un volume.

L'ouvrage sera publié, en premier lieu, en une édition principale, en anglais, en français et en arabe, et en une édition brochée dans les mêmes langues.

Une version abrégée en anglais et en français servira de base pour la traduction en langues africaines. Le Comité scientifique international a retenu comme premières langues africaines dans lesquelles l'ouvrage sera traduit : le kiswahili et le hawsa.

Il est aussi envisagé d'assurer, dans la mesure du possible, la publication de l'*Histoire générale de l'Afrique* en plusieurs langues de grande diffusion internationale (entre autres, allemand, chinois, espagnol, italien, japonais, portugais, russe, etc.).

Il s'agit donc, comme on peut le voir, d'une entreprise gigantesque qui constitue une immense gageure pour les historiens de l'Afrique et la communauté scientifique en général, ainsi que pour l'UNESCO qui lui accorde son patronage. On peut en effet imaginer sans peine la complexité d'une tâche comme la rédaction d'une histoire de l'Afrique, qui couvre, dans l'espace, tout un continent et, dans le temps, les quatre derniers millions d'années, respecte les normes scientifiques les plus élevées et fait appel, comme il se doit, à des spécialistes appartenant à tout un éventail de pays, de cultures, d'idéologies et de traditions historiques. C'est une entreprise continentale, internationale et interdisciplinaire de grande envergure.

En conclusion, je tiens à souligner l'importance de cet ouvrage pour l'Afrique et pour le monde entier. À l'heure où les peuples d'Afrique luttent pour s'unir et mieux forger ensemble leurs destins respectifs, une bonne connaissance du passé de l'Afrique, une prise de conscience des liens qui unissent les Africains entre eux et l'Afrique aux autres continents devraient faciliter, dans une grande mesure, la compréhension mutuelle entre les peuples de la terre, mais surtout faire connaître un patrimoine culturel qui est le bien de l'humanité tout entière.

Bethwell Allan OGOT
8 août 1979
Président du Comité scientifique international
pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique*

Légendes des cartes

BAULE	Groupes ethniques
NYUMI	États ou royaumes
DIAFUNU	Régions
Gambie	Hydrographie
▲	Montagnes
●	Ville
⊙	Capitale

CHAPITRE PREMIER

L'Afrique au début du XIX^e siècle : problèmes et perspectives

J. F. Ade. Ajayi

Ce volume se veut une présentation générale de l'histoire de l'Afrique au XIX^e siècle, avant la ruée des Européens et la colonisation. C'est en grande partie sur ce « siècle précolonial », comme on l'a appelé[1] que porte l'effort accompli après la seconde guerre mondiale pour renouveler l'interprétation de l'histoire de l'Afrique, effort dont l'*Histoire générale de l'Afrique*, publiée par l'UNESCO, représente sans doute un point culminant. Depuis qu'il est admis qu'en Afrique les changements ne remontent pas à l'époque coloniale, on a accordé un intérêt considérable au siècle qui précède la colonisation. Les historiens ont consacré divers travaux à des événements révolutionnaires qui se sont produits au XIX^e siècle, comme les réformes de Muḥammad ʿAlī en Égypte, la réunification de l'Éthiopie sous les empereurs Téwodros et Ménélik, le Mfecane des États sotho-nguni en Afrique centrale et australe, ou les *djihād* de l'Afrique occidentale. Ces événements, et d'autres d'une importance comparable, font l'objet des chapitres suivants. Cependant, les caractères généraux du XIX^e siècle, et la signification globale de ce siècle dans l'histoire de l'Afrique, restent controversés.

Dans une grande partie de l'Afrique, le XIX^e siècle est mieux connu et mieux étudié que les périodes antérieures, grâce à l'abondance et à la sûreté relatives des sources orales, et grâce aux sources nouvelles que représentent les documents écrits dus à l'extension de l'activité des Européens en Afrique : comptes rendus des voyageurs, des missionnaires, des commerçants, des agents diplomatiques et autres représentants des pays d'Europe, qui ont

1. P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, 1978, p. 362.

alors pénétré, souvent pour la première fois, dans diverses régions de l'intérieur du continent. On a eu tendance, comme dans le cas de la tradition orale, à situer, par une espèce de télescopage, dans ce siècle privilégié, le XIXe, tous les changements importants que l'Afrique a connus avant la colonisation. Les autres volumes de cette *Histoire* ont heureusement déjà analysé la dynamique de l'évolution qui fut celle de l'Afrique au cours des périodes antérieures. Le « mythe » d'une Afrique statique a donc été réfuté. Mais le corollaire de ce mythe a subsisté ; on continue à croire que les changements survenus au XIXe siècle diffèrent nécessairement des changements antérieurs, et qu'ils ne peuvent s'expliquer que par des facteurs qui n'existaient pas auparavant. Il est donc important de voir ici dans quelle mesure les changements qui se sont produits au XIXe siècle prolongeraient ceux qu'avait connus le XVIIIe, et dans quelle mesure ils s'expliquent par des facteurs nouveaux, liés à l'extension de l'activité des Européens et à l'intégration croissante de l'Afrique au système économique mondial.

La tendance à expliquer exagérément ou exclusivement par l'extension de l'activité des Européens les changements que l'Afrique a connus pendant le « siècle précolonial » pose le deuxième problème qui caractérise l'étude de cette période. L'intégration croissante de l'Afrique au système économique mondial est souvent considérée, non pas simplement comme un événement important, mais comme le principal événement dans l'histoire de l'Afrique au XIXe siècle. Le XIXe siècle apparaît alors moins comme le prélude que comme le commencement de la période coloniale. Conformément à l'affirmation du regretté professeur Dike dans *Trade and Politics*, selon laquelle « l'histoire moderne de l'Afrique occidentale est, dans une large mesure, l'histoire de cinq siècles de commerce avec les nations européennes »[2] on a trop longtemps considéré que l'accroissement du commerce avec les Européens, l'organisation des routes commerciales et le développement, sur des marchés qui se multipliaient en Afrique même, des échanges destinés à alimenter le commerce extérieur étaient les principaux, sinon les seuls, facteurs de changement dans l'histoire de l'Afrique au XIXe siècle. Ainsi, on attribue la transformation de l'Égypte au choc causé par l'arrivée de Bonaparte, plutôt qu'à l'ensemble complexe de facteurs internes qui, déjà au XVIIIe siècle, avaient produit un mouvement national autour de l'Albanais Muḥammad ʿAlī qui, s'appuyant sur la renaissance égyptienne, avait empêché le pouvoir ottoman d'asseoir à nouveau directement sa domination sur l'Égypte. De même, on voit dans le Mfecane non pas un produit de la dynamique propre à la société nguni du Nord, mais une vague réaction à la présence des Européens,

2. K. O. Dike, 1956, p. 1. Cette affirmation était bien sûr exagérée, même par rapport à la position de Dike lui-même dans son étude du delta du Niger au XIXe siècle, puisque celui-ci met l'accent sur les facteurs internes de changement. S. I. Mudenge (1974, p. 373) critique ainsi la thèse de *Trade and Politics* : « Une fois établie l'existence de relations commerciales avec l'étranger, lorsqu'il s'agit d'en exposer les conséquences, Dike néglige d'étudier l'effet réel de ce commerce sur le système politique, ainsi que ses rapports avec la production et la consommation intérieures dans chaque État ; il consacre au contraire tous ses efforts à décrire l'organisation des routes commerciales et des marchés, et à déterminer quels étaient les produits échangés. »

réaction qui se serait traduite par des pressions sur la frontière orientale de la colonie du Cap, ou par le désir de faire du commerce avec les Portugais dans la baie de Delagoa. La remarquable conjonction de ces événements, au début du XIXe siècle, avec les *djihād* de l'Afrique occidentale et le réveil de l'Éthiopie exige une explication globale[3]. Mais, plutôt que de chercher cette explication dans la dynamique des sociétés africaines, les historiens croient trop facilement la trouver dans l'industrialisation de l'Europe et dans l'influence de l'économie mondiale sur l'Afrique.

Il est donc nécessaire, dans ce chapitre d'introduction, de concentrer son attention sur ce qu'était l'Afrique au début du XIXe siècle, et de voir les caractéristiques et les tendances générales de cette période, la nature et l'importance des éléments du passé qui subsistent, les innovations et les nouveaux départs, enfin les tendances pour l'avenir. Ce n'est qu'en abordant ce problème, dès maintenant, que nous pouvons espérer comprendre, à la fin du volume, ce que fut l'évolution de l'Afrique au XIXe siècle, et dans quelle mesure il faut considérer la présence des Européens comme « une condition préalable et nécessaire au développement technique, culturel et moral des sociétés africaines »[4], ou au contraire comme la principale cause du sous-développement de l'Afrique.

La démographie et les mouvements de populations[5]

Au début du XIXe siècle, les principaux groupes linguistiques et culturels qui composaient la population de l'Afrique s'étaient depuis longtemps établis dans les différents territoires dont ils revendiquaient la possession. Dans la plus grande partie du continent, cette répartition s'était achevée avant le XVIIe siècle. Au XIXe, les différents groupes, ayant affermi plus ou moins leur position, étaient parvenus à un état de stabilité. C'est seulement dans la Corne de l'Afrique et en Afrique orientale (mis à part les plateaux du centre de la région des Grands Lacs), ainsi qu'à Madagascar, que d'importantes migrations se poursuivirent, au XVIIe et au XVIIIe siècle, vers des régions de peuplement relativement faible ; même dans ces régions, les populations

3. Voir la tentative de I. Hrbek en 1965 (publiée en 1968) : « I1 est étonnant de voir combien d'événements, qui auront une portée considérable, se sont produits en Afrique entre 1805 et 1820 ; bien qu'il n'y ait pas eu de liens entre eux, ils constituent un mouvement distinct dans l'histoire de l'Afrique. » Il cite les *djihād* des Fulbe d'Afrique occidentale, le soulèvement des Zulu et celui du Buganda, la fondation de l'Égypte moderne par Muḥammad ʿAlī, l'expansion de l'Imerina à Madagascar, le soulèvement des Omani à Zanzibar et l'abolition de la traite des esclaves. Voir I. Hrbek, 1968, p. 47-48. Les historiens, qui aujourd'hui aspirent à une synthèse applicable à tout le continent, croient trop facilement que l'explication globale réside dans l'intégration progressive de l'Afrique à l'économie mondiale.

4. T. Hodgkin, 1976, p. 7, à propos du point de vue de ceux qu'il appelle « les savants administrateurs impérialistes ».

5. Cette section s'inspire largement de deux chapitres de cette *Histoire*, écrits respectivement par J. Vansina (chap. 3, vol. V) et par J. C. Caldwell (chap. 18, vol. VII).

avaient atteint, au début du XIXe siècle, la stabilité qu'implique la maîtrise de l'espace.

Nous entendons ici par migration le déplacement extraordinaire d'un grand nombre de personnes sur de vastes étendues et pendant une longue période. Les déplacements réguliers qu'accomplissent, pour assurer leur subsistance, les éleveurs qui pratiquent la transhumance, les cultivateurs qui pratiquent l'assolement, les chasseurs et ceux qui vivent de la cueillette, qui parcourent des territoires déterminés à la recherche du gibier, du miel ou même des palmiers dont ils mangent les fruits, les pêcheurs qui suivent les migrations saisonnières des poissons, les marchands et les artisans spécialisés comme les forgerons, qui vont exercer leur activité dans des colonies éloignées, tous ces déplacements se poursuivaient; mais ils n'impliquaient généralement pas un départ définitif, et ne présentaient pas le caractère d'une migration au sens que nous avons donné à ce mot. Cependant la pression démographique, liée au type d'utilisation des terres, qui pouvait résulter d'un accroissement normal de la population durant une période de prospérité relative, ou l'immigration, provoquée par la guerre et l'effondrement des systèmes politiques ou par une sécheresse prolongée, une épidémie ou une autre catastrophe naturelle, pouvaient entraîner des processus d'expansion progressive. Le XIXe siècle a vu se dérouler grand nombre de ces expansions. Certaines, comme celle des Fang dans la zone des forêts équatoriales, furent déclenchées par des mouvements qui avaient commencé avant le XIXe siècle; d'autres, comme celle des Chokwe de l'Angola, eurent pour cause la modification des relations commerciales survenue au XIXe siècle. Les mouvements de populations les plus spectaculaires étaient liés au déclin ou à l'essor des systèmes étatiques; ils se limitaient à une région, comme celui qui suivit la chute de l'ancien Ọyọ dans la partie yoruba du Nigéria occidental; ou ils s'étendaient à toute une partie du continent, comme celui des Nguni du Nord qui suivit le Mfecane en Afrique australe. Les populations en mouvement ont souvent dû occuper et cultiver des terres qui avaient été, jusqu'alors, considérées comme de qualité inférieure, et par conséquent mettre au point des cultures et des techniques agricoles appropriées à leur nouveau milieu.

On estime habituellement à 100 millions d'habitants la population totale de l'Afrique au début du XIXe siècle. Ce chiffre est en partie arbitraire, et en partie le résultat d'une extrapolation fondée sur les maigres données démographiques relatives à la période qui suit 1950. Il est peut-être très éloigné du chiffre réel. Mais, du point de vue historique, les questions essentielles portent moins sur le chiffre absolu de la population que sur les tendances démographiques et leurs relations avec les systèmes économiques, l'activité agricole, et la répartition géographique de la population par rapport aux ressources du sol.

Les démographes supposent généralement que la population totale ne pouvait pas augmenter beaucoup, étant donné l'organisation de l'agriculture, l'état des techniques et de l'hygiène, et la forte mortalité infantile causée par les maladies. L'augmentation annuelle aurait dû être normalement de 0,5 %

(alors qu'elle se situe actuellement entre 2,5 et 3,5), c'est-à-dire que chaque année le nombre des naissances aurait dépassé celui des décès de 50 pour 1 000 habitants. La population aurait ainsi doublé en un millénaire. Comme la population restait stable en Afrique du Nord, et que l'on pratiquait une agriculture intensive et l'irrigation dans les régions fertiles, en particulier dans les oasis, la population augmentait régulièrement durant les périodes de prospérité ; mais il semble que cet accroissement était annulé par les sécheresses et les épidémies, si bien que la population pouvait difficilement demeurer stable. Dans les herbages du Soudan, comme dans ceux de l'Afrique centrale et australe, les populations transformaient constamment leurs techniques ; elles associaient l'élevage à la culture du sol ou pratiquaient divers types d'agriculture mixte, capables d'assurer la subsistance d'une population croissante. Les habitants des régions plus boisées mirent également au point des types d'agriculture qui permettaient l'accroissement démographique ; au XVIIIe siècle, la population atteignait une forte densité dans des régions comme la basse Casamance, le pays des Igbo dans le sud-est du Nigéria, les herbages du Cameroun, la région des Grands Lacs d'Afrique orientale. Cependant, s'ajoutant aux catastrophes naturelles, la traite des esclaves et les guerres meurtrières qu'elle entraîna causèrent de telles pertes démographiques, notamment par la diminution, durant une très longue période, du nombre des femmes en âge d'avoir des enfants, que la population totale de l'Afrique baissa aux XVIIe et XVIIIe siècles ; ce dépeuplement, inégalement réparti, toucha le plus durement ceux qui étaient le moins capables de se défendre, alors concentrés dans l'ouest et dans le centre-ouest de l'Afrique.

On n'a pas encore complètement analysé les effets de ce dépeuplement ; les hypothèses dont ils font l'objet continuent d'alimenter une vive controverse[6]. On considère aujourd'hui que l'accroissement rapide de la population, joint à des ressources et à une productivité limitées, est une des principales caractéristiques du sous-développement[7] ; mais cela est vrai seulement pour des économies structurellement interdépendantes. Dans le cas des économies relativement indépendantes du début du XIXe siècle, c'est certainement plutôt le sous-peuplement qui était un facteur de sous-développement. Il est vrai que certaines communautés africaines, lorsqu'on les compare à leurs voisines, semblent avoir tiré profit de la traite des esclaves : elles sont parvenues à conserver leur capacité de résistance en exploitant la faiblesse des autres communautés ; elles ont ainsi fait durer leur prospérité assez longtemps pour mettre sur pied de solides systèmes économiques dans lesquels l'accroissement démographique augmentait la productivité et assurait le maintien du développement. Mais il est probable que même ces communautés ont souffert de l'appauvrissement de leurs voisines et de l'insécurité qui régnait à leurs frontières. Aucune société, ni aucune économie, n'aurait pu échapper au traumatisme et au découragement qui furent l'effet général des pertes démographiques considérables causées par la traite des esclaves et les

6. Voir J. E. Inikori (dir. publ.), 1982*a* et 1982*b*, p. 29-36.
7. L. Valensi, 1977, p. 286.

guerres qui l'ont accompagnée[8]. La traite paraît fournir la meilleure explication du fait que, de tous les continents, c'est en Afrique essentiellement que les structures politiques et économiques, au début du XIXe siècle, semblent avoir été les plus instables et les plus fragiles. Les frontières des États et les centres administratifs se sont apparemment déplacés au rythme d'une fluctuation constante. Il ne semble pas que les agriculteurs aient tiré le meilleur rendement de la plupart des terres, même compte tenu des méthodes et des techniques alors en usage.

Le XIXe siècle n'a pas modifié brusquement la situation démographique dans son ensemble. La campagne pour l'abolition de la traite n'a produit ses effets que lentement. Elle eut d'abord pour résultat moins de réduire l'exportation des esclaves que de la concentrer dans un plus petit nombre de ports; lente au début, la baisse de cette exportation prit, après 1850, de fortes proportions. Mais la traite vers Zanzibar et l'océan Indien augmentait à mesure que diminuait celle qui se faisait vers l'Amérique. Il y a plus: l'essor des exportations qui remplacèrent la traite fit que, en Afrique même, on eut besoin d'un beaucoup plus grand nombre d'esclaves pour se procurer l'ivoire, pour récolter l'huile de palme, les arachides, le miel, les clous de girofle et, plus tard, le caoutchouc et le coton, ainsi que pour transporter tous ces produits. Le XIXe siècle vit donc une augmentation considérable de la traite intérieure et du travail servile, ce qui eut des effets désastreux sur les procédés d'exploitation. Des historiens affirment que la population diminua de moitié dans l'espace d'une génération dans certaines régions de l'Angola avant 1830, et de l'Afrique centrale et orientale pendant quelque temps après 1880. L'abolition de l'esclavage n'en a pas moins fini par arrêter la déportation massive des Africains. Il semble que, pour la première fois depuis le XVIIe siècle, la population ait eu tendance à croître sur l'ensemble du continent au début du XIXe siècle[9]; ce mouvement s'est accentué entre 1850 et 1880, puis a décliné quelque peu au début de la colonisation, avant de poursuivre sa remontée, lentement d'abord, puis à un rythme plus spectaculaire, à partir des années 1930. Cette augmentation démographique produite au début du XIXe siècle, à la fois par des facteurs internes et externes, fut elle-même un important facteur de changement, en particulier dans des régions qui, comme l'Afrique orientale et australe au XVIIIe siècle, n'avaient guère ou pas du tout connu la traite des esclaves.

L'intérêt croissant des Européens pour l'Afrique

Quels que soient les doutes qu'on peut avoir quant au chiffre de la population de l'Afrique au début du XIXe siècle, ou aux conséquences d'un accroissement démographique à cette époque, une chose est certaine: les

8. J. E. Inikori, 1982*b* , p. 51-60.
9. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VII, chap. 18; voir aussi J. C. Caldwell, 1977, p. 9.

Européens ont alors montré pour l'Afrique un intérêt grandissant, dont on a sans doute exagéré, par ailleurs, l'importance comme facteur de changement dans l'histoire de l'Afrique.

Cet intérêt a d'abord poussé les Européens à entreprendre, à partir de la fin du XVIIIe siècle environ, des expéditions en vue de rapporter des renseignements plus précis sur les principales caractéristiques géographiques du continent africain : sources des fleuves, situation des montagnes et des lacs, répartition de la population. On cherchait aussi à savoir quels étaient les plus grands États, les marchés les plus importants, et les principales productions de l'agriculture et de l'industrie. La Révolution française, les guerres napoléoniennes et les efforts des pays coalisés — notamment de l'Angleterre qui était la principale puissance maritime — pour contenir l'expansion française eurent des répercussions en Afrique. Les Français, pour qui l'Égypte était la porte de l'Extrême-Orient, occupèrent Alexandrie et Le Caire. Les Anglais s'emparèrent de la colonie hollandaise du Cap. Par la suite, en prenant de l'ampleur, le mouvement pour l'abolition de l'esclavage permit à l'Angleterre, dont la suprématie maritime s'affirmait toujours davantage, d'intervenir en Afrique aussi souvent qu'elle le voulait, sous le prétexte d'une mission à remplir. En 1807, le Gouvernement anglais interdit la traite des esclaves aux marchands anglais et fit de la ville de Freetown, fondée par des esclaves libérés, une colonie de la Couronne et la base d'une campagne navale menée contre la traite au large de l'Afrique occidentale. Les Français furent chassés d'Égypte ; mais, profitant de la faiblesse de l'Empire ottoman, ils continuèrent à chercher des avantages commerciaux et autres en Afrique du Nord, où la lutte contre les pirates maghrébins servait d'excuse à leurs entreprises. Après leur défaite, les Français durent se rallier au mouvement abolitionniste et cela fut, pour eux, une nouvelle raison de s'intéresser aux ports et aux comptoirs de l'Afrique occidentale. L'abolitionnisme, les missions et la recherche de produits pouvant faire l'objet d'un commerce plus honorable que celui des esclaves sont donc devenus, au XIXe siècle, des éléments de la situation politique de l'Afrique.

Il importe de n'exagérer ni la puissance que les Européens avaient en Afrique au début du XIXe siècle ni le rythme auquel ils ont acquis des « possessions », ou pénétré à l'intérieur du continent, avant 1850. Les Portugais se prétendaient les maîtres de territoires étendus en Angola et au Mozambique. Ils avaient fondé, à l'intérieur des terres, des postes militaires et des *prazos* [exploitations agricoles], et dominaient par intermittence une région qui s'étendait de Loje, au sud du Cuanza, jusqu'à Cassange (Kasanga) à l'est, sans parler de leurs comptoirs situés sur la côte, entre Ambriz et Moçâmedes. Au Mozambique, leur domination effective se limitait, en 1800, à l'île de Mozambique. Les marchands brésiliens et mulâtres jouaient, dans cette île, un plus grand rôle que les administrateurs portugais. La demande croissante dont les esclaves étaient l'objet, à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, fit abandonner le système des *prazos*. La sécurité des routes commerciales était assurée principalement par les *pombeiros* ; mais ces mulâtres aux pieds nus, qui vendaient des produits brésiliens, n'auraient pu exercer leur commerce, si celui-ci n'avait pas été toléré par les chefs et les marchands

africains[10]. Les Français avaient, après 1815, rétabli leurs comptoirs en Sénégambie, notamment ceux de Saint-Louis et de Gorée. Ils avaient essayé, sans succès, de fonder au Walo une exploitation agricole, défendue par un poste militaire à Bakel. En Afrique du Nord, ils s'emparèrent d'Alger en 1830; il leur fallut ensuite vingt ans pour triompher de la résistance des Algériens soulevés par l'émir ʿAbd Al-Ḳādir (Abd El-Kader). Dans la colonie anglaise que formaient Freetown et les villages d'agriculteurs de la presqu'île voisine, l'acculturation des esclaves affranchis donna naissance à la culture « créole ». La prospérité croissante de cette colonie et l'émigration de ses habitants à Bathurst, Badagri, Lagos, et au-delà, étendirent sur la côte l'influence des marchands et des missionnaires anglais qui, à un ou deux endroits comme Abeokuta, commencèrent à pénétrer à l'intérieur du continent vers 1850. Sur la Côte-de-l'Or, les Anglais, qui subissaient encore la concurrence des commerçants danois et hollandais, s'opposèrent aux efforts de domination des Ashanti, notamment en exploitant la crainte que ceux-ci inspiraient aux Fanti, et en incitant ces derniers à s'unir sous la protection de l'Angleterre. En Afrique australe, bien que les fermiers anglais n'eussent pas réussi à s'implanter au Natal, la colonie du Cap s'étendit considérablement grâce à la sécession des *trekboers* rebelles qui s'enfoncèrent à l'intérieur du continent, obligeant l'administration anglaise à les suivre, ne fût-ce que pour les empêcher d'être exterminés par les armées des nouveaux États africains. Les Anglais se donnaient ainsi l'apparence d'être les arbitres de la situation et les véritables maîtres de la région. Mais l'Afrique du Sud resta, jusqu'au milieu du XIXe siècle, une colonie divisée, peuplée de fermiers pauvres qui étaient souvent à la merci de leurs voisins africains, lesquels n'étaient d'ailleurs pas moins divisés.

Diverses tentatives ont été faites pour répéter le succès des Anglais à Freetown: les Américains fondèrent une colonie au Libéria, les Français à Libreville, et les Anglais à Freretown, en Afrique orientale. L'intérêt croissant que les Anglais et les Français portaient à l'Inde et à l'océan Indien — Aden, l'île Maurice, Madagascar et le nouveau sultanat de Zanzibar — eut bientôt des répercussions en Afrique. Il faut rappeler cependant que les Européens et les Américains se rendaient en Afrique par la mer, et qu'ils étaient concentrés sur les côtes. Ils n'ont pas effectué de pénétration importante à l'intérieur du continent avant 1850, alors que les principaux événements que l'Afrique a connus au début du XIXe siècle, comme la renaissance éthiopienne, le Mfecane ou les *ḏjihād* de l'Afrique occidentale, ont tous, à l'exception de la réforme de Muḥammad ʿAlī, pris naissance à l'intérieur du continent.

La présence des missionnaires a beaucoup contribué au succès spectaculaire des Anglais à Freetown. Répondant aux exigences de la situation, des missionnaires de culture allemande, originaires de Brême et surtout de Bâle, prirent part à la mise en valeur de cette colonie britannique, après avoir surmonté les hésitations que leur inspirait leur foi piétiste. Comme les

10. A. F. Isaacman, 1976, p. 8-11

missionnaires anglais, ils comprirent que l'exploitation des fermes, l'étude des langues autochtones, l'enseignement, la construction et le commerce offraient de plus grandes possibilités d'action que la prédication. Un certain nombre de missions furent construites, et certains missionnaires de premier plan jouèrent un rôle à titre individuel dans les conflits raciaux; mais la réussite de Freetown ne fut jamais égalée. Diverses organisations chargées de la propagation du christianisme virent le jour. L'enseignement élémentaire et les études linguistiques inaugurées par les premiers missionnaires ne portèrent leurs fruits que plus tard. Les missions chrétiennes furent, en Afrique, un plus important facteur de changement dans la seconde moitié du XIXe siècle que dans la première. En 1850, Livingstone en était encore à sa première expédition missionnaire. La Congrégation des pères du Saint-Esprit fut fondée en 1847, celle des pères Blancs en 1863.

Dans la première moitié du XIXe siècle, l'activité des commerçants européens s'étendit beaucoup plus rapidement, et sur des territoires beaucoup plus vastes, que l'influence des missionnaires. Cela tient en grande partie au fait que ce commerce était le prolongement de la traite des esclaves qui avait eu cours avant le XIXe siècle. Les premiers à pratiquer le commerce légitime furent des négociants qui avaient auparavant pratiqué la traite, ou qui étaient restés des négriers. Ce fait mérite d'être souligné, parce que les structures des nouvelles relations commerciales ressemblaient beaucoup à celles de la traite. La monnaie joua un rôle grandissant après 1850, mais, dans la première moitié du siècle, le commerce de l'huile de palme, des arachides, de l'ivoire et des clous de girofle reposait sur la traite intérieure et sur le crédit: il fallait, après avoir fait des avances en nature aux marchands africains, prendre des mesures pour protéger cet investissement et pour s'assurer de la livraison de la contrepartie. Tant que les négociants européens restèrent sur la côte où des commerçants africains de l'intérieur leur apportaient des marchandises, ou que des intermédiaires africains, voire des *pombeiros* ou des commerçants arabes ou waswahili[11] habitant sur la côte, y ramenèrent des produits négociés à l'intérieur contre des marchandises achetées à crédit sur le littoral, les échanges commerciaux demeurèrent structurés comme ils l'étaient avant le XIXe siècle. La récolte des fruits du palmier, de la gomme arabique et du miel, et même la chasse à l'éléphant employaient un plus grand nombre d'Africains que ne l'avaient fait la capture des esclaves et leur vente aux Européens. D'autre part, dans les principales régions où se faisait le commerce, sur la côte ou près des routes commerciales, les populations africaines ont progressivement modifié la composition de leurs classes dirigeantes et la façon dont les membres en étaient choisis. Les événements survenus au XIXe siècle ont notamment favorisé l'ascension et l'accession au pouvoir de certains groupes de guerriers. Les descendants des esclaves affranchis faisaient souvent du commerce; le nombre et l'importance de ces commerçants créoles s'accrurent dans les années 1870. Mais il ne faut pas

11. Pluriel de swahili.

exagérer la rapidité et l'étendue de la mobilité sociale. Les chefs traditionnels n'ont pas renoncé facilement à leurs privilèges. Au contraire, partout où cela leur fut possible, ils ont affermi leur position en s'appuyant sur des guerriers, ou même sur des marchands européens ou créoles. Les guerriers et les marchands créoles qui cherchaient à prendre part aux privilèges du chef devaient suivre les structures existantes qui réglaient la compétition politique. Il leur fallait recruter une suite nombreuse, composée principalement d'esclaves et de clients, et acquérir les richesses dont la distribution leur permettrait d'accéder au pouvoir. Ainsi, comme la diversification des produits échangés ne s'est pas accompagnée d'une transformation du système des relations commerciales, elle n'a pas, du moins dans la première moitié du XIXe siècle, entraîné la révolution économique et sociale à laquelle on aurait pu s'attendre.

Le commerce européen s'étendait rapidement[12]. Mais cette extension ne fut possible que grâce au système qui était déjà celui des relations commerciales locales et régionales. De ce fait découlent un certain nombre de conséquences qu'il nous faut souligner. La première est que le commerce local et régional dépendait beaucoup moins des impulsions venant de l'extérieur que de la dynamique interne des communautés africaines, et en particulier de leurs systèmes de production agricole, artisanale et industrielle. Une autre conséquence est que, du moins au début, le commerce extérieur occupa une place beaucoup moins grande que le commerce intérieur dans la vie de la plupart des populations africaines. L'importance du commerce extérieur ne fut pourtant pas négligeable, puisque le contrôle de ce commerce a peut-être été, dans certains cas, un facteur décisif de supériorité. Il est difficile d'établir dans quelle mesure le développement du commerce extérieur a contribué à l'enrichissement de certains chefs africains, ou leur a permis d'obtenir des produits essentiels qu'ils n'auraient pu se procurer autrement. Les armes à feu étaient, parmi ces produits, celui qui revêtait le plus d'importance pour la plupart des États africains. Les efforts des Européens pour contrôler, dans leur propre intérêt, le commerce des armes à feu firent qu'un grand nombre de chefs accordèrent au commerce extérieur, qui était un moyen d'acquérir cette marchandise, une importance qu'il n'avait pas en réalité, puisque la possession de fusils ne suffisait pas toujours à assurer la supériorité militaire.

Un autre problème soulevé par le développement du commerce extérieur est celui de ses répercussions non seulement sur le commerce local et régional, mais encore sur l'agriculture. Quelle que soit l'importance que certains chefs ont attachée au commerce extérieur, il est certain que, pendant toute la première moitié du XIXe siècle, il n'y a pas eu d'influence véritable sur l'agriculture si l'on considère, dans son ensemble, l'activité des populations africaines. L'agriculture employait une si grande partie de la population, elle pourvoyait à des besoins si fondamentaux, tels que le besoin de se nourrir, de se vêtir et de se loger, ses produits entraient pour une si large part dans les

12. On trouvera un résumé utile, mais qui porte sur l'ensemble du siècle précolonial, dans P. D. Curtin *et al.*, 1978, en particulier aux p. 369 à 376 et au chap. 14, p. 419-443.

fabrications artisanales et industrielles, qu'il est inconcevable qu'on puisse lui accorder moins d'importance qu'au commerce en général, et même qu'au commerce extérieur en particulier.

Les systèmes de production agricole

Il faut souligner le fait que, au début du XIXe siècle, l'économie, dans toutes les communautés africaines, était fondée sur la production de nourriture au moyen d'une ou de plusieurs de ces activités : la culture du sol, l'élevage, la pêche et la chasse. Toutes les autres activités — commerce politique, religion, fabrication artisanale et industrielle, construction, exploitation des mines — étaient secondaires par rapport à l'agriculture et n'auraient pu exister sans elle[13]. Non seulement l'agriculture occupait une place centrale dans la vie économique de l'immense majorité des Africains, mais les divers systèmes de production agricole permettent, dans une large mesure, de comprendre la structure des relations sociales et politiques à l'intérieur des communautés, les relations des communautés entre elles, et leur attitude à l'égard du commerce extérieur. Il est donc étonnant que les historiens aient porté toute leur attention sur le commerce extérieur[14] sans s'interroger sur ces systèmes qui étaient le fondement des sociétés africaines.

La plupart des études qu'on peut consulter sur l'agriculture en Afrique au XIXe siècle la considèrent du point de vue des économies coloniales. Animées de préoccupations théoriques et idéologiques, elles se rattachent à une discussion sur le sous-développement plus qu'elles ne cherchent à comprendre l'évolution de l'agriculture africaine au début du XIXe siècle. Elles voient dans les différents systèmes de production agricole la base uniforme d'une « économie naturelle », et dans l'avènement du mercantilisme, le prélude du capitalisme périphérique propre à la période coloniale. Très peu d'études s'appuient sur des données empiriques pour montrer le fonctionnement et le développement de communautés agricoles déterminées, au début du XIXe siècle. Elles ne permettent pas de considérer, séparément de ce point de vue, les différentes régions de l'Afrique ; et encore moins de faire une synthèse applicable à tout le continent. Mais on peut, grâce aux indications qu'elles contiennent, soumettre à un nouvel examen les principales caractéristiques de ce fondement des sociétés africaines que fut l'agriculture, et les facteurs qui les ont modifiées.

L'étude de quelques communautés villageoises de Tunisie, entre le milieu du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle[15] met en lumière certaines caractéristiques qui appartenaient essentiellement aux régions soumises à l'influence ottomane, mais qu'on rencontre aussi dans le reste de l'Afri-

13. D. Beach, 1977, p. 40, à propos des Shona.
14. Voir P. J. Shea, 1978, p. 94 : « Le commerce et la production sont évidemment liés, mais j'estime qu'il faut s'intéresser d'abord à la production. »
15. L. Valensi, 1977.

que: le régime foncier; le système familial de production et d'échange; les pressions exercées par un gouvernement central qui, en échange des impôts qu'il percevait, protégeait ses sujets, mais n'assurait presque aucun service public; et le danger constant que représentaient, pour la santé, les épidémies de peste, de choléra et de variole. L'auteur de cette étude a choisi de considérer la période qui va de 1750 à 1850 pour souligner la continuité des faits qu'elle comprend, et pour bien montrer que la faiblesse de l'économie tunisienne remontait au XVIII^e siècle plutôt qu'au XIX^e et qu'on ne peut donc l'attribuer à l'intervention des Européens. Laissons de côté pour le moment ce problème, et le fait qu'au Maghreb et en Égypte seulement, pour ne rien dire du reste de l'Afrique, il y avait une grande variété de formes sociales et politiques. Les principales caractéristiques de la situation tunisienne n'en méritent pas moins d'être examinées, dans une présentation générale des problèmes africains.

Le régime foncier dans les villages tunisiens au début du XIX^e siècle était soumis à la loi islamique; mais il se prêtait, en théorie comme en pratique, à un grand nombre d'interprétations de la part du gouvernement central, des *ḳā'id* ou des familles intéressées. Parce qu'on y pratiquait l'agriculture intensive qui caractérisait les « oasis », les terres avaient une plus grande valeur économique que dans les autres régions d'Afrique. On pouvait être par conséquent plus souvent tenté de les convertir en argent. Mais, et c'est là le fait essentiel, au début du XIX^e siècle, la propriété privée du sol n'était généralement pas reconnue, ce qui constituait une différence fondamentale par rapport au système féodal de l'Europe. En Tunisie, comme ailleurs en Afrique, la terre appartenait à la communauté ou au roi, dans la mesure où il était chargé des intérêts de celle-ci. Au niveau local, le *ḳā'id* ou tout autre représentant compétent de l'autorité attribuait aux agriculteurs l'usage des terres. Ce droit d'attribution pouvait faire l'objet d'une rivalité. Des communautés voisines, même lorsqu'elles versaient des impôts ou payaient un tribut au même suzerain, se disputaient parfois le droit d'exploiter directement les terres ou de les distribuer aux agriculteurs; mais le principe fondamental était qu'on n'avait pas le droit d'acheter ou de vendre le sol. L'évolution s'accéléra au XIX^e siècle, en particulier avec l'arrivée des Européens; la séparation des champs par des clôtures et le développement des exploitations agricoles contribuèrent à généraliser le commerce des terres. Le gouvernement central, tout en maintenant en théorie le fondement juridique du régime foncier, essaya parfois de tirer profit de la valeur économique du sol; de même, les familles qui éprouvaient des difficultés financières cherchaient parfois à garantir un emprunt en cédant à leurs créanciers, au moins temporairement, une portion de terrain. Ces pratiques n'ont modifié que progressivement le système de production agricole propre au XVIII^e siècle; et elles ont rarement porté atteinte au fondement théorique du régime foncier.

Il est à peine besoin de souligner, encore une fois, la diversité que les différentes zones écologiques de l'Afrique présentaient au point de vue des modes de production agricole; qu'il s'agisse des systèmes de propriété et de succession, de l'outillage de base, des types de cultures, de l'utilisation du sol

de la répartition des tâches entre hommes et femmes, ou de la spécialisation des différentes communautés en ce qui concernait le choix des cultures, la technique agricole et l'élevage. Mais une autre caractéristique de la situation tunisienne appartient à l'ensemble de l'Afrique. C'est celle qui met en évidence l'erreur que l'on commet lorsqu'on persiste à parler, à propos de l'agriculture africaine, d'une « économie de subsistance » ou d'une « économie naturelle ». Ces expressions tirent leur origine de l'idée fausse d'après laquelle les communautés rurales de l'Afrique étaient des communautés statiques formées par des « tribus indépendantes ou presque »[16]. Comme on a recueilli des faits qui réfutent l'hypothèse de l'isolement des communautés, certains tenants de l'agriculture de subsistance, tout en reconnaissant l'importance prédominante de la circulation des biens et des services, semblent maintenant donner de la subsistance une définition fondée sur une conception idéologique. Ils prétendent que les agriculteurs africains pratiquaient une agriculture de subsistance mais qu'ils n'étaient pas des paysans, pour la raison que, même s'ils se livraient à des échanges, la recherche du profit n'était pas leur principal motif. Ils définissent les paysans comme « de petits producteurs agricoles qui assurent leur subsistance en *vendant* une partie de leurs récoltes et de leurs troupeaux » ; et ils considèrent que l'apparition de la paysannerie résulte nécessairement de la formation de nouveaux marchés et de la recherche du profit[17]. L'histoire de la Tunisie montre bien qu'en Afrique, au début du XIXe siècle, les systèmes de production agricole étaient tels que les différentes communautés ne pouvaient pas être indépendantes. La diversité des sols, des traditions familiales, des préférences individuelles et des techniques avait pour effet la diversité des cultures. La culture du sol, la fabrication artisanale et l'élevage formaient des combinaisons dont la variété incitait les familles à satisfaire leurs besoins essentiels en échangeant entre elles leurs productions. Chaque famille cédait une partie de l'excédent de sa production en échange de ce dont elle avait besoin mais qu'elle ne produisait pas, et conservait le reste en prévision d'une sécheresse ou d'une autre catastrophe.

Au début du XIXe siècle, il n'y avait, dans aucune région d'Afrique, si reculée fût-elle, de communautés rurales dont on aurait pu dire qu'elles se suffisaient entièrement à elles-mêmes, ou qu'elles étaient complètement indépendantes. Dans son étude sur le règne de Womunafu au Bunafu, D. W. Cohen a montré que même une petite communauté isolée disposait de biens et de services que seuls des spécialistes pouvaient lui procurer[18]. Le Bunafu était une région reculée du nord du Busoga, qui, d'après D. Cohen, n'avait jamais été jusque-là soumise à aucun pouvoir administratif. Un certain nombre de chefs accompagnés de leur famille et de leurs partisans s'y étaient établis à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. Cette

16. E. P. Scott, 1978, en particulier les p. 449 et 453, dont les notes retracent la longue controverse fondée sur l'opposition entre l'agriculture de subsistance et l'échange et entre le caractère « formel » et le caractère « réel » des échanges.
17. R. Palmer et N. Parsons, 1977*b*, p. 2-5.
18. D. W. Cohen, 1977, p. 48 ; voir également carte 11.2 ci-après.

pénétration se rattachait aux dernières phases des migrations des Luo qui, partis des sources du Nil, avaient vu se joindre à eux des groupes chassés des rives septentrionales du lac Victoria et de petits États comme Luuka par l'expansion du royaume du Buganda. Ces migrants, fuyant les États déjà constitués, cherchaient des régions faiblement peuplées. Leurs habitations étaient dispersées et non pas groupées en villages. Ils n'avaient pas de véritables marchés où des échanges auraient pu s'effectuer périodiquement. Les mariages, les rites et les autres formes de relations sociales firent naître chez eux le sentiment de constituer une communauté. Après une période de lutte pour le pouvoir, un des prétendants réussit à imposer son autorité à tout le groupe, mais son domaine restait, pour chaque famille, le centre de la vie sociale. Comme le dit Cohen : « La dispersion des domaines […] favorisait l'apparition et le maintien de traditions héroïques dont le thème central était le défrichement du territoire, et qui fondaient la pérennité du pouvoir et des droits reconnus sur ce territoire aux descendants du défricheur. C'était un principe établi que chaque homme était le maître dans son domaine, comme le roi était le maître dans son royaume. Le domaine était un monde fermé, qu'il fût ou non entouré d'une clôture ; dans les limites de son domaine, chaque homme était souverain[19]. »

Il n'est pas nécessaire ici de montrer, de façon détaillée, comment et sous quelle forme un pouvoir suprême s'est dégagé des traditions rivales relatives aux fondateurs des différentes familles du Bunafu. Ce qu'il faut souligner, c'est que, au début du XIXe siècle, les domaines étaient les unités du système de la propriété foncière et de la production. Mais même au Bunafu, malgré les clôtures qui les entouraient et la distance qui les séparait les uns des autres, les domaines ne se suffisaient pas à eux-mêmes. En l'espace de deux générations, des relations sociales et culturelles se tissèrent, formant un réseau dans lequel les biens et les services circulaient avec une remarquable facilité. De nouveaux arrivants comme le *mukama* Womunafu et ses compagnons introduisirent des techniques, des connaissances et des produits nouveaux. La demande dont faisaient l'objet certains produits notamment utilisés dans l'agriculture, comme le sel, la poterie et la ferronnerie, donnait lieu parfois à la tenue de marchés où les habitants apportaient, pour les échanger contre ces produits, des tissus d'écorce, des peaux ou des animaux vivants. D'autres apportaient l'excédent de leur production à des pêcheurs ou à des artisans spécialisés, comme les forgerons et les potiers. Les biens et les services circulaient aussi sous forme de paiements pour certains rites, ou à l'occasion des mariages et des autres événements de la vie sociale, sans parler du pillage, des vols et des enlèvements. L'étude de Cohen nous présente, comme il le dit lui-même, « une série de tableaux de la vie économique d'une région qui, au début du XIXe siècle, n'était pas encore soumise à un pouvoir administratif. Cette économie n'était pas "canalisée" par le commerce international ou interrégional, mais reposait sur un réseau

19. *Ibid.*, p. 43.

de circulation, de distribution et de redistribution remarquablement dense et étendu »[20].

Le XIXe siècle apporta, même au Bunafu, des changements entraînant des contraintes et des possibilités nouvelles. À mesure que les familles s'agrandissaient, les cultures s'étendaient à des terres auparavant négligées. On essaya des cultures nouvelles dont on s'était méfié jusqu'alors ; certaines prirent par la suite une grande importance. L'« horizon économique » des villageois s'élargissait à mesure que le commerce resserrait les liens des villages avec les ports de la côte et les marchés d'outre-mer. L'extension des relations commerciales amena des changements sociaux et politiques. Elles eurent tendance à renforcer la position des chefs qui pouvaient s'enrichir plus rapidement — en taxant le commerce du sel, du fer et du cuivre, sans parler de l'ivoire, de la cire d'abeille et de l'huile de palme — qu'en levant un tribut sous forme de produits agricoles et de corvées. Mais les chefs pouvaient difficilement s'approprier tous les profits que rapportait le commerce. Un grand nombre d'individus quittèrent, pour aller chercher fortune, le lieu de résidence que leur imposait la coutume, ce qui augmenta la mobilité sociale. Ces événements, qui d'ailleurs se déroulaient lentement, ne constituaient pas de véritables nouveautés, mais résultaient plutôt de l'accentuation d'une tendance et de la généralisation d'un comportement qu'on pouvait déjà observer au XVIIIe siècle. Il ne faut donc pas exagérer l'effet qu'a pu avoir le commerce extérieur. Comme J.-L. Vellut le montre bien, l'histoire de l'Afrique au XIXe siècle ne se réduit pas à la façon dont ce continent a subi les fluctuations de l'économie mondiale ; c'est aussi l'histoire de la lente diversification des ressources naturelles exploitées par les Africains[21]. Il faut absolument mettre l'accent sur ce facteur interne qui a reçu l'empreinte des facteurs externes et qui a déterminé la réaction qu'ils ont suscitée. Comme Cohen l'indique dans le chapitre sur la région des Grands Lacs — que les historiens n'ont considérée jusqu'à maintenant que comme un ensemble d'États centralisés réagissant à des forces extérieures —, cette région, « au XIXe siècle, n'était pas seulement un ensemble d'États, petits et grands, mais aussi un monde où l'individu et la famille ne cessaient, de mille façons et parfois insensiblement, de changer d'attitude à l'égard de l'autorité de l'État, de la participation sociale, de la production et du commerce »[22].

Il est intéressant de comparer, au début du XIXe siècle, l'organisation de l'agriculture autour de l'ancienne ville de Kano, dans le nord du Nigéria, avec celle qui prévalait au Bunafu, dans cette région du nord du Busoga qui n'était soumise à aucune autorité administrative. Les marchés occupaient une plus grande place dans l'économie de Kano, car cette ville était devenue depuis longtemps un des centres du commerce local, régional et international grâce à l'importance de ses activités manufacturières : fabrication et teinture des tissus et tannage. Ce serait cependant une erreur de concentrer son attention

20. *Ibid.*, p. 47-48.
21. J.-L. Vellut, chap. 12 ci-après.
22. D. W. Cohen, chap. 11 ci-après.

sur les courants déterminés par les marchés et les routes commerciales au lieu de s'intéresser au réseau de relations sociales et culturelles dont dépendaient routes et marchés. Le souverain, la classe dirigeante et les marchands de Kano jouaient un rôle considérable dans la vie économique de cette ville fortifiée qui, par ailleurs, subissait l'influence de l'islam. Et pourtant, à Kano comme au Bunafu et dans les communautés villageoises de Tunisie, la production agricole, qu'il s'agît des cultures de base ou des diverses espèces de coton et de plantes tinctoriales, était assurée pour l'essentiel par des roturiers vivant dans des domaines ruraux qui constituaient la base du système de production. Comme Abdullahi Mahadi l'a fait remarquer dans une étude récente, le *maigida*, c'est-à-dire le chef d'un domaine, était, dans la région de Kano, « comme le gouverneur d'une ville ». Les gens de sa maison recevaient de lui la nourriture et le vêtement ; il présidait aux événements de leur vie sociale ; il déterminait chaque année l'étendue des terres à cultiver et les cultures qu'elles porteraient ; il décidait combien de temps serait employé à travailler sur l'exploitation collective (*gandu*), et combien de temps sur les exploitations individuelles (*gayauna*). Le travail n'était pas nettement divisé entre les sexes. Tout le monde participait à la plantation : les hommes creusaient des trous dans le sol et y déposaient des graines que les femmes et les enfants recouvraient ensuite de terre. Les adultes des deux sexes s'occupaient du désherbage, tandis que les enfants gardaient les moutons, les chèvres et les autres animaux domestiques. Les femmes rassemblaient au centre du champ les gerbes récoltées par les hommes. En plus du réseau des relations sociales et culturelles qui, dans certains cas, impliquaient le travail en commun et l'échange des produits, il y avait ce qu'on appelait le *gayya* [travail communautaire] accompli par les habitants d'un village à titre bénévole — mais un bon citoyen se devait d'y participer consciencieusement — lorsqu'un surplus de main-d'œuvre était requis par les plantations, les récoltes, la construction d'une maison ou d'autres activités de cette importance[23].

Comme il a été dit plus haut, l'État, incarné par l'émir et ses représentants officiels, jouait à Kano un rôle plus actif qu'au Bunafu dans la direction de l'économie et dans la vie des communautés rurales. Sur ce point, Kano se rapprochait de la Tunisie. L'émir était considéré comme le propriétaire du sol. Il pouvait également réglementer l'acquisition, l'utilisation et l'aliénation des terres. Il pouvait en retirer l'usage à ses sujets qui s'étaient volontairement rendus coupables de désobéissance, qui avaient manqué à leurs obligations fiscales, ou qui commettaient, de façon habituelle, des actions contraires aux intérêts de la société, comme le vol. L'émir avait en même temps le devoir de garantir aux sujets loyaux la possession de leurs terres, de sorte que les chefs des domaines croyaient généralement qu'elles leur appartenaient. Ils ne croyaient pas pour autant que la possession garantie par l'émir comportât en leur faveur le droit d'aliénation, bien qu'il fût généralement permis de donner leurs terres en location ou en sous-location. En s'appuyant sur cette

23. A. Mahadi, 1982, en particulier le chap. 6, « Agricultural and Livestock Production ».

conception d'après laquelle l'émir était le propriétaire du sol, des souverains entreprenants incitèrent fortement plusieurs groupes originaires notamment du Borno, d'Azben et du Nupe, qui pouvaient introduire à Kano diverses techniques agricoles ou industrielles, à s'établir dans différentes parties du royaume, où ils prirent la place des populations autochtones qu'on avait également incitées à quitter la région qu'elles habitaient. Le roi accorda aux chefs, aux principaux dignitaires et aux principaux marchands des domaines où ils employèrent leurs esclaves et leurs clients à la culture du sol, à l'élevage du bétail et à la production industrielle. D'autres travailleurs furent recrutés au moyen du système qui instituait le travail bénévole, le *gayya*.

Le succès obtenu par le *djihād* au début du XIXe siècle apporta d'importants changements à la politique économique de Kano. Il entraîna notamment l'application du système juridique de l'islam, la *sharīʿa* au régime foncier. Les califes donnèrent plus d'ampleur aux diverses mesures destinées à promouvoir la prospérité industrielle et commerciale. Cette politique, il faut le souligner, avait pour fondement l'organisation de l'agriculture qui était celle du XVIIIe siècle. Comme le dit Mahadi, « le système foncier antérieur au XIXe siècle ne subit aucune modification essentielle. L'aspect de continuité primait celui de changement »[24]. La *sharīʿa*, en reconnaissant à l'émir le droit de distribuer des terres, faisait du sol l'objet possible d'un commerce que « Kano continuait à considérer comme illégal ». L'effet le plus remarquable de l'application de la *sharīʿa*, au régime foncier semble avoir été de favoriser, par la voie de l'héritage, la division du *gandu* (domaine exploité collectivement par une lignée) en portions appartenant chacune à une seule famille, et par conséquent de réduire l'étendue des parcelles qui constituaient, pour les roturiers, la base de la production agricole. En même temps, la remarquable expansion de l'agriculture, pratiquée sur de grands domaines par la classe dirigeante et les principaux négociants, aggrava la pénurie des terres, en particulier à proximité de Kano et des autres villes ; ce qui poussa les petits agriculteurs à s'établir dans des régions plus éloignées, à abandonner l'agriculture pour la fabrication artisanale et industrielle, ou à se soumettre entièrement aux grands propriétaires, en se joignant à leur clientèle.

Les structures du pouvoir

Les exemples de Kano et du Bunafu illustrent, sous deux formes différentes, l'influence que la structure politique pouvait avoir sur le développement de l'agriculture en Afrique au début du XIXe siècle ; dans un cas, le système politique était centralisé et fortement structuré ; dans l'autre, un pouvoir diffus s'exerçait de manière informelle. Nous ne reprenons pas ici la distinction que les anthropologues ont autrefois proposé de faire entre les sociétés

24. *Ibid.*, p. 566-567.

« à État » et les sociétés « sans État ». Les habitants du Bunafu avaient le sentiment de vivre sous l'autorité d'un gouvernement. Les immigrants, qui avaient fui des systèmes politiques hiérarchisés et fortement structurés, s'inspirèrent du souvenir qu'ils en avaient gardé, lors des luttes qui entourèrent l'apparition d'un nouveau système politique au Bunafu. D'autres continuaient à croire aux pouvoirs du *mukama*, ce chef charismatique élu et habité par la divinité, ou à l'influence que des feux allumés rituellement dans la demeure royale pouvaient avoir sur la fécondité des femmes et la fertilité du sol. Vellut a montré qu'il fallait remplacer la distinction fondée sur la présence ou l'absence d'un État par une distinction entre « deux modèles du pouvoir : celui, hiérarchisé, défini, tributaire des royaumes, ou, à l'autre extrême, celui, plus égalitaire et plus informel, du gouvernement par des comités d'anciens ou de notables. Ces deux modèles étaient complémentaires et, dans la pratique, il existait une grande variété de situations intermédiaires, hésitations et compromis divers. Les exigences du milieu et des activités économiques, aussi bien que des circonstances historiques et même de personnes, ont favorisé un type d'organisation se rapprochant tantôt du modèle royaliste (avec ses qualités d'ordre, de sécurité), tantôt de l'idéal démocratique plus souple, moins contraignant »[25].

Il faut ajouter que le système étatique n'a pas toujours été celui qui assura le plus efficacement le maintien de l'ordre. Transcendant le système de lignées propre aux sociétés décentralisées, diverses institutions qui s'étaient développées dans les domaines religieux, judiciaire et économique ont pu, grâce à leur caractère global, remplir la fonction d'encadrement nécessaire au maintien de l'ordre, ou supplanter un État en décomposition[26]. On peut citer par exemple le *poro* et des associations similaires de la haute Guinée ou les diverses « sociétés secrètes » du Cameroun et du Gabon dans le bassin de la Cross et dans la zone de la forêt équatoriale. Dans le cas des Aro, l'influence d'un groupe d'oracles, largement diffusée par les colonies aro et par des « sociétés secrètes » locales, fournit la base judiciaire et économique de l'unification d'une vaste portion du pays igbo. Les changements économiques du XIXe siècle ont agi sur les structures du pouvoir non seulement en modifiant la structure des États, mais souvent aussi en renforçant les structures non politiques qui recouvraient déjà l'ensemble de la société.

Les événements survenus au début du XIXe siècle révèlent une tendance à la centralisation des systèmes politiques, et au renforcement de l'autorité royale. Tandis que se désagrégeaient les empires trop étendus comme celui des Lunda, comme l'Ancien Ọyọ et comme l'Empire mossi du *mogho naaba*, de nouveaux États plus petits, et soumis à des régimes plus autoritaires, prenaient leur place. Muḥammad ʿAlī affermit sa puissance en Égypte et, par là même, affaiblit encore davantage l'Empire ottoman ; il rêvait de remplacer celui-ci par un empire afro-arabe, mais ce projet, malgré les efforts de son fils, n'a jamais été réalisé. ʿUthmān dan Fodio parvint à transformer en un vaste empire le califat de Sokoto, mais le pouvoir politique réel fut délégué aux

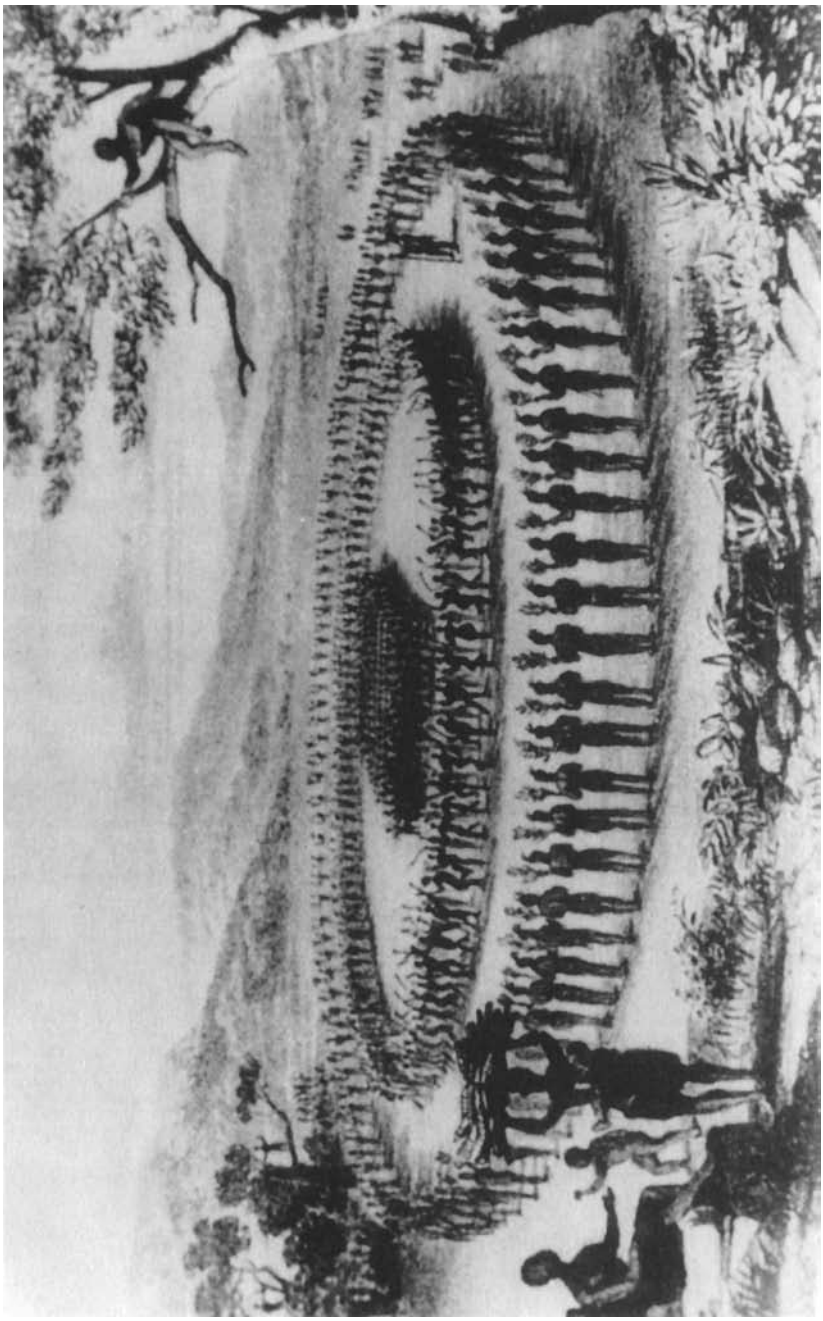
25. J.-L. Vellut, chap. 12 ci-après.
26. J. N. Oriji, 1982.

émirs. Le Mfecane, surtout, déclencha une réaction en chaîne qui aboutit à la constitution d'un ensemble de petits royaumes centralisés non seulement en Afrique australe, mais aussi en Afrique centrale et même orientale. Dans son analyse des causes du Mfecane, L. D. Ngcongco montre à quel point le système de production agricole chez les Nguni du Nord était centralisé, et comment la société nguni, sous l'impulsion de l'État, s'est adaptée aux exigences posées par la transformation de ce système.

Les cultivateurs nguni du Nord avaient mis progressivement au point un système d'exploitation mixte. Ils vivaient dans des habitations dispersées et non pas dans des villages comme les Sotho-Tswana. Le chef de la lignée paternelle habitait généralement dans la propriété familiale, avec deux ou trois femmes logées, chacune avec ses enfants, dans une maison séparée. Les hommes s'occupaient du bétail et chassaient ; les femmes se consacraient aux cultures. Le système d'utilisation du sol permettait au bétail d'avoir accès alternativement aux *pâturages doux* et aux *pâturages aigres :* « Au printemps et au début de l'été, les pasteurs nguni pouvaient emmener leurs troupeaux paître sur le "sommet" des hautes terres et, à partir du milieu de l'été, ils redescendaient avec leurs bêtes jusqu'au fond des vallées tapissées d'herbes tendres. La diversité du climat avait aussi permis à ces agriculteurs de choisir les terrains les plus appropriés à la culture du sorgho, du mil ou du maïs[27]. »

Le maïs introduit au XVIIIe siècle était devenu, au début du XIXe, la base de l'alimentation à la place des cultures traditionnelles. Ces facteurs semblent avoir entraîné une prospérité relative et un accroissement démographique qui, en aggravant la concurrence pour l'appropriation du sol, provoquèrent à leur tour des tensions sociales et politiques. Les chefs, souverains ou tributaires, formaient une hiérarchie. Leurs grands domaines pourvoyaient aux activités communautaires, qu'elles fussent de nature rituelle, culturelle ou militaire. Les souverains des Nguni du Nord ont apparemment emprunté aux Sotho-Tswana leurs rituels d'initiation centralisés. Allant plus loin, ils se servirent de ces rituels pour recruter des jeunes gens des deux sexes comme main-d'œuvre communautaire, et plus tard pour lever des troupes composées de jeunes guerriers qui devaient parfois passer jusqu'à dix ans dans le domaine royal avant de rentrer chez eux, de se marier et de reprendre le travail de la terre. Ce système permettait de limiter l'accroissement démographique et de régler les mouvements de populations. Les activités militaires de ces troupes prirent de l'ampleur à mesure que la concurrence pour l'appropriation du sol dégénéra en véritables guerres.

27. L. D. Ngcongco, chap. 5 ci-après.



1.1. *Danse cérémonielle à Mbelebele, camp militaire zulu, en 1836.*
[*Source* : J. D. Omer-Coopper, *The Zulu aftermath*, 1966, Longman, Londres (l'original se trouve dans A. F. Gardnier, *Narrative of a journey to the Zoolu country*, 1836, Londres). *Illustration* : Longman, © Slide Centre Ltd, Ilminster.]

Les impulsions venues de l'intérieur

Ainsi le Mfecane, qui est considéré comme une des principales causes des bouleversements qu'a connus l'Afrique au XIXe siècle, s'explique d'abord par la façon dont le développement social et économique s'est adapté, avant le XIXe siècle, à l'évolution historique. L'examen attentif des données dont nous disposons actuellement a réfuté toutes les tentatives d'explication globale qui rapportent le Mfecane à la présence des Européens au Cap, à l'influence grandissante de l'économie pastorale capitaliste pratiquée par les *trekboers*, ou à l'attrait du commerce établi par les Portugais dans la baie de Delagoa. Les impulsions qui ont produit le Mfecane venaient principalement de l'Afrique elle-même. Cela est également vrai des autres grands événements du début du XIXe siècle, comme les réformes de Muḥammad ʿAlī et les *djihād* d'Afrique occidentale.

Le mouvement national qui a porté Muḥammad ʿAlī au pouvoir, et dont il a su, par son habileté, rester l'inspirateur et le dirigeant, a souvent été attribué au choc causé par la « mission égyptienne » de Bonaparte. Mais c'est là une conception erronée, comme le montre A. Abdel-Malek dans son chapitre intitulé « La renaissance de l'Égypte (1805-1881) » : « Le XVIIIe siècle égyptien apparaît comme un laboratoire de ce que sera l'Égypte renaissante[28]. » Le sentiment national nourri par l'élite égyptienne dans les grandes villes, en particulier Le Caire et Alexandrie, et par les *shaykh* et les *ʿulamāʾ* dans les centres islamiques comme al-Azhar, suscita les révoltes d'octobre 1798 et d'avril 1800, qui affaiblirent la position des Français et provoquèrent leur départ. Le même mouvement fit échec à la tentative des Mamlūk pro-ottomans pour rétablir leur domination sur l'Égypte. C'est donc le sentiment national des Égyptiens qui a permis les réformes de Muḥammad ʿAlī, et qui explique la volonté que celui-ci et son fils ont eue de donner à l'Égypte un gouvernement véritablement national, tout aussi indépendant du sultan ottoman que des Européens, et capable d'administrer un empire afro-arabe.

Ce désir de renouveau et de réforme se manifeste également chez les divers souverains qui ont pris part à l'aventure du Mfecane, ou qui ont essayé de restaurer l'empire d'Éthiopie, ou chez les *shaykh* du Soudan central et occidental qui ont puisé dans les traditions de l'islam les principes d'une réforme sociale et politique. En grande partie grâce aux écrits qu'ont laissés les combattants du *djihād* et les voyageurs européens, nous avons une connaissance suffisante de l'ensemble de forces et d'idées qui a produit cette série de mouvements révolutionnaires, laquelle a commencé dans le Fouta Toro, le Fouta-Djalon et le Bondu (Bondou) au XVIIIe siècle, et a pris fin au XIXe siècle à Sokoto, au Macina et à Dinguiraye. Il est donc inutile d'essayer d'évaluer la place que l'économie européenne occupe dans cet ensemble de forces et d'idées : mercantilisme à l'époque de la traite des Noirs, ou capitalisme à l'époque de l'abolition de l'esclavage et des voyages de découverte.

28. A. Abdel-Malek, chap. 13 ci-après.

Le *djihād* a reçu son impulsion des Africains eux-mêmes. Les souverains qui ont pris part au *djihād* se sont efforcés de développer la production agricole, à la fois dans les exploitations familiales traditionnelles et dans les grands domaines exploités par des esclaves et des clients. Ils ont aussi encouragé l'industrie et le commerce. Ils ont amélioré les routes commerciales et la sécurité des commerçants. L'immense majorité des marchandises qui circulaient sur ces routes était destinée au commerce local et régional, mais les chefs du *djihād* ont aussi construit des routes pour les marchands qui traversaient le Sahara et pour les pèlerins qui se rendaient au Soudan oriental, dans la vallée du Nil et à La Mecque. Il apparaît de plus en plus certain que ces mesures relatives au commerce intérieur avaient, avant même la reprise, au XIXe siècle, du commerce avec les Européens, mis en place des routes commerciales qui traversaient tout le continent[29]. Bien sûr, les Européens ont rapidement pris connaissance du résultat de ces mesures et se sont empressés d'en tirer parti. Comme les historiens ne possèdent pas de documents aussi nombreux sur les régions situées plus au sud, ils ont moins souvent évité la tentation de surestimer l'influence qu'a eue, sur l'économie de l'Ancien Ọyọ, la part que cet État a prise au XVIIIe siècle à la traite des Noirs, par l'intermédiaire du pays des Ẹgba et de Porto-Novo[30]. Mais de telles hypothèses sur les conséquences de l'abolition de l'esclavage n'ont pas réussi jusqu'à maintenant à expliquer l'effondrement des bases économiques, politiques, religieuses et sociales de l'empire, ni les nombreuses tentatives qui furent faites au XIXe siècle pour fonder de nouvelles structures sur diverses idées politiques et religieuses. Il est plus probable que, comme dans les États où s'est livré le *djihād*, cet effondrement avait pour causes fondamentales le mécontentement des sujets et leur désir de réformes ; quant aux causes secondaires, ce furent la pénétration de la pensée musulmane et le *djihād* de Sokoto, plutôt que la traite ou son abolition. Les guerres, les migrations, la mise en valeur de régions jusque-là négligées comme celle des marais côtiers, l'essor des villes et de marchés nouveaux, le goût des expériences et des réformes, toutes ces conséquences de la chute de l'empire ont créé des possibilités que les Européens se sont bornés à exploiter.

Ce désir de renouveau est donc ce qui explique que, au XIXe siècle, tant de souverains africains, de l'Égypte et de la Tunisie, de Madagascar et du Lesotho, d'Abẹokuta comme du pays des Fanti aient, malgré la méfiance que leur inspiraient les intentions des Européens, pris le risque d'accueillir des marchands, des aventuriers ou des missionnaires venus d'Europe, en espérant que l'importation des techniques européennes aiderait au développement de leurs pays. L'Égypte ne fut pas le seul pays d'Afrique à avoir eu le sentiment d'une renaissance. On peut vraiment dire que le XIXe siècle fut, pour l'Afri-

29. Voir, par exemple, P. D. Curtin *et al.*, 1978, chap. 14.

30. R. Law, 1977, en particulier aux p. 217-236, passe en revue tous les documents disponibles, mais il paraît enclin à exagérer l'influence du commerce en général et de la traite en particulier sur l'économie de l'Ancien Ọyọ. Voir à la page 255 : « Il est probable que l'effondrement de la traite dans les années 1790 a considérablement réduit les revenus des Alafin et Awole a peut-être réagi à cette situation en augmentant les impôts à l'intérieur du royaume. »

que, « l'âge du progrès »[31]. Mais l'aspiration au progrès, qui a en effet dominé cette époque, avait son origine en Afrique même. Les souverains africains ont essayé de mettre à profit l'activité croissante des Européens, mais, victimes de cette activité, ils furent à la fin déçus dans leur espoir de renouveau.

Conclusion

Au début du XIXe siècle, de nouveaux facteurs de changement sont apparus dans l'histoire de l'Afrique, le principal étant le désir accru qu'avaient les Européens, non seulement de faire du commerce en Afrique, mais encore d'intervenir dans la vie sociale et économique des populations africaines. Ce désir se traduisait par diverses préoccupations : les Européens voulaient mieux connaître les populations et les ressources de l'intérieur, mettre fin à la traite des Noirs, développer l'exportation de certaines cultures ; les missionnaires cherchaient à imposer aux Africains la façon de vivre des chrétiens ; les commerçants s'efforçaient d'étendre leur activité à l'intérieur du continent. Tout cela créait de nouvelles possibilités et de nouvelles difficultés économiques. Les centres du nouveau commerce ne coïncidaient pas toujours avec ceux de l'ancien. Les différents États et, à l'intérieur des États, les différents groupes d'intérêts, se disputaient les sources de richesse et le commerce des produits devenus essentiels, comme les armes à feu. L'importance quantitative de ces nouvelles relations commerciales et, plus encore, la stimulation qu'elles exercèrent sur les échanges déjà existants donnèrent une expansion considérable aux activités commerciales. Mais il faut souligner, une fois de plus, que le commerce pratiqué au XIXe siècle était le prolongement de celui qui existait avant ; que les hommes qui l'ont inauguré et les structures qui l'ont soutenu étaient les mêmes qu'à l'époque de la traite ; qu'il reposait largement sur la traite intérieure et le travail des esclaves ; et donc sur les systèmes politiques, le réseau des routes commerciales, les relations sociales et économiques, et avant tout le système de production agricole. Il ne faut pas donner une image déformée de l'évolution de l'Afrique au début du XIXe siècle en faisant remonter à cette époque l'influence prépondérante que les Européens n'exerceront que plus tard sur les processus de transformation. Les traditions héritées du XVIIIe siècle et les changements propres à l'Afrique elle-même eurent, au début du XIXe siècle, beaucoup plus d'importance que les changements venus de l'extérieur.

31. C'est le titre (« Africa's age of improvement ») que A. Hopkins donna, en 1980, à sa leçon d'ouverture qui portait, il est vrai, sur les objectifs généraux de l'histoire économique de l'Afrique, plutôt que sur les tendances propres au XIXe siècle.

CHAPITRE 2

L'Afrique et l'économie-monde

Immanuel Wallerstein

Structures commerciales : des « produits de luxe » aux « denrées de première nécessité »

La grande transformation des relations économiques de l'Afrique avec le reste du monde n'a pas été le produit du partage du continent, à la fin du XIXe siècle. C'est, au contraire, le partage de l'Afrique qui fut une conséquence de la transformation des relations économiques de l'Afrique avec le reste du monde, et en particulier avec l'Europe ; processus qui commença vers 1750 pour aboutir à la vaste entreprise européenne de colonisation des dernières décennies du XIXe siècle.

Depuis longtemps, diverses régions d'Afrique étaient sillonnées par des routes commerciales qui se prolongeaient souvent au-delà du continent, traversant l'océan Indien, la Méditerranée et l'océan Atlantique[1]. On peut dire que ces relations commerciales extracontinentales correspondaient à peu près au « commerce de longue distance », pratiqué depuis des millénaires en Asie et en Europe, et dans le cadre duquel on échangeait ce qu'il est convenu d'appeler des produits de luxe, c'est-à-dire des produits qui rapportent gros pour un faible volume. La production de telles denrées destinées aux échanges ne faisait intervenir qu'une petite fraction de la main-d'œuvre des régions d'origine, et représentait probablement une faible partie de leurs

1. A. G. Hopkins (1973, vi) fait allusion à des « groupes d'entités économiques interdépendantes, qui entretenaient des relations commerciales régulières, très étendues, et très anciennes ».

revenus. Par conséquent, le commerce « de luxe » était un commerce « du superflu », en ce sens qu'il était possible de l'interrompre ou d'y mettre fin sans pour autant réorganiser à la base les processus de production dans les régions d'origine. On ne pouvait donc dire des deux régions dont les produits faisaient l'objet d'un tel échange qu'elles se situaient dans un même système de division du travail[2].

Il semble que les structures aient peu évolué entre 1500 et 1800 dans la zone de l'océan Indien. L'intrusion des Portugais, puis d'autres Européens, dans cette zone maritime, modifia quelque peu l'identité des protagonistes de ce commerce, mais presque pas sa nature et son ampleur. Même en ce qui concerne les hommes, les changements furent moins importants qu'on ne le croit généralement. Il semble que le Mozambique, dont le littoral avait été colonisé par les Portugais, comptait encore en 1750, parmi ses marchands, davantage de ressortissants de l'Inde et du Gujerāt que de résidents portugais. Les changements importants semblent être intervenus seulement dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, avec la chute de l'Empire moghol et l'avènement de l'Inde britannique, ainsi que l'essor des Arabes omanais sur la côte swahili[3].

La distinction traditionnelle entre la production agricole non commercialisée et le commerce de produits (de luxe) non agricoles avec les pays lointains était de règle, même là où s'étaient établies de petites communautés agricoles d'Européens, telles que les *prazeros* dans la vallée du Zambèze, ou les Boers sur la côte du Cap.

Il y avait cependant une zone où la situation économique était sensiblement différente : les régions d'Afrique occidentale et centrale qui avaient commencé à participer à la traite des esclaves. La traite fut évidemment une conséquence aussi bien qu'un élément clé de l'édification de l'économie-monde capitaliste qui débuta en 1450 environ, avec l'Europe pour base. Dès le XVIIe siècle, la région des Caraïbes, au sens large, faisait partie de cet ensemble, en tant que zone de production annexe, dont les plantations (non seulement de canne à sucre, mais aussi de tabac, de coton, etc.) en plein développement dépendirent de plus en plus de la main-d'œuvre des esclaves « capturés » en Afrique occidentale et centrale, et transportés à travers l'Atlantique.

Faut-il considérer ce commerce d'esclaves de longue distance comme un commerce de luxe ou de « produits de première nécessité » ? Peut-on dire qu'il concerne la « production » de main-d'œuvre au service de l'économie-monde capitaliste ? Et doit-on considérer ces régions de « production » comme des zones annexes de ce système capitaliste ? Ces questions sont bien complexes. Pour répondre en termes quantitatifs, on observe un mouvement ascendant de la traite des esclaves entre 1450 et 1800, et une

2. J'ai eu l'occasion, dans des ouvrages antérieurs, d'expliquer pourquoi le commerce extérieur de l'Afrique avant 1750 peut être considéré comme un commerce « de luxe ». Voir I. Wallerstein, 1973 et 1976.

3. Voir E. Alpers, 1975.

augmentation très sensible autour de 1650. En 1750, les effectifs ont triplé par rapport à 1650[4].

À partir d'une certaine époque, les négriers, de toute évidence, ne se contentaient plus de prospecter en quête d'individus à vendre comme esclaves, mais s'efforçaient de s'assurer des sources régulières d'approvisionnement. C'est pourquoi l'Afrique occidentale et centrale fut insensiblement amenée à adapter son système de production et sa politique en fonction de ces relations économiques désormais permanentes. Il est difficile de savoir à partir de quelle époque (1650 ? 1700 ? 1750 ?) cette adaptation peut être considérée comme relativement bien établie. Personnellement, je pencherais plutôt pour une date assez tardive[5]. Mais ce qui est certain, comme nous le verrons, c'est que la transformation même de ce négoce « de luxe » qu'était la traite des esclaves en un commerce « de première nécessité » a ébranlé sa propre viabilité *économique :* en effet, les coûts de reproduction devaient dès lors être compris dans les calculs de rentabilité en termes de rémunération des services de main-d'œuvre dans l'économie-monde capitaliste, puisque dans tout échange de « produits de première nécessité », les coûts de production comprennent les « coûts d'opportunité ».

Tant que l'Afrique était « en dehors » de l'économie-monde, le « coût » d'un esclave pour son maître était la somme des coûts de l'achat, de l'entretien et de la surveillance de l'esclave (calculée au prorata de sa durée de vie) divisée par le travail total produit par l'esclave sa vie durant. Le « bénéfice » pour l'économie-monde était essentiellement la différence entre la plus-value produite par l'esclave et son « coût ». À partir du moment où l'Afrique a été « à l'intérieur » de l'économie-monde, c'est-à-dire qu'elle a produit sur son sol des denrées qui faisaient partie de la division du travail de l'économie-monde, quelqu'un qui était esclave n'était pas autre chose, par exemple producteur paysan libre ou ouvrier journalier. Donc, si le « coût » de l'esclave restait peut-être le même pour son maître, le « bénéfice », du point de vue de l'économie-monde, devait être recalculé. Le premier terme de l'équation devait tenir compte de l'accumulation « de substitution » résultant d'un autre usage possible de l'individu. L'esclave aurait peut-être produit une plus-

4. Des données chiffrées figurent dans P. Curtin (1969, tableaux 33, 34, 65, 67 et figure 26). Si les chiffres mentionnés par P. Curtin ont été très discutés, en revanche, l'allure de la courbe de croissance qu'il propose est moins sujette à controverse. Voir le débat entre J. Inikori (1976) et P. Curtin (1976); voir également le résumé des preuves scientifiques, ainsi que la nouvelle synthèse de P. Lovejoy (1982). P. Lovejoy apporte à la courbe quelques modifications qui ne sont pas fondamentales. Rappelons que, en traçant une seule courbe pour toute l'Afrique, on ne tient pas compte des nuances géographiques. La côte angolaise fut largement intégrée, dès le XVI[e] siècle, alors que le golfe du Bénin ne fut intégré que vers 1650, la Côte-de-l'Or vers 1700, et le golfe du Biafra vers 1740. La côte de la Sierra Leone, intégrée assez tôt, ne devint une zone d'exportation importante que vers le milieu du XVIII[e] siècle. Quant à l'Afrique du Sud-Est, elle ne devint une grande source d'exportation qu'au XIX[e] siècle.

5. S. Daget (1980) explique que, à partir de 1650, le commerce des esclaves implique la « production » d'esclaves; c'est pourquoi, tout en se distinguant du commerce de luxe et du commerce de produits de base, les relations commerciales de l'époque 1650-1800 apparaissent comme un compromis entre ces deux notions.

value encore plus forte s'il n'avait pas été esclave. En outre, et ceci est essentiel, le deuxième terme changeait, lui aussi, puisque les années de reproduction, qui autrefois n'étaient pas habituellement prises en compte dans ces calculs, en faisaient maintenant partie. L'accumulation nette résultant des années d'esclavage était maintenant réduite, alors que l'accumulation nette dans le cas où l'esclave n'aurait pas été esclave restait la même. Par conséquent, le calcul était moins favorable au système de l'esclavage, du point de vue du processus d'accumulation dans l'ensemble de l'économie-monde.

Cependant, le développement futur de l'Afrique devait être moins affecté par ces modifications économiques de la traite des esclaves que par un processus beaucoup plus profond qui se déroulait dans le complexe économie-monde capitaliste. Le premier mouvement d'expansion économique et géographique à long terme de l'économie-monde capitaliste s'était produit entre 1450 et 1600-1650. On peut dire que, à cette époque, l'Afrique était intégralement étrangère à ce processus historique. Entre 1600-1650 et 1730-1750, l'économie-monde capitaliste connaît une période de relative stagnation, où elle reprend son souffle et rassemble ses forces. Cela est particulièrement vrai des régions géographiques qui avaient participé au mouvement expansionniste du XVIe siècle. Mais, à cette époque, aucune région d'Afrique n'avait adhéré à ce système (avec les réserves déjà faites en ce qui concerne l'évolution de la structure de la traite des esclaves)[6].

L'expansion capitaliste

Cependant, vers 1730-1750, pour des raisons inhérentes à son fonctionnement, l'économie-monde capitaliste reprit son expansion économique et géographique. Au cours des cent années qui suivirent, elle allait absorber, dans son réseau de production, cinq grandes zones géographiques qui étaient restées jusqu'alors en marge de son système : la Russie, l'Empire ottoman, l'Inde, les zones « lointaines » du continent américain (le Canada, la partie occidentale de l'Amérique du Nord, la pointe méridionale de l'Amérique du Sud), ainsi que l'Afrique (du Nord, de l'Ouest et du Sud). C'est de l'intégration de cette dernière zone que nous traitons ici.

Pour l'économie-monde capitaliste centrée autour de l'Europe, les cinq zones susmentionnées présentaient des caractéristiques communes : elles avaient toutes une position géographique périphérique ; elles étaient toutes en contact avec l'Europe par l'intermédiaire de son commerce « de luxe » avec les contrées lointaines ; elles étaient toutes, en puissance, des producteurs de matières premières pouvant faire appel à une main-d'œuvre peu coûteuse.

Cependant, ces cinq zones présentaient aussi des caractéristiques fort diverses. Leurs systèmes écologiques étaient très différents les uns des autres, ce qui entraînait une variété correspondante de la nature de leurs produits et

6. Pour une analyse détaillée de l'économie-monde capitaliste dans la période 1450-1750, voir I. Wallerstein, 1974, 1980.

de leurs coûts de production au niveau de leur inclusion dans l'économie-monde. Les systèmes politiques aussi étaient très divers. D'un côté, il y avait les grands empires du monde (Empire russe et Empire ottoman), qui regroupaient des domaines très vastes dans une superstructure politique unique, très bureaucratique. À l'autre extrême, il y avait les territoires « lointains » des deux Amériques — économies non agricoles, faiblement peuplées, sans relations les unes avec les autres, et dotées de structures politiques multiples, souvent acéphales. Dans le premier cas, le processus d'intégration à l'économie-monde devait être l'œuvre d'« intégrateurs » sachant s'adapter aux systèmes politiques existants, et trouver les moyens de les transformer en structures étatiques contenues dans le système interétatique et bornées par lui. Dans le second cas, le processus d'intégration passait par la création de nouvelles structures (souvent de type colonial) propres à organiser la production et à participer au système interétatique. Approximativement parlant, on peut dire que, dans le premier cas, les structures étatiques existantes furent affaiblies, tandis que, dans le second, on vit apparaître de nouvelles structures plus fortes. Mais, dans les deux cas, les structures politiques qui résultèrent de cette transformation furent celles des zones périphériques, structures « faibles » par rapport aux structures étatiques « fortes » des régions mères de l'économie-monde capitaliste.

Le processus d'intégration de l'Afrique ne participa ni de l'un ni de l'autre extrême. Les structures politiques existantes étaient multiples. Certaines étaient relativement fortes et bureaucratiques, tandis que d'autres étaient pratiquement acéphales. L'Afrique ne constituait, en aucune manière, ce qu'on appelle « une économie », même si l'on peut souvent parler d'« économies » régionales qui dépassaient souvent le cadre d'entités politiques singulières. Du point de vue des « intégrateurs », certaines des structures politiques existantes devaient être affaiblies (par exemple, l'Empire russe, l'Empire ottoman et l'Empire moghol), tandis que, dans d'autres cas, il fallait créer de nouveaux pouvoirs politiques assez forts pour assurer le bon fonctionnement des processus économiques transformés. Enfin, on sait que des systèmes politiques coloniaux entièrement nouveaux furent créés presque partout, le plus souvent après un certain délai.

L'intégration d'un élément nouveau dans l'économie-monde passe essentiellement par deux phases. Tout d'abord, phase fondamentale : la transformation d'une fraction relativement importante des processus de production qui devront désormais faire partie de l'ensemble intégré de processus de production selon lesquels s'opère la division du travail dans la société de l'économie-monde. Deuxièmement, la transformation des structures politiques aboutissant à constituer des « États » soumis aux règles et aux mécanismes du système interétatique ; ces États étant assez forts pour faciliter une circulation relativement fluide des facteurs de production à l'intérieur de l'économie-monde, mais pas assez puissants pour y faire opposition, sauf par certains moyens restreints et pour des durées limitées. Nous avons la conviction que ce processus d'intégration s'est déroulé à partir de 1750 (jusqu'en 1900 environ) pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du

Sud, tandis que l'Afrique de l'Est n'a commencé son intégration que vers 1850, ou même 1875[7].

Cette intégration de l'Afrique n'eut pas lieu du jour au lendemain. Ce fut un processus lent et régulier, tel qu'un observateur était à même de constater une permanence des vieux schémas de production agricole et leur prédominance en termes statistiques. Les normes et les valeurs traditionnelles demeuraient à première vue relativement inchangées, ce qui pouvait évidemment inciter à sous-estimer l'importance de l'évolution en cours. On remarque néanmoins quatre changements : une partie de la production se trouva bientôt orientée systématiquement vers les marchés de l'économie-monde capitaliste ; il s'agissait de « produits de première nécessité » pour l'économie-monde ; cette production exigeait le recrutement (ou la réquisition) de travailleurs, ce qui aboutit à la mise en place de nouvelles structures de l'approvisionnement en main-d'œuvre ; enfin, cette production profitait généralement à ceux qui en avaient la maîtrise au plan local, ce qui attirait de nouveaux intéressés. Ce processus fut simplement mis en marche par l'intégration, mais le fait est que, là où existe la quadruple combinaison de la production orientée vers un marché-monde, de la production d'articles de première nécessité, de la restructuration de la main-d'œuvre et du profit, nous disposons de la base économique indispensable à l'intégration, avec toutes les conséquences politiques que ce processus comporte. Il convient de souligner que l'intégration de l'Afrique dans l'économie-monde n'est pas la conséquence d'un libre choix. Aucune région n'a choisi cette option. L'intégration fut un processus exogène qui se heurta à des résistances. Or, la résistance opposée par l'Afrique ne fut pas sans effet : elle a retardé, puis ralenti le processus même de l'intégration. Mais il arriva un moment où l'équilibre des forces fut défavorable aux opposants. Ce ne fut pas la fin de l'action d'origine locale. Les luttes pour le pouvoir se poursuivirent, plus ou moins selon les voies préexistantes, mais en obéissant à des impératifs systématiques nouveaux, et généralement différents de ceux qui étaient en vigueur avant l'intégration. L'action locale ne connut pas de trêve en Afrique, ni du reste nulle part ailleurs.

Étant donné que jusque-là le commerce « international » de l'Afrique consistait principalement dans la traite des esclaves, et que l'intégration s'accompagna de l'abolition de la traite, l'intégration a souvent été considérée comme le passage du commerce des esclaves au commerce « légitime ». Mais recourir à des expressions idéologiques de l'époque risque de nous induire en erreur. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'Afrique du Nord ou l'Afrique du Sud, sans parler des régions extérieures au continent africain qui

7. Il faut distinguer entre « intégration » et « assimilation périphérique ». Dans le premier cas, on renforce le développement du capitalisme en l'élargissant ; dans le second cas, on le développe en profondeur. L'intégration précède toujours l'assimilation périphérique. Cette seconde phase commença en 1875/1900 pour la plus grande partie de l'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Sud, et peut-être seulement vers 1920 pour l'Afrique de l'Est. Le processus est toujours en cours. Quand on prétend qu'avant le XXe siècle l'Afrique ne faisait pas partie de l'économie-monde, on veut dire que l'assimilation périphérique n'était pas encore effective. Dans un ouvrage paru en 1982, T. K. Hopkins et I. Wallerstein expliquent brièvement la distinction et les rapports entre ces deux processus.

furent intégrées à la même époque à l'économie-monde. La diminution de la traite des esclaves, quelle qu'en fût l'importance, se situait au second plan par rapport au besoin généralement ressenti dans l'économie-monde capitaliste de trouver de nouvelles régions de *production* à bas prix, dans le cadre du développement général de son activité économique et de son taux d'accumulation.

L'intégration de l'Égypte et du Maghreb

Ce processus est plus facile à discerner si nous ne fondons pas l'analyse, comme d'ordinaire, sur l'étude de la côte occidentale de l'Afrique. Nous prendrons donc le cas de l'Égypte. Avant 1730, la production égyptienne s'inscrivait dans le schéma de la division du travail dans l'Empire-monde ottoman. L'Égypte était à la fois l'un des greniers de ce système historique et une plaque tournante dans ce vaste réseau intercontinental de commerce de produits de luxe. Dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle, les contradictions internes du système égyptien, alliées à la diminution de la demande des articles d'exportation antérieurs, avaient provoqué une crise de la fiscalité de la structure étatique et une augmentation des impôts, entraînant à son tour un mouvement de résistance des paysans, qui se manifesta par un abandon des terres. Or, à la même époque, l'économie-monde capitaliste cherchait précisément à inclure la production égyptienne dans son réseau. Cette démarche fut concrétisée, à la fin du XVIII^e^ siècle, par la rivalité militaire active qui mit aux prises la France et l'Angleterre, désireuses l'une et l'autre de s'imposer dans la région. La réponse égyptienne prit la forme de l'accession au pouvoir de Muḥammad ʿAlī, qui tenta de « moderniser » le pays.

Du point de vue économique, cet effort de « modernisation » s'appuyait sur la production d'une denrée agricole devant servir d'article d'exportation de base. Pour diverses raisons liées aux conditions écologiques et aux structures politiques de l'économie-monde capitaliste, l'Égypte avait intérêt à opter pour le coton à fibres longues plutôt que pour le blé. Cependant, la production de coton sur une grande échelle nécessitait une modification non seulement du système d'irrigation, mais encore de l'organisation sociale des rapports de production. Muḥammad ʿAlī établit le monopole de l'État sur le commerce, avec perception directe des taxes par des fonctionnaires salariés. Il s'ensuivit une réglementation de plus en plus stricte des méthodes de production des agriculteurs, et le recrutement forcé de personnel pour les travaux d'infrastructure et le service militaire. Ce système fut ultérieurement remplacé par le travail à la corvée dans les grandes propriétés privées qui représentaient 45 % de la superficie des terres arables en 1844, contre 10 % en 1818. Le processus fut encore renforcé après la mort de Muḥammad ʿAlī, avec l'expropriation des paysans, qui finit par déclencher, avec le soutien de ceux-ci, la grande révolte des ʿUrābī, en 1881-1882, laquelle contribua, entre autres, à précipiter l'établissement du régime colonial britannique. La transformation intégrale du processus de production eut pour conséquences l'apparition d'une importante couche de travailleurs ruraux sans terres, l'éta-

blissement d'un contrôle direct des activités agricoles et une augmentation sensible du temps de travail requis de la paysannerie[8].

Les choses se passèrent différemment au Maghreb. D'une part, on peut dire qu'il y eut un effort constant pour intégrer le Maghreb (en particulier le Maroc) à l'économie-monde capitaliste dès ses origines, c'est-à-dire depuis la fin du XVe siècle[9]. D'autre part, il semble que la région n'ait pas connu de grands changements dans les rapports de production jusqu'au milieu du XIXe siècle, ou même plus tard. Entre 1450 et 1830, une bonne partie (mais non la totalité) des relations entre le Maghreb et l'Europe à travers la Méditerranée était conditionnée par l'activité des corsaires; laquelle, du point de vue économique, peut être assimilée par certains côtés au commerce de luxe avec les pays lointains, moyennant des ambiguïtés analogues à celles que présentait la traite des esclaves, au XVIIIe siècle, en Afrique occidentale. Toutefois, contrairement à la traite des esclaves, l'armement de course commença à disparaître au XVIIIe siècle, cédant le pas à des échanges commerciaux plus réguliers qui s'imposèrent, malgré quelques difficultés initiales, dans toute la Méditerranée, en particulier au Maroc et en Tunisie[10]. Dès la seconde moitié du XVIIIe siècle, le Maroc cultivait des denrées industrielles et alimentaires, qu'il exportait vers l'Europe avec des produits d'origine animale et des minerais; et ces activités furent considérablement étendues après 1820[11]. La résistance plus grande de l'Algérie à cette intégration économique explique vraisemblablement sa conquête relativement précoce, survenue à une époque où la domination politique de l'Europe en Afrique n'était pas encore généralisée.

Le modèle de l'Afrique occidentale

Le rôle primordial du commerce transsaharien dans la vie économique du Maghreb compte parmi les facteurs qui ont permis à ce dernier d'entretenir, pendant très longtemps avec l'économie-monde capitaliste, des relations mal définies, à mi-chemin entre l'intégration et l'indépendance. C'est précisément parce qu'il servait de zone de passage et d'intermédiaire à ce qui était en fait une liaison commerciale indirecte et lointaine entre le Sahel et l'Europe que le Maghreb ne fut pas contraint de fonder sur son propre territoire de nouveaux centres de production voués à l'exportation. Les avis divergent quant à l'importance relative du trafic commercial transsaharien entre 1750 et 1880[12]. Mais, ce qui est certain, c'est qu'avec la colonisation

8. Pour plus de précisions, voir A. R. Richards, 1977.
9. Voir A. Laroui, 1975, p. 29-33 et D. Seddon, 1978, p. 66.
10. A. Laroui estime que l'évolution de la Tunisie au XVIIIe siècle est comparable au développement entrepris plus tard par l'Égypte. « La Tunisie a fait les premiers pas; mais au siècle suivant, elle devait s'inspirer du despotisme éclairé de Méhémet Ali », 1975, p. 43.
11. Voir D. Seddon, 1978, p. 69-71.
12. Selon A. A. Boahen, 1964, p. 131, ce commerce ne représentait plus, au XIXe siècle, « qu'une partie de sa valeur initiale »; alors que C. Newbury, 1966, affirme que, loin de péricliter, il ne cessa d'augmenter jusqu'en 1875.

intervenue à la fin du XIXe siècle ces anciennes routes commerciales perdirent leur importance économique, et le Maghreb se vit privé de la « couverture » que lui assurait son rôle d'entrepôt.

Les historiens s'intéressent depuis longtemps à l'essor de ce qu'on appelle le commerce « légitime » en Afrique occidentale au XIXe siècle, dont l'aspect le plus important n'est ni l'augmentation quantitative des échanges ni les variations de la composition, mais la transformation des structures de production qui s'ensuivit, ainsi que les conséquences de ces changements sur les rapports de production. Ce processus commença avant les mesures prises par les Britanniques pour abolir la traite des esclaves, puisque la politique abolitionniste est elle-même une conséquence de l'expansion de l'économie-monde capitaliste; il est indubitable que l'abolition de l'esclavage a précipité le processus de transformation des structures de production en Afrique occidentale[13].

De nombreuses preuves écrites nous permettent d'affirmer que le produit nouveau par excellence, et en quelque sorte celui qui réussit le mieux, fut l'huile de palme, originaire du delta du Niger. D'abord liée à la traite des esclaves[14] cette production prospéra d'elle-même jusqu'en 1861, année qui vit la fin de son essor; puis elle déclina définitivement à la fin du siècle[15]. Le commerce de l'huile de palme se développa également sur la Côte-de-l'Or, quoique de façon un peu moins spectaculaire[16]; et au Dahomey, où la traite des esclaves avait pris une telle ampleur que l'on peut parler d'intégration effective de la population locale par la traite[17].

13. C. Chamberlin, 1979, p. 420-421, conteste le terme de « commerce légitime » parce que, outre son eurocentrisme, « il suggère que l'abolition est à l'origine de la conversion des exportations d'esclaves en exportations de produits; alors que, en fait, cette transformation est à la fois antérieure et postérieure aux dispositions abolitionnistes britanniques de 1807 ». Il accepte l'idée selon laquelle les besoins de l'Europe en matières premières ont joué un rôle, et insiste sur les « exigences extraordinaires » que faisait peser, sur la production, le volume des exportations d'huile de palme, de bois et de caoutchouc. De nombreux producteurs commencèrent à prospecter de vastes régions à la recherche de nouveaux produits.

14. Voir A. J. H. Latham, 1978. Voir aussi C. Coquery-Vidrovitch et H. Moniot, 1974, p. 108: « À la différence des nations européennes, commerce négrier et commerce légitime ne représentaient pas, pour les Africains, deux activités contradictoires. Au contraire, leur complémentarité dans les années 1860 facilita l'évolution. »

15. Voir A. G. Hopkins, 1973, p. 133.

16. Voir A. A. Boahen, 1975, p. 91. Quant à la suprématie du Nigéria sur la Côte-de-l'Or pour la production d'huile de palme, voir S. D. Neumark, 1954, p. 60.

17. Voir I. A. Akinjogbin, 1967, p. 141: « À partir de 1767, la vie nationale du Dahomey dépendait essentiellement des conséquences à long terme de la restauration économique de Tegbessou. En fondant l'économie du Dahomey sur la traite des esclaves, Tegbessou avait placé le royaume à la merci des facteurs externes que les Dahoméens ne purent ni contrôler ni même influencer. » Voir aussi D. Ronen, 1971 et J. Inikori, 1977. Le passage de la traite des esclaves au commerce de l'huile de palme renforça l'influence des marchands privés par rapport aux marchands du roi (R. Law, 1977) et stimula l'activité commerciale au nord de la savane, comme dans le cas des Ashanti (J. F. Munro, 1976, p. 46). Mais, en réalité, cette transition entraîna des changements plus décisifs au niveau de la production qu'au niveau des échanges. « Le ramassage, le transport et l'emmagasinage de produits, tels que l'huile de palme et l'arachide, puis le partage des produits importés pour les répartir entre les nombreux petits producteurs, exigeaient plus de main-d'œuvre que la traite des esclaves […] » (J. Munro, 1976, p. 47.)

L'arachide est un nouveau produit presque aussi important; destinée à l'exportation, elle fut cultivée d'abord sur la côte de haute Guinée dans les années 1830, puis se répandit vers l'ouest jusqu'en Sénégambie[18]. La troisième grande production fut celle du caoutchouc, dont le commerce commença beaucoup plus tard, en partie pour compenser la baisse de demande d'huile de palme[19]. La fin de la traite des esclaves et le développement de l'agriculture de rapport qui lui fit suite sur le littoral, ou à proximité des côtes, stimulèrent à leur tour l'économie dans le centre du Soudan (bétail, potasse, produits agricoles, articles de cuir)[20].

Le fait est que certaines tentatives de nouvelles cultures commerciales échouèrent. Il semble notamment que l'intervention directe des Européens ait eu des effets néfastes sur la productivité, comme l'illustrent l'échec de la colonisation agricole du Waalo entre 1819 et 1831[21] et, plus tard, les diverses tentatives faites au Sénégal, dans le sud de la Côte-de-l'Or, et au Nigéria[22]. Ce qui ne signifie pas que les Européens commençaient à prendre pied plus solidement sur la scène africaine: le changement important était plutôt qu'ils supplantaient, dans les ports, les marchands africains qui jouaient le rôle d'intermédiaires, en achetant des lots d'articles aux trafiquants qui pénétraient dans l'arrière-pays, et en se chargeant des expéditions outremer[23].

Si l'on voulait adapter la production à de nouvelles exportations, il fallait évidemment renouveler les importations. Tout au long du XIXe siècle, on vit se multiplier les importations de produits manufacturés en provenance d'Europe, et surtout de Grande-Bretagne. Ainsi, l'Afrique, dont les cotonnades étaient déjà la première importation au XVIIIe siècle, multiplia par cinquante le volume de ses importations entre 1815 et 1850, puis à nouveau par sept jusqu'en 1891[24]. Les fabricants d'Afrique occidentale s'adaptèrent à cet afflux massif, comme l'avaient fait les peuples d'autres régions en s'intégrant à l'économie-monde. Une partie des manufactures locales furent reconverties,

18. G. E. Brooks, 1975, met en évidence la rapidité avec laquelle les cultivateurs africains répondirent à la forte demande européenne (française en particulier). Voir aussi B. Mouser, 1973, 1975.

19. Voir R. E. Dumett, 1971.

20. Voir P. E. Lovejoy, 1974, p. 571-572: « La croissance économique amorcée après 1750 se poursuivit durant tout le XIXe siècle […] Le siècle précédant le régime colonial fut une époque de relative prospérité. » P. Lovejoy fait observer que le volume des marchandises en vrac transitant entre la zone côtière (y compris les denrées réexportées d'Europe) et le Soudan central était largement supérieur à ce que l'on pense généralement.

21. Voir B. Barry, 1972, p. 237-258.

22. Voir J. F. A. Ajayi et B. O. Oloruntimehin, 1976, p. 211. Selon A. G. Hopkins, 1973, p. 138: « Les promoteurs (de ces expériences) se trouvèrent dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence des marchés internationaux, partiellement en raison des coûts prohibitifs de la main-d'œuvre africaine libre. »

23. Voir C. Chamberlin, 1979, p. 423. En ce qui concerne la répartition des rôles dans les relations commerciales internes, G. I. Jones fait remarquer, à propos de la région du delta du Niger, que « les commerçants européens durent, bon gré mal gré, se conformer aux structures commerciales africaines » (1963, p. 82).

24. Voir C. W. Newbury, 1972. Voir aussi A. G. Hopkins, 1973, p. 129.

les autres luttèrent contre cette nouvelle concurrence en se spécialisant, et se réfugièrent dans une production destinée à des marchés plus restreints[25].

L'Afrique australe

En Afrique australe, l'intégration suivit un processus différent, d'une part parce que la région n'exportait pas d'esclaves, d'autre part en raison de l'établissement d'une colonie de Blancs. Bien que les Boers établis au Cap au XVIIIe siècle fussent des Européens vivant dans une colonie européenne, on ne peut guère considérer qu'ils aient fait partie intégrante de l'économie-monde capitaliste[26].

Les modifications structurelles qui suivirent les guerres napoléoniennes sont évidemment une conséquence régionale de l'hégémonie nouvelle acquise par la Grande-Bretagne dans l'économie-monde. Mais ce mouvement politique peut être considéré comme la suite logique du lent processus d'essor et d'expansion de l'économie-monde. Les Britanniques consacrèrent peu de temps à l'adaptation des processus de production qui aurait permis une intégration rapide de la région. Ils augmentèrent considérablement le trafic maritime, envoyèrent de nouveaux colons de Grande-Bretagne, et développèrent l'élevage industriel du mouton dans des proportions telles que, vers 1845, la colonie du Cap était devenue un important foyer de production dans l'économie-monde[27]. Plus tard, le Natal allait devenir une région productrice de sucre, dont les plantations employaient des travailleurs indiens engagés à long terme.

Au XVIIIe siècle, les agriculteurs blancs faisaient travailler les Khoi Khoi et les Métis (*« coloured »*), le plus souvent en tant qu'esclaves. Puis les Britanniques déclarèrent officiellement l'émancipation des esclaves. L'expansion et l'évolution économique provoquèrent alors le Grand Trek des Boers, dont

25. Voir J. E. Flint, 1974, p. 388-389 et E. Reynolds, 1974*a*, p. 70.

26. M. F. Katzen souligne les nombreux efforts déployés par les autorités hollandaises à partir de Van Riebeeck pour implanter une production orientée vers l'exportation : « Les seules exportations au départ du Cap avant 1778 consistaient en quelques produits de la chasse (ivoire, fourrures, plumes d'autruche, etc.) plus du blé, du vin et de l'eau-de-vie, au XVIIIe siècle » (1969, p. 193). Ces derniers produits étaient d'ailleurs exportés en très petites quantités : « La seule production commerciale de vin se situait à deux ou trois jours du Cap, les céréales étaient cultivées un peu plus loin encore […] Les VOC considéraient le Cap avant tout comme une station de ravitaillement, qui devait être exploitée de la façon la plus économique possible », p. 202. Pour la période précédant1806, J. F. Munro fait une distinction entre la zone qui s'étend sur un rayon de 80 à 100 kilomètres autour de la ville du Cap, « qui produisait du blé et du vin pour le marché d'exportation » (1975, p. 56) et « les autres zones agricoles de subsistance qui, avec la colonie à vocation pastorale à l'est du Cap, entretenaient de faibles liens commerciaux avec le trafic maritime du Cap […] ». A. Atmore et S. Marks ont affirmé que, même dans l'Afrique du Sud du XIXe siècle, « sans l'apport continu de techniques en provenance de la métropole ou de l'enclave métropolitaine du Cap », les Afrikaners « auraient pu se mélanger avec la population majoritaire des différentes sociétés africaines présentes, comme le firent les *prazeros* portugais dans la vallée du Zambèze, ou encore les métis griqua sur le fleuve Orange » (1974, p. 110). Mais c'est précisément là que se situe le problème. Au XIXe siècle, ils furent intégrés bon gré mal gré dans l'économie-monde, et ils réagirent en fonction de cette réalité.

27. Voir J. F. Munro, 1976, p. 56-60.

les Britanniques demeurèrent essentiellement des témoins en retrait, tandis que les populations nguni et zulu passaient à l'action[28]. Il y eut alors une lutte acharnée pour la possession des terres et la maîtrise de la main-d'œuvre employées à une production destinée au marché mondial. Dans la colonie du Cap, des paysans africains implantèrent une agriculture qui se développa parallèlement aux exploitations des cultivateurs blancs qui employaient des métayers africains[29].

On ne peut faire aucun rapprochement entre les événements décrits ci-dessus et la situation dans la région angolaise, qui entretenait cependant des liens plus anciens avec l'Europe. Là, la traite des esclaves et le commerce de l'ivoire se développaient rapidement, entraînant des incursions de plus en plus profondes dans le continent, et affaiblissant diverses structures politiques existantes[30]. Après l'abolition de l'esclavage, on tenta de créer des plantations de colons blancs, qui connurent un bref moment de prospérité grâce à l'essor du coton dans les années 1860 ; mais elles finirent par échouer, comme beaucoup d'autres tentatives de ce genre en Afrique occidentale[31]. Aucun produit africain ne fait alors l'objet d'une importante culture de rapport.

L'intégration tardive de l'Afrique orientale

La côte orientale de l'Afrique resta, elle aussi, relativement en marge de l'économie-monde capitaliste. C'est à travers l'océan Indien qu'elle avait établi ses premières relations avec l'extérieur. Or l'Inde et, dans une moindre mesure, l'Asie du Sud-Ouest étaient alors en cours d'intégration dans le système de l'économie-monde capitaliste. Si la traite des esclaves a prospéré dans cette région au XIXe siècle, c'est précisément parce que l'Afrique orientale était encore en dehors du système. Cependant elle constitua là, comme précédemment en Afrique centrale et occidentale, une force dynamique de rupture et un facteur de reconstruction. L'île de Zanzibar fut intégrée dans l'économie-monde grâce à sa place prépondérante au milieu du XIXe siècle sur le marché mondial du clou de girofle, intégration qui passa par la création d'un système de plantations[32]. L'île Maurice se couvrit de plantations de canne à sucre, tandis qu'à Madagascar se développaient la riziculture et l'élevage de bovins, pour l'exportation vers l'île Maurice[33]. Mais

28. Jusqu'alors, les colons blancs n'avaient exercé de fortes pressions politiques et économiques sur les sociétés nguni qu'au Zuurveld dans les années 1780 et 1790 (C. Bundy, 1979, p. 29).
29. Voir C. Bundy, 1979, p. 44 et suiv.
30. Voir D. Birmingham, 1976, p. 267-269, et J.-L. Vellut, 1975, p. 134-135. J.-L. Vellut explique ainsi le fait que l'arrière-pays soit devenu plus dépendant de l'économie-monde. Voir aussi W. G. Clarence-Smith et R. Moorsom, 1975.
31. Voir J. F. Munro, 1976, p. 51-52 ; W. G. Clarence-Smith, 1979*a*, p. 14-15.
32. Voir F. Cooper, 1977, p. 47-79.
33. En fait, c'est parce que la Grande-Bretagne avait intérêt à assurer une telle production adaptée aux besoins de l'île Maurice que les Britanniques soutinrent, par le traité de 1817, l'indépendance de Madagascar contre les desseins de la France. Voir P. M. Mutibwa, 1972, p. 39.

ce fut finalement la lutte pour la conquête de l'Afrique et ses retombées en Afrique orientale qui devaient précipiter les changements qui en découlaient ailleurs en Afrique.

La transformation des structures de la production aurait été impossible indépendamment d'une transformation des structures politiques qui facilita les mutations économiques en s'efforçant de les légitimer. Mais à quel niveau se situe l'enchaînement ? À propos de l'importance de la période 1805-1820 dans l'histoire de l'Afrique, I. Hrbek faisait observer récemment la simultanéité des événements suivants : le *djihād* de ʿUthmān dan Fodio à l'ouest du Soudan (ainsi que d'autres révolutions islamiques), l'essor du peuple zulu sous le règne de Chaka, le déclin du Bunyoro et l'expansion du Buganda dans la région interlacustre, les révolutions fulbe à l'ouest du Soudan, la campagne de modernisation de Muḥammad ʿAlī en Égypte, l'unification de l'Imerina à Madagascar, sous le règne de Radama Ier et la croissance de l'hégémonie omani à l'époque de Sayyid Saʿīd. Il fait remarquer que « tous ces phénomènes se sont produits dans des zones contiguës, et découlent d'influences et de facteurs externes[34] ».

Les implications de l'intégration

Il faut se garder de surestimer le rôle des facteurs externes dans la création des États africains. Car les forces internes constituent le moteur de l'évolution politique, tandis que le processus logique de développement explique la plupart des phénomènes secondaires. De plus, il y eut des États, constitués à cette époque, qui étaient fort éloignés de l'économie-monde (par exemple, le Rozwi) [35]. Enfin, il est évident, si l'on considère les États d'Afrique occidentale, qu'il n'y a pas forcément de rapports entre la participation d'une région à la traite des esclaves et la création d'un État. Si les deux phénomènes sont concomitants pour le Dahomey et l'Ọyọ, en revanche, le Bénin offre l'exemple de la création d'un État fort sans participation à la traite, tandis que le delta du Niger nous fournit un exemple inverse[36].

La question se situe à un autre niveau : en effet, la participation à l'économie-monde impliquait l'existence de structures politiques propres à assurer le fonctionnement de l'économie, en termes de commerce, de production, de main-d'œuvre. Des pressions exercées de l'extérieur visaient à imposer de telles structures[37]. Quand les structures en place suffisaient à jouer le

34. I. Hrbek, 1968, p. 48. Voir A. Wilson, 1972, pour ce qui concerne l'expansion de l'Empire luba lomani à cette époque.

35. Voir S. I. Mudenge, 1974.

36. A. G. Hopkins en parle dans un ouvrage paru en 1973, p. 105-106.

37. W. K. Hancock, 1942, p. 163, adoptant le point de vue d'un étranger désireux de faire participer les Africains à l'économie-monde, est favorable à cette thèse. Il constate que de simples pressions économiques se révélèrent insuffisantes : « Le problème politique était particulièrement insoluble. Les commerçants européens en Afrique occidentale comprirent très vite que leurs activités — malgré une participation très spontanée des Africains — exigeaient le soutien d'une paix que la société africaine, trop faible, ne pouvait assurer. » Trop faible pour l'établir, peut-être, mais aussi à d'autres moments trop forte pour permettre qu'on l'établît.

rôle attendu, de quelque façon que ce fût, on exerçait peu de pression pour imposer le changement. Mais la participation à l'économie-monde renforçait l'importance économique de certains agents internes tendant à créer des structures politiques adéquates; et c'étaient eux qui faisaient pression pour obtenir les modifications de structure[38]. Cette situation engendra toutes sortes de désordres qui ne profitaient guère aux autres États participant à l'économie-monde. Ces derniers, à leur tour, s'efforcèrent d'imposer une stabilisation politique en créant des États qui participaient au système interétatique et en acceptaient donc les contraintes[39]. On sait que ce processus aboutit finalement, dans la plus grande partie de l'Afrique, à la création des États coloniaux. L'abolition de l'esclavage fut, du point de vue politique et économique, un événement capital dans cette évolution. En effet, l'abolition de la traite et de l'esclavage dans les plantations découle directement du fonctionnement de l'économie-monde capitaliste, au même titre que le phénomène même de la traite et de l'esclavage. Je n'ai pas l'intention de rouvrir ici le débat sur l'importance du rôle des abolitionnistes, en tant que groupe de pression, dans ce processus. Certes, ils ont existé et ont participé à cette évolution. Mais le simple constat de l'existence et du rôle d'un tel groupe de pression n'explique pas le processus; il n'en est qu'un aspect qui doit lui-même être expliqué.

Pour que le travail des esclaves dans les plantations fût économiquement viable, il fallait en maintenir les coûts au-dessous d'un certain niveau, lequel était fortement conditionné par le fait que les esclaves étaient en majorité recrutés par des moyens autres que la reproduction de la population. Nous avons déjà indiqué que le fait même d'accroître le nombre d'esclaves « recrutés » modifia progressivement le caractère économique de la traite des esclaves en Afrique occidentale, en augmentant les « coûts d'opportunité » de ce trafic et en modifiant par là le taux mondial d'accumulation.

Ce phénomène général se manifestait parallèlement à un problème plus spécifiquement britannique. La productivité des plantations de canne à sucre des Antilles britanniques ne cessa de décliner au XVIIIe siècle[40]. Or

38. C'est l'essence même de l'ouvrage classique de K. O. Dike: « Les changements radicaux apportés par l'abolition dans le secteur économique se sont immédiatement répercutés dans le domaine social et politique », 1956, p. 11. Voir C. Chamberlin, 1979, p. 430. Voir aussi l'analyse de la politique interne du Dahomey proposée par J. C. Yoder, 1974. A. G. Hopkins parle d'une « crise del'aristocratie dans l'Afrique occidentale du XIXe siècle [...] née de la contradiction entre les rapports de production passés et présents », 1973, p. 143, c'est-à-dire du passage de la traite des esclaves à laculture de rapport. Il montre que les structures politiques ont survécu plus ou moins facilement à lacrise.

39. P. Ehrensaft, 1972, rapporte plusieurs interventions successives des Britanniques en Afrique occidentale. A. S. Kanya-Forster, 1969, chap. 2, fait de même pour la France. B. M. Magubane, 1979, chap. 2, décrit la situation en Afrique du Sud.

40. Voir W. A. Green, 1974, p. 247: « La politique de la Grande-Bretagne en Afrique de l'Ouest avant 1850 fut largement dictée par les besoins des Indes occidentales. » E. Williams (1966, p. 149-150) et D. H. Porter (1970, p. 142-143) soutiennent que la surproduction de sucre fut un élément clé en faveur de l'abolition de l'esclavage. En revanche, R. Anstey se montre sceptique, 1975, p. 386.

l'Inde offrait à la Grande-Bretagne une vaste zone de production, permettant de pallier cette situation[41]. Cependant, il s'agissait d'une région où la production agricole était déjà très dense, et où la pratique de l'esclavage risquait d'être économiquement trop coûteuse (si l'on se proposait de réduire la population autochtone en esclavage) et politiquement trop difficile si l'on optait pour l'importation d'esclaves. En conséquence, la traite des esclaves apparaissait, désormais, moins immédiatement utile pour la production sucrière et pour les autres cultures pratiquées dans les zones d'influence britannique, voire contre-indiquée si l'on avait l'intention d'encourager les cultures commerciales en Afrique occidentale. Or, grâce à la suprématie qu'elle exerçait à cette époque dans le monde, la Grande-Bretagne se trouvait dans une situation politico-militaire qui lui permettait de procéder à l'abolition de l'esclavage[42].

On comprend alors que les intérêts de tous les capitalistes de l'économie-monde se soient combinés à ceux, plus particuliers, de la sous-classe des capitalistes britanniques pour créer un climat politique favorable à l'abolitionnisme[43]. Bien sûr, cette démarche se heurtait à l'opposition d'un

41. E. Williams (1966, p. 183-188) explique le rapport entre les abolitionnistes et la production sucrière des Indes orientales. La production sucrière des Indes joua un rôle de premier plan dans la politique britannique en 1791, après la crise provoquée par la révolution à Saint-Domingue. De grandes quantités de cette production furent vendues entre 1794 et 1800 (J. P. Marshall, 1968, p. 88-89). Puis les groupes de pression des Indes occidentales réussirent à rétablir des tarifs douaniers élevés, et les importations en provenance de l'Inde diminuèrent. Mais l'opinion générale était que, en l'absence de tarifs douaniers, « malgré un fret plus élevé, les Indes orientales pouvaient vendre meilleur marché que les Indes occidentales » (C. N. Parkinson, 1937, p. 85). L'explication est simple : étant donné que les « grands financiers avaient des intérêts des deux côtés » (*ibid*., p. 86), les décisions parlementaires constituaient un compromis : le groupe de pression des Indes occidentales perdit la bataille de l'abolition, mais gagna sur le front des tarifs douaniers des Indes orientales. Quand on eut procédé à une égalisation des droits en 1836, les exportations de sucre du Bengale accusèrent une augmentation vertigineuse (K. N. Chaudhuri, 1966, tableau I, p. 347). Il faudrait mentionner une zone de production sucrière située en Afrique : l'île Maurice. Exonérée par les Anglais en 1826, la production sucrière gagna bientôt toute l'île. L'esclavage fut aboli théoriquement en 1835, et les esclaves furent remplacés par une main-d'œuvre contractuelle indienne. Un commerce d'esclaves n'en continua pas moins de prospérer illégalement. Mais ces esclaves étaient originaires d'Afrique orientale. Voir B. Benedict, 1965, p. 12-19 ; E. A. Alpers, 1975, p. 214.

42. Cela ne signifie pas que les efforts de la Grande-Bretagne furent immédiatement couronnés de succès, ni que la campagne fut menée dès le début avec vigueur. S. Daget (1979, p. 436) constate que « la répression anglaise [de l'esclavage] n'a guère gêné l'économie de la traite des esclaves par les Français » avant 1831. J. F. Munro (1976, p. 43) affirme que le commerce des esclaves dansl'Atlantique ne devint « négligeable » que vers 1850.

43. Voir B. K. Drake, 1976, p. 86-87. Il faut se garder de négliger le rôle que joua la « coopération »des Africains dans le commerce des esclaves. C. Coquery-Vidrovitch et H. Moniot (1974, p. 311) nous rappellent que « la traite "légitime" triompha, certes, parce que l'Europe y trouvait de plus solides assurances, mais aussi parce que les structures marchandes de nombreux États africains s'y prêtaient volontiers. Autrement dit, le second partenaire du commerce atlantique, l'Africain, s'il ne jouait pas un rôle décisif, n'en agissait pas moins, s'adaptait, tirait profit du marché, bref se comportait en interlocuteur responsable ».

groupe de capitalistes mineurs qui étaient affectés négativement par ce changement. De plus, cette politique fut appliquée avec une grande souplesse. Dans les plantations non britanniques, qui représentaient simplement des sources d'approvisionnement pour des fabricants britanniques, la Grande-Bretagne avait tendance à « fermer les yeux » sur l'esclavage. Tel fut le cas du sud des États-Unis d'Amérique, ou encore de Cuba et du Brésil qui, pendant presque tout le XIXe siècle, continuèrent d'acquérir des esclaves dans la zone où la traite était encore permise « au sud de la ligne », où, comme nous l'avons vu, les aspects économiques de l'esclavage demeuraient différents[44].

On a dit que, jusqu'à l'époque du partage, le XIXe siècle avait été l'ère de l'« empire informel » ou de l'« impérialisme du libre-échange ». Robinson et Gallagher résument la situation en ces termes : « Autant que possible par des voies officieuses, et si nécessaire par des annexions officielles, les Britanniques ne cessèrent de consolider leur suprématie[45]. » On parle trop facilement de libre-échange. Rappelons que les commerçants sont favorables au libre-échange quand la concurrence leur donne l'avantage sur le marché, et qu'ils cherchent à limiter le libre-échange dès que cette situation est inversée. C'est pourquoi certains historiens, constatant la diminution du rôle des compagnies à charte en Afrique occidentale au XVIIIe siècle, parlèrent d'un essor du libre-échange. On nous dit, cependant, que le démantèlement des monopoles des compagnies à charte fut un processus progressif ; par conséquent, le passage au système de libre-échange eut un caractère assez limité et découlait essentiellement de « motifs pratiques d'ordre commercial », c'est-à-dire du fait que ce système comportait moins de frais généraux et s'adaptait mieux aux exigences de la traite des esclaves en plein essor[46]. Quant au XIXe siècle, où le système du libre-échange est encore plus généralisé, on a dit que, sous la pression idéologique de la notion de « commerce légitime », cette époque avait connu en fait une sérieuse limitation du libre-échange[47].

Si la Grande-Bretagne a pu se faire le champion de la doctrine du libre-échange en Afrique, c'est en vertu de son hégémonie dans le monde, en ces « jours heureux » où les produits britanniques triomphaient de la concurrence de tous leurs rivaux, et où sa flotte lui assurait une « liberté d'accès aux marchés du monde entier, telle qu'elle n'en avait jamais connue, et n'en a plus connue depuis[48] ». Les marchands anglais prenaient l'avantage

44. Voir A. G. Hopkins, 1973, p. 113 ; D. Eltis, 1979, p. 297. Selon les chiffres cités par P. Curtin pour le Brésil, la majeure partie des esclaves étaient originaires du Mozambique et de l'Angola. Il semble que cela soit vrai aussi pour Cuba, 1969, p. 240, 247. En outre, on peut dire que l'abolition n'eut aucune incidence sur la traite des esclaves transsaharienne, qui participait essentiellement d'un commerce « de luxe ». Voir R. A. Austen, 1979.
45. J. Gallagher et R. Robinson, 1970, p. 145.
46. A. G. Hopkins, 1973, p. 93-94.
47. Voir D. D. Laitin, 1982.
48. J. Galbraith, 1970, p. 34-35.

sur tous leurs concurrents : les Boers d'Afrique du Sud[49], les marchands africains d'Afrique de l'Ouest[50] et les Français[51].

La Grande-Bretagne conserva cet avantage aussi longtemps que possible, et son déclin est indépendant des événements survenus en marge de l'économie-monde ; il découle simplement de l'amélioration de la qualité des produits concurrents manufacturés à l'étranger : en France, en Allemagne, aux États-Unis. C'est la dépression de 1873 qui déclencha le défi politique lancé à l'hégémonie britannique, en Afrique et dans le monde entier[52]. En 1879, la structure de l'empire africain de fait ne tient plus debout et, en 1900, le continent est presque intégralement colonisé[53].

Conclusion

C'est donc, selon nous, à 1750 que remonte le processus d'intégration de l'Afrique (du Nord, de l'Ouest et du Sud) dans un système historique par-

49. A. Atmore et S. Marks font le commentaire suivant à propos de l'Afrique du Sud au XIX^e siècle : « Tant que dura le monopole britannique dans la région — et, au milieu du siècle, nul ne paraît songer à le contester — et tant que les territoires demeurèrent sous-développés et contrôlables par des moyens non officiels, on ne voyait pas la nécessité d'établir un empire réglementaire », 1974, p. 120. J. Gallagher et R. Robinson nous rappellent qu'un tel empire n'était pas totalement inexistant. En effet, l'annexion du Natal en 1843 ferma aux Boers l'accès à la baie de Delagoa en 1860 et 1868, et à la baie de Sainte-Lucie en 1861 et 1866 ; puis il y eut aussi l'échec de la tentative d'union des deux républiques boers en 1860. Ces différentes mesures maintinrent les républiques boers dans un état de « dépendance par rapport aux ports britanniques » vers le milieu du siècle (1970, p. 45).

50. Il est vrai qu'à cette époque les « groupes de commerçants d'Afrique occidentale servirent [d'abord] d'intermédiaires économiques et politiques à l'Europe et en particulier à la Grande-Bretagne » (S. B. Kaplow, 1978, p. 20). Mais cette position très influente fut constamment affaiblie *cf.*, par exemple, E. Reynolds, 1974*b* et 1975). Même l'effondrement du cours du cauris devrait être considéré comme l'effondrement d'une certaine indépendance financière pour la classe commerçante d'Afrique occidentale (voir O. A. Nwani, 1975 ; A. G. Hopkins, 1970).

51. « L'histoire de l'*Exclusif* (campagne menée par la France pour tenter de maintenir le commerce d'Afrique occidentale dans un système mercantile) est l'histoire de sa lente agonie » (B. Schnapper, 1959, p. 151). La Grande-Bretagne avait deux avantages fondamentaux sur la France, selon B. Schnapper ; d'une part, elle disposait de capitaux supérieurs, d'autre part, elle vendait ses textiles meilleur marché.

52. Ce n'est pas par hasard que le protectionnisme français au Sénégal date de 1873 (voir C. W. Newbury, 1968, p. 345).

53. J'ai déjà étudié cette question (I. Wallerstein, 1970, p. 403) : « Pour porter atteinte à l'hégémonie économique de la Grande-Bretagne dans le monde, les autres grandes puissances en cours d'industrialisation ont compris qu'il était nécessaire d'ouvrir à leurs industries des marchés plus vastes et de nouveaux accès aux matières premières. C'est ainsi que commença la ruée versl'Afrique, et une fois que le mouvement fut amorcé, une alternative s'imposait à la Grande-Bretagne : participer ou perdre l'avantage. » Certes, la Grande-Bretagne avait déjà connu des échecs à la suite de la politique qu'elle avait suivie avant 1880. Se référant aux années 1860, R. Olaniyan constate que la politique hésitante de la Grande-Bretagne en matière de protection lui valut des échecs cuisants (1974, p. 37), mais que les premières « pertes » ne furent pas assez sévères pour entraîner une véritable conversion de la politique britannique.

ticulier, l'économie-monde capitaliste, et le partage du continent constitue non pas le début, mais l'aboutissement de ce processus. Est-il juste cependant d'affirmer que « le rôle du commerce en général, et la traite des esclaves en particulier […], a été démesurément exagéré[54] » ou de prétendre, dans le même esprit, que le développement des cultures de rapport en Afrique occidentale ne fut pas une révolution sociale, parce qu'il eut lieu d'abord dans le cadre des structures politiques, économiques et sociales existantes, qui « se révélèrent capables de suivre les variations de la demande du commerce côtier [à l'époque du commerce "légitime"] par adaptation plutôt que par révolution[55] » ?

Il n'est pas faux de dire qu'une bonne partie, si ce n'est la plupart des systèmes africains, « s'adaptèrent » aux exigences nouvelles. Certains allèrent ainsi à leur perte ; et presque tous finirent par être soumis au régime colonial. Mais l'adaptation est la thèse, et non l'antithèse. C'était tout ce qui leur était demandé ; rien de plus, mais rien de moins non plus. Cette adaptation de l'activité à un nouveau cadre social se présente comme la conséquence de l'intégration de l'Afrique, à une époque donnée, dans un système historique particulier : l'économie-monde capitaliste.

54. J. F. A. Ajayi et R. S. Smith (1964, p. 124). Voir aussi R. A. Austen (1970) ; pour une argumentation contraire, voir A. G. Hopkins (1973, p. 124).

55. J. F. A. Ajayi et B. O. Oloruntimehin, 1976, p. 214. Cette thèse de modifications économiques et de l'absence de transformations sociales est curieusement contredite dans le même volume par A. C. Unomah et J. B. Webster qui prétendent le contraire : ils insistent sur les transformations de la vie sociale des populations d'Afrique orientale, 1976, p. 298. Voir aussi C. Coquery-Vidrovitch (1971, p. 121), qui souligne le fait que les transformations majeures observées au Dahomey — main-d'œuvre salariée et propriété privée — ne datent pas simplement du régime colonial.

CHAPITRE 3

Tendances et processus nouveaux dans l'Afrique du XIX^{e} siècle

Albert Adu Boahen

Les huit premières décennies du XIX^{e} siècle ont vu se développer un grand nombre de tendances et de processus nouveaux, sinon par leur originalité, du moins par la rapidité avec laquelle ils se sont imposés, leur ampleur et leur influence. De fait, c'est cette triple caractéristique qui rend cette période particulièrement révolutionnaire et la désigne comme marquant la fin de l'Afrique ancienne et la naissance de l'Afrique moderne. Nous tenterons, dans le présent chapitre, d'analyser ces tendances et processus nouveaux, d'évaluer leur influence, et de déterminer le cours qu'aurait pu prendre l'histoire si aucune intervention coloniale européenne ne s'était produite dans les deux dernières décennies de ce siècle et ultérieurement.

Nouvelles tendances démographiques

La première de ces nouvelles tendances fut d'ordre démographique. L'Afrique connut au XIX^{e} siècle le changement socio-économique le plus radical de toute son histoire, à savoir l'abolition et la disparition de la traite des esclaves. À la fin de la période qui nous occupe, et pour des raisons qui sont évoquées dans d'autres chapitres du présent volume, la traite des esclaves appartenait définitivement au passé. Si l'abolition n'a pas causé de changement soudain dans le taux d'accroissement de la population, il n'est pas douteux que, en particulier pendant les trois dernières décennies de la période considérée, ce taux a eu tendance à croître progressivement, au lieu de décliner comme il l'avait fait jusqu'alors.

Cet accroissement de la population ne fut toutefois pas le seul phénomène notable. Plus spectaculaire encore fut la redistribution démographique qui prit la forme de migrations et de mouvements à l'intérieur du continent. Les dramatiques migrations internes des Nguni dans l'Afrique australe et centrale, celles des Chokwe en Afrique centrale, des Azande en Afrique orientale, des Fang en Afrique équatoriale et des Yoruba en Afrique occidentale en sont autant d'exemples typiques. Comme on le verra plus loin, les migrations des Nguni aboutirent à la dissémination de cette branche des peuples bantu, partie de la région du Natal pour gagner différentes parties du sud, du centre et de l'est du continent. Si elles furent souvent cause de dévastations, de destructions et d'indicibles souffrances, ces incursions eurent aussi des résultats positifs. Les Nguni vainquirent et assimilèrent d'autres peuples, et de nouvelles nations, telles que celles des Ndebele et des Sotho, virent ainsi le jour. L'adoption des systèmes et des conceptions militaires et politiques mis au point par les Zulu leur permit également de fonder de nouveaux royaumes, tels que Gaza, Swazi, Ndebele, Sotho et Pedi. Ces derniers étaient, comme l'écrit Omer-Cooper, « militaristes, hautement centralisés et administrés, sous l'autorité du roi, par des *induna* d'origine roturière plutôt que par des membres de la famille royale »[1]. En outre, la présence des Nguni incita certains peuples envahis à s'organiser en États. C'est ainsi que les Holoholo vivant sur la rive est du lac Tanganyika utilisèrent les tactiques militaires des Nguni pour édifier un puissant royaume. De même, les Hehe du sud du Tanganyika, jusque-là divisés en plus de trente chefferies indépendantes, se regroupèrent à la suite des incursions des Nguni et, ayant adopté l'organisation militaire, les armes et les tactiques de terrain de ces derniers, parvinrent à soumettre des peuples voisins, tels que les Sanga et les Bena, et à former un grand royaume hehe.

En Afrique occidentale, et pour des raisons essentiellement politiques, les Yoruba quittèrent, pour ainsi dire en masse, les vastes prairies du nord du Yorubaland pour essaimer vers les forêts du Sud. Ces mouvements aboutirent à la formation de nouvelles communautés, telles qu'Ibadan, Abẹokuta, Ọyọ, Iwo, Modakẹkẹ et Ṣagamu. Comme les Nguni, les Yoruba se lancèrent dans différentes expériences politiques et constitutionnelles visant à résoudre les problèmes politiques et écologiques posés par leur nouvel environnement. De ces tentatives naquirent « la dictature militaire d'Ijaye, le républicanisme d'Ibadan, le fédéralisme d'Abẹokuta et le confédéralisme des Ekiti Parapọ »[2]. La carte des ethnies du sud-ouest du Nigéria, telle quelle se présente aujourd'hui, résulte de ces mouvements de populations. C'est également au XIXe siècle que les Fang et les groupes ethniques qui leur étaient apparentés, les Bulu, Beti et Pahouin, entreprirent leurs grandes migrations, quittant les savanes du sud de l'actuel Cameroun pour pénétrer dans la zone des forêts jusque dans l'arrière-pays et les régions côtières du Gabon[3].

1. J. D. Omer-Cooper, 1976*a* , p. 350-351.
2. O. Ikime (dir. publ.), 1980, p. 307.
3. P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, 1978, p. 423-424.

Révolutions islamiques

Beaucoup plus révolutionnaires encore furent les tendances nouvelles qui se firent jour sur le plan social; et cela fut tout particulièrement vrai dans le domaine religieux. Comme chacun sait, la diffusion de l'islam en Afrique, à partir de l'Arabie, s'était amorcée dès le VIIe siècle. Ce processus était toutefois demeuré dans l'ensemble, sauf en Afrique du Nord et dans la vallée du Nil, jusqu'aux toutes dernières années du XVIIIe siècle, plutôt sporadique et, à part quelques exceptions (les Almoravides, par exemple) pacifique, s'effectuant surtout au travers des échanges commerciaux. Dès la première décennie du XIXe siècle, cette propagation prit au contraire un tour fortement conquérant et dynamique, en particulier dans le nord et l'ouest de l'Afrique. Rien ne met mieux en lumière la rapidité et l'ampleur de ce phénomène que le fait que, si la région des savanes de l'Ouest, qui forme ce que l'on appelle le Soudan occidental, ne connut que deux *djihād* majeurs au cours du XVIIIe siècle, l'un au Fouta-Djalon durant les années 1720 et l'autre au Fouta Toro durant les années 1770, il n'y eut, en revanche, pas moins de quatre *djihād* de grande envergure et plusieurs autres de moindre importance pendant la période que nous étudions. Les principaux furent les *djihād* conduits respectivement par ʿUthmān dan Fodio dans les États hawsa en 1804, Amadou Lobbo (Aḥmad Lobbo) ou Cheikou Amadou (Seku Aḥmadu) au Marina en 1818, al-Hadjdj ʿUmar dans la région des Bambara en 1852 et Samori Touré dans les années 1870[4].

L'un des aspects fascinants des trois premières révolutions islamiques tient au fait que toutes furent conduites par les Torodbe (branche cléricale des Fulbe [Peul]), peuple que l'on retrouve disséminé dans tout le Soudan occidental. Elles furent donc lancées par ces derniers en réponse à la crise causée dans cette région par l'oppression politique, l'injustice sociale et la levée d'impôts illégaux, d'une part, et par le déclin et l'affaiblissement de l'islam, d'autre part. Les objectifs poursuivis par les instigateurs de ces guerres saintes étaient « de faire de l'islam non plus un ensemble de convictions personnelles, mais un droit collectif; de balayer les vestiges des coutumes traditionnelles pour créer un empire théocratique où prévaudraient les lois et pratiques islamiques[5] ». De toutes les rébellions organisées à partir des années 1840 par les Juula (Dyula, Jula, Dioula), commerçants islamisés et instruits issus du groupe ethnique des Soninke, la campagne conduite par Samori Touré dans les années 1870 fut celle qui connut le plus grand succès et prit le plus d'ampleur. Les activités de Samori Touré seront décrites plus en détail au chapitre 24. Nous nous contenterons de noter ici que, s'il était bien moins instruit et moins fanatique que les instigateurs des *djihād* précédents, Samori ne s'en efforça pas moins, jusque vers 1885, de convertir les populations à l'islam, utilisant cette religion comme un puissant facteur d'intégration. Ces révolutions ou *djihād* islamiques eurent, sur le plan

4. M. Hiskett, 1976, p. 125-168; voir aussi les chapitres 20, 21 et 24 du présent volume.
5. J. F. A. Ajayi, 1965, p. 1. Voir aussi M. Last, 1974.

politique et social, des conséquences d'une portée considérable. Politiquement, elles aboutirent à la création d'immenses empires, comme l'empire de Sokoto, qui, dans les années 1820, s'étendait sur toute l'ancienne région septentrionale et une partie de la région occidentale du Nigéria, et dont l'histoire, au cours de ce siècle, sera exposée dans un chapitre ultérieur; l'empire du Macina, qui domina la région de la boucle du Niger jusqu'à ce qu'il soit renversé par al-Hadjdj ʿUmar dont le propre empire allait des sources du Sénégal et de la Gambie à Tombouctou; enfin, le vaste empire de Samori Touré, qui s'étendait depuis le nord de la Sierra Leone et de la Guinée actuelles jusqu'à Bamako, et englobait le fameux et important centre commercial et islamique juula de Kankan[6]. Ces révolutions entraînèrent également la disparition des anciennes élites régnantes hawsa et soninke au profit d'une nouvelle élite composée essentiellement des clergés fulbe et juula. Elles se traduisirent ainsi par un transfert fondamental de la réalité du pouvoir politique au Soudan occidental. Le *djihād* conduit par ʿUthmān dan Fodio provoqua, en outre, la renaissance et la consolidation du vieux royaume du Borno; ceci grâce essentiellement à l'action du *shaykh* Muḥammad al-Kanēmi, fervent musulman kanembu à qui les dirigeants du Borno avaient fait appel pour qu'il les aide à résister aux armées d'ʿUthmān dan Fodio et de son fils Bello.

Les conséquences de ces révolutions furent plus profondes encore sur le plan social. En premier lieu, l'action éducative et le prosélytisme des instigateurs de ces *djihād*, ainsi que de leurs partisans et de leurs chefs militaires qui, pour la plupart, étaient de fins lettrés musulmans, eurent pour effet non seulement de purifier l'islam, mais encore de faire de cette religion citadine une religion également rurale. De plus, alors que les chefs des deux premiers *djihād* appartenaient à la confrérie des Ḳadirīyya, al-Hadjdj ʿUmar se réclamait de la confrérie des Tijāniyya relativement récente, qui attirait davantage les gens simples. Al-Hadjdj ʿUmar parvint ainsi à rallier un nombre considérable d'adeptes, et il est significatif, à cet égard, que les partisans de la Tijāniyya soient aujourd'hui plus nombreux en Afrique occidentale que ceux de la Ḳadirīyya. Troisièmement, les chefs des trois *djihād* ayant tous fait porter l'accent sur l'éducation et l'étude, le niveau d'instruction et le taux d'alphabétisation des populations musulmanes s'élevèrent considérablement au cours du XIX^{e} siècle. Enfin, ces *djihād* donnèrent naissance, dans toute la région soudanaise, à un sentiment de solidarité islamique qui demeure encore vivace aujourd'hui.

Il convient d'ajouter en conclusion que les instigateurs des *djihād* et les porteurs d'étendard ne réussirent pas entièrement à établir, au Soudan occidental, un véritable califat administré conformément à la *sharīʿa*. Il leur fallut se résoudre à composer avec certaines des institutions et des réalités sociopolitiques déjà en place. Aussi ne vit-on pas apparaître, au terme de ces campagnes, une culture et une société islamiques uniformes et pures de toute autre influence, mais une culture fulbe-hawsa en pays hawsa, et une

6. Voir le chapitre 24 du présent volume, ainsi que P. D. Curtin *et al*, 1978, p. 388-390.

culture fulbe-mande dans la région de la boucle du Niger, celles-ci étant toutefois fortement imprégnées des principes de l'islam et de l'enseignement des pères fondateurs.

L'islam gagna également du terrain dans d'autres parties de l'Afrique, en particulier dans la Libye moderne, en Cyrénaïque et dans l'est du Sahara, puis plus tard dans les régions septentrionales de l'actuel Soudan, où il fut propagé respectivement par les Sanūsī et les Mahdistes, enfin dans l'intérieur de l'Afrique orientale, et notamment au Buganda, par suite des contacts établis avec les commerçants arabes et swahili[7].

Activités missionnaires chrétiennes

Non moins révolutionnaire et durable dans ses effets fut, à la même époque, une autre croisade religieuse qui touchait d'autres parties de l'Afrique, à savoir la campagne menée par les missionnaires chrétiens. Bien que les premières tentatives faites pour implanter le christianisme dans les régions s'étendant au sud du Soudan occidental remontent à l'époque des explorations portugaises du XVe siècle, on ne trouve guère de traces de cette religion en Afrique à la fin du XVIIIe siècle. Toutefois, la situation changea radicalement à partir des dernières années de ce siècle, et plus particulièrement au cours des cinq premières décennies du XIXe siècle. Sous l'effet principalement du réveil en Europe de l'esprit missionnaire, dû pour l'essentiel à l'œuvre de John Wesley et à l'apparition d'idéaux anti-esclavagistes et humanitaires inspirés par le radicalisme et les révolutions américaine et française, les efforts réalisés pour implanter et propager le christianisme présentèrent le même dynamisme, sinon la même forme conquérante, que la vague islamique qui déferla sur le Soudan occidental. Ce n'était plus cette fois le Coran et l'épée qui étaient employés, mais la Bible, la charrue et le commerce; et à l'action des chefs, du clergé et des porteurs d'étendard des *djihād* se substituait celle d'un grand nombre de sociétés missionnaires, fondées et basées en Europe et en Amérique, et de leurs représentants en Afrique. Ainsi, alors qu'en 1800 on ne comptait que trois sociétés missionnaires à l'œuvre dans toute l'Afrique occidentale, à savoir la Society for the Propagation of the Gospel (SPG), la Wesleyan Missionary Society (WMS) et la Glasgow and Scottish Missionary Society, en 1840, à peine quarante ans plus tard, elles étaient déjà plus de quinze. Les plus importantes étaient la Church Missionary Society (CMS), la Mission d'Allemagne du Nord ou Mission de Brême, la Mission évangélique de Bâle fondée en Suisse, la United Presbyterian Church of Scotland et la Société des missions étrangères fondée en France. Au cours des trois décennies suivantes, plus d'une dizaine de nouvelles congrégations d'origine américaine vinrent grossir cette liste.

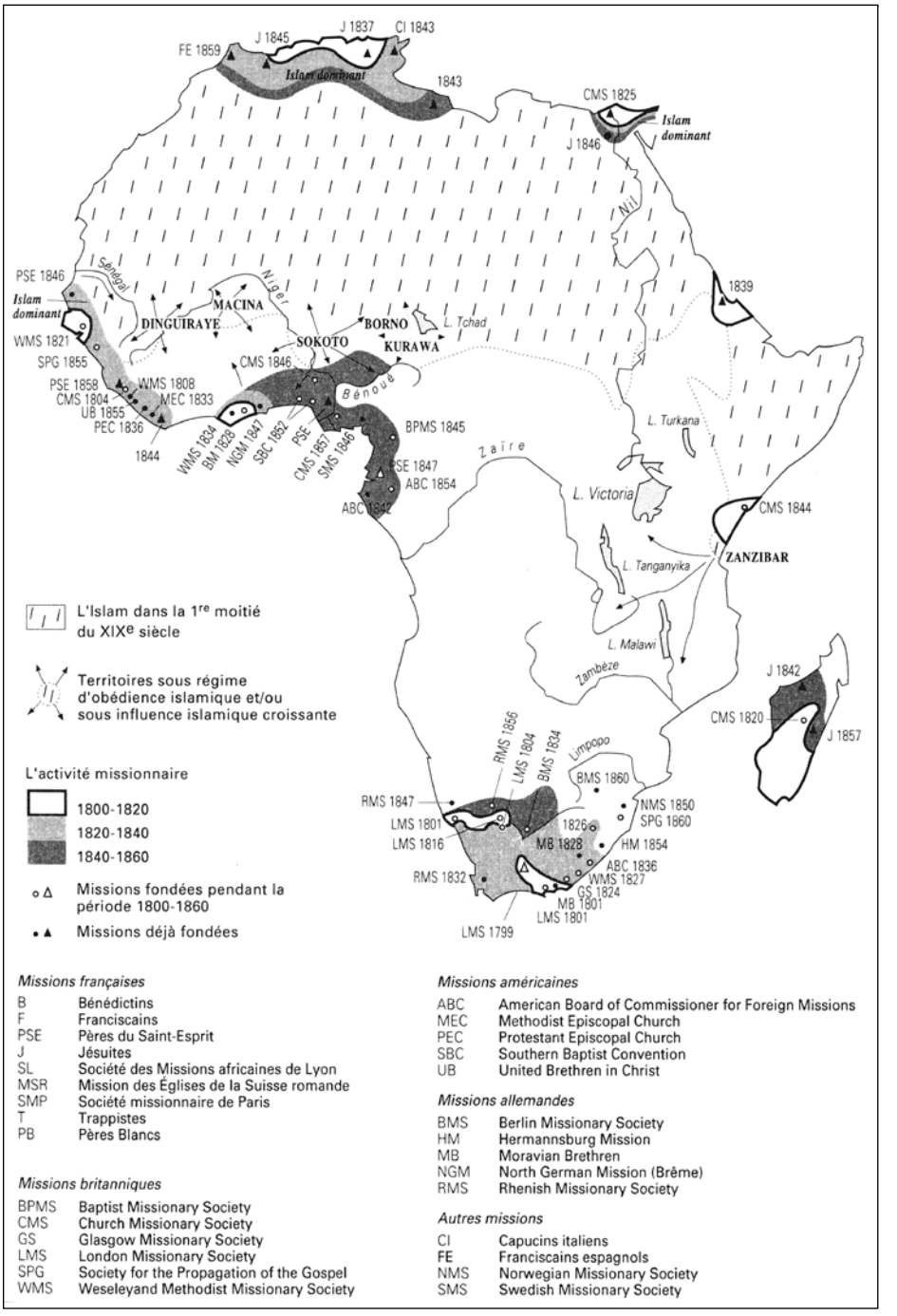
7. R. O. Collins et R. L. Tignor, 1967, p. 16-18; A. A. Boahen, 1964, p. 110-117.

En Afrique orientale et centrale, il n'y avait encore en 1850 qu'une seule congrégation missionnaire à l'œuvre : la Church Missionary Society ; en 1873, au moment de la mort de Livingstone, on en comptait deux nouvelles. L'une était la Universities Mission to Central Africa (UMCA), qui fut créée en 1857 afin de fonder « des foyers de christianisme et de civilisation qui propageraient la religion vraie, l'agriculture et le commerce légitime », en réponse à l'appel passionné lancé cette même année par Livingstone à l'opinion publique britannique dans un discours prononcé à l'Université de Cambridge ; et la seconde était la Congrégation des pères du Saint-Esprit, ordre catholique fondé en France en 1868[8]. Ce sont les voyages, ainsi que les circonstances et le retentissement de la mort de Livingstone, qui donnèrent l'impulsion décisive à la vague religieuse qui secoua l'Afrique orientale et centrale. En l'espace de quatre ans à peine, quatre missions nouvelles furent créées : la Livingstone Mission, fondée en 1875 par la Free Church of Scotland ; la Blantyre Mission, qui fut créée l'année suivante par l'Église officielle d'Écosse et entreprit d'évangéliser l'actuel Malawi ; la London Missionary Society (LMS), qui, à la suite d'une lettre publiée par le *Daily Telegraph* dans laquelle l'explorateur et journaliste Stanley invitait les missions à se rendre au Buganda, étendit son œuvre à partir de l'Afrique du Sud jusqu'à l'actuelle Tanzanie ; enfin, la Mission catholique des pères Blancs, qui s'implanta dans ce pays deux ans après la Church Missionary Society[9]. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, l'évangélisation de l'Afrique orientale et centrale était en bonne voie.

Mais l'étendue et le succès des activités missionnaires furent encore plus grands en Afrique australe. À la fin des guerres napoléoniennes, il n'y avait encore que deux sociétés missionnaires en activité dans toute la région : la Mission morave, qui pénétra dans la province du Cap une première fois en 1737, se retira seulement six ans plus tard et ne revint qu'en 1792 ; et la London Missionary Society, qui apparut dans la région en 1799[10]. Mais, à partir de 1816, un grand nombre de sociétés de Grande-Bretagne, d'Europe continentale et des États-Unis, protestantes aussi bien que catholiques, pénétrèrent non seulement dans la province du Cap, mais aussi dans les régions du Natal et du Transvaal. Vers 1860, elles avaient poussé au nord jusqu'aux régions qui sont maintenant le Botswana, le Lesotho, le Sud-Ouest africain et la Zambie. Elles comprenaient la Wesleyan Missionary Society ; la Glasgow Missionary Society ; la Church Missionary Society ; la Société missionnaire norvégienne ; la United Presbyterian Mission ; la Société de Berlin ; la Société du Rhin ; la Mission évangélique de Paris ; la USA Mission to Zululand and Mosega ; la Société missionnaire de Hambourg, et l'Église libre suisse[11].

Une différence intéressante entre l'entreprise missionnaire en Afrique australe et celle qui eut pour cadre, par exemple, l'Afrique occidentale, tient

8. R. Oliver, 1965, p. 13.
9. A. J. Wills, 1964, p. 82-97 ; R. Oliver, 1965, p. 1-48 ; N. R. Bennett, 1968, p. 231-235.
10. E. Roux, 1964, p. 25-26 ; E. A. Walker, 1957, p. 92-93, 144-146, 173-175.
11. E. A. Walker, 1957, p. 133, 144-146, 178 ; E. Roux, 1964, p. 24-31 ; C. P. Groves, 1954, vol. 2, p. 118-161 ; D. Denoon, 1973, p. 26-29, 67-90 ; H. W. Langworthy, 1972, p. 82, 105, 115.



3.1. *Les missions chrétiennes et l'islam, 1800-1860.*
[*Source :* J. F. Ade. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *Historical Atlas of Africa*, 1985, Londres Longman.]

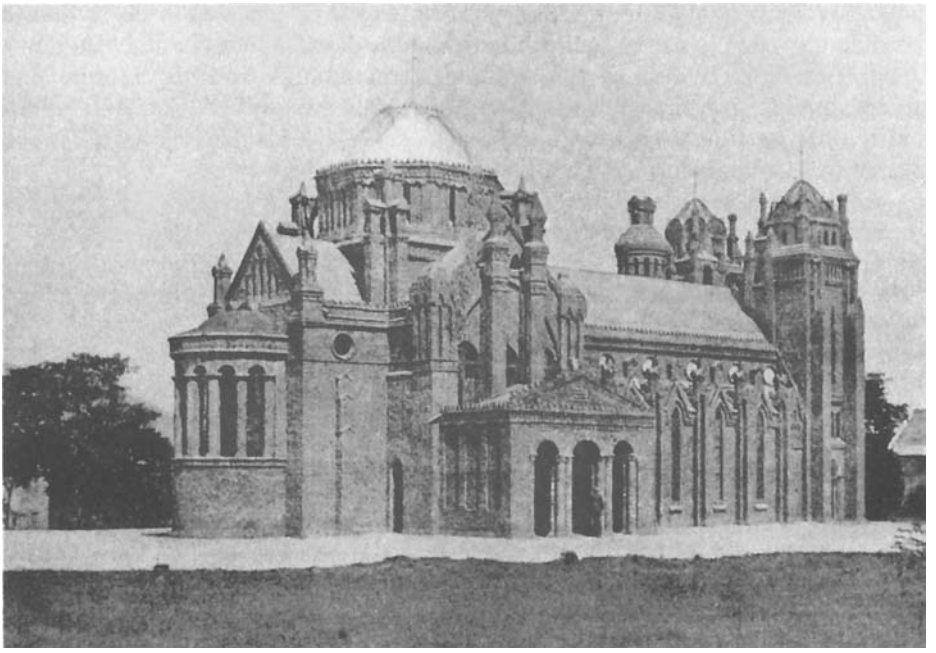
à la part directe et active que prirent, dans la première de ces régions, les missionnaires aux affaires politiques et, surtout, aux relations étroites qui s'instaurèrent entre certains des missionnaires et certains des rois africains. Dès le début, des missionnaires comme Van der Kemp et John Philip participèrent activement à la politique locale; tandis que Lobengula, Lewanika et Cetshwayo devinrent grands amis de Moffat, Coillard et Colenso respectivement[12].

Dans les premiers temps, on a cru que les missionnaires en Afrique australe étaient toujours du côté des Africains et se faisaient systématiquement les champions de leur cause. Mais des travaux récents ont montré qu'ils étaient « fréquemment employés comme négociateurs entre les autorités coloniales et les autorités africaines, comme diplomates plutôt que comme évangélistes »[13] et que, si les colonialistes les considéraient comme dangereusement pro-africains, beaucoup de chefs africains voyaient en eux (à plus juste titre) de dangereux agents des colons et de l'impérialisme.

Ces sociétés missionnaires ne se bornaient pas à construire des églises, à convertir les populations et à traduire la Bible dans les langues africaines. Elles consacraient aussi beaucoup de temps à développer l'agriculture en créant des exploitations et plantations expérimentales; à enseigner des métiers tels que ceux de maçon, charpentier, imprimeur et tailleur; à élever le niveau de vie de la population, et, par-dessus tout, à promouvoir le commerce, l'alphabétisation et l'enseignement de type occidental. Toutes créèrent des écoles élémentaires, des collèges techniques et même des écoles secondaires. En Afrique occidentale, la Church Missionary Society créa le Fourah Bay College en 1827. En 1841, elle administrait déjà vingt et une écoles élémentaires en Sierra Leone et, en 1842, elle fonda deux écoles secondaires, une de garçons et une de filles[14]. En 1846, les Wesleyens avaient, eux aussi, fondé quatre écoles de filles et vingt écoles de garçons dans la Côte-de-l'Or; et, en 1876, ils ouvrirent leur première école secondaire, la Wesleyan High School, appelée maintenant Mfantsipim School. La Church Missionary Society créa aussi une école secondaire à Lagos, en 1859, tandis que les Wesleyens y ouvraient la Methodist Boys' High School en 1879[15]. Il faut souligner que ces écoles ne furent pas toutes fondées sur la côte mais, pour quelques-unes, dans des villes de l'intérieur.

S'agissant de l'Afrique orientale et centrale, il y avait en 1890, à Livingstone, une école qui accueillait 400 élèves; et la station disposait, en outre, d'un atelier et d'une presse typographique « qui ne cessait de produire des abécédaires et des recueils des Saintes Écritures, des contes, et des cours élémentaires de géographie et d'histoire naturelle traduits en nyanja, tonga, nguni, nyakyusa et nkonde »[16]. En 1835, la mission Livingstone recensait

12. D. Denoon, 1973, p. 96-97; C. P. Groves, 1954, p. 252, 274; E. Roux, 1964, p. 25-32.
13. D. Denoon, 1964, p. 65.
14. A. A. Boahen, 1966, p. 118-123.
15. J. F. A. Ajayi, 1965, p. 152-156.
16. R. Oliver, 1965, p. 62.



3.2. *L'église de la mission de la Church of Scotland à Blantyre* (*Malawi*).
[*Source:* H. H. Johnston, *British Central Africa*, 1897, Greenwood Press, Londres. Photo reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

4 000 élèves dans ses écoles de Madagascar; et, en 1894, 137 000 enfants merina des hauts plateaux de la Grande Île étaient inscrits dans des écoles protestantes; soit, selon Curtin et ses collaborateurs, une proportion du chiffre estimatif de la population de cette région « semblable à celle que l'on enregistrait en Europe occidentale à la même époque »[17].

En Afrique australe, l'enseignement faisait l'objet d'une attention encore plus grande que dans d'autres régions d'Afrique, en partie grâce aux subventions versées pendant cette période par les gouvernements du Cap et du Natal. En 1870, les missionnaires avaient, semble-t-il, enregistré au total de plus grands succès dans le domaine pédagogique qu'en matière d'évangélisation[18]. Ils avaient créé non seulement de nombreuses écoles élémentaires ou de village, mais aussi, dès les années 1840, des écoles normales et des établissements secondaires. La Glasgow Missionary Society, par exemple, créa à Lovedale, au Natal, en juillet 1841, un séminaire auquel était rattaché un département technique qui enseignait les métiers de maçon, de charpentier, de charron et de forgeron, et, à partir de 1861, l'imprimerie et la reliure[19].

17. P. D. Curtin *et al.*, 1978, p. 414.
18. M. Wilson et L. Thompson, 1969, p. 335, 385.
19. C. P. Groves, 1954, vol. II, p. 135-136; M. Wilson et L. Thompson, 1969, p. 261-262, 335.

En 1877, les catholiques avaient, quant à eux, déjà fondé un couvent des Sœurs de la Sainte Famille avec une pension, une école primaire et un asile au Natal, et un autre dans l'État libre d'Orange. En 1868, les missionnaires français créèrent une école normale à Amanzimtote et, au milieu des années 1860, un petit séminaire pour les filles à Inanda, au Natal ; en 1880, les anglicans fondèrent le St. Albans College en pays zulu[20].

L'influence de cette campagne de christianisation sur les sociétés africaines fut sans doute plus profonde encore que celle des croisades islamiques.

C'est sur le mode de vie des Africains convertis que ses répercussions furent les plus évidentes. Ceux-ci, outre qu'ils apprirent différents métiers, bénéficièrent d'un minimum de soins médicaux ; dans le même temps, les styles traditionnels d'architecture s'amélioraient et le port de vêtements de type occidental se répandait[21]. Par ailleurs, en condamnant la polygamie, la croyance aux ancêtres et à leurs dieux, et la sorcellerie, les missionnaires ont affaibli la base traditionnelle des sociétés africaines et de leurs relations familiales.

Une autre conséquence de la propagation de cette nouvelle foi fut l'apparition d'un pluralisme religieux et, partant, la scission des sociétés africaines en groupes rivaux et concurrents. D'abord, les sociétés africaines se divisèrent en convertis et non-convertis, ou, comme on les appelait en Afrique du Sud, en « rouges » et en « gens de l'école »[22]. De même que les fidèles et adeptes de l'islam étaient divisés par l'existence des confréries rivales des Ḳadirīyya et des Tijāniyya, la chrétienté cristallisa les « gens de l'école » en catholiques, méthodistes, anglicans, luthériens, congrégationalistes et presbytériens. Si, dans de nombreuses parties de l'Afrique, cet éclatement ne causa aucune tension ou animosité sociales sérieuses, il n'en fut pas de même dans d'autres régions, en particulier au Buganda et à Madagascar, comme on le verra dans la suite de ce volume.

Apparition d'une élite éduquée à l'occidentale

La conséquence la plus importante, sur le plan social, de la révolution apportée par les missionnaires fut toutefois l'apparition d'une élite instruite. À partir des années 1850, l'action éducative des sociétés missionnaires, telle que nous l'avons évoquée, entraîna l'apparition, d'abord sur le littoral, puis dans des régions de plus en plus éloignées de la côte, d'une classe d'Africains ayant pour la plupart fait des études en anglais ou en français.

Les régions où ce phénomène a été le plus marqué sont indubitablement l'Afrique du Sud et l'Afrique de l'Ouest.

D'après Leo Kuper, non moins de 3 448 Africains étaient passés par la seule Lovedale Missionary Institution entre 1841, date de son ouver-

20. C. P. Groves, 1954, vol. II, p. 261-265.
21. M. Wilson et L. Thompson, 1969, p. 266-267.
22. *Ibid.*, p. 265 ; M. Wilson, 1971, p. 74-75.

ture, et décembre 1896. Parmi ceux-ci, « plus de sept cents exerçaient une profession, celle d'enseignant pour la plupart ; mais on comptait aussi huit auxiliaires de justice, deux greffiers, un médecin et deux rédacteurs en chef ou journalistes ; près de cent étaient secrétaires ou interprètes, environ cent soixante-dix artisans, et plus de six cents ouvriers agricoles et cultivateurs[23] ». Il ne faut pas oublier que Lovedale n'était pas la seule institution de cette nature ; il y en avait d'autres au Cap et au Natal. Parmi les anciens élèves de ces institutions dont un grand nombre, on le verra plus tard, devaient jouer un rôle de tout premier plan dans le mouvement religieux de masse qui allait se répandre parmi les Bantu dans les années 1880 et surtout 1890, il y avait Tiyo Soga, le premier Xhosa à être ordonné ministre de la Free Church of Scotland en 1856 ; Nehemiah Tile, qui étudia la théologie à la Healdtown Institution ; Kenyane, un ecclésiastique bantu du Cap ; James M. Divane, né en 1841 et ordonné en 1881 ; et Mangena M. Mokone[24]. Le plus jeune, mais celui aussi qui devait probablement exercer par la suite l'influence la plus grande, fut John T. Javabu, qui, né en 1859, fréquenta la Healdtown Institution (comme Nehemiah Tile), devint instituteur diplômé en 1875, fut le premier Africain à passer la *matriculation* (baccalauréat) en 1883 et fonda le premier journal bantu (*Imvozabantsundu*); il devait jouer un rôle important dans la politique du Cap entre les années 1890 et 1910[25].

Par rapport toutefois à l'ensemble de la population noire d'Afrique du Sud, l'élite ainsi formée à l'occidentale demeurait, en 1880, numériquement insignifiante. Celle que comptait l'Afrique centrale et orientale à la même date était plus infime encore. Au Tanganyika, par exemple, le premier prêtre africain de l'UMCA, Cecil Majaliwa, ne fut ordonné qu'en 1890, le deuxième ne le fut qu'en 1894 et le troisième en 1898[26]. Au Kenya, il fallut attendre les premières décennies du présent siècle pour qu'une élite tant soit peu importante, composée d'hommes comme John Owale, R. Omulo, J. Okwiri, Harry Thuku, James Beauttah, Hesse Kariuku, John Muchuchu, pour ne rien dire de Jomo Kenyatta, commence à jouer un rôle actif dans la politique locale[27]. S'il en fut ainsi, c'est très certainement que les activités d'enseignement des missionnaires ne démarrèrent véritablement qu'après la période considérée ici. En Afrique occidentale en revanche, et en Sierra Leone en premier lieu, s'était constituée, dès 1880, une élite instruite relativement nombreuse. De fait, ce sont les créoles, comme on se mit alors à appeler les personnes instruites de ce pays, qui servirent de fer de lance à l'action missionnaire et éducative menée dans les autres régions de l'Afrique occidentale. Trois figures sont particulièrement exemplaires : James Africanus Horton, né en 1835, qui fit des études de médecine en Grande-Bretagne de 1853 à 1859, avant de s'engager comme chirurgien auxiliaire d'état-major dans le service médical

23. L. Kuper, 1971, p. 433-434.
24. E. Roux, 1964, p. 78-80 ; E. A. Walker, 1957, p. 521-522.
25. E. Roux, 1964, p. 53-77 ; E. A. Walker, 1957, p. 394-395, 536.
26. J. Iliffe, 1979, p. 216-219.
27. B. A. Ogot et J. A. Kieran (dir. publ.), 1968, p. 266-270.

3.3. *Tiyo Soga*.
[*Source :* C. Saunders, *Black Leaders in African History*, 1978, Heinemann, Londres (l'original se trouve dans Tiyo Soga, *A page of South African Mission work*, 1877, 1re éd.), John Aitken Chalmers.]

des armées de l'Afrique occidentale britannique ; Samuel Ajayi Crowther, qui fut l'un des premiers diplômés du Fourah Bay College et le premier Africain à être ordonné évêque de l'Église anglicane ; enfin, James Johnson, intellectuel et évangélisateur plein de fougue[28]. Il faut aussi mentionner Broughton Davies, qui devint médecin en 1859, et Samuel Lewis, avocat, le premier Africain à être honoré du titre de chevalier par la reine d'Angleterre[29]. Le Libéria forma également un nombre notable d'intellectuels, parmi lesquels il faut citer Edward Blyden, né aux Antilles.

Au Nigéria et en Côte-de-l'Or, leur nombre était un peu plus grand. Au Nigéria, on comptait, parmi cette élite, des gens comme Essien Ukpabio, T. B. Vincent, connu plus tard sous le nom de Mojola Agbebi, H. E. Macaulay, G. W. Johnson, R. B. Blaize et J. A. Otunba Payne[30]. En Côte-de-l'Or, dans les années 1870 et 1880, elle comprenait J. A. Solomon, E. J. Fynn, J. P. Brown, J. de Graft Hayford, A. W. Parker, T. Laing, J. H. Brew et John Mensah Sarbah[31].

De plus, alors qu'en Afrique occidentale et, jusqu'à un certain point, dans les régions du Mozambique et de l'Angola sous contrôle portugais, une

28. E. A. Ayandele, 1966, p. 185-196 ; J. F. A. Ajayi, 1969.
29. C. M. Fyle, 1981, p. 74-76.
30. E. A. Ayandele, 1966, p. 58-59, 192-200.
31. F. L. Bartels, 1965, p. 72-100.

3.4. *École du village de Charlotte, Sierra Leone, vers 1885.*
[*Source :* A. T. Porter, *Creoledom*, 1963, Oxford University Press, Oxford.
© Domaine public, avec l'autorisation de la Foreign and Commonwealth Office Library.]

fraction de cette élite instruite choisissait des professions telles que celles de fonctionnaire, enseignant, catéchiste, prêtre ou agent de l'Église — selon le dernier recensement, les Wesleyens comptaient, en 1885, 15 prêtres, 43 catéchistes, 259 prédicateurs et 79 enseignants d'origine africaine en Côte-de-l'Or[32] —, la majorité se lança dans le commerce en s'établissant à son propre compte, obtenant du crédit auprès des sociétés étrangères et des commerçants locaux. Ce sont ces derniers éléments, « la bourgeoisie de demain » selon Susan Kaplow[33], qui, en Côte-de-l'Or, en Sierra Leone et au Nigéria, étendirent, comme on le verra ultérieurement, le réseau du commerce de détail toujours plus loin à l'intérieur des terres au cours de la période étudiée. Comme l'indique un rapport provenant de la Côte-de-l'Or, en 1850, les plus jeunes étaient partis s'installer dans l'intérieur du pays comme commerçants et employés, « provoquant un accroissement important de la demande auprès des fabricants de Grande-Bretagne et développant largement le commerce et la civilisation parmi les populations indigènes[34] ». Une évolution sociale similaire se produisit à Madagascar et en Afrique orientale et centrale. Ainsi,

32. M. McCarthy, 1983, p. 110-111.
33. S. B. Kaplow, 1977, p. 313-333.
34. Cité dans M. McCarthy, 1983, p. 126.

à la fin du siècle, l'échelle sociale africaine comptait un nouvel échelon, une élite instruite dont une fraction s'était tournée vers des professions telles que médecins, prêtres, enseignants, catéchistes et employés, tandis que d'autres constituaient la classe des bourgeois de demain, ou des chefs d'entreprise, comme d'aucuns préféreront les appeler, composée de négociants et de marchands instruits.

L'éthiopianisme

L'apparition de cette élite instruite en Afrique eut deux conséquences exceptionnelles et intéressantes : la naissance de l'éthiopianisme, mouvement nationaliste africain religieux et politique, et la révolution intellectuelle sur laquelle il déboucha, en particulier en Afrique du Sud et de l'Ouest. Il faut souligner que, jusque dans les années 1850, les Africains instruits qui exerçaient des professions intellectuelles étaient traités en égaux par les Blancs et rémunérés en fonction de leur qualification et de leur expérience. Une grande partie de l'élite instruite africaine croyait sincèrement que l'Afrique ne pourrait être civilisée qu'à condition d'adopter le savoir, la technique et la religion des Européens. Mais c'est alors que « surgit, en Europe et en Amérique, la pensée pseudo-scientifique qui interprétait la société en termes de catégories raciales immuables dans la hiérarchie desquelles le Noir se voyait attribuer un rang très inférieur[35] ». Ces idées racistes furent largement diffusées pendant la seconde moitié du siècle, grâce aux œuvres d'hommes tels que J. A. Gobineau, Richard Burton et Winwood Reade. Elles en vinrent à être adoptées par la majorité des missionnaires et administrateurs européens en Afrique, qui commencèrent à exercer, tant dans les Églises que dans le gouvernement, une discrimination à rencontre des Africains instruits au profit des Blancs. C'est essentiellement de cette discrimination raciale, et du sentiment d'humiliation et d'indignation qu'elle provoqua, que naquit le mouvement nationaliste religieux et politique qui prit le nom d'éthiopianisme, d'après le verset de la Bible : « L'Éthiopie tendra les mains vers Dieu[36]. » Prenant exemple sur l'indépendance manifestée, au début du siècle, par les anciens esclaves de la Nouvelle-Écosse installés en Sierra Leone, ce mouvement visait à instituer des Églises chrétiennes dirigées par les Africains eux-mêmes et conservant les cultures et traditions africaines. Né en Afrique du Sud, probablement au commencement des années 1860, il s'épanouit pleinement dans les années 1880 : les premières Églises scissionnistes indépendantes éthiopiennes ou africaines sont fondées en Afrique du Sud en 1884, par le ministre wesleyen tembu Nehemiah Tile ; et en Afrique occidentale, en 1888, par un groupe de personnalités

35. J. A. Horton, 1969, p. XVII ; P. D. Curtin, 1964, p. 28-57 ; R. July, 1967, p. 212-213.
36. G. Shepperson et T. Price, 1958, p. 72-74.

de l'Église nigériane de la Southern Baptist Mission (américaine) [37]. Il est important de noter que, si Tile souhaitait « adapter le message de l'Église à l'héritage des Tembu » — ajoutant: « de même que la reine d'Angleterre est le chef de l'Église anglaise, le chef suprême des Tembu dit être le *summus episcopus* de la nouvelle organisation religieuse »[38] —, T. B. Vincent, qui devait ultérieurement devenir, sous le nom de Mojola Agbebi, l'un des chefs du premier mouvement sécessionniste au Nigéria, déclarait en 1889: « Pour que le christianisme devienne une religion proprement africaine, il faut qu'il soit arrosé par des mains indigènes, élagué par la machette indigène et nourri de terre indigène [...]. Nous sommes maudits si nous comptons rester indéfiniment pendus aux basques de maîtres étrangers, refusant de grandir. » II parlait aussi d'inculquer à ses convertis « l'individualité de la race, l'indépendance de la congrégation, l'autonomie financière et politique, la conservation des noms indigènes, du vêtement indigène, des coutumes et habitudes indigènes utiles, et l'utilisation de la langue natale pour le culte[39] ». De l'Afrique du Sud, l'éthiopianisme gagna toute l'Afrique centrale et orientale, où il exerça une forte influence entre 1880 et 1920.

En Afrique occidentale, cependant, l'élite instruite ne se contenta pas d'une action politique. Elle entreprit aussi de réfuter et de dénoncer les thèses et les pratiques racistes dans une série d'articles, brochures, livres et discours qui donnèrent corps au second des phénomènes exceptionnels évoqués plus haut, à savoir la révolution intellectuelle, et, avec elle, à la conscience raciale africaine, au panafricanisme et à la personnalité africaine.

Les pionniers de ce mouvement en Afrique occidentale furent sans conteste James Africanus Horton (1835-1883) et Edward Wilmot Blyden (1832-1912). Parmi les œuvres de Horton sur les thèmes en question figurent *Political economy of British Western Africa with the requirements of the several colonies and settlements: an African view of the Negro place in nature* (1865) [L'économie politique de l'Afrique occidentale britannique et les besoins des colonies et établissements divers: une conception africaine de la place des Noirs dans la nature]; *West African countries and peoples: a vindication of the African race* (1868) [Les pays et les peuples d'Afrique occidentale: défense de la race africaine]; et *Letters on the political conditions of the Gold Coast* (1870) [Lettres sur la situation politique de la Côte-de-l'Or]. Dans le deuxième de ces ouvrages, Horton réfute l'idée d'une infériorité intrinsèque de la race noire; selon lui, l'écart existant entre le degré de civilisation des Blancs et celui des Noirs résulte « entièrement de circonstances extérieures ». À ceux qui posaient l'hypothèse de l'infériorité de la race noire et concluaient que celle-ci était appelée à être tôt ou tard balayée de la surface du globe par la puissance des Blancs, Horton répondait: « Nous constatons que partout où des membres de la race africaine ont été transplantés, ils se sont multipliés quel que soit le joug écrasant et

37. *Ibid.*, p. 72-74; G. Shepperson, 1968, p. 249-263; E. Roux, 1964, p. 77-80; B. G. Sundkler, 1961, p. 38-47; D. B. Barrett, 1968, p. 18-24; T. Hodgkin, 1956, p. 98-114.
38. Cité par T. Hodgkin, 1956, p. 100.
39. Cité par E. A. Ayandele, 1966, p. 200.

pesant qu'ils aient subi; on peut en déduire sans grand risque d'erreur que le peuple africain est un peuple indestructible et endurant, et que les lubies de ceux qui ont décidé de sa disparition sont vouées à l'oubli au même titre que l'esclavagisme américain, aujourd'hui moribond[40]. »

Réfutant enfin le postulat selon lequel les Noirs seraient incapables d'accomplir des progrès, il écrit: « Les Africains ne sont pas incapables de progresser; assistés par des hommes bons et capables, ils sont au contraire destinés à figurer dans la suite des temps et à jouer un rôle prééminent dans l'histoire du monde civilisé[41]. »

Dans la préface de ses *Letters on the political conditions of the Gold Coast* (1870), Horton écrit à nouveau: « Rome ne s'est pas faite en un jour. Le plus fier empire d'Europe était jadis sans doute encore plus barbare que ne le sont aujourd'hui les principales tribus habitant la côte occidentale de l'Afrique; or, ce qui a déjà été fait peut être accompli de nouveau; c'est là une vérité irréfutable. Si donc la civilisation européenne a pu atteindre l'apogée qu'elle connaît aujourd'hui au terme d'une évolution graduelle, l'Afrique, forte des garanties que lui offre la civilisation du Nord, parviendra, elle aussi, à une grandeur identique[42]. »

Horton ne se contenta pas de condamner le racisme; il fut aussi l'un des tout premiers avocats du panafricanisme. Comme l'a montré Shepperson, cet idéal naquit en lui durant ses années d'études en Grande-Bretagne, par réaction contre les théories racistes pseudo-scientifiques; c'est alors qu'il ajouta Africanus à ses deux autres prénoms, James Beale; par la suite, il signa simplement la plupart de ses écrits Africanus Horton[43]. Il convient enfin de noter que, en dehors des problèmes raciaux et culturels, Horton s'intéressait également à l'indépendance politique. De fait, dans son ouvrage *West African countries and peoples*, il cherche non seulement à « réfuter nombre de théories et affirmations d'anthropologues fallacieuses et contraires aux intérêts de la race noire », mais encore à définir les « conditions requises pour arriver à l'autonomie recommandée par la Commission de la Chambre des Communes en 1865[44] ».

Contemporain de Horton, Edward Wilmot Blyden (1832-1912) fut plus prolifique encore, plus extrémiste et tout aussi connu que lui[45]. Né à Saint-Thomas aux Antilles, il émigra cependant très tôt au Libéria où il fit ses études et demeura toute sa vie, occupant les fonctions de maître de conférences et de diplomate jusqu'à sa mort, survenue à l'âge avancé de quatre-vingts ans. Il publia un grand nombre de livres et de brochures, et prononça de nombreux discours en Europe et en Amérique, condamnant sans relâche

40. J. A. Horton, 1969, p. 69; voir aussi R. July, 1967, p. 110-129; on trouvera une biographie complète de J. A. Horton dans C. Fyfe, 1972.
41. J. A. Horton, 1969, p. IX-X.
42. *Ibid.*, p. I.
43. *Ibid.*, Introduction, p. XVII.
44. *Ibid.*, Préface, p. VII.
45. Pour plus de détails, voir H. L. Lynch, 1967; J. S. Coleman, 1958, p. 106-107, 175-176, 183-184; R. July, 1967, p. 208-233.

les théories racistes alors à l'honneur. Parmi ses ouvrages publiés pendant la période examinée ici, figurent *African colonization* (1862) [La colonisation africaine], *Vindication of the Negro race* (1857) [Défense de la race noire], *A voice from bleeding Africa on behalf of her exiled children* (1856) [Plaidoyer pour les enfants exilés de l'Afrique exsangue], *Hope for Africa* (1861) [Un espoir pour l'Afrique], *From West Africa to Palestine* (1873) [De l'Afrique occidentale à la Palestine] et *Christianity, Islam and the Negro race* (1887) [Le christianisme, l'islam et la race noire]. Dans ses ouvrages, il défendit le mot d'ordre « l'Afrique aux Africains », et se fit l'avocat du panafricanisme, de la personnalité africaine, de l'islam et de la polygamie — plus conformes, selon lui, à l'identité africaine ; il mit l'accent sur la nécessité de préserver la pureté et l'intégrité de la race noire, condamnant ainsi les mariages mixtes ; il se fit le champion de l'éthiopianisme et, par-dessus tout, prêcha la fierté d'être noir. Ainsi, dans un article publié en 1874, il faisait l'éloge des Mande et des Fulbe, qui étaient musulmans et qui développaient l'idée d'un ordre national et social sans intervention positive ou négative des étrangers. Blyden concluait : « Pendant des siècles, la race africaine a pris une part des plus humbles et des plus subalternes à l'œuvre de la civilisation humaine. Cependant, le cours des événements produit ce fait intéressant qu'une carrière s'ouvre à ce peuple et à aucun autre. Une tâche particulière lui est réservée, tant sur la terre de son asservissement que sur la terre de ses pères, qu'aucun autre peuple ne peut accomplir. Lorsque je considère ses perspectives et ses privilèges actuels — et le dur labeur, les nobles souffrances et les réussites magnifiques auxquels elle est promise —, j'aime mieux appartenir à cette race qu'avoir été grec au temps d'Alexandre, romain à l'époque d'Auguste, ou être anglo-saxon au XIXe siècle[46]. »

C'est également Blyden qui, dans son fameux discours de mai 1880 devant l'American Colonization Society, donna un grand retentissement à la formule : « l'Éthiopie tendra les mains vers Dieu » et assimila les Éthiopiens aux Africains ; c'est lui qui le premier employa l'expression « personnalité africaine » dans une conférence donnée le 19 mai 1893 à Freetown, décrivant la race africaine comme « une grande race — grande par sa vitalité, par ses capacités d'endurance et ses chances de perpétuité ». Il ajoutait : « II est triste de penser qu'il est des Africains, en particulier parmi ceux qui ont bénéficié des avantages d'une formation étrangère, qui restent aveugles aux réalités fondamentales de la nature humaine, au point de dire : "Débarrassons-nous de tout sentiment d'appartenance à une race. Débarrassons-nous de notre personnalité africaine et fondons-nous, si possible, dans une autre race" […]. Prêchez cette doctrine autant que vous voudrez, personne ne vous suivra. Personne ne *peut* vous suivre, car une fois abandonnée votre personnalité, vous vous êtes dépouillés de vous-mêmes […]. C'est le devoir de tout homme, quelle que soit sa race, de lutter pour son individualité — pour la préserver et la développer […]. Aussi, honorez et aimez votre Race. Si vous

46. Cité dans H. S. Wilson, 1969, p. 239-240.

cessez d'être vous-mêmes, si vous renoncez à votre personnalité, il ne vous reste rien à apporter à ce monde[47]. »

Une autre grande figure de la révolution intellectuelle qui marqua cette époque est sans nul doute James Johnson, ce fougueux évangélisateur créole d'origine yoruba. Comme Horton, il naquit en Sierra Leone et fit ses études à l'école secondaire de Freetown et au Fourah Bay College, puis enseigna dans cette dernière institution de 1860 à 1863. Il entra ensuite à la Church Missionary Society, qui, en 1874, l'envoya au Nigéria, où il se vit confier dans un premier temps la charge de la célèbre Breadfruit Church de Lagos. En 1876, il fut nommé directeur général de toutes les missions de la Church Missionary Society implantées en territoire yoruba, et ce jusqu'en 1880, date à laquelle il fut démis de ses fonctions pour la seule raison qu'il était « de race noire »[48]. Dans ses sermons, ses lettres et ses articles, James Johnson se fit non seulement l'avocat du nationalisme nigérian, mais aussi celui de l'éthiopianisme, doctrine qui n'eut jamais, en Afrique occidentale, le caractère antigouvernemental et sécessionniste qu'elle présentait en Afrique australe et centrale, mais qui devint l'expression des aspirations africaines, vantant et exaltant les réussites de la race noire, en même temps qu'une arme dans la lutte menée pour acquérir pouvoir et positions au sein de l'Église et dans la fonction publique.

Comme Blyden, mais à la différence de Crowther, James Johnson défendit, dans ses sermons et ses écrits, le mot d'ordre « l'Afrique aux Africains », tout en popularisant le concept d'éthiopianisme[49]. Contrairement à son contemporain Crowther, il fut aussi le partisan et l'avocat passionné d'une évangelisation de l'Afrique par les Africains, et condamna avec vigueur et véhémence la thèse, alors à l'honneur, de l'infériorité de la race noire. Il souhaitait l'avènement d'une Église africaine indépendante qui mettrait fin à tout sectarisme et rassemblerait tous les chrétiens d'Afrique, « les regroupant tous en une seule communauté africaine »[50]. Les ministres de cette Église, insistait-il, devraient à tous les degrés être des Africains car, selon lui, « les missionnaires européens ne sauraient faire leurs les ambitions et les habitudes de pensée propres à la race africaine ». Il considérait même que la présence des Européens entraverait le progrès de cette race en détruisant « la supériorité physique, l'indépendance virile, le courage et la bravoure, l'audace et l'autonomie, et la volonté de faire front aux difficultés », toutes qualités dont font preuve les Africains qui n'ont jamais été en contact avec des Européens[51]. À ceux qui, en 1881, l'accusaient d'être hostile aux Blancs, Johnson répondit : « Pour les missionnaires d'aujourd'hui, l'Africain qui fait preuve d'indépendance d'esprit et énonce clairement ses convictions commet un grand crime. On ne lui en reconnaît pas le droit : il doit toujours voir avec

47. *Ibid.*, p. 249-250.
48. E. A. Ayandele, 1966, p. 195-196 ; R. July, 1967, p. 197-207.
49. E. A. Ayandele, 1966, p. 187.
50. *Ibid.*, p. 187.
51. Cité par E. A. Ayandele, *ibid.*, p. 191.

d'autres yeux que les siens et professer d'autres opinions que les siennes; il ne doit manifester aucun sentiment patriotique; il lui faut se dépouiller de son humanité et des derniers vestiges de fierté raciale, et dilapider son individualité et sa personnalité, afin de coexister en paix avec les missionnaires et obtenir d'être recommandé favorablement à la société[52]. »

Comment s'étonner que de telles opinions aient effrayé les missionnaires européens au point que ces derniers aient manœuvré, en 1880, pour faire remplacer à son poste, au cœur des territoires yoruba, celui qui les professait?

La même fermentation intellectuelle se manifestait dans d'autres parties de l'Afrique, notamment en Angola et, comme on le verra plus loin, en Égypte et dans les autres États barbaresques, ainsi qu'en témoignent les écrits de lettrés égyptiens tels que Shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī (1801-1873)[53].

Les conceptions de ces Africains instruits, le savoir et la culture dont témoignent leurs écrits, la subtilité de leurs arguments et la force de leur raisonnement, le simple volume enfin de leurs articles, de leurs publications et de leur correspondance montrent à l'évidence qu'une véritable révolution intellectuelle s'est produite, plus particulièrement en Afrique occidentale, mais d'une manière générale sur tout le continent; révolution qui non seulement a donné naissance à l'éthiopianisme et au panafricanisme et défendu la personnalité et l'indépendance africaines dans les instances de l'Église et de l'État, mais a rendu sa fierté et sa confiance à la race noire.

Nouvelles tendances politiques

En dehors de ces bouleversements démographiques et religieux, deux autres grandes orientations se sont dessinées en Afrique au cours de la période que nous étudions: l'une dans le domaine politique et l'autre dans le domaine commercial. Sur le plan politique, les principales tendances nouvelles qui caractérisent cette période sont la concentration et la consolidation toujours plus poussées des nations africaines, leur modernisation ou leur renaissance, certaines initiatives et expériences constitutionnelles, l'intégration dans les anciennes structures politiques d'une partie de la nouvelle élite instruite et, finalement, la confrontation entre les Africains et les Européens.

S'il est exact qu'un certain nombre de vieux empires, comme les royaumes d'Ashanti et d'Oyọ en Afrique occidentale ou encore l'Empire luba en Afrique centrale, éclatèrent à cette époque, il n'en est pas moins vrai que la tendance à l'unification et au renforcement des nations a constitué le phénomène politique le plus intéressant et le plus caractéristique de cette période de l'histoire africaine. L'empire de Sokoto, l'empire du Macina, celui d'al-Hadjdj ʿUmar et, plus encore, celui de Samori Touré sont sans

52. Cité par E. A. Ayandele, *ibid*., p. 191.
53. Voir A. A. Boahen (dir. publ.), 1987, chapitre 21; et chapitre 13 du présent volume.

conteste autant d'exemples typiques des tendances centralisatrices dans la politique africaine au XIXe siècle. Les migrations des Nguni ont, nous l'avons vu, abouti à un résultat similaire. Les cas de l'Éthiopie, de Madagascar et du Buganda sont tout aussi caractéristiques.

Au début du XIXe siècle, tant l'Éthiopie que Madagascar se trouvaient morcelées en États rivaux et indépendants. Mais, comme on le verra plus loin[54], l'Éthiopie fut unifiée avant la fin du siècle, à la suite essentiellement de conquêtes militaires entreprises par l'un des États du centre, le royaume de Shoa, dont le *ras*, Ménélik II, se fit proclamer négus de l'Empire éthiopien en 1889. À la même époque, et selon les mêmes méthodes, le royaume central merina de Madagascar soumit et absorba, sous la conduite éclairée du roi Andrianampoinimerina (1782-1810) et de son successeur, la quasi-totalité des États du nord, de l'est et du centre de l'île. Après ces conquêtes, les États centraux de l'un et l'autre pays tentèrent d'imposer leur langue et leur culture aux royaumes soumis, afin d'édifier de véritables États-nations, processus qui, on le verra, se poursuivit pendant plusieurs décennies au siècle suivant.

Les campagnes humanitaires, abolitionnistes et racistes qui marquèrent cette époque aboutirent à la naissance, en Afrique occidentale, de deux États entièrement nouveaux, la Sierra Leone et le Libéria, créés respectivement en 1787 et en 1820, cependant que Libreville était fondée en Afrique équatoriale. À la fin du siècle, les deux premiers États avaient de la même manière réussi non seulement à absorber un certain nombre de royaumes indépendants situés plus avant dans les terres, mais encore à former de véritables nations ayant chacune sa culture et sa langue propres, l'américo-libérien et le créole. La Sierra Leone enregistra certainement à cet égard des succès beaucoup plus éclatants que le Libéria, car la culture et la civilisation qui s'y développèrent n'étaient pas importées de toutes pièces, mais réalisaient la synthèse d'éléments propres aux Africains et d'autres apportés par des Noirs de Nouvelle-Écosse et d'Amérique dans le creuset commun qu'était l'environnement de Freetown et de ses alentours[55]. Produits de cette culture dynamique, ce furent des créoles qui, nous l'avons vu, jouèrent un rôle décisif dans le renouveau religieux et intellectuel de l'Afrique occidentale. Le même processus d'expansion et de centralisation s'observe en Égypte, ainsi que dans la région des Grands Lacs où, pour des motifs essentiellement économiques, pour pouvoir contrôler les moyens de production et d'échange, le Buganda, le Burundi et le Bunyoro élargirent le champ de leur pouvoir et de leur influence.

Outre cette tendance à la centralisation, le XIXe siècle a vu se développer un autre phénomène intéressant, tout à fait nouveau celui-ci, à savoir la modernisation ou, diront certains, la renaissance de l'Afrique. L'une des caractéristiques remarquables des contacts qui ont eu lieu à cette époque entre Africains et Européens — contacts qui remontaient au XVe siècle — est que, grâce essentiellement aux efforts des explorateurs,

54. Voir les chapitres 15 et 16 du présent volume.
55. Pour plus de détails, voir L. Spitzer, 1974; A. Porter, 1963.

puis des commerçants et, enfin, des missionnaires, ces contacts, qui avaient été jusque-là limités au seul littoral, s'étendirent graduellement vers l'intérieur des terres. Sous les effets de la révolution industrielle, cette pénétration permit l'introduction non plus seulement des armes à feu et de la poudre, mais du chemin de fer, du télégraphe, de l'outillage agricole et minier, de l'imprimerie, de l'enseignement technique et, par-dessus tout, des capitaux. Ces innovations créaient certes des possibilités nouvelles, mais constituaient également autant de défis et de menaces: certains des phénomènes les plus nouveaux et les plus remarquables de cette période de l'histoire africaine sont précisément dus aux initiatives et aux réactions des dirigeants africains et de leurs conseillers face à ces défis et à ces menaces. Il semble bien que, dans la plupart des cas, l'attitude des Africains n'ait pas été d'imiter aveuglément ou d'adopter sans discrimination ces apports de l'étranger, mais plutôt de les adapter et de tenter une synthèse des deux civilisations. Les exemples de cette modernisation de l'Afrique sont légion[56]. L'Égypte construisit sa première imprimerie à Būlāḳ en 1822; la première presse typographique de Luanda, alors aux mains des Portugais, commença à fonctionner en 1841; les premières exploitations minières modernes de l'Algérie furent inaugurées en 1845 et celles de la Côte-de-l'Or le furent dans les années 1870. Certains pays, tels que l'Éthiopie et la Tunisie, lancèrent des programmes de travaux publics; la plupart des États barbaresques, ainsi que l'Égypte, réformèrent leur système monétaire. D'autres encore, comme l'Égypte de Muḥammad ʿAlī, créèrent un grand nombre d'usines textiles et de filatures de coton, de scieries, de verreries, ainsi qu'une papeterie.

Toutefois, c'est dans le domaine militaire que la modernisation eut les effets les plus remarquables et les plus profonds. Face à l'avance incessante des Européens, de nombreux États africains, en particulier certains pays de l'Afrique septentrionale et occidentale, modernisèrent leur armée sur le plan de l'organisation, de la formation, de l'équipement et du recrutement. Comme on le verra plus loin, le Maroc, par exemple, créa à Fès une école d'ingénieurs destinée à former des artilleurs, des topographes et des cartographes, et envoya des soldats recevoir une formation à l'étranger. À l'époque du bey Aḥmad, la Tunisie ne se contenta pas de réorganiser son armée selon le modèle occidental et d'adopter les techniques et les méthodes correspondantes, mais créa également des usines modernes produisant des canons et autres équipements militaires de pointe. Sous le règne de Téwodros, puis de Ménélik, l'Éthiopie abolit son armée féodale où les soldes étaient inconnues, pour la remplacer par une armée de métier bien équipée; elle créa de même des usines fabriquant canons et mortiers. Samori Touré, enfin, réforma et modernisa lui aussi son armée et la dota de certaines des armes les plus perfectionnées de l'époque. Ce sont ces réformes qui permirent à Samori Touré, comme à Ménélik, de résister si longtemps aux puissances impérialistes durant les deux dernières décennies du siècle. Toutefois, comme le montre-

56. Voir les chapitres 13, 15, 16 et 17 du présent volume.

ront certains chapitres, cette modernisation ne fut rendue possible que par des emprunts contractés à des taux élevés, principalement en Europe ; ce qui prépara le terrain, ou fournit un prétexte, aux conquêtes impérialistes de la fin du siècle.

Le même processus de modernisation s'est manifesté dans le domaine constitutionnel. On constate ainsi que, face au développement notable de l'élite instruite et des *ʿulamāʾ*, qui commencèrent naturellement à vouloir être associés à l'administration du pays, de nombreux États d'Afrique se lancèrent dans diverses expériences politiques et constitutionnelles. En fait, il est également possible d'interpréter les *djihād* fulbe de la première moitié du XIXe siècle comme une réaction politique violente aux tensions apparues entre la nouvelle élite lettrée des *ʿulamāʾ* et l'élite régnante traditionnelle, et de voir, dans les rébellions juula de la seconde moitié du siècle, ainsi que le fait effectivement Person, une révolte de la classe marchande instruite contre l'élite conservatrice au pouvoir[57]. Dans d'autres régions d'Afrique, en particulier sur la côte ouest, ces tensions ne provoquèrent ni croisades ni explosions de violence, mais trouvèrent une solution constitutionnelle. En fait, l'élite instruite ne chercha pas, au XIXe siècle, à remplacer la vieille aristocratie à la tête des différentes nations comme elle devait le faire dans les années 1820 et les années 1830, mais tenta plutôt de parvenir à un compromis et de coopérer avec elle dans le cadre du système existant. Nous avons déjà évoqué les tentatives constitutionnelles qui suivirent les migrations des Yoruba. Toutefois, il n'est pas de meilleure illustration de cette tendance que la constitution, rédigée en 1874, de la Confédération fanti de la Côte-de-l'Or. Les articles 4, 5 et 6 de cette constitution étaient rédigés comme suit[58] :

« Seront élus un président, un vice-président, un secrétaire, un sous-secrétaire, un trésorier et un trésorier adjoint.

Le président sera élu par le collège des rois, et proclamé roi-président de la Confédération fanti.

Le vice-président, le secrétaire et le sous-secrétaire, le trésorier et le trésorier adjoint, qui formeront le Cabinet, seront des personnes instruites et de condition élevée. »

Les objectifs de la Confédération fanti tels que les définit le texte de la Constitution ne sont pas moins remarquables et significatifs ; il s'agit de promouvoir des relations amicales entre les différents souverains et chefs du Fanti, et leur alliance à des fins offensives et défensives contre leur ennemi commun ; de construire « un réseau routier solide et important dans tous les districts de l'intérieur que comprend la Confédération », les routes devant « avoir 15 pieds de large et être bordées de chaque côté de caniveaux suffisamment profonds » ; de créer des écoles pour l'éducation de tous les enfants de la Confédération et de « s'assurer les services de maîtres compétents ». Autres objectifs poursuivis : promouvoir des activités agricoles et industrielles ; introduire « de nouvelles plantes qui pourront à l'avenir devenir l'objet

57. Voir le chapitre 24 du présent volume.
58. On trouvera le texte complet dans H. S. Wilson, 1969, p. 213-218.

d'un commerce profitable pour le pays » ; enfin, développer et favoriser l'exploitation des mines et autres ressources du pays. Une importance particulière était attachée à l'éducation des enfants des deux sexes, comme en témoigne l'article *22* : « Des écoles techniques seront rattachées aux différentes écoles nationales et auront pour mission expresse d'éduquer et de former les élèves aux métiers de charpentier, maçon, scieur, menuisier, agriculteur, forgeron, architecte, entrepreneur de bâtiments, etc. »

Les objectifs que la Confédération s'était fixés étonnent véritablement par leur caractère progressiste et moderne, tandis que l'esprit dans lequel la Constitution a été rédigée — recherche d'une coopération harmonieuse entre l'élite instruite et les autorités traditionnelles — est proprement révolutionnaire. Aurait-on laissé à ces efforts audacieux, fortement inspirés par les écrits d'Africanus Horton, une chance de se réaliser, et permis la mise en œuvre de ces projets, que l'histoire, non seulement de la Côte-de-l'Or mais probablement de toute l'Afrique occidentale britannique, aurait suivi un cours différent. Mais, pour des motifs qui seront exposés ultérieurement, les Britanniques avaient, dès 1873, mis définitivement un terme à cette audacieuse et remarquable initiative[59].

Une expérience constitutionnelle analogue aboutit à la création du Ẹgba United Board of Management [Conseil uni d'administration des Ẹgba], fondé à Abẹokuta. Selon Africanus Horton, il était expressément chargé « de diriger le gouvernement autochtone, de répandre la civilisation et de promouvoir la propagation du christianisme, ainsi que de protéger les droits de propriété des marchands européens et des sujets britanniques »[60]. Citons enfin la Constitution du royaume des Grebo qui, comme le note Person plus loin, fut édifiée sur le modèle de celui de la Confédération fanti.

Tous ces exemples le montrent à l'évidence : des changements tout à fait fondamentaux sont intervenus dans le domaine politique comme dans les domaines religieux et démographique ; et nombre de questions aujourd'hui cruciales, qu'il s'agisse des rapports entre l'élite instruite et les autorités traditionnelles, des problèmes du développement socio-économique, de la notion d'indépendance politique, de la conception et de la pratique du panafricanisme, ou encore du phénomène de discrimination raciale, trouvent leur origine dans la période étudiée dans ce volume.

Nouvelles tendances économiques

Dans le domaine économique comme dans d'autres, de nouvelles tendances se firent jour au XIXe siècle. Le changement le plus radical fut, comme on le sait l'abolition et la disparition de la traite des esclaves, à laquelle se substituèrent des exportations agricoles, qualifiées abusivement, mais de

59. Voir le chapitre 25 du présent volume.
60. J. A. Horton, 1969, p. 151-153.

manière typiquement eurocentrique, de commerce « légitime ». Quelque radicaux qu'aient été ses effets, ce changement fut assez lent. De fait, on verra que, en Afrique occidentale et centrale, ce trafic inhumain continua de s'étendre et de s'intensifier tout au long des six premières décennies du XIXe siècle[61]. Il fallut attendre les toutes dernières années de cette période pour que les exportations agricoles remplacent complètement la traite des esclaves.

Aussi connu que soit ce changement, sa signification véritable a échappé à de nombreux historiens. Il ne s'agit pas du passage d'un commerce « illégitime » à un commerce « légitime », mais bien d'un transfert fondamental de revenus de l'élite aristocratique régnante aux gens du peuple. La traite des esclaves, qui constituait la principale source de revenus, étant en effet le monopole des rois, ainsi que de leurs chefs militaires et de leurs conseillers, c'est essentiellement eux qu'elle enrichissait. Mais lorsqu'elle fut remplacée par un commerce portant sur des produits naturels comme l'huile de palme, l'arachide, le coton, le caoutchouc, le miel, la cire d'abeille, les noix de kola, etc., que les gens du peuple, et notamment les habitants des régions rurales, cette fois, pouvaient cultiver ou recueillir à l'état naturel, une redistribution progressive des revenus s'ensuivit, conduisant à la formation d'une nouvelle classe de riches, non seulement dans les centres urbains et les marchés, mais encore dans les zones rurales. C'est de cette époque que date l'apparition du capitalisme rural que l'on peut observer de nos jours.

Le développement de cette agriculture d'exportation eut pour autre conséquence l'intégration progressive à l'économie mondiale capitaliste non seulement de l'économie extérieure de l'Afrique, mais encore de son économie intérieure et de son économie rurale. Malheureusement, cette transformation fondamentale du mode de production ne s'accompagna nulle part en Afrique d'une évolution correspondante des moyens de production. En d'autres termes, le passage à l'agriculture d'exportation ne se traduisit pas par une mutation technologique des moyens de production ou du traitement industriel des produits avant leur exportation. L'Afrique se trouva ainsi incapable de développer, durant cette période, une économie qui puisse tenir tête à l'économie capitaliste et industrialisée de l'Europe ; d'où la tragédie qui devait s'abattre sur elle au cours des décennies suivantes.

La réalisation de l'unification commerciale de l'Afrique est un autre changement économique remarquable survenu au XIXe siècle, et souvent négligé par les historiens.

Malgré l'existence, de longue date, de routes commerciales traversant le Sahara et le Dārfūr pour rejoindre la vallée du Nil, il n'existait guère, jusqu'au début du XIXe siècle, de routes commerciales transcontinentales reliant l'Afrique centrale à l'Afrique orientale ou à l'Afrique du Nord. Ce n'est qu'au XIXe siècle, et seulement à partir de la troisième décennie, que

61. Voir le chapitre 4 du présent volume.

l'Afrique centrale, l'Afrique orientale et l'Afrique du Nord furent reliées par tout un réseau de grandes routes commerciales, grâce aux efforts des Arabes, des Swahili, des Yao, des Nyamwezi et des Kamba en Afrique orientale, des Arabes d'Égypte et du Soudan, des Tio, des Ovimbundu et des Chokwe en Afrique centrale. Outre qu'ils permirent l'unification commerciale du continent, la multiplication des contacts entre régions africaines et un accroissement considérable du nombre des chefs d'entreprise, des intermédiaires et des commerçants africains, ces aménagements eurent surtout pour effet l'ouverture progressive de l'hinterland africain aux influences et aux produits manufacturés européens et arabes/swahili, ouverture qui eut les conséquences tragiques que nous venons d'évoquer, et qui seront analysées plus en détail dans le prochain volume.

Conclusion

II reste donc à nous demander très brièvement ce qui se serait passé s'il n'y avait pas eu d'épisode colonial. Point n'est besoin d'être prophète ou devin pour comprendre que, n'eût été l'intervention coloniale, la plupart des orientations nouvelles se seraient précisées. Sur le plan politique, on aurait assisté à une centralisation croissante du pouvoir, débouchant à long terme sur le développement naturel d'un plus grand nombre d'États-nations et d'entités politiques que n'en ont créés la ruée européenne et le découpage de l'Afrique qui s'ensuivit. Les tentatives constitutionnelles, telles que la Confédération fanti et l'Egba United Board, auraient sans doute été couronnées de succès, et la coopération entre élites instruites et aristocraties régnantes traditionnelles, qui reste problématique, serait probablement devenue une réalité bien établie. Dans le domaine social, la propagation du christianisme et celle de l'islam se seraient poursuivies, comme cela fut effectivement le cas durant la période coloniale. Toutefois, loin de se ralentir, la diffusion de l'enseignement occidental et la création d'écoles techniques et polytechniques se seraient développées à un rythme accéléré, comme le suggèrent le programme de la Confédération fanti et les réformes de l'enseignement adoptées par l'Égypte au XIXe siècle. Plus encore, l'ouverture de grands axes commerciaux à travers le continent aurait permis le développement des contacts et de la communication entre régions de l'Afrique, qui aurait ainsi évolué vers une plus grande autonomie. Enfin, le sentiment d'identité raciale, le panafricanisme et les mots d'ordre de l'éthiopianisme et de « l'Afrique aux Africains » auraient gagné en vigueur, réalisant l'unité idéologique et spirituelle du continent, sinon son unité politique. Hélas, l'épisode colonial est venu anéantir toutes ces espérances aussi constructives que fascinantes.

Tout ce qui vient d'être dit atteste que le XIXe siècle fut, à l'évidence, une période remarquablement dynamique et révolutionnaire qui vit se développer nombre de tendances et de processus nouveaux, dont les effets marquent la fin de l'Afrique ancienne et l'avènement de l'Afrique moderne. Au

cours de cette période, les Africains firent également la preuve incontestable de leur capacité de faire face à de nouveaux défis ; de prendre des initiatives ; d'adopter et d'adapter des techniques et des idées nouvelles, et de répondre aux transformations de leur environnement. Il est non moins clair que les réalisations remarquables des Africains dans les domaines politique et social, et tout particulièrement dans le domaine intellectuel, surpassent de beaucoup les succès enregistrés en matière d'économie. À la fin du siècle, la plupart des États africains jouissaient de leur autonomie et de leur souveraineté, tandis que, sur le plan des réalisations intellectuelles et des travaux universitaires, les Africains avaient montré qu'ils ne le cédaient en rien à leurs détracteurs européens. Malheureusement, ces incontestables réussites sociales, intellectuelles et politiques furent loin de s'accompagner de succès technologiques et économiques équivalents. Aussi les Africains ne purent-ils jeter les bases économiques et techniques qui leur auraient permis de résister à la violente tourmente impérialiste qui, dès la fin du siècle, allait ravager le continent. Telle fut la cause fondamentale de la tragédie que vécut alors l'Afrique, découpée, conquise et livrée à la domination coloniale.

CHAPITRE 4

L'abolition de la traite des esclaves

*Serge Daget**

Le présent chapitre ne cherche pas à mesurer la profondeur de chacune des innovations que le XIXe siècle a apportées à l'Afrique. Il ne prétend pas montrer la traite des esclaves dans la totalité du phénomène : par exemple, il ne fait que de rapides allusions aux traites transsaharienne et arabe, lesquelles méritent les analyses particulières de leurs éminents spécialistes. Il montre à grands traits les difficultés rencontrées par les nations du monde occidental pour abolir la traite des esclaves noirs, principalement vers les exploitations esclavagistes du côté américain de l'Atlantique. Il schématise les conditions de la fin virtuelle du trafic et indique quelques-unes des conséquences qui en ont résulté. De nombreuses recherches doivent encore être entreprises pour parvenir à une meilleure connaissance du phénomène dans son ensemble. La tradition orale devrait y être prépondérante.

Jamais la participation africaine à la traite n'a été générale. Certains peuples de l'hinterland l'ignoraient. Des sociétés côtières détruisaient les navires et rançonnaient les équipages des négriers. Chez d'autres, elle bouleversait les structures socio-économiques et politiques. D'autres encore s'affermissaient par la gestion autoritaire et exclusive du système. Alors, les intérêts noirs et blancs coïncidaient dans une traite florissante. Des producteurs et distributeurs africains de main-d'œuvre exportable prospéraient grâce à cette branche de l'économie et au commerce extérieur de la côte. Durant le XVIIIe siècle, ils ont échangé près de 7 millions d'individus contre environ 300 millions de piastres en marchandises spécifiques au « commerce de Guinée » dont

* Décédé en 1992.

peut-être 80 millions d'armes à feu. Dans la même période, la traite transsaharienne déportait plus de 700 000 personnes, la traite par l'océan Indien environ 200 000. À l'autre extrémité du passage atlantique, les négociants négriers échangeaient les 6 millions d'Africains survivants — 40 % d'enfants et de femmes — contre le produit du travail des esclaves, qui se vendait de mieux en mieux du côté européen de l'océan. Là, néanmoins, quelques intellectuels dont ces pratiques heurtaient la sensibilité et la morale condamnaient la consommation d'un sucre teinté du sang des « oubliés de tout l'univers ». Ils réclamaient l'abolition de la traite.

L'idéologie abolitionniste n'est pas d'inspiration africaine. Elle visait tous les milieux négriers et esclavagistes du monde atlantique avant de s'intéresser aux effets des traites transsaharienne ou arabe. Ses manifestations relevaient d'une philosophie morale dont la puissance de mobilisation réelle était très faible. Cependant, durant un demi-siècle, les bannières des forces antinégrières et de la « civilisation » de l'Afrique ont couvert officiellement les pressions occidentales de plus en plus fortes sur le littoral ouest-africain. Vers 1860, l'Occident installe définitivement une présence jusqu'alors ponctuelle, subordonnée, parfois interdite. Le nord et l'est de l'Afrique connaissent des situations à peu près semblables, à partir de 1830 et jusqu'à la fin du siècle.

L'élan abolitionniste de l'Occident

Au long du XVIIIe siècle, polissant la définition du droit universel au bonheur et à la liberté, anthropologues, philosophes et théologiens rencontrent le cas de l'Africain et de sa condition dans le monde. Leur réflexion les conduit à modifier les notions ordinairement admises jusqu'alors sur le Noir d'Afrique et l'esclave américain : de la brute et de la bête de somme, ils font un être moral et social. Leur formule, « le Noir est un homme », récuse implicitement le consensus sur l'honorabilité, la légitimité, l'utilité de la vente des Nègres. Leurs analyses humanitaristes débouchent sur l'exigence abolitionniste. Leur bilan de la traite est entièrement négatif.

Elle saigne les États qui l'encouragent ou la subventionnent. Elle tue des dizaines de milliers de Blancs et des centaines de milliers de Noirs. Elle tire de leur terroir des producteurs-consommateurs qui, réduits à l'esclavage américain, ne sont rien. Elle interdit de diversifier l'activité commerciale sur la côte. Elle perpétue la barbarie dans le continent noir — opinion qui prend sa source aux observations des seuls Occidentaux crédités d'un « savoir » sur l'Afrique, les négriers. Dénonçant un fléau, l'abolitionniste ne prétend pas convertir immédiatement trafiquants nègres ou esclavagistes blancs. Il propose un programme de régénération de l'Afrique par la christianisation, la civilisation, le commerce naturel et fixe des étapes rationnelles à son exécution : retourner l'opinion publique du monde chrétien ; conduire les gouvernements « civilisés » à prendre des positions officielles ; abolir la traite, légalement, dans l'Atlantique.

En France, la *Grande Encyclopédie* et l'œuvre de l'abbé Raynal, revue par Diderot, enseignent aux bourgeois révolutionnaires le dégoût de l'esclavage. Ce courant d'idées élevées et profanes soutient de loin l'idéal de la Société française des Amis des Noirs, qu'on croit stipendiée par l'Angleterre. Les révolutionnaires ne ressentent ni la réalité négrière ni la nécessité d'amener l'opinion publique à soutenir leur nouvelle idéologie. Au contraire, en Angleterre, la sensibilisation du peuple à la philanthropie se fait par l'explication théologique appuyée sur un puissant renouveau évangélique. En effet, s'étant déjà interdit le commerce négrier, les quakers américains avaient persuadé les quakers britanniques de rallier le mouvement abolitionniste anglais[1]. En même temps, une campagne intense était menée dans les milieux politiques. Avant-garde et porte-parole de ces forces conjointes, la Secte de Clapham les exprime annuellement par la voix de William Wilberforce à la Chambre des Communes. Le combat contre les nombreux obstacles accumulés par les esclavagistes et les négriers dure vingt ans. Le 25 mars 1807, l'Angleterre abolit la traite. C'est la seconde abolition officielle, après le Danemark en 1802. Les États-Unis généralisent les décisions individuelles des quakers en 1808. Cette prise en charge des intérêts humanitaires par les pouvoirs politiques avait eu pour champion la Grande-Bretagne, nation dont les négriers avaient importé environ 1 600 000 Africains dans ses colonies américaines au cours du siècle précédent.

L'hagiographie, d'après laquelle la révolution humanitaire ouvre l'une « des plus nobles pages » de l'histoire anglaise, était mise à mal, en 1944, par une thèse fondée sur le matérialisme historique. Selon Eric Williams, l'abolition servait puissamment les intérêts économiques de l'Angleterre industrielle naissante[2]. Certes, cette approche féconde ne nie pas entièrement le rôle de la philosophie morale, ni celui d'un humanitarisme idéal et triomphant. Mais elle fait apparaître de sévères contradictions entre pensée théorique et réalité pratique : parmi les principaux dirigeants du mouvement abolitionniste figurent de nombreux banquiers (ce cas est également vrai dans la Société française des Amis des Noirs) ; c'est donc que le capital trouve de l'intérêt dans l'abolition de la traite. Plus tard, les idées théoriques se révéleront impuissantes à dominer le flot bien réel des esclaves vers des exploitations esclavagistes en plein développement, à Cuba et au Brésil ; et les forces dites humanitaires ne pourront maîtriser l'égalisation des droits sur le sucre, dont la conséquence éventuelle, à une époque où la mécanisation des plantations est encore loin d'être faite, sera le renforcement de la demande en main-d'œuvre noire. Le principal mérite de l'intéressante thèse d'Eric Williams est peut-être d'avoir donné une impulsion aux recherches nouvelles, alors que le débat économique se poursuit. Seymour Drescher montre ainsi que l'abolition est un « éconocide », et Roger Anstey que la foi, la bienveillance

1. R. Anstey, 1975, chap. 9.
2. E. Williams, 1944.

sont à la source de la philanthropie anglaise[3]. Les historiens diffèrent peut-être moins sur la critique des facteurs politiques de l'abolition.

Des propositions d'abolition collective, lancées par l'Angleterre en 1787 puis en 1807, avaient échoué. En 1810, le Portugal faisait de vagues promesses en échange d'ouvertures sur le marché britannique. Un monde s'effondre avec la fin des guerres napoléoniennes. La paix de 1815 rend la Méditerranée, l'océan Indien et l'Atlantique au commerce maritime, et les rouvre au trafic négrier. Au Congrès de Vienne, cherchant une condamnation explicite de la traite, la diplomatie anglaise obtient une déclaration platonique et dilatoire, reprise à Vérone. À partir de 1841, ce semblant de morale abolitionniste officielle autorise désormais toutes les stratégies combinées du Foreign Office et de l'Amirauté dans les affaires négrières mondiales. En trois points, Londres propose aux nations une procédure prétendue radicale contre la traite internationale : législations intérieures interdisant le trafic négrier aux nationaux ; traités bilatéraux conférant aux marines de guerre le droit réciproque de visiter et de saisir en mer les navires de commerce de chaque nation contractante pris à la traite illégale ; et collaboration dans des commissions mixtes habilitées à condamner les négriers saisis et à libérer les Noirs trouvés à leur bord. De telles dispositions fonctionneraient également dans l'océan Indien, notamment entre Maurice et Bourbon (l'actuelle île de la Réunion).

Ce projet plaît à un public à option libérale ou philanthropique. Par ailleurs, aucune économie nationale ne peut négliger la clientèle ou les fabrications anglaises. Surtout, pour les gouvernements nouveaux ou en difficulté qui recherchent l'approbation ou la passivité de Londres, un geste abolitionniste équivaut à un véritable geste de coopération. Inversement, le projet anglais ne peut que susciter la résistance des intérêts que léserait la suppression de la traite par la force. Résistance des États, au nom de leur souveraineté nationale : droit de visite et commissions mixtes présupposent un abandon partiel de cette souveraineté. Résistance des classiques « intérêts supérieurs », afin de faire échec au « machiavélisme » et aux ambitions hégémoniques qui reposent sur la prépondérance absolue de la Royal Navy. Résistance à la ruine des marines, des colonies, des commerces nationaux. Portugal, Espagne, États-Unis, France consomment et distribuent coton, sucre, café, tabac, de production esclavagiste liée à l'importation d'Africains au Brésil, à Cuba, dans les États du sud des États-Unis, aux Antilles. Directement concerné, l'entrepreneur maritime draine les investissements, offre de l'emploi aux petits secteurs économiques locaux profitant du trafic.

Toujours esclavagistes dans des colonies mineures, le Danemark, la Hollande et la Suède souscrivent à la répression réciproque[4]. Substantiellement indemnisés, l'Espagne et le Portugal l'acceptent en 1817. Mais le Portugal se réserve une traite essentiellement licite au sud de l'Équateur, qui ne

3. S. Drescher, 1976, p. 427 ; R. Anstey, 1975, chap. 1 et 2.
4. S. E. Green-Pedersen, 1975 ; E. Ekman, 1975 ; P.C. Emrner, J. Mettas et J.-C. Nardin (dir. publ.), 1976.

s'atténuera qu'en 1842, sous la menace de sévères sanctions militaires anglaises. L'Espagne renforce sa législation antinégrière et ses conventions avec Londres ; mais Cuba continue la traite jusqu'en 1866, année de la troisième loi abolitionniste espagnole : Cortès, Conseil d'État, Trésorerie cèdent au chantage à la fidélité ou à la sécession des planteurs de l'île[5]. Le chantage des Anglais à la reconnaissance juridique du Brésil contraint le nouvel empire au traité répressif de 1826. Mais la traite brésilienne s'accroît jusqu'en 1850. L'année suivante, elle cesse, mais pas seulement du fait que la Royal Navy a violé les eaux territoriales du Brésil pour les purger des négriers : le café dépend du marché britannique ; les *fazendeiros* se ruinent à rembourser leurs dettes aux marchands d'esclaves ; et la population blanche a peur d'un surpeuplement noir[6].

Aux pressions anglaises, les États politiquement plus forts répondent différemment. Assoiffée de prestige, la France acquiert son autonomie par un simulacre de législation et des croisières de répression, aussi longtemps inoffensives en métropole que sur la côte. Entre 1815 et 1830, la traite illégale française mobilise 729 expéditions négrières pour les côtes ouest et est de l'Afrique. Mais quand il devient évident que de telles opérations ne comptent plus dans le bilan social et financier des ports, le gouvernement signe une convention de visite réciproque. Une autre raison est que la monarchie issue de la révolution de 1830 trouve intérêt à se concilier l'Angleterre[7]. Ce renversement d'attitude entraîne l'adhésion de plusieurs petits États aux conventions de 1831-1833. La Grande-Bretagne en profite pour renouveler ses tentatives d'internationalisation. Elle étend la répression navale à tout l'Atlantique et à l'océan Indien. Une clause « d'équipement » permet la saisie de navires manifestement armés pour la traite, quoique vides de cargaisons humaines. Restent invulnérables les négriers des États-Unis. Pendant quarante ans, la diplomatie américaine échappe à tout engagement sérieux. En 1820, la traite est légalement assimilée à la piraterie ; en 1842, s'ajoute le compromis de la « vérification du pavillon », qui préserve les Américains de la répression anglaise ; des croisières répressives de « 80 canons » sauvegardent la dignité nationale en demeurant des mesures formelles. Dans les années 1840, les planteurs sudistes réclament la réouverture légale de la traite. En attendant, ils font l'élevage d'esclaves pour la vente intérieure dans des ranches spécialisés[8]. Pendant la guerre civile, l'Administration Lincoln admet le droit de visite, suspendu depuis 1820. La traite américaine cesse alors.

Ainsi, durant un demi-siècle, la multitude des textes accumulés prouve surtout l'inanité des engagements pris. Dans cette avalanche verbale, l'Afrique et les Africains sont bien rarement mentionnés, comme s'ils n'existaient pas. La traite illégale profite aux entrepreneurs maritimes dont les bénéfices sont

5. A. F. Corwin, 1967.
6. L. Bethell, 1970, chap. 11 et 12.
7. S. Daget, 1983.
8. E. D. Genovese, 1968, p. 131-132.

alors plus importants qu'à l'époque de la traite légale et protégée[9]. Les exploitations esclavagistes stockent la main-d'œuvre.

Les planteurs résistent à l'abolition pour des raisons différentes. Imperméable aux idées diffusées par les organes abolitionnistes, leur psychologie en appelle invariablement aux stéréotypes raciaux et aux postulats civilisateurs. L'abolition n'aiderait pas « la race esclave et abrutie à sortir de son sort »[10]. Le prestige social lié à la possession d'esclaves, les habitudes démographiques liées à l'absence d'immigration blanche contribuent à la justification du système. Surtout, la résistance s'explique par la contradiction ressentie entre l'accroissement de la demande occidentale en produits du travail des esclaves et l'interdiction occidentale d'importer les esclaves jugés indispensables pour accroître l'offre de ces produits. L'exportation de café brésilien décuple entre 1817 et 1835, et triple encore jusqu'en 1850. L'exportation de sucre cubain quadruple entre 1830 et 1864[11]. En 1846, les mesures libre-échangistes anglaises paraissent accorder une prime à la production esclavagiste, en uniformisant les droits d'entrée des sucres sur le marché britannique. Les historiens ne s'accordent pas quant à l'incidence de cette initiative sur la recrudescence du trafic négrier[12]. Mais à Cuba, où la traite était en régression, l'importation des Noirs nouveaux (*bozales*) dépasse de 67 %, dans les années 1851-1860, celle des années 1821-1830. Durant les cinq ans d'uniformisation des droits en Angleterre, l'introduction des Noirs au Brésil augmente de 84 % par rapport aux cinq années précédentes, 1841-1845[13]. Au reste, l'exploitant américain rentabilise l'importation de main-d'œuvre fraîche tant que son prix d'achat est inférieur à 600 dollars par tête. C'est le cas jusqu'en 1860[14].

La répression

Les navires de guerre n'agissent pas seulement sur la côte africaine. Dès 1816, à la Conférence de Londres, des propositions françaises contre la traite dite « barbaresque » avaient été repoussées : elles ne représentaient d'ailleurs qu'une tentative pour rendre moins urgente la répression militaire dans l'Atlantique. Mais, en 1823, la France adoptait une ordonnance interdisant à ses navires de transporter des esclaves à travers la Méditerranée. Cette décision s'inscrivait dans tout un contexte politique qui n'avait pas grand-chose à voir avec la traite : guerre d'Espagne, libération des Grecs, soutien à l'Égypte de Muḥammad ʿAlī — bref, tentative de mainmise sur cette mer fermée, avant même l'intervention directe française en Algérie.

9. P. E. Leveen, 1971, p. 27, tableau 3 ; R. Anstey, 1976, communication personnelle.
10. Cité dans S. Daget, 1973.
11. L. Bethell, 1970, p. 73, note 4 et p. 284 ; F. W. Knight, 1970, p. 44.
12. F. W. Knight (1970, p. 55) ne croit pas à l'incidence de la mesure contrairement à P. E. Leveen, 1971, p. 78-80 ; H. Temperley, 1972, p. 164 ; D. R. Murray, 1971, p. 146.
13. D. R. Murray, 1971, p. 141-147. Voir H. S. Klein, 1976 ; L. Bethell, 1970, p. 388-395.
14. P. E. Leveen, 1971, p. 10, 72 et suiv. ; F. W. Knight, 1970, p. 29 ; A. F. Corwin, 1967, p. 135-144.

Momentanément, l'Angleterre était dépassée. Toutefois, les opérations des navires n'eurent pas de résultats visibles. La répression militaire était plus sérieuse dans certaines eaux de l'océan Indien, principalement entre l'île Maurice, Madagascar et la Réunion. Là, des navires anglais saisissaient des négriers français; et il est vraisemblable que quelques négriers anglais de Maurice soient allés chercher des esclaves à Madagascar, où le chef Jean-René exerçait sa domination sur Tamatave. En cas de prise « internationale », on réglait l'affaire en restituant le navire, mais non les Africains qu'il transportait. En cas de saisie par un navire national, il y avait adjudication judiciaire, ce qui ne signifie pas que les Noirs du bord étaient libérés. Le plus souvent, ils disparaissaient dans la nature — sur les plantations —, les autorités douanières fermant longtemps les yeux sur ces opérations.

Dans les eaux américaines, les Français capturent quelques négriers nationaux et les font passer en justice à la Guadeloupe et à la Martinique. Les esclaves « saisis » sont convoyés à Cayenne sur l'ordre de Paris qu'obsède l'idée de coloniser la Guyane. Lorsque des mesures de répression sont prévues dans les traités bilatéraux, ce sont les navires négriers — non les hommes — qui sont jugés devant les commissions mixtes instaurées par les accords. Leur efficacité du côté américain de l'Atlantique dépend de la mentalité dominante dans les exploitations esclavagistes. À Cuba, 45 négriers seulement sont condamnés par la Commission hispano-britannique, sur les 714 connus entre 1819 et 1845. Une prime à la capture attribuée aux marins de la croisière espagnole locale entraîne la saisie de 50 navires dans les dix dernières années de la traite. Les résultats des commissions du Surinam et du Brésil ne sont pas meilleurs[15]. Un bateau sur cinq est saisi dans les eaux américaines. Pourtant, vers 1840, près de 70 bâtiments de guerre de diverses nationalités y sont mandatés pour sévir.

L'effectif est moins élevé sur la côte occidentale africaine. Les croisières hollandaise, portugaise, américaine sont épisodiques. La croisière américaine est souvent commandée par des sudistes. Basée au cap Vert, elle est loin du trafic. Cette situation qui prévalait au moment de la naissance du Libéria n'a pas changé jusqu'en 1842. L'accord conclu avec les Anglais exige la présence de quatre ou cinq navires — mais cela reste théorique. Entre 1839 et 1859, deux négriers américains sont saisis avec leur cargaison. Sept prises ont lieu en 1860; les esclaves qui se trouvaient à bord des bateaux saisis vont peupler le Libéria.

Deux croisières opèrent en permanence. En 1818, la France établit la sienne, qui reste indépendante jusqu'en 1831. Partant de Gorée, qui n'est plus un centre de distribution négrier depuis 1823-1824, mais est devenu le quartier général des opérations de répression françaises, entre trois et sept navires de guerre inspectent quelques négriers, sans jamais sévir dans les quatre premières années. C'est que l'incertitude règne sur les intentions réelles du gouvernement. Londres accuse les Français de se soustraire à leur devoir et à toute obligation morale. Les abolitionnistes français accusent le

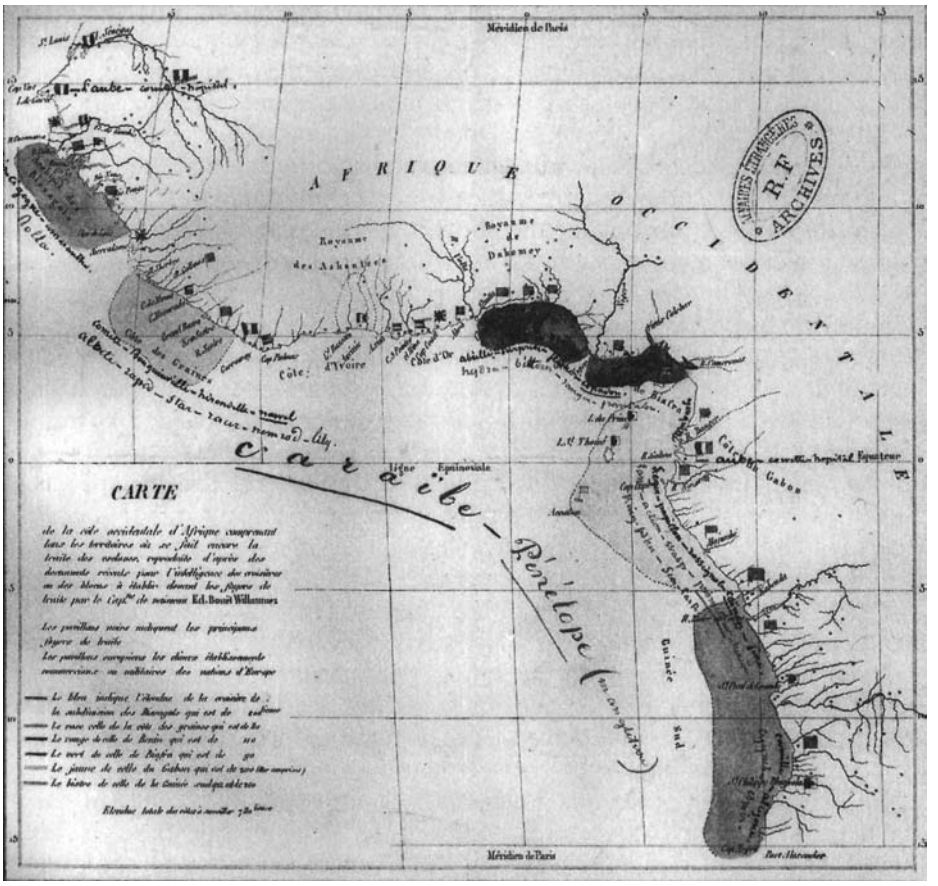
15. D. R. Murray, 1971; P. C. Emmer, 1976, p. 245-251; L. Bethell, 1970, p. 200-213.

ministère de collusion avec les intérêts négriers. En 1825, la marine réagit en décidant l'attribution d'une prime de 100 francs par esclave « saisi ». Une trentaine de négriers pris en mer passent devant la justice, portant à la centaine le nombre des condamnés. Théoriquement, cela aurait dû sauver quelques milliers d'Africains de l'esclavage américain. En fait, quand ils ne sont pas envoyés à Cayenne, ils sont « engagés » au Sénégal pour les travaux publics de la colonie. Les conventions de 1831-1833 sont peu à peu minées par les rivalités et l'orgueil national des partenaires[16]. La Marine française cherche à assurer un équilibre entre le nombre de ses croiseurs et ceux de la Royal Navy. Il y en avait entre trois et six en 1838, et quatorze de chaque côté en 1843-1844. En 1845, comme conséquence indirecte du traité anglo-américain, les conventions anglo-françaises sont amendées, et le nombre de bâtiments affectés à la répression est fixé à vingt-six de chaque côté. Dès lors, comptant les cinq bâtiments de la croisière américaine et les six bâtiments portugais au large du Congo, une véritable force navale semble dressée contre la traite. En 1849, la France déroge à des obligations qu'elle ne peut assumer. Pendant sept ans, le second Empire favorise les « engagements libres » de main-d'œuvre africaine. C'est une traite déguisée que l'Angleterre et la Hollande pratiquent pour leur compte. La croisière française n'a guère sévi, mais elle a fait flotter le pavillon de la France le long de la côte, ce qui était peut-être son principal objectif.

L'Amirauté britannique se charge de la police humanitaire, mais le fait sans enthousiasme. Les moyens matériels progressent, passant de 3 à 26 bâtiments, mal adaptés à cette mission spéciale. Lourds, incapables de remonter les rivières, ils détachent des chaloupes, vulnérables aux attaques des factoreries négrières et des bateaux qui les attendent. Lents, ils sont distancés en mer par les bricks légers, avant que ce soit par les clippers américains. Faute de vapeurs, au début, l'administration coloniale de la Sierra Leone achète quelques navires condamnés qu'elle affecte à la répression pour leurs qualités nautiques. La croisière stationne et se ravitaille dans la colonie, aux forts de la Côte-de-l'Or, et se revigore à l'île de l'Ascension. Des offres d'achat de Fernando Poo à l'Espagne, afin de mieux réprimer la traite dans le golfe de Biafra, n'aboutissent pas.

L'efficacité dépendait des hommes. Puisée à l'esprit métropolitain, la conscience abolitionniste du marin anglais est indéniable. C'est également vrai de son complexe de puissance. Au service de l'humanité, il conduit la Royal Navy à ne pas toujours obéir aux ordres de l'Amirauté, à mépriser le droit maritime international. Illégalement, elle visite et saisit des Français et des Américains avant les accords bilatéraux, entraînant la mécanique des protestations et des réparations diplomatiques. Une prime aux captures, fort élevée au début, fait accuser les marins d'Angleterre de se préoccuper davantage du profit constitué par la saisie d'un navire que de l'état des Africains entassés à son bord. De fait, la mortalité est sévère entre la saisie et la libération en Sierra Leone, à Sainte-Hélène ou à Maurice. Les marins meurent

16. S. Daget, 1981.



4.1. *« Carte de la côte occidentale d'Afrique comprenant tous les territoires où se fait encore la traite des esclaves, reproduite d'après des documents récents pour l'intelligence des croisières ou des blocus à établir devant les foyers de traite par le capitaine de vaisseau E. Bouët-Willaumez »* (Mémoires et documents Afrique, 30, p. 415).
[*Source*: document d'archives du Ministère des affaires étrangères, Paris. Publié avec l'aimable autorisation de S. E. le Ministre des affaires étrangères de la République française.]

aussi, de maladie ou en service commandé. Des combats ont été meurtriers entre croiseurs et négriers[17].

Ces derniers utilisent habilement l'incohérence des conditions internationales de la répression. Sur la côte, bien renseignés sur les mouvements de croiseurs, les négriers les évitent, peut-être quatre fois sur cinq. En hissant de faux pavillons, en employant de faux papiers de bord achetés aux Antilles, ils agissent en pirates. En dépit des lois, ils ne sont pas sanctionnés pour autant.

17. C. Lloyd, 1968; S. Daget, 1975.

Ils abandonnent leurs faux déguisements au moment du renforcement des accords répressifs : les papiers français ne protègent plus, après 1831 ; les portugais, après 1842. Mais le maintien de la souveraineté américaine sauvegarde efficacement la traite sous pavillon des États-Unis jusqu'en 1862.

La réponse à ces ruses est l'escalade de la violence. Les commandants de croisières, les gouverneurs locaux des implantations occidentales en viennent spontanément à l'action militaire caractérisée. Ils pratiquent des « expéditions punitives »[18] à terre, surtout là où le pouvoir africain paraît inorganisé. Dans la zone d'influence américaine du Libéria, le gouverneur, le révérend Jehudi Ashmun, agit contre les factoreries du cap Mount. Près de la Sierra Leone, en 1825, la campagne du gouverneur Turner purge pour un temps les îles de la péninsule — surtout, elle place définitivement une longue bande côtière sous dépendance anglaise. Ce sont des opérations de commandos répétées dans la rivière Gallinas, puis dans la rivière Sherbro et dans le rio Pongo. Au sud de l'équateur, c'est le bombardement systématique des négriers dans les eaux « portugaises » de Cabinda et Ambriz. Les expéditions s'achèvent par l'incendie des *barracons*, des villages de courtiers africains, reconstruits très vite un peu plus loin. Les esclaves saisis sont libérés et envoyés en Sierra Leone, en Gambie ou à Maurice, à cause de la prime. Certains s'établissent. Beaucoup sont engagés dans les troupes coloniales noires. À d'autres, on propose des engagements libres comme travailleurs aux Antilles[19].

Extirpant le mal « par la racine »[20] ces opérations sont jugées décisives en France et en Angleterre. Elles introduisent deux modalités nouvelles : d'une part, la signature de « traités » avec les chefs locaux, sur la côte, qui s'engagent à supprimer la traite dans les territoires sous leur contrôle (traités plus dictés que discutés, plus imposés que souhaités) ; d'autre part, la répression par le blocus durable de grands centres d'exportation, et cela constitue le début d'une politique de la diplomatie armée et interventionniste. La décennie 1841-1850 est décisive pour la côte ouest-africaine qui, jusque-là, demeurait le domaine essentiel de la traite.

Cette décennie est également importante en ce qui concerne la traite transsaharienne. En dépit des efforts du consul abolitionniste Warrington, l'Angleterre demeurait encore indifférente à la traite en direction de l'Afrique septentrionale. En théorie, toutes les parties qui la composent sont sous la dépendance des Turcs de Constantinople, à l'exception du Maroc. En fait, depuis longtemps, les fractions tenaient pour négligeable la suzeraineté des Ḳāramānlī, et agissaient de façon autonome. Un premier facteur est, en 1830, la conquête militaire française, tournée en colonisation à partir de 1842, qui frappe la Régence d'Alger. C'est une colonisation de peuplement blanc qui souhaite peu d'esclaves. Prise entre pressions française et britannique, la Régence voisine, celle de Tunis, abolit la traite entre 1840 et 1842. À l'est,

18. C. Lloyd, 1968, p. 93-100.
19. C. Fyfe, 1962 ; J. U. J. Asiegbu, 1969.
20. C. Lloyd, 1968 ; P. J. Staudenraus, 1961 ; C. Fyfe, 1962, *loc. cit.*

la Régence de Tripoli éprouvait plus de difficultés, car il lui fallait recevoir l'accord des chefs de l'intérieur, dont certains sont de puissants distributeurs d'esclaves en provenance du Borno ou de Sokoto. Mais, en 1842, le *shaykh* ʿAbdul-Djalīl, qui, de Murzuk, dominait le Fezzān, consentit à l'abolition de la traite, mais fut assassiné. La Turquie avait rétabli sa souveraineté directe sur Tripoli et la Cyrénaïque dès 1835 ; et il fallait désormais compter avec elle pour réaliser une abolition effective de la traite. Le sultan de Constantinople interdit la traite en 1857 ; mais elle ne s'interrompit vraiment nulle part, ni même dans une Égypte déjà assez fortement occidentalisée. En 1870, le voyageur allemand Georg Schweinfurth, qui arrivait « du cœur de l'Afrique », se demandait quelle « assistance […] l'abolition de la traite peut recevoir du Khédive »[21]. Le Maroc, enfin, présentait une situation exceptionnelle. Des pays du Maghreb, il constituait la seule nation que les Européens considéraient comme une réelle puissance : il n'était pas question de chercher à lui imposer, voire même suggérer, une quelconque attitude. Les tentatives diplomatiques, les persuasions humanitaires échouèrent jusqu'en 1887. Alors même que la traite par l'océan Atlantique commençait à montrer quelques signes de décroissance, il demeurait encore pour la traite transsaharienne des axes solides pour l'exportation et la distribution d'esclaves. Vers le Maroc où, dans le milieu du XIXe siècle, entre 3 500 et 4 000 Africains noirs étaient annuellement importés, et encore 500 par an dans les années 1880[22] ; vers la mer Rouge et le Proche-Orient, nous en reparlerons bientôt. Contre cette traite transsaharienne, totalement aux mains des Africains s'agissant d'une traite entièrement intérieure à l'Afrique, il n'y avait aucun moyen occidental de répression.

Les abolitionnistes soutenaient que, s'il n'y avait pas eu d'acheteurs d'esclaves, il n'y aurait pas eu de vendeurs. Renversant l'ordre des termes, les esclavagistes affirmaient que, sans offre africaine d'esclaves, pas de demande occidentale ; leur bonne conscience, ils la fondaient sur une tacite complicité de l'Afrique elle-même.

Les réactions africaines

Entre 1787 et 1807, phase préabolitionniste occidentale, plus d'un million d'Africains sont déportés aux Amériques. À ce nombre s'ajoutent une mortalité d'environ 15 %, durant le passage de l'Atlantique, et le chiffre inconnu des décès provoqués par les transferts vers la côte et durant les opérations locales de production de captifs par les Africains « pêcheurs d'hommes »[23].

L'abolition est loin de perturber aussitôt la vitalité du marché d'exportation sur la côte. L'indécision abolitionniste laisse au Portugal et au Brésil le

21. G. Schweinfurth, 1873, chap. IX ; A. A. Boahen, 1964 ; J.-L. Miège, 1961-1963, vol. III ; F. Renault et S. Daget, 1980.
22. J. -L. Miège, 1961-1963 ; F. Renault et S. Daget, 1980.
23. R. Thomas et R. Bean, 1974.

loisir de trafiquer illégalement au sud de l'équateur, et le produit est parfois aussi élevé qu'au XVIIIe siècle. Sérieusement combattu après 1842, le trafic ne disparaît pas des côtes de Loango avant les années 1900[24]. Au nord de l'équateur, l'abolition ordonnée aux établissements européens supprime des sites de traite traditionnels, en Sénégambie, en Sierra Leone, au Libéria, en Côte-del'Or. Mais l'effet réel ne dépasse guère la périphérie d'implantation dont l'autorité politique est faible. Parfois encore, des négriers opèrent dans ces parages. Progressivement, ils disparaissent. La production et la distribution de main-d'œuvre exportable sont aux mains des Africains.

Aux frontières de la Sierra Leone, la géomorphologie favorise d'actives factoreries négrières anglaises et espagnoles, ou appartenant à des mulâtres, sur les rios Nuñez et Pongo, dans le Nord-Ouest, sur la rivière Gallinas, dans le Sud-Est. Les régions productrices, éloignées parfois de 400 ou 500 kilomètres, sont généralement situées à proximité de la côte. Les transactions sont personnelles entre dirigeants, caravaniers, courtiers et facteurs. Au Dahomey, au contraire, la traite est l'un des supports du pouvoir politique. Celui-ci en délègue la gestion à ses grands tributaires. Redevable au Mulâtre Francisco Felix da Souza, Ghezo l'installe, en 1818, comme *chacha*, « chef des Blancs », conseiller économique et administrateur du trafic à Ouidah. Cette charge survivra à la mort du premier *chacha*, en 1849, et le fils de Ghezo en héritera. Il s'agit d'une gestion à grande échelle : stockage des marchandises occidentales, apurement des dettes et crédits, embarquement accéléré de cargaisons préparées à l'avance, recouvrement des taxes, filtrage des étrangers blancs, divertissement de la clientèle. Ces fonctions économiques étaient capables d'adaptation à d'autres types de production. Celle de traite, qui appartient aux cabécères, est assurée par des expéditions militaires annuelles, pas toujours victorieuses, contre les pays voisins et notamment yoruba. Elle provient également du Soudan central qui distribue aussi des captifs vers le nord et l'Égypte, par des caravanes rompant leur charge à la lisière de l'État : bon porteur, l'individu voué à l'exportation est conservé et intégré dans l'équipe ordinaire de portage[25]. Plus à l'est, de Badagri aux frontières du royaume du Bénin, les déchirements internes du peuple yoruba suractivent un marché lié avec Ouidah. Pouvoirs locaux, négriers noirs et blancs des lagunes contentent les fortes demandes portugaises et brésiliennes, qui y trouvent le plus clair de leurs ressources avant de s'adapter à leur tour[26].

À l'est du cap Formose, dans les rivières du delta du Niger, de Nun à l'Ancien Calabar, les remarquables mécanismes adoptés dans le dernier tiers du XVIIIe siècle gèrent toujours le trafic négrier, mais s'appliquent déjà à d'autres activités commerciales, exploitées simultanément. Les forces religieuses et sociopolitiques locales, l'oracle Arochuku, les « Maisons de Canoës », la société *ekpe*, tiennent un marché représentant la moitié de la

24. G. Dupré et A. Massala, 1975, p. 1468.
25. C. Coquery-Vidrovitch, 1971, p. 109-111 ; P. Manning, 1979 ; M. Adamu, 1979.
26. P. Verger, 1968, chap. XI et XII.

traite négrière au nord de l'équateur, environ 200 000 unités. La production arrive de Sokoto, de la Bénoué, du Nupe, du Nord-Ouest camerounais, des régions intérieures du delta, où elle a été obtenue par des méthodes classiques, guerre ou rapt, paiement de dettes ou tribut de protection, épuration sociale de la communauté, simple achat sur les marchés et simple cadeau. Une succession de marchands ou les filières habituelles d'évacuation l'acheminent vers les points de distribution[27]. Là, ce sont aussi des méthodes bien rodées qui président aux transactions. Le prix unitaire des cargaisons a été préalablement fixé dans la monnaie de compte locale, la barre de cuivre, équivalent d'une certaine quantité de marchandises — pas différente de celle des périodes antérieures. En 1825 et en 1829, hommes et femmes valent 67 barres; et le prix peut baisser jusqu'à 45 ou 50. Rapporté au coût de la cargaison débarquée, le prix de chaque individu est de 33 dollars espagnols, dont 8 à 10 % vont à la commission des distributeurs. A Duke Town, la cité de Duke Ephraïm, dans l'Ancien Calabar, des chefs d'autres maisons plus ou moins rivales, Egbo Eyo, Tom Honesty, Ogan Henshaw, contribuent à compléter les cargaisons en esclaves ou en comestibles. 40 000 ignames sont payées 2 000 barres, valeur de 40 individus. Vers 1830, le plus gros du trafic aurait lieu à Bonny[28].

L'estimation du trafic négrier au cours des soixante années de l'ère abolitionniste est du domaine de l'ordre de grandeur. De 1807 à 1867, entre le Sénégal et le Mozambique, 4 000 navires européens ou américains réalisent peut-être 5 000 expéditions négrières, déplaçant 1 million de tonnes métriques de jauge. Des marchandises coûtant autour de 60 millions de piastres ou dollars sont échangées contre un total de 1 900 000 Africains, effectivement embarqués aux sites d'exportation. 80 % d'entre eux sont chargés au sud de l'équateur, très probablement[29]. Du début du siècle aux années 1880, la traite transsaharienne d'un côté, la traite arabe de l'autre, exportent environ 1 200 000 Africains noirs pour la première, 800 000 pour la seconde[30], individus capturés dans l'immense arc de cercle compris entre le pays bambara, à l'ouest, et le sud du Mozambique.

Cliométriciens, sociologues et historiens admettent que la traite fut une catastrophe globale pour l'Afrique. L'observation scientifique rejoindrait ainsi le sentiment populaire. Mais le propos mérite une explication. L'idéologie humanitaire est occidentale. Il n'est pas probable qu'elle ait le moindre sens dans l'esprit des distributeurs africains de l'époque — sauf exceptions rarissimes. Mais cela ne veut pas dire qu'ils soient viscéralement incapables de ne plus pratiquer la traite, comme les esclavagistes occidentaux le prétendent. La permanence de l'offre africaine de main-d'œuvre exportable s'analyse en termes de rationalité économique. Distributeur noir et exportateur blanc ne changent rien à une activité payante, profitable pour les deux parties

27. K. O. Dike, 1956; P. D. Curtin, 1969, p. 254-255; M. Adamu, 1979.
28. S. Daget, 1983, voir, entre autres, les navires *Le Charles*, 1825, et *Le Jules*, 1829.
29. P. D. Curtin, 1969, tableaux 76 et 77.
30. R. A. Austen, 1979, tableaux 2.8 et 2.9.

traitantes, qui n'ont d'autre visée que le gain. Cela existe au stade élémentaire. L'offre soutenue s'explique par le bon fonctionnement d'un système intégré. S'il y a résistance africaine, c'est contre l'éclatement de ce système. Il ruinerait d'abord les intérêts constants des distributeurs non préparés[31], sans préjuger des répercussions qui s'ensuivraient sur l'organisme social et politique proche ou lointain. En somme, aussi longtemps que le mouvement d'échanges entre l'hinterland et la côte et que le commerce extérieur de celle-ci n'ont pas d'alternative décisive à la traite, la « résistance » des négriers africains à sa suppression est sévèrement déterminée par la *nécessité* d'éviter un chaos commercial[32]. La complicité supposée des distributeurs africains n'est qu'une réponse adaptée à la réalité économique immédiate. Cela explique, d'ailleurs, la tendance à la baisse des prix de vente de la main-d'œuvre exportable, défense du marché contre les pressions croissantes des forces répressives. Ces dernières auraient donc leur part dans un bilan négatif. Une telle argumentation demande à être nuancée en ce qui concerne la déportation des Africains vers le nord ou l'est. Si l'intérêt économique des capteurs et distributeurs d'esclaves demeure évident, on discerne mal que les pays ravagés aient reçu une quelconque compensation économique. Certaines personnalités puissantes ont installé leur pouvoir, un Tippu Tip ou un Rābaḥ, par exemple. Mais, s'il est de leur part un apport positif sur les régions qu'ils contrôlent, l'étude de cet apport relève de la compétence des spécialistes.

Sierra Leone et Libéria

Un cliométricien trouve que la répression sauve 657 000 personnes de l'esclavage américain[33]. Un autre spécialiste estime que ce chiffre est beaucoup trop élevé, et le réduit à 40 000 individus pour la période allant de 1821 à 1843[34]. Les opinions ne sont guère plus précises sur le total des navires négriers arrêtés par les forces répressives. Entre 1 000 et 1 200 bâtiments, environ le quart du total des expéditions probables sous la traite illégale, constitueraient une évaluation raisonnable[35]. Les cours de vice-amirauté britanniques, les tribunaux français, les croisières américaines et, surtout, les commissions mixtes (devenues sans objet, elles sont dissoutes entre 1867 et 1870) ont libéré environ 160 000 Africains.

Réputés « esclaves », c'est-à-dire biens meubles, leur libération n'allait pas de soi : cela exigeait un jugement des autorités maritimes ou coloniales, ou celui des commissions, pour les libérer du statut d'esclave. Déracinés, quelques milliers de libérés vivent une existence précaire et menacée au

31. G. N. Uzoigwe, 1973, p. 201.
32. *Ibid.*, B. O. Oloruntimehin (1972*b*, p. 40) dit : « une crise réelle d'adaptation ».
33. P. E. Leveen, 1971, p. 75.
34. D. Eltis, 1978.
35. C. Lloyd, 1968, appendice A ; S. Daget, 1983.

cœur même des exploitations esclavagistes du Brésil et de Cuba, ce qui pose le problème de leur intégration socio-économique[36]. Quelques centaines trouvent un statut ambigu dans les établissements français de Guyane, du Sénégal et du Gabon. D'autres acquièrent une réelle existence politique, comme au Libéria ou en Sierra Leone. À Freetown, les 94 329 hommes, femmes et enfants recensés sur les registres du Département des Africains libérés[37] donnent les premières réponses positives et originales aux questions sur la suppression de la traite.

En 1808, la Couronne britannique se chargeait de la Sierra Leone, pour pallier l'échec de l'établissement philanthropique fondé vingt ans plus tôt sur les critères de l'abolitionnisme : christianisation, civilisation, commerce. En trois vagues de peuplement volontaire, provenant d'Angleterre, de Nouvelle-Écosse, de la Jamaïque, 2 089 anciens esclaves et fugitifs colonisent le nord-est de la péninsule. Ces étrangers s'entendent mal avec leurs voisins africains. Les Français dévastent leurs plantations. Certains briguent le pouvoir personnel. Les conditions climatiques et sanitaires déciment les colons. Surtout, la compagnie commerciale de tutelle se révèle incapable de tenir ses promesses sur le droit et l'étendue de la propriété du sol. En 1802, la souche pionnière est réduite à 1 406 personnes. La fonction répressive et humanitaire qui lui est assignée en 1808 sauve la colonie. En 1811, la population est de 4 000 individus. Après vingt ans de colonisation officielle, 21 000 Africains vivent dans les villages de montagne ou à Freetown. En 1850, la ville compte 16 950 habitants, l'intérieur près de 40 000. On trouvait 89 Blancs. À cette époque, les nouveaux arrivants s'insèrent dans la troisième génération d'hommes libres, pratiquement autonomes.

La première génération traverse les obstacles d'une création totale. Entre 1816 et 1823, l'impulsion vient du gouverneur Charles MacCarthy, administrateur-bâtisseur à l'âme missionnaire. L'accroissement continu de la population, sa soif de se trouver des racines, commandent d'organiser l'installation. Siège du gouvernement colonial et d'une vice-amirauté, centre de ravitaillement de la croisière, terre de libération officielle par les commissions mixtes, Freetown et l'intérieur sont assurés d'une injection plus ou moins régulière de subsides. McCarthy réorganise les premiers villages et en crée de nouveaux où, adoptés, les arrivants s'adaptent parmi des frères. Aux conceptions européennes de communautés modèles mal définies, les Africains opposent leurs valeurs, leur mode de vie, leurs activités traditionnelles. À la ville, terres et bâtisses prennent du prix, artisanat et commerce permettent des réussites individuelles. Vers 1828, des personnalités entreprenantes ont acquis les moyens d'entrer dans le nouveau type d'économie de la côte. La colonie est ouverte au commerce étranger en 1831. Gouvernants et crédits anglais deviennent médiocres : les Sierra-Léoniens assumeront leur destinée eux-mêmes, tout en se maintenant dans le cadre d'une situation coloniale.

36. A. F. Corwin, 1967, p. 166 ; F. W. Knight, 1970, p. 29 ; L. Bethell, 1970, p. 380-383.
37. R. Meyer-Heiselberg, 1967 ; J. U. J. Asiegbu, 1969, appendice VII.

Dans ces balbutiements, l'apport occidental, où s'inscrit celui des missionnaires, avait été essentiel.

Les élites sociales et politiques anglaises finançaient les églises et les sociétés de culte. Celles-ci n'étaient préparées en rien à l'expérience abolitionniste et missionnaire. La Sierra Leone devenait terrain d'entraînement. En plus de l'extension du christianisme et de la civilisation, les missions avaient à combattre la traite, notamment sur le rio Pongo. Mais les négriers locaux soupçonnant ces personnages d'espionner pour le gouvernement colonial brûlèrent la Church Missionary Society, qui abandonna le terrain. Dans la colonie proprement dite, où l'autorité politique est sensible à sa mission humanitaire, les missionnaires ne sont pas insensibles à la politique. McCarthy leur confie la surintendance des villages d'esclaves libérés. Au sein du pouvoir administratif, malgré les fortes rivalités de personnes ou de doctrines, la coopération de puissantes personnalités avec l'autorité gouvernementale produit des résultats solides à long terme. Des écoles sont ouvertes dans lesquelles, par le truchement de l'anglais évoluant vers un créole national, une multitude de groupes ethniques différents s'interpénétrent. Si le syncrétisme religieux ne s'accomplit pas, du moins le christianisme, la religion traditionnelle africaine et l'islam coexistent-ils étroitement.

La deuxième génération résout les difficultés de croissance. Les Africains libérés accèdent au pouvoir interne, en concurrence puis à côté de la vieille souche fondatrice. Dans les premiers temps, ni l'entente ni la fusion ne sont parfaites. Les anciens tentent d'imposer un clivage social et culturel. Durant les deux décennies de forte répression de la traite, la situation est compliquée par l'arrivée annuelle de 2 000 personnes. Malgré les pertes dues à la mortalité, toutes ne sont pas intégrées. Certaines d'entre elles sont recrutées par l'armée britannique. Un dixième émigré par contrainte en Gambie. Un programme officiel d'émigration vers les Antilles laisse, théoriquement, la liberté de décision et garantit le rapatriement. Mais, dirigiste, il évoque les horreurs anciennes. Les Africains libérés préfèrent les difficultés de la brousse ou la sécurité du village traditionnel. En sens inverse, aidés par les missionnaires, plusieurs milliers regagnent leurs contrées d'origine, principalement les pays yoruba, où ils témoignent de l'expérience et des compétences acquises.

Du point de vue économique, on ne pouvait pas attendre un « boom » spectaculaire. Cependant, dès 1827, un processus de développement est amorcé. Il s'attache d'abord à la production de denrées alimentaires, de riz surtout ; mais il vise également la production de cultures d'exportation et l'exploitation des richesses locales existantes : pour les premières, sucre, gingembre, indigo ; pour les secondes, café et bois exotiques. Une variété locale de café avait été reconnue dès l'origine du peuplement et mis en culture. En 1835, il devenait un argument économique pour renforcer les moyens de mettre fin à la traite autour du rio Nuñez ou de la rivière Gallinas : à Londres, en dix-huit mois seulement, une maison de commerce en avait reçu près de 65 tonnes ; ce qui prouvait qu'il fallait en protéger la culture et l'exploitation.

Des établissements sierra-léoniens pour l'exportation de bois exotiques, une variété de teck en particulier, commençaient à s'enrichir. Là encore, l'intérêt principal résidait en la création d'un substitut économique valable à la traite des esclaves : en 1824, cinquante navires occidentaux chargeaient, dans l'estuaire de Sierra Leone, pour 200 000 dollars de bois[38]. Des conditions favorables se conjugaient pour créer une richesse (ne disons tout de même pas un capital) à l'intérieur même de la colonie. Ses bateaux commençaient à sillonner les eaux de la côte ouest-africaine, jusqu'au golfe de Biafra. Les navires étrangers trouvaient désormais, dans l'estuaire, une relâche sûre pour ce commerce légitime tellement souhaité par les abolitionnistes. Toutefois, il convient de ne pas exagérer la portée d'un tel « démarrage » : il démontrait tout simplement que l'expérience était viable, avec un minimum de soutien administratif de la métropole européenne.

Au total, en 1853, lorsque le gouvernement britannique fait des Sierra-Léoniens des sujets de la Couronne, il reconnaît implicitement qu'un formidable mélange de cultures s'est fondu en une société créole viable. Une nation « civilisée » s'est édifiée non pas selon un modèle utopique européen, mais par le dynamisme de son propre génie[39]. La part évidente des abolitionnistes anglais laisse entière la qualité des solutions africaines.

L'expérience libérienne est à peine différente. En droit, l'établissement de l'American Colonization Society au cap Mesurade, en 1821, est d'entreprise privée. Le gouvernement fédéral des États-Unis ne s'y engage pas, néanmoins il établit un bureau, non colonial et temporaire, dont les agents reçoivent l'investiture de la société. Il confie à l'établissement les Africains libérés par la croisière, contribuant ainsi au peuplement. La création du Libéria résulte d'aspirations philanthropiques et civilisatrices, mais aussi de la préoccupation de pallier, aux États-Unis même, l'expansion de la population noire, jugée dangereuse.

Une poignée de colons défend son implantation contre la résistance des pouvoirs autochtones. Ceux-ci discutent autant le contrat de cession des terres et de la souveraineté que la prétention des étrangers noirs à réduire l'activité dominante du commerce extérieur local, la traite négrière. À cette résistance, le révérend Jehudi Ashmun oppose celle de 450 colons dont 200 Africains libérés. L'action défensive fait durer l'établissement. En 1824, il reçoit le nom de Libéria avec, pour centre, Monrovia. Élaboré en Amérique, un statut politique est administré par le gouverneur local, comme il l'entend. Aux navires qui se présentent, américains ou non, Ashmun impose le commerce « légitime » de l'ivoire, du bois, des peaux, de l'huile, échangés contre les marchandises occidentales classiques. En 1826, le commerce deviendrait bénéficiaire, mais on peut en douter. En 1830, outre 260 Africains libérés, l'établissement comprend 1 160 colons, provenant pour la plupart des

38. Public records du Fourah Bay College, Freetown, et British parliamentary papers, Correspondence returns, Afrique de l'Ouest, 1812-1874, p. 135-146 ; C. Fyfe, 1962, voir « timber ».
39. C. Fyfe, 1962 ; J. Peterson, 1969 ; J. U. J. Asiegbu, 1969 ; J. F. A. Ajayi, 1969, chap. 2 ; S. Jakobsson, 1972, première partie.

plantations sudistes esclaves émancipés par leurs propriétaires à des fins propagandistes et pionnières. Les Noirs américains nés libres ne sont pas nombreux : ils arriveront plus tard. La politique américaine de la société mère est ambiguë : pour les Américains du Nord, elle valorise l'avantage évangélique procuré par le rapatriement ; aux Sudistes, elle fait miroiter qu'ils purifient leur société en se débarrassant des Noirs.

Les facteurs de la réussite sont de trois ordres. D'autres sociétés de colonisation procèdent de la société mère et fondent trois établissements, à Bassa Cove, Sinoé, et au cap des Palmes — ce dernier, appelé Maryland au Libéria, ne s'incorporant au territoire national qu'en 1856. La gestion reste autonome, subordonnant les sociétés américaines aux établissements, et non l'inverse. La population se montre courageuse dans un milieu hostile sur les plans écologique et politique. Les terres ne sont pas excellentes et ont d'ailleurs été travaillées suivant des méthodes archaïques. Affaires et capitaux manquent, et le travail libre est cher. Mais il existe des ingénieurs qui savent construire en dur. Les implantations sur la côte chassent les négriers et font cesser la traite. Le but philanthropique et colonisateur est atteint. Le deuxième facteur est celui de la valeur individuelle des dirigeants. Éduqués dans la religion et la culture anglo-saxonnes, bien adaptés au milieu choisi mais réalistes, ils fondent un embryon de conscience nationale. La Constitution apportée des États-Unis par Thomas Buchanan en 1839 est remodelée et adaptée au cas particulier du Libéria. John B. Russwurm, gouverneur du Maryland de 1836 à 1851, fait naître cette terre où le racisme ne peut exister. J. J. Roberts, gouverneur du Libéria en 1841, et ensuite président de 1847 à 1856, agit en homme d'État. Les superstructures sont en place pour une indépendance de fait.

Une contestation anglaise de l'existence juridique du pays conduit à l'indépendance de droit. Commerçants et marins britanniques récusent les attributs de la souveraineté manifestée par Monrovia : contrôle de l'activité économique, taxation, pavillon national. Le différend d'origine économique reçoit une réponse de la diplomatie internationale lorsque les États-Unis éclairent la Grande-Bretagne sur la nature de leurs rapports avec les établissements. Le Libéria n'est pas colonie américaine, même s'il a le soutien des États-Unis. C'est l'œuvre du gouverneur Roberts d'amener les colons à surmonter leur pusillanimité et à prouver leur maturité politique. Une simple, mais péremptoire, déclaration d'indépendance inscrit le Libéria parmi les pouvoirs souverains, le 26 juillet 1847. La première république africaine était née, dont la Constitution, établissant les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, accorde la nationalité aux seuls citoyens de race noire. Vers 1860, 6 000 d'entre eux étaient des esclaves émancipés, 5 700 des esclaves libérés par la croisière américaine, 4 500 étaient nés libres aux États-Unis, 1 000 avaient racheté leur liberté. La République avait encore à s'affirmer sur son propre sol, à combattre le système français de recrutement « d'engagés libres », à défendre ses frontières, à s'étendre[40]. Cela, c'est déjà le futur.

40. P. J. Staudenraus, 1961 ; J.-C. Nardin, 1965, p. 96-144.

Pour cette période, il ne semble pas qu'on puisse parler d'un relatif développement économique du Libéria comparable à celui de la Sierra Leone. Le Français Édouard Bouët-Willaumez, commandant la croisière de répression de la traite, passe à plusieurs reprises le long de la côte libérienne. Il est frappé par la pauvreté de ses habitants[41]. Ce jugement d'ordre économique contraste avec le jugement qualitatif prononcé à la même époque par l'Américain Horatio Bridge, selon lequel le Libéria pouvait être considéré comme « le paradis de l'homme noir »[42]. Mais chacune de ces opinions est marquée par la personnalité de l'homme qui la profère : jugements de Blancs de plus en plus imbus de mentalité colonisatrice. Il reste que, en termes de signification historique, il serait probablement irrationnel, et sûrement anachronique, de présenter les expériences de la Sierra Leone et du Libéria au XIXe siècle comme des éléments précurseurs des mouvements de libération du XXe siècle. En soi, déjà l'idée que de nouvelles nations africaines peuvent être créées sur une côte ravagée par deux cent cinquante ans d'une traite négrière effrénée et la réalisation de cette idée constituent des événements considérables.

Point de départ de conditions différentes, les expériences de la Sierra Leone et du Libéria ne suffisent pas aux nouvelles générations abolitionnistes. Elles s'opposent sur les méthodes et les priorités à adopter pour démanteler l'esclavage américain ou la traite africaine. L'échec d'une colonisation philanthropique sur le Niger, patronnée par T. F. Buxton en 1841, provoque des critiques de l'insuccès abolitionniste et une dénonciation de la faillite globale de la répression. Combats d'arrière-garde, à contre-courant car, malgré les répugnances officielles, l'idée de sociétés de colonisation progresse dans les milieux privés. La côte au nord de l'équateur, en particulier, est largement ouverte aux innovations.

La protection du nouveau commerce

Les croisières navales sont bien moins attirées par l'action répressive que par leur mission de protection du commerce « légitime » des nationaux. Dès les premières décennies du XIXe siècle, la côte pourvoit aux demandes américaines, anglaises et françaises en produits naturels de l'Afrique. Ces achats s'accroissent. En 1838, le Français Bouët-Willaumez, futur gouverneur du Sénégal, précurseur de la colonisation, commande une exploration systématique des possibilités commerciales entre le Sénégal et le Gabon. Quoique de rendement faible, le commerce non négrier se développe parallèlement — pas concurremment — à la traite. La concurrence existe entre les nations occidentales qui définissent une répartition « informelle » des zones d'influence économique, tolérée par les dirigeants africains. La France prédomine au nord de la Sierra Leone, sur quelques

41. É. Bouët-Willaumez, 1846, chap. 4, p. 90-92.
42. H. Bridge, 1845, chap. 20.

points de la Côte d'Ivoire et du Gabon, où elle installe Libreville[43], à l'instar de Freetown. Américains et Européens viennent à la côte, tolérés dans ce qui, en fait, constitue un domaine économique anglais. C'est l'aube des changements. La modernité naissante à travers les révolutions technologiques et industrielles, en Angleterre et en France, en marche parmi d'autres nations, crée des besoins nouveaux. Vu de la côte, le principal est celui des corps gras, comme lubrifiant des machines, matière première du savon et des moyens d'éclairage. L'oléagineux africain prend place sur le marché occidental.

La côte avait toujours exporté l'huile de palme, mais en quantités infimes. L'importation en Angleterre passe de 982 tonnes en 1814, à 21 000 tonnes en 1844, plafonne une dizaine d'années et double ensuite vers 1870. La France en importait en moyenne 4 000 tonnes par an entre 1847 et 1856; 2 000 tonnes dans la décennie suivante. Elle compensait par l'importation moyenne annuelle de 8 000 tonnes d'arachide du Sénégal et de Sénégambie, plus 25 000 tonnes de noix de « touloucouna », pour la fabrication du savon de Marseille: en 1870, tout cela représentait 35 millions de francs-or. Ce qui a été longtemps un idéal abstrait et utopique — une alternative à la traite des esclaves et un remplaçant de l'homme comme valeur d'échange — s'est enfin matérialisé. Reste qu'il faut créer une production à l'échelle industrielle: elle est atteinte dans un délai aussi bref que celui qu'il fallut aux plantations cubaines ou brésiliennes pour atteindre le plein rendement en café et en sucre. Les grandes zones productrices rappellent celles des plus fortes exportations d'hommes, du Dahomey[44] aux rivières du delta du Niger et du Cameroun. L'une des conditions fondamentales de la conversion réside dans la mobilisation de la main-d'œuvre sur des terres de colonisation intérieure. Leur mode de production est certes esclavagiste, mais dans l'ordre social et économique africain. En fait, le réel développement de cette nouveauté économique n'interrompt pas immédiatement l'économie institutionnalisée: traite des esclaves et traite de l'huile coexistent. Un système d'échange plus vaste rayonne vers l'intérieur. Sur la côte, d'ailleurs, les agents habituels du commerce occidental détiennent toujours les moyens du marché. Sachant acheter, ils répartissent le crédit, répandent les instruments de paiement classiques, introduisent la monnaie métallique. L'élargissement du nombre des concurrents à l'activité économique entraîne des déplacements par contrainte, en sapant les équilibres internes[45]. La mutation économique est accélérée par d'autres facteurs dénaturants, religieux et culturels, rarement très éloignés du politique, mais qui contribuent à la disparition de la traite.

Un petit nombre d'hommes et de femmes des missions catholiques et protestantes se font d'importants agents de la pénétration occidentale. Au Sénégal, préfecture apostolique vivotant après la réoccupation française de

43. B. Schnapper, 1961; H. Brunschwig, 1963, notamment chap. 7, p. 19; E. M'Bokolo, 1981; H. Deschamps, 1965.
44. C. Coquery-Vidrovitch, 1971.
45. K. O. Dike, 1956; K. K. Nair, 1972, chap. 2.

1817, la mère Javouhey définit la fonction première de l'apostolat : former un clergé africain. L'éducation dispensée aux enfants des chrétiens et à quelques Africains non chrétiens échoue devant l'école coranique. L'islam grandit au cours du siècle.

En 1844, éduqué à l'expérience libérienne, Mgr Bessieux installe au Gabon la mission du Sacré-Cœur de Marie. Qualifiant les croyances locales de « ridicules inventions », il lutte, baptise, mais dispense peu d'enseignement, plus motivé par la conversion que par le converti. Le succès va à la mission américaine du révérend Wilson. À Dakar, dans la République lebu, les liens personnels et le respect de la culture — application de la consigne d'être « Nègre avec les Nègres »[46] — ne font pas oublier la spiritualité inadéquate de la mission qui la coupe du monde réel. Dépourvu de solutions pratiques, le missionnaire se sait peu de chose face à un islam fortement africanisé et diffusé. Il prévoit la formation d'élites, quitte à les déraciner ou les aliéner de leur culture. À Grand-Bassam, l'autorité africaine refuse la mission. À Ouidah, le vicariat apostolique confié aux Missions africaines de Lyon est érigé en 1868. Sa première école fonctionne en 1873, avec celle de Porto-Novo, déjà sous tutelle française.

Les idées de Buxton fermentent parmi les missions protestantes. Sur le terrain, la réussite de la Sierra Leone et des Africains libérés leur procure des propagandistes efficaces. Certains sont professionnels, comme Samuel Ajayi Crowther, qui, capturé à quinze ans et libéré, deviendra pasteur, évêque et bâtisseur de nation. D'autres pratiquent le commerce légitime. Les plus nombreux, émigrant vers leurs contrées d'origine, guident les missionnaires, leur ouvrant la voie. Ces derniers s'implantent sur le littoral, entre la Côte-de-l'Or et le Cameroun, à l'exception du royaume du Bénin, au sein de nations où le sentiment religieux est fort, mais politiquement confrontées aux « crises d'ajustement ». Ils arrivent à Badagri, en 1842, à Ouidah en 1843 et à Calabar en 1845. À l'intérieur, la tête de pont est la grande ville d'Abẹokuta, dans le nouveau pays ẹgba.

À l'inverse des missions catholiques, les missions protestantes recherchent l'influence temporelle. La christianisation est conçue comme un tout qui inclut éducation et culture, fonction socio-économique et choix politique. Elle répand l'anglais parlé et écrit, et le calcul dans des milieux préparés de longue date. Les techniques de l'architecture, l'imprimerie et la médecine sont enseignées par des spécialistes venus de la Sierra Leone. Le savoir appartient au peuple fréquentant la mission. Le bénéfice de la participation en fait des privilégiés. Mais ils vérifient les modèles inculqués à l'expérience supérieure des chefs locaux, qui n'approuvent pas unanimement. Certains, cependant, exhibent un occidentalisme de façade par le vêtement, l'habitation, la nourriture et la boisson, le mode de vie. L'objectif sociopolitique est de créer une classe moyenne, pour en dégager une élite. Formée aux schémas occidentaux, cette classe devrait normaliser et étendre le double

46. Cité par P. Brasseur, 1975*a*, p. 264, note 22 ; 1975*b* , p. 415-446.

courant commercial en provenance et à destination de la côte. La diffusion de la civilisation serait un résultat annexe, que le commerce de l'huile, limité aux transactions côtières, est incapable d'atteindre à lui seul[47].

Ainsi, bien ancrées dans le monde, les missions protestantes assument un rôle réformateur qui comprend l'ingérence dans les stratégies politiques et militaires. Les missionnaires d'Abẹokuta demandent à l'Angleterre d'établir une route vers la mer, afin d'accélérer les échanges — et la livraison du matériel de guerre. Ils appellent à l'assistance technique des militaires anglais contre les Dahoméens. À Calabar, leur influence dans les cités-États obtient, par contrat, la fin des traditions locales. Puissantes, les missions ne désavouent pas l'intrusion concurrentielle de l'administration occidentale, qu'elles contrebalancent en se ralliant ou en s'opposant au commerce établi. Vers 1850, un mouvement irréversible engage missions, commerce et administration politique dans un processus de protocolonisation effective. L'installation de consuls aux vues expansionnistes va de pair avec les blocus militaires et les protectorats. Pour la diplomatie internationale, les prétextes sont toujours la suppression radicale et définitive de la traite des esclaves. Les moyens humanitaires sont devenus instruments de puissance économique, militaire et politique.

Conclusion

Nous pouvons désormais dresser une sorte de chronologie de la disparition de la traite, en comprenant bien que, nulle part, cette disparition n'est absolument définitive tout au long de cette période.

La traite avait cessé dès 1824 au Sénégal et à Gorée, quartier général de la station navale française antiesclavagiste. L'influence et les progrès de la Sierra Leone devenaient bénéfiques dans cette région, vers 1830; toutefois, des opérations sporadiques continuaient sur les rio Pongo et Nuñez jusqu'aux années 1866-1867. En 1848-1850, le Libéria indépendant réclamait le concours des navires de guerre français contre les négriers internationaux, et se refusait à alimenter longtemps le système de traite déguisée sous l'appellation d'engagements libres. La Côte d'Ivoire et la Côte-de-l'Or avaient peu souffert de la traite illégale durant toute cette période; des chercheurs ivoiriens ont montré que si des courants de traite subsistent, ils ne sont pas destinés aux navires de la côte, mais à la satisfaction des besoins domestiques régionaux ou interrégionaux — les documents d'archives confirment cet état de choses. Plus à l'est, de Ouidah à Lagos, la situation était plus confuse. Des opérations de traite, ou des opérations d'engagements « libres », avaient encore lieu dans les années 1853-1855, et ce jusqu'en 1860. Dans certains cas, les Africains sont embarqués sur des navires à vapeur de très grande capacité — on cite le cas du *Nordaqui* déportant 1 600 esclaves, ce qu'on n'avait encore jamais vu. Cependant, les

47. J. F. A. Ajayi, 1969; K. K. Nair, 1972.

4.2. *Un groupe de femmes oromo à bord du HMS* Daphne *après leur libération d'un boutre négrier est-africain*.
[*Source :* G. L. Sullivan, *Dhow chasing in Zanzibar waters*, 1873, Frank Cass Publishers, Londres. Reproduit avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge. © Frank Cass Publishers.]

4.3. *Esclaves libérés sur le domaine de la Mission des universités à Mbweni, près de Zanzibar — Paiement des salaires*.
[*Source :* S. Miers, *Britain and the ending of the slave trade*, 1975, Londres, Longman. © The Illustrated London News Picture Library.]

efforts diplomatiques et les politiques coercitives de la France et de l'Angleterre aboutissaient à une forte restriction du trafic d'esclaves. Du Bénin au Gabon prévalait une politique de traités et d'occupation du sol, dont la conséquence était d'entraver sérieusement l'écoulement des esclaves. Le traité anglo-portugais de 1842, instaurant enfin la visite des navires négriers au sud de l'équateur, avait des effets analogues du Congo jusqu'à la colonie portugaise de l'Angola. Néanmoins, ce n'est que graduellement, à différentes vitesses selon la section de côte concernée, que la traite disparaît à peu près complètement entre 1860 et 1870.

En 1867, l'amiral français Fleuriot de Langle, en croisière d'inspection, se dit favorablement impressionné par ce qu'il avait vu, « à quelques exceptions près ». Du reste, son constat ne donne que plus de gravité au renouveau du trafic sur la côte orientale de l'Afrique. Dans les années 1860-1870, entre 30 000 et 35 000 esclaves arrivaient dans les ports dépendant de Zanzibar ; un certain nombre était retenu sur place pour travailler dans les plantations de girofliers. Le reste était expédié jusqu'en Somalie et à Oman, qui recevait, vers 1870, 13 000 esclaves par an dont un certain nombre partait vers le golfe Persique et la Perse, la Mésopotamie ou le Béloutchistan et les Indes[48]. En 1873, un traité entre l'Angleterre et le sultan de Zanzibar introduisait le droit de visite, avec possibilité de capture des boutres arabes ; mais cela n'aura pas de bien grands effets — pas plus que n'en avait eu le traité anglo-portugais de 1842 sur le commerce d'esclaves du Mozambique vers les Comores et Madagascar. Sur ces immenses côtes, dans ces vastes territoires, la traite des esclaves ne disparaîtra vraiment qu'avec la mise en place des administrations coloniales, dit François Renault[49], c'est-à-dire bien après la fin de la traite atlantique. L'on peut probablement expliquer ce retard par le fait que le monde abolitionniste occidental n'avait pas été réellement sensibilisé aux effets de la traite arabe, avant que Livingstone ne les découvre au cours de ses explorations. Et il faut ajouter à cela le temps nécessaire aux prises de conscience.

Ainsi, antinomique aux topiques nationaux ou privés des esclavagistes occidentaux, la théorie abolitionniste introduit les processus mentaux d'identification de l'esclave africain à l'homme, et d'ouverture de l'Afrique au monde. Elle atteint ses objectifs vers 1870 : sauf exceptions, la traite atlantique prend fin. Or, ce résultat n'est pas l'œuvre unilatérale d'Occidentaux longtemps réfractaires, et encore à peine convaincus de l'intérêt des moyens mis au service de la morale universelle. D'une autre façon, l'effort est identiquement le même chez les Africains de l'hinterland et de la côte. Dans des conditions intérieures difficiles, ils assument, en même temps, la résistance à la désintégration économique et l'intégration rapide dans l'innovation. La réponse africaine — extrêmement rapide — à l'hypothèse abolitionniste relève d'une formidable faculté d'adaptation. Temporairement, le produit est aussi positif que celui des décisions occidentales. Quant à l'approche

48. F. Renault et S. Daget, 1980 ; R. Coupland, 1980.
49. F. Renault et S. Daget, 1980, p. 43-69.

nouvelle par les Occidentaux, elle procède de l'incapacité de l'homme blanc de supposer l'existence d'autres valeurs que les siennes. Son intérêt pour la civilisation africaine est celui d'un scientifique pour un échantillon de laboratoire. Sa bonne conscience, conséquence d'un siècle de combat abolitionniste, conduit l'Occident à imposer ses valeurs — y compris par la force, si besoin est. Tout n'y est pas négatif. Des mutations ont lieu, des fêlures apparaissent dans la structure, tant et si bien qu'elle se disloque ou s'effondre, dégageant la voie de l'avenir.

CHAPITRE 5

Le Mfecane et l'émergence de nouveaux États africains

Leonard D. Ngcongco

Nous savons comment des sociétés de migrants de langue bantu, éleveurs de bétail et cultivateurs, familiers du travail du fer et de ses usages, s'établirent en diverses contrées d'Afrique australe au sud du Limpopo, entre la moitié et la fin du Ier millénaire de l'ère chrétienne[1]. La pénétration des régions situées au sud du Limpopo par la branche sotho-tswana des Bantu du Sud n'a, en général, pas dépassé les limites du plateau s'étendant à l'ouest de l'axe formé par les monts Lebombo et la chaîne du Drakensberg; les groupes de langue nguni, eux, se sont établis dans la zone étroite comprise entre ces montagnes et l'océan Indien.

À l'orée du XIXe siècle, ces communautés de langue bantu avaient déployé, depuis dix à quinze siècles, dans cette région du sud du Limpopo, une florissante civilisation de l'âge du fer, caractérisée par des conglomérats de petits États organisés sous la domination politique de lignées et de dynasties royales. D'une façon générale, ces États étaient peuplés de paysans qui savaient fondre et utiliser le fer, qui étaient aussi producteurs de d`enrées agricoles (surtout de sorgho et de mil), quelque peu chasseurs, et qui pratiquaient le troc et le commerce sur de longues distances[2].

Les premières décennies du XIXe siècle furent marquées par une puissante révolution sociale et politique, qui eut pour effet à la fois de détruire et de rebâtir l'organisation des États, dans l'Afrique australe de langue bantu et au-delà, et aussi de transformer les conditions d'existence de nombreu-

1. D. W. Phillipson, 1969; R. R. Inskeep, 1969, p. 31-39.
2. M. Wilson, 1969*a* ; R. J. Mason, 1973; L. D. Ngcongco, 1982*b*.

ses communautés, sur un territoire allant des confins du Zululand (Natal) jusqu'au sud de la Tanzanie. Cette révolution, dénommée *Mfecane* [l'écrasement] en langue nguni, est aussi connue sous le nom de *Difaqane* [le coup de marteau] en sotho-tswana.

Pendant le Mfecane, nombre d'États anciens furent vaincus, conquis et annexés à d'autres. Certains États furent arrachés à leur territoire traditionnel et forcés de s'implanter ailleurs. Beaucoup se trouvèrent alors affaiblis et appauvris. Dans certains cas, les vieilles dynasties régnantes furent supplantées, tandis qu'ailleurs les populations de villages entiers étaient anéanties ou emmenées en captivité. Cependant, cette même révolution vit l'essor de vastes royaumes centralisés dans diverses parties de l'Afrique australe. Elle vit aussi la naissance d'« empires » et de royaumes servis par des organisations militaires et bureaucratiques d'un type nouveau[3].

Le Mfecane eut pour effet de dépeupler des portions considérables du territoire de l'Afrique australe, ce qui facilita par la suite l'appropriation de la terre africaine par les communautés migrantes de colons blancs. Non seulement ces fermiers boers mirent la main sur les parties les plus riches du sol africain, mais ils se lancèrent aussitôt dans des campagnes systématiques de vols de troupeaux et organisèrent l'esclavage des Africains en recourant à ce qu'ils appelaient par euphémisme l'« apprentissage ».

Le Mfecane eut par ailleurs des répercussions profondes à l'intérieur des États africains eux-mêmes. Il stimula l'esprit d'invention des chefs politiques africains et les obligea à s'adapter, tant sur le plan de la tactique militaire qu'en ce qui concerne l'organisation politique et la conduite des affaires. À certains égards, le Mfecane fait incontestablement figure d'événement désastreux; mais, d'un autre point de vue, on peut y voir un ensemble de circonstances dont le caractère positif et créateur allait se faire sentir pendant des générations. Certains États auxquels il a donné naissance ont survécu jusqu'à nos jours et font maintenant partie de la communauté internationale. Si l'on considère l'ampleur du phénomène, le nombre des royaumes et la diversité des peuples dont l'avenir fut transformé par les remous de la grande vague du Mfecane, et si l'on perçoit bien le caractère fondamental et la qualité des changements qu'il a apportés dans le mode de vie et d'organisation de la plupart des groupes qu'il a touchés, on est obligé d'admettre que le Mfecane est resté, jusqu'à une époque récente, l'événement négligé par l'historiographie de l'Afrique australe; et l'on dira avec J. D. Omer-Cooper que, « par comparaison, le Grand Trek fait figure de péripétie »[4].

Le présent chapitre analyse la nature de la révolution qui prit naissance parmi les Nguni et fut rendue célèbre par les campagnes militaires et les transformations sociopolitiques conduites par le roi zulu Chaka, et poursuivies de diverses manières par quelques-uns de ses anciens généraux et d'autres contemporains sur un vaste territoire du Sud et même de l'Est africain. Afin de bien saisir la trame de cette grande révolution, il est essentiel

3. T. R. H. Davenport, 1978, p. 56; D. Denoon, 1973, p. 23-24, 32-33; J. D. Omer-Cooper, 1966, chap. 12.
4. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 4.

d'examiner d'abord de près les caractéristiques physiques du milieu dans le nord de la région nguni, et de voir comment les sociétés se sont adaptées aux changements qui y sont intervenus, et comment leurs propres activités ont contribué à façonner le milieu dans lequel elles ont vécu, et par rapport auquel elles ont réagi. Il importe aussi d'observer la manière dont les chefs de certains États nguni s'assurèrent la maîtrise des processus de production et de reproduction, afin de pouvoir disposer de l'excédent de forces vives qui était indispensable à la puissance du roi et à l'indépendance de l'État.

Le pays et les méthodes de culture des Nguni du Nord

Après des siècles d'implantation et de pratique agricole, les cultivateurs des communautés nguni du Nord s'étaient bien adaptés au milieu physique des régions dans lesquelles ils s'étaient établis.

Le territoire occupé par les Nguni du Nord (ou proto-Zulu) peut être approximativement défini comme la région délimitée par trois cours d'eau : au nord le Pongolo, au sud la Tugela, et à l'ouest la vallée du Buffalo (Mzinyathi)[5]. C'est une région au relief élevé, dans laquelle plusieurs cours d'eau ont entaillé des vallées profondes. Ce sont principalement la Tugela, le Mhlatuze, le Mfolozi, le Mkuze et le Pongolo. Ces fleuves et leurs affluents pénètrent loin dans les hautes terres. Entre les lits de ces cours d'eau, l'élévation du terrain atteint souvent 1 000 mètres au-dessus de la vallée[6]. Ces vallées fluviales s'enfoncent profondément vers l'ouest, dans l'intérieur du pays.

Les variations d'altitude dues à ce relief découpé font que les précipitations et les températures varient considérablement sur des distances relativement courtes. De même, la végétation est très diverse ; cela a pour effet de créer « un certain nombre de types de végétation qui s'imbriquent les uns dans les autres sur l'étendue du pays »[7]. L'arrivée et l'établissement de cultivateurs et d'éleveurs dans la région ne manquèrent pas d'avoir des effets sur la végétation naturelle.

Dans un ouvrage étudiant les effets de l'installation de l'homme sur le milieu physique dans toute l'Afrique australe, l'écologiste J. P. H. Acocks indique que la végétation de la plus grande partie du territoire comprise entre le Drakensberg et l'océan Indien était probablement constituée jadis de forêts et de maquis, tandis que les terres basses des vallées étaient recouvertes de savane[8]. Dès les premiers temps de leur installation dans la région, les paysans nguni proto-zulu, procédant par abattis et brûlis, ont ravagé la forêt et notablement modifié les formes naturelles de la végétation. Un siècle et demi durant, le feu, la houe et la hache des paysans nguni ont repoussé la

5. J. Guy, 1980.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. J. P. H. Acocks, 1953.

lisière de la forêt jusqu'aux crêtes des hautes chaînes, et la brousse ne s'est maintenue que sur les pentes les plus humides bordant les cours d'eau[9]. Ces méthodes permirent aux agriculteurs d'accroître à leur avantage les surfaces couvertes de savane et autres végétations du même type.

J. Guy affirme que, là où le maquis a été détruit, des graminées se sont propagées à partir du fond des vallées irriguées, cependant que la diminution des secteurs boisés par suite de brûlis réguliers favorisait la couverture herbeuse[10]. Des siècles de manipulations de la végétation ont finalement produit un ensemble complexe de modifications qui ont abouti à des entrelacs de pâturages de types *sourveld* et *sweetveld*, dont le dessin est déterminé principalement par le volume des précipitations et la topographie locales[11].

Dans les zones de fortes précipitations, l'herbe a tendance à être du type *sourveld*. C'est une variété dont la valeur nutritive et la saveur sont maximales peu après les premières pluies de printemps et au début de l'été. Mais ces qualités vont décroissant à mesure que l'herbe mûrit. Le *sourveld* constitue donc généralement de bons pâturages pendant à peu près quatre mois; après quoi il commence à perdre tant sa saveur que sa valeur nutritive. Le *sweetveld* est plutôt caractéristique des zones sèches dans lesquelles on le trouve généralement associé à des arbres dispersés dans des savanes, où il forme le tapis végétal. Le *sweetveld* est clairsemé et fragile, mais il conserve ses qualités nutritives et sa saveur tout au long de la saison sèche. Il joue donc un rôle particulièrement important comme pâturage d'hiver. Entre les deux extrêmes du *sweetveld* et du *sourveld*, on rencontre des zones mixtes où se mêlent les deux types de végétation; elles peuvent servir de pâturages pendant six à huit mois de l'année[12].

D'autres contrées de l'Afrique australe, telles que les régions habitées par les communautés sotho-tswana dans l'actuel Highveld du Transvaal, étaient aussi couvertes de grandes étendues de *sweetveld*; mais il leur manquait un réseau de cours d'eau comme celui des pays nguni du Nord, grâce auquel les parties peu arrosées de la région présentent ce caractère paradoxal d'être sèches et néanmoins amplement alimentées en eau[13]. En outre, les zones de *sweetveld* qui forment les pâturages du Highveld étaient souvent infestées de mouches tsé-tsé répandant la maladie du sommeil parmi les hommes et les animaux.

Il faut ajouter que les paysans vivant sur le Highveld aux temps précoloniaux ne bénéficiaient pas d'une alternance de *sweetveld* et de *sourveld*, comme celle qui caractérisait les pentes montagneuses de la région nguni du Nord. Les modes d'occupation des sols adoptés par les Sotho-Tswana, avec leurs villages séparés, leurs terres arables et leurs stations d'élevage, étaient

9. J. Guy, 1977.
10. *Ibid.*, p. 4.
11. *Ibid.*
12. J. Guy, 1980, p. 7.
13. *Ibid.*

bien adaptés à l'existence d'espaces disponibles, beaucoup plus vastes et plus ouverts que ceux dont disposaient les Nguni du Nord. Les sociétés sotho-tswana, bien que formées d'éleveurs et de cultivateurs, ne semblent pas avoir eu à supporter le poids de populations de densités comparables à celles qui finirent par peser sur les destinées des grands États nguni du Nord. Leur structure d'habitat groupé — contrastant avec l'habitat éparpillé des Nguni — était due davantage à l'agglomération de communautés entières à proximité de sources d'eau rares et éparses qu'à une pression démographique.

Aussi longtemps que put être maintenu un délicat équilibre entre la croissance de la population et des troupeaux, d'une part, et les possibilités d'accès aux divers types de pâture, d'autre part, la stabilité de la région ne semble pas avoir été réellement menacée. Mais, vers la fin du XVIIIe siècle, la capacité des hommes à accroître les ressources en terres de culture et de pâture avait atteint une limite. Le gonflement de la population, sensiblement accru par l'adoption du maïs comme l'une des cultures principales de la région, a sans doute exercé une énorme pression sur l'accès à la terre et aux ressources connexes[14].

Bien que l'étroitesse du corridor compris entre l'escarpement du Drakensberg et l'océan Indien ait toujours strictement limité les possibilités d'expansion des communautés vivant sur ce territoire, les chefferies nguni du Nord jouissaient d'un certain nombre d'avantages propres à la région. Pendant des siècles, ces populations tirèrent profit d'un milieu physique clément qu'elles avaient appris à exploiter avec habileté. Au printemps et au début de l'été, les pasteurs nguni pouvaient emmener leurs troupeaux paître sur le *sourveld* des hautes terres et, à partir du milieu de l'été, ils redescendaient avec leurs bêtes jusqu'au fond des vallées tapissées d'herbes tendres. La diversité du climat avait aussi permis à ces agriculteurs de choisir les terrains les plus appropriés à la culture du sorgho, du mil ou du maïs. Nous savons aujourd'hui que le maïs fut introduit dans la région au XVIIIe siècle, et qu'il remplaça rapidement d'autres cultures vivrières traditionnelles en tant qu'aliment de base. Dans une zone de pluies abondantes, cette apparition du maïs comme denrée alimentaire de base a peut-être stimulé l'accroissement naturel de la population, et par conséquent augmenté la pression sur les terres. Cela a sans doute contribué à accroître l'instabilité et la violence quand les nombreux petits États de la région commencèrent réellement à rivaliser et à se battre pour la possession de ressources en voie de diminution.

Il est possible aussi que cette évolution des conditions d'existence, dans le territoire peuplé par les Nguni du Nord, ait été fortement amplifiée par une terrible famine dont on parle encore, sous le nom de Madlathule, et qui a sévi, semble-t-il, entre la dernière décennie du XVIIIe siècle et la première du XIXe[15]. On raconte que, en ces temps difficiles, le pays était parcouru par des bandes d'affamés qui pillaient les réserves de vivres. L'époque exacte de la famine Madlathule est incertaine, mais on la situe approximativement au

14. S. Marks, 1967*a* ; M. Gluckman, 1963, p. 166.
15. J. Guy, 1980, p. 9, 15 ; A. T. Bryant, 1929, p. 63-88.

même moment qu'une autre famine qui frappa le pays sotho et donna lieu, dit-on, à une vague de cannibalisme.

La structure de la société nguni du Nord

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que les modes de culture et de production des Zulu sont à l'origine d'un accroissement régulier de la population de cette région. Rien ne paraît indiquer, en effet, que la croissance de la population ait été due à un afflux massif d'immigrants dans la région. La population a donc vraisemblablement augmenté par une croissance naturelle qui ne fut tempérée par aucune expansion du territoire ou d'autres ressources importantes. Il devint bientôt de plus en plus difficile, pour les communautés, de poursuivre les pratiques ancestrales qui consistaient à déplacer les troupeaux d'un pâturage à un autre, ou de convertir la forêt en savane ; aussi certaines décidèrent-elles de s'approprier par la force des terres et des pâtures auparavant détenues par d'autres.

Certains des chefs de ces petits États avaient commencé à adopter des stratégies visant à leur assurer la haute main sur la production et sur la reproduction. Pour bien comprendre ce processus, il faut considérer attentivement la structure de la société nguni à l'époque précoloniale. La société était divisée en milliers d'exploitations familiales placées chacune sous l'autorité patriarcale d'un chef de famille. Généralement, chaque chef avait deux ou trois femmes, selon son rang social. Chacune des femmes vivait avec ses enfants dans sa propre maison et produisait, avec ses enfants, la nourriture nécessaire à leur subsistance. D'habitude, il y avait une division du travail selon le sexe : les hommes s'occupaient de la production animale et allaient à la chasse, tandis que les femmes se chargeaient surtout des cultures.

Les établissements royaux — il pouvait y en avoir plusieurs dans chaque État — étaient organisés différemment. Outre les activités normales de production qui employaient les membres de chaque maison, ainsi que leurs parents et leurs gens, les différents établissements royaux comportaient aussi des cantonnements militaires, surtout à partir de la fin du XVIIIe siècle. Les régiments d'hommes recrutés dans les différentes régions du pays avaient là leurs quartiers et travaillaient au service du roi, y compris dans l'agriculture. Les femmes enrégimentées n'étaient pas cantonnées dans ces villages militaires, mais demeuraient chez leur père. Jusqu'à ce que le roi leur en donne la permission, ni les hommes ni les femmes enrégimentés n'avaient le droit de se marier. Ils pouvaient rester jusqu'à dix ans dans un régiment avant d'être libérés pour le mariage. Cette règle avait notamment pour effet de permettre aux rois des États nguni du Nord d'agir à la fois sur les taux de production et de reproduction.

On ne sait pas très bien à quelle époque ce système entra en pratique chez les Nguni du Nord. Actuellement, on situe le plus souvent l'origine

de ces changements sous le règne de Dingiswayo, roi des Mthethwa, et leur perfectionnement sous celui de Chaka, roi des Zulu[16]. Pendant des siècles, avant que ces mutations ne soient instaurées, c'était plutôt chez les Sotho-Tswana que chez les Nguni que l'on avait tendance à traiter l'initiation comme une affaire collective et politique. Il est vraisemblable que ce changement fut lié à des transformations importantes qui intervinrent dans la vie socio-économique des Nguni. Il est possible aussi que, à l'époque où commença l'expansion des plus grands États, ceux-ci aient incorporé des enclaves de populations sotho, et que les chefs nguni leur aient emprunté, en les adaptant, à des fins de domination politique, certaines pratiques collectives liées à l'initiation.

Si l'on examine attentivement les facteurs écologiques en même temps que la nature de l'organisation sociale et de la production chez les Nguni du Nord, on est porté à conclure que, à partir du dernier quart du XVIII^e^ siècle et pendant les premières décennies du XIX^e^, l'explosion démographique attisa la lutte pour la possession de ressources en voie de diminution qui étaient le produit des efforts de plusieurs générations. Max Gluckman est le premier à avoir clairement analysé le facteur que constitue l'explosion démographique ; et plusieurs auteurs l'ont suivi[17]. Il apparaît aujourd'hui indiscutable que l'accroissement de population et son cortège de pénuries, notamment de terres, ont fortement contribué au climat de violence qui s'est établi au nord du pays nguni dans les premières années du XIX^e^ siècle.

D'autres explications ont été avancées au sujet de la révolution connue sous les noms de Mfecane ou de Difaqane. Certaines paraissent très défendables et même plausibles aux yeux du lecteur critique ; d'autres, au contraire, semblent bien hasardeuses et relèvent manifestement de l'imagination. Selon l'une de ces thèses, par exemple, la réorganisation interne et les réformes militaires qui structurèrent les fondations des grands États nationaux, comme ceux des Mthethwa et des Zulu, auraient été le fait de fondateurs — en particulier Dingiswayo — qui auraient délibérément imité les Européens qu'ils avaient observés au cours des pérégrinations qui précédèrent leur accession au pouvoir[18]. Cette assertion grossièrement raciste ne mérite pas d'autre commentaire que ce jugement d'un critique attribuant aux propagateurs de ce genre d'idées la volonté de « se parer des reflets de la gloire des réussites zulu »[19] ; impression confirmée, dit-il, par le fait que de telles déclarations ne s'appuient sur aucune espèce de preuve matérielle. On

16. Voir S. Marks, 1967*b*, p. 532, en ce qui concerne la thèse selon laquelle le processus d'édification de l'État commença plus tôt chez les Hlubi, les Ngwane et les Nolwande.
17. M. Gluckman, 1963, p. 166 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, chap. 1 et 2 *passim*.
18. H. Fynn, dans un article rédigé vers 1839, émit le premier l'opinion discutable selon laquelle les innovations de Dingiswayo furent probablement le fruit de son association avec les Blancs, et particulièrement un certain Dr Cowan (1888, vol. I, p. 62-63). Plus tard, A. T. Bryant (1929, p. 94) mit l'accent sur cette hypothèse sans fondement en des termes rappelant l'«hypothèse hamitique», aujourd'hui totalement discréditée. Ces auteurs ont donné le ton à toute une lignée d'émules peu scrupuleux qui reprirent à leur compte cette idée fausse, comme s'il s'agissait d'un fait établi.
19. D. Denoon, 1973, p. 19.

a fait observer en outre qu'il n'y a pratiquement aucun point commun entre les États organisés par Dingiswayo et Chaka et les territoires de la région qui étaient à la même époque sous administration européenne.

La poussée vers l'est, amorcée de façon progressive mais déterminée par les immigrants boers du XVIIIe siècle en quête de terres à coloniser (*trekboers*) à partir de l'ouest de la région du Cap, et le barrage qui fut opposé en conséquence à l'avancée en sens contraire des pasteurs nguni du Sud, est un autre facteur qui a été suggéré pour expliquer les origines du Mfecane. Selon les tenants de cette thèse, ce courant migratoire d'éleveurs boers a créé les conditions d'une pénurie de terres en bloquant la voie d'expansion naturelle des pasteurs nguni du Sud; il a dès lors engendré une crise qui s'est répercutée jusque chez les Nguni du Nord[20]. Il n'est pas douteux que la pression démographique a joué un rôle important parmi les Nguni en général, et l'argument est, à cet égard, convaincant; néanmoins, en le reliant à la migration vers l'est des *trekboers* partis du Cap, on n'explique pas pourquoi la révolution sociale déclenchée par ces pressions démographiques ne s'est pas produite parmi les États xhosa ou nguni du Sud, qui étaient directement bloqués par l'avance des *trekboers*. Formulée en ces termes, la question de la pression démographique en soulève une autre. Il faudrait prouver de façon convaincante que, jusqu'à ce que la poussée boer ait atteint le Great Fish, vers le milieu du XVIIIe siècle, le problème de la surpopulation parmi les Nguni du Nord (ceux qui étaient fixés au nord de la Tugela) pouvait être ou fut souvent résolu par le départ de groupes essaimant à la recherche d'une terre d'accueil vers le sud, traversant les zones peuplées de communautés nguni de langue xhosa, et se fixant parmi celles-ci ou sur des territoires situés plus au sud. À cet égard, il semblerait que la barrière physique du Drakensberg ait été un obstacle moins dissuasif que la masse densément peuplée des communautés de langue xhosa établies au sud de la région aujourd'hui appelée Natal[21].

Autre explication intéressante et importante : les grands États des régions nguni du Nord auraient voulu s'assurer la maîtrise du commerce — surtout celui de l'ivoire — avec le port sous contrôle portugais de la baie de Delagoa, sur la côte est. L'hypothèse a été avancée pour la première fois par Monica Wilson et a reçu l'appui d'Allan Smith[22]. Bien avant la fin du XVIIIe siècle, des États comme ceux des Ndwandwe-Hlubi et des Ngwane participaient au commerce avec les Portugais, surtout par le truchement d'intermédiaires tsonga. À son accession au trône des Mthethwa, Dingiswayo créa en effet une route du commerce de l'ivoire avec la baie de Delagoa, en faisant au passage la conquête de plusieurs clans pour s'ouvrir l'accès au port de l'océan Indien[23]. Il semble que Dingiswayo fut imité par Zwide et Sobhuza, qui tentèrent, eux aussi, une percée le long du cours du Pongolo pour établir

20. R. Oliver et J. D. Fage, 1962, p. 163.
21. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 169.
22. W. Wilson, 1958, vol. 18, p. 172; A. K. Smith, 1969.
23. A. T. Bryant, 1929, p. 97; A. K. Smith, 1969, p. 182-183.

une liaison commerciale avec la baie de Delagoa[24]. Certains historiens ont mis en doute l'importance du facteur commercial en tant que stimulant de l'expansion des États, mais le débat reste ouvert.

Il est, en tout cas, difficile de prendre très au sérieux les explications fondées essentiellement sur la personnalité ou les qualités individuelles des chefs de la révolution. Il est bien plus instructif d'essayer de comprendre pourquoi des chefs comme Dingiswayo, Chaka, Mzilikazi et d'autres se hissèrent au pouvoir et brillèrent à la même époque et dans la même grande région. Une démarche de ce type peut nous aider à éviter de mythifier le rôle de tel ou tel des principaux acteurs de cette grande tragédie humaine, et à voir en eux, de façon plus raisonnable, le produit d'un environnement socio-économique particulier.

Vers la fin du XVIII^e siècle, donc, et surtout pendant les premières années du XIX^e un ensemble de facteurs, centrés principalement sur un manque de terres de plus en plus sensible du fait de la croissance démographique, furent à l'origine d'une agitation qui aboutit, plus tard, à une explosion de violence dans la plupart des États nguni du Nord. Des changements révolutionnaires étaient progressivement intervenus dans le tissu social et culturel de sociétés entières. Sous la pression de la guerre qui perturbait les conditions de vie dans toute la région, les États furent obligés les uns après les autres de modifier ou d'abandonner des pratiques consacrées par le temps, telle la garde de troupeaux sur la base d'un prêt, ou des cérémonies traditionnelles, telle l'initiation associée à la circoncision, coutumes dont la perpétuation risquait de compromettre la capacité de réagir efficacement aux exigences d'une situation en évolution rapide. Par exemple, l'initiation des garçons, qui comportait la circoncision et des périodes de vie recluse pouvant aller jusqu'à six mois, risquait, à des moments critiques, de soustraire à la conscription des centaines de jeunes gens requis pour le service militaire. Ainsi, les changements et les adaptations qui furent apportés aux coutumes sociales et aux pratiques traditionnelles conduisirent, dans l'ordre militaire, à des innovations techniques et à une modernisation de l'organisation. Parmi les plus grands innovateurs et modernisateurs de cette période, il faut citer Zwide, roi des Ndwandwe, Dingiswayo, roi des Mthethwa, et Chaka, roi des Zulu[25].

De la série des guerres menées par ces nombreux États nguni, des migrations qu'elles provoquèrent et des annexions et incorporations diverses qui en résultèrent, trois puissants groupes allaient se dégager et dominer la région. Le premier fut celui des Ngwane-Dlamini (devenus par la suite les Swazi) commandés par Sobhuza, qui étaient établis sur les rives du Pongolo. Le Pongolo, le Mfolozi et l'océan Indien délimitaient le territoire du deuxième grand groupe, la confédération ndwandwe, sur laquelle régnait le roi Zwide. À l'ouest de celle-ci se trouvaient des chefferies plus modestes comme celle des Khumalo. Le troisième grand groupe, la confédération mthethwa, placée sous l'autorité de Dingiswayo, occupait à peu près, plus

24. A. T. Bryant, 1929; A. K. Smith, 1969, p. 185.
25. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 27; J. Bird, 1888, vol. I.

au sud, le triangle compris entre l'océan Indien et les cours inférieurs du Mfolozi et du Mhlatuze[26].

Les chefs de ces trois grands États étaient, en fait, des monarques suprêmes qui levaient tribut sur un conglomérat de petits États, de chefferies et de clans. Les États vassaux jouissaient en général d'une autonomie considérable pour les affaires de la vie courante, tout en reconnaissant l'autorité suprême du suzerain dans des domaines aussi importants que les rituels des prémices, les cérémonies d'initiation, le paiement du tribut et la conduite de la guerre.

La lutte pour la suprématie opposa d'abord les Ngwane-Dlamini de Sobhuza aux Ndwandwe de Zwide. L'enjeu était la possession des fertiles terres à maïs de la vallée du Pongolo. L'État ndwandwe, qui acquit beaucoup d'importance vers le milieu du XVIIIe siècle, faisait partie à l'origine d'un agglomérat de chefferies nguni-embo qui avaient émigré vers le sud en quittant le royaume de Thembe dans l'arrière-pays de la baie de Delagoa, vers la fin du XVIIe siècle. Associés à d'autres groupes issus des Nguni-Embo, tels que les Ngwane, les Dlamini et les Hlubi, ils s'étaient finalement fixés dans la vallée du Pongolo à l'époque où leur chef était Langa II, ou peut-être son prédécesseur Xaba. Les Ndwandwe s'établirent principalement sur les contreforts de l'Ema-Gudu, surplombant le sud de la vallée du Pongolo. C'est à partir de leur nouveau domaine que les chefs ndwandwe entreprirent d'étendre progressivement leur pouvoir politique, en soumettant les unes après les autres plusieurs chefferies de moindre importance, établies dans le voisinage. Ces petits États comprenaient quelques communautés ngwane et ntungwa de la vallée du Pongolo, ainsi qu'un groupe de clans khumalo sous l'autorité de Mashobane. C'est là aussi, quand leur État s'affermit et prospéra, qu'ils prirent le nom de Ndwandwe, afin de se distinguer d'autres Nguni-Embo, dont certains s'étaient établis sur la rive nord du Pongolo, et d'autres à l'ouest de la chefferie ndwandwe[27].

L'autorité politique des souverains ndwandwe grandit énormément, à mesure qu'ils imposaient leur suzeraineté à un nombre croissant de petits États. Sous le règne de Langa II et de son fils Zwide, les frontières de l'État s'étendaient, au nord, aux deux rives du Pongolo et, vers le sud, jusqu'à la vallée du Mfolozi Noir; à l'ouest, elles atteignaient les abords de la forêt de Ngome, et à l'est, la baie de Sainte-Lucie, sur l'océan Indien[28]. Les souverains ndwandwe furent donc les premiers chefs nguni à rassembler un grand nombre de petites chefferies pour constituer un grand État. En exploitant habilement les coutumes et les pratiques anciennes et en les organisant de façon à servir des buts nouveaux, et sans hésiter à employer, au besoin, toute la force des armes, les chefs ndwandwe réussirent à créer, dans la zone du confluent Usutu-Pongolo, une puissante confédération qui levait tribut sur de nombreuses petites chefferies de la région.

26. A. T. Bryant, 1929, p. 160.
27. *Ibid.*, p. 158-161.
28. *Ibid.*, p. 160.

Zwide monta sur le trône vers 1790. Il atteignit l'apogée de sa puissance à peu près à la même époque que Dingiswayo, roi de la confédération des Mthethwa, voisine et rivale des Ndwandwe[29]. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir bâti l'essentiel de la puissante confédération ndwandwe. Il faut cependant reconnaître qu'il construisit sur les fondations jetées par son père et son grand-père, et qu'il exploita des institutions, des coutumes et des pratiques qui avaient cours un peu partout dans la région, même parmi les Sotho-Tswana vivant à l'ouest du Drakensberg.

Comme plusieurs autres États nguni de la région, le royaume ndwandwe s'appuyait beaucoup sur le déploiement de régiments militaires, recrutés à l'occasion du rite traditionnel d'initiation des garçons et des filles appartenant approximativement au même groupe d'âge. Pour les garçons, le rite antique d'initiation s'accompagnait de la circoncision. Il semble que Zwide et ses prédécesseurs aient été parmi les premiers chefs nguni à percevoir l'usage politique qui pouvait être fait de la pratique sotho-tswana de coordonner et d'organiser la circoncision, et les rites connexes d'initiation, à l'échelon de la communauté ou de la chefferie plutôt qu'au niveau des familles. Par la suite, il fut facile d'élargir le principe. Les chefs vassaux pouvaient continuer à régner sur leurs propres sujets, mais ils ne pouvaient plus organiser et présider leurs propres cérémonies d'initiation comme par le passé. Ces cérémonies étaient dorénavant organisées à partir du centre, et les jeunes gens de toutes les communautés établies sur le territoire ndwandwe étaient enrôlés comme membres de régiments nationaux correspondant à leur classe d'âge[30]. Une telle disposition était, bien entendu, de nature à faciliter ultérieurement le déploiement de ces régiments à des fins militaires.

Outre l'usage qu'ils firent de ces régiments de conscrits pour amalgamer les différentes parties de leur État « national », il semble aussi que les rois ndwandwe aient eu amplement recours aux influences magico-religieuses pour renforcer leur propre autorité et contribuer à créer le mythe d'un monarque tout-puissant et invincible. En plus de la traditionnelle cérémonie annuelle des prémices, Zwide, en particulier, s'entoura des services d'un impressionnant aréopage de sorciers et de magiciens royaux, dont la renommée servait à répandre la crainte de son pouvoir à travers nombre de chefferies à la ronde. Zwide eut aussi recours à des mariages diplomatiques pour nouer des relations avec certains États de la région, ou pour les rendre plus sereines. C'est ainsi qu'il donna sa sœur Ntombazana en mariage au roi mthethwa Dingiswayo. Ce sont peut-être des considérations du même ordre qui le poussèrent finalement à accepter que l'une de ses filles, Thandile, épouse Sobhuza, roi des Ngwane (Swazi), qui l'appelaient Lazidze, la fille de Zwide.

Zwide n'avait cependant pas la moindre intention de laisser ces mariages diplomatiques entraver ses visées expansionnistes. On le vit bien

29. *Ibid.*
30. J. D. Omer-Cooper, 1966.

lorsque Sobhuza fit valoir ses droits à l'usage des fertiles terres arables de la vallée du Pongolo. Zwide répondit en attaquant la capitale de Sobhuza, sur la frontière méridionale du Swaziland actuel[31]. L'armée ndwandwe sortit victorieuse d'une série de confrontations et expulsa les partisans de Sobhuza de la vallée du Pongolo, les repoussant vers le nord. C'est là, au milieu du massif montagneux qui est aujourd'hui sur le territoire du Swaziland, que Sobhuza (connu aussi sous le nom de Somhlolo) jeta les fondations de la nation swazi.

Les Swazi

Le groupe originel ngwane était formé d'un agglomérat de clans nguni-embo et de quelques groupes d'origine nguni-ntungwa, plus quelques clans tsonga conduits par des éléments de la lignée royale des Dlamini. Ce furent ces clans, soudés ensemble pour constituer le substrat de la société ngwane dans le district de Shiselweni, qui allaient être connus sous le nom de *bemdzabuko*, ou vrais Swazi[32]. Dans la partie centrale de l'actuel Swaziland, Sobhuza assujettit à son autorité politique plusieurs autres clans établis dans le voisinage. C'étaient, pour la plupart, des gens d'origine sotho (Pedi), mais qui s'étaient mêlés à de petites communautés de Nguni-Embo et de Ntungwa. Les communautés sotho que Sobhuza intégra dans son royaume avaient un système assez évolué de régiments constitués par classes d'âge. Pour distinguer ces nouveaux Swazi de ceux qui étaient venus du sud, on les appelait généralement *emakhandzambili* [ceux qui furent rencontrés][33].

Avant même d'être expulsé de la vallée du Pongolo, le peuple de Sobhuza avait, comme celui de Dingiswayo, adopté le système des classes d'âge. Cela facilita beaucoup l'intégration des nouvelles communautés du centre du Swaziland. Comme dans les communautés sotho, les classes d'âge swazi ne fonctionnaient sous forme de régiments militaires qu'en temps de guerre. Les jeunes des clans conquis étaient incorporés dans le système d'initiation ngwane et envoyés au combat côte à côte avec leurs conquérants, dans les mêmes régiments[34] tandis que les chefs de ces communautés sotho, loin d'être éliminés, se voyaient accorder une large autonomie pour la gestion des affaires locales. Sans doute les clans sotho occupèrent-ils, au début, une position sensiblement inférieure dans la société ngwane ; mais à mesure que le temps passait et que leur loyauté envers l'État n'était plus mise en doute, ils obtinrent le même traitement que les membres nguni de l'État swazi.

Non seulement Sobhuza allégea le joug de la sujétion sur les clans sotho qu'il avait soumis, en accordant à leurs chefs une bonne marge

31. J. S. M. Matsebula, 1972, p. 15-16 ; H. Kuper, 1947, p. 13 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 29, 49 ; A. T. Bryant, 1964.
32. J. S. M. Matsebula, 1972 ; H. Kuper, 1947, p. 14.
33. *Ibid.*
34. H. Kuper, 1947, p. 15-17 ; H. Beemer, 1937.

d'autonomie locale et en octroyant aux jeunes Sotho une grande mobilité au sein de l'armée swazi, mais il chercha aussi à consolider sa propre position et à assurer la sécurité de son nouveau royaume en maintenant des relations amicales avec ses voisins. Bien que Zwide l'eût expulsé de son ancien fief et poursuivi jusque dans l'actuel Swaziland, Sobhuza conserva des relations amicales avec les Ndwandwe et voulut cimenter cette amitié en épousant une des filles de Zwide, pour en faire sa *nkosikati* [première épouse]. Afin de se concilier les bonnes grâces de Chaka le Zulu, Sobhuza lui adressa un tribut de jeune filles, parmi lesquelles des princesses de sang royal. Bien que Chaka ait tué certaines de ces femmes lorsqu'elles furent enceintes, Sobhuza poursuivit sa politique de conciliation[35]. Cela valut à son royaume de demeurer relativement à l'abri des exactions des régiments de Chaka.

Sobhuza mourut en 1840. Son fils Mswati (Mswazi) lui succéda; c'est à ce moment que le peuple ngwane-dlamini prit le nom de Swazi. Comme son père avant lui, Mswati eut à défendre le nouvel État contre les invasions successives venues du sud, sans compter les révoltes qui éclatèrent à l'intérieur. Mswati, qui était relativement jeune à la mort de son père, eut d'abord à faire face à plusieurs tentatives qui visaient à le déposséder du pouvoir. La première fut la rébellion de Fokoti, qui trouva de nombreux appuis dans le sud du Swaziland; mais Mswati fut sauvé grâce au ralliement des régiments royaux de Malunge.

Après la rébellion de Fokoti, Mswati se mit en devoir de renforcer sa position par des mesures telles qu'une centralisation accrue des régiments constitués par classes d'âge, la création d'un réseau plus étendu de villages royaux et la réorganisation de la cérémonie de l'*incwala* [prémices] dans le sens d'un renforcement des prérogatives royales. Toutefois ces réformes n'empêchèrent pas un autre fils de Sobhuza, le régent Malambule, de se rebeller en 1846, peu après que Mswati eut subi le rite de la circoncision. Des missionnaires blancs étaient impliqués dans le soulèvement, ainsi que des agents de l'impérialisme zulu. En fin de compte, Mswati fut obligé de faire alliance avec les Boers du Transvaal pour étouffer le danger d'invasion que représentaient les forces zulu de Mpande. Le traité qui permit de délivrer les Swazi des griffes du dragon zulu fut signé le 26 juillet 1846[36].

Un personnage clef dans la défaite de l'insurrection de Malambule fut un autre frère de Mswati, Somcuba (Somquba). Son statut privilégié de premier-né de Sobhuza fut encore renforcé par le rôle qu'il joua dans la répression de l'insurrection de Malambule, ainsi que dans la négociation du traité de 1846 avec les Boers d'Ohrigstad. Vers 1849, cependant, Somcuba s'insurgea à son tour contre l'autorité de Mswati, et alla même jusqu'à tenter de fonder un État rival par « un amalgame de petits clans pai et sotho, dans la région de la rivière Crocodile »[37] et à usurper les prérogatives royales en pratiquant ses propres cérémonies d'*incwala*. En 1856, les campagnes menées

35. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 50.
36. J. S. M. Matsebula, 1972; A. T. Bryant, 1929, p. 325-328; H. Kuper, 1947, p. 19-20.
37. J. A. I. Agar-Hamilton, 1928, p. 60-61; H. Kuper, 1947, p. 20.

par Mswati contre le rebelle et les Boers de Lydenburg qui l'appuyaient aboutirent à la mort de Somcuba, à un nouveau traité de cession avec les Boers de Lydenburg et à la restauration de conditions normales d'existence dans la région[38].

La politique intérieure de Mswati fut plus heureuse que ses aventures étrangères. Il se lança dans une politique de mariages diplomatiques avec des princesses choisies parmi de nombreux lignages des communautés récemment intégrées dans la société swazi. Parallèlement, il offrait des épouses de sang royal aux chefs des divers clans et lignages. Les gens du peuple prirent rapidement ces pratiques pour modèle et, grâce à de nombreux mariages croisés, de grands changements furent introduits dans la société swazi, dont les divisions ethniques disparurent bientôt[39].

Les Mthethwa

L'éviction des Ngwane-Dlamini de la vallée du Pongolo laissait face à face, dans le pays nguni du Nord, deux rois et leurs peuples : Zwide le Ndwandwe et Dingiswayo le Mthethwa. Zwide était devenu roi des Ndwandwe vers 1790. C'est à lui que l'on peut attribuer l'édification d'un grand État ndwandwe dont la puissance s'appuyait sur le prélèvement du tribut imposé à des États vassaux ; sur l'emploi d'une armée formée de régiments constitués par classes d'âge ; sur le mythe d'un pouvoir royal sacré organisé autour de l'*incwala*, cérémonie annuelle des prémices ; et sur la maîtrise des routes commerciales vers la baie de Delagoa.

Le royaume mthethwa devint célèbre sous le règne de Dingiswayo, fils de Jobe et petit-fils de Kayi (qui est généralement considéré comme le fondateur du royaume mthethwa) [40]. Comme dans le cas des États ndwandwe, ngwane et plus tard zulu, la puissance de l'État mthethwa reposait sur le prélèvement du tribut, les razzias sur les troupeaux et une armée formée de régiments de conscrits incorporés par classes d'âge. Les Mthethwa entretenaient aussi des relations commerciales avec la baie de Delagoa.

Comme on l'a déjà vu, des régiments constitués par classes d'âge étaient généralement stationnés dans tous les principaux États nguni de la région, et la plupart de ces États paraissent avoir été influencés par les Pedi et d'autres groupes sotho du voisinage[41]. Cependant, Dingiswayo semble avoir apporté son sérieux et son imagination habituels à la réorganisation de ce qui était une pratique généralisée dans la région. Il mit fin au rite de la circoncision qui accompagnait habituellement la formation des classes d'âge, afin de supprimer les périodes de vie recluse que ces rites exigeaient. Il adopta pour son armée la formation dite « poitrail et cornes ». Il fit aussi alliance avec le

38. H. Kuper, 1947 ; G. M. Theal, 1891, vol. IV, p. 456.
39. H. Beemer, 1937.
40. T. Shepstone, 1888, vol. I, p. 160-164 ; A. T. Bryant, 1929, p. 95.
41. J. D. Omer-Cooper, 1969, p. 211-213.

royaume de Maputo, dans la baie de Delagoa. Si bien que lorsque, plus tard, il conquit et incorpora l'État de Qwabe, il fut aidé, dit-on, par des soldats armés de mousquets venus du royaume allié de Maputo; et non, comme l'a dit Fynn, par une compagnie de soldats envoyés par les Portugais[42]. Le royaume mthethwa de Dingiswayo levait tribut sur plus de trente chefferies de la région, parmi lesquelles se trouvait une petite chefferie commandée par Senzangakhona: l'État zulu. Plus tard, Chaka, fils de Senzangakhona, devint général dans l'armée de Dingiswayo.

Les Zulu

L'expansion des Mthethwa de Dingiswayo fut endiguée par Zwide et ses régiments ndwandwe. Plusieurs guerres mirent aux prises les armées rivales. En 1818, Dingiswayo fut capturé par Zwide et mis à mort. En raison du caractère personnel du règne de Dingiswayo, sa mort créa un vide à la tête des Mthethwa. Chaka, qui était vite monté dans l'estime de Dingiswayo (et était devenu, avec son aide, le chef de la petite chefferie zulu), s'engouffra aussitôt dans la brèche: il prit la place de Dingiswayo à la tête de la confédération des chefferies mthethwa. Il venait en fait d'hériter de l'« empire » mthethwa. Mais, tout comme Bismarck s'arrangea pour que l'Allemagne fût absorbée par la Prusse, Chaka « incorpora » l'empire mthethwa dans l'État zulu, de sorte que les Mthethwa firent désormais partie de la nation zulu. Il autorisa tout de même le maintien du système de gouvernement traditionnel des Mthethwa, sous la conduite d'un fils mineur de Dingiswayo et d'un régent soumis à la personne du monarque zulu, c'est-à-dire à lui-même[43]. En ce qui concerne les autres groupes, il semble que Chaka ait imposé l'intégration totale plutôt qu'une simple suzeraineté.

Au temps où il n'était que chef de l'État zulu et vassal de Dingiswayo, Chaka avait déjà commencé à réorganiser son armée selon un processus de rationalisation des institutions sociales à des fins militaires, qui allait dorénavant être poussé jusqu'à sa conclusion logique. En outre, Chaka révolutionna les techniques militaires elles-mêmes. Les longs javelots furent remplacés par une courte sagaie à large lame, beaucoup plus efficace dans le corps à corps dès que l'ennemi avait perdu ses propres javelots. Les combattants zulu se protégeaient désormais avec de hauts boucliers et ne portaient plus de sandales, afin de gagner en vitesse et en mobilité. Comme Dingiswayo avant lui, Chaka gardait sur pied de guerre une armée permanente de régiments constitués d'hommes de moins de quarante ans; mais, contrairement à Dingiswayo, il faisait cantonner ces régiments dans des casernes où ils étaient pris en charge par l'État; les hommes étaient astreints au célibat jusqu'à ce qu'ils soient libérés de leurs obligations militaires. Vivant en caserne, les

42. A. K. Smith, 1969, p. 184.
43. A. T. Bryant, 1929, p. 158-167, 202-203; E. A. Ritter, 1955, p. 113-116.

régiments de Chaka étaient bien entraînés, efficaces et toujours prêts à entrer en action[44].

L'armée de Chaka était rompue à plusieurs tactiques militaires, dont celle des « cornes de la vache » n'était que la plus spectaculaire. L'entraînement des soldats en faisait des guerriers endurcis et impitoyables avec l'ennemi. À la différence de Sobhuza ou de Dingiswayo, Chaka anéantissait souvent les élites dirigeantes des peuples conquis et s'efforçait d'incorporer complètement les groupes capturés dans le système zulu, en mettant à leur tête des membres de la famille royale zulu pour remplacer les chefs éliminés. Lorsqu'il s'agissait de groupes très nombreux, il arrivait que leurs chefs soient maintenus en place et continuent d'exercer localement leur autorité sur leur propre peuple.

C'est au cours des guerres décisives pour la domination de ce qui allait devenir le Zululand que Chaka mit au point et perfectionna quelques-unes des techniques et des tactiques auxquelles il vient d'être fait allusion. Poussé par l'ambition de se rendre maître de tous les groupes vivant sur le territoire des Nguni du Nord, Chaka entra en conflit direct avec les Ndwandwe de Zwide, qu'il vainquit au cours de deux batailles successives en 1819 et 1820[45].

La victoire de Chaka sur l'armée ndwandwe à Mhlatuze non seulement fut un désastre militaire pour Zwide lui-même, mais marqua aussi l'écroulement de l'État ndwandwe, confédération souple qui avait été créée par la subordination systématique de nombreux petits États des vallées du Mkuze et du Pongolo. Saisis de panique, des éléments de la population de l'État ndwandwe s'enfuirent vers le nord, sous la conduite d'anciens généraux de Zwide, et trouvèrent refuge dans l'actuel Mozambique. Les chefs de ces groupes résiduels étaient Soshangane, Zwangendaba et Nqaba. Quant à la masse du peuple ndwandwe, désormais bel et bien soumise, elle forma, sous l'autorité de Sikunyane, un État vassal du souverain zulu[46].

Le royaume de Gaza

Soshangane fut le premier des généraux de Zwide à se retirer, suivi d'un petit groupe de fidèles, et à s'établir en pays tsonga, non loin de la baie de Delagoa, où il semble avoir vaincu et assujetti aisément plusieurs petits groupes, tels que les Manyika, les Ndau et les Chopi, qu'il incorpora parmi ses partisans. Au Mozambique, les partisans de Soshangane étaient généralement dénommés Shangana, d'après son nom. C'est là qu'il entreprit de bâtir son propre royaume, qu'il appela Gaza. Il envoya ses régiments en expéditions dans toutes les directions pour capturer du bétail, des jeunes gens (hommes et femmes) et du grain. Solidement établie, la puissance

44. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 35-37.
45. L. Thompson, 1969*a*, p. 344 ; E. A. Ritter, 1955, p. 129-149.
46. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 57-58 ; H. Fynn, 1888, vol. I, p. 86-90.

économique du royaume de Gaza avait pour base le contrôle du commerce entre l'intérieur et les établissements côtiers des Portugais dans la baie de Delagoa[47]. Ce commerce était déjà florissant avant la formation du Gaza, la baie de Delagoa, comptoir portugais, attirant aussi les navires marchands d'autres nations étrangères, anglais et autrichiens notamment[48]. La baie de Delagoa servait surtout de débouché à l'ivoire et à d'autres produits exportés du royaume de Nyaka et des États thembe et maputo[49].

Le nouveau royaume de Gaza s'assura donc le contrôle d'un commerce qui touchait une bonne partie du Natal et atteignait même probablement les limites orientales de la colonie du Cap[50]. Mais le royaume de Gaza comptait trop sur ses expéditions militaires et sur la guerre. À partir de sa capitale de Chaimaite, sur le moyen Sabi, les régiments de Soshangane combattaient les chefferies des environs et harcelaient les États shona de l'Est. Le gros de ces attaques était dirigé contre les peuples du sud du Mozambique, notamment les Tsonga[51]. Il y eut un renforcement de l'élément nguni dans la société gaza en 1826, au moment où les hommes de Soshangane furent rejoints par des Ndwandwe en déroute, venus du nord du Zululand après la défaite de Sikunyane, le fils de Zwide, vaincu par Chaka[52].

Les communautés tsonga soumises furent incorporées dans une structure correspondant aux formes caractéristiques de l'État zulu. Le Gaza s'étendait depuis le Zambèze inférieur jusqu'au sud du Limpopo. L'autorité du roi s'appuyait sur une armée organisée en régiments enrôlés par classes d'âge et utilisant les techniques de combat de l'armée zulu. Le noyau originel des Nguni originaires du Sud formait une sorte de classe sociale supérieure désignée sous le nom de « ba-Nguni », tandis que les citoyens incorporés de fraîche date étaient appelés « ba-Tshangane ». Contrairement à nombre d'autres fondateurs d'États issus du Mfecane, Soshangane n'utilisa pas ses régiments constitués par groupes d'âge pour unifier les communautés assujetties et le noyau nguni. Selon J. D. Omer-Cooper, les hommes des groupes vassaux étaient formés en régiments distincts de ceux des Nguni, mais placés sous le commandement d'officiers « ba-nguni ». Il laisse entendre aussi que ces régiments étaient considérés comme pouvant être sacrifiés et que, sur le champ de bataille, ils étaient toujours engagés en première ligne[53].

Les Ndebele

Mzilikazi, le fondateur de l'État ndebele, était le fils de Mashobane, chef d'une petite principauté khumalo établie sur les rives du Mfolozi Noir, qui

47. A. T. Bryant, 1929, p. 313 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, chap. 4.
48. A. K. Smith, 1969, p. 176-177.
49. S. Marks, 1967*b*.
50. A. K. Smith, 1969, p. 169.
51. J. Stevenson-Hamilton, 1929, p. 169.
52. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 57.
53. J. Stevenson-Hamilton, 1929, p. 169.

payait le tribut à Zwide, le monarque ndwandwe. Né en 1796, Mzilikazi devint le chef de son peuple en 1818, lorsque Zwide fit tuer Mashobane qu'il soupçonnait de trahison. En tant que fils de la première épouse de Mashobane (qui était une fille de Zwide), Mzilikazi, l'héritier en titre, fut dûment installé à la tête de la chefferie khumalo par Zwide.

Peu de temps après la victoire de Chaka sur Zwide à la bataille du Mfolozi Blanc, Mzilikazi déserta le camp de son grand-père Zwide et fit allégeance à Chaka. Envoyé par celui-ci en expédition contre un groupe sotho voisin, en 1822, Mzilikazi défia Chaka en refusant de lui livrer le bétail capturé. Ayant alors rassemblé ses Khumalo au sommet de la colline de Ntumbane, il repoussa un régiment zulu qui avait été envoyé pour le punir. Un second régiment réussit à le déloger de sa forteresse réputée imprenable, et infligea un châtiment sévère aux régiments khumalo. Mzilikazi s'échappa à travers les montagnes du Drakensberg à la tête d'une petite troupe de quelque 200 hommes, femmes et enfants. Selon la description d'un auteur: « Ayant perdu une grande partie des femmes, des enfants et du bétail, et soutenu seulement par quelques centaines de soldats à pied dotés d'armes de poing, Mzilikazi était au seuil d'une odyssée qui allait l'amener à parcourir plus de 2 500 kilomètres en vingt ans, à travers maintes régions inconnues. »

Mzilikazi réussit à échapper aux régiments zulu lancés à sa poursuite, en se frayant un chemin à travers plusieurs petits groupes sotho du Highveld. Lors de sa traversée du Vaal, il captura du bétail, des hommes, des femmes et des enfants. Sa troupe fut aussi grossie de groupes isolés de Nguni qui avaient traversé, avant lui, le Drakensberg pour aller vivre parmi les communautés sotho du Highveld. En 1824, Mzilikazi s'établit sur les berges de l'Olifants, dans une contrée habitée principalement par les Pedi, groupe sotho-tswana qui, jusqu'en 1820, avait eu pour chef Thulare. Son établissement prit le nom d'Ekupumleni. Les campagnes militaires que Mzilikazi entreprit contre les Pedi et d'autres groupes sotho, fixés principalement dans le nord et l'est de ce qui est aujourd'hui le Transvaal, eurent pour effet non seulement d'accroître énormément l'effectif de ses troupeaux, mais encore de multiplier le nombre de ses vassaux: habitants de régions conquises, mais aussi réfugiés fuyant Chaka qu'il avait recueillis. Sur le Highveld du Transvaal, habité surtout par des communautés sotho-tswana, les Nguni de Mzilikazi étaient désignés sous le nom de Ndebele. Vers 1825, les régiments ndebele combattaient les communautés sotho-tswana sur tout le Highveld, et poussaient même à l'ouest jusqu'au Botswana oriental. En l'espace de deux ou trois ans, le royaume de Mzilikazi était devenu le plus puissant et le plus riche du Highveld.

La nouvelle de la fortune de Mzilikazi se répandit et attira des bandes d'aventuriers et de pillards comme celles que commandaient Moletsane le Taung (dont la base se trouvait sur le Vaal) ou Jan Bloem, dont les cavaliers métis, équipés d'armes à feu, harcelaient depuis quelque temps plusieurs États africains de la région de Transorangie. Ils attaquèrent les énormes stations de bétail que possédait Mzilikazi, non loin du Vaal, et prélevèrent

leur part de ses immenses troupeaux[54]. Cette situation, aggravée par les attaques occasionnelles des régiments zulu et la menace d'une attaque possible de la part de Zwangendaba et de Nqaba[55] — l'un et l'autre anciens généraux de Zwide —, incita Mzilikazi à déplacer sa capitale, en 1827, pour l'établir sur les pentes septentrionales des monts Magaliesberg, près de la source de la rivière Odi (Crocodile), c'est-à-dire au cœur du pays kwena et kgatla, dans ce qui constitue maintenant la province du Transvaal. C'est là, non loin du site de l'actuelle Pretoria, que Mzilikazi installa son nouveau quartier général, Mhlahlandlela, à partir duquel, pendant cinq à sept ans, ses régiments lancèrent des attaques systématiques contre les États kwena et kgatla du centre du Transvaal. Les régiments de Mzilikazi partaient en expéditions vers le nord au-delà du Limpopo, vers le sud au-delà du Vaal, et vers l'ouest jusqu'aux abords du désert de Kalahari. À Mhlahlandlela, Mzilikazi jeta les fondations d'une nation bien organisée autour de sa capitale et des deux agglomérations satellites de Gabeni et Nkungwini. Pourtant, le harcèlement continuait. Les Koranna en armes, commandés par Jan Bloem, renforcés par quelques régiments sotho-tswana, attaquèrent ses troupeaux en 1828, s'emparant de milliers de têtes de bétail et en massacrant beaucoup d'autres. Les régiments de Mzilikazi, qui étaient en opérations ailleurs, se lancèrent rapidement à la poursuite des pillards qui se dirigeaient vers le sud, les rattrapèrent au moment où ils quittaient le territoire ndebele, tuèrent la plupart d'entre eux et récupérèrent beaucoup de bétail. Un an plus tard, une attaque analogue menée contre ses stations de bétail par un fort parti griqua et sotho, commandé par Barend Barends, fut également repoussée. Mais Mzilikazi vivait encore dans la hantise d'une attaque zulu. En 1832, il leva le camp et partit vers l'ouest pour s'établir à Mosega sur le Marico [Madikwe]. De cette nouvelle base, il se lança à l'attaque de la plupart des groupes tswana du Transvaal occidental et de ceux qui peuplaient l'actuel Botswana, jusqu'au jour où il fut battu et chassé de Mosega par une force composite de Boers, de Tswana et de Griqua, en 1837[56].

Mzilikazi alla établir ses quartiers à Bulawayo. Ses régiments imposèrent sans grand mal son autorité aux chefferies kalanga et shona installées dans la région. La puissance des États shona avait été sapée par des batailles contre les Nguni de Zwangendaba et Nqaba. A partir de Bulawayo, les régiments ndebele lançaient des attaques fréquentes contre les Shona pour capturer leur bétail. Beaucoup de chefferies shona se soumirent et devinrent des États vassaux payant tribut, tandis que d'autres résistaient farouchement. Quelques groupes shona, en particulier ceux qui vivaient à l'est du Sabi et de l'Hunyani, ne se soumirent jamais vraiment à l'autorité des Ndebele. En revanche, les chefferies kalanga étaient trop éparpillées pour résister, et leurs habitants furent incorporés dans la société ndebele. Certains furent contraints d'émigrer vers le sud et le sud-ouest et s'établirent dans l'actuel Botswana.

54. J. D. Omer-Cooper, 1966, chap. 9 *passim*.
55. *Ibid*.
56. L. D. Ngcongco, 1982*a*.

Dans son nouveau domaine, Mzilikazi se sentait moins menacé par des ennemis puissants. Dès lors, ses efforts portèrent moins sur des expéditions militaires que sur la consolidation de son royaume. Mais comme l'État ndebele était essentiellement un État militariste et expansionniste, il lui fallait tout de même s'assurer une masse régulière de tributs sous forme de bétail, de grain, d'outils et d'armes en fer, de parures individuelles, d'articles en cuir; ou encore sous forme de main-d'œuvre et de services. Les régiments continuèrent donc leurs expéditions vers le nord et l'est, contre les communautés de langue shona et aussi contre quelques États sotho-tswana du Sud. Certains Tswana, comme les Bakaa, furent épargnés et chargés de veiller sur des troupeaux de Mzilikazi[57]. En 1842, cependant, le roi ngwato Sekgoma défit un régiment d'envahisseurs ndebele. L'année suivante, les collecteurs de tributs de Mzilikazi furent tués par les Ngwato[58]. Son ardeur militaire était-elle émoussée, ou bien considéra-t-il qu'il n'était pas indispensable de réagir sur-le-champ? Toujours est-il que, fait surprenant, il attendit vingt ans avant de punir les Ngwato de cette insulte.

Mzilikazi se montra en tout cas plus avide de vengeance après sa défaite sur le Zambèze devant les Kololo de Sebetwane, en 1839. Il envoya contre eux deux puissantes expéditions, l'une en 1845, et l'autre cinq ans plus tard. Mais, comme l'une et l'autre tournèrent au désastre, il renonça à toute nouvelle entreprise à l'encontre d'un si redoutable ennemi. En revanche, en 1847, les Ndebele furent surpris par l'incursion d'un commando boer commandé par Hendrik Potgieter et soutenu par des auxiliaires pedi. L'expédition fut un échec complet. Comme il l'avait fait contre les bandes griqua et koranna une vingtaine d'années plus tôt, Mzilikazi détacha un régiment à la poursuite du commando qui avait réussi à faire main basse sur des milliers de têtes de bétail ndebele. Le régiment d'élite zwangendaba rattrapa les pillards à leur campement de nuit, massacra les gardes pedi et reprit possession du bétail.

À partir de 1850, une décennie entière s'écoula sans que Mzilikazi se lançât dans une guerre importante. Désireux de nouer de bonnes relations avec les Européens, il signa avec les Boers, en 1852, un traité qui leur permettait de chasser sur son territoire. Il reçut aussi trois fois — en 1854, 1857 et 1860 — la visite du missionnaire Robert Moffat[59]. Ces visites préparèrent l'entrée des Européens dans le royaume ndebele. Moffat obtint de Mzilikazi la permission, pour les missionnaires, de déployer leurs activités dans son pays[60]. À partir de ce moment, les Européens commencèrent à pénétrer en nombre croissant dans le royaume ndebele. C'étaient des chasseurs, des marchands et des missionnaires, tous précurseurs de Cecil J. Rhodes et de la British South Africa Company[61]. Le mouvement s'accentua à partir de 1867, quand les Européens apprirent l'existence d'anciennes mines d'or de Tati en

57. A. Sillery, 1952, p. 118.
58. R. K. Rasmussen, 1977, p. 35; A. Sillery (1952, p. 118) date cet incident de 1938.
59. R. Moffat, 1945, vol. I, p. 225.
60. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 153.
61. *Ibid.*, p. 152.

pays kalanga[62]. À cette époque, Mzilikazi était déjà très malade. Il mourut au début du mois de septembre 1868.

Le royaume ndebele était un État militariste. Son établissement dans ce qui est aujourd'hui le Zimbabwe marqua l'épanouissement d'un système politique qui avait lentement mûri au Transvaal. Pour bâtir son royaume, Mzilikazi reprit certains des traits de l'Empire zulu, dont sa propre principauté khumalo n'avait été qu'un élément mineur. Il se servit des régiments constitués par classes d'âge comme principal instrument pour intégrer les populations conquises et pour amalgamer les couches sociales qui s'étaient peu à peu constituées dans la société ndebele au nord du Limpopo.

Après 1840, ces couches sociales étaient au nombre de trois. La première était constituée par les groupes de parents des premiers compagnons de Mzilikazi, originaires de la région du Natal-Zululand, et de ceux qui s'étaient joints à eux au sud du Vaal. On les appelait les Zansi. Le deuxième groupe, par ordre de prestige décroissant, se composait des gens qui avaient été incorporés au cours des pérégrinations au nord du Vaal. On les appelait les E-Nhla. Enfin, le bas de la hiérarchie était occupé par le groupe des Hole, constitué par les populations conquises au nord du Limpopo[63]. Le prestige qui s'attachait à la position sociale des Zansi incitait les autres groupes à s'efforcer d'imiter leur mode de vie, de parler leur langue et d'adopter leur culture. Les mariages entre personnes de classes sociales différentes étaient vus d'un mauvais œil[64]. Cependant, les individus qui parvenaient à s'exprimer avec aisance en sindebele et qui se distinguaient à la guerre échappaient à l'ostracisme social et pouvaient même s'élever dans la hiérarchie militaire. Le système des régiments constitués par classes d'âge avait pour effet de brasser ces classes sociales et de faciliter une intégration plus rapide des jeunes gens des pays conquis. Il permettait d'imprégner ces jeunes gens des coutumes ndebele, de la langue sindebele et de la fidélité à Mzilikazi.

De par sa position, le roi jouait un rôle capital dans le dispositif qui reliait entre eux ces différents groupes de sujets. Cela apparaissait notamment dans la cérémonie annuelle de l'*incwala*. Plus que tout autre rite, cette cérémonie mettait en évidence le rôle primordial de la personne du roi dans la vie de la nation. Selon l'analyse qu'en fait un anthropologue, la cérémonie des prémices ritualisait la fonction royale et servait à protéger la communauté tout entière, « en apaisant les forces mauvaises qui auraient pu nuire à son chef et en consolidant, autour de lui, l'unité politique de la nation »[65]. La cérémonie réunissait tous les sujets du roi et avait lieu dans sa capitale[66]. Étant en principe propriétaire de tout le bétail du royaume ndebele, Mzilikazi était en mesure de donner ou de refuser à ses sujets les moyens de contracter

62. L. Thompson, 1969*b*, p. 446.
63. A. J. B. Hughes, 1956.
64. *Ibid*.
65. H. Kuper, cité dans T. R. H. Davenport, 1978, p. 45.
66. R. K. Rasmussen, 1977.

mariage. Outre le troupeau national, Mzilikazi était le gardien de toutes les jeunes filles capturées. Autrement dit, il était maître à la fois de la capacité de production économique et du potentiel de reproduction biologique de ses sujets. Lui-même se lia par mariage à un grand nombre de ses sujets.

Du fait que le royaume ndebele était un État fondé sur la conquête, l'organisation de sa nombreuse armée recoupait, en partie, l'organisation politique et administrative de l'État, et même avait tendance à prendre le pas sur elle. Cette armée, forte de quelque 20 000 hommes dans les dernières années du règne de Mzilikazi, était divisée en régiments, ayant chacun à sa tête un *induna*. Les *induna* étaient eux-mêmes coiffés par quatre *induna* divisionnaires, tous subordonnés à Mzilikazi, qui trônait au sommet de l'édifice.

Presque tous les hommes adultes faisaient partie de l'armée et appartenaient, par conséquent, à un régiment. Ces régiments étaient établis dans des villes de garnison. Les militaires mariés étaient autorisés à vivre dans la ville de garnison avec leurs femmes et leurs serviteurs. Ils constituaient une sorte de force de réserve qui pouvait être appelée au combat en cas d'urgence. Les fils étaient enrôlés dans le même régiment que leurs pères. Ainsi, au lieu que les jeunes appartenant à toutes les communautés de l'État soient incorporés dans un même régiment (comme c'était le cas parmi les Sotho-Tswana), l'appartenance à une ville de garnison devenait héréditaire. De temps à autre, quand l'accroissement de la population le justifiait, Mzilikazi choisissait des jeunes gens dans diverses villes de garnison pour former un nouveau régiment placé sous le commandement de son propre *induna*, lequel recevait l'autorisation de bâtir une nouvelle ville. Chaque ville de garnison se trouvait sous la double responsabilité de l'*induna* de son régiment et d'une des épouses de Mzilikazi.

Si le système régimentaire fonctionnait de cette manière en vue de l'intégration des jeunes, les habitants des pays conquis ne vivaient pas tous dans des villes de garnison. Il y avait, dans le royaume ndebele, des villages ordinaires dont les habitants continuaient à vivre selon leurs coutumes. Mais ces villages étaient en général rattachés aux villes de garnison.

En définitive, dans le royaume ndebele, Mzilikazi lui-même concentrait sur sa personne la totalité du pouvoir politique. Il nommait tous les *induna* et tous les chefs de village, et il recevait d'eux des rapports détaillés. Mzilikazi se rendait souvent dans les différentes villes de garnison et faisait inopinément des visites d'inspection dans les villes satellites. Dans un laps de temps relativement court, il était arrivé à bâtir un royaume solidement implanté dans lequel les peuples conquis — dont certains étaient associés à l'État plus qu'ils n'en faisaient réellement partie — avaient adopté la langue et la culture ndebele. Inversement, les Ndebele étaient devenus des adeptes de la religion shona mwari/mlimo, dont les prêtres rendaient des oracles et pratiquaient le spiritisme[67].

67. *Ibid.*; A. J. Wills, 1967, p. 155.

Les Sotho

Le royaume de Lesotho est un autre État qui naquit du bouillonnement du Mfecane. Il se constitua à partir d'une constellation de petites communautés autonomes de langue sotho, qui étaient largement éparpillées sur les plaines s'étendant au nord et à l'ouest de la chaîne du Drakensberg. La plupart de ces communautés comprenaient plusieurs clans et lignages appartenant aux groupes kwena et fokeng des sociétés sotho-tswana.

Les guerres meurtrières déclenchées par les campagnes des Hlubi et des Ngwane contre ces communautés de langue sotho du Highveld transorangien fournirent à Moshoeshoe une bonne occasion d'exercer ses talents de chef et d'organisateur. Moshoeshoe était le fils du chef relativement obscur du petit clan mokoteli, branche mineure d'une des chefferies kwena de la région. La tradition attribue certaines des réalisations de Moshoeshoe à la tutelle et à l'influence d'un éminent « roi philosophe » du monde sotho, Mohlomi, roi des Monaheng, autre branche de la confédération kwena des chefferies du Highveld. La sagesse de Mohlomi et sa réputation de faiseur de pluie lui avaient acquis un immense respect parmi les États de langue sotho de Transorangie. Les voyages fréquents qu'il faisait parmi eux et les nombreux mariages diplomatiques qu'il contracta avec des filles de chefs auraient, au dire de certains, préparé le terrain pour l'unification de ces États qui allait être accomplie par Moshoeshoe[68].

Il ne faudrait cependant pas exagérer l'influence du sage Mohlomi sur le caractère et les succès de Moshoeshoe. Celui-ci était lui-même doué d'incontestables qualités de chef. S'étant signalé d'abord par les initiatives qu'il prit parmi les camarades de son âge durant l'initiation, il fit amplement la preuve de ces qualités au moment où les incursions des Hlubi et des Ngwane entraînèrent l'effondrement général de la plupart des chefferies sotho de Transorangie[69]. Au début de sa carrière, Moshoeshoe prit conscience des possibilités défensives qu'offraient les montagnes tabulaires. Il aménagea donc en forteresse pour lui-même, sa famille et quelques compagnons une de ces montagnes, le mont Butha-Buthe, et fortifia les étroits défilés donnant accès au sommet avec des murs de pierres et des postes de guet situés en des points clés[70].

À partir de cette base, Moshoeshoe put lancer des raids contre quelques-uns de ses voisins aussi bien que défendre les siens contre les Tlookwa de Mma-Nthatisi qu'il vainquit à la « bataille des pots ». Mais, lorsque les Tlookwa revinrent en 1824 et firent le siège prolongé du mont Butha-Buthe, ils faillirent bien triompher de la résistance opiniâtre de Moshoeshoe et des siens. À bout de forces et de vivres, ceux-ci furent sauvés par l'apparition d'une armée ngwane[71] qui attaqua les Tlookwa, ce qui les força à lever le siège. Plus tard cette année-là, Moshoeshoe fit mouvement vers le sud avec

68. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 99; D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912.
69. L. Thompson, 1969*b*, p. 399.
70. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 100-101.
71. *Ibid*., p. 101.

les siens, à travers une région infestée de cannibales[72], pour s'établir sur une nouvelle montagne qui avait été préalablement repérée par ses éclaireurs. Cette nouvelle forteresse de montagne, Thaba Bosiu, surplombant le cours du Petit Caledon, était plus facile à défendre. Moshoeshoe, son père et quelques-uns de ses proches compagnons bâtirent leurs demeures sur le sommet plat de cette montagne tabulaire d'environ 500 hectares, couvert de bonne herbe et amplement pourvu en eau par des sources pérennes[73]. Un travail considérable fut accompli pour fortifier les diverses approches de Thaba Bosiu[74].

Se sentant en sécurité sur sa montagne quasiment imprenable, Moshoeshoe se mit en devoir de bâtir une nouvelle nation à partir de ce qui restait de plusieurs peuples réduits en miettes. Il vint rapidement à bout de None, le chef des Bamantsane, qu'il trouva installé sur les terres entourant Thaba Bosiu. Entre-temps, plusieurs groupes sotho et nguni étaient venus rejoindre Moshoeshoe et se mettre sous sa protection. Il plaça certains de ces groupes sous la responsabilité de ses frères et, plus tard, aussi de ses fils. En ce qui concerne des groupes plus importants comme les Phuting de Moorosi, les Taung de Moletsane et les Rolong de Moroka, il toléra la survivance du pouvoir local exercé par leurs chefs traditionnels, à condition qu'ils reconnaissent son autorité de chef suprême.

Pour écarter la menace de ses puissants et dangereux voisins, Moshoeshoe recourut à la tactique consistant à cultiver leur amitié en leur adressant un tribut. Ainsi se garda-t-il des attaques des Ngwane-Ama en payant régulièrement un tribut à Matiwane. À la même époque, il envoya à Chaka un tribut de plumes de grue de paradis. Finalement, les Sotho commencèrent à s'inquiéter sérieusement du risque de voir les Ngwane rester indéfiniment dans leur voisinage. À l'instigation de Moshoeshoe, les Ngwane furent donc attaqués par une armée zulu en 1827 et rudement malmenés, sans pour autant être chassés de la région de Transorangie. À titre de représailles, les Ngwane de Matiwane attaquèrent Moshoeshoe sur son bastion montagneux de Thaba Bosiu en juillet 1827 ; mais ils furent battus et repoussés[75]. La défaite des Ngwane de Matiwane très redoutés répandit au loin la réputation de Moshoeshoe. La plupart des Ngwane se dirigèrent vers l'actuel Transkei et furent vaincus à Mbolompo. De nouveaux groupes de peuples décimés affluaient auprès de Moshoeshoe. Sa victoire sur les Ngwane avait démontré la sagesse de son choix de Thaba Bosiu comme capitale.

Pour ajouter encore à sa réputation, Moshoeshoe lança ses troupes dans une opération conjointe avec les Taung de Moletsane contre les Thembu, pour s'emparer de leur bétail. Une contre-attaque victorieuse permit aussi à Moshoeshoe de repousser une invasion des régiments de Sikonyela, et de mettre fin de la sorte pour un bon moment aux actions de harcèlement

72. D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912, p. 146.
73. L. Thompson, 1969*b*, p. 399.
74. G. Tylden, 1950, p. 5 ; D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912, p. 147.
75. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 102.

des Tlookwa. La capitale que Moshoeshoe avait édifiée sur les hauteurs eut l'occasion de démontrer sa puissance lorsque des régiments ndebele pénétrèrent en Transorangie pour une expédition punitive contre Moletsane et ses Taung[76]. L'armée ndebele pénétra au Lesotho et tenta de prendre d'assaut Thaba Bosiu. Elle fut repoussée et forcée de se retirer. En diplomate consommé, Moshoeshoe dépêcha auprès de l'armée en retraite un petit troupeau de bêtes de boucherie comme présent et gage de paix, se déclarant convaincu que c'était la faim qui les avait poussés à l'attaquer. Les Ndebele s'en allèrent, emplis d'un immense respect pour le grand roi de la montagne, et ne revinrent plus jamais le combattre[77]. La nouvelle du succès de la tactique défensive utilisée par Moshoeshoe contre un ennemi aussi redoutable que les Ndebele se répandit dans tout le monde sotho, où elle accrut immensément son prestige. Ce succès fournissait aussi une illustration limpide de sa stratégie défensive, consistant à combattre, si nécessaire, ses puissants ennemis et à se les concilier chaque fois qu'il le pouvait[78].

À peine le danger ndebele écarté, le royaume de Moshoeshoe eut à faire face à un nouveau fléau, sous la forme d'une série d'attaques menées contre les villages sotho par des bandes de cavaliers armés. Ces bandits griqua et koranna avaient lancé leur premier raid contre les Sotho au début de 1830. Leurs assauts se multipliaient et se faisaient plus alarmants. L'état de guerre perpétuel en Transorangie avait affaibli et appauvri la plupart des États de la région. Le royaume de Moshoeshoe était une exception remarquable, en particulier du fait des nombreux troupeaux que possédaient les Sotho. Les pillards griqua et koranna s'abattaient sur les villages et les troupeaux à la vitesse de l'éclair. Ils attaquaient en petites escouades mais, se déplaçant à cheval, avaient l'avantage d'une grande mobilité. Ils étaient aussi armés de mousquets qui portaient plus loin que n'importe quelle espèce d'arme de jet. Bons tireurs, ils étaient des spécialistes de l'attaque par surprise. Les Sotho répondirent en préparant des contre-embuscades et des raids de nuit contre leurs campements, tuant les hommes et s'emparant des chevaux et des fusils. Au bout d'un certain temps, les Sotho se mirent à élever une race de cheval local, le « poney sotho », et se transformèrent en « une nation de fusiliers montés »[79]. Ce fut un grand pas en avant dans la défense de la nation en voie d'édification.

Par l'intermédiaire d'un Griqua chrétien, Adam Krotz, Moshoeshoe entra en contact avec des missionnaires blancs. En 1833, il envoya du bétail à la mission de Philippolis « pour acheter missionnaire ». Sa demande se trouva coïncider avec l'arrivée d'un petit groupe de missionnaires français dont les espoirs de se mettre à l'œuvre parmi les Hurutshe étaient contrecarrés par les nouvelles concernant les attaques répétées que menait Mzilikazi contre eux et d'autres peuples tswana des environs[80]. Ces missionnaires français

76. E. Casalis, 1861, p. 22-24 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 400.
77. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 103 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 400.
78. G. Tylden, 1950, p. 8-10 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 400.
79. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 104.
80. *Ibid*.

furent persuadés que c'était la Providence qui les instruisait de commencer plutôt leur apostolat parmi les Sotho de Moshoeshoe. Celui-ci les installa à Makhoarane, que les missionnaires baptisèrent Morija. D'autres missions furent ouvertes peu après à Beersheba et Mekuatling. L'introduction des missionnaires dans le royaume sotho faisait partie d'un plan défensif. Ils étaient censés aider Moshoeshoe à défendre son royaume en l'entourant des meilleurs conseils, en l'aidant à se procurer des armes à feu et à entrer en contact avec de puissants États blancs avec lesquels Moshoeshoe pensait pouvoir nouer des liens d'amitié et d'alliance.

La technique utilisée par Moshoeshoe pour édifier une nation ne tarda pas à porter ses fruits : plusieurs groupes chassés de la région où ils vivaient par les bouleversements du Mfecane s'agglomérèrent à son royaume. Les Tlaping, conduits par Lepui, vinrent s'établir auprès des missionnaires français à la mission de Béthulie. En 1836, les Taung de Moletsane s'en vinrent vivre à Beersheba, avant de repartir deux ans plus tard pour Mekuatling ; en 1833, les Rolong de Moroka furent autorisés à s'établir à Thaba Nchu avec leurs missionnaires wesleyens. Par la suite, des immigrants thembu, fuyant les rigueurs de la sixième guerre cafre, vinrent se placer sous la protection de Moshoeshoe.

L'empiétement des Boers sur le territoire occupé par les Sotho, qui était allé croissant au cours des années 1830, atteignit son comble après 1836, année de l'exode boer que l'on qualifie communément de « Grand Trek ». De nombreux heurts s'ensuivirent entre les intrus boers et les paysans sotho dépossédés. Certains des conflits éclatèrent à propos de la possession du sol, d'autres étaient causés par des revendications relatives à du bétail volé et par des litiges pour des questions de travail. Devant la fréquence et la violence croissante de ces conflits, le Gouvernement britannique se vit contraint d'intervenir mais, après deux tentatives de règlement infructueuses[81], il jeta l'éponge en reconnaissant une république boer indépendante au cœur du pays de Moshoeshoe. Doublant d'un affront l'injustice commise, la Convention de Bloemfontein, par laquelle la Grande-Bretagne légitimait l'expropriation du territoire sotho au bénéfice des Boers, comprenait parmi ses dispositions un article qui interdisait la vente des armes et des munitions aux Sotho et autres États noirs, tandis que les Boers avaient, eux, toute latitude de s'armer.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'État libre d'Orange se soit lancé dans une politique étrangère agressivement expansionniste qui menaçait de défaire toute l'œuvre de Moshoeshoe et, dans son effort frénétique pour s'ouvrir une fenêtre sur la mer à Port Saint Johns[82], d'annihiler le royaume de Lesotho lui-même. Le Lesotho dut mener deux guerres, en 1858 et 1865, contre l'État libre d'Orange, avant que ses destinées ne soient prises en charge, au nom du Gouvernement britannique, par le gouverneur Wodehouse.

81. Les tentatives en question furent le Système des traités (Treaty System) de 1843-1845, dans le cadre duquel un traité fut signé avec Moshoeshoe, en 1845, et la création en 1848 d'une enclave boer sous administration britannique dénommée « Orange River Sovereignty ».
82. G. Tylden, 1950 ; D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912, p. 306.

La requête que fit Moshoeshoe en vue de l'annexion de son pays par le gouvernement de Sa Majesté britannique était une action défensive visant à préserver la nation qu'il avait tant travaillé à créer et à empêcher l'incorporation de son royaume dans la république boer de l'État libre d'Orange. Lorsque Moshoeshoe mourut, en mars 1870, il avait non seulement sauvé son royaume de la désintégration, mais aussi jeté les bases d'un État indépendant qui a survécu jusqu'à nos jours.

Les Kololo

Les Kololo étaient des Fokeng de la branche patsa. Avant le déclenchement du Mfecane, ils vivaient aux abords du massif de Kurutlele, sur la rive gauche du Vet [Tikoane]. Ils avaient pour voisins les Taung de Moletsane[83]. Une attaque subite lancée contre eux par les Tlookwa de Mma-Nthatisi et la capture de la plus grande partie de leurs troupeaux firent de ces Fokeng Patsa des déracinés. Réduits à la misère, ils cherchèrent à s'enfuir en traversant le Vaal et furent rejoints par un groupe plus fourni de Fokeng qui augmenta leur nombre[84]. De nombreuses petites communautés sotho, fuyant les guerres des Hlubi et des Ngwane, avaient en effet traversé le Vaal et quitté la région de Transorangie. Sebetwane, un prince de la maison patsa, prit le commandement de l'ensemble du groupe fokeng.

Sebetwane et ses compagnons errèrent longuement en quête d'un nouveau territoire et de bétail pour remplacer leurs troupeaux perdus. Leurs pérégrinations les menèrent à l'ouest, vers le pays des Tlaping. Dans cette région, ils firent la rencontre de deux autres groupes de déracinés réduits à l'errance, les Phuting et les Hlakoana. Après une première escarmouche entre les Fokeng et les Phuting, les trois groupes décidèrent de réunir leurs forces pour lancer une attaque conjointe contre Dithakong, la capitale tlaping, le 26 juin 1823[85]. Robert Moffat, un agent de la London Missionary Society qui résidait à Kuruman parmi les Tlaping, obtint de l'aide auprès des capitaines griqua acquis aux missionnaires de Griquatown et d'autres chefs métis établis dans des agglomérations voisines. Une force d'une centaine de cavaliers armés de fusils fut rapidement rassemblée et envoyée en renfort pour défendre Dithakong.

Le jour de la bataille, les envahisseurs essuyèrent une lourde défaite et furent repoussés en subissant des pertes sanglantes, mis en fuite par les fusils des cavaliers griqua[86]. Après la défaite désastreuse de Dithakong, la horde disparate se dissocia. Les Phuthing et les Hlakoana se dirigèrent vers l'est[87], tandis que Sebetwane conduisait ses partisans, rebaptisés Makololo, vers le nord, à travers le pays des Rolong.

83. E. W. Smith, 1956, p. 50.
84. Ce groupe de Fokeng avait auparavant été attaqué par les Taung de Moletsane et dépouillé de ses troupeaux, voir D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912.
85. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 94; E. W. Smith, 1956, p. 52-53.
86. R. Moffat et M. Moffat, 1951, p. 87-88, 91-97.
87. S. Broadbent, 1865, p. 128-133.

Dans ses campagnes contre les divers éléments du peuple rolong, Sebetwane fit, dit-on, cause commune avec ce vieux bandit de Moletsane, chef des Taung[88]. Ils poussèrent leurs incursions jusqu'en pays hurutshe, où ils mirent à sac et détruisirent la capitale Kaditshwene (Kureechane), dispersèrent ses habitants et assassinèrent le régent Diutlwileng. Ensuite, les deux alliés combattirent les Kgatla-Kgafela près du confluent de l'Api et du Crocodile[89]; mais leur activité belliqueuse dans cette région leur valut d'être attaqués par l'armée de Mzilikazi, probablement parce qu'ils avaient empiété sur ce que les Ndebele considéraient comme leur propre théâtre d'opérations[90]. Sebetwane et Moletsane se séparèrent alors, ce dernier poussant au sud vers Matlwase (Makassie)[91].

Sur ces entrefaites, les Makololo s'en furent attaquer à Borithe la fraction la plus importante du royaume divisé des Kwena, sur laquelle régnait Moruak-gomo. (Les Kwena avaient en effet été affaiblis par des luttes de succession qui les avaient divisés en trois tronçons[92].) Après quoi, Sebetwane se tourna vers les Ngwaketse, qui formaient le plus puissant des États tswana de la région. Il les vainquit à Iosabanyana en 1824, dans une bataille où fut tué leur vieux guerrier, le roi Makaba IL Sebetwane fondit une fois de plus sur les Kwena, réduisit les ultimes poches de résistance qu'opposaient les places fortes du Dithejwane, et captura de nombreuses têtes de bétail. Il s'établit alors à Dithubaruba, l'ancienne capitale kwena, pour ce qui devait, semble-t-il, être un séjour sinon permanent, du moins prolongé. Mais l'année suivante, en 1826, une attaque surprise exécutée avec maestria par le roi ngwaketse Sebego, fils du défunt roi Makaba II, eut raison de Sebetwane et le délogea des collines du Dithejwane où il abandonna de nombreux morts et presque tout le bétail que possédaient les Kololo[93].

Une fois de plus, Sebetwane et ses Kololo réduits à la misère durent se remettre en route. Montant au nord, ils se heurtèrent par deux fois aux Ngwato de Kgari, les vainquirent et les soulagèrent de la quasi-totalité de leur bétail. Mais, en voulant se rendre au lac Ngami, ils se perdirent dans le désert et y laissèrent une grande partie du bétail des Ngwato[94]. Cependant, une fois arrivés en pays tawana, non loin du lac Ngami, ils n'eurent aucun mal à triompher de ses habitants et à les déposséder de leurs troupeaux[95].

Sebetwane entreprit alors de traverser le désert de Kalahari pour atteindre la côte ouest. Vaincu par les rigueurs du désert et par la résistance acharnée de ses habitants[96], il se vit forcé de revenir vers le lac Ngami. Poussant au nord, il engagea une fois de plus le combat avec les Tawana, remporta la

88. J. D. Omer-Cooper, 1966.
89. *Ibid*., p. 116; D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912, p. 308.
90. D. Livingstone, 1857, p. 85.
91. S. Broadbent, 1865, p. 128-133.
92. A. Sillery, 1954.
93. A. G. Bain, 1949, p. 51-71.
94. D. Livingstone, 1857, p. 85.
95. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 119; D. F. Ellenberger et J. MacGregor, 1912, p. 310.
96. D. Livingstone, 1857, p. 163-173.

victoire s'empara de leur nouvelle ville et prit possession du gouvernement. Les Tawana devaient par la suite retourner dans leur territoire d'origine, près du lac Ngami[97]. Au terme d'un voyage difficile, les Ḳololo s'établirent, quant à eux, près du confluent du Zambèze et de la Kafue. À peine s'étaient-ils installés qu'il leur fallut repousser les incursions de régiments nguni. L'une avait à sa tête Nqaba, le chef des Nguni-Msene. Les deux autres étaient le fait des Ndebele de Mzilikazi, eux aussi en quête d'un nouveau havre le long du Zambèze.

Sebetwane et ses Kololo réussirent à repousser toutes ces incursions. Mais la voix de l'expérience les incita à aller s'établir plus à l'ouest, sur le plateau de la Kafue. Comme dans le cas des Kwena, au pays des Tswana, le triomphe de Sebetwane sur les Lozi fut facilité par la guerre civile qui faisait rage dans ce royaume, par suite d'un litige de succession. Sebetwane se rendit maître de la plupart des Lozi, à l'exception d'un petit groupe qui s'enfuit en exil, sous la conduite de quelques membres de la famille royale[98].

Ayant réussi à se débarrasser de la menace des Ndebele, Sebetwane se mit en devoir de consolider son nouveau royaume. Les prouesses militaires dont il avait fait preuve en repoussant les invasions des Nguni, et en particulier celles des Ndebele, avaient énormément accru son prestige ; aux yeux de nombreuses communautés de la région, il faisait désormais figure de chef qui méritait qu'on le suive.

Le règne de Sebetwane apporta la prospérité à l'État kololo. Sebetwane prit en main avec imagination et vigueur la tâche d'édification de l'unité nationale. Il montra le chemin de l'unité en choisissant des épouses parmi les Lozi et d'autres peuples conquis, et en encourageant ses proches compagnons kololo à en faire autant. Sebetwane aimait à répéter que tous les sujets de son royaume étaient les enfants du roi. Il maintint dans leurs fonctions de nombreux chefs lozi, et il remplaça les princes qui s'étaient enfuis par des fonctionnaires lozi. Quelques chefs lozi furent cooptés dans le conseil de Sebetwane, qui les consultait régulièrement[99].

Sebetwane n'imposa l'initiation par groupes d'âge ni aux Lozi ni aux autres peuples qu'il avait conquis. En revanche, il veilla à ce que la langue kololo soit parlée dans tout son royaume. Il respecta le système politique lozi et ne le remplaça pas, mais lui permit, autant que possible, de coexister avec le nouveau système kololo jusqu'à ce que les deux, en s'interpénétrant, finissent par fusionner. Néanmoins, sur le plan politique et social, les Kololo constituaient l'aristocratie régnante. Sebetwane inaugura un système original d'administration locale, dans lequel les villages étaient regroupés dans le cadre de « provinces » ou, au minimum, de « districts ». Des fonctionnaires kololo étaient placés à la tête de ces unités administratives et chargés, entre autres devoirs, de la collecte du tribut parmi les sujets du roi. Ce dernier s'en appropriait une partie et distribuait le reste. Dans chaque

97. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 119.
98. *Ibid.*, p. 121.
99. D. E. Needham, 1974.

village, Sebetwane plaça au moins deux familles kololo comme seigneurs de la terre[100].

Contrairement à la tradition et à la religion lozi qui exigeait du roi qu'il vive séparé du peuple, Sebetwane se voulut, quant à lui, accessible à tous ses sujets, quel que fût leur statut social, politique ou économique. De la sorte, non seulement il apparut bel et bien comme le père de tout son peuple, mais il changea en outre fondamentalement le caractère de la monarchie lozi. À sa mort, en juillet 1851, la plupart de ses sujets, y compris les Lozi, en étaient venus à se considérer comme des Kololo. Sekeletu lui succéda sur le trône.

Les membres de la famille royale Lozi qui, comme Masiku et Sipopa, s'étaient enfuis en amont de la rivière Leambye au moment où Sebetwane avait conquis l'État lozi se bornaient à maintenir là une sorte de gouvernement en exil en faisant de leur mieux pour entretenir la flamme du « nationalisme » lozi. Le joug implacable du règne de Sekeletu eut cependant pour effet d'attiser le feu qui couvait sous la cendre et de le transformer bientôt en un furieux brasier. Sa mort, en 1864, et la cruauté encore plus grande de ses successeurs donnèrent le signal de la rébellion des Lozi. Sipopa prit, pour marcher contre les Kololo, la tête d'une armée dont de nombreux habitants de la plaine et du plateau Toka vinrent grossir les rangs. Les Kololo furent vaincus et leur domination jetée à bas. Ce fut la restauration de la dynastie lozi[101].

Au cours de ses voyages jusqu'en Angola et de sa descente du Zambèze, Livingstone avait recruté des porteurs kololo. Quand, en 1860, il repassa par leur pays natal, il les ramenait pour la plupart avec lui, à l'exception d'une quinzaine qu'il avait laissés dans la vallée du Shire, où ils s'étaient mariés et désiraient construire leur foyer. Ces jeunes hommes possédaient des fusils ; ils avaient aussi acquis une grande expérience des méthodes d'organisation militaire et politique des Kololo, et ils se montraient en général très fiers des réussites de l'État kololo. Ils organisèrent les peuples manganja de la vallée du Shire en plusieurs villages palissades dont ils s'instituèrent les chefs. À cette époque, les Manganja étaient victimes de razzias cruelles et dévastatrices de la part de marchands d'esclaves. Ces chefferies kololo défendirent les Manganja contre les trafiquants d'esclaves nguni, yao et portugais. Plus tard, les villages furent groupés en deux royaumes dont les souverains étaient Molokwa et Kasisi, les plus capables de ces chefs. Ceux-ci mirent en place d'autres chefs kololo aux points stratégiques de la vallée. Ils firent bon accueil à la mission de Livingstone et coopérèrent avec elle. Les Kololo finirent par entretenir des relations cordiales avec les Yao ; mais les Nguni continuèrent à leur créer des difficultés. Ces chefs kololo de la vallée du Shire conservèrent leur influence, en dépit des violents harcèlements des Nguni, jusqu'au moment où eut lieu la partition coloniale, dans les années 1890.

100. *Ibid.*
101. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 124.

Les États nguni transzambéziens

Après la défaite des Ndwandwe à la bataille de Mhlatuze, les éclats de cette confédération furent dispersés dans toutes les directions. Zwangendaba et Nqaba (Nxaba) conduisirent les Nguni qui les suivaient dans le sud du Mozambique, non loin de la baie de Delagoa, où Soshangane les avait précédés et était en train d'établir son royaume. Au terme d'une lutte à trois pour la suprématie, Soshangane prit successivement l'avantage sur Zwangendaba et sur Nqaba, les forçant à quitter la région. Puis il consolida l'organisation de son royaume aux dépens des autochtones tsonga.

Zwangendaba, suivi de ses Nguni-Jere, traversa le Limpopo et s'enfonça en pays rozwi, s'attaquant à la plupart des États shona de la région et détruisant au passage l'Empire changamire. Non loin de l'emplacement actuel de Bulawayo, à Thaba Zika Mambo, les régiments de Zwangendaba prirent à partie l'armée rozwi, la défirent au combat et tuèrent le dernier des Mambo, Chirisamhuru. Zwangendaba entraîna alors ses régiments de l'autre côté du Zambèze, en pays nsenga. Ils traversèrent le fleuve près de Zumbo le 20 novembre 1835[102].

Progressant vers le nord, à l'ouest du lac Malawi, les Nguni de Zwangendaba livrèrent nombre de batailles contre les communautés chewa et tumbuka, faisant de nombreux prisonniers et séjournant quelques années ici et là, avant de repartir. Ils poursuivirent leur marche vers le nord, jusqu'au moment où ils atteignirent Mapupo sur le plateau de Fipa, situé entre l'extrémité nord du lac Malawi et la pointe sud du lac Tanganyika[103]. Les effectifs de leur troupe s'étaient énormément renforcés par l'adjonction des nombreuses recrues que leur avaient fournies tous ceux qu'ils avaient vaincus au cours de leur longue marche.

Après la mort de Zwangendaba, vers 1848, ses Nguni se divisèrent en plusieurs factions qui se lancèrent, chacune de son côté, dans des campagnes d'invasion dirigées contre plusieurs États de la région. Leur théâtre d'opérations s'étendait au nord jusqu'aux berges méridionales du lac Victoria, et à l'est jusqu'à l'océan Indien. À partir du Mozambique, Nqaba emmena ses Nguni-Msene dans la région correspondant à l'actuel Zimbabwe, où, à l'instar des Nguni-Jere qui les y avaient précédés, ils semèrent la confusion et le désordre en guerroyant successivement contre divers groupes de la région. Une brève escarmouche mit aux prises les Jere de Zwangendaba et les Msene de Nqaba. Ces derniers prirent le dessus; après quoi, ils partirent à l'ouest vers le pays des Lozi. Là, ils livrèrent bataille aux Kololo de Sebetwane. Ils furent vaincus et dispersés, et leur chef fut mis à mort[104].

Les Nguni-Maseko, sous la conduite de leur chef Ngwane, émigrèrent eux aussi du Mozambique au Zimbabwe, en franchissant le Zambèze entre Sena et Tete en 1839. Traversant le sud du Malawi et contournant l'extré-

102. R. Gray, 1965; L. Thompson, 1969*a*, p. 347; D. R. Hunt, 1931, p. 284.
103. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 123-124.
104. E. W. Smith, 1956, p. 71.

mité méridionale du lac Malawi, les Maseko pénétrèrent dans le sud-est tanzanien. C'est là, dans le district de Songea, qu'ils fondèrent un puissant État dirigé par Mputa, le successeur de Ngwane[105].

Conclusion

Rétrospectivement, le Mfecane apparaît clairement comme le résultat de changements sociopolitiques radicaux intervenus dans la plupart des États nguni du Nord. Il fut déclenché par la conjonction d'une explosion démographique et d'une pénurie de terres, ainsi que par des mutations phyto-clima-tiques qui rompirent le délicat équilibre écologique existant entre les pâturages de *sweetveld* et de *sourveld*, auxquels par ailleurs une population humaine et des troupeaux de bovins en constante augmentation imposaient une charge croissante. Cette situation critique fut, semble-t-il, exacerbée par la sécheresse Madlathule, qui porta sans doute à son paroxysme la lutte intense que se livraient les habitants de la région pour des ressources en diminution rapide. Certains indices paraissent en outre indiquer que le commerce naissant de marchandises importées par la baie de Delagoa joua en l'occurrence un rôle en suscitant des rivalités qui furent peut-être d'un plus grand poids que les historiens n'ont bien voulu l'admettre jusqu'ici.

Il est néanmoins tout aussi manifeste que les grands changements qui bouleversèrent si puissamment l'organisation politique et militaire de ces États nguni procédèrent d'un dynamisme purement interne. La révolution zulu ne fut certainement pas le résultat de la transplantation ou de l'adaptation en bloc, à des conditions locales, d'idées empruntées à l'extérieur. Mais les États zulu de la génération suivante — Swazi, Gaza, Ndebele, et les divers royaumes nguni — présentaient tous les mêmes caractéristiques essentielles, qui étaient celles de l'organisation révolutionnaire de l'État zulu — à savoir une formidable machine de guerre basée sur le système des régiments constitués par classes d'âge. Dans tous ces nouveaux États, le système régimentaire devint l'institution centrale ou principale utilisée pour souder des entités ethniques disparates.

Les royaumes de type sotho, comme celui de Moshoeshoe et, à un moindre degré, celui de Sebetwane, tout en maintenant la circoncision par classes d'âge au sein des groupes fondateurs ou de leur noyau originel, n'élargirent pas le système et ne l'imposèrent pas aux communautés nouvellement incorporées en vue de cimenter l'unité de l'État-nation. Ils s'en remirent manifestement davantage à des procédés tels que les mariages diplomatiques ou à un encadrement de type proconsulaire (assuré soit par les chefs traditionnels des États incorporés, soit par des membres des familles royales conquérantes) qui permettait de maintenir une autonomie locale considérable et faisait une

105. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 73.

large place aux mécanismes de consultation, tant individuelle et directe que par l'intermédiaire d'un conseil.

La révolution du Mfecane donna naissance à de nouveaux États dans le sud, le centre et l'est de l'Afrique. Le royaume zulu émergea des cendres des confédérations mthethwa et ndwandwe, ainsi que des débris de nombreuses chefferies nguni pré-Mfecane de la région Zululand-Natal. Le royaume zulu survit aujourd'hui, en tant que base, tronquée et considérablement réduite, de l'un des bantoustans d'Afrique du Sud. Les royaumes du Swaziland et du Lesotho, issus des entités précoloniales créées respectivement par Sobhuza et Moshoeshoe, ont survécu jusqu'à nos jours. Îlots de salubrité dans une mer de racisme érigé en système, ils sont aujourd'hui des membres respectés de la communauté internationale. Le royaume ndebele de Mzilikazi n'a subsisté que l'espace d'un demi-siècle, avant d'être englouti par la vague de colonisation qui, par l'intermédiaire des compagnies à chartes britanniques, submergea des régions entières de l'Afrique australe et orientale en un puissant mouvement qui constitua l'apogée du colonialisme européen. Le royaume kololo de Sebetwane se révéla n'être guère plus qu'une création personnelle qui se désintégra rapidement entre les mains de successeurs de moindre envergure. Il ne devait pas survivre longtemps à la mort de son fondateur.

Si le Mfecane fit surgir de nouveaux États, il entraîna aussi la disparition d'une foule de petits royaumes; temporairement seulement pour certains d'entre eux (comme l'État tawana de Moremi I^er^ et le royaume luyi [lozi]), à tout jamais pour d'autres comme les royaumes hlubi, ngwane, mthethwa, ndwandwe, zizi bhele, et bien d'autres encore. Des États et des chefferies furent réduits en miettes et considérablement affaiblis par le Mfecane. Ce fut en particulier le cas des États tswana. Un petit nombre d'États localisés au cœur de la zone de turbulence du Mfecane sortirent indemnes de la tourmente, et même, pourrait-on dire, renforcés, comme par exemple ceux des Pedi, des Tlaping et des Tlharo.

Il paraît possible de diviser les États du Mfecane en plusieurs catégories. Il y eut les États au militarisme offensif de caractère agressif, dont les royaumes zulu, ndebele et gaza semblent pouvoir être considérés comme représentatifs. Les divers États nguni de la région transzambézienne peuvent également être rangés dans cette catégorie. Ces États, qui utilisaient l'appareil militaire pour conquérir et soumettre les autres, tendaient aussi à faire usage de l'épée ou du fusil pour garantir l'allégeance des États soumis. Leur politique expansionniste ou impérialiste exigeait qu'ils entretiennent sur le pied de guerre des armées professionnelles ou semi-professionnelles, cantonnées dans des « casernes » ou des villages de garnison. Les régiments devaient partir régulièrement en expéditions pour collecter le tribut ou les taxes dans les régions périphériques du royaume. Ces armées étaient formées à partir des régiments constitués par classes d'âge qui, dans le cas des Zulu et des Ndebele, représentaient le principal instrument de l'intégration des jeunes gens des peuples soumis. L'État gaza, quant à lui, incorporait aussi les jeunes des territoires conquis, mais dans des régiments distincts de ceux des jeunes nguni, même si leurs commandants étaient recrutés parmi le groupe

des conquérants. L'institution régimentaire ne contribua donc pas, dans l'État gaza, à l'unification nationale. Du fait de la discrimination flagrante dont ils étaient victimes, les « ba-Tshangane » (nom donné aux Tsonga soumis) ne furent pas assimilés dans l'État gaza. Ce facteur, plus que tout autre, explique la fragilité des conquêtes sur lesquelles reposait l'État gaza et permet de comprendre comment il s'écroula finalement sous les coups des Portugais. Les États formés de territoires conquis tendaient à avoir des administrations composées de roturiers et de militaires, plutôt que de membres des familles royales. Dans l'État ndebele, les commandants de régiment étaient non seulement responsables de ce dernier mais, avec une des épouses de Mzilikazi, représentaient le roi dans leur ville de garnison.

Parmi les États du Mfecane qui édifièrent des nations de caractère défensif, on peut citer les royaumes du Lesotho, celui des Swazi et, dans une certaine mesure, celui des Kololo. Dans ces États, l'initiation par groupes d'âge était pratiquée, mais non exploitée comme instrument d'incorporation des jeunes des communautés conquises. Ces États n'étaient pas fondamentalement militaristes ou expansionnistes. Lorsqu'ils entreprenaient des campagnes militaires, c'était soit pour se défendre, soit poussés par la nécessité de définir ou de délimiter leurs frontières géographiques, ou de se procurer du bétail. Les fondateurs de ces États attachèrent la plus grande importance à l'établissement de positions solides et faciles à défendre. Moshoeshoe construisit sa capitale sur une montagne tabulaire (*qhobosheane*), Sobhuza établit la sienne dans une région montagneuse inaccessible et Sebetwane choisit la plaine marécageuse de la Kafue, avec ses îles dangereuses dont l'approche se révéla si désastreuse pour les ennemis non avertis.

Ces royaumes défensifs n'avaient pas d'armées sur pied de guerre. L'initiation des classes d'âge servait à former des unités militaires en temps de guerre. Les rois n'hésitaient pas à prendre des épouses parmi leurs sujets pour forger des liens plus étroits, en particulier avec les familles prédominantes, à la fois dans le groupe fondateur et parmi les communautés nouvellement incorporées. Des têtes de bétail étaient prêtées (système *mafisa*) à des sujets, ou même à des chefferies entières que l'on voulait favoriser. Pour ménager la susceptibilité des éléments disparates qui le composaient, l'État les consultait fréquemment et leur laissait une large marge d'autonomie locale. Ces États attirèrent aussi des missionnaires et firent de grands efforts pour se procurer des fusils et des munitions à des fins défensives. Même les États conquérants finirent par admettre chez eux des missionnaires.

Dans tous ces États du Mfecane, le lien de parenté était la matrice sociale sur la base de laquelle se forgeait en définitive l'État. Ainsi en allait-il aussi de l'institution de la royauté. Tant les États conquérants que les États défensifs exploitèrent la cérémonie des prémices comme un rituel servant à renforcer la monarchie. Mais l'évolution du système étatique africain, pendant le Mfecane, réduisit progressivement l'importance des liens de parenté au bénéfice des notions de service, de fonctionnalisme et de territorialité. Certains États, comme celui des Kololo, tenaient à ce qu'une même langue soit parlée dans l'ensemble du royaume. D'autres, comme l'État ndebele, n'imposaient pas de langue, mais la faculté d'expression dans la langue des chefs pouvait être

la clef ouvrant l'accès au pouvoir. Même après que le royaume kololo eut officiellement cessé d'exister, la langue et la culture des Kololo demeurèrent. De même, dans l'État ndebele, beaucoup de Kalanga et de Shona devinrent des Ndebele acculturés.

Il faut noter, enfin, que les nombreuses guerres de la période du Mfecane réduisirent considérablement le nombre des populations africaines, en particulier dans les régions du Natal et de l'État libre d'Orange. En un sens, le Mfecane a affaibli beaucoup d'États africains et réduit leur capacité de faire face ou de résister à un second Mfecane plus destructeur encore que le premier, celui que déclenchèrent les fermiers boers, empiétant désormais impunément sur les territoires africains pour s'emparer non seulement des terres, mais aussi du bétail et des enfants.

Le Mfecane eut en outre pour effet une redistribution des populations en Afrique australe. Il provoqua de fortes concentrations en certains lieux, laissant ailleurs des « espaces vides ». Il engendra également une pléiade de chefs remarquables, tels que Chaka, Mzilikazi, Sobhuza, Zwangendaba et Sebetwane. Comme l'a observé à juste titre Omer-Cooper, ces hommes « firent preuve non seulement de courage, de qualités de chef et de talent militaire, mais encore d'une capacité de pensée et d'action originales, de l'aptitude à imaginer ou adopter des institutions et des techniques nouvelles pour résoudre des problèmes nouveaux; qualités qui leur conféraient une stature d'hommes d'État capables de s'élever au-dessus d'une vision tribale étroite. Ils prouvèrent que les Bantu étaient capables de se montrer à la hauteur des circonstances, et que l'éducation tribale traditionnelle avait un effet beaucoup moins paralysant sur le développement de la personnalité humaine que ne l'ont supposé certains »[106].

106. *Ibid.*, p. 180.

CHAPITRE 6

L'impact du Mfecane sur la colonie du Cap

Elleck K. Mashingaidze

L'essor de la nation zulu sous la conduite de Chaka, dans le premier quart du XIX^e^ siècle, fut suivi de grandes guerres et de troubles en Afrique du Sud. Les peuples les plus affectés furent les Nguni et les groupes parlant le sotho, qui appellent encore cette période de destruction le *Mfecane* (en nguni) ou le *Lifaqane/Difaqane* (en sotho)[1]. Ce mouvement, qui se répandit rapidement dans la région, jusqu'au bord méridional du lac Victoria, fut aussi important pour l'histoire ultérieure de l'Afrique du Sud que la diffusion de l'esprit réformiste chez les Fulbe et les *djihād* qui l'accompagnèrent pour l'histoire du Soudan occidental pendant la même période. Comme les *djihād* fulbe, le Mfecane transforma les sociétés africaines les plus méridionales comme aucun mouvement ne l'avait fait depuis le début de l'âge du fer. Ce chapitre examinera quel fut son impact sur la colonie du Cap[2].

La zone de déploiement originaire du Mfecane n'était pas le Cap, mais le pays des Nguni, dans le Natal actuel. Il faut observer que, même si le déclenchement du Mfecane paraît dû à un événement soudain, la fermentation qui provoqua son explosion constituait un long processus qui avait couvé pendant plusieurs générations. Ce processus impliquait, entre autres, la transformation des Nguni — peuples agricoles et pastoraux — de petites communautés fondées sur des clans en des États plus vastes. L'apparition de ces États, semble-t-il, fut le résultat de la nécessité d'affronter le

1. W. G. A. Mears, 1970, p. 5.
2. Voici les auteurs qui ont étudié globalement le Mfecane : J. D. Omer-Cooper, 1966, 1969 ; L. Thompson, 1969*b* ; W. F. Lye, 1967.

manque croissant de pâturages et de champs. Vers la fin du XVIIIe siècle, ce processus avait conduit à la constitution de vastes chefferies ndwandwe, ngwane, mthethwa et autres, dirigées par de puissants chefs militaires. Afin de protéger leurs peuples et de défendre leurs intérêts, ces chefs étendirent leur contrôle sur les territoires des voisins les plus faibles. Aussi, vers 1780, les petites chefferies arrivaient-elles difficilement à maintenir leur indépendance et une identité distincte.

La colonie du Cap à la veille du Mfecane

Avant d'examiner la situation de la colonie du Cap à la veille du Mfecane, il faut la définir, donner un bref tableau de la distribution de sa population et des relations entre les différents groupes, et dire enfin un mot de sa situation économique.

Définir la colonie du Cap est difficile, dans la mesure où ses frontières n'étaient jamais fixes. La frontière orientale, en particulier, était connue pour être mouvante et incertaine[3]. Par exemple, tandis qu'en 1771 elle était formée *grosso modo* par le fleuve Gamtoos, elle s'était déplacée huit ans plus tard, en 1779, sur le fleuve Great Fish et y était toujours établie à la veille du Mfecane. Le Great Fish constituait donc approximativement la ligne de partage entre les Blancs au sud et l'ouest, et les Noirs à l'est et au nord. La majorité des Africains était désignée collectivement sous le nom de Nguni du Cap[4], ou parfois sous celui de Nguni du Sud[5], et habitait les terres situées entre la Keiskamma et l'Umzimkulu. Les Nguni du Cap étaient divisés en trois catégories : les Xhosa, les Tembu et les Mpondo[6]. La classification très large de Derricourt inclut, dans les groupes principaux, les Mpondomisi et les Bomvana[7]. Les voisins des Nguni du Cap étaient les Khoisan — dont la plupart vivaient à l'ouest de la rivière Kei.

Dans le présent chapitre, la colonie du Cap sera définie de manière à inclure le territoire peuplé par les Blancs, ainsi que celui habité par les Africains à l'ouest du Great Fish jusqu'à l'Umzimkulu. Cette définition se justifie par les structures socio-économiques et la nature des nouveaux rapports qui se sont instaurés après le Mfecane, et qui en sont, nous le verrons, la conséquence.

Dans l'ensemble, les relations entre les divers peuples qui parlaient le nguni étaient relativement pacifiques. On peut en dire autant de celles entre les Nguni et leurs voisins khoisan. Cela ne signifie cependant pas qu'il n'y

3. Elle a été décrite ailleurs comme la « frontière mouvante ». Voir W. M. Freund, 1974.
4. J. J. Van Warmelo, 1935, p. 60.
5. Les noms de « Nguni du Cap » et de « Nguni du Sud » sont en fait géographiques et appliqués aux peuples parlant le nguni qui vivaient au sud de l'Umzimkulu. Les peuples parlant nguni et habitant au nord de ce cours d'eau sont appelés les « Nguni du Natal », ou plus simplement les « Nguni du Nord ».
6. J. J. Van Warmelo, 1935, p. 60.
7. R. Derricourt, 1974.

avait pas de conflits entre les deux groupes ou entre les divers peuples nguni. Par exemple, les heurts entre Nguni et Khoisan étaient fréquents, en particulier dans la zone comprise entre le cours supérieur du Kei et l'Amathole, au nord-ouest du Transkei[8]. Ces conflits étaient généralement provoqués par des raids menés par les San contre le bétail, raids qui amenaient des expéditions de représailles des Nguni. Néanmoins, ces conflits — soit entre les Nguni et les Khoisan, soit entre les chefferies nguni — étaient généralement très localisés et très maîtrisés.

Ce qu'on appelait la frontière orientale du Cap constituait cependant une zone de tension entre les Noirs et les Blancs, allant souvent jusqu'à des conflits ouverts dus à plusieurs facteurs. En premier lieu, il faut rappeler que, depuis des siècles, les communautés qui parlaient le nguni s'étaient lentement déplacées vers le sud du continent, à partir du Natal. D'un autre côté, l'expansion blanche en Afrique du Sud, qui suivait la direction opposée, avait commencé en 1652, quand Jan van Riebeeck avait fondé une colonie hollandaise au Cap. Les deux mouvements devaient fatalement finir par se heurter quelque part. Ils s'opposèrent dans ce que l'historiographie sud-africaine appelle « les guerres cafres ».

En second lieu, le Great Fish, bien que reconnu par le gouvernement du Cap comme la ligne frontière, était souvent franchi par les gens qu'il devait séparer et maintenir à distance. Les colons, et plus spécialement les éleveurs de bétail, violaient cette limite pour aller chercher des pâturages. Quant aux Africains, ils n'avaient jamais eu l'intention de reconnaître cette frontière, et encore moins de la respecter; car, lorsqu'elle fut instituée par le gouvernement du Cap, de nombreuses communautés xhosa étaient établies à l'ouest du Great Fish. La région frontalière était donc considérée par de nombreux Xhosa comme partie intégrante de leurs terres ancestrales, dont ils avaient été privés par l'expansion continue de la colonie. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux continuaient à faire paître et boire leurs troupeaux le long du Great Fish, défiant ainsi les autorités du Cap. Les chasseurs xhosa chassaient toujours à l'ouest du cours d'eau.

La troisième raison pour laquelle la ligne frontalière de l'est restait une zone de tension et de violence entre les Blancs et les Noirs était que les deux groupes raciaux poursuivaient des activités économiques semblables, comme l'élevage et l'agriculture, qui constituaient les activités essentielles de chaque côté de la frontière. À cela s'ajoutait l'existence de systèmes de possession de la terre entièrement opposés.

Enfin, au XVIII^e siècle et au début du XIX^e l'expansion sud-ouest des Nguni fut provoquée par un dilemme réel dont l'origine est à chercher dans les événements qui se produisaient dans le nord de leur territoire. Ces événements empêchèrent les Nguni du Cap de se diriger vers le nord-est.

Dans la mesure où ils formaient l'avant-garde de l'expansion des Nguni du Cap à l'ouest et au sud, les Xhosa firent les frais du conflit entre les Blancs et les Noirs à la frontière. C'est pourquoi ce groupe n'est pas seulement celui

8. *Ibid.*, p. 49.

sur lequel on a de loin le plus écrit, mais encore il demeure celui des Nguni du Cap qui a été le plus vilipendé et le plus haï dans l'historiographie coloniale de cette région[9].

Comme nous l'avons dit, les Xhosa ne reconnaissaient pas le Great Fish comme frontière et le traversaient pour aller faire paître leurs troupeaux. Ces « violations » frontalières étaient parfois accompagnées de vols de bétail, auxquels les colons du Cap répliquaient souvent par des raids de représailles en pays xhosa, sous prétexte de récupérer leurs biens. Il était cependant fréquent que les activités des commandos dépassent les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Il est donc évident que les relations entre Noirs et Blancs dans la région n'étaient pas pacifiques à la veille du Mfecane. Nous examinerons à présent la situation de la colonie à la veille de ce mouvement.

Situation et perspectives économiques

Quand la colonie du Cap, dans les années 1822-1823, apprit l'existence de troubles dans le Natal, la vallée du Caledon et le Highveld, de nombreux colons n'y vivaient que depuis deux ans. Parmi eux se trouvaient des Anglais amenés au Cap en 1820 pour accroître une population encore clairsemée et essentiellement hollandaise. La plupart de ces colons — environ 5 000 — avaient été envoyés dans le district d'Albany, où ils exploitaient près de 100 acres chacun. Bien que la chose ne fût peut-être pas intentionnelle, l'un des buts principaux du peuplement d'Albany, pour le gouverneur Somerset, était de faire participer les colons à la défense et à la stabilisation de la frontière orientale, de triste réputation.

Les perspectives économiques de la colonie du Cap n'avaient jamais été très brillantes. La dangereuse situation militaire de la frontière ne faisait qu'aggraver les problèmes économiques. La situation des colons de 1820 était pire que celle des fermiers hollandais des anciens districts de la colonie. L'agriculture, censée être la principale activité économique d'Albany et la source essentielle de subsistance, donnait, en 1823, tous les signes de l'effondrement. En premier lieu, bon nombre des nouveaux fermiers n'étaient guère qualifiés pour le travail auquel ils avaient été destinés en Afrique. On se plaignait communément de la trop petite taille des lopins de terre. Puis se produisirent, en 1822, des inondations qui détruisirent toutes les récoltes. En 1823, de nombreux fermiers avaient abandonné leurs terres, et ceux qui étaient restés avaient perdu leur enthousiasme et étaient découragés. Les petits pécules apportés d'Angleterre diminuaient rapidement ; de nombreux fermiers s'étaient lourdement endettés auprès du gouvernement ou frôlaient

9. En fait, les guerres de la frontière orientale du Cap sont généralement appelées les « guerres cafres » dans les livres d'histoire sud-africains. Les Xhosa étaient considérés comme des « sauvages qui ne craignent que la force et le châtiment » (C. W. De Kiewiet, 1968, p. 51). Les Xhosa étaient considérés comme d'incorrigibles voleurs de bétail qui devaient être combattus (E. A. Walker, 1957, p. 116-119).

6.1. *Poupées en vente au Cap au début du XIXe siècle, représentant un homme et une femme san.* [*Source*: J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Londres, Longman. © Staatl. Museum für Völker-kunde, Munich.]

la misère. L'alcoolisme augmentait rapidement, car plus d'un homme ruiné cherchait à oublier ses déboires dans la boisson[10].

En 1823, il ne restait qu'un tiers des fermiers d'Albany sur leurs terres. Ils devaient affronter des problèmes immenses; et l'avenir agricole du district semblait très incertain. Comme on l'a déjà signalé, les autres fermiers avaient abandonné leurs terres: certains avaient opté pour d'autres formes d'emploi dans les centres urbains; d'autres étaient devenus commerçants; et la majorité s'était reconvertie dans l'élevage.

Les fermiers des peuplements plus anciens, tout comme ceux d'Albany, étaient confrontés à un problème encore plus grave: le manque de main-d'œuvre. Même à cet égard, la situation des colons de 1820 était pire que celle des colons hollandais. Tandis que ceux-ci pouvaient employer des Xhosa, des Khoisan ou même des esclaves, les colons de 1820 n'avaient pas le droit de recourir à ce type de main-d'œuvre[11]. Les fermiers de l'« Anglostan », comme Butler appelle le district d'Albany, étaient supposés employer de la main-d'œuvre libre, venue de Grande-Bretagne. Mais la plupart des ouvriers agricoles que l'on avait fait venir d'Angleterre avaient fui leurs maîtres en arrivant en Afrique du Sud, pour se rendre dans les centres urbains où les perspectives leur semblaient meilleures. Des efforts désespérés furent faits pour encourager à nouveau l'émigration dans la colonie. Parmi ceux qui répondirent à ces appels — en majorité des travailleurs irlandais —, seule une insignifiante poignée parvint réellement dans les districts de la frontière orientale. Beaucoup rachetèrent leur liberté en arrivant au Cap et partirent faire carrière ailleurs. Dans ces conditions, les nouveaux colons étaient obligés de compter sur eux-mêmes, sur leurs femmes et leurs enfants pour accomplir « les tâches les plus basses », normalement exécutées uniquement par les ouvriers agricoles et les esclaves[12]. Toutes ces difficultés furent encore aggravées par l'obligation faite aux fermiers et aux hommes les plus vigoureux de se rendre sur la frontière orientale pour la défendre.

Pour alléger les difficultés financières des colons en détresse, quelques personnes créèrent une organisation destinée à collecter des fonds. Cette Société pour le soulagement des colons en détresse rassembla en effet de l'argent, si bien qu'en 1824 elle put aider certains fermiers et leur fournir le capital dont ils avaient grand besoin. Mais aucune aide financière ne pouvait éliminer les deux difficultés chroniques qui accablaient la colonie: le manque de main-d'œuvre et la situation fluctuante de la frontière orientale. Ces problèmes n'avaient pas encore été résolus quand, vers 1822-1823, les effets du Mfecane atteignirent la colonie du Cap à travers l'Orange et le Natal.

10. G. Butler, 1974, p. 176; E. A. Walker, 1957, p. 157.
11. E. A. Walker, 1957, p. 157.
12. G. Butler, 1974, p. 178; G. M. Theal, 1891, p. 238-239.

Le Mfecane

Le détail des événements survenus au nord du territoire nguni, dans la vallée du Caledon et le Highveld, ne nous concerne pas ici[13]. Nous voulons seulement examiner comment ces événements finirent par affecter la région nguni du Cap et la colonie elle-même. Nous essayerons de préciser quelles furent les nouvelles formes sociales, les nouveaux rapports entre les différents groupes de la région et les nouvelles formes socio-économiques que le Mfecane suscita.

Comme on l'a déjà vu, le mouvement prit naissance au Natal, chez les groupes du Nord parlant le nguni. Les causes exactes du Mfecane ne sont pas connues. Il semble néanmoins que la population de cette région avait beaucoup augmenté en quelques générations. Cette tendance avait mené, étant donné les méthodes agricoles de l'époque, à une surpopulation. Pour répondre à ce problème, de nouvelles formes d'organisation politique furent mises en œuvre. Dans les dernières décennies du XVIII^e^ siècle, un certain nombre de chefferies puissantes firent leur apparition — les plus connues étant celles des Ndwandwe, des Ngwane et des Mthethwa. Dans les deux premières décennies du XIX^e^ siècle, toutes ces chefferies — y compris celle des Zulu — s'étaient transformées en puissants États militaires dirigés par des chefs semi-monarchiques: respectivement, Zwide, Sobhuza, Dingiswayo et Chaka.

Si ce nouveau système étatique ne s'était pas accompagné d'une révolution des méthodes et de la stratégie militaires, la tension et les violents conflits ouverts, qui caractérisaient les rapports entre les États méridionaux nguni à partir de 1815 environ, n'auraient certes pas conduit à des guerres à une grande échelle. Il est aussi possible que, sans l'efficace stratégie militaire employée plus tard par les diverses armées nguni du Nord — et particulièrement les Zulu —, les événements n'auraient pas affecté les régions situées au-delà du pays nguni du Nord.

Pour autant qu'on sache, le premier grand conflit ouvert commença en 1815, entre les Ndwandwe de Zwide et les Ngwane de Sobhuza. Les Ngwane furent vaincus et obligés de franchir le Pongolo, région où ils jetèrent les fondations de la nation swazi. Selon J. D. Omer-Cooper, ce conflit marqua le début du Mfecane. Avec le départ de Sobhuza, le conflit entre Zwide et Dingiswayo devint quasi inévitable. De fait, vers la fin de l'année 1817, le heurt entre les Ndwandwe et les Mthethwa se produisit. Dingiswayo, le roi des Mthethwa, fut tué pendant cette guerre, laissant son peuple démoralisé, dispersé et privé de chef.

Les Ndwandwe auraient obtenu une victoire totale et la domination de tout le territoire situé entre la Tugela et le Pongolo après la chute de Dingiswayo, si une nouvelle puissance n'avait pas surgi sous le patronage de ce dernier. Il s'agissait de Chaka, le fils de Senzangakhona, le chef d'un groupe zulu alors très insignifiant. Dans sa jeunesse, Chaka avait été formé dans l'un des régiments mthethwa de Dingiswayo. Grâce à son intelligence

13. Ces détails forment le thème du chapitre 5 de ce volume. Voir aussi note 2 ci-dessus.

et à sa capacité d'initiative, il avait rapidement été promu à un haut rang dans l'armée. Lors du conflit entre les Ndwandwe et les Mthethwa, Chaka n'était pas seulement officier supérieur de l'armée mthethwa : il avait succédé à son père comme chef du petit groupe zulu alors placé sous le commandement des Mthethwa. Quand Zwide eut tué Dingiswayo, Chaka et ses Zulu constituèrent le seul centre de résistance sérieuse contre lui et les Ndwandwe. Chaka se prépara à un affrontement décisif avec Zwide, en faisant passer sous son contrôle plusieurs chefferies, dont celle des Mthethwa démoralisés. Il perfectionna aussi ses nouvelles méthodes de guerre et enrôla dans son armée tous les jeunes en âge d'entrer à l'école d'initiation. Celle-ci fut d'ailleurs abolie et remplacée par des centres d'entraînement pour la jeunesse.

La fameuse guerre entre les Ndwandwe de Zwide et Chaka eut lieu en 1818, et Zwide fut complètement battu après toute une série de campagnes. J. D. Omer-Cooper a très justement décrit la défaite des Ndwandwe comme un tournant dans la carrière de Chaka et de l'histoire du Mfecane[14]. Sans rencontrer d'opposition sérieuse dans le pays nguni du Nord, Chaka poursuivit ses campagnes pour édifier son État militaire zulu. Son principal moyen d'expansion fut la conquête et l'intégration des chefferies vaincues à la nation zulu. De nombreuses chefferies plus petites furent ainsi soumises. Mais un plus grand nombre encore s'arrangea pour éviter l'emprise de Chaka en fuyant la région du Natal. Dans les années qui suivirent la mort de Zwide, en 1818, une multitude de chefferies vaincues et dispersées, de familles ou d'individus déracinés fuirent vers l'ouest, du Drakensberg au Highveld, ce qui déclencha des vagues de migrations au fur et à mesure que les terres étaient dévastées et les cultures détruites. D'autres Nguni du Nord s'enfoncèrent dans le sud par la Tugela et l'Umzimkulu. En 1822-1823, ce mouvement de migration de gens égarés, affamés et misérables qui venaient du nord-est avait atteint le pays mpondo et le pays tembu, semant la terreur et la destruction partout où passaient les hordes de fuyards. En 1823, le pays mpondo fut particulièrement bouleversé par l'arrivée des immigrants nguni du Nord. Les Tembu du Nord, avec leur chef Ngoza, s'étaient installés là, peu avant de retourner au pays zulu. Au No Man's Land, à l'ouest du pays mpondo, se trouvaient les Bhele de Mdingi, qui furent plus tard rejoints par les Wushe et les Bhaca, commandés par Madikane. Puis survint l'invasion zulu du pays mpondo en 1823-1824. Bien que Faku, très sagement, empêchât son peuple d'attaquer les Zulu, les envahisseurs emmenèrent avec eux une grande partie du bétail mpondo.

Quand les nouvelles des événements parvinrent au Cap — où les réfugiés nguni du Nord, les vagabonds et les envahisseurs étaient connus sous le nom de Fetcane —, la colonie avait déjà été occupée dans sa partie septentrionale par des groupes de fuyards. À la différence des Fetcane, les réfugiés qui arrivaient dans la colonie avaient perdu toute cohésion et toute identité. Comme les premiers, ils étaient misérables, démoralisés, affamés

14. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 33.

et égarés. Les Mantatees[15] ou Bechuana, comme on les appelait généralement, avaient fui la vallée du Caledon et la Transorangie après les invasions des Ngwane, des Hlubi, et les effets dévastateurs des opérations tlookwa, dirigées par une femme, Mma-Nthatisi. Certains venaient d'aussi loin au nord que le Vaal, expulsés par les invasions du Mfecane. De nombreux réfugiés tswana avaient quitté leurs régions du Botswana après l'attaque de la capitale tlaping de Dithakong par les Phuting, les Hlakoana et les Fokeng en 1823.

Les réfugiés s'entassèrent dans des districts comme Graaff-Reinet et Albany. Ils ne constituaient pas une menace militaire, puisqu'ils étaient désarmés et privés de chefs. Tout ce qu'ils cherchaient, c'était un peu d'aide et de protection.

La réaction initiale du Cap (1823-1828)

La réaction initiale du gouvernement colonial du Cap et des colons face à l'afflux des réfugiés doit être comprise et examinée à la lumière des deux besoins les plus pressants de la colonie à la veille du Mfecane: garantir la sécurité de la frontière et obtenir de la main-d'œuvre bon marché. La pénurie de main-d'œuvre, en particulier, avait poussé de nombreux fermiers à choisir d'autres formes de travail et à abandonner l'agriculture.

Il devint très vite évident pour les fermiers inquiets et un peu effrayés des districts de Graaff-Reinet et d'Albany que les centaines de Mantatees et de Bechuana (Tswana) qui traversaient l'Orange n'allaient guère créer de problèmes de sécurité. Leurs allures aimables et presque timides, le fait que la plupart d'entre eux avaient perdu tout lien et toute cohésion de groupe conduisirent les colons à penser que les réfugiés sotho et tswana pouvaient faire des « serviteurs dociles et dévoués »[16], satisfaisant ainsi l'un des besoins les plus urgents de la colonie. Ce jugement se révéla judicieux puisque la colonie du Cap profita finalement des effets destructeurs du Mfecane. De fait, le gouverneur décida, en 1823, que les réfugiés devaient

15. Les termes de « Mantatees » (écrit aussi « Mantatis ») et de « Fetcane », tels que les utilisent les colons blancs, les écrivains et les fonctionnaires du gouvernement du Cap, exigent quelques brèves explications. Dans la bouche de ces gens, ces termes s'appliquent aux agents du Mfecane. Le terme de « Mantatees », tel que l'emploie par exemple Robert Moffat, se réfère collectivement à des groupes comme les maraudeurs phuting, hlakoana et fokeng, qui envahirent la capitale tlaping de Dithakong en 1823. Appeler ces groupes ainsi risque d'induire en erreur, dans la mesure où ils n'avaient aucun lien avec Mma-Nthatisi, qui était chef des Tlookwa. Plus tard, le terme fut de nouveau employé de manière erronée pour désigner les réfugiés tswana et sotho qui refluaient dans la colonie, venant de l'Orange et du Caledon — particulièrement après Dithakong. « Fetcane » ou « Mfecane », par ailleurs, quand ils étaient appliqués à des gens, se référaient aux envahisseurs des Nguni du Nord, c'est-à-dire aux Zulu et aux Ngwane de Matiwane. Voir J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 93-96; W. G. A. Mears, 1970, p. 5-13; L. Thompson, 1969*b*, p. 393; G. Butler, 1974, p. 182; R. H. Dugmore, 1958, p. 44.

16. Voir, par exemple, les représentations (et les légendes les accompagnant) des deux soi-disant « Mantatees » dans G. Butler, 1974, p. 228, et aussi p. 181-182.

servir d'ouvriers agricoles pour les colons qui le souhaitaient, pendant une période d'au moins sept ans[17]. Les fermiers des districts de Graaff-Reinet et d'Albany approuvèrent cette décision, dans la mesure où ils manquaient de main-d'œuvre.

Les opinions de l'époque quant à la qualité des travailleurs sotho et tswana ne sont pas unanimes. En 1834, un naturaliste et explorateur sud-africain, le Dr Andrew Smith, constatait que certains fermiers trouvaient leurs employés « lents », et beaucoup d'entre eux « extrêmement cupides voire même malhonnêtes, et tous très paresseux »[18]. Par ailleurs, un autre explorateur, George Thompson, observait que « la répartition de quelques centaines de réfugiés mantatees dans les familles les plus honorables, en tant que domestiques et bergers » s'était révélée être « un grand avantage »[19]. Le point de vue de Thompson ne diffère cependant pas des opinions et des observations d'Andrew Smith, selon lesquelles, malgré ce que disaient les fermiers à propos de leurs employés, la présence des Sotho et des Tswana dans la colonie était « souhaitable dans la mesure où ils […] suppléaient au manque de personnel, dû au fait que les Hottentots avaient préféré, lors des années précédentes, d'autres vocations que le service des fermiers »[20]. De fait, la plupart des Khoi du Cap s'étaient rendus dans les centres urbains ou vivaient sous la protection des missions chrétiennes, afin d'éviter l'humiliation de travailler pour ceux qui avaient pris leurs terres ancestrales.

Il est impossible de fournir le nombre exact de réfugiés tswana et sotho qui trouvèrent asile dans la colonie du Cap. Il pourrait s'agir de plusieurs centaines, voire de milliers d'hommes. En outre, cet afflux dura aussi longtemps que les troubles persistèrent à l'intérieur des terres ; et ce ne fut pas avant la fin de 1828 que certains réfugiés tswana et sotho commencèrent à retourner chez eux. Le nombre des retours s'accrut vers le milieu des années 1830, une fois la paix et la stabilité rétablies par des chefs comme Moshoeshoe, le fondateur de la nation sotho[21]. Pendant les cinq premières années du Mfecane, il semble que d'autres réfugiés aient pénétré le territoire de la colonie. George Thompson aurait parlé de mille réfugiés tswana et sotho dans la colonie en 1826[22]. Cela se passait environ trois ans après l'arrivée de la première vague de déracinés.

Quel qu'ait été le nombre de ces réfugiés, plusieurs points sont indiscutables. En premier lieu, comme on l'a déjà souligné, les malheurs des peuples du Natal, de la vallée du Caledon, de l'Orange et du Highveld furent — ironiquement — une bénédiction pour la colonie du Cap. Cela fournit de la main-d'œuvre bon marché à une communauté agricole que le manque de personnel menaçait de ruiner. L'arrivée de cette force de travail donna une nouvelle impulsion à l'agriculture des secteurs orientaux de la colonie. En

17. G. M. Theal, 1891, p. 240 ; G. Butler, 1974, p. 182 ; W. F. Lye (dir. publ.), 1975, p. 20.
18. W. F. Lye (dir. publ.), 1975, p. 21.
19. 20. Cité dans G. Butler, 1974, p. 182.
20. W. F. Lye (dir. publ.), 1975, p. 21.
21. W. F. Lye, 1969, p. 203.
22. *Ibid*., p. 202-203, citant G. Thompson.

second lieu, on a pu dire que, à Albany et Graaff-Reinet, la période « entièrement blanche » de la colonisation — pendant laquelle les fermiers européens, leurs femmes et leurs enfants devaient effectuer les tâches les plus « basses » — se termina avec l'arrivée des travailleurs africains. Ce changement, nous dit-on, fut achevé à la fin des années 1820[23]. Il contribua à miner l'un des principes fondamentaux qui avaient présidé à la création de l'« Anglostan » ou Albany, celui qui voulait que les colons blancs comptent sur leurs propres forces pour leur subsistance. À partir de ce moment, l'importance de la main-d'œuvre noire dans le développement économique de la colonie se trouva nettement affirmée.

Le troisième point indiscutable concerne l'afflux des Tswana et des Sotho dans la colonie. Cet afflux permit de disposer d'une main-d'œuvre bon marché, ce qui mina un principe des colons d'Albany et de Graaff-Reinet, celui de l'agriculture intensive. En partie à cause des fermiers qui exigeaient plus de terres, en partie à cause de la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché, les fermes de 40 hectares se transformèrent en domaines plus vastes vers 1825[24].

Pour leur part, les Tswana et les Sotho profitèrent également de leur séjour temporaire dans la colonie. D'une part, on leur permit d'établir des maisons sur les terres de leurs employeurs. D'autre part, selon les termes de leur « apprentissage », ils furent payés en têtes de bétail et autres produits[25]. De la sorte, beaucoup purent acquérir des biens personnels qu'on les autorisa à emporter dans leur pays.

La présence des Sotho et des Tswana dans la colonie ne résolut cependant pas l'autre besoin pressant des colons. Elle ne changea en rien la nature des rapports entre ceux-ci et leurs voisins, les Nguni du Sud. Tensions, conflits frontaliers, vols de bétail, raids de représailles : tout continua comme par le passé.

Ce tableau des rapports entre les Blancs et les Noirs de la colonie doit cependant être nuancé, pour que le lecteur ne garde pas l'impression d'une absence totale d'échange pacifique. Malgré les disputes et les querelles à propos des droits de chasse et de pâturage, il existait un désir mutuel de promouvoir des relations commerciales, parce que chaque groupe possédait certains produits que les autres n'avaient pas. Par exemple, les Xhosa avaient de l'ivoire, des cornes, des peaux, des bœufs et du caoutchouc, produits fort recherchés par les marchands coloniaux. Pour leur part, ils avaient besoin de cuivre, de perles, de boutons, de poudre et d'alcool — en particulier d'eau-de-vie —, toutes choses que seuls ces marchands pouvaient leur fournir. Ainsi, en dépit des hostilités entre les Africains et les colons, il existait un système de troc. Aucune forme de contrôle militaire ou juridique ne pouvait y mettre un terme. De fait, malgré les heurts des Blancs et des Noirs sur la frontière orientale, les échanges commerciaux s'étaient poursuivis en dépit

23. G. Butler, 1974, p. 181.
24. Les fermes furent agrandies en 1825, selon G. M. Theal, 1891, p. 239.
25. W. F. Lye (dir. publ.), 1975.

de la politique officielle du gouvernement. Le contrôle très strict exercé à la frontière par les autorités ne faisait qu'encourager la coopération entre les Blancs et les Noirs dans un système de contrebande.

Et ce fut parce que cette contrebande prospérait que le gouverneur en titre, sir Rufane Donkin, décida en 1821 de régulariser les échanges entre la colonie et les Xhosa[26]. Il s'agissait d'instituer une foire régulière — voire même plusieurs — au bord de la Keiskamma. D'abord opposé à ce projet, le gouverneur accepta ensuite les réalités de la situation, et une foire fut créée à Fort Willshire. D'abord annuelle, elle se développa rapidement, se tint bientôt quatre fois par an, puis devint mensuelle et, en 1824, hebdomadaire[27]. Commerçants de la colonie et commerçants xhosa s'y rencontraient par milliers pour échanger leurs produits. Les négociants africains — hommes et femmes — se rendaient à Willshire de régions aussi éloignées que celle située entre la Keiskamma et le Kei[28]. Ils apportaient des cornes, de l'ivoire, des peaux, du caoutchouc et des bœufs, et emportaient des perles, des boutons, des fils de cuivre, de l'eau-de-vie et toute une gamme de produits européens.

La foire de Willshire était aussi un lieu de rencontre. Le jour du marché était l'occasion pour les Blancs et les Noirs de tenter de communiquer. En marchandant, chacun essayait de se faire comprendre des autres en parlant leur langue. Comme le dit Dugmore, « on y parlait un cafre bizarre […] et un anglais et un hollandais non moins bizarres »[29].

Le marché de Willshire restait pourtant une façade — peut-être nécessaire. Il ne pouvait cacher la réalité profonde des rapports entre Blancs et Noirs. En effet, il faut souligner que Willshire était avant tout un poste de défense frontalier situé sur un front violent où tout témoignait de l'existence du conflit. Le jour du marché se déroulait dans une atmosphère militaire : la foule bigarrée, blanche, brune et noire, était traversée par les uniformes rouges, verts et bleus des « régiments de ligne, des fusiliers et des artilleurs », comme l'a observé Dugmore.

Le commerce florissant qui s'était établi entre les Noirs et les Blancs ne pouvait faire oublier aux Xhosa que leurs terres ancestrales étaient maintenant entre les mains des colons blancs. Alors même que les Noirs et les Blancs commerçaient à Willshire sous l'œil attentif des autorités, en pays xhosa, le trafic des armes à feu entre contrebandiers blancs et acheteurs xhosa était florissant. Ces derniers achetaient des fusils pour se préparer au grand affrontement qui, ils en étaient certains, n'allait pas manquer de se produire. La guerre éclata en effet en 1834-1835 ; ce ne fut ni la dernière ni la première. D'autres faits rappelaient la réalité violente des rapports entre les Xhosa et les colons : dans le même temps où se poursuivaient les transactions commerciales à Willshire et en pays xhosa, des voyageurs blancs solitaires

26. G. Butler, 1974, p. 197.
27. G. M. Theal, 1891, p. 237.
28. R. H. Dugmore, 1958.
29. Lors de leurs durs marchandages, les commerçants anglais et hollandais essayaient de s'exprimer en xhosa, tandis que les marchands xhosa essayaient de s'exprimer dans les deux langues européennes.

et de jeunes bergers européens surveillant le bétail de leurs parents étaient assassinés par des Xhosa mécontents[30].

Menace extérieure et réaction concertée des Blancs et des Noirs

II est donc évident que, jusqu'en 1828, les événements du Mfecane n'avaient pas menacé gravement la stabilité et l'équilibre des relations entre les Blancs et les Noirs du Cap. Comme nous l'avons vu, les réfugiés tswana et sotho qui affluaient dans la partie blanche de la colonie furent très vite intégrés à sa vie économique. Dans le Nord-Est, les Mpondo de Faku avaient presque à eux seuls empêché les régiments de Chaka d'avancer au-delà du pays mpondo.

Cette situation changea cependant en 1828. Un autre type de réfugiés fit soudain son apparition dans les régions de la colonie qui s'étendaient à l'est du Kei. À la différence des Sotho et des Tswana, ces réfugiés semèrent la terreur parmi les Tembu et les Xhosa d'Hintsa. Ils étaient également différents en ce que — contrairement aux Sotho et aux Tswana — ils avaient gardé quasiment intactes leur cohésion politique, leur loyauté envers les leurs et leurs capacités militaires. Il s'agissait des Ngwane, commandés par Matiwane, un guerrier chevronné qui avait déjà terrorisé plusieurs États — y compris celui des Sotho de Moshoeshoe.

Les Ngwane, qui à présent incluaient des éléments hlubi, traversèrent l'Orange en venant du Lesotho et pénétrèrent en pays tembu entre janvier et février 1828. Leur arrivée coïncida avec celle des régiments de Chaka en pays mpondo, arrivée qui créait déjà un grand sentiment d'inquiétude chez les colons, les Tembu et les Xhosa. Ainsi, toute la zone allant des districts orientaux jusqu'à l'Umzimvubu au nord-est était-elle parcourue de rumeurs concernant les « Fetcane » ou « Mfecane »[31] comme on appelait les régiments zulu[32]. Les régiments de Chaka, en pays mpondo, tentèrent d'avancer plus au sud pour s'ouvrir la route du Cap. Chaka voulait en effet établir des relations diplomatiques avec la colonie. Bien qu'ils fussent décidés à combattre tout État nguni du Sud se trouvant sur leur passage, les Zulu avaient reçu l'ordre très strict d'éviter tout heurt avec les Anglais.

Revenons aux Ngwane. Dès qu'ils pénétrèrent en pays tembu, ils se trouvèrent nez à nez avec une avant-garde des forces de la colonie qui croyait avoir affaire à des Zulu. Des escarmouches s'ensuivirent, dont l'issue fut incertaine. Les colons se préparèrent pour une bataille plus grande et plus décisive. Le gouverneur Somerset, Hintsa, le chef des Gcaleka, et Vusani,

30. Par exemple, les fils de Garbett et Sloman, les victimes de Clay Pitt, le parti irlandais, etc., comptèrent parmi les victimes de la colère xhosa.
31. Voir note 15 ci-dessus.
32. Les rumeurs concernant la présence des Zulu n'étaient pas dénuées de fondement, puisqu'un régiment zulu avançait déjà vers le sud à travers le pays mpondo.

le chef tembu, coopérèrent à cet effet. Une force composée de troupes britanniques de colons, de régiments xhosa et tembu fut mise sur pied pour la bataille finale, qui eut lieu à Mbolompo. Les Ngwane furent complètement écrasés, et beaucoup d'entre eux furent tués. Certains des survivants se joignirent aux Tembu et aux Xhosa, augmentant la population mfengu dans cette zone. D'autres refluèrent vers le Lesotho avec Matiwane; et Moshoeshoe leur permit de s'y établir. Cependant, le mal du pays poussa Matiwane et ses partisans à revenir au Natal. C'est là qu'il fut tué par Dingane, qui avait pris la succession de Chaka comme chef des Zulu.

La défaite décisive des Ngwane à Mbolompo conduisit à l'élimination de l'un des agents les plus puissants et les plus destructeurs du Mfecane. De fait, après Mbolompo, la colonie et les régions tembu et xhosa ne furent plus sérieusement menacées de l'extérieur. Cette action concertée contre les Ngwane de Matiwane signifia la formation d'une alliance temporaire entre les Anglais, les Xhosa et les Tembu. Cela avait naturellement exigé la suspension des hostilités entre Britanniques et Xhosa.

Mais, alors que l'action concertée des Xhosa et des Tembu peut s'expliquer, l'engagement britannique n'est pas si facile à comprendre. Quelles considérations y avaient-elles présidé? Le territoire anglais ne risquait pas d'être envahi par les Ngwane. En outre, même s'ils avaient encore l'impression que les envahisseurs du pays tembu étaient les Zulu de Chaka, ce dernier ne leur avait jamais donné la moindre raison de craindre une invasion de sa part. Redoutaient-ils, peut-être, que les troubles continuels en pays tembu ne gagnent la région xhosa, et forcent les Xhosa à fuir vers l'ouest, dans le district oriental, semant ainsi l'inquiétude chez les fermiers? Ou, comme on l'a suggéré par ailleurs, l'engagement britannique était-il calculé et motivé par des considérations diplomatiques, plutôt que par la crainte d'une invasion? Un tel point de vue signifierait que le gouvernement et les cercles de la colonie pensaient que l'aide militaire fournie aux Xhosa et aux Tembu ferait oublier aux premiers le fait que leurs terres ancestrales étaient aux mains des Européens, et contribuerait donc à développer des relations pacifiques entre les Blancs et les Noirs.

Quelles qu'aient été les raisons de l'engagement britannique dans la campagne « Fetcane » de 1828, un point important doit être mentionné. Le combat contre Matiwane fournit l'exemple d'un cas où Blancs et Noirs ont enterré la hache de guerre pour faire face à un ennemi commun. Nous pouvons seulement conclure que, en dépit de la tension et des conflits ouverts qui caractérisaient les rapports des Xhosa et des colons, il régnait au Cap une certaine stabilité, un certain équilibre; Blancs et Noirs se sentirent menacés en 1828 et s'efforcèrent de se défendre.

Les Mfengu

L'un des résultats les plus importants et les plus durables du Mfecane fut l'apparition de nouvelles unités sociales, de nouveaux États politiques,

quand les victimes dispersées et déplacées par les troubles se regroupèrent, souvent dans de nouvelles régions et dans des milieux différents. Dans la plupart des cas, les nouveaux groupes étaient constitués d'éléments divers qui, grâce aux qualités de commandement de certains individus, furent rassemblés au sein d'entités politiques identifiables. Les Swazi, les Gaza et les Ndebele offrent de bons exemples de telles entités. De nombreux survivants des guerres rejoignirent ces chefs pour renforcer les rangs de ces nouveaux États, ou furent absorbés par les groupes politiques déjà existants. Voilà comment Moshoeshoe, par exemple, édifia une grande nation sotho.

Mais plus nombreux furent les rescapés qui restèrent privés de chefs, errants et misérables; parfois reçus par certains dirigeants, ils ne furent jamais totalement assimilés par les communautés qui les accueillirent[33]. Ce fut le cas de nombreux éléments originaires du Natal qui pénétrèrent dans la région nguni du Cap. Ils arrivèrent par groupes plus ou moins grands, ou parfois isolément. Certains venaient du nord du pays nguni, d'autres de la région de la vallée du Caledon. Comme ils étaient affamés et misérables, ils vivaient de mendicité, *ukufenguza*, terme d'où est dérivé celui d'*amaMfengu* (*Fingo*). Il semble que ce nom leur ait été donné par leurs hôtes tembu, xhosa et mpondo. Il est donc appliqué collectivement aux réfugiés ou aux immigrants de la partie septentrionale du territoire nguni, et essentiellement, mais non exclusivement, aux Hlubi, Bhele, Ngwane et Zizi, auxquels on donna asile dans la région du Cap, après qu'ils eurent été déplacés et dispersés par le Mfecane[34]. Ces fugitifs commencèrent à refluer vers Le Cap pratiquement au début des guerres qui se déroulaient dans la partie septentrionale du territoire nguni; leur nombre ne cessa de croître entre 1822 et 1828. La défaite des Ngwane de Matiwane, en 1828, poussa de nombreux survivants à se joindre à la population mfengu de la région nguni du Cap.

La réaction des chefs tembu, xhosa et mpondo aux requêtes des réfugiés fut positive. Ils les reçurent comme des sujets, humainement, et les pourvurent en terres, nourriture et bétail. Conformément à la coutume, les chefs qui les recevaient conservaient la propriété du bétail, mais les Mfengu pouvaient garder le lait des vaches et utiliser les bêtes pour leurs tâches domestiques.

Comme la plupart des Mfengu étaient des travailleurs acharnés, beaucoup purent s'établir très rapidement et même acquérir des biens. Ils produisirent suffisamment de nourriture pour leur subsistance, et même des excédents pour le marché. Les Mfengu s'étaient, entre autres, spécialisés dans la culture du tabac, qu'ils échangeaient contre du bétail. Ils participèrent aussi au commerce de la frontière avec les colons et s'y montrèrent d'excellents négociants[35].

Si, de manière générale, les Mfengu qui vivaient en pays tembu et mpondo paraissent y avoir été heureux et s'être en grande partie intégrés

33. Voir le témoignage oculaire d'un des participants, Bertram Bowker (1810-1907), dans G. Butler, 1974, p. 252-254. Et aussi R. H. Dugmore, 1958, p. 44; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 92.
34. Cette définition n'inclut généralement pas les immigrants volontaires du Natal, qui s'installèrent dans le territoire des Nguni du Cap après le Mfecane. Voir aussi J. J. Van Warmelo, 1935, p. 65.
35. J. Ayliff et J. Whiteside, 1962, p. 20.

aux communautés qui les accueillaient, les Mfengu de la région xhosa continuèrent à se sentir mis à part. C'est pourquoi ils ne purent s'intégrer à la communauté xhosa. Il est vrai qu'ils apprirent vite à parler — quoique avec un accent — la langue de leurs hôtes ; mais comme ils continuaient à se considérer comme un groupe séparé et dominé, et que les Xhosa les considéraient de même, aucune intégration totale ne fut possible.

Cet échec provoqua des rapports hostiles entre les deux communautés et contribua à tendre les relations des Anglais et des Xhosa, déjà difficiles. Comme nous l'avons dit, au début, les rapports des Xhosa et des Mfengu étaient chaleureux — ce qui aurait pu permettre l'intégration de ces derniers. Cependant, ils commencèrent à se dégrader, et les Mfengu se mirent à chercher d'autres solutions et une situation plus favorable. Qu'est-ce qui provoqua une telle dégradation ? On ne le sait pas exactement ; mais il est clair que l'échec du processus d'intégration fut exploité par des forces extérieures qui cherchèrent à exacerber et à perpétuer toutes les différences culturelles, politiques et économiques existant entre les deux peuples. Les plus importants facteurs extérieurs de division furent la Wesleyan Methodist Missionary Society, les colons blancs et le gouvernement de la colonie du Cap.

La Wesleyan Methodist Missionary Society travaillait chez les Xhosa de Gcaleka depuis juillet 1827, quand Hintsa permit à William Shaw d'installer une mission dans cette zone. Après les négociations, une mission fut établie à Butterworth, près de la capitale de Hintsa, par W. J. Shrewsbury. Bien que la présence de la mission ne l'enthousiasmât guère, Hintsa la protégea, et aida Shrewsbury et son épouse. Il autorisa aussi les Mfengu à assister aux services religieux[36].

L'apparition des missionnaires wesleyens à cette époque allait interférer avec les processus d'assimilation et d'intégration des Mfengu en pays xhosa. L'attitude des divers missionnaires vis-à-vis des plaintes des Mfengu — réelles ou imaginaires — se révélerait cruciale. Les Mfengu se sentaient tenus à l'écart, politiquement opprimés et économiquement exploités par leurs hôtes xhosa. C'est cette relation « chef/sujet » entre les Xhosa et les Mfengu qui fut transformée abusivement en relation « maître/esclave » par John Ayliff, le successeur de Shrewsbury, et plus tard reprise par les fonctionnaires du gouvernement du Cap. Le mythe de l'esclavage — lié à celui selon lequel le Mfecane avait complètement anéanti le pouvoir militaire des Mfengu — eut, selon R. A. Moyer[37] un certain nombre d'effets sur les rapports des deux groupes. Tout d'abord, on présenta les Mfengu comme des êtres dignes de pitié qui méritaient la sympathie du gouvernement du Cap, des missionnaires et des philanthropes. Ensuite, dans la mesure où l'on exagérait l'impuissance militaire des Mfengu et le fait que les Xhosa les « opprimaient », les deux mythes conduisirent les missionnaires et les autorités du Cap à penser qu'ils étaient dans l'obligation de défendre les droits des Mfengu et de les

36. *Ibid.*, p. 20.
37. R. A. Moyer, 1974.

« délivrer » de la « tutelle » xhosa. Enfin, les deux mythes paraissent avoir été rapidement repris par les Mfengu eux-mêmes, qui continuaient à se sentir très différents des Xhosa. C'est pourquoi ils commencèrent à voir dans les missionnaires, les colons et le gouvernement du Cap des libérateurs, et eurent tendance à identifier leurs propres intérêts, aspirations, espoirs, craintes et anxiétés avec ceux de ces groupes extérieurs.

Les forces extérieures dont nous parlons avaient de bonnes raisons d'encourager le développement de ces mythes. Plus les Mfengu se considéraient comme opprimés et exploités, plus ils dépendaient des missionnaires pour la défense de leur cause. On s'attendait à ce qu'ils récompensent l'aide de ces derniers en étant plus réceptifs à l'enseignement chrétien. Plus les Mfengu se considéraient comme exploités économiquement par les Xhosa, plus il était facile de les recruter comme main-d'œuvre agricole bon marché.

Plus grave encore : se considérant comme différents des Xhosa et identifiant leurs craintes et leurs intérêts à ceux des colons britanniques, les Mfengu étaient conduits à s'éloigner des Xhosa et à rejoindre la colonie à la première occasion. Cette occasion fut finalement fournie par la sixième guerre frontalière (1834-1835), quand les Mfengu durent décider de la position à adopter dans une guerre que, pour commencer, ils considéraient comme un conflit entre les Anglais et les Xhosa. Lors d'une réunion tenue immédiatement au début des hostilités, ils décidèrent, d'une part, qu'aucun Mfengu ne participerait à l'invasion de la colonie ; d'autre part, qu'autant que possible ils défendraient et protégeraient les missionnaires et les commerçants ; enfin, qu'ils joueraient le rôle d'agents de liaison britanniques en acheminant les messages que John Ayliff adressait au commandant de l'armée anglaise pour le tenir informé des mouvements et des intentions des forces xhosa.

De fait, du début de la guerre en décembre 1834 jusqu'en mai 1835 — moment où ils quittèrent la région xhosa et allèrent s'installer dans les territoires contrôlés par les Britanniques —, les Mfengu réalisèrent une tâche d'espionnage considérable. Non seulement ils acheminèrent les messages d'Ayliff et du commandant de l'armée, mais ils informèrent également le premier des activités des Xhosa Gaika et Gcaleka. Ayliff, à Butterworth, transmettait ces informations au juge-commissaire civil de Grahamstown. Les messagers mfengu parcouraient régulièrement les 250 kilomètres qui séparaient Grahamstown du territoire xhosa[38]. Bien que la plupart de ces missions de liaison eussent lieu de nuit, Hintsa, le chef des Gcaleka, les découvrit très vite et décida de mettre un terme à cette trahison.

Dans les semaines qui suivirent le déclenchement des hostilités, de nombreux centres blancs isolés furent détruits par les Xhosa, qui tuèrent également des fermiers et des commerçants. Le gouverneur, Benjamin D'Urban, dut se rendre dans la zone du conflit pour organiser la défense de la colonie. Ce fut alors qu'il campait près de Butterworth qu'Ayliff et ses

38. J. Ayliff et J. Whiteside, 1962, p. 23-24.

protégés mfengu lui demandèrent de déclarer les Mfengu « sujets britanniques » pour les « délivrer » de la « tutelle » xhosa. Cette requête reçut une réponse positive le 3 mai 1835, et les Mfengu — 16 000 hommes, femmes et enfants, avec 15 000 têtes de bétail et des milliers de chèvres, le tout appartenant aux chefs xhosa — quittèrent le pays xhosa escortés par des troupes britanniques[39]. Le trajet commença le 9 mai et mit effectivement fin aux processus d'assimilation et d'intégration qui s'étaient développés depuis l'arrivée des Mfengu en territoire xhosa. Le voyage s'acheva le 14 mai, quand le dernier homme et le dernier animal eurent traversé la Keiskamma et abordé, en « terre promise », le district de Peddie, que le gouverneur D'Urban avait réservé aux Mfengu. Après la remise officielle des terres aux huit chefs mfengu, chaque homme dut jurer qu'il serait fidèle à Dieu et loyal envers le roi d'Angleterre ; qu'il coopérerait avec les missionnaires en leur envoyant ses enfants. Les Mfengu ne devaient pas oublier la « tutelle » dont le gouvernement du Cap et les missionnaires les avaient « délivrés ».

L'évacuation des Mfengu de la région xhosa se produisit en plein milieu de la sixième guerre frontalière et, comme nous l'avons souligné, elle se fit sous certaines conditions. Par exemple, les Mfengu devaient aider les Anglais contre les Xhosa — ce qu'ils firent immédiatement après leur arrivée dans leur nouveau territoire. Près de 500 Mfengu se joignirent à l'armée britannique et contribuèrent très largement à chasser les Xhosa de la vallée du Buffalo. Ils se chargèrent également de garder tous les passages qui menaient à la colonie et de récupérer le bétail volé par les Xhosa.

Une autre condition de leur « délivrance » était qu'ils fourniraient de la main-d'œuvre bon marché pour la colonie : idée fort bien accueillie au Cap étant donné qu'à cette époque de nombreux Tswana et Sotho retournaient chez eux après avoir achevé leur « apprentissage » — et parce que la paix revenait dans leur propre pays[40]. En ce qui concerne la coopération avec les missionnaires, les Mfengu souhaitaient que ceux-ci éduquent leurs enfants, et beaucoup d'adultes eux-mêmes assistaient aux services religieux.

Surtout, l'évacuation des Mfengu fut calculée de façon à affaiblir les Xhosa lors de futurs conflits avec les Blancs. La région où les Mfengu furent installés avait été choisie parce qu'elle constituait une zone tampon entre les Xhosa et la colonie britannique.

Conclusion

Le Mfecane amena des changements militaires, politiques, sociaux, économiques et même parfois culturels chez les peuples des diverses parties de l'Afrique qu'il affecta. L'ampleur de son influence dépendit beaucoup de facteurs comme, par exemple, la nature des agents du mouvement et

39. *Ibid.*, p. 28-29.
40. Voir note 17 ci-dessus.

leurs objectifs ainsi que de facteurs locaux, comme les conditions militaires, politiques et sociales.

Ainsi que nous l'avons vu, trois types d'agents du Mfecane pénétrèrent dans la zone définie comme la colonie du Cap. Il s'agit d'abord des réfugiés misérables et affamés — Sotho, Tswana et Nguni du Nord — qui venaient y chercher nourriture, aide et protection. La plupart des Tswana et des Sotho furent employés par les fermiers européens; quant aux Nguni du Nord, qui venaient du Natal, ils furent accueillis par les chefs xhosa, tembu et mpondo. Il y eut ensuite les régiments zulu de Chaka, qui envahirent le pays mpondo, mais ne purent aller au-delà à cause de la résistance mpondo. Enfin, il y eut des peuples aussi forts et destructeurs que les Zulu, comme les Tembu septentrionaux de Ngoza et les Ngwane de Matiwane. Les Tembu de Ngoza pénétrèrent en pays mpondo en 1822-1823; mais, comme les Zulu qui les suivirent, ils ne dépassèrent pas l'Umzimkulu, à cause de la résistance mpondo.

Les seules forces vraiment sérieuses qui paraissent avoir avancé plus au sud furent les Ngwane de Matiwane, qui provoquèrent une grande inquiétude dans la région située entre l'Umzimvubu et le Gamtoos quand ils envahirent le pays tembu à partir du Lesotho. Parce qu'on les confondit avec les Zulu de Chaka, et parce qu'ils semblaient menacer la stabilité et l'équilibre de la colonie — malgré les heurts frontaliers des Xhosa et des Européens —, ils furent combattus par une force combinée anglaise, xhosa et tembu. L'impact militaire de l'invasion ngwane fut de toute façon très limité puisqu'elle fut très rapidement et efficacement stoppée par cette force combinée. Quant à l'alliance des Anglais, des Xhosa et des Tembu, destinée à défendre des intérêts communs contre une menace extérieure, elle fut également très brève, puisqu'elle prit fin avec la disparition de la menace ngwane.

Il semble cependant que l'influence économique, sociale et culturelle du Mfecane ait été plus grande et plus durable que ses conséquences militaires ou politiques. Cela est d'autant plus intéressant que les groupes qui exercèrent le plus d'impact dans ces domaines étaient les plus faibles: les groupes de misérables et de mendiants formés par les Tswana, les Sotho et les Mfengu, militairement inoffensifs. Comme on l'a vu, c'est grâce à l'arrivée des réfugiés tswana et sotho en 1823 que les communautés agricoles de Graaff-Reinet et d'Albany échappèrent à la catastrophe provoquée par le manque de main-d'œuvre bon marché. La présence de cette force de travail conduisit également à miner les principes sur lesquels l'agriculture coloniale avait été originairement fondée: l'autosubsistance et la culture intensive. L'arrivée des Mfengu dans le district de Peddie, en 1835, allait assurer aux fermiers une source inépuisable de force de travail bon marché.

À cause de leur origine — le pays nguni du Nord — et également de leur nombre, les Mfengu constituaient potentiellement une force politique, sociale et culturelle. Mais leur influence politique sur leurs hôtes nguni fut affaiblie par leur départ, en 1835, de la région xhosa. En tant que sujets britanniques, ils participèrent aux guerres que les Anglais menèrent contre les Xhosa. Tous les accords conclus à la suite de ces guerres concernèrent les Anglais, nullement les Mfengu. Par exemple, la participation et le sacrifice

des Mfengu lors des guerres de 1834-1835, 1846 et 1851-1853 contre les Xhosa furent aussi importants que ceux des soldats de la colonie; mais ces guerres restèrent une affaire anglo-xhosa dans laquelle les Mfengu n'occupaient qu'une position secondaire.

L'influence culturelle des Mfengu sur les Nguni du Cap et les colons blancs n'est pas facile à mesurer. De plus, les Nguni du Cap et les Nguni du Natal étaient fort semblables culturellement. Il existe cependant un domaine dans lequel l'influence mfengu a été importante. Parce qu'ils acceptèrent le christianisme, l'éducation, l'agriculture et le travail européens bien avant les Nguni du Cap, les Mfengu jouèrent un rôle essentiel en tant qu'agents de modernisation parmi les autres communautés africaines du Cap. Ce sont eux qui fournirent les premiers enseignants africains, les premiers prêtres, les premiers démonstrateurs agricoles et les premiers secrétaires.

CHAPITRE 7

Les Britanniques, les Boers et les Africains en Afrique du Sud, 1850-1880

Ngwabi Bhebe

Entre 1850 et 1880, quand on parlait d'Afrique du Sud, il s'agissait encore d'une simple expression géographique sans signification politique qui désignait un territoire divisé en colonies britanniques, républiques boers et États africains. Jusque dans les années 1870, la Grande-Bretagne, qui prétendait à la suprématie sur le sous-continent, hésitait à réaliser ses ambitions en prenant le contrôle politique de l'ensemble de la région. Sur place, nombreux étaient les fonctionnaires britanniques qui exhortaient leur gouvernement à franchir ce pas, en faisant valoir que le meilleur moyen de servir les intérêts nationaux, tout en traitant équitablement les divers peuples d'Afrique du Sud, était de placer la totalité de la région sous administration britannique. Le gouvernement se faisait tirer l'oreille à cause des dépenses que cela entraînerait. Il faudrait, en effet, faire la conquête d'une multitude d'États africains ; soumettre des républiques boers farouchement attachées à leur indépendance ; persuader les colonies britanniques de s'associer à ces États et, pour finir, subvenir aux frais de l'administration du pays, alors très pauvre. À partir de 1870, toutefois, avec l'avènement du « nouvel impérialisme » européen, la découverte de gisements de diamants et d'or et l'expansion concomitante de leurs investissements dans la région, les Britanniques changèrent d'avis et entreprirent énergiquement d'affirmer leur hégémonie sur tout le sous-continent. Vers 1880, ils avaient conquis et annexé de nombreuses communautés africaines, octroyé leur protection à d'autres et humilié, par la force des armes, la plus rebelle et la plus puissante d'entre elles, celle des Zulu. La volonté de prendre en main plus fermement les sociétés sud-africaines conduisit également les Britanniques

à entrer en guerre contre les Boers. À l'issue de ces guerres et des accords auxquels elles aboutirent, qui prévoyaient soit une annexion pure et simple, soit un certain degré de souveraineté, la Grande-Bretagne put, à partir de 1881, se targuer à juste titre, devant les autres puissances européennes, de détenir en Afrique du Sud quelque chose de plus qu'une simple zone d'influence. Du point de vue de l'Afrique du Sud elle-même, cette période vit les colonies britanniques accéder à un certain degré d'autonomie, les Boers consolider leur unité, et les Africains perdre progressivement leurs terres et leur souveraineté, au profit des unes et des autres.

Les Britanniques se retirent de l'intérieur

Au moment où commençait la seconde moitié du siècle, les Britanniques se retirèrent de l'intérieur de l'Afrique du Sud. Sir Harry Smith, l'énergique et quelque peu présomptueux gouverneur et haut-commissaire, entré en fonctions en 1847, avait en très peu de temps, dès son arrivée, étendu de façon très spectaculaire la zone dominée par les Britanniques. Convaincu des vertus pacifiques et stabilisatrices de l'ordre britannique, ainsi que de la nécessité d'apporter aux Africains « les bienfaits » de la civilisation industrielle et de la culture britannique, il annexa le pays xhosa entre la Keiskamma et le Kei, lui donnant le nom de Cafrerie britannique, et la totalité du territoire peuplé de Boers et d'Africains situé entre le Vaal et l'Orange, qui prit le nom de colonie du fleuve Orange. Smith s'imaginait que l'administration de ces acquisitions toutes fraîches serait financée par des recettes locales, et qu'elle ne représenterait pas, par conséquent, une charge financière pour les Britanniques. La suite des événements allait lui donner entièrement tort. Sa politique provoqua des guerres qui coûtèrent cher en argent, en vies humaines et en destructions, parce que les Boers n'entendaient pas se laisser annexer, tandis que les Africains rejetaient ses mesures « civilisatrices » et se révoltaient pour recouvrer leurs terres confisquées et leur souveraineté perdue.

Les premiers à se lancer dans la résistance armée furent les Boers, sous la conduite d'Andries Pretorius. En 1848, il réunit une troupe de 12 000 hommes et chassa de la colonie du fleuve Orange le résident britannique (le major Harry Warden) et ses collaborateurs. Mais les Boers furent incapables de garder les fruits de leur victoire. Ils ne tardèrent pas à se disperser, ne laissant à Pretorius que de maigres forces dont Smith n'eut aucun mal à venir à bout, le 29 août 1848.

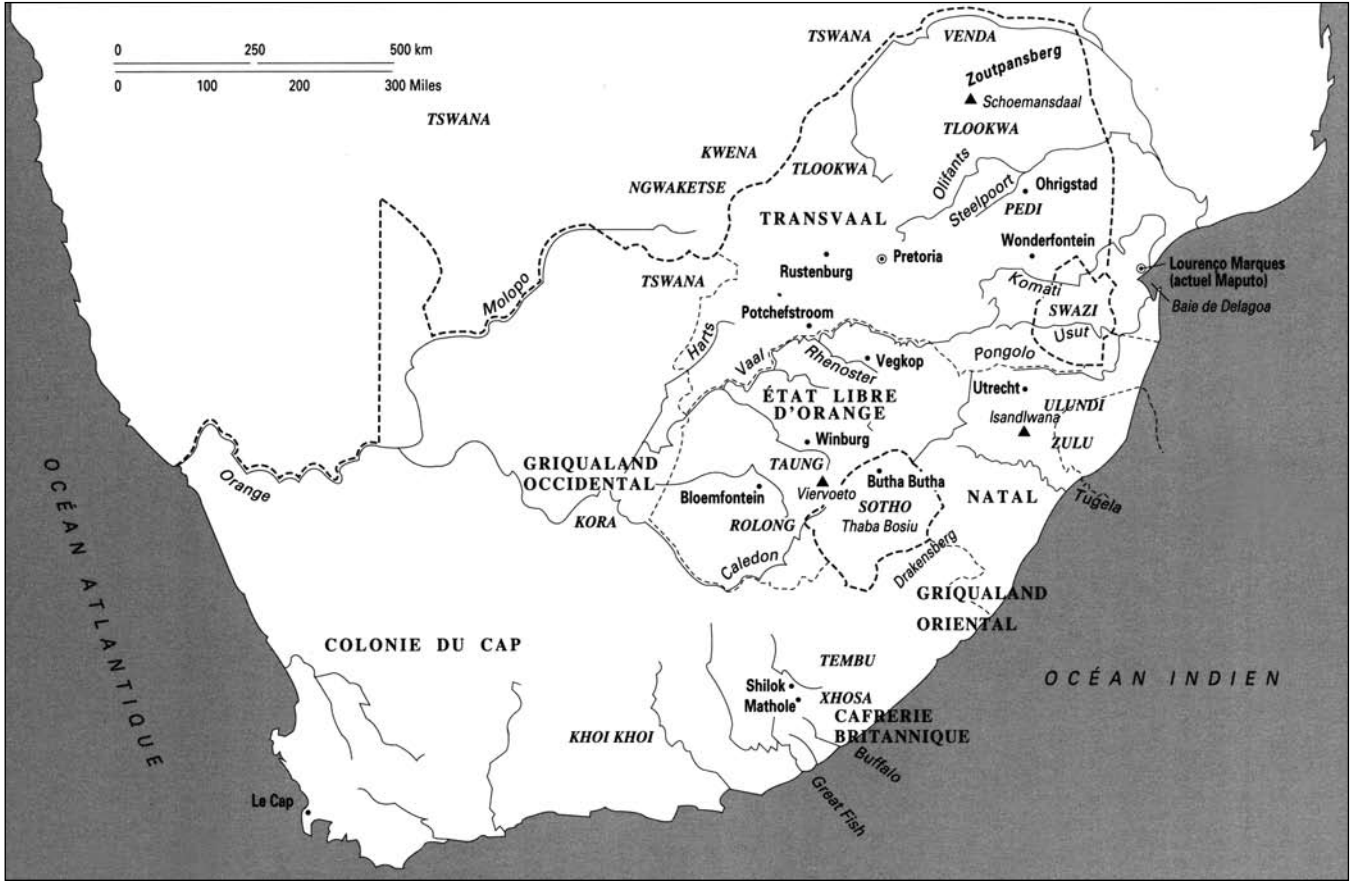
Ayant rétabli la tutelle britannique, appuyée par une petite force militaire, Smith retourna en hâte au Cap, confiant à Warden la tâche délicate et redoutable de délimiter les territoires de la colonie du fleuve Orange, revendiqués par des groupes rivaux. Les parties en présence étaient le puissant royaume de Moshoeshoe, les États plus modestes des Taung de Moletsane, des Tlookwa de Sikonyela, des Rolong de Moroka et, enfin, les Boers, les Kora et les Griqua. La population du royaume de Moshoeshoe s'accroissait

très rapidement sous l'afflux des réfugiés fuyant les exigences des envahisseurs boers ; aussi avait-il besoin pour son peuple de la plus grande partie des terres de la vallée du Caledon, de sa source à son confluent avec l'Orange. En essaimant ainsi sur les terres fertiles et arables qui s'étendaient au-delà des frontières septentrionale et occidentale de leur pays, les populations sur lesquelles régnait Moshoeshoe entrèrent violemment en conflit avec leurs voisins qui avaient également des vues sur ces terres. Les Britanniques tentèrent donc de régler ces conflits en traçant des frontières. Mais Warden aggrava la situation, car ses frontières favorisaient les Boers et les États plus petits au détriment des Sotho de Moshoeshoe. En outre, le seul fait d'annoncer que des frontières allaient être tracées déclencha une intense compétition entre tous les groupes de population pour l'occupation des terres, ce qui entraîna une recrudescence des razzias sur les troupeaux.

Toute cette crise plaça Moshoeshoe dans une situation difficile. Il ne pouvait survivre qu'en s'abstenant de prendre position. Il ne voulait pas heurter de front les Britanniques, qui imposaient désormais leur loi aux Boers, parce qu'ils étaient puissants et que, dans l'éventualité d'une guerre avec ses voisins blancs, il voulait pouvoir compter sur leur appui. Mais les Britanniques le gênaient. Il avait d'abord accueilli favorablement leur arrivée dans la région, espérant qu'ils sauraient dissuader les Boers de faire main basse sur ses terres. Mais voilà que les Boers s'en emparaient, de connivence avec les Britanniques. Son peuple avait l'impression qu'il collaborait avec les Britanniques en leur cédant des morceaux du pays, et il le critiquait donc durement. Dans ces conditions, il ne pouvait effectivement empêcher ses sujets de violer les frontières de Warden. Il lui fallait se contenter de rabrouer ceux d'entre eux qui n'en tenaient pas compte et, en même temps, de saisir toutes les occasions qui se présentaient de protester auprès des autorités britanniques contre ces frontières inéquitables. Mais ses sujets ne faisaient aucun cas de ses remontrances. Ils s'installaient où ils voulaient et continuaient, pour se venger ou même sans avoir été provoqués, de razzier le bétail des États voisins.

Warden, le résident britannique, ne pouvait pas non plus ramener la paix dans la région. Ses forces militaires étaient insuffisantes et il choisit d'ignorer les revendications territoriales de Moshoeshoe. En donnant une frontière aux Tlookwa, il piqua au vif le nationalisme des Sotho de Moshoeshoe, qui n'attendaient qu'une occasion propice pour anéantir les Tlookwa et recouvrer les terres qu'ils leur avaient prises à l'époque où le royaume de Moshoeshoe était encore faible. Warden imposa même aux Taung de Moletsane une frontière qu'ils n'avaient jamais demandée, car ils savaient que la terre qu'ils occupaient appartenait à Moshoeshoe. Celui-ci et son peuple ne pouvaient pas tolérer non plus que des envahisseurs récents, comme les Kora de Taaibosch, soient généreusement pourvus en terres par Warden. Ce dernier cherchait, d'ailleurs, à affaiblir le royaume de Moshoeshoe et à s'assurer l'appui des petits États, afin de compenser la faiblesse militaire des Britanniques dans la région[1].

1. P. Sanders, 1975, p. 149-150 et p. 159.



7.1. *Carte de l'Afrique du Sud indiquant les États et les peuples, 1850-1880* (d'après N. M. Bhebe).

Effectivement, lorsque la guerre éclata à la suite de toute une série de razzias et contre-razzias entre Taung et Tlookwa, Warden réussit à lever une troupe assez importante composée des quelques Boers qui voulurent bien le soutenir, de Griqua, de Rolong et de Kora. Il se porta ainsi au secours des Tlookwa, dispersa l'armée taung sur les collines de Viervoet, et paracheva sa victoire en faisant main basse sur 3 468 bovins et un certain nombre d'ovins. Le redoutable Moshoeshoe entra alors dans le conflit aux côtés de ses alliés, les Taung de Moletsane, et, ensemble, ils infligèrent une défaite écrasante à Warden et à ses alliés africains. Ainsi s'effondra, en juin 1851, l'administration britannique de la colonie du fleuve Orange[2].

Warden ne put obtenir qu'une aide minime des Boers de la région et des Britanniques de la colonie du Cap. Les Boers demandèrent assistance à ceux des leurs qui étaient établis sur l'autre rive du Vaal, ou tâchèrent de parvenir à un accord pacifique avec les vainqueurs, Moshoeshoe et Moletsane. Dans la colonie du Cap, les forces britanniques étaient accaparées par la guerre contre les Xhosa, qui avait éclaté en décembre 1850. En fait, ce furent ces deux guerres, sur le front oriental et dans la colonie du fleuve Orange, qui contraignirent les Britanniques à abandonner la politique expansionniste de Smith en Afrique du Sud.

La guerre de 1850-1853 entre les Britanniques et les Xhosa fut provoquée par les efforts que Smith déploya pour priver les Xhosa de leur indépendance. En 1848, il s'empara de vastes territoires xhosa en annexant à la colonie du Cap la région comprise entre le Great Fish et la Keiskamma, puis en proclamant colonie britannique de la Cafrerie le territoire compris entre la Keiskamma et le Kei. De nombreux Xhosa furent empêchés de s'établir sur leurs anciennes terres, à l'ouest de la Keiskamma, qui avaient été réparties entre les « loyalistes » mfengu et des agriculteurs blancs. Dans la Cafrerie même, les Xhosa furent scindés entre différentes « réserves » ; les pouvoirs de leurs chefs se trouvèrent fortement limités par le fait qu'ils durent se soumettre au contrôle de magistrats blancs. Des coutumes telles que celle de la *labola* (dot) furent mises hors la loi comme contraires au droit britannique, de même que les accusations de sorcellerie. Qui plus est, les magistrats blancs savaient très peu de chose des lois en vigueur au Cap, et strictement rien du système juridique xhosa ; de sorte qu'ils se laissaient guider par leurs sentiments personnels pour statuer sur les litiges xhosa qui leur étaient soumis. Les cinq cents membres de la police africaine sur laquelle s'appuyaient les magistrats n'avaient reçu aucune formation, et ils étaient si fiers d'exécuter les ordres des Blancs qu'ils en venaient à traiter leurs compatriotes avec arrogance. Tous ces griefs devaient nécessairement amener les Xhosa à tenter de se soustraire à la domination britannique.

Smith mit le feu aux poudres en traitant leur chef suprême avec désinvolture, sans tenir aucun compte de l'attachement de la population à ses dirigeants et à ses institutions. Il convoqua le chef, Sandile, à une réunion à King William's Town. Sandile refusa de s'y rendre parce que, quelques années

2. *Ibid.*, chap. 14.

auparavant, les Britanniques l'avaient traîtreusement arrêté après qu'il eut répondu à une convocation semblable. Smith déposa Sandile et tenta de lui substituer sa propre mère, associée à un chef blanc ; mais ils furent tous deux rejetés par les Xhosa. Smith mit alors Sandile hors la loi et essaya de s'emparer de lui. En décembre 1850, les Xhosa en eurent assez des ingérences du gouverneur dans leur vie et commencèrent à attaquer les forces et les installations militaires britanniques dans la région. Ils anéantirent plusieurs postes militaires.

La cause de Sandile fut largement soutenue par ses voisins africains. À l'est du Kei, il reçut le soutien moral des sujets du chef Sarili. De nombreux membres de la police africaine et des Cape Coloured Mounted Riflemen (police montée de la colonie du Cap, constituée de Métis armés de fusils) désertèrent et rejoignirent ses troupes. Les Khoi Khoi et certains Tembu combattirent aussi aux côtés de Sandile. Beaucoup de fermiers blancs et d'Africains qui s'étaient rangés du côté des Britanniques furent tués, leur bétail capturé et leurs biens détruits. Smith ne pouvait s'appuyer que sur des alliés africains, parce que les fermiers blancs de la colonie du Cap n'étaient pas disposés à faire sa guerre. Même avec les renforts qu'il reçut du gouvernement britannique en mars 1852, Smith ne réussit pas à mater le soulèvement des Xhosa. La guerre ne fut menée à son terme que par son successeur, sir George Cathcart, qui s'assura le soutien des fermiers blancs du Cap en leur promettant une partie du bétail qui ferait partie du butin final. De fait, lorsque les Xhosa furent vaincus, en octobre 1852, les sujets de Sandile, comme ceux de Sarili, qui vivaient à l'est du Kei et avaient surtout accordé un appui moral à leurs frères de l'Ouest, perdirent de vastes troupeaux, confisqués comme prises de guerre par les Britanniques[3].

Le coût de la guerre contre les Xhosa et la désorganisation totale de l'administration britannique dans la colonie du fleuve Orange incitèrent les Britanniques à renoncer à la politique radicale de Smith. Ils nommèrent deux commissaires, le major William Hogge et Charles Owen, qu'ils chargèrent de préparer leur désengagement au nord de l'Orange. Pour faire face à la situation dans la colonie sans être gênés par les Boers établis au nord du Vaal, les commissaires les achetèrent en garantissant leur indépendance. Andries Pretorius réussit, en dépit de la dispersion des Boers du Transvaal et de leur division en factions rivales, à constituer une délégation qui, non sans mal, parvint à s'entendre avec les Britanniques et conclut la Convention de Sand River, le 17 janvier 1852.

Aux termes de cette convention, les Britanniques reconnaissaient l'indépendance du Transvaal et abrogeaient unilatéralement tout traité d'alliance avec des États africains situés au nord du Vaal. Le Transvaal s'engageait à ne pas intervenir dans les affaires des colonies britanniques, et à ne pratiquer ni l'esclavage ni le commerce des esclaves. Les Britanniques et les Boers du Transvaal excluaient en outre, d'un commun accord, les sociétés africaines

3. E. A. Walker, 1957, p. 250-254 ; C. Brownlee, 1896, p. 306-319 ; M. Wilson, 1969*b*, p. 256.

établies des deux côtés du Vaal de leurs marchés des armes à feu et des munitions, tandis que les Boers auraient libre accès aux marchés britanniques des armes[4]. Il va sans dire que, même si les Africains purent se procurer quelques fusils en ayant recours à des moyens clandestins et à des marchands britanniques « sans scrupules », l'embargo anglo-boer sur les armes empêcha effectivement les États africains de constituer d'importants stocks d'armes et de se procurer les matériels militaires les plus modernes disponibles sur le marché britannique et les autres marchés européens. En bref, les Blancs se garantissaient, par cet accord, la supériorité militaire sur les Africains et rendaient techniquement inévitables leurs conquêtes ultérieures.

Une fois réglé le problème du Transvaal, les commissaires abordèrent celui de la colonie du fleuve Orange. Cathcart, le nouveau haut-commissaire, voulait rétablir le prestige militaire britannique, singulièrement terni aux yeux des Africains, en infligeant une défaite éloquente à Moshoeshoe. À la tête d'importantes forces d'infanterie et de cavalerie, il rencontra celui-ci à Platberg le 15 décembre 1852 et lui lança un ultimatum auquel il était impossible de se plier. Moshoeshoe devait livrer, dans un délai de trois jours, 1 000 chevaux et 10 000 bovins, pour compenser les pertes matérielles subies par les Boers pendant la guerre menée par Warden et financer la coûteuse expédition de Cathcart. Lorsque Moshoeshoe, incapable de répondre aussi rapidement à ces exigences, demanda un délai supplémentaire, Cathcart ne fit aucun cas de ses explications et ordonna l'invasion du territoire qui constitue aujourd'hui le Lesotho. Mais il se heurta à une résistance si opiniâtre de la part de l'infanterie et de la cavalerie sotho qu'il ne demanda pas mieux que de se retirer lorsque Moshoeshoe manifesta une attitude diplomatique de soumission, par une lettre du 20 décembre 1852. Moshoeshoe suppliait le haut-commissaire de bien vouloir se satisfaire du butin de plus de 5 000 bovins que ses troupes avaient réussi à capturer. Il se reconnaissait suffisamment puni et vraiment très impressionné par la puissance britannique ; il demandait donc humblement la paix. Il tâcherait également, à l'avenir, d'éviter que ses sujets ne causent des troubles. Le lendemain du jour où il reçut cette lettre, le haut-commissaire et ses troupes très éprouvées (38 morts et 15 blessés) s'empressèrent de se retirer de ce dangereux royaume[5].

Les vicissitudes de Cathcart renforcèrent les Britanniques dans la conviction que la région ne pourrait être conservée qu'à grands frais. Sir George Clerk fut donc dépêché sur place pour achever de mener à bien le retrait des Britanniques de la zone située au nord de l'Orange. Ayant eu vent de l'imminence de leur départ, Moshoeshoe prépara le terrain pour la longue lutte avec les Boers qui l'attendait inéluctablement, en anéantissant leurs alliés potentiels, les Tlookwa, les Griqua et les Kora qui vivaient au nord-ouest de son royaume. Tous les Sotho du Sud qui peuplaient le pourtour de

4. E. A. Walker, 1957, p. 252-253 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 420-421.
5. P. Sanders, 1975, p. 185-193 ; E. A. Walker, 1957, p. 254-255 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 421-422.

son royaume étaient désormais sous sa coupe, excepté la chefferie de Moroka dont la population avait, de toute façon, été réduite à un millier d'âmes à peine au cours de la guerre précédente.

Entre-temps, Clerk parvint, non sans quelques difficultés, à réunir des Boers disposés à négocier l'indépendance avec lui et, le 23 février 1854, conclut la Convention de Bloemfontein, dont les termes étaient plus ou moins semblables aux dispositions de celle de Sand River. Elle conférait aux Boers une indépendance totale. Les Britanniques renonçaient à toute alliance avec les chefs africains au nord de l'Orange, sauf avec Adam Kok. Le traité avec Adam Kok lui-même, par lequel était limitée la quantité de terres que les Boers pouvaient acheter dans son pays, fut en fin de compte modifié de manière à permettre aux Blancs d'acheter toutes ses terres. Clerk refusait aussi de se laisser entraîner par Moshoeshoe dans une quelconque discussion relative à la frontière entre le territoire qui allait bientôt s'appeler l'État libre d'Orange et son royaume[6]. Les Britanniques, par leur retrait, ouvraient donc la voie à l'accaparement des terres d'Adam Kok par les fermiers blancs, et à des conflits territoriaux entre les Boers et les Sotho.

Sur la frontière orientale de la colonie du Cap, la préoccupation primordiale de Cathcart était d'empêcher les Xhosa de troubler la paix. Après la guerre de 1850-1853, il considéra une grande partie des Xhosa de Sandile, les Tembu et les Khoi Khoi comme des rebelles, et, en conséquence, confisqua leurs terres à l'ouest de la Keiskamma, dans les vallées du White Kei et du Kat, sur les contreforts du Mathole et autour des postes militaires britanniques. Les terres confisquées furent vendues aux fermiers blancs ou données aux « loyalistes » mfengu. Il espérait, ce faisant, neutraliser suffisamment la région pour qu'elle constitue un tampon entre l'Est, à prédominance noire, et la colonie blanche du Cap, à l'ouest. Cathcart modifia aussi les aspects politiques de l'action de Smith. Alors que celui-ci avait fortement réduit les pouvoirs des chefs xhosa, Cathcart les laissa exercer une juridiction illimitée dans les « réserves » surpeuplées, et réduisit le rôle des magistrats britanniques à celui de « simples diplomates sans pouvoir »[7].

En 1854, lorsque Cathcart quitta l'Afrique du Sud, les Britanniques s'étaient retirés de l'intérieur, laissant les Boers et les Africains face à face. Même la Cafrerie britannique, qu'ils décidèrent de conserver, n'était pas considérée par eux comme une colonie « normale » à développer dans l'intérêt de ses habitants et dans celui de la Grande-Bretagne, mais plutôt comme un élément du système de défense de la colonie du Cap, où seuls paraissaient dignes d'attention les moyens indispensables pour répondre aux impératifs logistiques. La Grande-Bretagne n'était tout simplement pas d'humeur à faire plus qu'il ne le fallait pour rester en possession de sa base navale du Cap. Cet objectif semblait pouvoir être atteint en conservant la colonie du Cap et le Natal, de manière à interdire aux Boers, faibles et désunis, toute voie d'accès indépendante à la mer. Le coût des deux colonies blanches, pour

6. P. Sanders, 1975, p. 200-201.
7. E. A. Walker, 1957, p. 286.

la mère patrie, devait être maintenu à un niveau aussi faible que possible, en leur accordant un certain degré d'autonomie, afin qu'elles acceptent de prendre à leur charge la plus grande partie des dépenses nécessaires pour assurer leur administration et leur défense. Une constitution garantissant à la colonie du Cap des institutions parlementaires fut donc promulguée en 1853. Quant au Natal, qui avait été initialement annexé en 1845 en tant que district de la colonie du Cap, il fut dissocié de celle-ci et doté de son propre conseil législatif en 1856.

La colonie du Cap et le Natal avant 1870

La nécessité de faire des économies n'était certes pas la seule raison qui poussa le gouvernement britannique à accorder, en 1853, des institutions représentatives à la colonie du Cap[8]. La constitution du Cap fut promulguée au moment où les Britanniques abandonnaient le système mercantiliste et adoptaient le libre-échange. En Grande-Bretagne, les écoles de Manchester et de Wakefield, qui jouaient un rôle de premier plan dans les discussions relatives à la politique coloniale, préconisaient toutes deux, pour des motifs opposés, qu'un statut d'autonomie fût accordé aux colonies. Et lord Grey, le Secrétaire aux colonies qui, en 1846, engagea le processus tendant à conférer l'autonomie à la colonie du Cap, était en fait un libre-échangiste. De plus, les colons eux-mêmes jouèrent un rôle actif à cet égard : pendant des années, ils adressèrent au gouvernement britannique pétition sur pétition pour réclamer des institutions représentatives ; la création, en 1834, d'un Conseil législatif composé du gouverneur, de fonctionnaires et de notabilités civiles désignées ne suffit pas à les apaiser. Divers facteurs — les pressions des colons, la doctrine du libre-échange, la nécessité de faire des économies — se conjuguèrent donc pour forcer les Britanniques à accorder à la colonie du Cap un certain degré d'autonomie.

La constitution de 1853 était conçue de manière à protéger les intérêts de la minorité des riches marchands anglais, tout en permettant une participation politique limitée de la majorité — Boers, Métis et Africains, dont la plupart étaient pauvres — en liant le droit de vote et l'éligibilité aux deux chambres du Parlement à la fortune. Seuls les riches pouvaient être élus à la Chambre haute car, pour être éligible, il fallait être sujet britannique, être électeur, et disposer de biens non hypothéqués d'une valeur de 2 000 livres ou de biens hypothéqués d'une valeur de 4 000 livres. Le droit de vote et l'éligibilité à la Chambre basse étaient accordés à tout sujet britannique de sexe masculin possédant des biens d'une valeur de 25 livres ou percevant un traitement annuel de 50 livres. Cette disposition permettait à un petit nombre de Boers et de Métis de voter. Mais, en faisant de l'anglais la langue officielle

8. S. Trapido, 1964 ; E. A. Walker, 1957, p. 233-245 : T. R. H. Davenport, 1969, p. 321-324 ; C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p. 183-184.

du Parlement, la Constitution éliminait environ 70 % des Boers ruraux qui, jusque dans les années 1870, parlaient à peine cette langue[9].

Deux questions dominaient les débats du Parlement du Cap : la demande de partition de la colonie et les conflits entre l'exécutif et le législatif. Les districts orientaux, surtout anglophones, voulaient être séparés des districts occidentaux, où le hollandais était la langue principale, de peur d'être dominés. La Constitution suscitait des conflits en tentant de combiner l'autocratie et la démocratie. Au lieu de ministres responsables, elle prévoyait des départements ayant à leur tête des bureaucrates nommés par le secrétaire aux colonies et relevant du gouverneur. Celui-ci définissait des politiques sur lesquelles les deux chambres se prononçaient ensuite, après en avoir débattu. Le bon fonctionnement d'une telle constitution dépendait de la personnalité du gouverneur et de la situation économique de la colonie. Sir George Grey, dont le mandat coïncida avec une période de relative prospérité économique (1854-1862) et dont les rapports avec les parlementaires du Cap furent facilités par le tact dont il faisait preuve, ne se heurta jamais gravement aux deux chambres. Il n'en alla pas de même avec son successeur, sir Philip Wodehouse (1862-1872). Autoritaire, tranchant, totalement indifférent aux sentiments séparatistes des Orientaux, il dut faire face à des factions acharnées et à des chambres généralement hostiles qui étaient prêtes à lui opposer la seule arme dont elles disposaient : le refus de voter des impôts nouveaux. Ses problèmes furent encore aggravés par la dépression économique des années 1860, qui provoqua des déficits budgétaires considérables. Les fréquentes crises constitutionnelles du Cap ne furent que partiellement résolues par l'entrée en vigueur, en 1872, d'un système de gouvernement responsable. Même alors, les prérogatives et les fonctions du gouverneur continuèrent à causer des conflits entre celui-ci et le cabinet.

C'est à l'époque de sir George Grey et de son successeur que les Xhosa de la Cafrerie (région du Ciskei) achevèrent de perdre leur indépendance. Sir Grey, en particulier, exerça d'énormes pressions sur les Xhosa du Ciskei avec sa politique prétendument civilisatrice. Il créa ce qu'on a appelé « un échiquier de Blancs et de Noirs » en implantant des colons blancs parmi les Xhosa. Il réduisit les pouvoirs des chefs xhosa en ne leur laissant que les affaires civiles et en confiant tout le reste aux magistrats blancs. Des traitements leur furent attribués pour qu'ils puissent renoncer aux amendes, qui furent désormais recouvrées par les fonctionnaires britanniques. Un impôt sur les cases fut créé pour contribuer au financement de l'administration de la colonie. La population fut contrainte à travailler sur les chantiers publics contre une rémunération modique. Les corvées, les exigences financières, la pression démographique causée par l'installation d'un grand nombre de colons blancs amenèrent les Xhosa, qui n'avaient plus aucun autre recours, à tenter de se libérer en suivant les prescriptions d'une doctrine millénariste. Bien que le poids de l'impérialisme ait porté

9. F. A. Van Jaarsveld, 1975, p. 154-157.

d'abord sur les Xhosa de Sandile et leurs voisins Tembu, les Xhosa de Sarili, à l'est du Kei (dans l'actuel Transkei), se trouvèrent exposés à une énorme pression démographique provoquée par l'afflux continuel de réfugiés qui essayaient volontairement de fuir l'exploitation et l'oppression directes des Britanniques, ou qui étaient chassés de l'ouest sous prétexte de rébellion.

C'est en 1856-1857 que Xhosa et Tembu menèrent leur action. En mars 1856, une jeune fille nommée Nongqause, qui était apparemment sous la tutelle religieuse de Mhlakaza, l'un des conseillers de Sarili, prophétisa que, si le peuple tuait tout le bétail, détruisait les réserves de grain et ne plantait aucune culture cette année-là, une tornade surviendrait, qui balaierait les oppresseurs anglais et les jetterait à la mer. En outre, les héros nationaux ressusciteraient et apporteraient d'immenses troupeaux, d'énormes quantités de grain, et même des produits fabriquées par l'homme blanc. Les Xhosa et les Tembu obtempérèrent. Au jour dit, rien ne se produisit. Beaucoup de gens moururent de faim, en 1857, sur les deux rives du Kei. Un grand nombre de Xhosa du Ciskei affluèrent dans la colonie du Cap à la recherche d'un emploi au milieu des Blancs puisqu'ils n'avaient aucun autre moyen de survie. Cet épisode est difficile à comprendre. On a cherché, en vain, à l'expliquer par des facteurs occultes. E. A. Walker était convaincu que Moshoeshoe, qui voulait détourner les Britanniques de l'État libre d'Orange où il était aux prises avec les Boers, suggéra aux Xhosa cette action suicidaire pour que le désespoir les dresse contre les Britanniques[10]. Certains pensent qu'il s'agit d'un complot ourdi par un Blanc pour que les Xhosa s'autodétruisent. On ne dispose d'aucun élément de preuve venant étayer l'une ou l'autre de ces thèses. Monica Wilson est peut-être dans le vrai lorsqu'elle interprète le massacre de leur propre bétail par les Xhosa comme un mouvement millénariste analogue à ceux qui ont jalonné l'histoire de l'Europe, de l'Amérique et d'autres régions de l'Afrique. Ce fut, nous dit-elle, une action par laquelle le peuple cherchait à se débarrasser d'une domination étrangère et à recouvrer les terres qu'avaient accaparées les colons blancs[11].

Grey sut tirer profit de ces événements, et de l'affaiblissement des Xhosa et des Tembu qu'ils provoquèrent. Il confisqua de vastes étendues de terres à un grand nombre des chefs de Sandile, qu'il soupçonnait de fomenter un soulèvement contre les Britanniques. Les chefs dépossédés et les sujets de Sarili furent alors expulsés sur l'autre rive de la Mbashe, de manière à laisser une zone vide, parcourue par la police britannique, entre le Kei et le Mbashe. Il incita également des immigrants blancs à venir s'installer sur les terres confisquées. La population noire et blanche fut administrée comme un district séparé ayant son propre lieutenant-gouverneur. En 1865, Wodehouse jugea que le Ciskei était trop pauvre et trop coûteux à administrer pour constituer une colonie distincte et l'intégra dans la colonie du Cap.

10. E. A. Walker, 1957, p. 289.
11. M. Wilson, 1969*b*, p. 256-260. Voir aussi C. Brownlee, 1896, p. 135-170.

Les Blancs du Natal firent également, avant 1870, des progrès sur le plan constitutionnel. Quelques années après son annexion, de nombreux Boers traversèrent le Drakensberg pour revenir sur le plateau, protestant ainsi contre la non-reconnaissance par les Britanniques de leurs revendications territoriales, contre la politique africaine de la Grande-Bretagne et contre les nouvelles dispositions politiques qui les excluaient complètement de toute participation. Au même moment, le Natal comptait aussi une importante population africaine composée, pour une bonne part, d'exilés revenus au pays d'où ils avaient été chassés pendant le Mfecane.

La fragile administration coloniale du Natal dut d'abord répondre à la question de savoir comment gouverner les Africains. Les solutions furent apportées par la commission de 1846 et perfectionnées au fil des ans par Theophilus Shepstone, agent diplomatique et secrétaire pour les affaires africaines (1853-1875). La commission recommanda de créer des réserves ou des zones où pourraient s'établir les Africains. En 1860, des terres atteignant au total 810 000 hectares avaient été délimitées à cet effet, mais elles étaient situées, pour la plupart, dans des régions accidentées, arides et sauvages qui ne convenaient pas à l'agriculture. La commission fit d'autres recommandations, concernant en particulier l'éducation des Africains, l'administration de chacun des territoires qui leur étaient réservés par un fonctionnaire blanc appuyé par une force de police blanche et noire, et la substitution du droit romain hollandais au droit africain. Certaines de ces recommandations ne furent jamais appliquées, faute de crédits. De ce fait, l'éducation des Africains continua d'être largement, sinon exclusivement, du ressort des missionnaires qui disposaient de moyens financiers et matériels insuffisants. Quant à l'administration, elle fut assurée par Shepstone.

Parlant couramment les langues nguni et ayant vécu parmi les Xhosa, Shepstone put établir certaines relations fonctionnelles avec les communautés africaines. Tous les Africains vivant dans les réserves étaient placés sous la responsabilité de chefs principaux et ordinaires, quitte à créer cette seconde catégorie de chefs là où elle n'existait pas. Les lois africaines furent maintenues, à l'exception de celles relatives à la sorcellerie. Pour financer son administration, Shepstone institua un impôt sur les cases payable en argent ou en bétail pouvant être vendu aux fermiers blancs pour de l'argent. Cette administration fut constamment en butte à l'hostilité des colons blancs qui lui reprochaient d'assurer l'autonomie financière des Africains, leur évitant ainsi de devenir ouvriers agricoles dans les fermes et les plantations. Mais ce n'est pas parce qu'il les aimait que Shepstone enferma les Africains dans des réserves. Il comprit, simplement, qu'en tentant de les réduire de force au destin d'ouvriers agricoles il susciterait une résistance que l'administration coloniale relativement faible du Natal ne pourrait affronter. Les colons qui le critiquaient oubliaient, semble-t-il, la contribution des Africains aux revenus des grands propriétaires terriens qui vivaient des loyers versés par plus de la moitié des Noirs fixés comme « tenanciers » dans les exploitations des Blancs ; ils oubliaient aussi les revenus que l'impôt sur les cases procurait à la colonie. En fait, Shepstone avait

mis sur pied une administration peu coûteuse qui permettait à la société coloniale blanche d'exploiter les Africains et leurs ressources naturelles dans un climat de paix et de sécurité relatives[12].

La société blanche était principalement d'origine britannique. Après le vide laissé par l'émigration des Boers, la population blanche s'était accrue régulièrement du fait de l'arrivée de Britanniques qui fuyaient les problèmes sociaux provoqués en Grande-Bretagne par la crise économique de 1847-1851. Quelque 5 000 colons blancs, financés par des spéculateurs, quittèrent à cette époque la Grande-Bretagne pour le Natal. En 1870, les Blancs étaient au nombre de 18 000. L'accroissement du nombre des colons blancs alla de pair avec certains changements constitutionnels. En 1856, le Natal devint une colonie distincte dotée d'un Conseil législatif. Le droit de vote était attribué, sans distinction de couleur, à tout sujet britannique de sexe masculin possédant au minimum des biens-fonds d'une valeur de 50 livres, ou louant de tels biens d'une valeur de 50 livres pour un loyer annuel de 10 livres. Mais les Blancs firent en sorte que les Africains ne puissent remplir les conditions nécessaires pour voter. Une loi, promulguée en 1865, permettait aux Africains sachant lire et écrire et possédant quelques biens de demander au lieutenant-gouverneur à être exemptés des dispositions du droit coutumier africain. Le lieutenant-gouverneur pouvait rejeter la demande, même si l'Africain remplissait les conditions voulues. De plus, pour avoir le droit de voter, l'Africain exempté devait prouver qu'il résidait depuis sept ans au Natal, et présenter une demande appuyée par trois électeurs blancs et avalisée par un magistrat ou un autre fonctionnaire blanc jugé acceptable. Le lieutenant-gouverneur, là encore, avait toute latitude pour rejeter la demande. Il en résulta que, jusqu'en 1903-1905, trois Africains seulement purent obtenir le droit de vote au Natal et au Zululand[13].

Au point de vue économique, le Natal devint tributaire de l'industrie sucrière, qui exigeait une main-d'œuvre abondante. Les efforts déployés pour obliger les Africains à fournir cette force de travail restèrent vains, à cause des conditions de travail médiocres et des bas salaires qu'offraient les planteurs. Ceux-ci, avec l'aide de leur gouvernement, eurent recours à l'importation de main-d'œuvre indienne. Le système était le suivant : après avoir travaillé dix ans au Natal, le travailleur indien pouvait choisir entre le retour en Inde, voyage payé, ou l'installation définitive au Natal sur une terre qui lui était attribuée. Les premiers Indiens que l'on fit venir ainsi arrivèrent en 1860. Vers 1870, ils étaient 6 000 au Natal, dont beaucoup choisirent de rester en Afrique du Sud. Grâce à cette main-d'œuvre, l'industrie sucrière du Natal s'implanta solidement et se développa jusqu'à fournir, entre 1861 et 1871, le produit d'exportation le plus important de la colonie.

Il apparaît donc nettement qu'au début des années 1870 le pouvoir, tant au Natal que dans la colonie du Cap, se concentrait peu à peu entre les mains

12. E. H. Brookes, 1974, p. 41-57 ; J. Guy, 1980, p. 41-44.
13. E. H. Brookes, 1974, p. 55-57 ; E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 75-77.

des colons blancs grâce à un système de dispositions constitutionnelles. Dans la colonie du Cap, où vivait une majorité de Blancs non anglophones, la Constitution dut aller au-delà des seuls critères de ressources financières pour que le pouvoir demeure entre les mains anglaises. Quant aux Africains, tant au Natal qu'au Cap, ils furent massés dans des réserves où ils étaient soumis à l'impôt, afin de les obliger à s'engager comme travailleurs dans les entreprises blanches et à assurer le financement de leur propre administration. Au-delà même des contraintes financières, les colonisateurs cherchèrent systématiquement à prolétariser les Africains, recourant pour cela à divers moyens : éducation à orientation technique ; rupture de leur cohésion sociale en dépouillant les chefs de leurs pouvoirs ; application de lois européennes ; limitation des terres mises à leur disposition, et, surtout, activités des missionnaires chrétiens.

Les républiques boers avant 1870

Tandis qu'entre 1850 et 1860 les deux colonies britanniques progressaient constitutionnellement et établissaient, avec l'aide de la puissance impériale britannique, des mécanismes propres à garantir la suprématie politique blanche, à priver les Noirs de leurs ressources économiques et à les exploiter, les Boers s'efforcèrent aussi de parvenir à l'unité interne et de soumettre les communautés africaines de l'intérieur. Au moment où les Britanniques se retirèrent de la rive nord de l'Orange, les Boers étaient divisés en de nombreux groupes. La principale de ces divisions suivait le cours du Vaal, et c'est pourquoi deux républiques boers finirent par voir le jour : l'État libre d'Orange dans le Sud et le Transvaal (République sud-africaine) dans le Nord.

En 1854, lorsque fut signée la Convention de Bloemfontein, il se peut qu'un grand nombre d'habitants de l'État libre d'Orange aient voulu l'indépendance ; mais un très petit nombre d'entre eux y étaient préparés. Outre la pauvreté, l'ignorance, la faiblesse militaire et le manque d'infrastructure administrative, l'État libre redoutait son puissant voisin, le royaume sotho de Moshoeshoe, avec lequel il n'avait pas de frontière définie. De plus, il resta fondamentalement divisé, pendant de nombreuses années, entre les partisans de la fusion avec la colonie du Cap, dans le Sud, et ceux qui voulaient s'intégrer à la république sœur, dans le Nord. Il s'exposa ainsi à de fréquentes ingérences de ses deux voisins.

C'étaient principalement les Trekboers et les Voortrekkers qui s'affrontaient à ce propos. Les premiers étaient les Boers qui avaient traversé l'Orange à la recherche de terres, avant le Grand Trek. Ils s'étaient pour la plupart fixés dans le sud du territoire qui allait devenir l'État libre d'Orange. Chaque fois qu'ils se trouvaient entraînés dans des guerres contre leurs voisins africains, ils avaient tendance à se tourner vers le sud pour obtenir de l'aide. Ils furent renforcés par les Britanniques — marchands et spéculateurs fonciers — qui s'établirent à Bloemfontein au cours de la brève période d'annexion. On les

appelait « loyalistes » ou « réannexionnistes ». Les Boers qui vivaient dans le nord-est de la république, principalement dans le district de Winburg et à sa périphérie, étaient très différents de ce groupe. C'étaient les produits du Grand Trek, des hommes et des femmes qui avaient quitté la colonie du Cap parce qu'ils en voulaient au gouvernement britannique. Ces Voortrekkers, « fidèles *maatschappijers* » ou encore patriotes républicains, selon les noms divers qui leur étaient donnés, furent toujours partisans de l'indépendance complète à l'égard des Britanniques. Lorsqu'ils se trouvaient en difficulté, c'est au Transvaal qu'ils demandaient de l'aide[14]. Cette coupure contribue à expliquer que sir George Grey, le gouverneur et haut-commissaire fédéraliste, ait facilement incité l'État libre d'Orange, en 1858, à jouer avec l'idée de fusionner avec la colonie du Cap; que les habitants de l'État libre aient élu comme président celui du Transvaal, Marthinus Wessel Pretorius (1860-1863); et que cet État soit resté neutre pendant la guerre anglo-boer de 1880-1881. En dépit de toutes ces faiblesses, l'État libre d'Orange réussit à présenter certaines apparences d'un État bien avant le Transvaal. Le comité même qui avait négocié l'indépendance avec les Britanniques prit les dispositions nécessaires pour la formation du premier gouvernement et produisit une constitution inspirée de celle des États-Unis. Le régime avait un président, détenteur du pouvoir exécutif et un *Volksraad* (corps législatif). Les Boers ne cherchèrent pas à déguiser leur racisme en faisant dépendre le droit de vote de critères matériels difficiles à satisfaire, comme le pratiquaient les Britanniques dans leurs colonies: les Noirs n'étaient pas citoyens et ne pouvaient donc pas voter. Seuls les Blancs qui vivaient depuis six mois dans le pays devenaient citoyens, et tout Blanc qui s'était inscrit pour le service militaire pouvait voter[15].

Le premier président, Josias P. Hoffmann, ne resta pas longtemps au pouvoir, parce qu'on le jugea en trop bons termes avec Moshoeshoe et les colons anglais. Il dut démissionner. Johannes Nicolaas Boshof, qui avait une grande expérience de l'administration et était partisan de l'indépendance totale de la république, fut élu pour lui succéder. Il créa un solide corps de fonctionnaires et organisa les finances publiques sur des bases fermes[16]. Sa présidence n'en fut pas moins une période d'instabilité, du fait des contestations de frontières avec le Lesotho et des tensions entre les *maatschappijers* et les loyalistes, qui entraînèrent l'intervention de sir George Grey et de Pretorius. En octobre 1855, sir George Grey réussit à organiser une rencontre entre Moshoeshoe et Boshof pour qu'ils signent un accord énonçant les procédures de règlement des différends entre leurs peuples. Aucune frontière ne fut fixée, et Moshoeshoe déclara plus tard qu'il n'avait signé le traité que par respect pour sir George Grey[17]. Aussi ne fit-il rien pour empêcher ses sujets de se quereller avec les Boers. Toujours aux prises avec des problèmes de frontières, Boshof dut affronter Pretorius,

14. F. A. Van Jaarsveld, 1961, p. 29.
15. L. Thompson, 1969*b*, p. 429-430; C. F. J. Muller, 1975, p. 233-235.
16. C. F. J. Muller, 1975, p. 255.
17. G. M. Theal, 1900, p. 16-18.

qui voulait unir les deux républiques boers. Persuadé à tort que la majorité des habitants de l'État libre souhaitaient la fusion avec leurs frères du Nord et prétendant avoir hérité de son père, Andries Pretorius, la qualité de dirigeant de l'État libre, il entra à Bloemfontein le 22 février 1857; le jour suivant, il annonça qu'il avait l'intention de prendre la direction de l'État et déclara le gouvernement Boshof hors la loi. Rejetant ses prétentions, le gouvernement Boshof le fit expulser et accusa ses partisans de sédition. Cet incident provoqua, des deux côtés du Vaal, la mobilisation de groupes armés qui, le 25 mai, arrivèrent chacun sur une des berges de la rivière Rhenoster. Pretorius avait escompté que de nombreux *maatschappijers* abandonneraient Boshof et se rallieraient à son armée. Il fut surpris de voir que les défections en sa faveur étaient peu nombreuses, et qu'il se retrouvait en outre menacé sur ses arrières par un nouvel ennemi, plus dangereux, Stephanus Schöeman, le commandant du Zoutpansberg, qui, de même que lui, cherchait à s'affirmer comme le principal dirigeant du Transvaal et qui avait conclu alliance avec l'État libre. Craignant d'être complètement anéanti, Pretorius accepta, le 1[er] juin 1857, de signer un accord aux termes duquel les deux républiques reconnaissaient mutuellement leur autonomie[18]. Cet épisode, toutefois, ne révélait que trop clairement que les Boers étaient profondément divisés.

L'accord ne supprima pas les tensions existant entre les trois factions qui s'étaient constituées dans l'État libre d'Orange, à savoir les loyalistes, qui étaient favorables à la réunification avec la colonie du Cap, les partisans de Boshof, favorables à l'indépendance de l'État libre d'Orange, et les unionistes, qui voulaient l'incorporation au Transvaal. Les tensions s'exacerbèrent tellement que Boshof fut, par tactique, obligé de démissionner en février 1858 et que, lorsqu'il retira sa démission, plusieurs membres du *Volksraad* quittèrent les lieux en signe de protestation. À ces conflits internes s'ajoutaient des querelles de frontières de plus en plus fréquentes avec le Lesotho. Boshof décida d'y mettre fin en envahissant le Lesotho en mars 1858. En convergeant vers Thaba Bosiu, la forteresse de Moshoeshoe, les commandos boers découvrirent leurs arrières, qui furent attaqués par l'armée du Lesotho. Abandonnant la lutte, ils rentrèrent chez eux pour défendre leurs familles et leurs biens. Avant même que cette invasion du Lesotho, entreprise sans grande conviction, ne mette en évidence la faiblesse militaire de l'État libre d'Orange, Boshof en avait pris conscience et avait demandé l'aide militaire de Pretorius et de sir George Grey[19]. En réponse, Grey organisa une rencontre entre Moshoeshoe et Boshof; le 29 septembre 1858, ils signèrent le traité d'Aliwal North, qui confirmait les frontières de Warden[20].

Pretorius, en revanche, y vit une occasion de tenter une nouvelle fois d'unifier les deux républiques boers. Le Transvaal indiqua clairement qu'il ne pourrait aider l'État libre d'Orange que si celui-ci se laissait absorber. La perspective de l'unification des deux républiques alarma Grey, qui songeait

18. *Ibid.*, p. 40-45.
19. *Ibid.*, p. 50-60; P. Sanders, 1975, p. 203-236; L. Thompson, 1969*b*, p. 432.
20. P. Sanders, 1975, p. 233-241.

déjà à une fédération regroupant les républiques, à titre individuel, avec les colonies britanniques. Dès 1857, Grey était parvenu à la conclusion que la Grande-Bretagne avait commis une erreur en se retirant de l'intérieur de l'Afrique du Sud. Il commença donc à demander l'abrogation des conventions et le rétablissement de l'autorité britannique au sein d'une forme de fédération. Il redoutait que, fragmentés comme ils l'étaient, les Blancs ne soient affaiblis face aux États africains que l'on trouvait un peu partout dans la région. Il craignait que les républiques boers ne s'unissent et n'entrent en relation avec des puissances étrangères, menaçant de la sorte les colonies britanniques et des bases navales vitales pour la Grande-Bretagne. Il pensait en outre que les nombreux conflits qui opposaient les Boers à des États africains constituaient un danger potentiel pour les colonies britanniques, qui ne parviendraient peut-être pas à rester à l'écart. Grey s'empressa donc d'étouffer dans l'œuf les velléités d'unification des Boers en les informant que s'ils s'unissaient, la Grande-Bretagne se considérerait comme libérée de ses obligations au titre des conventions, qu'elle négocierait donc des alliances avec les États africains et irait même jusqu'à leur vendre des armes. Les habitants du Transvaal, pour sauvegarder l'indépendance de leur pays, renoncèrent à franchir le Vaal, laissant Grey encourager l'État libre à prendre des mesures en vue de s'unir avec la colonie du Cap. Mais, en juin 1859, lorsqu'il essaya d'inciter le Parlement du Cap à discuter de l'offre d'union faite par l'État libre, le gouvernement britannique l'écarta d'Afrique du Sud.

L'échec du projet de fédération discrédita Boshof et ses partisans, qui avaient soutenu avec enthousiasme les tentatives de réunification. Le président démissionna. Cela renforça les unionistes qui élirent Pretorius à la présidence. Mais le désir d'unité de l'État libre d'Orange n'avait pas d'équivalent au Transvaal, où dominait la peur d'une dénonciation de la Convention de Sand River et d'une réannexion par les Britanniques. Le *Volksraad* du Transvaal força Pretorius à renoncer à la présidence de cette république, mais il continua encore trois ans à travailler à la cause de l'unité par l'intermédiaire de ses partisans au Transvaal. En 1863, ayant échoué même dans l'État libre d'Orange, il se retira sur le territoire de sa république.

L'échec des tentatives d'unification avec le Cap ou le Transvaal incita la population de l'État libre à prendre en charge elle-même son destin national. Johannes Henricus Brand, juriste et parlementaire expérimenté du Cap, fut élu président. Il allait le rester vingt-cinq ans. Mais, avant d'aborder les relations de l'État libre avec ses voisins sous la présidence de Brand, il convient d'examiner la façon dont le Transvaal se transforma en État.

Il lui fallut plus longtemps qu'à l'État libre d'Orange pour parvenir à ce stade. Au nord du Vaal, les Boers étaient très dispersés. Ils étaient divisés, en outre, par des divergences religieuses. M. W. Pretorius, qui succéda à son père en 1853 et, comme nous l'avons vu, ne cessa de combattre pour l'unification des deux républiques situées de part et d'autre du Vaal, fut aussi le grand champion de l'unification du Transvaal. Il lutta contre divers groupes séparatistes, notamment les Zoutpansbergers établis dans le Nord,

autour du village de Schoemansdaal ; les Lydenburgers et W. F. Joubert dans l'Est ; et les Boers du district d'Utrecht, le long du Buffalo. Le groupe le plus important était celui de Pretorius lui-même, dans la région de Potchefstroom-Marico-Rustenburg.

Une certaine forme d'unité fut établie en 1849, avec l'adoption des trente-trois articles de 1844 comme constitution[21]. Les articles n'étaient guère plus que des règles régissant l'administration de la justice et l'élection des membres du *Volksraad*, ainsi que des lois générales. Leur déficience la plus grave était l'absence de distinction entre les fonctions législatives et exécutives, de sorte que le *Volksraad* s'efforçait d'exercer à la fois les unes et les autres. En outre, comme il n'y avait pas de capitale, le *Volksraad* se réunissait dans différents villages où le quorum n'était jamais atteint, si bien qu'il fallait coopter sur place des personnes qui n'en étaient pas membres. Pretorius s'évertuait à faire adopter une véritable constitution prévoyant un législatif et un exécutif. Sur ce point, il se heurtait aux Lydenburgers, qui se méfiaient extrêmement de toute concentration du pouvoir exécutif entre les mains d'un seul homme, par exemple le président, de peur qu'il ne soit tenté de devenir un autocrate.

Ces divergences étaient aggravées par des querelles religieuses. Pour rompre complètement ses liens avec Le Cap, Pretorius pressa la communauté de Potchefstroom de se retirer du synode de la Nederduitse Gereformeerde Kerk du Cap (Église réformée de Hollande). Elle constitua ainsi une Église indépendante, la Nederduitse Herewormde Kerk (NHK), dont les pasteurs devaient être recrutés en Hollande. Les Lydenburgers maintinrent leurs liens avec la colonie du Cap, cependant qu'une scission de la NHK produisait une nouvelle congrégation, la Gereformeerde Kerk van Suid-Africa, qui se caractérisait par le refus de chanter des cantiques à l'église.

Malgré toutes ces différences, un projet de constitution prévoyant un président, un pouvoir législatif, un pouvoir judiciaire et une armée fut présenté en janvier 1857. Le *Volksraad*, qui était dominé par les partisans de Pretorius, élit celui-ci président et Johannes Schöeman, le dirigeant du Zoutpansberg, chef de l'armée. Schöeman rejeta la constitution et refusa les fonctions militaires qui lui étaient offertes. Il forma un commando pour s'attaquer aux partisans de Pretorius dans le district de Rustenburg. Les deux parties s'étant mises d'accord pour constituer un comité chargé d'amender la Constitution afin de tenir compte des vœux des Zoutpansbergers, la guerre fut évitée. Une fois la Constitution adoptée, en 1858, Pretorius et Schöeman devinrent respectivement président et commandant en chef ; en 1860, les Lydenburgers furent persuadés de s'intégrer à la république.

Cependant, comme nous l'avons vu, Pretorius plongea la république naissante dans le chaos en acceptant la présidence de l'État libre d'Orange. Craignant de mettre en péril l'indépendance du Transvaal, le *Volksraad* demanda à Pretorius de choisir entre ses deux présidences ; il renonça à celle du Transvaal. Il continua néanmoins à intervenir dans les affaires de cette

21. G. M. Theal, 1900, p. 413-417, pour la traduction anglaise des articles.

république par l'intermédiaire de Schöeman et de la population de Potchefstroom, qui était la plus déterminée à le soutenir. Ils créèrent une commission dont les pouvoirs et les fonctions faisaient concurrence au *Volksraad*. Celui-ci nomma à son tour son président et son commandant en chef, et les deux gouvernements déclarèrent l'un et l'autre qu'ils étaient celui de la république. La paix ne revint au Transvaal qu'en 1864, lorsque Pretorius démissionna de ses fonctions dans l'État libre d'Orange et fut réélu président du Transvaal. Il le gouverna jusqu'au moment où, dans les années 1870, il fut obligé de démissionner pour avoir mal défendu les revendications de la république en ce qui concernait les champs diamantifères.

Les relations entre les Boers et les Africains avant 1870

Au Transvaal comme dans l'État libre d'Orange, de nombreuses communautés africaines avaient été soit détruites et absorbées par des États éphémères nés du Mfecane, comme le royaume ndebele de Mzilikazi, soit forcées de se réfugier dans des régions du pays difficiles d'accès et faciles à défendre. À partir de là, des chefs ingénieux comme Moshoeshoe réussirent à rassembler autour d'eux de nombreux réfugiés et à constituer, dans les années 1840, une fois les Ndebele expulsés de la région par les Boers, des nations puissantes. Ces États, comme nous l'avons déjà vu dans le cas du Lesotho, étaient assez forts pour se mesurer à la fois aux envahisseurs boers et aux Britanniques.

Après l'expulsion des Ndebele, beaucoup de petites chefferies qui s'étaient soumises à Mzilikazi mais n'avaient pas été entièrement incorporées à sa nation, ainsi que d'autres qui s'étaient soustraites aux Ndebele en se mettant hors de portée de leurs fréquentes razzias, réoccupèrent les territoires où elles vivaient auparavant. Un grand nombre de ces peuples furent submergés par les Boers et incorporés à leurs États avant d'avoir pu se doter des moyens nécessaires pour leur résister. Ce sont les Africains qui subirent l'exploitation économique directe des Boers, aux termes mêmes des lois promulguées par ces derniers en matière de citoyenneté, de travail, etc. La Constitution du Transvaal, par exemple, rejetait toute notion d'égalité entre les Noirs et les Blancs. Pour exclure toute possibilité de résistance réelle des Africains, les peuples incorporés se virent interdire la possession d'armes à feu ou de chevaux, et obligés de porter sur eux, en permanence, des laissez-passer délivrés par leurs employeurs ou par des représentants des pouvoirs publics. Chaque fermier avait le droit de garder sur ses terres un certain nombre de familles africaines, qui lui fournissaient régulièrement une main-d'œuvre gratuite. « En ce qui concerne les indigènes vivant dans la zone européenne sous la protection directe des Boers, la fourniture d'un travail régulier sera considérée comme un service rendu à titre de rétribution pour la terre qui leur a été attribuée[22]. »

22. W. Kistner, 1952, p. 213.

Les Africains qui ne vivaient pas sur des fermes étaient subordonnés à des chefs, et les différentes chefferies étaient établies sur des sites ou dans des réserves qui leur étaient attribués. Ces sites étaient très dispersés et chacun d'eux se trouvait aussi près que possible d'une zone cultivée par les Blancs. Ces dispositions visaient à diviser les Africains de manière à prévenir tout risque de soulèvement concerté et à faire en sorte que chaque fermier blanc ait facilement accès à un réservoir de main-d'œuvre noire. Chaque chef payait un impôt en bétail et en main-d'œuvre. De fait, une des tâches importantes des *landdrosts* (magistrats) et des *fieldcornets* (commandants des postes militaires) consistait à réquisitionner des travailleurs en s'adressant aux chefs de leurs districts et à les répartir entre les fermiers blancs au titre de contrats d'un an. Les chefs devaient aussi fournir des hommes aux Boers pour leur prêter main-forte en temps de guerre.

Le Transvaal pratiquait en outre un système contesté d'apprentissage, semblable à celui en vigueur dans la colonie du Cap. Les enfants africains capturés à l'occasion de guerres étaient distribués aux fermiers, pour lesquels ils travaillaient jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans si c'étaient des garçons, et de vingt et un ans s'il s'agissait de filles. En échange de faveurs ou de sommes d'argent insignifiantes, les parents africains incorporés furent d'abord persuadés, puis contraints, d'offrir leurs enfants à des fermiers qui les élevaient comme apprentis. Il n'était pas rare que les Boers organisent des razzias contre des États africains voisins à seule fin de capturer des enfants. Bien que la vente de ces enfants entre fermiers fût interdite par les lois du Transvaal, tout ce dispositif s'apparentait à l'esclavage, et il fut dénoncé comme tel par les missionnaires et les commerçants[23].

Les Boers prétendaient être les maîtres légitimes du Transvaal et de son peuple, parce qu'ils avaient conquis cette région et qu'ils en avaient expulsé les Ndebele. Ils considéraient donc qu'ils avaient le droit d'exiger soumission et services de tous les Africains au sud du Limpopo. Ils suscitèrent ainsi une résistance opiniâtre de la part des Tswana à l'ouest, des Sotho et des Venda au nord, et des Pedi à l'est. Les Kwena de Sechele, autour de Dimawe, et les Ngwaketse du chef Gaseitsiwe, autour de Kenye, par exemple, achetèrent des fusils à des missionnaires et des marchands, et les utilisèrent pour résister aux Boers. Ils purent ainsi préserver leur indépendance, de sorte que leurs territoires servirent de voies de passage aux missionnaires et aux marchands désireux de se rendre dans le Nord, puisqu'ils n'étaient pas autorisés à passer par le Transvaal.

Dans l'Est, les Pedi résistèrent au pilonnage militaire des Boers d'Ohrigstad et de Lydenburg jusqu'en 1857, date à laquelle une frontière fut tracée entre les deux communautés, le long de la rivière Steelport. Ce faisant, les Pedi ne tardèrent pas à se rendre compte de l'importance et de l'efficacité des fusils, en particulier lorsqu'ils se retranchaient dans leurs forteresses des monts Lulu. Dès avant 1860, ils s'efforcèrent donc de constituer des stocks

23. L. Thompson, 1969*b*, p. 435-437 ; pour le système colonial du Cap, dans ses premières années, voir A. Atmore et S. Marks, 1974, p. 116.

importants d'armes à feu, en les achetant à des marchands et en se louant, pour pouvoir les payer, comme travailleurs migrants au Natal, dans la colonie du Cap et dans le Griqualand occidental, lorsque les mines de diamants furent ouvertes[24].

Dans le Nord, ce furent les Venda, les Ndebele du Transvaal et les Sotho qui résistèrent à l'expansion des Boers. En 1854, par exemple, les hommes du chef sotho Makapane, à l'est des monts Watberg, tuèrent douze Blancs appartenant à un groupe de chasseurs conduit par le commandant boer Hermanus Potgieter. Ces Blancs avaient traité le chef Makapane avec arrogance, apparemment « en exigeant que des bœufs et des moutons à abattre leur soient remis gratuitement, et en forçant les Noirs à leur donner plusieurs enfants comme esclaves »[25]. Quelles qu'aient été les raisons précises de leur mort, il est clair que Makapane ne voulait pas de Blancs sur ses terres, peut-être parce qu'il craignait qu'ils lui fassent concurrence dans la chasse à l'ivoire. L'exécution des chasseurs blancs donna le signal d'une attaque assez générale sur les établissements blancs au sud du Zoutpansberg. Toutes les communautés boers de la région, et même plus au sud, jusqu'à Potchefstroom et Rustenburg, mirent leurs familles à l'abri dans des *laagers*. Un commando boer de plus de 500 hommes fut levé dans tous les districts du Transvaal, sauf Lydenburg, et il envahit le territoire de Makapane sous le commandement conjoint de H. Potgieter et du président Pretorius. Avertis de l'approche des envahisseurs, les Sotho se réfugièrent dans une grotte des environs et se préparèrent à tirer sur l'ennemi. Ne pouvant les en déloger, les Boers bloquèrent l'entrée de la grotte avec du bois et des pierres, et montèrent la garde devant pendant vingt-cinq jours pour que personne ne puisse s'échapper. On évalue à 900 le nombre des sujets de Makapane qui furent tués en tentant de s'évader, et à plus du double le nombre de ceux qui périrent de faim et de soif dans la grotte[26].

Les Boers se retirèrent, convaincus que ce massacre suffirait à dissuader les Sotho et les Venda du Nord de leur résister davantage. Pourtant, un autre soulèvement se produisit en 1859, un peu plus loin au nord, autour du village boer de Schoemansdaal. L'administration boer de ce village traitait très durement les Africains de la localité, en soutenant des rebelles, en prélevant des tributs et en lançant contre des chefferies qui ne la provoquaient nullement des expéditions armées destinées à capturer des esclaves. Les Africains furent vaincus, mais l'administration boer perdit ensuite son contrôle sur les Noirs.

En 1860, les Venda du Zoutpansberg avaient appris à se servir des armes à feu pour la guerre et pour la chasse. Leur pays regorgeant d'éléphants, chasseurs et marchands blancs s'y rendaient souvent. Beaucoup de Venda se mettaient au service des chasseurs et devenaient experts dans le maniement et l'entretien des fusils. Quand les chasseurs, à la suite des éléphants, s'enfonçaient jusque dans la vallée du Limpopo, qui était infestée de mouches tsé-tsé,

24. P. Delius, 1980.
25. G. M. Theal, 1900, p. 27.
26. *Ibid*., p. 23-31.

le cheval, qui n'avait pas de secret pour les Blancs, était abandonné pour la marche à pied. C'étaient alors les Africains qui chassaient, avec des fusils que leur prêtaient les marchands blancs. On les appelait *swart-skuts* [tireurs noirs]. Beaucoup de ces fusils ne furent pas rendus à leurs propriétaires blancs mais servirent, en fait, à chasser les colons boers de leur établissement de Schoemansdaal. L'un des dirigeants du soulèvement de 1867, le chef venda Makhado, était d'ailleurs un ancien *swart-skut*. La révolte de 1867 eut un tel succès que les Boers abandonnèrent le district du Zoutpansberg[27].

Pendant ce temps, les Boers de l'État libre d'Orange avaient surtout affaire aux Sotho du Sud, sur lesquels régnait Moshoeshoe, aux Rolong de Moroka et aux Griqua d'Adam Kok. Ce dernier cessa de poser un problème en 1861, année où il vendit ses droits territoriaux à l'État libre d'Orange, émigra vers le No Man's Land et fonda le Griqualand oriental. Moroka resta, lui aussi, un fidèle client de l'État libre d'Orange.

Les Sotho de Moshoeshoe demeuraient déterminés à résister à l'expansion des Boers. Bien que le roi eût signé le traité d'Aliwal North en 1858, acceptant ainsi la frontière tracée par Warden, il n'avait aucunement l'intention de l'imposer à son peuple, qui continua à la violer. À partir de 1860, toutefois, les Boers devinrent plus puissants que les Sotho. Le roi était vieux; il n'avait, en particulier, plus aucun contrôle sur ses fils, qui se disputaient déjà sa succession. L'État libre était, en revanche, de plus en plus fort. L'économie devenait d'autant plus florissante que les fermiers s'évertuaient à améliorer leur cheptel, dont les produits se vendaient facilement au Natal et dans la colonie du Cap. La population était en expansion grâce à l'apport d'immigrants venus des colonies. Depuis 1863, les citoyens de l'État libre étaient, eux aussi, assez attachés à leur indépendance, de sorte que le président Brand pouvait compter sur leur zèle patriotique pour livrer une guerre de longue haleine. Aussi, lorsque la guerre de 1865 éclata à la suite de nombreuses violations de frontières commises de part et d'autre, les Boers purent-ils soutenir une campagne impitoyable contre le Lesotho; et ce furent, au contraire, les Sotho qui donnèrent des signes de désunion. Molapo, le fils de Moshoeshoe, qui gouvernait le nord du pays, conclut un traité de paix séparée avec les Boers. Ce manque d'unité força Moshoeshoe à signer, en 1866, le traité de Thaba Bosiu, aux termes duquel il dut céder beaucoup de ses terres arables à l'État libre d'Orange. Mais Moshoeshoe ne cherchait ainsi qu'à gagner du temps, afin de réorganiser son peuple; une autre guerre éclata en 1867. Elle traîna en longueur jusqu'à ce que les Britanniques interviennent.

Dès 1861, Moshoeshoe avait demandé la protection des Britanniques. Il réitéra sa requête en 1865, par l'intermédiaire du gouverneur et haut-commissaire, sir Philip Wodehouse. Celui-ci, qui était partisan d'une expansion britannique en Afrique du Sud, vit dans l'annexion du Lesotho un pas dans la bonne direction. Pendant qu'il s'employait à persuader le gouvernement britannique d'accéder à la demande de Moshoeshoe, il prit des dispositions

27. L. Thompson, 1969*b*, p. 440-442; R. Wagner, 1980, p. 330-336.

pour couper les fournitures d'armes aux Boers, de manière que l'État libre d'Orange ne puisse s'emparer du Lesotho. Le 12 mars 1868, ayant été autorisé par le gouvernement britannique à prendre le Lesotho, il l'annexa en tant que colonie de la Couronne.

L'expansion britannique en Afrique du Sud, 1870-1880

L'annexion du Lesotho représentait un changement par rapport à la politique britannique de retrait des régions situées au nord de l'Orange. Ce changement devint plus apparent encore avec le refus d'accepter l'expansion territoriale du Transvaal, en 1868, et l'annexion du Griqualand occidental en 1871. L'expansion britannique coïncida avec l'époque où des ressources minérales furent découvertes en Afrique australe. En 1867, un diamant fut ramassé à Hope Town, dans la colonie du Cap, et, l'année suivante, l'exploitation de placers d'alluvions et d'éluvions commença le long du Vaal, vers son confluent avec l'Orange. Toujours en 1868, un chasseur d'éléphants nommé Henry Hartley et un géologue nommé Cari Mauch signalèrent des gisements d'or entre le pays des Ndebele et celui des Ngwato, ainsi qu'au Mashonaland. Même si les découvertes d'or se révélèrent, pour une large part, illusoires, elles suscitèrent initialement un très vif intérêt, tant en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne; quant à l'exploitation du diamant, elle occupa bientôt une place de premier plan dans l'économie sud-africaine.

Le président Pretorius, dont l'État semblait affligé d'une pauvreté chronique, songea à y remédier en agrandissant son territoire de manière à englober la plupart des gisements minéraux connus et à s'assurer un débouché sur la mer. En avril 1868, il annonça que sa république s'étendait au nord et à l'ouest jusqu'au lac Ngami, et à l'est jusqu'à une parcelle de littoral au sud de la baie de Delagoa. Les Portugais, qui détenaient, près de cette baie, le petit village de Maputo, firent chorus avec les missionnaires et les marchands britanniques, lesquels craignaient de ne plus pouvoir gagner l'Afrique centrale, pour protester avec véhémence, et ils pressèrent le gouvernement de s'opposer à l'expansion boer. Dès 1869, Pretorius avait renoncé à ses ambitions territoriales.

Cependant, la découverte des diamants amenait le Transvaal, l'État libre d'Orange, le Griqualand occidental de Waterboer, les Rolong et les Tlaping à se disputer des territoires. Le Transvaal et l'État libre d'Orange revendiquaient tous deux la zone comprise entre le Harts et le Vaal; le président Brand se retira en faveur du président du Transvaal, Pretorius. Celui-ci et les États africains soumirent leur différend à l'arbitrage du lieutenant-gouverneur du Natal, Robert Keate, qui donna raison aux Africains. Brand, de son côté, demandait un arbitrage de ses conflits territoriaux avec le Griqualand occidental; mais les Britanniques refusèrent, de peur que leur position de puissance prépondérante en Afrique du Sud ne fût remise en cause. Waterboer décida alors de se placer sous la protection des Britanni-

ques, qui annexèrent non seulement le Griqualand occidental, mais aussi les autres champs diamantifères, le 27 octobre 1871.

La déclaration faisant du Lesotho un protectorat qui, Brand en était convaincu, était intervenue au moment voulu pour empêcher les Boers de conquérir et d'absorber ce pays, les limites imposées à l'expansion territoriale du Transvaal et la saisie des champs diamantifères remplirent les Boers d'une telle amertume que, pendant bien des années, ils refusèrent tout concours aux Britanniques. Ces mesures raffermirent également leur volonté de résister à toute tentative des Britanniques pour établir leur hégémonie par la force. La période d'expansion britannique en Afrique australe, qui commença alors, a fait l'objet de nombreuses discussions entre historiens. Shula Marks et Antony Atmore[28], en particulier, ont dressé un inventaire succinct des interprétations qui en sont couramment données, puis ont avancé quelques idées neuves, qui ont à leur tour suscité de nouvelles recherches[29].

Les deux historiens disent que les auteurs qui se sont fondés largement sur les « archives officielles », comme Robinson, Gallagher, etc., reconnaissent en termes généraux l'importance des facteurs économiques pour expliquer l'impérialisme britannique des dernières décennies du XIXe siècle, « mais s'obstinent à éluder toute analyse économique plus approfondie et plus précise des événements qu'ils décrivent, que ce soit en Afrique du Sud ou ailleurs ». Au lieu de cela, les historiens qui se situent dans « la perspective officielle » considèrent, en fin de compte, que l'expansion britannique intervient quand les responsables politiques sont entraînés irrésistiblement à l'intérieur de l'Afrique (y compris l'Afrique du Sud) pour faire face à « des crises ou à des situations d'urgence » sur la « frontière » ou à la « périphérie » de leurs colonies ou de leur zone d'influence. Ils oublient, font observer Atmore et Marks, de procéder à une analyse exhaustive de ces crises qui, en définitive, ont joué un rôle si décisif dans la formation de l'Empire britannique. En fait, lorsqu'on étudie ces crises, on s'aperçoit qu'elles étaient en réalité « liées à l'écroulement des autorités indigènes sous le poids des exigences d'une Grande-Bretagne de plus en plus industrialisée ». Au début du XIXe siècle, ces pressions s'exercèrent principalement sur le front oriental de l'Afrique du Sud, où les agents officieux de la Grande-Bretagne industrielle — missionnaires, marchands et administrateurs — se montraient actifs. Mais à la fin du siècle, lorsque les ressources minérales de l'intérieur furent découvertes, les appétits de la Grande-Bretagne industrielle se tournèrent rapidement vers cette région, et aussi bien les États africains que les républiques boers durent les subir. Ainsi, même si l'importance stratégique du Cap sur la route maritime de l'Inde restait, à la fin du XIXe siècle, un des facteurs qui influaient sur la

28. A. Atmore et S. Marks, 1974; voir aussi C. de B. Webb, 1981, où une distinction est faite entre les interprétations « radicales » de Marks et Atmore et celles des « conservateurs » et des « libéraux ».

29. Voir, par exemple, les contributions rassemblées et l'introduction très éclairante dans S. Marks et A. Atmore (dir. publ.), 1980.

politique impériale de la Grande-Bretagne en Afrique du Sud, ce sont ses intérêts économiques croissants qui pesèrent le plus lourd.

Les entreprises britanniques devaient désormais disposer d'une abondante main-d'œuvre africaine qu'il était impossible d'obtenir dans des pays indépendants et économiquement autonomes. Leurs royaumes devaient donc être démantelés et leurs peuples prolétarisés. L'industrialisation rapide de l'Afrique du Sud passait aussi par la subordination des États blancs, parce que les colonies, comme les républiques boers, étaient incapables de « jouer efficacement le rôle de collaborateurs ». Il en résulta une situation extrêmement « complexe et confuse ». La Grande-Bretagne chercha, entre autres, à s'assurer que ses intérêts seraient bien servis en mettant sur pied, en Afrique du Sud, une confédération qui lui serait subordonnée. Les historiens qui se situent dans la « perspective officielle », dont le représentant le plus typique est en l'occurrence C. F. Goodfellow[30], ont expliqué la genèse et les modalités de la politique de confédération — qui aboutit à l'annexion du Transvaal, ce qui entraîna la chute du royaume zulu et la destruction de l'État pedi — par la personnalité du secrétaire britannique aux colonies, lord Carnarvon, et du gouverneur et haut-commissaire, sir Bartle Frere. Atmore et Marks font valoir que si cette analyse peut effectivement être juste, les possibilités offertes par la politique de confédération correspondaient particulièrement bien aux intérêts et aux exigences socio-économiques de la Grande-Bretagne en Afrique du Sud.

Il est possible, par conséquent, que le Transvaal ait été annexé pour libérer la main-d'œuvre africaine bloquée par les *pass laws* (lois sur les laissez-passer) de 1873 et 1874, afin qu'elle puisse affluer librement dans les mines de diamants et sur les chantiers de construction du chemin de fer, dans la colonie du Cap. En outre, le Transvaal faisait obstruction à la libre circulation de la main-d'œuvre africaine en permettant à des spéculateurs fonciers — Britanniques et colons — de vivre du revenu des loyers qui leur étaient versés par les tenanciers africains installés dans leurs fermes. Ces tenanciers n'avaient pas la moindre intention de vendre leurs services aux propriétaires des mines ou à d'autres employeurs blancs, parce qu'ils avaient suffisamment de terres pour subvenir à leurs besoins et s'acquitter de leurs impôts en vendant les produits excédentaires. C'est pourquoi le Transvaal comme le royaume zulu, dont le système militaire immobilisait des travailleurs potentiels, étaient condamnés à disparaître.

Au demeurant, Norman Etherington[31] apporte beaucoup d'eau au moulin de Marks et Atmore, lorsqu'il montre que, après la découverte des diamants, la main-d'œuvre africaine fut drainée de toute la sous-région, y compris des territoires qui constituent aujourd'hui le Mozambique et le Zimbabwe, et que le Transvaal, l'État libre d'Orange et le royaume zulu faisaient obstruction à son libre passage. De plus, Shepstone, qui fut la principale source d'information des hommes qui conçurent et mirent en

30. C. F. Goodfellow, 1966.
31. N. A. Etherington, 1979.

œuvre la politique britannique dans les années 1870, ne se préoccupait pas seulement de procurer de la main-d'œuvre aux capitalistes britanniques; il considérait, d'une manière plus générale, que, pour résoudre ce problème, il fallait créer une fédération des États blancs poursuivant une politique africaine commune. Il est clair, par conséquent, que certains historiens ont négligé, en parlant de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud, l'importance économique croissante de la région pour la Grande-Bretagne; situation qui devint pourtant manifeste vers 1870, avec la découverte des diamants et les premières indications concernant des gisements d'or; et tout à fait évidente dans les années 1880, lorsqu'on commença à extraire de l'or du Witwatersrand.

Entre 1871 et 1874, cependant, la Grande-Bretagne essaya de mettre sur pied une fédération des États sud-africains et de garantir ainsi, par la persuasion, ses intérêts en Afrique du Sud. Lorsqu'elle accorda à la colonie du Cap une certaine autonomie, sous forme d'un gouvernement responsable, c'était avec l'espoir que la colonie prendrait le contrôle du réservoir de main-d'œuvre du Lesotho et des territoires riches en diamants du Griqualand occidental, qu'elle acquerrait ainsi la stature de l'État le plus puissant de la région et qu'elle attirerait à elle le reste des établissements blancs. Quelle ne fut pas la déception des Britanniques lorsque Le Cap accepta d'annexer le Lesotho mais refusa l'offre du Griqualand occidental, parce que son importante population boer sympathisait avec les républiques qui n'avaient pas renoncé à leurs revendications sur les champs diamantifères ! Au milieu de 1873, lord Kimberley, secrétaire aux colonies, reconnut que les disputes au sujet des mines de diamants faisaient obstacle à la création d'une confédération sud-africaine, et il cessa ses pressions en ce sens[32].

Lord Carnarvon, qui succéda à Kimberley en février 1874, ressuscita la politique de fédération et la lança officiellement le 4 mai 1875. Elle apparaissait comme le seul antidote aux maux qui empoisonnaient l'Afrique du Sud et qui étaient tous illustrés par la situation au Griqualand occidental, où la main-d'œuvre était désespérément insuffisante, les dépenses britanniques pour la défense et l'administration élevées, le vacarme des querelles territoriales assourdissant et les fusils faciles à obtenir pour les Africains, qui les retournaient ensuite contre les Blancs pour défendre leur indépendance. Puis il y eut l'affaire non réglée du soulèvement de Langalibalele, face auquel le comportement des Blancs du Natal mit en évidence l'inquiétante faiblesse des États blancs isolés lorsqu'ils étaient confrontés à des Africains à même de se procurer aisément des fusils.

En 1873, le chef hlubi Langalibalele refusa de déclarer les armes à feu que ses sujets s'étaient procurées, le plus souvent en travaillant dans les mines de diamants. Le gouvernement du Natal interpréta ce refus comme un acte de rébellion. Shepstone et le lieutenant-gouverneur levèrent une armée pour envahir son royaume, mais le chef hlubi s'enfuit au Lesotho, où il fut trahi par Molapo, le chef sotho, et livré à ses ennemis. Au cours de l'unique

32. C. W. De Kiewiet, 1937, chap. 2; C. F. Goodfellow, 1966, chap. 3.

rencontre qui eut lieu entre les Hlubi et leurs voisins, les soldats du Natal se débandèrent et certains d'entre eux furent tués. Mais, pour finir, le gouvernement du Natal traita les Hlubi d'une manière qui témoignait d'une grande lâcheté et d'un esprit très vindicatif. Avant même que le chef Langalibalele ait été appréhendé, le gouvernement prit des mesures dont la rigueur était disproportionnée avec la faute commise. Sa chefferie fut rayée de la carte, son bétail et ses chevaux saisis, ses terres confisquées, et ses sujets distribués aux fermiers comme travailleurs liés par contrat. Finalement, le chef fut jugé sommairement et déclaré coupable ; banni à vie, il fut emprisonné à Robben Island.

Pour le gouvernement britannique, qui n'était pas insensible aux arguments de l'évêque anglican John William Colenso, seul défenseur déterminé du chef hlubi, il ne faisait pas de doute que l'injustice dont les Hlubi avaient été victimes résultait de la terreur irraisonnée que les Noirs inspiraient aux Blancs. Vraies ou fausses, les rumeurs selon lesquelles Langalibalele serait entré en contact avec les Sotho, les Ndebele et les Zulu avant le soulèvement faisaient ressurgir l'épouvantail d'une révolte générale des Africains contre les Blancs divisés d'Afrique du Sud. Influencé par des conseillers tels que Shepstone, lord Carnarvon voyait dans la création d'une fédération la seule issue possible au « terrible imbroglio » sud-africain[33].

À titre de première mesure, lord Carnarvon s'assura les services de sir Garnet Wolseley, qui venait de rentrer de Kumasi après avoir vaincu les Ashanti, pour faire face aux problèmes du Natal. Wolseley reçut pour instructions de prendre le contrôle des affaires africaines au nom de la Couronne et de différer le moment où les Blancs pourraient se doter d'une fédération sud-africaine[34]. Voulant atteindre son objectif par des moyens pacifiques, Carnarvon se fit conciliant envers les Boers, en laissant entrevoir un règlement possible des différends relatifs aux champs diamantifères. En 1875, il proposa une conférence des colonies et des républiques où seraient examinées des questions secondaires telles que la définition d'une politique africaine commune et les moyens de dissiper les malentendus territoriaux, en attendant que soit abordée la question la plus importante, celle de la création d'une confédération. Le secrétaire commit l'erreur de suggérer le nom des délégués et fit une grave faute d'appréciation en adoptant une attitude qui paraissait entériner la division de la colonie du Cap puisqu'il invita le sécessionniste John Paterson, chef de l'opposition, en tant que représentant des Orientaux, et le premier ministre John Charles Molteno comme représentant des Occidentaux. Il en résulta que la colonie du Cap et les républiques, qui ne s'étaient toujours pas consolées de la perte des champs diamantifères, refusèrent d'y participer. Seuls le Natal et le Griqualand occidental acceptèrent.

Après ce fiasco, Carnarvon convoqua une autre conférence à Londres, en août 1876. Ce fut de nouveau un échec. Le président de l'État libre

33. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 113-120 ; N. A. Etherington, 1979, p. 246-247 ; 1981, p. 34-37.
34. C. F. Goodfellow, 1966, p. 62.

d'Orange, Brand, négocia un règlement de ses revendications sur les champs diamantifères et obtint 90 000 livres à titre de compensation ; mais il refusa ensuite de se laisser entraîner dans des discussions relatives au projet de fédération. Prêt à se hérisser au moindre soupçon d'interventionnisme de la part des autorités britanniques, jalousement attaché au statut de gouvernement responsable accordé aux dirigeants de la colonie, le premier ministre Molteno, qui se trouvait à Londres à ce moment-là, refusa aussi de participer à la conférence, disant qu'il n'avait pas reçu mandat de son gouvernement pour ce faire. Seuls le Griqualand et le Natal y furent représentés, de sorte que rien ne put être accompli. Ce deuxième échec « infligé au patriotisme et à l'amour-propre de Carnarvon, épuisa sa patience »[35]. Il décida de recourir à des mesures plus énergiques pour unir l'Afrique du Sud.

Sa première cible fut le Transvaal. L'occasion d'agir lui fut fournie en septembre 1876, lorsqu'il reçut un télégramme du haut-commissaire qui décrivait, en termes exagérément noircis, les difficultés du Transvaal face aux Pedi de Sekhukhune[36]. Le Transvaal était entré en guerre avec les Pedi, en mai 1876, pour plusieurs raisons. Depuis une quinzaine d'années, la population pedi croissait rapidement, et cet État devenait de plus en plus puissant. Un grand nombre de communautés africaines voisines, désireuses d'échapper aux demandes de main-d'œuvre et aux impôts dont les accablaient les Boers, s'étaient intégrées au royaume pedi ; d'autres avaient été forcées à le faire. Comme nous l'avons déjà indiqué, les Pedi s'employaient aussi activement à constituer des stocks d'armes à feu. La croissance de la population pedi priva les Boers d'un réservoir de main-d'œuvre dès que, tentant de s'agrandir, les Pedi pénétrèrent dans les régions contestées, où ils se heurtèrent aux Lydenburgers. La situation devint critique quand le prince pedi Johannes Dinkwanyane empêcha un Boer d'occuper un terrain et que, sur ces entrefaites, un contingent pedi força les résidents africains d'une mission berlinoise à évacuer les lieux. Burgers, le président du Transvaal, qui cherchait à emprunter des capitaux pour construire une voie ferrée jusqu'à la mer, voulut mater les turbulents Pedi pour renforcer la confiance des investisseurs dans sa république. Il ne pouvait pas non plus ignorer que les Lydenburgers réclamaient une action énergique contre leurs « pénibles » voisins pedi. C'est pourquoi il entraîna la république dans la guerre[37].

Avec l'aide des Swazi, Burgers lança une triple attaque contre la forteresse de Sekhukhune sur le mont Lulu. Les Lydenburgers et les Swazi opéraient à partir de l'est, et leur première cible était la place forte du prince Dinkwanyane ; la troupe de Burgers arrivait à vive allure de l'ouest ; les deux formations devaient finalement converger avec une troisième sur le bastion de Sekhukhune. Voyant que les Boers ne paraissaient guère motivés et les laissaient livrer la plupart des combats et subir de lourdes pertes, les Swazi

35. *Ibid.*, p. 110.
36. *Ibid.*, p. 114.
37. P. Bonner, 1983, p. 137-140.

abandonnèrent la lutte. Dès qu'ils furent partis, le moral des Boers ne tarda pas à tomber au plus bas, et, avant d'avoir pu lancer une attaque quelconque contre la forteresse de Sekhukhune, ils commencèrent à déserter. Leur patriotisme pâtissait du fait qu'ils nourrissaient plusieurs griefs contre Burgers; outre qu'ils l'accusaient d'être hérétique, ils critiquaient sa politique dans les domaines de l'éducation et de l'économie. De plus, les Boers des districts occidentaux étaient moins motivés que les Lydenburgers pour combattre les Pedi, parce qu'ils n'étaient pas directement concernés par leurs pressions et leur résistance, et qu'il n'y avait apparemment aucun profit personnel à escompter de la guerre[38].

Après que Burgers se fut retiré, les Boers de la région continuèrent à harceler Sekhukhune. Comme c'était la saison des plantations, celui-ci accepta de négocier une trêve. Philip Bonner fait remarquer, à juste titre, qu'il n'y eut ni vainqueur ni vaincu dans cette guerre où « on était parvenu à une impasse, aucun des deux camps n'ayant pu marquer un point décisif »[39]. Ce n'est qu'en 1879 que les Britanniques et leurs alliés swazi réussirent à vaincre le royaume pedi et à faire prisonnier le roi Sekhukhune[40].

Les Britanniques, toutefois, virent dans le fiasco boer de 1876 une défaite totale qui annonçait l'effondrement imminent du Transvaal. Carnarvon nomma Shepstone commissaire spécial pour le Transvaal et, le 9 octobre 1876, lui donna mandat pour prendre la direction de la république, avec ou sans le consentement de son *Volksraad*. Divers motifs ont été avancés pour expliquer l'annexion du Transvaal. On savait que ce pays renfermait des gisements minéraux qui en faisaient, virtuellement, la région la plus riche d'Afrique du Sud. Il empêchait la libre circulation de la main-d'œuvre à partir de son territoire et des régions voisines. Il menaçait de construire une voie ferrée qui le relierait à la baie de Delagoa, si bien qu'il cesserait de dépendre des ports coloniaux britanniques et contesterait la suprématie de la Grande-Bretagne en entrant en relation avec des puissances étrangères. Carnarvon supputait en outre que, avec l'annexion du Transvaal, l'État libre d'Orange se trouverait encerclé et donc forcé d'accepter un accord. La prise du Transvaal par Shepstone, le 12 avril 1877, bien qu'effectuée maladroitement et peu faite pour gagner les bonnes grâces des Boers, fut relativement simple, parce que la république était en faillite et son président impopulaire[41]. Après l'annexion, Carnarvon nomma sir Bartle Frere au poste de gouverneur et haut-commissaire pour « mener à bien son plan de confédération »[42].

La tâche de Frere était loin d'être facile. La colonie du Cap refusait de prendre la tête du mouvement de confédération, estimant que les efforts des Britanniques pour l'encourager à le faire constituaient une ingérence contraire au statut qui lui avait été accordé. L'État libre d'Orange était tout aussi peu

38. *Ibid*., p. 143.
39. *Ibid*., p. 144.
40. L. Thompson, 1971*a*, p. 282.
41. C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p. 263-264.
42. C. F. Goodfellow, 1966, p. 123.

disposé à se laisser entraîner de force dans l'union. Lorsque, en 1878, Frere invita ses dirigeants à une conférence pour examiner le problème, le président Brand répondit que la situation de la république était si satisfaisante à tous les points de vue qu'elle ne pouvait envisager la perte de son indépendance. Le Transvaal aurait pu être contraint à s'unir avec les autres États, en vertu des accords d'annexion. Mais l'administration de Shepstone ne sut pas se concilier les Boers, de sorte qu'ils ne songeaient qu'à recouvrer leur indépendance. De plus, Shepstone lui-même se laissa à tel point entraîner dans les querelles de frontières entre le Transvaal et le Zululand que, en 1878, lorsqu'il fut invité à donner son avis sur la confédération, il répondit qu'il n'avait « pas eu le temps d'y songer suffisamment pour donner une opinion », et demanda qu'on le laissât « respirer un peu »[43]. Seul le Natal était disposé à examiner le problème. Sur ces entrefaites, Carnarvon fut obligé, en janvier 1878, de donner sa démission à cause d'une affaire qui n'avait aucun rapport avec l'Afrique du Sud, alors que la fédération qu'il avait voulu créer n'était encore qu'un rêve.

Frere était exactement l'homme qu'il fallait pour servir aussi intelligemment que possible les intérêts britanniques en Afrique australe. Il voulait imposer une confédération sud-africaine fondée « sur un gouvernement autonome européen, ainsi que sur l'assujettissement et la civilisation des Africains »[44]. « L'assujettissement et la civilisation des Africains » signifiaient essentiellement la transformation des sociétés africaines en réservoirs de main-d'œuvre pour les entreprises britanniques et coloniales, et en marchés pour les produits de la métropole, tandis que le « gouvernement autonome européen » garantissait la sécurité des investissements britanniques. Frere décida qu'il convenait de s'occuper d'abord de l'aspect africain de la confédération, qu'il envisageait d'étendre à la totalité du sous-continent ; de sorte que les territoires des Tswana, des Xhosa, des Zulu, des Ndebele et des Shona devaient tous être annexés sous forme de protectorats ou par conquête.

Le Zululand se prêtait particulièrement bien à une première offensive, parce que ses différends frontaliers avec le Transvaal pouvaient permettre de fabriquer un *casus belli*. Le territoire contesté était tout à fait de nature à intéresser Frere et, en fait, le Ministère des colonies, parce qu'il impliquait à la fois le Natal, le Zululand et le Transvaal, sans parler de Shepstone, pour lequel il était depuis toujours l'élément essentiel de visions grandioses. Son histoire remontait aux années 1850. En 1856, Cetshwayo avait pris une option sur le trône zulu en anéantissant un rival possible — Mbulazi — et sa faction. Il gouverna ensuite avec Mpande jusqu'à la mort de ce dernier, en 1872. Mais il craignait encore un autre fils de Mpande, Mkungu, qui vivait au Natal sous la protection de l'évêque Colenso et de Shepstone. Ses craintes semblèrent se matérialiser dans les années 1860, lorsque se répandirent des rumeurs d'invasion possible du Zululand par le Natal. Ces rumeurs parvin-

43. *Ibid.*, p. 147.
44. *Ibid.*, p. 155.

rent aux oreilles de certains habitants du Transvaal qui en tirèrent parti. En 1861, des Boers du Transvaal adressèrent à Cetshwayo des messages dans lesquels ils prétendaient confirmer les rumeurs, et lui offraient de garantir sa position et son couronnement ultérieur en échange de terres dans la zone qui allait faire plus tard l'objet du litige. Cetshwayo fit des promesses qu'il ne se soucia jamais de tenir.

Shepstone, qui cherchait depuis les années 1850 à fonder un royaume noir doté d'une administration blanche capable de s'autofinancer et à l'abri de toute ingérence de la part de colons, vit une possibilité de réaliser cette ambition dans le territoire contesté. Aussitôt qu'il eut vent de l'échange de communications entre les Boers et les Zulu, il se hâta d'aller trouver Cetshwayo et, au nom du gouvernement du Natal, le confirma dans sa position d'héritier présomptif du trône zulu. Mais, à partir de ce moment, les Boers créèrent des fermes dans le territoire sujet à contestations, qu'ils nommaient district d'Utrecht. Les Zulu s'abstinrent de les expulser par la force, mais ils se tournèrent vers le gouvernement britannique pour lui demander de prendre en charge le district d'Utrecht, qui deviendrait une zone tampon entre leur pays et le Transvaal.

Pendant des années, Shepstone pressa le gouvernement britannique d'accepter la proposition des Zulu, arguant que le territoire servirait à fixer l'excédent de population noire du Natal et empêcherait le Transvaal d'atteindre la mer à travers le Zululand. L'idée de Shepstone revêtit un intérêt encore accru après 1870, lorsque le Natal, la colonie du Cap et le Griqualand occidental souffrirent d'une pénurie de main-d'œuvre. On ne tarda pas à découvrir que les voies de migration de la main-d'œuvre passaient par le Transvaal, le Zululand et le territoire litigieux. Comme les deux États entravaient la circulation sur ces routes, un royaume taillé pour Shepstone entre ces États offrirait le couloir le plus sûr. Aussi longtemps que Shepstone eut en vue son État noir, il appuya les revendications territoriales de Cetshwayo contre le Transvaal, parce qu'il avait besoin de la coopération du roi zulu. C'est précisément pour cette raison qu'il se rendit au couronnement de Cetshwayo en 1873.

En outre, Shepstone était fermement convaincu que si la Grande-Bretagne voulait placer sous son contrôle tous les États africains de l'Afrique australe, elle devait commencer par exercer un contrôle et une influence sur le royaume zulu. Mais, lorsqu'il prit le pouvoir au Transvaal, il changea de camp et se mit à appuyer les revendications territoriales des Boers pour une raison parfaitement simple : « II n'avait plus, désormais, qu'à soutenir les revendications du Transvaal pour s'assurer son couloir, sans avoir à donner quoi que ce soit en échange[45]. » Le seul danger pour son objectif, et à vrai dire pour la paix de tout le sous-continent, était le royaume zulu, qu'il fallait détruire. Frere et le Ministère des colonies, qui partageaient les vue de Shepstone à ce sujet depuis 1874, donnèrent leur assentiment.

Lorsque Shepstone s'embarqua pour le Natal en 1878, il ne cherchait pas à régler le différend territorial, mais à se servir de l'affaire pour imposer

45. N. A. Etherington, 1981, p. 41.

une guerre contre Cetshwayo. La commission créée le 26 février 1878 par sir Henry Bulwer, le lieutenant-gouverneur du Natal, avait recommandé une frontière favorable aux Zulu. Mais la façon dont Frere proposait de mettre en œuvre la recommandation était calculée pour soulever de vigoureuses objections de la part des Zulu : il prévoyait, en effet, que les fermiers boers établis du côté zulu de la frontière ne seraient pas expulsés.

La deuxième affaire dont s'empara Frere fut celle du chef Sirayo. Les fils de Sirayo poursuivirent deux épouses du chef au Natal, le 28 juillet 1878, et les ramenèrent au Zululand où elles furent jugées et exécutées. Le gouvernement du Natal protesta auprès de Cetshwayo contre le viol de la frontière par certains de ses sujets, et exigea que les fils de Sirayo soient conduits au Natal pour y être jugés. Cetshwayo envoya 50 livres en guise d'amende et présenta ses excuses pour la conduite irréfléchie et irresponsable des jeunes gens. Frere se saisit de l'affaire en décembre 1878, exigea que Cetshwayo livre 500 têtes de bétail pour avoir bravé le gouvernement du Natal et qu'il remette les fils de Sirayo. Lorsque la guerre éclata, Cetshwayo s'efforçait encore de réunir le bétail exigé.

Puis, en septembre 1878, deux Blancs du Natal s'égarèrent au Zululand et furent malmenés par des gardes-frontières zulu, sans toutefois être blessés. Frere gonfla démesurément l'incident, déclarant que c'était « une insulte et un outrage très graves qui devaient être sévèrement punis »[46]. Il prétendit en outre que Cetshwayo avait terrorisé les missionnaires pour les chasser de son royaume, et qu'il devait les laisser regagner leurs missions sans être molestés. En fait, les missionnaires étaient très probablement partis sur les conseils de Shepstone, qui savait que la guerre était imminente et qui avait déjà agi ainsi en 1877[47].

Le 11 décembre 1878, l'ultimatum complet fut remis aux représentants des Zulu. Il exigeait le démantèlement de l'armée zulu, l'acceptation d'un résident britannique, la réinstallation de tous les missionnaires et le paiement d'amendes pour diverses violations alléguées des frontières du Natal et des droits de sa population[48]. Ces exigences ne pouvaient tout bonnement pas être satisfaites dans les vingt à trente jours prescrits. À l'expiration du délai, le 10 janvier 1879, les forces britanniques, commandées par le général lord Chelmsford, envahirent le royaume zulu.

L'armée de Chelmsford était forte de 15 000 soldats, dont beaucoup d'Africains recrutés au Natal ; les forces de Cetshwayo en comptaient sans doute 45 000. Mais les Britanniques avaient leurs armes à feu, particulièrement efficaces lorsque les tireurs s'embusquaient dans des tranchées, derrière des murs de chariots ou de sacs de sable. Les Zulu, en revanche, n'avaient que des lances, des boucliers et un nombre limité de fusils dont ils n'avaient pas encore complètement intégré l'emploi dans leurs techniques et leur entraînement militaires. Les boucliers étaient sans effet contre les balles. Les lances, elles, faisaient des ravages dans les corps à corps, mais

46. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 133.
47. N. A. Etherington, 1981, p. 42.
48. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 134.

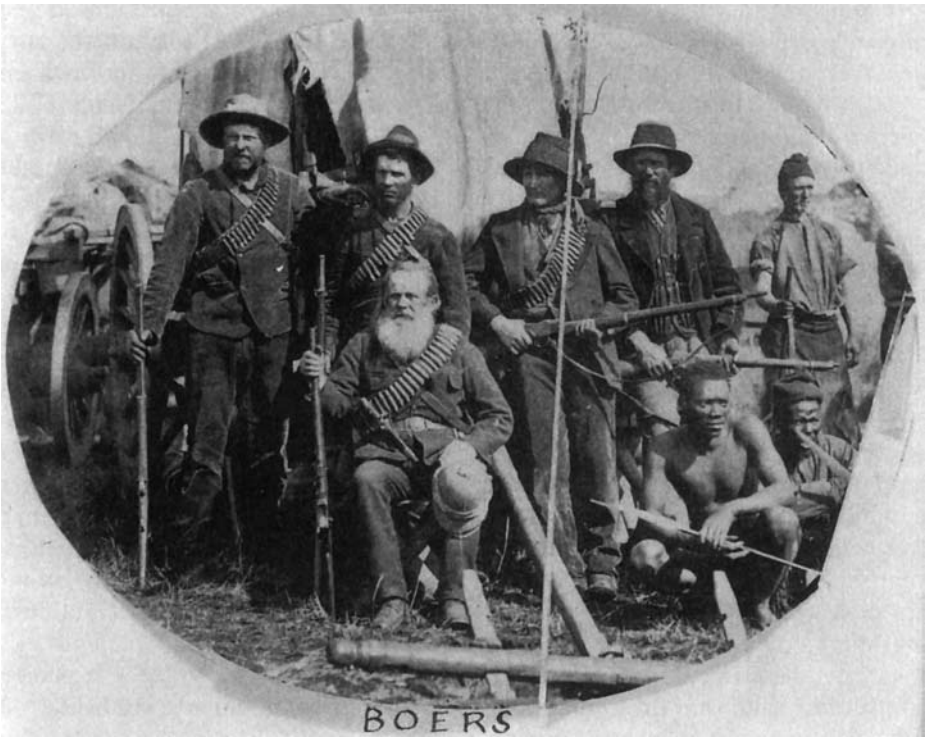
l'armée britannique ne laissait pas les Zulu en profiter et tirait sur eux de loin. Le résultat fut que, dans presque toutes les batailles, les Zulu subirent des pertes énormes en tâchant de se rapprocher de leurs ennemis. Ce n'est qu'à Isandhlwana, le 22 janvier 1879, que les Zulu s'attaquèrent à une colonne britannique en terrain découvert et la battirent à plate couture. Les combats prirent fin le 7 juillet 1879 par la victoire de Chelmsford sur les Zulu à Ulundi. Cetshwayo fut traqué, capturé en août, et déporté au Cap pour y être emprisonné.

Comme le soutient Jeff Guy, ce n'est pas la bataille d'Ulundi qui entraîna la destruction du royaume zulu, mais les dispositions prises sur le plan politique par sir Garnet Wolseley, qui fut nommé haut-commissaire pour l'Afrique du Sud-Est avec autorité suprême, tant civile que militaire, sur le Natal, le Transvaal et le Zululand, et succéda à lord Chelmsford le 4 juillet 1879. Il n'annexa pas le Zululand, mais le morcela en treize chefferies indépendantes. Certains des nouveaux chefs ne purent pratiquement pas exercer leur pouvoir en raison de la résistance que leur opposaient de nombreuses personnes qui, avant la guerre, occupaient des positions de premier plan et se trouvèrent écartées lors de la redistribution des fonctions politiques. Les nouveaux chefs recoururent à la violence. Les pertes en vies humaines furent considérables et les troubles se généralisèrent. La guerre civile qui éclata dura plusieurs années[49].

Cependant, aucun des objectifs qu'on espérait atteindre grâce à la guerre contre les Zulu ne fut réalisé. Elle devait, principalement, contribuer à déblayer le terrain en vue de l'incorporation des États africains dans une fédération, mais elle aboutit au résultat inverse. Frere, qui était sur place l'instigateur et l'âme de toute l'entreprise, fut, nous l'avons vu, remplacé par Wolseley, qui avait mission de faire la paix, même au détriment du projet de fédération. En outre, la guerre zulu fut suivie par la guerre anglo-boer de 1880-1881 et par celle entre Le Cap et le Lesotho, qui sonnèrent le glas de ce projet.

Les Boers du Transvaal n'acceptaient pas la perte de leur indépendance et, pendant trois ans, ils tentèrent, par tous les moyens pacifiques dont ils disposaient, de persuader les Britanniques de se retirer. Chaque échec renforçait leur volonté de reprendre le pouvoir aux Britanniques. En 1877, ils envoyèrent une délégation à Londres pour protester contre l'annexion. Lord Carnarvon refusa inflexiblement d'envisager la possibilité de rapporter la mesure d'annexion, mais se déclara prêt à discuter des modalités d'une autonomie des Boers au sein d'une confédération sud-africaine. Paul Kruger, le membre le plus important de la délégation, demanda que les Boers puissent décider par référendum de la forme de gouvernement qu'ils souhaitaient, sous la tutelle de la Couronne britannique, mais refusa catégoriquement de s'associer en quoi que ce soit au projet de confédération[50]. À la fin de 1877, lorsque les délégués rendirent compte à Pretoria, devant un rassemblement

49. J. Guy, 1980, chap. 3, 4 et 5 ; 1981.
50. C. F. Goodfellow, 1966, p. 141-144.



7.2. *Membres d'un commando boer, vers 1880.*
[© National Army Museum, Londres.]

populaire, de leur mission infructueuse, de nombreux Boers exigèrent une résistance armée. Mais les dirigeants semblaient convaincus que si un référendum montrait de façon concluante que les Boers étaient opposés à l'annexion, Carnarvon leur accorderait l'indépendance. Un référendum en bonne et due forme fut organisé, et, par une forte majorité, les Boers rejetèrent l'autorité britannique.

Une deuxième délégation partit pour Londres afin d'y présenter en détail les vues des Boers au nouveau secrétaire aux colonies, sir Michael Hicks Beach, qui avait succédé à lord Carnarvon. Il refusa lui aussi de renoncer au Transvaal. Lorsque la délégation fit son rapport devant une foule nombreuse, les clameurs exigeant une guerre de libération retentirent encore plus fort qu'auparavant. Les dirigeants tenaient, pourtant, à épuiser tous les moyens pacifiques d'obtenir l'indépendance. Avant de se disperser, ils envoyèrent un émissaire conférer avec Frere, qui était au Natal, et, en même temps, firent le serment solennel de lutter jusqu'à la mort pour la restauration de leur république. Frere vint au Transvaal et rencontra les Boers; il leur redit qu'ils pouvaient obtenir l'autonomie et une aide économique sous l'égide de

la Couronne, mais rien de plus. Il accepta de transmettre au gouvernement britannique une nouvelle pétition qui resta, elle aussi, sans effet.

De plus, en mars 1879, Shepstone fut remplacé par Owen Lanyon, qui n'avait qu'une connaissance limitée du Transvaal, et Frere par Wolseley, un militaire qui ne croyait pas à la diplomatie, mais à la force brutale. Les mesures qu'ils prirent l'un et l'autre ne firent qu'accroître la détermination des Boers à tenter de reconquérir leur indépendance par la force. Le 15 décembre 1879, un grand rassemblement auquel participaient plus de 6 000 Boers se tint à Wonderfontein ; il résolut d'abandonner les moyens pacifiques de chercher à obtenir l'indépendance, de rejeter le statut de sujets britanniques et de mettre sur pied, dans les plus brefs délais, un gouvernement républicain. Wolseley arrêta les hommes qu'il tenait pour les meneurs et ne les relâcha que sous caution. À ce stade, toutefois, les Boers commencèrent à avoir confiance dans le nouveau gouvernement libéral de Grande-Bretagne, dont le chef, Gladstone, avait, à l'époque où il était dans l'opposition, parlé avec sympathie du Transvaal et de la nécessité de lui accorder son indépendance. Mais, lorsqu'ils lui demandèrent de tenir ses promesses, il leur dit, comme ses prédécesseurs, qu'ils ne pouvaient escompter autre chose que l'autonomie au sein d'une confédération.

En décembre 1880, à bout de patience, les Boers réinstituèrent unilatéralement leur gouvernement républicain, qui siégea pendant un certain temps dans la nouvelle capitale, Heidelberg. Le gouvernement provisoire était dirigé par Paul Kruger, Piet Joubert et M. W. Pretorius. La guerre éclata le 16 décembre, jour où Lanyon refusa de renoncer pacifiquement à l'administration du Transvaal. Elle se poursuivit jusqu'au 27 février 1881, jour où les Boers remportèrent une victoire décisive contre les Britanniques à Majuba Hill.

L'accord de paix fut signé à Pretoria en août 1881. Par cette convention, les Britanniques, s'ils renonçaient à leur objectif suprême d'une fédération rassemblant le Transvaal, les autres colonies et l'État libre d'Orange, obtenaient le contrôle de la main-d'œuvre africaine puisqu'ils disposeraient, à Pretoria, d'un résident chargé de superviser l'administration africaine des Boers. En second lieu, la suprématie impériale britannique au Transvaal se trouvait garantie par le fait que les Britanniques contrôleraient les relations extérieures de la république et qu'ils auraient le droit, en temps de guerre, de déployer et de déplacer librement leurs forces et leurs équipements militaires au Transvaal. Les Boers obtenaient l'autonomie qui leur servirait de tremplin pour accéder à un degré plus grand de liberté. De nouvelles négociations aboutirent, le 27 février 1884, à la Convention de Londres, aux termes de laquelle les Britanniques renonçaient à tout contrôle sur les Africains, mais conservaient celui des relations de la république avec l'étranger[1].

Au moment même où les forces impériales se battaient pour réprimer le soulèvement boer, les troupes coloniales du Cap menaient contre les Sotho

1. C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p. 264-272 ; C. F. Goodfellow, 1966, p. 198-213 ; L. Thom - son, 1971*b* ; F. A. Van Jaarsveld, 1961, chap. 7.

une guerre qui avait éclaté le 13 décembre 1880. Tout comme la guerre des Boers, le conflit armé avec le Lesotho était intimement lié aux efforts des Britanniques pour créer une confédération sud-africaine. Le gouvernement colonial et les fonctionnaires britanniques du Cap voulaient faire un premier pas dans ce sens en désarmant les États africains. C'est parce que les Sotho refusèrent un désarmement unilatéral qu'une guerre les opposa au Cap en 1880-1881.

Depuis 1872, le Lesotho était soumis à l'administration coloniale du Cap. Dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir l'union de l'Afrique du Sud, Gordon Sprigg, le premier ministre du Cap, qui avait remplacé Molteno, avait, en collusion avec Frere, fait voter par le parlement du Cap, en 1878, la loi sur la préservation de la paix (Peace Preservation Bill). Cette loi habilitait le gouvernement à ordonner aux Africains de la colonie du Cap de remettre leurs armes à feu en échange d'une indemnité. Elle ne devait pas, à l'origine, s'appliquer au Lesotho, mais Sprigg, qui savait que ses habitants détenaient de nombreux fusils, décida d'en étendre la portée à ce royaume.

Pour les Sotho, les fusils avaient une grande signification sociale, politique et économique. Ils étaient achetés grâce à l'argent gagné dans les mines de diamants, et représentaient par conséquent un énorme investissement en travail. Les Sotho tenaient aussi à leurs fusils parce qu'il n'était que trop clair pour eux, étant donné la longue histoire de leur lutte avec l'État libre d'Orange, qu'ils pourraient servir un jour à défendre leur royaume. De plus, la possession d'un fusil marquait chez eux le passage de l'enfance à l'état adulte. Ils soupçonnaient aussi le gouvernement du Cap de ne pas leur faire entièrement confiance et de chercher à les affaiblir afin de les réduire, ensuite, en esclavage. D'autres mesures contribuèrent, en outre, à pousser les Sotho à la résistance armée. En 1879, la colonie du Cap proposa d'attribuer le district de Quthing à des fermiers blancs pour punir son chef sotho Moorosi, qui s'était récemment révolté, bien que ce fût absolument contraire à la promesse de n'aliéner aucune partie de son pays, promesse qui avait été faite par les Britanniques à Moshoeshoe. Qui plus est, le gouvernement du Cap annonça également une augmentation de l'impôt sur les cases, qui passait à une livre. Cette décision était tout à fait inacceptable pour les Sotho, parce qu'un montant de 12 000 livres avait été récemment prélevé sur le compte du Lesotho et affecté à la colonie du Cap.

Les Sotho tentèrent de parvenir à un accord avec la colonie du Cap par des moyens pacifiques. Ils protestèrent auprès de Sprigg lorsque, par deux fois, il se rendit dans leur pays pour discuter avec eux la plupart de ces questions ; ils adressèrent des pétitions au gouverneur et à la reine d'Angleterre ; ils envoyèrent des émissaires au Cap pour faire pression sur les parlementaires. Tout cela resta vain.

Pendant ce temps, le pouvoir au Lesotho passait des mains du roi, appelé désormais chef suprême, Litsie, à celles des chefs. Le roi devenait trop vieux et, bien qu'il fût opposé au désarmement et aux autres mesures de type colonial prises par le Cap, il redoutait énormément les conséquences néfastes

que pourrait avoir une résistance armée qui chasserait les Britanniques et exposerait le royaume aux risques d'attaque de l'État libre d'Orange. Il se démarqua donc du courant populaire qui réclamait la lutte armée et demanda que soient organisées des manifestations pacifiques. Mais la majorité soutint les chefs Lerotholi, Masopha et Joel, qui faisaient tous serment de s'opposer par la violence aux mesures prises par le gouvernement du Cap, et encourageaient le peuple à désobéir aux magistrats et à châtier ceux qui soutenaient l'administration coloniale, en détruisant et confisquant leurs biens.

Le 13 septembre 1880, les troupes du Cap entrèrent au Lesotho. La guerre ainsi déclenchée dura sept mois. Pour le gouvernement du Cap, les dépenses militaires augmentèrent vertigineusement et atteignirent le niveau inacceptable de 3 millions de livres. Sir Hercules Robinson, le nouveau gouverneur et haut-commissaire, se montra extrêmement désireux de faire la paix avec les Sotho. Ces derniers, après sept mois, étaient également las de la guerre, de sorte qu'ils demandèrent la paix. Le moment était farorable à un arbitrage du gouverneur. Il le rendit le 29 avril 1881. Si les Sotho étaient toujours priés, en principe, de remettre leurs fusils contre indemnité, ils pouvaient les conserver en pratique, à condition de demander des permis. Une amnistie totale était offerte, mais une amende de 5 000 têtes de bétail devait être payée par les « rebelles » pour dédommager les « loyalistes » et les marchands des pertes matérielles qu'ils avaient subies pendant la guerre. Tout compte fait, donc, les Sotho avaient gagné la guerre puisqu'ils l'avaient faite pour conserver leurs fusils. Le prestige et le pouvoir des chefs qui avaient obtenu ce résultat s'accrurent énormément aux dépens du roi, qui avait hésité à un moment où le pays avait besoin de dirigeants combatifs et intraitables. En outre, le gouvernement du Cap décida de mettre sa nouvelle politique en œuvre par l'intermédiaire des chefs. Ce fut ainsi pour eux une double victoire[2].

La victoire du Lesotho, la non-annexion du royaume zulu et l'octroi de l'autonomie au Transvaal marquaient la fin des efforts déployés par la Grande-Bretagne pour obliger la région à se fédérer. Elle se contenterait, pour le moment, de maintenir un contrôle souple sur les diverses parties de l'Afrique du Sud, principalement grâce à des résidents installés sur place pour suivre constamment l'évolution de la situation. La Grande-Bretagne essaiera de nouveau d'asseoir beaucoup plus fermement son autorité après la découverte de l'or, au milieu de la décennie. Du point de vue des Africains, la Grande-Bretagne avait beaucoup fait pour réduire leur indépendance. À l'est, le Ciskei, avec sa nombreuse population xhosa, mfengu et khoi khoi, était solidement tenu par la colonie du Cap. Il en allait de même des Sotho, même si ceux-ci jouissaient d'une grande marge d'autonomie interne. Le Griqualand occidental avait aussi perdu sa souveraineté. Les Zulu et les Pedi étaient sur la voie de l'autodestruction. L'arrestation de Sekhukhune et l'installation de son rival, Mampuru, garantissaient que le royaume serait déchiré par des luttes intestines et, par conséquent, subordonné au Transvaal.

2. S. Burman, 1981, chap. 9-12.

CHAPITRE 8

Les pays du bassin du Zambèze

Allen F. Isaacman

Cette étude[1] est consacrée à l'examen des grands changements intervenus au cours des trois premiers quarts du XIXe siècle en Afrique centrale, territoire qui regroupe aujourd'hui le Malawi, le Mozambique et la Zambie. Elle concerne en particulier la région de la vallée du Zambèze, importante zone d'échanges économiques et culturels, creuset où se sont forgés un grand nombre des principaux États liés à l'histoire des peuples shona et lunda. Plutôt que l'histoire des divers royaumes précoloniaux, c'est la région dans son ensemble qui est étudiée ici, une attention toute particulière étant accordée aux changements provoqués, au XIXe siècle, par l'intégration progressive de la région à l'économie capitaliste mondiale et par la diaspora nguni-sotho. La conjonction de ces divers événements a modifié la carte politique de l'Afrique centrale et hâté l'apparition de vastes transformations économiques et sociales. Bien que l'accent soit mis ici sur ces facteurs extérieurs à la région, les sociétés autochtones ne furent nullement statiques, la configuration interne de chacune d'entre elles ayant conditionné, à la fois, le mode initial d'interaction avec les marchands et les envahisseurs étrangers et la direction dans laquelle se sont finalement opérés les changements. Un survol de l'Afrique centrale à la fin du XVIIIe siècle sert d'introduction à la présente étude, afin de situer les événements qui ont suivi dans leur véritable perspective. De la même manière, ce chapitre se termine par une brève description de la région à la veille de la « ruée » européenne (*scramble*) puisque les changements

1. Ce chapitre, commandé en 1975, a été terminé au début de l'année 1976 et mis à jour en 1981. Je voudrais remercier Barbara Isaacman, James Johnson et Paul Lovejoy pour les critiques très pertinentes qu'ils ont formulées sur une première version de ce manuscrit.

intervenus au XIXe siècle ont donné un autre visage à la résistance que l'Afrique centrale devait opposer plus tard à l'impérialisme européen.

L'Afrique centrale à la veille du XIXe siècle

Malgré l'impact déterminant qu'ils eurent en Afrique centrale, on peut considérer les bouleversements économiques survenus au XIXe siècle et les invasions nguni-sotho, communément appelées « Mfecane », comme appartenant à un schéma plus large de transformations politiques et économiques antérieures au XIXe siècle[2]. Tout au long des siècles précédents, les migrations, la formation d'États et la mise en place de vastes réseaux commerciaux avaient modifié la physionomie des sociétés d'Afrique centrale. Ce qui distingua le XIXe siècle des siècles précédents, ce ne fut pas le changement en soi, mais le rythme relativement rapide auquel il s'effectua et l'étendue de ses conséquences.

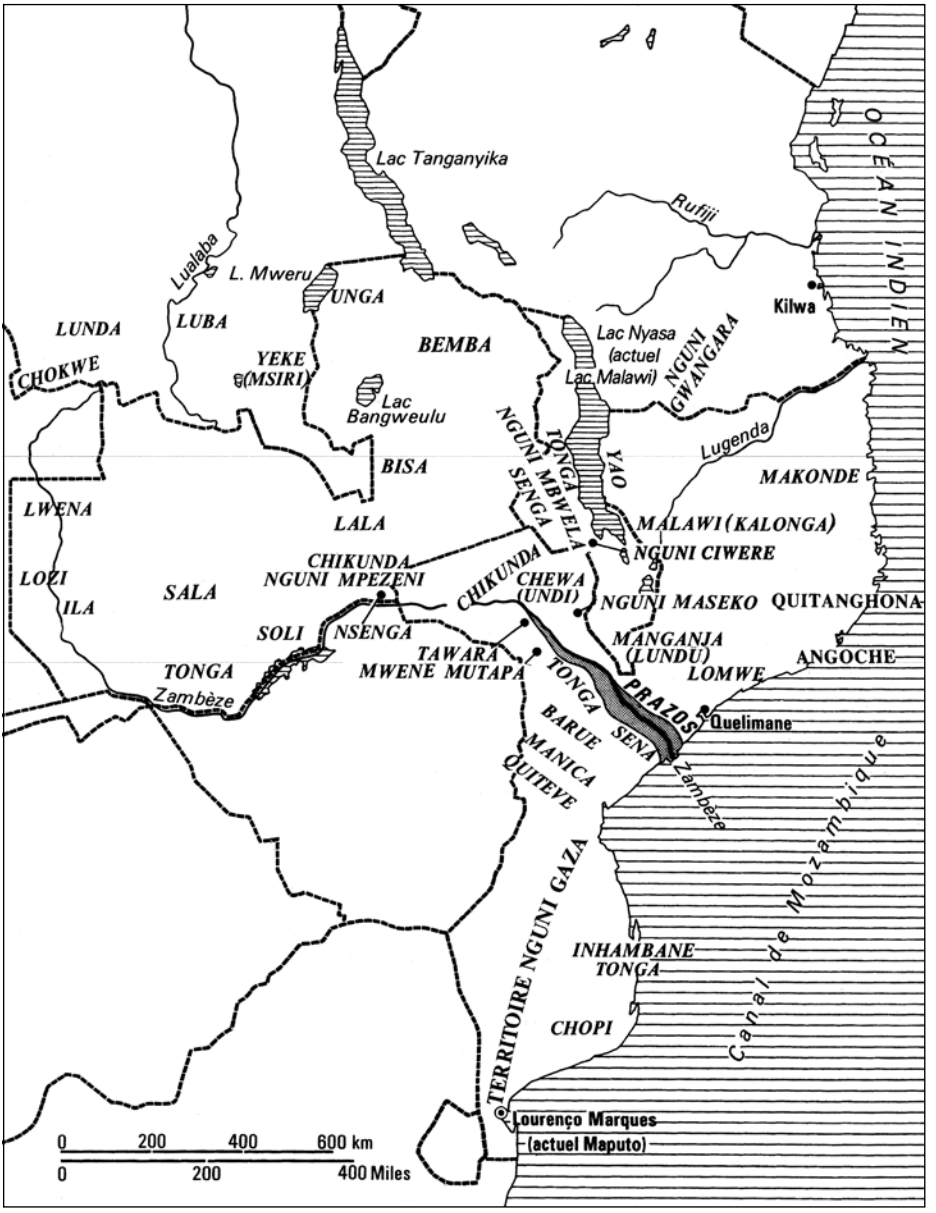
Bien avant le XIXe siècle, la vallée du Zambèze et les régions avoisinantes avaient connu une grande révolution politique. Par vagues successives, des groupes d'immigrés shona et lunda avaient établi leur prééminence sur la plus grande partie du territoire, précédemment occupé par des sociétés rurales aux dimensions relativement réduites. Alors que, dans des zones périphériques, les Tonga au sud du Mozambique ou les Tumbuka et les Tonga riverains du lac Nyasa (actuel lac Malawi) étaient parvenus à maintenir leur autonomie, la plupart des sociétés autochtones étaient tombées sous l'influence des États shona ou lunda.

Il est probable que c'est dans la région située au sud du Zambèze que s'amorça la formation des premiers États. Au début du XVIe siècle, les immigrés de langue shona venus de l'actuel Zimbabwe avaient imposé leur domination sur la région qui s'étendait vers le sud des bords du Zambèze jusqu'au fleuve Sabi. À la tête de ce puissant royaume se trouvait le Mwene Mutapa (Monomotopa), d'où l'empire des Shona tira son nom. Bien que les guerres civiles qui suivirent aient réduit le pouvoir du Mwene Mutapa et offert à plusieurs chefs provinciaux la possibilité de faire sécession et de créer des royaumes autonomes, l'hégémonie shona se maintint dans toute la région. Les plus puissants de ces États shona indépendants — Barue, Manyika, Quiteve et Changamire — continuèrent de dominer effectivement la partie méridionale du Mozambique central jusqu'au XIXe siècle. À l'intérieur de cette zone, la seule incursion étrangère se produisit en bordure sud du Zambèze, où les Portugais et des colons et marchands de Goa établirent des *prazos da coroa* [domaines garantis par la Couronne] qui furent nominalement rattachés à l'empire colonial de Lisbonne[3] (voir fig. 8.1).

L'expansion des peuples du Katanga, apparentés aux Lunda, commença un peu plus tard, et elle n'était pas encore achevée dans les premières décen-

2. J. D. Omer-Cooper, 1966, par exemple, prétend que ces événements ont créé une rupture dans l'histoire de l'Afrique centrale.

3. Pour une analyse plus détaillée des *prazos* du Zambèze, voir A. F. Isaacman, 1972*a*, et M. D. D. Newitt, 1973*a*.



8.1. *Carte ethnique et politique de l'Afrique centrale, 1800-1880* (d'après A. F. Isaacman).

nies du XIXe siècle. Les Lozi, premiers émigrés lunda, s'étaient établis deux siècles plus tôt dans les fertiles plaines d'inondation du Zambèze. Après eux s'installèrent bientôt des colons qui créèrent les royaumes de Kalonga et d'Undi, situés dans l'actuel Malawi, et à l'ouest les ancêtres des États lala, senga et bemba. Vers 1740, les derniers des principaux immigrants lunda, les Mwata Kazembe, se fixèrent dans la région du Luapula. Pendant le restant du siècle, les Lunda consolidèrent leur emprise sur les territoires acquis et reculèrent leurs frontières grâce à leurs activités diplomatiques et militaires. Vers 1800, certains États rattachés aux Lunda, comme l'Undi, le Kalonga et le Lozi, avaient atteint leur apogée; tandis que d'autres, comme le Bemba, étaient encore en cours d'expansion[4].

À quelques différences près, la structure des États shona et lunda était fondée sur des principes similaires. Au sommet se trouvait un roi qui était réputé posséder des qualités sacrées, soit inhérentes à la royauté, soit acquises par les rites d'investiture. La relation étroite que le souverain entretenait avec le surnaturel, et que sanctifiaient les prêtres du culte et des médiums, assurait la santé et le bien-être de ses sujets ainsi que la fertilité de la terre. L'interrelation entre l'institution royale et la fertilité renforçait la position du souverain en tant que propriétaire symbolique et gardien spirituel de la terre. C'était donc à lui seul que revenait le droit de distribuer la terre, droit qui constituait le fondement de l'autorité qu'il exerçait sur ses vassaux et ses autres sujets, et qui sous-tendait un cycle d'échanges réciproques. Pour s'acquitter envers le roi de la dette qu'ils contractaient en utilisant sa terre et pour pouvoir profiter de ses qualités royales, ses sujets devaient fournir certains impôts, ainsi que des services et tributs fixés d'avance qui variaient d'un royaume à l'autre. De plus, dans les deux royaumes, la plus grande des défenses d'un éléphant mort revenait systématiquement au monarque, en sa qualité de propriétaire de la terre. Dans certaines sociétés, comme celles de Manyika, des Lunda de Kazembe et d'Undi, le monarque se réservait également, en principe, le monopole du commerce, tandis que, dans le royaume de Changamire, il était en dernier ressort le propriétaire de presque tout le bétail[5]. Ces tributs et ces divers arrangements rehaussaient le pouvoir et la richesse du monarque, qui redistribuait une partie de sa richesse à ses principaux lieutenants pour s'assurer de leur loyauté. À cet égard, les États précoloniaux d'Afrique centrale organisaient la circulation des maigres ressources existantes qui passaient des classes dominées à la classe dominante[6].

4. Pour un résumé de l'expansion lunda, voir l'ouvrage de H. W. Langworthy, 1972, p. 16-27.
5. Pour une analyse critique de la thèse « commerce et politique », et pour une analyse de l'importance du bétail dans le royaume de Changamire, voir S. I. Mudenge, 1974.
6. Dans ce chapitre, j'ai employé l'expression de « classe dominante » pour me référer à l'aristocratie qui s'appropriait les excédents et à ses alliés religieux et commerciaux qui gouvernaient les États d'Afrique centrale et contrôlaient leurs maigres ressources. L'absence d'une analyse historique des économies précapitalistes d'Afrique centrale et, en particulier, le manque d'une reconstitution détaillée de « qui produisait quoi, pour qui » (les rapports sociaux de production, en termes marxistes) rendent impossible de définir avec exactitude la structure de classes des États que nous étudions. Avant de pouvoir entreprendre une analyse globale, il faudra étudier très précisément les diverses entités politiques de la région, afin de déterminer comment les classes dominantes purent maintenir et reproduire leur accès aux ressources limitées, et

Malgré ces rituels et ces institutions unificatrices, un certain nombre de facteurs s'opposaient au développement de royaumes très centralisés. Parmi les principaux facteurs d'instabilité figuraient les crises de succession chroniques dans la capitale royale ; la répugnance des dignitaires éloignés de la capitale à subordonner leurs intérêts économiques et politiques à ceux de l'autorité centrale ; les révoltes contre des chefs oppressifs qui violaient « le règne de la loi » ; le manque d'homogénéité ethnique et culturelle, et l'absence d'une armée permanente pour contrôler les vastes étendues du royaume. Cette situation se caractérisait par des conflits et des sécessions de caractère à la fois irrégulier et chronique. Ainsi les États shona de Barue, Manyika, Quiteve et Changamire n'affirmèrent leur indépendance vis-à-vis du Mwene Mutapa que pour se trouver confrontés aux mêmes problèmes sur leurs propres territoires[7]. Il en allait de même pour la région septentrionale du Zambèze, en particulier dans les royaumes de Kalonga, d'Undi et de Lundu de l'actuel Malawi[8]. La fragilité de maints de ces États ne doit cependant pas masquer la solidité des réseaux communautaires et des liens plus locaux qui pouvaient fournir aide et assistance dans les moments difficiles[9].

De même que des changements politiques profonds s'étaient produits avant le XIXe siècle, des réseaux commerciaux complexes étaient à l'œuvre, à travers toute l'Afrique centrale, bien avant l'expansion qui devait marquer le XIXe siècle. Malgré la tendance des historiens et des anthropologues à qualifier les sociétés autochtones de « sociétés de subsistance », le commerce de produits de base, tels que le fer, le sel, les vêtements et les grains, était une caractéristique des économies locales et complétait le secteur agricole local[10]. Ainsi, bien que la plupart des Sena aient été en très grande majorité des agriculteurs, un petit groupe de tisserands exportait régulièrement ses tissus à plusieurs centaines de kilomètres, vers la région de Zumbo et le pays des Chewa, où ils étaient très recherchés[11]. De même, tout au long du XVIIIe siècle, les marchands bisa se livrèrent au commerce du fer sur une grande échelle[12] ; les Chewa de Kasungu utilisaient leurs excédents de sel pour se procurer des houes tumbuka[13], et l'économie nationale des Lozi reposait sur l'échange, entre différentes régions du royaume, de bétail, de poissons et

comment elles purent contrôler et exploiter la main-d'œuvre. Il s'agit aussi de préciser dans quelle mesure ces processus contribuèrent à former les intérêts de classes, et la conscience de classe en général. Les travaux de C. Coquery-Vidrovitch (1972), de C. Meillassoux, (1974), de E. Terray (1972) et de M. Godelier (1975), même si l'on n'est pas entièrement d'accord avec eux, représentent une importante contribution à l'analyse de la formation des classes sociales.

7. A. F. Isaacman, 1973 ; S. I. Mudenge, 1974 ; H. H. K. Bhila, 1972, et D. Beach, 1980.
8. H. W. Langworthy, 1971 ; K. M. Phiri, 1975, p. 78-80.
9. Au sein du système de parenté, il existait aussi des inégalités. Les vieillards avaient tendance à monopoliser les ressources limitées, aux dépens des hommes et des femmes plus jeunes. Voir C. Meillassoux, 1981.
10. K. M. Phiri, 1975, p. 109-137 ; A. D. Roberts, 1970*a*.
11. A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 73.
12. A. D. Roberts, 1970*a*, p. 723.
13. K. M. Phiri, 1975, p. 111.

de divers articles manufacturés et agricoles[14]. Il reste à étudier davantage — puisque l'échange des excédents est désormais chose avérée — quelle était la nature du système de production qui permettait de tels excédents.

Ce type de commerce local et interrégional, qu'étayait une petite activité minière et manufacturière, contribua à la naissance et au maintien d'un flux d'échanges entre l'intérieur du pays et le littoral. Bien que nos informations soient fragmentaires, il est clair que, tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles, un réseau international bâti sur une juxtaposition de courants commerciaux entre groupes voisins a alimenté en marchandises les ports de l'océan Indien, dominés par les grands négociants musulmans et indiens. Au nombre des produits les plus importants figuraient l'ivoire de la vallée du Luangwa et du territoire adjacent, appartenant au royaume undi; l'or des mines immédiatement au nord de Tete et des mines des royaumes de Manyika et de Changamire; ainsi que le cuivre de la région de Kafue[15]. Ce commerce semble avoir été d'ampleur relativement limitée et plus ou moins irrégulier jusqu'aux deux dernières décennies du XVIII^e siècle. La poussée vers l'est des Lunda du Kazembe et l'alliance commerciale qu'ils avaient passée avec le royaume de Bisa, le développement des activités des marchands yao de la côte et l'expansion des activités des commerçants chikunda des *prazos* du Zambèze aboutirent à élever considérablement le niveau des exportations vers les entrepôts de l'océan Indien. Ces trois groupes acquirent une quantité substantielle d'ivoire et d'esclaves, préparant ainsi l'intégration progressive de la région au marché mondial, qui reposait presque entièrement sur l'échange de ces deux denrées contre des produits manufacturés européens[16].

La transformation des systèmes politiques et économiques engendre souvent des changements parallèles dans la composition sociale et ethnique des sociétés centrafricaines. La migration de peuples étrangers apparentés aux Shona et aux Lunda entraîna de fréquents mariages entre membres des différents groupes ethniques, et fut même à l'origine de l'apparition de groupements tout à fait nouveaux, comme les Sena, les Tonga du Zambèze et les Goba[17]. D'une façon générale, les immigrants réussirent à imposer à la population locale leurs institutions de base et leurs valeurs. Ainsi la diffusion, dans une grande partie de la région septentrionale du Zambèze, du mode lunda d'organisation sociale fondé sur la royauté perpétuelle et un ordre de succession au trône modifia la structure fondamentale de l'institution royale, et eut de profondes répercussions sur son mode de transmission[18]. La propagation, dans toute la partie sud du Zambèze, du culte mwari des Shona et la croyance aux esprits des ancêtres de la nation (*mhondoro*), sur laquelle il s'appuyait, eurent, elles aussi, une importance comparable.

14. G. L. Caplan, 1970, p. 6-7.
15. A. D. Roberts, 1970*a*, p. 717; S. I. Mudenge, 1974, p. 384-390; A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 75-85; H. H. K. Bhila, 1972.
16. E. A. Alpers, 1975, p. 172-208; A. D. Roberts, 1970*a*, p. 727-728; K. M. Phiri, 1975, p. 109-126.
17. A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 4; C. S. Lancaster, 1974.
18. Pour plus de détails sur la royauté perpétuelle et l'ordre de succession, voir J. Vansina, 1966, p. 82.

L'introduction simultanée de la langue shona et du système symbolique lié à la propagation du culte mwari a dû modifier radicalement la cosmologie des autochtones[19]. Cependant, le changement de culture ne fut pas à sens unique. Bien que ce problème nécessite une étude approfondie, il est clair que les conquérants shona, tout comme les conquérants lunda, adoptèrent certains éléments culturels des sociétés autochtones, créant ainsi souvent de nouvelles formes syncrétiques. Les cultes makewana et mbona des Chewa et des Lundu semblent représenter cette forme hybride[20], comme la distinction entre chef du territoire et chef politique, qui fut une caractéristique de la domination qu'exercèrent les Lunda du Kazembe sur les Shila[21].

Vers la fin du XVIII^e siècle, l'Afrique centrale sortait d'une phase dynamique de son histoire. Les migrations et les conquêtes des siècles précédents avaient modifié la carte politique et culturelle de la région, tandis que l'importance des échanges commerciaux s'était considérablement accrue. Ces changements, à leur tour, provoquèrent souvent des tensions entre les conquérants et les populations conquises, ainsi qu'entre les différents groupes économiques qui se disputaient les maigres ressources de la région. C'est ainsi que, malgré une certaine tendance à la centralisation politique, la situation demeurait relativement instable et pouvait être exploitée par des marchands étrangers ou par une nouvelle vague d'immigrés conquérants.

Le commerce des esclaves et l'intégration de l'Afrique centrale à l'économie capitaliste mondiale

La pénétration commerciale sans précédent qui eut lieu au XIX^e siècle, par la côte orientale africaine, provoqua l'entrée de la majeure partie de l'Afrique centrale dans l'économie capitaliste mondiale. Comme pour l'Afrique occidentale, le commerce des esclaves joua un rôle déterminant dans le processus grâce auquel la région, en particulier celle située au nord du Zambèze, fit partie de la périphérie du système d'échanges international. Malgré quelques similitudes de base, il y avait d'importantes différences. La plupart des captifs étaient exportés vers les plantations de l'océan Indien, vers Madagascar et le Moyen-Orient, plutôt que vers le Nouveau Monde : le rôle très important du commerce de l'ivoire et le fait que les vastes changements accompagnant l'intégration au marché mondial se sont déroulés dans un laps de temps beaucoup plus court distinguent aussi l'Afrique centrale de l'Afrique occidentale. De même, la violence qui accompagnait la traite des esclaves était probablement plus marquée en Afrique centrale ; ce qui se traduisit par une fragmentation de la société et

19. Voir D. P. Abraham, 1966 ; T. O. Ranger, 1973.
20. T. O. Ranger, 1973 ; M. Schoffeleers, 1972*a* 1972*b* ; H. W. Langworthy, 1971.
21. I. Cunnison, 1959, p. 180-184.

une désorganisation sans précédent de l'économie rurale. Sans doute, certaines sociétés commerçantes d'Afrique centrale, ou du moins leurs classes dominantes, ont-elles tiré un profit à court terme de leur participation au marché des esclaves et de l'ivoire; mais elles se sont trouvées finalement dans une situation de subordination et de dépendance à l'égard du système commercial international, dont les centres de décision se trouvaient en dehors de l'Afrique[22].

Dans la première moitié du XIX^e siècle, plusieurs facteurs concoururent à accroître le commerce des esclaves. À la suite de la réapparition de l'économie de plantation dans le nord-est du Brésil, puis du développement des plantations de canne à sucre à Cuba, un nombre appréciable de négriers des Antilles et d'Amérique latine commencèrent à fréquenter les ports du Mozambique, où les captifs étaient en général meilleur marché qu'en Afrique occidentale, et où la présence de forces navales britanniques limitées était moins intimidante[23]. À la même époque, les planteurs français de l'île Bourbon (l'actuelle île de la Réunion), des Seychelles et des Mascareignes, ainsi que l'élite dirigeante de Madagascar se portèrent acquéreurs d'un plus grand nombre d'esclaves. Le stimulant le plus important fut cependant le développement, au début du siècle, de plantations de girofliers sur les îles de Zanzibar et de Pemba[24].

La situation de l'Afrique centrale se prêtait de manière idéale à la satisfaction de cette demande croissante de main-d'œuvre esclave. Les réseaux de commerce établis par les peuples bisa, yao et chikunda reliaient déjà l'intérieur des terres aux marchés côtiers de Kilwa, de l'île de Mozambique et de Quelimane. Bien que l'ivoire ait été, au début, le produit le plus recherché, les marchands de l'intérieur du pays avaient toujours fourni à ces entrepôts internationaux des esclaves en petit nombre, mais de façon très régulière. Ils étaient employés à porter l'ivoire, ce qui permettait d'accroître le nombre des esclaves sans perturber le commerce des défenses d'éléphant. Au contraire, les exportations d'ivoire connurent, elles aussi, un important essor à mesure que les marchands africains essayèrent de satisfaire à la fois la demande sur les nouveaux marchés de Grande-Bretagne et des États-Unis, et celle de leurs clients traditionnels d'Asie[25].

Lorsque la demande de main-d'œuvre bon marché et d'ivoire monta en flèche, les marchands yao, bisa et chikunda étendirent leurs empires commerciaux. Les Yao pénétrèrent d'abord dans la région du lac Nyasa pendant la première moitié du siècle, puis, après 1850, dans la vallée du Shire, à la recherche de nouveaux marchés chez les Manganja et les Chewa. Ils établirent en même temps des relations commerciales avec le port d'Ibo, sur l'océan Indien, qui devint un très grand centre d'exportation. Les Chikunda,

22. Voir le chapitre 2 du présent volume; voir aussi I. Wallerstein, 1976; E. A. Alpers, 1975, p. 264-267.
23. E. A. Alpers, 1967, p. 4-12; A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 85-94; K. M. Phiri, 1975, p. 130.
24. K. M. Phiri, 1975, p. 130; E. A. Alpers, 1975, p. 209-218; A. M. H. Sheriff, 1971.
25. R. W. Beachey, 1967.

initialement au service des *prazeros* afro-portugais et afro-goanais, étendirent leurs relations commerciales de la région située immédiatement au nord du Zambèze jusqu'à la vallée du Luangwa et, au sud, jusqu'à l'actuel Zimbabwe ; tandis que les Bisa intensifiaient leur commerce dans le territoire situé entre les vallées du Shire et du Luapula. Ces trois groupes continuèrent également à privilégier le commerce de l'ivoire, et, chez les Bisa, l'ivoire est resté le principal produit d'exportation[26].

Au milieu du XIXe siècle, l'Afrique centrale était devenue une grande pourvoyeuse d'esclaves. Les exportations annuelles de Quelimane vers le Brésil, par exemple, avaient augmenté de 400 % entre 1800 et 1835[27]. Les nouveaux ports d'Ibo, sur l'île de Mozambique, et de Kilwa faisaient des affaires florissantes ; et la résurgence du sultanat d'Angoche, après 1844, était directement liée à son entrée dans la traite des esclaves ; même les ports du Mozambique méridional, Inhambane et Lourenço Marques, pratiquement inconnus des négriers européens, devinrent des entrepôts secondaires, mais importants[28]. Zanzibar demeurait le principal centre où étaient amenés les captifs ; les importations annuelles passèrent de 10 000 par an en 1810 à 50 000 en 1850[29]. Cette augmentation s'accompagna d'un accroissement proportionnel des exportations d'ivoire[30].

Comme le laisse supposer l'entrée d'Angoche dans le commerce des esclaves, la prééminence économique des Yao, des Chikunda et des Bisa ne tarda pas à être contestée. De nombreux marchands, africains aussi bien qu'étrangers, devinrent rapidement leurs concurrents pour les esclaves et l'ivoire. Les chefs et les marchands makua de la côte se mirent à la fois à exploiter l'arrière-pays très peuplé et à empêcher leurs rivaux yao de faire passer leurs caravanes par le territoire makua pour gagner l'île de Mozambique. Au milieu du XIXe siècle, ils furent en mesure de remplacer les Yao comme principaux fournisseurs d'esclaves à l'île de Mozambique[31]. Les marchands d'esclaves arabes et swahili, qui dépendaient souvent directement de l'économie de plantation de Zanzibar, devinrent eux aussi des commerçants très actifs. Dans certains cas, ils établirent des communautés permanentes à l'intérieur des terres, comme Jumbe le fit de Khota Khota sur le lac Malawi. Plus souvent cependant, les négociants de la côte équipaient des caravanes qui étaient envoyées vers de grands marchés à l'intérieur des terres, où les esclaves et l'ivoire étaient facilement accessibles. C'est de l'actuelle Tanzanie que vinrent les commerçants nyamwezi, dont le plus important, Msiri, imposa sa domination commerciale et politique dans toute la partie orientale du royaume lunda[32]. Au milieu du siècle, des rumeurs sur les possibilités de

26. K. M. Phiri, 1975, p. 117-130 ; E. A. Alpers, 1975, p. 209-233 ; A. D. Roberts, 1973, p. 189-193 ; Y. B. Abdallah, 1973, p. 29-31.
27. A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 92.
28. E. A. Alpers, 1967, p. 10-12 ; M. D. D. Newitt, 1973*b* ; P. Harries, 1981.
29. E. A. Alpers, 1967, p. 10-12.
30. R. W. Beachey, 1967 ; K. M. Phiri, 1975, p. 117-126 ; E. A. Alpers, 1975, p. 234.
31. E. A. Alpers, 1975, p. 219-229.
32. J. Vansina, 1966, p. 227-231.

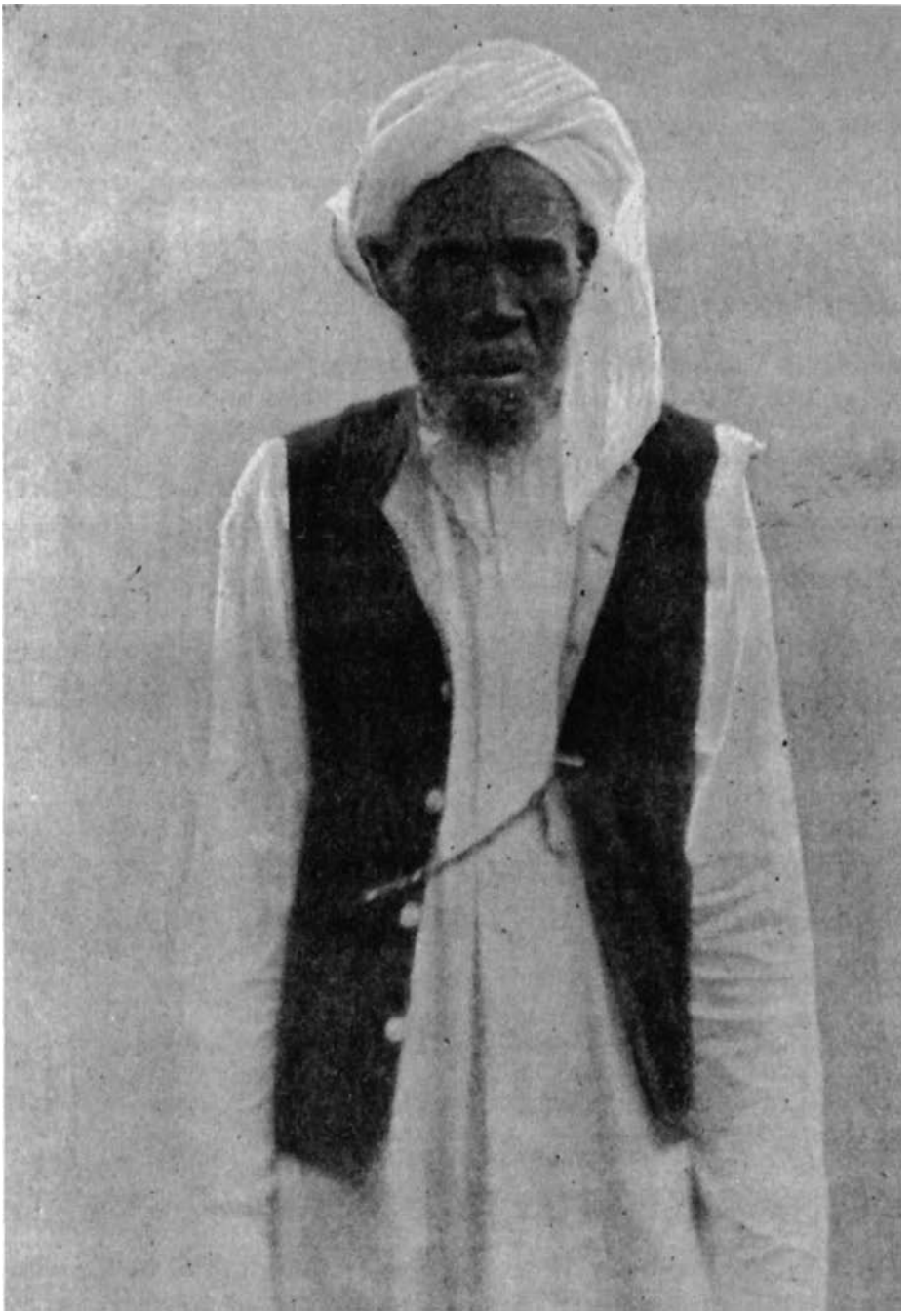
profits parvinrent jusqu'en Angola et incitèrent des commerçants mambari à établir des relations commerciales avec les Lozi et leurs suzerains kololo[33]. En résumé, l'accroissement de la demande internationale de main-d'œuvre servile fit qu'une grande partie du Zambèze septentrional devint une réserve humaine où la principale activité était la « production » d'esclaves.

La concurrence accrue entre commerçants et le monopole de l'armement moderne qu'ils détenaient pratiquement modifièrent radicalement la nature de la traite des esclaves après 1840. Alors que jusque-là la majorité des esclaves avaient probablement été achetés par les voies commerciales légales, le raid et la conquête devinrent désormais le principal mode d'acquisition. Conformément à leurs traditions, les Chikunda, par exemple, dans la première phase du commerce d'esclaves, pouvaient acheter des esclaves nsenga, chewa et tonga, dont beaucoup étaient, à l'origine, des criminels, des hors-la-loi ou des étrangers. Par la suite, cependant, ils recoururent à des méthodes coercitives pour répondre à la demande des régions côtières[34]. De la même manière, les marchands itinérants yao exploitèrent l'accès qu'ils avaient à des tissus bon marché et à des houes en fer pour acquérir une position commerciale de premier plan; mais des pressions externes, durant la seconde moitié du siècle, les incitèrent à exercer une influence militaire dans la vallée du Shire pour assurer leur hégémonie économique[35]. La participation du peuple makua au commerce des esclaves subit une transformation analogue, tandis que la force avait toujours fait partie de la stratégie arabe-swahili[36].

Pour assurer un approvisionnement constant en captifs et en ivoire, un certain nombre de groupes de commerçants obtint, par ses conquêtes, des États de belle taille. Bien que différentes dans le détail, ces communautés présentaient des traits communs qui modelèrent leur évolution historique. Tous les suzerains étrangers comptaient largement sur les armes européennes pour imposer leur hégémonie et maintenir leur prééminence. Ces armes perfectionnées étaient obtenues en échange de captifs, dans une version actualisée du cycle fusil-esclave. Une fois solidement implantées, les classes dirigeantes étrangères élargissaient les frontières de leur empire; leurs forces pouvaient être plus ou moins puissantes, mais la coercition, en revanche, était le mécanisme privilégié d'agrandissement territorial. Les nouvelles acquisitions fournirent des sources supplémentaires d'esclaves et d'ivoire, qui étaient utilisés pour accroître la taille des arsenaux, rendant possible par là même une nouvelle expansion. Bien que politiquement indépendants, ces États conquis par des étrangers représentaient une extension indirecte ou secondaire de la puissance économique et militaire européenne vers l'intérieur du pays.

Ce type de pénétration commerciale, de conquête et de formation d'États se reproduisit tout le long du Zambèze et dans la vallée adjacente

33. E. Flint, 1970.
34. A. F. Isaacman, 1976, p. 24-25.
35. K. M. Phiri, 1975, p. 147-150; E. A. Alpers, 1969.
36. E. A. Alpers, 1975, p. 219-228; K. M. Phiri, 1975, p. 139-145; H. W. Langworthy, s.d.



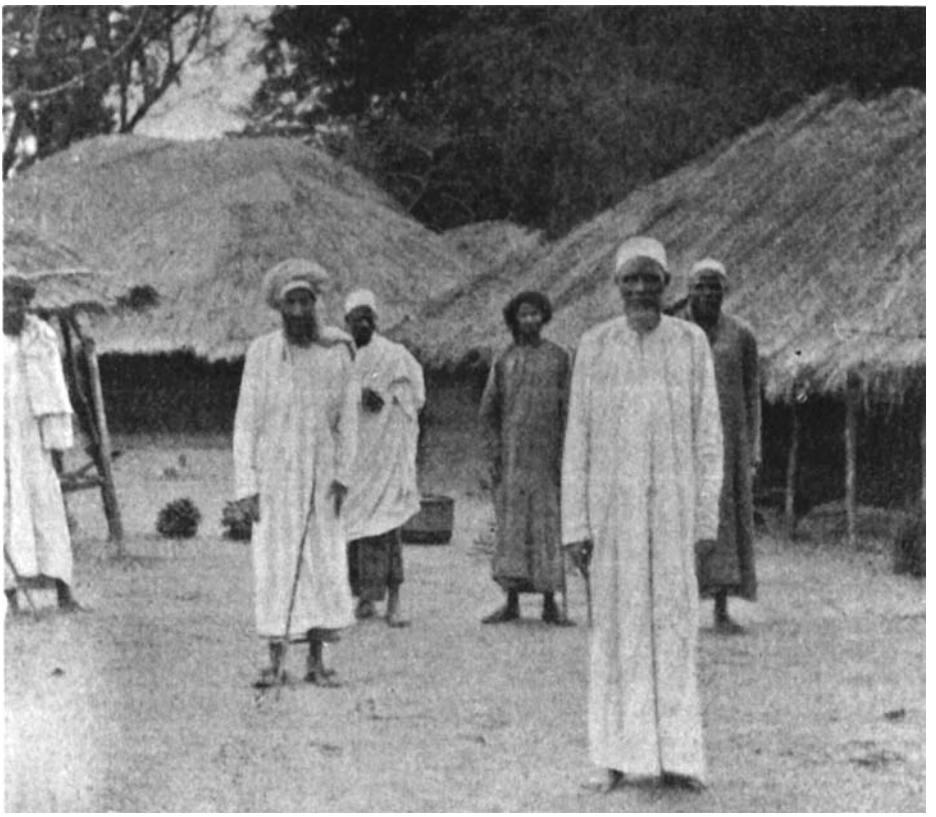
8.2. *Jumbe de Khota Khota.*
[*Source:* H. H. Johnston, *British Central Africa*, 1897, Methuen and Co, Londres p. 92. Photo reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

du Luangwa. Après 1840, un grand nombre de chefferies chewa, tonga, tawara, nsenga et soli furent absorbées de force par les États que s'étaient taillés les seigneurs de la guerre afro-portugais et afro-goanais, ainsi que leurs vassaux chikunda. Les plus importants furent Massangano, Makanga et les États zumbo de Kanyemba et de Matakenya[37]. Un phénomène semblable se produisit au Nord, à un rythme accéléré, atteignant son point culminant dans les années 1870. Comme on l'a indiqué plus haut, des chefs marchands yao comme Mataka, Makanjila et Mpona, imposèrent leur hégémonie sur la plus grande partie de la vallée du Shire; des commerçants arabes établirent des enclaves politiques dans la région du lac Nyasa; et Msiri, le chef des Yeke, s'assura le contrôle des provinces occidentales du royaume lunda de Kazembe[38]. En bref, le commerce des esclaves amena au pouvoir, dans une très vaste région, de nouvelles classes dirigeantes dont l'autorité reposait sur l'exploitation et l'intimidation de la population locale.

Même lorsque les négriers ne s'imposaient pas en tant que suzerains politiques, leurs razzias et leur capacité à exploiter les scissions qui existaient au sein de nombreuses communautés d'Afrique centrale portèrent souvent atteinte à l'autorité de l'aristocratie locale. En circonvenant le monopole royal du commerce, les marchands arabes et swahili acquirent un pouvoir local dans le royaume lunda de Kazembe. En 1872, ils intervinrent directement dans la politique lunda, en prêtant la main à l'assassinat de Kazembe Muonga Sunkutu et au choix d'un successeur plus docile[39]. De même, les incursions des Chikunda et des Swahili, conjuguées aux alliances commerciales que ces derniers avaient passées avec des chefferies lointaines, minèrent la position du royaume undi au cours du XIX[e] siècle et provoquèrent finalement sa chute vers 1880[40]. D'autres marchands étrangers précipitèrent un affrontement armé entre le chef senga Kambamo et Tembu son ennemi juré, afin d'obtenir plus d'esclaves pour l'exportation[41]. Au Sud, des bandes chikunda acquirent une situation économique et politique de premier plan grâce à la façon dont elles surent exploiter leurs qualités militaires pour s'allier avec les factions victorieuses de la société senga et sala[42].

L'influence des marchands d'esclaves sur le sort politique de l'aristocratie autochtone n'était pas uniforme. Dans certains cas, la classe dominante se vit renforcée par ses liens économiques et militaires avec les négriers. Tel fut le cas des rapports entre les chefs bemba et les marchands arabes et swahili. Les Bemba, à la tête desquels se trouvait Chileshe Chipela, venaient d'achever une phase d'expansion territoriale et de centralisation politique lorsque les marchands étrangers pénétrèrent chez eux, vers 1860. En conséquence, le royaume bemba fut bien plus unifié et bien plus puissant que la

37. A. F. Isaacman, 1976, p. 22-48.
38. J. Vansina, 1966, p. 227-231; E. A. Alpers, 1969, p. 413-416; H. W. Langworthy, s.d., p. 14-18; K. M. Phiri, 1975, p. 140-145; Y. B. Abdallah, 1973, p. 40-60.
39. I. Cunnison, 1966, p. 235-236; A. D. Roberts, 1973, p. 199.
40. H. W. Langworthy, 1971, p. 18-21.
41. H. W. Langworthy, s.d., p. 20-21.
42. B. Stefaniszyn et H. de Santana, 1960, p. 364; W. V. Brelsford, 1956, p. 58.



8.3. *Marchands arabes de la région nord du lac Malawi.*
[*Source :* H. H. Johnston, *British Central Africa*, 1897, p. 93, Methuen and Co, Londres. Photo reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

plupart des sociétés d'Afrique centrale. Sa situation géographique, un peu à l'écart des grandes routes commerciales, empêcha la formation au sein du royaume d'une large communauté marchande pouvant éventuellement présenter des risques de sédition. Chose également importante, rien n'incitait les commerçants arabes et swahili à adopter une attitude hostile envers les Bemba puisqu'il n'y avait pas entre eux de rivalité économique. La plus grande partie des richesses des familles royales bemba était composée d'esclaves et d'ivoire qui provenaient de razzias et de tributs, et ils étaient heureux de les échanger contre des tissus et d'autres marchandises importées fournies par les marchands côtiers. Cette complémentarité économique favorisa l'établissement de relations harmonieuses et consolida en même temps la situation interne de l'élite dirigeante bemba, qui se servait des marchandises étrangères pour recruter de nouveaux partisans et renforcer ses liens avec les chefs subordonnés. La demande soutenue d'esclaves et

d'ivoire provoqua, de 1860 à 1880, une nouvelle phase d'expansion durant laquelle des forces bemba s'emparèrent de la majeure partie du nord-est de l'actuelle Zambie. C'est ainsi que, grâce aux liens qu'ils entretenaient avec les marchands étrangers, les Bemba acquirent une puissance régionale sans précédent, tout en accumulant des richesses considérables[43].

Comme les Bemba, un certain nombre de chefs et de marchands locaux conclurent avec les négriers des alliances qui se révélèrent extrêmement bénéfiques pour eux. Tout au long des années 1870, Mwase Kasungu, le chef chewa dont le territoire chevauchait la route commerciale Nyasa-Katanga, approvisionna les caravanes arabes en denrées alimentaires, en échange de quoi il recevait des fusils. Ces armes lui permirent par la suite de résister aux invasions des Nguni Mbwela[44]. La protection qu'accordaient les Arabes et les Swahili aux chefs senga, importants fournisseurs d'ivoire, s'expliquait également par des considérations économiques[45]. Des facteurs du même ordre contribuent à justifier les alliances des Chikunda avec les Ambo contre les Bemba, et l'aide qu'ils apportèrent aux Nsenga contre les Soli dans la décennie qui précéda la « ruée »[46]. Dans tous ces cas, il apparaît clairement que la stratégie des étrangers était d'empêcher l'expansion d'un rival commercial ou politique, afin de maintenir leurs propres zones d'influence.

Par une étrange ironie du sort, les chefs et les marchands qui cherchaient un surplus de captifs furent parfois victimes des bouleversements sociaux et politiques provoqués par la traite des esclaves. À plusieurs occasions, ils abusèrent de leur autorité et réduisirent en esclavage leurs sujets ou leurs voisins pour maintenir l'apport de richesses et d'armes sur lequel reposait leur pouvoir. L'élite makua adopta ce type de stratégie suicidaire. Jusque dans les années 1850, les Makua avaient été les principaux exportateurs d'esclaves vers l'île de Mozambique. Leurs activités de prédateurs provoquèrent indirectement une vaste migration des sociétés qui en étaient les victimes. Confrontés à une diminution de leurs réserves de main-d'œuvre, les chefs makua se mirent à opérer des raids les uns contre les autres et à réduire en esclavage leurs propres sujets, afin de continuer à s'enrichir par ce trafic dont ils étaient devenus totalement tributaires. En l'espace de deux décennies, les Makua se trouvèrent gravement divisés, ce qui devait par la suite en faire une proie facile pour les envahisseurs portugais[47]. La communauté afro-portugaise *prazero* fit preuve de la même étroitesse de vue, animée par son désir de profits et précipitant ainsi l'effrondrement du système des *prazos*. Les *prazeros*, tout comme les chefs makua, violèrent leur charte historique et se mirent à réduire en esclavage les gens qui vivaient sur leurs terres lorsqu'ils ne purent plus se procurer de captifs à l'intérieur du pays. En réaction à ces abus, la population autochtone se

43. A. D. Roberts, 1973, p. 164-214.
44. K. M. Phiri, 1975, p. 143-145 ; H. W. Langworthy, s.d., p. 12-13.
45. H. W. Langworthy, s.d., p. 18-21.
46. W. V. Brelsford, 1956, p. 64 ; B. Stefaniszyn et H. de Santana, 1960, p. 64 ; K. M. Phiri, 1975, p. 150.
47. E. A. Alpers, 1975, p. 225.

révolta et expulsa les *prazeros* de la région, ou s'enfuit vers l'intérieur, privant ainsi le propriétaire du domaine de sa traditionnelle source de tributs. Dans les deux cas, cela aboutit, vers 1830, à la destruction de la plupart des *prazos;* et ceux qui réussirent à survivre connurent périodiquement des famines qui affaiblirent à ce point les populations autochtones qu'elles ne purent opposer aucune résistance aux invasions nguni des décennies suivantes. Cinquante ans plus tard, les Gwemba, les Nsenga et les Tawara se soulevèrent contre leurs suzerains *mestizo* (afro-portugais et afro-asiatiques) et chikunda qui les avaient réduits en esclavage et exportés vers la côte[48].

La région sous domination shona, qui s'étendait de la rive sud du Zambèze à l'arrière-pays d'Inhambane, devint une zone secondaire d'approvisionnement en esclaves; et il en fut de même pour la région de la baie de Delagoa. On ne trouvait, à l'intérieur de cette large zone, que de petites enclaves d'implantation commerciale étrangère, notamment les zones conquises par les Chikunda le long des rives méridionales du Zambèze, tandis que des trafiquants portugais et africains, qui avaient des intérêts commerciaux dans les ports d'Inhambane et de Lourenço Marques, effectuaient des raids occasionnels. Ces activités, qui avaient précédé le XIX^e^ siècle, étaient sporadiques et ne se pratiquaient qu'à une échelle très réduite[49].

Un ensemble de facteurs démographiques, commerciaux et politiques expliquent le refus ou l'incapacité des marchands d'esclaves à exploiter cette partie méridionale de la vallée du Zambèze. La plus faible densité de population signifiait qu'il y avait potentiellement moins de ressources en esclaves que dans la région septentrionale, à laquelle les trafiquants avaient facilement accès. De plus, les États shona avaient d'amples ressources en or et en ivoire, qu'ils exportaient en échange de produits européens. Ainsi, le seul moyen pour les marchands étrangers de se procurer des captifs en nombre appréciable était de recourir à la force; et les puissants États shona étaient en mesure de repousser la plupart des incursions. La défaite que l'armée du Mwene Mutapa infligea à une armée portugaise en 1807, et les attaques répétées de Barue et de Manyika contre les Européens montrèrent bien en faveur de qui penchait l'équilibre des forces. Les Gaza Nguni, qui imposèrent leur hégémonie sur la plus grande partie de la région méridionale après 1830, participèrent à la traite internationale des esclaves; mais, quand l'escadre navale britannique chargée de lutter contre la traite interdit aux navires de faire route vers les ports de Lourenço Marques et d'Inhambane après 1850, ce commerce devint de plus en plus difficile et cessa finalement d'être rentable. En l'espace de dix ans, l'aristocratie gaza et les marchands régionaux abandonnèrent la traite maritime, préférant utiliser leurs esclaves sur place[50].

48. A. F. Isaacman, 1972a, p. 114-123.
49. *Ibid*., p. 89-92; A. K. Smith, 1969, p. 176-177; A. Lobato, 1948, p. 7-8; P. Harries, 1981, p. 312-318.
50. P. Harries, 1981, p. 312-318.

Bien que les recherches doivent être poursuivies dans ce domaine, tout indique *a priori* qu'une évolution semblable se produisit en maints endroits d'Afrique centrale. L'une des conséquences du déclin de la demande internationale d'esclaves, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, fut la transformation du sort des captifs : de denrées destinées à l'exportation, ils devinrent des travailleurs forcés. On connaît plusieurs exemples d'esclaves destinés à l'exportation qui furent intégrés à la production locale. La main-d'œuvre esclave jouait un grand rôle chez les Gaza, les Makua, les Lozi, les Gwemba, les Makonde et les Chikunda, entre autres. Dans les deux derniers cas, le fait de recourir aux captifs permit aux hommes libres de recueillir du caoutchouc, de la cire et de l'ivoire pour l'exportation outre-mer. L'aristocratie lozi employa également des esclaves pour creuser des canaux et des fossés, ce qui lui permit de transformer des sols marécageux en terres cultivables. Dans le dernier quart du siècle, on estimait qu'un quart de la population lozi était constitué par des esclaves. De même, le dynamisme de l'économie nguni était dû à la possibilité d'obtenir des excédents grâce à un vaste stock de captifs[51].

Toutefois, même en tenant compte des variations locales, on voit se dessiner un mouvement général de désagrégation économique dû à la traite des esclaves. La transformation brutale d'une grande partie de l'économie rurale, l'exportation d'un grand nombre des membres les plus productifs des sociétés locales, l'introduction involontaire de maladies extrêmement contagieuses et la dépendance croissante de l'économie de l'Afrique centrale à l'égard du système d'échange mondial accélérèrent le processus de sous-développement. Certes, ce processus s'accompagna de la diffusion de nouvelles cultures comme le tabac, le maïs, le riz et le manioc ; de l'introduction d'innovations techniques modestes comme les pièces chikunda, les greniers, les armes ; et de l'expansion de quelques industries locales. Mais ce sont là des développements peu importants en comparaison du retard économique que connut la région dans son ensemble[52].

Il n'est guère besoin de s'attarder sur l'ampleur sans précédent des destructions qui accompagnaient les raids et les activités expansionnistes des négriers : champs ravagés, villages entiers détruits, dont les survivants étaient souvent contraints de fuir pour aller s'établir en des lieux inaccessibles et

51. L. Gann, 1972, p. 188-192 ; E. Flint, 1970, p. 73-79 ; P. Harries, 1981 ; W. G. Clarence-Smith, 1979*b*, p. 219-234 ; P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, 1978, p. 403 ; T. I. Matthews, 1981, p. 23-24. Ainsi, tandis que l'esclavage avait caractérisé de nombreuses sociétés d'Afrique centrale avant la traite, divers indices montrent que l'aristocratie avait de plus en plus tendance à acquérir des captifs pour obtenir les excédents lui permettant de maintenir sa position privilégiée. Dans la mesure où les esclaves constituaient une main-d'œuvre forcée, ils devenaient désormais des biens meubles ; ce qui implique un changement de nature de l'esclavage lui-même puisque, initialement, on mettait plus l'accent sur la fonction reproductrice des esclaves et leur rôle dans l'extension du réseau de parenté.

52. G. W. Hartwig et K. D. Patterson (dir. publ.), 1978 ; A. D. Roberts, 1970*a*, p. 734-736 ; B. Reynolds, 1968, p. 17 et 59 ; J. Vansina, 1978.

8.4. *Un « Ruga-ruga »* (*razzieur d'esclaves*).
[*Source :* H. H. Johnston, *British Central Africa*, 1897, p. 421, Methuen and Co, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

improductifs. Un voyageur du XIXe siècle raconte l'effet des razzias conduites par les Yao contre les Manganja dans les années 1860 : « Un certain nombre de Manganja partirent avec eux. Partout, ils virent les traces affligeantes de la guerre : villages brûlés, jardins laissés à l'abandon, les riches terres d'alentour se transformant rapidement en déserts. Vers midi, ils rencontrèrent une importante bande d'Ajawa (Yao) qui revenait d'un raid réussi. Au loin, on voyait la fumée des villages qui brûlaient. Une longue file de captifs portait le butin, et l'on entendait leurs plaintes s'élever même au-dessus des clameurs triomphantes des femmes ajawa qui sortaient pour accueillir les visiteurs de retour[53]. »

Les raids des Chikunda en territoires chewa, tonga et nsenga, et, vers le nord, jusque chez les Lunda de Kazembe, ainsi que les attaques des Arabes-Swahili contre la population de la région du lac Malawi produisirent les mêmes désordres et les mêmes ruines[54]. Dans les cas les plus extrêmes, des régions entières furent dépeuplées. Un fonctionnaire britannique écrivait en 1861 : « Un Arabe qui revint récemment du lac Nyasa me raconta qu'il avait voyagé pendant dix-sept jours à travers des contrées où il n'y avait que villes et villages en ruines [...] et nulle âme qui vive[55]. »

Cette perte d'un grand nombre des membres les plus productifs de la société aggrava la désorganisation de la société rurale. Bien que les indications soient de valeur inégale, les renseignements que l'on possède sur les régions de la vallée du Zambèze, de la vallée du Shire et du lac Malawi donnent à penser que des famines se produisaient très régulièrement[56] ; on était donc souvent obligé de troquer des esclaves contre de la nourriture, accroissant encore l'exode des populations. Quoi qu'il en soit, l'instabilité de la situation et la menace d'autres raids empêchaient l'économie rurale de se redresser.

Les famines et la pression psychologique rendaient également les populations déracinées et sous-alimentées vulnérables aux maladies infectieuses transmises par les marchands de la côte. Des maladies comme la variole et le choléra, courantes dans les communautés de l'océan Indien, eurent en Afrique centrale un effet dévastateur sur des populations qui n'avaient aucune immunité naturelle pour s'en protéger. Des épidémies de variole et de choléra ravagèrent de vastes régions de l'Afrique centrale, de l'actuelle frontière de la Tanzanie et du Malawi au Mozambique méridional. Vers la fin des années 1850, un explorateur européen observait : « L'épidémie la plus dangereuse est celle [...] de la variole, qui s'abat parfois comme une tempête sur le pays[57]. » Il est question d'épidémies de variole au Mozambique en 1834, 1836 et 1862 ; dans l'arrière-pays, on en signale aussi dans la période

53. H. Rowley, 1867, p. 112-113.
54. F. Selous, 1893, p. 48.
55. Cité dans R. Coupland, 1939, p. 140.
56. A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 114-124 ; E. A. Alpers, 1967, p. 20.
57. Cité dans G. W. Hartwig, 1978, p. 26.

1850 à 1880[58]. La maladie du sommeil, probablement liée aux changements survenus en Afrique centrale à la suite du défrichage des forêts et de l'extermination du gibier, frappa également une grande partie de la zone que nous étudions ici[59].

Le taux élevé de mortalité et de maladie réduisit à son tour la productivité rurale, ce qui contribua à augmenter la malnutrition et les maladies. La tendance des communautés survivantes à s'installer dans des villages surpeuplés, dont les sols se révélaient impropres à les nourrir, aggrava en outre ce problème. Les épidémies eurent d'ailleurs deux autres effets négatifs. Dans un premier temps, elles intensifièrent les troubles sociaux et les accusations de sorcellerie. En outre, les classes privilégiées, dans un certain nombre de sociétés, tentèrent de compenser la baisse démographique en cherchant d'autres captifs — ce qui accrut d'autant le commerce local des esclaves[60].

On pourrait certes prétendre que les sociétés commerçantes africaines, ou du moins l'aristocratie et les marchands, améliorèrent leur situation aux dépens de leurs voisins plus faibles ; mais les renseignements dont on dispose donnent à penser, au contraire, que cette amélioration fut de courte durée et qu'elles devinrent excessivement tributaires de l'économie du monde capitaliste. Dans le meilleur des cas, les grands États commerciaux perdirent leur indépendance économique. Pour conserver leurs positions prééminentes, il leur fallait espérer non seulement que la demande d'ivoire et d'esclaves venant des côtes se maintiendrait en dépit des pressions toujours plus fortes des Britanniques, mais aussi qu'ils pourraient se procurer ces deux marchandises en quantité suffisante. Dans les cas extrêmes, comme celui des Makua, l'incapacité de préserver l'approvisionnement en esclaves aboutit à un conflit interne et à l'autodestruction. Le plus souvent, la concurrence pour la main-d'œuvre servile suscitait une violente hostilité entre communautés commerçantes et à l'intérieur de chacune d'elles. Nombreux furent les exemples de guerres entre bandes de Chikunda, chefs yao et groupes de commerçants swahili[61]. Du fait de leur dépendance à l'égard des armes européennes et des intermédiaires étrangers, les communautés autochtones de commerçants étaient souvent très vulnérables. Les Portugais, par exemple, profitaient de leur rôle de fournisseurs d'armes pour forcer les bandes chikunda à accepter, en partie, l'autorité de Lisbonne sur leur territoire[62]. De la même manière, les Senga se mirent à compter tellement sur leurs alliés arabes qu'ils mirent en péril leur souveraineté[63]. Les puissants Bemba eux-mêmes ne furent pas sans subir la pression des commerçants arabes et swahili[64].

58. *Ibid.* ; J. R. Dias, 1981 ; G. Liesegang, s.d.
59. J. R. Dias, 1981.
60. G. W. Hartwig, 1978, p. 25-31.
61. A. F. Isaacman, 1976, p. 37-38 ; Y. B. Abdallah, 1973, p. 52-54 ; K. M. Phiri, 1975, p. 144-146 ; E. A. Alpers, 1969, p. 413-414.
62. A. F. Isaacman, 1976, p. 31-35.
63. H. W. Langworthy, s.d., p. 20-21.
64. A. D. Roberts, 1973, p. 268.

En outre, avec l'abolition du commerce des esclaves, les classes ou les couches sociales auxquelles appartenaient ceux qui en bénéficiaient — l'aristocratie, les marchands, les chefs de guerre et les propriétaires fonciers — cherchèrent désespérément de nouvelles denrées, comme la cire, le café, l'arachide ou les huiles végétales, qu'elles pouvaient obtenir de leurs sujets ou acquérir par le commerce, pour s'assurer un approvisionnement régulier en produits de consommation et en équipement militaire européen, indispensables au maintien de leur position privilégiée. Dans certaines régions, ce commerce permit aux marchands itinérants d'accumuler du capital, et aux paysans de développer leur agriculture. Dans la mesure où ces couches et ces classes sociales réussirent à effectuer la transition, elles purent simplement perpétuer ou étendre leur position dépendante dans une économie mondiale sur laquelle elles n'avaient aucun contrôle.

Si l'on se place d'un point de vue légèrement différent, on peut dire que la valeur inégale des marchandises échangées reflète la précarité de l'Afrique centrale au sein du système commercial international. Comme l'a noté Alpers : « Même si l'ivoire n'avait qu'une faible valeur aux yeux des sociétés africaines, ces dernières obtenaient en échange des marchandises dont la valeur n'égalait en rien celle qu'accordaient à l'ivoire les marchands capitalistes des Indes, d'Europe et d'Amérique[65]. » La différence était particulièrement nette pour la vente des esclaves. Les sociétés d'Afrique centrale recevaient, en compensation des pertes de main-d'œuvre qu'elles subissaient, des marchandises périssables bon marché et des armes qui n'équilibraient nullement la raréfaction de cette main-d'œuvre. De même, quand les Africains chassaient l'éléphant pour obtenir de l'ivoire, ils épuisaient une ressource limitée et ne recevaient pas les biens d'équipement qui auraient pu leur permettre de développer la base productive de leurs sociétés. Selon certaines recherches récentes, non seulement ils faussaient leur économie, mais ils détruisaient le milieu écologique.

À mesure que la région s'appauvrissait, les disparités de richesse et de statut social étaient de plus en plus prononcées. Bien qu'il faille encore mener des recherches plus détaillées pour pouvoir déterminer la nature des systèmes de production et de répartition des excédents dans les sociétés d'Afrique centrale, il est clair que la principale bénéficiaire de ce processus était l'aristocratie, souvent alliée à la classe des marchands ou à une partie de celle-ci. L'apparition de puissants chefs yao, makanjila et mataka, ainsi que les efforts désespérés de l'élite makua pour rester au pouvoir témoignent de l'accentuation des différenciations sociales et politiques à l'intérieur de ces sociétés[66]. Un phénomène analogue se produisit dans les sultanats d'Angoche et de Quitanghona, et dans les États conquis par les Chikunda et les Arabes-Swahili, où une petite élite politique et commerçante s'imposa malgré une opposition populaire croissante et des révoltes périodiques. La fréquence du mécontentement populaire pendant

65. E. A. Alpers, 1975, p. 266.
66. Y. B. Abdallah, 1973, p. 40-60 ; E. A. Alpers, 1975, p. 228-229.

la seconde moitié du XIXe siècle laisse à penser que les antagonismes de classes se sont accrus ; c'est ce que montrent les soulèvements d'esclaves chez les Lozi et dans les *prazos*[67].

Ailleurs, des intérêts commerciaux indépendants de l'élite dirigeante furent à même de dominer le commerce et de ruiner la position des autorités politiques. Les meilleurs exemples que l'on puisse donner de ce transfert de pouvoir sont peut-être ceux des États septentrionaux d'Undi et de Kazembe. Dans les deux cas, des alliances conclues entre marchands locaux et commerçants étrangers facilitèrent le non-respect du monopole royal et affaiblirent considérablement la position des divers dirigeants nationaux[68]. Le même phénomène se produisit dans le royaume voisin de Cassange (Kasanga). Là, les familles matriarcales locales furent capables de contrôler le commerce des esclaves aux dépens de la famille royale, ce qui conduisit rapidement au morcellement du royaume[69].

Une conséquence imprévue de la révolution commerciale fut le grand nombre d'emprunts culturels entre les diverses sociétés. Les changements varièrent de façon appréciable en fonction de facteurs tels que la nature et la durée des contacts qui eurent lieu entre les groupes de commerçants et la population autochtone. Là où l'interaction fut assez importante, trois grands types d'influence culturelle firent leur apparition. Dans plusieurs cas, les bandes isolées de marchands et de pilleurs furent entièrement assimilées aux communautés locales, à l'image des chasseurs chikunda qui se sont intégrés aux communautés nsenga, ambo et aux Tonga de la vallée[70]. Ailleurs, ce furent au contraire les étrangers qui marquèrent profondément de leur empreinte la culture autochtone. Les sujets chewa de Khota Khota, par exemple, intégrèrent à leur religion certains aspects de l'islam, adoptèrent des noms swahili, se mirent à parler kiswahili et virent leur système social se modifier profondément[71]. De même, de nombreux commerçants yao se convertirent à l'islam et adoptèrent les modèles culturels des zones côtières par suite de leurs contacts avec les Arabes. Leur participation aux activités commerciales avec des contrées lointaines provoqua également le développement de centres urbains, et l'apparition de rituels et d'interdits destinés à garantir la fidélité des femmes yao lorsque leurs maris étaient dans l'intérieur du pays[72] ; ce qui laisse supposer que des changements eurent également lieu au moment où les sociétés modifièrent leurs structures internes pour s'adapter à un nouvel environnement. Outre ces deux types d'influence culturelle, on sait que l'instabilité de la situation facilita la formation de nouveaux groupes ethniques et culturels. Plusieurs des bandes chikunda abandonnèrent le

67. N. Hafkin, 1973, p. 253-280, p. 311-359 ; A. F. Isaacman, 1976, p. 23-30 ; K. M. Phiri, 1975, p. 140-146.
68. H. W. Langworthy, 1971, p. 18-21 ; I. Cunnison, 1966, p. 235-236 ; J. Vansina, 1966, p. 227-231.
69. J. C. Miller, 1973, p. 23-26.
70. W. V. Brelsford, 1956, p. 60-62.
71. K. M. Phiri, 1975, p. 140-146 ; H. W. Langworthy, s.d., p. 23 ; M. E. Page, 1974.
72. E. A. Alpers, 1972 ; 1969, p. 417-420.

système décadent des *prazos*, vers le milieu du siècle, et organisèrent des communautés autonomes dans la vallée du Luangwa. Attirant des partisans venus de groupes ethniques disparates, ils développèrent une culture qui adopta diverses institutions et valeurs des Shona et des peuples du Malawi[73]. Un phénomène analogue se produisit dans la région qui est actuellement la partie orientale du Zaïre, où les Manyema, après avoir été une bande disparate de trafiquants d'esclaves, finirent par former un groupe social et culturel homogène[74].

L'impact des invasions nguni et kololo

Comme l'intégration progressive de l'Afrique centrale au système capitaliste mondial, les invasions nguni et sotho, qui commencèrent dans les années 1820, représentèrent la poursuite des processus politiques en cours, mais sous des formes nouvelles et à une échelle sans précédent[75]. La diaspora des peuples d'Afrique australe s'insère dans le cadre plus large des migrations et de la formation d'États qui avaient démarré plusieurs siècles auparavant. Dans certains cas, les immigrés établirent leur domination sur des groupes qui étaient parvenus à rester en dehors de la sphère d'influence des États shona et lunda. La domination exercée par les Gaza Nguni sur les Tonga du sud du Mozambique illustre ce phénomène. Souvent, les envahisseurs imposèrent leur hégémonie aux royaumes existants. Quoi qu'il en soit, les États nouvellement conquis comprenaient une grande partie des territoires qui forment actuellement le Mozambique, le Malawi et la Zambie, et ils étaient organisés autour d'un ensemble d'institutions politiques et militaires centralisées uniques en leur genre.

Trois vagues d'immigration déferlèrent sur l'Afrique centrale vers le milieu du XIX[e] siècle. La première était constituée des partisans nguni de Soshangane, qui s'était taillé l'empire gaza nguni s'étendant au nord du Mozambique austral jusqu'au Zambèze et à l'ouest jusqu'à l'actuel Zimbabwe. La victoire de Soshangane sur son ennemi juré Zwangendaba, en 1831, obligea ce dernier à émigrer au-delà du moyen Zambèze où il s'établit définitivement à Mapupo, entre le lac Malawi et le lac Tanganyika. À peu près à la même époque, les immigrés kololo d'origine sotho, conduits par leur chef Sebetwane, émigrèrent en passant par le territoire des Tswana et la région du moyen Zambèze, avant de s'établir parmi les Lozi, auxquels ils imposèrent leur domination.

73. A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 454-461.
74. M. E. Page, 1974.
75. Les travaux de P. Bonner, J. Guy, D. Hedges et H. Slater ont indiqué que le processus de construction étatique du XIX[e] siècle associé à l'expansion des Nguni et des Sotho a eu comme antécédents les transformations politiques et la consolidation du pouvoir des chefs et des vieillards dans la période précédente. Voir S. Marks et A. Atmore (dir. publ.), 1980; D. Hedges, 1978.

Même s'ils sont étudiés ici séparément, ces groupes d'immigrants présentaient néanmoins des traits communs. Ils abandonnèrent tous la terre de leurs ancêtres pour les mêmes raisons ; ils furent tous confrontés aux mêmes problèmes dans leur fuite vers le nord, et profitèrent tous des armes et de la stratégie militaire qu'ils empruntèrent directement ou indirectement aux Zulu. Tous ces groupes avaient souffert des activités expansionnistes de leurs voisins — les Gaza et Zwangendaba de Chaka, et les Kololo des raids des Tlookwa — et se retrouvèrent menacés de perdre leurs troupeaux et d'être anéantis. Comme ces conflits avaient considérablement réduit leurs effectifs, ils furent obligés d'incorporer dans leurs rangs un grand nombre d'étrangers pour pouvoir devenir une véritable force militaire et politique. L'adoption de la sagaie courte zulu et le développement d'une technique de guerre plus évoluée leur permirent d'acquérir plus facilement des captifs et de multiplier leurs conquêtes, même si cette domination n'était pas incontestée. Ils purent aussi s'emparer de grands troupeaux, qui revêtaient une importance tant sociale et religieuse qu'économique à l'intérieur de la société nguni et sotho. Ainsi, en termes d'expansion et d'acquisition de richesses, l'accès à de nouvelles armes était tout aussi capital pour les Nguni et les Sotho qu'il l'était pour les Chikunda, les Yao et les Arabes-Swahili, trafiquants d'esclaves.

Redoutant une attaque des Zulu, Soshangane et les Gaza Nguni qui le suivaient s'étaient déplacés vers le nord, quittant la région septentrionale de la Tugela pour aller vers la baie de Delagoa, en 1821. Ils n'y rencontrèrent qu'une faible résistance de la part des Chopi, organisés en chefferies relativement petites, et des Portugais qui ne maintenaient qu'une présence symbolique dans le port de Lourenço Marques. En l'espace d'un an ou deux, les Gaza Nguni avaient étendu leur domaine jusqu'à l'arrière-pays d'Inhambane, tandis que leurs rangs s'étaient trouvés grossis par d'autres Nguni, descendants des Ndwandwe qui avaient été battus par Chaka en 1826.

Malgré ces victoires initiales, Soshangane dut faire face à un certain nombre de menaces, dont les moindres ne furent pas les attaques des Zulu dont l'armée était stationnée relativement près. Après les affrontements militaires de 1828, Soshangane déplaça le cœur de son royaume jusque sur le Sabi moyen, hors de portée de l'armée de Chaka. Ce déplacement provoqua un affrontement direct avec les Nguni de Zwangendaba, qu'il battit à plusieurs reprises en 1831.

Ces victoires permirent à Soshangane de consolider ses possessions méridionales et d'étendre ses frontières. Des détachements gaza marchèrent alors vers l'ouest et pénétrèrent dans l'actuel Zimbabwe, où Soshangane établit sa capitale à Chaimaite, et vers le nord, en direction de la vallée du Zambèze. Au milieu des années 1830, les armées gaza effectuèrent des raids sur les royaumes shona de Manyika, Quiteve et Barue, de même que sur les *prazos* qui avaient survécu le long du Zambèze. Plutôt que d'essayer de rattacher cette vaste région à son empire, le chef gaza se contenta de piller les États

8.5. *Les Shangana de* Soshangane *arrivent à Shapanga pour collecter l'impôt annuel dû par les Portugais.*
[*Source :* J. D. Omer-Cooper, *The Zulu aftermath*, 1966, Longman, Londres. (Paru à l'origine dans D. et C. Livingstone, *Narrative of an expedition to the Zambezi*, 1865, John Murray Publishers, Londres.) Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

shona et de prélever un tribut auprès des *prazeros* et des autorités portugaises résidant dans les villes de Sena et Tete[76].

Le cœur de l'empire de Soshangane comprenait le sud du Mozambique et les régions adjacentes à l'ouest. Les peuples assujettis y étaient traités durement, étaient obligés de payer des impôts élevés et de fournir de jeunes recrues aux régiments que Soshangane levait par classes d'âge. À la différence de la stratégie des Nguni de Zwangendaba, aucun effort ne fut fait pour intégrer les recrues tonga et chopi à la société gaza. Plutôt que d'atténuer les différences culturelles et ethniques, comme cela s'était fait dans d'autres sociétés nguni, les régiments levés par classes d'âge, et où régnait une ségrégation par ethnies (ils étaient commandés par des officiers nguni), symbolisaient l'infériorité de la population locale. Des conflits entre la majorité opprimée et l'élite nguni éclataient périodiquement. Plusieurs chefferies tonga, par exemple, essayèrent de retrouver leur liberté en émigrant hors de la sphère dominée par les Gaza ; des chefs chopi et tonga conclurent séparément des alliances avec les Portugais dont ils espéraient que la puissance serait déterminante. Chez les Nguni, il était d'usage de croire que leurs sujets

76. G. Liesegang, 1967, p. 47-50 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 59-60 ; M. D. D. Newitt, 1973, p. 223-224 ; A. F. Isaacman, 1972*a*, p. 122-123.

prenaient leur revanche en ensorcelant Soshangane ou en cherchant à causer sa mort[77].

Au moment où les Gaza imposaient leur hégémonie, Zwangendaba et ses partisans s'embarquèrent, dans un mouvement migratoire qui dura vingt ans, à la recherche d'une patrie à leur convenance. Au cours de cette période, ils disputèrent aux Gaza la domination de la région de la baie de Delagoa, administrèrent le coup de grâce à l'Empire rozwi de Changamire déjà divisé, s'établirent temporairement parmi les Nsenga et pillèrent la rive occidentale du lac Malawi, avant de venir s'installer définitivement à Mapupo. À chaque étape de leur migration, ils assimilaient de nouveaux partisans. Le problème de la main-d'œuvre se faisait particulièrement sentir parce que le groupe initial, qui comprenait trois cents personnes, était une unité politique et militaire peu viable ; et bon nombre de femmes et d'enfants avaient été tués lors du conflit avec Soshangane. Comme les Gaza, ils cherchèrent d'abord à augmenter le nombre de leurs partisans en assimilant des individus et des groupes éparpillés d'origine nguni, s'assurant ainsi que la culture et la langue dominantes l'emporteraient. Cependant, comme ils s'éloignaient toujours plus des territoires nguni, Zwangendaba comprit que, pour assurer la survie de son groupe relativement restreint, il lui faudrait assimiler des étrangers.

C'est ainsi que, contrairement aux Zulu et aux Gaza Nguni, Zwangendaba et ses conseillers incorporèrent dans leurs rangs une multitude de peuples disparates. Les isolés étaient rattachés à des familles nguni avec lesquelles ils établirent des relations de quasi-parenté qui tendaient à faire oublier leur statut de captifs. À l'âge voulu, les jeunes adoptés étaient enrôlés dans des régiments nguni organisés par classes d'âge, qui étaient d'importantes institutions de socialisation. Les recrues nées de parents étrangers qui s'étaient distinguées au combat pouvaient acquérir une part importante de butin, un rang et un statut élevés. La rapide expansion des Nguni sous Zwangendaba offrit donc de nombreuses possibilités et facilita l'ascension sociale de maints étrangers qui, simultanément, adoptèrent la culture nguni et changèrent d'allégeance[78]. Que la vaste majorité des Nguni, estimée à 90 %, qui s'établit à Mapupo dans les années 1840 ait été, à l'origine, d'ascendance étrangère prouve le succès de la politique d'assimilation pratiquée par Zwangendaba[79].

Parallèlement à cette assimilation, une structure politique hautement centralisée, capable d'administrer la communauté en expansion, fut créée. La conception de la royauté chez les Nguni changea, passant de celle d'une royauté fondée sur l'ancienneté et l'autorité limitée à l'intérieur d'un ensemble assez lâche de villages alliés à une royauté dans laquelle le chef était la personnification de l'État, et en était l'autorité suprême. Les régiments organisés par classes d'âge devinrent, simultanément, l'armée du roi ; les chefs militaires devinrent des exécutants nommés par Zwangendaba et responsables devant lui. Étant donné que les régiments étaient

77. J. D. Omer-Cooper, 1966.
78. T. Spear, 1972, p. 9-13 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 64-72.
79. T. Spear, 1972, p. 11.

organisés par classes d'âge et non sur une base territoriale, il n'était pas laissé aux chefs provinciaux le moyen militaire de faire sécession. À la mort de Zwangendaba, l'État nguni était devenu une puissance importante de l'Afrique centrale[80].

La mort de Zwangendaba marqua la fin de la phase de l'expansion et du développement nguni. La querelle de succession qui s'ensuivit fut particulièrement acharnée et aboutit au morcellement du royaume en plusieurs fragments de grandes dimensions, et en beaucoup d'autres plus petits. Les velléités d'expansion de chacun d'eux furent sérieusement freinées, d'un côté, par les puissants États autochtones comme ceux des Bemba, des Lunda et des Fipa vers le nord et, de l'autre, par la présence grandissante de détachements bien armés d'Arabes-Swahili, de Yao et de Chikunda.

Toutefois, en choisissant finalement pour cibles les communautés les plus faibles du Sud, deux des royaumes successeurs de Zwangendaba furent à même de se tailler d'importants territoires en 1870. Les Mpezeni Nguni profitèrent de la faiblesse des chefferies nsenga, qui ne s'étaient pas encore tout à fait remises des raids de Zwangendaba, pour imposer leur autorité au sud-ouest du plateau du Malawi — zone sans mouche tsé-tsé — où se trouve actuellement Fort Jameson (Chipata). Les Mbwela s'établirent sur le territoire qui appartenait auparavant aux Tumbuka, Tonga et Henga. Dans les deux cas, d'autres régiments qui, par la suite, se joignirent aux États nouvellement créés vinrent grossir leurs rangs. Alors que les Mpezeni faisaient de nouvelles recrues, un ancien esclave d'ascendance nsenga, Ciwere Ndhlou, qui était devenu un officier très connu, déclara son indépendance et organisa un royaume indépendant auquel il donna son nom, dans l'actuel district de Dowa. Outre ces trois branches, les Gwangara, autre branche issue du défunt État de Zwangendaba, envahirent la Tanzanie où ils battirent les Maseko Nguni qui s'enfuirent vers le sud, traversèrent le Rovuma et s'établirent sur les plateaux de la chaîne Kirk, à la fin des années 1860[81].

La migration des Kololo fut semblable, dans ses grandes lignes, à celle des Nguni de Zwangendaba. Fuyant vers le nord à partir de Dithakong, les Kololo se heurtèrent à un certain nombre d'ennemis, dont les Tswana et les Ndebele, qui leur infligèrent des défaites. La menace continuelle des Ndebele convainquit Sebetwane de traverser le Zambèze et de se diriger vers l'ouest; il arriva à la frontière du royaume lozi aux environs de 1835.

En dépit de leur pouvoir apparent, les Lozi étaient particulièrement vulnérables. La mort de Mulambwa, qui avait régné pendant près de cinquante ans, n'avait pas seulement créé un vide politique, mais aussi déclenché une lutte intense au cœur du royaume. De plus, l'hostilité à l'égard des Lozi était particulièrement vive dans les provinces éloignées, parmi les peuples assujettis qui n'étaient guère enclins à défendre le régime étranger et autoritaire des Lozi contre une invasion extérieure. Aussi les Kololo ne rencontrèrent-ils l'opposition que d'une seule des branches de la

80. *Ibid*., p. 9-13; J. D. Omer-Cooper, 1966 p. 64-72.
81. T. Spear, 1972, p. 15-19; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 72-85; J. K. Rennie, 1966, p. 303-306.

famille royale, et en moins de quatre ans ils réussirent à s'emparer du vaste royaume lozi[82].

Une fois au pouvoir, les Kololo se trouvèrent confrontés au problème délicat d'avoir à assimiler, à la société sotho, les Lozi qui étaient plus nombreux qu'eux et leurs sujets, tout en maintenant leur position dominante. Le fait que chaque peuple ignorait la langue de l'autre et l'extrême diversité de leurs systèmes culturels compliquèrent ce processus d'intégration sociale et politique. Afin de réaliser l'union des différents éléments de son royaume, Sebetwane s'allia par mariage avec de grandes familles locales ; il encouragea la population à travers tout l'État à adopter le kololo comme langue nationale ; il refusa de laisser ses partisans kololo devenir une minorité dominante ; il épargna la vie des membres de la famille royale lozi et déclara publiquement que « tous étaient les enfants du roi ». Ces gestes symboliques s'assortirent de politiques spécifiques qui associèrent des Lozi au gouvernement de Sebetwane et garantirent à un certain nombre de dirigeants locaux le maintien à leurs postes dans la nouvelle administration territoriale[83].

La politique d'assimilation de Sebetwane connut tout d'abord un succès considérable. Le kololo devint rapidement la *lingua franca* dans la majeure partie du royaume ; et les Lozi qui vivaient dans les plaines d'inondation, le long du Zambèze, se mirent à adopter la nomenclature kololo. Ils prouvèrent leur fidélité en défendant la communauté contre les diverses attaques des Naba Nguni et des Ndebele. La victoire sur les Ndebele assura la tranquillité à la frontière sud-ouest et permit à Sebetwane de consacrer tous ses efforts à la consolidation du royaume et à l'acquisition d'armes auprès de commerçants angolais, afin de renforcer la capacité militaire de l'État[84].

Mais plusieurs facteurs finirent par mettre en échec cette stratégie d'assimilation. La mort de Sebetwane, en 1863, déclencha une lutte acharnée pour la succession au trône, qui divisa la communauté kololo. Ce conflit montra la fragilité de la communauté qui était déjà moins nombreuse, en raison des ravages qu'y faisait le paludisme. En position de relative faiblesse, le nouveau roi Sekelutu prit néanmoins le contre-pied de la politique conciliante de son père et imposa un régime autoritaire anti-Lozi. Il expulsa les Lozi de l'administration, mit fin aux alliances que son père avait contractées par mariage avec de grandes familles locales et laissa ses subordonnés devenir une minorité dominante. Comme il était à prévoir, les Lozi se révoltèrent en 1864, sous la conduite de membres de la famille royale en exil. En quelques semaines, ils avaient libéré leur patrie et tué pratiquement tous les hommes kololo[85].

Ce soulèvement populaire n'élimina pas totalement l'influence kololo de la vallée du Zambèze. Plusieurs années auparavant, un petit groupe de

82. J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 120-122 ; M. Mainga, 1973, p. 65-88.
83. G. Caplan, 1970, p. 10-11 ; J. D. Omer-Cooper, 1966, p. 123-124.
84. G. Caplan, 1970, p. 12-13.
85. *Ibid.* ; M. Mainga, 1973, p. 105-128.

8.6. *Joueur de tambour et danseurs à la cour de Sipopa, roi des Lozi, 1875.*
[*Source :* E. C. Tabler, *Trade and travel in early Borotseland*, 1963, Chatto and Windus, Londres. (Paru à l'origine dans E. Holub, *Seven years in South Africa*, vol. 2, 1881, Samson, Low, Marston, Searle and Ribbington, Londres.) Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

8.7. *Sipopa, un des chefs de la rébellion lozi contre les Kololo en 1864 et roi des Lozi jusqu'en 1876.* [*Source :* E. C. Tabler, *Trade and travel in early Borotseland*, 1963, Chatto and Windus, Londres. (Paru à l'origine dans E. Holub, *Seven years in South Africa*, vol. 2, 1881.) Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Kololo avait accompagné David Livingstone dans sa descente du Zambèze, en direction de l'est, et s'était établi chez les Manganja. Leur opposition inflexible à la traite des esclaves et leur réputation de soldats les rendirent très rapidement populaires. Avec l'aide des armes européennes fournies par Livingstone, les Kololo repoussèrent les raids que les Yao et les Arabes de la côte effectuaient pour capturer des esclaves, au soulagement de leurs hôtes manganja[86].

Sous la conduite de Maluka et Ramukkan, les Kololo ne tardèrent pas à jouer un rôle plus actif dans la politique de la région du Shire. Avec l'aide de leurs alliés manganja, ils infligèrent des défaites à nombre de grands chefs et au Lundu régnant, Tsagonja, qui était le propriétaire en titre de tout le territoire manganja. Ce processus de conquête et d'incorporation dura plusieurs années; mais en 1870 ils avaient mis en place un État kololo divisé en six régions, chacune dirigée par un chef jouissant d'une grande autonomie. Les deux décennies suivantes, les Kololo restèrent la force dominante de la vallée du Shire, dont la position présentait un intérêt stratégique[87].

Ce bouleversement de la carte politique de l'Afrique centrale constitue le résultat le plus important de la diaspora nguni-sotho. Les immigrés formèrent plusieurs royaumes qui dominèrent une partie importante de la région. Au cours de ce processus, non seulement ils incorporèrent un grand nombre de communautés locales, mais ils causèrent des torts irréparables à plusieurs grands États, notamment aux États rozwi, undi et lundu. L'organisation des États nguni et, dans une moindre mesure, des États kololo représentait un changement notable par rapport aux formes politiques précédentes. Les nouvelles communautés étaient plus petites, de densité plus élevée, et notablement plus centralisées. Ce qui les distinguait tout particulièrement était l'institution du régiment par classes d'âge, qui étayait le pouvoir royal et facilitait l'expansion nguni et l'incorporation de peuples disparates.

En dépit de leurs importantes acquisitions territoriales, les envahisseurs sud-africains essuyèrent un certain nombre de revers militaires. Les Mpezeni Nguni, par exemple, consacrèrent près de dix années à tenter de battre les Bemba[88]. Leur échec reflétait l'incapacité plus générale des descendants nguni à pénétrer le territoire des puissants États au nord du lac Malawi et du Rovuma. À l'exception des Gwangara, les différentes branches du peuple nguni furent obligées de se replier vers le sud, où elles rencontrèrent une opposition étonnamment tenace. La chefferie chewa de Mwase Kasungu ainsi que les Senga repoussèrent les invasions nguni au cours des années 1860 et 1870. Au sud du Zambèze, de périodiques incursions gaza se heurtèrent à une résistance continue du peuple barue, qui parvint à les repousser et à conserver son indépendance[89].

Même à l'intérieur des régions conquises, l'hégémonie des envahisseurs

86. W. H. J. Rangley, 1959; A. F. Isaacman, 1976, p. 23.
87. A. F. Isaacman, 1976, p. 23; E. Mandala, 1977.
88. H. W. Langworthy, 1972, p. 92.
89. A. F. Isaacman, 1976, p. 8-9, p. 49.

n'alla pas sans être contestée. Au cours des années 1870, les Tonga du bord du lac, les Tumbuka et les Henga se révoltèrent contre les Mbwela Nguni, en qui ils voyaient des intrus étrangers. L'État gaza fut touché également par des soulèvements populaires des sujets tonga et chopi, dont certains s'allièrent même avec les Portugais pour tenter d'acquérir leur indépendance. Les Lozi organisèrent l'insurrection la plus réussie : ils expulsèrent les Kololo et libérèrent leur patrie[90].

Les profondes transformations sociales et culturelles qui eurent lieu dans toute la région étaient inextricablement liées au processus de formation de l'État nguni. En dépit de l'incorporation de milliers de captifs et des peuples assujettis, les grandes lignes et le rythme d'acculturation varièrent considérablement d'un groupe vassalisé à l'autre. D'une façon générale, le processus d'assimilation fut plus rapide pendant la phase expansive de la migration que pendant la dernière phase de sédentarisation, lorsque les immigrés eurent perdu de leur pouvoir et de leur prestige, que le butin était plus limité et la population autochtone plus nombreuse. Ainsi, les Nguni de Zwangendaba virent-ils leurs rangs grossir en progression géométrique tout le temps que dura leur migration vers le nord, à travers les communautés morcelées qu'ils rencontraient ; mais, lorsqu'ils se divisèrent en différents clans autonomes, une fois établis dans leurs nouvelles patries, leur succès fut beaucoup moins net. Un phénomène analogue se produisit chez les Kololo.

Le mode d'acculturation dépendait aussi des différentes manières dont les cultures étaient entrées en contact les unes avec les autres. On avait, à un extrême, le cas des Nguni de Zwangendaba, chez qui la population assujettie adopta la culture et l'identité des envahisseurs étrangers ; à l'autre extrême, le cas des immigrés kololo qui établirent leur suprématie sur les Manganja, mais furent totalement absorbés par la société vassale[91]. On trouve, entre ces deux pôles, les exemples plus communs d'influence réciproque conduisant, dans certains cas, à la formation de cultures syncrétiques. Même vaincus, les Kololo exercèrent une influence sur les Lozi, qui adoptèrent leur langue et leurs principales institutions gouvernementales[92]. À l'intérieur du royaume mpezeni, en revanche, tous les éléments politiques de la nouvelle société étaient d'origine sud-africaine, tandis que les éléments culturels non politiques, comme l'héritage de la terre, l'art de la guerre, l'excision des femmes et la langue, étaient fortement influencés par la tradition nationale nsenga[93]. Cette dichotomie n'a rien d'étonnant, puisque le royaume mpezeni obéissait à des institutions politiques et militaires destinées à assurer la prééminence des Nguni. Des facteurs d'ordre spatial et démographique semblent avoir déterminé, au début, l'étendue des emprunts culturels à l'intérieur de l'État mbwela nguni ; au cœur du royaume où les Nguni étaient plus nombreux,

90. T. Spear, 1972, p. 28 ; J. K. Rennie, 1966, p. 310-311 ; G. Caplan, 1970, p. 10-12 ; D. L. Wheeler, 1968, p. 587.
91. W. H. J. Rangley, 1959, p. 59-98 ; A. F. Isaacman, 1976.
92. G. Caplan, 1976, p. 11.
93. J. A. Barnes, 1951, p. 2-18 ; T. Spear, 1972, p. 23-26.

les Tonga et les Tumbuka adoptèrent la plupart des aspects de la culture étrangère. Mais plus on progressait vers les provinces éloignées, plus ces emprunts diminuaient. Ce schéma général se compliqua quelque peu du fait de l'adoption par les Nguni du tumbuka comme langue nationale et de la renaissance culturelle tumbuka qui s'ensuivit, ce qui laisse entendre que nombre des peuples assujettis n'embrassèrent que superficiellement la culture nguni[94].

Bien que les ouvrages consacrés à ce sujet passent manifestement sous silence l'influence que le Mfecane a exercée sur la stratification de la société, des indications fragmentaires donnent à penser que de nouvelles classes se sont développées au sein des royaumes nguni. Pendant la phase d'expansion, une élite militaire se constitua, composée des commandants de régiment et de leurs principaux officiers. Leur puissance reposait essentiellement sur les tributs et le butin qu'ils acquéraient, notamment les troupeaux et les captifs dont ils redistribuaient une partie à leurs partisans. D'un point de vue économique, leur position dominante ressemblait étroitement à celle de l'aristocratie qui, en s'appropriant les excédents, gouvernait les États voisins conquis et détenait le commerce de l'ivoire et des esclaves.

Lorsque les Nguni s'établirent au nord du Zambèze, les occasions de pillage se firent plus rares. Tandis que leur élite militaire continuait de prélever un tribut sur les populations soumises, ils se mirent à exploiter leurs esclaves afin de s'assurer une source continue de richesse. Il semble que ces sociétés, plutôt que d'incorporer les captifs et les étrangers et de leur offrir des possibilités de promotion sociale, les réduisirent à un état permanent de servitude. Les élites mbwela, maseko et mpezeni conservèrent toutes des quantités appréciables d'esclaves (*abafo*) pour travailler leurs champs. D'autres esclaves étaient employés comme chasseurs et forgerons par leurs maîtres[95]. Le fait qu'il y ait eu coïncidence entre ethnie et classe sociale permet de penser que la résistance opposée aux Nguni ne doit pas être analysée simplement en termes de conflit entre ethnies.

Les immigrés nguni et sotho jouèrent d'abord seulement un rôle indirect dans le commerce des esclaves. Si leurs campagnes militaires favorisèrent sans nul doute le pillage des Arabes et des Swahili, il ne semble pas, en revanche, qu'ils aient conclu d'alliance commerciale avec les négriers. De tous les grands chefs nguni et kololo, seuls Mpezeni, Soshangane, Sebetwane et le chef maseko Chikuse exportèrent des esclaves ; dans ces quatre cas, les transactions restèrent limitées et sporadiques[96]. D'une manière générale, ils choisirent d'utiliser les captifs chez eux et, par là même, de renforcer leur position politique et économique plutôt que de vendre des esclaves à n'importe quelle communauté commerçante. Néanmoins, leurs activités de prédateurs provoquèrent des bouleversements

94. T. Spear, 1972, p. 29-32 ; H. L. Vail, 1972, p. 161-162.
95. K. M. Phiri, 1975, p. 154-156.
96. E. Flint, 1970, p. 73-79 ; H. W. Langworthy, s.d., p. 34-37.

considérables dans de nombreuses sociétés d'Afrique centrale. Pour les communautés du nord du Zambèze qui souffrirent le plus des raids des négriers, les attaques nguni aggravèrent les problèmes de stagnation rurale et le processus de sous-développement.

L'Afrique centrale à la veille de la «ruée»

Pendant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, l'Afrique centrale subit de vastes transformations. L'apparition de nouveaux groupes ethniques, l'intensification des échanges culturels et l'importance accrue que prirent les nouvelles oppositions de classes sont les manifestations de cette profonde mutation. L'intégration de la majeure partie de la région dans l'économie mondiale empêcha l'expansion rurale et accrut la dépendance économique. En même temps, l'ambition territoriale des négriers et de leurs homologues nguni et kololo provoqua une réorganisation profonde du pouvoir politique dans la région. En bref, à la veille de la «ruée», la situation en Afrique centrale était extrêmement instable. En outre, le processus de fragmentation politique croissante, les particularismes ethniques et régionaux et les querelles intestines, qui reflétaient en partie des antagonismes de classes plus profonds, compromettaient sérieusement la capacité de la plupart des sociétés africaines à résister à l'impérialisme européen.

En 1875, il y avait très peu de pouvoirs régionaux autochtones. Ce vide politique était le reflet, dans une certaine mesure, du refus ou de l'incapacité dont avaient fait preuve dans le passé de nombreuses sociétés d'Afrique centrale à organiser ou à maintenir un système politique centralisé. Un grand nombre d'États lunda et shona avaient aussi subi un processus de fractionnement politique. Au nord du Zambèze, le commerce des esclaves renforça les rivalités internes dans les royaumes lunda de Kazembe, d'Undi, de Kalonga et de Lundu, et les rendit vulnérables aux activités séditieuses et aux attaques des trafiquants d'esclaves et de leurs homologues nguni. Au sud, des clivages au sein des élites shona, ajoutés aux raids dévastateurs des Nguni de Zwangendaba et Gaza, affaiblirent très sensiblement les puissances régionales. C'est ainsi que l'on attribue généralement aux incursions de Zwangendaba la destruction du royaume rozwi de Changamire, profondément divisé; tandis que la division de l'État de Barue en deux factions rivales, conjuguée aux raids dévastateurs des Gaza, permit vers 1875 à Gouveia, un aventurier de Goa, d'usurper temporairement le trône de Barue[97].

Le succès de Gouveia s'inscrivit dans le processus plus général qui permit aux envahisseurs yao, arabes-swahili, chikunda et nguni de mettre à profit l'absence de puissance régionale pour conquérir des États. Ces nouveaux États militaires étaient certes indiscutablement plus forts que les communautés qu'ils avaient vaincues, mais les peuples assujettis voyaient souvent en eux des intrus étrangers et détestaient leur régime autoritaire.

97. A. F. Isaacman, 1976, p. 48-52.

Aussi les dirigeants furent-ils obligés de renforcer leurs pratiques coercitives, ce qui ne fit qu'aviver l'hostilité et multiplier les insurrections. Les révoltes des Tonga du bord du lac, des Tumbuka et des Henga contre les Mbwela Nguni, et celles des Tonga et des Chopi contre les Gaza furent autant de preuves de l'hostilité croissante des opprimés. Un même esprit de défiance poussa les Tawara et les Tonga à défier régulièrement les Afro-Portugais et leurs alliés chikunda, qui s'étaient taillé de larges possessions territoriales sur la rive sud du Zambèze. L'élite swahili, qui gouvernait sur la côte les sultanats d'Angoche et de Quitanghona, rencontra la même opposition. Une telle animosité ne se prêtait pas à la formation d'un front uni de résistance aux Européens. Au contraire, nombre des peuples assujettis refusèrent, par la suite, de venir en aide à l'élite étrangère ; d'autres coopérèrent en fait avec les Européens en qui ils virent des « libérateurs »[98].

L'état de dépendance à l'égard des armes et des marchés européens dans lequel se trouvaient les États négriers compromit davantage encore leur autonomie. Au début, ils furent particulièrement vulnérables aux pressions extérieures, comme le donne à penser l'empressement des Afro-Portugais et des Chikunda à servir d'agents à l'impérialisme de Lisbonne. Finalement, l'évolution de l'économie capitaliste du monde provoqua l'opposition à la participation de ces États à la traite des Noirs et, s'ajoutant aux ambitions impériales croissantes des Européens, créa les conditions d'un conflit très âpre.

Bien que la plupart des sociétés d'Afrique centrale fussent devenues plus vulnérables à mesure que le siècle avançait, il y eut néanmoins quelques cas où la menace extérieure et l'annexion étrangère temporaire renforcèrent les capacités politiques et militaires. Le royaume bemba, en partie à la suite des incursions nguni, acheva après 1850 un double processus de centralisation politique et d'expansion territoriale. À la veille de la « ruée », le royaume avait atteint son apogée et, sans la mort inopportune de Mwanba III, il aurait pu devenir un adversaire aussi redoutable pour les envahisseurs européens qu'il l'avait été pour les Nguni[99]. De même, le royaume lozi libéré fut, sous le règne de Lewanika, beaucoup plus fort et bien mieux organisé qu'il ne l'avait été pendant la période pré-kololo[100]. La réapparition du royaume de Mwene Mutapa pendant la seconde moitié du XIX^e^ siècle montre également qu'une situation mouvante pouvait permettre à un État dont le pouvoir s'était atrophié de recouvrer sa prééminence[101]. Mais ces exemples étaient l'exception et non la règle. Au total, les changements qui se produisirent au cours du XIX^e^ siècle devaient favoriser les futures activités impérialistes des Européens.

98. A. Dachs, 1972, p. 288-289 ; J. T. Botelho, 1921, p. 469-504.
99. A. D. Roberts, 1973, p. 217.
100. M. M. Bull, 1972.
101. T. O. Ranger, 1963, p. 1-3.

CHAPITRE 9

La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1800 à 1845

Ahmed Idha Salim

Les communautés côtières vers 1800

Au cours de la période étudiée, des changements et des événements très importants, provoqués en grande partie par l'avènement de l'hégémonie des Arabes omanais, se sont produits dans la situation politique et socio-économique des populations du littoral et de l'hinterland est-africains. Pour bien en apprécier la nature et l'étendue, il est nécessaire de voir quelle était la structure politico-économique de ces populations vers les années 1800.

Un des facteurs les plus remarquables sur le plan politique est la large autonomie dont jouissaient les communautés côtières sous l'autorité de leurs dirigeants locaux. Après avoir contribué à expulser les Portugais au sud du Rovuma en 1728, les Omanais n'installèrent pas immédiatement une véritable autorité omanaise sur la côte. Au début du XIX^e^ siècle, la présence omanaise n'était guère visible que dans trois grands centres : Mombasa, Zanzibar et Kilwa. Même à Mombasa, la famille omanaise des Mazrui était devenue suffisamment autonome pour braver ouvertement la dynastie des Busa^c^idi qui régnait à Mascate. Elle parvint à conserver cette autonomie avec l'aide des *shaykh* swahili des Ithnaashara Taifa [Douze Nations] qui étaient divisées en deux fédérations : les Thelaatha Taifa [Trois Nations] et les Tissa Taifa [Neuf Nations]. Les chefs de ces groupes swahili participèrent activement à l'administration de Mombasa. En 1857, c'est-à-dire vingt ans après la chute des Mazrui, Richard Francis Burton devait évoquer cette participation[1].

1. R. F. Burton, 1872, p. 40.

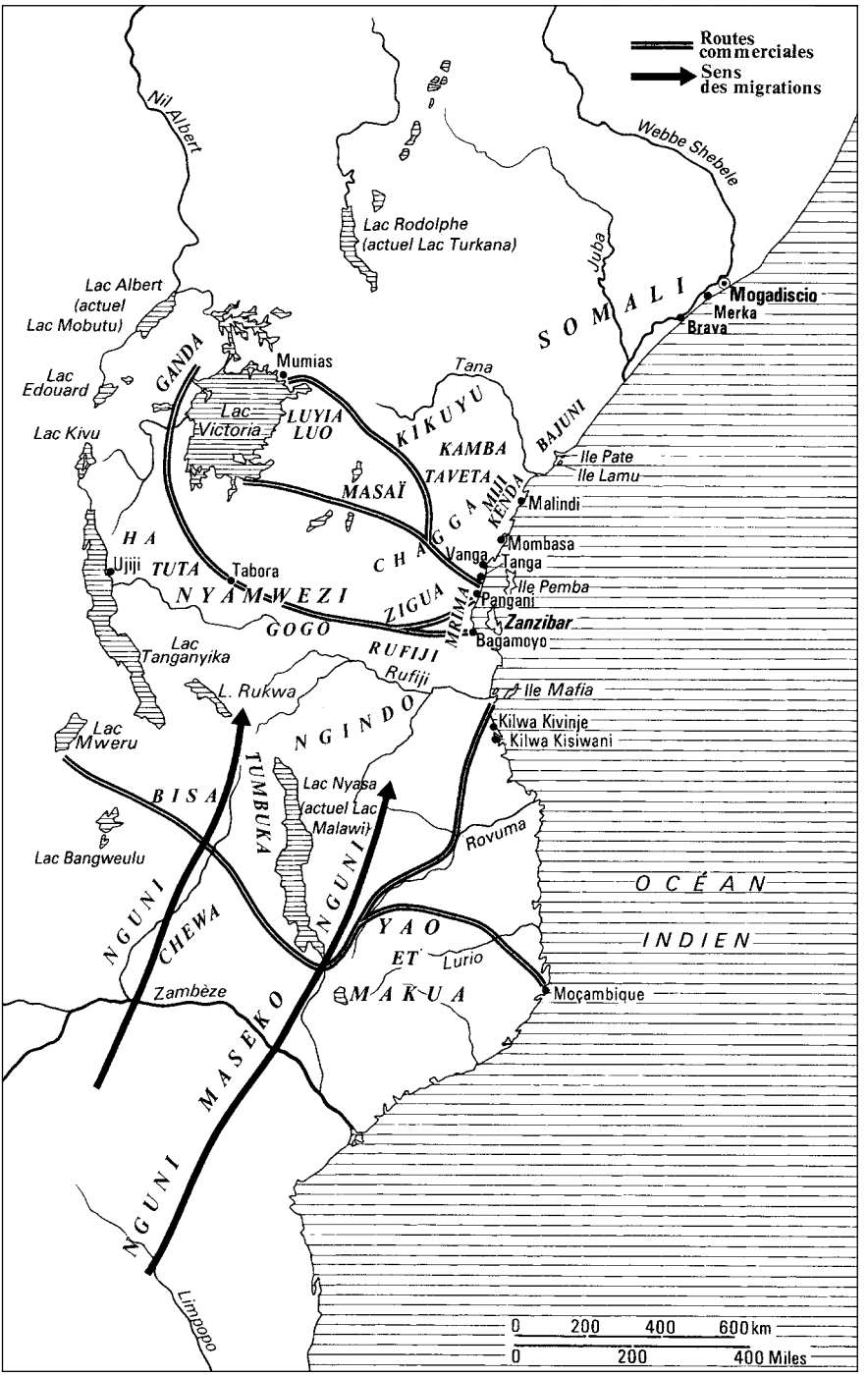
En 1799, un gouverneur omanais (*wālī*), parent du dirigeant (*imām*) de Mascate, fut nommé à Zanzibar pour succéder à un eunuque éthiopien et ancien esclave affranchi, du nom de Yāḳūt, qui possédait de vastes territoires à Oman. Au début, le chef local, le *mwenyi mkuu*, avec les insignes de son pouvoir (deux tambours et deux *siwa*, ou défenses d'éléphant), collabora avec le gouverneur omanais à l'administration de son peuple[2]. Une de ses fonctions les plus importantes consistait à percevoir les impôts levés par les Omanais sur les autochtones hadimu et tumbatu, qui vivaient de l'agriculture, de la pêche et d'autres activités de la mer. Au fur et à mesure que Zanzibar devenait, selon le souhait des Omanais, le centre de décision et de développement économique du littoral est-africain, le *mwenyi mkuu* fut privé de plus en plus de son autorité politique, tandis que son peuple perdait de plus en plus de territoire au profit des colons omanais qui s'installaient progressivement sur les terres fertiles situées au nord et à l'est de la ville de Zanzibar.

Quand, vers les années 1780, le frère de l'*imām* de Mascate essaya de se servir de Kilwa Kisiwani, alors dirigé par un sultan autochtone shīrāzī, comme base de départ d'une rébellion contre son frère, celui-ci décida, en 1785, d'organiser une expédition dans l'île où fut ensuite maintenue une petite garnison pour parer à toute nouvelle subversion. Cette présence omanaise dans l'île visait aussi à tirer un profit économique du commerce des esclaves que les Français y avaient déjà établi. Le sultan local continua pendant quelque temps encore de porter son titre et de bénéficier d'un cinquième des droits de douane. Il était aidé dans ses fonctions par les notables de l'île même et par ceux des villages de l'intérieur, jusqu'à un point aussi éloigné au sud que le cap Delgado, là où le sultan de Kilwa jouissait d'une vague suzeraineté[3]. Le déclin économique de Kilwa Kisiwani fut accéléré par la création sur le continent de la colonie de Kilwa Kivinje, qui commença à accaparer presque complètement le commerce des esclaves et de l'ivoire au début du XIXe siècle.

Le reste de la côte est-africaine était, vers 1800, gouverné comme beaucoup des îles voisines par de grandes familles swahili. Dans l'archipel de Mafia et ses trois principaux villages — Kisimani, Chole et Kua —, plusieurs de ces familles, dont celle des Shatri, exerçaient un pouvoir réel. La sympathie de la population pour la résistance de Kilwa Kisiwani contre la domination des Omanais, au cours du dernier quart du XVIIIe siècle, n'a pas entraîné, comme ce fut le cas à Kilwa, l'installation d'une garnison.

De même, la côte entre Kilwa et Mombasa ne connaissait pas encore la présence des Omanais en 1800. C'était un type d'administration traditionnelle, exercée par des chefs locaux — *jumbe* ou *diwani* —, qui prédominait encore dans des agglomérations telles que Sadani, Pangani, Mtangata, Tanga, Vanga et Vumba Kuu. C'était le *jumbe* ou le *diwani* qui, arborant les insignes de son pouvoir — les *siwa* (cornes), les tambours et l'ombrelle —,

2. J. M. Gray, 1962, p. 160, rappelle que des observateurs américains mentionnent la présence du « roi » et des « princes » de Zanzibar aux côtés du gouverneur omanais.
3. E. A. Alpers, 1975, p. 190-191.



9.1. *La côte et l'hinterland : peuples et principales routes commerciales, 1800-1850* (d'après A. I. Salim).

exerçait les fonctions qui s'attachaient à son office : règlement de différends, jugements, imposition d'amendes, avec l'aide de ses subordonnés, le *shaha*, le *mwenyi mkuu* et l'*amiri*, qui appartenaient aux clans locaux importants. Les procédures administratives et judiciaires reposaient sur un mélange de droit coutumier et de droit islamique.

Dans la zone côtière comprise entre Kilwa et Mombasa, la plus grosse agglomération était Vumba Kuu, entre Vanga et Gasi, sur la côte sud de l'actuel Kenya. C'est là que se forma le diwanat de Vumba Kuu, dont la population, les Vumba, se composait d'un mélange d'éléments shīrāzī, africains et arabes sharifites. Ses dirigeants avaient adopté le titre de *diwani* (du persan *divan*, « conseil »). Depuis 1700 environ y régnait la dynastie des Ba-ᶜAlawi, fondée par Sayyid Abū Bakr ibn Shaykh al-Masila Ba-ᶜAlawī, originaire de l'Hadramawt (Hadramaout), qui s'était maintenue grâce à des mariages avec des familles autochtones. Les cérémonies d'investiture des Vumba comprenaient un rituel islamique et un rituel africain non islamique. Les insignes du pouvoir du *diwani* étaient les *siwa*, l'ombrelle, les sandales de bois et le turban. Là aussi, les principales fonctions du *diwani* étaient d'ordre judiciaire — règlement de différends selon un système syncrétique de droit islamique et de droit coutumier. Il était aussi aidé, pour diriger les affaires de l'État, de notables — *shaha*, *waziri*, *mwenyi mkuu* et *amiri* — choisis dans les clans importants. Alors que le pouvoir du *diwani* s'étendait sur un territoire assez vaste, celui du *jumbe* ne dépassait pas le village ou une partie du village. L'origine sharifite du *diwani* a laissé des traces dans la religion, tout comme la dynastie des Ba-ᶜAlawi a joué un rôle de premier plan dans la propagation de l'islam parmi les Digo et les Segeju ; car, dans les deux cas, les dirigeants pratiquaient la médecine religieuse, basée sur l'usage de fétiches, d'amulettes, etc., dans l'exécution de leurs fonctions[4].

Au nord de Mombasa, Malindi avait considérablement décliné depuis l'occupation portugaise, en particulier après le départ de la famille dirigeante pour Mombasa vers les années 1590. Sa situation ne devait pas s'améliorer au cours de la période étudiée. Krapf, qui l'a visitée en 1848, l'a décrite comme vivant dans la peur d'être envahie par les Oromo (Galla)[5]. C'est Sayyid Saᶜīd qui devait lui rendre la vie en favorisant l'implantation d'une colonie omanaise qu'il fit protéger par une garnison. Cette colonie devait faire de Malindi, au cours des années 1870, l'un des exemples les plus remarquables de développement agricole.

Au nord de Malindi, les seules agglomérations de quelque importance se trouvaient dans l'archipel de Lamu, la plus florissante au début du siècle étant Pate. Elle était gouvernée par les Nabhāni, qui possédaient eux aussi, comme principal attribut de leur pouvoir, les élégantes *siwa* d'ivoire. En 1800, toutefois, la ville avait perdu la prospérité et la puissance qu'elle

4. A. I. Salim, 1973, p. 29-30 ; voir par ailleurs l'étude détaillée de W. F. McKay, 1975.
5. J. L. Krapf, 1860, p. 152.

avait connues au cours des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles[6]. Des conflits internes de succession, des rivalités avec l'île voisine de Lamu et le soutien des Mazrui de Mombasa dans leurs ambitions devaient accentuer encore son déclin et préparer sa mise en tutelle par les Busaʿidi de Zanzibar.

À Lamu, des rivalités de factions et des jalousies intestines encouragèrent l'ingérence extérieure dans les affaires de la ville. La proximité de Lamu et de Pate et les relations entre les familles des deux villes aboutirent à l'immixtion de la première dans les affaires de la seconde. Au début du siècle, Nabhāni Pate considérait encore, malgré son déclin économique, que Lamu lui était subordonnée, alors que les grandes familles de Lamu ne l'entendaient pas ainsi. C'est cette relation difficile qui les amena dans la querelle plus vaste qui opposa les Mazrui de Mombasa et les Busaʿidi à prendre parti pour des camps opposés. Comme on le verra plus tard, cette querelle se terminera par la mainmise de Zanzibar sur les deux villes. Quant à l'autre agglomération de l'île de Pate, Siyu, c'est grâce à l'esprit d'indépendance de son chef, Bwana Mataka, qu'elle réussit à conserver son indépendance au-delà de la période étudiée.

Les terres situées juste en face de l'archipel de Lamu, au sud des régions habitées par les Somali, furent colonisées par le peuple bajuni, qui ne connaissait d'autre autorité que celle de ses propres chefs et n'a jamais vraiment subi la domination de Zanzibar, même après la période considérée. Ses activités économiques étaient essentiellement maritimes. La pêche, la fabrication de poteaux en bois de palétuvier, le ramassage et la vente de coquillages, de carapaces de tortues et d'ambre gris venaient compléter le commerce du bétail qu'il entretenait avec ses voisins somali et oromo[7]. Quand, par la suite, la traite des esclaves se développa sur la côte, les Bajuni y participèrent en expédiant des esclaves vers les ports tout proches du Benadir.

Au cours de la période étudiée, la côte du Benadir a joui d'une large autonomie et compté des centres tels que Mogadiscio, Merka, Brava (Barawa) et Warsheikh, gouvernés par des *shaykh* somali locaux qui acceptaient volontiers que des Arabes et des Indiens commercent avec la population. Toutefois, après l'installation du sultanat d'Oman à Zanzibar, les ports du Benadir conservèrent une grande autonomie politique[8]. Ce n'est qu'en 1842 que Sayyid Saʿīd nomma un représentant à Mogadiscio, à la demande des chefs somali qui préféraient développer les liens économiques avec lui et bénéficier, dans une certaine mesure, de sa protection contre les incursions des pillards dans l'hinterland somali plutôt que de se soumettre à Zanzibar. C'était une relation satisfaisante pour les deux parties, Saʿīd demandant simplement à son représentant à Mogadiscio de surveiller les mouvements commerciaux et de contrôler la perception des impôts[9]. C'est dire que ses ambitions étaient d'ordre économique et non politique.

6. Voir W. Hichens (dir. publ.), 1939; J. de Vere Allen (dir. publ.), 1977, pour plus de détails.
7. J. L. Krapf, 1860, p. 114.
8. Voir C. Guillain, 1856, vol. 2, p. 527-530.
9. *Ibid.*

Le sultanat d'Oman

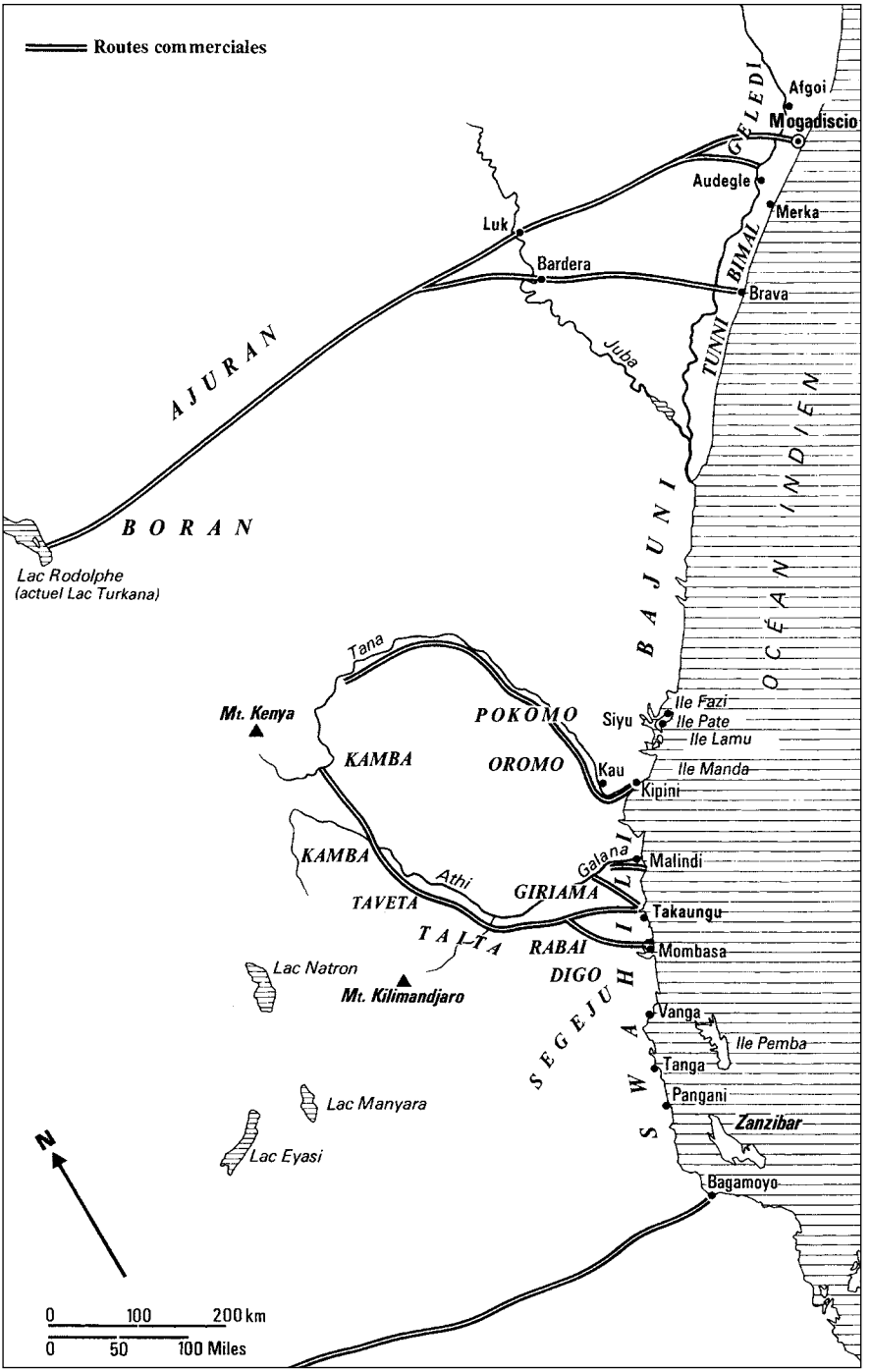
L'expansion et le développement du sultanat d'Oman, sur le littoral de l'Afrique orientale furent le résultat des ambitions essentiellement économiques de Sayyid Saʿīd qui, à juste titre, se considérait avant tout comme un prince marchand. Certains événements politico-économiques survenus à Oman même et à l'extérieur, sur la côte est-africaine, y contribuèrent également. En effet, Oman connut une période de grande prospérité à la fin du XVIII[e] siècle. Naviguant sous pavillon neutre, les Omanais avaient mis à profit les guerres napoléoniennes pour accaparer une bonne partie du transport maritime dans l'océan Indien, ce qui d'ailleurs provoqua les récriminations des marchands britanniques qui se plaignirent d'être supplantés par la marine marchande d'Oman. Vers 1800, le sultan ibn Aḥmad signa des accords commerciaux qui lui permirent d'établir des contacts lucratifs avec un grand nombre de régions côtières de l'océan Indien — Éthiopie, Shirāz, Sind et Batavia (Djakarta) —, tandis que ses représentants sur la côte est-africaine lui envoyaient des sommes évaluées à 40 000 dollars Marie-Thérèse par an en 1802[10].

Quand Saʿīd ibn Sultan succéda à son père comme *imām* en 1806, il eut la sagesse de poursuivre sa politique de neutralité envers la Grande-Bretagne et la France. En 1807, il signa un traité commercial avec l'île de France (actuelle île Maurice). La Grande-Bretagne, consciente de l'importance stratégique de Mascate, se sentit obligée d'accepter cette neutralité et aida Saʿīd à faire régner l'ordre dans son pays, en l'épaulant dans sa lutte contre les éléments perturbateurs tels que les Gawassim et les Wahhabites. La stabilité intérieure donna à Saʿīd le temps de se tourner avec plus de confiance vers la côte de l'Afrique de l'Est.

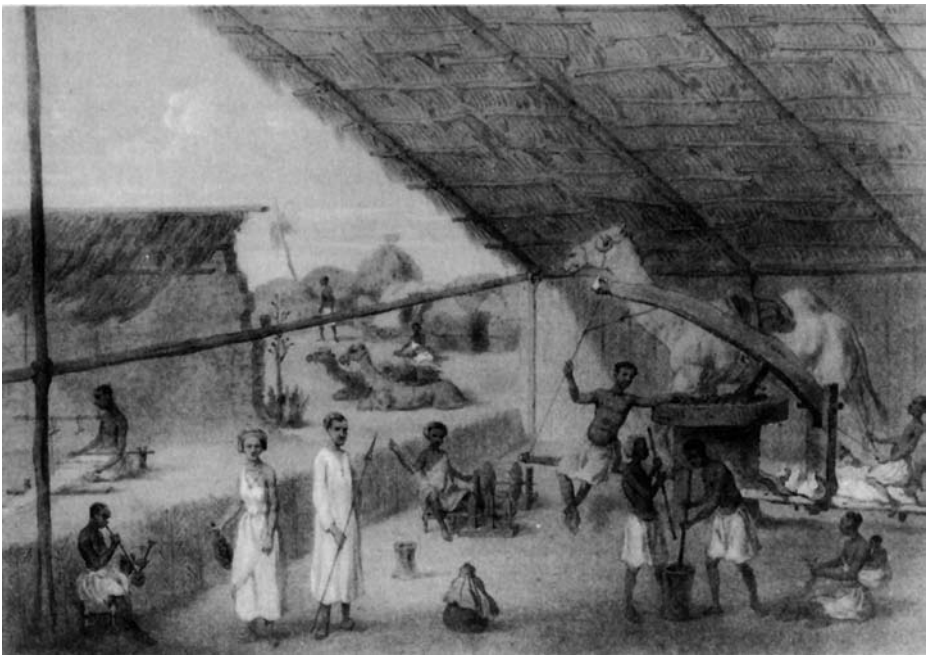
Les raisons qui l'amenèrent à s'intéresser au littoral étaient d'ordre politique et économique. Pénétré de l'importance du potentiel économique de la côte, il souhaitait aussi faire tourner politiquement à son avantage les querelles dynastiques locales et contrecarrer les visées expansionnistes des Européens sur la région. C'est la crainte de voir les Français réussir à élargir leur zone d'influence qui poussa les Omanais à installer un gouverneur à Kilwa en 1785. En 1801, Pate avait invité les Britanniques à construire un fort pour la protéger des visées françaises, leur promettant en échange la moitié de la production de l'île[11]. Cet événement, suivi de rapports relatant le passage de navires britanniques dans l'île, a peut-être convaincu Saʿīd de la nécessité d'affirmer sa présence et son influence sur la côte.

Les entreprises politiques et militaires qui furent menées par la suite sont mieux connues. Saʿīd décida de s'immiscer dans les conflits politiques

10. C. S. Nicholls, 1971, p. 99. Cet ouvrage a été particulièrement utile pour retracer l'ascension de la puissance omanaise sur la côte est de l'Afrique.
11. *Ibid.*, p. 120-121. Le Conseil britannique de Bombay avait envoyé le commandant T. Smee s'informer des possibilités économiques de l'Afrique orientale.



9.2. *La côte septentrionale et l'hinterland : routes commerciales, 1850* (d'après A. I. Salim).



9.3. *Extraction au pressoir de l'huile de sésame à Mogadiscio, 1847.*
[*Source :* E. Cerulli, *Somalia, scritti vari editi ed inediti*, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, Rome, 1975, vol. 1, pl. XI. © Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

swahili, en particulier ceux dans lesquels les Mazrui étaient impliqués. En effet, la crise de succession qui avait éclaté à Pate avait amené les Mazrui à intervenir. En 1811, un sultan qui leur était dévoué gouvernait Pate, pendant que les Mazrui retenaient son rival en otage à Mombasa et que ses partisans trouvaient refuge à Lamu. Les conditions étaient réunies pour un affrontement entre Lamu et Pate, soutenue par les Mazrui. C'est au cours des années 1812-1813 qu'eut lieu l'une des plus célèbres batailles de l'histoire swahili, celle de Shela, au cours de laquelle des forces regroupant des soldats de Pate et des Mazrui débarquèrent au village de Shela, dans l'île de Lamu, avec l'intention de mettre cette île au pas. Les envahisseurs subirent une défaite totale, et l'espoir que nourrissait Pate de placer Lamu sous son joug fut définitivement anéanti.

La peur des représailles poussa Lamu à demander aide et protection à Saʿīd. Celui-ci les lui accorda, en plaçant dans l'île un gouverneur busaʿidi et en y stationnant une garnison non seulement pour parer aux menaces de Pate et des Mazrui, mais aussi pour empêcher ces derniers d'étendre davantage leur influence et essayer ainsi de freiner l'influence busaʿidi naissante ; les Mazrui régnaient alors à Mombasa et contrôlaient Pemba et Pate, alors que les Busaʿidi n'avaient que Zanzibar et Kilwa.

Resté jusqu'alors sur la défensive, Saʿīd décida de passer à l'offensive pour réduire l'influence et le pouvoir des Mazrui et, par conséquent, affirmer les siens. Il s'arrangea pour créer à Pate une faction dont le chef devint sultan à la mort du précédent, qui était pro-Mazrui. Lorsque ce sultan pro-Busaʿidi mourut à son tour en 1822, Saʿīd et le gouverneur qu'il avait nommé à Lamu combattirent les Mazrui et leur nouveau candidat, Fumoluti. Ils réussirent à installer un sultan favorable aux Busaʿidi et laissèrent à Pate une garnison pour protéger leurs intérêts dans l'île. Par conséquent, en 1822, Saʿīd avait réussi à renverser la situation politique à son profit dans les deux points qui étaient, à l'époque, les plus importants de l'archipel de Lamu : Lamu et Pate. La même année, il défiait les Mazrui à Pemba. À la demande d'une faction de Pemba hostile aux Mazrui qui avait envoyé deux représentants à Mascate pour solliciter son appui, les Busaʿidi profitèrent de l'absence du gouverneur mazrui à Mombasa pour s'emparer de Pemba en 1823. Les Mazrui ne parvinrent pas à reconquérir l'île.

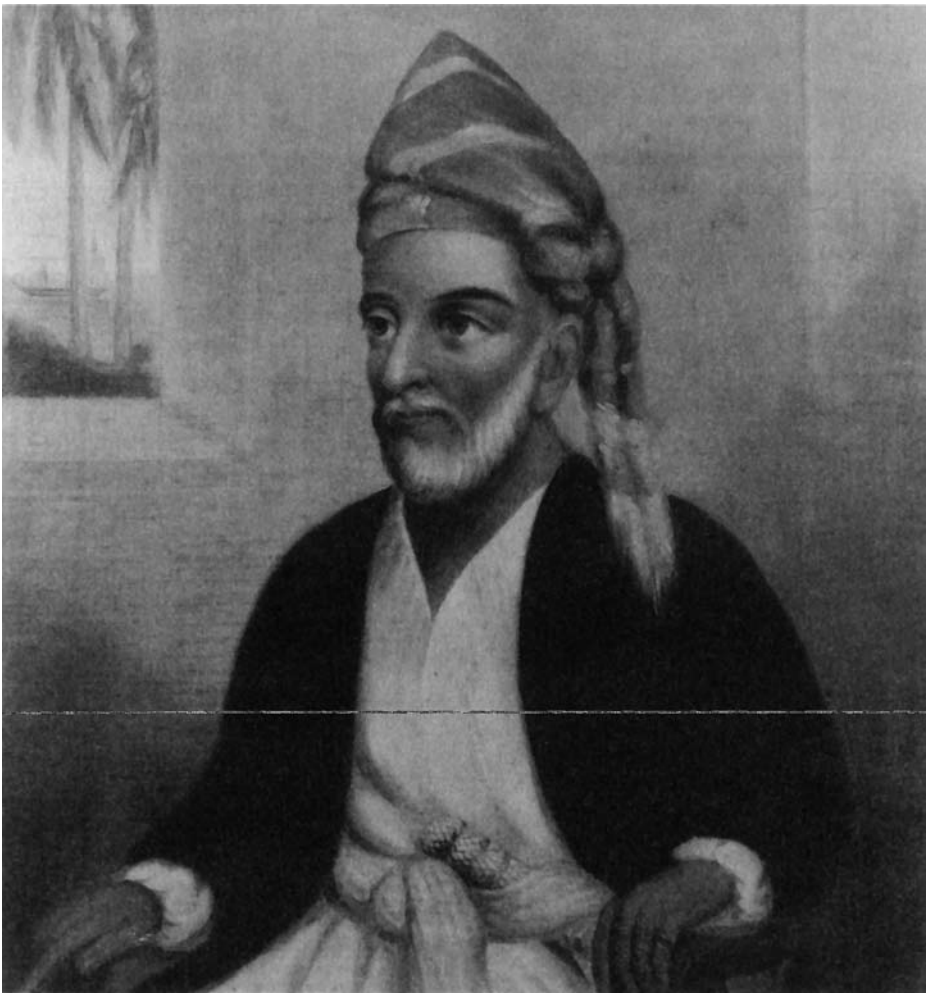
En l'espace de dix ans, ayant tourné ses regards vers la côte swahili, Saʿīd s'y était assuré, pour lui et ses successeurs, une position dominante ; de sorte que ses anciens rivaux, les Mazrui, se sentirent extrêmement vulnérables. C'est ce qui les amena à traiter avec un officier de la marine britannique, Owen, qui déclara, en 1824, l'établissement d'un protectorat britannique à Mombasa.

La réaction du gouvernement britannique devant l'initiative d'Owen fut quelque peu ambiguë. En effet, s'il ne désavoua pas la déclaration de protectorat, il ne l'accueillit pas non plus avec enthousiasme : les relations entre Oman et la Grande-Bretagne ne l'y inclinaient pas en tout état de cause. Owen avait espéré et cru que Mombasa pourrait servir de base dans la lutte contre le trafic des esclaves, alors que la Grande-Bretagne désirait, de son côté, le réduire par l'intermédiaire de Saʿīd et avait signé à cet effet avec lui le traité de Moresby en 1822. L'appui qu'apportait maintenant Owen à ses rivaux, les Mazrui, plaçait les Britanniques dans une situation diplomatique délicate.

Le protectorat devait être éphémère. Il prit fin en 1826 non seulement parce que le gouvernement britannique décida finalement que c'était avec Saʿīd qu'il fallait travailler, mais aussi parce que les Mazrui eux-mêmes étaient déçus. Ils n'appréciaient pas l'ingérence des officiers britanniques dans leurs affaires, et n'étaient pas non plus très heureux de devoir partager avec eux les droits de douane et d'être obligés de limiter leurs importations d'esclaves. Et, bien entendu, les Britanniques n'avaient rien fait pour les aider à reconquérir leurs possessions perdues.

Bien que le protectorat eût pris fin en 1826, ce n'est que dix ans plus tard que Saʿīd réussit à soumettre les Mazrui. En 1828, des soldats des Busaʿidi parvinrent à occuper Fort Jesus ; mais, après quelques mois, la garnison de Saʿīd fut assiégée et obligée de se retirer. Deux autres expéditions — en 1829 et 1833 — échouèrent, en grande partie à cause du soutien accordé aux Mazrui par les deux groupes swahili des Trois et des Neuf Nations. Saʿīd parvint finalement à ses fins dans les mêmes conditions qu'à Pate et à Pemba, c'est-à-dire quand des dissensions internes éclatèrent. Deux

factions se créèrent parmi les Mazrui. Le populaire et habile Salīm ibn Ahmad mourut en 1835. Son successeur s'aliéna la sympathie des *shaykh* des Trois Nations, et l'intervention de Saʿīd fut de nouveau sollicitée par un groupe de mécontents. Cette fois, son expédition (en 1837) ne rencontra aucune opposition. Les Mazrui se rendirent et Saʿīd s'empara de l'objet même de sa convoitise : Mombasa. Comme ailleurs, la reconnaissance de la suzeraineté des Busaʿidi s'accompagna d'une assez large autonomie. Ainsi, à Mombasa, le gouverneur de Saʿīd partagea la responsabilité de l'administration avec les *shaykh* des Trois et des Neuf Nations.



9.4. *Saʿīd ibn Sultan, sultan de Zanzibar (1804-1856).*
[*Source :* N. R. Bennet et G. E. Brooks (dir. publ.), *New England merchants in Africa : a history through documents*, 1802-1865, Boston, Boston University Press, 1965. © Peabody Museum of Salem. *Photo* : Mark Sexton.]

Les relations commerciales entre la côte et l'hinterland

Au moment où Mombasa tomba entre ses mains, Saʿīd semblait déjà décidé à transférer sa capitale d'Oman à Zanzibar. Ce devait être, à bien des égards, une décision capitale pour lui et pour la côte dans son ensemble. Jouissant, en effet, d'un excellent port et d'un sol extrêmement fertile, Zanzibar se trouvait également bien placé sur le plan stratégique puisqu'elle faisait face à la côte des Mrima, qui était devenue le principal débouché pour les marchandises les plus importantes provenant de l'hinterland, c'est-à-dire l'ivoire et les esclaves. Ce commerce lucratif avait permis au sultan de remplir ses coffres, avant même qu'il ne décidât de faire de Zanzibar sa capitale. Son *wālī* [gouverneur] avait déjà commencé à assurer la prééminence de l'île en obligeant tous les marchands à ne traiter qu'avec elle, sans passer par les Mrima[12].

« Zanzibar éclipsa bientôt toutes les autres villes côtières par son développement économique et politique. En peu de temps, Sayyid Saʿīd en avait fait, grâce à son sens aigu des affaires, sa prévoyance et son attitude libérale, le plus grand entrepôt de la côte occidentale de l'océan Indien. Elle était devenue aussi le marché le plus important de la côte est-africaine en ce qui concerne l'ivoire, les esclaves, les clous de girofle, le copal, les coquillages et les produits agricoles, ainsi que le plus grand importateur de biens manufacturés d'Inde, d'Amérique et d'Europe comme les cotonnades, les perles, le fil de fer, les chaînes, les mousquets, la poudre, la porcelaine, la poterie, la verrerie, les couteaux et les haches. La signature d'accords commerciaux et consulaires avec l'Amérique (1837), la Grande-Bretagne (1839), la France (1844) et, plus tard, quelques États allemands apporta au sultan une reconnaissance internationale qui vint encore consolider sa position[13]. » De tous les objets de commerce mentionnés ci-dessus, l'ivoire et les esclaves furent les plus lucratifs pour le sultanat d'Oman, grâce à la poussée de la demande extérieure et, dans le cas des esclaves, de la demande locale. Au cours des trois ou quatre premières décennies du XIXe siècle, l'expédition de l'ivoire et des esclaves à destination de la côte empruntait les réseaux commerciaux établis avec celle-ci par les peuples de l'hinterland et en particulier les Yao. Alpers[14] souligne l'importance que revêtait l'ivoire dans le commerce de Zanzibar au début du siècle. Il était prédominant dans le commerce de longue distance de l'Afrique orientale et centrale, et constituait l'occupation essentielle de la plupart des Yao. Attirés par les prix élevés de l'ivoire à Zanzibar, c'est vers cette côte, dont le principal débouché était Kilwa Kivinje, que les Yao expédiaient leur ivoire, de préférence à destination de la côte mozambicaine.

Il faut distinguer Kilwa Kisiwani, la ville située sur l'île du même nom, de Kilwa Kivinje, qu'utilisaient alors les Yao pour leur commerce de l'ivoire.

12. *Ibid.*, p. 80-81.
13. A. I. Salim, 1973, p. 15-16.
14. E. A. Alpers, 1973, p. 175-185.

Kilwa Kisiwani avait perdu beaucoup de sa puissance au cours des années 1830, à la suite de dissensions internes et d'un milieu hostile. En revanche, le village de Kilwa Kivinje, situé sur le continent à 27 kilomètres au nord, était devenu le principal centre de négoce. Dès 1819, un gouverneur omanais y avait été nommé pour stimuler et exploiter le commerce. Alpers considère l'ascension de Kilwa Kivinje comme le symbole de l'intégration économique de la côte et de l'hinterland. L'essor et la prospérité de la ville, déclare-t-il, sont autant dus au dynamisme de Zanzibar et à son activité commerciale qu'au désir des peuples de l'intérieur d'y faire transiter leurs marchandises : « Kilwa Kivinje doit principalement la place importante qu'elle occupe dans le commerce de l'Afrique orientale aux initiatives de gens de l'intérieur comme Mwinyi Mkwinda, l'aventurier yao masaninga qui s'y est installé à la fin du XVIIIe siècle[15]. »

Ce sont donc des Africains qui ont lancé le commerce caravanier entre la côte et l'hinterland. Les Bisa s'occupèrent, comme les Yao, des transports entre la région du lac Nyasa et la côte. D'après Alpers, la concurrence entre les Yao et les Bisa était si vive que les premiers durent se spécialiser dans le trafic des esclaves pour survivre, les Bisa diminuant le prix de l'ivoire pour mieux le vendre à Kilwa. Dans la première moitié du XIXe siècle, le commerce de l'ivoire était probablement aussi important, sinon plus, que celui des esclaves. Les Bisa comme les Yao amenaient l'ivoire et les esclaves à Kilwa, d'où ils étaient expédiés vers Zanzibar. En 1850, Kilwa Kivinje était devenue la plus importante ville de la côte entre le Mozambique et Zanzibar, et le centre d'exportation non seulement de l'ivoire et des esclaves, mais aussi d'autres produits comme le riz, le copal, le tabac, etc. Cependant, c'est surtout des deux premiers que la ville tenait à l'époque son intérêt économique.

Les esclaves appartenaient à des peuples de l'intérieur, tels que les Yao, les Bisa, les Makua et les Ngindu, qui, souvent, étaient eux-mêmes des trafiquants d'esclaves. La capture de la plupart de ces esclaves se faisait à l'occasion de guerres ou d'incursions qui n'étaient pas nécessairement menées dans ce but. Les prisonniers étaient par la suite échangés contre des marchandises en provenance de la côte, comme les tissus par exemple. Les peuples de l'intérieur en conservaient pour leur usage personnel, et il arrivait qu'un esclave changeât plusieurs fois de maître avant d'atteindre la côte[16]. D'après Alpers, les esclaves voyageaient ainsi par groupes jusqu'à la côte, ou jusqu'à l'un des centres caravaniers de l'intérieur d'un chef yao, comme Mponda, Makanjila et Mataka, d'où ils partaient, une fois rassemblés, vers la côte.

Dans la région du lac Nyasa, le commerce était aux mains des Yao, des Bisa et autres groupes, alors que plus au nord il était pratiqué par les Nyamwezi, les Kamba (Akamba) et les Miji Kenda. Les marchandises étrangères avaient pénétré à l'intérieur de la Tanzanie dès le XVIIIe siècle, du fait des

15. *Ibid.*, p. 236.
16. *Ibid.*, p. 240-241.

échanges régionaux. Ce phénomène favorisa la chasse à l'éléphant, dont l'ivoire était troqué contre ces marchandises étrangères. Traversant l'Ugogo, les Sumbwa et les Nyamwezi établirent donc des contacts avec la côte vers 1800[17]. Ces contacts aboutirent à la mise en place d'un réseau commercial entre l'Unyamwezi et la côte, et à l'ouverture de nouvelles routes caravanières entre la côte et l'hinterland.

C'est en 1824 que la première caravane non africaine atteignit l'Unyamwezi. En 1831, Lief bin Saʿīd, qui était mi-arabe et mi-nyamwezi, se rendit jusqu'au lac Tanganyika; il envoya sa propre caravane vers l'intérieur des terres en 1837. En 1841, une caravane arabe rejoignit Kazembe après avoir traversé le lac Tanganyika. À la fin de la période étudiée — 1845 —, des négociants de la côte étaient parvenus jusqu'au Buganda, où le *kabaka* leur fit bon accueil pour des raisons non seulement commerciales, mais aussi militaires; car les fusils qu'il pourrait leur acheter lui seraient utiles dans les conflits avec ses voisins. Cette poussée vers l'intérieur était principalement motivée par la hausse du prix de l'ivoire et des esclaves[18].

Plus au nord, l'augmentation de la demande d'ivoire et d'autres produits de la côte suscita l'essor du commerce régional des Miji Kenda avec les Kamba, au début du XIXe siècle. À cette époque, les Miji Kenda avaient déjà mis en place un réseau d'échanges avec les Swahili, les Watta, les Vanga et les Oromo sur les marchés frontaliers. Sur le continent, au marché digo de Mtawe, au sud de Mombasa, les Digo échangeaient avec les Swahili du sorgho, du sésame, des noix de coco et d'autres produits contre des vêtements, du poisson, du fil de fer et des perles. Les Shambaa leur fournissaient du tabac qu'ils revendaient aux Giriama. Vers les années 1830-1840, des caravanes composées de Vumba et de Digo, parties de Vanga, atteignirent Taveta, Chagga, Samburu et même, par la suite, le lac Victoria.

Les Giriama mirent en place leur propre système d'échanges, pénétrant progressivement dans l'intérieur des terres avec les Kamba, à la fin du XVIIIe siècle. Ils étaient devenus, avant même cette période, les principaux fournisseurs de la côte en ivoire, qu'ils se procuraient au moyen de la chasse et du troc avec les Watta et les Oromo. L'essor de la demande de ce produit et le début du tarissement des sources locales d'approvisionnement, vers la fin du XVIIIe siècle, incitèrent les Giriama à se tourner vers l'intérieur et à organiser, pour la première fois, des caravanes en direction du Kitui, où résidaient les Kamba. Les Rabai leur servaient d'intermédiaires dans leurs échanges avec les Swahili. Ils monopolisèrent pratiquement le commerce caravanier avec les Kamba jusque vers les années 1830, lorsque ces derniers commencèrent à les supplanter avec leurs propres caravanes.

17. J. Iliffe, 1979, p. 41.
18. *Ibid.*, p. 42, note qu'à Surat (côte occidentale de l'Inde) les prix de l'ivoire doublèrent entre 1804 et 1808; à Zanzibar, ils sextuplèrent entre les années 1820 et les années 1890.

Les effets socio-économiques de l'essor commercial

L'expansion des Kamba qui se produisit au début du XIXe siècle, à partir des hautes terres fertiles du Mbooni vers des terres plus basses et moins fertiles comme celles du Kitui, les avait contraints à un effort d'adaptation socio-économique. Pour survivre dans les zones moins fertiles, ils durent pratiquer la chasse, l'élevage et le troc. C'est alors qu'apparut la pratique connue sous le nom de *kuthuua* [recherche de nourriture], qui les amena inévitablement à faire du troc avec les peuples voisins, tels que les Kikuyu, les Embu et les Masai. Avec l'arrivée des Giriama, le réseau commercial des Kamba dans la région s'étendit jusqu'à la côte. Vers les années 1820, les Kamba mirent sur pied leurs propres caravanes en direction de la côte, qui regroupèrent de plus en plus de gens à mesure que s'affirmèrent les possibilités commerciales. Dans le nord de l'hinterland est-africain, leurs caravanes dominèrent le commerce caravanier pendant les années 1830, 1840 et 1850, après quoi — comme cela s'était produit dans l'hinterland méridional (Tanganyika) — elles furent supplantées par les caravanes arabes et swahili, plus importantes et mieux armées, qui pénétrèrent résolument à l'intérieur des terres à partir de la fin des années 1850. Ces relations commerciales entre la côte et l'hinterland devaient avoir des répercussions capitales. Elles eurent, par exemple, pour effet de perturber l'habitat traditionnel des Miji Kenda, qui vivaient dans des villages fermés ou fortifiés, les *kaya*. Après 1830, désireux de tenter leur chance dans le négoce, de nombreux Digo, Giriama, Rabai et Duruma quittèrent leurs *kaya* pour s'établir dans les zones environnantes.

Cette dispersion, causée par la recherche d'activités commerciales et de meilleurs pâturages, contribua non seulement à désorganiser la vie collective dans les *kaya*, mais également à saper l'autorité des anciens. La vie s'ordonna autour d'unités plus restreintes — subdivision de clan ou lignage. La distinction selon le groupe d'âge disparut aussi, le phénomène de dispersion rendant de plus en plus problématique l'organisation de cérémonies d'initiation dans les *kaya*. On vit apparaître chez les Miji Kenda et les Kamba de riches individus qui se servaient de la fortune acquise dans le commerce pour se constituer une clientèle et acquérir de l'influence.

Nous avons l'exemple d'un Giriama du nom de Ngonyo qui, à l'instar de son père, entretint des relations commerciales avec les Swahili, les Oromo, les Watta et les Kamba, et fit construire un important village rassemblant les éléments disparates qui constituaient sa clientèle ; ce qui lui permit, ultérieurement, de se faire reconnaître comme chef par les Britanniques. Autre exemple : celui du chef digo Mwakikonge, qui parvint à acquérir le monopole du commerce avec les Vumba et mit à profit les richesses ainsi obtenues pour nouer des alliances personnelles, se constituer une clientèle et même une cour à Dzombo, adoptant le titre de *kubo*.

Les Kamba comptaient également des personnages importants (*andu anene*), dont le pouvoir et l'influence s'appuyaient sur une fortune acquise par le commerce. L'exemple le plus notable est celui de Kivui Mwenda, qui bâtit

sa puissance sur le commerce caravanier entre la côte et le pays kamba, dans les années 1820 et 1830[19]. La taille des caravanes s'accrut à mesure que le commerce se développait. Celles de Kivui comptaient quelque 300 hommes. Son réseau d'alliés englobait les Kitui Kamba, les Embu et les Miji Kenda, et s'étendait jusqu'à Mombasa, dont le gouverneur était un de ses partenaires commerciaux.

Au nord, au-delà de la côte occupée par les Swahili et les Miji Kenda, il existait déjà, semble-t-il, lors des premières décennies du XIXe siècle, un réseau comparable de relations commerciales entre l'hinterland et la côte qui était solidement établi. Au tout début du siècle, Lamu, en supplantant Pate, était devenue le port de commerce le plus important de l'archipel de Lamu. À cette époque, les habitants de Lamu avaient déjà mis en place sur le continent un véritable système de plantation, connu sous le nom de « système konde »[20]. À la même époque, des négociants de l'archipel s'aventurèrent dans l'intérieur, à partir de centres tels que Kau et Kipini sur la rivière Ozi, jusqu'à la rivière Tana, pour échanger avec les Pokomo et les Oromo du bétail, de l'ivoire et des produits agricoles.

Un important réseau commercial reliait les villes du Benadir sur la côte somali — Brava, Merka et Mogadiscio — avec l'intérieur. Au cours du XIXe siècle, les ports du Benadir établirent des contacts avec des centres du sud de l'Éthiopie et du nord de l'actuel Kenya, jusqu'au lac Rodolphe (actuel lac Turkana). Luk (Lugh) et Bardera, sur le Juba, constituaient les centres névralgiques de cet important réseau de routes caravanières. Les négociants somali et boran apportaient dans ces villes de l'ivoire, du bétail et, occasionnellement, des esclaves qui étaient ensuite envoyés vers les marchés proches de la côte, tels qu'Afgoi, à proximité de Mogadiscio et d'Audegle, près de Merka, pour atteindre enfin les ports du Benadir. D'autres groupes somali, tels que les Bimal, les Geledi et les Tunni, approvisionnaient les ports en produits agricoles provenant de la vallée fertile du Webbe Shebele, et servaient également d'agents aux négociants somali dans l'hinterland.

Ces relations commerciales, fondées sur le réseau caravanier qui reliait chaque portion de la côte est-africaine à son arrière-pays, devaient exercer progressivement des effets socioculturels; ce phénomène, déjà décelable à la fin de la période étudiée (1845), devait se développer plus sensiblement au cours de la seconde moitié du siècle. On a déjà évoqué la montée de l'individualisme et l'émergence d'un petit nombre d'individus qui amassaient richesses (fût-ce de façon éphémère), influence et prestige en dehors du cadre social traditionnel. Bien plus répandue encore était la pratique consistant à prendre des épouses étrangères. Ce phénomène devint perceptible, par exemple, chez les Digo et les Rabai au cours du XIXe siècle, par suite de leurs relations commerciales. Ainsi, des liens fondés sur la fraternité de sang se créèrent entre les Miji Kenda, les Oromo, les Kamba et les Swahili.

19. Pour de plus amples détails, voir R. Cummings, 1975; au sujet des Miji Kenda, consulter T. Spear, 1974.
20. Voir M. Ylvisaker, 1975 et 1983.

Par ailleurs, les interactions entre ces groupes, dans l'est du Kenya, favorisèrent l'adoption de nouvelles pratiques rituelles ; au cours du XIXe siècle « de nouvelles méthodes de divination, d'action sur les pluies et de possession spirituelle se répandirent dans l'est du Kenya, les pratiques culturelles individuelles se mêlant à des schémas régionaux[21] ».

La dynamique des changements socio-économiques entraîna des transformations culturelles dans les villes côtières et chez certains groupes de l'intérieur. Le développement du commerce caravanier s'accompagna d'une croissance et d'une diversification ethnique de la population de ces villes qui virent affluer des Arabes, des Africains venus du Nord et, plus encore, des esclaves. L'accroissement du nombre des esclaves dans les plantations et des esclaves domestiques, ainsi que la généralisation concomitante de la pratique du concubinage favorisèrent l'interaction et l'intégration ethniques et culturelles afro-arabes et afro-swahili, y compris au sein de l'aristocratie dirigeante et même au palais du sultan. La plupart des épouses de Saʿīd étaient africaines, et ses enfants parlaient kiswahili plutôt qu'arabe. Tous les sultans qui succédèrent à Saʿīd au cours du XIXe siècle naquirent d'une esclave. Comme devaient l'observer de nombreux visiteurs étrangers, la préservation de l'identité arabe devint dès lors plus malaisée.

Avec le temps, de sensibles différences culturelles apparurent entre l'Omanais ou l'Arabe yéménite « pur » et son homologue sédentaire, swahilisé ou africanisé, des villes swahili. Les premiers furent désignés sous le nom de *Mmanga* ou *M-Shihiri*. La mise en place de la suzeraineté des Busaʿidi et l'afflux de nouveaux groupes venus du Nord et du Yémen contribuèrent à faire éclater les anciennes stratifications sociales, par exemple à Lamu, et favorisèrent l'émergence de nouvelles structures[22]. Vers 1850, sur les 150 000 habitants que comptait Zanzibar, quelque 60 000 étaient des esclaves[23]. Les Mazrui, chassés de Mombasa en 1837, s'établirent à Gasi, au sud de leur ancienne place forte, et à Takaungu, au nord, et nouèrent des relations étroites respectivement avec les Digo et les Giriama. Beaucoup furent initiés dans le clan des anciens, chez les Giriama. Ngonyo devint l'allié d'un grand nombre d'entre eux. Les esclaves étaient importés de Zanzibar et du Mrima. Les Mazrui firent de Gasi et de Takaungu leurs nouvelles bases politico-économiques, en s'alliant aux Digo et aux Giriama pour parvenir à cet objectif.

Des changements se produisirent parallèlement dans l'arrière-pays, où de nombreux groupes connurent un phénomène de « changement d'échelle » du fait de leurs contacts avec le commerce caravanier et de leur participation à ce commerce. Ils se mirent à imiter ou à adopter la culture des régions côtières. Ainsi, le port de la tunique swahili, *kanzu*, se développa jusqu'au Buganda ; le chef yao Mataka, déjà mentionné, était fier de ses efforts pour transformer sa région selon le modèle côtier. Il rebâtit sa capitale dans le style

21. T. Spear, 1981, p. 131.
22. Voir A. el-Zein, 1974, et A. H. Prins, 1971.
23. J. Iliffe, 1979, p. 42.

de la côte en l'ornant de manguiers[24]. D'autres dirigeants africains devaient l'imiter par la suite, tels le fils de Kimweri, Semboja ; le chef des Mazinde, qui s'habillait à l'arabe et prisait la cuisine swahili ; le chef haya, le *rumanyika* de Karagwe, dont le palais était décoré d'objets de luxe apportés de la côte par les caravanes, et notamment d'oiseaux empaillés, de miroirs et de pendules.

Au cours de la première moitié du XIXe siècle, l'islam commença à s'implanter dans l'hinterland. Non seulement il faisait des adeptes parmi les familles dirigeantes, mais aussi, pour la première fois, il commençait à pénétrer dans les zones rurales. Tout près de la côte, c'est chez les Digo et les Segeju qu'il rencontra le meilleur accueil. Parmi les autres groupes miji kenda, il ne devait pas exercer d'influence sensible avant le dernier quart du siècle. Il se propagea chez les Baganda peu après l'arrivée du négociant missionnaire arabe Aḥmad ibn Ibrāhīm, en 1844[25]. Lorsque les missionnaires chrétiens arrivèrent au Buganda, dans les années 1870, le *kabaka* Mutesa observait déjà des rites islamiques tels que le jeûne, et de nombreuses mosquées avaient déjà été construites. À cette époque également, l'influence de l'islam se faisait sentir, quoique à une échelle plus modeste, à Bonde, à Uzigua et sur le plateau Makonde.

Une fois accepté, l'islam tendait à prendre une forme syncrétique. Par ailleurs, certaines sociétés introduisaient des éléments islamiques dans leur religion traditionnelle, ou incorporaient des pratiques, des personnages et des esprits de la côte dans leurs rites religieux. Ainsi, certains esprits kamba avaient des noms swahili ; le nom du sultan de Zanzibar, Barghash, était mentionné dans les rites sukuma[26].

Le kiswahili se répandit davantage que l'islam dans l'arrière-pays, en particulier au Tanganyika. Vers les années 1850, Richard Burton constatait qu'il était largement parlé par les Sagara et les Gogo, et que, dans la quasi-totalité des ethnies de l'intérieur, il se trouvait des personnes capables de le parler[27].

En sus de cette influence culturelle de la côte sur l'hinterland — qui garda cependant un caractère limité au cours de la première moitié du XIXe siècle —, il y avait également des phénomènes d'interaction culturelle entre les groupes de l'hinterland. Par ailleurs, il convient de noter que certains de ces groupes, en particulier ceux qui étaient éloignés des routes caravanières, opposaient une grande résistance aux négociants de la côte et à leur culture. En fait, d'importantes mutations survinrent dans l'hinterland indépendamment du commerce caravanier ou n'ayant que très peu de rapport avec celui-ci. De nombreuses sociétés de l'intérieur ne considéraient pas le commerce avec la côte comme nécessaire à leur vie économique.

Ainsi, pendant la première moitié du XIXe siècle, les Kikuyu poursuivirent leur expansion dans la région fertile et boisée des hauts plateaux centraux du Kenya actuel. L'abondance de nourriture fit croître la population et

24. *Ibid*., p. 78.
25. Voir A. Oded, 1974, et A. B. Kasozi, 1974.
26. J. Iliffe, 1979, p. 79.
27. *Ibid*., p. 79.

favorisa le troc des produits excédentaires avec les peuples voisins tels que les Kamba. Les mêmes relations existaient, jusqu'à un certain point, avec les Masai qui contribuèrent à confiner les Kikuyu dans les zones forestières, qu'ils défrichèrent progressivement pour répondre aux besoins en espace et en nourriture de leur population en expansion. Les Kikuyu, comme les Kamba, n'avaient pas de système politique centralisé. Les familles installées sur les différentes zones de collines, et placées sous l'autorité d'un chef, étaient généralement indépendantes les unes des autres ; il y avait cependant des relations entre plusieurs groupes ; et certains chefs tentèrent d'imposer par la force leur autorité à d'autres groupes. Les activités commerciales des Kikuyu restèrent plus localisées et n'atteignirent jamais la côte. Même lorsque les caravanes swahili-arabes pénétrèrent dans l'intérieur, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, les Kikuyu ne cherchèrent nullement à établir avec elles des liens commerciaux importants.

En 1800, la puissance légendaire des Masai s'était considérablement affaiblie. Ce groupe de Nilotes de la plaine était parvenu aux limites de son expansion. Il s'était aussi divisé en deux, entre les pasteurs qui occupaient les plaines de la Rift Valley s'étendant entre le centre du Tanganyika et celui du Kenya, et un plus petit nombre d'agriculteurs, les Iloikop ou Kwavi, qui habitaient la zone séparant le mont Kilimandjaro des hauts plateaux du Kenya. L'histoire des Masai au cours de la période étudiée est dominée par la lutte que se livrèrent ces deux groupes, d'une part, et les guerres civiles provoquées par plusieurs *laibon* qui cherchaient à s'emparer du pouvoir, d'autre part.

Ces conflits aboutirent à la dispersion des Masai dans l'hinterland, ce qui contribua beaucoup à empêcher les commerçants arabes et swahili de pénétrer plus tôt à l'intérieur des terres. Des incursions de Kwavi eurent lieu aux environs de Mombasa. En 1837, une escarmouche entre les Kwavi et un groupe arabo-swahili eut lieu en dehors de la ville, au cours de laquelle ces derniers subirent de lourdes pertes. Des auteurs de l'époque, comme le missionnaire J. L. Krapf, font état de la menace continuelle que les Kwavi représentaient pour les Miji Kenda, ce qui explique la nature défensive du système des *kaya*.

A l'ouest de la Rift Valley, des peuples vinrent s'installer dans la région des Grands Lacs. Il s'agissait de groupes bantu, comme les Luyia, les Baganda, les Basoga, etc., et nilotiques, comme les Luo, les Acholi et autres. La première moitié du XIXe siècle apparaît comme une période de déplacements, d'établissements et de mouvements incessants de peuples dans cette région, ainsi que celle de la cristallisation de divers systèmes politiques au sein de différents groupes à qui ils conféraient une identité propre. C'est, par exemple, le cas du Buganda qui se dota d'un système de gouvernement centralisé, dirigé par un chef (le *kabaka*) arborant les insignes de ses fonctions — tambour, tabourets et lances — et son collège de conseillers, le l*ukiko*. Au XIXe siècle, le Buganda, dominé jusque-là par le royaume de Bunyoro, affirma sa puissance et son expansionnisme.

En revanche, les groupes de langue bantu vivant sur les rives orientales du lac Victoria ne se donnèrent pas de gouvernement centralisé (sauf le

royaume de Wanga). Chaque clan constituait sa propre entité politique et sociale. Les anciens nommaient parmi eux le sage chargé de l'administration des affaires, auquel il conférait le titre d'*omwami*, *omukali* ou *omukasa*[28]. Le royaume de Wanga, qui au XIXe siècle avait déjà un roi rituel, le *nabongo*, n'était à l'origine qu'une modeste chefferie. On attribue l'expansion de cet État à l'habileté de ses dirigeants, qui lui permit de prendre nettement l'avantage sur ses voisins puis, avec le temps, de les dominer dans une très large mesure. Le royaume devait établir des relations avec les marchands de la côte lorsque ceux-ci pénétrèrent plus profondément à l'intérieur des terres dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le *nabongo* Mumia espérait se servir d'eux pour revigorer son royaume déclinant, en échange de l'octroi d'une base commerciale.

Au cours de la première moitié du XIXe siècle se produisit également un événement historique important: l'invasion du Tanganyika intérieur par les Nguni, qui entraîna de profondes répercussions politiques. Cette invasion, tout comme le commerce caravanier, devait exercer des effets à la fois positifs et négatifs sur les sociétés de l'intérieur. Sur le plan politique, ces deux processus favorisèrent la formation d'États ou leur consolidation dans certaines régions, leur désintégration dans d'autres. Mais tous ces phénomènes survinrent au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, c'est-à-dire après la période examinée ici.

Le commerce international des Omanais

L'étude a montré que les sociétés de l'intérieur réagirent de façon très diverse aux contacts avec le commerce caravanier, de même que les conséquences sociales, politiques et économiques de ces contacts sur ces sociétés furent très variées. D'une manière générale, l'hinterland fut beaucoup plus influencé par la côte au Tanganyika qu'au Kenya, pendant la période étudiée.

Il convient maintenant d'évoquer plusieurs développements importants que connut la côte au cours de cette période. Saʿīd ibn Sultan prit une décision importante et d'une très grande portée sur le plan économique: celle d'encourager les Indiens à commercer et à s'établir dans la région. Les relations commerciales entre l'Asie et la côte est-africaine étaient antérieures au XIXe siècle, mais la présence asiatique n'était guère visible à Zanzibar ou sur le littoral du continent. Saʿīd, qui appréciait le sens des affaires des Asiatiques et leur compétence dans ce domaine, estima qu'ils pourraient contribuer utilement au développement commercial et à la mise en valeur de son empire. En 1804, le recouvrement des droits de douane à Zanzibar fut affermé à un marchand asiatique. En 1811, un nombre appréciable d'Indiens s'étaient établis dans la capitale et, à partir de ce moment-là, ils commencèrent à jouer un rôle important — bientôt prépondérant — en tant qu'agents

28. G. S. Were, 1968, p. 195.

des douanes, courtiers, financiers, prêteurs et grossistes. Si l'installation d'un nombre croissant d'Asiatiques à Zanzibar et, très vite, dans certaines villes du continent ne leur donna aucune influence politique, elle leur assura une position économique prépondérante et inégale. Jairam Sewji, par exemple, s'enrichit considérablement entre 1834 et 1853, période pendant laquelle le recouvrement des droits de douane lui fut affermé, tout comme Taria Topan après lui. Bien que leurs propres revenus se soient accrus à mesure qu'augmentaient les droits de douane, les sultans de Zanzibar demeurèrent constamment endettés vis-à-vis des Asiatiques chargés du recouvrement. Par ailleurs, les capitaux et les marchandises des Asiatiques devinrent indispensables aux caravaniers arabes et swahili. Inévitablement, les intermédiaires et les financiers asiatiques s'approprièrent une part beaucoup plus considérable des profits du commerce caravanier.

Une autre initiative de Saʿīd digne d'être mentionnée, qui constitue un jalon dans l'histoire économique de la région, est l'introduction à Zanzibar de la culture du giroflier, qui permit à l'île de dominer presque entièrement, vers 1850, le marché international des clous de girofle[29]. Cela marqua le début de l'économie de plantation qui devait compléter le commerce des marchandises transportées, par bateaux et par caravanes, par les peuples de la côte. Saʿīd avait remarqué très tôt la fertilité du littoral et, en particulier, celle de la terre de Zanzibar; c'est d'ailleurs l'une des raisons du transfert de sa capitale dans l'île. Avant la culture des girofliers, le seul produit qu'elle exportait était la noix de coco, tandis que pour Pemba c'était traditionnellement le riz. Les premières pousses de girofliers furent apportées de la Réunion par un Arabe omanais, Sāleh ibn Haramil al-Abry, qui les aurait, dit-on, soit plantées, soit offertes au sultan. C'est Saʿīd qui développa la culture de ce produit et en devint initialement le principal exportateur. Avec quelque quarante-cinq plantations entretenues par de la main-d'œuvre servile, il produisit les deux tiers des 8 000 frasilas (une frasila correspond environ à 16 kilos) exportées de Zanzibar en 1840. Bombay, grand consommateur de clous de girofle, en importa de cette île pour 29 000 dollars en 1837-1838. « Cinq ans plus tard, les importations en provenance de Zanzibar atteignaient le chiffre de 97 000 dollars et distançaient celles de tous les autres pays[30]. »

Au cours des dix dernières années étudiées (1835-1845), les Arabes omanais de Zanzibar développèrent la culture du girofle au point d'en négliger celle des autres produits, comme la noix de coco et le riz. Certains anciens marchands caravaniers se mirent à cultiver le girofle, si bien que, aux alentours des années 1840, les grandes familles omanaises de Zanzibar et de Pemba s'adonnaient toutes à cette culture. L'industrie du girofle représenta un puissant stimulant pour la traite des esclaves, car elle avait besoin d'une main-d'œuvre abondante au cours de la saison de la pousse et de la récolte,

29. Aucun document sur l'histoire de Zanzibar ne peut omettre de mentionner la production des clous de girofle. Celui de F. Cooper (1977) offre une bonne étude de cette culture à Zanzibar et à Pemba.

30. F. Cooper, 1977, p. 51.

ainsi que pour l'acquisition de terres, qui se faisait par plusieurs moyens : occupation des terres inoccupées dans les deux îles ; versement d'un fermage symbolique aux populations locales ; achat et, à mesure qu'une plus grande rentabilité était escomptée, expropriation. C'est de cette façon que les Arabes omanais acquirent leurs plantations de girofliers dans le nord et l'ouest de Zanzibar, tandis que ses habitants wahadimu en étaient réduits à l'agriculture de subsistance et à de petites cultures de rapport dans les parties sud et est de l'île[31]. À Pemba, en revanche, leurs plantations se trouvaient au milieu des exploitations des habitants wapemba qui cultivaient, eux aussi, le girofle, mais à une moindre échelle. De meilleures relations s'établirent entre les deux groupes à Pemba, car les arrangements en vigueur étaient de nature à limiter les conflits fonciers.

Les traités commerciaux signés par Saʿīd avec les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et des États allemands contribuèrent largement à favoriser l'essor de l'« empire » commercial de Zanzibar en Afrique orientale. En particulier, les relations avec les États-Unis stimulèrent notablement cette expansion. Le traité signé en 1833, alors que Saʿīd était occupé par ses plans de développement économique de l'île, lui fournit le marché dont il avait besoin. Les Américains bénéficiaient de conditions très favorables : droit de 5 % sur les marchandises américaines importées en Afrique orientale et franchise sur les marchandises que les Américains y achetaient. Après la signature du traité, les mouvements de navires américains dans les eaux est-africaines augmentèrent sensiblement. Ils emportaient des marchandises telles que l'ivoire, le copal et, lorsque leur culture se développa, de grandes quantités de clous de girofle, et apportaient à Zanzibar du sucre, des perles, des articles en cuivre, des fusils, de la poudre et des cotonnades qui devinrent célèbres en Afrique orientale sous le nom de *« merekani »* [américaines]. Le montant des ventes américaines passa de 100 000 dollars en 1838 à 550 000 à la mort de Saʿīd en 1856, les cotonnades enregistrant la plus forte progression[32].

Supplantant la Grande-Bretagne, les États-Unis devinrent la première puissance commerciale occidentale dans les eaux d'Afrique orientale. C'est précisément cette crainte d'être évincés par les Américains qui incita les Britanniques à signer un traité analogue avec Saʿīd, en 1839. Malgré cela, les intérêts commerciaux britanniques — si l'on excepte ceux des sujets britanniques asiatiques — et la part de la Grande-Bretagne dans le commerce de l'Afrique orientale déclinèrent au cours de la période étudiée. En dépit de ses réserves initiales, Saʿīd signa un traité avec les Français en 1844. Les Britanniques avaient avivé la méfiance de Saʿīd quant aux visées françaises. Après l'établissement d'un consulat français à Zanzibar en 1844, la rivalité franco-britannique continua par intermittence, de sorte que Saʿīd dut déployer des trésors de sagacité pour préserver une position neutre ou

31. *Ibid.*, p. 58, qui ajoute « cette injuste répartition ethnique des terres est à l'origine de bien des tensions qui se produisirent au cours du XIXe siècle ».
32. C. S. Nicholls, 1971, p. 332.

exploiter cette rivalité à son profit. Cependant, son besoin du soutien militaire des Britanniques à Oman contribua à accroître le rôle politique de ces derniers. Ainsi, Atkins Hamerton, le consul britannique, en vint à exercer une influence non négligeable, et même parfois un certain pouvoir sur le sultan-*imām* des Busaʿidi. Après s'être entretenu avec Hamerton en 1851, le consul américain Ward notait même que les Britanniques envisageaient de prendre le contrôle de la côte est-africaine dans un très proche avenir. Pour les Britanniques, cette influence politique compensait largement leur déclin commercial en Afrique orientale[33].

Ce fut Hamerton qui en 1845, après deux années de négociations, persuada Saʿīd de signer un traité interdisant l'exportation des esclaves en dehors des territoires est-africains contrôlés par le sultan. Le développement des plantations de girofliers et l'exportation des esclaves avaient entraîné une intensification de la traite en Afrique orientale. Les estimations du trafic de « cargaisons humaines » transportées au cours du XIXe siècle n'ont jamais été très fiables. Les spécialistes ont eu, par la suite, tendance à considérer comme exagérés les chiffres avancés à l'époque par les visiteurs, officiers de marine, missionnaires et explorateurs européens, mais leurs propres estimations sont divergentes. E. A. Alpers[34] conteste le chiffre de 20 000 esclaves par an avancé par C. S. Nicholls. Il indique qu'A. M. H. Sheriff[35] est au-dessous de la vérité lorsqu'il fournit le chiffre de 2 500 esclaves par an au cours des années 1830 (chiffre fondé sur le nombre des esclaves importés par Mascate, Kharaq et Basra), car il sous-estime l'importance des esclaves domestiques en ne tenant compte que de ceux qui travaillaient dans les plantations de palmiers dattiers du golfe Persique. Pour sa part, F. Cooper ne donne aucun chiffre. Il se contente de noter que l'exportation d'esclaves de Zanzibar vers le Golfe était une activité très lucrative pendant la première moitié du XIXe siècle. De toute évidence, l'accord conclu par Hamerton ne concourut guère à réduire la demande locale et extérieure d'esclaves.

Au total, on peut dire que Saʿīd a pris une série d'initiatives économiques et commerciales qui ont contribué non seulement à faire de Zanzibar l'un des comptoirs les plus importants de la côte est-africaine — Zanzibar importait des produits manufacturés d'Inde, d'Europe et des États-Unis d'Amérique, et exportait des clous de girofle, de l'ivoire, des esclaves, des cornes de rhinocéros, du copal et d'autres produits —, mais aussi à faire entrer l'économie de l'Afrique de l'Est dans la mouvance du système capitaliste occidental; cela permit d'enrichir les négociants asiatiques, européens et américains au détriment des sociétés autochtones, entraînant ainsi leur sous-développement.

Dans ce système capitaliste marchand, l'exploitation des ressources humaines et matérielles des sociétés est-africaines revêtait la forme d'un

33. *Ibid.*, p. 187.
34. F. Cooper, 1977, p. 43; E. A. Alpers, 1973, p. 185-193.
35. A. M. H. Sheriff, 1971.

échange inégal qui s'établit durablement entre, d'une part, les marchands étrangers parasites installés à Zanzibar et, d'autre part, les peuples de la côte et de l'intérieur.

Les profits très substantiels ainsi réalisés étaient transférés en Europe, en Amérique et en Inde, et n'étaient pratiquement jamais investis dans le développement matériel ou technique de l'Afrique orientale. Les articles importés, qui étaient échangés contre des produits est-africains tels que l'ivoire, étaient des articles de consommation peu coûteux qui ne pouvaient servir à la formation de capital. L'importation de certains de ces articles nuisait aux industries locales: l'industrie textile de Lamu et des ports du Benadir fut durement touchée par l'importation de cotonnades asiatiques tout d'abord, puis de cotonnades américaines.

Par ailleurs, l'exportation d'esclaves, les luttes entre les groupes et les incursions qui les accompagnaient réduisirent les ressources en main-d'œuvre dans l'intérieur du Tanganyika, contribuant à aggraver le sous-développement de la région[36] et à l'« entraîner inéluctablement vers une impasse »[37].

Conclusion

Au cours de la période étudiée (1800-1845), la région côtière et l'hinterland de l'Afrique orientale se composaient de cités-États et de sociétés de l'intérieur, pratiquement indépendantes les unes des autres sur le plan politique, qui faisaient du commerce régional et local et même, dans le cas des populations de la côte, du commerce transocéanique.

Lorsque les Busaʿidi imposèrent leur domination, la plupart des villes côtières prêtèrent formellement allégeance à Zanzibar; mais, en fait, les chefs locaux conservèrent un réel pouvoir. Cette période vit se développer le commerce caravanier de longue distance, sous l'impulsion de groupes africains de l'intérieur, tels que les Yao et les Nyamwezi. Cependant, l'essor de la demande d'esclaves, d'ivoire et d'autres produits incita fortement les caravanes arabes et swahili à pousser vers l'intérieur.

Le commerce caravanier devait avoir des incidences sociales, économiques et culturelles sur de nombreuses sociétés de l'intérieur, encore que certaines se maintinrent totalement à l'écart. L'islam et, bien plus encore, le kiswahili se répandirent dans l'intérieur. Les missionnaires chrétiens ne vinrent qu'après 1845. Par ailleurs, indépendamment du commerce caravanier, d'autres événements importants survinrent dans l'arrière-pays, en particulier l'invasion des Nguni, qui devait avoir de grandes conséquences, contribuant notamment à former certains États et à en désintégrer d'autres.

Enfin, la création et l'essor de l'empire commercial de Zanzibar conduisirent à un échange très inégal entre les représentants du capitalisme oriental

36. Il existe un grand nombre de travaux sur cette question; voir, par exemple, W. Rodney, 1972; J. Iliffe, 1979, p. 66-77; R. Gray et D. Birmingham (dir. publ), 1970; B. Swai, 1984; A. M. H. Sheriff, 1974 et T. Spear, 1981.

37. Citation par J. Iliffe (1979) de A. D. Roberts, 1970*b*.

et occidental — les marchands asiatiques, européens et américains — et les populations autochtones de la côte et de l'intérieur, le premier groupe tirant des profits disproportionnés du commerce international qu'il animait, développait et contrôlait. Ce phénomène conduisit à son tour au sous-développement de l'Afrique orientale.

CHAPITRE 10

La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1845 à 1880

Isaria N. Kimambo

Dans le chapitre précédent, l'on a pu voir comment, dans le premier quart du XIXe siècle, la plupart des sociétés de l'hinterland est-africain s'étaient développées indépendamment les unes des autres. Ce n'était certainement pas des sociétés stagnantes comme les descriptions de certains anthropologues tendraient à nous le faire croire. Des États plus ou moins importants s'étaient constitués dans la zone qui s'étend de la région des Grands Lacs à la Tanzanie occidentale, centrale et du Nord-Est. Des communautés à vocation pastorale et agricole s'étaient fixées dans les zones montagneuses et dans la Rift Valley. Ces sociétés étaient pour la plupart en train de se transformer. Des groupes continuaient à émigrer vers des régions moins propices à l'agriculture et qui étaient restées jusque-là inhabitées, alors même que l'influence de migrations plus récentes, comme celles des Luo et des Masai (Masaï), n'était pas encore entièrement absorbée par leurs voisins. Seules la région côtière immédiate et les îles de Zanzibar et de Pemba avaient été entraînées dans le système économique international. Au début des années 1840, l'Afrique orientale fut le théâtre de deux invasions distinctes: l'invasion commerciale, qui devait faire entrer l'arrière-pays dans le système économique international, et l'invasion nguni venant d'Afrique australe, qui provoqua divers mouvements et transformations dans les sociétés existantes. Deux autres facteurs importants ont marqué cette période: la lutte entre les groupes masai et la pression croissante des intérêts européens en Afrique orientale. Ce chapitre se propose d'examiner brièvement ces facteurs dans la période qui va de 1845 à 1884.

La pénétration omanaise et l'expansion commerciale

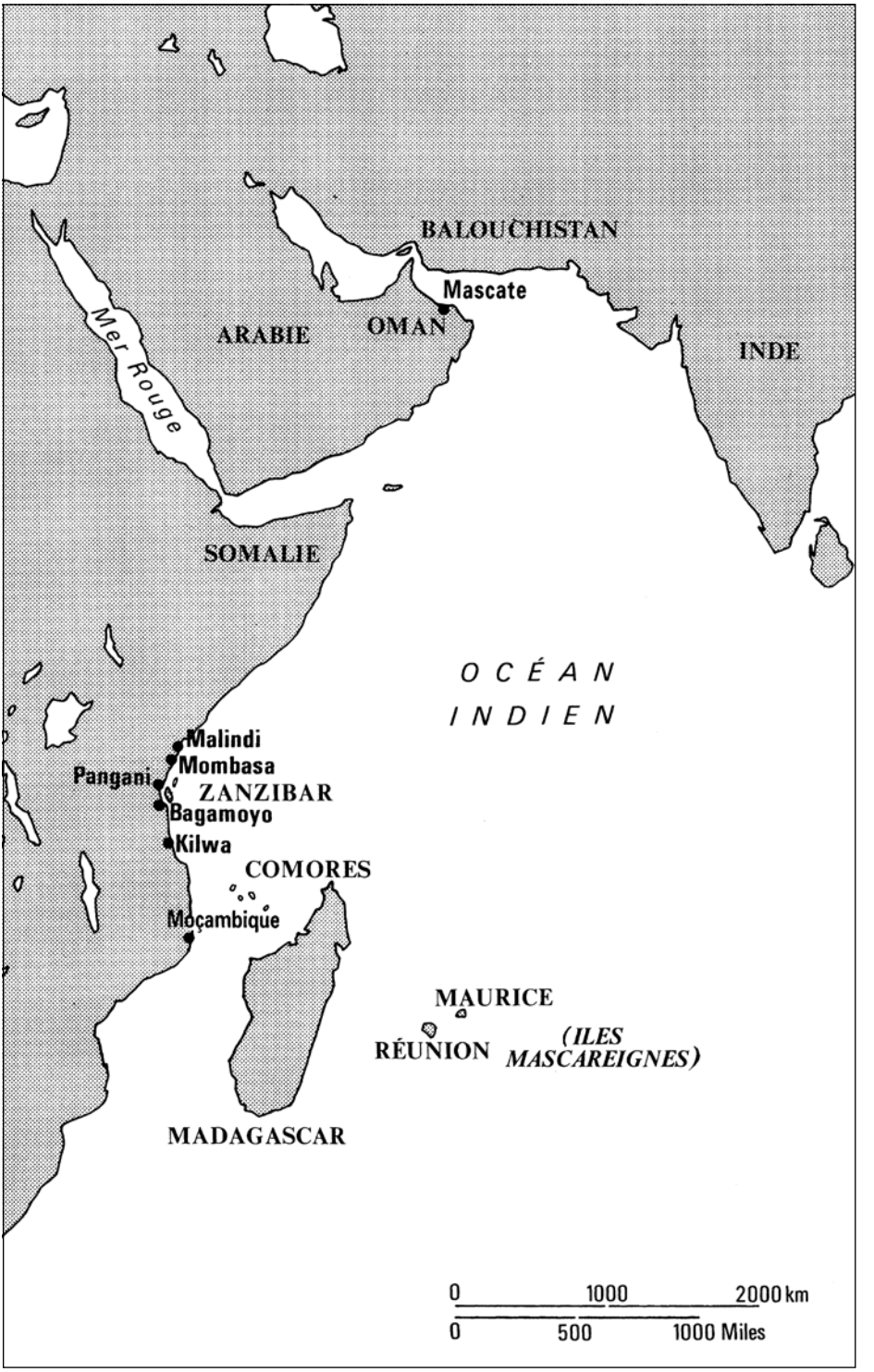
Le déplacement des intérêts politiques et commerciaux omanais d'Oman vers Zanzibar et Pemba, et plus indirectement jusqu'aux cités côtières, a été étudié dans le chapitre précédent. C'est aussi au début du XIXe siècle que remontent les causes profondes du développement d'un empire commercial qui parvint à pénétrer au cœur de l'Afrique orientale. À partir de 1840, le trafic de l'ivoire et des esclaves prit rapidement de l'extension et entraîna l'arrière-pays dans le réseau commercial déjà établi sur le littoral.

On a tendance à établir une corrélation entre l'ivoire et les esclaves étant donné que, dans la plupart des cas, ils provenaient de la même région et que les esclaves pouvaient servir au transport de l'ivoire. Mais cette corrélation est superficielle et a été surestimée. Il est toutefois évident que, pour le commerce lointain, tant l'ivoire que les esclaves étaient échangés contre d'autres marchandises, telles que tissus, fils de fer et perles.

Une corrélation bien plus importante repose sur le fait que ces deux produits étaient liés à un système commercial international qui allait réduire l'Afrique orientale à un rôle subalterne et influer sur son développement dès avant l'instauration du régime colonial. L'Afrique orientale se trouvait ainsi engagée dans le système économique capitaliste bien avant les débuts effectifs du colonialisme.

L'avènement d'un système économique fondé sur les plantations — d'abord celles de l'île Maurice et de la Réunion, sous domination française, mais surtout celles de girofliers à Zanzibar et à Pemba — provoqua l'essor du commerce des esclaves à l'intérieur de l'Afrique orientale. Lorsque Sayyid Saʿīd déplaça ses intérêts commerciaux de Zanzibar vers l'Afrique orientale, la traite des esclaves à destination de l'île Maurice avait déjà été freinée par l'intervention des Britanniques qui s'emparèrent de l'île en 1810. Mais Sayyid Saʿīd encouragea le développement des plantations de girofliers et de cocotiers à Zanzibar et à Pemba. Quand il transféra sa capitale à Zanzibar, peu après 1840, la culture des girofliers constituait déjà la principale activité économique, dont le travail servile était le moteur. Cet état de choses favorisa l'apparition d'une classe de propriétaires terriens, constituée d'abord principalement d'Arabes, puis, vers les années 1860, aussi de Shīrāzī et d'Indiens. On estime généralement que, à partir de 1860, les îles de Zanzibar et de Pemba recevaient près de 10 000 esclaves par an — sans compter ceux qui étaient destinés à l'approvisionnement des marchés étrangers (surtout arabes). On a pu établir que, dans les années 1860, le seul marché de Zanzibar ne recevait pas moins de 70 000 esclaves par an, et que le trafic le plus important avait débuté après 1840[1]. Bien que ces chiffres aient pu être fortement exagérés, ils indiquent néanmoins que le commerce des esclaves s'était développé de façon considérable dès le milieu du XIXe siècle.

1. E. A. Alpers, 1967, p. 11 ; 1974, p. 236.



10.1. *L'océan Indien au XIXe siècle.*
[*Source :* tiré de P.D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, *African history*, 1978, p. 394.]

Le second produit commercial en provenance d'Afrique orientale était l'ivoire. Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment le marché de l'ivoire avait commencé à se développer dans les premières décennies du XIX^e siècle, développement dû à la demande croissante d'un Occident industrialisé que le marché traditionnel de l'Inde ne suffisait plus à satisfaire. Auparavant, l'Europe et les États-Unis d'Amérique se procuraient ce produit en Afrique occidentale. Mais la demande d'ivoire africain s'accrut lorsqu'on s'aperçut qu'il était d'une qualité supérieure (moins dur), plus propre à la fabrication des articles de luxe, tels que peignes, boules de billard et touches de piano, que réclamaient les classes les plus aisées de la société. Tous les efforts déployés par les Britanniques pour exercer un contrôle direct sur ce marché, à partir de l'Afrique orientale, échouèrent, parce que les marchands indiens étaient déjà bien implantés dans la région, et qu'ils expédiaient l'ivoire sur Bombay d'où il était ensuite réexporté vers l'Europe. Seuls quelques Américains réussirent peu à peu à devenir les premiers marchands occidentaux de Zanzibar, tout en restant largement tributaires de leurs concurrents indiens.

Il va de soi que les termes de l'échange, dans ces deux commerces particuliers, étaient très avantageux pour ceux qui les pratiquaient. De grandes routes commerciales rayonnaient à partir des villes côtières (Kilwa, Bagamoyo, Pangani, Tanga et Mombasa) jusqu'à plusieurs points de l'arrière-pays, si bien que, après 1870, la plus grande partie de la région correspondant aujourd'hui à la Tanzanie, au Kenya, à l'Ouganda, au Zaïre oriental, au nord de la Zambie, au Malawi et au Mozambique septentrional, formait un immense hinterland relié à Zanzibar par l'intermédiaire de ces villes côtières et par là même intégré, à des degrés divers, au réseau commercial international.

Il est tentant de ne voir dans cet essor du commerce lointain qu'un épisode malheureux dont il se trouva que les Africains furent les impuissantes victimes. Et il est certain que la traite, qui avilit l'être humain, a laissé dans les sociétés de l'Afrique orientale des séquelles personnelles et morales particulièrement funestes. Bien plus grande, cependant, a été l'influence du commerce dans son ensemble sur le développement effectif des sociétés considérées. Les Africains, en l'occurrence, ne s'en tinrent pas au rôle de spectateurs. Nous montrerons par quelques exemples que, dans bien des cas, ils prirent eux-mêmes l'initiative d'établir des relations commerciales avec la côte. Il est pourtant difficile d'évaluer à sa juste mesure l'incidence économique générale de cette invasion commerciale sur les sociétés africaines. Il est plus facile de reconnaître les apports tangibles de la pénétration côtière aux territoires de l'intérieur, sous la forme, par exemple, d'espèces nouvelles — le maïs et le riz —, ou ses effets culturels, représentés par l'extension de l'islam et, de manière plus significative encore, par les progrès de la langue swahili. Mais quels en furent les effets économiques ?

Philip D. Curtin, évaluant les effets d'un commerce du même genre, mais dans la région de la Sénégambie, conclut : « Les données sont largement assez précises pour que l'on puisse affirmer de manière générale que, malgré

la probabilité de mouvements inverses très marqués pendant les temps de guerre, les termes de l'échange se sont considérablement modifiés en faveur de la Sénégambie pendant près de deux siècles. Même si les estimations sont inférieures de moitié, ou supérieures du double, aux chiffres réels, cette amélioration d'ensemble a dû se traduire, entre 1680 et 1830, par une multiplication de cinq à vingt des avantages reçus. Pour prendre une estimation moyenne, à la fin de la période considérée, les Sénégambiens recevaient dix fois plus que ce qu'on leur donnait, cent cinquante ans auparavant, pour le même volume de biens d'exportation[2]. »

Il n'existe malheureusement pas de données comparables pour l'Afrique orientale. R. Coupland, à partir des statistiques relatives à Zanzibar et à certains centres côtiers, a pu montrer, par exemple, que le profit annuel de Kilwa atteignait 120 000 livres en 1876; et que, de 1869 à 1876, les recettes des douanes de Zanzibar étaient passées de 65 000 livres à plus de 100 000 livres par an[3]. Cela semble indiquer qu'il y aurait lieu de procéder, au moins dans le cas de Zanzibar, à une étude analogue à celle de la Sénégambie. Mais il est probable qu'elle ne nous apprendrait pas grand-chose des nombreuses sociétés de l'arrière-pays qui participaient aux activités commerciales. On sait que, en 1870, l'économie de plantation, fondée sur une main-d'œuvre servile, avait commencé à s'étendre à la côte et à l'intérieur de la région, le long des routes caravanières, afin surtout de produire les denrées (céréales) nécessaires à l'alimentation des couches aisées et des classes laborieuses de Zanzibar et de Pemba, et de pourvoir aux besoins des grandes caravanes qui s'enfonçaient dans l'arrière-pays ou qui en revenaient[4]. Le tableau reste cependant incomplet. En outre, même dans l'hypothèse où on pourrait l'achever, démontrer que le producteur africain obtenait à tel moment plus que ce qu'il recevait auparavant ne changerait pas le caractère d'exploitation du système commercial capitaliste international de l'époque. En fait, les commerçants de la côte et leurs alliés africains n'étaient que les intermédiaires des négociants européens, à qui revenait la plus grande part des profits. Le producteur africain était exploité non seulement par les intermédiaires, mais aussi par les commerçants européens. La situation apparaît encore plus dramatique si l'on songe que des êtres humains faisaient l'objet de ce commerce ! On peut ajouter que, entraînés ainsi dans le système économique mondial, dans des conditions peu avantageuses pour eux, les Africains de l'Est consacrèrent leur énergie non pas à poursuivre pour leur propre bien le développement de leurs économies, mais à fournir des matières premières et de la main-d'œuvre qu'ils échangeaient contre des produits manufacturés étrangers (articles de luxe pour la plupart), utiles seulement à certaines couches de la société. Parfois, ce commerce eut pour effet de faire disparaître des industries locales qui produisaient des articles analogues, ou d'en freiner l'essor. Tel fut le sort de l'industrie du tapa, dans

2. P. D. Curtin, 1975, p. 340.
3. R. Coupland, 1939, p. 227, 319 et 320; voir aussi J. M. Gray, 1963, p. 241.
4. A. Smith, 1963, p. 296.

la région du lac Victoria, et de celle du tissage à la main, dans le sud-ouest de la Tanzanie.

Ce rattachement du vaste hinterland est-africain à la côte ne résulta pas seulement de l'ouverture de nouvelles routes commerciales de la côte vers l'intérieur, ni non plus de la pénétration arabe et swahili dans le continent. Elle se fit également par la transformation et l'adaptation des réseaux commerciaux existants. Pour plus de clarté, nous diviserons les grandes routes du commerce lointain selon quatre axes principaux: celui qui reliait Kilwa à l'hinterland; celui de la Tanzanie centrale; celui qui suivait la vallée du Pangani et celui qui partait de Mombasa vers l'intérieur.

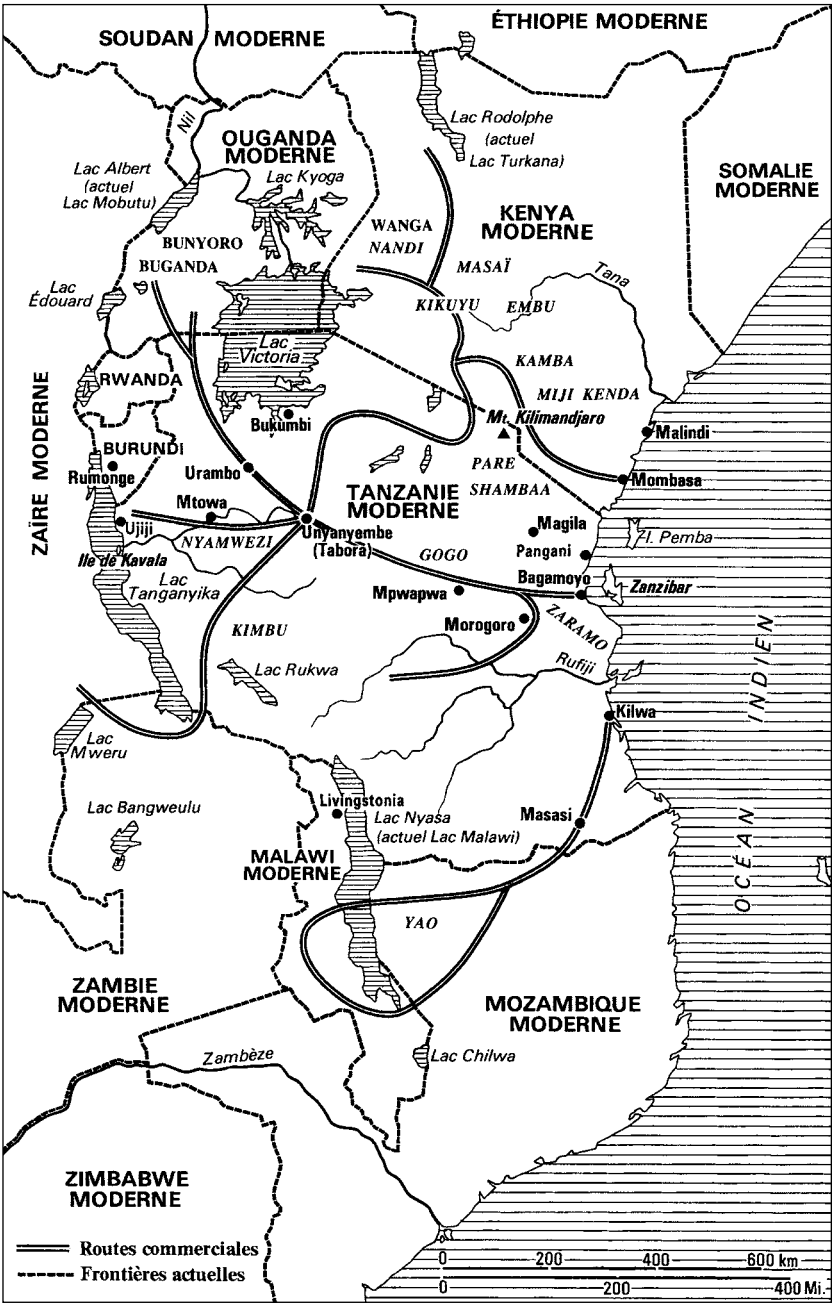
L'axe Kilwa-hinterland

L'axe commercial qui reliait Kilwa à l'intérieur fut probablement le premier à se former sous l'effet de la demande de main-d'œuvre servile destinée aux îles sous domination française, à la fin du XVIIIe siècle. Les contacts entre la région du lac Nyasa (actuel lac Malawi) et Kilwa étaient relativement faciles, parce que la région que les voyageurs avaient à traverser était assez fertile et peuplée. Elle était dominée par les Yao, qui assuraient l'acheminement de l'ivoire, de la cire et des esclaves jusqu'à Kilwa. Ils continuèrent à jouer un rôle important dans ce commerce jusqu'à l'époque de son apogée au XIXe siècle, et la prépondérance qui fut ensuite la leur dans la seconde moitié du siècle en fut la conséquence directe. Comme on l'a déjà noté, leur situation géographique s'y prêtait. Cependant, la conséquence la plus remarquable de ce commerce régional fut d'ordre social. Jusqu'alors, le peuple yao avait été composé de petits groupes établis autour du lac Nyasa, unis par un lien assez lâche sous la faible autorité de chefs locaux. Mais, au milieu du XIXe siècle, ils se réunirent en collectivités plus importantes, et leurs chefs commencèrent à s'imposer. On a beaucoup insisté sur l'invasion nguni comme facteur de cette évolution. Mais, comme on le verra ci-après, elle survint à une époque où la société avait déjà nettement commencé à se stratifier sous l'influence du commerce. Quand les marchands arabes essayèrent de pénétrer vers l'intérieur par cette route, les chefs yao étaient trop forts pour eux. Aussi, à l'exception de petites enclaves, comme Khota Khota et Karonga au Malawi actuel, les Arabes n'y devinrent-ils jamais les maîtres du commerce. Ils étaient en général les clients des puissants chefs yao auxquels ils fournissaient armes à feu et autres marchandises, et avec lesquels ils partageaient les bénéfices[5].

L'axe de la Tanzanie centrale

Les Nyamwezi avaient la haute main sur ce réseau. Dès le début du XIXe siècle, leurs caravanes assuraient la majeure partie des échanges commerciaux de la région. Tandis que le commerce, à l'instigation de Sayyid

5. *Ibid.*, p. 286.



10.2. *Le commerce en Afrique orientale au XIXe siècle.*
[*Source :* adapté de P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, *African history*, 1978, p. 399.]

Saʿīd gagnait du terrain, les marchands arabes accentuaient leur poussée vers l'intérieur. Elle fut facilitée par le système de financement établi par Sayyid Saʿīd avec l'aide de ses fonctionnaires indiens. Il avait confié la direction générale des affaires économiques au directeur des douanes de Zanzibar, un Indien, qui lui payait une redevance annuelle. Celui-ci, de son côté, soutenu par la communauté indienne qui composait l'essentiel de la population des autres villes côtières (Kilwa, Bagamoyo, Pangani, Tanga, Mombasa, etc.), avançait aux chefs de caravane l'argent nécessaire à leurs expéditions vers l'intérieur. Si dans l'hinterland de Kilwa les Arabes étaient les clients des chefs yao, sur l'axe central, en revanche, ils mirent en place des centres de groupage pour l'ivoire et les esclaves. La plupart des caravanes partaient de Bagamoyo ou de Sadani, traversaient les régions occupées par les Zaramo, les Kami, les Sagara, les Luguru et les Gogo pour aboutir au pays des Nyamwezi et, au-delà, aux territoires des Ujiji, sur les rives du lac Tanganyika.

Certaines de ces caravanes pénétraient plus loin encore, jusqu'à l'intérieur du Zaïre, ou vers le nord jusqu'au Karagwe et au Buganda. Une autre route partait vers le sud pour aboutir à la région du lac Nyasa, où elle rejoignait le réseau qui convergeait sur Kilwa.

Deux comptoirs arabes finirent par former d'importantes colonies: Unyanyembe, près de l'actuel Tabora, en pays nyamwezi, et Ujiji, au bord du lac Tanganyika. Ils différaient sur un point essentiel: à Unyanyembe, les Arabes formaient une espèce d'enclave en pays nyamwezi, tandis que, à Ujiji, ils s'étaient plus ou moins intégrés à l'Etat ha[6]. Dans le premier, où ils étaient indépendants, ils se trouvaient en concurrence avec les marchands nyamwezi qui souvent n'étaient autres que les chefs des nombreuses principautés de la région. Les Nyamwezi donnèrent à ces marchands, qu'ils fussent arabes ou nyamwezi, le nom de *bandewa* [7]. Tous ces groupes s'efforçaient de tirer profit du commerce lointain, d'où des heurts constants entre chefs nyamwezi et marchands arabes — d'où aussi les luttes intestines entre souverains des différents États nyamwezi; luttes qui aboutirent à des réajustements politiques et sociaux lourds de conséquences pour le peuple nyamwezi.

Les Arabes d'Ujiji, quant à eux, utilisèrent à leur avantage l'organisation politique ha, dans laquelle Ujiji faisait partie d'un État ha plus vaste dont le centre était éloigné de la ville d'Ujiji. Les Arabes avaient donc pris pied dans une zone périphérique de l'État et purent aisément s'y intégrer, pour le plus grand profit des deux communautés.

L'axe de la vallée du Pangani

À la différence des axes commerciaux du Centre et du Sud, la route qui passait par la vallée du Pangani n'était contrôlée par aucun groupe particulier. À l'origine, de 1836 jusqu'aux alentours de 1860 (lorsque mourut Kimweri ye

6. Voir N. R. Bennett, 1974, p. 213-221.
7. Voir A. C. Unomah, 1972.

Nyumbai, le grand chef du royaume shambaa), les Zigula avaient pourtant joué un rôle de premier plan dans le développement commercial de cette zone. Mais, aux environs de 1836, survint une terrible famine[8] qui contraignit de nombreux Zigula à se vendre comme esclaves pour survivre. On raconte que certains d'entre eux, emmenés en Somalie par des trafiquants brava (barawa), y conservèrent leur langue jusqu'au XX^e siècle[9]. La plupart, cependant, furent envoyés à Zanzibar, où ils travaillèrent comme esclaves dans les plantations. Quelques-uns parvinrent à retourner dans leur pays ; on rapporte l'histoire d'un groupe qui, ayant réussi à s'enfuir, rentra sain et sauf en pays zigula : « Selon un plan bien concerté, un groupe important de conspirateurs se réunit par une nuit de pleine lune dans l'une des plantations. De là, ils réussirent à gagner la côte au nord de la rade de Zanzibar. Au petit matin, ils montèrent à bord de plusieurs boutres qui se trouvaient là, prirent par surprise et tuèrent, ou maîtrisèrent, les équipages, levèrent l'ancre, hissèrent les voiles et firent la traversée de Zanzibar jusqu'au continent[10]. »

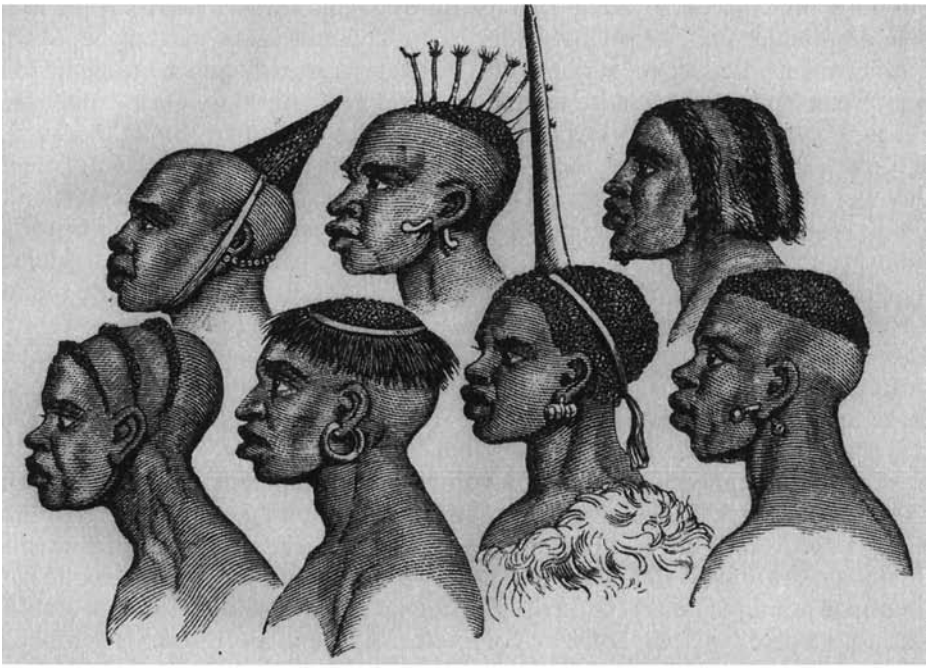
Cette expérience leur avait fait voir tous les avantages que l'on pouvait tirer du commerce des esclaves et de l'ivoire. Ce furent eux qui l'introduisirent dans la vallée du Pangani. La capitale du roi Kimweri, située dans les monts Shambaa, se trouvait loin des plaines. Aussi, bien que son royaume, fondé sur l'autorité politique des chefs territoriaux et sur le système du tribut, fût stable, tarda-t-il à profiter de ce nouveau commerce. Après sa mort, son fils Semboja, qui régnait sur la bordure occidentale du territoire zigula, sut tirer parti de la situation et transféra sa capitale dans la région des plaines, à Mazinde.

Mais ni Semboja ni les marchands zigula n'avaient entièrement exploré la route qui reliait la vallée du Pangani à l'intérieur du continent. La plupart des centres commerciaux étaient situés dans une zone limitée, formée par les plaines de l'Usambara et du Pare. Toutefois, certains marchands s'étaient aventurés au-delà. Kisabengo, par exemple, fonda un État à proximité de l'actuel Morogoro.

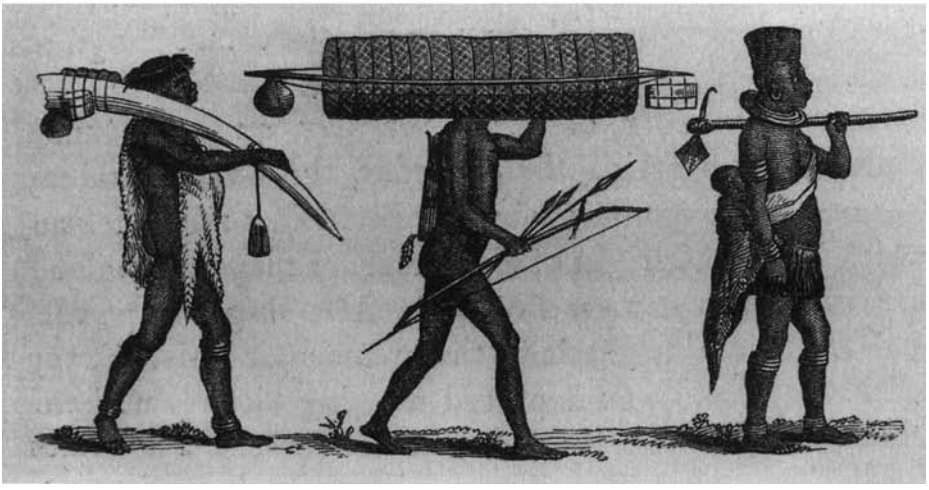
Seuls les commerçants arabes et swahili de la côte se risquèrent à l'intérieur des terres jusqu'en pays chagga, dans le massif du Kilimandjaro, et continuèrent au-delà, jusqu'au Kenya. Dans les monts Pare existaient plusieurs petits États ; mais, comme ceux des Shambaa, ils étaient tous dans les montagnes, loin de la route des caravanes.

Les commerçants de la côte qui pénétraient dans la vallée du Pangani devaient pour la plupart nouer des contacts directs avec chacun des souverains ou de leurs vassaux pour pouvoir établir des centres commerciaux. Cela tendait à susciter des rivalités entre les souverains des nombreux petits États situés dans les monts Pare et le Kilimandjaro, ainsi qu'entre ces souverains et

8. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 125. En 1860, Burton écrit que la famine a sévi « il y a environ vingt ans ». J. L. Krapf (1860, p. 256-257) a parlé d'une famine similaire survenue à Mombasa à la même époque.
9. S. Feierman, 1974, p. 137.
10. J. M. Gray, 1962, p. 141.



10.3. *Coiffures et coupes de cheveux nyamwezi.*
[*Source :* R. F. Burton, *The Lake Region of Central Africa*, 1860, vol. II, Longman, Green, Longman and Roberts. Londres. © Royal Geographical Society, Londres.]



10.4. *Marchands nyamwezi sur la route.*
[*Source :* R. F. Burton, *The Lake Region of Central Africa*, 1860, vol. II, Longman, Green, Longman and Roberts. Londres. © Royal Geographical Society, Londres.]

leurs vassaux. On verra plus loin quelles furent les répercussions sociopolitiques de cet état de choses.

L'axe Mombasa-hinterland

L'arrière-pays de Mombasa était dominé par les Kamba ; mais, après 1880, le contrôle de la route principale leur échappa au profit des marchands arabes et swahili. Après avoir traversé le pays kamba, cette route montait vers les régions montagneuses du Kenya et poursuivait, au-delà, vers les rives du lac Victoria et l'Ouganda. Une autre route qui menait vers le Kilimandjaro rejoignait celle de la vallée du Pangani. Elle était, semble-t-il, comme celle du Pangani, sous le contrôle des commerçants de la côte.

Presque tous les auteurs sont d'accord avec J. L. Krapf pour faire remonter les débuts du commerce continental kamba à la famine de 1836[11]. Mais, comme on l'a déjà montré dans ce volume, la prépondérance commerciale de ce peuple ne s'est pas affirmée du jour au lendemain. Les témoignages dont on dispose permettent de supposer que les Kamba avaient utilisé un réseau commercial régional pendant plus d'un siècle avant la date généralement admise[12] ; cette date, néanmoins, marque la seconde phase de leur activité commerciale, celle de leur accès au réseau du commerce international de l'époque : ils commencèrent alors à échanger des défenses d'éléphant et d'autres matières brutes locales contre des marchandises importées. Krapf, qui fit plusieurs voyages en pays kamba en 1848-1849, nous a laissé un témoignage sur ces échanges : « Les Swahili fournissent aux Wakamba cotonnades (americano), calicot bleu, perles de verre, cuivre, sel, luaha, vitriol bleu (zinc), etc., et reçoivent en échange, essentiellement, du bétail et de l'ivoire[13]. » Dès 1840, il y avait donc, ainsi que l'attestent les documents, des caravanes kamba qui s'acheminaient chaque semaine vers les villes côtières. L'ivoire dont elles étaient chargées pouvait peser entre 300 et 400 frasilas[14]. D'après Krapf, elles comptaient chacune de 300 à 400 personnes[15]. Au milieu du XIXe siècle, des groupes de marchands kamba se rendaient non seulement chez leurs voisins, les Kikuyu, mais jusque dans des régions situées bien au-delà du mont Kenya : Mau, Gusii, lac Baringo et pays samburu.

Vers la fin du XIXe siècle, il est probable que les commerçants arabes et swahili s'étaient rendus maîtres de la route commerciale qui traversait le pays kamba[16] : ayant pénétré en territoire masai par la route du Kilimandjaro à une époque où la puissance masai était très affaiblie par les guerres et les épidémies, ils exerçaient leur domination sur les zones d'où provenait l'ivoire. Il semble qu'à cette époque la traite des esclaves (qui n'avait pas été très importante

11. Voir, par exemple, K. G. Lindblom, 1920, p. 339-340 ; D. A. Low, 1963, p. 314.
12. I. N. Kimambo, 1974, p. 207.
13. J. L. Krapf, 1860, p. 248.
14. C. Guillain, 1856, vol. II, p. 211. Selon le dictionnaire swahili-anglais de Charles Rechenbach, une frasila équivaut environ à 16 kilos ou 35 livres.
15. J. L. Krapf, 1860, p. 248.
16. J. Thomson, 1885, p. 272-275.

sous les Kamba) ait soudain pris une dimension nouvelle. Les traditions kamba dépeignent cette période comme la plus perturbée de leur histoire : la famine fut l'occasion de conflits entre lignages dont profitèrent les plus ambitieux pour vendre les plus faibles aux Arabes[17]. C'est donc à juste titre que les traditions kamba établissent un rapport historique entre le déclin du commerce des marchandises, dans lequel eux, les Kamba, avaient joué un rôle de premier plan, et l'expansion d'un système fondé sur l'exploitation des hommes où se distinguèrent les marchands arabes et swahili.

L'incidence du commerce lointain sur les sociétés de l'Afrique orientale

Après cet aperçu rétrospectif, il est possible d'examiner une à une les conséquences, dans la vie des sociétés est-africaines, de l'irruption du commerce lointain. Avant tout, il faut bien se rendre compte que toutes les sociétés d'Afrique orientale n'étaient pas en contact direct avec le réseau commercial. L'activité marchande exigeait des centres stables, lesquels, bien sûr, étaient le plus souvent des capitales ou des zones protégées par des souverains puissants. C'est pourquoi les effets positifs du commerce, au XIXe siècle, furent plus sensibles dans les sociétés centralisées. Les sociétés non centralisées étaient souvent plus vulnérables. Elles pouvaient être facilement razziées par celles qui étaient organisées à plus grande échelle. Les sociétés pastorales y firent presque toujours exception durant cette période. Celles de langue masai s'étaient engagées dans des guerres intestines et dans des conflits avec d'autres sociétés pastorales et, comme nous le verrons plus loin, elles formaient une zone tampon contre les raids des trafiquants d'esclaves dans une grande partie du Kenya et de la Tanzanie septentrionale.

En gros, l'on peut dire que le commerce lointain secoua les bases matérielles de toutes ces sociétés. Bien qu'il soit généralement admis que la maîtrise du rituel constituait le fondement principal de l'autorité dans les sociétés africaines, on reconnaît aussi que des États purent s'organiser sur une grande échelle là où la base matérielle était assez solide pour assurer l'entretien d'une bureaucratie militaire et étatique. On a pu ainsi constater qu'il y avait un lien entre la taille des États centralisés, dans les nombreuses régions d'Afrique orientale où il en existait, et la puissance économique qu'ils tiraient du milieu géographique. Les grands États de la région des Grands Lacs réussirent à se maintenir grâce à l'excédent de denrées que leur fournissait une économie agricole stable, fondée sur la culture de la banane et des céréales et sur l'élevage. Plus l'on s'éloigne du lac Victoria, vers le sud, plus les précipitations sont faibles et l'économie, alors, ne peut plus faire vivre que des États de dimensions réduites. Ils sont en général

17. Voir K. A. Jackson, 1972.

plus vastes dans les régions montagneuses, comme l'Usambara et le Pare, et, dans une certaine mesure, le Kilimandjaro. Dans certains des grands royaumes de la région des Grands Lacs, les souverains accrurent leur pouvoir en s'équipant pour le commerce lointain qui devait assurer la prospérité de leur royaume[18]. Leur arsenal traditionnel s'enrichit de fusils, et des marchandises importées, telles que tissus et perles de verre, leur servirent de monnaie d'appoint pour rémunérer les services qu'on leur rendait, en plus des denrées reçues à titre de tribut. Mais le goût des articles importés aggravait aussi les risques d'instabilité, dans la mesure où il pouvait inciter les vassaux à se lancer dans des entreprises personnelles, et par là même affaiblir le royaume. Voilà pourquoi tant de rois s'efforcèrent de garder la haute main sur le commerce lointain.

C'est dans les petits États que l'apparition des marchandises importées entraîna les désordres les plus spectaculaires. Ils constituaient une grande partie de la Tanzanie et, dans une moindre mesure, du Kenya occidental. Les souverains traditionnels, qui étaient à même de contrôler le commerce, pouvaient ainsi accumuler assez d'objets importés pour mettre sur pied de puissantes armées et étendre leur contrôle administratif. D'autre part, les États les plus faibles étaient razziés par les trafiquants d'esclaves, ou bien incorporés à des ensembles territoriaux plus importants. Ainsi, l'incidence politique du commerce fut tantôt positive — lorsqu'il permit à certains souverains de constituer de vastes royaumes là où n'existaient, à l'origine, que de petis États —, tantôt négative — lorsqu'il incita à la rébellion, ruinant ainsi la cohésion des États existants. Au total, ce dernier cas fut le plus fréquent. Inutile d'épiloguer sur les atrocités de la traite. Mais même le pouvoir fondé sur l'accumulation des objets d'importation se révéla illusoire, car la plupart de ces derniers étaient des articles de luxe — perles, bracelets et autres ornements. Seul le tissu présentait quelque utilité, bien qu'il concurrençât les artisanats locaux qui finirent par disparaître. Pis encore, le commerce des articles de luxe et l'état de violence créé par la nécessité de piller les communautés voisines pour continuer à l'alimenter entraînèrent l'abandon de l'agriculture vivrière. Même si le colonialisme n'était pas intervenu, la nouvelle structure aurait eu bien du mal à se maintenir. En fait, rares furent les grands États constitués durant cette période qui restèrent intacts jusqu'en 1890.

Il convient, pour préciser ce tableau d'ensemble, d'examiner de plus près ce qui s'est passé dans les trois régions que sillonnaient les caravanes. À propos des Kamba, l'on a vu comment leur puissance commerciale commença, elle aussi, à décliner lorsque les incursions des marchands d'esclaves devinrent systématiques. Les Kamba formaient une société non centralisée. Chez eux, le commerce lointain encourageait, semble-t-il, la transposition à plus grande échelle des institutions traditionnelles ayant pour base les liens de parenté, les groupes d'âge au sein de chaque village et les organisations

18. Le Rwanda et le Burundi font exception. Voir note 31.

de défense. Mais cela ne suffisait pas à former une structure étatique centralisée. Au Kenya, ce n'est que dans la région occidentale que le commerce avec le littoral permit de fonder un régime politique étendu et centralisé : le royaume de Wanga, chez les Luyia.

Avant que Shiundu, qui allait devenir l'un de ses plus grands rois, montât sur le trône au milieu du XIXe siècle, le royaume de Wanga n'était encore qu'un petit royaume harcelé sans répit par les peuples de pasteurs voisins. Mais Shiundu passe pour avoir su venir à bout de cette instabilité et en 1882, date à laquelle son fils Mumia lui succéda, le royaume s'étendait au-delà de ses frontières antérieures. Le professeur G. S. Were a expliqué la formation de ce vaste empire par les impératifs stratégiques des Britanniques qui cherchaient à en faire l'instrument de leur colonialisme ; mais il reconnaît que « l'influence et l'autorité réelles » des Wanga s'étendirent à deux régions voisines au moins — Kisa et Buholo[19]. Deux facteurs, à ce moment-là, aidèrent les souverains wanga à asseoir leur autorité : l'emploi de mercenaires masai et la présence de commerçants swahili dans la capitale. Le premier fut une conséquence des guerres entre Masai évoquées dans la suite de cette étude ; alors que le second fut l'aboutissement de la pénétration commerciale qui se fit, au début, par les routes du Buganda et du Busoga, puis par celles du Kilimandjaro et du pays kamba.

Shiundu et son fils Mumia firent bon accueil aux marchands des villes côtières qui venaient dans leur capitale. Ils purent se procurer par leur entremise les fusils dont ils avaient besoin pour armer leurs soldats. À partir de la capitale wanga, on pouvait organiser des razzias dans les territoires voisins. En 1883, Joseph Thomson décrivit en ces termes l'une de ces expéditions, qui avait eu lieu cinq ans auparavant : « Les marchands avaient perdu plusieurs de leurs hommes, dont certains avaient été assassinés. Pour se venger, ils résolurent, cinq ans avant notre arrivée, de donner une leçon aux autochtones. À cet effet, ils formèrent une caravane forte de quelque 1 500 hommes stationnés à Kwa-Sundu (rebaptisée par la suite Mumia) et se mirent en marche. Divisés en plusieurs colonnes, ils envahirent le territoire par plusieurs côtés et le traversèrent en détruisant tout sur leur passage et en tuant des milliers d'hommes et de femmes. Ils commirent les pires atrocités : ils éventrèrent des femmes enceintes, allumèrent de grands feux où ils jetèrent les enfants, tandis qu'ils s'emparaient des adolescents des deux sexes pour les emmener en esclavage[20]. »

La plupart des autres peuples du centre-nord de l'hinterland est-africain furent moins touchés par le commerce international. Ils avaient moins de contacts, directs ou même indirects, avec les étrangers de la côte. En fait, dans bien des cas, ils répugnaient à les accueillir, bien qu'ils fussent disposés à leur vendre des aliments là où leurs caravanes faisaient étape. Cette attitude se comprend mieux si l'on se rappelle que toute cette région venait d'être longuement agitée par des guerres entre Masai, qui avaient appris aux

19. G. S. Were, 1967, p. 125.
20. J. Thomson, 1885, p. 306.

chefs, pour protéger leurs structures sociales, à se montrer plus méfiants à l'égard des étrangers.

L'incidence du commerce international dans la vallée du Pangani fut essentiellement destructrice. Auparavant, un certain nombre d'États s'étaient créés dans la région. Deux d'entre eux étaient même devenus assez importants : le royaume shambaa, qui fut gouverné au milieu du XIXe siècle par Kimweri, et celui, moins connu, de Gweno, dans le nord des monts Pare. D'autres États, plus petits, étaient disséminés sur les versants méridionaux des monts Pare ainsi que sur les pentes du Kilimandjaro. Mais tous étaient situés dans des zones montagneuses, alors que les caravanes passaient par les plaines, le long du Pangani. Les chefs de ces États étaient donc mal placés pour surveiller les marchands venus des villes côtières et monopoliser le négoce des marchandises importées ; tandis que leurs vassaux, plus proches de la route des caravanes, pouvaient facilement attirer les marchands arabes et swahili sur leur territoire avant qu'ils n'atteignent les capitales. La conséquence de cet état de choses ne se fit pas attendre. Les vassaux, aidés par les marchands, s'entourèrent de troupes bien armées et se soulevèrent contre la capitale. Cette situation fut génératrice de conflits internes et externes. La plupart de ces États s'émiettèrent et il n'en resta que de tout petits.

Le royaume shambaa, qui avait englobé tous les territoires des monts Usambara jusqu'à la côte, était menacé dès avant la mort de Kimweri, survenue dans les années 1860. L'un de ses fils, Semboja, qui régnait sur la partie occidentale, avait transféré sa capitale à Mazinde, dans les plaines. Cela lui permettait de traiter directement avec les marchands qui s'enfonçaient à l'intérieur des terres ; il put ainsi se constituer une puissance militaire supérieure à celle des autres chefs régionaux. Ce fut à lui, à la mort de Kimweri, qu'il incomba de régler la succession. Comprenant que la capitale traditionnelle avait perdu toute importance, il ne désirait pas monter sur le trône de son père. Des années 1870 jusqu'à l'époque de l'invasion coloniale, dans les années 1890, l'Usambara connut une période de violence, déchaînée par la faiblesse du pouvoir central. La plupart des régions périphériques devinrent alors indépendantes.

Le même phénomène se produisit dans les États du Pare. En 1880, le royaume de Gweno avait éclaté, remplacé par plusieurs principautés, dont les plus petites, dans le sud du Pare, continuèrent à se morceler. Dans la région du Kilimandjaro, au contraire, l'état de guerre incessant qui opposait les divers États tendit à les unir momentanément, au point qu'on put croire que tous les États chagga allaient se fédérer sous l'égide d'un souverain unique. Mais cette amorce d'unification fit long feu. Dans les années 1880, deux principautés puissantes s'imposaient à l'échelon régional : Kibosho, sous le règne de Sina, et Moshi, sous celui de Rindi ou de Mandara. Les marchands du littoral y avaient accès. Leurs souverains s'efforçaient d'attirer ces étrangers dans leur capitale et de mettre à profit leur présence et les marchandises qu'ils apportaient (surtout les fusils) pour accroître leur puissance. Il arrivait que l'un ou l'autre de ces États chagga fût assez fort pour en dominer d'autres. Mais les regroupements de ce genre furent toujours éphémères.

Le seul peuple de la vallée de Pangani qui semblait profiter du commerce avec le littoral est celui des Zigula, dont il a été question plus haut. Les Zigula n'avaient jamais été sujets du royaume shambaa. Forts du contrôle qu'ils exerçaient sur le commerce avec le littoral, de nombreux États zigula avaient manifesté une tendance à l'hégémonie politique sans précédent; si bien que, vers le milieu du XIX^e siècle, ils avaient fini par dominer toute la région comprise entre Pangani et Bagamoyo. Plusieurs souverains avaient acquis un pouvoir considérable et furent capables de fonder de nouveaux États. Certains d'entre eux ne tardèrent pas à disparaître; mais celui qu'avait fondé Kisabengo, autour de Morogoro, survécut à l'invasion allemande. Burton nous raconte comment Kisabengo se proclama chef d'un groupe d'esclaves qui avaient fui la côte[21]. Ce faisant, il provoqua la colère du sultan de Zanzibar et dut pénétrer plus avant à l'intérieur des terres pour se mettre à l'abri. À Morogoro, il fut reçu par l'un des chefs rituels des Luguru. Il établit sa capitale, qu'il fortifia, près de la route des caravanes, et contraignit celles qui se rendaient à Tabora à lui payer un droit de passage élevé. Stanley rapporte que, en 1871, la capitale du roi Kisabengo, qui comptait plusieurs milliers d'habitants, était entourée de hautes murailles de pierre surmontées de tours de guet, et que l'on y pénétrait par des portes de bois finement sculpté[22].

En Tanzanie occidentale, des rivalités opposaient aussi bien les chefs africains des nombreux petits États que les Arabes qui s'y étaient établis. D'autre part, les chefs africains qui s'étaient alliés se trouvaient en concurrence avec les marchands arabes. En pays manyema, de l'autre côté du lac Tanganyika, existait une enclave où les Arabes prédominaient — cas unique —, alors que, en Tanzanie occidentale, ils étaient trop faibles pour supplanter les chefs africains. Ce n'est qu'à la fin des années 1880, lorsqu'ils se virent menacés par les colonisateurs européens, que certains Arabes commencèrent à envisager de donner, eux aussi, à leur puissance une assise territoriale[23].

Les souverains africains s'efforçaient de participer aux bénéfices du commerce lointain en fournissant esclaves et ivoire aux marchands; ou bien — pour ceux qui étaient en mesure de contrôler le territoire traversé par les caravanes — en les taxant lourdement. À cette fin, ils durent accroître leur puissance en rassemblant autour d'eux des groupes de partisans armés (les fusils et les munitions provenaient des stocks que les échanges commerciaux leur avaient permis d'accumuler). Les luttes incessantes pour s'assurer le contrôle du commerce furent cause d'instabilité sociale, aggravée d'ailleurs par les mouvements de populations consécutifs à l'invasion des Nguni (peuple également appelé Ngoni dans certaines publications), qui se produisit à cette même époque. L'instabilité qui en résulta gonfla la masse d'individus prêts à suivre des chefs entreprenants. En Tanzanie occidentale, on appelait ces soldats de fortune *ruga-ruga*. On les recrutait essentiellement parmi les

21. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 85 et 88.
22. H. M. Stanley, 1872, p. 115-116.
23. A. D. Roberts, 1969, p. 73; N. R. Bennett, 1974, p. 218.

prisonniers de guerre, les esclaves fugitifs, les porteurs qui avaient abandonné les caravanes, les exclus et les jeunes gens en âge de faire leur service militaire. La cohésion de ces armées hétérogènes tenait à « un certain esprit de corps joint à une discipline de fer, étroitement calquée sur le modèle des groupes de combat nguni »[24].

C'est avec leur concours que plusieurs chefs traditionnels de Tanzanie occidentale se taillèrent de nouveaux fiefs. Certains d'entre eux, s'aventurant hors de leur pays, fondèrent des empires. Dans les années 1850, par exemple, Ngalengwa (appelé ultérieurement Msiri), fils d'un chef sumbwa, suivit la route qu'empruntaient les marchands de cuivre jusqu'au Katanga où il édifia un empire puissant[25]. À Unyanyembe même, des rivalités divisaient les membres de la famille régnante, rivalités exacerbées par le soutien qu'accordaient les Arabes à tel ou tel prétendant au trône, en jouant l'un contre l'autre. Dans les années 1860, les Arabes réussirent à faire détrôner Mnwa Sele et à le faire remplacer par Mkasiwa. Le frère de Mnwa Sele, Simba, quitta alors Unyanyembe pour établir son royaume chez les Konongo, au sud-ouest de Tabora. Un autre membre de la famille régnante d'Unyanyembe, nommé Nyungu ya Mawe, quitta son pays en 1874 pour aller fonder un royaume bien organisé en pays kimbu, au sud-ouest des territoires nyamwezi. Outre ces rois qui quittèrent leurs frontières traditionnelles pour soumettre un certain nombre de petits États et les regrouper ensuite, on peut citer le cas d'États qui s'étendirent sous l'impulsion de souverains dont le pouvoir s'était accru. Le cas de Mirambo est le plus frappant à cet égard, mais il y en eut bien d'autres. Mtinginya d'Usongo, au nord-est de l'Unyamwezi, était un chef héréditaire qui étendit son pouvoir et son royaume en exploitant la route commerciale qui allait vers le Karagwe et le Buganda. Isike lui-même, successeur de Mkasiwa à Unyanyembe, devint assez puissant pour opposer une résistance opiniâtre aux Arabes et, plus tard, aux Allemands.

Pour illustrer à quel point les conditions et les perspectives nouvelles bouleversèrent les structures du pouvoir nyamwezi, on examinera brièvement deux des plus grands États constitués durant cette période : celui de Mirambo et celui de Nyungu ya Mawe. Les deux « empires » présentaient des différences de structure frappantes, bien qu'ils fussent l'un comme l'autre nés dans les circonstances évoquées ci-dessus. Mirambo était le souverain du petit État d'Uyowa, à l'ouest de Tabora. On suppose que, dans sa jeunesse, il avait été capturé par les Nguni lorsque ceux-ci avaient envahi la Tanzanie occidentale, et que ce fut lors de sa captivité que l'idée lui vint de créer une force armée à l'imitation de celle des Nguni. Dans les années 1860, avec l'aide d'un petit groupe de guerriers, il soumit un certain nombre d'États limitrophes de l'Uyowa. Entre 1870 et sa mort, en 1884, il mena de nombreuses campagnes au terme desquelles il agrandit considérablement

24. *Ibid*., p. 74.
25. Pour information sur l'empire de Msiri, voir J. Vansina, 1966, p. 227-235. Pour des sources plus anciennes, voir F. S. Arnot, 1889, et A. Verbeken, 1956.

son territoire. Comme l'a montré Jan Vansina, son État s'étendait « jusqu'au Buha et au Burundi, jusqu'au Vinza et au Tongwe à l'ouest, jusqu'au Pimbwe et au Konongo au sud, jusqu'au Nyaturu, à l'Iramba et au Sukuma à l'est, et jusqu'au Sukuma et au Sumbwa au nord »[26].

Il s'était rendu maître de la route commerciale qui reliait Tabora et Ujiji et, en 1876, il imposa un péage aux Arabes de Tabora qui voulaient l'emprunter. On rapporte aussi que, voulant contrôler la route du Buganda, il envoya, en 1876 et en 1881, des ambassadeurs auprès de Mutesa, souverain du Buganda. Il établit aussi des rapports directs avec la côte afin d'en obtenir directement des armes à feu lorsque les Arabes essayèrent de l'en priver. Il fut prompt à reconnaître ce qui pouvait accroître son pouvoir : il accueillit chaleureusement les missionnaires dans sa capitale et chercha à entrer en relation avec le consul britannique de Zanzibar.

C'est en plaquant sa puissance militaire sur le système traditionnel que Mirambo réussit à tenir son « empire ». Il demanda aux souverains vaincus de reconnaître sa suprématie et de lui envoyer de temps en temps, à titre de tribut, de l'ivoire et des jeunes gens pour son armée. Quand un souverain traditionnel se montrait récalcitrant, il le détrônait et le remplaçait par un membre plus docile de la même famille ; lorsqu'une province conquise était située à proximité d'un royaume puissant, il y maintenait une garnison composée d'hommes à lui. Mais sa stratégie la plus efficace pour garantir son autorité consistait à intimider à la fois ses voisins et ses sujets par d'incessants mouvements de troupes.

L'« empire » de Nyungu ya Mawe était, lui, mieux unifié que celui de Mirambo. Comme ce dernier, il eut recours aux *ruga-ruga* pour soumettre les Kimbu. Entre 1870 et 1880, il fit campagne à partir de sa base de Kiwele et se rendit maître de la route commerciale qui reliait Tabora à la côte, ainsi que de celle du sud, qui allait de Tabora à Ufipa et au lac Tanganyika. Dans les États conquis, Nyungu mit en place ses propres fonctionnaires, les *vatwale*, qui relevaient directement de lui. Dans cet « empire », c'étaient eux, et non plus les chefs traditionnels, qui dirigeaient les affaires. Ils avaient pour mission de rassembler tout l'ivoire du royaume pour l'envoyer à Nyungu. Chacun d'eux était responsable d'un territoire qui regroupait plusieurs États traditionnels. C'est ainsi que les quelque trente États kimbu traditionnels n'étaient plus gouvernés que par six ou sept *vatwale*[27].

Mirambo et Nyungu ya Mawe étaient contemporains. Ils fondèrent tous les deux leur État à la faveur des bouleversements matériels de la fin du XIXe siècle. Ils moururent l'un et l'autre en 1884. L'« empire » de Nyungu lui survécut grâce aux structures nouvelles dont il l'avait doté, jusqu'au jour où il fut démembré par les colonialistes. En revanche, l'« empire » de Mirambo, faute d'un successeur capable de conserver la puissance militaire nécessaire à sa cohésion, se morcela et les petits États originels reprirent leur indépendance.

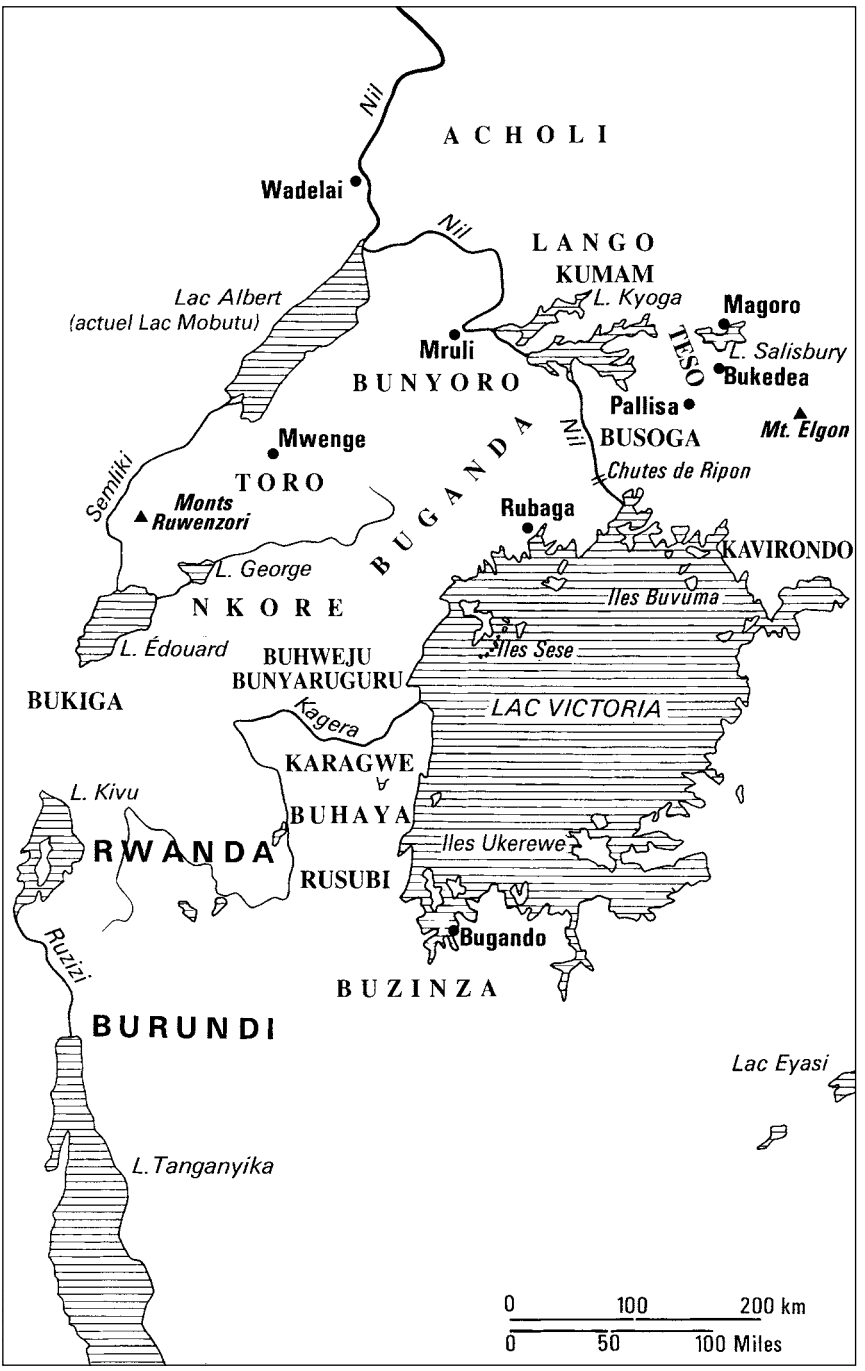
26. J. Vansina, 1966, p. 75.
27. A. Shorter, 1969, p. 19.

10.5. *Mirambo en 1882 ou 1883.*
[*Source:* N. R. Bennett, *Mirambo of Tanganyika, 1840-1884*, 1981, Oxford University Press, New York. © National Museums of Tanzania, Dar es-Salaam.]

Dans notre analyse des conséquences de la pénétration du commerce à longue distance, nous avons délibérément laissé de côté deux grandes régions. La première est, dans l'hinterland, celle des Grands Lacs, qui fait l'objet du chapitre 11. Contentons-nous de signaler ici que, vers le milieu du XIXe siècle, cette région comptait de nombreux royaumes de taille variable : certains étaient vastes et puissants, d'autres petits et faibles. Mais tous étaient les partenaires d'un commerce régional dont les routes reliaient la plupart des grandes capitales. C'est donc dans ce réseau régional que le commerce international, qui procédait de la côte, devait être absorbé. Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, les plus puissants parmi ces royaumes furent probablement le Buganda, le Bunyoro et le Burundi. Mais il y en avait beaucoup d'autres qui étaient moins puissants, comme le Busoga, le Toro, les États de l'Ankole[28] (Nkore, Buhweju et Bunyaruguru), le Karagwe, les États du Buhaya et le Buzinza.

Les commerçants de la côte avaient atteint le Buganda dès 1844[29]. Dans les années 1850, R. F. Burton notait que certains commerçants de la côte s'y étaient installés une dizaine d'années auparavant ; dix ans plus tard encore, H. M. Stanley rapporte que certains de ces commerçants s'étaient fixés dans la région depuis parfois vingt ans sans jamais retourner sur la côte[30]. Il semblerait donc que le Buganda ait été le premier centre commercial de la région. Bientôt, cependant, les commerçants de la côte purent se rendre dans les autres capitales. Il y eut deux exceptions : le Rwanda et le Burundi, dont les souverains purent tenir à l'écart les commerçants de la côte et surent habilement se défendre face aux fusils de leurs adversaires[31]. Les souverains du Bunyoro s'efforçaient, au contraire, d'attirer les commerçants dans leur capitale. Dans les années 1870, Kabarega, roi du Bunyoro, essaya de concurrencer le Buganda et d'entrer directement en liaison avec Zanzibar, tout en tâchant d'attirer « ceux de Khartoum » (les commerçants qui remontaient le Nil), dont les incursions se multipliaient dans les sociétés non centralisées des marches septentrionales de son royaume[32]. Il semble que ce soit le Buganda de Mutesa (1856-1884) qui ait tiré le meilleur profit de ce commerce avec la côte. Un gouvernement centralisé doté d'une administration disciplinée était déjà établi dans le pays. Mais le commerce des armes, dont Mutesa avait fait son domaine réservé, renforça encore cette centralisation. Le Buganda donna l'impression de s'intéresser alors plus au commerce international qu'aux échanges régionaux. Les expéditions de Mutesa contre le Busoga à l'est, et contre ses voisins de l'ouest et du sud (le Bunyoro, le Toro, le Nkore, le Buhaya et le Buzinza) permirent à son royaume d'avoir la haute main sur le commerce. Mutesa chercha même à

28. L'Ankole est une création coloniale. Cette entité se composait autrefois de plusieurs États.
29. J. M. Gray, 1947, p. 80-82.
30. R. F. Burton, 1860, vol. I, p. 173 ; H. M. Stanley, 1878, vol. I, p. 455.
31. La meilleure source d'information sur le Burundi dans la seconde moitié du XIXe siècle est probablement, à l'heure actuelle, l'ouvrage de R. Botte, 1982. On trouve aussi une description générale du Burundi dans E. Mworoha, 1977, p. 133-209, et 1980. Sur le Rwanda, l'ouvrage de A. Kagame, 1963, est une version améliorée de celui de 1961.
32. D. A. Low, 1963, p. 337.



10.6. *La région des Grands Lacs, 1840-1884.*
[*Source:* adapté de R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), *History of East Africa*, 1963, vol. I, p. 299.]

réduire le Karagwe et le Buzinza pour que les caravanes de la côte puissent gagner sa capitale sans encombre.

Il est indubitable que les royaumes les plus importants de la région des Grands Lacs puisaient des forces considérables dans les relations qu'ils avaient établies avec les commerçants de la côte. En particulier, l'acquisition d'armes à feu augmentait leur pouvoir de s'attaquer aux autres. Chaque incursion enrichissait leur capitale en bétail, en houes, en ivoire et en captifs; ces deux derniers biens pouvaient être vendus aux commerçants contre des objets de luxe de toutes sortes, textiles, bracelets, perles, vaisselle, mais surtout armes à feu. Les États les plus étendus pouvaient s'en prendre aux plus petits, mais tous s'attaquèrent à leurs voisins non centralisés, qui eurent le plus à souffrir. L'exception du Rwanda et du Burundi (déjà évoquée) nous montre qu'il était possible de parer à cette irruption du commerce par une autre stratégie. Ces États ne puisaient pas leur force dans l'acquisition d'armes à feu, mais dans leur aptitude à maintenir la stabilité et l'unité dans une région montagneuse extrêmement peuplée. Les nombreuses guerres et expéditions qu'ils ont menées pendant cette période leur ont permis d'amasser des richesses dans un contexte où l'ivoire et les captifs étaient sans intérêt.

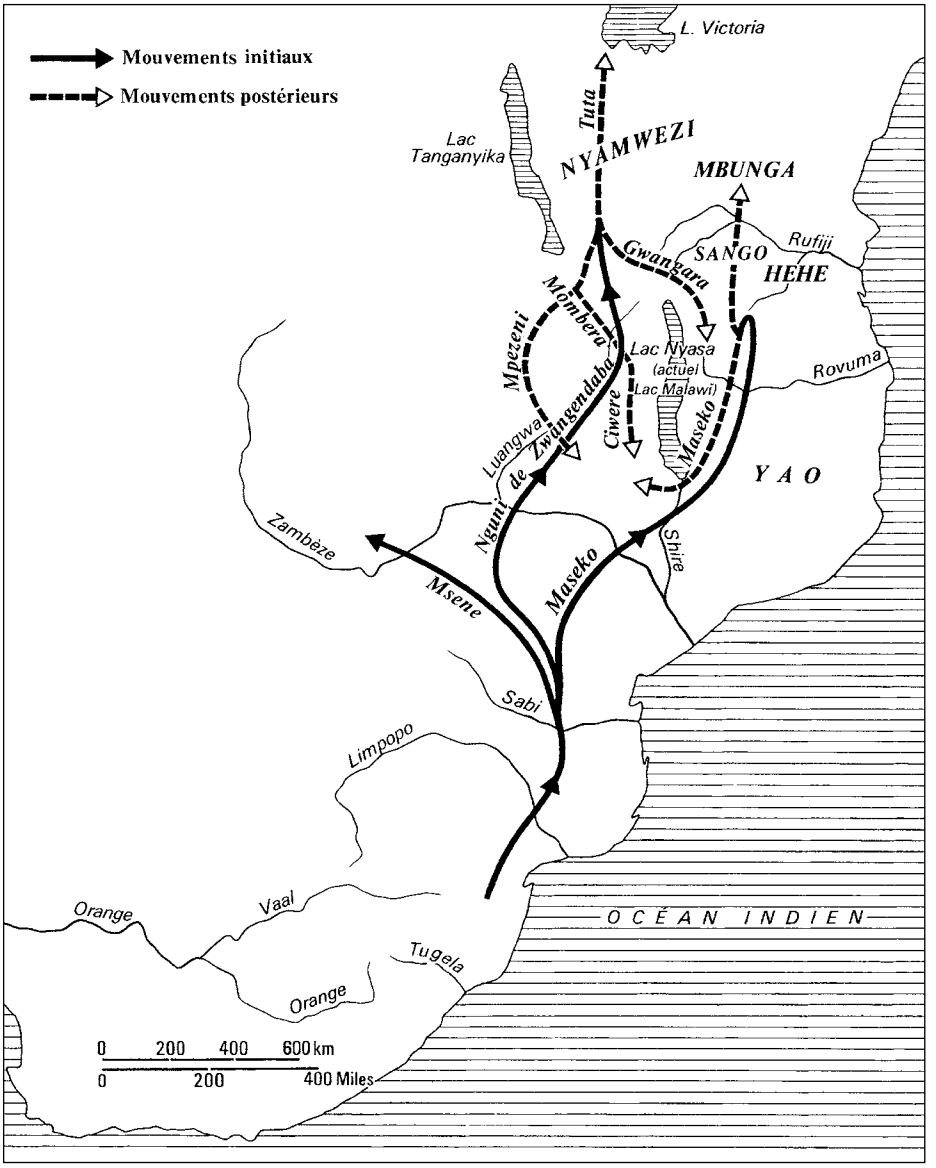
La deuxième région dont nous n'avons pas traité est la Tanzanie méridionale. En effet, les répercussions du commerce à longue distance doivent, dans son cas, être considérées en même temps que les conséquences d'une autre cause de perturbation, l'invasion nguni, que nous allons maintenant étudier.

L'invasion nguni

Les Nguni venaient d'Afrique du Sud; ils appartenaient au groupe linguistique nguni du pays zulu septentrional. Aux alentours de 1820, des guerriers nguni, pour se soustraire à l'autorité grandissante de Chaka, résolurent de quitter leur patrie et d'émigrer en direction du nord, sous la conduite de leur chef Zwangendaba. Pendant une quinzaine d'années, ils errèrent dans le sud du Mozambique et les régions avoisinantes, puis ils franchirent le Zambèze en 1835. Ils continuèrent leur progression vers le nord jusqu'au jour où, peu après 1840, ils atteignirent le plateau de Fipa, en Tanzanie occidentale. À cette date, la bande de guerriers fugitifs était devenue une nation en marche, puissamment armée, qui comptait plus de cent mille personnes[33].

Il peut être intéressant, ici, de se demander comment un accroissement aussi spectaculaire fut possible. Pour répondre à cette question, il faut revenir en arrière et voir ce qu'était alors l'État zulu, leur patrie d'origine. Chaka en avait fait un État militaire, fortement centralisé et reposant sur la double structure du lignage et du service armé. Au sommet de la pyramide hiérarchique il y avait le roi, au-dessous de lui des segments de lignage composés de ses épouses, de leurs enfants et de leurs protégés. À chaque génération, ces segments, à mesure qu'ils grossissaient, tendaient aussi à se ramifier et à se

33. Pour plus de détails, voir J. D. Omer-Cooper, 1966 et 1969, et P. H. Gulliver, 1955.



10.7. *Itinéraire des migrations vers le nord des Nguni de Zwangendaba, des Maseko Nguni et des Msene.*
[*Source :* tiré de J. D. Omer-Cooper, *The Zulu aftermath*, 1966, p. 66.]

multiplier. D'autre part, les jeunes gens étaient enrôlés dans des régiments correspondant à leur groupe d'âge. Cette armée ne tenait donc compte ni de l'origine territoriale ni des liens du sang, et elle était placée sous l'autorité directe du roi. L'étranger pouvait sans peine s'intégrer dans la dynamique sociale grâce à ces deux structures. Chaka fut également à l'origine de

plusieurs innovations dans le domaine militaire, dont la plus importante fut l'adoption d'une lance courte et acérée qui fit des régiments organisés par groupes d'âge des unités de combat extrêmement efficaces.

Ayant hérité de ce système social dynamique, les Nguni purent rallier les peuples divers qu'ils rencontrèrent dans leur progression vers le nord. La supériorité de leur organisation militaire leur permit de survivre en razziant les populations dont ils traversaient les territoires. Bien que pillards par la force des choses, quand le milieu naturel s'y prêtait ils se fixaient pour plusieurs années. Plus ils avançaient, plus leurs troupes étaient nombreuses, grossies par les prisonniers de guerre qui s'intégraient à ce nouveau corps social. Au début, chaque captif se voyait attribuer une place dans tel ou tel régiment; puis il était incorporé le plus tôt possible dans un régiment où la distinction entre les « vrais » Nguni et les autres tendait à s'estomper. À l'époque où ils atteignirent le plateau de Fipa, l'entité nationale nguni se composait en majorité de prisonniers assimilés: Tonga du Mozambique, Shona du Zimbabwe, Senga, Chewa et Tumbuka de la région située au nord du Zambèze, correspondant à la Zambie et au Malawi.

Ce fut sur le plateau de Fipa que Zwangendaba, qui avait guidé son peuple dans cette marche héroïque, mourut, aux environs de 1848. On se disputa aussitôt sa succession et, finalement, le particularisme l'emporta. La nation se divisa en cinq royaumes. Chacun mena sa propre politique et se cantonna dans un territoire déterminé. De nombreux historiens ont expliqué cet éclatement de la nation nguni par le fait que Zwangendaba, à la fin de sa vie, n'était plus aussi habile à maintenir l'unité de son peuple. Mais l'on doit également tenir compte de l'énorme poussée démographique — véritable « boule de neige » — qui avait multiplié le chiffre de la population nguni par plus de cent[34]. Une telle explosion ne pouvait que rendre plus difficile l'exercice d'un pouvoir centralisé. D'autre part, on peut penser que les Nguni étaient devenus si nombreux que le milieu que leur offrait le plateau de Fipa ne leur suffisait plus au moment où mourut Zwangendaba.

Trois des cinq groupes nguni se dirigèrent vers le sud et y fondèrent des royaumes en Zambie et au Malawi. Le quatrième groupe, celui des Tuta, poursuivit sa progression vers le nord, en territoire nyamwezi; ils pillèrent les villages et coupèrent la route commerciale arabe entre Tabora et Ujiji. Ils finirent par se fixer au nord de Tabora, mais continuèrent leurs razzias encore plus au nord, jusqu'aux rives méridionales du lac Victoria. Mirambo fut au nombre des Nyamwezi capturés par les Tuta; il réussit par la suite à s'évader, après avoir acquis la technique militaire des Nguni qu'il utilisa pour former une armée avec ceux qui avaient pu échapper aux incursions des Tuta.

Un autre groupe nguni, celui des Gwangara, parti du sud-est du plateau de Fipa sous le commandement de Zulu Gama, se dirigea vers la région de Songea, à l'est du lac Nyasa. Là, il fit sa jonction avec un autre groupe nguni, celui des Maseko, qui s'était séparé des autres avant que les Nguni n'attei-

34. A. M. H. Sheriff, 1980, p. 33.

gnent le Zambèze et qui, du Malawi, avaient pénétré en Tanzanie méridionale. Les Maseko Nguni passaient pour plus puissants que les Gwangara ; leur chef, Maputo, fut accepté comme chef suprême des deux groupes. Mais cette alliance fut de courte durée car des rivalités éclatèrent entre eux, qui dégénérèrent bientôt en véritable guerre. Les Gwangara défirent les Maseko Nguni et les repoussèrent vers le sud, sur l'autre rive du Rovuma. Les Ndendeule, un groupe absorbé, tentèrent d'y recréer un État, mais furent vaincus par les Gwangara et s'engagèrent alors dans la vallée du Kilombero, où ils fondèrent le royaume mbunga, dans les années 1860.

Quant aux Gwangara, ils se divisèrent eux-mêmes en deux États, celui de Mshope qui se constitua sous l'autorité de Chipeta, et celui de Njelu, sous celle de Mtakano Chabruma. L'un occupa la région qui s'étend au nord de Songea, tandis que l'autre s'implantait plus au sud. La plupart des auteurs ont accordé beaucoup d'importance aux razzias perpétrées par ces deux royaumes qui firent régner la terreur, jusqu'à l'arrivée des Allemands, dans toute la région comprise entre le lac Nyasa et la côte. Mais A. M. H. Sheriff a montré récemment à quel point cette interprétation pouvait être fallacieuse : « Il est vraisemblable que si les Nguni avaient continué à vivre de pillage "comme une nuée de sauterelles obligées d'aller toujours plus loin, du fait même qu'elles détruisent leurs moyens de subsistance", ils n'auraient jamais pu se fixer. Une fois établis dans la région de Songea, force leur fut de modifier les structures de leur économie et de procéder à une exploitation plus rationnelle des ressources agricoles locales. Il leur était plus profitable d'y employer la force de travail des autochtones, tandis qu'eux-mêmes s'occupaient de leurs immenses troupeaux. L'agriculture confiée aux vaincus de manière permanente, on allait nécessairement modifier leur statut social dans le sens d'une assimilation, moins complète cependant que celle des prisonniers au cours de la migration commune. Des razzias avaient encore lieu à la périphérie de l'État nguni, mais moins systématiquement, de sorte que les occasions étaient plus rares pour ses sujets de faire des captifs et de s'élever socialement[35]. »

L'invasion nguni aboutit donc à l'avènement d'États nguni sur le sol tanzanien. Les deux royaumes nguni restèrent de puissants États jusque dans la période coloniale. Leur rôle dans la guerre qui opposa les Maji-Maji aux Allemands appartient à l'épopée de la résistance aux premières tentatives de colonisation en Tanzanie. La seconde retombée de l'invasion nguni fut l'introduction de techniques de combat qu'adoptèrent nombre de communautés tanzaniennes. On a cru un moment que c'était la nécessité de se défendre contre les incursions nguni qui avait amené des peuples comme les Hehe et les Sango à s'inspirer de l'art militaire de leurs agresseurs et à créer des ensembles politiques centralisés. Mais des recherches plus approfondies[36] ont démontré que cette supposition était erronée puisque le processus de centralisation, en ce qui concerne ces deux peuples, était amorcé bien avant l'invasion nguni. La vérité, c'est que les techniques militaires nguni renfor-

35. *Ibid.*, p. 34.
36. A. Redmayne, 1968*a*, p. 426 ; 1968*b*.

cèrent les sociétés qui les adoptèrent et leur permirent de mieux faire face aux aléas de cette époque troublée, y compris à ceux que comportait la traite des esclaves. Certaines se servirent de ces techniques non seulement pour se défendre contre les incursions nguni et celles des trafiquants d'esclaves, mais encore pour édifier de grands États. C'est ce que fit Mirambo dont nous avons déjà parlé. C'est ce que firent également les Sango et les Hehe dans la zone méridionale.

Les Sango furent les premiers à assimiler les techniques militaires nguni. Dans les années 1860 et 1870, sous la conduite de leur chef Merere, ils étendirent leur domination sur la plus grande partie des hautes terres méridionales. Mais, à partir de 1875, ils en furent évincés par les Hehe, qui avaient fait leurs les techniques militaires nguni au contact des Sango. Merere abandonna la plus grande partie du territoire sango à Mwinyigumba, chef des Hehe. Ceux-ci furent capables de mener des guerres prolongées contre les Nguni Gwangara, entre 1878 et 1881, guerres dont ni les uns ni les autres ne sortirent victorieux. Désormais, les Hehe, gouvernés par le fils de Mwinyigumba, Mkwawa, allaient conserver leur suprématie. Ce sont eux qui, en Tanzanie, opposèrent aux Allemands la résistance militaire la plus acharnée.

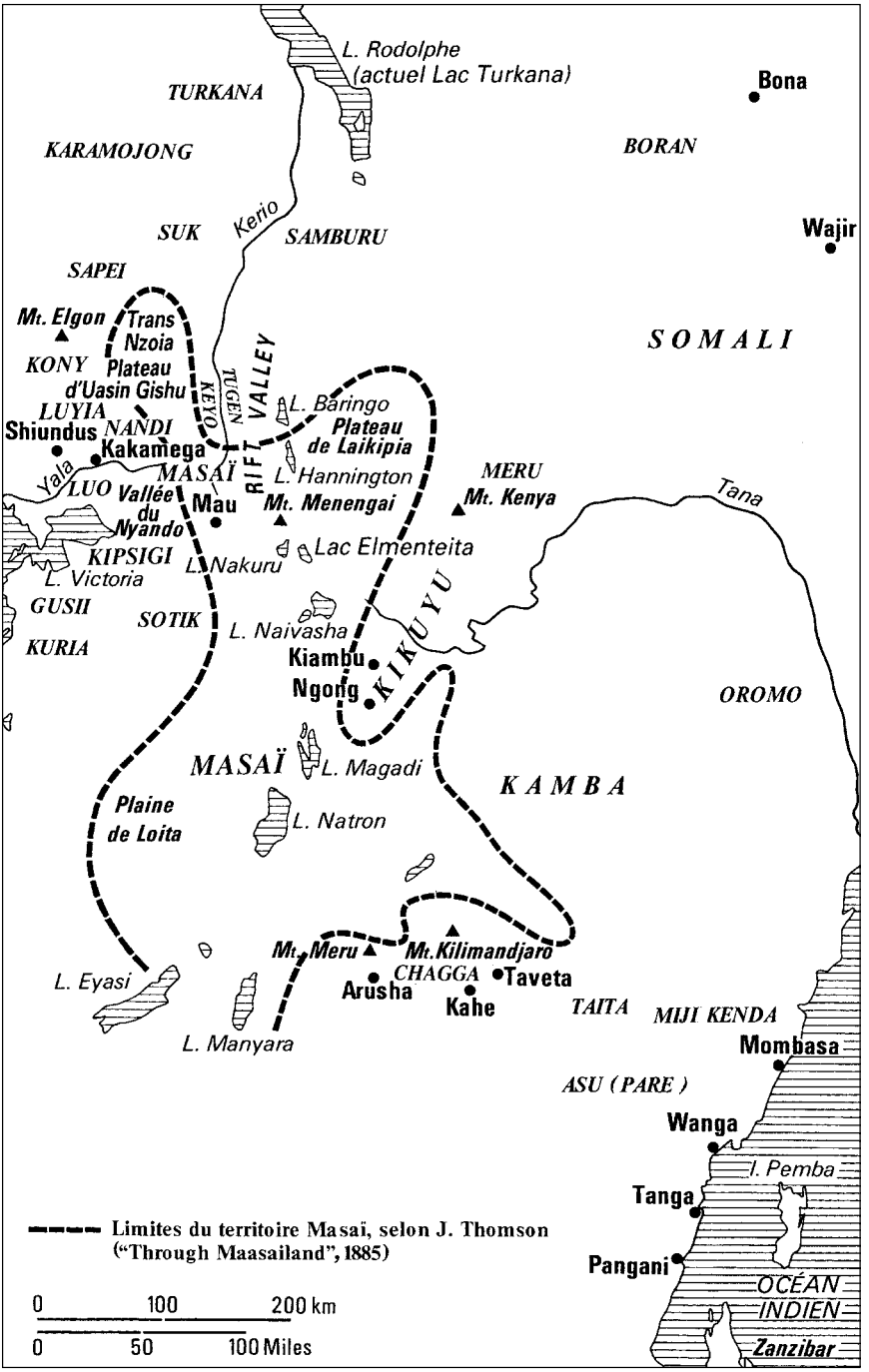
La Tanzanie méridionale connut donc de nombreux bouleversements politiques et sociaux dans la seconde moitié du XIXe siècle. Certains étaient imputables, au début, à l'irruption du commerce à longue distance ; puis l'invasion nguni les précipita. À partir de 1880, époque de l'invasion coloniale, cette région où, jusqu'au milieu du siècle, avaient surtout vécu des sociétés organisées uniquement sur la base du lignage, comprenait quelques-uns des plus puissants royaumes africains, ceux des Nguni, des Hehe et des Sango.

Les Masai

Il a été dit, au début de ce chapitre, que les Masai avaient profondément marqué l'histoire du nord-est de l'Afrique orientale dans la seconde moitié du XIXe siècle. Il n'en faut pas chercher la raison dans un expansionnisme qui avait d'ailleurs marqué le pas depuis la fin du XVIIIe siècle[37]. Leurs tentatives de pénétration vers le sud, dans les premières décennies du XIXe siècle, se seraient brisées contre le mur de la puissance gogo et hehe[38]. Au milieu du XIXe siècle, ceux des Masai qui étaient pasteurs occupaient les pâturages de la Rift Valley, entre la Tanzanie centrale et le Kenya central, tandis que d'autres groupes (Iloikop ou Kwavi) qui s'adonnaient à l'agriculture occupaient les régions voisines à l'est, entre le Kilimandjaro et les hautes terres du Kenya, et à l'ouest.

Qu'arriva-t-il donc à ce moment-là ? Il faut chercher l'explication du phénomène dans la longue série de guerres civiles qui éclatèrent au milieu

37. E. A. Alpers, 1974, p. 241.
38. J. Thomson, 1885, p. 414.



10.8. *Les Masai et leurs voisins, 1840-1884.*
[*Source :* tiré de R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), *History of East Africa*, 1963, vol. I, p. 298.]

du siècle. On n'en connaît pas encore les causes, mais l'on peut mentionner plusieurs facteurs qui contribuèrent à créer une situation nouvelle. D'après certains auteurs, aucune occasion ne s'étant présentée qui aurait permis à ce peuple belliqueux d'étendre son influence, ils auraient, « faute d'ennemis, retourné leur agressivité contre eux-mêmes »[39]. Mais l'image belliqueuse des Masai est démentie par l'analyse détaillée de leur société, comme on le verra ci-dessous. C'est donc en s'intéressant aux guerres civiles elles-mêmes que l'on pourra isoler ces facteurs.

Jusqu'à une date récente, ce que nous savions de ces guerres civiles provenait de l'étude entreprise par A. H. Jacobs chez les Masai dans la première moitié des années 1960[40]. D'après ses travaux, ces luttes furent en réalité des affrontements entre pasteurs et agriculteurs (Iloikop). Les deux groupes parlaient la même langue, le masai ; mais les Iloikop, tout en restant d'abord et surtout des pasteurs, pratiquaient aussi l'agriculture. Aux yeux des purs pasteurs masai, ils avaient déchu depuis qu'ils avaient adopté ce nouveau mode de vie. Dès la première moitié du siècle, les Masai pasteurs formaient un groupe plus étroitement uni que les autres grâce à leur *oloiboni*, dont la fonction rituelle avait pris une grande importance. C'était une éminente personnalité que l'on pouvait consulter à tout propos. À part cela, il n'existait aucune organisation politique unifiée, pas plus chez les pasteurs masai que chez les Iloikop. D'après les interprétations de Jacobs, les traditions masai donnent à penser que ce fut la modification de la fonction rituelle qui marqua le commencement de la discorde entre les deux groupes. Avant l'ascension de Subet, qui semble avoir été le premier *oloiboni* à jouer un rôle politique important, le conseiller des Masai pasteurs en matière de rituel pouvait être aussi consulté, en principe, par les Iloikop. Mais, pendant la période où Subet exerça son influence (presque toute la première moitié du XVIIIe siècle et jusqu'en 1864, date à laquelle Mbatian lui succéda), les Iloikop eurent, pense-t-on, leur propre *oloiboni*.

Une étude ultérieure de John L. Berntsen[41] a montré que la division entre Masai pasteurs et Masai agriculteurs n'a jamais été permanente. Selon lui, vouloir faire de l'histoire des Masai une rivalité entre pasteurs et agriculteurs « conduit à d'insurmontables contradictions. Tous les Masai étaient pasteurs avant une bataille ou une campagne de razzias ; la perte de leurs troupeaux ou l'impossibilité d'accéder à leurs pâturages de la Rift Valley obligea certains groupes à recourir à d'autres sources que l'élevage pour compléter leurs moyens d'existence[42]. » Autrement dit, la société masai au XIXe siècle était beaucoup plus complexe que ne l'avaient indiqué les travaux antérieurs : ainsi, certains groupes reconnus comme Iloikop à une certaine période pouvaient devenir pasteurs à une autre, selon qu'ils étaient ou non capables de reconstituer leurs troupeaux et de leur offrir à

39. E. A. Alpers, 1974, p. 241.
40. A. H. Jacobs, 1965.
41. L. Berntsen, 1979.
42. *Ibid.*, p. 49.

nouveau de riches pâturages. Pourtant, à la suite des guerres du XIXe siècle, des groupes masai plus nombreux furent chassés de la Rift Valley et continuèrent leur vie semi-pastorale pendant la période coloniale[43]. Pour éviter toute confusion, nous considérerons ces guerres sous l'angle d'alliances ayant pour objectif de prendre la maîtrise du bétail et des pâturages indispensables à la vie pastorale.

Les causes de conflit, sans doute, furent diverses. La première série de guerres eut lieu sur le plateau occupé par les Uasin Gishu, déclenchée peut-être par un désaccord au sujet des pâturages. Les pasteurs masai de la Rift Valley pourraient avoir voulu s'approprier les riches herbages du plateau qu'utilisaient les Uasin Gishu, lesquels étaient aussi des Masai. Ceux-ci reçurent l'appui d'autres groupes de langue masai vivant sur le plateau. Finalement, les Uasin Gishu furent chassés du plateau et refoulés vers d'autres régions. On a déjà vu comment certains d'entre eux servirent à renforcer le royaume wanga avant l'arrivée des marchands de la côte.

La seconde série de guerres débuta après la célèbre famine de 1836, qui toucha de nombreuses régions de l'Afrique orientale. Il semble que bien des razzias n'aient d'abord eu pour but que de reconstituer les troupeaux anéantis par la sécheresse. Des conflits éclatèrent alors sur toute l'étendue du territoire masai. Dans le Sud, les Masai de la Rift Valley firent des incursions chez des groupes installés plus à l'est, vers le Pangani. Ils réussirent à les chasser de Kibaya, de Shambarai et de Naberera, les obligeant à passer à l'est du Pangani, jusqu'aux plaines du Kilimandjaro et à Taveta. C'est vers cette même époque, probablement, que les Arusha s'installèrent sur les pentes du mont Meru. Dans le Nord, les Laikipia furent attaqués. Mais le gros du conflit se déroula de 1860 à 1864 entre les Purko et les Losegalai, lesquels vivaient dans une région allant du lac Nakuru au versant abrupt du Mau. Un certain nombre de Losegalai se réfugièrent en territoire kipsigi et nandi. D'après certaines traditions recueillies par Jacobs[44], ce furent ces réfugiés masai qui transmirent aux Nandi l'institution de l'*oloiboni*, appelé chez eux *orkoiyot*; cela serait à l'origine de leur puissance au moment où celle de leurs voisins masai était sur le déclin.

La fin de cette deuxième série de guerres fut un tournant dans l'histoire des Masai qui perdirent définitivement le contrôle presque exclusif du plateau d'Uasin Gishu; et elle annonça la montée d'autres groupes nilotiques, comme les Nandi et les Kipsigi. Cet effacement de la présence masai sur le plateau permit alors aux marchands du littoral d'emprunter les routes du Kenya qu'ils avaient évitées jusque-là.

La dernière série de conflits entre Masai eut également pour théâtre les plateaux septentrionaux. Mbatian avait succédé à Subet comme chef rituel vers le milieu des années 1860[45]. De nombreuses alliances se formèrent:

43. Les Arusha en sont un bon exemple. Voir P. H. Gulliver, 1963.
44. A. H. Jacobs, 1965.
45. A. H. Jacobs (1965) estime, d'après la chronologie des générations, que Subet mourut en 1864. Pour sa part, D. A. Low (1963, p. 306), sur la foi de certaines sources, situe la succession de Mbatian en 1866.

d'abord celle des pasteurs purko et kisongo; puis celle des Laikipia et de certains groupes iloikop, ceux qui avaient été chassés des bons pâturages et forcés d'être à la fois semi-agriculteurs et pasteurs. Dès 1884, les communautés pastorales avaient pris le dessus et les Iloikop avaient été dispersés de tous les côtés.

Cette longue suite de guerres eut donc pour conséquence l'élimination des puissants groupes masai qui évacuèrent notamment les plateaux septentrionaux. Les survivants se dispersèrent très loin: du pied du Kilimandjaro à Taveta et aux plaines du Pare et de l'Usambara dans la vallée du Pangani, d'Arusha à la partie méridionale de la steppe masai, qui s'étend jusqu'à la côte. Ce sont eux que la littérature existante sur les Masai désigne sous le nom d'Iloikop ou Kwavi. La plupart de ceux qui avaient échoué au nord et à l'ouest furent assimilés par d'autres groupes.

La victoire des pasteurs masai ne doit pourtant pas faire illusion. Il est certain que, à la suite des guerres que l'on vient d'évoquer, leur territoire se trouva, lui aussi, amputé. Ils avaient déserté les régions situées à l'est du Kilimandjaro, ainsi que les plateaux d'Uasin Gishu et de Laikipia. La Rift Valley, les plaines et les hauts plateaux restaient, dans l'ensemble, sous leur contrôle, mais avec une population très réduite. Enfin, autre conséquence néfaste de toutes ces guerres, des maladies frappant hommes et bêtes infestèrent toute la région et sapèrent aussi leur pouvoir. Dans les vastes zones qu'ils avaient parcourues lors de leurs razzias, les Masai étaient entrés en contact avec de nombreuses populations, favorisant ainsi la contagion et la propagation de nouvelles maladies. En 1869, par exemple, le choléra, qu'ils avaient contracté auprès des Samburu, les décima[46]. Mais ce fut en 1880 que s'abattit sur eux le pire fléau, lorsqu'une terrible épidémie de variole se déclara au moment même où leurs troupeaux périssaient de pleuropneumonie. En fin de compte, ce furent toutes ces épidémies, plutôt que les guerres, qui abattirent la célèbre puissance masai; si bien qu'à l'époque où le colonialisme imposa sa loi, elle n'était guère plus qu'un souvenir.

Pressions européennes

Entre 1845 et 1884, la pression européenne en Afrique orientale poursuivait quatre objectifs étroitement liés: l'abolition du commerce des esclaves; la propagation du christianisme; l'exploration géographique, et l'instauration d'un « commerce légitime ». Ils étaient liés dans la mesure où ils traduisaient tous les quatre la volonté d'expansion du capitalisme européen, lui-même issu de la révolution industrielle: les nouveaux moyens de production ayant rendu le travail des esclaves moins rentable, le commerce qui s'en faisait n'inspirait plus que réprobation. Leur prétendu esprit humanitaire avait déjà conduit les pays occidentaux à abolir la traite transatlantique et, dans les

46. D. A. Low, 1963, p. 308.

années 1840, ils commencèrent à se soucier de celle qui continuait à sévir en Afrique orientale. D'autre part, le mouvement évangélique, qui allait de pair avec le courant humanitaire, s'intéressa lui aussi au milieu du XIXe siècle à l'Afrique orientale. C'est qu'en effet l'exploration géographique, elle-même stimulée par la curiosité scientifique et l'évangélisme, ouvrait des perspectives prometteuses à la noble ambition de ceux qui — missionnaires ou « commerçants légitimes » — voulaient supprimer les horreurs de la traite pratiquée par les Arabes.

Le « commerce légitime » était celui des marchandises autres que les êtres humains. On a vu cependant comment l'ivoire était devenu l'un des produits essentiels dont vivait le commerce international en Afrique orientale. Après que Sayyid Saʿīd eut transféré sa capitale d'Oman à Zanzibar, les grandes puissances occidentales de l'époque — Grande-Bretagne, États-Unis d'Amérique et France — ouvrirent des missions commerciales à Zanzibar. La quasi totalité de l'ivoire n'en continuait pas moins de transiter par Bombay avant d'être acheminée vers l'Europe, parce que les Indiens restaient les premiers commerçants d'Afrique orientale. Pourtant ce commerce, à y regarder de plus près, faisait déjà pratiquemment partie du système impérialiste occidental dominé par les Britanniques, soit directement depuis Zanzibar, soit par Bombay[47]. Le volume des affaires traitées par les firmes américaines et allemandes (Hambourg), spécialisées les unes dans la cotonnade à bon marché, les autres dans la quincaillerie, était moindre que celui des marchands indiens[48]. La structure de ce marché demeura inchangée jusqu'à la fin de la période en question.

Le gouvernement britannique voulut abolir la traite des esclaves. Avant 1840, les Britanniques avaient essayé — en vain — de l'empêcher en dehors de la région soumise à l'autorité du sultan d'Oman. Le colonel Atkins Hamerton, qui, en 1841, avait été nommé consul de Grande-Bretagne à Zanzibar, s'efforça, des années durant, de parvenir à un nouvel accord avec le sultan de Zanzibar, qui avait transféré sa capitale d'Oman à Zanzibar en 1840. Ce n'est qu'en 1845 que fut enfin signé le Traité Hamerton, censé interdire la traite en dehors des possessions du sultan. Mais, même si les Britanniques avaient eu les moyens de le faire respecter, cela n'aurait eu qu'un effet très limité puisque la souveraineté du sultan s'étendait de l'Afrique orientale à la péninsule Arabique. Et comme de surcroît le sultan ne voulait surtout pas que ce trafic cessât, il n'était guère facile de lui imposer les limitations convenues. Sayyid Saʿīd mourut en 1856; son empire se scinda en deux, et la partie est-africaine échut à Sayyid Majid. Celui-ci n'était pas disposé non plus à accepter l'abolition de la traite; il eut même l'idée, pour mieux la contrôler, de se faire édifier une nouvelle capitale sur la côte, appelée « havre de paix » (Dar es-Salaam). Elle était encore en chantier lorsqu'il mourut en 1870. Les efforts entrepris pour abolir la traite restèrent sans effet jusqu'en 1873. À cette date, les Britanniques, après avoir accentué leurs pressions diplomatiques et leurs menaces réussirent

47. R. Robinson et J. Gallagher, 1961, p. 51.
48. R. Oliver, 1952, p. 1-2.

à obtenir de Sayyid Barghash, successeur de Majid, qu'il signe un décret abolissant la traite des esclaves par la mer.

Pourquoi avait-il été si difficile d'obtenir cette décision du sultan ? La réponse va de soi si l'on considère l'expansion de l'économie de plantation à Zanzibar et à Pemba. Elle reposait sur le travail des esclaves. Aussi toute restriction apportée à leur recrutement ne pouvait-elle qu'en freiner la croissance. On sait que l'agriculture de plantation continua de s'étendre après le décret de 1873[49]. La traite des esclaves étant encore licite sur la côte, les commerçants pouvaient acheminer les esclaves sur de grandes distances le long de la mer, entre Kilwa et Mombasa, ou même Malindi, et les faire passer en contrebande à Zanzibar et surtout à Pemba, sur de petits bateaux mis à l'eau nuitamment pour éviter les patrouilleurs britanniques. Malgré l'interdiction de ce commerce sur le continent en 1876, ni le sultan ni les Britanniques n'avaient les moyens de faire effectivement appliquer les décrets. Les plantations de girofliers des îles avaient augmenté les besoins vivriers du continent, en matière notamment de céréales. C'est ainsi que l'on vit apparaître le long de la côte, de Pangani à Malindi, des plantations céréalières cultivées par des esclaves. Il était donc impossible à l'époque de faire la distinction entre les esclaves destinés à la vente et ceux destinés au travail sur ces plantations[50]. Pour aggraver les choses, cette période fut témoin de conflits internes en beaucoup d'endroits de l'arrière-pays, qui mirent sur le marché des captifs en très grand nombre. Les trafiquants trouvaient facilement le moyen d'éviter les troupes du sultan et les patrouilles de la marine britannique. Il se créa, de Pangani à Mombasa, une série de comptoirs clandestins, d'où de petits boutres pouvaient prendre la mer la nuit venue et rejoindre Pemba sans éveiller l'attention. Il est donc évident que la traite des esclaves resta une activité commerciale de premier plan pendant une bonne partie de la période coloniale.

Les missions commerciales européennes et les patrouilles navales chargées de surveiller les trafiquants d'esclaves ne s'aventuraient pas en dehors de la zone côtière et de Zanzibar. Bien que, par les marchands arabes, les Européens eussent sans doute entendu parler des régions situées à l'intérieur des terres, celles-ci, pour eux, restaient inconnues. Mais les événements, peu à peu, allaient attirer l'attention des esprits humanitaires et des évangélisateurs sur l'Afrique orientale. Jusqu'en 1856, ils s'étaient surtout intéressés au problème de la traite transatlantique. Mais, lorsqu'on commença à en savoir plus long sur les atrocités de la traite en Afrique orientale, c'est de ce côté-là, de plus en plus, que se porta l'intérêt général des Européens.

Les voyages de David Livingstone en Afrique centrale et orientale avaient contribué, plus que toute autre chose, à amorcer le processus. En 1856, il avait pour la deuxième fois traversé l'Afrique centrale, de l'Angola au delta du Zambèze. Avant lui, la Church Missionary Society (CMS) avait

49. F. Cooper (1977, p. 54) signale que, en 1877, un bon millier d'Omanais émigrèrent d'Oman à Zanzibar.
50. *Ibid.*, p. 126.

envoyé trois missionnaires allemands pour entreprendre l'évangélisation de l'Afrique orientale. Johann Ludwig Krapf arriva à Mombasa en 1844, bientôt suivi de J. Rebmann en 1846, puis de J. J. Erhardt en 1849. Ils ouvrirent une mission à Rabai, près de Mombasa. Dès 1856, Rebmann avait traversé la plaine Nyika jusqu'au Kilimandjaro. Il fut ainsi le premier Européen à l'apercevoir. Quant à Krapf, il avait poussé plus loin vers le sud, pour visiter le royaume shambaa de Kimveri. Ensuite, il était remonté vers le nord jusqu'au pays kamba, où il fut le premier Européen à voir le mont Kenya. Erhardt et Krapf allèrent également vers le sud, jusqu'à l'embouchure du Rovuma; plus tard, après avoir passé quelque temps à Tanga, Erhardt fut en mesure de publier une carte de l'Afrique orientale qui comportait un grand nombre de renseignements sur l'intérieur du continent. Il en avait recueilli beaucoup alors qu'il séjournait sur la côte, notamment au sujet des Grands Lacs qu'il représentait comme une mer intérieure. Sa carte allait être « la principale source d'inspiration de Burton et de Speke lors de leur expédition de 1858 »[51].

Ces premiers missionnaires avaient fait œuvre de pionniers; la somme de renseignements qu'ils avaient réunis se révéla fort utile pour ceux qui vinrent après eux. L'opinion publique, cependant, restait ignorante de toutes ces découvertes. Pour captiver son imagination, il fallut attendre Livingstone, qui, dans ses écrits et ses discours, flétrissait inlassablement la traite pratiquée par les Arabes. Tout pénétré de l'idéologie capitaliste de l'époque, qui exaltait les vertus du libre-échange, il se faisait l'avocat du commerce, capable, selon lui, de rattacher l'immensité du continent africain à l'Europe chrétienne; ce qui délivrerait les Africains de la pauvreté et des humiliations de l'esclavage. C'est pourquoi, dans ses voyages, il cherchait avant tout les fleuves navigables qui étaient, pour reprendre ses propres termes, « des voies de pénétration pour le commerce et le christianisme »[52]. La publication en 1857 de *Voyages et recherches d'un missionnaire dans l'Afrique méridionale* [53] s'ajoutant à ses démarches personnelles, finit par convaincre certains membres de l'Église anglicane de fonder l'Universities Mission to Central Africa (UMCA). Celle-ci fit de son mieux pour mettre en pratique les idées de Livingstone. Ses missionnaires s'efforcèrent de pénétrer dans la région du Zambèze; mais ils n'arrivèrent qu'à constater que ni ce fleuve ni le Rovuma n'avaient d'embouchure navigable. Après quoi la mission dut s'installer à Zanzibar pour se consacrer aux esclaves libérés.

Le problème de ces derniers suscitait l'intérêt de toutes les sociétés missionnaires qui œuvraient en Afrique orientale. Entre 1858 et 1873, la CMS, l'UMCA et les pères du Saint-Esprit s'en occupèrent. La CMS continua de travailler à Rabai, près de Mombasa, où des esclaves libérés avaient été envoyés de Bombay pour aider Rebmann. L'UMCA se fixa à Zanzibar, tandis que les pères du Saint-Esprit œuvraient à Bagamoyo. Aucune de ces

51. R. Oliver, 1952, p. 7.
52. *Ibid.*, p. 27.
53. D. Livingstone, 1857.

sociétés n'avait atteint l'objectif défini par Livingstone : ouvrir l'intérieur du continent au commerce et au christianisme. Néanmoins, le travail était commencé. Tandis que les missions s'implantaient d'abord sur la côte, d'autres Européens, s'inspirant de l'expérience des missionnaires, entreprenaient l'exploration des régions intérieures de l'Afrique orientale. En 1858, Burton et Speke partirent à la recherche de la « mer d'Unyamwezi »[54] signalée par Erhardt. Ils atteignirent le lac Tanganyika, et Speke reconnut également la rive méridionale du lac Victoria. En 1862, Speke repartit, en compagnie de Grant, explorer le lac Victoria et repéra la source du Nil. En descendant le Nil Blanc, ils rencontrèrent Samuel Baker qui remontait le fleuve depuis la mer. Plus tard, Livingstone lui-même devait, une fois de plus, s'enfoncer dans le cœur de l'Afrique et y faire de nouvelles découvertes. Ces explorations suscitèrent un regain de passion missionnaire. La constatation de l'existence des Grands Lacs relança aussitôt le projet de Livingstone. Toutes les sociétés missionnaires britanniques qui opéraient en Afrique orientale voulurent faire circuler des bateaux à vapeur sur ces voies navigables intérieures. En révélant l'étendue et la nature de la traite pratiquée par les Arabes, ces explorations avaient excité les esprits. On s'apercevait que l'intérieur du continent n'était pas aussi inaccessible que Krapf l'avait pensé à propos du Kenya, ou que les missionnaires de l'UMCA l'avaient cru en explorant le cours inférieur du Shire. Nul doute, désormais, que des routes existaient, par où les caravanes s'enfonçaient dans tout l'arrière-pays et par où, au retour, elles amenaient les esclaves jusqu'à la côte. Mais plus frappante encore était la révélation de la manière dont ce commerce affectait la vie des Africains.

Après la mort de Livingstone, les sociétés missionnaires britanniques redoublèrent de zèle. Livingstone avait eu droit à des funérailles nationales dans l'abbaye de Westminster ; cette cérémonie publique avait eu un grand retentissement : elle avait inspiré les prédicateurs et éveillé la passion du grand public pour l'œuvre missionnaire. La Scottish Free Church envoya à son tour des missions en Afrique centrale. La première, en 1875, elle pénétra dans les régions du Zambèze et du Shire, et s'établit à Blantyre, sur le lac Nyasa. Les autres sociétés missionnaires, qui avaient déjà commencé à œuvrer sur la côte, eurent tôt fait de se répandre. En 1875, l'UMCA établit une base à Magila, à l'intérieur du continent — dans une région qui faisait partie du royaume shambaa de Kimweri —, et l'année suivante à Masasi, en Tanzanie méridionale. Dans le même temps, H. M. Stanley, journaliste anglo-américain, aventurier et explorateur, qui avait déjà fait un premier voyage pour retrouver Livingstone, en entreprenait un deuxième pour pousser l'exploration encore plus loin. En 1875, le *Daily Telegraph* publia une lettre de lui dans laquelle il signalait le Buganda à l'attention des sociétés missionnaires. Nombre de fidèles offrirent aussitôt les fonds nécessaires au financement de nouvelles missions. En conséquence, la CMS étendit son

54. R. Oliver, 1952, p. 27.

influence au-delà de Freretown à Rabai, près de Mombasa, et mit en place une nouvelle mission à Mpwapwa, dans le centre de la Tanzanie, en 1876. De là, elle put atteindre l'année suivante la capitale de Mutesa. La London Missionary Society, à laquelle avait appartenu Livingstone, décida bientôt de marcher sur les pas de ce dernier et, encouragée par une proposition précise de financement, résolut d'aller jusqu'au lac Tanganyika, au bord duquel Livingstone avait passé les dernières années de sa vie. À partir de 1877, elle établit plusieurs missions aux alentours du lac Tanganyika : à Ujiji, à Urambo, dans l'île de Kavala et à Mtowa. Malheureusement, elles durent bientôt cesser toute activité : les missionnaires avaient du mal à supporter le climat et les intérêts politiques allemands s'opposaient à leurs activités. La London Missionary Society se réinstalla finalement en Rhodésie, dans la sphère d'influence britannique.

À la différence des protestants, les missionnaires catholiques reçurent leur impulsion, à la même époque, de la vision et de l'énergie d'un seul homme, monseigneur Lavigerie, nommé archevêque d'Alger en 1867. Un an après, il fonda la société des Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, connue plus tard sous le nom de pères Blancs. Cette société, selon lui, devait être en Afrique centrale le pendant religieux de l'Association internationale africaine, à l'intérieur des mêmes limites géographiques, entre le 10e parallèle nord et le 20e parallèle sud, et établir ses bases à proximité de celles de l'organisation laïque afin que les deux puissent mutuellement se prêter assistance[55]. Le premier établissement des Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique en Afrique orientale s'établit à Tabora, en 1878. Les pères du Saint-Esprit, qui les avaient précédés de dix ans en s'installant à Bagamoyo, s'étaient surtout efforcés de créer des colonies d'esclaves libérés, plutôt que de multiplier le nombre de leurs missions. Au moment donc où les pères Blancs se répandirent dans l'intérieur, les pères du Saint-Esprit n'avaient pas dépassé Morogoro, où ils avaient créé une mission « à Mhonda, à une centaine de miles vers l'intérieur »[56].

À partir de Tabora, un certain nombre de pères Blancs se dirigèrent vers le nord pour créer une mission à Bukumbi, sur la rive méridionale du lac Victoria, puis, de là, ils gagnèrent le Buganda. À leur arrivée à la cour du roi Mutesa, ils constatèrent qu'Alexander M. Mackay, missionnaire de la CMS, les avait devancés de plusieurs mois ; que les musulmans « étaient établis dans le pays depuis plusieurs années, et qu'un certain nombre de chefs avaient embrassé l'islam »[57]. Cette rencontre marqua le début des rivalités religieuses entre, d'une part, musulmans et chrétiens et, d'autre part, protestants et catholiques. Mutesa sut arbitrer ces antagonismes en jouant d'un groupe contre l'autre mais après sa mort, en 1884, ils devaient influer profondément sur la vie de la cour.

Un autre groupe de pères Blancs, toujours à partir de Tabora, se dirigea vers l'ouest et ouvrit une mission à Ujiji, en 1879, d'où il gagna Rumonge,

55. *Ibid.*, p. 46-47.
56. J. M. Gray, 1963, p. 244.
57. G. D. Kittler, 1961, p. 161.

au Burundi, à 120 kilomètres environ au sud de l'actuel Bujumbura; mais la mission fut abandonnée en 1881 après le massacre de trois missionnaires. « Les pères Blancs ne purent retourner à la mission pendant près de cinquante ans[58]. » En 1885, ils en ouvrirent deux autres, près de celles qui avaient été fondées par l'Association internationale africaine à la suite de la décision prise par le roi des Belges, Léopold II, de s'occuper en priorité de l'État indépendant du Congo.

Jusqu'à 1884, l'influence européenne en Afrique orientale s'exerça d'abord et avant tout par le truchement des sociétés missionnaires. Le commerce, même dans les régions où il s'était organisé, n'apparaissait que comme un prolongement de l'œuvre missionnaire. Deux exemples le montrent bien: celui, d'abord, de la Livingstonia Central African Trading Company. Cette compagnie, qui travaillait en liaison avec les missions écossaises de la région du lac Nyasa, semblait avoir pour fonction essentielle de ravitailler celle de Blantyre par les voies navigables que sillonnaient ses bateaux à vapeur et, au retour, de rapporter de l'ivoire qu'elle vendait à des prix très inférieurs à ceux pratiqués par les commerçants arabes qui utilisaient de la main-d'œuvre servile. Le second exemple nous est fourni par la Scottish Free Church. L'un de ses membres, William Mackinnon, propriétaire de la British India Steam Navigation Company, avait inauguré, en 1872, une ligne maritime desservant Zanzibar. Quelques années plus tard, il obtint du sultan de Zanzibar l'autorisation de construire des routes qui auraient relié la côte au lac Nyasa et au lac Victoria. Bien que ce projet n'eût jamais été réalisé, il fut le germe dont allait naître, lors du partage de l'Afrique, la plus impérialiste de toutes les organisations, la British East Africa Company.

Pendant la période étudiée ici, les missionnaires faisaient encore œuvre de pionniers. En apparence, leur travail semble n'avoir guère eu d'effets sur les sociétés africaines, mais à y regarder de plus près on s'aperçoit que son influence a été considérable. Les sociétés missionnaires implantées en Afrique orientale étaient alors plus puissantes, car elles n'étaient pas assujetties aux contraintes imposées plus tard par les gouvernements coloniaux. Comme le dit Roland Oliver: « Les missions devinrent une puissance dans la région, et pas seulement d'ordre spirituel. Au Buganda comme à Zanzibar, les autorités politiques locales étaient assez fermement établies pour étendre leur tutelle aux étrangers. Ailleurs, même le missionnaire qui partait avec quelques douzaines de porteurs et cherchait à s'installer dans un village indigène devait instituer ce qui était, en fait, un petit État indépendant[59]. »

Les premières missions étaient aussi modelées par l'effort qu'elles faisaient pour créer des colonies d'esclaves libérés. Que ces colonies fussent sur la côte (comme à Freretown ou à Bagamoyo) ou dans l'intérieur (comme à Masasi, Blantyre, Mpwapwa, Tabora ou Ujiji), elles cherchaient à s'établir surtout près des routes des caravanes d'esclaves et à faire des captifs libérés

58. *Ibid.*, p. 157.
59. R. Oliver, 1952, p. 50.

le noyau des colonies missionnaires, en conformité avec leur intention de combattre la traite pratiquée par les Arabes. En fait, ces missions se transformèrent en États théocratiques et attirèrent même des exilés politiques, des esclaves fugitifs et ceux qui n'avaient pas trouvé leur place dans les sociétés où elles s'étaient implantées[60]. C'est ainsi qu'elles affaiblissaient encore des sociétés déjà soumises aux pressions économiques de l'époque et réduisaient d'autant leur capacité de s'opposer à l'instauration du régime colonial. D'une manière plus générale, on peut dire que les sociétés missionnaires furent également les pionnières de ce régime. La plupart des trois cents Européens installés sur le continent avant 1884 étaient, par leurs activités, en rapport avec les missionnaires[61]. Même quand les missions européennes étaient sous l'autorité effective d'un chef local, leur simple existence, sans même parler de leur influence culturelle, ouvrait la voie aux prétentions coloniales de la période du partage de l'Afrique.

L'Afrique orientale faisait alors partie, comme il a déjà été dit, d'un vaste empire britannique qui ne disait pas encore son nom. Or, vers la fin de la période étudiée ici, l'accession de l'Allemagne au rang de grande puissance occidentale ne fit qu'exaspérer les rivalités existantes. Celles-ci se traduisaient, en dehors de l'Afrique orientale, par diverses tensions. Lorsque Léopold II, en 1876, réunit à Bruxelles une conférence internationale « pour discuter des modalités d'une intervention pacifique et concertée en vue de développer le commerce légitime et de supprimer celui des esclaves »[62], les rivalités apparaissaient déjà au grand jour. Finalement, la conférence internationale n'aboutit qu'à la formation de sous-commissions nationales jalouses les unes des autres. Léopold II prit alors les devants et créa son propre empire au Congo. L'opération la plus importante fut, en 1882, l'occupation de l'Égypte par les Britanniques. Pour la justifier, ils alléguèrent la position stratégique de l'Égypte (avec le canal de Suez et le Nil) pour la défense de leurs intérêts en Inde et, dans une moindre mesure, en Afrique orientale. Mais la réaction internationale ne se fit pas attendre. Elle entraîna toute une chaîne d'événements, et d'abord l'annexion par l'Allemagne de plusieurs territoires : le Sud-Ouest africain en avril 1884 et le Cameroun en juillet de la même année. En Afrique occidentale, l'Allemagne et la France esquissaient un rapprochement pour s'opposer aux visées britanniques sur le Niger. L'impérialisme déferlait. Lorsque Bismarck, en novembre 1884, réunit la Conférence de Berlin, le dépeçage de l'Afrique était déjà commencé. En Afrique orientale, Carl Peters avait débarqué à Zanzibar au nom de sa Gesellschaft für Deutsche Kolonisation (Société de colonisation allemande) et avait pénétré au cœur des terres pour négocier des traités. Les Britanniques se berçaient encore de l'espoir que, en consolidant l'autorité de Sayyid Barghash sur le continent, ils pourraient sauvegarder leurs intérêts sans avoir eux-mêmes à coloniser.

60. *Ibid.*, p. 50.
61. *Ibid.*, p. 49.
62. J. E. Flint, 1963, p. 362.

CHAPITRE 11

Peuples et États de la région des Grands Lacs

David W. Cohen

Dans la première moitié du XVIIIe siècle, le *kabaka* Mawanda, roi du Buganda, tenta d'étendre son pouvoir sur les riches régions situées à l'est de la zone centrale de son royaume. Il entreprit une grande campagne militaire et remporta immédiatement quelques succès, à la suite desquels il installa l'un de ses généraux à la tête de la région de Kyaggwe pour la soumettre à l'administration de son royaume. Le gouverneur de Kyaggwe se heurta toutefois à quelques foyers de résistance. Sous le mandat de ses successeurs, plusieurs zones passèrent sous l'influence du Bunyoro, État voisin situé au nord-ouest du Buganda, et l'État du Buganda se vit interdire l'accès à l'immense forêt du Mabira, au Kyaggwe. À la fin du XVIIIe siècle, le territoire du Mabira, situé à moins de 45 kilomètres à l'est du cœur du pays ganda, était devenu un foyer de concentration des forces d'opposition aux monarques du Buganda, un lieu d'exil et un refuge. Pour beaucoup de gens, sujets du royaume et étrangers, les dédales obscurs du Mabira renfermaient la promesse d'un renversement de situation.

Vers la fin du XVIIIe siècle, Kakungulu s'enfuit du domaine de son père, le roi ganda Semakokiro, arrière-petit-neveu de Mawanda. Ayant trouvé refuge et soutien dans le Mabira, Kakungulu, aidé de ses partisans, constitua tout un réseau d'alliances avec divers États limitrophes du Buganda; puis il lança une série d'attaques pour conquérir le trône de son père. Kakungulu ne put jamais s'emparer du trône, mais ses activités contribuèrent à accroître l'agitation autour des plus anciens territoires administrés par le Buganda; elles incitèrent les chefs ganda à prendre des mesures punitives et à réunir sous leur autorité les zones d'opposition de l'Est et de l'Ouest; et elles ont peut-être exacerbé la violence des relations entre le Buganda et les États voisins.

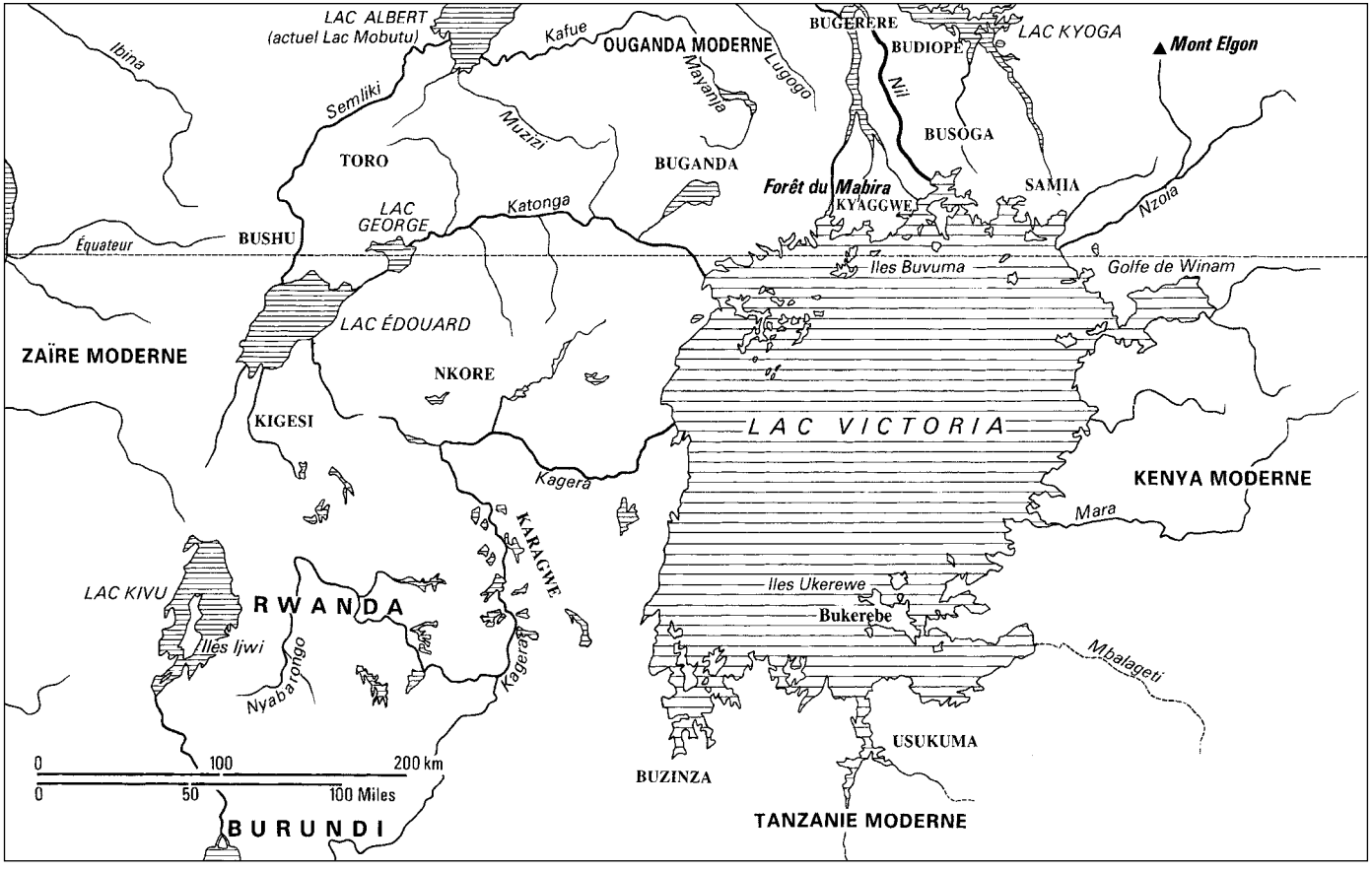
Kakungulu n'était pas le premier à tenter de transformer un groupe de réfugiés au Mabira en une force d'insurrection. En effet, en se tournant vers le Mabira, il ne faisait que répéter une page du livre de tactique de son propre père, Semakokiro. Quelque trente ou quarante ans auparavant, en effet, Semakokiro avait tenté de se refaire une situation dans le Mabira, où il avait su s'entourer d'un puissant soutien. Son exil avait duré fort longtemps.

Avec le recul du temps, cet endroit du Mabira où Semakokiro organisa son exil nous apparaît comme ayant été un État en gestation. Le processus de formation d'un État fondé dans le Mabira fut interrompu par l'efficacité même avec laquelle Semakokiro se gagna des appuis; il finit par renverser son frère Junju et devint ainsi *kabaka* du peuple ganda. Les temps anciens de cet exil de Kakungulu dans le Mabira et, avant lui, de celui de son père Semakokiro font penser à la communauté puissante, stable et très nombreuse qui s'organisa autour du général et administrateur ganda Semei Kakungulu dans son « exil » en Ouganda oriental, au début du XXe siècle[1]; on y retrouve ce caractère à la fois tendu et complexe des relations entre les dirigeants et leurs subordonnés qui caractérisait la vie politique du royaume de Buganda à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

L'histoire de Kakungulu et de Semakokiro au Mabira, à la veille du XIXe siècle, renvoie à l'historien plusieurs images de la vie extraordinairement riche et complexe de la région des Grands Lacs à cette époque. La première est celle d'un État encore en gestation de la région des Lacs, qui annexe des terres et des populations nouvelles qu'il place sous sa domination et qui apparaît comme un ensemble d'institutions relativement jeunes. La deuxième montre une région en pleine effervescence qui passe difficilement du XVIIIe siècle au XIXe siècle. Les souverains se heurtaient à une opposition farouche tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs royaumes. Leurs règnes pouvaient être de courte durée; ils avaient bien peu de temps pour mettre en place des alliances et des administrations efficaces, tandis que leurs frères ou leurs fils attisaient la révolte. La troisième image de la région est celle de fiefs ou de royaumes qui n'étaient pas des entités sociales et politiques fermées. Les frontières politiques étaient très perméables. La vie des souverains et la qualité de vie des courtisans et des sujets dépendaient de la nature des relations entre États. Enfin, la quatrième image est celle de la vie sociale et politique peu connue et mal comprise, loin des cours et des capitales de la région; elle nous donne un aperçu du rôle de l'État de la région des Grands Lacs dans la vie des populations, dans la vie privée et la production, le commerce et les échanges, la pensée et la vie religieuse.

Aujourd'hui comme au siècle dernier, cette région d'Afrique orientale et centrale est à la fois très bien irriguée et densément peuplée. Elle s'étend du bassin de Kyoga (centre et nord de l'Ouganda), des contreforts du mont Elgon et du golfe de Winam au Kenya occidental, jusqu'aux hautes terres orientales du bassin du Zaïre et aux rives du lac Tanganyika. La région des Grands Lacs

1. M. Twaddle, 1966, p. 25-38.



11.1. *La région des Grands Lacs* (d'après D. W. Cohen).

est une région historique et culturelle (ainsi que le point de convergence de deux grands bassins hydrographiques) définie par une famille linguistique qui se trouve reflétée dans les formes culturelles et, en particulier, par les grands schémas communs de l'organisation politique antérieure à l'époque coloniale. L'État de la région des Grands Lacs avait une culture politique, des principes structurels et une idéologie autoritaire, certaines caractéristiques régionales, notamment des modèles sociaux comportant des « castes », des classes, et divers schémas pluriethniques.

L'ordre politique

Au début du XIXe siècle, puis sept ou huit décennies plus tard, quand les pressions exercées par les Européens commencèrent à affecter directement le sort des individus et des États, la région des Grands Lacs était un conglomérat d'États de superficie et de puissance très diverses, sous des dehors cependant assez semblables. Un royaume de la région des Grands Lacs se présentait comme un domaine organisé autour d'un monarque tirant son autorité de ses liens de parenté avec une dynastie, et entouré d'une cour et de conseillers; l'organisation elle-même reposait sur un réseau hiérarchisé de fonctionnaires, d'artisans et de seigneurs.

Traditionnellement axées sur les événements et les fonctions politiques officiels[2], les études consacrées à la région ont mis en relief les actes d'insurrection de Semakokiro et Kakungulu, et des milliers de partisans qui partagèrent leurs vies d'exilés et de rebelles. Leur histoire, et celle de leur exil, met en évidence l'existence latente de forces d'opposition à l'autorité établie et aux capitales de la région, et nous permet de nous dégager des concepts trop rigides du domaine politique. À l'aube du XIXe siècle, de même qu'avant et après cette période, l'État des Grands Lacs n'était pas simplement l'assemblage d'un roi, d'une cour et d'un pays, ni la combinaison d'une culture politique, d'un ordre administratif et d'une organisation structurelle. L'histoire de Semakokiro et de Kakungulu est porteuse d'un message: le domaine de l'État se définit de manière essentielle par le conflit, celui du dedans et celui du dehors.

L'ordre politique de la région des Grands Lacs a considérablement évolué au XIXe siècle avec l'apparition de deux tendances principales. La première était le renforcement de la cohésion et du pouvoir de certains États, par l'accroissement de la main-d'œuvre et du commerce, le développement d'institutions bureaucratiques, l'élimination des facteurs de division et, enfin, le contrôle et la maîtrise des influences et des forces nouvelles qui pénétraient dans la région.

2. Les anthropologues et les historiens se sont intéressés surtout à l'histoire politique des royaumes de la région; il existe malheureusement peu d'ouvrages sur l'histoire économique avant l'ère coloniale.

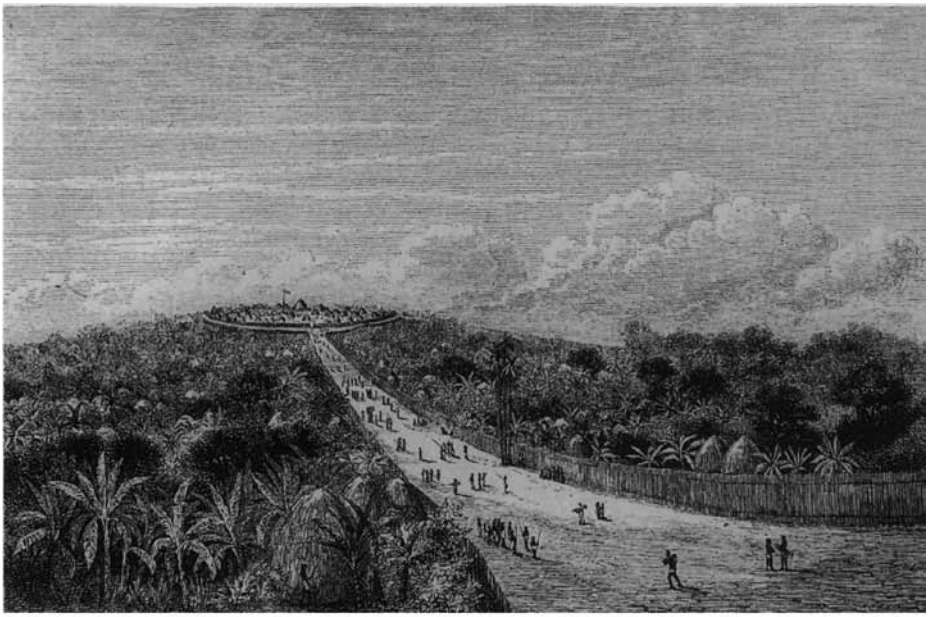
La seconde tendance était l'ascension décisive de trois ou quatre États — le Buganda, le Rwanda, le Burundi et, enfin, le Bunyoro au cours de sa période de renaissance — aux dépens d'autres États. Ces deux tendances étaient étroitement liées. La prospérité de ces quatre grands royaumes, au XIXe siècle, reposait sur la réorganisation de l'administration dans le sens d'une plus grande centralisation ; la cessation des vieilles querelles intérieures par l'élimination de l'opposition et l'organisation de campagnes de collecte de tributs et d'expansion, qui désamorçaient les conflits internes ; l'agrandissement du royaume par la conquête de nouvelles régions ; l'appropriation et l'incorporation de certains secteurs de la production et du commerce de la région, et l'intégration des forces et éléments nouveaux qui y pénétraient.

Le changement général que le XIXe siècle a apporté dans ces grands royaumes est notamment illustré par la durée du règne des souverains du Buganda, du Rwanda, du Burundi et du Bunyoro. Au Buganda, Kamanya a régné pendant trente à trente-cinq ans à partir du début du siècle, et ses successeurs, Suna puis Mutesa, pendant vingt et vingt-huit ans respectivement. Par comparaison, onze *kabaka* ont occupé le trône du Buganda au XVIIIe siècle, et nombre d'entre eux ont été assassinés ou renversés. À « l'ère des princes » du XVIIIe siècle a succédé celle des « longs règnes », tant Kamanya que Suna ou Mutesa ont eu le temps de mettre en place un embryon de contrôle, de juguler l'opposition des princes et des factions, et de commencer à développer les ressources de l'État.

Même évolution au Rwanda où une « ère de longs règnes » succéda aux règnes courts de l'ère précédente. Mwami Yuhi Gahindiro prit le pouvoir pendant la dernière décennie du XVIIIe siècle et régna pendant plus de trente ans. Son successeur, Mutara Rwogera, exerça le pouvoir pendant une trentaine d'années ; après lui, Kigeri Rwabugiri resta sur le trône pendant près de quarante ans, jusqu'à sa mort en 1895.

Le Burundi n'eut que deux souverains au XIXe siècle : Ntare II Rugamba, qui serait monté sur le trône à la fin du XVIIIe siècle, et Mwezi II Gisabo, qui régna de la moitié du XIXe siècle à sa mort en 1908. On pense que quatre souverains se sont succédé sur le trône du Burundi au cours du XVIIIe siècle. Dans le cas du Bunyoro, la longévité des monarques est moins évidente au XIXe siècle, bien que Mukama Kabarega, qui a exercé le pouvoir de 1870 à sa révocation par l'Empire britannique, en 1899, ait incarné le renouveau de la puissance et de l'influence régionale du Bunyoro pendant la seconde moitié du siècle.

Il ne faut pas méconnaître l'effet circulaire qu'ont pu avoir les longs règnes du XIXe siècle. Le temps a permis aux souverains, aux courtisans et à leurs clients d'asseoir le pouvoir sur des bases plus solides et plus durables, et de mettre en place des administrations plus fiables. Avec le temps, souverains et administrations ont pu systématiser l'attribution des récompenses, des rémunérations et des emplois, et démontrer au peuple que, pour son avenir et sa sécurité, il valait mieux travailler avec le régime que contre lui ; ce qui, en retour, a donné aux souverains, aux courtisans et aux grands hommes du XIXe siècle plus de temps et de moyens pour consolider leur pouvoir et leur



11.2. *La Buganda en 1875 : la capitale du* kabaka.
[*Source :* H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

11.3. *Le* kabaka *Mutesa*, *entouré de chefs et de dignitaires*.
[*Source :* H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

gestion. Les coalitions et les routines avaient plus de chances de se perpétuer d'un règne à l'autre, lorsque les souverains demeuraient longtemps sur le trône. Dans l'État des Grands Lacs, la légitimité et l'autorité ne reposaient pas seulement sur un rituel d'accession ; elles étaient acquises avec le temps grâce à l'édification progressive de réseaux de relations sociales. La participation à l'État impliquait le jeu des institutions du mariage, des services et de la clientèle ; l'exploitation de nouvelles terres ; la mise en place de nouveaux circuits d'échange et un approvisionnement accru des capitales. Tous ces éléments exigeaient du temps.

Pendant la plus grande partie du XIXe siècle, le Buganda, le Rwanda, le Burundi et le Bunyoro ont été les États les plus expansionnistes de la région ; et c'est essentiellement leur évolution pendant cette période qui en a déterminé la configuration au XXe siècle. Il existait cependant, dans la région élargie, plus de deux cents autres fiefs, presque tous dotés d'institutions politiques analogues à celles des grands royaumes. Certains de ces petits États se sont transformés politiquement au XIXe siècle, renforçant leur pouvoir dans leur sphère d'influence immédiate. D'autres ont perdu le contrôle des forces centrifuges qui s'exerçaient à l'intérieur de leurs frontières et sont tombés sous la dépendance de centres lointains. Les capitales et les cours des grands royaumes ont commencé à attirer les dissidents et les insurgés des États voisins, aventuriers venus demander l'aide de leurs puissants hôtes pour renverser le pouvoir dans leur pays. Répétées des centaines de fois, ces initiatives ont contribué à l'affaiblissement des petits États et à l'expansion des plus grands.

À partir de 1850, la distinction entre grands et petits États s'est affirmée, à mesure que les premiers accaparaient les nouvelles ressources de l'extérieur — marchandises, armes à feu notamment, marchands et aventuriers européens, arabes et swahili, missionnaires chrétiens et musulmans. Les petits royaumes de la région des Grands Lacs en sont venus à ressembler de plus en plus à des « jardins » cultivés par les serviteurs ou les esclaves pour payer le tribut perçu par les grands royaumes ou, tout simplement, à des champs de manœuvres pour les différentes forces qui s'exerçaient à l'intérieur ou à l'extérieur de la région.

Production et extraction

Cette dernière observation nous écarte du seul terrain politique. Il apparaît que, au XIXe siècle, la principale préoccupation de l'État était à la fois la production et les échanges, que ce processus d'accumulation se déroulât dans le cadre de l'ancien fief ou au-delà des frontières administratives réelles de l'État. Le contrôle de la production et du commerce était au cœur des préoccupations d'États comme le Rwanda, le Buganda, le Burundi et le Bunyoro, à mesure qu'ils agrandissaient leurs territoires et étendaient leur sphère d'influence.

Nous avons déjà évoqué le programme d'expansion de Mawanda dans le Kyaggwe. Ce projet, conçu au siècle, visait les régions de production qui

échappaient au contrôle du royaume du Buganda. Le Kyaggwe possédait de la fibre d'écorce, du minerai de fer et des artisans capables de travailler le fer, et il avait accès aux terres fertiles des îles du nord du lac Victoria. Les îles Buvuma, au large du Kyaggwe, étaient bien reliées aux réseaux commerciaux établis à l'est du lac Victoria. La conjonction de forces de production, de matériaux, de techniques et de main-d'œuvre, l'accès aux circuits commerciaux régionaux ou leur maîtrise, tels étaient les principaux soucis des États de la région des Grands Lacs à l'époque précoloniale.

Les redevances perçues dans les régions régulièrement administrées et en dehors des royaumes enrichissaient les cours et les régimes en place. Au XIXe siècle, la perception de tributs et la résistance opposée aux redevances exigées par l'État créèrent entre les zones de production et les régions de consommation tout un tissu de rapports conflictuels se superposant (en les faussant parfois) aux réseaux commerciaux qui couvraient l'ensemble de la région à l'époque précoloniale. Le jeu des prélèvements effectués par l'État et de la résistance opposée par les producteurs et les zones de production à la pratique coercitive du tribut de l'État est particulièrement évident, au XIXe siècle, dans le domaine de la production alimentaire, des échanges de denrées et de la consommation alimentaire. Dans cette région réputée à juste titre pour l'abondance de ses produits, c'est paradoxalement la maîtrise de l'approvisionnement en denrées alimentaires qui est devenue la pierre d'achoppement des relations entre États, et des relations entre l'État et les producteurs[3].

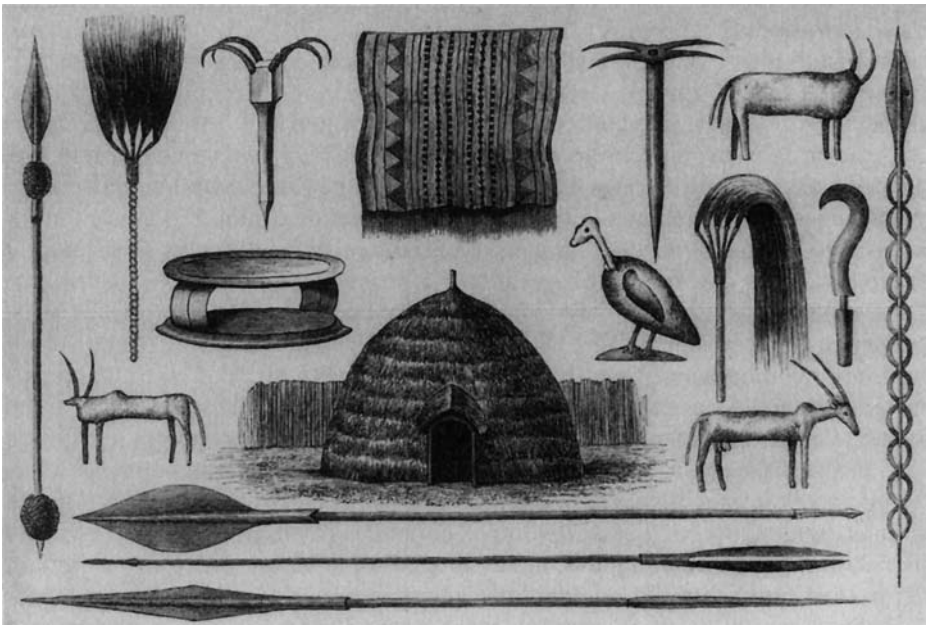
Dans les royaumes régulièrement soumis à l'administration de l'État, tant la production spécialisée que la production non spécialisée fournissaient des denrées alimentaires, ainsi qu'une multitude d'autres produits, aux capitales et aux cours. Les recouvrements semblent avoir été tantôt réguliers tantôt irréguliers, selon les époques. Quant aux rentrées de marchandises, elles étaient censées se faire à chaque saison ; cependant, dans certains cas spécifiques, à l'occasion, par exemple, de campagnes militaires, de cérémonies et de divertissements royaux, ou encore en cas de disette, des marchandises étaient spécialement collectées pour être redistribuées par l'intermédiaire des cours et des capitales.

Au Buganda, il semble que fut créée une sorte de ferme d'État gérée par des fonctionnaires désignés, qui devaient assurer le ravitaillement des cours de certains chefs et du palais du *kabaka*[4]. Au Rwanda, au Nkore, au Karagwe et au Burundi, les troupeaux royaux, qui faisaient partie des richesses de l'État, fournissaient de la viande, des matières grasses, du lait et du beurre aux coteries de seigneurs et de fonctionnaires, à leurs clientèles et à leurs familles. Il s'agissait, dans ce cas, d'une « production gérée », c'est-à-dire organisée et réglée par l'État. Les fermes d'État pouvaient produire des

3. Ce phénomène est examiné en détail dans l'étude de D. W. Cohen, 1983. Les données figurant dans le présent chapitre sont extraites de cette étude, présentée en juin 1981 lors d'une conférence organisée à Naivasha (Kenya) par l'Université des Nations Unies.

4. Nous espérons qu'une étude paraîtra bientôt sur ce sujet. Le mode de ravitaillement est présenté dans ses grandes lignes après l'examen de plusieurs sources.

quantités considérables d'aliments et de boissons dans des délais assez brefs ; ce qui laisse supposer que les niveaux de production étaient élevés pour faire face à de fortes demandes momentanées, et qu'il y avait nécessairement surcapacité des organismes d'approvisionnement[5].



11.4. *La maison du Trésor et les ornements royaux du* rumanyika, *roi du Karagwe.*
[*Source :* H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Loin de se limiter à ces secteurs spécialisés de la production alimentaire, les systèmes de prélèvement s'étendaient à d'autres domaines d'activités et à la « perception de tributs ». Il serait intéressant de considérer les activités économiques de l'État comme un continuum : en effet, le passage progressif de la collecte occasionnelle des contributions à un système plus régulier de collecte annonçait souvent le début d'un processus d'intégration des zones frontalières et de zones de production totalement nouvelles dans les États de la région des Grands Lacs. Dans ce continuum, on relève des exemples d'impositions effectuées par des agents du Buganda dans le Busoga central[6]. Ces pratiques ne faisaient certes pas partie d'un pro-

5. J. Tosh (1980, p. 9) a attiré l'attention sur la production des excédents alimentaires dans l'Afrique précoloniale, réfutant la thèse selon laquelle les excédents qui servaient à nourrir les artisans spécialistes, les chasseurs, les caravanes de commerçants et les cours étaient les excédents normaux de la production de subsistance.
6. Le tribut levé par le Buganda est étudié dans S. N. Kiwanuka, 1972, p. 139-153 ; J. Kasirye, 1959 ; F. P. B. Nayenga, 1976 ; D. W. Cohen, 1977.

gramme régulièrement administré ; cependant, elles étaient suffisamment bien organisées et assez courantes pour ne pas nécessiter l'intervention de forces armées, et pour produire des volumes considérables de denrées alimentaires sous une forme préparée ; cela permet de supposer qu'il y avait notification par avance, suivie d'un travail de préparation. C'est essentiellement sur la banane séchée (en lugosa : *mutere*), transportée sous forme de farine ou de galettes séchées au soleil, que porta le tribut du Busoga central. Cette pratique de perception régulière de tributs, dans une zone déterminée, aurait contraint une zone tributaire à produire dans des proportions largement supérieures aux besoins de la consommation locale. Ces « excédents stratégiques » auraient alors donné l'impression aux premiers voyageurs européens dans la région d'une abondance illimitée et de l'auto-suffisance des petits producteurs, en même temps que celle, plus familière, du faste des cours[7]. Mais ces observateurs n'auraient pas saisi la structure de l'« excédent stratégique » : les véritables coûts de production de tous les biens et services « réciproques » que l'État percepteur de tributs offrait aux zones tributaires incombaient aux contribuables. De plus, ces « excédents stratégiques » ne constituaient pas une garantie de sécurité pour les producteurs, car au XIX^e siècle l'État-percepteur dans la région des Grands Lacs était en mesure de les faire saisir si, pour quelque raison que ce fût, ils ne les livraient pas.

Autre exemple : celui de la collecte du sel fin en provenance des sources salines du lac George, à destination des cours des royaumes du Bunyoro et du Toro[8] qui, pour être éloignées, n'en exerçaient pas moins un contrôle vigilant (et parfois protecteur). Toujours dans ce continuum, il faut signaler des levées de tributs irrégulières et inattendues dans des régions plus lointaines[9]. On peut supposer que ces tributs comportaient moins d'aliments préparés, tels que le *mutere* ou d'autres aliments et boissons exigeant beaucoup de travail de récolte et de préparation. Dans les régions lointaines, ces collectes étaient menées comme des opérations militaires. Des bandes armées, voire de véritables expéditions, quadrillaient une zone, y ramassant tout ce qui pouvait faire l'objet d'un tribut, principalement du bétail et des hommes, mais aussi les réserves d'objets en fer et de tissus en fibre d'écorce des artisans et des commerçants. Il s'agissait de vastes opérations de pillage. Une des expéditions militaires organisées au Buganda pénétra jusqu'au Busoga, y bivouaqua pendant plusieurs mois, envoyant çà et là des escouades de ramassage. L'armée chargée de percevoir le tribut demeura cette fois assez longtemps dans le pays pour contraindre la population à produire et à préparer de telles quantités d'aliments et de boissons que ce n'était plus, à proprement parler, un butin. Les aliments étaient saisis par l'armée des occupants tant pour sa propre subsistance que pour celle des cours du Buganda. Dans ce cas précis, il est très probable cependant

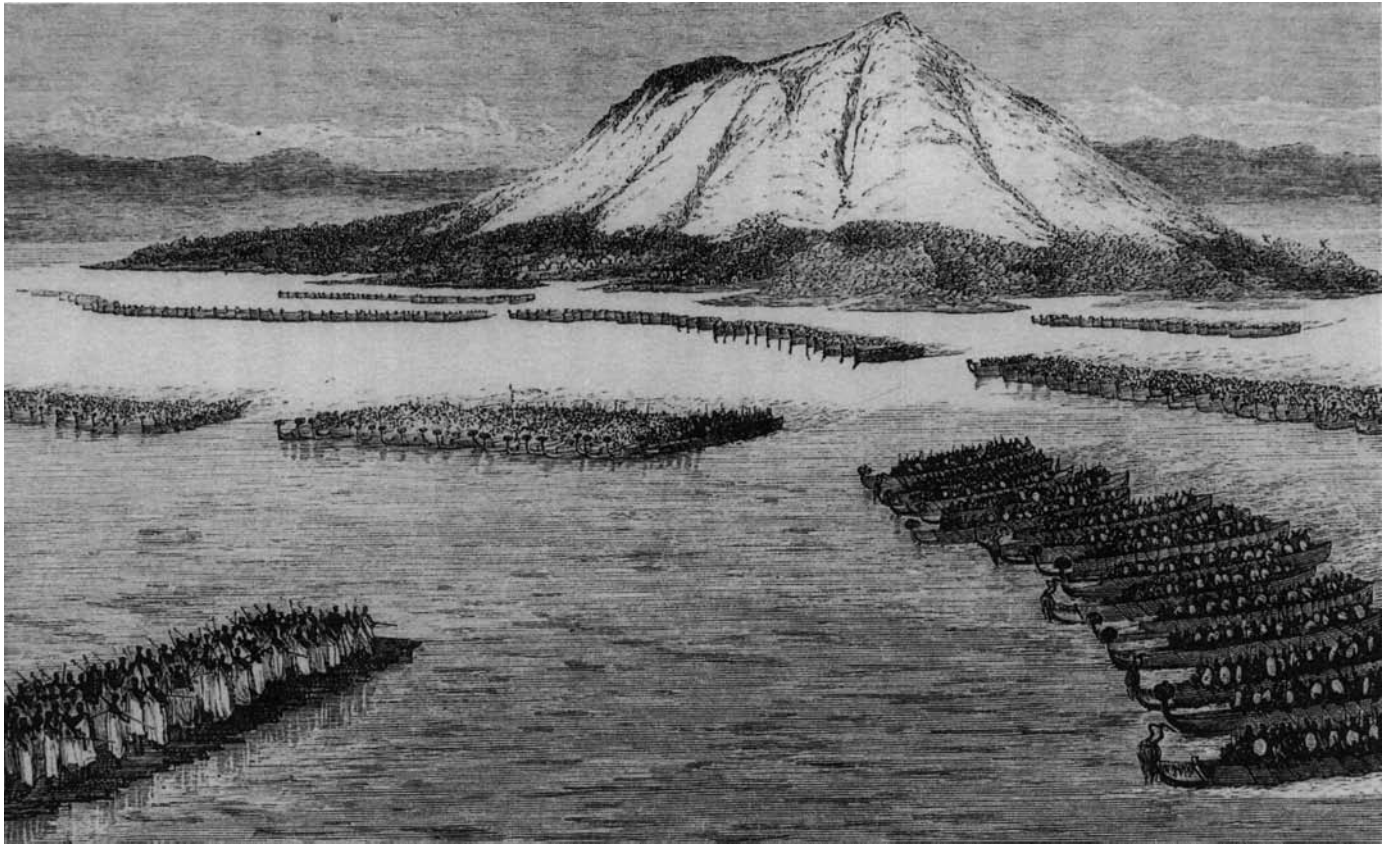
7. Voir, par exemple, F. D. Lugard, 1893, vol. I, p. 366 ; H. H. Johnston, 1902, vol. I, p. 248 ; H. M. Stanley, 1878, vol. II, p. 142-143.
8. E. M. Kamuhangire, 1972*a*, 1972*b*.
9. D. W. Cohen, 1977, p. 73-80.

que l'armée ganda ne soit pas restée assez longtemps pour encourager, ou pour imposer, un accroissement permanent de la production de denrées alimentaires et autres dans la région occupée. Elle est toutefois restée assez longtemps pour démanteler une bonne partie des structures de production du Busoga central — auquel il faudra plusieurs années pour se réorganiser. Des expéditions similaires furent organisées à partir de la région de la capitale du Rwanda, dans le but de soustraire des denrées précieuses et du bétail aux régions indépendantes du Nord et de l'Est, y compris autour des rives occidentales du lac Kivu[10]. Elles finirent par y anéantir et la production et les activités de commercialisation, et durent aller encore plus loin chercher de nouvelles sources de richesses.

Ces expéditions militaires entraînèrent notamment l'apparition d'itinéraires de transit relativement réguliers vers les régions-cibles. Deux ou trois États du sud-ouest du Busoga constituaient avant tout des postes de ravitaillement pour les expéditions du Buganda. Ces petits États pouvaient fournir aux armées d'énormes quantités de vivres à bref délai, et semblent s'être approvisionnés dans les zones limitrophes. Vers 1860, les zones situées immédiatement au nord de cette route de transit furent abandonnées, elles cessèrent d'offrir la capacité de production nécessaire pour que les États chargés d'assurer le ravitaillement de la population et le royaume du Buganda puissent s'y approvisionner[11]. En quelques décennies, sous l'effet du tribut perçu par de grands royaumes comme le Buganda, les régions imposées se seraient réparties en deux catégories: celles où la demande extérieure de denrées alimentaires stimulait la production; et celles où cette demande affaiblissait ou détruisait les structures de production.

Selon les sources dont nous disposons sur le XIX^e^ siècle, ce système de tribut suscita une farouche résistance dans les zones de production. Diverses régions du Busoga septentrional et oriental s'opposèrent aux puissantes expéditions militaires ganda, et réussirent même parfois à les refouler. Afin de ponctionner davantage les riches régions de l'Est, le Buganda chercha par tous les moyens à se procurer des armes à feu, participa activement aux conflits locaux et installa des princes vassaux sur le trône de plusieurs États de la région. Il multiplia les expéditions militaires, qui se faisaient plus lointaines à mesure que s'effondraient les anciens États payeurs de tributs. H. M. Stanley fut témoin de la résistance à la levée du tribut ganda dans les îles Buvuma, alors qu'il se trouvait au Buganda en 1875[12]. Les peuples et les États situés aux frontières ouest et nord-ouest du Rwanda s'opposèrent, pendant la plus grande partie du XIX^e^ siècle, à la collecte régulière de tributs par cet État[13].

10. D. S. Newbury, 1975, p. 155-173; *anonyme*, s. d.; M. C. Newbury, 1975.
11. Il y est fait brièvement allusion dans D. W. Cohen, 1977, p. 116-117. Cette question sera reprise dans l'étude que l'auteur prépare sur le Busoga, 1700-1900.
12. H. M. Stanley, 1878, vol. II, p. 304-342.
13. Voir note 10 ci-dessus.



11.5. *Bataille navale sur le lac Victoria entre les Baganda et le peuple des îles Buvuma, 1875.*
[*Source :* H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Coercition, violence et marché

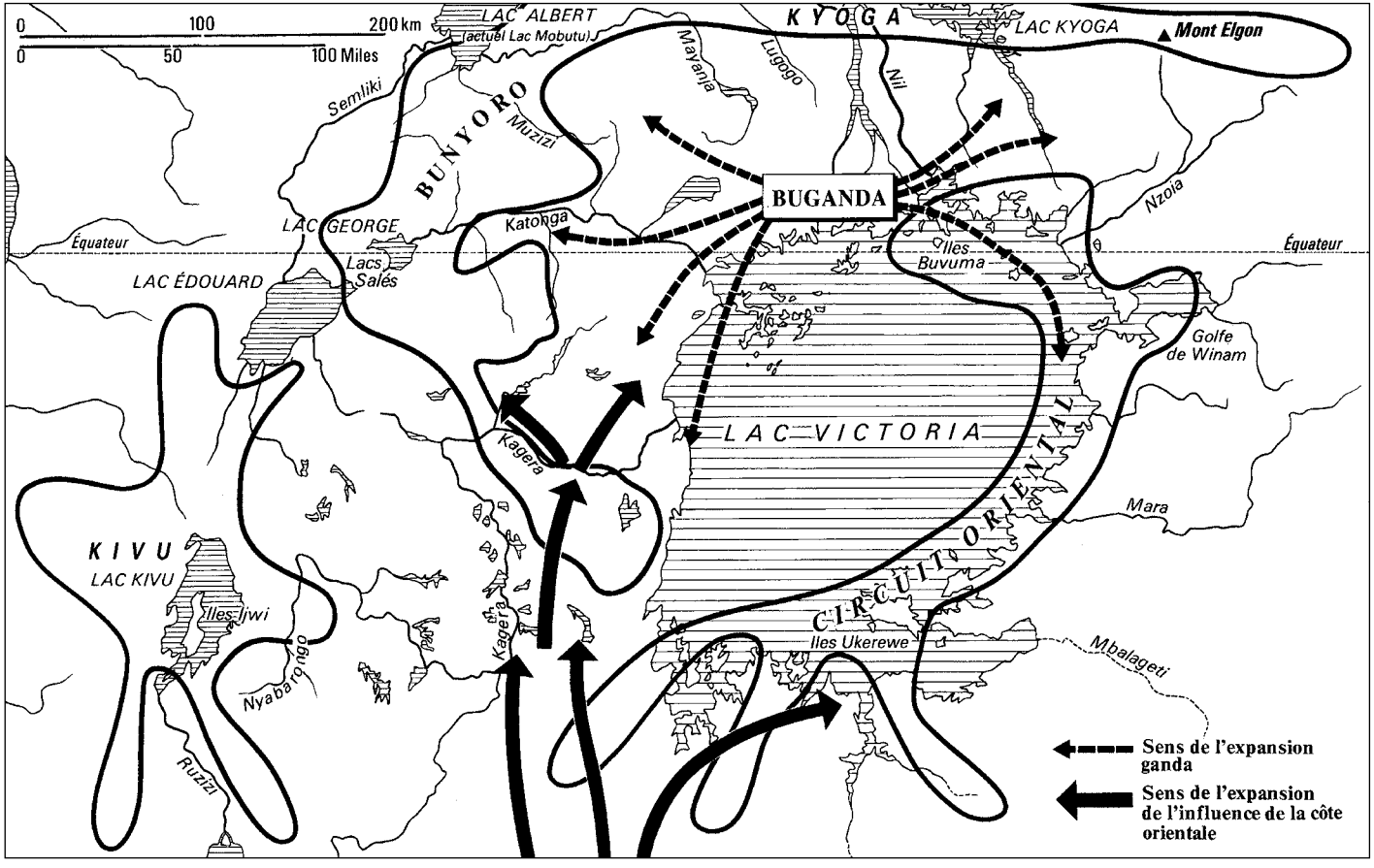
La résistance opposée aux exigences apparemment insatiables des grands États de la région des Grands Lacs, au XIXe siècle, eut notamment pour conséquence de faire baisser la productivité dans la quasi-totalité des régions imposées, ce qui reporta sur les cours royales la charge du coût des excédents de la production alimentaire. Il fallait en effet des moyens plus perfectionnés pour maintenir à un niveau élevé les tributs perçus en dehors des zones de production régulières des royaumes. Bien évidemment, cette résistance eut pour effet d'accroître la violence dans toute la région, et elle semble avoir déstabilisé les pratiques commerciales anciennes qui avaient cours sur et entre les rives des lacs Victoria, Kyoga, Lutanzige et Kivu, ainsi que le long des lacs salés du sud-ouest de l'Ouganda; les productions excédentaires de ces régions donnaient lieu depuis longtemps à des échanges organisés[14]. La région, au XIXe siècle, nous apparaît comme le théâtre d'une concurrence accrue entre deux systèmes régionaux d'échange de produits alimentaires: l'un fondé sur le marché, l'autre sur la force militaire et la coercition politique. Dans le troisième quart du XIXe siècle, c'est essentiellement le second qui s'est développé aux dépens du premier. Les souverains et les cours semblent avoir renoncé à dépendre des marchés pour l'approvisionnement intrarégional.

Au XIXe siècle, les zones de production de la région des Grands Lacs étaient souvent convoitées par deux ou trois États percepteurs de tributs, et devinrent ainsi le théâtre de rivalités et de conflits intenses. Le tribut sur les salines du sud-ouest de l'Ouganda actuel était revendiqué à la fois par le vieil État du Bunyoro et par le nouveau royaume toro. La richesse saline de ces deux États connut donc périodiquement des hauts et des bas tout au long du siècle[15]. Il est fort probable que les régions du Bugerere, à l'ouest de la vallée du Nil, et du Budiope, au nord du Busoga, aient excité à la fois la convoitise des États du Buganda et du Bunyoro, qui cherchaient à s'approprier les céréales, les tubercules, le bétail, les bananes et les produits ouvrés dont elles étaient riches. La résistance des régions du Bugerere et du Budiope a retardé l'intégration de leur production dans les États du Buganda et du Bunyoro presque tout au long du siècle[16]. Il va sans dire que l'invasion simultanée des régions productrices par ces deux États a été au cœur du conflit qui les a opposés pendant une grande partie du siècle.

14. À l'époque précoloniale, le réseau commercial de la région des Grands Lacs comprend trois circuits d'échange qui s'entrecroisent: le circuit oriental, qui part des îles Buvuma en longeant le lac Victoria par l'est et le sud jusqu'à l'Usukuma; le circuit Bunyoro-Kyoga, qui s'étend du mont Elgon vers les prairies de l'Ouganda occidental; et le circuit du Kivu, qui s'étend de la lisière de la forêt du Zaïre actuel, autour des lacs du Rift occidental, jusqu'au Burundi, au Rwanda et aux prairies à l'ouest de l'Ouganda actuel (voir carte 11.6). Sur les circuits d'échange de la région, lire les excellents articles de J. Tosh, 1970; A. D. Roberts, 1970*b*; C. M. Good, 1972; B. Turyahikayo-Rugyeme, 1976; E. M. Kamuhangire, 1976; D. S. Newbury, 1980; J.-P. Chrétien, 1981.

15. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

16. La situation du Bugerere est très significative. A. F. Robertson l'expose très clairement, 1978, p. 45-47.



11.6. *Circuits commerciaux de la région des Grands Lacs* (d'après D. W. Cohen).

Dans certaines zones, ce climat de rivalité entre plusieurs puissances de la région désireuses de s'assurer les « droits au tribut agricole » a pu susciter diverses stratégies d'alliances et de défense parmi les groupes tributaires, alors que, dans d'autres, il se traduisait simplement par une diminution de la population et de la production dans les zones contestées. Dans d'autres encore, les rivalités entre les diverses puissances cherchant à s'approprier les ressources et entre les courtisans désireux d'obtenir des privilèges d'affermage aboutirent sans doute à l'imposition de contributions très supérieures aux possibilités de consommation[17]. L'un des premiers effets de l'activité des Européens dans la région des Grands Lacs aura été de renforcer l'aptitude des grandes puissances régionales à lever leur tribut dans les zones éloignées, du moins à court terme.

Si certaines zones de la région étaient contraintes de produire beaucoup plus que ne l'exigeait la consommation locale, d'autres, en revanche, souffraient de pénuries qui, loin d'être exceptionnelles, pouvaient avoir lieu tant au début de la saison des pluies qu'au cours des années de maigres récoltes. Au Kenya occidental, des marchés occasionnels étaient ouverts pendant les périodes de crise[18]. Ils étaient situés dans les zones comprises entre les hautes terres, humides et sûres, et les basses terres, sèches et moins sûres, qui s'étendent en arc de cercle entre le golfe de Winam, à l'ouest du Kenya, et le sud du Busoga; dans cette région, des marchés occasionnels étaient organisés en période de crise pour l'échange de bétail, de céréales, de poissons, de légumes verts et de produits manufacturés. Ces échanges étaient aux mains de grandes familles de la région où était installé le marché. C'est ainsi que, au début du XX^{e} siècle, on vit apparaître les « hommes forts » ou les « pseudo-chefs » que connaissaient bien les familiers de l'Afrique.

Aux abords du golfe de Winam, les pénuries d'aliments de base étaient fréquentes, surtout sur les terres situées en bordure du lac qui connaissent une seule saison des pluies et une très longue saison sèche. Depuis le XVIII^{e} siècle au moins, les populations se sont déplacées lentement et régulièrement des rives du lac vers les hautes terres, à la recherche de zones plus sûres et plus productives bénéficiant de deux saisons de pluies. Seuls freinaient leur progression les occupants déjà installés sur ces hautes terres, les bandes qui, périodiquement, venaient en piller les richesses, et le fait qu'elles étaient insuffisamment organisées pour mettre en valeur de nouvelles terres dans les régions montagneuses. Cette migration se poursuit de nos jours. Elle entraîne des mutations dans la production et le régime alimentaire des populations qui se réfugient dans les hautes terres, une concentration de la population dans

17. Les intrigues de cour dans des royaumes comme le Buganda ont vraisemblablement contribué à porter dans des zones éloignées les campagnes de collecte des tributs à l'époque précoloniale. Voir D. W. Cohen, 1983.

18. M. J. Hay, 1975, p. 100-101. Voir aussi l'ouvrage de L. D. Shiller sur Gem et Kano au Kenya occidental, et *The Jolue before 1900*, ouvrage de R. Herring. L'auteur du présent chapitre, en travaillant à Siaya, et Priscilla O. Were, en travaillant à Samia, ont réuni des preuves à l'appui de cette information.

ces zones et le développement des communautés linguistiques du groupe luo. Au XXe siècle, cette région connaît l'une des plus fortes densités de population rurale en Afrique, d'où l'épuisement des sols et des ressources en bois[19].

Ceux qui n'émigraient pas vers les hautes terres continuaient à souffrir des pénuries dues à un système agricole précaire. Les marchés occasionnels remédiaient quelque peu à la situation, en permettant à la population d'échanger le bétail élevé sur les basses terres contre des céréales et des racines alimentaires dont la culture réussissait mieux sur les hautes terres. Étant donné que, dans les basses terres, la période de disette correspondait à l'époque des labours et des semailles au moment des premières pluies qui demandaient le plus de main-d'œuvre, ces marchés étaient un moyen de compenser assez rapidement les effets d'une saison sèche prolongée ou d'une maigre récolte. Grâce aux échanges régionaux, le bétail élevé par les habitants des basses terres garantissait la continuité du travail agricole et de l'alimentation. Il était pour eux source de richesses convertibles.

Les réseaux commerciaux

Au Rwanda, on remédiait à la précarité de la situation agricole par des échanges entre zones, entre ethnies et entre classes[20]. La complémentarité de la production et de la consommation entre les zones excédentaires et les zones déficitaires a suscité l'apparition de tout un réseau de communications, d'échanges et d'interactions qui renforça les assises de l'État rwandais. Ces échanges réguliers ont permis le maintien d'économies locales spécialisées, ainsi que celui d'habitudes alimentaires propres aux différentes ethnies ou aux différentes classes, ce qui a accentué les clivages sociaux dans la partie occidentale de la région des Grands Lacs.

L'État du Rwanda levait son tribut dans des régions plus lointaines, pillant fréquemment les riches régions du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest, dont certaines furent soumises à son administration au cours du XIXe siècle. De plus, le Rwanda participait à un système commercial centré sur le lac Kivu. Les commerçants se rendaient aux marchés des bord du lac Kivu et des îles Ijwi avec des *butega*, bracelets tissés provenant de Butembo, à l'ouest du lac Kivu. Ces bracelets de Butembo furent progressivement considérés comme une monnaie et, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, ils étaient largement utilisés pour les échanges dans la région du Kivu, enrichissant les marchands d'Ijwi et les fabricants de bracelets de Butembo, tout en facilitant les échanges de bétail, de denrées alimentaires et d'autres produits dans toute la région du Kivu et du Rwanda, où ils encouragèrent peut-être la production[21].

19. Il faut étudier plus en détail la situation sociale et économique du Kenya occidental au XXe siècle, en particulier en ce qui concerne la démographie, l'économie rurale et les problèmes d'hygiène. Pour la Tanzanie, voir H. Kjekshus, 1977.
20. H. L. Vis *et al.*, 1975.
21. D. S. Newbury, s.d.

Il semble qu'un circuit d'échange reliant les régions situées sur la rive orientale du lac Victoria ait connu un développement analogue. Au début du XIXe siècle, un vaste réseau d'échange de denrées alimentaires et d'autres produits y fonctionnait vraisemblablement depuis des siècles. Ce réseau reliait les côtes du Buganda et du sud du Busoga et les îles Buvuma, dans le Nord, avec l'intérieur du pays (aujourd'hui le Kenya occidental) et les régions du Buzinza, de l'Usukuma et de l'Unyamwezi situées au sud du lac (l'actuelle Tanzanie). Il semble que l'élément déterminant de la configuration de ce réseau ait été la révolution agricole introduite dans l'État insulaire du Bukerebe au sud du lac, à la fin du XVIIIe siècle ou au début du XIXe[22]. En effet, l'État du Bukerebe adopta plusieurs cultures nouvelles, dont le maïs et le manioc, et introduisit dans la région de nouvelles variétés de sorgho et de millet. Certains changements structurels — dont l'organisation de la main-d'œuvre servile (en provenance du continent) — entraînèrent une forte augmentation de la production agricole. Le continent offrait un débouché aux excédents du Bukerebe, lequel assurait aussi la commercialisation des métaux ouvrés du Buzinza et du bétail de l'Usukuma. Les populations du Buzinza et de l'Usukuma comptaient sur l'agriculture et le commerce du Bukerebe pour pallier les fréquentes pénuries alimentaires dont elles souffraient. Il semble que cette dépendance ait parfois amené les fermiers usukuma à accuser les marchands bukerebe de profiter de leur misère, en faisant purement et simplement monter le prix des denrées alimentaires qu'ils leur fournissaient au moment des famines[23].

Si les marchands bukerebe étaient les principaux intermédiaires dans le Sud, les transports et les échanges étaient aux mains des Basuba dans la partie plus septentrionale de ce réseau oriental du lac. Extraordinairement ingénieux et courageux, ils sillonnaient les eaux du lac Victoria, transportant le sel, les esclaves, les bananes séchées, les céréales, les haricots, le bétail, le poisson et le fer, des marchés bukerebe, dans le Sud, aux marchés busoga et buvuma, dans le Nord[24].

Le monopole des échanges mis au point au XIXe siècle par les Basuba sur les voies septentrionales du réseau oriental du lac rappelle les monopoles établis par les marchands bagabo et bashingo de la région des lacs salés, dans ce qui est l'actuel Ouganda occidental[25]. Dans les deux cas, en effet, ces peuples organisèrent au fil des ans une diaspora de l'échange, très bien structurée, qui assurait un contrôle politique global de la production et de la commercialisation du sel, sous la protection et avec l'autorisation des lointains royaumes du Nyoro et du Toro. Et dans les deux cas, les monopoles commerciaux étaient développés en dehors de la zone d'influence des États de la région des Grands Lacs; ils n'utilisaient ni le schéma ni les structures de l'État pour établir leurs réseaux commerciaux; et il ne leur

22. G. W. Hartwig, 1976, p. 62-83, p. 104-111.
23. *Ibid*., p. 107.
24. M. Kenny, 1979.
25. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

arriva d'obéir aux exigences des États environnants que les rares fois où leurs zones de production, leurs marchés ou leurs flottes furent attaqués.

Les structures commerciales bukerebe — dans la zone sud du circuit oriental — présentaient un tel intérêt pour les autres commerçants que les marchands swahili et arabes opérant dans l'Unyamwezi s'y intégrèrent. En stimulant le commerce des esclaves et de l'ivoire dans la région, les nouveaux venus finirent par évincer les marchand bukerebe et leur système d'échange fondé sur la production alimentaire au sud du lac. C'est grâce à ces mouvements vers le sud que les marchands swahili et arabes eurent leurs premiers contacts avec la région des Grands Lacs. Les marchandises d'abord, les marchands ensuite, envahirent les marchés et les États de la région, empruntant les mêmes routes étroites, à l'ouest du lac Victoria, que les marchands de sel. Mais le plus important peut-être, c'est qu'avec eux l'ivoire et les esclaves firent leur apparition au cœur de la région des Grands Lacs, où ils allaient servir de monnaie d'échange contre des armes à feu. Enseignants musulmans et chrétiens, explorateurs, aventuriers et agents européens suivirent ensuite le même chemin, créant de nouvelles forces de changement dans toute la région des Grands Lacs.

Tandis que, sur la côte est, le trafic remontait vers le nord, à travers les prairies de l'Ouest, jusqu'aux populations et aux capitales de la rive septentrionale du lac, des navires buganda grignotaient les monopoles basuba et bukerebe à l'est et au sud, ouvrant ainsi la voie à des relations actives et directes entre le cœur du pays buganda et les marchands arabes et swahili de la rive sud. Ainsi, le Bukerebe était refoulé au sud par des groupes venus de l'Unyamwezi et de la côte est, et son influence reculait au nord et à l'est devant les visées expansionnistes du Buganda. La comparaison du Buganda et du Bukerebe au XIXe siècle met en évidence un contraste intéressant. Dans les deux régions, il y eut transformation de l'agriculture à un certain moment pour assurer de considérables excédents de denrées alimentaires. Mais tandis que les excédents du Bukerebe étaient destinés aux zones où les pénuries étaient grandes, mais qui pouvaient produire des denrées dont le Bukerebe avait besoin et qu'il ne pouvait produire lui-même, ceux du Buganda n'étaient que l'instrument d'une action politique et sociale. Ils ne servaient pas de monnaie d'échange. La remarquable organisation des transports mise en place par le Bukerebe et le Basuba fut gravement ébranlée par l'intrusion des Baganda dans le système ; ceux-ci ne cherchèrent pas à mettre en place de nouvelles structures commerciales. Ils s'imposèrent par la force.

Il y avait, au XIXe siècle, un autre vaste réseau d'échange centré sur la région du Bunyoro, qui s'étendait au nord et au nord-ouest dans la région d'Acholi et de l'ouest du Nil, à l'est, au-delà du lac Kyoga, jusqu'au mont Elgon, et au sud-ouest dans la région des lacs salés, et jusqu'au Kivu. Si le fer et le sel semblent avoir été les éléments de base de ce système commercial, les produits alimentaires et le bétail ont probablement joué un rôle capital dans sa mise au point et son fonctionnement. Au nord du lac Kyoga, par exemple, les Lango produisaient intentionnellement des excédents alimen-

taires, en particulier du sésame, à des fins commerciales[26]. Au XIXe siècle, cette production était acheminée vers l'ouest, au Bunyoro, en échange de houes en fer, lesquelles contribuaient à accroître encore la production de sésame dans la zone de Lango. Un examen attentif a montré que cette surproduction allait vraisemblablement de pair avec toute une série d'innovations et d'améliorations en matière de production et d'utilisation des sols et de la main-d'œuvre, ainsi qu'au moment des récoltes, des plantations et des semis, afin d'optimiser le rendement[27]. Il s'agissait en quelque sorte d'une révolution agricole comparable, à certains égards, à celle qui s'est produite presque simultanément dans le Bukerebe et les îles Ijwi du lac Kivu[28].

On peut supposer que les individus et les groupes participant aux réseaux d'échange de l'actuel Ouganda occidental ont vu dans le désir des Lango d'accroître la production de sésame à des fins commerciales un moyen, premièrement, de stimuler le commerce du fer vers l'est, aux dépens de celui de Samia — centre établi sur la rive du lac Victoria, près de l'actuelle frontière entre le Kenya et l'Ouganda —, et donc de stimuler la production du fer au Bunyoro; deuxièmement, de créer des liens plus étroits entre le Bunyoro et le Lango, et peut-être même des liens de dépendance fondés sur une inégalité des échanges; et, troisièmement, de s'enrichir de ce commerce, ce qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, attirerait l'ivoire précieux dans la région en provenance des contreforts nord-ouest du mont Elgon.

Jusque vers 1875, les réseaux commerciaux de l'actuel Ouganda occidental constituèrent la base de l'influence du Bunyoro sur une vaste région, même pendant les périodes où des conflits internes affaiblissaient le pouvoir des souverains. Dans des zones telles que le Busoga, il y eut transfert de l'activité commerciale des anciens marchés du lac Victoria vers les comptoirs récemment établis dans le bassin du lac Kyoga, le fer des Nyoro évinçant celui des Samia des marchés du nord et du nord-est du Busoga. Il y eut de nouvelles implantations dans le bassin du lac Kyoga, dont la production alimentait le marché nyoro. L'expansion du réseau du Kyoga complétait le processus d'émigration vers le nord dans le Busoga, et permettait à une population harcelée de s'éloigner de la zone où le Buganda levait un tribut. Plus tard, ce réseau d'échange du Bunyoro, c'est-à-dire le réseau commercial occidental qui couvrait la région du Kyoga, devait opposer une forte résistance aux Britanniques qui faisaient pression sur la population pour l'amener à cultiver du coton.

Dans l'Ouest, les activités commerciales du lac Kyoga se greffaient sur les échanges qui avaient lieu à travers les prairies de l'actuel Ouganda occidental, et se concentraient sur la production saline des lacs du sud-ouest de l'actuel Ouganda. Des agents du royaume du Bunyoro, ou des petits États qui lui versaient tribut, percevaient des taxes sur la production, le transport et la commercialisation des produits, des denrées et du bétail, puis les utilisaient

26. J. Tosh, 1978.
27. Cela implique une révolution sociale au niveau de chaque entité familiale ou collective pour restructurer les relations sociales dans le travail, la définition des tâches et le temps.
28. Voir G. W. Hartwig (1976) pour le Bukerebe et D. S. Newbury (s. d.) pour Ijwi.

pour financer leur propre commerce[29]. Les souverains du Bunyoro et du Toro jouèrent un rôle actif dans le système commercial de la région occidentale des Grands Lacs sans démanteler les réseaux et les échanges traditionnels. Certains ouvrages d'histoire présentent le Bunyoro comme un royaume de pasteurs et un État guerrier; pourtant, il semble qu'il ait été largement intégré dans le marché régional dont il dépendait pour approvisionner ses cours et pour continuer d'exercer son contrôle et son influence sur des régions lointaines. Au contraire, le Buganda apparaît, au XIXe siècle, comme l'exemple type de l'État guerrier, ou de l'État percepteur de tributs, poursuivant, sans aucunement tenter de les concilier, un processus de mise en place d'une bureaucratie interne complexe et un processus de structuration des marchés extérieurs.

Si les activités de l'État du Buganda tendaient à fausser ou à ruiner les activités commerciales au niveau subrégional autour des lacs, c'est aussi à cette époque qu'il commença à participer plus activement à ce que l'on pourrait appeler des échanges internationaux dans la zone qui s'étend des rives du lac Victoria à la côte est de l'Afrique. Cependant, cela ne suffit peut-être pas pour définir les différences qui séparent le Buganda et le Bunyoro, en termes de débouchés commerciaux au XIXe siècle. La différence essentielle réside sans doute dans l'utilisation que fait chaque État des diverses possibilités qui lui sont offertes pour s'octroyer l'avantage, à différents niveaux, de l'activité commerciale dans la région. Le Bunyoro participait aux activités des marchés de la région des Grands Lacs selon des modalités qui renforçaient et développaient l'organisation commerciale existante, tandis que le Buganda cherchait systématiquement à résoudre par la voie militaire ses crises d'approvisionnement en biens et en services locaux. Par ailleurs, le Buganda entra dans le réseau commercial international qui progressait régulièrement, à partir de la côte est, vers la région des Grands Lacs; il utilisa des moyens qui contribuèrent à renforcer et à développer, dans l'arrière-pays, le système en vigueur sur la côte est et parvint, finalement, dans une très large mesure, à exclure le Bunyoro de ce système d'échange à un « plus haut niveau ». En fait, pendant la dernière décennie du siècle, le Buganda parvint à dresser directement les forces liées au marché de la côte est contre le Bunyoro, réussissant ainsi à ruiner définitivement son influence dans la région et à éliminer de cette dernière le « facteur septentrional », c'est-à-dire les intérêts anglo-égyptiens et soudanais.

À ce « plus haut niveau », le système d'échange qui fonctionnait depuis la région des Grands Lacs jusqu'à la côte de l'Afrique orientale gravitait autour du commerce en provenance et à destination des hauts plateaux: ivoire et esclaves échangés contre des armes à feu importées sur la côte par l'intermédiaire du réseau commercial de Zanzibar. Les armes à feu étaient livrées avec quelques maigres lots de marchandises, essentiellement réservées à la consommation de l'aristocratie: des textiles, des bracelets, de la

29. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

vaisselle et plus tard, des livres. Pendant la plus grande partie du siècle, la cour du Buganda parvint à maintenir son contrôle sur la distribution de ce genre d'importations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume, renforçant ainsi son emprise (et, partant, son influence sur tous les visiteurs qui y séjournaient) sur l'ensemble de la vie sociale. Chose importante, les goûts passaient par une phase d'« extraversion » pendant la période qui précéda de peu l'arrivée des Européens dans la région où les Baganda procédaient, avec succès, consciemment dans certains cas, inconsciemment dans d'autres, à l'intégration de leur société dans l'Empire britannique.

La montée des inégalités et des tensions

Dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, les goûts nouveaux et les impératifs de consommation qui se faisaient jour dans les couches inférieures de la noblesse allaient faciliter l'influence européenne sur la vie non seulement du Buganda, mais de presque toutes les zones de cette vaste région. Pendant un demi-siècle, les armes à feu qu'ils s'étaient procurées assurèrent l'emprise des États les plus puissants sur les zones vassales et, comme partout ailleurs en Afrique, ouvrirent la voie à une concentration du pouvoir politico-militaire dans les mains d'une fraction plus restreinte de la population. Les inégalités, particulièrement flagrantes dans les razzias d'esclaves, mais partout importantes, s'accentuèrent dans toute la région des Grands Lacs pendant les dernières décennies du siècle. Aussi les Européens, lorsqu'ils commencèrent à arriver en nombre dans la région, virent-ils leur appui sollicité non seulement par les centres détenteurs d'une puissance qui allait grandissant, mais aussi par les faibles et les sans-défense.

De même que, à la fin du XVIII^e^ siècle, nous avions observé, ici et là, de nombreuses forces et courants tenter de résister aux souverains des États de la région des Grands Lacs et chercher à les renverser, les deux ou trois dernières décennies du XIX^e^ siècle virent surgir une nouvelle vague de résistance et de conflits. Pendant le dernier tiers du siècle, de toute évidence, la concentration croissante du pouvoir et des leviers de commande dans les capitales et les cours provinciales de la région des Grands Lacs était de plus en plus mal supportée par la population. À l'est et à l'ouest du Buganda, de petits États résistèrent à plusieurs reprises aux campagnes de collecte des tributs menées par l'État bugandais. En 1875, H. M. Stanley fut témoin du désastre par lequel se solda la campagne du Buganda contre les îles Buvuma. Alors même que le Buganda parvenait à réduire rapidement à merci la région visée, certains y sabotaient la livraison régulière des tributs au vainqueur[30].

Au Bunyoro, au Rwanda et au Buganda, ainsi que dans les petits États du Busoga, le peuple se défendait contre les exactions commises par les capitales et les cours, soit en émigrant vers des zones plus éloignées des régions

30. Ces opérations sont mentionnées dans diverses sources du Buganda et du Busoga.

habituellement touchées par les campagnes de collecte, ou vers des zones qui offraient de meilleures possibilités d'accéder à la terre, à des fonctions officielles ou au pouvoir, soit en se regroupant et en fortifiant les villages, comme ce fut le cas à la frontière du Kenya et de l'Ouganda actuels.

Dans la région du Busoga, on connaît des milliers de récits de petites migrations de gens du peuple, quittant leur État pour chercher refuge ou de nouvelles conditions de vie dans un autre ; certains durent ainsi, dans le cours de leur vie, s'établir dans plusieurs États successifs. Ces récits semblent indiquer que la « recherche de conditions de vie nouvelles », dès les années 1820, allait de pair avec une redéfinition des rapports de l'individu et du foyer avec l'État, en ce qui concerne la terre, les fonctions administratives et le pouvoir[31]. Dans le contexte de cette considérable mobilité des individus et des petits groupes qui caractérise le Busoga du XIXe siècle, la cour, en tant que champ de possibilités plus vastes, jouait un rôle privilégié dans la vie des habitants des divers États, ou des populations résidant en dehors de leurs frontières reconnues ; mais cette situation ne lui permettait pas d'affirmer son autorité. En fait, tout au long du XIXe siècle, les efforts déployés par la cour du Busoga pour affermir son pouvoir ou pour étendre sa zone d'influence ont été sapés par la facilité avec laquelle de nombreux individus abandonnaient leurs liens de clientèle et leurs terres pour partir à la recherche de meilleures conditions de vie. Il est possible que pendant cette période, en liaison avec des problèmes de ce genre, une notion évoluée de l'« État » ou du « royaume » soit devenue un élément important du discours populaire. Cette attitude de la collectivité à l'égard du pouvoir a peut-être compensé, dans une certaine mesure, le surcroît de puissance acquis par les capitales avec la monopolisation des armes et l'armement des gens de cour. Ici et là, cette distanciation du pouvoir politique central a sans doute facilité d'importantes modifications dans les relations commerciales et les activités de production ; le fait est que, au niveau local, en particulier, l'activité économique s'est beaucoup affranchie de l'appareil étatique.

Manifestement, au XIXe siècle, la résistance à l'autorité politique établie entraîna souvent, ne fût-ce que pour un temps, un renforcement de l'autorité des centres religieux et un durcissement des relations entre pouvoir politique et pouvoir religieux en divers endroits de la région des Grands Lacs. Ce climat d'opposition ou de lutte entre diverses instances du pouvoir est très bien illustré par l'histoire de l'enfant possédé Womunafu, dans la région de Bunafu, dans le Busoga, autour duquel se regroupa une petite communauté. À Bunafu, le domaine de Womunafu resta pendant plusieurs décennies en marge du monde politique environnant, auquel il s'opposait ; et pourtant les capitales politiques voisines partageaient, dans une large mesure, les idées et les institutions sur lesquelles reposait l'autorité de Womunafu[32]. Dans le Bushu, à l'ouest, les conflits entre les sources

31. D. W. Cohen, 1986.
32. D. W. Cohen, 1977.

religieuses et politiques du pouvoir furent largement résolus par l'intégration d'éléments antagonistes en un ensemble de petites chefferies rituelles[33]. Au Rwanda, au Bunyoro et dans le sud-ouest de l'actuel Ouganda, les idées et les structures *kubandwa* étaient depuis longtemps les supports de l'opposition à l'autorité des capitales politiques. Fermées à l'ingérence de l'État et farouchement opposées à ses principes et à ses activités, les organisations *kubandwa* jouèrent un rôle capital et furent parfois assez puissantes pour s'opposer et faire échec au pouvoir politique en place dans une région. Le plus important de tous les mouvements *kubandwa* connus était centré sur la déesse Nyabingi. Ce mouvement nyabingi exprimait l'opposition à l'État rwandais, qui était en train d'institutionnaliser son influence au-delà de l'ancien centre du Rwanda, en particulier vers le nord et vers l'ouest. À la frontière entre le Zaïre et l'Ouganda actuels, dans le Kigezi, ainsi que dans certaines parties du Nkore, les partisans de Nyabingi s'organisèrent pour s'opposer à l'expansion de l'État rwandais dans leurs domaines. Vers la fin du XIX^e^ siècle, Nyabingi cristallisa la résistance à l'autorité politique en général, et aux activités coloniales européennes telles qu'elles étaient ressenties par les populations de la région[34].

Conclusion

Au XIX^e^ siècle, la région des Grands Lacs se présentait moins comme un creuset d'organisations étatiques centralisées que comme le théâtre de luttes et de conflits entre les intérêts et les forces en présence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un ensemble donné. D'une part, les États rivalisaient pour imposer leur autorité sur les zones agricoles vassales qui leur fournissaient certains produits tels que le sel, le bétail et le fer, et se disputaient les voies d'accès aux réseaux de distribution, ainsi que la maîtrise de ceux-ci. Cette lutte n'opposait pas seulement les États entre eux; elle mettait aussi aux prises les États et des organisations ou des entreprises constituées sur des modèles très différents des structures étatiques de la région.

D'autre part, les simples citoyens s'efforçaient, par un jeu complexe de participation et d'opposition, de définir l'espace politique, social et économique pouvant être celui de leurs activités et de leur sécurité. Pour l'individu comme pour la famille, l'État de la région des Grands Lacs se présentait davantage comme un exploiteur que comme un protecteur. Les populations réagissaient en fonction des limitations et des possibilités qui étaient les leurs, en réorientant la production et le commerce dans le sens qui permettait de les soustraire aux exigences de l'État; en évacuant les territoires soumis à des pressions excessives de l'extérieur; en adhérant aux nouvelles communautés religieuses; en cherchant des refuges sûrs; ou, encore, en soutenant des tentatives visant à renverser le pouvoir en place. La région des Grands

33. R. M. Packard, 1981.
34. I. Berger, 1981.

Lacs, au XIXe siècle, n'était pas seulement un ensemble d'États, petits et grands, mais aussi un monde où l'individu et la famille ne cessaient, de mille façons et parfois insensiblement, de changer d'attitude à l'égard de l'autorité de l'État, de la participation sociale, de la production et du commerce.

Le temps écoulé rend très difficile une observation précise de la vie quotidienne au XIXe siècle dans la région des Grands Lacs. Cependant, les tendances au changement et les forces de changement, identifiables dans la production et la consommation, dans le commerce, dans les relations entre États, et dans les rapports entre le peuple et les cours, causaient des tensions non négligeables dans la vie quotidienne, qui s'insinuèrent dans le cadre domestique en déclenchant toute une série de pressions et de bouleversements, dont beaucoup allaient ultérieurement être interprétés comme des conséquences du colonialisme européen.

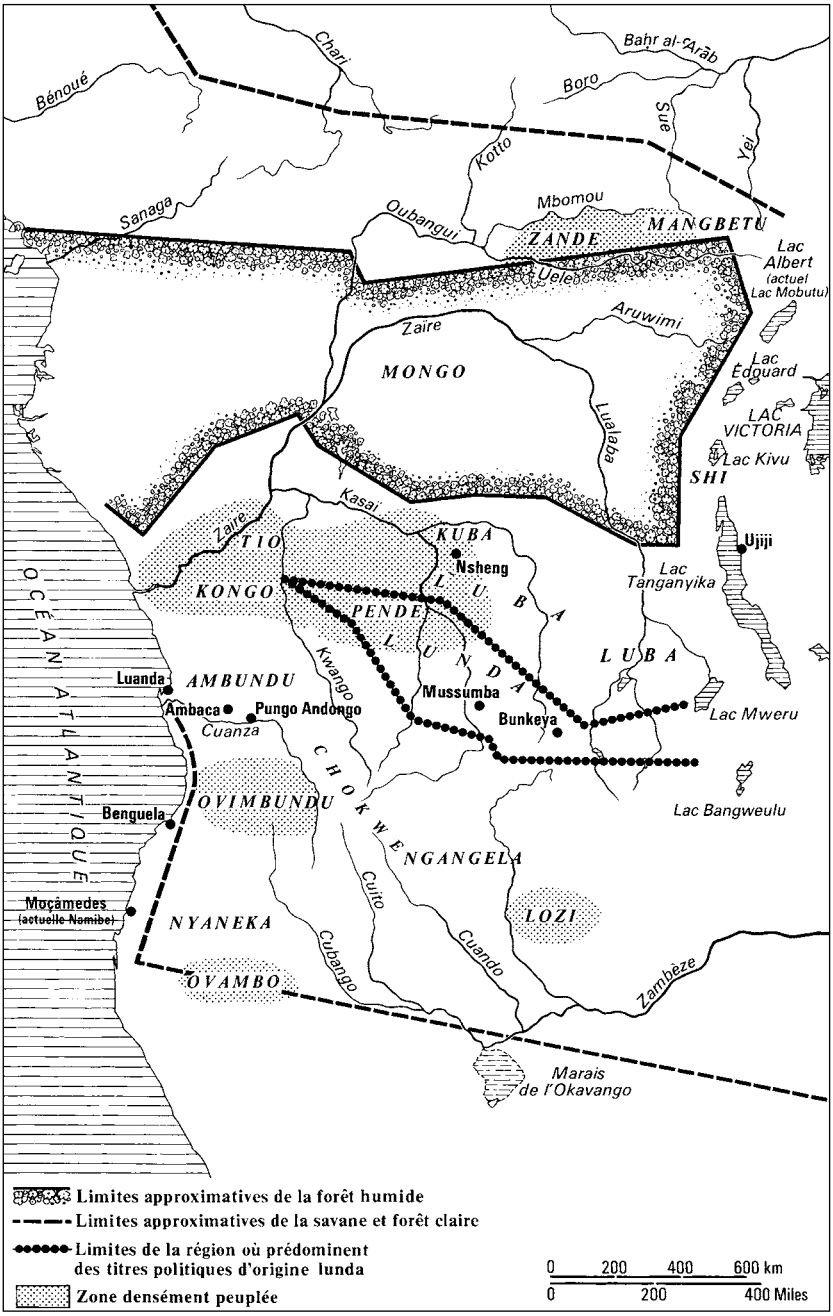
CHAPITRE 12

Le bassin du Congo[1] et l'Angola

Jean-Luc Vellut

Les limites de la région que l'on étudie ici sont grossièrement dessinées par la côte atlantique à l'ouest, le lac Tanganyika et la crête Nil-Zaïre à l'est, les savanes de l'Oubangui au nord et, enfin, au sud, par le plateau qui marque la séparation des bassins du Zaïre et du Zambèze. La période que l'on va traiter ne peut pas être limitée à un seul thème : malgré une opinion répandue, on ne peut ramener l'essentiel de l'histoire des années 1800-1880 au problème du commerce à longue distance et des liens avec l'étranger (à cette époque, l'économie des sociétés d'Afrique centrale est restée davantage centrée sur la production que sur les échanges) ; on ne peut non plus faire du XIXe siècle précolonial un âge de violence généralisée, en raison de la traite, des luttes intestines, etc. : le lieu commun que l'Afrique était déchirée par des « luttes tribales » incessantes néglige le fait fondamental que la masse des peuples de la région menait une vie pacifique de producteurs, par l'amélioration tenace de l'agriculture, par l'aménagement du milieu, par l'exportation des produits de cueillette. Enfin, on ne voudra pas non plus réduire l'histoire du XIXe siècle à une histoire politique placée sous le signe de royaumes ou de constructions étatiques despotiques : s'il fallait définir un trait politique commun aux sociétés d'Afrique centrale aux environs de 1800, on le trouverait plutôt dans une recherche, souvent remise en cause, d'équilibres et de concessions entre pouvoirs de diverses origines.

1. Le nom du fleuve couramment utilisé dans les documents du XIXe siècle a été adopté dans ce chapitre.



12.1. *L'Afrique centrale de l'Ouest au XIX[e] siècle* (d'après J.-L. Vellut).

Un exposé de l'histoire de l'Afrique centrale au XIXe siècle doit en fait répondre à plusieurs exigences. Avant tout, celle d'évoquer la vie concrète et les aspirations des sociétés de cette vaste région telle qu'elle se présente au XIXe siècle. L'accent est alors mis sur la continuité entre les années 1800 et le passé plus lointain : les changements sont perceptibles, mais ils opèrent sur un rythme lent.

Et cependant, par d'autres aspects, l'histoire de l'Afrique centrale au XIXe siècle est marquée par des ruptures avec le passé. Dans les années 1800-1880, en effet, la région est plus que jamais intégrée dans le réseau des échanges mondiaux. Le poids des conjonctures de l'économie mondiale ou de certains de ses secteurs particuliers se fait sentir : dans certaines régions, il infléchit l'histoire sociale et politique ; il donne un essor marqué au secteur des échanges ; il offre des possibilités nouvelles d'accumulation ; mais, dans d'autres régions, il freine l'évolution. Déjà, on distingue les premières amorces d'une mainmise européenne sur les bénéfices de l'économie des échanges dans l'intérieur de l'Afrique centrale.

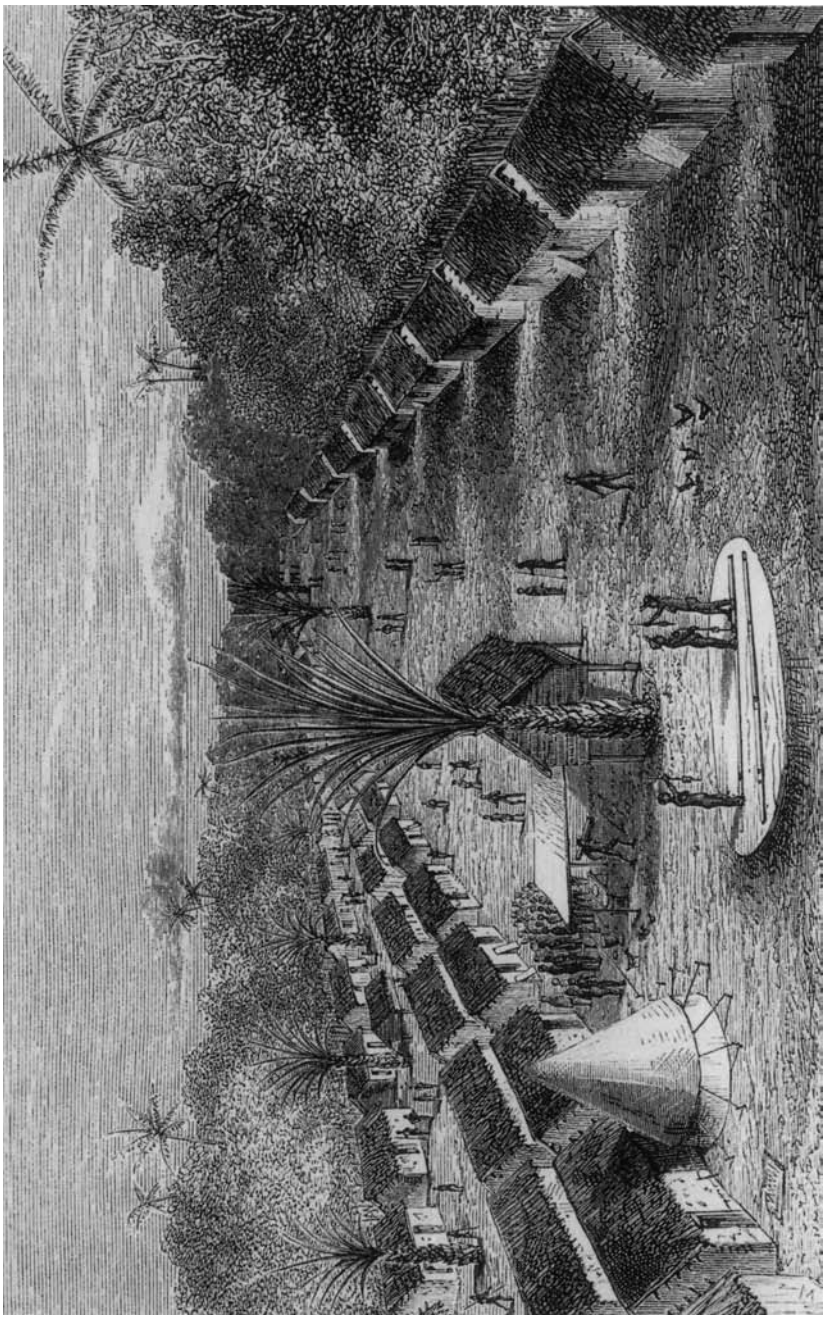
L'exposé qui suit cherchera donc à rendre compte d'une triple évolution qui a conféré aux années 1800-1880 un cachet particulier : histoire des changements sociaux et politiques ; histoire des flux et reflux de l'économie mondiale tels qu'ils se font sentir en Afrique centrale ; enfin, histoire lente d'une civilisation et, surtout, histoire de la diversification dans l'exploitation du milieu.

Production : modèle des populations dispersées et modèle des populations denses

Dans les années 1800-1880, les sociétés d'Afrique centrale, par leur répartition, leur comportement démographique, leurs systèmes de production et, enfin, par leurs aspirations, conservaient des traits hérités d'un passé millénaire, dont certaines traces sont encore présentes aujourd'hui. Une caractéristique fondamentale et très ancienne de la vie matérielle en Afrique centrale est l'inégalité de la répartition des hommes dans l'espace : inégalité qui s'explique par le jeu de facteurs multiples, géographiques, économiques et sociaux, aussi bien que par le contrecoup d'événements historiques. Est-il possible de discerner les évolutions en cours durant la période qui nous intéresse ici ?

Au sud de la forêt humide, dans l'ensemble massif de forêt claire (*miombo* au Zaïre, *mato de panda* en Angola) qui s'étend jusqu'au 16e ou 17e degré de latitude sud[2], l'agriculture du XIXe siècle ne fournissait qu'une partie des ressources alimentaires, la production agricole étant particulièrement peu intensive. Cette forme d'exploitation était celle qui convenait le mieux aux

2. Ces forêts claires sont des résidus d'anciens climax de forêt sèche (*muhulu*). Elles sont caractérisées par une grande proportion d'espèces zambéziennes. Voir les travaux de F. Malaisse, et notamment F. Malaisse *et al.*, 1972.



12.2. *Un village de la province de Manyema, au nord-est de l'Empire luba, dans les années 1870.*
[*Source:* V. L. Cameron, *Across Africa*, 1877, vol. I, p. 352, Daldy, Isbister and Co. Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

sols pauvres de la forêt claire ; mais elle ne faisait vivre que des populations à densité faible, suivant nos critères du XXe siècle (au maximum 8 habitants au km^2). Au XIXe siècle, les anciennes céréales africaines (éleusine, mil, sorgho) formaient encore l'essentiel des cultures dans plusieurs de ces régions. En complément de l'agriculture, la cueillette (plantes comestibles, chenilles, miel, rongeurs, etc.), la chasse et la pêche occupaient une place importante dans l'alimentation : en plein XXe siècle, la connaissance des produits de la cueillette est restée très étendue dans ces sociétés de la forêt claire.

Le plus souvent, les populations à faible densité n'ont pas vécu en vase clos. Elles étaient en contact avec des groupes plus denses, qui épanchaient leur trop-plein de population sur les territoires avoisinants. Dans certaines régions en effet, sur des superficies parfois fort réduites (à proximité immédiate de cours d'eau par exemple), l'agriculture s'est diversifiée, intensifiée, et elle a permis une polarisation de la population, souvent auprès de capitales ou de centres seigneuriaux.

L'origine lointaine de ces zones de peuplement plus intensif se confond avec l'expansion de l'agriculture en Afrique centrale. Grâce à l'archéologie ou, plus tard, aux premiers documents écrits, certaines de ces zones anciennes peuvent être identifiées : c'est le cas du peuplement dans ce qui était au XIXe siècle une région de seigneuries luba, dans la vallée du Lualaba, ou encore dans la région kongo. En Angola, pour une période plus récente, on dispose de quelques indications d'origine missionnaire ou fiscale. Au début du XIXe siècle, par exemple, sur la base (très approximative) du recrutement dans les forces armées, les autorités de Luanda avaient estimé que les principaux foyers de densité se trouvaient chez les Ambundu, dans les régions de Golungo (60 000 habitants) et d'Ambaca (37 000 habitants), et chez les Ovimbundu du Bailundu (56 000 habitants) et du Bié (« plus de 30 000 »)[3]. Au Zaïre, c'est en plein XXe siècle seulement que l'on a délimité le « couloir » des fortes densités qui chevauchent le 5e parallèle sud, à la jonction de la forêt humide et de la savane[4].

Malgré l'absence de données précises, plusieurs indices poussent à croire que le développement de zones denses s'est précisé dans une période relativement récente, et que le XIXe siècle s'inscrit en fait comme sur la crête d'un mouvement de poussée entamé depuis quelques siècles seulement. La technologie du fer, caractéristique des systèmes agricoles bantu, ne s'est vraiment généralisée qu'à partir du XVe siècle. En Afrique centrale, les sources d'histoire orale concordent pour désigner les XVIIe et XVIIIe siècles comme une époque charnière pour les sociétés de la savane et des Grands Lacs : colonisation de nouvelles terres, fondations dynastiques, multiplication des titres politiques, etc. Enfin, tous les foyers de densité de la région connus au XIXe siècle avaient enrichi leur agriculture par l'introduction de variétés américaines. Cette innovation a permis d'accroître les rendements : grâce à

3. J. C. Feo Cardozo, 1825, p. 352 et suiv. Ces chiffres sont très incertains ; vers 1850, L. Magyar donnait une estimation très différente (1 220 000) de la population ovimbundu. La localisation des principaux foyers de densité dans les régions connues est cependant plus solide.
4. Voir P. Gourou, 1955.

une utilisation plus intensive du sol cultivable (dans plusieurs zones denses, on récolte deux ou trois fois par an), grâce aussi à l'introduction de plantes à haut rendement (c'est le cas du manioc).

La chronologie de ces transformations ne peut évidemment être suivie dans le détail : suivant les régions, elles ont pu s'étendre sur plus de deux siècles (1600-1850), estimation vague qui peut être précisée par quelques points de repère. Vers 1800, toutes les variétés américaines (maïs, manioc, patates douces, haricots, etc.) n'avaient sans doute pas été adoptées partout de la même manière ; mais aucune région ne semble les avoir ignorées complètement. Il arrive d'ailleurs que les plantes américaines aient été intégrées au point de ne plus être perçues comme des importations étrangères. C'est le cas de la région kongo : on dispose, pour le bas fleuve, du premier inventaire systématique d'une flore d'Afrique centrale (expédition Tuckey, 1818), qui confirme l'usage répandu des variétés américaines ; à l'époque coloniale, un inventaire détaillé de l'agriculture kongo relevait que plusieurs importations américaines (arachides, patates douces, etc.) étaient perçues dans la culture orale comme étant d'origine locale, aussi bien que les ignames ou *voandzou*[5]. Ailleurs, cependant, des proverbes ou des rites rappellent, aujourd'hui encore, que le fonds agricole africain a précédé les emprunts américains des XVIIIe et XIXe siècles ; selon un proverbe mongo, *bonkúfo áfókité ngámomá* (« le manioc doux ne devient jamais comme l'igname »), c'est-à-dire qu'un étranger ne connaît jamais les coutumes et la langue comme un autochtone[6].

Démographie, société et politique des zones denses

Le développement des sociétés agricoles plus complexes a eu des conséquences importantes pour la démographie de l'Afrique centrale. On estime généralement que les sociétés où l'agriculture et l'élevage sont introduits progressivement conservent longtemps un taux de croissance faible (entre 0,05 et 0,10 % par an), assez proche du taux connu par les sociétés de chasse et de cueillette. En revanche, les sociétés possédant une agriculture plus diversifiée connaissent une croissance nettement plus rapide, que l'on situe entre 0,10 et 0,15 %. Les chiffres pour un milieu naturel difficile comme celui de l'Afrique sont inconnus, mais ils ne s'éloignent sans doute pas beaucoup de ce modèle. Étalée sur plus de deux siècles, une accélération du taux de croissance de cet ordre aurait eu une portée considérable sur le chiffre global de la population d'Afrique centrale[7].

5. V. Drachoussoff, 1947.
6. G. Hulstaert, 1976.
7. L'étude de l'histoire de la démographie africaine en est encore à ses débuts : provisoirement, on en est réduit à adopter des taux de croissance *plausibles*, à partir de tables de natalité et de mortalité établies pour des sociétés disposant de types analogues d'économie ou d'organisation sociale. Pour la région kongo au XVIIe siècle, un historien suggère un taux de croissance situé aux environs de 0,20 % par an, et probablement moins pour les XVIIIe et XIXe siècles (?) : J. Thornton, 1977.

Certes, ces chiffres paraissent faibles par rapport aux taux du XXe siècle. C'est que la mortalité restait élevée dans les sociétés africaines anciennes. Pour le XIXe siècle, les principaux facteurs de mortalité sont connus, mais il n'est pas possible d'attribuer à chacun d'eux la mesure de son rôle dans l'ensemble.

Facteurs historiques d'abord, et surtout la traite et la violence qui l'a accompagnée. Tandis que l'hémorragie de la traite des hommes vers l'Amérique s'est réduite de manière décisive à partir des années 1850, la traite swahili et arabe a pris la relève à l'est et au nord de notre région. On peut avancer des chiffres de pertes *globales* pour l'ensemble de l'Afrique centrale[8], mais il restera sans doute impossible de situer ces pertes géographiquement, d'autant plus que les mouvements continuels des groupes et des individus ont largement disséminé l'impact de la traite.

Interviennent ensuite des facteurs écologiques et épidémiques. Sans doute, le XIXe siècle voit-il les débuts d'un progrès médical en Afrique centrale : meilleure connaissance des endémies, utilisation plus générale de la quinine, recours à la vaccination. Cependant, ces progrès restent limités aux milieux atteints par les commerçants de l'Angola ou de la côte swahili. Au total, ces changements ont été trop restreints pour faire battre en retraite les grandes endémies ou les vagues épidémiques[9].

La croissance au XIXe siècle est donc encore lente ; mais elle est sans doute plus marquée qu'auparavant, car elle se développe à partir de la base relativement élevée atteinte par la population de la région. Les surplus de population sont absorbés comme jadis par des déplacements ou des colonisations dans la savane ou la forêt claire, suivant un mode d'expansion qui a laissé des traces profondes dans la mémoire collective (traditions de « migrations ») ; ou absorbés, aussi, par les régions pratiquant une agriculture plus diversifiée et capables, dès lors, de « capitaliser leurs surplus démographiques », suivant l'expression de P. Gourou. Là, une occupation plus sédentaire réussit définitivement à vaincre l'hostilité de milieux qui ont été déjà progressivement aménagés au cours des âges, et qui désormais deviennent favorables à l'occupation humaine[10].

Cette histoire matérielle et l'histoire politique et sociale de la région s'éclairent mutuellement, sans qu'il y ait de déterminisme à sens unique. Dans certains cas, une zone de densité se développe en servant de support à

8. Dans notre région, la traite swahili a affecté le Manyema et le bassin du Lomami. Certains auteurs estiment à 1,75 million le nombre total d'esclaves sortis d'Afrique entre 1800 et 1870 par les esclavagistes swahili, pour l'ensemble de l'Afrique centrale et orientale. J. D. Fage, 1975.

9. Notre connaissance des épidémies reste fragmentaire : seule l'épidémie de variole de 1864-1865 est relativement bien documentée ; elle se répandit à partir de Luanda dans le Golungo, le Bié, le pays kongo et jusqu'en Namibie ; elle peut avoir causé jusqu'à 25 000 morts en une année (D. Wheeler, 1964, p. 351-362). Lors de son voyage à la *mussumba* (capitale de l'Empire lunda), en 1885-1886, Carvalho a rassemblé des données sur la variole dans cette région. Selon lui, elle sévissait surtout à la suite de guerres et à cause de l'habitude de laisser les corps sans sépulture.

10. P. Gourou, 1971, p. 89-90.

12.3. *Tambours royaux du royaume kuba, au XIX^e siècle.*
[*Source :* J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984. Longman, Londres. © Institut des Musées nationaux du Zaïre (INMZ), n° 73.381.1, n° 73.381.2, 70.8.2 (de gauche à droite).]

des organisations politiques hiérarchisées. Dans le nord-est du Zaïre, c'est le cas de deux régions denses, Mangbetu et Zande. Dans la vallée du Mbomou et jusqu'à l'Uele dans le Sud, la région zande connaissait au XIX^e siècle une densité relativement forte, malgré des guerres meurtrières (dans les années 1870, G. Schweinfurth estimait sa densité à 40 habitants au km^2). Le système agraire des Zande était plus ancien que le pouvoir militaire des Avungara, qui n'avaient commencé à unifier la région qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle. Mais, sous leur régime, le terme « Zande » devint synonyme d'agriculteurs-sujets : ceux-ci développèrent une agriculture de haut rendement, capable de

nourrir une population en croissance d'autant plus rapide que les razzias et le commerce d'esclaves, auxquels se livrait l'aristocratie guerrière, accumulaient les captifs et les dépendants.

Dans les régions de collines à l'ouest et à l'est du lac Kivu, le XIXe siècle est une époque de colonisation de nouvelles terres : on l'observe chez les Shi, comme au Burundi et au Rwanda. L'agriculture shi, notamment, conservait plusieurs variétés des anciennes agricultures pratiquées dans la région : éleusine, sorgho, colocase. Cependant, au XIXe siècle au plus tard, elle avait absorbé des cultures américaines : un inventaire de l'agriculture shi du XXe siècle y a relevé trente-deux variétés de haricots et quatre variétés de patates douces, connues avant la période coloniale[11]. Le XIXe siècle est aussi la période de développement des seigneuries ou des petits États chez les Shi. P. Gourou et J. Vansina l'ont observé dans d'autres contextes (Rwanda et Kuba), les facteurs politiques peuvent encourager une accélération de la croissance démographique, en même temps qu'une intensification de la production : une agriculture à plus haut rendement se révèle nécessaire pour nourrir les clients, dépendants, captifs, qui se concentrent dans les capitales ou les domaines des seigneurs. Ce facteur politique peut avoir joué chez les Shi du XIXe siècle.

Le mouvement n'est donc pas à sens unique : l'expansion démographique, rendue possible par la production de surplus croissants, appelle à son tour une nouvelle expansion de la production. Cela s'est parfois accompli au prix d'une érosion des pouvoirs politiques. Dans la partie occidentale du Zaïre, on connaît plusieurs exemples de régions qui, au XIXe siècle, sont devenues des réservoirs alimentés par une immigration importante ; mais le pouvoir des chefs s'est affaibli, tandis que l'emportait l'accumulation au profit de notables de clans, de lignages, ou même au profit d'individus entreprenants. La croissance démographique s'est alors accompagnée de profondes transformations sociales.

C'est ainsi que, à l'ouest du territoire luba proprement dit (c'est-à-dire de la région entre les rivières Bushimaie et Lubilash), une marche pionnière se développe au XIXe siècle. Les immigrants sont des individus, de petits groupes, des lignages : ils n'effacent pas toute trace des occupants plus anciens, mais là où il y avait auparavant une grande diversité d'appartenances claniques, il s'est développé progressivement au XIXe siècle une solidarité de civilisation, de langue, d'organisation politique (essentiellement de petites seigneuries). Un sentiment ethnique est né de cette expérience historique partagée, où la croissance de la population et de l'agriculture, mais aussi l'encouragement donné à l'entreprise individuelle, ont joué un rôle essentiel. À la même époque, à partir des petits foyers de population dense du haut Tshikapa et du haut Kasai, il s'est trouvé de nombreux jeunes Chokwe prêts à quitter les villages (et le pouvoir encombrant des chefs) pour pénétrer dans la forêt claire, chasser les éléphants, disposer des ruches, et récolter le miel et la cire. C'est grâce à la maîtrise de cultures se satisfaisant de sols pauvres

11. J. B. Cuypers, 1970.

(le manioc en particulier) que les femmes qui les accompagnaient ont pu cultiver des champs: souvent ces femmes sont originaires des petits centres lunda, le long des affluents du Luembe, du Tshikapa, etc.

L'assimilation de femmes lunda au sein de la société chokwe illustre un phénomène répandu dans toute la « ceinture matrilinéaire »: les descendants de femmes captives ne renforcent pas le clan de leur mère (cela est le privilège d'une naissance libre), mais bien celui de leur père. Partout, ces descendants d'esclaves sont nombreux: chez les Kongo, ce sont les *bana ba nzo* (enfants de la maison); chez les Chokwe, les *ana a tshihunda* (enfants du village); chez les Pende du Kwilu, ils constituent même la majorité des membres de clans riches et puissants[12]: les généalogies révèlent que le procédé d'assimilation des captifs était très répandu au XIXe siècle.

Conquête des sols pauvres

Les facteurs politiques, aussi bien que les aspirations sociales, aident donc à comprendre que les zones de densité aient parfois attiré l'immigration ou, inversement, qu'elles aient joué le rôle de foyers d'émigration qui ont facilité le peuplement de zones marginales ou peu occupées. La conquête de sols relativement pauvres est d'ailleurs une des grandes réussites de l'agriculture africaine du XIXe siècle. Combinée avec l'élevage, elle a permis la consolidation de l'occupation humaine, notamment dans les régions difficiles du sud de l'Angola.

Ce milieu se présente comme une région aride et sablonneuse, marquée par un régime de pluies irrégulier. Les sociétés du sud de l'Angola étaient réparties en une grande diversité de peuples, distincts les uns des autres par leurs terroirs et l'importance variable qu'ils attachaient respectivement à l'agriculture et à l'élevage. La solidarité ethnique qui s'est affirmée entre les peuples de la région s'explique par une expérience historique commune. Expérience politique sous la forme d'États qui se développent à partir de la fin du XVIIIe siècle. Expérience économique aussi, dictée par les similitudes du milieu. On en vint en effet à couvrir d'un même nom, Ovambo, ces peuples, dont les plus nombreux sont les Kwanyama[13], suivis de loin par les Ndongo, Kwambi, etc. Tous vivent dans le bassin du Cuvelai, dans un territoire limité par le Cunene et le Cubango (Okavango). C'est la crue du Cuvelai et l'inondation des savanes herbeuses qui ont permis aux Ovambo de vaincre la sécheresse et de donner aux parties occupées de la région cet aspect de jardin décrit par les voyageurs du XIXe siècle: les Ovambo y pratiquaient l'irrigation et, grâce à leurs élevages, la fumure des champs.

Tout comme dans d'autres régions denses, le passage à une agriculture plus intensive fut facilité par l'absorption d'immigrants, et notamment de

12. L'assimilation des dépendants est étudiée par L. de Sousberghe, 1961.
13. En 1845, le premier voyageur lettré de la région, B. J. Brochado, estimait leur nombre à 120 000.

captifs razziés au sud des hautes terres ovimbundu. Bien que certaines plantes américaines (arachides, haricots, un peu de maïs) eussent été connues, les variétés américaines n'avaient pas pénétré ici aussi profondément qu'au centre de l'Angola. Le millet et le sorgho étaient restés les cultures de base, résistant à la sécheresse. Le pouvoir était étroitement lié au système de production : « faiseur de pluie », le roi était aussi responsable de la répartition des terres et de l'organisation des travaux d'endiguement du fleuve et des autres travaux d'irrigation[14].

Au terme de cette évolution, on peut affirmer que les anciennes inégalités dans la répartition du peuplement se sont probablement accentuées au XIXe siècle. L'existence d'un surplus, rendu possible par l'accroissement de la production agricole, a conduit à une croissance démographique assez rapide dans certaines zones comme l'Ovambo, l'Ovimbundu, le Luba ou, au Zaïre, toute la zone située autour du 5e parallèle sud, etc. Il en est résulté l'apparition de mouvements migratoires dans d'autres régions, phénomène encore renforcé par le jeu divers des facteurs économiques et sociaux. Tantôt les facteurs économiques ont encouragé l'essor de la cueillette, notamment la collecte de l'ivoire et de la cire par les Chokwe et, partant, la dispersion dans la forêt. Tantôt, comme cela s'est produit fréquemment dans les vallées, ils ont favorisé le regroupement d'une population composite dans des centres commerçants et des agglomérations. Cela nous amène à examiner, après la production, l'influence que le commerce et les échanges mondiaux ont exercée en Afrique centrale.

L'Afrique centrale dans les flux et reflux de l'économie mondiale du XIXe siècle

Au cours des siècles qui ont vu l'établissement progressif d'un système où agriculture, élevage, pêche et cueillette formaient l'essentiel des activités de production, un secteur des échanges a toujours existé en Afrique centrale, occupant une place plus ou moins importante selon les circonstances historiques. En règle générale, la difficulté et le coût des transports ont longtemps limité les échanges à quelques grands produits précieux : sel, fer, biens de prestige (cuivre, étoffes de raphia, etc.), tandis que les produits agricoles n'étaient généralement pas transportés sur de grandes distances.

L'essor d'une économie marchande mondiale, à partir du XVIe siècle, a progressivement pesé sur l'organisation de la vie économique dans des régions de plus en plus étendues de l'Afrique centrale : de ce point de vue encore, le XIXe siècle s'inscrit dans une continuité, celle de rapports marchands inégaux avec le capitalisme commercial. Cependant, à partir des années 1850, un changement profond est amorcé. Le commerce des hommes cesse peu à peu de constituer l'essentiel des « exportations » de l'Afrique centrale vers

14. Le travail fondamental pour la région reste celui de C. Estermann, 1956-1961. Pour un bon état de la question au XIXe siècle, voir W. G. Clarence-Smith et R. Moorsom, 1975.

le reste du monde. On assiste en effet à une croissance des échanges portant sur de grands produits de l'économie de cueillette : ivoire, cire, copal, huile, café, etc. La progression de cette économie commerciale est indéniable : la valeur du mouvement commercial des ports angolais fut multipliée par sept entre 1844 et 1881 ; le chiffre d'affaires en espèces de la branche de Luanda du Banco Nacional Ultramarino fut multiplié par dix entre 1865 et 1876. Et cependant, au début des années 1870, la valeur des produits de cueillette exportés n'atteignait encore que le double des exportations d'esclaves dans les années 1820[15].

L'ampleur de ces exportations de produits africains vers les marchés mondiaux dépendait de l'état des réseaux de communication et d'échange à l'intérieur du continent. Ces réseaux, leurs relais, leurs conventions commerciales, leurs monnaies d'échange entraînaient à leur tour l'apparition de grands espaces économiques sur la carte de l'Afrique centrale du XIXe siècle, « frontières » nouvelles qui recouvrent et remodèlent les anciens espaces politiques et économiques de la région.

Ces espaces nouveaux sont dominés par les exigences des centres moteurs de l'économie mondiale du XIXe siècle : chacun de ces espaces dominés possède ses traditions historiques, ses caractéristiques politiques et sociales, mais chacun partage avec les autres ce trait commun qu'il transforme des aspects importants de l'ancienne organisation économique africaine, et la rattache de manière plus ou moins lâche à l'économie mondiale.

Espaces économiques et réseaux commerciaux

On distingue quatre grands espaces économiques dans l'Afrique centrale des années 1800-1880. Deux d'entre eux sont caractérisés par le rôle important qu'y jouent des commerçants musulmans. Au nord-est de notre région, on trouve les avant-postes de commerçants du Caire, de la mer Rouge, de Khartoum, qui drainent le Baḥr al-Ghazāl et la région au sud de l'Uele. Ce réseau s'est développé à partir des expéditions commerciales et militaires que le pacha d'Égypte, Muḥammad ʿAlī, avait lancées dans le Soudan et le Dārfūr. C'est vers 1850 que la pénétration égyptienne atteignit le Baḥr al-Ghazāl : là, les commerçants égyptiens, coptes, européens adoptèrent les techniques mises au point, depuis le XVIIIe siècle, par les colonnes des sultans du Dārfūr. Ils construisirent des *zeriba*, redoutes ou simples défenses d'épineux, qui leur servaient de points d'appui pendant les opérations de troc ou les razzias. Un voyageur européen, G. Schweinfurth, accompagna certains de ces commerçants dans les années 1870 et a laissé une documentation précieuse sur les royaumes zande et mangbetu, au moment de leurs premiers contacts réguliers avec le commerce soudanais.

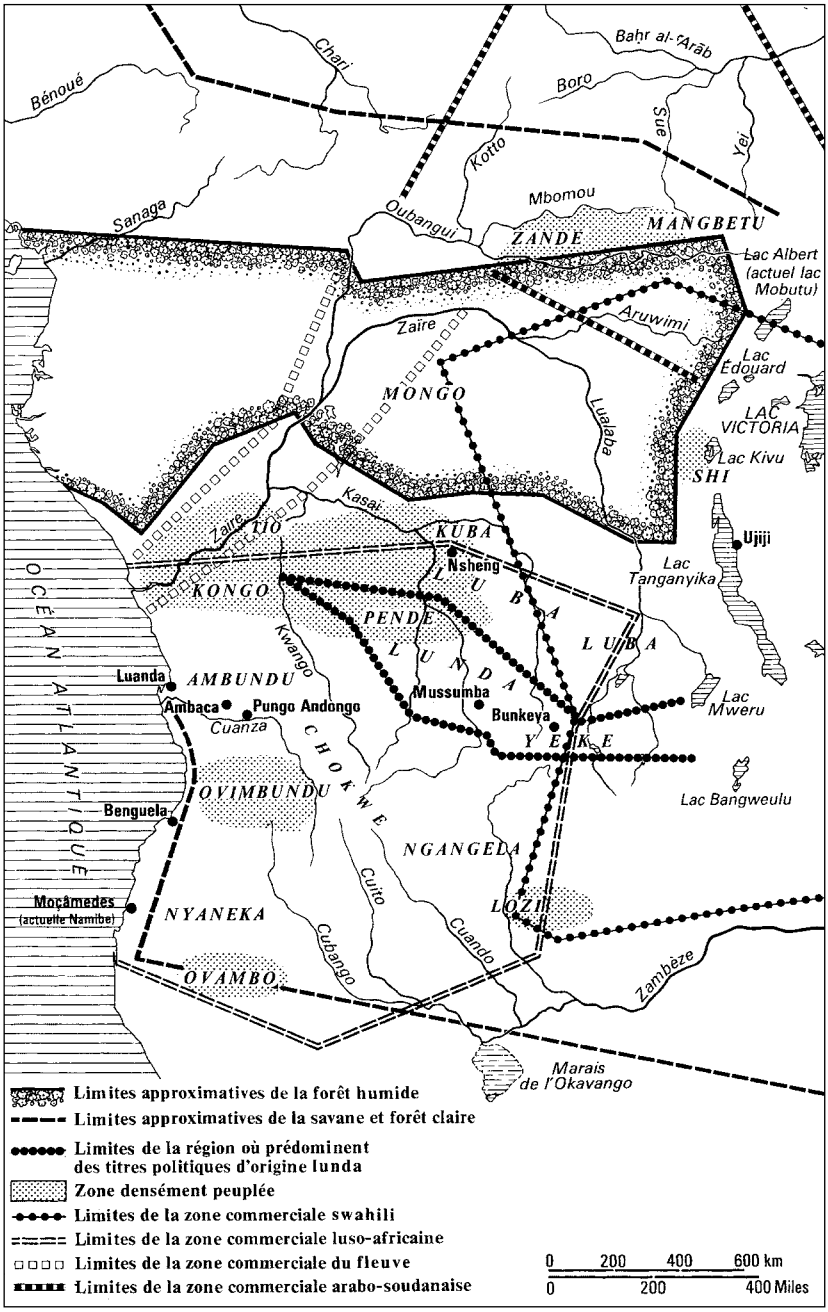
15. Les statistiques économiques de l'Angola du XIXe siècle sont dispersées dans de nombreuses publications. Pour quelques données de base, voir R. J. Hammond, 1966, notamment p. 73-74, et la bibliographie de cet ouvrage.

12.4. *Munza, roi des Mangbetu, en 1870.*
[*Source :* G. Schweinfurth, *The heart of Africa*, 1873, Sampson, Low, Marston, Low and Searl, Londres, vol. I, frontispice. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

12.5. *Kazembe en 1831.*
[*Source :* A. C. P. Gamitto (trad. I. Cunnison), *King Kazembe*, 1960, Atica, Lisbonne. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Parmi les traits caractéristiques du réseau soudanais, il faut signaler des partages d'influence entre monopoles d'État et commerce privé ; le recours méthodique à la force, grâce en particulier au recrutement de mercenaires locaux ; une politique de développement de plantations commerciales (de coton, par exemple) : ces objectifs et ces méthodes furent parmi les sources d'inspiration du roi des Belges, Léopold II, lorsqu'il entreprit de se tailler un empire commercial dans le bassin du Zaïre.

Depuis les années 1860, de vastes parties de l'Afrique centrale étaient incorporées dans un réseau commercial qui avait ses bases dans les ports et entrepôts de la côte swahili de l'océan Indien : Zanzibar, Bagamoyo, etc. Les itinéraires swahili pénétraient dans la région à l'est du Lomami par deux grands faisceaux de pistes : un « corridor » traversait l'Unyanyembe, au centre de la Tanzanie actuelle, et franchissait le lac Tanganyika, notamment à partir d'Ujiji. Une autre voie atteignait la région du Luapula-Moero à partir du lac Malawi, ou encore de la région sud-ouest de la Tanzanie.



12.6. *L'Afrique centrale de l'Ouest : espaces commerciaux vers 1880* (d'après J.-L. Vellut).

12.7. *Femme de l'aristocratie kimbundu avec son esclave, dans les années 1850.*

12.8. *Guerrier kimbundu et femme de l'aristocratie dans les années 1850.*

[*Source :* L. Magyar, *Reisen in Sudafrika in den Jahren 1849 bis 1857*, 1859, Pest et Leipzig, vol. I. Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Le réseau swahili s'était longtemps distingué par des petites caravanes, séjournant à la cour de chefs influents (le chef lunda Kazembe, par exemple). Dans les années 1870, cependant, on assiste à la naissance de principautés commerçantes : la plus célèbre fut celle de Tippu Tip, établie depuis 1875 à Kasongo, et qui domina le commerce de longue distance dans le Sankuru et l'« empire » luba. C'est grâce à la zone swahili que ce réseau devait devenir le premier point d'appui pour la pénétration coloniale dans la partie orientale de l'Afrique centrale.

Les deux autres réseaux qui s'étendaient sur l'Afrique centrale étaient ancrés sur les avant-postes marchands européens de la côte atlantique, soit centres portugais (Luanda, Benguela, Moçâmedes), soit factoreries hollandaises, françaises, anglaises, etc., dans le bas fleuve et le long de la côte nord de l'Angola. Cette dernière région était essentiellement alimentée par le commerce kongo, lui-même fondé sur les sociétés du Kwango-Kwilu, où se répandit le kikongo véhiculaire, le kituba, largement employé.

Le commerce fluvial se développa dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle supplantant les anciens itinéraires du commerce par voie de terre.

Les riverains du fleuve, particulièrement du confluent Oubangui-Zaïre, ou du Zaïre même, à hauteur de l'équateur, dominèrent sans partage le commerce par voie d'eau, car ils étaient les seuls à posséder et utiliser des pirogues. Ces différents groupes répandirent leur langue, le babangi, qui devint la *lingua franca* de la région de l'équateur et fut plus tard adopté dans la région par les colonisateurs. Ils établirent des centres commerciaux (Lukolela, par exemple), descendirent le fleuve jusqu'aux marchés tio du Pool, remontèrent les rivières de l'intérieur, se procurant de l'ivoire et des esclaves (surtout mongo), et introduisant dans les régions de la forêt humide des grands produits de traite jusqu'alors inconnus : fusils, anneaux de cuivre, nouvelles variétés culturales, etc. La traite, on l'a vu, a encouragé la formation de petits noyaux de population de captifs, réfugiés, etc., rassemblés autour d'un centre commercial sur les bords du fleuve, ou tout simplement auprès d'individus enrichis par le commerce[16] : c'est le cas de Ngaliema, ancien esclave enrichi, qui domine la région du Pool vers 1880. Lors de l'occupation coloniale, les postes d'État, factoreries et missions eurent recours aux mêmes procédés et se créèrent des agglomérations de captifs à l'image de celles des anciens piroguiers.

Le réseau luso-africain était le plus ancien et le plus complexe en Afrique centrale[17]. On peut suivre, au cours du XIXe siècle, les variations de la carte de ses itinéraires. Dans la première partie du siècle, les principaux faisceaux de pistes ou « corridors » aboutissaient à Luanda et Benguela. Trois grandes régions économiques et culturelles étaient ancrées sur les voies d'accès menant à Luanda : la zone kongo et son réseau « mubire » (vili), par l'intermédiaire des seigneuries du Kwango (Holo notamment) et d'Encoge, poste fortifié angolais ; la zone des États lunda occidentaux, soit par l'intermédiaire des Imbangala de Cassange et d'un autre avant-poste angolais, Ambaca, soit encore par la région songo et pungo andongo ; enfin, la région ovimbundu, en relations régulières avec Pungo Andongo et les autres postes angolais de la vallée du Kwanza. Une autre voie reliait les hautes terres ovimbundu à la côte : il s'agit des itinéraires menant à Caconda et Benguela. Par ce « corridor », les commerçants pénétraient au sud et à l'est, dans les régions nyaneka, nkumbi, ganguela. Dans les années 1840, les royaumes luyi et lunda furent également incorporés à ce réseau.

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le réseau prit une ampleur nouvelle. Les habitants de la région d'Ambaca, ou Ambaquistas, commencèrent à fréquenter la *mussumba* du *mwant yav*, surtout sous le règne de Muteba. Ils eurent recours à une voie directe, évitant Cassange, à partir du nouveau poste portugais de Malanje (1857). Les commerçants de ce poste établirent bientôt un relais à proximité d'une seigneurie lunda,

16. L'expression « grand commerce du fleuve » est due à G. Sautter, qui en a donné une première esquisse. Travaux plus récents : J. Vansina, 1973 ; R. Tonnoir, 1970 ; et le commentaire de B. Jewsiewicki, *L'administration coloniale et la tradition* ; à propos de Giribuma, voir R. Tonnoir, 1974. Voir aussi G. Hulstaert, 1976.

17. J.-L. Vellut, 1972.

12.9. *Défense d'éléphant sculptée, du milieu du XIX^e siècle, provenant de la côte de Loango, au Congo/Angola, et représentant des scènes de commerce et des Européens.*
[*Source :* J. Vansina, *Art history in Africa*, 1974, Longman, Londres. © The Walters Art Gallery, Baltimore.]

Kimbundu, à mi-chemin sur la voie de la *mussumba*. Avec le déclin du commerce tributaire lunda, et dans le sillage de l'expansion chokwe, les *Ambaquistas* ouvrirent des itinéraires vers la vallée du Lulua, dans la région luba, et ils atteignirent les marchés de la périphérie kuba. Là, ils entrèrent en concurrence avec les caravanes ovimbundu qui, dans les années 1870, contournaient l'État lunda de la Kalagne et commerçaient avec les États luba, y achetant des esclaves qu'ils allaient ensuite négocier chez les Kuba, grands fournisseurs d'ivoire.

On peut établir une hiérarchie des centres commerciaux des grands espaces économiques dessinés par l'économie de traite, suivant la complexité et la diversité des fonctions qu'ils remplissaient au sein de l'économie dominante : crédits aux commerçants, entreposage, conditionnement, armement d'expéditions commerciales, etc. Luanda, suivie de Benguela et, dans la seconde moitié du siècle, Moçâmedes concentraient les opérations les plus complexes et étaient le siège des principales firmes commerciales. La Luanda du XIX^e siècle possédait les traits architecturaux et les institutions caractéristiques des villes portugaises des tropiques, du Brésil, d'Afrique ou d'Inde. Mais elle était aussi une ville originale où l'élément portugais était souvent dominé par la culture créole et africaine. Ici, les fortunes se faisaient et se défaisaient rapidement. Un visiteur des années 1840 a décrit le bal du gouverneur, où l'on rencontrait une femme parée d'or et de joyaux venue à Luanda comme esclave, un homme qui était sur la côte comme prisonnier à bord d'un navire négrier, un autre dont l'enfance s'était passée dans les ruelles des faubourgs populeux de Lisbonne[18].

Vers 1850, parmi les postes angolais de l'intérieur, rien n'approchait des quelque 6 à 10 000 habitants de Luanda. Sur les « corridors » de l'intérieur, on distinguait plusieurs relais principaux où s'effectuaient les ruptures de charge, où l'on recrutait de nouveaux porteurs et où s'organisait une part importante du crédit, etc. C'est dans ces petits centres que se rassemblaient la plupart des rares Européens et des Métis commerçant dans l'intérieur. Dans l'hinterland de Luanda, on remarquait surtout Dondo, centre du commerce avec la rive gauche du Kwanza, mais qui prit de l'importance durant les cycles du café et du caoutchouc, et Pungo Andongo : ce dernier point occupait une position clef, point de départ des commerçants pour la région des seigneuries lunda, et nœud des communications par voie de terre entre Benguela et Luanda[19]. Au sud, Caconda occupait une position semblable, orientée cette fois vers les peuples du sud des hautes terres ovimbundu aussi bien que vers le Bié. Ce dernier royaume était un important centre secondaire du réseau, où les porteurs étaient remplacés, les marchandises achetées et les crédits négociés. On y trouvait une colonie luso-africaine d'une centaine de personnes dont le plus grand nombre était d'origine africaine ou métis (Mbundu de Golungo, *Ambaquistas*, « Mambari » du Bié, etc.).

18. Le médecin allemand G. Tams, qui visita Luanda en 1841, cité par A. Stamm, 1972.
19. J. C. Feo Cardozo, 1825, p. 355.

Enfin, dans ce réseau d'économie tributaire, des centres tels que la *mussumba*, Bunkeya, les capitales des petites seigneuries ou les marchés des sociétés non centralisées constituaient les terminus du système et étaient le siège d'intenses transactions.

Pareil système était caractérisé par les contrastes qui se creusaient entre les zones qui monopolisaient les opérations rentables — centralisation de quantités importantes de produits, manutention, commercialisation — et celles où les possibilités d'accumulation étaient plus réduites. Les régions privilégiées présentaient un aspect bien différent des autres : les armes, les étoffes, les esclaves domestiques étaient nombreux dans les premières, rares chez les autres. Nous verrons qu'aux périodes de récession économique ont correspondu des efforts portugais pour monopoliser les bénéfices du réseau en éliminant les « intermédiaires » africains. En revanche, durant les périodes de croissance commerciale, l'essentiel du commerce de l'intérieur était mené par les Africains.

Au cours du XIXe siècle, le réseau a dû s'adapter à quelques grands cycles commerciaux. Jusque dans les années 1840, c'est le cycle des esclaves qui a dominé, et de loin, l'activité commerciale luso-africaine. En fait, cette dernière flambée fut la plus désastreuse dans l'histoire de la traite angolaise. On estime à un total oscillant entre 15 et 20 000 le nombre d'esclaves exportés annuellement des ports d'Afrique centrale (de la côte de Loango jusqu'au sud de l'Angola) dans les années 1780-1830. Le principal importateur était le Brésil, et le principal fournisseur l'Angola. Au XIXe siècle, c'est la main-d'œuvre servile angolaise qui permit l'expansion de l'économie caféière de Rio de Janeiro et São Paulo.

12.10. *Une caravane de marchands ovimbundu pendant une halte.*
[*Source :* F. S. Arnot, *Bihe and Garengaze*, 1893, J. E. Hawkins and Co. Ltd. Photo reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Dans l'ensemble, la traite atlantique, même clandestine, s'éteignit au cours des années 1850, sauf cependant dans la région du bas fleuve où elle subsista, en dehors du contrôle portugais, jusqu'à la disparition des derniers marchés esclavagistes d'Amérique latine, vers la fin des années 1860.

Pendant le reste du XIXe siècle, les exportations de l'Angola se limitèrent à quelques produits agricoles (café, sucre) ou surtout de chasse et de cueillette, principalement la cire et l'ivoire. Toutefois, dans le dernier tiers du siècle, le café de cueillette, le copal, l'huile de palme et bientôt surtout le caoutchouc des herbes vinrent diversifier l'inventaire des exportations des produits de cueillette.

Changeant les conditions de l'accumulation de richesses, le développement des grands espaces économiques africains a aussi entraîné une aggravation de l'oppression sociale. Comme dans la région du fleuve, comme dans les zones arabe ou swahili, la zone luso-africaine a provoqué le développement d'un secteur de production esclavagiste. Certes, les économies tributaires de la savane connaissaient l'existence de pareil secteur: les champs des principaux titres politiques de la *mussumba*, par exemple, étaient cultivés par une main-d'œuvre servile. Au XIXe siècle, l'accumulation de captifs par certains groupes privilégiés est cependant souvent allée de pair avec l'essor d'un secteur des échanges lié au marché davantage qu'au tribut. On a vu le rôle que les « esclaves domestiques » ont joué dans l'expansion démographique et agricole de certaines sociétés de la région (Kongo, Ovimbundu, Ovambo, etc.).

Dans la société coloniale angolaise également, le secteur esclavagiste a été lié à l'économie capitaliste marchande, et il a pris une importance assez considérable dans la seconde moitié du XIXe siècle. Malgré certaines nuances juridiques — l'esclavage fut formellement supprimé en Angola en 1878 —, c'est bien un secteur esclavagiste qui fut à la base de l'essor de la production de coton, de café de plantation et surtout de canne à sucre: à la fin de notre période, c'est la canne à sucre angolaise, distillée, qui donna l'eau-de-vie essentielle aux échanges du *sertão*. C'est encore la main-d'œuvre servile qui a alimenté le marché du travail suscité par les débuts de l'implantation blanche dans les régions situées au sud des hautes terres ovimbundu.

L'impérialisme portugais en Angola

L'existence de grands espaces commerciaux en Afrique centrale et la nature de leurs liens avec l'économie mondiale sont la clé de l'histoire de l'impérialisme, au XIXe siècle, dans cette région. À cette période en effet, il ne s'agit pas encore d'impérialisme financier, en Afrique centrale du moins, mais bien de formes nouvelles de l'impérialisme commercial. Au cours du XIXe siècle, on distingue quelques grandes phases d'expansion et de contraction des possessions portugaises en Angola: ces mouvements trahissent les hésitations des gouvernants portugais de la colonie entre deux modèles d'hégémonie sur les économies commerciales africaines.

Soit que ce nouvel impérialisme portugais se soit présenté comme une domination purement commerciale, avec une occupation administrative et militaire réduite au minimum, et avec comme seul but affiché celui de faire circuler les biens, en collaboration avec un secteur marchand africain actif et étendu. Soit qu'il se fût agi d'insérer les colonies d'Afrique dans l'espace économique du Portugal, en protégeant le commerce national, mais aussi, et peut-être surtout, en fournissant un marché aux premières industries portugaises. Cette fois, il était question de développer l'occupation, de réduire le rôle des intermédiaires africains et d'encourager les marchands coloniaux, de diversifier la production des matières premières de la colonie, d'assurer un marché aux nouvelles manufactures de la métropole, notamment grâce à une politique d'unification politique et administrative entre le Portugal et ses « provinces » d'Afrique. C'est dans le même contexte d'assimilation que s'inscrit la tendance au soutien des « colons blancs » dans le sud de l'Angola.

Au cours du XIXe siècle, ces deux tendances, soit vers la contraction, soit au contraire vers l'expansion territoriale, se sont succédé dans un mouvement de balancier. C'est qu'elles ont été liées aux conjonctures économiques et aux transformations structurelles de l'économie portugaise. Certes, les événements ont joué leur rôle (les revers militaires infligés par les Africains aux Portugais aident à comprendre le reflux de l'occupation coloniale dans les années 1862-1872). Les personnalités jouent également un rôle important : tel gouverneur est associé à une politique agressive et d'occupation maximale, tel autre est associé au repli sur les postes côtiers. Ces facteurs ne prennent toutefois leur signification que placés dans le contexte des mouvements de l'économie mondiale, tels surtout qu'ils ont affecté l'économie portugaise : l'impérialisme portugais n'a pas échappé aux règles communes de l'expansion coloniale du XIXe siècle[20].

C'est ainsi que la détermination des protectionnistes, soucieux d'unir le Portugal et ses colonies dans un espace économique indépendant des grandes puissances industrielles, se traduit par les premières tentatives de colonisation blanche dans le sud de l'Angola (et d'abord sur la côte, à Moçâmedes, et dans le pays nyaneka, à Huila). C'est encore l'esprit de conquête qui l'emporte dans les années 1850, qui voient des efforts soutenus de la part des Portugais pour occuper le terrain et éliminer la concurrence commerciale africaine, surtout celle des Imbangala et des Kongo. Ce n'est que vers 1860 qu'un renversement s'amorce, tandis qu'on est entré depuis quelques années en pleine période d'essor commercial. Une politique de retrait portugais se généralise alors : durant les années 1862-1875, on assiste à un reflux, ponctué par des défaites militaires portugaises (à Cassange en 1862, chez les Dembo en 1871-1872) que le gouvernement de Luanda renonce à venger. Au début des années 1870, le recul est général : l'Angola colonial s'est replié sur son lit-

20. Cette opinion n'est pas acceptée par D. L. Wheeler et R. Pélissier, 1971, p. 51-83 : ces auteurs donnent une explication purement politique des flux et reflux de la pénétration portugaise en Angola. Cette même ligne est adoptée par R. J. Hammond, 1969.

toral, tandis que dans le *sertão* le commerce s'est rapidement africanisé. Ainsi Silva Porto, le grand *sertanejo* du Bié, perd toute sa fortune à cette époque, victime de la concurrence des commerçants ovimbundu. L'Angola connaît à ce moment-là une rapide croissance commerciale : entre 1867 et 1873, le tonnage à la descente du Kwanza, depuis Dondo, est multiplié par sept.

Mais bientôt, la colonie portugaise s'engage dans une nouvelle phase d'expansion territoriale. Dès 1873, on était entré dans une période de contraction économique mondiale, et la concurrence commençait à se faire vive parmi les puissances étrangères pour mettre la main sur une part du « gâteau africain »[21]. En Angola même, cette période s'était ouverte par une récession profonde due à une sécheresse prolongée et à une crise du crédit (1874-1876). C'est cependant aussi le moment des premiers travaux pour la construction du chemin de fer de Luanda vers l'intérieur, des tentatives pour résoudre par des accords diplomatiques les menaces que font peser les nouveaux venus en Afrique centrale. C'est aussi le moment des premières expéditions d'« explorateurs » portugais, lancés dans le sillage des voyageurs allemands, anglais, etc., qui se succèdent à Luanda et dans l'intérieur. L'histoire de l'Afrique centrale approchait d'un tournant décisif.

Pouvoir et société en Afrique centrale (vers 1800-1880)

Dans l'Afrique centrale du XIXe siècle, l'histoire politique et sociale s'inscrit d'abord dans une tradition ancienne. Aussi loin que la documentation orale et écrite permette de remonter, on voit que les sociétés de la région ont hésité entre deux modèles de pouvoir : celui, hiérarchisé, défini, tributaire, des royaumes ou, à l'autre extrême, celui, plus égalitaire et plus informel, du gouvernement par des conseils d'anciens ou de notables[22].

Ces deux modèles étaient complémentaires et, dans la pratique, il existait une grande variété de situations intermédiaires, hésitations et compromis divers. Les exigences du milieu et des activités économiques, aussi bien que des circonstances historiques et même de personnes, ont favorisé un type d'organisation se rapprochant tantôt du modèle royal (avec ses qualités d'ordre, de sécurité), tantôt de l'idéal démocratique, plus souple, moins contraignant.

À l'époque qui nous intéresse ici, on rencontrait en Afrique centrale certains exemples de systèmes administratifs caractérisés par une hiérarchie stable et permanente, et capables de regrouper une population assez nombreuse dans des centres ou capitales. Ces cas ne sont cependant pas les plus répandus, car seule une conjonction de plusieurs facteurs pouvait permettre l'ascension d'un titre politique et la constitution d'un État. Fondement matériel de l'organisation étatique, l'économie tributaire supposait l'existence

21. L'expression est de Léopold II ; elle est citée notamment par J. Stengers, 1962, p. 490.
22. Pour de solides analyses de la notion de pouvoir dans deux sociétés des savanes de l'Ouest, les Kongo et les Tio, voir les études respectives de W. McGaffey, 1970, et J. Vansina, 1973.

12.11. *Statue chokwe représentant Chibinda Ilunga, le fondateur légendaire de l'Empire lunda. Œuvre datant probablement du XIXe siècle.*
[*Source :* J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Longman, Londres. © Museum fur Völkerkunde, Berlin.]

d'un secteur agricole assez développé. L'agriculture n'offrait cependant que des possibilités assez réduites d'accumulation. Les redevances imposées sur la production de sel, de cuivre et de fer ont pourtant favorisé un niveau d'appropriation plus élevé. Il en va de même du tribut prélevé par la guerre et les razzias. Le tribut était, enfin, perçu sur le secteur des échanges : le pouvoir des chefs s'appuyait ainsi sur l'existence de marchés, de réseaux d'échange et de communication qui permettaient l'imposition de monopoles ou de diverses formes de taxation et autres péages.

La croissance ou la régression de l'un ou l'autre de ces secteurs aide à comprendre l'essor, ou au contraire l'érosion du pouvoir des États ou seigneuries au XIXe siècle, aussi bien que lors des époques antérieures. Ce qui distingue le XIXe siècle, c'est une grande mobilité sociale qui permet un accès rapide à d'anciens rôles de chefs, ou qui favorise tout simplement l'entreprise de certains individus, tantôt au sein des pouvoirs monarchiques, tantôt par les filières des clans et lignages. Les monopoles, les tributs ne réussissent pas à contrôler les échanges en expansion : à travers le XIXe siècle, l'essor du commerce s'opéra souvent au détriment du pouvoir matériel des aristocraties de titres politiques.

En dehors de ses aspects matériels, le pouvoir possédait cependant aussi des aspects rituels, représentés par les insignes ou les charmes contre les ennemis intérieurs et extérieurs : quelle fut l'évolution des pouvoirs rituels et mystiques dans une période marquée par les rapides retournements de fortune dans le domaine militaire et économique ? Tant que cette histoire ne sera pas écrite, la compréhension de l'histoire de la région restera partielle et dominée par une problématique insensible aux aspirations profondes des anciennes sociétés d'Afrique centrale.

Sociétés étatiques

D'anciens royaumes ont survécu à travers les tourmentes du XIXe siècle. Il en est ainsi de l'État lunda de la Kalagne. Cet État atteignit son apogée dans la première moitié du XIXe siècle, avant d'entrer dans une période de déclin à partir des années 1870. À l'origine, la Kalagne avait été associée à une zone de population dense qui ne dépassait guère un territoire situé à l'est du Lulua, entre les 8e et 9e degrés de latitude sud et les 23e et 24e degrés de longitude est. D'abord concentrée le long des cours d'eau, en particulier de la Kalagne, la population lunda envoya des émigrants dans les régions avoisinantes au cours des XVIIIe et XIXe siècles ; ces émigrations ont par la suite abouti à des entités politiques ; mais elles s'expliquent aussi par la volonté d'échapper aux réquisitions de captifs par les chefs. Au début du XIXe siècle, cela est notamment à l'origine du peuplement lunda, au sud de l'État de la Kalagne, dans les régions chokwe et luval.

Le principal titre lunda était celui de *mwant yav*. Ce titre était originaire de la vallée de la Kalagne et, à partir du XVIIIe siècle au plus tard, il fut au

cœur d'un réseau politique auquel se rattachaient, suivant le langage symbolique de la parenté perpétuelle, de nombreuses seigneuries lunda, entre le Kwango à l'ouest et le Luapula à l'est.

Parmi les règnes importants de la dynastie de la Kalagne, il faut signaler, au XIXe siècle, celui de Nawej (vers 1820-1852). Son règne vit un renforcement du pouvoir du *mwant yav :* Nawej était redouté pour ses vengeances et pour les tributs forcés qu'il tirait des seigneurs indociles, soit par la force des armes, soit aussi par l'utilisation sans scrupule des services des féticheurs. En ce qui concerne la chasse, Nawej préféra toujours se servir d'arcs et de flèches. C'est cependant sous son règne que les guerriers lunda se mirent à utiliser les armes à feu provenant d'Angola (*lazarinas*). À son invitation, les chasseurs chokwe commencèrent à fréquenter le territoire lunda, se servant d'armes à feu et repoussant peu à peu les éléphants vers le nord. Des Chokwe visitèrent la capitale vers 1840, apportant des armes à feu et de la poudre, et certains s'établirent en pays lunda. Nawej s'efforça de maintenir une bonne entente entre les deux peuples, mais en vain, car les rivalités entre titres lunda et chokwe ne tardèrent pas à se manifester.

Les Imbangala de Cassange avaient certes commencé à fréquenter la *mussumba* dès les débuts de la dynastie des *Mwant yav :* le règne de Nawej est cependant resté marqué par l'essor du commerce de longue distance, toujours avec les Imbangala, mais bientôt aussi avec les Ovimbundu et les « Mambari ». On évoquait encore, à la fin du XIXe siècle, les caravanes envoyées pour le compte de la riche commerçante de Luanda, Dona Ana Joaquina (Na Andembo) ; le souvenir était ausssi resté vivace des caravanes royales dépêchées par Nawej à Luanda, chez Dona Ana, ou au *jaga* de Cassange.

Nawej jouissait cependant d'une mauvaise réputation chez les commerçants qui lui reprochaient des délais interminables dans le recouvrement de leurs créances. Tout prétexte lui était bon pour opérer des saisies. Ses descendants directs étaient fort nombreux, et bientôt les prétendants au trône murmurèrent que Nawej avait assez joui de l'État, et que le tour des plus jeunes était venu. Au cours d'une maladie, il mourut, étouffé par son frère Mulaj, qui lui déroba le bracelet — insigne du pouvoir (*lukano*) — et fut reconnu comme *mwant yav*. Les années suivantes furent dominées par des luttes intestines, provisoirement calmées par le long règne de Muteba (vers 1857-1873) : ces années paisibles virent les grandes caravanes séjourner pendant la saison des pluies à la *mussumba* et être bien traitées par le *mwant yav*.

À partir du règne du *mwant yav* Muteba, la *mussumba* a abrité des colonies de voyageurs mbundu : le fondateur de la première colonie de ces *Ambaquistas* fut Lourenço Bezerra, connu chez les Lunda sous le sobriquet de Lufuma (vers 1850-1883). Originaire du Golungo, il se fixa à la *mussumba* vers 1850 et il passa une trentaine d'années à la cour du *mwant yav*, profitant longtemps des bonnes dispositions de Muteba à l'endroit des commerçants angolais. La colonie de Lufuma s'installa, en 1869, aux abords immédiats de Luambata, la nouvelle *mussumba* de Muteba, et introduisit l'agriculture et l'élevage mbundu dans la région. Le *mwant yav* lui-même suivait de près

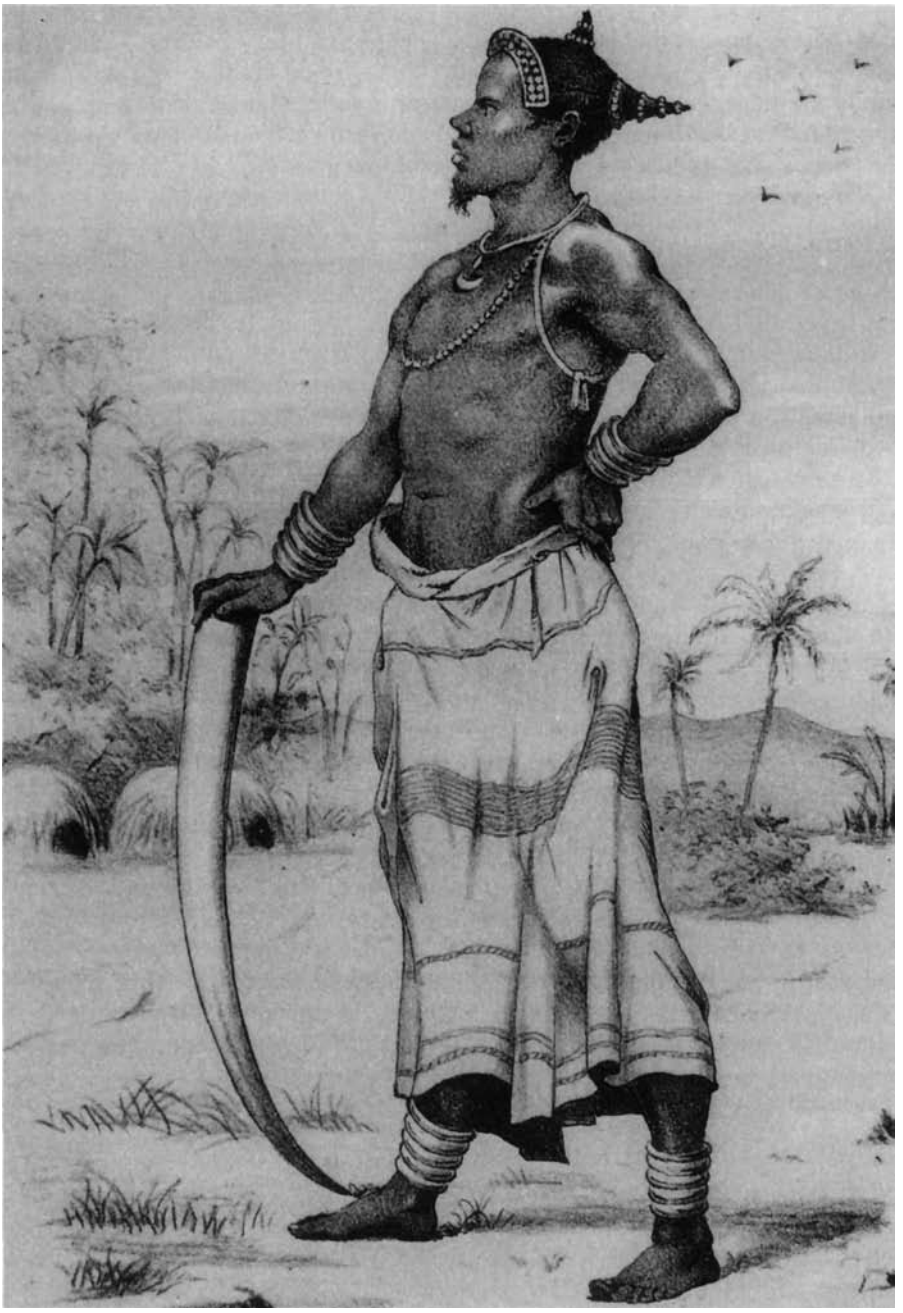
la culture de ces champs, qui alliaient des apports brésiliens et portugais (riz, tabac, maïs, etc.) au fonds africain. Les Angolais de Luambata devinrent aussi artisans (ferronniers, tisserands, potiers, scribes, etc.). La colonie pratiquait le commerce tributaire, parallèlement à celui des notables lunda : aucune transaction ne pouvait avoir lieu sans l'intervention de Lufuma. Au fil des années, celui-ci s'était constitué une clientèle de captifs, esclaves rachetés, etc., qui, en 1882, l'accompagnèrent lors de son retour définitif dans la région de Malanje. Dans les années 1850-1880, la colonie fut ainsi un point d'appui essentiel du commerce régi par les titres aristocratiques de la cour lunda et par des entrepreneurs angolais, ancrés dans le pays par de nombreux liens matrimoniaux et pratiquant eux-mêmes le commerce tributaire qui était bien connu dans la région. Lufuma était devenu en fait un titre lunda, comme le montre le rôle qu'il joua dans la vie de la cour : par exemple, ce fut lui qui organisa les funérailles de la *lukonkesh* du *mwant yav* Muteba.

Dans les années 1870, l'expansion chokwe se poursuivit : fuyant leurs villages et leurs chefs sous prétexte de sorcellerie, liés à l'économie de cueillette, cherchant la cire et l'ivoire et bientôt le caoutchouc, incorporant des captifs, femmes et jeunes gens, dans les lignages patrilinéaires, les Chokwe furent bientôt assez puissants pour éclipser le pouvoir des chefs lunda de la région entre les fleuves Tshikapa et Kasai. Dans cette région, les villages et les seigneuries lunda se dispersèrent : c'est une période de décadence pour l'ancien pouvoir aristocratique lunda. Ce courant fut renforcé par les dissensions au sein de la *mussumba* ; un chef important, Shanam, fit alliance avec les Chokwe et conquit le pouvoir grâce à eux. Le règne de ce *mwant yav* (il prit le nom de Mbumba) fut sanglant. Il continua à utiliser les Chokwe pour faire peser une menace sur les feudataires lunda. Après sa mort (1883), les Chokwe voulurent le venger. Leurs guerriers réussirent à obtenir le *lukano* pour Mushidi, un fils de Mbumba élevé par une famille adoptive chokwe.

Seigneuries : les pouvoirs fragmentés

Malgré les profondes transformations sociales que connut la région lunda-chokwe dans le dernier quart du XIXe siècle, les aristocraties lunda ne s'effacèrent pas complètement. Ailleurs, des États se fragmentèrent suivant des variantes, soit que d'anciens États centralisés se soient transformés en réseaux de seigneuries unies informellement les unes aux autres, mais sans être soumises à un centre commun ; soit encore que la décentralisation ait été très poussée, voire même que l'on ait marché vers la disparition du pouvoir des chefs.

Le sud des hautes terres ovimbundu, en Angola, peut être rattaché à la catégorie des réseaux de grosses seigneuries. Ce plateau est dominé par un groupe culturel que l'on rassemble sous la dénomination Nyaneka-Nkumbi, lui-même divisé en plusieurs groupes ethniques : Nyaneka, Otyilenge, Nkumbi, etc. Au XIXe siècle, certaines des seigneuries de la région



12.12. *Le* mwant yav *Mbumba*.
[*Source :* P. Pogge, *Im Reiche des Mvata Jamvo*, 1880, Berlin. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

représentaient les vestiges d'anciens royaumes. C'est le cas de Mwila, royaume nyaneka qui, au XVIIIe siècle, dominait toute la région de Huíla et qui se disloqua vers la moitié du XIXe siècle ; à ce moment, en effet, Jau se sépara de Mwila, pour se fragmenter bientôt à son tour. Mwila était entré au XVIIIe siècle en relation avec Caconda et l'Angola portugais. La région était la plus peuplée du pays nyaneka, et les Portugais tentèrent à plusieurs reprises d'y installer des colons blancs dans les années 1840, au prix de nombreux affrontements militaires. Les seigneuries nyaneka (surtout Mwila, et plus tard Ngambwe) devinrent des centres commerciaux pour la cire, l'ivoire, le bétail, desservant tout le sud de l'Angola au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Bien que le secteur marchand ait joué un rôle dans la fragmentation politique de la région, les razzias et rapines diverses ont souvent fourni l'occasion immédiate de l'ascension d'aventuriers ou de nouveaux venus. À partir des années 1840, la région fut en effet parcourue en tous sens, parfois les armes à la main, par des commerçants et des chefs de guerre qui établirent de petites places fortes pour leur clientèle de captifs (*serviçais*), réfugiés, aventuriers, etc. ; là, derrière des enclos d'épineux, hommes et bêtes étaient à l'abri de la violence.

À travers la vaste région qui s'étend entre le Lomami, le Lualaba et la rive occidentale du lac Tanganyika, c'est également une image de fragmentation que donne l'« empire » luba. Durant sa période d'expansion maximale, pendant la première moitié du XIXe siècle, le pouvoir militaire de l'État luba le plus prestigieux (celui du *mulopwe* avec sa capitale, *kitenta*, et sa cour) s'est exercé sur de nombreuses seigneuries qui, pour la plupart, participaient déjà à la notion luba du pouvoir (le *bulopwe*), privilège des chefs possédant le sang royal des fondateurs (Kongolo et Kalala Ilunga).

Cette construction se révéla éphémère et fortement soumise aux fluctuations de la fortune militaire des différents titres politiques. Sous le règne du *mulopwe* Kasongo Kalombo (vers 1870-1880), cet édifice politique commença à s'effriter sous la pression notamment des caravanes de commerçants provenant de la zone swahili ou d'Angola. La pénétration commerciale ne fit qu'attiser les dissensions entre chefs politiques eux-mêmes, et entre ceux-ci et les chefs des lignages possédant les terres et les domaines. À la fin de notre période, seigneuries et États luba jouissaient d'une autonomie presque complète[23].

Aventuriers, commerçants, condottieri : les nouveaux pouvoirs

Le pouvoir du *bulopwe* est l'un des plus anciens et des plus prestigieux de l'histoire des sociétés de la savane. Ailleurs dans cette région, on

23. Des administrateurs coloniaux, acquis aux théories de l'administration indirecte et soucieux de « reconstituer » en plein XXe siècle de supposés empires disparus, ont eu tendance à surestimer le degré de centralisation existant dans les États luba. Pour un état de la question, voir A. Wilson, 1972.

assiste à la prolifération au XIXe siècle des titres de chefs et à l'apparition de nouvelles formes de pouvoir. Soit que le rôle de chef soit tombé en désuétude (par exemple, chez certains groupes kongo ou mbundu), soit que le développement des échanges ait entraîné une polarisation autour de groupes ou d'individus entreprenants. Il en existe des exemples dans toutes les sociétés d'Afrique centrale, qu'elles soient ou non dotées d'un chef. Ainsi, dans la forêt humide de la cuvette centrale, des commerçants sont parvenus à accumuler esclaves, armes, cuivre, etc.; il s'agit généralement de piroguiers, riverains du fleuve, enrichis par le commerce de traite. Ainsi, l'histoire du royaume de Msiri commence par des expéditions commerciales.

Vers la moitié du XIXe siècle, des voyageurs sumbwa, originaires de la Tanzanie actuelle, vinrent traiter avec les chefs lunda, luba, aushi, etc., de la vallée du Luapula et des régions avoisinantes. Ces commerçants étaient attirés par l'ivoire, abondant dans la région, et par le cuivre, traité à l'ouest du royaume de Kazembe. Ngalengwa Mwenda, fils d'un de ces voyageurs, et qui avait accompagné son père dans ses expéditions, vint s'installer vers 1855 dans le pays du chef Katanga, un des principaux centres producteurs de cuivre où se trouvait une agglomération importante pour la région[24]. C'est l'époque où des expéditions commerciales arabes, swahili, nyamwezi et ovimbundu se multipliaient dans la région, l'objectif étant de développer le commerce du cuivre, de l'ivoire et des esclaves.

Mwenda fut sans doute le plus célèbre de ces commerçants qui surent tirer parti des divisions au sein des clans régnants et purent s'appuyer sur des troupes suffisamment nombreuses et bien armées pour s'établir dans une région, attirer une population dans une capitale, asseoir leur pouvoir sur un réseau de clientèle comprenant des hommes de confiance, des compagnons d'aventure, des parents, des titres politiques locaux, ou tout simplement des individus entreprenants de toute origine. Après son installation auprès de Katanga, Mwenda commença à prêter ses services à des factions politiques opposées. Bénéficiant de l'aide de commerçants ovimbundu, il s'immisça dans les querelles entre chefs sanga, luba, lunda, etc. de la région. Ses plus grands succès provinrent de sa participation aux querelles entre prétendants au trône de Kazembe. Ici encore, les armes du Bié jouèrent un grand rôle et facilitèrent son ascension.

En 1880, il avait réussi à créer son propre État; il prit le titre et les insignes de *mwami*, qui étaient connus dans sa région d'origine, et établit sa capitale à Bunkeya, dans la vallée de la Lufira. À l'époque, les chefs de la région étaient le plus souvent associés au pouvoir du *mwant yav* (Lunda) ou du *mulopwe* (Luba). Mwenda réussit à en incorporer un grand nombre dans son empire et à leur faire accepter ses insignes (*kilungu*). Bunkeya devint un centre important, fréquenté par tous ceux qui cherchaient fortune auprès de Mwenda. Celui-ci fut désormais connu sous le nom de Msiri, qui semble

24. Un voyageur arabe, Saʿīd ibn Habīb, a décrit ce centre au milieu du siècle: la population y était plus nombreuse qu'à la capitale de Kazembe; les vivres commercialisés abondaient; le coton local y était filé pour la fabrication des vêtements. Cité par F. Bontinck, 1974, p. 12.

avoir une origine locale, dérivé de *mushidi* (signifiant « terre » en sanga et en luba), le propriétaire de la terre.

Parmi les femmes les plus proches de Msiri, on compta un moment une jeune Swahili des environs de Pweto et deux Métisses d'Angola : cela symbolise le rôle joué par le royaume de Msiri dans les réseaux commerciaux. Garanganja des Angolais, Katanga des Swahili, il devint la plaque tournante du commerce de l'Afrique centrale, de Zanzibar à Benguela, du pays luba aux avant-postes portugais du Mozambique, ou arabes du lac Malawi.

Chef redouté, enfant de son époque, Msiri sut se montrer munificent, mais aussi implacable ; et en cela, il répondait au stéréotype du chef ou de l'aristocrate. Parfois il fut cruel. Ce fut d'ailleurs l'exécution d'une de ses femmes, Masengo, qui fournit le prétexte de la longue révolte des Sanga contre l'État yeke ; ce soulèvement ne prit fin qu'après la mort de Msiri[25] et grâce aux armes du pouvoir colonial.

Conclusion

Au terme de cet exposé rapide, peut-on avancer quelques conclusions ? L'histoire économique de l'Afrique centrale au XIXe siècle semble proposer un début de réponse. En effet, les conditions de l'accumulation de richesses et de dépendants changent au XIXe siècle, grâce à la constitution de zones de densité plus marquées, grâce à des progrès dans la productivité agricole et même artisanale, grâce aussi à l'essor de certains secteurs de la vie économique. Il en est ainsi du secteur des échanges, en perpétuel mouvement suivant les conjonctures et les grands produits échangés. Dans plusieurs sociétés, ce secteur a puissamment contribué à amorcer un début de stratification sociale.

Certes, malgré l'existence largement répandue à l'époque de diverses formes de servitude, il serait téméraire de parler de « classes sociales ». Les différences sociales en voie de se creuser ont trop souvent pris le visage familier d'anciennes institutions politiques, ou de solidarités ethniques ou claniques, pour que nous puissions utiliser le concept de « classe ». Un rôle ancien, celui de chef politique, s'est montré particulièrement malléable aux circonstances nouvelles. Déjà, dans l'histoire plus ancienne de la région, le rôle de chef s'était prêté à l'emprise de groupes ou d'individus, où l'on retrouve des visionnaires, des parvenus, et de simples aventuriers. Au fil du XIXe siècle, cette tendance s'est accentuée, soit que d'anciens titres politiques se soient de plus en plus fondés sur l'économie des échanges, soit qu'ils aient été captés par des « parvenus », soit encore que de nouveaux titres aient été créés.

25. Msiri mourut de mort violente de la main d'un Européen, le 20 décembre 1891. L'assassin périt lui aussi, exécuté sur-le-champ par un fils de Msiri. Les principaux témoignages sur la vie à Bunkeya avant la conquête coloniale sont ceux d'Ivens et d'Arnot ; F. A. Oliveira Martins (dir. publ.), 1952, p. 366-383 ; F. S. Arnot, 1889.

L'institution des chefs au XIXe siècle continua ainsi de s'inscrire dans une longue tradition. Et cependant, l'époque lui donna des caractéristiques originales : en particulier, la fonction de chef semble avoir connu une instabilité qui n'était pas spécifique de l'histoire ancienne. Le XIXe siècle aura été l'époque des fortunes politiques rapidement construites, mais parfois tout aussi rapidement défaites. Le changement a été trop précipité, et l'histoire autonome de la région trop brutalement interrompue à la fin du siècle pour permettre la naissance de grands États. Le plus souvent, tel qu'il s'est développé au XIXe siècle, l'État en Afrique centrale a ignoré les hiérarchies complexes, les divisions régionales : il s'est présenté comme un réseau de seigneuries, réseau « horizontal », plutôt que hiérarchie territoriale « verticale ».

L'histoire politique des années 1800-1880 laisserait une impression trompeuse, si on n'en retenait que le thème de la fragmentation du centre de l'Afrique. En fait, à l'époque, la politique n'est plus au cœur de l'organisation de l'espace[26], et il faut tenir compte de l'essor de vastes espaces économiques qui ont largement dépassé les frontières des solidarités ethniques ou des organisations politiques.

Les grands traits de l'histoire sociale et économique de l'Afrique centrale du XIXe siècle commencent à se dessiner : l'histoire, telle qu'elle a été vécue et sentie par les sociétés du temps, l'histoire de leurs aspirations et du changement des mentalités constituent de vastes domaines non encore explorés, et des questions que l'Afrique d'aujourd'hui a le devoir de poser à son passé pour mieux éclairer son présent[27].

26. J. Vansina, 1976, p. 1-31.

27. L'inspiration de cette étude doit beaucoup aux années de travail commun avec Bogumil Jewsiewicki, anciennement professeur à l'Université nationale du Zaïre.

CHAPITRE 13

La renaissance de l'Égypte (1805-1881)

Anouar Abdel-Malek

L'impact de l'Europe : acculturation ou renaissance ?

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les travaux de l'école égyptienne d'histoire et de sociologie historique, qu'appuient certains travaux novateurs réalisés par l'Occident, montrent à l'évidence, d'une part, que le XVIII[e] siècle égyptien n'est pas fait que de silence, d'effacement, après trois siècles d'aliénation sous la domination ottomane[1] ; d'autre part, que c'est bien à l'action directe tant des masses populaires du Caire et d'Alexandrie que des élites traditionnelles du temps, les *ʿulamāʾ*, *shaykh* et notables des villes, qu'il convient d'attribuer l'élection de Muḥammad ʿAlī à la dignité de *wālī* [vice-roi] en 1805[2]. Dès lors, cette date — la restauration de l'État moderne autonome égyptien — va marquer l'accès de l'Égypte à la modernité ; et non point, comme le veut l'historiographie coloniale traditionnelle, l'« expédition d'Égypte » — invasion militaire conduite par Bonaparte, au lendemain des guerres d'Italie, sur l'initiative du Directoire, de 1798 à 1801. Ce fut une grande entreprise dans la lutte contre l'Empire britannique. « Elle chassera — dit Bonaparte — les Anglais de toutes les possessions de l'Orient où elle pourra arriver ; et notamment elle détruira tous les comptoirs de la mer Rouge [...]. Considérant que l'infâme trahison par laquelle l'Angleterre s'est rendue maîtresse du cap de Bonne-Espérance ayant rendu l'accès aux Indes très difficile aux vaisseaux de la République

1. M. al-Sharqāwī, 1958 ; P. Gran, 1979.
2. Voir essentiellement les travaux de A. R. al-Rāfeʿī, 1951 ; L. Bréhier, 1901 ; A. A. Muṣṭafa, 1965 ; M. Sabry, 1930 ; M. S. Ghurbāl, 1928 ; A. F. S. Wahidah, 1950 ; H. H. Dodwell, 1931.

par la route usitée, il importe d'ouvrir aux forces républicaines une autre route pour y arriver. » Cette entreprise s'accompagna aussi de la prospection de l'Égypte, plaque tournante de l'Orient, par la « mission scientifique » qui représentait l'acquis de l'époque des Lumières, de l'encyclopédisme, des cadres de la pensée polytechnicienne, bientôt en œuvre en France et en Europe. *La description de l'Égypte*, en vingt volumes, résume son œuvre imposante[3].

Le XVIIIe siècle égyptien apparaît comme le laboratoire de ce que sera l'Égypte renaissante. L'unité nationale, tout d'abord, c'est-à-dire la réduction des différentes féodalités entretenues par les Mamlūk dans le delta comme en Basse-Égypte, tentée par ʿAlī Bey al-Kabīr. Les prémices de l'*aggiornamento* de l'islam fondamental, entrepris par le *shaykh* Ḥassan al-ʿAṭṭār ; la concentration dans les villes, et pas seulement au Caire, de la plus-value des terres, qu'un groupe de commerçants et de lettrés à vocation hégémonique souhaitent mettre au service de ce que l'on appellera plus tard un « projet national ». Pour l'expédition française, l'acquis est véritablement unique et permettra, plus tard, d'étayer les positions françaises au Levant, après la conquête de l'Afrique du Nord, comme aussi d'apparaître à de larges secteurs de l'Afrique subsaharienne comme le porte-drapeau de l'Europe des révolutions. Les historiens égyptiens du temps, notamment ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī et Niqōlā al-Turk, en jugent tout autrement : « L'occupation française améliora la situation morale de la basse classe, des revendeurs, portefaix, artisans, âniers, palefreniers, proxénètes, prostituées[4] » : en somme, la lie de la population était à l'aise parce qu'elle profitait de la liberté ; mais l'élite et la classe moyenne éprouvèrent des ennuis de toutes sortes, parce que les importations et les exportations étaient suspendues.

Dès lors, on comprend les deux révoltes du Caire : la première, du 21 au 24 octobre 1798, avec ses prolongements dans les villes et la campagne, autour des *shaykh* et notables du Caire : deux mille morts, dix *shaykh* décapités, la suspension du Dīwān consultatif ; la seconde, bien plus dure, du 20 mars au 21 avril 1800, menée par les pachas toujours attachés à la Porte et les *shaykh* d'al-Azhar, qui provoque une répression généralisée très dure. Le groupe centriste, annonciateur de la tendance générale du mouvement national, conduit notamment par les *shaykh* Khalīl al-Bakrī, ʿAbdullāh al-Sharḳāwī et ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī, en son message conciliant au général Menou, insiste sur l'amitié nécessaire des « deux nations ». Les batailles des Pyramides et d'Aboukir, l'évacuation du corps expéditionnaire français en 1801 vont enfin donner au mouvement national égyptien en formation l'occasion de se cristalliser, c'est-à-dire de se doter d'un centre de pouvoir social, au début, certes autonome dans le cadre de l'Empire ottoman, mais dont la volonté d'indépendance nationale va marquer de sa

3. J. C. Herold, 1962, fournit une brillante et intéressante description, à comparer avec l'ouvrage d'ʿAbd al-Raḥmān al-Djabartī (1754-1825), l'historiographe exemplaire de cette époque.
4. N. al-Turk, 1950, p. 45.

fulgurance le XIXe siècle dans l'Orient tout entier, la Méditerranée, l'Afrique, comme aussi l'ordre du monde et des empires de l'époque.

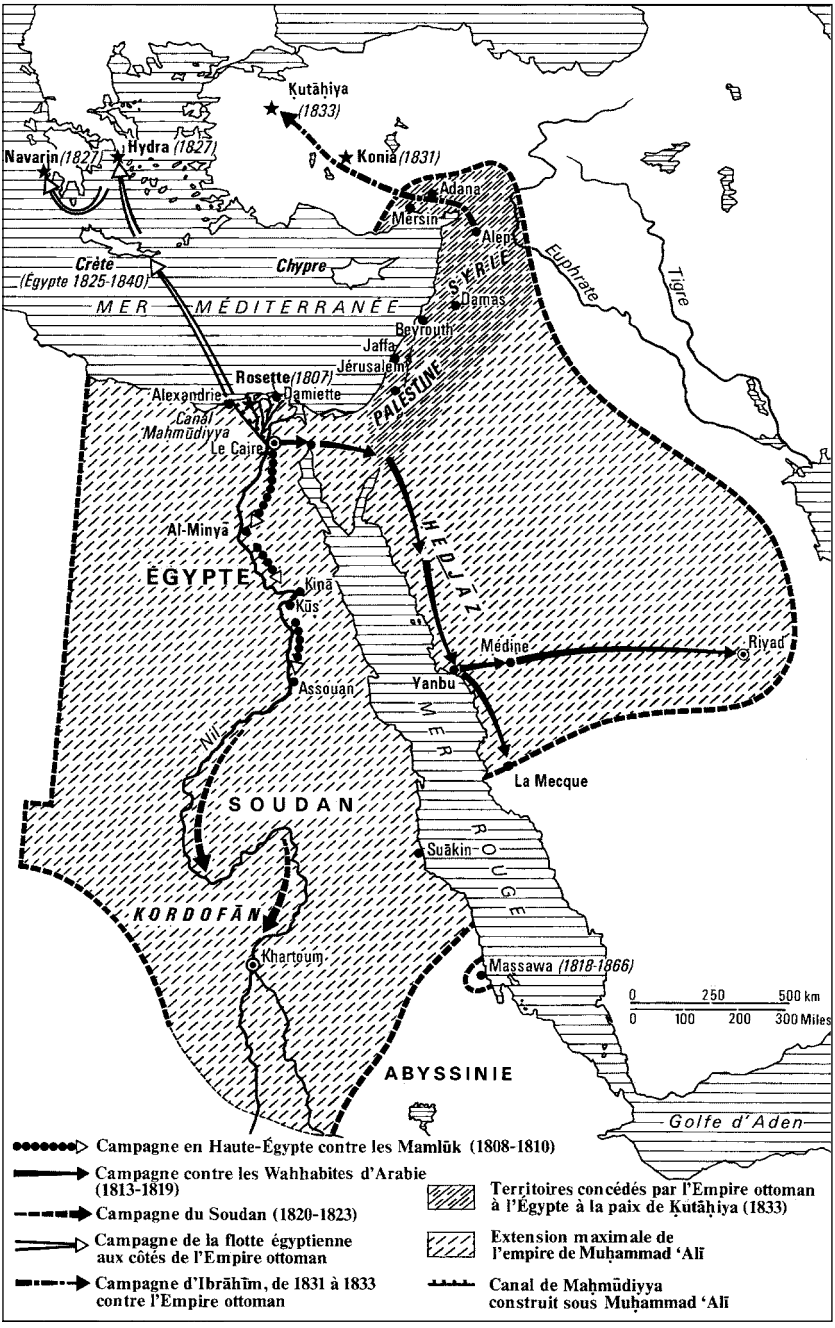
De l'évacuation française à la nomination de Muḥammad ʿAlī comme *wālī*, le pays retrouve son statut de province ottomane. La seconde révolte du Caire, qui débouche sur l'affaiblissement décisif des positions françaises, renforce la direction nationale de tendance ottomane et mamlūk. ʿUmar Makram, dont l'autorité grandit, ne peut cependant infléchir la nature du pouvoir en direction de la nouvelle classe politique égyptienne — *ʿulamāʾ*, notables et commerçants —, puisque aussi bien les armes sont entre les mains des maîtres d'hier; que le projet des Frères indépendants est enterré avec la mort de leur chef, le général Yaʿḳūb, sur le vaisseau qui le transporte en Europe, et qu'est neutralisée l'alternative possible des *shaykh* du Dīwān, pris entre les choix difficiles, en pleine tourmente, à l'heure de l'intrigue et des complots. Le statut de l'Égypte, en 1805, est celui d'une *wilāya*, une province de l'Empire ottoman. La situation géopolitique du pays en limite étroitement la marge de dégagement. Pourtant, l'essentiel est déjà en place: un pouvoir d'État, fondé sur une force militaire, certes réduite mais efficace, et, surtout, sur une véritable délégation, un consensus national des notables, *ʿulamāʾ*, et des commerçants de l'époque, soutenus par le peuple des villes et des grandes agglomérations de province.

Il va s'agir, dès lors, de manœuvrer dans l'étau de fer de toujours, celui de la géopolitique; c'est-à-dire de comprendre le « génie du lieu topographique », comme l'a magnifiquement montré Djamāl Ḥamdān en son œuvre monumentale sur *La personnalité de l'Égypte*.

La formation de l'État national moderne indépendant égyptien et l'empire sous Muḥammad ʿAlī et Ismāʿīl

La Légion copte du général Yaʿḳūb (1800-1801) et la proclamation par ses partisans, les Frères indépendants, de la notion même d'une « Égypte indépendante » s'appuient sur la France, face à la suprématie britannique, et, en conséquence, s'écroule avec le départ de l'expédition française. Tout autre sera le projet et le cours politique de Muḥammad ʿAlī. Essentiellement, il s'agit de doter l'Égypte des institutions militaires, politiques, économiques et culturelles qui feront d'elle le centre moteur de la reconstitution de l'Empire islamique, en lieu et place de la Turquie sénescente. Le projet comprend d'emblée les deux cercles de l'identité égyptienne: égyptienne et islamique. Au travers des campagnes de Muḥammad ʿAlī et d'Ibrāhīm, il va se préciser: l'Égypte apparaîtra comme islamique, arabe, africaine.

Pourtant, l'homme qui sait s'emparer du pouvoir, porté par les *ʿulamāʾ*, la foule et ses fidèles Albanais, mesure l'importance du terrain dont il est le maître encore mal assuré. L'Angleterre appuie le parti mamlūk sous la conduite de Muḥammad al-Alfī Bey, et incite la Porte à démettre Muḥammad ʿAlī dès 1806. En 1807, l'Angleterre tente l'invasion directe de l'Égypte; la victoire égyptienne de Rāshid (Rosette), le 31 mars, brise l'attaque. Muḥammad



13.1. *L'Empire égyptien de Muḥammad ʿAli* (*1804-1849*). Cette carte n'inclut pas la région du lac Victoria ni la Somalie pour des raisons techniques. (D'après A. Abdel-Malek.)

ʿAlī, qui s'appuie alors maintes fois sur les notables, notamment sur ʿUmar Makram, décide de détruire par le fer la mainmise des Mamlūk sur la Haute-Égypte, d'autant plus qu'ils sont alliés des Anglais : de juin 1808 à août 1810, il soumet la Haute-Égypte. Le 1er mars 1811, le massacre de la Citadelle achève de décapiter le corps rebelle, qui faisait obstacle à l'unité du pouvoir, mais aussi aux plans du nouveau vice-roi.

Les données géopolitiques fondamentales sont constantes jusqu'à la chute de Napoléon ; à partir de 1815, le poids spécifique de l'Angleterre grandit et de nouveaux pays entrent en lice, notamment l'Autriche de Metternich. C'est l'heure où Muḥammad ʿAlī, une fois les Mamlūk réduits, entreprend la construction de l'empire et la grande œuvre de régénération à l'intérieur.

Quelle vision Muḥammad ʿAlī se fait-il de l'indépendance ? Et, dans ce cadre, quel est le rôle qu'il assigne à l'autonomie au sein de l'empire ? Le 28 novembre 1810, Muḥammad ʿAlī tient une conférence secrète avec le consul de France, Drovetti, et lui propose d'aider l'Égypte à se dégager de l'emprise ottomane. Simultanément, le 25 novembre, il demande à Istanbul de reconnaître à l'Égypte, simple province (*wilāya-eyālet*) le statut d'*oǧjaḳ*, jouissant de la même liberté qu'Alger à l'époque. C'est alors qu'il lance son armée en Arabie (1813-1819), puis au Soudan (1820-1823), avec comme objectif lointain l'occupation de l'Abyssinie. L'Angleterre, qu'il flatte et tente de gagner à sa cause, se retourne dès lors contre lui, puisque aussi bien il pénètre dans trois zones d'influence — la mer Rouge, le golfe Persique, l'Abyssinie — indispensables pour assurer la sécurité de la route des Indes. En réalité tout n'est pas là : « Du golfe Persique au désert de Libye, du Soudan à la Méditerranée, de part et d'autre de la mer Rouge, il s'étend sur cinq millions de kilomètres carrés : dix fois la France, la moitié de l'Europe ; un empire napoléonien ou pharaonique. » Et cela, au moment même du déclin de la puissance ottomane. Dès lors, la « question égyptienne » fait place à la « question d'Orient », « grâce à l'existence d'une grande force civilisatrice dans le nord de l'Afrique »[5].

Le premier choc se fait dans la Grèce insulaire (Hydra et Spezzia), en 1827. La puissante flotte de Muḥammad ʿAlī et l'armée de son fils Ibrāhīm s'y concentrent pour porter secours à l'Empire ottoman. Des négociations s'engagent à Alexandrie entre le colonel Cradock, envoyé spécial de Londres, Muḥammad ʿAlī et ses adjoints : le thème n'est autre que l'indépendance, à partir de la position de force égyptienne vis-à-vis de la Porte. Muḥammad ʿAlī, en bon stratège, tente d'éviter l'affrontement armé, à la onzième heure ; l'obstination du sultan conduit directement à la destruction de la flotte égyptienne, corps de bataille de la flotte ottomane, à Navarin (20 octobre 1827). Muḥammad ʿAlī, face à la défection de la France, jusqu'alors amie, se replie sur l'Empire ottoman. Le 12 décembre, il adresse à la Porte un plan de régénération, qui est d'un homme d'État : « Nul doute que le besoin du relèvement ne se fasse sentir d'une manière aiguë, dans tous les pays de

5. E. Driault, 1925.

13.2. *Muḥammad ʿAlī* (*tableau de sir David Wilkie*).
[© The Tate Gallery, Londres.]

l'Islam. Nul doute que notre nation, dans son apathie actuelle, ne vive comme les troupeaux. Laissez donc de côté, de grâce, l'égoïsme, l'emportement et l'excès de zèle, et réfléchissez un peu à l'état de détresse et de misère où se trouvent actuellement les nations musulmanes. Revenons à la sagesse et

13.3. *Ibrāhīm, fils de Muḥammad ʿAlī et son général en chef.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Asr Muḥammad Aly*, 1930, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah ; 4e éd., 1982, Le Caire, Dar el-Maaref. © Juge Helmy Shahin.]

faisons une paix qui soit plutôt une trêve […]. Il vaudrait mille fois mieux vivre et servir, de cette manière, notre patrie et notre religion […]. Il est grand temps de me mettre, ainsi que mon fils, au service de l'État et de la religion[6]. »

On connaît la suite : le refus de la Porte ; l'élargissement des visées du vice-roi au monde arabe, sous l'influence d'Ibrāhīm ; la guerre entre la Turquie et l'Égypte, marquée par les éclatantes victoire d'Ibrāhīm à Koniah, Ḳutāḥiya, Naṣībīn ; l'intervention des puissances, résolues à abattre Muḥammad ʿAlī. De 1831 à 1840, la percée de Muḥammad ʿAlī frappe aux portes d'Istanbul ; la Sainte-Alliance de toutes les puissances européennes va sauver le gouvernement du sultan pour mieux abattre le seul État islamique

6. Lettre au Cheijh Effendī, 12 décembre 1827, citée dans M. Sabry, 1930, p. 153-155.

et oriental capable de tenir tête à l'expansion coloniale européenne, d'une part, de prendre à charge la régénération des provinces de l'empire, leur modernisation, leur renaissance nationale, d'autre part.

L'arrêt imposé à Ibrāhīm par son père, à Ḳutāḥiya aux portes d'Istanbul, durcit la position d'Ibrāhīm. Une lettre à son père, à la veille des négociations, le dit haut et clair : « Il me semble que l'*indépendance* doit être mise au premier plan parmi les points à débattre et à régler avec les deux négociateurs ; c'est pour moi une question vitale qui prime toutes les autres. Réclamer ensuite la cession des trois arrondissements d'Anatolie, d'Alaïa et de Cilicie, et de l'île de Chypre. Annexer enfin à l'Égypte, si possible, la Tunisie et la Tripolitaine. Cela doit constituer le minimum de nos revendications dont il ne faut se désister à aucun prix ; nos intérêts essentiels l'exigent. Tout d'abord, nous devons être fermes et inébranlables sur l'indépendance afin de consolider notre situation et de l'entourer de garanties pour l'avenir. Car sans l'indépendance, tous nos efforts seraient vains et nous resterions sous le joug de cette puissance perfide qui nous accable sans cesse de ses exigences ridicules et de ses demandes d'argent. D'ores et déjà, il faut nous libérer de ces charges insupportables et trouver notre unique salut dans l'indépendance[7]. »

Deux voies, deux cours différents s'offraient donc à l'Égypte pour parvenir à la condition de nation indépendante ; l'autonomie au sein de l'Empire turc, visée par Muḥammad ʿAlī, laquelle frise l'indépendance, et la vision d'Ibrāhīm, dont l'objectif n'est rien moins que l'indépendance complète, l'Égypte étant la tête et le cœur de l'Empire arabe.

Dans cette grande action qu'impulsent le vice-roi et son fils, la vision d'Ibrāhīm se fait différente. Au contact des soldats-*fallāḥin* [paysans], dont la langue nationale, l'arabe, est celle même des provinces du Proche-Orient qu'ils conquièrent et libèrent tout à la fois, Ibrāhīm prend conscience du caractère arabe de l'Égypte islamique et, par-dessus tout, de l'impérieuse nécessité de forger l'instrument de sa renaissance, à savoir l'armée fondée sur la technologie avancée, dans le moule arabe. Devant Saint-Jean-d'Acre, en 1831 : « Mon objectif [...] est double : premièrement, préserver l'honneur de l'Égypte éternelle et lui restituer sa gloire passée » ; avant l'attaque de Ḥomṣ, il menace de tailler en pièces l'armée ottomane « afin que cela serve encore plus à élever la position de l'Égypte, à en rendre le destin plus éminent, à mettre en valeur son rang et son honneur » ; du siège d'Acre encore au prince Pückler-Muskau, Ibrāhīm s'écrie : « Il est impossible pour aucune armée au monde de montrer un esprit d'endurance et de bravoure plus que la mienne, et chaque fois qu'un cas d'indécision ou de lâcheté était signalé dans l'armée, il était invariablement du côté des officiers turcs : je ne connais pas de tels exemples parmi les Arabes. » Enfin, à son père : « Voilà déjà vingt ans que je vis avec ces hommes et je puis affirmer que s'il existe trois cents Turcs sur mille connus pour leur loyauté, il en existe sept cents parmi les Égyptiens. À moins que vous ne craigniez leur manie de faire, de temps à autre, leur

7. Lettre du 3 février 1833, citée dans M. Sabry, 1930, p. 227-228. G. Khankī, 1948, donne la date du 20 janvier 1833.

révolution contre le gouvernement établi[8]. » L'élément arabe intervient activement au cours de la période ascendante de ce processus, mais il disparaît avec Ibrāhīm après 1840.

À la suite d'ʿAbbās Ier (1849-1854), consentant à tout sauf au gouvernement de l'Europe, Ismāʿīl pose le problème national en termes d'indépendance et de souveraineté. Il s'agit de réduire, par la négociation, la dépendance du pays vis-à-vis de la Turquie; de le reconstituer ensuite en État autonome et stable, doté d'institutions indépendantes qui seraient mises en place ultérieurement. Dans un premier temps, Ismāʿīl obtient les *firmān* des 27 mai et 15 juin 1866, puis celui du 8 juin 1867. Les deux premiers établissent en Égypte l'hérédité directe au trône de père en fils, selon le droit de primogéniture; selon le « même mode de succession que dans la plupart des dynasties européennes », et « en rupture complète avec les traditions du monde islamique »[9].

Le *firmān* du 8 juin 1867 crée, pour Ismāʿīl et ses successeurs, un titre nouveau, celui de khédive, pour mieux le distinguer des autres vice-rois; il octroie au khédive d'Égypte le droit de promulguer des *tanẓīmāt*, ordonnances pour l'administration du pays, des conventions avec les pays étrangers (douanes, poste, transports, police des étrangers, etc.), sauf à leur donner le caractère de traités internationaux; en fait, un véritable droit de négociation économique. Le point culminant est atteint avec le *firmān* du 8 juin 1873: l'Égypte — pour la première fois désignée comme « État », et non plus « province » — est assurée de la continuité du pouvoir du khédive dans les mêmes conditions.

La reconstitution de l'Empire égyptien répond, selon M. Sabry, d'une part, à « l'idée de former un grand État indépendant », d'« acquérir par la force de l'argent » ce que Muḥammad ʿAlī tenta vainement d'obtenir par la force; d'autre part, au besoin de « découvrir dans l'expansion africaine cette perspective de grandeur et de liberté qui lui permet de retrouver son sens national et de développer certaines de ses capacités qui sommeillaient ». « Ismāʿīl pensait que, en se servant des nouveaux corps d'officiers de l'armée égyptienne pour prolonger l'Égypte jusqu'à l'équateur, il réussirait, en quelque sorte, à créer à son indépendance un refuge ultime et inaccessible dans le cœur du continent. » L'expansion au cœur du continent africain ne se heurta pas, à ses débuts tout au moins, à la Turquie, ni à la Grande-Bretagne.

Une flotte de guerre, de puissance moyenne après la livraison des cuirassés à la Turquie, et une marine marchande qui assure tous les besoins du commerce égyptien; dix-huit forts; un bon service téléphonique et télégraphique; l'ébauche d'une voie ferrée qui doit déboucher sur Khartoum et Suākin — autant d'éléments qui viennent compléter l'infrastructure du nouvel empire. Le Soudan, mais aussi la Somalie, le Harar, la province équatoriale, le Bunyoro, le Buganda s'ouvrent à la civilisation européenne par le biais de la progression militaire égyptienne; la presse

8. Cité par le prince H. Pückler-Muskau dans M. Sabry, 1930, p. 469-471.
9. Textes cités dans A. Sammarco, 1935, vol. 4, p. 196-197.

libérale d'Europe abonde en louanges ; l'accueil des populations semble, pour l'essentiel, empreint de bienveillance. Pourtant, l'échec vient couronner cette œuvre, qui atteint son apogée entre 1872 et 1879.

Ismāʿīl cède sur le plan du commandement militaire — croyant faire ainsi tolérer par la Grande-Bretagne son entreprise africaine —, et il ne fait rien de comparable à ce que Muḥammad ʿAlī avait mis en œuvre en matière économique, et surtout industrielle. L'armée, bien encadrée, mais commandée par des étrangers, ne dispose plus, depuis le Traité de Londres, d'une infrastructure industrielle puissante. L'Égypte n'est plus en mesure d'assurer son indépendance et son développement économique moderne. Pourtant, « il faut que les peuples des régions des sources du Nil soient dès aujourd'hui des amis et des alliés de Son Altesse le Khédive » — le mot d'ordre d'Ismāʿīl, sous des formes diverses, ne cesse de retentir jusqu'à nos jours[10].

Parallèlement à la mise en œuvre de ce grand projet national, le mouvement représentatif, puis constitutionnaliste, prend pied et se déploie pleinement sous Ismāʿīl. Déjà le 5 octobre 1798, Bonaparte convoque une assemblée générale des notables qui prend le nom de *al-Dīwān al-ʿām*. Avec Muḥammad ʿAlī, bien que la mise en place des diverses institutions propres à un État de type moderne commande l'action du pays tout entier, l'idée centrale est celle d'efficacité, la notion d'ordre plutôt que celle de délégation. Un nouvel organisme consultatif, *Madjlis al-mushāwara*, est créé en 1829 : 156 membres — dont 23 hauts fonctionnaires et *ʿulamāʾ*, 24 *maʾmūr* de province, 99 notables et *shaykh* de province — placés sous la présidence d'Ibrāhīm.

Une assemblée spéciale, *al-Madjlis al-ʿumūmī*, est créée en 1847 à Alexandrie pour les problèmes de cette ville. En 1832, la Syrie est dotée d'un conseil des grands notables, composé de 22 personnes[11].

En 1834, la première édition de l'ouvrage du *shaykh* Rifāʿa al-Ṭahṭāwi, *Takhlīṣ al-ibrīz ilā Talkhīṣ Bārīz*, œuvre de réflexion sur les apports de la Révolution française, va marquer la naissance et la cristallisation de la pensée politique et sociale égyptienne. L'apport aux thèmes de « patrie » et de « nation » est considérable. L'essentiel porte sur les deux notions de « liberté » et de « laïcité », l'une et l'autre envisagées sous leur double aspect théorique et pratique. On y trouve une synthèse fort habile entre l'apport de l'histoire entière de la civilisation égyptienne, notamment l'apport des coptes, puis de l'islam, en particulier du calife ʿUmar, d'une part, et les enseignements de la Révolution française, d'autre part, qui permet de conclure que seul l'octroi d'une constitution, ou charte, fondée sur le contrat social et non octroyée par le souverain constitue le fondement de la société civilisée[12]. Sous ʿAbbās Ier,

10. M. Sabry, 1933, p. 383-389 ; A. R. al-Rāfeʿī, 1948, p. 104-196 ; R. Robinson et J. Gallagher, 1961, p. 2-3, p. 122-133, p. 159.
11. Sur l'évolution du constitutionnalisme en Égypte, voir G. Douin, 1933-1941, p. 298-301 ; P. Ravisse, 1896, p. 9 ; A. R. al-Rāfeʿī, 1948*a* , p. 81-84 ; J. M. Landau, 1953, p. 9 ; D. M. Wallace, 1883, p. 209-213 ; J. C. McCoan, 1887, p. 115 ; G. Baer, 1961, p. 127, note 37 ; baron de Malortie, 1882, p. 214.
12. R. al-Ṭahṭāwī, 1834.

Ṭahṭāwi est exilé au Soudan. Saʿīd crée une sorte de conseil d'État de neuf membres, à titre consultatif. La reprise du mouvement constitutionnaliste semble s'amorcer dès août 1864.

Deux textes — *al-Lāʾiḥa al-ʾasāsiyya* [le statut fondamental] et *al-Lāʾiḥa al-niẓāmiyya* [la loi déterminant les attributions de l'assemblée des délégués] promulgués le 22 octobre 1866, et réunis en un « règlement », créent le *Maǧlis šūrā al-nuwwāb* [conseil consultatif, assemblée des députés]. L'article premier du premier document définit la nature de la nouvelle assemblée : « L'Assemblée aura pour mission de délibérer sur les intérêts supérieurs du pays ; elle aura également à se prononcer sur les projets que le gouvernement croira relever de ses attributions, et au sujet desquels elle donnera son opinion, qui sera soumise à l'approbation de Son Altesse le Vice-Roi. »

La prépondérance des notables de villages dans l'Assemblée — au détriment des intellectuels de retour après leur formation à l'étranger — s'accompagne d'une extension sensible et grandissante de leur nomination aux postes administratifs, allant même jusqu'à celui de *mudīr*. L'appui apporté par ces notables à Ismāʿīl durant les dernières années de son règne, puis à la révolution de l'armée, permet de voir en eux les représentants de la masse la plus représentative de la classe politique à l'époque, les éléments de la bourgeoisie autochtone en formation, ceux qui, au surplus, tiennent l'essentiel du pays.

L'année 1875 est le point tournant : le khédive Ismāʿīl, face à la pénétration grandissante des puissances européennes, au lendemain du percement de l'isthme de Suez, s'arc-boute dans une lutte qui lui coûte le pouvoir et le conduit à l'exil, en 1879.

Économie, société et culture : la dialectique de la modernité et de la tradition

Vers une économie autarcique

Le premier point à souligner est que Muḥammad ʿAlī a créé une économie nationale, au lieu d'une simple économie locale, comme c'est le cas dans la plupart des pays orientaux de cette époque. L'existence d'un centre unifié national de décision en matière de politique économique découle, tout naturellement, de la spécificité historique millénaire de l'Égypte. L'économie autarcique voulue par Muḥammad ʿAlī servira son dessein de fonder un État national égyptien moderne au cœur de son empire. Malgré le coup d'arrêt de 1840, Ismāʿīl pourra reprendre la voie de Muḥammad ʿAlī. La pression, puis la pénétration du grand capital international, enfin l'occupation de l'Égypte en 1882 vont ajouter à ce premier facteur deux autres d'importance : d'une part, la création d'un marché national unifié, notamment grâce aux grands travaux entrepris par Ismāʿīl ; puis, d'autre part, l'intégration de

13.4. *Le shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Asr Muḥammad Aly*, 1930, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah ; 4e éd. 1982, Le Caire, Dar el-Maaref. © Juge Helmy Shahin.]

l'économie égyptienne dans le circuit de l'économie internationale par le biais des emprunts et, surtout, de la monoculture du coton.

L'œuvre de Muḥammad ʿAlī mérite une analyse plus attentive. Seul parmi les dirigeants des États de l'Orient islamique de l'époque, Muḥammad ʿAlī considère l'économique comme le fondement du politique — ce par quoi ce subtil officier albanais prend rang d'homme d'État. L'État qu'il s'agit d'édifier, en l'occurrence, est conçu au départ, en 1805, comme une formation ethnique centrée autour d'une armée puissante et efficace, s'appuyant elle-même sur une économie moderne et autarcique[13].

13. Voir A. Abdel-Malek, 1969, p. 23, 32, 65, 108 ; et les études plus détaillées dans A. R. al-Rāfeʿī, 1951 ; G. Baer, 1962 ; R. al-Barāwī et M. H. Eleish, 1944 ; A. Linant de Bellefonds, 1872-1873 ;

De 1818 à 1830, il crée les grandes unités industrielles : les usines d'armes et de canons de la Citadelle, qui atteint son apogée en 1828 sous Adham Bey ; la fabrique de canons de l'Arsenal ; la fabrique de fusils d'al-Ḥūḍ al-Marṣūd (1821), les cinq poudrières produisant 15 874 *ḳantār* (1 *ḳantār* = 45 kilos) en 1833 ; l'arsenal maritime d'Alexandrie, créé par Lefébure de Cerisy en 1829, qui prend le relais d'un maître artisan génial, Hadjdj ʿUmar ; puis le bassin de radoub construit par Mougel, en 1844. De toute cette infrastructure, le maréchal Marmont et Clot Bey seront les observateurs admiratifs et étonnés. Sur le plan de l'industrie « civile », trente fabriques de filature et de tissage de coton sont créées, en Basse-Égypte comme en Haute-Égypte ; les usines du Caire fournissant à celles de province les machines, outils, pièces de rechange, matériaux de construction et techniciens pour la réparation des installations.

La production suffit aux besoins du pays et permet, à la fois, de substituer des productions locales aux importations et de réaliser des bénéfices de l'ordre de 100 % pour le Trésor public. Trois fabriques de tissage de laine sont fondées, à Būlāḳ, Damanhūr et Fuwwa, ainsi qu'une grande fabrique de soie, à Khurunfish (1816), et de nombreuses usines de lin, à travers le pays ; trois raffineries de sucre ; dix-sept indigoteries ; deux grandes verreries ; la tannerie de Rosette (1827) et la fabrique de papier du Caire (1834) ; six fabriques de salpêtre, installées par un Français, Haïm. Le point faible est, déjà, celui qui va freiner l'industrialisation un siècle plus tard : manque de minerais essentiels, le fer et la houille ; difficulté d'obtenir une force motrice suffisante.

« Notre objectif n'est pas de réaliser des bénéfices, mais de doter la population d'une formation industrielle », dit-il à Bowring, qui plaide le dossier d'une Égypte agricole. L'historiographie égyptienne récente commence à prendre conscience de cette dimension de l'œuvre du fondateur de la dynastie, qui a survécu jusqu'à son renversement le 26 juillet 1952.

Le Traité de Londres, conclu entre les puissances européennes et la Turquie le 15 juillet 1840, va permettre la réduction de cette immense poussée d'édification économique indépendante grâce à des dispositions qui condamnent l'Empire ottoman à la décadence : c'est la fin du monopole, créé par Muḥammad ʿAlī, l'ouverture de l'Égypte à la pénétration des capitaux étrangers, l'amorce du percement de l'isthme de Suez qui conduit, directement, à l'occupation militaire de 1882. Cette intégration se réalisera par la distorsion imposée du dehors à l'économie égyptienne. Le fait de dépendre de la monoculture du coton a manifestement des effets fâcheux pour l'ensemble de la vie économique : l'intégration est bien, ici, asservissement aux cours mondiaux et aux vicissitudes de la conjoncture mondiale, auxquels l'Égypte demeure étrangère, privée qu'elle est, depuis 1879, de son pouvoir souverain de décision.

J. Bowring, 1840 ; F. Djirdjis, 1958 ; M. F. Lehītā, 1944 ; G. Michailidis, 1950 ; H. Thiers, 1867 ; F. de Lesseps, 1869 ; M. K. Moursy, 1914 ; H. A. B. Rivlin, 1961 ; J. Tagher, 1949 ; M. Fahmy, 1954 ; A. E. Crouchley, 1938 ; A. A. A. al-Gritly, 1948 ; A. Abdel-Malek, 1962 ; H. Khallaf, 1962 ; C. P. Issawi, 1966 ; M. S. Ghurbāl, 1944 ; A. A. Ḥaṭṭāb, 1935.

Un autre type de distorsion tient au fait que la Basse-Égypte est privilégiée au détriment de la Haute-Égypte. Le delta, il est vrai, comprend l'essentiel de la superficie cultivable et sous-tend les grandes villes. Les villes sont le centre du processus de modernisation économique, sociale, politique et culturelle. La classe dirigeante autochtone — celle des grands propriétaires fonciers —, qui se dégage au fur et à mesure du développement du secteur capitaliste à partir de l'instauration de la propriété privée de la terre, est à cheval, d'une part, sur les villes et les campagnes, d'autre part, entre le pays et l'étranger qui monopolise le commerce extérieur et, plus particulièrement, les achats de coton.

Cette symbiose au sommet, pour ainsi dire, crée des liens organiques profonds entre l'intérieur du pays et les villes. La circulation de certains groupes de la population se fait dans le sens campagne-ville. L'arrière-pays, ici, est une expression qui s'applique, à l'extrême rigueur, au Sud, à la Haute-Égypte, puisque aussi bien, si Alexandrie, tournée vers l'Europe, joue un rôle économique capital — surtout depuis Saʿīd jusqu'à la fin du siècle —, Le Caire se situe en plein cœur du pays et contrôle le delta, où se crée l'essentiel de la richesse du pays et où vit la majeure partie de la population.

Agriculture et utilisation des sols

L'agriculture elle-même occupe, tout naturellement, la première place dans les réformes économiques. À la fin du XVIIIe siècle, toutes les terres, autres que les waḳf, se trouvaient réparties entre les *multazim*, dont la tâche principale consistait à « collecter et transmettre le revenu dû par son village ou ses villages au Trésor, central ou provincial ». Pourtant, H. A. R. Gibb et H. Bowen notent l'étendue des droits d'usufruit progressivement acquis par les *multazim*, le plus souvent au bénéfice de leur famille, au point que « la propriété d'État devint à peine mieux qu'une farce ». Une farce qui interdit à l'État moderne et centralisé, dont rêve Muḥammad ʿAlī, de se constituer. Dès lors, la seule chose qu'il puisse faire, c'est de mettre un terme à l'éparpillement, à la dispersion des revenus tirés de la terre. En effet, les deux millions de *faddān* (1 *faddān* = 0,56 hectare) qui constituent la superficie cultivable de l'Égypte, en 1805, se répartissent en six catégories: les terres *abʿādiyya*, *shiflik* ou *jiflik*, soit 200 000 *faddān* distribués par Muḥammad ʿAlī aux membres de sa famille, aux dignitaires et aux commandants militaires, terres exemptées d'impôts; les terres des Mamlūk, à la Citadelle (1811), puis leur liquidation en Haute-Égypte (1812) pour les reconvertir en terres *awsiya*, 100 000 *faddān* accordés en compensation aux Mamlūk, afin de ne pas priver leurs familles de toutes ressources; les terres des *shaykh*, ou *masmūh al-mashāyekh wal-maṣāteb* — 4% de la superficie cultivable de chaque village, au total 154 000 *faddān* remis aux *ʿulamāʾ* qui occupaient également des fonctions de *multazim*; les terres *rizḳa*, 6 000 *faddān* exemptés d'impôts, remis en cadeau aux experts étrangers travaillant en Égypte; les terres *athar*, qui restent disponibles, et sont remises aux *fallāḥin*; enfin, les terres des *ʿerbān*, sur lesquelles

Muḥammad ʿAlī souhaite que les Bédouins se fixent. Du fait de cette politique de la répartition des terres, le vice-roi apparaît à ses contemporains « comme l'agresseur des droits acquis, le destructeur des maisons prospères, l'homme qui s'en prend à ce qui est entre les mains d'autrui et lui ôte ses moyens de subsistance ». Pourtant, dit encore Shafīḳ Ghurbāl, il s'agit d'un « moyen pour sortir du chaos, de la pauvreté, de la faim et aller vers l'ordre, l'abondance, la richesse et la force ».

La situation, envisagée sur le seul plan de la propriété foncière, apparaît plus complexe. Certes, la tendance générale est vers l'ordre — celui de l'économie égyptienne étant, d'une manière générale, à l'époque, étatique et autarcique. Pourtant, s'il est exagéré de soutenir, comme le fait Muḥammad Kāmel Mursī, que la terre est alors enregistrée au nom des *fallāḥin* individuellement, et si l'essentiel demeure bien la propriété d'État, Ibrāhīm ʿAmer voit, plus justement, dans ce système une forme de transition : « Le régime de la propriété foncière et le système social qui s'y superposait en Égypte, avant Muḥammad ʿAlī, étaient ceux d'un "féodalisme oriental", dont les bases, différentes de celles du féodalisme européen, étaient l'absence de la propriété privée [des terres] et le centralisme du pouvoir d'État dans le domaine de l'agriculture. Il y avait, cependant, quelques points de ressemblance avec le féodalisme européen. » Puis, ayant analysé la différenciation des types de propriété foncière, il conclut que « le régime d'exploitation agricole du temps de Muḥammad ʿAlī était un régime temporaire, de transition, entre le féodalisme et le capitalisme »[14]. Un autre expert mettra l'accent sur ce deuxième aspect : « Le développement des grandes propriétés privées, caractéristique de l'Égypte moderne, a son origine dans la période de Muḥammad ʿAlī. La base de leur fondation, cependant, n'est pas le désir de créer une nouvelle classe de propriétaires terriens, mais de faciliter l'administration et la collecte d'impôts au bénéfice du gouvernement et de la nouvelle classe dirigeante. » Nous y reviendrons.

D'autres faits méritent d'être soulignés. C'est Muḥammad ʿAlī qui diversifie les récoltes et, surtout, intensifie la culture du coton, dès 1821, sur le conseil de Jumel, lequel donne son nom à une nouvelle variété de coton à longue fibre. Celle-ci, ainsi que le coton de type américain « Sea Island », fournit à l'État, détenteur du monopole en matière de commerce extérieur, des revenus appréciables, puisque la récolte de 1845 atteint 424 995 *ḳantār*, produits par 212 473 *faddān*, soit une augmentation de 400 % en vingt ans ; un maximum de 80 000 *ḳantār* va aux filatures égyptiennes ; il restera quelque 344 995 *ḳantār* pour l'exportation. Les experts s'accordent à louer la politique de modernisation agricole du Vice-Roi : « Par-dessus tout, il fournit le capital indispensable pour transformer l'économie agricole égyptienne d'économie de subsistance en une économie de récolte payable comptant, et il le fit sans

14. Ibrāhīm ʿAmer explique la différence entre le féodalisme oriental et le féodalisme européen par « l'absence de propriété privée sous forme de terre et le contrôle central d'État sur la propriété terrienne ».

pour autant sacrifier la production céréalière sur laquelle l'économie agricole égyptienne était fondée depuis toujours[15]. »

De lui-même, le vice-roi dit être, avant tout, « un cultivateur et un marchand ». On peut y voir un calcul, puisque le souverain d'Égypte s'adresse volontiers en ces termes à des observateurs étrangers. Mais alors un agriculteur dans le sens des pharaons, seigneurs de cette « société hydraulique » dont l'Égypte fut l'exemple le plus compact et le plus frappant au cours des âges. Il fait creuser, à l'aide de la corvée, trente-six canaux et drains, notamment le célèbre canal Maḥmūdiyya, fait combler le Pharʿawniyya, inutilisable, fait construire quinze ponts et vingt-trois barrages sur le Nil, dont le grand barrage du Delta, *al-ḳanātir al-khayriyya*, en plus de nombreux travaux de réfection. L'essentiel de l'effort porte, de loin, sur la Basse-Égypte. Pourtant, l'œuvre entreprise semble aller diminuant vers la fin du règne, alors même que la commission désignée en 1838 indique, dans son rapport, en juillet, qu'il s'agit d'atteindre l'objectif, colossal pour l'époque, d'irriguer 3 800 000 *faddān*. Muḥammad ʿAlī hésite à ériger de nouveaux barrages, c'est-à-dire à consacrer une partie importante de son potentiel en hommes et en matériel à une œuvre intérieure, au moment même où se précise l'offensive économique, politique et militaire des puissances européennes[16].

Ce n'est point un hasard s'il devait appartenir aux Britanniques de réaliser le projet gigantesque de Muḥammad ʿAlī, après l'occupation de l'Égypte. Techniquement, la conclusion sera que « les réalisations de Muḥammad ʿAlī en matière d'irrigation apparaissent comme moins impressionnantes quand on les compare à celles des grandes périodes de l'histoire égyptienne ». Cependant, les observateurs perspicaces de l'époque ne s'y trompent pas : il ne s'agit pas seulement de modernisation, ni d'aménagement du territoire, mais bien d'assurer l'« indépendance de l'Égypte vis-à-vis des autres pays », comme le voit, justement, John Bowring, commissaire de l'Angleterre en Égypte.

La première étape (1840-1879) est celle de la transition d'une économie profondément marquée par le « féodalisme oriental » à une économie capitaliste retardataire, de type colonial à prédominance agraire dominée par l'État, qui reprend et étend la volonté de modernisation de Muḥammad ʿAlī.

En fait, la politique du monopole, qui frappe durement les privilèges de l'ancienne féodalité et concentre la terre, entre autres choses, entre les mains du vice-roi, prépare la voie à la propriété privée de la terre, par le biais de l'usufruit. En 1846, un décret permet d'hypothéquer les terres détenues en usufruit. En 1854, les transferts de titres de propriété usufruitière doivent se faire devant les tribunaux. C'est cependant la loi du 5 août 1858, promulguée par Saʿīd, qui institue formellement le droit de propriété privée de la terre,

15. H. A. B. Rivlin, 1961, p. 169-170.

16. Seul parmi les étrangers, le Dr Clot Bey voit le problème, alors que les contemporains et les chercheurs d'aujourd'hui — notamment Bowring et Rivlin — s'en tiennent au seul plan technique et n'expliquent pas ce phénomène.

13.5. *L'arrivée du premier train reliant Le Caire à Suez le 14 décembre 1858.*
[© The Mansell Collection Ltd., Londres.]

selon des modalités diverses (clause 25); le droit d'héritage est reconnu en 1858. Plusieurs mesures successives, qui s'échelonnent de 1858 à 1871, assimilent les terres *rizḳa*, *awsiya* et *abʿādiyya* aux terres *kharādj* touchées par les réformes. En 1880, pratiquement la plupart des propriétaires terriens détiennent leurs terres en toute propriété. La superficie des terres cultivées passe de 3 856 226 *faddān* en 1840 à 4 758 474 *faddān* en 1882 grâce aux grands travaux d'aménagement et d'infrastructure entrepris essentiellement sous Ismāʿīl.

On comprend mieux, depuis quelque temps, l'efficacité des emprunts étrangers contractés par Ismāʿīl, afin d'entreprendre de grands travaux, dont beaucoup ont un retentissement sur les régions rurales. Déjà, ʿAbbās amorce ce processus en octroyant à George Stephenson, en 1851, un contrat pour la construction du premier chemin de fer, qui doit relier Alexandrie au Caire. Sous Saʿīd, Kafr al-Zayyāt, Ṭanṭā et Suez sont reliés à la capitale; on lui doit également la construction de la grande forme de radoub de Suez, le curage du canal Maḥmūdiyya. L'Égypte redevient ainsi le lieu de jonction entre la Méditerranée et la mer Rouge.

A. E. Crouchley, se fondant sur le rapport Beardsley, estime à 51 394 000 livres égytiennes le total des dépenses engagées par Ismāʿīl pour les grands travaux: 112 canaux s'étendant sur 13 500 kilomètres — soit un travail d'excavation qui, comparé à celui entrepris pour le canal, est dans la proportion de 165 à 100; plusieurs milliers de kilomètres de canaux drainés; 430 ponts construits; la transformation d'Alexandrie en meilleur port de la Méditerranée; 15 phares sur les deux mers; 1 880 kilomètres de chemins de fer; 5 200 kilomètres de lignes télégraphiques, plus 2 000 kilomètres au Soudan; 64 raffineries de sucre. Il rétablit le service des postes, après une période de chaos sous Saʿīd; en 1874, l'Égypte signe les accords du

Ier Congrès international des Postes à Berne. L'introduction des égouts, l'amélioration des rues du Caire et d'Alexandrie, la fourniture d'eau douce et d'éclairage à plusieurs quartiers, la modernisation du Caire sur le modèle de Paris — autant de travaux d'édilité qui viennent compléter les grands travaux d'infrastructure.

Le premier groupe social rural à se constituer en tant que classe est celui des grands propriétaires fonciers. Dans un premier temps — du 23 mars 1840 au 24 décembre 1866 —, le régime des *ʿuhda*, terres exemptes d'impôts données tout d'abord en usufruit qui devient progressivement propriété de fait, s'étend à la famille de Muḥammad ʿAlī et aux dignitaires; le total était estimé à 1 200 000 *faddān*, 300 000 sont détenus par la famille du vice-roi. Le reste sert à constituer la base des futures grandes propriétés: Salīm al-Saliḥdār Pacha reçoit les villages d'al-Balyāna et de Fadhara; la famille al-Shawāribī détient 4 000 *faddān* (sur 7 000) à Ḳalyūb, à la fin du siècle; al-Sayyed Abāza Pacha reçoit quelque vingt villages dans la Sharḳiyya, et en détient encore quinze, soit 6 000 *faddān*, à sa mort, en 1876; Badrāwī Pacha tient Samannūd, soit quelque 1 400 *faddān*. Le passage à la propriété privée ne fait l'objet d'aucune recherche précise; il semble que les successeurs de Muḥammad ʿAlī entérinent l'état de fait contre paiement des taxes dues par les *fallāḥin* qui travaillent sur ces terres. Un deuxième groupe de propriétaires est celui qui reçoit les terres en friche, *abʿadiyya*, dont la superficie atteint entre 750 000 et un million de *faddān* à la fin du règne de Muḥammad ʿAlī, notamment dans les deux provinces de Gharbiyya et de Beḥeira: Muḥammad Shārīf Pacha, Daramallī Pacha, tous gouverneurs ou ministres, en sont les principaux bénéficiaires. G. Baer signale que ce sont pourtant les terres *jiflik* — les terres « données » par le souverain — composées principalement de villages abandonnés en raison de la forte taxation, et ainsi transférés à la famille royale, qui constituent l'essentiel de la grande propriété foncière; sur le million *de faddān* qui représentent, en 1878, la propriété de la famille khédivale, les terres *jiflik* viennent au premier rang; c'est Ismāʿīl qui distribue la plus grande part des dotations entre 1867 et 1876.

Deux décrets pris par Saʿīd, les 30 septembre et 11 octobre 1854, regroupent toutes les terres en deux catégories: *ʿushūriyya* (qui comprend les trois types décrits ci-dessus, plus les terres *awsiya*, peu importantes) et *kharādjiyya*, c'est-à-dire les terres qui restent en dehors du cadre des grandes exploitations foncières; en effet, Y. Artin et lord Cromer assimilent les terre *ʿushūriyya* à la grande propriété; elles passent de 636 177 *faddān* en 1863, à 1 423 087 en 1891, soit une hausse de 14,5 à 28, 8 % des terres cultivées, alors que les terres *kharādjiyya* oscillent entre 3 759 125 et 3 543 529 *faddān* — soit une chute de 85,5 à 71,2 % — au cours de la même période.

La première statistique de la propriété foncière, en 1894, indique que 11 900 grands propriétaires (plus de 50 *faddān*) détiennent 2 243 500 *faddān*, soit 44 % du total. Le million de *faddān* appartenant à la famille khédivale en 1878 est nettement supérieur aux 664 000 *faddān* de 1844; Ismāʿīl prend possession des terres nouvelles, qu'il répartit en terres de la

Dā'ira al-Saniyya (503 699 *faddān* en 1880) et terres du domaine de l'État (425 729 *faddān* en 1878). On sait que les terres du Domaine doivent être cédées en 1878 pour couvrir l'emprunt Rothschild ; mais le khédive prend la précaution d'en distribuer une grande partie à ses proches avant cette échéance ; plus tard, de nouvelles dispositions permettent à ce groupe de racheter les terres de l'État. Ainsi, « si le double rôle du souverain égyptien en tant que propriétaire des terres de l'État et de ses propres terres est terminé à la fin du règne d'Ismā'īl […], le membre régnant de la famille (khédive, sultan ou roi) continue d'être presque toujours le plus grand propriétaire foncier. Mais il ne dispose plus en théorie — et, dans une large mesure, en pratique — d'une vaste réserve de terres d'État pour augmenter ses propriétés personnelles […]. De même, la famille royale, en tant que tout, et grâce à ses *waḳf*, ainsi qu'à sa grande richesse qui lui permet d'acheter encore plus de terres, maintient sa place prééminente, qui date du XIX^e^ siècle, parmi les propriétaires terriens de l'Égypte ». Ces grands propriétaires se recruteront, tout naturellement, parmi les hauts dignitaires du régime, les officiers, certains notables de villages, certains chefs bédouins, des *'ulamā'*, des coptes (voir tableau ci-après). Pour situer les autres classes sociales rurales, il est intéressant de consulter la répartition des propriétaires par catégories. Le trait le plus frappant est bien l'émiettement de la propriété, au tournant du siècle. Les causes en sont multiples : effets de la loi islamique sur l'héritage ; croissance démographique intense ; loi sur l'insaisissabilité des cinq *faddān* (décembre 1912). En fait, les petites propriétés proviennent aussi bien de l'émiettement, tout relatif, des grandes propriétés que de celui des moyennes.

Répartition des propriétaires par catégories en Égypte en 1894 et 1914

Catégorie de propriétaires	Nombre		Superficie	
	Chiffre absolu	% du total	Chiffre absolu	% du total
Grands propriétaires (+ de 50 *faddān*)				
1894	11 900	1,3	2 243 500	44,0
1914	12 480	0,8	2 396 940	43,9
Moyens propriétaires (de 5 à 10 *faddān*)				
1894	141 070	15,4	1 756 100	34,3
1914	132 600	8,5	1 638 000	30,0
Petits propriétaires (– de 5 *faddān*)				
1894	761 300	83,3	1 113 000	21,7
1914	1 414 920	91,7	1 425 060	26,1

Les indications recueillies sur le statut socio-économique des *ʿumda* et *shaykh* de village sont précieuses. La fin de l'ère du monopole, puis l'apparition de la propriété privée de la terre sous Saʿīd réduisent sensiblement l'importance de cette catégorie de notables ruraux, auparavant commis des *multazim*, et toujours représentants du pouvoir central face aux *fallāḥin*. Ismāʿīl renforce leur autorité: «Ce poste revient au propriétaire terrien le plus important», écrit le correspondant du *Times*, D. Mackenzie Wallace; l'encyclopédie d'ʿAlī Mubārak Pacha confirme et fournit les noms des familles de *ʿumda* (al-Sharīf, al-Hawwārī, al-Gayyār, ʿAbdul-Ḥaḳḳ, Shiʿīr, al-ʿUḳalī, Siyāgh, al-Wakīl, al-ʿItribī, al-Shirīʿī, etc.). Ce sont les koulaks de l'Égypte, sur lesquels le proconsulat de Cromer hésitera à fonder son pouvoir dans les campagnes. L'importance de leur poids relatif dans les campagnes, au moment du recensement de 1894, provient des gains acquis sous Ismāʿīl: allocation des terres; prêts octroyés aux *fallāḥin* pauvres; location de leurs propres terres; transactions commerciales avec la ville, notamment.

Le nombre de koulaks augmente dans les régions rurales, de même que celui des familles de *fallāḥin* disposant de moins des 3 *faddān* requis pour leur subsistance, et d'autres catégories de personnes sans terre ni emploi. Ce processus de paupérisation devait encore s'accélérer pendant la période coloniale. Alors que ʿAbbās Ier joue les Bédouins contre une éventuelle alliance entre les *shaykh* et les *fallāḥin*, et que Saʿīd cherche à réduire le pouvoir politique des notables de village, Ismāʿīl, tout au contraire, s'appuie largement sur eux; la première assemblée consultative des députés de 1866 est choisie, pour la meilleure part, parmi les *shaykh*; sur les 74-75 délégués qui siègent en 1866, 1870 et 1876, A. R. al-Rāfeʿī évalue à 58-64 le nombre des *ʿumda*; plus, Ismāʿīl en nomme un grand nombre au poste de *mudīr* (gouverneur) contre l'aristocratie turco-albanaise; tout naturellement, ces hommes soutiennent la révolution d'ʿUrābī en 1882, et rallient les *fallāḥin* à la cause nationale.

Développement culturel

L'évolution de la culture — des prémices, peu réussies il est vrai, de l'acculturation à l'élaboration d'une véritable philosophie de la culture nationale — occupe une place à part. Une fois encore, une fois de plus, comme le démontre toute l'histoire de l'Égypte en ses sept millénaires, c'est l'État qui va formuler le projet, former les cadres, impulser l'action. Au centre de ce processus, la haute figure de Shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī (1801-1873) domine la scène. Avec lui, le Moyen Âge vient à terme, en Égypte comme en d'autres centres du monde arabe.

Une ère nouvelle commence, celle de la reconquête de l'identité, objectif des civilisations de la phase «nationalitaire»; elle doit se faire dans un cadre national, à l'aide de la pensée radicale et de la double critique du patrimoine national et des apports étrangers, afin que «la patrie soit le lieu de notre commun bonheur, que nous bâtirons par la liberté, la pensée et l'usine». Son œuvre maîtresse, *Manāhedj al-albāb al-Miṣriyya fī mabāhedj al-ādāb al-ʿaṣriyya* [Les voies des cœurs égyptiens vers les joies des mœurs

contemporaines], marque, en 1869, la jonction entre la pensée nationale et l'ouverture vers le socialisme : « C'est le travail qui donne de la valeur à toute les choses qui n'existent pas en dehors de lui […]. Le travail est donc bien le pivot de l'abondance : c'est par lui que l'homme prend possession des utilités des animaux et de leur industrie spontanée, qu'il façonne afin que les membres de sa patrie en profitent […]. Toutes les vertus dont le croyant doit faire preuve envers son frère dans la foi sont également obligatoires pour tous les membres de la patrie, dans leurs droits réciproques les uns envers les autres, en raison de la fraternité patriotique qui les unit sans parler de la fraternité religieuse. Tous ceux que réunit une même patrie ont l'obligation morale de coopérer en vue d'améliorer la condition de leur patrie et d'en parfaire l'ordre dans les domaines de l'honneur de la patrie, de sa grandeur, de sa richesse et de sa prospérité. Cette richesse ne peut être obtenue que grâce à la régularité des rapports sociaux et à la réalisation des entreprises d'utilité publique. Celles-ci seront réparties également entre les membres de la patrie, afin que tous participent aux bénéfices de la fierté nationale. Quand l'injustice, la couardise, le mensonge et le mépris disparaîtront, alors les vertus et les bienfaits se répandront parmi eux et viendra l'heure du bonheur entre eux[17]. »

Instruments d'avant-garde, les missions scolaires en Europe, principalement en France, suivie par l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, les États allemands et, plus tard, par les États-Unis d'Amérique, ne sauraient, à elles seules, assurer l'armature d'un système pédagogique à l'échelle du pays tout entier et de ses besoins. L'effort apparaît, avec le recul — et notamment par comparaison avec l'action menée par l'occupant britannique —, comme véritablement imposant. La différenciation s'établit entre les deux types d'enseignement, classique traditionnel et moderne, en fonction du legs égyptien, d'une part, des exigences de l'État militaire et de la renaissance culturelle, d'autre part. Le réseau d'écoles spéciales supérieures — unique dans le monde non occidental de l'époque — qui caractérise le règne de Muḥammad ʿAlī va se doubler de l'institution d'un véritable système d'éducation nationale, sous Ismāʿīl, grâce notamment à ʿAlī Mubārak, après un interlude qui permettra aux missions religieuses européennes et américaines de s'implanter, au moment de la percée impérialiste, en dépit d'une opposition tenace de l'Église copte. L'ensemble de ces initiatives et de cette réflexion va doter l'Égypte, en un demi-siècle, tout à la fois d'un authentique système d'éducation moderne et national, des éléments principaux d'une université de réelle qualité, d'un réseau diversifié d'institutions scientifiques et d'un programme pédagogique fondé sur les valeurs humanistes, scientifiques et rationalistes modernes. C'est dans ce dernier domaine que l'on rencontre, tout naturellement, les difficultés les plus sérieuses, tant il est vrai qu'il est plus facile de modifier les institutions que de refaçonner les mentalités.

La conjonction des missions scolaires et de la montée des nouvelles élites de pouvoir, de même que l'émergence de nouvelles couches sociales,

17. R. al-Ṭahṭāwī, 1869.

notamment dans les villes, grâce à l'action politique et militaire de l'État, vont susciter un puissant mouvement de presse et d'édition, où l'impulsion et le contrôle étatiques — à partir de la création de la gazette officielle *al-Waḳā'iʿ al-Miṣriyya* (1828) — permettent cependant une marge d'initiatives privées (*al-Ahrām* fut créé en 1876).

Il faut bien voir que c'est l'Égypte, seule entre toutes les provinces de l'Empire ottoman, qui offre aux intellectuels, penseurs, écrivains et publicistes persécutés par la Porte une terre d'asile, en réalité la terre d'asile privilégiée, parce que orientale et islamique, mais aussi organiquement imbriquée dans le mouvement de l'Europe moderne. Une terre d'asile qui est plus, à savoir un lieu de rencontres, de travail et de création intellectuels, appuyé sur le seul État moderne de l'Orient qui soit doté d'une infrastructure matérielle, technique et économique, avancée. La lutte entreprise par l'Égypte depuis l'avènement de Muḥammad ʿAlī pour fonder un État moderne, surmonter quatre siècles de décadence, se doter d'une économie avancée, appuyée sur une armée efficace et puissante, lutte reprise, dans des conditions infiniment plus rigoureuses, par Ismāʿīl, provoque une fermentation d'idées et de mouvements sociaux et politiques d'une grande intensité : la presse arabe — égyptienne et syro-libanaise, officielle et privée — vit donc dans un milieu privilégié, exaltant pour le sentiment national, propice au renouveau culturel, au brassage d'idées. C'est là, nous semble-t-il, plus que dans le seul fait d'avoir été le lieu d'asile d'élection de l'époque au sein de l'Empire ottoman, que réside l'apport fondamental de l'Égypte au progrès de l'enseignement, de la presse et de l'édition — des Lumières dans le monde arabe et islamique d'alors — au cours de cette période qui apparaîtra, plus tard, comme ayant été celle de la gestation de la révolution et de la renaissance nationales. Quelques exemples suffiront.

L'historiographie adopte très rapidement la méthode scientifique ; et son champ d'application s'étend de l'Égypte aux grandes expériences qui embrassent le monde, notamment le monde moderne et hégémonique, cette Europe d'où vient le défi. La transition de l'*umma* au *waṭan* — de la « communauté des croyants » à la « patrie » *stricto sensu* — fait écho, sur le plan des idées, à la volonté politique de l'Égypte de se désengager de la Turquie et de devenir autonome.

L'élaboration de la notion d'indépendance ne suit pas la même courbe que celle du concept de patrie. L'oscillation entre un autonomisme plus ou moins autocentré et une volonté d'indépendance réelle, assortie d'ambitions impérialistes, ressortit à la problématique spécifique du dégagement institutionnel de la personnalité nationale égyptienne, dans le cadre géopolitique historiquement défini par la lutte des puissances rivales européennes pour le partage du monde. Il ne s'agit ici que secondairement de l'imperfection de l'outillage conceptuel et idéologique — qui n'est pas moins réel. La difficulté est ailleurs : une dialectique d'affrontement bipolaire direct n'étant guère possible, des stratégies de type tri- ou pluriangulaire s'imposent, dont les protagonistes sont toujours l'Égypte, la France et la Grande-

Bretagne — auxquels s'ajoute la Turquie. Dès lors, c'est en lui-même que le pays cherchera des sources de force, des motifs de légitimité.

L'imitation de l'Occident sera perçue, avec allégresse, comme une opération de surface — un miroir de l'être possible, à défaut d'un possible actualisable : le vêtement ; l'urbanisme ; la musique sous forme d'opéra, mais aussi d'airs militaires ; le théâtre surtout ; des ébauches de roman. Il va de soi que les salons ne sauraient masquer l'essentiel, à savoir la résurgence de l'État national. Ils ne sauraient guère plus atténuer, ne fût-ce qu'un moment, la voix du pays profond. Celle-ci, telle que l'expriment dictons, proverbes et coutumes, est faite de dépossession — non point dans l'immédiat, mais à travers et au terme d'une histoire millénaire ; mais une dépossession impensable, tant est profond l'enracinement de chacun dans la glèbe immémoriale. La sensibilité populaire s'exprimera à travers des moules et des formulations qui disent le besoin de médiations viables.

Géopolitique et compradores

La dissolution de l'État de Muḥammad ʿAlī, qui commença à partir du Traité de Londres en 1840, fut le prélude à la pénétration de l'Égypte par le grand capital européen, soutenu par les compradores du temps. À la question de savoir si le règne d'Abbās Ier fut véritablement celui « du silence et de la terreur », Muḥammad Sabry répond : « Il faut reconnaître cependant que la politique vigilante et sévère du vice-roi a dressé une sorte de digue contre l'affluence européenne en Égypte ; qu'elle a, surtout grâce aux règlements établis en vue de limiter la liberté du commerce intérieur, empêché les Européens, Grecs pour la plupart, de pénétrer dans l'intérieur du pays, de quitter les deux grandes villes d'Alexandrie et du Caire pour se répandre dans les campagnes et commercer avec les paysans ignorants. ʿAbbās réussit ainsi à enrayer le mal (l'ère consulaire) qui devait s'étendre comme une tache d'huile sous son successeur, mais le mal n'existait pas moins[18]. »

La concession accordée par Saʿīd (1854-1863) à son ami d'enfance Ferdinand de Lesseps pour le percement du canal de Suez, le 30 novembre 1854, officiellement notifiée par le *firmān* du 19 mai 1855, marque le début de la pénétration de l'Égypte par le grand capital européen, alors au zénith de son expansion coloniale. L'impulsion viendra de Napoléon III en personne, qui précipite la tranformation de la Société d'études du canal de Suez — fondée, le 27 novembre 1846, par trois groupes de dix membres chacun représentant la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche — en Organisation du conseil d'administration de la Compagnie universelle du canal de Suez, créée le 30 novembre 1854 « afin que son organisation parmi les hommes d'affaires aidât l'action des hommes d'État dans leurs négociations diplomatiques », comme l'indique Napoléon III à Enfantin. Ce dernier est rapidement écarté de l'affaire, au profit du seul Lesseps qui ne cessera dès lors d'acculer Saʿīd à toutes les concessions, au nom de l'amitié. Lesseps pousse, sans relâche, sur la voie des emprunts étrangers. À la mort de Saʿīd, le 18 janvier 1863, le

18. M. Sabry, 1933.

passif de l'Égypte s'élève à 367 millions de francs (14 313 000 livres égyptiennes), selon la version la plus courante, alors que M. F. Lihītā donne le chiffre de 16 308 075 livres égyptiennes. De plus, Saʿīd cède à un prix dérisoire le domaine du Wādī — 10 000 hectares, y compris al-Tall al-Kabīr, clé de l'Égypte —, quatre canaux intérieurs entre le Nil et le lac Timsāḥ; trois immeubles et leurs dépendances; des magasins s'étendant sur 10 000 mètres carrés à Būlāḳ.

Dès l'allocution qu'il prononce le 20 janvier 1863, à la Citadelle du Caire, devant le corps consulaire, Ismāʿīl déclare son intention d'abolir la corvée. « Personne n'est plus *canaliste* que moi — dit-il un peu plus tard — mais je veux que le canal soit à l'Égypte et non l'Égypte au canal. » Simultanément, les grands travaux de développement économique à l'intérieur, les missions diplomatiques et les opérations militaires entreprises à l'extérieur (Mexique, Crète, Afrique), à la fois pour le compte de la Porte et pour l'instauration de l'Empire égyptien en Afrique, viennent grossir le chiffre des emprunts. La courbe est éloquente: au fur et à mesure que l'Égypte s'enlise, les conditions se font plus draconiennes. En tout, huit emprunts, y compris celui de Saʿīd, s'échelonnent de 1862 à 1873; en fait, l'emprunt de 1868 ne permet pas de racheter la dette flottante et dévie vers les dépenses de fonctionnement, entre autres les cérémonies d'inauguration du canal. Ismāʿīl Ṣaddīḳ va imaginer la loi dite de *muḳābala* (1871), qui sera appliquée jusqu'en 1877: contre le paiement d'une somme correspondant à six annuités de l'impôt foncier, les propriétaires sont confirmés dans leur droit de propriété et bénéficient d'une réduction à perpétuité de 50 % dudit impôt.

La banqueroute qui menace la Turquie, en 1874, réduit la marge de manœuvre d'Ismāʿīl. Pour faire face à l'échéance du 1er décembre 1875, il négocie la cession des 177 642 actions du canal avec ses créanciers français, tout d'abord, puis avec la Grande-Bretagne. Le 25 novembre, Disraeli, épaulé par les Rothschild, enlève le lot — c'est-à-dire la part de l'Égypte tout entière dans la Compagnie du canal — pour la somme dérisoire de 3 976 580 livres.

Les résidents étrangers — qui passent de 3 000 en 1836 à 112 568 en 1897 — vont agir tout d'abord comme force de pénétration, puis comme les auxiliaires des troupes d'occupation après 1882. « Cette société, selon M. Sabry, était formée principalement de délinquants, de faux-monnayeurs, de repris de justice, de nababs et d'aventuriers de toute sorte »; et, selon D. S. Landes, elle « comprenait un mélange des meilleurs et des pires éléments du monde européen et méditerranéen: banquiers et usuriers; marchands et voleurs; agents de change anglais pleins de rectitude et trafiquants levantins mercuriaux; employés zélés de la P.& O. (Peninsular & Oriental); putains bariolées pour la place des Consuls à Alexandrie; savants dévoués pour les temples d'Abydos et de Karnak; coupe-jarrets et hommes de confiance pour les allées du Caire[19] ».

19. D. S. Landes, 1958.

Le commerce de gros, importation et exportation, est presque entièrement contrôlé par les étrangers, notamment les Anglais, les Grecs, les Italiens et les Allemands (six ou sept Égyptiens sur plusieurs centaines d'importateurs en 1908); le commerce de demi-gros et de détail est également entre les mains d'étrangers, Grecs, Levantins et Juifs pour la plupart. La finance et la banque locales sont, pour l'essentiel, entre les mains des Juifs, alliés ou associés des banques européennes, les « néo-dévorants » — les Cattaui, Ménaché, Suarès, Sursock, Adda, Harari, Salvago, Aghion, Sinadino, Ismalun; ils traitent avec des Grecs, des Italiens, des Syriens et, plus tard, avec des Égyptiens. Méditerranéens et Levantins exercent les petits métiers, le négoce, l'artisanat, etc. Les sujets britanniques — dont la moitié viennent de Chypre, de Malte et autres colonies — sont soit militaires ou fonctionnaires, soit engagés dans le commerce du coton. En 1897, l'agriculture occupe 64 % de la population active autochtone, contre 0, 7 % des étrangers; dans l'industrie et le commerce, en revanche, on trouve 50 % de la population active étrangère, contre 17 % d'autochtones.

En 1919, 1 488 propriétaires étrangers possèdent plus de 50 *faddān*, soit un total de 583 463 *faddān*, c'est-à-dire une moyenne de 400 *faddān* par personne, contre une moyenne de 150 *faddān* pour les grands propriétaires égyptiens. Le revenu moyen annuel des étrangers par tête atteint 85 livres égyptiennes contre 9,5 pour les Égyptiens, sans parler, bien entendu, des sociétés étrangères opérant dans le pays, et des emprunts contractés à l'étranger. En 1882, la création des tribunaux mixtes tentera de réduire la marge de désordre financier et administratif.

La révolution égyptienne (1881-1882)

Tout au long du XIX^e^ siècle, et plus particulièrement à partir du coup d'arrêt stratégique de 1840, la montée de la bourgeoisie égyptienne s'opère dans un cadre implacable, celui des impérialismes ascendants. Elle survient en même temps que la mise en place d'une culture véritablement nationale, grâce à R. al-Ṭahṭāwī et A. Mubārak notamment, qu'accompagne la formation d'une armée, alors la plus puissante d'Afrique, conduite par des polytechniciens et des scientifiques rompus à la stratégie de longue marche.

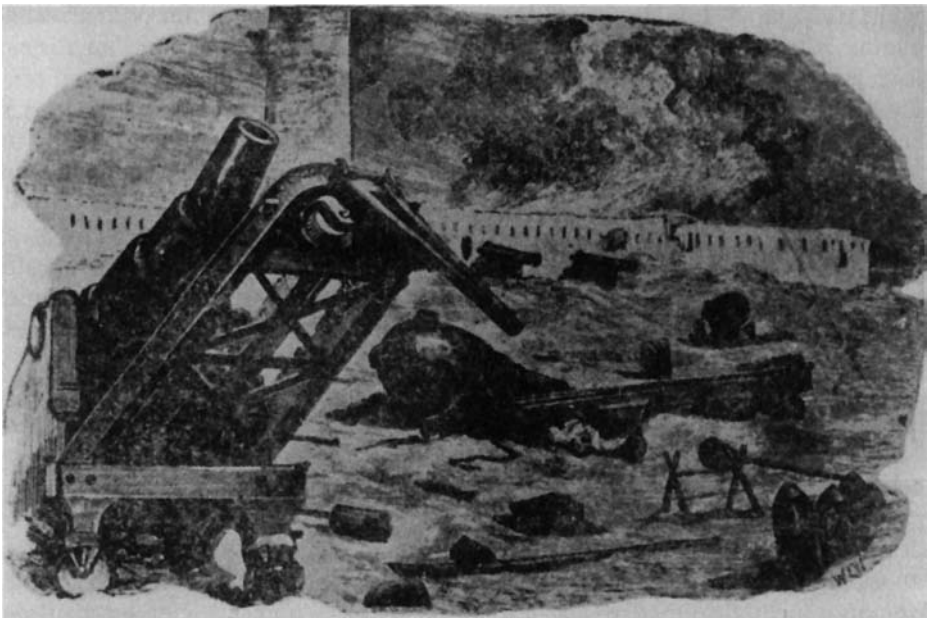
Dans les dernières années du règne d'Ismāʿīl, directement encouragé par le khédive, le « groupe du Ḥilwān » (Shārīf, Ismāʿīl Rāgheb, ʿUmar Lutfī, Sulṭān Pacha, les colonels Ahmad ʿUrābī, ʿAbdul-ʿAl Ḥilmī et Alī Fahmī, Mahmūd Sāmī al-Bārūdī, Sulaymān Abāẓa, Ḥasan al-Shirīʿī, Maḥmūd Fahmī Pacha) comme aussi les réunions secrètes d'officiers de l'armée égyptienne commencent à agir dès 1876. Telle sera l'origine du « Programme national », présenté à l'Assemblée, le 2 avril 1879, par soixante parlementaires qu'épaulent les grands dignitaires religieux; telle sera aussi l'origine du premier manifeste portant la signature du Parti national, le 4 novembre 1879, comme aussi du premier programme du Parti national, conjointement rédigé par

Muḥammad ʿAbduh et W. S. Blunt, le 18 décembre 1881. L'action est alors principalement de type revendicatif et constitutionnaliste. Le Parti national, cependant, s'appuie sur l'armée, ultime recours. Son action est caractérisée par un gradualisme par le sommet ; la reconnaissance du rôle de l'armée dans la révolution nationale ; le cadre religieux, c'est-à-dire islamique, de l'action politique.

Devant le regroupement des forces nationales qui s'opère, les puissances européennes, cette fois conduites par la Grande-Bretagne soutenue de près par la France, prenant prétexte d'une sombre machination qui se traduit par des émeutes et des morts le 11 juin 1882 à Alexandrie, se réunissent à Constantinople, le 23 juin, pour considérer à nouveau la « Question d'Égypte ». La décision est alors prise d'intervenir militairement. L'escadre britannique, conduite par l'amiral Seymour, bombarde Alexandrie le 11 juillet 1882, y causant des pertes considérables en vies humaines et l'incendie de la ville le 12 juillet. Cette action prélude à l'invasion militaire qui a pour objectif de détruire le fer de lance du mouvement national, c'est-à-dire l'armée : en effet, les officiers commandant les trois brigades de l'armée, à la tête de leurs troupes, avaient présenté le 9 septembre 1881 au khédive Tawfīḳ, cerné en son palais d'ʿAabdīn, les revendications du Parti national au nom de la nation tout entière. L'invasion britannique se solde par la destruction de l'armée égyptienne, notamment au cours de la bataille de al-Tall al-Kabīr, le 13 septembre 1882, où le brigadier-général Muḥammad ʿObeyd meurt à la tête de ses troupes, héros sans sépulture de la défaite de la révolution. Un grand nombre de pachas, autour de Muḥammad Sulṭān Pacha, se rallie à l'occupant. Ahmad ʿUrābī et ses compagnons sont rayés de l'armée, exilés à Ceylan. La longue nuit de l'occupation commence, cependant que, près d'une année encore, les *fallāḥin* dans les campagnes continuent de se mobiliser sporadiquement pour entretenir la légende d'ʿUrābī et de ses compagnons.

La période qui va de l'abdication forcée d'Ismāʿīl (1879) à l'occupation militaire britannique est dominée par la radicalisation profonde et accélérée du mouvement national égyptien et de son idéologie en formation. Le problème de la renaissance est perçu et parfois posé en termes explicites. La résistance à la pénétration économique et politique des puissances européennes domine la conscience nationale et en détermine les thèmes et les modes d'expression. Avec l'occupation militaire, une période s'ouvre qui prend fin, formellement, avec l'évacuation de 1954, et effectivement en 1956, à l'heure de la reconquête de Suez. La période qui suivit fut-elle aussi noire qu'on l'a décrite ?

Le renouveau de la pensée islamique, tout d'abord. Le renversement de 1840, puis l'occupation qui se prépare, dès 1879, ne peuvent manquer de frapper de larges masses, sensibilisées par l'islam. Mais où rechercher les causes du retard, les motifs de la décadence, les justifications de la brisure ? Un groupe de penseurs, insérés dans les groupes sociaux rattachés aux secteurs traditionnels de l'économie et des institutions, ressent plus vivement que les secteurs modernistes de l'économie de l'époque la cruauté de cette marginalisation historique. Ses théoriciens, et prin-



13.6. *Le bombardement d'Alexandrie, juillet 1882.*
[*Source :* A. R. al-Rāfeʿī, *Thawrat Arabi wal-Ihtelal al-Biritani*, 1937, Le Caire, Dar al-Nahda al-Misriyyah. Photographie originale publiée dans *The Graphic*, Londres, 1882.]

cipalement Muḥammad ʿAbduh, vont s'attacher à en rechercher au plus profond de la tradition nationale culturelle la plus marquante — celle de l'islam — les raisons et les clés. La religion et l'idéologie ne sont plus, au XIXe siècle, celles que Muḥammad, *nabī al-ʿarabī* [le prophète arabe], avait instituées. Des traditions pour la plupart fausses ; des scories ; le long héritage des siècles de décadence et de dépendance : l'islam n'est plus lui-même. Dès lors, il convient de voir dans cette dénaturation la source de la décadence nationale et dans le retour aux fondements principiels la voie de tout avenir possible pour un pays d'islam. Les réformes suggérées n'excluaient pas l'usage de la raison ou, plus exactement, du bon sens, mais dans le seul cadre de la religion ; pragmatisme qui permet l'ouverture à la contemporanéité, mais récuse, déjà, le processus de théorisation ; refus de toute dialectique sociale, au nom de l'unité de l'*umma* ; refus de l'historicisme, le passé étant privilégié par principe — tels paraissent être d'une part l'inspiration profonde de la pensée théologique, d'autre part les traits essentiels de l'application de cette pensée aux domaines du politique et du social de ce renouveau.

Les radicaux sont ailleurs. Ils s'enracinent pourtant dans le même terroir mais sectoriellement seulement, il est vrai. L'islam irrigue les deux tendances, et al-Azhar, souvent, accueille et forme ; mais seulement en un premier temps. al-Ṭahṭāwī, cette fois, annonce plus qu'il ne dirige. La direction du

mouvement national — le « groupe du Ḥilwān », qui se donne ʿUrābī pour chef — évolue à partir de thèses libérales, indépendantistes et constitutionnalistes, fort acceptables pour l'époque, en vertu d'un pragmatisme prudent que l'explosion révolutionnaire ne vient démentir qu'un temps. Le front des classes montantes, à l'époque mal structuré ou en gestation, se dote tout naturellement d'une armature idéologique éclectique. Eclectisme — mais non synthèse. Les forces montantes de l'époque, dont 1952 marquera la chute, ne parviennent pas encore à opérer le tri critique préalable à toute synthèse ; l'amalgame frontiste est préféré à l'analyse ; l'unanimisme révolutionnaire à une définition précise en termes de principes et de classes. C'est alors, nous semble-t-il, que l'idéologie du modernisme libéral devient un slogan équivoque — en dépit d'al-Ṭahṭāwī.

Au milieu de la grisaille du temps, dans la nuit de l'occupation dont le poids, en cette première phase, est particulièrement étouffant, ʿAbdullāh al-Nadīm (1843-1896) apparaît comme une figure de légende. En lui, tout va converger : la pensée et l'action, la rhétorique et l'efficacité, le classicisme et la modernité. Son apport principal se situe essentiellement dans l'implantation des thèses et des idées nationalitaires, jusqu'ici privilège des élites, dans les masses profondes du peuple des villes et des campagnes. Journaliste, tribun, organisateur politique, écrivain de théâtre, théoricien et praticien éminent de l'arabe dialectal, historien, il est véritablement le créateur du populisme révolutionnaire qui trouvera dans les colonnes de ses journaux successifs, *al-Tankīt wa'l-Tabkīt* puis *al-Tā'ef*, comme aussi dans la création de la Société de bienfaisance islamique, les moyens d'éveiller l'opinion publique. « J'ai proclamé l'amour des soldats et la nécessité de s'appuyer sur eux, j'ai appelé les masses à se joindre à eux. » Voici son appel du 20 juillet 1882, au moment de la révolution d'ʿUrābī : « Habitants de l'Égypte ! Les Anglais disent que l'Égypte est la forteresse des pays arabes, et que celui qui y pénètre s'empare par là même des pays des musulmans. Levez-vous pour la défense de votre patrie, fortifiez-vous, préservez la forteresse des pays islamiques, livrez la guerre sainte et juste au nom d'Allāh, afin de préserver cette grande religion et d'éloigner un ennemi qui veut pénétrer avec ses hommes et sa cavalerie dans le pays de Dieu, dans la sainte *Kaʿba*, par le biais de votre pays, en s'appuyant pour ce faire sur votre khédive qui a vendu la nation afin de complaire aux Anglais et donné les terres de l'islam en regard de la protection que lui fournissent les Anglais ! »

Après la défaite, son dernier journal, *al-Ustāḏh* — qui se veut le creuset de la radicalisation de l'idéologie nationale, le lieu du ressourcement patriotique dans la traversée de la longue nuit qui va conduire en 1892 à la résurgence du mouvement national autour du Parti national — déclare : « En un mot, le médicament le plus fort est la cautérisation par le feu. La situation a atteint son comble. Si nous parvenons à raccommoder cette étoffe percée, si nous nous soutenons les uns les autres, si nous unissons la parole orientale, égyptienne, syrienne, arabe et turque — alors nous pourrons dire à l'Europe : "Nous sommes nous-mêmes, et vous êtes ce que vous êtes. " Mais, si nous restons au point où nous sommes — contradictions, capitulation, recours

les uns après les autres à l'étranger —, alors l'Europe aura le droit de nous expulser de nos pays jusqu'aux cimes des montagnes, et, après nous avoir parqués parmi les bêtes sauvages, de nous dire avec raison : "Si vous étiez semblables à nous, vous auriez agi comme nous." » Neuf années de clandestinité, la première dans l'histoire du mouvement national égyptien, et qui fera école, font de Nadīm le porte-parole de la masse des *fallāḥin*, ce pays profond qu'il laboure et irrigue de sa sève. Il faut lire les souvenirs publiés, quatre-vingt-quatre ans plus tard, en 1966, par l'un des rares survivants des *fallāḥin* révoltés de l'époque, al-Hādjdj ʿUthmān Shuʿīb : « Le pays ne s'est pas tu : il y eut de nombreux soulèvements ; les sultans, les rois et les Anglais les tuaient. Combien de jeunesse s'en est allée sans résultat […]. Puis vint Gamāl. Il a vengé ʿUrābī ; il a vengé les *fallāḥin* ; il a expulsé le sultan et les Anglais. Une seule chose me déplaît ; la photo d'ʿUrābī : où sont ses mains, sa haute taille ? Où est son épée ? »

Dans la nuit qui est celle de toute occupation, dans la grisaille, l'abdication, les compromis, face à l'effroi qui s'abat sur le pays décontenancé, Nadīm proclame l'avènement du peuple au gouvernail de la révolution porteuse d'avenir.

L'impact de l'Égypte : « l'autre côté de la rivière »

À l'heure du bilan, une grande interrogation s'impose à l'évidence : comment expliquer cette renaissance en crise, la cassure d'une percée qui reste véritablement fulgurante pour l'époque, un processus enrayé, dont le monde arabe et l'Afrique ont gardé la nostalgie ?

Il s'agit, fondamentalement, de la pesée du fait géopolitique sur l'ensemble du processus tout entier, bien plus que des raisons internes, qui ont également joué en profondeur. En effet, si l'on accepte la matrice des deux cercles de la dialectique sociale — le cercle extérieur, exogène, et le cercle interne, endogène —, il apparaît que, dans le cas de l'Égypte, lieu de toutes les tourmentes, à la jonction de l'Orient et de l'Occident, point de rencontre des trois continents (l'Afrique, l'Asie et l'Europe), c'est bien le cercle extérieur — celui de la géopolitique — qui commande l'ensemble. Le XIXe siècle égyptien est, bien entendu, le point culminant des guerres qui ravagent les côtes d'Égypte et de Syrie, comme aussi du Maghreb arabe et islamique, depuis le XVIIIe siècle ; 1882 étant, d'ailleurs, la date précise à laquelle tous les pays arabes et islamiques d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale cessent d'être formellement indépendants pour devenir possessions militaires directes des grandes puissances d'Occident.

Mais il y a plus. Les coups portés à la première étape de la renaissance égyptienne, depuis les grandes batailles navales de Méditerranée et le Traité de Londres en 1840 jusqu'à l'occupation militaire de 1882, la pénétration massive des capitaux et des colons étrangers, le démantèlement progressif de la poussée d'indépendance et d'édification nationale ne vont guère lais-

ser le temps à l'Égypte — et nous sommes là au cœur du cercle endogène de la dialectique sociale — de mettre au point une synthèse de la pensée nationale qui puisse faire front à la pénétration étrangère, tout en structurant le projet national de façon réaliste et adéquate. Les grandes tendances de la pensée égyptienne — le modernisme libéral d'une part, et le fondamentalisme islamique d'autre part — ne vont tenter d'opérer leur jonction que vers la moitié du XXe siècle. Le XIXe siècle reste, lui, celui des ébauches, des rapprochements inadéquats, de la symbiose impossible. D'où la perméabilité du terrain national, où le modernisme d'acculturation se trouve volontiers confondu avec la modernité nationale critique, où la « vague occidentale » peut aisément isoler les différents facteurs constitutifs, les grandes formations, du mouvement national égyptien.

Au loin, l'impact de cette première étape de la renaissance égyptienne sera retentissant. Le Soudan, l'Abyssinie, la Corne de l'Afrique, la zone des Grands Lacs d'Afrique centrale vont ressentir les enseignements de l'Égypte renaissante aux prises avec l'impérialisme. Dans le Maghreb, la renaissance de l'islam politique et des grandes luttes populaires militaires contre la pénétration coloniale s'inspirent sans cesse des différentes dimensions de l'effort égyptien. C'est le Traité de Berlin qui codifie le partage de l'Afrique en 1881. Il le fait en grande partie pour assurer le dépeçage rationalisé, et désormais légalisé, du grand continent, dont l'éveil menace ce qui est alors l'ordre du monde, le « concert hégémonique des puissances ».

Plus au loin, l'œuvre de Muḥammad ʿAlī va servir de leçon, l'une des leçons principales, que l'équipe mise en place par l'empereur Meiji va étudier, afin de promouvoir la restauration japonaise dès 1868. La situation géopolitique, dans ce cas, est inverse : prémuni par les continents, les océans, jusqu'à l'irruption du commandant Perry, le Japon est resté beaucoup plus maître de sa cohésion nationale culturelle et, dès lors, peut amorcer l'œuvre de modernité loin de l'étau de fer et de feu de la géopolitique — jusqu'à Hiroshima et Nagasaki. On se souviendra, ici, de l'impact de la victoire japonaise de Tsushima (1905) sur l'éveil de la conscience nationale et sur le Parti national de Muṣṭafā Kamāl et Muḥammad Farīd dans l'Égypte du début du XXe siècle. Entre-temps, entre le monde arabe et le Japon, la réforme constitutionnelle des *Tanẓīmāt*, en Turquie, s'inspire directement, explicitement, des réformes égyptiennes : ultimes sursauts du califat ottoman qui seront repris et rationalisés par *Ittiḥād wa Taraqqī* et les Jeunes Turcs d'Enver Pacha et Muṣṭafā Kamāl (Ataturk).

Le rideau se lève sur la renaissance nationale de l'Égypte, certes en crise, qui se fera, objectivement, élément formateur de la résurgence de l'Afrique et de l'Asie, de l'Orient moderne, de 1805 à la Conférence de Bandoeng, en 1955.

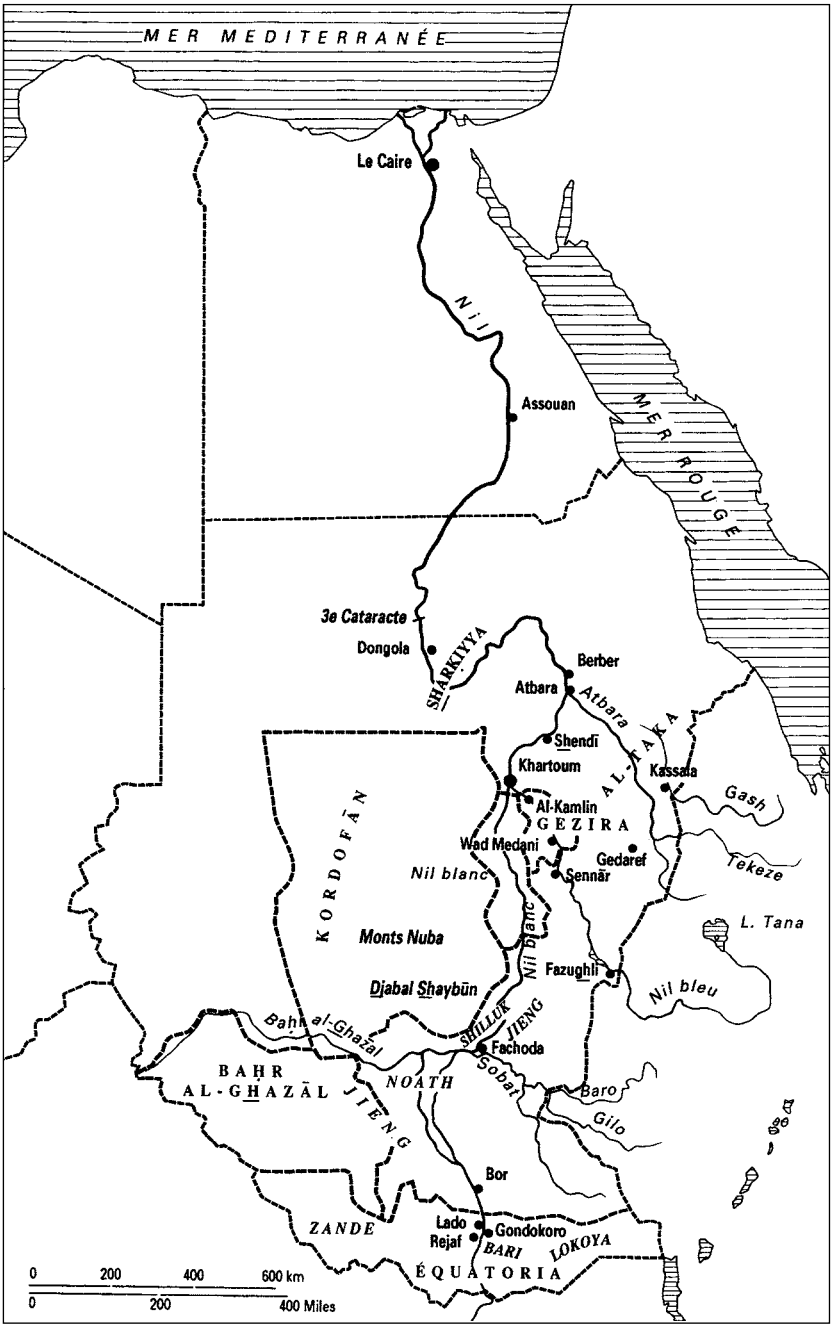
CHAPITRE 14

Le Soudan au XIX^e siècle

Ḥassan Aḥmed Ibrāhīm
avec une contribution de Bethwell A. Ogot
sur le Soudan méridional

Les migrations arabes à destination du Soudan oriental — qui correspond à peu près au Soudan actuel, moins la région méridionale — commencèrent dès le IX^e siècle et atteignirent leur point culminant au XIV^e siècle. Par des moyens pacifiques, les Arabes pénétrèrent progressivement dans le pays et y répandirent leur culture, leur religion et leur influence parmi les sociétés chrétiennes et traditionalistes[1]. Au début du XVI^e siècle, le Soudan oriental était essentiellement dominé par deux sultanats musulmans: les sultanats des Fundj et des Fūr. Alors que les sultans fūr, qui descendaient d'une grande famille soudanaise — les Kayra —, régnèrent sur le Dārfūr jusqu'en 1874, les sultans de Sennār capitulèrent devant les Turcs en 1821[2]. Le sultanat des Fundj fut déchiré par des rivalités dynastiques, notamment entre ses fondateurs, les Fundj et les ʿAbdallāb, et, par la suite, entre divers groupes hostiles des Hamadj, qui présidèrent à ses destinées à partir des années 1760. Tous ces antagonismes aboutirent, au début du XIX^e siècle, à la désintégration finale du sultanat en chefferies faibles et opposées les unes aux autres[3]. Le chaos et les guerres locales qui s'ensuivirent donnèrent, en 1820-1821, au vice-roi d'Égypte, Muḥammad ʿAlī, l'occasion qu'il attendait avec impatience d'ajouter le Soudan à ses possessions. Ainsi commença la première période de domination coloniale que le Soudan connut pendant plus de soixante ans.

1. Pour une étude plus détaillée de cette question, voir Y. F. Hasan, 1967.
2. P. M. Holt, 1973, p. 67.
3. Pour plus de précisions, voir *Histoire générale de l'Afrique*, vol. V, chap. 7.



14.1. *Le Soudan sous la domination turque*, 1820-1881 (d'après Ḥ. A. Ibrāhīm).

On qualifie souvent d'« égyptienne » cette période coloniale de l'histoire du Soudan. Cependant, si tant est qu'il faille la qualifier ainsi, ce terme doit être employé avec prudence. Le Soudan en effet ne fut pas conquis ou gouverné par les Égyptiens tels que nous les connaissons aujourd'hui, mais par une « entité de langue turque dont les membres dominaient l'Égypte depuis l'époque médiévale ». À quelques exceptions près, les vrais Égyptiens, c'est-à-dire les habitants de la basse vallée du Nil, ne furent nommés à des postes politiques ou militaires importants ni en Égypte ni dans le Soudan conquis, ils accédèrent seulement à des postes subalternes dans l'administration et dans l'armée. C'est pourquoi les Soudanais, ainsi que les Européens, qualifiaient les dirigeants du pays de « Turcs », « car le Soudan n'était égyptien que dans la mesure où il était une dépendance de la province ottomane d'Égypte »[4]. Dans le présent chapitre, nous adopterons le terme « Turkīyya » [turc] de préférence à « égyptien » ou au néologisme courant, mais maladroit, de « turco-égyptien ».

On peut étudier la domination turque au Soudan (1821-1885) sous les trois grandes rubriques suivantes : la stratégie de la conquête et la réaction des Soudanais du Nord ; la résistance à la poussée impériale dans le Sud (1840-1880) ; le rôle du nouveau régime dans la modernisation du Soudan.

La stratégie de la conquête et la réaction des Soudanais du Nord

La stratégie de l'invasion turque au Soudan a fait l'objet de maintes controverses parmi les historiens. Selon certains historiens égyptiens, l'objectif premier de Muḥammad ʿAlī, lorsqu'il entreprit ce qu'ils appellent « l'ouverture » du Soudan, était le bien-être du pays et de sa population. D'après eux, Muḥammad ʿAlī éprouvait tant de commisération pour la dégradation des conditions de vie des habitants du sultanat des Fundj qu'il décida d'intervenir par la force pour les arracher à la misère, et pour unir ensuite les Soudanais à leurs frères d'Égypte en un État puissant qui œuvrerait en faveur du « bien-être » des deux peuples[5]. Certains historiens égyptiens ont même affirmé que Muḥammad ʿAlī entreprit cette invasion « à la demande des Soudanais eux-mêmes »[6], représentés par quelques notables qui l'approchèrent au Caire et le pressèrent d'intervenir de la sorte. C'est ce que firent effectivement un certain nombre de dignitaires soudanais ; mais il est raisonnable de penser que leurs motifs étaient strictement personnels et s'expliquaient par les rivalités dynastiques qui les opposaient aux sultans fundj. Il n'y a donc pas lieu de supposer qu'ils aient agi en tant que représentants du peuple soudanais.

Un éminent historien égyptien, aujourd'hui décédé, le professeur Muḥammad Fuʾād Shukri, a affirmé que la conquête de Muḥammad ʿAlī

4. R. Hill, 1966, p. 1.
5. M. F. Shukri, 1948, p. 23.
6. M. A. al-Jābrī, s. d., p. 18.

avait solidement établi « les droits légaux et historiques » de l'Égypte sur le Soudan. La dissolution du sultanat des Fundj, en 1820, et la disparition de l'autorité légitime de son sultan firent du Soudan, selon Shukri, « une terre sans souverain »[7] — un « no man's land ». Aussi, lorsque Muḥammad ʿAlī eut imposé son pouvoir et mis en place un gouvernement fort, l'Égypte serait-elle devenue automatiquement, à partir de 1821, l'autorité souveraine et incontestée du Soudan par droit de conquête[8]. Shukri affirme que l'une des raisons fondamentales du séjour que Muḥammad ʿAlī effectua au Soudan en 1838-1839[9] fut de propager cette théorie qu'il dénomma la « théorie du vide », et de s'appuyer sur elle pour « sauvegarder l'unité de la vallée du Nil », c'est-à-dire, pour en maintenir les deux éléments constitutifs, Égypte et Soudan, sous un régime politique unique[10].

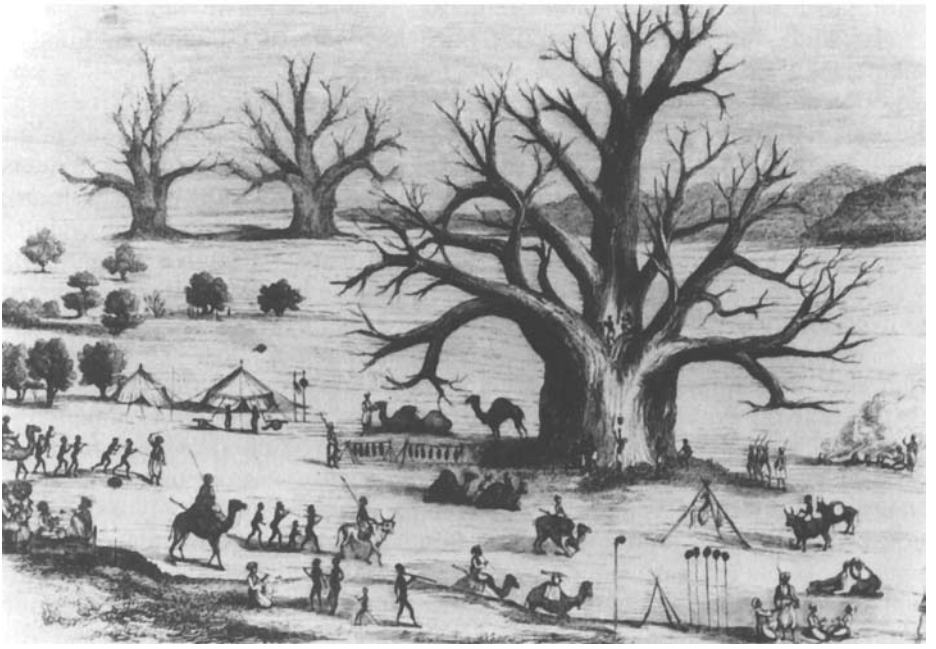
Cette revendication de la souveraineté égyptienne sur le Soudan a dominé la politique égyptienne et soudanaise jusque dans les années 1950. Shukri semble avoir eu des mobiles politiques pour soutenir la thèse des partisans de l'unité de la vallée du Nil contre celle des partisans d'un Soudan indépendant. Il faut aussi ajouter que le sultan de Sennār, qui certes n'était plus en 1820 qu'un simple fantoche, était resté jusqu'à cette époque le souverain légitime du pays. En outre, l'Égypte ne pouvait pas revendiquer la souveraineté sur le Soudan par droit de conquête, puisque l'invasion avait été entreprise au nom du sultan ottoman et que l'Égypte elle-même devait demeurer, jusqu'en 1914 au moins, une province ottomane. De toute façon, le sultanat des Fundj ne pouvait être identifié au Soudan.

« L'hypothèse du bien-être de la population », avancée pour expliquer l'invasion égyptienne, a également été remise en question par certains historiens soudanais dans des études récentes[11]. Se fondant sur des documents d'archives très variés, ces études prouvent que Muḥammad ʿAlī avait pour objectif premier d'exploiter les ressources humaines et économiques du Soudan, afin de réaliser ses vastes ambitions en Égypte et à l'étranger.

Désireux de consolider son indépendance en Égypte et d'édifier un empire aux dépens de l'empereur ottoman, Muḥammad ʿAlī avait entrepris, juste avant la conquête du Soudan, de créer une puissante armée moderne. Muḥammad ʿAlī, qui avait commencé par exclure, pour de nombreuses raisons, l'enrôlement des *fallāḥin* [paysans] égyptiens[12] espérait recruter 20 ou 30 000 Soudanais dans son *al-nizam al-djadīd* (nouvelle organisation). Il avait également besoin de beaucoup d'entre eux dans ses nombreuses entreprises agricoles et industrielles d'Égypte. Il ne cessa donc d'inviter instamment ses chefs de corps au Soudan à intensifier leurs *ghazwa* [razzias

7. M. F. Shukri, 1946, p. 18.
8. *Ibid.*, p. 38-39.
9. Pour une étude de ce séjour, voir H. A. Ibrāhīm, 1980*a*, 1980*b*.
10. M. F. Shukri, 1958, p. 13.
11. Voir, par exemple, H. A. Ibrāhīm, 1973, et B. K. Ḥumayda, 1973.
12. Étant lui-même un étranger, Muḥammad ʿAlī estimait peut-être qu'une armée nationale mettrait en danger sa position en Égypte. On peut sans doute aussi expliquer sa décision par la répugnance des *fallāḥin* à faire un service militaire, et par son désir de les voir consacrer tous leurs efforts au développement agricole de l'Égypte.

14.2. *Sennār en 1821 : la capitale de l'ancien sultanat des Fundj, à l'époque de l'invasion turco-égyptienne.*
[*Source :* P. M. Holt et M. Daly, *History of the Sudan*, 1979, Weidenfeld and Nicolson, Londres. *Illustration :* The National Trust, Kingston Lacy, Bankes MSS.]



14.3. *Un campement de razzieurs d'esclaves turco-égyptiens dans le Kordofān.*
[*Source :* P. M. Holt et M. Daly, *History of the Sudan*, 1979, Weidenfeld and Nicolson, Londres. *Illustration :* George Weidenfeld and Nicolson Ltd., Londres.]

d'esclaves] et à envoyer le plus d'Africains possible dans des campements spécialement aménagés pour eux à Assouan. Il souligne dans une directive que c'est là la justification la plus importante des « difficultés et des dépenses de la conquête » ; et il déclare dans une autre que cette pratique inhumaine répond à « son désir le plus vif », quels que soient les moyens utilisés pour y parvenir[13].

Jusqu'en 1838, il ne s'écoula guère d'année sans qu'eût lieu au moins une, et parfois plusieurs, *ghazwa* de Noirs dans les monts Nuba, et au-delà de Fazughli ; mais le nombre des Noirs susceptibles d'être réduits en esclavage s'amenuisait. L'espoir qu'avait Muḥammad ʿAlī de gonfler les rangs de l'armée noire de ses rêves n'était qu'une « utopie qui ne procédait d'aucune étude approfondie sur le réservoir d'esclaves que constituait le Soudan »[14]. En outre, les Noirs soudanais opposaient une résistance acharnée aux razzias, certains même se suicidaient pour éviter l'humiliation d'une vie dans l'esclavage. Beaucoup de captifs étaient perdus en route, tandis que les fièvres, la dysenterie, le froid et le mal du pays venaient à bout de bon nombre d'autres à Assouan même. Devant cet échec radical, Muḥammad ʿAlī se résolut à pratiquer à grande échelle la conscription des *fallāḥin*, et il découvrit bientôt que ceux-ci « formaient l'une des meilleures infanteries régulières du Moyen-Orient »[15].

Lorsqu'ils étaient recrutés pour faire leur service militaire au Soudan même, les Noirs faisaient aussi preuve d'indifférence et d'indiscipline. Certains désertaient, tandis que d'autres prenaient les armes contre le gouvernement. Le plus important de ces soulèvements fut sans doute celui de Medani, en 1844. En réaction contre les injustices et les humiliations, les soldats soudanais conspirèrent pour se révolter simultanément en quatre endroits : Khartoum, Sennār, Kamlin et Medani. Mais les rebelles de Medani s'insurgèrent avant la date fixée, tuèrent certains de leurs officiers turcs et s'enfuirent à Sennār pour y poursuivre la rébellion. Ce ne fut qu'au prix de grandes difficultés que le gouvernement réprima ce soulèvement[16].

Très important aussi fut le désir de Muḥammad ʿAlī d'exploiter les richesses minières soudanaises, notamment les gisements aurifères. Lorsqu'il prit le pouvoir en 1805, l'Égypte était l'une des provinces les plus pauvres, sinon la plus pauvre, de l'Empire ottoman. D'où la volonté de Muḥammad ʿAlī de trouver une source facile de revenus pour réaliser ses aspirations à l'intérieur et à l'extérieur. Hanté de l'adolescence à la vieillesse par l'illusion que l'on trouvait de l'or en abondance au Soudan, il déploya d'immenses efforts pour en découvrir, particulièrement dans la région de Fazughli et autour du Djabal Shaybūn. Non content d'insister auprès de ses chefs d'unités sur l'urgence que revêtaient les études minéralogiques sur l'or, Muḥammad ʿAlī envoya, en certaines occasions, des experts au Soudan ; par exemple l'Autrichien

13. Cité dans H. A. Ibrāhīm, 1980*a*, 1980*b*.
14. R. Hill, 1966, p. 25.
15. *Ibid.*, p. 7.
16. H. A. Ibrāhīm, 1973, p. 92-94.

Rosseger et son propre ingénieur Boreani. Enfin, à l'âge de soixante-dix ans, il parcourut, en 1838-1839, toute la distance qui séparait Le Caire de Fazughli, pour y superviser les exploitations ; mais son séjour de trois semaines fut décevant. Les activités minières des pouvoirs publics s'étaient non seulement soldées par un échec, mais avaient, en outre, absorbé une grande partie des maigres ressources du Trésor égyptien.

Cependant, les impérialistes turcs réussirent mieux pour ce qui était de développer l'agriculture au Soudan. Ils envoyèrent des experts agronomes égyptiens qui améliorèrent les systèmes d'irrigation, étendirent les cultures existantes, en introduisirent de nouvelles, et luttèrent efficacement contre les parasites et les fléaux, notamment les acridiens. Il nommèrent des vétérinaires pour soigner les animaux, et firent venir d'Égypte des tanneurs qualifiés pour apprendre aux Soudanais à conserver les peaux et les cuirs. En outre, la conquête assura une plus grande sécurité aux négociants soudanais du Nord et égyptiens, et rendit possible l'introduction ultérieure du commerce européen[17].

Toutefois, cet essor de l'agriculture et de l'élevage ne fut apparemment pas mis au service de la population soudanaise. Au contraire, le gouvernement se préoccupait surtout d'en faire bénéficier l'Égypte. Tout au long de son règne, Muḥammad ʿAlī imposa un strict monopole d'État sur presque toutes les productions et exportations du pays. C'est ainsi que des quantités considérables de produits soudanais, indigo, gomme, ivoire, etc., furent exportées en Égypte. De même, pendant toute la domination turque, le Soudan fut pour l'Égypte la source la moins coûteuse de produits d'élevage. Malgré les difficultés rencontrées pour amener le bétail à descendre la vallée du Nil où sévissaient les raids des voleurs nomades, et où rien n'avait été organisé pour l'alimentation et l'abreuvement des bêtes, des bovins parvenaient régulièrement chaque année en Égypte. Le Soudan envoyait également des produits animaux tels que cuirs et crins[18].

Les Soudanais n'avaient pas été soumis régulièrement à l'impôt sous le sultanat des Fundj, et la charge fiscale était alors légère, en particulier pour les pauvres. Cependant, désireux de mobiliser et d'exploiter toutes les ressources soudanaises, les administrateurs turcs étendirent le système égyptien d'imposition au Soudan, en y apportant les modifications nécessaires. L'introduction de ce régime fiscal entièrement nouveau désorganisa inévitablement la vie économique des populations. Les moyens brutaux employés par les bachi-bouzouks (*bāẓbuk*) [soldats irréguliers] pour percevoir ces lourds impôts et l'insistance manifestée souvent par les autorités à être payées en espèces, alors que les pièces de monnaie n'étaient d'un usage courant que chez les marchands et les citadins, aggravèrent encore la situation.

La réaction des Soudanais fut immédiate et le plus souvent violente. Certains quittèrent leurs terres et leurs *sāḳiya* [norias] et s'enfuirent vers les frontières d'Abyssinie ou de l'ouest, mais beaucoup d'autres se soulevèrent,

17. R. Hill, 1966, p. 50.
18. H. A. Ibrāhīm, 1973, p. 135-154.

prenant part aux jacqueries, nombreuses et disparates, qui se produisaient dans toute la Turkīyya, dont la plus virulente fut sans doute la révolte soudanaise de 1822.

Au mépris du système fiscal traditionnel du Soudan, l'intendant copte des finances, Ḥana al-Tawīl, frappa en 1821 de lourds impôts les populations de la Gezira et de Berber. Elles se rebellèrent violemment en février 1822, attaquant et tuant des membres de détachements isolés de soldats égyptiens. De Shendī à Sennār, les habitants fuirent par milliers jusqu'aux frontières de l'Éthiopie, dans la vallée de l'Atbara et la région de Gedaref. Pour éviter une révolte massive, Ismāʿīl, fils de Muḥammad ʿAlī et son commandant en chef à Sennār, retourna précipitamment de Fazughli en Gezira. Faisant preuve d'esprit de conciliation et acceptant une révision du système de fixation des impôts, il réussit provisoirement à rétablir le calme. Mais il devait bientôt commettre lui-même une erreur désastreuse. Quittant le Soudan pour regagner l'Égypte, il s'arrêta à Shendī et exigea des populations Djaʿliyīn une contribution exorbitante : 30 000 dollars et 6 000 esclaves à réunir en deux jours[19]. Nimir, le *mak* [chef] des Djaʿliyīn locaux, protesta en faisant valoir que ses administrés n'avaient pas les moyens de verser ce qu'on exigeait d'eux. Ismāʿīl, plein d'arrogance, frappa Nimir au visage avec sa pipe. Pour se venger de cette humiliation, Nimir conspira avec ses hommes pour brûler vifs Ismāʿīl et toute sa suite à Shendī vers la fin d'octobre 1822. La révolte s'étendit ensuite à d'autres régions, provoquant de lourdes pertes en vies humaines et en biens[20]. Ce soulèvement causé par le désespoir, mais sans meneurs véritables, fut cependant un signe avant-coureur qui fit comprendre aux envahisseurs que la résistance à leur domination était profondément ancrée dans le cœur de maints Soudanais.

Le système oppressif d'imposition et d'administration suscita également au Dārfūr un vaste mouvement de résistance contre l'éphémère domination turque[21]. Désireux de rétablir leur ancien pouvoir, les survivants de la famille des Kayra rallièrent les Fūr pour s'opposer aux colonisateurs. La plus populaire et la plus importante de ces révoltes fut celle de l'émir Hārūn, en 1877. Pendant trois ans, il ne cessa de harceler les envahisseurs, et il aurait probablement réussi à mettre fin à leur domination s'il n'avait été tué en 1880. Cependant, l'un de ses parents, ʿAbdullāh Dūd Banga, poursuivit la lutte à partir de son camp militaire fortifié des monts Nuba[22]. Devant cette résistance courageuse, les Turcs furent incapables de consolider leur domination, à laquelle les habitants du Dārfūr, en étroite collaboration avec le Mahdī, mirent finalement un terme en 1884.

L'armée soudanaise apporta également sa contribution à la résistance contre les premiers colonisateurs. Plusieurs incidents et soulèvements militaires eurent lieu dans certaines villes du Nord : Medani, Sennār, al-ʿObeyd

19. R. Hill, 1966, p. 16.
20. M. Shibayka, 1957, p. 33-35.
21. Voir ci-après p. 7.
22. M. M. al-Hasan, s. d., p. 35-40.

Suākin ; mais une révolte militaire plus grave se produisit à Kassala, en 1865. Rendus furieux parce qu'on ne leur avait pas versé leur solde, les soldats du 4e régiment soudanais de Kassala refusèrent d'obéir à leurs officiers turcs, attaquèrent et tuèrent certains d'entre eux, puis assiégèrent la ville pendant vingt-six jours. La révolte, qui provoqua des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, mina gravement l'autorité de l'administration turque dans toute la province de Kassala. Ce fut peut-être la crise la plus grave à laquelle les impérialistes avaient été confrontés dans le pays en plus de trente ans. Néanmoins, en recourant à la ruse et à la diplomatie, le gouvernement parvint finalement à étouffer la révolte. Les soldats rendirent leurs armes après une vague promesse d'amnistie générale ; mais les survivants furent soit exécutés, soit condamnés à de lourdes peines de prison[23]. Le khédive ordonna également de ramener à trois le nombre des régiments soudanais stationnés au Soudan et d'envoyer le reste en Égypte.

La résistance aux menées impérialistes dans le Sud, 1821-1880

Jusqu'au début de la domination turque au Soudan, en 1821, les pouvoirs politiques et économiques des États soudanais musulmans du Nord et des peuples du Soudan méridional étaient comparables, sinon équilibrés ; mais le XIXe siècle, notamment la seconde moitié, devait être catastrophique pour ces derniers. Cette période fut marquée par d'importantes pertes matérielles et par de grandes humiliations, et elle est restée synonyme de chaos dans la mémoire populaire du Soudan méridional. Comme l'a écrit le professeur Francis Mading Deng, qui est lui-même un Jieng (Dinka) du Soudan méridional, pour les populations du Sud, cette époque reste celle « des guerres d'esclavage et de conquête menées contre elles par des vagues d'envahisseurs qui ne se distinguaient guère les unes des autres, sauf par les différents noms qu'ils se donnaient : Arabes, Turcs, Égyptiens, Ansar ou Dongolawi[24]. »

Lorsque Muḥammad ʿAlī envahit le Soudan en 1821, il divisa le pays en provinces et en districts, placés sous l'autorité d'officiers égyptiens et turcs qui dépendaient d'un gouverneur général résidant dans la ville récemment fondée de Khartoum. Comme on l'a vu plus haut, la principale fonction du régime étranger était de prélever des tributs et de se procurer des esclaves pour grossir les rangs de l'armée égyptienne. De fréquentes expéditions étaient lancées le long du Nil Blanc pour capturer des esclaves, et, à partir de 1840, le trafic de vies humaines atteignit des proportions gigantesques. Les armées privées de trafiquants d'esclaves étaient équipées d'armes à feu ; et d'immenses domaines fonciers étaient loués à des marchands qui pouvaient réaliser des investissements très rentables chez les peuples du Soudan méri-

23. N. Shuqayr, 1967, p. 545-553.
24. F. M. Deng, 1978, p. 150.

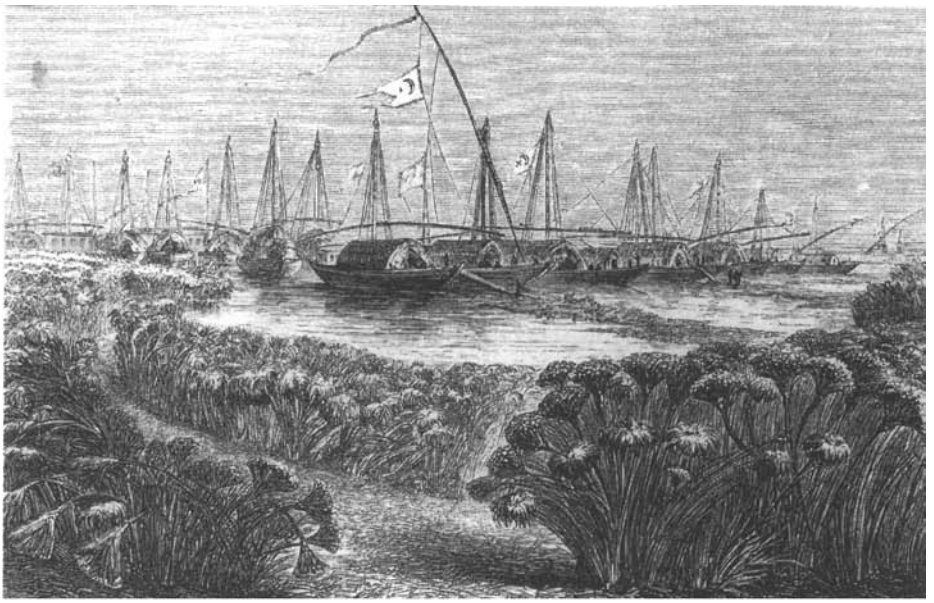
dional. Le réseau commercial mis en place par Muḥammad ʿAlī présentait certaines caractéristiques remarquables. Les marchands construisirent des forts appelés *zeriba*, s'inspirant de ceux que les sultans du Dārfūr construisaient depuis le XVIIIe siècle. Ces forts servaient de base pour les opérations de troc et pour les razzias lancées dans les régions avoisinantes. Ce réseau se caractérisait aussi par une répartition du pouvoir entre les monopoles d'État et les négociants privés, par l'emploi systématique de la force, surtout grâce aux mercenaires recrutés localement, et par une politique de développement des plantations de cultures marchandes, en particulier le coton. Par exemple, les Baggara étaient censés payer leurs impôts en têtes de bétail au gouverneur du Kordofān. Ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas les payer sous cette forme avaient la possibilité de fournir des esclaves, qu'ils se procuraient en organisant des razzias chez les Jieng.

De plus, les marchands européens voulaient que le gouvernement turc libéralise le marché soudanais de l'ivoire. Plus tard, lorsque leurs marges bénéficiaires commencèrent à diminuer, ils décidèrent de payer leurs employés arabes en esclaves plutôt qu'en argent; ce qui contribua à intensifier le trafic d'esclaves. La ville de Kaka, au nord du territoire shilluk, s'est rapidement transformée en un grand marché d'esclaves, notamment pour les esclaves provenant des *zeriba* du Sud. La prospérité de Kaka fut en partie due à l'abolition du trafic d'esclaves, en 1854, dans la partie du Soudan dominée par les Turcs. Kaka devint le principal marché d'esclaves de la région du Nil Blanc, et sa population immigrée augmenta rapidement. Les activités du pillard Muḥammad al-Khāyr, d'origine dongolawi, qui quitta Taqali en 1854 pour s'installer à Kaka, ont peut-être aussi facilité la transformation de Kaka en marché d'esclaves[25]. On estime que, en 1860, 2 000 esclaves en moyenne y étaient vendus chaque année[26] et al-Khāyr et ses bandes de chasseurs d'esclaves terrorisaient toute la campagne shilluk.

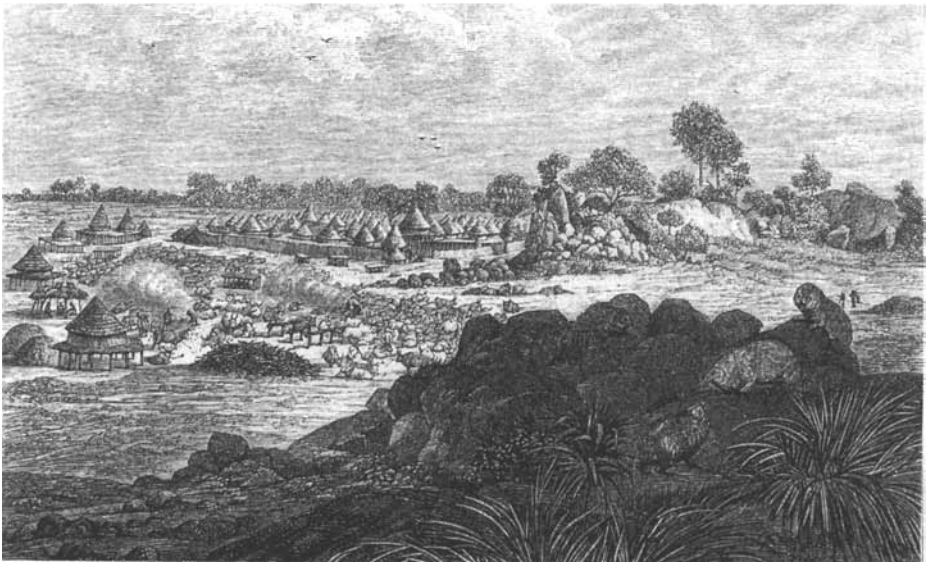
Les habitants du Sud refusèrent de coopérer avec eux, et opposèrent une résistance active à leur présence sur leurs terres. Les guerres qu'ils menèrent contre eux sont trop nombreuses et trop diverses pour être énumérées ici. Nous nous contenterons d'en mentionner quelques-unes à titre d'exemples.

Les Bari furent les premiers à saisir toutes les occasions pour se dresser contre les envahisseurs. En 1854, ils attaquèrent une mission commerciale française, tuèrent deux de ses membres et en blessèrent plusieurs autres. Peu après, une autre bataille extrêmement violente eut lieu entre quatre à cinq mille Bari et une autre mission commerciale conduite par Vaudeny, vice-consul de Sardaigne. Vaudeny, son adjoint turc et beaucoup de ses hommes furent tués. Les chefs bari qui se montraient tant soit peu enclins à collaborer avec ces intrus furent également attaqués. Tel fut notamment le cas du chef Nyagilo, dont l'autorité fut sapée et les biens détruits. Il s'enfuit

25. R. Gray, 1970, p. 76-78.
26. J. Frost, 1974, p. 216.



14.4. *Navires marchands de Khartoum sur un affluent du Baḥr al-Ghazāl dans le nord du pays dinka.*
[*Source :* G. Schweinfurth, *The Heart of Africa*, 1873, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]



14.5. *La* zeriba *d'un marchand à Mvolo, avec un établissement dinka hors ses murs.*
[*Source :* G. Schweinfurth, *The Heart of Africa*, 1873, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

à Gondokoro, mais y fut pourchassé et tué en 1859 par des groupes de jeunes Bari armés[27].

Les négociants furent repoussés vers l'est, où ils se heurtèrent à l'hostilité des Lokoya. En 1860, après une attaque contre cinq étrangers, les négociants envoyèrent une force de 150 soldats, dont 120 furent tués et les autres grièvement blessés par les Lokoya[28].

Les Shilluk du Nord opposèrent tout autant de résistance aux négociants dans la région du Nil Blanc. Toutefois, les immigrants qui arrivaient dans le nord de la région shilluk en général, et à Kaka en particulier, n'étaient pas tous des marchands. Beaucoup étaient des réfugiés fuyant la domination turque. Dans la période comprise entre 1840 et 1860, « un afflux régulier de réfugiés provenant des territoires turco-égyptiens du Nord arrivait en territoire shilluk. Un grand nombre d'entre eux étaient des Baggara de Salīm ; mais il y avait aussi des mécontents qui venaient de la partie musulmane du Soudan »[29]. Les relations entre immigrants et Shilluk restèrent amicales jusqu'au moment où, en 1860, le *reth* [roi] perdit le contrôle du système commercial qui s'était développé dans son royaume, mais était dominé par des étrangers.

En 1860, le *reth* Kwatker expulsa de nombreux marchands arabes de son royaume. Muḥammad al-Khāyr répliqua en attaquant les Shilluk avec une cavalerie de 200 Baggara, plus de 1 000 hommes armés de fusils et treize bateaux. Fachoda, la capitale royale, fut détruite. John et Kate Petherick, qui se trouvaient dans la région à cette époque, nous ont laissé un témoignage direct des suites de cette attaque. D'après eux, en 1862, la région shilluk, entre l'île d'Aba et l'embouchure du Sobat, était « complètement désorganisée », et « les Shilluk, autrefois puissants, avaient été complètement éparpillés »[30]. Kate Petherick a noté dans son journal : « Avons traversé un ancien village shilluk en ruines appelé Kaka ; il y avait au moins 600 *tookuls* abandonnés. L'année dernière, les habitants ont été chassés de chez eux. C'était un peuple industrieux qui cultivait beaucoup de céréales[31]. » Plus tard, ils virent une des expéditions d'al-Khāyr, qui avait capturé 500 esclaves et 12 000 têtes de bétail[32].

Les Shilluk décidèrent de contre-attaquer. Une expédition de pillards d'al-Khāyr fut repoussée, et soixante-dix de ses Baggara environ furent tués. En 1863, les Shilluk forcèrent les marchands à se retirer dans l'intérieur des terres, et al-Khāyr fut pourchassé et tué. Les rapports entre les Shilluk et le gouverneur turc se sont rapidement détériorés. Les Shilluk devaient payer de lourds impôts en bétail et fournir des esclaves pour grossir les rangs de la garnison soudanaise.

En 1868, ce conflit endémique était devenu une vraie guerre. En novembre de cette année-là, un corps expéditionnaire de 2 000 soldats, chargé de

27. R. Gray, 1970, p. 44.
28. *Ibid.*, p. 56.
29. P. Mercer, 1971, p. 420.
30. J. et K. Petherick, 1869, vol. 1, p. 990.
31. *Ibid.*, p. 96.
32. *Ibid.*, p. 97.

14.6. *Un village shilluk après une razzia d'esclaves*.
[*Source :* J. et K. Petherick, *Travels in Central Africa*, 1869, Tinsley Brothers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

soumettre les Shilluk, rencontra une résistance farouche et n'obtint aucun résultat concluant. L'administration décida de prélever un tribut annuel de 15 000 livres sur les Shilluk et les Jieng, ce qui provoqua un profond ressentiment dans tout le pays. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement du khédive décida, en 1871, d'étendre la culture du coton dans le Soudan méridional. En 1874, 5 000 à 6 000 hectares de coton, de canne à sucre et de maïs étaient cultivés dans la région de Fachoda. Cette activité agricole, qui rapporta au gouvernement étranger 300 000 livres de taxes sur le coton cette année-là, exigeait le recours au travail forcé[33].

Les Shilluk se rebellèrent. Quatre-vingt-dix soldats gouvernementaux furent tués, et il fallut envoyer d'urgence des renforts de Khartoum pour mater la rébellion ; mais les Shilluk étaient désormais décidés à se battre pour leur liberté. Le *reth* Ajang refusa de collaborer, et les Arabes l'assassinèrent en 1874, puis essayèrent de gouverner sans roi. L'année suivante, en octobre, des milliers de Shilluk attaquèrent les postes gouvernementaux de Kaka et de Fachoda. À Kaka, quatorze soldats seulement survécurent. En 1876, de nouveaux renforts arrivèrent de Khartoum, équipés de fusils Remington. Des milliers de Shilluk furent massacrés, et, en avril, la zone comprise entre Kaka et Fachoda fut jugée « pacifiée ». Les Shilluk furent désarmés et un

33. J. Frost, 1974, pour la plupart des renseignements contenus dans ce paragraphe.

grand nombre d'entre eux enrôlés dans l'armée et envoyés au Caire. Pour comble d'affront, Fachoda fut transformée en marché d'esclaves où les forces gouvernementales vendaient aux Djallāba[34] les esclaves qu'elles capturaient, afin de rassembler le tribut annuel de 12 500 livres. La population shilluk et son cheptel bovin diminuaient rapidement. Il ne faut pas s'étonner que la dot, qui était habituellement de vingt à trente vaches, ait été ramenée à une vache entre 1860 et 1900.

Un grand nombre de populations du Soudan méridional, faibles et sans défense, ne purent opposer qu'une résistance médiocre, sinon vaine, aux razzias des négriers; beaucoup d'hommes furent réduits en esclavage ou tués dans les combats, « de sorte que plusieurs groupes disparurent presque complètement en tant qu'entités politiques ou sociales »[35]. Les Jieng et les Noath étaient sans doute les plus capables de se protéger des razzias en se retirant avec leurs troupeaux dans des marécages inaccessibles. Habitués à la guerre, ils infligèrent souvent de graves défaites aux agresseurs.

Plus au sud, les Zande purent aussi, sous la conduite de la fière et aristocratique dynastie des Avungara, qui avait fondé un État centralisé au XVIIIe siècle, s'opposer aux assauts des négriers. Un des chefs zande, Ndoruma, réussit même à conquérir une *zeriba* [enclos] que le négrier Abū Ḳurūn avait installé dans son pays. Par la suite, en 1870, il infligea une défaite à une force ennemie de 2 000 hommes, tua Abū Ḳurūn et plusieurs de ses hommes, et confisqua une centaine de chargements de munitions[36].

Aucun des deux successeurs immédiats de Muḥammad ʿAlī, Abbās et Saʿīd (1848-1863), ne voulut rivaliser avec lui en matière d'aventures étrangères; mais l'ambitieux khédive Ismāʿīl (1863-1879) « poursuivit une politique d'expansion dans toutes les directions, mais surtout dans la haute vallée du Nil et, de là, dans le vaste arrière-pays du Soudan méridional »[37]. En soumettant les négociants européens déjà affaiblis à des impôts et à des mesures discriminatoires, Ismāʿīl parvint peu à peu à mettre le commerce nilotique sous l'emprise des Turcs. En 1867, les négociants européens furent obligés de quitter le Soudan, et ils ne jouèrent plus, dès lors, aucun rôle dans la vie commerciale, qui tomba sous la coupe des Turcs et des Arabes venus d'Égypte et du Soudan septentrional. Libéré de toute influence européenne à l'échelon local, Ismāʿīl remonta le Nil pour se tailler un empire africain. L'abolition de l'esclavage et de la traite servit de justification à cette expansion impérialiste[38].

Cette tentative d'annexion de l'Équatoria par les Turcs se déroula sous le commandement de deux officiers britanniques: Samuel Baker (1869-1873) et Charles George Gordon (1874-1876 et 1877-1879). N'hésitant pas à recourir à la violence et extrêmement bien équipés, Baker et Gordon furent malgré cela incapables d'étendre l'administration turque en Équatoria, au-delà de

34. Sur les *Djallāba*, voir ci-après p. 411.
35. R. O. Collins, 1975, p. 18.
36. R. Gray, 1970, p. 64-65.
37. R. O. Collins, 1975, p. 19.
38. Pour une étude sur l'esclavage et la traite, voir M. F. Shukri, 1937; A. I. M. Ali, 1972, et B. K. Ḥumayda, 1973, p. 254-316.

14.7. *Un musicien zande.*
[*Source:* G. Schweinfurth, *The Heart of Africa*, 1873, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

quelques avant-postes épars. Occupant les fonctions de gouverneur général du Soudan (1877-1879), Gordon lui-même finit par renoncer à faire progresser la domination turque en Équatoria. Son successeur, l'Allemand Edouard Cari Oscar Theodor Schnitzer (1840-1892), connu sous le nom d'Amīn Pacha, n'hérita que d'une présence turque affaiblie et désorganisée, si bien qu'il fut, par la suite, forcé de mettre un terme à celle-ci, et de se replier sur la côte en 1889[39].

Les tentatives de Baker pour s'assurer le concours des Africains furent vaines, car la tradition de la résistance aux étrangers était déjà profondément ancrée dans le Sud. Aussitôt après son arrivée à Gondokoro en 1874, Baker se heurta à l'hostilité déclarée des Bari et de leur chef Alloron. Ils refusèrent de lui vendre du blé et détruisirent les récoltes de ses hommes. Les Bari Beliman et les Lokoya, qui étaient cependant rivaux d'Alloron, participèrent à ces opérations[40]. Les Bari Moogie tuèrent vingt-huit soldats, harcelèrent les caravanes qui passaient sur leur territoire, et leurs voisins de la rive occidentale, suivant leur exemple, adoptèrent eux aussi une attitude hostile.

Baker remonta le Nil jusqu'à Patiko, dans l'Acholi, au nord de l'Ouganda, où il transforma tous les comptoirs de la région en postes gouvernementaux, et enrôla, dans les forces gouvernementales, de nombreux mercenaires danaḳla (ou Dongolawi, comme les appelait généralement la population locale, car une grande partie d'entre eux étaient originaires de la région de Dongola) qui étaient au service des marchands arabes. Il était donc difficile aux autochtones de distinguer les marchands de Khartoum du gouvernement turc. Baker se dirigea ensuite rapidement vers l'ouest, dans le Bunyoro, où il espérait obtenir l'appui de Kabarega; mais il fut une fois de plus déçu, et on a même dit que Kabarega aurait projeté d'empoisonner tout le corps expéditionnaire. Au prix de grandes difficultés, Baker finit par se replier sur Patiko, en août 1872[41].

En 1873, Gordon fut promu et nommé gouverneur général de la province d'Équatoria, pour consolider les acquis de Baker. Il avait pour mandat de construire des forts, d'ouvrir des voies de communication vers le sud, d'établir de bonnes relations avec les populations locales et de les administrer efficacement, et, enfin, de réglementer le commerce d'esclaves dans le Soudan méridional[42].

Après s'être soumis dans un premier temps à Gordon par tactique, les Bari Moogie ouvrirent de nouveau les hostilités, et, pendant plus d'une semaine, des combats se déroulèrent sur les deux rives. Le point culminant fut une bataille au cours de laquelle les Moogie anéantirent un détachement de plus de quarante hommes, avec son chef, Linant de Bellefonds, et ne laissèrent que quatre survivants. Si le fleuve n'avait pas empêché les Moogie

39. Pour la carrière d'Amīn Pacha, voir I. R. Smith, 1972.
40. R. Gray, 1970, p. 96.
41. S. W. Baker, 1879, p. 272-273; R. Gray, 1975, p. 84-104; N. Shuqayr, 1967, p. 562.
42. Voir P. Crabites, 1933, p. 28-30.

d'exploiter ce succès, toutes les forces de Gordon auraient sans doute été détruites[43].

La progression de Gordon vers le sud, dans les royaumes équatoriaux, se solda également par un échec. Loin de reconnaître la souveraineté turque sur son royaume, comme Gordon l'avait naïvement espéré, Mutesa du Buganda mobilisa une puissante armée contre les envahisseurs. En Mutesa, Gordon trouva « un dirigeant africain qui alliait la sagesse politique, héréditaire d'une ancienne dynastie solidement établie, à un sens remarquablement aigu du rôle que la diplomatie et la ruse pouvaient jouer dans la sauvegarde de l'indépendance de son pays »[44]. Les envoyés, apparemment amicaux, dépêchés à la rencontre de Gordon étaient en réalité des espions qui devaient donner des renseignements sur les forces et les mouvements de l'ennemi. Nūr Bey, chargé par Gordon d'annexer le Buganda, découvrit rapidement que le rusé Mutesa l'avait acculé dans sa capitale de Rubaga, où il se trouvait complètement réduit à l'impuissance et tributaire, pour sa survie, du bon vouloir de Mutesa. En 1876, Gordon fut donc obligé d'ordonner un repli immédiat vers le nord, à Lado. Par la suite, les Jieng et les Noath, sous la direction d'un prophète nommé Donluly, assiégèrent la garnison gouvernementale de Bor. En 1885, le chef bari Bego extermina cette garnison, puis attaqua Lado et Rejaf[45]. Cela signifiait que l'avance turque en Équatoria avait alors virtuellement pris fin ; et ce, dans des conditions désastreuses.

Les Turcs, au cours de leur campagne coloniale dans le Baḥr al-Ghazāl, s'étaient heurtés au plus grand négrier de la région, al-Zubayr Raḥama Manṣūr[46] un Soudanais du Nord qui s'était taillé là un vaste empire commercial. Il repoussa une expédition gouvernementale et en tua le chef, en 1872. Mis devant ce fait accompli, le khédive Ismāʿīl reconnut officiellement al-Zubayr comme gouverneur du Baḥr al-Ghazāl ; mais l'aventureux al-Zubayr, par-delà les frontières du Baḥr al-Ghazāl, visait le Dārfūr, source encore inexploitée d'esclaves. Ayant mobilisé l'armée et la population fūr, le sultan Ibrāhīm opposa une vaillante résistance aux envahisseurs ; mais il fut finalement vaincu et tué à la bataille de Manwāshī, en 1874 ; et le Dārfūr fut ainsi annexé aux possessions turques[47].

Bien que le khédive Ismāʿīl eût, par la suite, arrêté al-Zubayr au Caire et commencé à prendre des mesures pour briser son pouvoir dans le Baḥr al-Ghazāl, les négriers arabes se rallièrent à son fils Sulaymān. Ils proclamèrent leur intention de conquérir la totalité du Soudan méridional, et de marcher ensuite sur Khartoum. Ils finirent cependant par être vaincus.

Néanmoins, les Turcs furent incapables d'établir vraiment leur pouvoir dans le Baḥr al-Ghazāl. Cet échec fut en grande partie imputable à la résistance des populations africaines pour lesquelles les Turcs n'étaient que de

43. R. Gray, 1975, p. 110-111.
44. *Ibid*., p. 117.
45. *Ibid*., p. 161.
46. Pour le récit que Zubayr faisait lui-même de sa carrière, voir N. Shuqayr, 1967, p. 568-599.
47. *Ibid*.

nouveaux colonisateurs dont il fallait se débarrasser une fois pour toutes. En 1883, les chefs jieng coopérèrent activement avec les forces mahdistes pour renverser le régime turc dans le Baḥr al-Ghazāl, étant clairement entendu qu'on les laisserait libres sur leurs terres[48].

L'instauration de l'administration turque avait effectivement mis fin aux grandes razzias d'esclaves au Soudan, notamment dans la région méridionale; mais les nouveaux impérialistes ne parvinrent jamais à persuader les populations africaines d'accepter leur domination. En fait, ils eurent de plus en plus recours à la force pour réprimer les nombreux soulèvements qui se produisirent contre cette domination. Ils tuèrent les chefs et massacrèrent les populations, s'emparant de leur bétail et détruisant leurs récoltes. À l'instar des envahisseurs précédents, les Turcs contribuèrent à la désintégration de la société du Soudan méridional, qui se poursuivit jusqu'à ce que le mouvement de résistance finisse par atteindre son objectif déclaré, qui était de mettre fin au colonialisme turc dans cette région de l'Afrique.

Modernisation et réaction dans le Soudan du XIXe siècle

L'aventure turque au Soudan fut ainsi en grande partie un échec; cependant, on admet généralement que l'histoire du Soudan moderne commence avec la conquête du pays, en 1820-1821. Cette année-là, la défaite de Sennār et du Kordofān établit le noyau de ce qui devait devenir la République démocratique du Soudan. La mainmise turque sur le Soudan septentrional et central fut parachevée, en 1841, par la conquête d'al-Taka — la région du Khūr al-Ḳāsh et des monts de la mer Rouge[49]. C'est pendant le règne du khédive Ismāʿīl que le Dārfūr, l'Équatoria, le Baḥr al-Ghazāl et la côte de la mer Rouge furent intégrés au Soudan moderne. À la veille de la Mahdīyya, le Soudan formait ainsi un immense territoire d'un seul tenant, s'étendant de la deuxième cataracte aux lacs équatoriaux, et de la mer Rouge au Dārfūr[50].

Le régime turc n'avait pas seulement unifié le Soudan dans ses frontières modernes; il y avait, en outre, amorcé un processus de modernisation. Par « modernisation », nous entendons « l'adoption de méthodes d'organisation politico-économique et de techniques de production, de transport et de communications dérivées de celles employées dans les États européens, et qui ont toutes modifié substantiellement les structures de la société traditionnelle antérieure »[51].

Les trois principales innovations techniques de la Turkīyya furent les armes à feu, les bateaux à vapeur et le télégraphe électrique, qui furent introduits au Soudan pendant le règne du khédive Ismāʿīl. Connus au Sou-

48. P. M. Holt, 1970, p. 78-80.
49. *Ibid.*, p. 3.
50. Outre le Soudan proprement dit, le Soudan turc comprenait les districts d'Érythrée et de Somalie.
51. P. M. Holt, 1973, p. 135.

dan au moins dès la seconde moitié du XVIIe siècle, les fusils n'étaient pas d'un usage courant. La supériorité de l'armement des troupes turques fut un facteur déterminant dans l'écrasement de la résistance soudanaise. Les bateaux à vapeur furent d'abord utilisés sur le Nil égyptien vers 1828, mais il fallut attendre une autre génération pour les voir naviguer sur les eaux soudanaises. Dans les années 1860 et 1870, une flotte assez importante y était en service, dont l'entretien était assuré dans un bassin de radoub à Khartoum[52].

Les armes à feu et les bateaux à vapeur jouèrent un rôle capital dans la poussée des impérialistes turcs vers le sud. D'abord timide et hésitante, cette expansion fut ensuite considérablement facilitée par ces deux inventions, qui permirent aux colonisateurs et à leurs collaborateurs soudanais de surmonter les deux principaux obstacles à leur avance dans la région du Nil Blanc, à savoir la résistance opiniâtre des habitants du Sud et l'immense barrière de la région de Sudd qui bloquait à la fois les approches du Nil équatorial et celles du Baḥr al-Ghazāl.

L'ouverture du Sud offrait des possibilités nouvelles à un secteur particulier de la société du Nord, qui devait être connu, par la suite, sous le nom d'al-Djallāba. Quelques commerçants du Nord seulement s'étaient rendus dans le Sud avant la conquête turque ; mais, après celle-ci, ils commencèrent à s'y précipiter en grand nombre, surtout après que le haut Nil et le Baḥr al-Ghazāl leur furent devenus plus accessibles. Partis d'abord comme domestiques ou comme membres des escortes armées de négociants étrangers, ils accédèrent progressivement à des responsabilités et à des pouvoirs accrus. Tout en accélérant le processus d'arabisation et d'islamisation du Sud, les Djallāba, qui recouraient fréquemment à la violence et avaient une attitude méprisante envers les habitants du Sud, suscitèrent sans aucun doute la méfiance et la peur, qui dominent encore les relations entre le nord et le sud du pays.

L'impérialisme turc avait établi au Soudan un nouveau régime administratif, caractérisé par l'oppression, la corruption et l'incompétence ; les administrateurs turcs étaient médiocres ; mais, contrairement aux divers types de gouvernement que le pays avait connus jusqu'alors, c'était un système fortement centralisé. À la tête de l'administration se trouvait normalement un seul gouverneur général qui portait le titre turco-persan de *ḥukumdar* (prononcé *hikimdar* dans la conversation courante)[53]. Même durant les brèves périodes où le poste de gouverneur général fut supprimé, comme en 1843 et en 1882[54], les provinces soudanaises étaient placées sous l'autorité directe d'un service du Caire. On attribua à certains Soudanais, qui collaboraient avec le régime impérialiste, des postes administratifs subalternes ; mais on leur fit clairement

52. R. Hill, 1965, p. 2-5.
53. P. M. Holt, 1970, p. 14.
54. Se rendant compte que l'éloignement de Khartoum par rapport au Caire risquait d'offrir des tentations aux ambitieux, les vice-rois firent ces tentatives de décentralisation pour empêcher une accumulation excessive de pouvoir et d'influence entre les mains d'un gouverneur général.

comprendre qu'ils n'étaient que les agents d'un pouvoir central qui pouvait les nommer et les révoquer à sa guise.

L'armée, notamment l'infanterie régulière (*djihādiyya*)[55] et le progrès des communications, favorisèrent beaucoup l'implantation du régime colonial. Les colonisateurs n'avaient guère construit de routes et de voies ferrées; mais les bateaux à vapeur et les liaisons télégraphiques facilitèrent beaucoup la centralisation. Grâce à ces innovations, les administrateurs turcs réussirent dans l'ensemble à maintenir la sécurité publique, à réprimer l'agitation des Soudanais et, surtout, à soumettre la population à l'impôt.

Les changements dus à la domination impérialiste exercèrent également une grande influence sur la vie religieuse de la société soudanaise du Nord. Les Turcs et les Soudanais étaient les uns et les autres fidèles à l'islam; mais il existait un immense fossé entre l'islam officiel sunnite de l'administration turque et l'islam personnalisé du soufisme autochtone, qui s'était développé depuis la période des Fundj. Au Soudan comme en Égypte et dans l'Empire ottoman en général, le pouvoir eut pour politique de créer un État laïc où les institutions islamiques devaient jouer un rôle aussi réduit que possible. Le soufisme soudanais, dont l'emprise était déjà très forte sur les administrateurs et les administrés, ne pouvait donc manquer d'être en butte à de violentes attaques. L'administration impériale sapa peu à peu le prestige de ses dirigeants, qui comprenaient les prédicateurs héréditaires (*faḳīh*) des ordres soufistes[56]. Elle y réussit principalement en encourageant l'islam orthodoxe. En entretenant la hiérarchie des *ḳāḍī* et des *muftī*, et en favorisant les études des *ʿulamāʾ* soudanais à al-Azhar, les colonisateurs opposèrent aux *faḳīh* un groupe rival « plus orthodoxe, plus tourné vers l'étranger et dépendant plus directement du gouvernement ». À la fin de la première période impériale, le prestige des dirigeants religieux traditionnels avait donc, de ce fait, « considérablement diminué »[57]. Ce fut à vrai dire l'un des principaux facteurs qui les incitèrent à se dresser contre le gouvernement impérial, et à soutenir activement les efforts du Mahdī pour le renverser.

Un afflux croissant d'étrangers, européens et américains, accompagna et contribua à favoriser le processus de modernisation. Alors que très peu d'Européens s'étaient rendus au Soudan avant 1820, la conquête turque ouvrit le pays aux étrangers, qui y vinrent à des titres divers: voyageurs, négociants, missionnaires, experts, consultants et fonctionnaires.

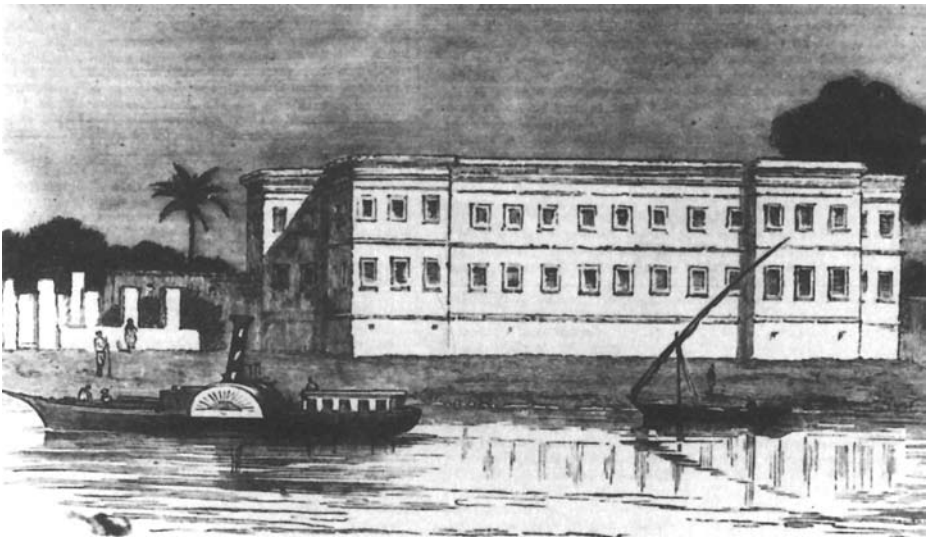
L'entrée rapide de fonctionnaires occidentaux dans l'administration, surtout pendant les dix années qui précédèrent la Mahdīyya, eut des répercussions sur la société soudanaise, tant dans le Nord arabisé que dans le Sud. Éloignés des habitants par la langue, les coutumes et la religion, ils créèrent, par leur présence, des tensions avec les masses soudanaises. Ce recrutement

55. Les habitants du Sud et les Nūba, qui étaient d'ordinaire des descendants d'esclaves, furent enrôlés dans la *djihādiyya*. Aux côtés de celle-ci, on trouvait les irréguliers Shāiḳia, qui avaient en grande partie remplacé les irréguliers étrangers venus au Soudan au moment de la conquête.

56. Au cours de la période des Fundj, les *faḳīh* furent un facteur de stabilité et de continuité plus efficace encore que les sultans et les autres dirigeants politiques.

57. P. M. Holt, 1973, p. 140.

excessif d'Européens à des postes pour lesquels ils n'étaient habituellement pas qualifiés avait d'ailleurs provoqué un tel ressentiment chez les Soudanais que ceux-ci manifestèrent une xénophobie qui se généralisa[58]. L'intention déclarée du Mahdī, qui était de libérer le pays de toute mainmise étrangère et chrétienne, rencontra donc l'appui spontané et enthousiaste des foules.



14.8. *Le renforcement de l'administration et la modernisation turco-égyptiennes : le palais du* hukumdar *à Khartoum et un vapeur à aubes sur le fleuve.*
[*Source :* P. M. Holt et M. Daly, *History of the Sudan*, 1979, Weidenfeld and Nicolson, Londres. *Illustration* : © BBC Hulton Picture Library.]

Conclusion

L'expansion des impérialistes turcs désireux d'exploiter les ressources soudanaises, ainsi que les innovations socio-économiques et technologiques qu'ils avaient introduites, ébranlèrent profondément la société soudanaise traditionnelle, et suscitèrent beaucoup de mécontentement. Cette situation engendra de multiples soulèvements et révoltes. Certaines de ces rébellions constituèrent un grave défi pour les colonisateurs ; mais aucune ne bénéficia d'un soutien populaire assez fort pour pouvoir renverser le gouvernement. Au Soudan, comme ailleurs, le mécontentement ne pouvait à lui seul créer une situation révolutionnaire ; il aurait dû pour cela s'accompagner d'une idéologie révolutionnaire, d'une armée révolutionnaire et, surtout, être dirigé par des chefs révolutionnaires. Ce n'est que lorsque le Mahdī apporta ces éléments,

58. Voir, par exemple, P. Santi et R. Hill (dir. publ.), 1980, p. 145.

en 1885, que les Soudanais se soulevèrent en masse; la révolution mahdiste mit alors fin à la Turkīyya, et donna naissance au Soudan indépendant, qui fut immédiatement confronté à la montée de l'impérialisme britannique. Telle était du moins la situation dans le Soudan septentrional.

Dans le Sud, toutefois, les razzias d'esclaves, les pillages et les rapines se poursuivaient sans relâche. Le gouvernement mahdiste dévastait le Sud pour alimenter en soldats sa propre armée. D'amers souvenirs marquèrent les mémoires, discréditant et les Arabes et l'islam aux yeux des Africains, dans la période postmahdiste. Ce qui avait été une structure de domination socio-économique, dans la vallée du Nil, devint peu à peu une structure de domination raciale, qui donna naissance à une idéologie de résistance raciale chez les Africains du Soudan méridional.

CHAPITRE 15

L'Éthiopie et la Somalie

Robert K. P. Pankhurst
avec quelques notes sur l'histoire de la Somalie
fournies par L. V. Cassanelli

La situation de l'Éthiopie dans les premières décennies du siècle

L'aube du XIXe siècle voit s'ouvrir l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire éthiopienne. L'État chrétien, autrefois centralisé, a été envahi en grande partie par les Oromo (Galla)[1] et se trouve dans une situation de dissolution avancée. Bien que les empereurs conservent encore une souveraineté nominale et maintiennent un semblant d'unité, ils ne sont plus que les jouets des seigneurs féodaux. Ceux-ci sont devenus pratiquement indépendants et se querellent constamment entre eux. Les luttes prennent une telle ampleur que plusieurs provinces, y compris le Bagemder, emplacement de la capitale, sont gravement appauvries. De nombreux paysans, victimes des exactions des soldats, fuient leurs fermes et se mettent au service de tel ou tel seigneur; d'autres se livrent au brigandage. L'agriculture est négligée, et les caravanes sont plus petites et moins fréquentes qu'autrefois. La population de Gondar — la seule agglomération urbaine d'une certaine importance — a beaucoup diminué, et il y a moins de demande pour les produits artisanaux; le déclin du patronage royal conduit à la réduction des

1. Cet important groupe ethnique était traditionnellement désigné par ses voisins amhara par le terme de *Galla*, terme également utilisé dans les sources écrites de la période qui nous concerne, mais qui a parfois été employé localement avec une connotation péjorative. Depuis quelques années, on préfère employer le terme autochtone *Oromo*, qui tend à être favorisé par les générations cultivées modernes.

commandes d'œuvres d'art. La désorganisation de la vie économique, politique et sociale cause une profonde impression sur les chroniqueurs éthiopiens. Abandonnant les flatteries traditionnelles destinées à l'empereur, ils déversent leurs louanges sur les seigneurs, tout en ne pouvant s'empêcher de regretter l'ancienne grandeur impériale. Un scribe, Abagaz Sa'una, écrivant en ge'ez, le langage sémitique littéraire traditionnel, se lamente de ce que le pouvoir ait été usurpé par des parvenus : les seigneurs « sont devenus des serfs et les serfs des seigneurs ». Observant qu'il y a à présent quatre monarques vivants privés d'autorité, il s'exclame qu'ils ont été « dispersés comme de la poussière à la face du vent. Malheur à moi ! Mon estomac est inquiet et mes intestins déchirés parce que vous êtes maltraités, ô mes seigneurs. En quoi cela profite-t-il au royaume qui a été dépecé par les mains des serfs ? »[2].

Le déclin de l'autorité impériale et le triomphe du féodalisme régional ont amené les historiens éthiopiens à appeler cette époque la période des Masafent [3], littéralement « juges » — allusion à cette époque du Livre des Juges où « il n'y avait pas de roi d'Israël : chaque homme faisait ce qui lui semblait juste à ses propres yeux »[4].

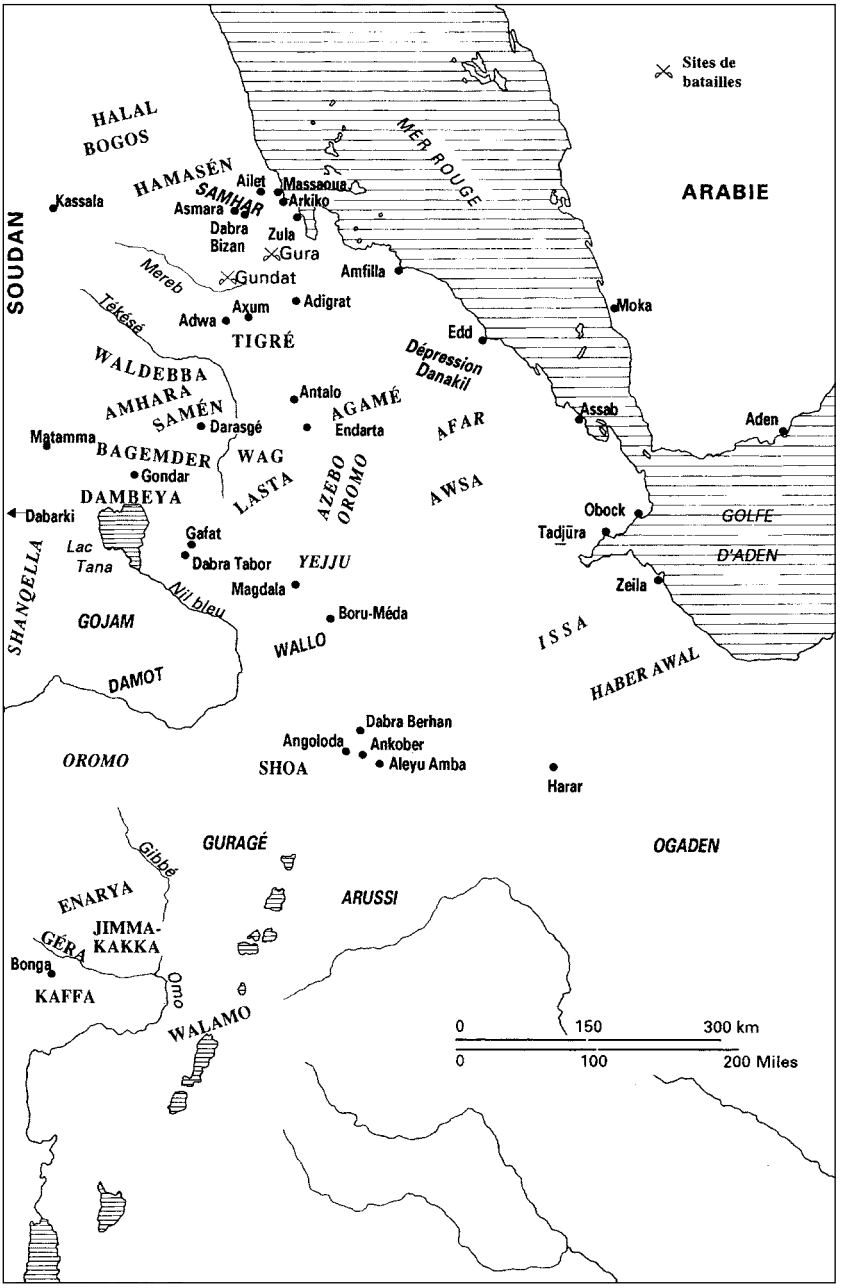
Les hauts plateaux chrétiens

Les hauts plateaux chrétiens, noyau de l'empire, étaient maintenant divisés en trois États indépendants, Tigré, Amhara et Shoa, auxquels s'ajoutaient d'autres unités politiques plus réduites.

Le Tigré, centre de l'ancien royaume axumite, était la région la plus septentrionale et la plus puissante. La population, essentiellement chrétienne, mais avec une importante minorité musulmane à l'est et au sud, parlait une langue sémitique, le tigrinya. Les maîtres de la province, grâce à la proximité de la côte, s'étaient considérablement enrichis avec les taxes sur le commerce, et, par conséquent, on trouvait au Tigré beaucoup plus d'armes à feu que dans les autres régions.

La province était contrôlée, au début du siècle, par Ras Walda Sellasé (1795-1816) d'Endarta, important district donnant sur les Afar, ou Danakil, la dépression dont l'Éthiopie tirait l'*amolé*, les barres de sel gemme utilisées pour la consommation et comme « monnaie primitive »[5]. Ce chef, autrefois *balgada*, ou fonctionnaire chargé des caravanes de sel, était le fils d'un général de Ras Mika él Sehul, seigneur du Tigré qui avait été, au siècle précédent, le maître de Gondar et un faiseur et défaiseur de rois. Ras Walda Sellasé, presque aussi puissant que l'ancien maître de son père, dominait un vaste territoire allant de la bordure des hauts plateaux (d'où l'on voyait la mer Rouge) jusqu'aux hautes montagnes de Samén, situées à moins de cent kilomètres de Gondar. Walda Sellasé, qui gouvernait conformément

2. W. Blundell, 1922, p. 187-188, 191, 470-471, 477.
3. G. Guèbrè Sellasié, 1930-1932, vol. I, p. 204.
4. Juges XXI, 25. Voir E. Ullendorff, 1960, p. 82.
5. R. K. P. Pankhurst, 1968, p. 460-464.



15.1. *L'Éthiopie au début du XIXe siècle* (d'après R. K. P. Pankhurst).

à une coutume depuis longtemps établie, impressionna le voyageur anglais Henry Sait, qui nota que le chef se « distinguait […] par son intrépidité et sa fermeté ». Il ajoutait : « Tous les crimes, tous les différends, toutes les querelles, quelle que soit l'importance ou l'insignifiance de leur nature, lui sont référés ; tous les droits d'héritage sont décidés selon sa volonté, et il mène la plupart des guerres directement en personne[6]. » Walda Sellasé, le chef le plus puissant du pays, voulait secouer la tutelle nominale de l'empereur Yejju de la dynastie des Oromo qui contrôlait alors l'Amhara ; il chercha à rallier les nobles du Tigré dans ce but. En tant que maître d'une région située près de la côte, il s'intéressait en outre à l'accès à la mer et, grâce à celui-ci, aux pays d'Europe techniquement plus avancés. Il exprima son « très vif désir », rapporte Sait, d'encourager les contacts avec l'Angleterre, mais expliqua qu'il serait « inutile » d'« interférer » avec les musulmans sur la côte, aussi longtemps que ceux-ci auraient le contrôle de la mer Rouge[7]. Il écrivit à George III d'Angleterre en 1810 pour lui demander des armes à feu et de l'aide en vue d'obtenir un *abuna* (ou métropolitain), car c'était une coutume profondément enracinée en Éthiopie que d'importer de tels ecclésiastiques du clergé copte d'Égypte.

La mort de Walda Sellasé, en 1816, fut suivie d'âpres luttes pour sa succession. Le vainqueur final fut Dajazmach Sabagadis (1822-1831) d'Agamé, autre importante province située sur la route de la dépression saline, qui envoya le serviteur de Sait, William Coffin, en Angleterre en 1827 avec une demande d'aide militaire et technique. Les Anglais expédièrent un convoi d'armes, mais celui-ci fut intercepté par les Égyptiens au port de Massaoua (Massawa). Sabagadis combattit ensuite les Yejju, mais fut capturé et exécuté. Ras Webé (1839-1855) de Samén parvint, après de longues luttes, à prendre le contrôle du Tigré et, plus tard, malgré de nombreuses rébellions, des hauts plateaux jusqu'à Gondar. Sensible à l'importance des contacts avec l'étranger, il obtint une petite quantité d'armes à feu et des techniciens de la France. Proclamant son intention d'installer comme empereur à Gondar un prétendant appelé Takla Giyorgis, il marcha contre Ras ʿAlī, le maître yejju de Bagemder, auquel il livra bataille près de la future capitale, Dabra Tabor, en 1842. Les tireurs de Webé gagnèrent la bataille, mais le chef victorieux fut capturé alors qu'il célébrait son succès militaire. Il fut relâché après paiement d'une rançon, et s'en retourna au Tigré. Il entra de nouveau en conflit avec Ras ʿAlī en 1843 et 1844 mais, devant faire face à une révolte dans le Tigré et à la prise de Massaoua par l'Égypte, dut se soumettre au chef yejju. Malgré ces échecs, il resta l'un des chefs les plus puissants et les plus éclairés de l'Éthiopie[8].

Amhara, la seconde division importante de l'empire, est située au nord-ouest. Sa population, essentiellement chrétienne (quoique comportant un nombre important de musulmans) parlait l'amharique, la plus répandue des

6. H. Salt, 1814, p. 325-328-330. Voir aussi J. Kolmodin, 1912-1915, p. 97-98.
7. H. Salt, 1814, p. 383-384.
8. Pour une brève histoire contemporaine du Tigré, voir M. Parkyns, 1854, vol. II, p. 88-120. Voir aussi C. Conti Rossini, 1947, et, à propos de Webé, J. Kolmodin, 1912-1915, p. 110, 116-117, 119-120.

15.2. *Dajazmach Webé du Tigré.*
[*Source :* T. Lefebvre, *Voyage en Abyssinie*, 1845-1849, Paris. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

langues sémitiques d'Éthiopie. La région était centrée autour de la riche province de Bagemder, dont les maîtres contrôlaient parfois Dambeya et le Gojam au sud. Amhara tirait une grande partie de son importance du fait

qu'elle contrôlait la capitale impériale, Gondar, située loin de la côte. Cependant, les maîtres d'Amhara dépendaient, pour leur approvisionnement en armes à feu, des convois passant par le Soudan et le Tigré, dont les maîtres ne favorisaient pas le transit.

Au début du siècle, Amhara était dirigée par Aligaz Gwangui (1788-1803), le frère d'ʿAlī Gwangui, un musulman oromo yajju qui s'était converti au christianisme pour des raisons politiques, mais qui était soutenu par les musulmans. À Aligaz succéda son neveu Gugsa Mersa (1803-1825), qui établit sa capitale à Dabra Tabor, étendit ses possessions jusqu'à l'est du Gojam et tenta de détruire le pouvoir de la noblesse en proclamant la nationalisation de ses terres[9]. Dans les décennies suivantes, l'islam gagna constamment du terrain. Le fils de Gugsa, Ras Yeman, lui succéda (1825-1828) et se rangea du côté des musulmans contre les chrétiens, tandis que le neveu de Yeman, ʿAlī Alula (1831-1853) partagea le pouvoir avec sa mère, l'impératrice Manan, une musulmane convertie au christianisme, dont plusieurs des proches parents musulmans devinrent des gouverneurs de province. Le pèlerinage sur la tombe du conquérant musulman Aḥmad Gragn (XVIe siècle) fut remis à l'honneur[10].

Au sud d'Amhara, isolé par le lac Tana et le coude de l'Abbay (Nil Bleu), se trouvait le Gojam, province virtuellement indépendante dont la population parlait l'amharique et était presque entièrement chrétienne. La région avait été unifiée vers la fin du XVIIIe siècle par Ras Haylu (mort en 1784-1785), dont les descendants menèrent entre eux de longues luttes. Son fils, Ras Mared (mort en 1821), fut défié par Dajazmach Zawdé, un Oromo de Damot qui avait épousé sa sœur; et le conflit fut repris par leurs fils et leurs petits-fils respectifs. Ces rivalités favorisèrent la dynastie des Yajju, car les princes gojamé de la province, comme le souligne un spécialiste moderne, « n'étaient pas de taille » devant les Yejju; ceux-ci, par ailleurs, n'arrivèrent jamais à chasser les Gojamé ou à maintenir au pouvoir des hommes imposés de l'extérieur[11].

Shoa, la troisième grande division de l'empire, était située dans le Sud-Est. Ses hauts plateaux centraux étaient principalement peuplés par des chrétiens parlant l'amharique, tandis que le Sud et l'Ouest étaient occupés par des Oromo traditionalistes et des musulmans, avec les Afar musulmans à l'est. La province avait été isolée par l'expansion des Oromo, ce qui avait permis à ses maîtres de devenir indépendants de leurs suzerains de Gondar. Le Shoa, bien que relié à cette ville par une route commerciale, avait en fait des relations économiques plus importantes — par les Afar et les basses terres de Somalie — avec les ports du golfe d'Aden, Tadjūra et Zeila, ainsi qu'avec la ville-marché de Harar. C'est par ces routes que les dirigeants successifs du Shoa obtinrent une quantité réduite, mais croissante, d'armes à feu, grâce auxquelles ils soumirent les Oromo voisins, qui manquaient de telles armes. Cette expansion donna à Shoa le contrôle du commerce avec les

9. C. Conti Rossini, 1921; R. K. P. Pankhurst, 1968, p. 137.
10. J. S. Trimingham, 1952, p. 110-111.
11. C. Conti Rossini, 1947; Takla Yasus (s. d.); Fantahun Birhane, 1973, p. 11.

territoires situés plus à l'intérieur, riches en or, en ivoire, en café, en épices et en esclaves.

Depuis la fin du XVII^e siècle, Shoa avait été dirigée par sa propre dynastie[12]. Le premier chef du XIX^e siècle, Asfa Wassan (1775-1808), dont le nom signifiait littéralement « étendre la frontière », installa sa capitale à Ankobar. Il se battit durement pour conquérir les terres oromo, réorganisa le système des impôts et mit fin aux derniers liens de vassalité avec Gondar[13]. Son fils, Wasan Sagad (1808-1813), qui prit le haut titre de *ras*, mena ensuite des expéditions contre les Oromo, et coopéra avec Ras Walda Sellasé (Tigré) lors de raids contre Wallo et Yejju; mais il suivit une politique tolérante et, tout en essayant de christianiser les Oromo et de leur imposer l'amharique, nomma un certain nombre d'entre eux à des postes d'État; il agit de même avec les musulmans[14].

Le fils de Wasan Sagad, Sahla Sellasé (1813-1847), fut le premier potentat du Shoa à se donner le titre de *negus*, ou roi; il prétendit aussi dominer « Yefat, le peuple galla et Gurage ». Résidant en partie à Ankobar et en partie à Angolola, ville récemment prise aux Oromo, il observa une attitude tolérante vis-à-vis des Oromo et des musulmans, et conclut des mariages dynastiques avec eux. Développant un système que l'envoyé anglais, le capitaine W. C. Harris, décrit « comme entièrement féodal »[15], il obtint de plus grandes quantités d'armes à feu que ses prédécesseurs, et empiéta sur les terres fertiles du Sud et de l'Ouest, ce qui lui permit d'attirer des caravanes d'Enarya, Kaffa, Gojam, Damot et d'autres régions[16]. Son besoin d'armes à feu le conduisit à établir des relations avec les puissances étrangères. En 1839, il demanda à un voyageur français, Rochet d'Héricourt, d'obtenir des fusils à Paris, et écrivit à la Compagnie anglaise des Indes orientales: « Dieu m'a donné un bon et vaste royaume, mais les arts et les sciences ne sont pas encore arrivés dans mon pays, comme ils l'ont fait dans le vôtre. Je vous prie donc de bien vouloir m'assister particulièrement en m'envoyant des fusils, des canons et autres choses que je ne possède pas dans mon pays[17]. »

Sahla Selassé reçut des missions diplomatiques de France et d'Angleterre, et signa des traités d'amitié et de commerce avec les deux pays, en 1841 et 1843. Harris, qui apporta au souverain un don d'armes à feu, cite sa réaction: « Avec un peu plus de mousquets, je l'emporterais sur tous mes ennemis[18]. » Sous son règne, le Shoa connut une paix qui contrastait favorablement avec la situation des provinces du Nord, déchirées par la guerre civile. Les paysans, selon les saint-simoniens français E. Combes et M. Tamasier, « n'ont pas à

12. H. Salt, 1814, p. 494-496. Voir aussi R. Perini, 1905, p. 210-211.
13. C. F. X. Rochet d'Héricourt, 1841 p. 212; 1846, p. 243; A. Cecchi, 1886-1887, vol. I, p. 242-243; Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 60-66.
14. C. F. X. Rochet d'Héricourt, 1841, p. 212; 1846, p. 243; A. Cecchi, 1886-1887, vol. I, p. 242-244; Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 67-69; sur l'histoire ancienne de Shoa, voir aussi D. N. Levine, 1965, p. 21-38; V. Stitz, 1974, p. 64-126, 349-350.
15. W. C. Harris, 1844, vol. II, p. 177-178; voir aussi C. Johnston, 1844, vol. II, p. 18; A. Cecchi, 1886-1887, vol. I, p. 244; Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 70-77.
16. India Office Records, Londres, Bombay Secret Proceedings, 2060 G, parag. 23, vol. 3, p. 489.
17. C. W. Isenberg et J. L. Krapf, 1843, p. 251.
18. India Office Records, Londres, Bombay Secret Proceedings, vol. 3, p. 489; C. W. Harris, 1844.

craindre le pillage des soldats », et se consacrent « avec une énergie redoublée à la culture de leurs terres, certains de récolter après avoir semé »[19]. La mort de Sahla Sellasé, comme celle de plusieurs de ses prédécesseurs, fut cependant suivie d'un grand soulèvement oromo, difficilement réprimé par son fils Hayla Malakot (1847-1855), monarque faible dont le règne connut de nombreux désordres[20].

15.3. *Le roi Sahla Sellasé de Shoa.*
[*Source :* T. Lefebvre, *Voyage en Abyssinie*, 1845-1849, Paris. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

Le port de Massaoua

Aux confins de l'empire, la région était également divisée, et de nombreuses zones étaient déchirées par des conflits interethniques. Massaoua, île située au large de la côte de la mer Rouge, accueillait avec le port proche d'Arkiko (situé sur la terre ferme) la majeure partie du commerce de l'Éthiopie septentrionale[21] et constituait une unité culturelle distincte. Les habitants, comme ceux de la plaine voisine de Samhar, étaient des musulmans qui parlaient le tigré, langue sémitique apparentée au geʿez ; les contacts avec l'Arabie avaient aussi répandu l'usage de l'arabe, mais la présence des marchands et des soldats de nombreuses races produisait une véritable Babel de langues. La zone était le théâtre de conflits entre quatre pouvoirs principaux : tout d'abord, l'Empire ottoman, qui s'était emparé de Massaoua en 1557 et y avait installé une garnison dont les descendants constituaient une

19. E. Combes et M. Tamasier, 1938, vol. II, p. 346.
20. A. Cecchi, 1886-1887, vol. I, p. 250-256 ; Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 77-84.
21. R. K. P. Pankhurst, 1961, p. 339-346 ; 1968, p. 357-391.

petite, mais puissante force d'occupation ; en second lieu, l'Égypte, dont les dirigeants avaient usurpé ou acquis la souveraineté sur la ville au nom de l'État ottoman ; en troisième lieu, une famille aristocratique locale, qui descendait des troupes ottomanes et des autochtones, les Belaw, et qui vivait à Arkiko et avait à sa tête le *na'ib*, littéralement « représentant », lequel n'était nominalement chargé que de la côte, mais exerçait une domination de fait sur Massaoua, qui dépendait de lui pour l'eau potable et tout son commerce ; en quatrième lieu, les gouverneurs du Tigré, qui, considérant les ports comme indispensables pour l'accès à la mer, affirmaient leurs droits historiques sur ceux-ci ; mais, tout en dominant le commerce de l'intérieur, ils n'entreprenaient que des actions intermittentes pour faire valoir ces droits.

Le contrôle effectif des ports, au début du siècle, était partagé entre la garnison turque et le *na'ib*, qui, en l'absence d'un gouverneur ottoman, s'était consacré *de facto* chef de Massaoua et disait que « la porte d'Habash était sienne »[22]. De telles prétentions furent fort mal vues par Walda Sellasé du Tigré, qui exprima « un vif mécontentement », envoya une expédition militaire contre le *na'ib*, et aurait « coupé toutes les communications » si ce dernier ne l'avait pas « apaisé »[23]. Pour briser le pouvoir du *na'ib*, un noble britannique, lord Valentia, défendit l'idée de l'acquisition par son gouvernement d'une île dans la baie proche de Zula, mais ce plan ne donna pas de résultats[24].

La domination du *na'ib* prit fin en 1813-1814 quand Muḥammad ʿAlī d'Égypte s'empara de Massaoua au nom des Ottomans. Son fils, le guerrier Ibrāhīm, fut nommé par la Grande Porte gouverneur du Ḥedjāz et d'Abyssinie, mais la dernière partie de ce titre — qui exprimait bien les ambitions de Muḥammad ʿAlī — était une fiction : le rôle de l'Égypte se limitait à l'île, et même ainsi restait presque symbolique. En 1826, le *na'ib*, utilisant son contrôle sur les approvisionnements en eau de Massaoua, força les intrus à se retirer et, malgré le maintien d'une garnison, domina de nouveau la région[25]. L'évacuation égyptienne réveilla l'intérêt des Éthiopiens. Sabagadis du Tigré demanda au roi d'Angleterre George IV de « s'emparer du port de Mussowa, de nous le donner ou de le garder »[26] ; mais le gouvernement britannique refusa.

Muḥammad ʿAlī s'empara de nouveau de Massaoua en 1833, mais dut l'évacuer en 1841. À peu près à cette époque, Webé du Tigré envoya une ambassade au roi de France Louis-Philippe, lui offrant la baie proche d'Amfilla en échange d'armes à feu et d'un soutien pour ses revendications sur la côte ; mais les Français refusèrent de coopérer à cette entreprise[27]. Le *na'ib* profita de la défaite de Webé à Dabra Tabor, en 1842, pour empiéter

22. G. Valentia, 1811, vol. III, p. 252.
23. *Ibid*., vol. III, p. 40.
24. *Ibid*., vol. III, p. 261-278.
25. R. K. P. Pankhurst, 1964*b*, p. 38-39.
26. Public Record Office, Kew, England, FO 1/2.
27. T. Lefèbvre, 1845-1854, vol. I, p. 103-104 ; Public Record Office, Kew, England, FO 1/3.

sur le district d'Hamasén, sur quoi Webé mena une razzia dans la plaine de Samhar en 1843-1844. Deux ans plus tard, il offrit au gouvernement français Arkiko ; mais sa proposition fut également refusée. Muḥammad ʿAlī reprit le contrôle de Massaoua en 1846 et dut, en revanche, payer aux Turcs une somme annuelle de 20 000 dollars de Marie-Thérèse. L'année suivante, ses soldats occupèrent l'île ; peu après, ils attaquèrent Arkiko, la brûlèrent de fond en comble, et construisirent un fort sur la terre ferme. Le *na'ib* devint leur jouet. Décidé à établir son contrôle sur toute la région, Muḥammad ʿAlī exigea de tous les chefs côtiers, jusqu'au port somalien de Berbera, qu'ils se soumettent à lui. Webé, furieux, envoya de nouveau une armée dans la plaine de Samhar en 1843. Ses hommes pillèrent Arkiko, mais ne purent s'emparer de Massaoua et durent se retirer. Webé adressa un appel dramatique à la reine Victoria, dans lequel il affirmait que ses prédécesseurs avaient autrefois « gouverné toute la côte de la mer Rouge » et lui demandait d'empêcher ses ennemis « de prendre pied sur la terre ferme »[28] ; mais les Britanniques refusèrent de le soutenir. Son expédition, cependant, montra l'intérêt que le Tigré portait pour la côte, et révéla qu'une autre intervention était probable si les Égyptiens essayaient d'empiéter sur les terres de l'intérieur.

Les basses terres de l'Afar

Au sud-est de Massaoua, les basses terres arides étaient occupées par les Afar, peuple nomade de langue kushitique et dominé, au début du siècle, par le sultanat d'Awsa. Établi un siècle auparavant, quand les Asaimara, ou Afar « rouges », s'installèrent dans la plaine fertile de l'Awsa, le sultanat était dirigé par le sultan Ijdahis, dont les principaux rivaux étaient les Adoimara, ou Afar « blancs », au sud. Sa mort, survenue en 1810, provoqua une confusion qui permit aux Adoimara de piller Awsa et de forcer son successeur à partager le pouvoir avec eux. Leur force croissante fut renforcée par l'essor du Shoa, dont le commerce en expansion amena la création du port de Tadjūra[29].

La côte danakil acquit un intérêt international après l'occupation d'Aden par les Britanniques en 1839. L'année suivante, un fonctionnaire de la Compagnie anglaise des Indes orientales, le capitaine Moresby, acheta au sultan de Tadjūra pour « dix sacs de riz » une île située au large de la côte. Le chef signa également un document s'engageant « à respecter et à considérer en tous temps l'avis amical » des Britanniques, et « de ne conclure aucun traité ou alliance avec aucune autre nation ou personne européenne » sans l'approbation britannique[30]. Deux Français, Combes et Broquand, agissant pour le compte d'une compagnie française, la Société nanto-bordelaise, achetèrent peu après le village côtier d'Edd à son chef local, pour la somme de

28. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 30.
29. M. Abir, 1968, p. 23-24. Voir aussi I. M. Lewis, 1955, p. 155-160.
30. E. Hertslet, 1894, vol. I, p. 275 ; vol. II, p. 382.

1 800 dollars de Marie-Thérèse; ils s'aperçurent ensuite qu'il ne pouvait servir de port, étant donné qu'il était ouvert aux vents[31].

Les Somali et la corne de l'Afrique

Plus à l'est, les basses terres désertes donnant sur la côte du golfe d'Aden étaient habitées par des Somali musulmans qui parlaient une autre langue kushitique et étaient depuis longtemps soumis à l'influence arabe. Zeila, port accueillant le commerce de Shoa, de l'Ogaden et de Harar, dépendait depuis 1630 du port arabe de Moka, que les dirigeants avaient loué à une série d'émirs arabes dont l'autorité dépassait cependant à peine les limites de la ville[32]. Le reste de la bande côtière appartenait à des Somali nomades qui revendiquaient également le contrôle de Berbera, port pratiquement désert qui revivait chaque hiver quand les caravanes de l'intérieur venaient échanger leurs marchandises contre les produits importés par les marchands d'Arabie, du golfe Persique et d'Inde[33]. La foire était si importante qu'un dicton populaire affirmait: «Celui qui commande à Berbera tient la barbe d'Harar dans ses mains[34].»

L'importance de la côte septentrionale de la Somalie fut bien comprise par Muḥammad ʿAlī d'Égypte, qui s'empara de Berbera en 1821, mais dut l'abandonner à cause de la résistance locale. Une dizaine d'années plus tard, les Égyptiens firent une nouvelle tentative dans ce sens, mais durent se retirer en 1841; le gouvernement de Zeila fut alors acheté par un ambitieux marchand somali, Hadjdj ʿAlī Shermerki. Désireux de monopoliser le commerce de la région, il s'empara de Berbera et encouragea les groupes issa de l'intérieur à attaquer les caravanes qui se rendaient à Tadjūra. Son pouvoir croissant éveilla cependant l'inquiétude de l'émir de Harar, qui poussa les Somali haber awal à s'opposer à l'occupation de Berbera. Shermerki réagit en incitant d'autres Somali à couper la route de Berbera et à déposer l'émir; mais les Haber Awal retirèrent leurs hommes du port en 1852. Il essaya d'en faire le blocus, mais les Anglais d'Aden l'obligèrent à abandonner ce projet, et il fut arrêté par les autorités ottomanes à La Mecque en 1855. Zeila fut alors remise à Abū Bakar, un Afar marchand d'esclaves de la région de Tadjūra[35].

La côte de Bender Ziada, sur le golfe d'Aden, à Illig, sur l'océan Indien, faisait partie du sultanat de Majerteyn, dont l'existence remontait peut-être au XV^e^ siècle. Le sultanat, peuplé de semi-nomades, tirait l'essentiel de ses maigres ressources de l'exportation d'encens et de bois aromatiques. Une longue tradition de navigation, le long de cette côte déchiquetée, procurait aux nomades de la région une autre source de revenus. Au XIX^e^ siècle, l'autorité du sultan sur les clans de l'intérieur était tout au plus nominale.

31. P.V. Ferret et J. G. Galinier, 1847-1848, vol. II, p.436-437; R. K. P. Pankhurst, 1966*b*, p.203-218.
32. J. S. Trimingham, 1952, p.97.
33. R. Burton, 1894, vol. I, p.71-74; R. K. P. Pankhurst, 1968, p.421-424.
34. R. Burton, 1894, vol. II, p.28.
35. *Ibid*., vol. I, p.11-15; M. Abir, 1968, p.14-15.

En 1839, le sultan signa à Aden, avec les Britanniques, un traité lui garantissant une rente annuelle en échange de son aide pour protéger les vies et les biens des marins britanniques qui faisaient naufrage au large de la côte[36].

Plus au sud, le Benadir, ou la côte de l'océan Indien habitée par des Somali, était au début du siècle un protectorat d'Oman, qui devint indépendant dans les années 1820, après une intervention de la Compagnie anglaise des Indes orientales; la zone passa ensuite sous le contrôle du sultan de Zanzibar, dont le représentant résidait au port de Brava (Barawa).

Le port de Mogadiscio était pratiquement autonome, ainsi que C. Guillain l'a noté, l'autorité des sultans de Zanzibar, comme leurs douaniers, s'établissant et disparaissant avec la mousson[37]. L'arrière-pays de Mogadiscio était contrôlé par le clan des Geledi, dont les sultans avaient conclu des alliances avec de nombreux autres clans de la région, entre le Shebele et le Juba. Pendant une grande partie du siècle, le commerce de l'ivoire entre Luk (Lugh), sur le cours supérieur du Juba, et Mogadiscio fut régi par ces alliances des Geledi; les sultans des Geledi recevaient aussi un tribut des clans d'agriculteurs installés dans la vallée inférieure du Shebele jusqu'à Brava au sud. Seul le puissant clan des Bimal, dans l'arrière-pays de Merka, était parvenu à résister à l'hégémonie des Geledi[38]. Les sultans de Zanzibar, cependant, devaient se soumettre à l'autorité des dirigeants geledi. Dans le Benadir, le pouvoir était donc partagé selon un équilibre délicat; ainsi, quand le sultan de Zanzibar voulut construire un port à Mogadiscio en 1870, il dut obtenir le consentement du sultan des Geledi, Aḥmad Yūsuf[39].

Il est un événement majeur dont le souvenir est très vivace dans la tradition orale des Somali du Sud: l'apparition du *ḏjihād* de Bardera, mouvement militant de réforme islamique parti de la colonie religieuse de Bardera sur le Juba, à la fin des années 1830. Les membres de ce mouvement voulaient imposer leur version d'une théocratie islamique à la population de la Somalie méridionale et réussirent même à conquérir la ville de Brava, sur la côte, en 1840. En 1843, toutefois, le sultan des Geledi, Yūsuf Muḥammad, après avoir rassemblé ses alliés établis entre les deux fleuves, conduisit une expédition massive contre les réformateurs. La colonie de Bardera fut assiégée et anéantie par le feu et le sultan Yūsuf devint pour un temps le dirigeant le plus puissant de la Somalie méridionale[40]. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, un certain nombre d'ordres islamiques — Ḳadirīyya, Aḥmadiyya et Sāliḥiyya — se mirent à pénétrer dans l'intérieur de la Somalie, et des colonies religieuses se fixèrent dans tout le pays[41].

36. I. M. Lewis, 1965, p. 38; M. Pirone, 1961, p. 66-68, 87-88.
37. C. Guillain, 1856, vol. III, p. 185-186; I. M. Lewis, 1965, p. 37-39.
38. À deux reprises, en 1848 et de nouveau en 1878, les guerriers Bimal tuèrent des sultans Geledi sur le champ de bataille. C. Guillain, 1856, vol. III, p. 445-446; G. Revoil, 1885, p. 26-27.
39. G. Revoil, 1885, p. 22; I. M. Lewis, 1965, p. 38.
40. L. V. Cassanelli, 1982, p. 135-146.
41. L. V. Cassanelli, 1982, p. 194-197; E. Cerulli, 1957, vol. 1, p. 187-195.

Enfin, la dernière grande migration somali, commencée au début du siècle, amena les nomades des plaines de l'Ogaden jusqu'au-delà du Juba. Certains de ces nomades, des pasteurs, adhérèrent au *djihād* de Bardera et traversèrent le Juba, où ils se heurtèrent aux Oromo. Ces derniers furent finalement repoussés en direction du Tana, où les Britanniques les trouvèrent lorsqu'ils créèrent le protectorat de l'Afrique orientale[42].

Le marché de Harar

Au-delà de la côte somali, dans les hautes terres, se trouvait la ville musulmane fortifiée de Harar, dont les habitants parlaient l'adaré, langue sémitique inconnue ailleurs. La ville avait constitué, pendant plusieurs siècles, un État indépendant dirigé par un émir qui exerçait des pouvoirs si étendus que le voyageur britannique Richard Burton s'exclamait : « Le gouvernement de Harar, c'est l'émir[43]. »

Entrepôt du Shoa, de l'Arussi, du Guragé et de l'Ogaden, la ville battait sa propre monnaie et faisait un commerce florissant de café, de *chāt* [une feuille narcotique], de safran, de cuirs et de peaux, d'ivoire et d'esclaves, sans parler des textiles et d'autres produits importés. Harar, qui possédait de nombreuses mosquées et des mausolées musulmans, était un centre d'enseignement coranique visité par les *shaykh* arabes ; elle exerçait une forte influence religieuse et culturelle sur les Oromo Qottu voisins, qui parlaient une langue kushitique, comme d'ailleurs quelques Somali. Les deux groupes avaient conclu des mariages avec la noblesse de Harar et, dans certains cas, leurs dirigeants avaient cherché à se faire reconnaître par les émirs.

Au début du XIX^e^ siècle, la ville était déchirée par des conflits internes et soumise à une forte pression de la part des Oromo ; mais son perspicace émir, Aḥmad ibn Muḥammad (1794-1821), tenait ses ennemis en échec. Sa mort fut cependant suivie de querelles dans sa propre famille, en conséquence de quoi les Oromo et, dans une moindre mesure, les Somali s'emparèrent de terres proches de la cité. Celle-ci ne résista que grâce à la puissance de ses remparts, à son artillerie et à ses fusils (un arsenal d'ailleurs fort réduit)[44].

La région de Guragé et Kaffa

Plus à l'intérieur se trouvait la région de Guragé, dont les habitants parlaient une langue sémitique, et se divisaient entre ceux de l'Ouest, chrétiens depuis le Moyen Âge, et ceux de l'Est, qui avaient adopté l'islam. Bien qu'autrefois gouvernée par une dynastie locale, la région était passée, au début du XIX^e^ siècle, sous la domination de sept clans indépendants, appelés les *sabʿat beit*, « les sept maisons » ; leur manque d'unité en faisait une

42. L. V. Cassanelli, 1982, p. 29-30.
43. R. Burton, 1894, vol. II, p. 20.
44. E. Cerulli, 1942, p. 1-20 ; M. Abir, 1968, p. 10-11 ; S. Tedeschi, 1874, vol. I, p. 481-500 ; J. S. Trimingham, 1952, p. 110. Pour une description de Harar au milieu du siècle, voir aussi R. Burton, 1894, vol. II, p. 13-29.

proie facile pour les chasseurs d'esclaves, et favorisa leur annexion par Sahla Sellasé du Shoa[45].

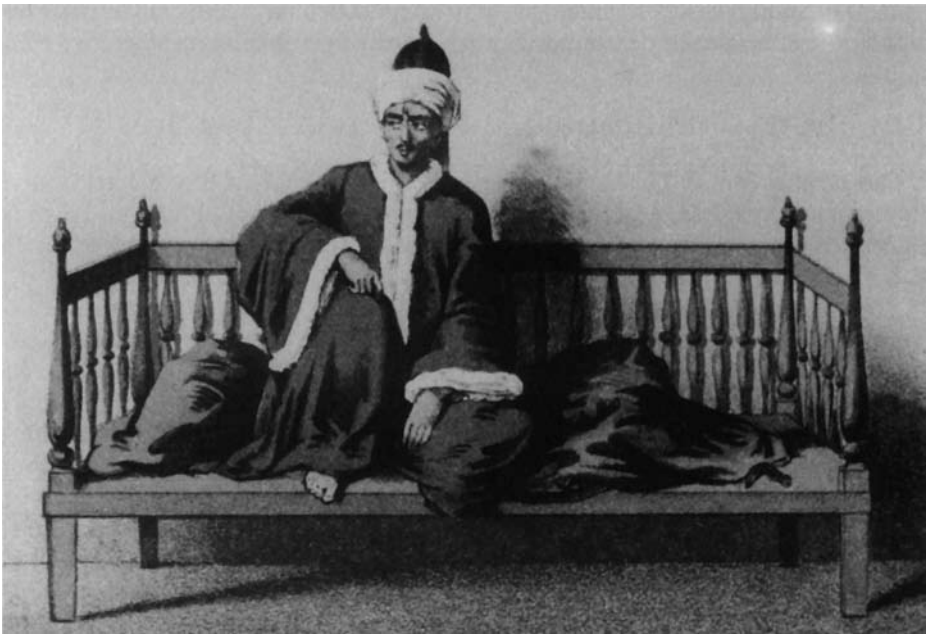
Au sud-ouest de la région éthiopienne, sur des hautes terres fertiles et boisées, s'étendait le vieux royaume de Kaffa, État traditionaliste qui parlait sa propre langue, le katicho. Cette région, source d'exportations de produits de valeur — la civette, l'ivoire et les esclaves, sans parler du café, qui poussait à l'état sauvage —, avait été en grande partie isolée du monde extérieur par l'expansion oromo; toutefois, au XVIIIe siècle, elle avait mené des incursions dans les territoires de ses voisins, et, en 1820, son roi, Hotti Gaotscho, dominait au nord et à l'est jusqu'aux fleuves Gibbé et Omo[46].

Les États oromo

Les régions situées au sud du Nil Bleu étaient peuplées par des Oromo traditionalistes qui se trouvaient, au début du siècle, dans un état de grande effervescence politique. L'ancien système égalitaire du *gada*, qui impliquait un commandement fondé sur la rotation des groupes d'âge, était menacé par des chefs militaires riches et puissants, souvent connus sous le titre d'*abba dula* [père de la guerre]. Ces chefs réclamaient l'autorité à vie, et le droit d'établir des dynasties. Dans les premières décennies du XIXe siècle, trois monarchies oromo apparurent: Enarya (connue aussi sous le nom de Limmu), Goma et Guma, à l'ouest[47]. Enarya, la monarchie la plus puissante, était dirigée par Bofu, un chef de talent qui, pour renforcer son pouvoir, accepta les conseils des marchands musulmans et se convertit à l'islam. Son fils Ibsa, ou Abba Bagibo (1825-1861), lui succéda et conclut des alliances dynastiques avec les maisons royales voisines; il obtint aussi un certain nombre de fusils à mèche du Gojam, ce qui lui assura une position inexpugnable. Sous son long règne, le commerce, essentiellement d'esclaves, d'or, d'ivoire et de civette, fut florissant; le royaume devint riche et puissant. Mais l'expansion du Shoa menaça ensuite les routes commerciales menant à Harar et aux ports du golfe d'Aden, et, après la mort d'Abba Bagibo, le royaume connut un très rapide déclin.

Plus au sud, les royaumes de Jimma-Kakka (appelé aussi Jimma Abba Jifar) et de Géra, apparurent peu de temps après la création du royaume d'Enarya. Jimma-Kakka, la monarchie oromo la plus durable, fut fondée par Abba Magal, un homme de la région d'Hirmata qui mena une série d'expéditions victorieuses. Celles-ci furent poursuivies par ses fils; l'un d'eux, Abba Jifar Sana, portait originairement le titre d'*abba dula*. Après sa conversion à l'islam en 1830, il se proclama lui même *moti*, ou roi (1830-1855) et fit de nombreuses innovations politiques et administratives. Son successeur, Abba Reba (1855-1859), s'attira l'hostilité des États oromo voisins qui s'unirent entre eux et le tuèrent sur le champ de bataille, en 1859. L'État passa alors

45. W. A. Shack, 1966, p. 16-17; P. Lebel, 1974, p. 104-105.
46. J. F. Bieber, 1920-1923, vol. I, p. 89-90; A. Cecchi, 1886-1887, vol. II, p. 483-491; G. W. B. Huntingford, 1955, p. 104-105; A. Onneken, 1956.
47. Pour une chronique de Guma, voir E. Cerulli, 1922, p. 148-162.



15.4. *L'émir Aḥmad ibn Muḥammad du Harar, 1794-1821.*
[*Source :* R. Burton, *First Footsteps in East Africa*, 1894, Londres. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

sous le contrôle du frère d'Abba Jifar Sana, Abba Boko (1859-1862), qui poursuivit une politique en faveur de l'islam, ordonna la construction de mosquées dans toutes ses provinces, tandis que son fils et successeur, Abba Gommol (1862-1878), étendait les limites du royaume[48].

La zone dont traite ce chapitre constituait donc une véritable galaxie d'entités politiques, chacune se mouvant dans sa propre orbite, tout en agissant sur les autres et étant affectée par celles-ci. Chaque dirigeant surveillait de près ses voisins, avec lesquels il échangeait souvent des cadeaux et de bons procédés, quand il ne leur faisait pas la guerre. Les mariages dynastiques étaient conclus chaque fois qu'ils étaient possibles, bien qu'ils ne pussent jamais franchir qu'occasionnellement les barrières créées par les religions. Le commerce, pour sa part, opérait fort peu de distinctions entre les différentes confessions, et les routes des marchands unissaient les agglomérations traditionalistes chrétiennes et musulmanes. Les communautés ethniques et linguistiques restaient encore très séparées mais il y avait beaucoup de métissages culturels. Il en était ainsi non seulement dans les montagnes éthiopiennes et sur les bords de la mer Rouge, mais aussi plus au sud, le long de la frontière entre les Somali et les Oromo, où, par la suite, les

48. A. Cecchi, 1886-1887, vol. II, p. 156-157, p. 238-240, p. 266-267, p. 537-542 ; G. W. B. Huntingford, 1955, p. 20 ; M. Abir, 1965, p. 205-219 ; H. S. Lewis, 1965, p. 24-41, p. 44.

voyageurs du XIXe siècle signalèrent l'existence de communautés commerçantes bilingues[49].

Les efforts d'unification de l'empereur Téwodros II

L'état de division de l'Éthiopie dans la première moitié du XIXe siècle, donna lieu, dans la seconde, à deux importantes tentatives de réunification. La première est celle de Dajazmach Kassa Heyku, le futur empereur Téwodros II (ou Théodore) d'Éthiopie, dont le règne mit fin à l'ère des *Masafent*.

Né vers 1820, Kassa était le fils d'un chef de Qwara, situé à la frontière du Soudan, dont la veuve, destituée, avait été obligée de vendre du *kosso*, le remède éthiopien contre le ver solitaire. Élevé dans un monastère, Kassa se fit mercenaire; il devint le maître de Qwara et prit le titre de *dajazmach*. L'impératrice Manan, la mère de Ras ʿAlī, le chef yajju de Bagemder, essaya d'obtenir son soutien en le mariant à sa petite-fille Tawabech; mais il se souleva, pilla Dambeya et battit le commandant envoyé contre « le fils de la vendeuse de *kosso* » (comme on l'appelait de manière péjorative). Kassa occupa Gondar en 1847, puis captura l'impératrice qu'il ne libéra que lorsque le Ras ʿAlī le reconnut comme chef de la région frontalière occidentale. Ce triomphe sur les Yajju, dont la politique pro-musulmane avait choqué de nombreux chrétiens amhara, encouragea Kassa dans ses entreprises. En 1848, il attaqua les Égyptiens au Soudan et s'avança jusqu'à moins de cent kilomètres de la ville de Sennār, qu'il ne put cependant capturer en raison de la puissance des armes à feu égyptiennes. Après la réconciliation, il servit le *ras* jusqu'en 1852, moment où ʿAlī le convoqua de nouveau. Kassa refusa de venir, et se retira à Qwara. Le *ras* proclama la remise des terres de Kassa à Dajazmach Goshu Zawdé, le chef du Gojam, qui se mit en campagne pour écraser le parvenu. Kassa battit néanmoins facilement les Gojamé, et essaya de se réconcilier avec ʿAlī. Mais ce dernier marcha avec Dajazmach Webé (du Tigré) contre lui. Kassa écrasa leurs armées en 1853, et incendia la capitale d'ʿAlī, Dabra Tabor; puis il vainquit le *ras* à Ayshal, près du Gojam. Cette bataille marqua la fin de la dynastie yajju, et mit un terme à l'ère des *Masafent*. Les seuls rivaux restants du chef victorieux, au nord de l'Éthiopie, étaient le fils de Goshu, Dajazmach Beru (du Gojam) et Webé (du Tigré). Kassa attaqua et captura le premier en 1854, et prit ensuite le titre de *negus*. L'année suivante, il marcha contre Webé à Samén et le battit à Darasgé, où il captura près de 7 000 armes à feu[50]. Il se couronna alors lui-même empereur, et choisit comme nom Téwodros — nom hautement symbolique, puisqu'une prophétie affirmait qu'un monarque de ce nom aurait un règne juste, chasserait l'islam et s'emparerait de Jérusalem[51].

La personnalité et les aspirations du nouvel empereur ont été décrites de manière vivante par un observateur britannique, le consul Plowden, qui

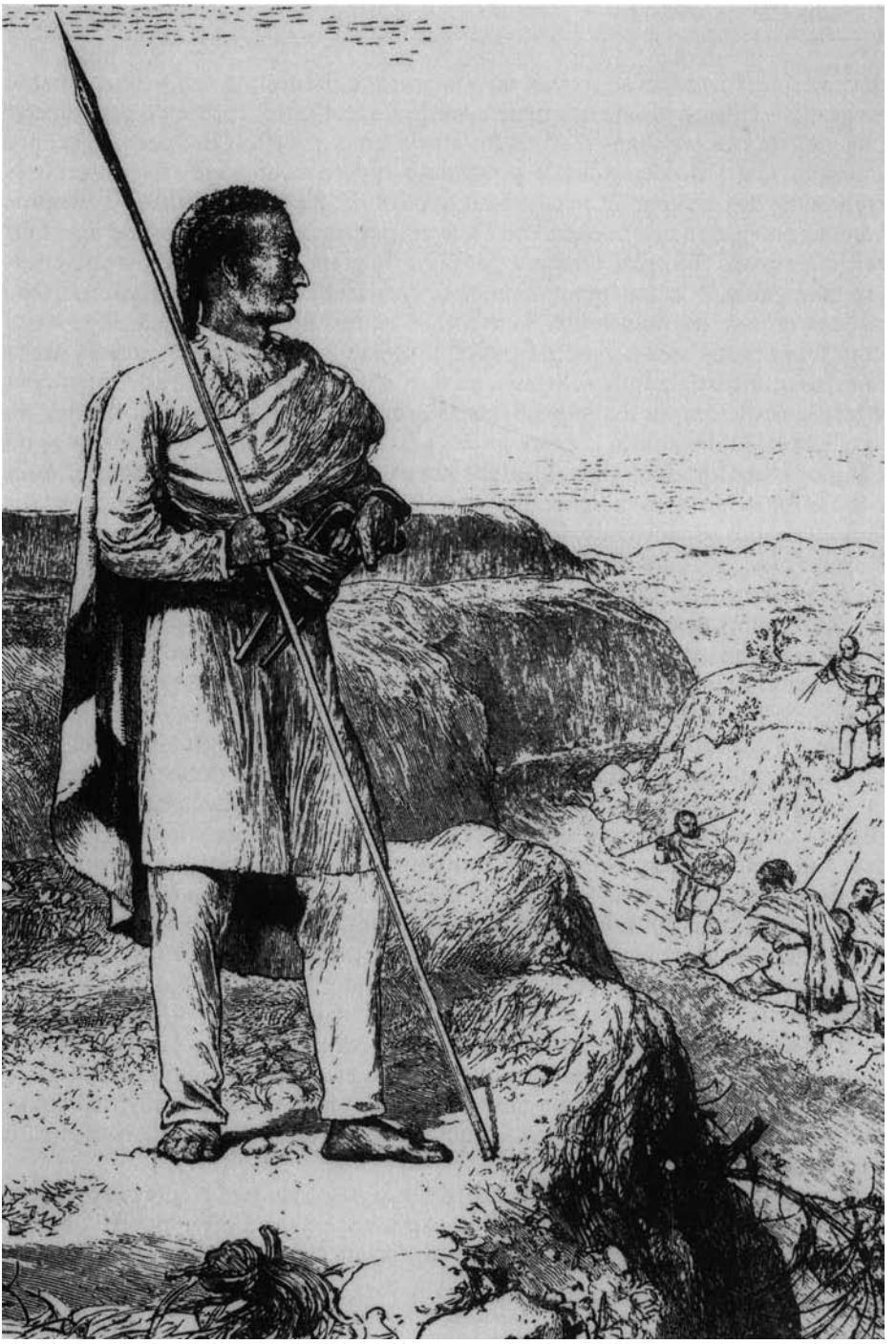
49. U. Ferrandi, 1903, note 1, p. 316.
50. C. Conti Rossini, 1947, p. 392-396; S. Rubenson, 1966, p. 35-45.
51. À propos de la prophétie sur Téwodros, voir R. K. P. Pankhurst, 1974.

déclara que Téwodros se croyait un « monarque prédestiné » et « était capable de grandes choses, bonnes ou mauvaises […]. Il est juste, écoute en personne le plus pauvre des paysans ; il a mis fin au système des épouses ; par son propre exemple, il a […] découragé la polygamie et le concubinage ; il a interdit le commerce des esclaves et pacifié tout le pays »[52]. Le consul décrivit Téwodros comme un visionnaire et observait : « Il est persuadé qu'il est destiné à restaurer la gloire de l'Empire éthiopien et faire de grandes conquêtes ; d'une énergie infatigable, à la fois mentalement et corporellement, sa bravoure personnelle et morale est sans limite. Sa moralité est fort bien attestée par la sévérité dont il fait preuve vis-à-vis de ses soldats, même lorsque ceux-ci, pressés par la faim, se mutinent, et qu'il se trouve en face d'une foule hostile ; elle est encore attestée par le fait qu'il a imposé des réformes dans un pays si peu habitué au joug […] et qu'il a abattu le pouvoir des grands chefs féodaux à un moment où n'importe quel homme plus inférieur aurait cherché à se les concilier et à les considérer comme un marchepied vers l'Empire […]. La tâche ardue de briser le pouvoir des grands chefs féodaux — tâche qui n'a pu être menée à bien en Europe que par toute une lignée de souverains —, il l'a entreprise en mettant dans les chaînes presque tous ceux qui étaient dangereux. Il a placé les soldats des différentes provinces sous le commandement de ses propres partisans les plus fidèles, auxquels il a octroyé de hauts titres, mais non le pouvoir de juger ou de punir ; ainsi, en fait, a-t-il créé des généraux à la place de capitaines féodaux […]. En ce qui concerne le commerce, il a mis un terme à un certain nombre d'exactions humiliantes, et a ordonné que les impôts ne soient levés que dans trois endroits dans ses territoires […]. Il essaie de désarmer le peuple, et de créer une armée régulière, armée équipée seulement de fusils ; il a déclaré qu'il tranformerait les épées et les lances en socs de charrue et en faucilles, et qu'il ferait vendre plus cher un bœuf de labour que le plus noble cheval de guerre […]. Certaines de ses idées sont peut-être imparfaites, d'autres irréalisables, mais un homme qui a tant fait et qui se fixe des desseins aussi vastes ne peut être considéré comme un être ordinaire[53]. »

Téwodros se montra un grand unificateur, grand innovateur et grand réformateur[54]. Après son couronnement, il marcha sur Wallo et s'empara de la forteresse montagneuse naturelle de Magdala, qui devint plus tard sa capitale. Dans la même année, il conquit Shoa, la dernière province chrétienne échappant à son contrôle, et nomma Hayla Mikaʿel, un frère du roi Hayla Malakot récemment décédé, comme gouverneur ; quant au fils du roi, Ménélik, il l'emmena comme otage.

Comprenant qu'il ne pourrait contrôler le pays que par la force, Téwodros décida de réorganiser son armée. Son expérience avec les Égyptiens, écrivait un voyageur britannique, Henry Dufton, l'avait convaincu que « le

52. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 143-144.
53. Grande-Bretagne, 1868, p. 150-151.
54. Pour différents portraits de Téwodros, voir A. d'Abbadie, 1868*a*, 1868*b* ; T. Noldeke, 1892, p. 257-284 ; C. J. Jaenem, 1966, p. 25-56 ; D. Crummey, 1969, p. 457-469 ; M. Morgan, 1969, p. 245-269.



15.5. *L'empereur Téwodros inspectant le chantier de construction d'une route.*
[*Source :* H. Rassam, *Narrative of a British Mission to Theodore, King of Abyssinia*, 1869, Londres. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

mode de combat primitif » devait être « dépassé »[55]. Il pensa alors à remplacer les recrues féodales non payées qui ravageaient les campagnes, sans être très efficaces sur le champ de bataille, par une armée de soldats professionnels bien équipés. Dès 1853, on rapporte qu'il avait à « discipliner » son armée[56] grâce à l'aide de quelques Turcs, ainsi que d'un aventurier anglais, John Bell[57]. Téwodros adopta la pratique de donner à ses soldats « des sommes d'argent » pour les habituer à l'idée d'une paie régulière[58]; il organisa ses hommes en régiments, mêlant les recrues des différentes provinces et « portant ainsi un dur coup au système féodal dans lequel les hommes se rassemblaient autour du chef de leur région natale »[59]. Il installa des greniers pour l'armée, et ordonna à ses soldats d'acheter leur nourriture au lieu de l'extorquer aux paysans; mais cet ordre fut difficile à faire respecter[60].

Décidé à accroître sa puissance de feu, Téwodros essaya, avec l'aide de marchands étrangers, d'importer des armes[61]; mais la chose était difficile dans la mesure où les Égyptiens au Soudan et les Turcs à Massaoua lui étaient hostiles; quant aux maîtres du Tigré, région qui restait en grande partie hors de son contrôle, ils ne favorisaient guère non plus le transit des armes. Téwodros eut alors l'idée de demander aux missionnaires et aux artisans étrangers de fabriquer des armes à feu. En 1855, il accepta une offre faite par Samuel Gobat, l'évêque protestant de Jérusalem, de lui envoyer un groupe de travailleurs-missionnaires de l'Institut Chrischona (situé en Suisse, près de Bâle). Quand ces derniers lui donnèrent des bibles, Téwodros déclara qu'« il aurait préféré un tonneau de poudre à canon anglaise »[62]. Mais comprenant qu'il s'agissait d'artisans de valeur, il les traita cordialement, et les installa à Gafat, près de Dabra Tabor, sa capitale. À ces artisans s'ajoutèrent ensuite un armurier français et un Polonais qui avait déserté l'armée russe[63]. En 1861, Téwodros ordonna aux étrangers de fabriquer un canon, des mortiers et des obus[64]. Au début, ils refusèrent, mais l'empereur insista et emprisonna leurs serviteurs jusqu'à ce que les maîtres eurent cédé. « Dans leur état de perplexité, ils ne pouvaient que promettre d'essayer. » Et peu de temps après, Dabra Tabor vit des boulets de canon « monter dans les airs et exploser avec de grands bruits sonores qui provoquaient mille échos dans les collines »[65].

Téwodros offrit aux artisans des habits honorifiques, des chevaux et des mules avec des harnachements en or et en argent, plus mille dollars de Marie-Thérèse pour chacun d'eux — puis ordonna le coulage d'armes encore plus

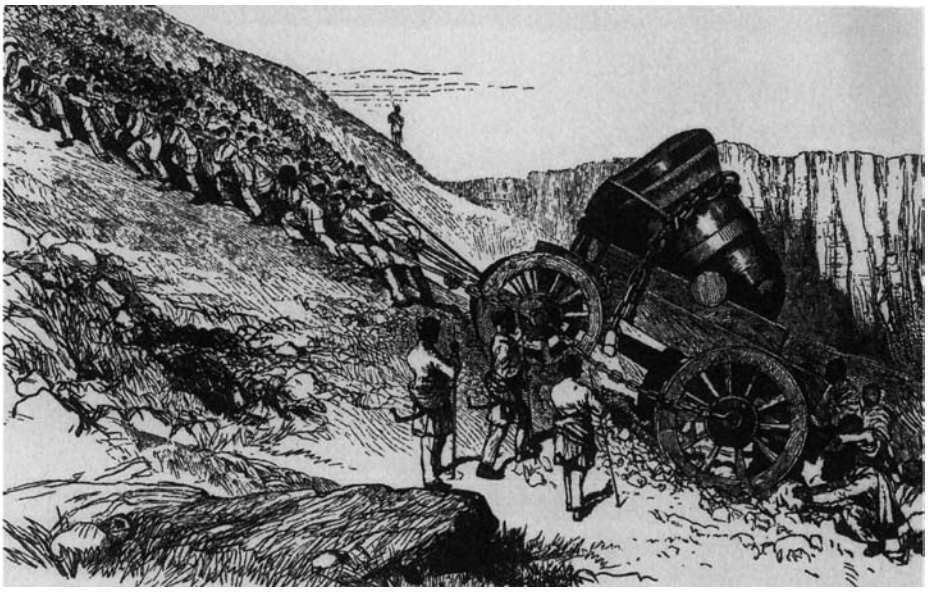
55. H. Dufton, 1867, p. 138.
56. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 76.
57. H. Dufton, 1867, p. 183-184.
58. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 150.
59. *Ibid*., p. 166.
60. M. Moreno, 1942, p. 160-161.
61. H. M. Stanley, 1874, p. 273; R. K. P. Pankhurst, 1972, p. 92.
62. C. T. Beke, 1867, p. 259.
63. H. Dufton, 1867, p. 81-83.
64. *Ibid*., p. 83-84.
65. *Ibid*., p. 84-85.

puissantes. Finalement, il demanda qu'ils construisent un canon capable de tirer un obus de mille livres. Ce canon fut appelé « Sébastopol », pesait sept tonnes, et il fallait cinq cents personnes pour le tirer. L'empereur déclara que le jour où on l'avait fabriqué était l'un des plus heureux de sa vie. Il envisagea également « d'envoyer en Angleterre et en France quelques-uns de ses sujets les plus intelligents, afin qu'ils apprennent des arts et des techniques utiles »[66].

Conscient du fait que ses forces devaient se déplacer avec la plus grande rapidité possible, Téwodros demanda à ses artisans européens de s'occuper de la construction des routes[67]. Le travail manuel était impopulaire chez les soldats, qui méprisaient ce genre de tâches; mais l'empereur donna l'exemple et, selon un observateur britannique, Henry Blanc, « il se mettait lui-même au travail de l'aube jusqu'à tard dans la nuit; de ses propres mains, il déplaçait des pierres, nivelait le sol et aidait à combler des ravins. Personne ne pouvait arrêter le travail aussi longtemps qu'il le continuait ». Cette tâche « aurait plongé dans le désespoir n'importe quel homme »; mais Téwodros « construisit peu à peu des routes qui auraient eu l'approbation d'un ingénieur européen »[68]. Ces routes devaient relier Dabra Tabor avec Gondar, Gojam et Magdala, dans une région extrêmement montagneuse. Clements Markham, autre observateur britannique, décrivit la route de Magdala comme « un travail très remarquable, un véritable monument de résolution indomptable et persévérante »[69].

Tout en étant un homme de guerre, Téwodros s'intéressait beaucoup à la pacification de son pays, ravagé par les guerres. Il proclama un édit en 1855, selon lequel « chacun devait revenir à sa vocation légitime, le marchand à son commerce, et le paysan à sa charrue »[70]. Il chercha aussi à éliminer le banditisme. Un jour, des voleurs vinrent le voir, armés jusqu'aux dents, en lui demandant de confirmer leur droit à exercer l'occupation de leurs pères. Sans soupçonner de quoi il s'agissait, il leur demanda quelle était cette occupation, et ils lui répondirent insolemment: « Bandits de grands chemins. » « Votre profession, leur dit-il, est dangereuse, et l'agriculture est plus profitable. Descendez dans la plaine et cultivez-la […]. Je vous donnerai moi-même des bœufs et des charrues. » Les voleurs s'obstinant à exercer leur activité, il leur fixa un autre rendez-vous, et quand ils refusèrent de nouveau de l'écouter, il les fit abattre par ses soldats. Une telle sévérité, selon le voyageur français Guillaume Lejean, amena la paix; les routes commerciales, jusqu'alors saignées à blanc par le brigandage et la guerre civile, devinrent aussi sûres que celles de France ou d'Allemagne[71]. Téwodros, soucieux d'avoir un empire uni, chercha aussi à éliminer les différences religieuses. Il ordonna aux musulmans se trouvant sur ses territoires, note Plowden, « de se convertir au

66. *Ibid*., p. 138.
67. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 189.
68. H. Blanc, 1868, p. 344.
69. C. R. Markham, 1869, p. 295-296.
70. G. Lejean, 1865, p. 63.
71. F. M. C. Mondon-Vidailhet, 1905, p. 23-24; G. Lejean, 1865, p. 63-64 et p. 67.



15.6. *Le grand canon « Sébastopol » de l'empereur Téwodros.*
[*Source :* H. Rassam, *Narrative of a British Mission to Theodore, King of Abyssinia*, 1869, Londres. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

christianisme dans le délai d'un an », et chassa tous les catholiques romains[72]. On affirme qu'il déclara que, si lui ne « faisait pas manger les Oromo et les Amhara à la même table », il ne mériterait plus le nom de chrétien[73]. Après la mort de sa première femme, pour consolider son contrôle sur le Tigré, il épousa Terunash (ou Teruwarq), la fille de son vieil ennemi Dajazmach Webé[74].

Le monarque réformateur tourna également son attention vers l'Église, dont il emprisonna le chef, Abuna Salama, dès 1857. Téwodros essaya de diminuer le nombre des prêtres, de réduire les terres appartenant aux ecclésiastiques et de faire dépendre les religieux de salaires versés par l'État[75]. Ces mesures furent âprement combattues par le clergé[76]. À long terme, l'hostilité des prêtres, s'ajoutant à celle des nobles provinciaux, contribua à tourner une grande partie de la population contre lui ; selon l'historien suédois Sven Rubenson, ce fut là « probablement la cause la plus importante de son échec »[77].

72. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 143. Voir aussi p. 172.
73. M. Moreno, 1964, p. 162.
74. S. Rubenson, 1966, p. 56.
75. R. K. P. Pankhurst, 1968, p. 143.
76. H. Dufton, 1867, p. 140.
77. S. Rubenson, 1966, p. 72.

15.7. *Ecclésiastiques éthiopiens dans les années 1840.*
[*Source :* W. C. Harris, *The Highlands of Aethiopia*, 1844, Longman, Londres.]

L'opposition des provinces se révéla de fait impossible à briser. La première menace vint du Tigré où un chef dissident, Agaw Negusé, tenta en 1856 d'obtenir la protection de la France, et se déclara prêt à accepter comme *abuna* un catholique romain pour l'évêché de Jacobis. En 1859, Negusé céda le port de Zula en échange d'une aide militaire française[78]. Mais, craignant d'offenser les Anglais, les Français n'osèrent pas signer cet accord[79] et Negusé fut battu en 1860.

Les dernières années du règne de Téwodros connurent cependant de graves difficultés. Il y eut de continuelles rébellions, particulièrement celle d'Amadé Bashir dans le Wallo, où l'empereur mena une guerre à outrance ; à Shoa, Bezabeh, un prince local, proclama son indépendance. Gojam passa sous le contrôle d'un noble rebelle, Tedia Gwalu, tandis qu'un autre chef, Tiso Gobasé, s'emparait de Gondar ; Wagshum Gobasé, fils de l'ancien maître de Lasta, se révolta. Un autre événement grave se produisit : Ménélik, héritier du trône de Shoa, s'échappa de Magdala en 1865, et se proclama

78. S. Russel, 1884 ; J. Kolmodin, 1912-1915, p. 139-143, p. 145-146.
79. G. Douin, 1936-1941, vol. III, p. 248-249.

souverain indépendant. Confronté à cette opposition croissante, Téwodros eut recours à la violence. Il incendia Gondar en 1864 et la pilla, ainsi que la ville voisine de Dambeya en 1866, où ses soldats détruisirent la plupart des églises de la vieille capitale. Des croix de procession, des manuscrits et d'autres objets de valeur furent ramenés à Dabra Tabor; de nombreux objets en cuivre et en argent furent fondus pour fabriquer des canons. Des centaines de personnes furent exécutées. Une telle violence, qui contrastait fortement avec d'autres traits de caractère plus humains de Téwodros (comme son amour des enfants)[80], a poussé Markham à le comparer avec Pierre le Grand de Russie[81].

Le conflit avec la Grande-Bretagne

Les dernières années du règne de Téwodros furent assombries par un étrange conflit avec la Grande-Bretagne. Devant faire face à une opposition croissante à l'intérieur de son empire, il chercha une assistance technique de l'Europe, et envoya des lettres à la reine Victoria et à l'empereur Napoléon III, en 1862, proposant de leur envoyer des ambassadeurs. La lettre à la reine Victoria qui marqua le début du conflit déclarait: « Mes pères les empereurs ayant oublié notre Créateur, celui-ci a remis leur royaume aux Gallas et aux Turcs. Mais Dieu m'a créé, m'a tiré de la poussière, et a restauré cet empire pour mon règne […]. Grâce à Son pouvoir, j'ai chassé les Gallas. Quant aux Turcs, je leur ai dit de quitter la terre de mes ancêtres. Ils refusent. Je vais donc lutter contre eux. »

Expliquant que les Turcs l'avaient empêché d'envoyer un ambassadeur, il déclara qu'il souhaitait que la reine fasse en sorte que ce dernier puisse voyager en sécurité[82]. Le consul Cameron, représentant britannique, en transmettant cet appel à Londres, rapportait que son auteur lui avait demandé de lui procurer des ingénieurs et des médecins en Angleterre, et observait que ceux-ci « ne devaient craindre aucun mauvais traitement », car les missionnaires qui travaillaient pour le monarque étaient « très libéralement traités »[83]. Les deux lettres arrivèrent à Londres à la mi-février; mais on ne leur attacha aucune importance. Les Britanniques ne daignèrent pas répondre à l'empereur, tandis que la lettre de Cameron resta sans réponse jusqu'à la fin avril, date à laquelle le comte Russell, secrétaire britannique des affaires étrangères, lui envoya un mot peu aimable[84]. Le gouvernement anglais, faisait-il observer plus tard, considérait qu'étant donné « le peu de durée du pouvoir des rois abyssins » il était souhaitable « de se dégager le plus possible de tout engagement en Abyssinie, de toute alliance et de toute interférence britannique en Abyssinie »[85].

80. H. Dufton, 1868, p. 106.
81. C. R. Markham, 1869, p. 293. Voir aussi D. Crummey, 1971, p. 107-125.
82. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 225.
83. *Ibid*., p. 223-224.
84. *Ibid*., p. 229.
85. *Ibid*., p. 396.

À mesure que le temps passait et que sa lettre restait sans réponse, Téwodros devenait impatient. Il était irrité du fait que le gouvernement britannique ne montrait aucun intérêt pour l'Éthiopie, d'autant plus qu'il savait que les Français avaient soutenu le rebelle Negusé; il estimait que sa dignité royale avait subi un affront. Cameron ne fit qu'aggraver les choses en visitant la partie égyptienne de la frontière soudanaise et en allant saluer les fonctionnaires égyptiens: il donnait l'impression qu'il se rangeait aux côtés d'un ennemi qui envahissait alors l'Éthiopie[86]. La lettre de Russell à Cameron confirma les craintes de l'empereur, car elle affirmait brutalement: « II n'est pas souhaitable que les agents de Sa Majesté se mêlent des affaires de l'Abyssinie. » Le consul devait retourner à Massaoua, et y rester « en attendant d'autres informations »[87]. Le gouvernement britannique, semblait-il, rompait les relations diplomatiques avec l'Éthiopie, et décidait d'appuyer l'Égypte et les Turcs à Massaoua. Peu après, Téwodros apprit qu'un missionnaire, Henry Stern, avait publié des remarques qui lui étaient défavorables, notamment que des missionnaires étaient jugés et condamnés à la réclusion. Peu de temps après, en novembre, le secrétaire de Cameron, Kerens, arriva avec une lettre du comte Russell, rappelant au consul qu'il devait retourner à Massaoua, et ajoutant qu'il n'était consul que dans ce port et qu'il n'avait « aucun caractère représentatif en Abyssinie »[88].

La colère de Téwodros explosa lorsque Kerens lui apporta un cadeau: un tapis sur lequel était représenté un soldat enturbanné attaquant un lion, avec, derrière lui, un Européen à cheval. Téwodros estima que l'animal le représentait; que le soldat enturbanné symbolisait les Égyptiens et que le cavalier désignait les Français soutenant les Égyptiens. « Mais où voit-on, s'exclama-t-il, les Anglais soutenir le Lion[89] ? » Sa conclusion que l'Angleterre l'abandonnait à l'Égypte n'avait rien de gratuit, car les Britanniques souhaitaient entretenir des relations amicales avec l'Égypte, pays qui produisait 150 millions de livres de coton par an[90], au moment où la guerre civile américaine avait réduit la production mondiale de coton. Quand le chef du couvent éthiopien, qui existait depuis le Moyen Âge[91] à Jérusalem, lui rendit visite et lui annonça que les prêtres coptes égyptiens avaient essayé de s'emparer du couvent, mais que le représentant britannique s'était montré peu disposé à intervenir en faveur des Éthiopiens[92], Téwodros, furieux, réagit, en janvier 1864, en emprisonnant Cameron et sa suite.

Les nouvelles selon lesquelles le consul ne pouvait pas quitter l'Éthiopie avaient longtemps alarmé le gouvernement britannique. La lettre de l'empereur, longtemps oubliée, fut tirée des dossiers, et l'on rédigea une réponse

86. C. T. Beke, 1867, p. 93-94.
87. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 229.
88. *Ibid*., p. 236-243.
89. C. T. Beke, 1867, p. 124-125.
90. *Ibid*., p. 35.
91. Pour l'histoire des rapports de l'Éthiopie avec Jérusalem, voir E. Cerulli, 1957.
92. C. T. Beke, 1867, p. 129-134.

rapide. Celle-ci fut confiée à Hormuzd Rassam, le résident adjoint britannique à Aden, qui arriva après beaucoup de retard chez l'empereur, en février 1866. La position de Téwodros, entre-temps, s'était gravement détériorée. T. M. Flad rapportait que « tout le pays » était « dans un état extrêmement troublé, les rebelles surgissent partout »[93]. Cameron, quant à lui, prophétisait que « l'État était sur le point de se dissoudre »[94]. Téwodros accueillit pourtant chaleureusement Rassam[95], et relâcha Cameron, Stern et les autres prisonniers européens ; mais, peu de temps après, il fit arrêter Rassam et les autres étrangers, apparemment dans l'espoir de forcer le gouvernement britannique d'accéder à sa requête, au sujet des travailleurs étrangers. Il envoya alors Flad en Angleterre, en avril, pour obtenir deux armuriers et un officier d'artillerie, ainsi que d'autres techniciens ; il voulait également une soufflerie à vapeur et une machine à fabriquer la poudre[96].

La détention de Rassam et de ses collègues eut d'abord l'effet désiré par Téwodros. En juillet 1866, le représentant britannique en Égypte fit observer que la libération des captifs dépendrait « beaucoup » des « satisfactions » que l'empereur recevrait[97], et, en août, le résident politique britannique à Aden, le lieutenant-colonel Merewether, déclara que le gouvernement devait accéder aux requêtes du monarque « franchement et très libéralement »[98]. Un tel raisonnement fut compris par le gouvernement britannique qui accepta la requête de Téwodros en moins d'une semaine[99]. Quelques jours plus tard, cependant, l'épouse de Flad avisa que Téwodros avait de nouveau fait emprisonner les Européens. Les relations avec les étrangers, de fait, s'étaient dégradées. Rassam, en essayant d'arranger le départ des prisonniers, avait provoqué la colère de Téwodros, colère qui avait ensuite été envenimée par un rapport selon lequel une compagnie britannique avait signé un contrat pour construire une voie de chemin de fer au Soudan, destinée à l'invasion de l'Éthiopie. Téwodros avait alors ordonné que l'on conduise les prisonniers à la forteresse de Magdala. Flad réagit en recommandant au gouvernement anglais d'abandonner son plan d'envoyer des techniciens à l'empereur, « parce que la libération des prisonniers, je le crains, n'en serait pas garantie. Il est plus probable qu'il cherchait à obtenir d'autres choses du gouvernement anglais auxquelles il ne pourrait jamais consentir […]. Je conseille donc que le gouvernement de Sa Majesté emploie un langage plus énergique »[100]. La politique de l'empereur avait donc échoué. « L'emprisonnement de M. Rassam, écrivait Merewether, constituait un outrage et une insulte si graves pour

93. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 348.
94. *Ibid.*, p. 351.
95. H. Rassam, 1869, vol. II, p. 45.
96. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 478. Voir aussi H. Rassam, 1869, vol. II, p. 102-103.
97. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 484.
98. *Ibid.*, p. 492.
99. *Ibid.*, p. 503. Voir aussi R. K. P. Pankhurst, 1968, p. 217-235.
100. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 508.

la Grande-Bretagne que le plan d'origine était rendu impossible[101]. » On décida donc que les artisans rejoindraient Massaoua, mais ne seraient pas envoyés à l'intérieur tant que les prisonniers n'auraient pas été relâchés et n'auraient pas gagné le port. Le monarque, cependant, déclara qu'il ne libérerait pas les prisonniers tant que les techniciens ne seraient pas arrivés à la cour.

Téwodros n'était plus le puissant chef qu'il avait été quelques années auparavant; il avait perdu le contrôle de presque tout le pays, excepté de Bagemder, de Waala, de Dalanta et de certaines autres régions mineures[102]. Sa position, rapportait Merewether en janvier 1867, « devenait extrêmement désespérée », son pouvoir « diminuait rapidement ». À moins qu'il ne frappe « quelques brillants coups dignes de sa carrière antérieure, son règne prendra rapidement fin dans les mois à venir »[103]. Les Britanniques, conscients de la force déclinante de leur ennemi, décidèrent, en juillet, une intervention militaire. Un corps expéditionnaire venant des Indes, dirigé par le commandant en chef de l'armée de Bombay, le lieutenant-colonel sir Robert Napier, débarqua à Zula en octobre plutôt que dans le port de Massaoua, qui aurait été un choix plus logique mais qui aurait été défendu par l'Empire ottoman. Téwodros, entre-temps, faisait des efforts désespérés pour se préparer à l'imminente épreuve de force. Abandonnant Dabra Tabor, qu'il incendia, il transporta ses canons à Magdala, pratiquement le seul endroit encore sous son contrôle, où il pouvait affronter l'ennemi.

Le corps britannique, composé de 12 000 hommes, dont les deux tiers étaient des Indiens, et en partie équipé de fusils se chargeant par la culasse (armes qui n'avaient encore jamais été employées dans une guerre), s'avança à l'intérieur du pays sans rencontrer d'opposition. Les envahisseurs reçurent, dans le Tigré, la coopération de Dajazmach Kassa, le futur empereur Johannès IV, tandis que Wagshum Gobasé de Lasta et le roi Ménélik de Shoa leur montraient clairement leur sympathie. La première bataille (et la seule véritable) fut livrée à Arogé, au-dessous de Magdala, le Vendredi saint 10 avril, jour de jeûne en Éthiopie. Les Britanniques infligèrent de lourdes pertes aux hommes de Téwodros, dont l'artillerie peu expérimentée ne fut pas véritablement utilisée[104]. Napier, qui n'avait pourtant reçu aucune instruction concernant le traitement à réserver à l'empereur éthiopien, lui envoya un ultimatum déclarant que s'il se « soumettait à la reine d'Angleterre » et délivrait tous les Européens « ce même jour dans le camp britannique », on lui garantirait un « traitement honorable »[105]. Refusant d'accepter une telle humiliation, Téwodros répliqua par une lettre très fière qui constituait son ultime testament. S'adressant lui-même à son

101. *Ibid.*, p. 509-510.
102. S. Rubenson, 1966, p. 81.
103. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 550.
104. Pour l'histoire de la guerre, voir aussi K. St. C. Wilkins, 1870; T. J. Holland et M. M. Hozier, 1870; H. M. Stanley, 1871; C. R. Markham, 1869; A. F. Sherpherd, 1868; H. M. Hozier, 1869; F. Myatt, 1970.
105. C. R. Markham, 1869, p. 327.

peuple, il demandait : « Fuirez-vous toujours devant l'ennemi quand moi, par la puissance que Dieu m'a donnée, je ne suis pas avec vous pour vous encourager ? » S'adressant ensuite aux Britanniques, il déclarait que ses concitoyens s'étaient détournés de lui et l'avaient pris en haine parce qu'il leur avait imposé des impôts et avait cherché à leur inculquer la discipline militaire. À propos de l'issue de la bataille, il s'exclamait : « Mes partisans, qui m'aimaient, ont été effrayés par un seul boulet, et ont fui, malgré mes ordres […]. Estimant moi-même être un grand chef, je vous ai livré bataille, mais, en raison du manque de valeur de mon artillerie, toutes mes peines ont été vaines. Le peuple de mon pays, en me reprochant d'avoir embrassé la religion des Francs, et en disant que je suis devenu un musulman, et de dix autres manières différentes, a provoqué ma colère contre lui. Puisse Dieu leur apporter le bien indépendamment de ce que j'ai fait de mauvais pour eux. Sa volonté sera faite. J'aurais essayé, si Dieu l'avait décrété, de conquérir tout l'univers ; et mon désir était de mourir si mon propos ne pouvait être accompli. Du jour de ma naissance jusqu'à maintenant, personne n'a osé porter la main sur moi […]. J'avais espéré, après avoir soumis tous les ennemis en Abyssinie, conduire mon armée à Jérusalem et la libérer des Turcs. Un guerrier comme moi, qui a fait sauter sur ses genoux des hommes vigoureux comme des enfants, n'acceptera jamais d'être ainsi traité par d'autres[106]. »

Après avoir écrit cette remarquable lettre, Téwodros prit son pistolet et voulut se tirer une balle dans la tête, mais ses soldats lui arrachèrent l'arme des mains. Il relâcha alors Rassam, Cameron et les missionnaires, mais garda leurs femmes et leurs enfants ainsi que plusieurs autres Européens. Le lendemain, il envoya à Napier une proposition de paix, lui offrant 1 000 vaches et 500 moutons, et, apprenant que ce don avait été accepté, libéra les derniers otages. Napier, considérant « l'ampleur et la nature » du don de Téwodros, décida cependant de le refuser. L'empereur, comprenant que cela signifiait la poursuite des hostilités, essaya de fuir, puis changea d'idée et revint à Magdala.

Bien que les captifs eussent été relâchés, et l'objectif de l'expédition atteint[107], les Britanniques donnèrent l'assaut à Magdala, le 13 avril. L'armée de Téwodros possédait 3 000 armes à feu, se chargeant par la bouche, « assez bonnes », et 1 000 fusils à mèche, sans parler de 28 canons, de 9 mortiers en laiton — ces derniers fabriqués localement, « avec dessus de belles inscriptions en amharique »[108]. Cette artillerie, selon le capitaine Mozie, était « bien supérieure » à celle des Anglais, « et si les canonniers n'avaient pas déserté leurs pièces, elle aurait causé beaucoup de pertes chez les assaillants »[109]. Téwodros comprit vite que toute résistance était vaine ; il prit congé de ses partisans en s'exclamant : « Tout est fini ! Je me tuerai plutôt que de tomber

106. *Ibid*., p. 330-331.
107. Voir R. K. P. Pankhurst, 1973*a*, p. 189-203 ; C. Jesman, 1966, p. 94-151.
108. C. R. Markham, 1869, p. 240.
109. H. M. Hozier, 1869, p. 240.

entre leurs mains. » Il mit alors son pistolet contre sa bouche, et appuya sur la détente[110].

Les Anglais, une fois leur mission accomplie, se préparèrent à repartir. Ils n'avaient jamais eu l'intention de rester, et avaient promis de se retirer dès que la querelle avec Téwodros serait réglée. C'est seulement sur la base d'un tel accord que les Turcs leur avaient permis d'accoster, et que Kassa les avait autorisés à traverser le Tigré. Avant de partir, ils détruisirent la forteresse de Magdala et la plupart de ses canons; ils emmenèrent le jeune fils de Téwodros, Alamayehu, à la demande de sa mère[111], et près de quatre cents manuscrits, une partie de ceux que l'empereur avait rassemblés pour constituer une bibliothèque[112]. Le dernier acte de l'expédition consista à récompenser Kassa en lui donnant 12 canons, 752 fusils et des munitions — armement qui allait jouer un rôle majeur dans la lutte à venir pour le pouvoir.

L'apparition de la France à Obok et de l'Italie à Assab

La seconde moitié du XIXe siècle vit croître l'intérêt de la France pour le port d'Obok, qui fut acheté en 1856, par M. Lambert, le consul français à Aden[113]. Il n'en résulta aucune occupation effective, mais un nouveau traité fut signé en 1862; quatre chefs afar cédèrent le territoire à la France pour 10 000 dollars de Marie-Thérèse, en s'engageant « conjointement et séparément » à rejeter toute ouverture diplomatique « n'ayant pas reçu l'approbation de Sa Majesté l'empereur des Français »[114]. Bien que rédigé en termes grandiloquents, cet accord ne fut guère respecté sur le terrain. Un observateur britannique, le consul Walker, rapporta que le chef principal « disparut après avoir reçu l'argent, et que son successeur ne soutint pas les droits ou les prétentions de la France à acquérir cet endroit, ni ceux du chef à disposer de lui ». Les quelques baraques construites par les Français « furent jetées dans la mer après leur départ»[115].

L'intérêt des Européens pour cette région se trouva accru avec l'inauguration du canal de Suez en novembre 1869. Le même mois, le missionnaire lazariste italien Giuseppe Sapeto acquit le port d'Assab au nom du Ministère italien de la marine et offrit pour cela à deux sultans afar la somme de 6 000 dollars de Marie-Thérèse. Lorsqu'il revint en mars de l'année suivante en tant que représentant de la compagnie maritime italienne Rubattino, il s'aperçut que les vendeurs n'étaient pas satisfaits du prix. Un nouveau traité fut donc signé avec les deux chefs (auxquels s'était joint un troisième) et on

110. C. R. Markham, 1869, p. 352.
111. R. K. P. Pankhurst, 1973*b*, p. 17-42.
112. Lord Amulree, 1970, p. 8-15.
113. P. Soleillet, 1887, p. 23.
114. E. Hertslet, 1894, vol. I, p. 269-270.
115. Grande-Bretagne, Chambre des Communes, 1868, p. 231-232.

15.8. *Une interprétation moderne de la scène du suicide de l'empereur Téwodros devant sir Robert Napier.*
[*Source :* peinture du Museum of the Institute of Ethiopian Studies, Addis Abeba.]

leur versa une somme supplémentaire de 8 100 dollars de Marie-Thérèse, tandis que l'on persuadait un autre chef de louer une île proche pour une durée de dix ans, moyennant une rente annuelle de 100 dollars, avec droit d'acquisition pour 2 000 roupies (près de 1 000 dollars)[116]. Ces accords jetèrent les bases des contacts que les Italiens allaient nouer avec Shoa à la fin des années 1870 et au début des années 1880.

116. Italie, Ministero degli Affari Esteri, 1906, vol. 1, p. 25-28. Voir aussi G. Douin, 1936-1941, vol. III, deuxième partie, p. 240-249.

L'empereur Johannès et la formation de l'unité éthiopienne

La mort de Téwodros avait laissé l'Éthiopie divisée et privée d'empereur. Trois personnalités rivales tenaient le pouvoir dans différentes régions. Ménélik s'était consacré lui-même roi du Shoa, tandis que Ras Gobasé, devenu le maître d'Amhara, de Wag et de Lasta, était couronné empereur et prenait le nom de Taka Giorgis en 1868. La troisième personnalité, Kassa du Tigré, était cependant la plus puissante, en partie à cause des armes reçues des Britanniques. En 1871, Gobasé se mit en campagne pour s'emparer d'Adwa, la capitale du Tigré, mais Kassa le battit en juillet, et fut couronné empereur sous le nom de Johannès IV à Axum en janvier 1872[117].

Le nouvel empereur, qui allait réaliser une unification plus vaste et plus efficace que Téwodros, parvint à ce résultat en adoptant une politique plus conciliatrice vis-à-vis de la noblesse provinciale[118] et en se présentant comme l'ami et le protecteur du clergé. Avant son couronnement, il réussit à acquérir un *abuna* de l'Égypte, et prit ensuite contact avec la communauté éthiopienne de Jérusalem, à laquelle il envoya les fonds dont elle avait d'urgence besoin. Il fit construire de nombreuses églises, notamment à Adwa et Magdala, donna de vastes terres à l'Église dans la vieille ville d'Axum, et renouvela la subvention accordée au monastère de Dabra Bizan, qui dominait la mer Rouge[119]. Ayant converti sa propre épouse, Ḥalima, musulmane avant de se marier avec lui, il tenta de faire baptiser massivement les musulmans[120], particulièrement chez les Oromo Azebo, et persécuta les catholiques romains[121]. Soucieux de purifier les pratiques religieuses, il interdit la sorcellerie et, conformément à l'opposition montrée par l'Église éthiopienne au tabac, interdit de fumer et de priser[122]. Par ailleurs, il tenta d'innover dans le domaine militaire, importa des armes à feu et employa un officier britannique, John Kirkham, pour entraîner ses soldats[123].

Pendant la première partie de son règne, Johannès dut faire face à une forte pression égyptienne. L'Égypte était alors l'État le plus puissant du continent africain, et son khédive au destin malchanceux, Ismāʿīl, bâtissait un empire au Soudan et espérait pouvoir annexer une grande partie de l'Éthiopie. L'étape du conflit commença quand, en mai 1868, le sultan turc confia une fois de plus Massaoua à l'Égypte. Après avoir occupé le port, les Égyptiens s'emparèrent de Zulla, et cessèrent les importations d'armes de l'Éthiopie. Au printemps 1872, Werber Munzinger, un aventurier suisse au service des Égyptiens, s'empara de Bogos et de Halal, deux districts éthio-

117. W. Mc. E. Dye, 1880, p. 473. Voir aussi Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 17-53.
118. G. Rohlfs, 1885, p. 58. Voir aussi Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 16, p. 250-257.
119. Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 33-34; R. Perini, 1905, p. 85; L. Villari, 1938; G. W. B. Huntingford, 1965, p. 79; R. K. P. Pankhurst, 1966*c*, p. 100-101.
120. J. S. Trimingham, 1952, p. 122; Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 94-100.
121. Sur la politique religieuse de Johannès, voir Gabira Madihin Kidana, 1972.
122. Mangestu Lamma, 1959, p. 52; A. B. Wylde, 1901, p. 44; R. K. P. Pankhurst 1968, p. 5.
123. E. A. De Cosson, 1877, vol. II, p. 64.

15.9. *L'empereur Johannès IV*.
[*Source :* G. Rohlfs, *Meine Mission nach Abessinien*, 1882, Leipzig. Illustration reproduite par Sasor Publisher, Londres.]

piens situés à la frontière soudanaise[124], et le chef d'Ailet, en face de Massawa, vendit son district au gouvernement égyptien. Devant ces empiétements, Johannès envoya Kirkham en Angleterre en septembre avec une lettre pour la reine Victoria, lui demandant de l'aider à lutter contre l'expansion égyptienne. Kirkham écrivit ensuite à la reine au nom de l'empereur, pour attirer son attention sur l'« injustice » résidant dans le fait que l'Éthiopie n'avait pas de port avec lequel elle pût communiquer avec « les puissances chrétiennes d'Europe » ; il ajoutait que si les puissances européennes lui assuraient une « fenêtre sur la mer Rouge », Johannès était prêt à conclure « des traités de

124. A. B. Wylde, 1901, p. 22-23 ; G. Rohlfs, 1885, p. 43 ; G. Douin, 1936-1941, vol. III, deuxième partie, p. 337-344.

commerce très libéraux » avec elles[125]. Mais ces appels n'eurent pas plus d'effets que ceux des époques antérieures[126].

Johannès, soucieux d'obtenir des contacts plus étroits avec l'étranger, nomma un Anglais, Henry King, consul à Londres[127], et comprenant la puissance du mouvement anti-esclavagiste, informa les Britanniques qu'il essayait d'éliminer le commerce des esclaves en faisant exécuter les marchands qui s'y livraient. La vente des esclaves était depuis longtemps interdite par le code juridique éthiopien, le *Fetha Nagast*, mais cette injonction ne s'appliquait jusqu'alors qu'aux marchands chrétiens, non aux marchands musulmans[128].

Les Égyptiens, une fois établis sur la côte sud de la mer Rouge, s'avancèrent également dans la zone du golfe d'Aden. Pendant l'hiver 1873-1874, ils s'emparèrent temporairement de Berbera, puis, l'hiver suivant, occupèrent la ville de manière permanente, ainsi que Zeila[129]. Ils envahirent alors l'intérieur des terres et prirent Harar en octobre. L'émir Muḥammad ibn ʿAlī, arrivé récemment au pouvoir, fut incapable de résister[130]. Ayant acquis un point d'appui à l'est, les Égyptiens décidèrent d'annexer l'Éthiopie du Nord jusqu'au fleuve Marab. Ils envoyèrent 2 500 hommes, commandés par un noble égyptien, Arekel Bey, un officier danois, le colonel Arendrup, et un Autrichien, le comte Zicky. Cette armée était équipée de fusils se chargeant par la culasse et de canons de campagne. Johannès, apprenant que les envahisseurs s'étaient avancés jusqu'à Asmara, ordonna que l'on proclame l'appel aux armes dans tout le royaume[131]. De très nombreux hommes s'engagèrent comme volontaires dans une guerre qu'ils considéraient comme une croisade contre une invasion de l'islam. Johannès put donc rassembler près de 70 000 hommes en armes. La bataille la plus décisive fut livrée à Gundat, le 15 novembre 1875, quand l'armée de l'empereur attaqua les envahisseurs et les anéantit presque totalement. Arekel et Arendrup furent tués et Zicky mortellement blessé, tandis que Johannès s'emparait de 2 500 fusils Remington, de 14 pièces d'artillerie et de 20 000 dollars de Marie-Thérèse. Les Égyptiens, entre-temps, avaient envoyé une autre colonne de Tadjūra ; elle fut interceptée par les Afar locaux, qui tuèrent son commandant Munzinger, ainsi que bon nombre de ses hommes[132].

Ismāʿīl décida de venger ces désastres. En février 1876, une nouvelle armée, beaucoup plus nombreuse (20 000 hommes) et mieux équipée, commandée par Rātib Pacha, le fils du khédive Ḥassan Pacha, et un officier

125. Public Record Office, Kew, FO 1/27, to Foreign Office, 13 May 1873.
126. G. Douin, 1936-1941, vol. III, deuxième partie, p. 378-387, p. 403-409.
127. J. de Coursac, 1926, p. 107-118.
128. P. Tzadua, 1968, p. 175-178.
129. G. Douin, 1936-1941, vol. III, deuxième partie, p. 266-279 ; troisième partie, A, p. 547-555, p. 583-602.
130. *Ibid.*, vol. III, troisième partie, A, p. 602-607 ; J. S. Trimingham, 1952, p. 120-122.
131. W. Mc. E. Dye, 1880, p. 135.
132. A. B. Wylde, 1901, p. 23-25 ; G. Douin, 1936-1941, vol. III, deuxième partie, p. 745-1075 ; Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 61-65.

américain, le général Loring, s'avança à l'intérieur de l'Éthiopie. Johannès réagit en demandant une fois de plus aux chrétiens de se rallier contre l'ennemi de leur roi. Les Égyptiens, bien qu'équipés de fusils Remington et de canons de campagne Krupp, furent de nouveau débordés, car près de 200 000 hommes répondirent à l'appel de l'empereur. Les envahisseurs ne furent pas de taille face aux Éthiopiens qui remportèrent entre le 7 et le 9 mars, à Gura, une éclatante victoire. Peu d'Égyptiens survécurent à l'assaut des troupes de l'empereur. Ils laissèrent derrière eux 16 canons et 12 000 ou 13 000 fusils Remington, ainsi que de nombreuses munitions et de l'approvisionnement[133].

Les victoires éthiopiennes, à Gundat et Gura, mirent fin aux rêves impériaux égyptiens. Ismāʿīl, qui avait perdu plus de 20 000 hommes, ainsi que la plupart de son artillerie et d'autres armes, et dont le pays était confronté à un désastre économique, devait abandonner ses visées expansionnistes. Il connut bientôt la banqueroute, et fut déposé en juin 1879. Le mécontentement avait, entre-temps, envahi son armée, surtout à cause de l'incapacité et de l'arrogance des commandants turcs et circassiens, qui avaient mené les troupes égyptiennes au désastre. La défaite d'Éthiopie sema donc des fruits amers pour le khédive, et il est significatif que ce fut l'un des colonels de Massaoua, ʿUrābī Pacha, qui devint le chef de la première révolte nationaliste égyptienne.

L'Éthiopie, bien que victorieuse, avait elle aussi souffert des combats. Dès 1873, un voyageur britannique, A. E. De Cosson, observait que l'Hamasén avait été « dépeuplé » à cause des ravages causés par les Égyptiens, et qu'Asmara « était presque déserte »[134]. Johannès, pour sa part, chercha à réduire ces maux, et, comme le colonel William Dy, un Américain au service de l'armée égyptienne, le reconnut, il ordonna que, bien que les céréales pussent être prises par ses soldats, « les troupeaux et les vêtements doivent être épargnés »[135]. Les campagnes de 1875-1876, suivies des déprédations commises par un chef soutenu par les Égyptiens, Ras Walda Mikaʿél, causèrent cependant de nombreux ravages[136]. Un observateur britannique, A. B. Wylde, nota par la suite que Mikaʿél avait « transformé le plateau de Hamasén, autrefois appelé le plateau des mille villages […], en un horrible désert couvert de maisons en ruines, où survivaient des paysans à moitié morts de faim »[137].

Les victoires sur l'Égypte rehaussèrent cependant le prestige et la force de Johannès, qui, grâce aux munitions dont il s'était emparé, devint le dirigeant le mieux armé de son pays depuis l'introduction des armes à feu trois siècles auparavant. La fin des hostilités lui laissa les mains libres pour

133. A propos de la campagne égyptienne, voir W. Mc. E. Dye, 1880, *passim*; G. B. Hill, 1881, p. 205-206; G. Rohlfs, 1885, p. 44-54; A. B. Wylde, 1901, p. 26-81; M. Chaîne, 1913, p. 8; J. de Coursac, 1926, p. 322-324 et *passim*; A. Bizzoni, 1897, p. 60-64; J. S. Trimingham, 1952, p. 121-122; Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 59-63.
134. E. A. De Cosson, 1877, vol. I, p. 50.
135. W. Mc. E. Dye, 1880, p. 292.
136. *Ibid*., p. 652.
137. A. B. Wylde, 1901, p. 28.

procéder à l'unification du pays. Il marcha sur le Wallo, dans le Sud, afin de régler ses comptes avec Ménélik, le maître de Shoa, qui dépendait des armes passant par les territoires occupés par les Égyptiens. Ménélik s'était refusé à aider Johannès dans le précédent conflit, et avait mené une expédition contre Bagemder et Gojam, c'est-à-dire dans la zone d'influence de l'empereur; à la même époque, il avait entretenu une correspondance amicale avec le khédive[138].

La guerre entre les maîtres du Tigré et du Shoa, les deux parties les plus puissantes de l'Éthiopie chrétienne, semblait imminente. Ménélik pensa d'abord à faire la paix, mais, quand il apprit les très dures conditions que Johannès exigeait, il mobilisa ses hommes en janvier 1878. La perspective d'un conflit effrayait cependant beaucoup de gens dans les deux camps, qui estimaient qu'il ne bénéficierait qu'à leurs ennemis communs. Johannès, bien qu'il fût le plus puissant des deux, manquait de munitions et allait être obligé d'opérer dans un territoire ennemi, contre une armée dont la force n'était pas négligeable. L'issue paraissait incertaine, mais le grand nombre d'armes à feu en présence laissait prévoir de lourdes pertes dans les deux camps. De nombreux moines et le clergé assurèrent la médiation entre les adversaires, et soulignèrent aux deux monarques qu'il n'était pas souhaitable de verser du sang chrétien.

Johannès, convaincu des avantages d'un compromis, accepta en février d'ouvrir des négociations avec Ménélik. Un accord fut conclu en mars, négocié par l'un des prêtres de l'empereur. Ses termes, bien qu'ils n'aient jamais été publiés, paraissent avoir été les suivants[139]: Ménélik renonçait au titre d'empereur; Johannès reconnaissait l'indépendance de Ménélik, qui devrait lui payer un impôt; Johannès consentait à couronner Ménélik roi du Shoa et de Wallo, et acceptait le droit des descendants de Ménélik à lui succéder comme dirigeants de ces provinces; chaque dirigeant s'engageait à venir en aide à l'autre en cas de besoin; et Ménélik acceptait de fermer pendant deux ans la route de Zeila au Shoa aux Européens.

Johannès couronna alors son ancien ennemi avec pompe et splendeur. Cet acte, d'un côté, symbolisait sa suzeraineté *de jure*; de l'autre, elle était une expression de l'indépendance *de facto* de Ménélik[140].

Les deux dirigeants se rencontrèrent ensuite à Boru Méda, dans le Wallo, pour discuter des controverses religieuses de l'Église orthodoxe éthiopienne, et de l'opportunité de convertir les musulmans et les traditionalistes, en particulier à la périphérie du pays, où le loyalisme des populations était douteux. Ils conclurent que l'on devrait donner respectivement trois et cinq ans aux musulmans et aux traditionalistes pour se convertir au christianisme,

138. À propos des suggestions selon lesquelles Ménélik conspirait réellement avec les Égyptiens contre Johannès, voir H. G. Marcus, 1975, p. 38-43, et Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 55-59, 61, 65, 260-262.

139. G. Massaia, 1892, vol. II, p. 5-23; A. Cecchi, 1886-1887, vol. I, p. 422-423; T. Waldmeier, 1886, p. 133-134; Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 138-148. En ce qui concerne un débat récent sur l'accord Tigré-Shoa, voir Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 93-94.

140. G. Messaia, 1892, vol. XI, p. 60.

et que tous les fonctionnaires non chrétiens devraient être baptisés[141]. Les deux chefs principaux du Wallo, l'*imām* Muḥammad ʿAlī et l'*imām* Abba Watta, furent donc convertis au christianisme et prirent les noms de Mikaʿél et d'Hayla Maryam; on leur donna le rang de *ras* et de *dajazmach*[142]. Leurs partisans, ainsi que beaucoup d'autres gens, furent également convertis, et de nombreuses mosquées et sanctuaires païens détruits. Mais un grand nombre de ces conversions restèrent purement nominales. Le missionnaire italien Massala vit des convertis aller tout droit de l'église où ils avaient été baptisés à la mosquée pour faire annuler ce baptême[143]; un grand nombre de personnes étaient dites « chrétiennes de jour, musulmanes de nuit ». D'autres musulmans quittèrent le pays, bien que, dans certaines zones où l'on refusait aux non-chrétiens le droit de posséder des terres, le baptême permit aux musulmans d'acquérir des terres qu'ils pouvaient conserver même après leur retour à l'islam[144]. Un autre résultat de l'accord de Boru Méda fut l'expulsion des missionnaires catholiques romains de Shoa, en 1879. Johannès était depuis longtemps opposé aux missionnaires, de quelque bord qu'ils fussent[145]. Ils étaient appréciés surtout pour leur compétences techniques, mais Ménélik compensa les désavantages que pouvait présenter leur départ en employant d'autres étrangers, dont un artisan suisse, Alfred Ilg, qui servit à la fois de technicien et de conseiller diplomatique[146].

Le khédive Ismāʿīl avait entre-temps chargé le colonel Charles Gordon, un officier britannique au service du gouverneur égyptien du Soudan, de mener les négociations de paix entre l'Égypte et Johannès. Gordon, qui reconnaissait dans son journal que son employeur avait « volé » des territoires à l'Éthiopie, et avait traité cette dernière « très cruellement et très injustement »[147], se rendit à Dabra Tabor pour une vaine mission[148] afin de rencontrer Johannès en octobre 1879. L'empereur fut intransigeant: il exigeait la « rétrocession » des districts frontaliers de Bogos, Matamma et du pays de Shanqella, et voulait un accès à la mer[149]. Insistant sur la justesse de sa cause, il reprocha à l'Anglais, en tant que chrétien, de servir un gouvernement musulman. Il écrivit une lettre courroucée au khédive Tawfīḳ, en faisant observer que l'Égypte s'était comportée comme un « voleur », ajoutant: « Vous voulez la paix, mais vous empêchez les marchands abyssins de se rendre à Massawa. Vous avez pris des terres qui ne sont pas les vôtres[150]. » Gordon, dont les instructions excluaient toute cession de territoire, trouva l'entrevue embarrassante. Irrité

141. G. Rohlfs, 1885, p. 149-156; A. Opbel, 1887, p. 307; Guèbrè Sellassié, 1930-1932 vol. I, p. 145-156; Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 95-96.
142. Guèbrè Sellassié, 1930-1932, vol. I, p. 155-156; J. S. Trimingham, 1952, p. 24, 122.
143. G. Messaia, 1892, vol. XI, p. 78.
144. Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 97; R. Perini, 1905, p. 344; R. K. P. Pankhurst, 1968, p. 147.
145. G. Bianchi, 1886, p. 86. À propos de l'attitude de Johannès vis-à-vis des missionnaires, voir Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 98-99.
146. C. Keller. 1918; W. Loepfe, 1974; R. K. P. Pankhurst, 1967, p. 29-42.
147. G. B. Hill, 1881 p. 403, 405, 406; voir aussi p. 304.
148. Zewde Gabre-Sellasie, 1975, p. 111-117.
149. *Ibid*., p. 412-414.
150. *Ibid*., p. 420.

par l'étroite surveillance à laquelle l'empereur l'avait soumis, il craignait de ne pouvoir quitter le pays; il écrivit, plus tard, dans les mémoires de l'un des prisonniers de Téwodros qu'il avait eu de la chance de s'en sortir vivant. À propos de Johannès, il observait que l'empereur parlait « comme l'Ancien Testament » et « devenait de plus en plus fou »[151]. Toutefois, à sa propre sœur, il fit remarquer: « Johannès, assez curieusement, est comme moi un fanatique religieux. Il a une mission; et il la remplira. Cette mission consiste à christianiser tous les musulmans[152]. »

Johannès avait, à cette époque, de solides réalisations à son actif. Il avait stoppé l'invasion de l'Égypte et créé une unité beaucoup plus grande que celle qui avait existé pendant la majeure partie du règne de Téwodros; il avait permis à son peuple d'entrer dans une période de paix sans précédent. A. B. Wylde, observateur perspicace, note que l'Éthiopie, après la défaite égyptienne, « connut les bienfaits de la tranquillité et des bonnes récoltes », et qu'elle « progresse à grands traits »[153].

Paisible et prospère à la fin de la période que nous étudions, l'Éthiopie allait connaître de grandes tribulations. Le soulèvement du Mahdī soudanais, Muḥammad Aḥmad, qui annonça sa mission en 1881, signifiait l'apparition d'un nouveau centre de pouvoir dynamique, qui allait bientôt déferler sur l'ouest de l'empire et ravager Gondar. La prise de Massaoua par les Italiens en 1885, qui marqua le début de la ruée européenne sur cette partie de l'Afrique, fut suivie, en moins d'une demi-décennie, par une grande épidémie de peste bovine et par la famine: une fois de plus, le pays tout entier fut plongé dans la déchéance et la misère.

Survol global

Bien que le devant de la scène, à la fin de cette période, fût occupé par Johannès, maître de l'État le plus puissant de la zone et le seul à être réellement impliqué dans les relations internationales, le territoire qu'il dominait ne constituait qu'une fraction de celui dont traite le présent chapitre. Son empire, fondé sur le Tigré, s'étendait cependant, au moins théoriquement, sur tous les hauts plateaux chrétiens, le *ras* Adal Tasama (plus tard, le roi Takla Haymanot) du Gojam et le roi (plus tard, empereur) Ménélik du Shoa, ayant tous deux été obligés de reconnaître son autorité impériale. Les chefs musulmans du Wallo, maintenant convertis officiellement au christianisme, acceptaient aussi indirectement sa suzeraineté. Plus à l'est, cependant, le sultanat musulman d'Awsa était indépendant. Les basses terres au nord-ouest et au nord-est du Tigré étaient sous le contrôle des Égyptiens, car Johannès, malgré ses victoires, n'avait pu ni les faire reculer ni exaucer son vœu d'obtenir un accès à la mer. La domination égyptienne allait cependant prendre fin en moins d'une demi-décennie; la région ne

151. *Ibid*., p. 421-422, p. 424.
152. C. Gordon, 1902, p. 155.
153. A. B. Wylde, 1901, p. 30.

devait d'ailleurs pas tomber dans les mains des maîtres de l'Éthiopie, mais dans celles d'une puissance coloniale, l'Italie.

Les terres de l'Ouest, du Sud et de l'Est n'étaient pas encore intégrées à l'État éthiopien; bien que Ménélik se fût emparé de certaines parties du Guragé, ses principales expéditions remontaient à de nombreuses années. Dans le sud-ouest du pays, il existait encore un essaim de petits États indépendants. Ils incluaient le vieux royaume de Kaffa, Janjero et Walamo, ainsi que plusieurs petites monarchies oromo: Jimma, dont le dernier roi, et le plus fameux, Abba Jifar II, venait juste d'accéder au trône, et Léka, où un chef local, Moroda, consolidait son pouvoir, sans parler de Limmu, Goma, Guma, Géra et autres unités politiques encore plus réduites. Les Oromo, ainsi que d'autres groupes du Sud, dans l'Arussi, le Borana et ailleurs, menaient également une existence politique séparée.

Au sud-est, Harar, autrefois ville-État indépendante, était occupée par l'Égypte. Il est vrai que bientôt cette suprématie allait prendre fin et que Ménélik allait s'emparer de la cité. Le long du golfe d'Aden, les ports somali étaient eux aussi contrôlés par les Égyptiens, dont la domination allait bientôt être remplacée par celle de trois puissances coloniales, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. Les ports somali restants, sur la côte atlantique, dans le Majerteyn au nord et dans le Benadir au sud, étaient respectivement dirigés par Oman et Zanzibar. Aux alentours de 1870, un différend entre le sultan de Majerteyn, Oman Maḥmūd, et son beau-père, Yūsuf ʿAlī, entraîna une division du sultanat et la fondation, par Yūsuf ʿAlī, du nouveau sultanat d'Hobya (Obbia), plus au sud[154]. Dans la vallée inférieure du Shebele, le développement des cultures marchandes (céréales, sésame, orseille et coton) contribua à la prospérité du sultanat geledi jusque dans les années 1880[155]. Mais la domination d'Oman allait bientôt céder la place à celle du colonialisme italien. L'influence étrangère en Somalie était cependant limitée à la côte. La plupart des Somali, qui vivaient dans les terres de l'intérieur, étaient — comme un grand nombre d'Oromo — libres de toute domination extérieure et vivaient sous le contrôle de leurs clans locaux.

154. M. Pirone, 1961, p. 88.
155. L. V. Cassanelli, 1982, p. 161-178.

CHAPITRE 16

Madagascar, 1800-1880

Phares M. Mutibwa
avec une contribution
de Faranirina V. Esoavelomandroso

L'histoire de Madagascar entre 1800 et 1880 est caractérisée par deux traits majeurs qui fourniront les axes de notre étude. Le premier est l'évolution politique du pays et l'interaction diplomatique entre Madagascar et les puissances étrangères, en particulier la Grande-Bretagne et la France. Le second est constitué par les changements qui ont eu lieu dans l'organisation sociale de Madagascar, notamment dans les domaines religieux, administratif et économique. L'évolution politique concerne essentiellement la consolidation de la monarchie merina et l'expansion de son autorité sur le reste de l'île. Les relations diplomatiques que cette monarchie a maintenues avec la France et la Grande-Bretagne sont devenues la pierre angulaire du développement du pays. Les changements introduits dans l'administration, surtout dans l'instauration de la loi et de l'ordre, ont facilité le développement économique, facteur essentiel dans les efforts de Madagascar pour se moderniser et résister aux puissances étrangères. Le fait d'embrasser des religions étrangères est considéré comme partie intégrante de ce processus de modernisation.

Il sera nécessaire de procéder ici à une brève description du pays et de son peuple. Il existe près de dix-huit groupes ethniques à Madagascar, dont le principal, devenu le plus important au XIX^e^ siècle, est celui des Merina qui vivent sur le plateau central de l'île. Ce plateau central, appelé Imerina (« le pays qu'on voit de loin ») constituait le foyer du peuple merina, chez qui une classe de privilégiés contrôlait la majeure partie de l'île avant la colonisation française. Il est difficile de dire combien il y avait d'habitants à Madagascar pendant la période que nous allons étudier; selon le consul de Grande-Bretagne à Madagascar, la population s'élevait à cinq millions en

1865, dont environ 800 000 Merina[1]. Tous les groupes malgaches parlaient la même langue et avaient, à quelques exceptions près, des coutumes et des traditions religieuses analogues. Ainsi, malgré l'existence de différences régionales, les Malgaches formaient et forment encore aujourd'hui un seul peuple qui se caractérise par une profonde unité culturelle et ethnique[2].

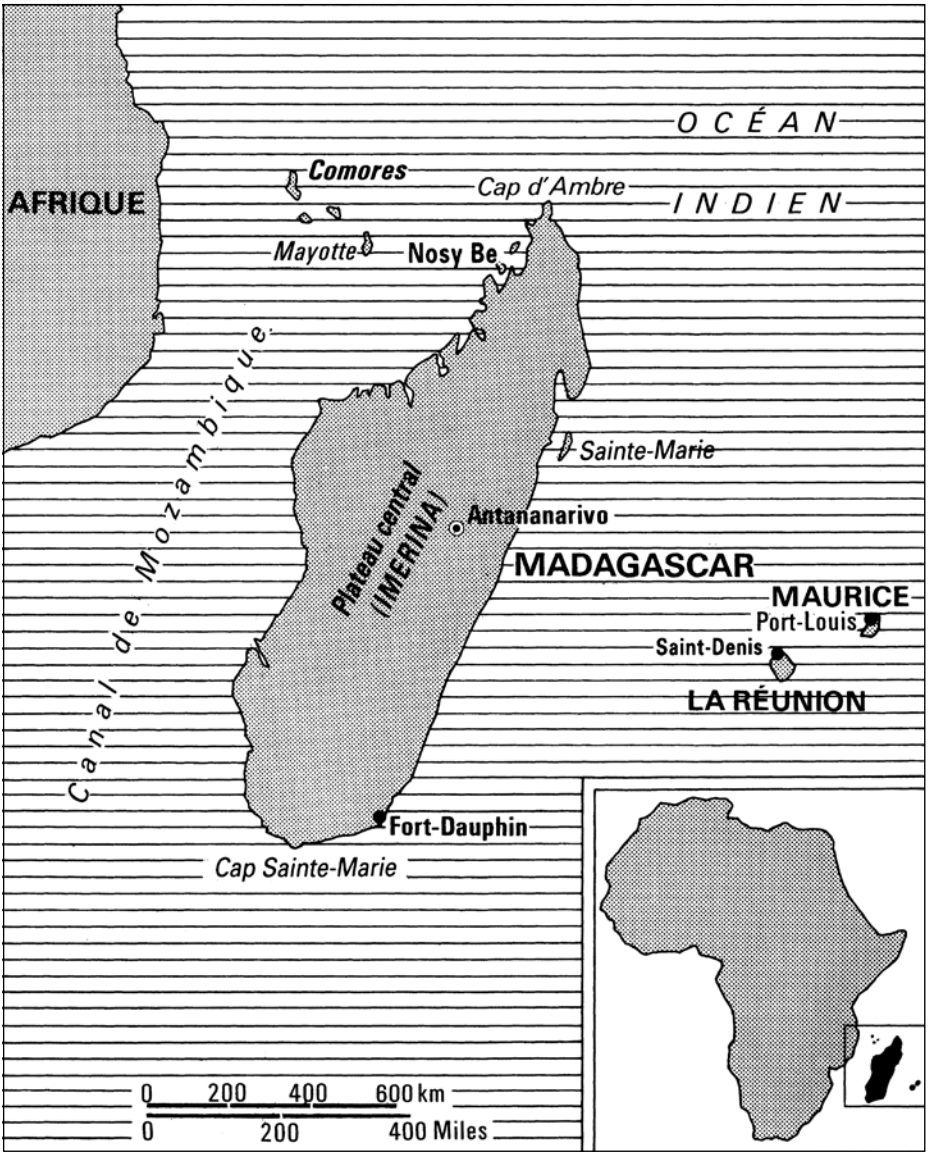
Les dirigeants d'Imerina s'installèrent à Antananarivo, et c'est de là qu'une lignée de monarques, compétents et souvent populaires, dirigeait la plus grande partie de l'île. L'expression « gouvernement du royaume de Madagascar », telle que nous l'employons ici, se réfère au gouvernement installé à Antananarivo, qui, en 1880, contrôlait les deux tiers de l'île, malgré des rébellions sporadiques ici et là. C'est pourquoi, malgré l'importance historique de chaque province et région[3], l'étude de l'évolution politique, sociale, économique et administrative de Madagascar s'articule essentiellement autour de l'histoire du plateau central, qui constitue le grand pôle d'activité ou le cœur de l'île.

L'ère d'Andrianampoinimerina (1792-1810)

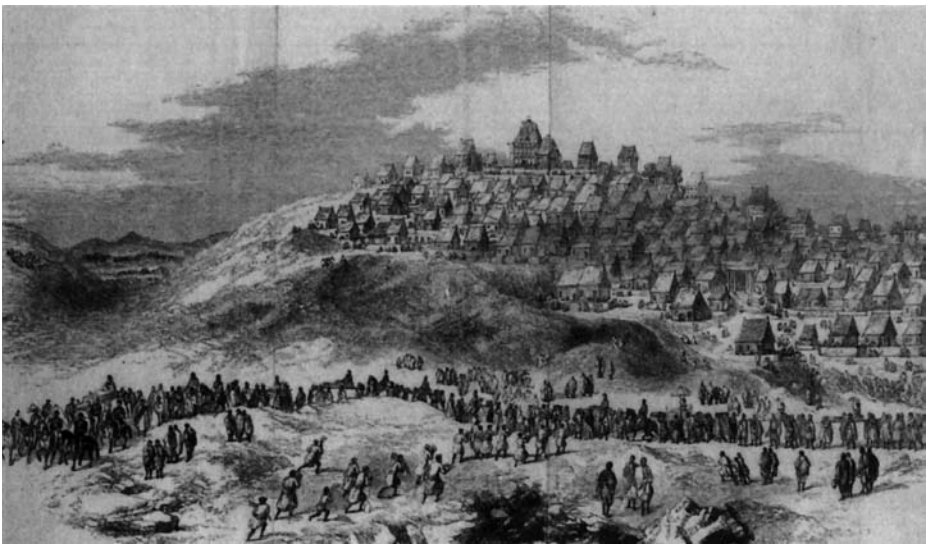
II est difficile de comprendre l'histoire de Madagascar au XIXe siècle sans examiner comment Andrianampoinimerina, fondateur du royaume merina, arriva au pouvoir et consolida sa position sur le plateau central. Il réunifia le royaume merina et l'étendit. Il renforça en outre la cohésion nationale, facteur essentiel d'une politique expansionniste.

Vers 1780, il n'existait dans l'Imerina central que trois ou quatre petits royaumes qui se livraient entre eux à des luttes sanglantes. Vers 1785, Ramboasalama, le neveu du roi d'Ambohimanga, l'un de ces petits royaumes, chassa son oncle et se proclama roi sous le nom d'Andrianampoinimerina[4]. Il commença alors à consolider sa position à Imerina, utilisant aussi bien des moyens militaires que des voies diplomatiques. Il liquida les rois d'Antananarivo et d'Ambohidratrimo qui, bien qu'ils eussent conclu la paix avec lui, avaient continué à le défier[5]. En 1791 ou en 1792, Andrianampoinimerina transféra sa capitale à Antananarivo et commença à édifier les structures politiques et sociales du nouveau royaume. Cette ville est depuis restée la capitale d'Imerina et de Madagascar.

1. Pakenham à Russell, 31 janvier 1865 : Foreign Office, Public Record Office, Londres (noté en abrégé FO infra) 48/10.
2. H. Deschamps note que « l'unité linguistique malgache est remarquable. D'un bout à l'autre de l'île, on retrouve la même grammaire, la même syntaxe et, dans l'ensemble, les mêmes mots ». Voir H. Deschamps, 1951, p. 53.
3. Le département d'histoire de l'Université de Madagascar mène des études novatrices sur l'histoire des régions ; on commence ainsi à mieux connaître l'histoire intérieure de Madagascar.
4. Pour un bref portrait du roi Andrianampoinimerina, voir H. Deschamps, 1967 ; voir aussi A. Délivré, 1974.
5. R. W. Rabemananjara, 1952, p. 32.



16.1. *Madagascar et ses voisins* (d'après P. M. Mutibwa).



16.2. *Une vue d'Antananarivo dans les années 1850.*
[*Source :* W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, John Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library, Londres.]

La seconde partie du règne d'Andrianampoinimerina, peu après 1800, vit le royaume s'étendre au-delà des limites d'Imerina : la tâche longue et difficile qu'était l'unification des quelque 18 groupes ethniques de Madagascar avait démarré. Le nouveau roi tenait à conquérir le reste de l'île et, sur son lit de mort, il aurait dit à Radama, son fils et successeur, « la mer est ma frontière »[6].

Tout d'abord, il conquit des portions de territoires traditionnellement merina, alors occupés par des peuples voisins, comme les Bezanozano et les Sihanaka à l'est[7]. Bien qu'il eût imposé sa suzeraineté à ces peuples, certains d'entre eux, et particulièrement les Bezanozano, continuèrent à résister. Andrianampoinimerina employa la force pour consolider son pouvoir à Imerina ; mais il essaya également de se présenter face à ses adversaires comme un chef dont le seul désir était la paix et l'unité.

L'expansion vers le sud eut d'abord pour objectif essentiel de protéger les Merina qui y avaient émigré. Les Betsileo étaient déjà dominés par les Merina, et les troupes merina n'eurent guère de peine à avancer plus au sud jusqu'au massif de l'Ankaratra et à la région de Faratsiho[8]. À l'ouest, cependant, Andrianampoinimerina rencontra — comme ses successeurs —

6. Littéralement « la mer est la limite de mon champ de riz ». Il associait la riziculture à la lutte contre la faim et donna des directives pour la mise en valeur des plaines de Betsimitatatra.
7. Voir J. Valette, 1971, p. 327 et suiv.
8. *Ibid.*, p. 328. Voir aussi J. Rainihifina, 1975. Sur les migrations merina vers Andrantsay et Voromahery (limite nord du pays betsileo), voir D. Rasamuel, 1980 ; E. Fauroux, 1970 ; J. Y. Marchal, 1967, p. 241-280 ; J. Dez, 1967.

la résistance opiniâtre des Sakalava. De fait, toutes les tentatives pour les soumettre échouèrent totalement. Il est vrai qu'il parvînt parfois à établir des relations amicales avec eux; mais, très souvent, les Sakalava envahirent Imerina, poussant leurs incursions jusqu'à Antananarivo ou presque. Les royaumes sakalava les plus importants étaient Menabe et Boina, qui, à eux deux, constituaient une barrière infranchissable pour l'expansion merina vers l'ouest. Cependant, l'opposition la plus acharnée était celle des Ambongo. Il faut préciser, par ailleurs, que la seule solution de remplacement des chefs merina était la dynastie sakalava des Maroseranana, qui avaient étendu leur hégémonie à la partie occidentale de l'île, avant le XIXe siècle, et conclu des alliances avec certains royaumes de la partie orientale — notamment celui de Betsimisaraka[9]. Il n'empêche qu'à sa mort, en 1810, Andrianampoinimerina avait fait d'Imerina une force avec laquelle il fallait compter dans tout Madagascar.

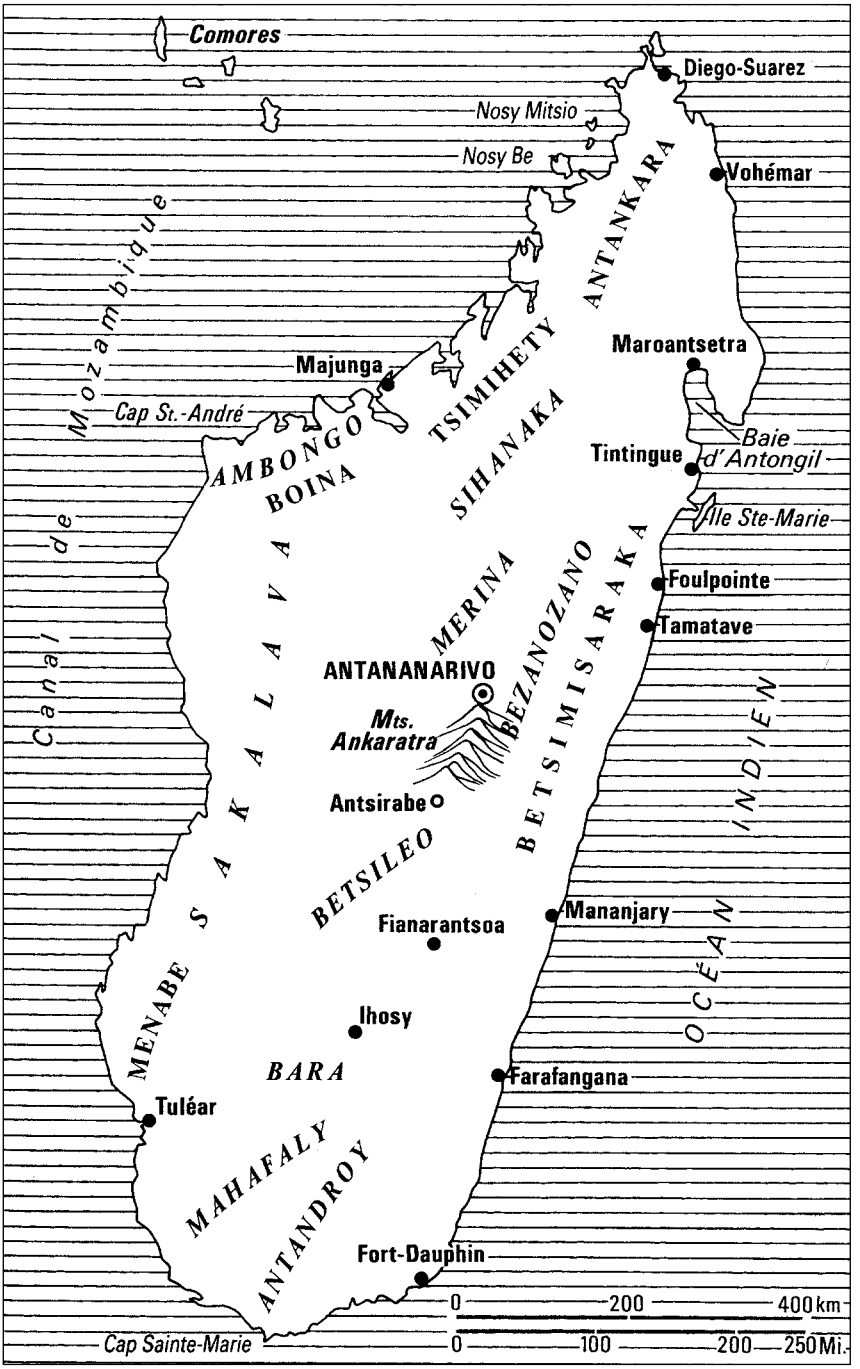
Le grand modernisateur: le roi Radama Ier (1810-1828)

Peu de dirigeants, dans l'histoire de Madagascar, sont devenus aussi légendaires que Radama Ier qui succéda à son père en 1810 à l'âge d'environ dix-huit ans. Il est considéré comme le «Napoléon» de Madagascar, et c'est bien ainsi qu'il se considérait lui-même.

À l'annonce de la mort d'Andrianampoinimerina, certains des peuples qu'il avait conquis se révoltèrent. La première tâche de Radama fut donc de soumettre les rebelles, et notamment les Bezanozano d'Ambotomanga, dont beaucoup s'enfuirent à l'est. Bien que Radama fût parvenu à consolider sa position à Imerina, il désirait surtout atteindre la mer, comme son père le lui avait demandé sur son lit de mort. Sans accès direct à la mer, les Merina se sentaient oppressés par leurs voisins qui faisaient même des incursions chez eux pour y chercher des esclaves. De plus en plus désireux de commercer directement avec les Européens dans les ports de Tamatave et de Majunga, et surtout avec les Anglais des îles Mascareignes, les négociants merina étaient cependant obligés de passer par des intermédiaires bezanozano, sihanaka et sakalava pour échanger des produits artisanaux et agricoles — riz et viande de bœuf notamment — contre du sel et des munitions d'origine européenne. Radama considérait l'expansion territoriale comme une part de l'héritage des Maroseranana dont il s'était emparé; mais, pour lui, c'était surtout par piété filiale qu'il devait accomplir les dernières volontés de ses aïeux et réaliser les prédictions des devins[10].

Ce fut vers l'est que Radama fit porter d'abord ses efforts, vers le port de Tamatave, qui devenait de plus en plus important. Cependant, la situation politique de la région voisine de Betsimisaraka appelait une intervention. En effet, la confédération organisée au XVIIIe siècle par Ratsimilaho avait

9. C. Guillain, 1845, p. 376.
10. H. Deschamps, 1960, p. 154. Voir aussi J. M. Filliot, 1974, p. 273.



16.3. *Madagascar, 1800-1880* (d'après P. M. Mutibwa).

éclaté en une multitude de principautés rivales, en guerre les unes contre les autres, dont les *filoha* [chefs], voyant leur autorité menacée aussi de l'intérieur, invitaient Radama à rétablir l'ordre. Profitant de ce chaos politique, un Métis, Jean René, s'était emparé de Tamatave en 1812[11]. Ce fut essentiellement le désir de Radama d'établir une route vers ce port oriental qui l'amena à prendre contact diplomatiquement avec sir Robert Townsend Farquhar, le gouverneur de l'île Maurice. Ce désir coïncidait avec celui de Farquhar — et de la Grande-Bretagne — de contrôler Madagascar, ou du moins d'influencer ce qui s'y passait puisque Madagascar était la seule source de bétail et de riz de l'île Maurice et consommait aussi une grande partie de ses produits manufacturés. En outre, Madagascar représentait un intérêt stratégique et politique. Les Britanniques voulaient, en particulier, s'assurer l'appui de son chef pour abolir le trafic des esclaves, Madagascar constituant l'une des principales sources d'esclaves de la région. Sir Robert tenait donc à exercer un rôle politique actif dans le pays. Cette politique, qui coïncidait avec le désir de Radama de poursuivre son expansion vers l'est, eut, comme on l'a souligné, « d'importantes conséquences pour l'avenir de Madagascar »[12].

Après plusieurs contacts amicaux, Farquhar envoya une mission diplomatique dirigée par le capitaine Le Sage, qui arriva à Antananarivo le 21 décembre 1816. Un traité d'amitié et de commerce fut finalement signé le 4 février 1817 entre Radama et le capitaine Le Sage. Mais ce traité ne satisfaisait pas le gouverneur de l'île Maurice, parce qu'il ne mentionnait pas le commerce des esclaves, question essentielle pour sir Robert. Le gouverneur envoya donc une autre mission dans la capitale de Radama, conduite cette fois par James Hastie, un ancien huissier d'armes aux Indes, qui avait davantage l'expérience des négociations avec les dirigeants orientaux[13]. James Hastie apporta avec lui un certain nombre de cadeaux pour le roi, dont des chevaux, un compas, une carte du monde et une pendule à carillon, qui impressionnèrent fort le jeune roi et aidèrent Hastie à gagner son amitié et sa confiance. Les négociations, cependant, piétinèrent parce que les Britanniques insistaient pour que Radama déclare illégal le commerce des esclaves à Madagascar. Quand le roi annonça qu'en agissant ainsi il commettrait un véritable suicide économique puisque le commerce des esclaves était sa plus grande source de revenus, Hastie eut une réponse toute prête : en compensation, les Britanniques paieraient au chef malgache une somme annuelle de 1 000 dollars en or et de 1 000 dollars en argent, lui fourniraient 100 barils de poudre, 100 mousquets anglais avec 100 pierres à fusil, 400 uniformes de soldats, 12 épées de sergents, 600 pièces de draps,

11. R. Decary, 1939.
12. J. Valette, 1971, p 331.
13. H. Deschamps, 1960, p. 154. Le premier contact entre Radama I[er] et les autorités de l'île Maurice fut établi au début de 1816, quand sir Robert Farquhar envoya Jacques Chardenous, un ancien marchand d'esclaves français installé à l'île Maurice, rendre une visite de courtoisie au roi, à Antananarivo, et rassembler le plus d'informations possible sur le pays, sa population et ses ressources. Voir M. Brown, 1978, p. 137.

un uniforme de cérémonie pour lui et deux chevaux[14]. L'offre parut d'autant plus honnête à Radama que le traité le reconnaissait comme roi de tout Madagascar. Le traité d'amitié et de commerce anglo-malgache fut signé à Tamatave, le 23 octobre 1817. James Hastie, l'heureux négociateur, fut nommé en 1820 résident britannique dans la capitale malgache. Mais alors que Farquhar était en congé en Angleterre, son successeur, le Major General Gage John Hall refusa de payer les subsides stipulés par le traité. Cela conduisit à une rupture des relations entre les Anglais et la cour merina, qui permit aux Français de mettre un pied dans la capitale malgache à une époque où la puissance anglaise était dominante[15]. Radama fut évidemment choqué par le refus des Britanniques de respecter les clauses du traité de 1817; mais il fut très vite persuadé d'oublier le passé pour défendre ses intérêts à long terme qui, à son sens, exigeaient manifestement une alliance avec la Grande-Bretagne. Il accepta donc les excuses de Hastie pour les bévues du général Hall (qui fut rappelé à Londres) et renouvela le traité le 11 octobre 1820. Dans un document séparé, Radama permit également aux missionnaires anglais de travailler à Madagascar.

Conformément à cet accord, David Jones, de la London Missionary Society (LMS), arriva à Antananarivo le 3 décembre 1820. Radama accueillit très bien les missionnaires anglais; ils apportaient avec eux l'éducation (même si elle était liée au christianisme), mais aussi une aide technique[16]. Radama écrivit à la LMS, lui demandant d'envoyer autant de missions qu'elle le pouvait, à condition que celles-ci comprennent non seulement des hommes de religion, mais aussi des artisans, tels que tisserands et charpentiers[17]. Les missionnaires ouvrirent leur première école à Antananarivo, le 8 décembre 1820, avec trois élèves, de jeunes neveux du roi; grâce aux énormes encouragements personnels que Radama donna aux missionnaires, la LMS pouvait se vanter, en 1829, d'avoir 23 écoles, et près de 2 300 élèves. Les missionnaires utilisèrent l'alphabet latin pour transcrire le malgache et traduisirent la Bible dans cette langue.

Plusieurs missionnaires, Jones, Bevan et Griffiths notamment, se distinguèrent dans cette entreprise, avec le concours de Malgaches convertis. Les missions s'attachèrent en particulier à imprimer et publier des ouvrages. À travers les écoles, les cours de catéchisme et la diffusion d'imprimés, cette action pédagogique non seulement fit des prosélytes, mais favorisa l'alphabétisation ainsi que l'évolution de la langue et de la littérature malgaches, forgeant ainsi l'unité nationale de tous les insulaires. En 1827, plus de 4 000 Malgaches savaient lire et écrire dans leur propre langue[18]. Dans le domaine de l'éducation technique, les missionnaires britanniques

14. M. Brown, 1978, p. 143, note 10. Sur les sources malgaches, voir L. Munthe, C. Ravoajanahary et S. Ayache, 1976.
15. M. Brown, 1978, p. 144.
16. V. Belrose-Huyghes, 1978*b*.
17. M. Brown, 1978, p. 155. Voir aussi V. Belrose-Huyghes, 1978*b*, et J. Valette, 1962. Sur l'influence étrangère en architecture, voir V. Belrose-Huyghes, 1975.
18. H. Deschamps, 1960, p. 161 et suiv.; V. Belrose-Huyghes, 1977; L. Munthe, 1969, p. 244; F. Raison, 1977.

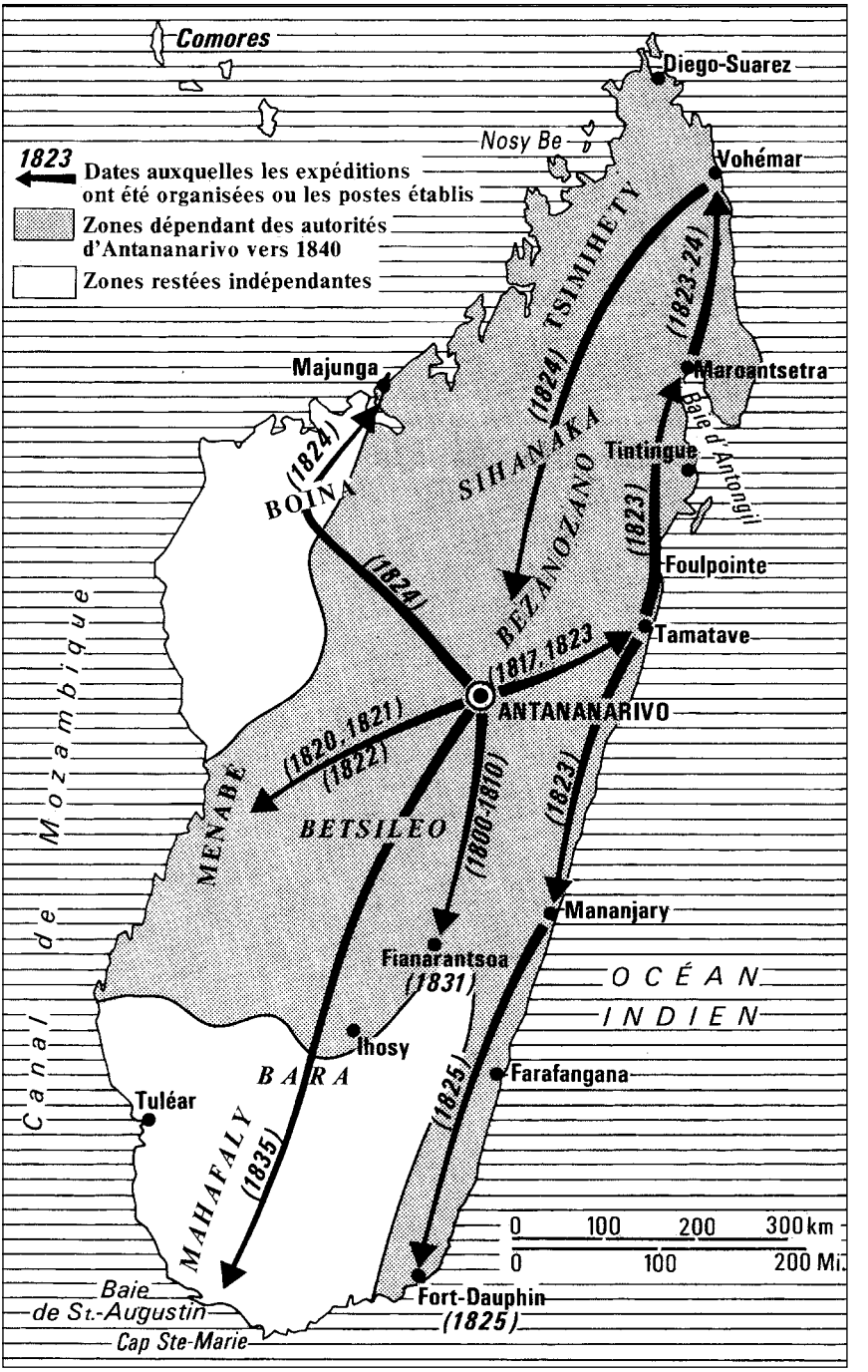
apportèrent également d'importantes contributions. Ils envoyèrent certains jeunes Malgaches soit en Angleterre, soit à l'île Maurice, pour leur donner une formation technique; ils introduisirent dans le pays de nombreuses techniques, comme la menuiserie, la maçonnerie, la tannerie, l'art de l'étamage et du tissage moderne. Un homme, James Cameron, joua un rôle particulièrement important dans ce domaine: arrivé à Antananarivo en 1826, il y resta jusqu'à sa mort en 1875, à l'exception de quelques années d'exil. L'une des raisons du succès des missionnaires fut l'activité déployée par leurs épouses, qui facilitaient leurs contacts avec les ménages malgaches, en particulier avec les dames de l'aristocratie, auxquelles elles inculquaient les rudiments de l'enseignement ménager et offraient divers services, ceux de couturière par exemple[19].

Mais c'est surtout pour se doter d'une armée moderne et permanente, sur le modèle britannique, que Radama avait besoin d'une aide technique. Il recruta environ 15 000 hommes équipés de bons fusils anglais de l'époque des guerres napoléoniennes et même de quelques pièces d'artillerie légère. Ces hommes furent entraînés essentiellement par des instructeurs anglais, dont les principaux furent Hastie et Brady. L'armée de Radama devint en conséquence bien meilleure et plus efficace que celle de ses adversaires dans l'île. Pour maintenir l'esprit professionnel dans l'armée, Radama I^{er} introduisit un système de grades reposant sur un certain nombre d'« honneurs »: un honneur pour le simple soldat, dix pour un général, etc. L'armée se transforma en un instrument essentiel non seulement de la conquête d'autres territoires dans l'île, mais aussi du maintien de la loi et de l'ordre dans ces territoires conquis.

La soumission des peuples côtiers de l'Est commença en 1817 quand Radama descendit, à la tête de 30 000 hommes, sur Tamatave, obtenant au passage la reddition des Bezanozano. Il conclut un pacte de paix avec Jean René, qui tenait la ville, ce qui ouvrit le royaume sur le monde extérieur. Radama revint à Tamatave, en 1823, avec une armée encore plus importante; il obtint alors des Betsimisaraka qu'ils reconnaissent son autorité, et atteignit d'autres territoires sur la côte est, comme Foulpointe, la baie d'Antongil, Vohemar et Antankara. Sur le chemin du retour à la capitale, en 1824, il traversa le pays tsimihety, où il installa un poste à Mandritasara, et le pays sihanaka, qui reconnurent l'un et l'autre son autorité. Entre-temps, Jean René, devenu l'agent de Radama à Tamatave, menait une campagne semblable au sud de la ville. Fort-Dauphin, à l'extrême sud-est de l'île, fut atteint, en 1825, ce qui renforça la prétention qu'avait Radama de tenir toute la côte est de Madagascar[20].

Ce fut à l'ouest, en pays sakalava, que Radama, comme son prédécesseur, rencontra les plus grandes difficultés. En 1820, il envoya une grande armée contre le roi de Menabe, sans succès. En 1821, accompagné par Hastie, Radama retourna à Menabe, à la tête d'une armée de près de 70 000 soldats, dont près de 1 000 professionnels. Mais il échoua une fois de plus. En 1822,

19. V. Belrose-Huyghes, 1978*a*.
20. Pour plus de détails, voir H. Deschamps, 1960, p. 156-161, dont ce texte s'inspire.



16.4. *L'expansion du royaume merina, 1810-1840* (d'après P. M. Mutibwa).

après s'être soigneusement préparé, il lança une nouvelle expédition de 13 000 hommes bien armés contre le Menabe, qu'il put enfin conquérir, et installa quelques postes militaires en pays ennemi. Mais cette victoire n'eut qu'un temps dans la mesure où, dans le Nord, les Sakalava continuaient à défier son autorité. En 1824, le roi déclencha une offensive contre le Boina, au nord-ouest; et, cette fois-ci, il fut plus chanceux. Le chef du Boina, Andriantsoli, fit la paix, et Radama put atteindre la ville nord occidentale de Majunga, où un poste merina fut installé. Mais ce succès fut, lui aussi, de courte durée.

Ces campagnes illustrent la force et les faiblesses de l'armée merina, engagée dans une lutte dont l'enjeu était l'unité nationale. Sur le champ de bataille, elle parvenait généralement à battre les troupes adverses. Il fallait ensuite asseoir l'autorité merina; ce que Radama avait coutume de faire en implantant des postes administratifs, avec des colons merina (*voanjo*) dans une aire fortifiée (*rova*), construite sur le modèle du palais royal, et symbolisant la présence merina. Souvent aussi, Radama s'assurait des alliances grâce à des mariages arrangés — comme sa propre union avec Rosalimo, fille de Ramitraho, roi du Menabe[21]. Toutefois, l'armée avait beaucoup de difficultés à se ravitailler lorsqu'elle était très éloignée d'Imerina. Avant que les colons soient à même de produire suffisamment, les régions conquises devaient nourrir les troupes; ce qui provoqua souvent des révoltes. Dès que Radama eut le dos tourné et fut rentré à Antananarivo, les Sakalava du Boina et du Menabe s'insurgèrent à nouveau.

Les Sakalava étaient résolus à défendre leur indépendance contre Antananarivo. De même, au Boina, le groupe des négociants antalaotra constituait un obstacle supplémentaire à toute intégration. Ces hommes, de confession musulmane, étaient considérés par les Malgaches comme des étrangers[22]. Cela posa de graves problèmes au gouvernement malgache, d'autant que les Français étaient prêts à utiliser quelques chefs rebelles sakalava pour contester la souveraineté des chefs merina sur certains territoires de l'ouest et du nord-ouest de l'île.

Malgré ces échecs, les campagnes de Radama I[er] lui avaient permis d'étendre l'hégémonie merina sur la majeure partie de l'île. En 1828, les deux tiers de celle-ci étaient sous contrôle merina; et seules les plaines lointaines et désolées des Antandroy et Mahafaly, au sud-ouest, et le pays bara (où il n'y avait qu'un précaire avant-poste merina à Ihosy) échappaient à cette hégémonie. En territoire sakalava, comme nous l'avons noté, Radama avait conquis le Menabe et le Boina, et établi quelques postes, mais les Sakalava restaient, dans l'ensemble, indépendants de la souveraineté merina, en particulier dans la partie nord du Boina, Ambongo. Mais même si Radama ne dominait pas toute l'île, personne ne pouvait lui disputer le titre de roi de Madagascar[23]. Toutes ces campagnes avaient cependant épuisé le roi et menacé sa santé, déjà compromise par la boisson et une vie licencieuse. Le

21. C. Guillain, 1845.
22. G. Rantoandro, 1981; M. Rasoamiaramanana, 1981.
23. M. Brown, 1978, p. 150.

27 juillet 1828, il mourut à l'âge de trente-six ans, ce qui mit brutalement fin à un règne riche en succès.

Ranavalona Ire (1828-1861) : réaction ou stabilisation ?

La reine Ranavalona Ire était la première épouse et la cousine de Radama Ier. Elle monta sur le trône grâce à l'appui des nobles et des chefs de l'armée que Radama avait écartés de postes importants[24]. Le nouveau régime allait donc essayer de mettre à l'écart les personnalités les plus proches du défunt roi, et de les remplacer par d'autres qui n'avaient ni adhéré ni participé à la politique de Radama. La reine avait pour principaux conseillers Rainimahary et Andriamihaja ; mais les deux hommes furent éliminés l'un après l'autre. Finalement, les personnalités les plus importantes qui partagèrent le pouvoir avec la reine furent Rainiharo et Rainijohary. Le premier venait du clan tsimiamboholahy, et le second du clan tsimahafotsy, qui avaient tous deux aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIIIe siècle. Ces deux clans, issus pour l'essentiel de roturiers, donnèrent naissance à la classe moyenne hova, qui, en appuyant la monarchie, acquit peu à peu un tel pouvoir économique, administratif et politique qu'elle en vint à se poser en rivale de la monarchie et à en saper l'autorité.

La politique de Ranavalona visa notamment à sauvegarder l'indépendance de Madagascar, et, surtout à préserver les institutions, les traditions et les coutumes nationales de l'influence étrangère. Cela signifiait, en politique étrangère, prendre ses distances avec l'Angleterre, en particulier du point de vue politique et religieux. En décembre 1828, le gouvernement de la reine déclara à Robert Lyall, le nouveau résident britannique, qu'il ne réintroduirait pas le commerce des esclaves ; mais qu'il ne souhaitait pas maintenir le traité, et qu'il ne considérait plus sa présence dans la capitale comme nécessaire. Le commerce entre Madagascar, l'île Maurice et la Réunion fut proscrit. Le général Brady, qui avait été naturalisé Malgache et élevé à la noblesse par Radama Ier fut forcé de partir en 1829. Les désillusions de Madagascar vis-à-vis des puissances étrangères furent encore renforcées, quand, en 1829, Charles X, le roi de France, désireux d'accroître son prestige dans son pays, ordonna le bombardement et l'occupation de Tintingue et de Tamatave, après une série de malentendus avec les Malgaches à propos de la présence française à Tintingue, face à l'île Sainte-Marie. Les Malgaches repoussèrent les envahisseurs à Foulpointe. Cette attaque injustifiée fut désavouée par Louis-Philippe, le successeur de Charles X ; mais elle laissa de profondes blessures chez les Malgaches. Les prétentions françaises à l'égard de Madagascar devinrent l'un des traits permanents des relations franco-malgaches au XIXe siècle. Cela conduisit parfois à une réaction probritannique et explique

24. Voir S. Ayache, 1963, et A. Délivré, 1974, sur le poids de la tradition orale dans son investiture et le rôle de Rainimahary, compagnon d'Andrianampoinimerina. Il y eut quelques exécutions, mais la reine Ranavalona fut rapidement acceptée par le peuple.

16.5. *Andrianampoinimerina, mort en 1810.*

16.6. *Le roi Radama Ier 1810-1828.*

16.7. *La reine Ranavalona Ire, 1828-1861.*

16.8. *Le roi Radama II, 1861-1863.*

16.9. *La reine Rasoherina, 1863-1868.*

16.10. *La reine Ranavalona II, 1868-1883.*

[*Source:* P. M. Mutbiwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres. *Photos*: Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

pourquoi, en dépit de la politique d'indépendance culturelle, il s'écoula encore six ans avant le départ forcé des missionnaires anglais.

Les chefs malgaches appréciaient l'aide technique que les missionnaires britanniques leur offraient; mais ils voulaient avant tout une éducation laïque, non religieuse. La reine n'eut donc pas une attitude de rejet systématique, bien qu'elle fût au premier abord moins enthousiaste à l'égard du christianisme que son prédécesseur. Le grand sujet de préoccupation des nouveaux dirigeants — qui devait les amener par la suite à combattre l'influence grandissante du christianisme — était que cette religion mettait en péril les traditions et les institutions malgaches en général, et la monarchie en particulier. Les rites chrétiens faisaient concurrence aux cérémonies du culte royal. En décourageant l'adoration des *sampimoanja-kana* (*sampy*), divinités royales garantes de la prospérité du pays, le christianisme ébranlait les bases de la puissance royale. Par ses principes égalitaires, il était aussi en conflit avec la hiérarchie traditionnelle des castes[25]. Le christianisme était en train de changer les traditions du pays et de transformer les Malgaches en adorateurs de Jésus-Christ, qu'ils considéraient comme l'ancêtre des Blancs. En 1830, il y avait environ 200 convertis, prêts à mourir pour leur foi; le gouvernement ne pouvait rester indifférent à ce « nouveau pouvoir surgi dans le pays »[26]. Quand les missionnaires refusèrent de mener leur action éducative si on ne leur permettait pas de prêcher leur religion, la rupture avec la reine devint inévitable. Le baptême fut d'abord interdit en 1832. Trois ans plus tard, il fut interdit à tous les sujets de la reine de devenir ou de rester chrétiens. La diffusion du christianisme fut également défendue, mais cette interdiction ne s'appliquait pas à l'enseignement laïque. Expliquant les raisons de sa décision, la reine déclara aux missionnaires anglais qu'elle avait réunis dans son palais le 26 février 1835 que: « Tout en les remerciant des bons services qu'ils avaient rendus au pays, et tout en les laissant libres d'observer leurs propres coutumes religieuses, elle ne permettrait pas à ses sujets d'abandonner leurs anciennes coutumes [...]. Elle permettait l'enseignement des arts et des sciences, mais pas celui de la religion[27]. »

Les premiers martyrs, Rasalama et Raqarilahy-Andriamazok, moururent respectivement en août 1837 et février 1838, et les missionnaires partirent en exil. Suivit une période de terrible persécution des chrétiens malgaches, dont plusieurs centaines périrent de mort violente. Mais, loin de perdre du terrain, le christianisme semble avoir connu un renouveau pendant cette période.

Il se propageait en secret; ses adeptes se réunissaient clandestinement dans des grottes (par exemple, dans le Vonizongo, près de Fihaonana, au nord-ouest de l'Imerina) ou dans des maisons particulières, même à Antananarivo. Un groupe de chrétiens s'enfuit en Grande-Bretagne; de là, ils préparèrent leur retour au pays comme missionnaires. Les jésuites, de leur côté, organisèrent une mission aux Petites Iles (Nosy Be, Nosy Faly et Mayotte

25. M. Brown, 1977.
26. Voir W. E. Cousins, 1895, p. 83 et suiv.
27. Cité par P. M. Mutibwa, 1974, p. 26-27.

au nord-ouest, Sainte-Marie à l'est), d'où ils tentèrent de s'infiltrer dans leur pays, notamment par la baie de Faly, qu'ils furent obligés de quitter en 1857. Certains auteurs ont décrit cette période comme « la plus sombre du règne de Ranavalona »[28], qui valut à cette dernière les surnoms de « reine Marie de Madagascar », de « Messaline moderne » ou de « Néron féminin ». Mais même dans ces conditions, la cour malgache tenait à éviter la rupture totale avec l'Angleterre, de peur que la Grande-Bretagne et la France ne fassent cause commune contre elle.

Les chefs malgaches savaient bien que leur pays avait besoin d'une ouverture sur le monde extérieur pour s'approvisionner en produits manufacturés européens, en particulier en fusils et en munitions. Ils voulaient acheter des produits de luxe, comme des tissus et de l'alcool, et augmenter leurs exportations — surtout de bétail et de riz — vers l'île Maurice et l'île de la Réunion, de manière à pouvoir payer les importations dont ils avaient besoin. La reine chercha donc un *modus vivendi* avec les Européens, de manière à permettre à son pays de se développer sans craindre de conflit ni de guerre avec les Européens. Pour y parvenir, Ranavalona et ses conseillers décidèrent, en 1836, d'envoyer une mission en France et en Angleterre, pour discuter de nouveaux traités d'amitié et de commerce fondés sur le respect de la culture et de l'indépendance malgaches, ainsi que sur la reconnaissance de Ranavalona I^re^ comme reine de Madagascar[29]. La mission malgache — la première à être envoyée en Europe — était constituée de six fonctionnaires et de deux secrétaires, et était dirigée par Andriantsitchaina[30]. Son séjour à Paris n'apporta aucun résultat, et elle se rendit alors à Londres. Le roi William IV lui accorda une audience, ainsi que la reine Adelaïde ; mais les conversations avec lord Palmerson furent peu satisfaisantes. Le gouvernement britannique insistait sur la liberté de commerce et de navigation, ce qui contredisait le désir de Madagascar de contrôler son propre commerce et de le canaliser par les ports dominés par le gouvernement central.

L'impossibilité d'arriver à conclure des traités avec la France ou l'Angleterre augmenta la méfiance des Malgaches vis-à-vis des étrangers ; de fait, ces craintes étaient bien fondées. En 1845, une escadre anglo-française attaqua Tamatave, sur l'ordre des autorités britanniques de l'île Maurice et des autorités françaises de la Réunion. Le prétexte de cette attaque fut la proclamation, en mai, d'une loi malgache qui faisait obligation à tous les étrangers d'obéir aux lois du pays ; ce qui signifiait, selon les Anglais, qu'ils pouvaient être astreints à des travaux publics, réduits en esclavage, et jugés par ordalie (*tangena*). Les Malgaches furent abasourdis par cette agression. Ils parvinrent à la repousser, et les troupes anglo-françaises furent obligées d'évacuer Tamatave, laissant derrière elles les cadavres de leurs hommes tombés au combat, dont les têtes furent tranchées par les Malgaches et empalées sur des pieux,

28. M. Brown, 1978, p. 177 ; A. Boudou, 1940-1942 ; voir aussi P. Rabary, 1957 ; J. T. Hardyman, 1977.

29. Mais une autre raison était que des rumeurs circulaient à l'époque, selon lesquelles l'Angleterre allait attaquer Madagascar à partir de la baie d'Islary, près de la baie de Saint-Augustin, où les Malgaches avaient vu quelques vaisseaux anglais. Voir R. E. P. Wastell, 1944, p. 25.

30. Pour plus de détails, voir J. Valette, 1960.

en guise d'avertissement pour d'éventuels envahisseurs du royaume. Bien que l'attaque fût désavouée par les gouvernements français et britannique, le mal était fait. La reine Ranavalona réagit en expulsant tous les négociants étrangers et en interdisant tout commerce extérieur, notamment l'exportation de riz et de viande vers l'île Maurice et l'île de la Réunion. Toutefois, le commerce avec les États-Unis d'Amérique se poursuivit.

Cette réaction était typiquement malgache : si l'Europe ne voulait pas coopérer avec l'île, celle-ci était prête à compter sur ses propres forces et sur ses propres initiatives. Si la reine et l'oligarchie, tout particulièrement le clan des Andafiavaratra, purent résister aussi ouvertement aux étrangers, c'est qu'en dépit de révoltes sporadiques elles contrôlaient économiquement les provinces les plus importantes, détenant notamment le monopole du commerce de la viande de bœuf. De là, la volonté de continuer à promouvoir l'éducation à l'occidentale et de créer des industries pour produire les biens dont elle avait besoin, mais qui ne pouvaient maintenant plus être importés de l'extérieur. Pour le maintien des contacts commerciaux avec le monde extérieur, la reine employa les services d'un Français appelé de Lastelle, qui s'était établi à Tamatave, et d'un Nord-Américain, William Marks, installé à Majunga. Avec l'aide de de Lastelle, des plantations de canne à sucre furent introduites sur la côte orientale ; on établit, à Mahela, une fabrique qui produisait du sucre et du rhum[31]. La reine engagea Jean Laborde, un aventurier français, arrivé en 1832 à Antananarivo « comme une sorte de chef de travaux ». Il créa d'abord une fabrique à Ilafy, à dix kilomètres au nord d'Antananarivo, avant de se déplacer à Mantasoa, en bordure de la forêt orientale, région riche en cours d'eau mais peu attrayante pour les travailleurs malgaches. À Mantasoa, il installa, grâce à des aides publiques, un complexe industriel qui employait quelque 20 000 personnes et produisait différentes marchandises, allant des fusils et des canons au verre et au savon. Peut-être l'œuvre la plus importante et la plus durable de Laborde fut-elle le palais en bois de la reine, plus tard recouvert de pierre par Cameron, qui domine de nos jours Antananarivo. De Lastelle et Laborde devinrent des citoyens malgaches, et furent intégrés à l'oligarchie régnante[32].

La reine Ranavalona poursuivit l'expansion commencée par Radama Ier, et s'efforça de consolider son administration dans les territoires conquis. Les besoins d'équipement militaire, notamment, l'incitèrent à poursuivre des échanges avec l'étranger afin d'obtenir des munitions, et à encourager la fabrication de fusils dans l'usine de Laborde. La reine leva également des impôts spéciaux, destinés à financer l'effort de guerre. La ville de Fianarantsoa fut créée en 1831, en tant que capitale régionale, et la province de Betsileo fut réorganisée. De Fianarantsoa, des expéditions furent lancées vers le sud dans les années 1830, certaines sous le commandement de Rainiharo, et traversèrent les pays bara, mahafaly et masikoro. L'une d'elles atteignit la baie de

31. F. Nicol, 1940.
32. S. Ayache, 1977 ; O. Caillon-Fillet, 1978.

16.11. *Le palais de la reine à Antananarivo, commencé en 1839 par Jean Laborde à la demande de la reine Ranavalona Ire.*
[*Source :* P. M. Mutibwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres.
Photo : Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

Saint-Augustin en 1835[33]. À l'ouest et au nord, les Sakalava et les Antankara continuèrent à résister à l'autorité du gouvernement central. Quand les forces de la reine battirent les chefs sakalava Tsiomako et Tsimiharo, ces derniers s'enfuirent avec leurs partisans dans les îles voisines de Nosy Be, de Nosy Faly et de Nosy Mitsio, d'où ils envoyèrent des messages aux autorités françaises de la Réunion, plaçant leurs territoires sous la protection de la France. En 1841, l'amiral de Hell, gouverneur de la Réunion, accepta leurs requêtes, et les traités conclus entre les Français et les chefs sakalava rebelles en exil formèrent la base des prétentions françaises sur les territoires occidentaux de Madagascar[34].

Avec la mort, en 1852, de Rainiharo, qui avait dirigé le gouvernement depuis les années 1830, une nouvelle génération d'hommes plus jeunes vint au pouvoir. Elle était dirigée par Rainivoninahitriniony et son jeune frère Rainilaiarivony, les deux fils de Rainiharo, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. De plus, cette nouvelle génération de dirigeants était soutenue par Rakoto Radama, le fils de la reine Ranavalona Ire et prince héritier. Ces jeunes gens, auxquels

33. H. Deschamps, 1960, p. 170 ; S. Rakotomahandry, 1981 ; R. Decary, 1960.
34. C. Guillain, 1845 ; R. Decary, 1960.

il faut ajouter le prince Rakoto, avaient reçu une certaine éducation des missionnaires, et étaient plus ouverts à l'extérieur que l'ancien groupe de Rainiharo et de ses associés. Il est vrai que Rainijohary, l'homme qui avait partagé le pouvoir avec Rainiharo, était toujours là, encore considéré comme le premier ministre, et qu'il était opposé à toute modification de la politique du gouvernement. Mais la présence du prince héritier, qui appelait Jean Laborde, l'ingénieur français, « mon père », ne pouvait que conduire à une réorientation de la politique menée par la reine. En 1853, la prohibition du commerce entre Madagascar, l'île Maurice et l'île de la Réunion fut levée, après que les marchands des deux îles — et plus particulièrement de Maurice — eurent payé en compensation 15 000 dollars à Ranavalona. La reine ouvrit les portes de l'île à certains étrangers. En 1856, elle permit au révérend W. Ellis, de la LMS, de se rendre à Antananarivo; celui-ci apportait des lettres du gouvernement anglais protestant de son amitié pour Madagascar. Deux prêtres catholiques, les pères Finaz et Weber, furent clandestinement introduits dans la capitale, le premier comme secrétaire d'un homme d'affaires français nommé Lambert, et le second comme assistant du médecin attitré du frère de Rainijohary[35].

Joseph Lambert était arrivé à Antananarivo en 1855. C'était un négociant-planteur de l'île Maurice qui avait affrété un navire pour commercer avec Madagascar et qui, cette année-là, avait rendu de grands services à la reine en ravitaillant la garnison de Fort-Dauphin, que des rebelles bloquaient au sud-est. Il fut donc bien accueilli à la cour. Grâce à l'influence que Laborde exerçait sur Rakoto Radama, Lambert convainquit le prince de lui octroyer une charte qui lui donnait le droit d'exploiter les ressources minérales et agricoles du pays. On affirme également que le prince demanda à la France de lui accorder un statut de protectorat. Mais l'empereur Napoléon III était trop préoccupé par la guerre de Crimée pour suivre à Madagascar une politique qui l'aurait fatalement opposé à l'Angleterre, son alliée; de fait, la demande du prince fut rejetée par Paris.

Bien que la reine se montrât de plus en plus amicale avec les étrangers, les espoirs des Français et des Anglais reposaient sur le prince héritier qui avait clairement montré ses tendances pro-européennes. C'est en grande partie pour cette raison que Lambert, lors de son retour à Antananarivo en 1857, prépara un coup d'État. Pour renverser la vieille reine et placer le prince sur le trône, il obtient l'appui de Laborde, de de Lastelle, du clan de Rainiharo et d'autres Malgaches modernistes, en particulier les communautés chrétiennes clandestines qui avaient constitué un réseau d'amitiés et étaient proches du prince héritier. Le complot fut découvert avant que les conjurés n'eussent eu le temps de le mettre à exécution, et Lambert et de Lastelle furent expulsés de Madagascar[36]. Cela amplifia à Madagascar, et aussi en Europe, les rumeurs selon lesquelles la France se préparait à envahir l'île; rumeurs que l'on prit

35. A. Boudou, 1940-1942.
36. A. Boudou, 1943.

au sérieux même à Londres[37]. La reine fut blessée et déçue par la trahison de son fils et par la déloyauté des deux Français qu'elle considérait comme ses propres fils. Vieillie et inquiète, Ranavalona vécut dans un triste isolement jusqu'à sa mort, le 18 août 1861, après avoir désigné Rakoto Radama comme son successeur. Rainijohary et ses partisans « conservateurs » essayèrent de mettre sur le trône Rambossalama, le neveu de la reine. Mais Rainivoninahitriniony et son jeune frère Rainilaiarivony soutinrent l'héritier désigné par la reine, dont ils partageaient les idées progressistes, si bien que le prince héritier put accéder sans encombre au trône, sous le nom de Radama II. Rainivoninahitriniony resta premier ministre, et Rainilaiarivony commandant en chef de l'armée. Leur famille — les Andafiavaratra — exercèrent dès lors « une forte emprise sur le gouvernement, qui allait durer aussi longtemps que la monarchie elle-même »[38].

Que peut-on dire du règne de la reine Ranavalona Ire dans l'histoire de Madagascar ? Pour les Européens, ce fut le règne de la terreur, comme l'a écrit un auteur moderne[39]. Pour beaucoup de peuples assujettis, l'hégémonie merina apparut aussi comme un régime d'exploitation et de tyrannie. On connaît les révoltes des populations du Sud-Est et la répression brutale qu'elles provoquaient. Raombana, historien malgache moderne, a donné un tableau saisissant de la désolation qui s'ensuivit. Des peuples comme les Antanosy émigrèrent à l'ouest, vers la vallée de l'Onilahi, pour échapper à l'autorité merina. Mais de gros progrès industriels furent réalisés ; l'éducation prit un réel départ ; et le processus de modernisation, entrepris dans de nombreux domaines, ne devait jamais s'interrompre. Qui plus est, pour beaucoup de ses sujets, Ranavalona fut un symbole du nationalisme malgache et un bastion contre les influences étrangères qui menaçaient la culture et les traditions du pays[40].

La politique de la porte ouverte : le roi Radama II, 1861-1863

Le bref règne de ce souverain, très orienté vers l'Europe, fut marqué avant tout par une tentative précipitée pour renverser la politique du régime précédent, du moins en ce qui concerne les relations avec l'extérieur, d'où sa brièveté sans précédent.

L'ambition de Radama II était de moderniser son pays en attirant les marchands étrangers, les investisseurs et les missionnaires à Madagascar. Il permit avec enthousiasme l'enseignement du christianisme ; les missionnai-

37. Note verbale de Cowley à Thouvenel, 19 février 1860, Ministère des affaires étrangères, Archives (noté ci-après, M. A. E.), Quai d'Orsay, Paris, Madagascar Series, tome IV.
38. M. Brown, 1978, p. 189.
39. *Ibid.*, p. 188.
40. S. Ayache, 1975 ; Raombana, 1980 ; M. Brown, 1978, p. 168 et 188. Sur l'influence marquante des missionnaires britanniques lors de cette période, voir B. A. Gow, 1979.

res et les chrétiens malgaches en exil furent rappelés. Le roi fit revenir ses vieux amis, Laborde et Lambert, ainsi que d'autres Européens. Vers la fin de l'année, il envoya Lambert en mission diplomatique à Paris et à Londres, pour obtenir que ces deux puissances le reconnaissent comme roi de Madagascar: le libre-échange qu'il proposait d'instaurer entre l'île et le reste du monde exigeait une telle reconnaissance.

Les deux puissances européennes réagirent rapidement. Elles acceptèrent d'envoyer des missions de conciliation et de nommer des consuls à Antananarivo. Le gouvernement anglais désigna Conolly Pakenham pour le représenter à Madagascar et s'engagea à respecter l'indépendance de l'île[41]. Le gouvernement français nomma consul Jean Laborde, le grand ami de Radama, qui vivait à Madagascar depuis 1832, dans l'espoir de tirer parti de sa grande connaissance du pays et du prestige dont il jouissait dans la capitale malgache. Les Français reconnurent également Radama comme roi de Madagascar, bien que, dans sa lettre à Radama II, l'empereur Napoléon III fît vaguement allusion aux « droits anciens » que la France avait sur l'île. Mais le gouvernement français expliqua clairement à son consul qu'il n'avait pas l'intention de s'emparer de l'île, ni d'entrer en rivalité avec les Anglais pour y obtenir des privilèges particuliers[42].

Des missionnaires gagnèrent Antananarivo peu après les représentants diplomatiques européens. La mission catholique, dirigée par le père Jouen, arriva en septembre 1861, suivie, en avril 1862, par les missionnaires de la LMS, sous la conduite du révérend W. Ellis, qui s'était rendu dans la capitale en 1856. Le fait qu'Ellis était porteur d'une série de lettres du gouvernement anglais pour Radama convainquit les chefs malgaches que la LMS était bien une antenne du gouvernement britannique; ce qui explique en partie la grande influence qu'Ellis exerça dans la capitale malgache.

Les Européens profitèrent de ce retournement de situation pour négocier de nouveaux traités d'amitié et de commerce. Le traité avec la France fut signé le 12 septembre 1862, et celui avec l'Angleterre le 4 décembre 1862. Ils suscitèrent toutefois une certaine inquiétude dans la noblesse malgache. Rainivoninahitriniony, le premier ministre, et ses collègues n'étaient pas satisfaits, parce que ces traités stipulaient, entre autres choses, que les étrangers pouvaient acquérir et posséder des terres à Madagascar, ce qui était contraire aux traditions malgaches. Les traités exemptaient également les résidents étrangers du paiement des taxes d'exportation et d'importation, qui constituaient la principale source de revenus des fonctionnaires malgaches, auxquels le gouvernement ne versait pas de traitement régulier. De plus, Radama avait ratifié, en septembre 1862, la charte qu'il avait octroyée à son ami Lambert en 1855, et qui permettait à celui-ci d'exploiter les ressources minérales et agricoles des territoires du nord-ouest de l'île. Une autre conces-

41. Russel à Pakenham, 10 mai 1862, PROFO 48/9. Pour plus de détails, voir P. M. Mutibwa, 1974, p. 58 et suiv.
42. M. A. E., vol. V, Thouvenel à Laborde, 24 avril 1862, et lettres de l'empereur Napoléon III à Radama II, 22 avril 1862.

sion, qui concernait la région de Vohemar, fut accordée à un Anglais de l'île Maurice, Caldwell.

Le Conseil royal s'opposa unanimement à la signature de ces conventions qui donnaient tant de privilèges aux étrangers. De plus, le 28 septembre 1862, Commodore Dupré, le négociateur français, persuada Radama de signer un traité secret par lequel le roi reconnaissait les droits de la France sur certaines parties de l'île[43]. Bien que le gouvernement français eût désavoué cette convention secrète, les ministres de Radama en furent informés; d'où leur méfiance accrue pour un roi qui paraissait prêt à signer des documents sans discernement, même lorsqu'ils menaçaient l'indépendance nationale.

En décembre 1862, Radama paraissait avoir mené à bien son projet d'ouvrir le pays à l'influence étrangère. Mais ces seize mois avaient constitué, pour ses sujets, une période sans précédent. Il s'était produit trop de choses en trop peu de temps, et la population n'avait pu se faire à des changements si nombreux, et qui contrastaient si fortement avec la politique de l'ancien monarque. Les traités et les chartes qu'il avait signés avaient choqué les hommes qui l'avaient aidé à monter sur le trône. L'influence des missionnaires et des autres étrangers grandissait si vite que nombre de fonctionnaires influents commencèrent à s'inquiéter. Les nouvelles orientations politiques provoquaient un tel mécontentement qu'au cours de l'épidémie de *ramanenjana*, les malades se disaient possédés par l'esprit de la défunte reine. La situation devint intenable lorsque Radama décida d'écarter du pouvoir Rainivoninahitriniony, le premier ministre, Rainilaiarivony, son jeune frère, et Rainijohary — les membres suprêmes des deux clans de Tsimiamboholahy et de Tsimahafotsy, qui, comme nous l'avons vu, avaient aidé Adrianampoinimerina à fonder le royaume merina. Le plan de Radama consistait à remplacer cette oligarchie par ses amis d'autrefois: ceux-ci se donnaient le nom de *mena maso* (littéralement, « yeux rouges ») et étaient menés par des nobles de Vakinisinaony — région des antiques capitales merina, qui arguaient de leur ancienneté et de leur supériorité sur les Avaradrano d'Antananarivo[44].

Surtout, Radama semblait faire plus confiance aux étrangers qu'aux Malgaches pour diriger le pays. La mission de reconnaissance qu'il envoya en Europe n'était pas conduite par des fonctionnaires malgaches comme en 1836-1837, mais par Lambert, l'aventurier français. Il recourait trop aux conseils d'Ellis et, à la mort de Rahaniraka, en novembre 1862, il nomma William Marks, un Nord-Américain, et Clément Laborde, le fils du consul français, secrétaires d'État aux affaires étrangères. Cette décision, comme celle de s'appuyer sur les *mena maso*, fit comprendre aux deux fils de Rainiharo et à leurs partisans (y compris Rainijohary) que le roi s'apprêtait à les éliminer. Ils décidèrent donc d'agir préventivement. Quand Radama refusa de lâcher les *mena maso* — et menaça même de punir ceux qui s'opposaient à sa volonté —, le groupe du premier ministre décida de l'écarter du pouvoir. À l'aube du

43. M. A. E., vol. V, Dupré à Drouyn de Lhuys, 23 octobre 1862.
44. Sur les origines ethniques des partisans de Radama, voir S. Ellis, 1980.

12 mai 1863, Radama fut étranglé avec une écharpe en soie, de manière à éviter de verser le sang royal, ce qui aurait été contraire à la tradition malgache. Selon le commentaire succinct de Mervyn Brown : « La faiblesse de caractère fut la cause principale de la chute de Radama. Sa bonté naturelle, son intelligence incontestable et ses excellentes intentions n'étaient pas complétées par l'autodiscipline, l'application ou un jugement sûr ; il se révéla incapable de maîtriser l'opposition que le brutal renversement de presque toutes les options politiques de sa mère avait provoquée dans certains milieux[45]. »

La révision de la politique de Madagascar : 1863-1868

Le successeur de Radama II fut son épouse, Ravodozakandriana, qui prit le nom de Rasoherina. Elle était la cousine germaine de Radama I[er], et la succession restait donc dans la lignée d'Andrianampoinimerina. Elle fut *invitée* — il vaut la peine de souligner ce terme — à devenir reine par l'oligarchie qui avait renversé son mari et qui, désormais, était la véritable maîtresse du pays. Il est important de souligner que Rainivoninahitriniony, Rainilaiarivony et leurs associés n'étaient opposés ni aux Européens ni à la modernisation de leur pays. Certes, la fraction « conservatrice », dirigée par Rainijohary, était encore là et poussait à un renversement complet de la politique de Radama II. Mais le groupe pro-européen du premier ministre avait la majorité au Conseil royal[46]. Ce que les nouveaux dirigeants désapprouvaient, c'était la manière dont Radama avait mené sa politique pro-européenne. Ils estimaient que la modernisation ne devait pas se faire aux dépens de leurs traditions et de leur indépendance.

Le nouveau gouvernement resta entre les mains de Rainivoninahitriniony jusqu'en juillet 1844, date à laquelle celui-ci fut remplacé par Rainilaiarivony, son jeune frère, commandant en chef de l'armée. Rainilaiarivony allait garder le contrôle du pays pratiquement jusqu'à la fin du siècle. Le nouveau gouvernement voulait poursuivre la politique extérieure de Radama, mais avec d'importantes modifications. Les chartes de Lambert et de Caldwell, qui menaçaient l'indépendance du pays, furent révoquées. Les traités avec la France et l'Angleterre furent révisés de telle manière que les articles offensants qui autorisaient les étrangers à posséder des terres à Madagascar et les exemptaient des taxes à l'exportation et à l'importation furent abro-

45. M. Brown, 1978, p. 195. Peu après la mort de Radama II, des rumeurs commencèrent à circuler selon lesquelles il était encore vivant ; ces rumeurs coururent pendant plus de deux ans. De nombreux Européens, y compris le révérend W. Ellis, de la LMS, et Laborde, le consul français à Madagascar, ajoutèrent foi à ces rumeurs et essayèrent d'entrer en contact avec le souverain déchu. Raymond Delval a écrit une étude dans laquelle il est en effet démontré que Radama II survécut et s'enfuit dans la partie occidentale de l'île, où, après une tentative manquée de reprise du pouvoir, il vécut comme une personne ordinaire jusqu'à sa mort, à la fin du siècle. Voir R. Delval, 1964.

46. Cet examen de la ligne politique du Conseil de la reine est fondé sur le compte rendu que Jean Laborde a fait à Drouyn de Lhuys le 25 mai 1865, M. A. E., vol. VII.

gés. En ce qui concerne la politique intérieure, le christianisme continuerait d'être enseigné, mais les coutumes du pays qui interdisaient aux étrangers de se rendre dans des villes comme Ambohimanga ou d'y prêcher seraient désormais respectées. Les étrangers désireux d'aider au développement de Madagascar étaient bienvenus dans le pays. Le gouvernement malgache expédia des lettres aux autorités françaises et britanniques de la Réunion et de l'île Maurice, pour leur expliquer ce qui s'était passé à Madagascar et définir sa politique. En novembre 1863, il envoya une mission en Angleterre et en France pour expliquer la nouvelle politique de Madagascar et obtenir la révision des traités de 1862. Cette mission était dirigée par Rainifiringia, accompagné de Rainavidriandraina.

L'Angleterre et la France réagirent de manière différente au renversement de Radama II. Lord John Russell, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, comprenait les difficultés que rencontrait Madagascar dans ses rapports avec les gouvernements étrangers. Tout en regrettant que le nouveau gouvernement eût abrogé un traité international, il accepta la demande de révision de l'ancien traité, et refusa de se laisser entraîner dans un conflit avec Madagascar à propos de la suppression de la charte de Caldwell[47]. Le gouvernement britannique accueillit donc chaleureusement la mission malgache à son arrivée à Londres, en mars 1864. Il fut convenu d'un nouveau projet de traité incorporant la plupart des propositions malgaches, sous réserve que les négociations se poursuivent à Antananarivo après le retour de la mission à Madagascar. Lorsque ces négociations commencèrent finalement en 1865, des difficultés surgirent, car les Anglais demandaient que leurs ressortissants puissent posséder des terres dans l'île, et que les taxes à l'exportation et à l'importation soient de 5 %, alors que les Malgaches réclamaient 10 %. Mais le gouvernement d'Antananarivo fut intraitable sur ces points, et les Anglais finirent par accepter toutes les propositions malgaches. Le traité fut signé dans la liesse, à Antananarivo, le 27 juin 1865.

La réaction française fut différente. Les Français n'adhérèrent pas à la politique du nouveau régime. Ils étaient très irrités par la chute de Radama II, qui, à Paris et à Saint-Denis, fut attribuée à l'influence des missionnaires britanniques, et en particulier du révérend William Ellis. Le gouvernement français refusa donc l'abrogation de son traité de 1862 et de la charte de Lambert, tous deux ratifiés par l'empereur Napoléon III. La charte de Lambert avait été préparée sous le patronage direct de l'empereur, et une compagnie avait déjà été formée pour exploiter les concessions. Pour les Français, par conséquent, l'acceptation de l'abrogation de la charte et du traité aurait été un rude coup. Dans ces conditions, ils préféraient rompre les relations diplomatiques en septembre 1863[48].

À Paris, de vives pressions étaient exercées sur le gouvernement français pour qu'il fasse respecter le traité et la charte par la force ; il refusa, toute-

47. Voir Codore à Drouyn de Lhuys, 28 novembre 1863, M. A. E., vol. VI, et Russell à Cowley, 7 juin 1864, F. O. 48/6.

48. Voir Pakenham à Russell, 30 septembre 1863, PROFO 48/10, dans lequel la conduite de l'envoyé spécial français à Madagascar, Commodore Dupré, est bien discutée.

fois, de monter une expédition contre Madagascar et accepta d'envisager la révision du traité, à *condition* que Madagascar paie une indemnité de 1 200 000 francs (240 000 dollars) pour l'abrogation de la charte. Cette décision fut communiquée aux émissaires malgaches alors qu'ils se trouvaient encore en Europe. Leur visite à Paris, en juillet 1864, fut donc inutile. L'empereur Napoléon refusa même de les recevoir. Tout ce qu'ils obtinrent, ce fut un sermon amical, mais énergique, de Drouyn de Lhuys : le ministre français des affaires étrangères mit l'accent sur la nécessité de respecter les conventions internationales et fit clairement savoir que, pour son gouvernement, le règlement rapide de l'indemnité demandée était la condition *sine qua non* du rétablissement de relations amicales entre les deux pays.

À leur retour à Madagascar, les ambassadeurs informèrent le gouvernement que, pour les Français, l'abrogation de la charte de Lambert et du traité était une affaire de la plus grande gravité. Soucieux de se défaire des obligations imposées par ces deux conventions, les Malgaches acceptèrent de payer l'indemnité, d'autant plus que le gouvernement britannique ne paraissait guère enclin à intervenir en leur faveur. L'indemnité fut donc payée à Tamatave, le 1[er] janvier 1866, et des négociations s'engagèrent entre les deux pays en vue de la conclusion d'un nouveau traité. Toutefois, au lieu d'adhérer simplement à une version française du traité anglo-malgache de juin 1865, comme le gouvernement d'Antananarivo s'y attendait, les Français continuèrent d'exiger que leurs ressortissants aient le droit d'acquérir et de posséder des terres dans l'île ; ce que, naturellement, les Malgaches refusèrent. Le gouvernement français, placé dans une position qu'il jugeait embarrassante, demanda au gouvernement britannique de faire amender son propre traité, de manière que les ressortissants français et anglais puissent obtenir des terres dans l'île. Mais les manœuvres françaises échouèrent, car les Britanniques se refusèrent à amender un traité déjà ratifié. Finalement, les Français durent accepter le traité anglo-malgache comme base d'un nouveau traité franco-malgache, dans lequel il fut stipulé que les ressortissants français n'auraient pas le droit d'acquérir ni de posséder des terres à Madagascar. Ce traité fut signé, le 8 août 1868, à Antananarivo.

Les cinq années qui suivirent la mort de Radama II furent fertiles en événements pour Madagascar. L'île avait connu de grandes difficultés avec la France, à propos de l'abrogation des conventions signées par Radama II. Les Malgaches avaient appris une chose importante : tandis que la Grande-Bretagne restait bienveillante et peu exigeante, la France se montrait hostile et inamicale. On craignait même à Antananarivo que les Français envahissent l'île. Lors de la signature du traité anglo-malgache en 1865, le gouvernement d'Antananarivo, selon le consul français, « remercia tous les Anglais — c'est-à-dire les missionnaires de la LMS résidant dans la capitale — de s'être aimablement associés au gouvernement pour obtenir les modifications qu'il demandait »[49]. Cette attitude fut considérée comme le ciment de l'amitié anglo-malgache, qui dura jusqu'à la fin du siècle. En revanche, la

49. Laborde à Drouyn de Lhuys, 29 juin 1865, M. A. E., vol. VII.

politique hostile de la France porta un coup sérieux aux relations entre les deux pays. Les Britanniques l'avaient emporté sur les Français, et, dans le contexte politique de l'île, c'était là un événement important dans l'histoire de Madagascar.

Évolution interne, 1861-1880

Jusqu'à présent, notre étude de cette période a été essentiellement politique et diplomatique. Elle a concerné l'évolution politique du pays de 1800 aux années 1880, ainsi que les rapports diplomatiques de l'île avec la France et l'Angleterre. Il est à présent d'autant plus nécessaire d'étudier l'évolution administrative et socio-économique de Madagascar que les événements qui se sont produits dans ces domaines allaient se révéler essentiels lorsque Madagascar lutta pour sa survie, en tant qu'État indépendant, pendant la période de la « ruée » des Européens.

L'un des événements les plus importants de cette période — et qui allait avoir un impact énorme sur l'histoire ultérieure, fut la conversion au christianisme, en février 1869, de la reine Ranavalona II et de son premier ministre, Rainilaiarivony (qui était également son époux). Le zèle avec lequel les missionnaires œuvrèrent, après leur retour dans l'île en 1861, montrait clairement qu'une révolution religieuse allait se produire dans le pays. En 1863, il y avait déjà près de 5 000 chrétiens dans la capitale malgache, sur une population totale de 60 000 âmes. À la fin de 1868, la LMS regroupait à elle seule 10 546 membres et 153 000 adhérents à Madagascar[50]. Il fallait désormais compter avec le groupe chrétien, dont un grand nombre de hauts fonctionnaires étaient membres. On ne pouvait plus employer la persécution pour éliminer le christianisme : utilisée dans les années 1830 et 1840, la méthode avait échoué. En 1870, on aurait, en persécutant les chrétiens, mis à l'écart l'élément le plus influent de la population. Les adeptes de la LMS avaient trouvé un chef en la personne de Rainimaharavo, le ministre malgache des affaires étrangères et le rival déclaré de Rainilaiarivony, qui se trouvait également être pro-anglais. Pour neutraliser Rainimaharavo et éviter une révolution chrétienne radicale, qui aurait pu aller jusqu'au remplacement de la reine Ranavalona II par le prince Rasata, un protégé de la LMS, la reine et son premier ministre décidèrent de se convertir[51]. Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'ils ne croyaient pas au christianisme ; mais cela explique pourquoi et comment cette conversion se produisit à ce moment précis.

Le fait que les chefs malgaches aient embrassé le protestantisme — la religion des Anglais — plutôt que le catholicisme fut important à bien des égards pour l'avenir de Madagascar. Les Malgaches avaient tendance à considérer le protestantisme comme la religion des dirigeants et l'associaient au pouvoir — d'autant qu'en dehors de l'Imerina et du Betsileo le christia-

50. Voir la chronique de la LMS et les rapports de la LMS pour les années 1860 et 1870.
51. D. Ralibera, 1977.

nisme ne faisait d'adeptes que dans les postes fortifiés des colons merina, où le gouverneur était souvent aussi un peu évangélisateur. Les catholiques étaient très actifs dans le pays betsileo, parmi les peuples assujettis, chez qui se développa une sorte de christianisme populaire, parallèlement à la religion officielle. En réaction contre le pouvoir, on vit même renaître les religions traditionnelles, malgré la destruction publique des *sampy* [idoles] qui accompagnait la propagation du christianisme. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les prêtres les plus éminents du culte des *sampy* devinrent les meneurs de l'opposition à l'autorité royale[52].

La conversion au protestantisme des dirigeants de Madagascar eut lieu peu après la conclusion du traité franco-malgache de 1868, qui avait été précédée, nous l'avons vu, par des conflits et même des menaces de guerre de la part de la France. C'était l'époque où les Britanniques apparaissaient — et *s'affirmaient* — comme les vrais amis et alliés de Madagascar, et où les missionnaires anglais ne manquaient pas de souligner cette position sans relâche. Grâce à des hommes comme James Cameron, la LMS avait fourni une importante assistance technique aux Malgaches; et Rainilaiarivony et ses collègues croyaient que, en embrassant le credo de la LMS, ils cimenteraient davantage cette amitié. De fait, en se convertissant au protestantisme, ils se rapprochaient des Anglais et pouvaient supposer que ceux-ci seraient de leurs côtés au cas où des problèmes avec la France se manifesteraient de nouveau. Les Français virent également dans cette conversion des Malgaches au protestantisme un signe de leur engagement aux côtés des Britanniques; ils considérèrent que la conversion de la reine marquait le rejet de l'influence et de la culture françaises, et un virage en faveur des Anglais.

Les missionnaires britanniques, une fois la guerre religieuse gagnée, exploitèrent leurs nouveaux avantages dans la capitale pour étendre leurs activités à tout le reste de la grande île. Même les catholiques, qui n'avaient pas d'influence politique directe à Antananarivo, purent faire du prosélytisme dans d'autres parties du pays[53]. Nous avons dit précédemment que les catholiques dominaient l'évangélisation du pays betsileo. D'autres missions arrivèrent par la suite, et, dans le dernier quart du XIX^e siècle, on vit se dessiner diverses zones d'influence — la Norske Missionary Society dans le Vakinankaratra, la Society for the Propagation of the Gospel (SPG) à l'est et la FFMA (Friends Foreign Mission Association) à l'ouest. Grâce à leur propre contribution et à l'alliance étroite entre les missionnaires anglais et le gouvernement malgache, de grands progrès furent réalisés dans les domaines de l'éducation et de la médecine. On a déjà évoqué les progrès de l'alphabétisation et l'existence d'une littérature. De nombreux bouleversements devaient s'ensuivre, notamment l'abandon du calendrier traditionnel lunaire pour le calendrier grégorien, introduit par les missionnaires britanniques en 1864. L'architecture aussi fut influencée surtout par la construction effrénée d'églises et de divers monuments aux martyrs, qui visait à faire d'Antana-

52. M. Esoavelomandroso, 1978*b*; S. Ellis, 1980.
53. A. Boudou, 1940-1942.

16.12. *Le palanquin de la reine Rasoherina, devant une case vénérée datant du règne d'Andrianampoinimerina. À l'arrière-plan, le temple protestant élevé sous les règnes de Rasoherina et de Ranavalona II.*
[*Source :* H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, 1960, Berger-Levrault, Paris. Photo reproduite par la Bibliothèque nationale, Paris.]

narivo une ville sainte supplantant Ambohimango[54]. De fait, ce fut à cause de ces remarquables progrès, en particulier dans le domaine éducatif, que les Malgaches gagnèrent pendant cette période l'admiration du « monde civilisé ». Cela, à son tour, contribua à fomenter une révolution sociale dans le pays.

Les missionnaires britanniques avaient ouvert les premières écoles, à Antananarivo, en 1820. Quand le christianisme fut interdit et que les missionnaires quittèrent le pays, l'éducation laïque fut poursuivie par les garçons malgaches qu'ils avaient formés. Lorsque les missionnaires revinrent après 1861, le développement de l'éducation s'accéléra considérablement, à tel point qu'en 1880 il y avait plus de 40 000 élèves dans les écoles des missions et du gouvernement. Le premier ministre décréta que « tous les enfants de plus de sept ans devaient aller à l'école »[55]. En 1881, le principe de la scolarité obligatoire fut inscrit dans le Code de 305 articles, et, en 1882, des agents de l'inspection publique commencèrent leurs tournées dans les écoles de l'Imerina. Les écoles secondaires furent créées dans les années 1870, mais elles ne se développèrent réellement qu'après 1880. De nombreux garçons, y compris deux des fils du premier ministre, furent envoyés à l'étranger pour poursuivre leurs études, notamment en Angleterre et en France. Le développement de l'éducation fut facilité par le nombre élevé d'imprimeries fondées par les missions, qui publiaient des livres, des revues et des journaux. Dans la mesure où le champ de l'éducation était dominé par l'influence des missionnaires, il n'est pas surprenant de constater que l'enseignement technique était en retard sur l'enseignement littéraire : les missionnaires s'intéressaient davantage à la création de congrégations qu'aux travaux publics. Le niveau d'éducation littéraire atteint par Madagascar est clairement attesté par la correspondance diplomatique malgache de l'époque, rédigée en anglais et en français.

Les premiers services médicaux furent créés dans l'île avec l'inauguration en 1862, par la LMS, d'un dispensaire à Antananarivo ; trois ans plus tard, un hôpital fut ouvert à Analakely, au centre de la capitale. En 1875, le gouvernement malgache organisa lui-même ses propres services médicaux, avec un personnel salarié. En 1880, Madagascar disposait de ses premiers médecins qualifiés, le D[r] Andrianaly et le D[r] Rajaonah (un gendre du premier ministre), qui avaient passé neuf ans à étudier à la Faculté de médecine d'Édimbourg[56].

Dans le domaine de l'évolution constitutionnelle et administrative de Madagascar depuis l'époque de Radama I[er], le changement le plus important fut le remplacement du monarque merina, en tant que chef du pays, par une oligarchie hova, dirigée par la famille de Rainiharo. Ce mouvement en direction d'une monarchie constitutionnelle commença dans les années

54. F. Raison, 1970, 1977, 1979.
55. M. Brown, 1978, p. 212. Voir aussi B. A. Gow, 1979, chapitre 4, dans lequel le travail médical et éducatif des missions anglaises est fort bien examiné.
56. V. Ramanakasina, s. d.

1820, quand la reine Ranavalona Ire fut obligée de partager le pouvoir avec Rainiharo et Rainijohary, deux hommes appartenant à d'importantes familles hova, initialement modestes qui avaient acquis pouvoir et influence et qui avaient aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIIIe siècle. Traditionnellement, le souverain de l'Imerina exerçait un « pouvoir personnel », gouvernait son royaume comme bon lui semblait et ne consultait ses conseillers qu'à sa convenance. Après la mort de Radama Ier cependant, le pouvoir de la monarchie merina fut de plus en plus miné par la montée de la classe moyenne hova. Les Hova jouèrent un rôle déterminant dans la fondation et la consolidation du royaume en expansion. Au fil des années, ils profitèrent de cette position pour s'enrichir commercialement et occuper des postes clefs dans l'armée et dans l'administration. Bien que la classe des Andriana continuât à jouer un rôle important dans le pays, le pouvoir réel, l'armée et le gouvernement étaient à présent entre les mains des Hova. Mais le changement le plus important se produisit après l'assassinat du roi Radama II, en 1863, quand la nouvelle reine, Rasoherina, fut reconnue officiellement comme monarque constitutionnel et que le pouvoir passa dans les mains de l'oligarchie hova, qui avait renversé son mari. Avant son couronnement, Rasoherina dut, à la demande du premier ministre et de ses partisans, « signer une série d'articles dans lesquels elle s'engageait, entre autres choses, à ne pas boire d'alcool, à ne pas prononcer de condamnation à mort sans l'avis des membres du Conseil, à ne promulguer aucune loi sans l'accord du Conseil qu'à présent ils contrôlaient »[57].

Les pouvoirs du gouvernement étaient en fait partagés initialement par les deux frères Rainivoninahitriniony et Rainilaiarivony, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. Quand, en juillet 1864, le premier ministre Rainivoninahitriniony fut renversé et remplacé par Rainilaiarivony, celui-ci devint à la fois premier ministre et commandant en chef de l'armée. C'était la première fois que les deux fonctions étaient exercées par une seule et même personne[58]. Quand Rainilaiarivony épousa la nouvelle reine — bien qu'elle eût plus de 50 ans, et 15 de plus que lui —, le nouveau premier ministre fut l'homme le plus puissant du pays. Rainilaiarivony devint le maître et, en fait, le roi sans couronne de Madagascar. Il renforça encore sa position en épousant aussi la reine qui succéda à Rasoherina. Le pouvoir passa donc du souverain et du groupe des Andriana au premier ministre, qui était le chef de l'oligarchie hova[59].

Pour assurer l'ordre public et le fonctionnement des organes administratifs de l'État, un Code de 101 articles fut promulgué en 1868; d'autres articles y furent ajoutés chaque année, jusqu'à atteindre, en mars 1881, le nombre de 305. Le fondement général de ce Code était que les coutumes et les traditions du pays pourraient rester en vigueur tant qu'elles ne feraient pas obstacle au progrès. Le Code de 101 articles, qui fut imprimé et mis en circulation, était sévère dans son application; il représentait cependant

57. B. A. Gow, 1979, p. 41.
58. M. Brown, 1978, p. 199-200.
59. P. M. Mutibwa, 1974, p. 88; M. Brown, 1978, p. 207.

une amélioration des anciennes coutumes à bien des égards. Il réduisait le « nombre de délits passibles de la peine de mort de 18 à 13 — le premier était le crime volontaire, et les douze autres diverses formes de rébellion contre l'État ». Il abolissait également la notion de responsabilité familiale, selon laquelle les femmes et les enfants pouvaient être punis pour les crimes du mari et du père. Les lois n'étaient pas appliquées de la même manière dans les provinces, où les châtiments étaient en général moins rigoureux. En 1873, Ranavalona II avait même publié un code spécial de 118 articles pour le pays betsileo[60].

En 1876, le gouvernement malgache créa trois hautes cours (il n'en existait qu'une auparavant) qui jugeaient les différents types de délits, chacune avec treize juges, dont onze étaient des fonctionnaires du palais. Dans les villages, des magistrats et des chefs (*sakaizambohitra*) furent nommés pour exercer la justice ; de fait, au niveau local, le *fokon'olona* fut réorganisé de telle manière que les chefs de village obtinrent davantage de responsabilités. Ils devaient maintenir l'ordre, assurer le respect de la loi et exercer la justice. Mais qu'il s'agisse d'affaires portées devant les tribunaux de village ou devant les trois cours de justice de la capitale, la décision finale appartenait toujours au premier ministre. Cette centralisation, bien qu'elle concentrât toutes les responsabilités dans les mains d'un seul homme, permettait cependant au gouvernement d'Antananarivo de savoir ce qui se passait dans les provinces.

En mars de la même année, une réorganisation plus complète de l'appareil gouvernemental fut entreprise, avec la création d'un cabinet comprenant huit ministres, respectivement responsables de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre, de la justice, de la législation, du commerce et de l'industrie, des finances et de l'éducation. La création de ces ministères faisait partie du nouveau Code de 305 articles, qui devint la base des autres systèmes juridiques de Madagascar introduits jusqu'à la fin du siècle, et même sous la domination coloniale. Ce Code marquait, comme l'a observé un spécialiste, « un pas de plus vers un système plus humain, même si de nombreux châtiments restaient très sévères et si le Code conservait un caractère essentiellement malgache »[61]. Cela montrait une fois de plus que les Malgaches voulaient moderniser leur pays et rejoindre le « concert des nations ».

L'armée, elle aussi, connut de profonds changements. Les réformes que Radama I[er] avait introduites dans ce domaine avaient été abandonnées par ses successeurs. Mais, en 1872, le premier ministre entreprit de nouveau de moderniser l'armée. Avec l'aide d'un instructeur britannique, le gouvernement commença à recruter, à équiper et à former une plus grande armée professionnelle. La fabrique de Jean Laborde, à Mantasoa, qui produisait des armes légères, avait cessé de fonctionner quand Laborde avait quitté le pays. Le gouvernement songea à importer des armes d'Europe, en particulier

60. Voir M. Brown, 1978, p. 214-215, ouvrage dont nous nous sommes largement inspirés dans l'analyse qui suit ; voir aussi E. Thébault, 1960.
61. M. Brown, 1978, p. 216.

16.13. *Campement de Ranavalona II, à son retour de Fianarantsoa, 1873.*
[*Source :* F. Raison-Jourde, *Les souverains de Madagascar*, 1983, Karthala, Paris.
Photo : Fonds Grandidier du Musée des collections scientifiques, Tsimbazaza, Antananarivo.]

d'Angleterre, et des États-Unis d'Amérique. Mais cela coûtait cher, et Madagascar manquait d'argent et de devises. Il fallait donc tenter de fabriquer localement de l'armement léger.

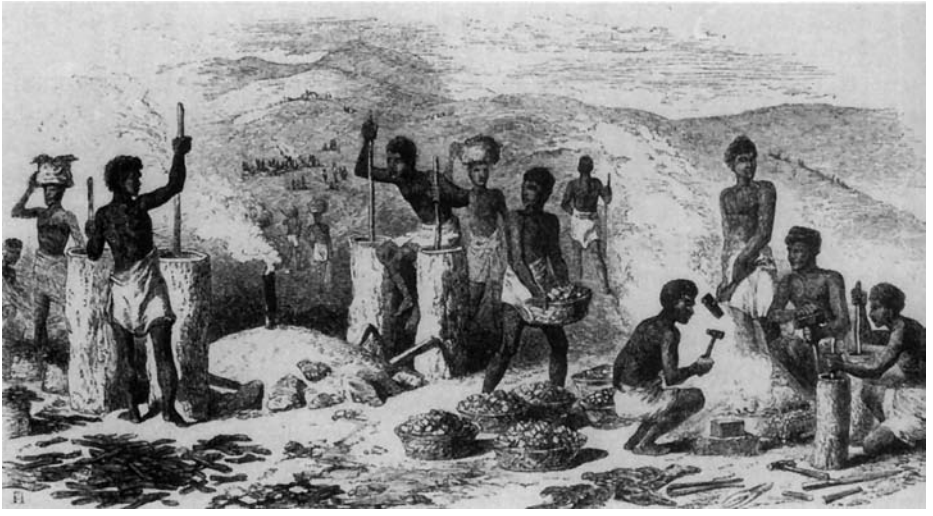
En 1876, d'autres réformes furent introduites dans l'armée. À partir de cette date, les soldats furent soumis à un examen médical annuel ; on interdit l'achat des « honneurs » et des exemptions ; les abus du système des aides de camp furent éliminés. En 1879, le service militaire obligatoire fut adopté pour une période de cinq ans. Chacune des six provinces d'Imerina dut lever 5 000 hommes ; ce qui permit la création d'une puissante armée professionnelle de 30 000 soldats. Dans les années 1870, des expéditions soigneusement préparées furent lancées pour réprimer des soulèvements des Sakalava (en particulier de Menabe) et des Bara au sud. L'expédition menée contre les Bara, en 1873, fut victorieuse ; la région passa enfin sous le contrôle du gouvernement d'Antananarivo. Mais, à l'approche des années 1880, il devint de plus en plus évident que le rôle de l'armée malgache n'allait plus être de réprimer des révoltes dans l'île, mais d'assurer la défense du pays contre les interventions françaises.

Pour rehausser son image à l'étranger, Madagascar interdit le trafic de l'alcool — notamment du rhum. De fait, en 1863, croyant que la consommation d'alcool expliquait la conduite de Radama II, le nouveau gouvernement avait décrété que le souverain ne devait pas boire de boissons fortement alcoolisées.

Des coutumes comme le *tangena* [jugement par ordalie] furent abolies sous le règne de Radama II. Le commerce des esclaves resta interdit à Madagascar; mais certains marchands étrangers, généralement anglais et français, continuaient à transgresser cette loi, particulièrement sur la côte ouest de l'île. En 1877, le gouvernement malgache libéra aussi les Makoa, ou *Masombiky* (comme les appelaient les Merina), c'est-à-dire tous les esclaves ou descendants d'esclaves amenés d'Afrique dans l'île. À défaut d'abolir l'esclavage lui-même, le décret de 1877, qui signifiait une grande perte économique pour les propriétaires des quelque 150 000 esclaves libérés, constituait une importante révolution sociale et montrait que le pays était décidé à se moderniser[62].

Le développement économique[63]

Antérieurement à l'intégration de Madagascar dans le commerce international, et en particulier avant les années 1860, époque où les Européens commencèrent à arriver en grand nombre dans l'île, les Malgaches avaient une « économie de subsistance ». La majeure partie de la population s'occupait uniquement d'agriculture, essentiellement pour subvenir à ses besoins; et le riz était la principale nourriture, surtout sur le plateau central. Les Malgaches s'étaient tellement spécialisés dans la culture du riz que, selon



16.14. *Fonte et forgeage du fer à Madagascar, dans les années 1850.*
[*Source :* W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres.
Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

62. Voir *Extracts from Report by Rear-Admiral W. Gore-Jones*, PROFO 48/34.
63. Voir P. M. Mutibwa, 1972. L'exposé qui suit emprunte beaucoup à cet article.

un observateur, « le caractère industrieux et l'habileté des Malgaches ne se montrent nulle part mieux que dans la culture du riz »[64]. Outre l'agriculture, l'économie de Madagascar dépendait de l'élevage du bétail, notamment chez les Sakalava, dans l'ouest, et chez les peuples du sud de l'île. On élevait également des moutons et des porcs dans l'Imerina, et le poisson constituait l'un des aliments principaux des Malgaches. Les Merina ne purent se rendre maîtres du commerce sur la côte ouest; ils étaient pratiquement absents dans le Sud et se heurtaient à la concurrence des Antalaotra dans le Nord-Ouest. Sur la côte est, toutefois, ils arrivèrent à mettre en place un réseau commercial efficace.

Deux industries étaient très développées: le filage et le tissage d'un côté, les mines et la métallurgie (surtout le fer) de l'autre. Les Malgaches fabriquaient des étoffes et toute une série d'articles en métal pour leur propre usage. Telle était la base de l'éducation technique qu'ils reçurent des Européens. Nous avons déjà mentionné les produits de la fabrique de Laborde, à Mantasoa, à une quarantaine de kilomètres au sud-est d'Antananarivo. Alfred Grandidier, le fameux explorateur français de Madagascar au XIXe siècle, nous apprend que, à Mantasoa, « Laborde produisait de l'acier pur, du ciment, des canons et des mortiers; toutes sortes d'armes et de munitions; des articles de tannerie; des verres et des poteries; des pots et des plats; des briques et du carrelage […] des savons de toutes les couleurs; des bougies, du papier et de l'encre; de la potasse, de l'alun ordinaire et des acides sulfuriques; et, après 1843, il éleva des vers à soie chinois »[65].

Beaucoup de ces produits cessèrent d'être fabriqués quand Laborde quitta Madagascar à la fin des années 1850. Mais certains des hommes avec lesquels il avait travaillé purent continuer à produire plusieurs articles nécessaires pour leur subsistance. Ce qui tua l'industrie locale, ce fut l'importation de matériaux meilleur marché (étoffes, chaussures et poteries) d'Europe et des États-Unis d'Amérique.

L'accession du roi Radama au trône, en 1810, vit le début de l'active participation de Madagascar au commerce international. Le trafic des esclaves était l'un des éléments majeurs de ce commerce; mais, après la conclusion du traité anglo-malgache de 1847, ce trafic fut interdit et ne reprit jamais dans les régions où l'autorité du gouvernement malgache était réelle. Les esclaves continuèrent à être importés d'Afrique vers la côte ouest de Madagascar et les territoires du Nord-Ouest, sous l'apparence de travailleurs contractuels. Ce trafic était quasiment le monopole des Antalaotra et des Indiens, qui bénéficiaient parfois de complicités parmi les fonctionnaires merina[66]. Par ailleurs, dans les régions qui échappaient pratiquement au contrôle des autorités d'Antananarivo, quelques esclaves étaient exportés vers l'île de la Réunion, l'île Maurice, les États-Unis d'Amérique et les Antilles. Le riz et le bœuf représentaient les autres exportations importantes, tandis que divers

64. Cité par P. M. Mutibwa, 1972; voir aussi H. Florent, 1979; M. Rasoamiaramanana, 1974, 1981; G. Rantoandro, 1981.
65. Cité par P. M. Mutibwa, 1972.
66. M. Rasoamiaramanana, 1981*b*; G. Campbell, 1981.

produits (étoffes, fusils, rhum et machines) étaient importés. Le gouvernement tirait la moitié de ses recettes douanières du commerce de la viande de bœuf. Indépendamment du commerce direct avec l'Europe et les États-Unis d'Amérique, Madagascar commerçait avec la Grande-Bretagne par l'île Maurice, Zanzibar[67] et les Seychelles, et avec la France par l'île de la Réunion. Le commerce malgache était absolument essentiel pour la colonie française de la Réunion, qui obtenait de la grande île presque tout son bétail et son riz, sans parler des esclaves. C'est en partie pourquoi les colons français de la Réunion et les petits négociants de Marseille considéraient Madagascar comme leur zone naturelle d'influence.

Le commerce international de l'île était fondé sur des traités d'amitié et de commerce. Nous avons mentionné, plus haut, les traités de 1862 avec l'Angleterre et la France, qui furent respectivement modifiés en 1865 et en 1868. Le premier traité avec les États-Unis d'Amérique fut signé en 1867, avec l'arrivée d'un consul américain à Antananarivo. Le gouvernement malgache installa aussi des ambassades à l'île Maurice, en Angleterre et en France, pour faciliter les échanges commerciaux[68]. Le premier ministre préférait nommer comme consuls des négociants importants des capitales étrangères. Pour Londres, il choisit M. Samuel Procter, qui faisait des affaires florissantes avec Madagascar. Cette nomination semble avoir eu lieu en 1862, quand Radama II commanda à MM. Procter et Bros de Londres des uniformes pour les soldats malgaches. Pour Paris, on nomma consul général, en 1876, un marchand français bien connu et très lié à Madagascar, M. Hilarion Roux. Pour l'île Maurice, le consul malgache fut Hippolyte Lemiere, l'un des membres du Conseil législatif de l'île et un important négociant[69]. En 1881, pour encourager encore le commerce, on créa le ministère du commerce et de l'industrie, généralement appelé ministère « pour l'encouragement des arts industriels et des manufactures ».

Dans le domaine du commerce international, les dirigeants malgaches stimulèrent à la fois les entreprises privées et les entreprises d'État. Les principaux fonctionnaires du gouvernement qui possédaient suffisamment de capital créaient des entreprises et commerçaient fructueusement avec l'île Maurice, la Réunion et même l'Europe. Parmi les plus actifs se trouvait Rainilaiarivony, le premier ministre lui-même. L'agent de Rainilaiarivony à l'île Maurice était le consul Lemiere, auprès duquel il avait un compte bancaire personnel destiné à acheter des produits de luxe — notamment des vêtements — de l'île Maurice et d'Europe. Le rôle des individus, cependant, ne faisait guère que compléter celui de l'État. Comme nous l'avons déjà remarqué, ce fut le gouvernement lui-même, à Antananarivo, qui établit des relations commerciales avec les puissances étrangères et les ressortissants étrangers, grâce à la signature de traités, à la création

67. H. Kellenbenz, 1981.
68. Voir, par exemple, Radama II à Lemiere, 25 septembre 1862, pièce jointe, Stenenson à Newcastle, 1[er] novembre 1862, PROFO 167/443 ; cité également par P. M. Mutibwa, 1972.
69. P. M. Mutibwa, 1972.

16.15. *Femmes esclaves en train de puiser de l'eau et de piler du riz à Madagascar, dans les années 1850.*
[*Source :* W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

de consulats et à l'octroi de concessions aux capitalistes étrangers, destinées à l'exploitation des ressources minérales et naturelles du pays. Les traditions et la constitution malgaches interdisaient la cession directe de terres aux étrangers, mais le gouvernement consentait à affermer des terres sur lesquelles les étrangers pouvaient établir des plantations ou exploiter des ressources naturelles. La première concession fut octroyée à Joseph Lambert, un aventurier français, par Radama, en 1855, alors qu'il était encore prince héritier; cette concession, confirmée sous forme de traité en septembre 1862, fut certes bientôt supprimée, mais le gouvernement prit l'habitude d'en accorder d'autres, surtout dans les années 1880, pour favoriser le développement du pays, tout en prenant soin d'éviter toutes les conditions qui auraient pu menacer l'indépendance du pays. De fait, le Code des 305 articles, promulgué en mars 1881, interdisait la vente de terres aux étrangers et la punissait de mort.

Conclusion

Nous avons examiné, dans cette étude, les efforts de modernisation déployés par les Malgaches pour donner une base ferme au développement de leur pays. Ce processus commença avec l'accession au trône du

roi Radama I^er et fut consolidé dans la première moitié du XIX^e siècle. Le retour des étrangers après 1861, l'encouragement du commerce extérieur et les influences culturelles étrangères ouvrirent une nouvelle ère pour les Malgaches. Le processus de modernisation comprenait la conversion au christianisme et l'institution d'une série de réformes destinées à mobiliser les ressources humaines et naturelles du pays, de manière à atteindre un degré supérieur de développement dans les domaines politique, social et économique. Ces réformes, réalisées par les dirigeants malgaches, surtout à partir de l'accession au trône de Radama II, en 1861, furent cruciales pour l'évolution de Madagascar. On s'obstine à prétendre que l'Afrique a été colonisée parce qu'elle était pauvre et sous-développée. Aussi mérite-t-il d'être souligné que Madagascar, pendant la période qui nous occupe, avait, quant à elle, entrepris d'importantes réformes qui, comme un amiral anglais le faisait observer, en mars 1881, avaient fait des Malgaches « une race capable de gouverner le pays, qui rendait inutile toute intervention d'une nation étrangère »[70]. Cependant, quand vint le moment de la ruée « des Européens », le développement ne protégea pas Madagascar de l'ingérence étrangère. À certains égards, la modernité avait affaibli le royaume[71] ; à d'autres, les réformes renforcèrent la résistance que les Malgaches furent capables d'opposer.

70. PROFO 48/34, *Extracts from Report of Rear-Admiral W. Gore-Jones.*
71. G. Jacob, 1977.

CHAPITRE 17

Nouveaux développements au Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et la Libye

Mohamed H. Chérif

De graves bouleversements affectèrent le Maghreb aucours du XIXe siècle. Le fait le plus apparent, c'est le naufrage des États autonomes qui le constituaient au début de ce siècle, sous la pression et au bénéfice des principales puissances européennes : le régime deylical algérien succombait, dès 1830, sous l'assaut répété des forces françaises ; la Libye des Ḳāramānlī retombait sous la domination directe ottomane en 1835 ; la Tunisie beylicale était placée sous le protectorat de la France en 1881, en attendant que la Libye fût envahie par les Italiens en 1911, et que le Maroc le fût à son tour par les Français et les Espagnols en 1912. Il est bien évident que ces événements politiques ne résument pas toutes les transformations subies : ils couronnent ou précèdent des changements en profondeur, au niveau de l'économie, de la société et même de la culture, qui, toutes, traversent une crise extrême au cours du XIXe siècle.

C'est à cette époque que commencèrent à s'affirmer le « développement » des uns (les pays capitalistes européens) et le « sous-développement » des autres (le Maghreb, dans notre cas)[1]. Une abondante littérature contemporaine nous enseigne que les deux phénomènes sont intimement liés. Aussi est-il vain de rechercher les causes des difficultés de l'Afrique du Nord au XIXe siècle dans une conjoncture purement locale, de les attribuer unilatéralement, comme on l'a fait à une certaine époque, à l'« archaïsme », au « retard séculaire » et aux « tares » propres des civilisations d'Afrique du Nord et non européennes d'une façon générale.

1. E. J. Hobsbawn, 1977 ; L. Valensi, 1978.

Le Maghreb connaissait encore, au début du XIXe siècle, un relatif équilibre, dont nous nous efforcerons d'étudier les fondements et d'évaluer les forces et les faiblesses. Cet équilibre fut brutalement rompu, au lendemain de 1815, dès que commença à s'exercer l'expansion européenne dans une Afrique du Nord si proche et depuis si longtemps reliée à l'Europe par des rapports belliqueux (la guerre de course) ou pacifiques (le commerce). À des moments différents et suivant des modalités diverses dépendant des conditions locales, l'impact européen se fit sentir au Maghreb et y provoqua à court terme des situations différentes selon les pays, et à long terme les mêmes ébranlements et le même résultat : la mainmise coloniale.

À l'époque, l'espace maghrébin se partageait entre un pays juridiquement indépendant, le Maroc des Alawites (Alaouites), et trois régences qui avaient le statut juridique de provinces de l'Empire ottoman, mais qui disposaient d'une autonomie de fait presque totale : le pays d'Alger, où dominait un dey électif ; celui de Tunis, où régnait depuis 1705 la dynastie des beys husseïnites ; la régence de Tripoli, enfin, entre les mains de la famille des Ḳāramānlī à partir de 1711. Quels traits communs présentaient les régimes des régences ottomanes, et à quels types de sociétés imposaient-ils leur domination ?

Le Makhzen au début du XIXe siècle[2]

À Alger, à Tunis ou à Tripoli, l'État ou ce qui en tenait lieu — le Makhzen d'après l'appellation consacrée — se matérialisait par un appareil politico-militaire plus ou moins surimposé, marginal par rapport au corps de la société qu'il dominait. Les maîtres du pouvoir se voulaient d'essence différente de celle de leurs sujets : des Turcs — plus ou moins assimilés selon le cas dans les régences —, et des *shārīf* au Maroc. Dans leur entourage, les plus hautes charges étaient souvent confiées à des *mamlūk* — anciens esclaves d'origine chrétienne, convertis et convenablement dressés au service de la cour ou de l'armée. Le pilier des régimes était constitué par des corps militaires étrangers, à savoir les milices de janissaires turcs. L'essentiel des moyens de domination de la société musulmane était puisé en dehors du pays ou du corps social : les monnaies fortes (piastres espagnoles, en particulier), attirées par le commerce maritime ou par la guerre de course ; les armes « modernes » et leurs spécialistes pour l'armée ; le papier à écrire et le chiffre (manié par les comptables juifs) pour l'« administration ». Si rudimentaires que puissent paraître ces moyens en comparaison de leurs équivalents en Europe, ils se révélaient d'une grande efficacité dans des sociétés auxquelles ils étaient peu familiers. Le Makhzen se posait en intermédiaire entre la « modernité » européenne ou turque et le « traditionalisme » des sociétés intérieures, ce qui lui permettait de dominer celles-ci et de les exploiter à son profit et, pour une part, à celui des notables citadins et du capitalisme marchand européen ; celui-ci, en effet, fournissait monnaies, armes, papier, etc.,

2. A. Laroui, 1970, p. 244-267 ; M. H. Chérif, 1977.

et se procurait les produits des campagnes maghrébines. Cette exploitation est pour une large part responsable du maintien des sociétés rurales intérieures dans leur « archaïsme », sinon de leur déclin[3].

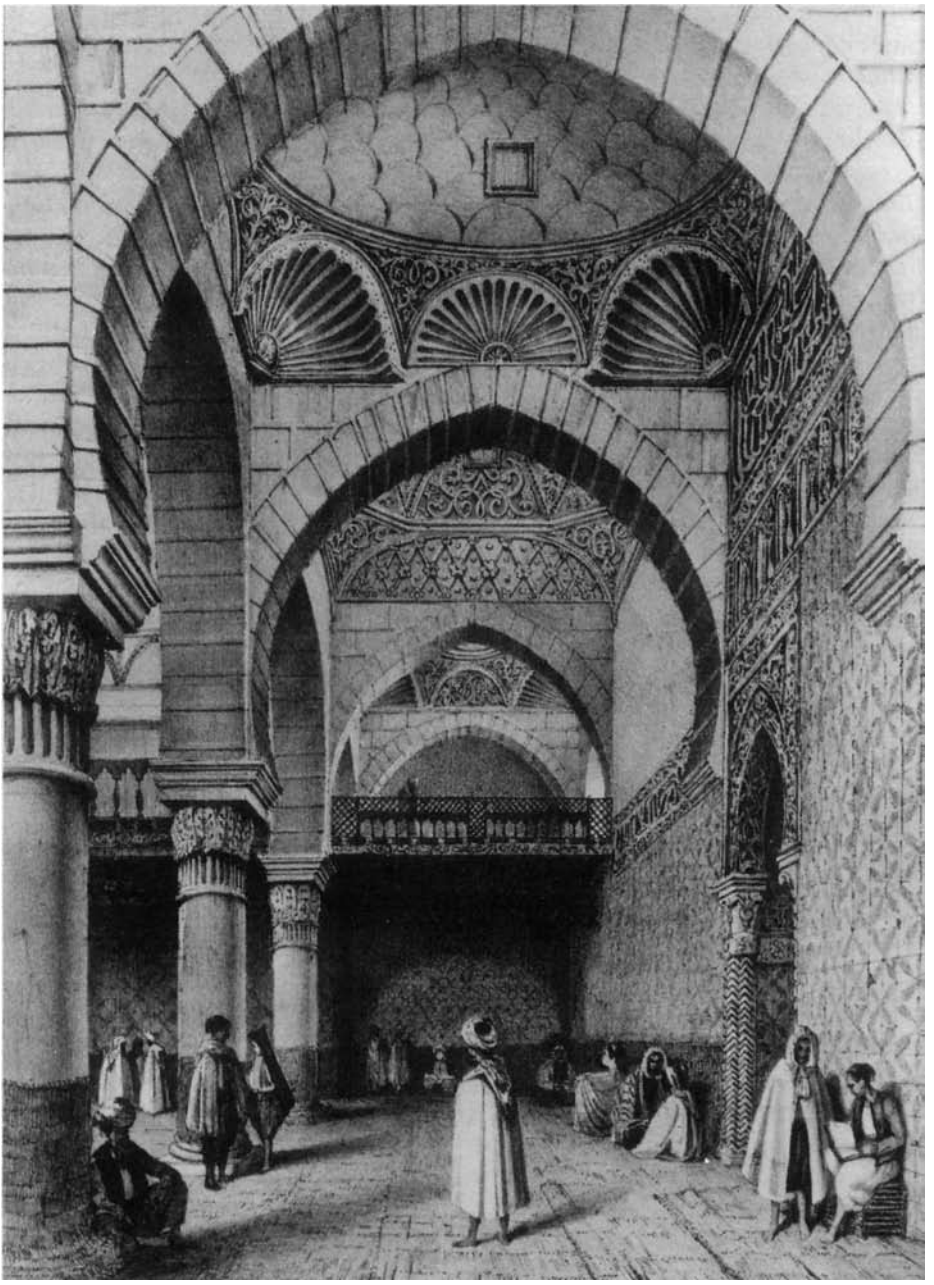
Les appuis locaux ne manquaient pas non plus au Makhzen précolonial: groupements guerriers (*makhzen*) à son service; notables citadins (fournissant des *ka'id* ou gouverneurs; *lazzam* ou fermiers de ses droits; *wakīl* ou régisseurs, etc.); grandes familles rurales où étaient recrutés les *shaykh* ou chefs des communautés locales; hommes de religion, qu'ils fussent *'ulamā'* [lettrés] dans les cités, *murābiṭ* [saints] ou chefs de confréries ici et dans les campagnes, constituant de précieux alliés pour le pouvoir en faveur duquel ils prêchaient l'obéissance et qu'ils légitimaient en quelque sorte. C'est de la plus ou moins grande étendue de ces appuis locaux que dépendaient la nature du régime et, en définitive, sa chance de durer: à Alger, la prépondérance des janissaires turcs (au moins jusqu'en 1817) et celle des deys d'origine levantine freinaient l'évolution du pouvoir vers une certaine intégration, même partielle; alors qu'à Tunis, les beys s'assimilaient au pays (tout en continuant à se déclarer « turcs ») depuis le milieu du XVII^e siècle; et qu'à Tripoli les Ḳāramānlī le faisaient depuis 1711.

La société citadine

D'une façon générale, le même tissu humain, caractérisé par la supériorité des solidarités familiales ou lignagères, et la même culture musulmane s'étendaient d'un bout à l'autre du Maghreb; toutefois, la société citadine pouvait être plus affirmée dans sa partie « tunisienne »; la *ḳabīla*, plus répandue en Libye; la ruralité prépondérante dans le pays d'Alger et la montagne berbère plus pesante dans l'ensemble marocain. Cela est déjà une indication quant à l'hétérogénéité du milieu humain maghrébin: nous pouvons en gros y distinguer les citadins (*ḥ'adhar*), les sédentaires villageois, les hommes des *ḳabīla* et les montagnards, surtout berbères.

La cité, nous le savons, est inséparable de la culture islamique: aussi jalonne-t-elle l'espace maghrébin depuis Rabat et Fès, à l'ouest, jusqu'à Benghazi et Tripoli, à l'est, en passant par Tlemcen, Alger, Constantine, dans la régence d'Alger, et par Tunis, Sousse, Kairouan, dans celle de Tunis[4]. Cette cité ne renferme que 10 à 15 % au mieux de la population maghrébine. Mais elle concentre les activités les plus lucratives et les fonctions les plus importantes: commerce et artisanat (dont certains secteurs frisent le stade capitaliste, comme la fabrication de la chéchia ou bonnet en laine à Tunis[5]); magistère spirituel (culture, enseignement et justice religieuse, le tout fondé sur le texte écrit); exercice du pouvoir politique, administratif et militaire (le

3. Ces considérations sont largement développées dans M. H. Chérif, 1979*a*.
4. L. Valensi, 1969*a*, p. 50-61; P. Bourdieu, 1970, p. 54-57; J. Berque, 1978, p. 115-117, 221-230, 398-401, 434-440; R. Gallissot et L. Valensi, 1968; D. Sari, 1970, p. 3-12 et 32-56.
5. L. Valensi, 1969*b*.



17.1. *Intérieur de la mosquée de Ketchawa à Alger* (*érigée en 1794*) *en 1833*.
[*Source :* C. A. Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine. Conquête et colonisation*, 1964, PUF, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

Makhzen, c'est d'abord la ville, puis son prolongement dans les campagnes). La ville, c'est donc l'économie monétaire (en contraste avec l'économie de subsistance dominante dans les campagnes), la civilisation de l'écrit (alors que la campagne est le royaume de la tradition orale) et la hiérarchisation des hommes (en opposition avec l'organisation lignagère et en principe égalitaire de la société rurale). Ces traits nous semblent suffisamment marqués pour distinguer fortement la société des cités de celle des campagnes, malgré une base familiale, agnatique commune[6].

Jouissant de ces atouts multiples, la société citadine était-elle susceptible d'évoluer et d'entraîner à sa suite le reste du pays dans des transformations radicales, à l'instar de ce qui se déroulait à l'époque en Europe[7] ? Cela revient à poser le problème de la « bourgeoisie » citadine, de sa force ou plutôt de ses faiblesses. Celles-ci sont nombreuses: les moyens et les techniques mis en œuvre restent dans l'ensemble « traditionnels », de faible rendement et de bas niveau; l'emprise économique de la ville sur la campagne est bien limitée (en raison de l'importance, ici, de l'économie de subsistance et de la résistance des collectivités rurales — surtout des (*ḳabīla*); la concurrence du capitalisme marchand européen est sévère à l'extérieur; il arrive même à assurer et à contrôler les relations par mer entre les divers pays islamiques. Ces handicaps multiples interdisent en fait à la bourgeoisie commerçante et artisanale un développement autonome: aussi subit-elle la tutelle protectrice — mais paralysante — du Makhzen, dès que ses affaires dépassent une certaine importance. À l'intérieur, le capital « bourgeois » s'investit de préférence dans le fermage (*lizma*) des taxes[8]; à l'extérieur, l'association commerciale avec un grand personnage est de règle; les Juifs Bacri et Busnach avec le dey d'Alger, le Djerbien Hadjdj Yūnis ibn Yūnis avec le premier ministre tunisien, vers 1800. Bridée dans son développement, la « bourgeoisie » citadine ne pouvait être un ferment de transformation de l'ensemble de la société.

La société rurale

Les contemporains distinguaient nettement le citadin (*ḥ'adharī*) de l'homme des campagnes (*badawī*). Les fondements de cette distinction ? D'un côté, règne la culture écrite, élaborée, de l'autre, l'oralité et la tradition répétitive; sur le plan religieux, d'une part, le *'ālim* [savant] enseigne la loi, d'autre part, le marabout opère, et le « culte audiovisuel » triomphe[9]. Sur le plan matériel, la monnaie et les activités qu'elle postule animent la vie des cités,

6. L. Valensi, 1977, insiste sur l'homogénéité du corps social maghrébin, caractérisé par la prépondérance des relations agnatiques patrilinéaires. Pour notre part, nous sommes sensibles aux différences entre les sociétés rurales et les sociétés citadines, et avons relevé les spécificités de ces dernières à plusieurs reprises, en particulier dans M. H. Chérif, 1979*b*, et notamment p. 235-277.

7. R. Gallissot et L. Valensi, 1968, p. 58-60; L. Valensi, 1978, p. 574-586; A. Laroui, 1970, p. 244-267; J.-C. Vatin, 1974, p. 104-110.

8. M. H. Chérif, n. d.

9. E. Gellner, 1969, p. 7-8.

17.2. *Une école coranique à Alger, en 1830.*
[*Source :* C. A. Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine. Conquête et colonisation*, 1964, Paris, PUF. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

alors que l'économie de subsistance et le faible développement des forces productives — démographique, technologique — caractérisent les campagnes. Du point de vue social, si, dans la ville, la hiérarchisation en même temps que l'individualisation se font sentir, dans les campagnes, en revanche, l'organisation lignagère, ou plus exactement patrilinéaire, domine: les groupes humains se définissent par leur rattachement — plus mythique que réel — à un ancêtre éponyme (« fils de… »). La société bédouine se présente comme formée de « segments » juxtaposés, alliés ou opposés selon certaines règles dictées moins par les liens du sang que par le milieu naturel ou la nécessité de l'équilibre de l'ensemble[10]. Le principe lignager implique l'égalitarisme théorique des « frères » ou « cousins », ennemis dans certains cas, l'appropriation collective, du sol et la solidarité dans le travail. La décision appartient à un *shaykh* (ou, chef, étymologiquement « le vieux »), « élu » — ou, plus exactement, choisi, par les chefs de famille à chaque niveau de la subdivision du groupe.

Cette organisation bédouine ou rurale, schématiquement décrite, comment l'interpréter? Les segmentaristes n'y voient qu'un simple modèle, sans bases matérielles réelles, une pure reconstitution « structurale », mythique de la réalité; tout est lignage et discours justificateur généalogique, dans les *ḳabīla*, les villages, et peut-être même au sein de la ville[11]. Cette interprétation, on s'en doute, a fait l'objet de critiques: on lui a reproché de faire peu de cas des éléments matériels réels de l'organisation sociale, préférant les bases biologiques de ces groupements élémentaires à l'adaptation à un milieu naturel très présent, et d'analyser les communautés rurales sans référence à l'environnement islamique ou du Makhzen, méconnaissant ainsi le facteur de l'évolution historique, etc.[12].

Pour notre part, nous nous bornerons à constater que si les traits « segmentaires » sont bien marqués dans les endroits reculés, et parmi les populations isolées, ils s'estompent ou disparaissent, en revanche, dans les campagnes ouvertes aux influences de la cité ou du marché: le plat pays des villes (dans un rayon d'une dizaine à une trentaine de kilomètres, selon nos estimations[13]); les oasis reliées au grand trafic; quelques régions spécialisées dans un produit hautement commercialisé (les grains dans les zones du *mulk* [propriété] céréalier, les huiles du Sahel tunisien, etc.). L'influence de la cité s'y fait sentir dans l'économie (l'argent ou le capital en nature); le régime foncier (affirmation de la propriété nette régie par le droit écrit); les rapports sociaux — impliquant en partie subordination et exploitation (le personnage du *khammās* [métayer au quint] est familier dans ces zones)[14]. Même si la référence généalogique reste fondamentale, et la petite exploitation familiale très répandue dans ces secteurs « ouverts », ceux-ci ne présentent pas moins une originalité certaine par rapport aux régions « tribales » ou montagnardes.

10. E. Gellner et C. Micaud, 1973, p. 59-66.
11. Voir *supra*, notes 6, 9 et 10.
12. A. Laroui, 1977, p. 174-178; L. Ben Salem, 1982.
13. M. H. Chérif, 1979*b*.
14. S. Bargaoui, 1982.

Extrêmement diverses, faiblement intégrées, mettant en œuvre une technologie « traditionnelle » de bas rendement, les sociétés maghrébines et le Makhzen qui les dominait, en partie grâce à des moyens importés, présentaient certes maintes faiblesses; mais ils réussissaient, malgré tout, à maintenir un équilibre que le retour en force des flottes et des mercantis européens allaient irrémédiablement compromettre après 1815.

L'offensive européenne

Les guerres napoléoniennes prenant fin en 1815, cette offensive, appuyée sur des forces désormais irrésistibles, se déclenchait au Maghreb et bientôt dans le reste du monde. Jusqu'en 1850-1860, les exigences du marché étaient les plus impératives, car la production s'accroissait au rythme de l'industrialisation en Europe, les prix s'avilissaient par le même mouvement, et les termes de l'échange se détérioraient. Dans la conjoncture sévère de l'époque, la concurrence s'exacerbait et la politique européenne d'expansion outre-mer devenait plus agressive[15]. Dès 1816, la flotte anglaise de lord Exmouth, en 1819, celle de l'amiral Freemantle, accompagnée cette fois-ci par la division navale française de l'amiral Jurien, venaient signifier aux puissances « barbaresques » l'interdiction de la guerre de course décidée par le concert des nations européennes. Mais, derrière ce noble motif, se dissimulaient des visées mercantiles, puisque les Français réclamèrent pour leurs nationaux — surtout provençaux — et les Anglais pour leurs clients italiens, espagnols — rivaux des Français — de larges avantages commerciaux. C'était le début d'une politique promise à d'heureux lendemains, et dont la finalité était la soumission des pays maghrébins aux exigences de plus en plus fortes de l'économie et de la politique européennes[16]. Les instructions données au nouveau consul de France, envoyé à Tunis à la tête d'une escadre en 1824, mettaient l'accent sur « la nécessité de replacer cette puissance inférieure [la régence] dans les rapports convenables à la dignité et aux intérêts du royaume [de France] »[17]. Le commerce européen, et surtout français, tira de cette « nécessité » le plus grand bien, puisqu'il se développa rapidement à la faveur d'un régime exceptionnellement avantageux, révoltant d'injustice: toutes les combinaisons, même les plus louches, étaient d'avance assurées du succès grâce à l'appui du consul européen intéressé. « S'il n'y avait pas de Barbaresques, il faudrait en créer », s'écriait un des négociants français établi à Tunis[18]. De même, l'« honneur national » qui trouve au Maghreb des satisfactions ou des compensations à peu de frais: on sait que l'expé-

15. R. Schnerb, 1957, p. 44-45; M. H. Chérif, 1970.
16. A. Laroui, 1970, p. 275 et suiv.
17. Archives du Quai d'Orsay, Correspondance consulaire, Tunis, vol. 44: « Instructions au Consul général de France à Tunis, en date du 28 novembre 1823 ».
18. *Ibid.*, vol. 48, lettre du 10 août 1830 (Délibérations de la « nation » française à Tunis).

dition d'Alger, en 1830, a été décidée par un régime aux abois, soucieux de restaurer son prestige et de raffermir ses positions en France même.

Parallèlement au commerce, se développèrent les affaires de tout ordre, et en particulier les opérations de prêt ou d'usure. Un exemple parmi d'autres: à court d'argent, le bey de Tunis prend l'habitude de vendre, à l'avance, aux négociants européens l'huile de son pays, dont il monopolise le commerce; la récolte venant à manquer en 1828, ces négociants exigent et obtiennent le remboursement de leurs avances au cours de l'huile à l'époque à Marseille[19]. Les ennuis du bey ne sont pas pour autant terminés. Dans les années 1830, le poids des dettes — renouvelées — retombe, d'une part, sur quelques grands personnages comme le premier ministre, totalement ruiné à cette occasion, et, d'autre part, sur les producteurs d'huile du Sahel, qui doivent acquitter plus de 2 millions de francs entre 1832 et 1845[20]. Suprême subtilité, les négociants obligent le bey à exiger de ses sujets de l'argent et non de l'huile, en remboursement de ses avances, afin de se réserver les bénéfices du commerce de cette denrée: ils se substituent au bey dans la pratique des avances aux producteurs avant la récolte, et, dès 1838, un certain nombre de ceux-ci, débiteurs défaillants, se voient saisir leurs biens[21].

L'engrenage des prêts est amorcé: il ne fait que se développer par la suite. Vers 1860, quand les capitaux abondent en Europe et que le taux d'intérêt s'avilit, quand les États maghrébins — encore indépendants pour la plupart — s'engagent dans la voie des « réformes » à la suggestion des consuls et conseillers étrangers, la pénétration européenne prend une autre tournure: de marchande elle se fait plus financière. L'Algérie s'ouvre aux entreprises capitalistes (la « colonisation aux gants jaunes » dans le domaine agricole, les banques, les entreprises de travaux publics, les mines, etc.)[22].

Plus typique est le phénomène en Tunisie, dont les finances furent mises en coupe réglée, puis sous tutelle européenne, en l'espace d'une dizaine d'années (entre 1859 et 1869 environ). Poussé sur la voie de la « modernisation » et des grands travaux par les consuls français et anglais de l'époque, le gouvernement beylical se lance dans de folles dépenses pour acquérir en Europe, à des prix exorbitants, un matériel militaire ou naval désuet (par exemple, des canons d'un vieux modèle rayés à l'extérieur, en 1865), pour faire effectuer par des concessionnaires étrangers, à des conditions très onéreuses, des travaux d'une utilité douteuse (réfection de l'aqueduc romain de Carthage, construction d'hôtels consulaires pour les représentants des puissances européennes à partir de 1859[23], etc.). Fatalement, le bey est amené à

19. M. H. Chérif, 1970, p. 741-742; K. Chater, 1984, p. 335-338.
20. Archives générales du gouvernement tunisien, registres n^{os} 2348, 2349, 2433, etc., citées par I. Saādoui, dans un mémoire de recherche sur le commerce extérieur tunisien dans la première moitié du XIX^{e} siècle, 1980.
21. *Ibid*, et L. Valensi, 1977, p. 343.
22. A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 583-606.
23. A. Ibn Abī-Dhiyāf, 1963-1964, tome IV, p. 261-264; J. Ganiage, 1959, p. 190-192.

s'endetter de plus en plus, d'abord auprès des courtiers et agents financiers locaux — surtout des Juifs livournais, sous protection européenne — qui détiennent, en 1862, près de 28 millions de francs de créances, souscrites par le gouvernement à des taux usuraires[24].

À partir de 1863, le bey fait appel au crédit extérieur, en principe moins onéreux que le crédit local; et des emprunts — autorisés par le gouvernement français — sont lancés sur la place de Paris. Mais grasses commissions, pots-de-vin, tripotages ou franches escroqueries, au profit de faiseurs européens (les banquiers juifs d'origine allemande Erlanger et Oppenheim, le directeur du Comptoir d'escompte Pinard, etc.) et d'agents peu scrupuleux du bey (le premier ministre Muṣṭafā Khaznadār) réduisent à peu de chose les sommes empruntées et réellement encaissées par le *beylik*[25], Ces emprunts augmentent rapidement la dette nationale: près de 100 millions de francs au début de 1866, 160 en février 1870, pour des recettes annuelles de l'État de l'ordre de 10 à 15 millions de francs[26].

Aux prises avec une conjoncture très difficile (les mauvaises récoltes de 1866 à 1870, et même la famine et l'épidémie en 1867), le gouvernement beylical est bientôt en faillite: les puissances française, anglaise et italienne imposent au bey une commission financière internationale qui prend sous son contrôle tous les revenus de l'État tunisien afin d'assurer le paiement de la dette publique (5 juillet 1869) en annuités fixées à 6 millions et demi de francs[27]. La période de 1870 à 1881 est marquée par un certain répit politique en Tunisie, à la faveur de l'éclipse de la France après sa défaite, et de la gérance honnête et éclairée de Khayr al-Dīn, premier ministre de 1873 à 1877. Mais la pénétration capitaliste ne continue pas moins, par l'intermédiaire des organismes bancaires: The London Bank of Tunis, associée aux Baring, Glynn, Mills, etc., de 1873 à 1876; la Société marseillaise de crédit, soutenue par le Crédit industriel et associée aux frères Péreire, ainsi qu'au Comptoir d'escompte, à la Banque des Pays-Bas, etc., surtout de 1877 à 1881. Opérant par le biais de filiales ou associés à certaines entreprises industrielles comme la Société des Batignolles, les consortiums capitalistes arrachent d'avantageuses concessions à un bey désarmé: banques à privilèges, voies ferrées, mines, ports, immenses domaines fonciers[28]. Par son intervention dans les travaux d'infrastructure et même dans la production, le capitalisme prépare la voie à la colonisation directe du pays. Par les intérêts mis en jeu, il appelle et justifie à l'avance l'intervention politique, à savoir l'expédition militaire qui aboutit rapidement à l'établissement du protectorat français en Tunisie, le 12 mai 1881.

En Algérie, la pénétration européenne prit une tournure quelque peu différente du fait de la conquête précoce du pays en 1830. En plus des

24. J. Ganiage, 1959, p. 195.
25. Voir J. Ganiage, 1959, p. 203-216 et M. Bdira, 1978, p. 121-124.
26. J. Ganiage, 1959, p. 335-402.
27. *Ibid.*
28. *Ibid.*, p. 421-426, 463-471, 564-588, 600-608 et 640-661.

inévitables intérêts du capitalisme marchand, puis bancaire, les colons manifestèrent leur appétit de terres algériennes et en réclamèrent aux autorités. Celles-ci leur en procurèrent par divers moyens: confiscations (surtout après les grandes révoltes comme celle de 1871)[29]; cantonnement dont furent l'objet et la victime les communautés rurales (en vertu des ordonnances et circulaires militaires des années 1840, en premier lieu)[30]; encouragements à la division des terres « collectives » et à la mobilisation de la propriété (loi du 26 janvier 1873, par exemple)[31]. Les quelques tentatives de protection de la propriété locale (communale, en particulier), comme le senatus-consulte de 1863, firent long feu devant la pression du milieu « coloniste » En 1882, la propriété européenne accaparait déjà près de 1 073 000 hectares (en 1890, 1 337 000), principalement dans la zone tellienne[32]. On en devine sans peine les conséquences pour la société autochtone.

Les facteurs du changement

Sous ses diverses formes, directe ou indirecte, marchande ou financière, la pénétration européenne eut pour effet de rompre l'équilibre ancien du Maghreb. Quels furent les principaux agents de transformation et selon quel processus celle-ci eut-elle lieu? Quel fut l'impact de la pression européenne sur les différentes catégories de la population?

Le commerce maritime, effectué par des négociants européens — ou, dans de rares cas, par leurs agents ou alliés locaux —, fut le premier en date de ces facteurs de changement. Il affaiblit graduellement, jusqu'à se substituer à lui, le grand commerce traditionnel caravanier ou même maritime avec le Levant[33] à l'exception du trafic transsaharien de la Libye, qui reprit de la vigueur vers 1845 et maintint ses positions jusqu'aux alentours de 1880[34]. Au Maghreb même, les produits industriels d'Europe (textiles, produits métallurgiques, matériel militaire, etc., jusqu'aux boutons de guêtres) et les denrées coloniales importées (sucre, thé et café) gagnèrent assez rapidement la riche clientèle maghrébine, puis de plus larges catégories sociales. Les importations gonflèrent bien plus rapidement que les exportations, provoquant une hémorragie monétaire aux multiples conséquences, notamment en ce qui concerne les devises[35]. En second lieu, le produit européen manufacturé s'est mis à concurrencer le produit artisanal similaire et a fini par le supplanter auprès de la clientèle aisée du pays ou de l'extérieur: un cas typique est celui de la chéchia tunisienne (bonnet de laine rouge), dont les exportations, jusqu'en 1861-1862, se chiffraient à quelque 3 millions de

29. C. R. Ageron, 1968, vol. I, p. 24-36.
30. C. A. Julien, 1964; A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 139.
31. C. R. Ageron, 1978, vol. I, p. 78-88.
32. *Ibid*., p. 94-102.
33. L. Valensi, 1969*a*, p. 70-83; N. Saldouni, s. d., p. 39-40.
34. J.-L. Miège, 1975.
35. M. H. Chérif, 1970, p. 728-729; L. Valensi, 1978, p. 583.

francs par an; elles ne représentaient plus, en 1864-1865, que la moitié de cette somme; puis 850 000 francs en 1869-1870; pour tomber, enfin, à 250 000 francs par an en 1875-1876[36]. Il est vrai que la concurrence européenne touchait essentiellement la production artisanale de luxe et le grand commerce; mais le petit artisan, comme le marchand détaillant, était aussi lésé par la perte de la clientèle aisée, le désordre monétaire, la fiscalité tentaculaire et enfin, la paupérisation générale.

Ce processus ainsi que la monétarisation de l'économie au profit d'une minorité furent responsables du recours généralisé à l'emprunt ou plutôt à l'usure. Outre l'endettement du *beylik* à Tunis, qu'on a déjà évoqué, l'usure a exercé ses ravages jusqu'au fond des campagnes: la correspondance des *ḳā'id* [gouverneurs de provinces] tunisiens revient régulièrement sur la question des créances — en faveur des négociants européens surtout, mais aussi de certains notables locaux — non honorées. Dans les registres notariaux, conservés à partir de 1875 en Tunisie, foisonnent les actes usuraires passés par d'humbles paysans avec des prêteurs du cru — surtout juifs[37]. La situation est probablement pire en Algérie où « il n'est malheureusement que trop vrai que les progrès de l'usure […] ont été une conséquence de l'occupation française », avoue le général Martimprey, sous-gouverneur de l'Algérie, en 1860. Les révoltes et les répressions qui les suivent, la désagrégation des *ḳabīla* et des structures traditionnelles, l'introduction de l'économie monétaire et des profiteurs de tout poil jusqu'au fond des campagnes, tout cela, ajouté aux méfaits du climat et à l'avidité du fisc, favorise le développement de l'usure, une des « sept plaies » de l'Algérie coloniale[38].

Liée aux difficultés de l'État en Tunisie et au Maroc, et à l'exploitation coloniale en Algérie, la fiscalité, de son côté, se fait lourde, dévorante. Sous l'aiguillon de la nécessité, le bey de Tunis établit une sorte de monopole sur le commerce de l'huile — principal produit d'exportation — dès le début des années 1820.

Il doit y renoncer par le traité que lui impose la France au lendemain de la prise d'Alger, en août 1830; mais il introduit de nouveaux monopoles et multiplie les contributions indirectes et les fermages d'impôts dans les années 1840[39]; il opère une remise à jour du taux et de l'assiette des anciens impôts pesant sur la production, et institue un impôt de capitation (*i'ʿāna* ou *majba*) en 1856[40]. La grande révolte tunisienne de 1864 est provoquée par la décision de doubler le taux de cette *majba*. Avec quelques années de retard, le Maroc connaît les mêmes difficultés financières que la Tunisie, et a recours aux mêmes expédients désastreux pour leur faire face[41]. En Algérie,

36. P. Pennec, 1964, p. 257.
37. S. Bargaoui, 1983, p. 353-357.
38. C. R. Ageron, 1968, vol. I, p. 370-372 et 383-386; A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 171-172 et 484-485.
39. A. Ibn Abī-Dhiyāf, 1963-1964, vol. IV, p. 43-48, 55-56, 80-83, 144-156; L. C. Brown, 1974, p. 134-137 et 340-349; K. Chater, p. 553-560.
40. A. Ibn Abī-Dhiyāf, vol. IV, p. 203-208; J. Ganiage, 1959, p. 101-102.
41. J.-L. Miège, 1961-1963, vol. II, p. 225-243; G. Ayache, 1979, p. 97-138.

les autochtones furent astreints au paiement des traditionnels « impôts arabes » et de nouveaux « impôts français » (rappelons, en particulier, l'aberrante taxation communale qui fit dire à Jules Ferry, en 1892, que c'était « l'exploitation de l'indigène à ciel ouvert »). Ils durent également acquitter les impôts indirects, le montant en argent des diverses corvées, sans parler des lourdes indemnités de guerre en cas de révolte (celle qui suivit l'insurrection de 1871 absorba quelque 70 % de la valeur des terres des Kabyles[42]).

Dans la situation nouvelle que créaient le bouleversement des structures économiques et sociales et le saignement à blanc des populations par la fiscalité et l'usure, les traditionnelles crises liées au climat — plus nombreuses au XIX^e^ qu'au XVIII^e^ siècle, semble-t-il — prenaient dès lors des proportions catastrophiques. Celles de 1866-1869 en Tunisie et en Algérie, de 1878-1881 au Maroc, firent des coupes sombres dans la population, et affaiblirent irrémédiablement l'économie et la société locale[43].

Les bénéficiaires de la crise

Comme ailleurs, la situation qui prévalut dans le Maghreb de l'époque eut ses profiteurs. D'abord la colonie européenne, forte en Algérie de quelque 164 000 individus en 1855, 245 000 en 1872 et 375 000 en 1882[44]. En Tunisie, elle s'élevait à environ 11 000 personnes en 1856, 14 000 en 1870 et près de 19 000 en 1881[45]. En Libye, les effectifs restèrent faibles jusqu'aux premières années du XX^e^ siècle. Quoique la majorité de ces Européens d'Algérie et de Tunisie fussent de condition modeste, ils ne se trouvaient pas moins dans une position très privilégiée par rapport à la masse des autochtones. Il en était de même d'une minorité de Juifs qui réussirent à s'intégrer, d'une façon ou d'une autre, dans les circuits capitalistes européens, et profitèrent de leur rôle d'intermédiaires entre ces circuits et la masse des autochtones[46]. Quelques musulmans, mais ils furent rares, parvinrent à jouer ce rôle: agents des consuls, courtiers et, surtout, associés des maisons de commerce européennes, qui cherchèrent rapidement à se soustraire à l'autorité musulmane pour se mettre sous la protection des consuls européens en Tunisie, en Libye et au Maroc[47]. Plus célèbre est le cas des grands serviteurs du Makhzen qui exploitèrent leur fonction pour s'enrichir démesurément à la faveur des circonstances troubles traversées par leur

42. C. R. Ageron, 1968, vol. I, p. 249-265. Citation de Jules Ferry, p. 452.
43. L. Valensi, 1977, p. 307 et 315; J. Poncet, 1954, p. 316-323; A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 441-493.
44. C. R. Ageron, 1979, p. 118-119.
45. J. Ganiage, 1959, p. 44-45; A. Mahjoubi, 1977, p. 33, note 84.
46. J. Ganiage, 1959, p. 312-313; A. Laroui, 1977, p. 310-314.
47. Débuts de la question de la protection « infidèle » accordée à des musulmans, relatés d'une manière favorable à cette protection dans Ibn Abī-Dhiyāf, 1963-1964, vol. IV, p. 117-118; J. Ganiage, 1959, p. 181-182. Pour le Maroc, voir A. Laroui, 1977, p. 251-254 et 314-315; B. Brignon *et al*, 1967, p. 291 et 294.

pays: ainsi, Muṣṭafā Khaznadār, premier ministre tunisien de 1837 à 1873, a accumulé une fortune estimée au bas mot à quelque 25 millions de francs, et dont la plus grande partie fut placée en France[48].

Dans les campagnes, le pouvoir colonial en Algérie et l'autorité affaiblie du bey en Tunisie durent s'appuyer sur certains personnages qui exercèrent une sorte de pouvoir « féodal » au détriment de leurs administrés; tels Muḳrānī jusqu'à sa révolte et sa mort en 1871 en Algérie[49] et ʿAlī ibn Khalīfa dans le Sud-Est tunisien de 1840 à 1881 (avant qu'il ne prît la tête de la résistance contre la France à cette dernière date, et avant son exil en Libye)[50]. Du même ordre nous paraît l'ascension de certaines familles religieuses qui accaparèrent héréditairement les hautes charges soit de l'islam lettré et quasi officiel (surtout en Tunisie)[51], soit de l'islam confrérique (en Algérie et au Maroc)[52].

Les victimes de la crise

Les victimes furent légion à souffrir de la conjonction des multiples facteurs déjà évoqués: mauvaises récoltes, conséquences de l'intégration du Maghreb au marché mondial, fiscalité immodérée; à quoi s'ajoutaient, pour l'Algérie, les dévastations de la guerre de conquête et les rigueurs de la loi du vainqueur, qui impliqua l'accaparement d'une partie des meilleures terres par une minorité étrangère. Il en résulta, sans tarder, la paupérisation quasi généralisée et la désorganisation des structures traditionnelles, menant inévitablement à la catastrophe économique et démographique au cours d'une crise comme celle de 1866-1869[53].

Quelles furent les réactions des victimes? Tout d'abord, la résignation « fataliste », dénoncée à l'envi par tous les observateurs européens des sociétés musulmanes au XIXe siècle: « La résignation est encore plus forte que la colère dans cet étonnant islam » ou, plutôt, « dans cette confédération nouvelle des meurt-de-faim », écrivait, en 1892, Masqueray à propos des musulmans d'Algérie[54]. De ces dispositions, comme antérieurement de la volonté de lutter, auraient profité tout naturellement santons locaux et confréries, rares môles de résistance dans un monde qui partait à la dérive[55]. Dès les débuts du XIXe siècle, non sans rapport avec les graves événements qui agitaient certaines régions du monde d'alors, puis le Maghreb lui-même, on constate une nette réactivation de l'institution confrérique: chez les

48. J. Ganiage, 1959, p. 426-436.
49. M. Lacheraf, 1978, p. 53-60; biographie de Muḳrānī dans A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 775.
50. A. Kraiem, 1983, p. 145-158.
51. A. H. Green, 1978, p. 93-95. La tendance exclusiviste des grandes familles religieuses s'accentue à partir des années 1860 et après, non sans rapport avec la crise du pays et du régime.
52. Voir *infra*, notes 55 et 56 ci-dessous.
53. Voir *supra*, note 43.
54. Cité par C. R. Ageron, 1968, vol. I, p. 128.
55. J. Berque, 1978, p. 423-429.

plébéiens darḳāwa, soulevés contre l'ordre turc dans les premières années du XIXe siècle, chez les notables tijāniyya, enclins à la méditation intérieure et au compromis avec les autorités (mêmes françaises après 1830), chez les Ḳadirīyya et Raḥmāniyya, qui dirigèrent à un moment ou à un autre la lutte contre l'occupant. Le phénomène a été particulièrement bien observé, sinon mis en exergue, en Algérie, où le démantèlement de l'islam lettré et citadin et, d'une façon générale, des cadres traditionnels de la société aurait une fois de plus fait refluer les masses musulmanes vers les *zāwiya* [sanctuaires] et confréries[56]. Dans la Tunisie du XIXe siècle également, il nous a semblé que ces dernières manifestaient une nouvelle vitalité après une longue période de relative atonie, et que certains santons ou représentants de confréries prenaient un relief particulier à l'époque[57]. Cette tendance était encore plus nette au Maroc, terre de prédilection des *zāwiya* et des confréries !

À l'autre extrémité du Maghreb, aux confins de l'Égypte, était fondée en 1843 la *zāwiya* sanūsiyya, qui, en quelque soixante ans, édifia une véritable puissance religieuse et politique non seulement en Cyrénaïque, mais bien au-delà, au Soudan, au Sahara et ailleurs: elle compte jusqu'à 146 filiales vers 1900[58]. Bien que les études précises manquent sur les rapports entre l'agression européenne et le développement maraboutique et confrérique, nous n'hésitons pas à voir un lien de cause à effet entre les deux phénomènes.

Autre conséquence de la pénétration ou de la conquête européenne, les révoltes se multiplièrent en prenant de plus en plus d'ampleur dans le Maghreb du XIXe siècle. Forme élémentaire de résistance ou moyen de survie, l'acte individuel de banditisme, de vol, d'incendie ou de dégradation des forêts devenait un fait quotidien de la campagne, surtout aux époques de crise (cas de la Tunisie des années 1860)[59]. Les révoltes locales se firent également nombreuses, non seulement dans l'Algérie occupée jusqu'en 1881 (date de la dernière grande insurrection des *ḳabīla* dans le Sud oranais)[60] mais également au Maroc et en Tunisie, où, dès les lendemains de 1815, elles ponctuèrent de nouveau la chronique après une accalmie de plus d'un demi-siècle. Certaines, plus étendues, mobilisaient de vastes régions, sinon tout un pays: soulèvements des *ḳabīla* et montagnards libyens contre les occupants ottomans, au cours desquels s'illustrèrent des héros de légende — Ghūma al-Maḥmūdī et ʿAbdul-Djalīl — et s'exprimèrent les linéaments d'une première conscience «arabe» dans la lutte contre les Turcs (vers 1835-1843)[61];

56. C. R. Ageron, 1968, vol. I, p. 293-301; Y. Turin, 1971, p. 110-115, 129-145.
57. L. C. Brown, 1974, p. 174-183; A. Ben Achour, 1977, p. 218-222; A. H. Green, 1978, p. 65-67 (voir notes 40, 41, 42, 43, 44 en particulier).
58. E. E. Evans-Pritchard, 1949.
59. Abondantes informations sur le trouble des campagnes dans Correspondance des *ḳā'id* [gouverneurs de province], conservée aux Archives générales du Gouvernement tunisien; M. H. Chérif, 1980.
60. M. Lacheraf, 1978, p. 69-87; Actes du Colloque tenu à Alger, en février 1982, sur le thème de la résistance armée en Algérie au cours du XIXe siècle.
61. Archives générales du Gouvernement tunisien, carton 184, dossiers 1020-1023: voir, en particulier, la lettre de Ghūma au bey de Tunis en date du 10 dū l-ḳiʿda 1271 (fin juillet 1855), dossier 1020.

insurrection de toutes les *ḳabīla* tunisiennes, liguées en 1864 quand l'endettement extérieur provoqua une aggravation de la fiscalité; embrasement de la Kabylie et des régions avoisinantes en Algérie, en 1871, à la nouvelle de l'avènement du régime civil — favorable aux colons — et à l'occasion de la défaite de la France devant la Prusse. Ces grandes équipées se soldèrent toutes par l'échec, imputable autant à la puissance de feu des armées régulières qu'à la division — structurelle — des *ḳabīla* insurgées.

Tout aussi peu efficaces se révélèrent les tentatives de réformes entreprises ici et là pour restaurer l'équilibre compromis: nous les étudierons dans le cadre de la situation des différents pays maghrébins.

L'Algérie

À des dates variables, les pays du Maghreb tombèrent sous la domination européenne directe: l'Algérie en 1830, la Tunisie en 1881, la Libye en 1911 et le Maroc, l'année suivante. Il est évident que ce décalage chronologique ne saurait être le résultat de simples accidents historiques, mais qu'il traduit une plus ou moins grande résistance intérieure.

De tous les régimes maghrébins, la régence d'Alger conservait le mieux ses caractères allogènes au début du XIXe siècle, du moins au niveau d'Alger et du gouvernement central: celui-ci ne cessait d'être l'apanage exclusif des Turcs, qui ont su maintenir plus longtemps qu'ailleurs leurs privilèges de « caste » dominante. La raison de cette originalité algérienne serait à chercher dans la ruralité plus accentuée du pays par rapport au reste du Maghreb: la société y était plus divisée, plus segmentée qu'ailleurs; la classe « bourgeoise » (*baldī*), qui aurait pu assimiler les conquérants, plus faible; et la culture citadine moins développée.

Conclura-t-on à l'immobilisme du régime politique algérien? Ce n'est guère possible. Tout au long du XVIIIe siècle, une sorte d'oligarchie restreinte, toujours turque, se consolide à Alger au détriment de la turbulente milice des janissaires: elle recruta le dey en son sein et conféra une plus grande stabilité aux institutions centrales. Le sens de l'évolution est clair: recul progressif de l'élément purement militaire et allogène au profit de la fraction « politique » de la classe dirigeante. Son aboutissement est la « révolution » d'ʿAlī Khūdja, qui, en 1817, mate la milice et prend appui sur des éléments locaux *kologlu*, (métis de Turcs et d'Arabes) et *zwāwa* (Kabyles)[62]. C'est exactement l'évolution « tunisienne » ou « tripolitaine », mais avec un siècle de retard. Dans les provinces (*beylik*) de l'Est ou de l'Ouest, les changements sont plus précoces: depuis le XVIIIe siècle, les beys y furent amenés à compter sur des forces armées essentiellement « arabes » et à pratiquer une habile politique d'alliance avec les notables

62. P. Boyer, 1970*a*, p. 121-123; 1970*b*, p. 92.

locaux[63]. C'est l'une des raisons pour lesquelles la résistance à l'occupation française dans ces provinces a été plus longue et plus opiniâtre qu'à Alger et dans sa région.

Ces indices d'évolution n'ont pas empêché que le régime « algérien », dans son ensemble, conserve presque jusqu'à la fin son caractère allogène, générateur de contradictions et de conflits aigus. De graves soulèvements d'origine religieuse — confrérique — secouèrent l'ouest du pays entre 1803 et 1805, et une bonne partie de la Kabylie en 1814-1815[64]. Une sorte de réaction « nationale » se dessinait avant la conquête française; elle préfigurait l'entreprise de ʿAbd al-Ḳādir, au lendemain de cette conquête.

L'expédition d'Alger fut décidée pour des raisons de politique intérieure française, mais ne correspondait guère aux exigences de l'économie et de la société de la France de l'époque: d'où les flottements et les contradictions de la politique de celle-ci, au lendemain de sa victoire. On pensa en particulier à l'occupation restreinte de certaines portions littorales autour des principales cités, quitte à abandonner l'intérieur à des chefs importés (des princes tunisiens furent proposés en 1830 et 1831), ou choisis après négociations avec ceux qui tenaient réellement le pays: le bey Aḥmad de Constantine en 1832, puis l'émir ʿAbd al-Ḳādir[65].

Au contraire de son rival de Constantine qui perpétua, en le perfectionnant, le système turc — ou *kologlu* — dans le Constantinois de 1830 à 1837[66], à la différence des marabouts millénaristes (Bū Maʿza dans la région du Wādī Chelif entre 1845 et 1847, le « sultan » de Wargla, un autre *mahdī* « politique » dans le Sud-Est algérien, en 1851-1853)[67], ʿAbd al-Ḳādir tenta de fonder un véritable État « national » et de faire éclore une certaine « nationalité arabe » (selon ses adversaires mêmes)[68]. Né en 1808 dans une famille maraboutique, il fut et demeura avant tout un homme d'études (*ʿālim*) et un réformiste au sens de l'époque: il prêcha le retour aux sources de la foi, condition première de la régénérescence de l'*umma*. Dans l'état d'anarchie où était plongé le pays, chefs de *ḳabīla* et marabouts de l'Oranais l'élurent comme chef unique de la résistance, en novembre 1832.

Par son ascendant personnel, par la diplomatie ou par la force, il réussit à unir autour de lui les populations des deux tiers de l'Algérie, au faîte de sa puissance en 1839. Aussi, dans la perspective d'une occupation restreinte, les autorités françaises (Desmichels en 1834, Bugeaud en 1837) s'entendirent-elles avec lui et reconnurent-elles son autorité à l'intérieur du pays, contre, il est vrai, son acceptation de l'occupation française dans les régions littorales. Elles lui prêtèrent même de l'aide un moment contre ses adver-

63. P. Boyer, 1970*b*, p. 87-88; A. Laroui, 1970, p. 248-249.
64. P. Boyer, 1970*a*, p. 119-121; N. Saïdouni, s. d., p. 59-61.
65. Pour ce qui concerne l'émir ʿAbd al-Ḳādir, nous disposons d'une importante bibliographie; voir, par exemple, M. Lacheraf, 1978; A. Saʿdallah, 1983, vol. II, p. 40-46; R. Gallissot, 1965; C. R. Ageron, 1977, vol. I, p. 19-49.
66. A. Temini, 1978.
67. A. Rey, 1978.
68. Voir note 65 ci-dessus.

saires. Peu à peu, ʿAbd al-Ḳādir a été amené à concevoir une organisation étatique, sinon centralisée, du moins unificatrice, inspirée à la fois des principes coraniques (fiscalité, justice) et des réalités locales (adéquation de l'organisation « administrative » et guerrière à l'état social du pays). Ce que reconnaissait Bugeaud, le vainqueur d'ʿAbd al-Ḳādir, lui-même : « L'organisation de l'émir, basée [...] sur une parfaite connaissance des localités, des rapports des tribus entre elles, des intérêts divers, en un mot sur une grande intelligence des hommes et des choses, m'a paru devoir être conservée. » Cette ébauche d'État « national » autant que les sentiments religieux et patriotiques, intimement liés, auxquels il fit appel expliquent la vigueur et la longueur de la résistance de l'« émir des croyants » (de 1832 à 1847). Mais le fantastique écart entre ses forces et celles de ses adversaires (Bugeaud mobilisa plus de cent mille soldats contre lui), la tactique de la terre brûlée à laquelle eut recours ce dernier et, surtout, l'état de division de la société algérienne de l'époque finirent par avoir raison de l'indomptable émir : traqué dans toute l'Algérie comme au Maroc, où il chercha refuge, il vint se rendre aux Français à la fin de 1847.

Après maints tâtonnements et difficultés se mettent progressivement en place la société et les institutions coloniales. Placée sous la haute autorité d'un gouverneur général, l'Algérie fut partagée en « territoire civil », là où s'installèrent les Européens et se développèrent les institutions françaises, et en « territoires militaires », où les populations musulmanes furent soumises aux pouvoirs discrétionnaires de l'armée. Sous le second Empire, en même temps que se développe la colonisation capitaliste, on tente de consolider le pouvoir des grands chefs locaux, afin de s'appuyer sur eux dans l'administration des « territoires militaires » (expérience du fameux « royaume arabe »). Mais les bonnes intentions de l'empereur s'achèvent dans la catastrophe économique — pour la société musulmane — des années 1867-1869, et dans la débâcle militaire française de 1870[69].

Celle-ci et, encore plus, la menace de l'extension du régime civil — équivalant au triomphe des colons européens — provoquent la grande insurrection des Kabylies et des régions voisines, en 1871, menée par de grands « féodaux » comme Muḳrānī et par les cadres de certaines confréries (surtout ceux de la Raḥmāniyya). Écrasée dans le sang, la révolte est suivie par la ruine matérielle des populations concernées (800 000 individus qui ont dû verser des réparations équivalant à plus de 70 % de la valeur de leurs terres)[70]. À partir de là commence le règne du parti des colons qui correspond à la période la plus sombre de la « nuit coloniale » pour la population musulmane : paupérisée, en bonne partie déstructurée et déculturée, soumise à un sévère régime d'exception, la société autochtone pouvait enfin être exploitée à « ciel ouvert » au profit de la minorité européenne, pratiquement seule représentée dans les instances communales, départementales et centrales. Seuls prenaient la défense des musulmans, avant 1891, quelques sympathisants de la cause

69. A. Rey-Goldzeiguer, 1977, p. 545-547 et 686-688.
70. Voir *supra*, note 29.

autochtone groupés essentiellement dans la Société pour la protection des indigènes (fondée en 1881)[71].

La Tunisie

Pays le plus ouvert aux influences extérieures et le plus centralisé du point de vue politique, il lui fut donné de tenter, le premier, l'expérience des réformes d'inspiration occidentale et de subir l'échec le plus cuisant — l'Algérie mise à part.

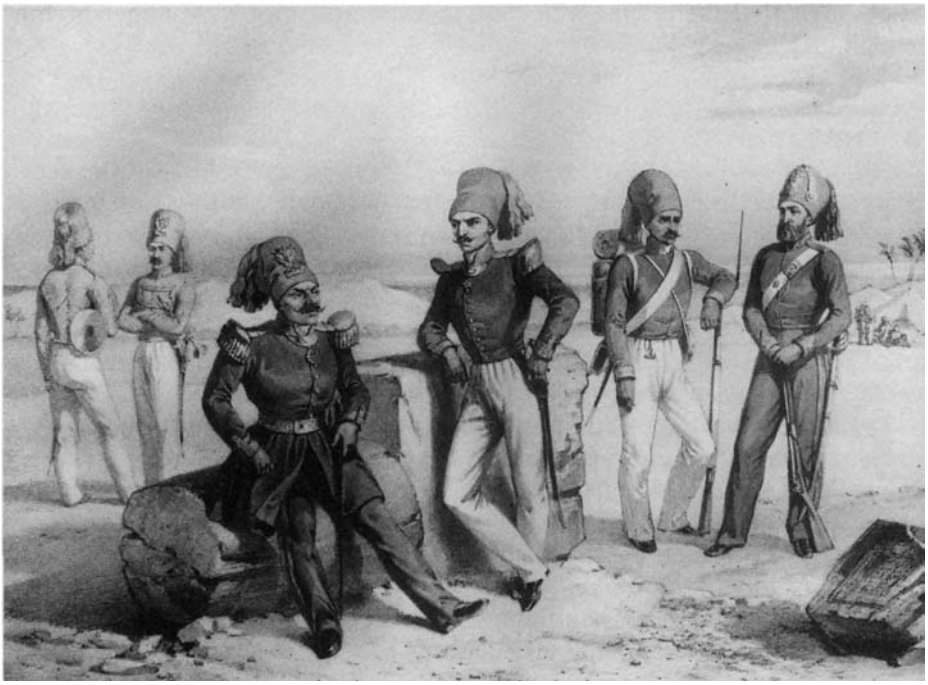
Une « bourgeoisie » relativement active entretenait des rapports commerciaux, en particulier avec le Levant, alors qu'une classe dirigeante engagée dans le commerce extérieur traitait principalement avec les négociants européens. La pression de ces différents intérêts commerciaux et le pouvoir des notables locaux influèrent rapidement sur le régime politique, dont les caractères militaires et allogènes s'atténuèrent progressivement à mesure que se développa, dès avant le début du XVIII[e] siècle, une sorte de « monarchie semi-nationale ». Sans renier son allégeance ottomane et sans renoncer à l'utilisation des janissaires et des *mamlūk* (restés, les uns et les autres, les piliers de l'édifice beylical), le régime multiplia ses alliances et ses appuis dans le pays, de façon à élargir ses assises et à en assurer la stabilité. Il atteignit incontestablement son apogée à l'époque de Ḥammūda Pacha, de 1782 à 1814[72].

Dès les lendemains de l'instauration de la paix en Europe, en 1815, les grandes puissances chrétiennes exigèrent et obtinrent aisément du bey de Tunis l'abolition de la guerre de course, et l'ouverture de son pays au commerce et aux entreprises de leurs ressortissants.

Nous avons déjà évoqué les néfastes conséquences économiques et financières de cette ouverture pour le pays tunisien. Il s'y ajouta, au cours des années 1830, la proximité du danger militaire représenté par l'Empire ottoman, installé à Tripoli depuis 1835, et par la France, entrée à Constantine en 1837. À l'exemple de Muhammad ʿAlī d'Égypte et de Maḥmūd II de Turquie, le bey de Tunis Aḥmad (1837-1855) se décida, à son tour, à emprunter à l'Europe. Il était d'ailleurs poussé dans cette voie — pour des raisons différentes, mais tout aussi égoïstes — et par le suzerain ottoman et par les consuls des grandes puissances[73].

Il entreprit aussitôt une audacieuse politique de réformes qui était toutefois précipitée, et ne tenait aucun compte des possibilités humaines et financières du pays. Une armée nouvelle (*nizāmī*) fut organisée: elle empruntait à l'Occident armes, techniques, méthodes et jusqu'aux détails de l'uniforme

71. C. R. Ageron a consacré à cette époque sa thèse monumentale (1968), copieusement utilisée dans ce travail. La Société pour la protection des indigènes est citée au vol. I, p. 414 et suivantes.
72. M. H. Chérif, 1978.
73. A. Ibn Abī-Dhiyāf, 1963-1964, vol. IV, p. 9-182; L. C. Brown, 1974; K. Chater, 1984, p. 483-583.



17.3. *Membres du* nizāmī *[armée] tunisien en uniformes de style européen.*
[*Source :* C. de Chassiron, *Aperçu pittoresque de la Régence de Tunis*, 1849, Imprimerie de Bénard, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

et de la parade. Ses effectifs furent recrutés par la voie de la conscription, et ses cadres formés par une « école polytechnique » ouverte au Bardo à cet effet. Afin de subvenir aux besoins de cette armée, Aḥmad Bey fonda des manufactures modernes de canons, de poudre, de draps et de chaussures. Devant les problèmes financiers suscités par ces nouvelles créations, le bey entreprit rapidement la refonte de l'ancien système fiscal et de l'organisation administrative; une banque d'émission fut même créée à un certain moment. Débordant le cadre strictement utilitaire, le bey prit certaines décisions contraires aux traditions locales, sinon à la lettre du Coran : en 1846, un an avant la Turquie, deux ans avant la France en Algérie, il décréta l'abolition de l'esclavage dans ses provinces; premier chef d'État non européen à se rendre en Europe, il effectua un voyage officiel en France, en 1847. D'un autre côté, il amorça une certaine « nationalisation » de l'État, par la réduction des privilèges des Turcs, non seulement au sein de l'armée, mais jusque parmi les *ʿulamāʾ* [lettrés de l'islam], dont les membres turcs et autochtones furent mis sur un pied d'égalité; il fit ainsi clairement appel au « patriotisme des fils du pays ».

Le programme de réformes était ambitieux, comme on le voit, mais fut loin de donner les résultats escomptés : au sein de l'armée régulière, le recrutement, l'entraînement, l'équipement et la discipline laissaient à

désirer; les manufactures, installées à grands frais, ne purent jamais fonctionner pour la plupart. Symbole de l'œuvre manquée d'Aḥmad Bey, une grande frégate, construite dans un bassin de La Goulette, ne put jamais rejoindre la mer, car le canal d'accès était trop étroit. Pire encore, ces coûteuses innovations épuisèrent rapidement les finances beylicales: d'où l'aggravation de la fiscalité, le recours aux expédients ruineux (soixante-dix fermages furent confiés au peu délicat mais omnipotent Maḥmūd ibn ʿAyyād, par exemple) et, en définitive, l'impopularité des réformes et du régime lui-même[74].

Il est inutile de s'attarder sur les raisons de l'échec d'Aḥmad Bey, puisque la même expérience modernisante, entreprise en Égypte, en Turquie, plus tard au Maroc, se solda par les mêmes résultats négatifs. Disons en gros que les réformes étaient peu adaptées au milieu humain qu'elles étaient censées transformer; par ailleurs, les pays avancés d'Europe n'avaient aucun intérêt à ce que ces réformes aboutissent, car elles constituaient avant tout l'occasion de fructueux marchés pour leurs ressortissants et leurs associés locaux.

À la mort d'Aḥmad Bey, en 1855, le bilan était lourd. Si les réformes avaient donné peu de résultats pratiques (à l'exception des germes de l'État-nation et de la constitution d'un milieu — de cour — favorable au modernisme), elles avaient accru le risque d'une intervention étrangère et accentué les faiblesses intérieures. Celles-ci étaient exploitées par les consuls et les mercantis européens, ainsi que par leurs alliés locaux — des Juifs sous protection étrangère et des grands de la cour, pour la plupart.

Vers 1856-1857, la pression des puissances européennes se faisait plus vive en faveur de « réformes » qui devaient préparer le terrain au développement des affaires proprement capitalistes.

Sous la menace armée, les consuls anglais et français faisaient adopter à Muḥammad Bey, successeur d'Aḥmad Bey, le 10 septembre 1857, le Pacte fondamental ou *ʿahd al-amān:* outre l'affirmation générale de la sécurité de la vie et des biens des habitants de la régence, ce texte octroie surtout des droits et des garanties aux minorités non musulmanes (dont le droit de propriété et celui d'exercer librement tout métier), et proclame la liberté du commerce[75]. Le Pacte n'était qu'un préambule à une constitution plus détaillée, qui allait être rapidement élaborée et mise en application, le 24 avril 1861. Première de son genre dans le monde arabo-musulman, elle établissait le principe de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, donc un régime constitutionnel. Par ailleurs, Tunis fut doté d'un conseil municipal en 1858; ministères et administrations furent réorganisés et une imprimerie fut créée, qui publiait, notamment, un hebdomadaire[76].

Inadaptées à la société et au comportement de l'époque, et d'inspiration étrangère, ces réformes, comme on s'en doute, connurent le sort de celles qui les avaient précédées du temps d'Aḥmad Bey. Elles s'accompagnèrent

74. *Ibid.*
75. A. Ibn Abī-Dhiyāf, 1963-1964, vol. IV, p. 240-244.
76. J. Ganiage, 1959, p. 76-88.

d'une plus large ouverture du pays aux entreprises européennes. Les échanges extérieurs prirent un bel essor; les importations de l'État tunisien — assurées du côté français par la maison Rothschild — se multiplièrent; les Anglais obtenaient la concession de terres, le droit d'établir une banque à privilèges, celui de construire une voie ferrée (entreprises qui devaient péricliter rapidement). Les Français se chargeaient des fournitures militaires et obtenaient l'adjudication d'importants travaux que nous avons déjà évoqués[77]. Les dépenses de la régence augmentaient dangereusement, alors que ses revenus se trouvaient réduits par l'abandon des monopoles (une des clauses du Pacte fondamental) et par les privilèges accordés aux Européens: elle glissa rapidement sur la voie de l'endettement. Afin de faire face aux dépenses courantes et au remboursement des emprunts, le bey décida le doublement du taux de l'impôt de capitation, à la fin de l'année 1863.

Ce fut le signal de l'insurrection de 1864, qui regroupa pratiquement toutes les *ḳabīla* et une partie des paysans sédentaires, ligués contre l'arbitraire fiscal et la funeste politique des réformes. Pendant trois à quatre mois, les insurgés firent preuve d'une belle discipline dans leur action contre le *beylik* et ses agents; mais les promesses du bey et les intrigues de sa cour eurent vite raison de l'unité et de la détermination des révoltés: les unes après les autres, les *ḳabīla* déposèrent les armes, et les régions sédentaires subirent une sévère répression dont elles ne devaient plus se relever[78].

La situation financière du *beylik* devint d'autant plus précaire que le pays connaissait une série de mauvaises récoltes de 1866 à 1870, et même une terrible famine doublée d'une épidémie de choléra en 1867. La banqueroute était inévitable. Le 5 juillet 1869, une commission financière internationale était installée à Tunis, afin d'exercer son contrôle sur les revenus du *beylik* et d'assurer le remboursement de la dette publique (soit quelque 6 millions et demi de francs par an)[79].

Des mesures draconiennes permirent de redresser quelque peu la situation, d'autant plus que la France, principale puissance intéressée à l'occupation de la Tunisie, avait beaucoup perdu de son prestige à la suite de sa défaite de 1870. En 1873, le vénal Muṣṭafā Khaznadār, au gouvernement depuis 1837, était écarté au profit de Khayr al-Dīn, homme d'État intègre et clairvoyant[80]. Par des mesures concrètes et volontairement limitées, il tenta de ranimer la vie économique et, surtout, agricole; de mieux réglementer et de moraliser l'administration; et de promouvoir un enseignement moderne (on lui doit en particulier la fondation du collège Ṣādiḳī, qui va jouer un grand rôle dans la vie culturelle et même politique de la Tunisie colonisée). Il est par ailleurs servi par une bonne conjoncture agricole de 1873 à 1875. Mais le retour des vaches maigres et le rétablissement du crédit français

77. Voir *supra*, note 23.
78. J. Ganiage, 1959, p. 267-270; B. Slama, 1967.
79. Voir *supra*, note 27.
80. V. M. Bayram, 1885, vol. II, p. 46-93; G. S. Van Kriecken, 1976, p. 161-272.

en Tunisie, à partir de 1876, vont lui créer de plus en plus de difficultés jusqu'à sa chute, en juillet 1877. Aussitôt, c'est le retour à l'incompétence et à la gabegie, et la marche au désastre: rien n'est plus symptomatique de cette triste époque que le succès politique de l'ancien mignon et favori du bey, Muṣṭafā ibn Ismāʿīl, tout-puissant jusqu'à l'entrée des troupes françaises en Tunisie et la signature du traité du protectorat, imposée au bey, le 12 mai 1881[81].

La Libye

Partie la plus désertique, la plus saharienne du Maghreb, la Libye, province ottomane, excita moins les convoitises européennes avant 1880 et préserva donc le plus longtemps ses caractéristiques et sa vie économique propres: à preuve la vitalité du commerce caravanier jusqu'aux alentours de 1903 (Tripoli) et même 1911 (Benghazi).

Vers 1800, la Libye comprenait une vraie cité, Tripoli, quelques autres villes côtières, dont Benghazi et Darna, et quelques centres dans les oasis (Ghadāmes [Gadamès], Murzuk et Awdjīla). Une poignée seulement de paysans (*hawāra*) cultivait les quelques terres cultivables de Misrata à Zwara, tandis que l'écrasante majorité des habitants nomadisaient à l'intérieur; soit, pour les éleveurs de moutons, sur de petits parcours assez réguliers (*ʿurūba*); soit, pour les chameliers, sur des parcours parfois immenses et très irréguliers (*bawādī*).

Les collectivités les plus puissantes étaient paradoxalement celles qui vivaient le plus loin dans le désert. À toute époque, le gouvernement du pays, établi à Tripoli, devait arriver à un compromis avec les puissances du désert pour que la paix règne. Sur la côte, le grand commerce, le commerce régional, l'artisanat et la guerre de course, jusqu'en 1815, alimentaient les villes et leur bourgeoisie de grandes familles militaires (*karāghla*), commerçantes (*tudjdjār*) ou de lettrés religieux (*ʿulamāʾ*) qui formaient les piliers du soutien de la dynastie locale ḳāramānlī depuis 1710[82].

Après une lutte pour le pouvoir particulièrement acharnée, la dynastie se rétablit sous le règne de Yūsuf Ḳāramānlī à partir de 1794. Celui-ci ranima le commerce transsaharien et relança la guerre de course, ce qui entraîna une guerre avec les États-Unis d'Amérique de 1801 à 1805[83]. Mais Yūsuf triompha. En revanche, l'interdiction de la guerre de course décrétée par les puissances européennes en 1815 et la pression navale qui l'accompagna créèrent des difficultés de trésorerie. La levée d'impôts qui suivit entraîna des résistances qui menèrent finalement à l'abdication de Yūsuf en 1832[84]. Aux débuts de son règne, deux coalitions de nomades dirigées respectivement par les

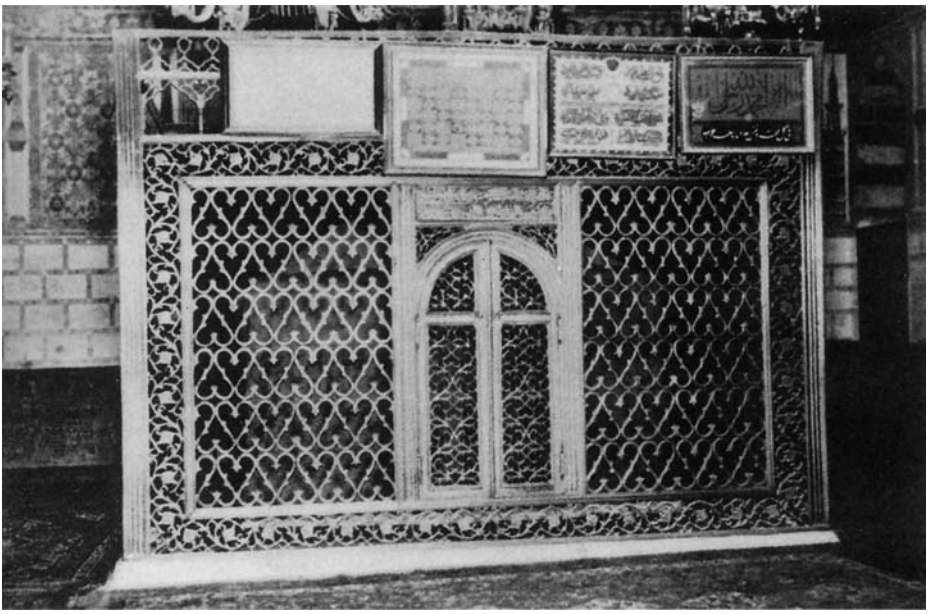
81. V. M. Bayram, 1885, vol. II, p. 97-115; J. Ganiage, 1959, p. 476-491.
82. A. Barbar, 1980, p. 33-43 et 96-121.
83. K. Folayan, 1972.
84. E. Rossi, 1968, p. 259-294.

Maḥamid (*ʿurūba*) et par les Awlād Sulaymān (*bawādi*) contestèrent l'extension du pouvoir central en Tripolitaine, surtout après que ceux-ci eurent occupé les centres du Fezzān en 1804. Mais, grâce aux Meghara, dirigeant une coalition de nomades alliés aux Ḳāramānlī, cette résistance fut brisée dès 1812, et les chefs futurs des deux coalitions, Ghūma et ʿAbd al-Djalīl, furent traduits en jugement. Mais, dès 1830, profitant de la crise du pouvoir, ils reprirent la tête des Maḥamid et des Awlād Sulaymān, se rendirent indépendants, et, quand la dynastie disparut en 1835, ils dominaient le Fezzān et la Tripolitaine jusqu'à Benghazi[85].

La crise du pouvoir fut résolue par la reprise du contrôle direct de la Libye par la Porte. Ce transfert profita immédiatement à la bourgeoisie, surtout *karāghla*, qui bénéficia notamment d'allégements fiscaux, les nouvelles autorités ayant besoin de son appui[86]. Les Ottomans durent en effet lutter contre les coalitions de nomades. Leurs opérations militaires se révélèrent vaines. Finalement, les Turcs réussirent à s'allier à un autre bloc nomade *ʿurūba*, celui de Tarhuna et, surtout, à semer la discorde et la méfiance entre Ghūma et ʿAbd al-Djalīl. Les Awlād Sulaymān furent vaincus définitivement en 1842 et repoussés vers le Tchad. À leur tour, et affaiblis par la famine de 1856, les Maḥamid se soumirent après la mort de Ghūma, en 1858[87]. Dès lors les Ottomans gouvernaient sur toute la Tripolitaine et en partie sur le Fezzān. Entre temps, une situation analogue se développait au Barka (Cyrénaïque), où l'ordre de la Sanūsiyya, fraternité religieuse visant à ramener les habitants à la vraie foi et à convertir les Tubu (Toubou), avait été créé en 1843. Il se tailla rapidement une place de choix grâce à la grande route caravanière qu'il réussit à organiser du Barka au Wadaï (Ouadaï), et, surtout, à l'efficacité de son arbitrage entre collectivités nomades. Dès 1856, les Ottomans traitèrent avec l'ordre et en firent un intermédiaire entre eux et la population nomade[88].

Ayant finalement été forcés d'asseoir leur autorité directe ou indirecte, les Ottomans purent, après 1860, commencer à introduire leurs *tanẓīmāt*, timidement cependant, parce que leur autorité continuait à être contestée au Fezzān et à Ghāt par les Touareg, et qu'il fallait ménager la bourgeoisie urbaine de façon à rallier au moins une de ses composantes pour chaque réforme. Des mesures furent prises progressivement pour introduire des réformes judiciaires (à partir de 1865), des écoles (1869), un gouvernement municipal (1872), une réorganisation administrative (1864, 1875), des hôpitaux et un marché central (1880). À partir de 1870, des centres de distribution de nourriture en période de disette furent aussi créés. Il y eut de terribles famines en 1870-1871, 1881-1889, 1892, 1897, 1907, 1908 et 1910. Cette dernière mesure fut la seule qui bénéficia à la masse (*al-ʿāmma*). Les autres réformes ne profitaient qu'à la bourgeoisie, surtout commerçante, et ne fai-

85. D. D. Cordell, 1972, p. 12-21; G. F. Lyon, 1821, p. 54-56; G. Nachtigal, 1967, vol. I, p. 19-22.
86. A. Barbar, 1980, p. 25.
87. A. J. Cachia, 1975, p. 30-36; N. Slousch, 1908; D. D. Cordell, 1972, p. 21-27; E. Rossi, 1968, p. 297-312.
88. A. Barbar, 1980, p. 121-127; D. D. Cordell, 1977; E. E. Evans-Pritchard, 1949; N. Ziadeh, 1958.



17.4. *Le tombeau de Muḥamad ben ʿAlī al-Sanūsi, fondateur de la Sanūsiyya.*
[*Source:* E. E. Evans-Pritchard, *The Sanusiya of Cyrenaica*, 1949, Oxford University Press, Oxford. © Oxford University Press.]

saient qu'aggraver les charges fiscales des petites gens. Leurs effets sociaux et économiques restèrent cependant assez limités. Malgré l'importation croissante de produits européens après 1850, l'économie restait saine. L'industrie locale résistait bien à la concurrence, et les exportations d'alfa permettaient de préserver l'équilibre budgétaire[89].

Mais la disette de 1881 à 1889 fut le premier signe de mutations profondes. Les exportations diminuèrent. De plus, les cours de l'alfa s'effondrèrent; les importations de vivres augmentèrent, et, à partir de 1892, la balance commerciale se trouva en déficit. Ce déficit prit de grandes proportions et devint permanent après 1897, date à partir de laquelle les besoins alimentaires des masses se transformèrent. Le thé, le sucre, la farine et le tabac importés étaient consommés en grosses quantités. Ensuite, ce furent les revenus du commerce saharien qui vinrent à manquer. Le trafic du Borno tarit à partir de 1895, celui de Kano en 1903[90]. Au Barḳa également, la Sanūsiyya était en difficulté. Son activité militaire au Tchad, à partir de 1901, l'affaiblit. L'ordre devint grand propriétaire foncier, dès 1902, pour compenser les pertes prévues du trafic transsaharien, ce qui aliéna une partie de ses partisans. Enfin, il se défendit mal contre des ordres

89. A. Barbar, 1980, p. 25-33, 54-63 et 71-80; A. J. Cachia, 1975, p. 36-42, 68-93 et 125-133; E. Rossi, 1968, p. 312-352.
90. A. Barbar, 1980, p. 139-144.

concurrents qui faisaient du prosélytisme dans ces régions. Vers 1911, les établissements de la Sanūsiyya étaient moins nombreux qu'en 1853[91]. Dans ces circonstances, les riches entreprises européennes installées à Tripoli et à Benghazi, eurent beau jeu de se tailler une place de choix. La société était en mutation profonde, les anciens équilibres rompus. Cette situation déboucha directement sur la tentative de conquête italienne de 1911, et sur la guerre de 1911 à 1932[92].

Le commerce transsaharien

Au début du XIXe siècle, le commerce transsaharien était encore florissant, que ce soit à l'ouest (de Tombouctou au Tafilālet, et de Goulimine à Taoudeni) ou au centre (de Tunis et Tripoli à Ghadāmes), et les exportations

17.5. *Femmes de la haute société algérienne servies par une esclave noire.*
[*Source :* tableau d'Eugène Delacroix au Louvre, *Femmes d'Alger dans leur appartement*. Reproduit avec l'autorisation des Musées nationaux français.]

91. *Ibid*., p. 128-131.
92. *Ibid*., p. 139-182.

du Soudan portaient toujours sur les esclaves et l'or. Mais, vers les années 1840, les pistes occidentales dépérissent tandis que celles du Sahara central fleurissent, surtout sur le tracé Tripoli-Kano et Tripoli-Borno. De plus, une nouvelle liaison directe entre le Wadaī et le Barḳa, découverte en 1809-1810, devint une grande route de caravanes, après 1850[93]. Pendant la seconde moitié du siècle, l'exportation d'esclaves diminua lentement, quoique, sur la route du Borno, elle se maintint plus longtemps, et que, sur celle du Wadaī, ce trafic s'accrut et resta en hausse, même après 1900[94]. Les exportations d'ivoire, assez stables, atteignirent un maximum vers 1877. Mais ce furent l'exportation de plumes d'autruche d'abord, de 1878 à 1883 surtout, et celle des cuirs (notamment de peaux de chèvre) ensuite, qui prirent le relais du commerce des esclaves. S'y ajoutaient les tissus teints en indigo du pays hawsa, un peu d'or et quelques produits divers. Du nord au sud, on importa surtout des cotonnades anglaises. Dès 1860, elles représentaient quelque 70% de la valeur des importations. Des habits nord-africains en laine de Tripolitaine, des textiles (laines, tapis) austro-hongrois, de la quincaillerie, des médicaments, des objets de culte, des parfums, des bijoux, des soieries, des perles et, surtout, des armes et des munitions complétaient les importations. En outre, la demande de sel du Sahara, de dattes des oasis et des céréales du Sahel était constante[95].

Le commerce ne déclina que lorsque la navigation dans l'Atlantique et les transports par voie de terre (chemins de fer) en Afrique occidentale purent le concurrencer avantageusement. Les développements politiques jouèrent un rôle, certes de second plan, mais important. Les fortunes du Wadaī expliquent l'importance de la route Wadaī-Barḳa dès 1850. À partir de 1895, le trafic Tripoli-Borno souffrit des opérations de Rābaḥ, et les perturbations causées en partie par les conquêtes françaises en Afrique occidentale eurent de nombreuses répercussions. Mais le commerce déclina irrémédiablement dès 1903, quand les caravanes devinrent plus chères que rail et navire combinés[96]. À l'est, l'isolement du Wadaī et du Barḳa a assuré leur survivance jusqu'en 1911, même après la reprise du Soudan par les Anglais en 1898, sans doute à cause du blocus du Dārfūr. C'est donc après 1900 que se disloque le monde saharien traditionnel, peu avant l'ultime invasion des derniers grands territoires non encore colonisés.

Conclusion

Avec plus ou moins de retard, plus ou moins de violence, les différents pays du Maghreb subirent le même processus qui les conduisit de l'autonomie à la dépendance. Il est donc inutile de chercher la responsabilité de cette faillite au niveau local, dans les erreurs de tel dirigeant ou dans l'absence

93. Sur cette question, voir C. W. Newbury, 1966; J.-L. Miège, 1961-1963, vol. III, p. 371-447; M. Johnson, 1976*a*; D. D. Cordell, 1977*a*; S. Baier, 1977; S. Baier, 1974.
94. D. D. Cordell, 1977*a*, p. 35.
95. Voir note 93 et A. Barbar, 1980, p. 64-76.
96. A. Barbar, 1980, p. 140, donne des chiffres.

de scrupules de tel agent européen. Un facteur unique externe — l'expansion capitaliste occidentale — a scellé le sort du Maghreb, comme il l'a fait d'ailleurs dans le reste du monde non européen. Cette expansion, c'est un « mouvement irrésistible [qui] emporte les grandes nations à la conquête des terres nouvelles », la « manifestation impérieuse, la loi fatale d'un état économique commun à l'Europe entière », dira l'un des promoteurs de la colonisation, Jules Ferry, vers 1885[97].

Mais c'est peut-être en raison de certaines conditions locales, un accident historique dans le cas de l'Algérie, que de forts décalages se sont produits dans le déroulement du processus de dépendance, et que des divergences sont apparues quant à ses modalités et aux réactions des différents pays du Maghreb. Écrasée militairement avant même le milieu du siècle, l'Algérie subit l'agression la plus forte et la plus traumatisante pour sa société et sa culture traditionnelles. Pénétrée progressivement, au rythme de l'évolution du capitalisme lui-même, la Tunisie tente de réagir par une certaine politique de réformes d'inspiration moderniste : inefficace ou ruineuse à court terme, cette politique jette néanmoins des germes féconds pour le futur, la naissance d'une élite moderniste, les premiers jalons vers la création d'un État-nation, etc. La Libye, replacée sous l'autorité directe de la Turquie en 1835, est de ce fait protégée assez longtemps des convoitises européennes, comme elle l'est aussi par sa pauvreté et son éloignement. Ces conditions particulières vécues par les pays maghrébins au XIXe siècle auront-elles leur prolongement à l'époque coloniale et même au-delà ? Pour notre part, nous n'en doutons pas.

97. Cité par L. Bergeron, 1968, vol. VIII, p. 319.

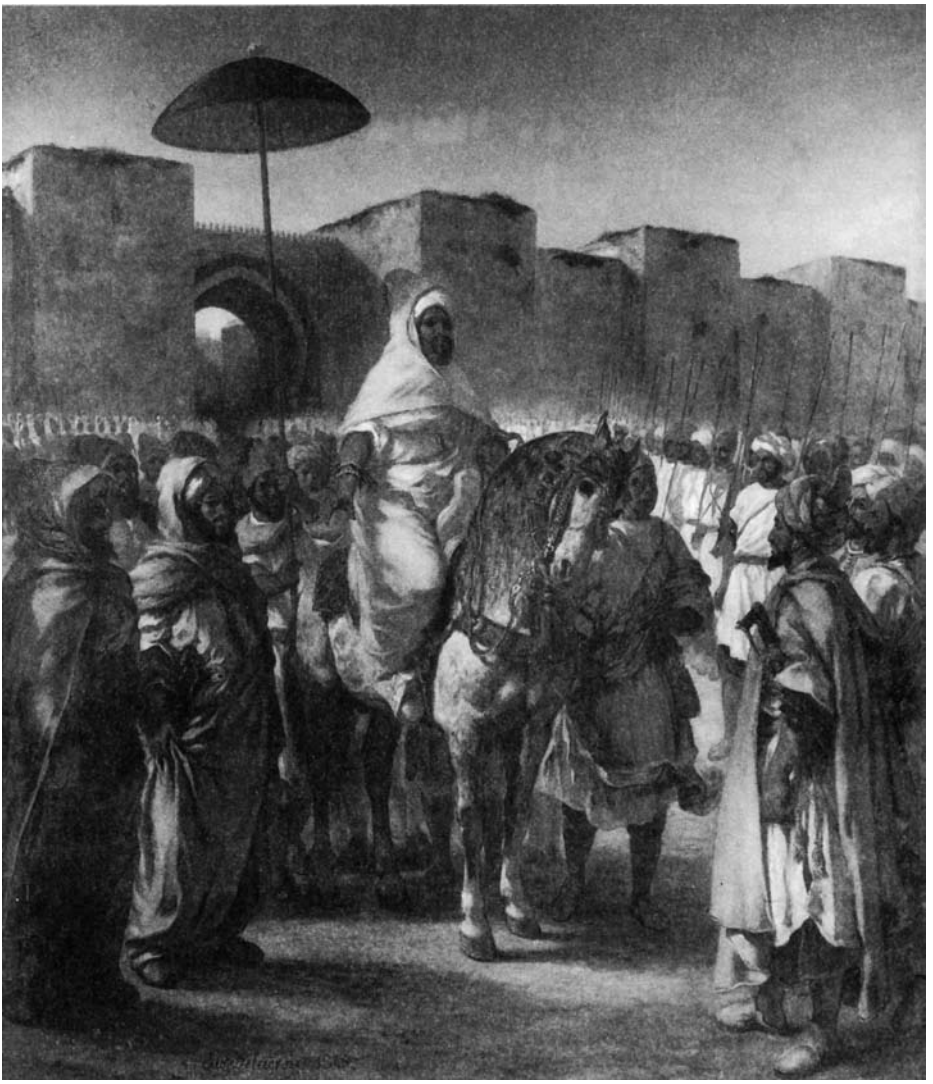
CHAPITRE 18

Le Maroc du début du XIX^e siècle à 1880

Abdallah Laroui

Après le règne long et glorieux de Mūlāy Ismāʿīl (1672-1727), le Maroc a vécu une période d'anarchie qui a ruiné son économie, déséquilibré sa structure sociale, détruit son armée. Le sultan Muḥammad III (1757-1790) reprit peu à peu les choses en main et édifia les fondations du Maroc « moderne », que consolida son fils Sulaymān (1792-1822). Il donna au Makhzen [gouvernement] un aspect plus conforme à la *sharīʿa* [loi islamique] et une base plus nettement urbaine. Il administra directement le Haouz et le Dir, pays d'agriculteurs et d'arboriculteurs sédentaires, ainsi que le Gharb, région marécageuse favorable à la culture extensive, et indirectement, par l'intermédiaire de grands *ḳāʾid* [chefs de *ḳabīla*] et *shaykh* de *zāwiya* [maîtres de confréries religieuses], les pays montagneux et désertiques, distinguant ainsi un domaine de souveraineté et un autre de suzeraineté qu'on a pris l'habitude d'appeler *Bilād al-Makhzen* et *Bilād al-Sibā*, en les opposant toutefois trop systématiquement.

Le Maroc fut alors réorganisé sur une base restrictive. Certains groupes qui profitaient des privilèges du Makhzen furent mis à l'écart ; ils tentèrent naturellement de reprendre leurs places en recourant à la révolte, si nécessaire. L'Europe du Congrès de Vienne, consciente de sa jeune puissance, fit sentir sa pression, surtout après la prise d'Alger par les Français, en 1830. Le Makhzen eut à résoudre deux problèmes simultanément : se renforcer pour s'opposer au danger extérieur, d'une part, élargir sa base territoriale et politique, d'autre part. Cette double réforme se heurta aux manœuvres coloniales et à des contradictions internes. L'objectif essentiel, échapper au contrôle étranger, ne fut pas en définitive atteint, malgré la forte personna-



18.1. *Le sultan ʿAbd al-Raḥmān (1822-1859) en 1832.*
[*Source :* tableau d'Eugène Delacroix, musée de Toulouse. *Photo :* Jean Dieuzaide, Toulouse. © Musée des Augustins, Toulouse.]

lité du sultan ʿAbd al-Raḥmān (1822-1859), l'intelligence de Muḥammad IV (1859-1873) et le prestige de Ḥasan I[er] (1873-1894), bien qu'en 1880 le Maroc présentât encore une façade d'État stable. Mais le grand résultat de cette période, qui a vu une pression européenne accrue et une politique de réformes active, fut sans conteste la consolidation d'un esprit commu-

nautaire marocain, traditionaliste et ombrageux, qui donna au Maroc une situation spécifique dans le nord-ouest de l'Afrique.

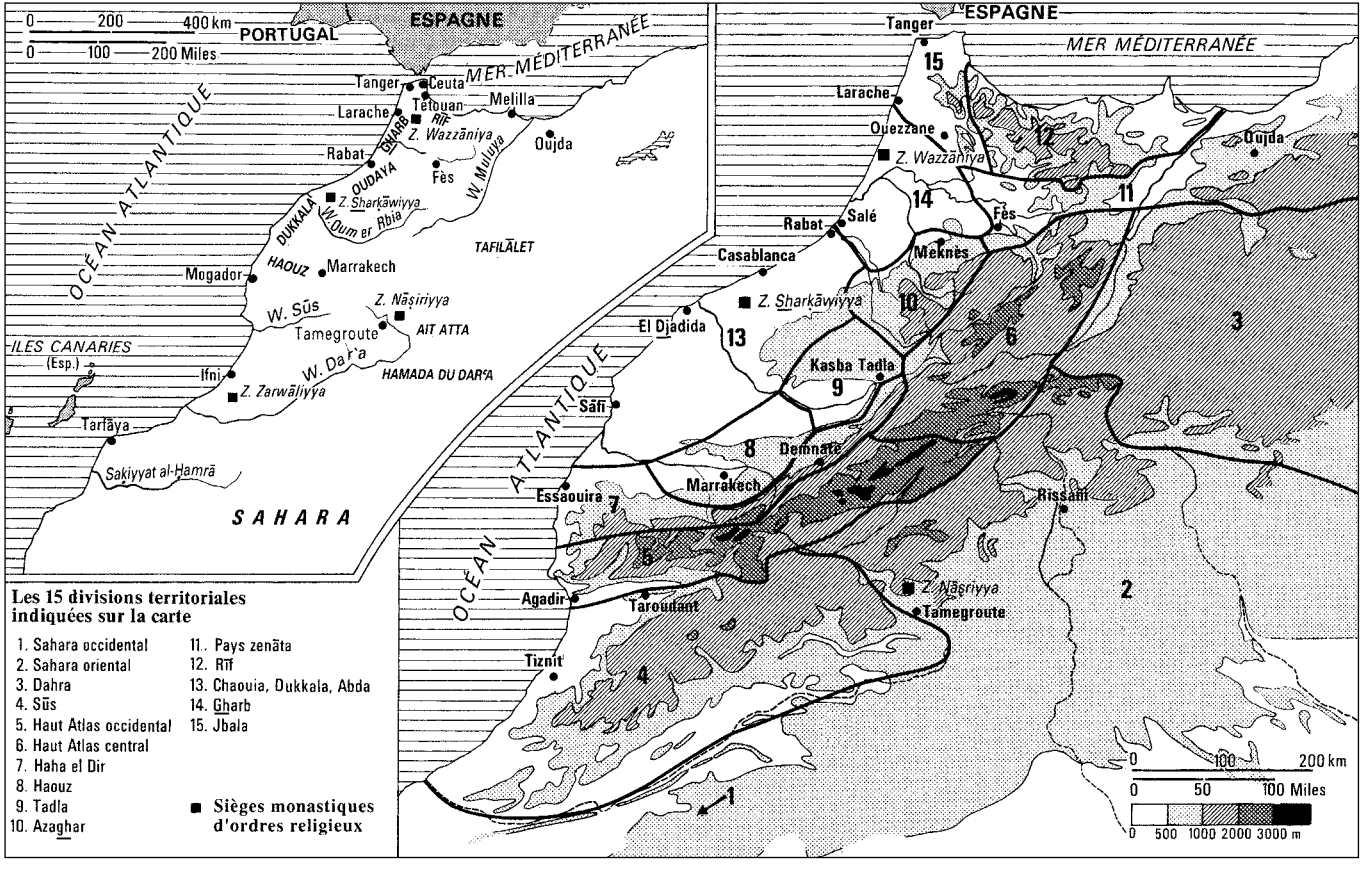
La structure politico-sociale

Le fait politique remarquable dans le Maroc du XIXe siècle, c'est la *bayʿa* [contrat d'investiture], consciemment calquée sur celle par laquelle le prophète Muḥammad a fondé à Médine la première communauté politique islamique, et que le Maroc seul a maintenue dans sa pureté originelle[1]. Contrat écrit, liant le sultan et les différents groupes de la population, processus de légitimation de l'autorité politique qui n'a plus la force pour seul fondement, la *bayʿa* a consolidé, chez les Marocains, le sens d'appartenance à une communauté étatique intangible par-delà les péripéties politiques et militaires. À chaque changement de règne, les chefs de l'armée, les représentants des ordres urbains, les *ḳāʾid* et les *shaykh* de *zāwiya* envoyaient à la cour leurs serments d'allégeance. Écrits à peu près sur le même modèle, ces serments définissaient les droits et devoirs du sultan et de la population. Le devoir du premier était double : défendre le territoire[2] contre l'ennemi extérieur ; maintenir la paix à l'intérieur. En contrepartie, les habitants lui devaient une soumission complète tant qu'il ne transgressait pas les prescriptions islamiques et les droits coutumiers, obéissant aux ordres du Makhzen, payant les impôts légaux, fournissant des contingents armés en temps de paix, se portant volontaires en temps de guerre. Voici d'ailleurs la formule rituelle de la *bayʿa* des habitants de Rabat, adressée à ʿAbd al-Raḥmān : « Prêtons serment devant Dieu et ses anges d'écouter et d'exécuter les ordres de l'imam dans le cadre de ce qui est licite et selon nos possibilités […], marché conclu, nous obéissons comme Dieu nous l'a commandé, et le Sultan respecte nos droits et ceux de tous ses autres sujets comme Dieu le lui a prescrit[3]. »

Pour remplir ses devoirs, le sultan dispose d'un Makhzen composé essentiellement d'une armée et d'une bureaucratie.

Jusqu'à la réforme militaire postérieure à 1844, l'armée marocaine comprenait trois groupes d'origine et d'efficacité différentes : d'une part, les *bwakher* (classique : *ʿabīd al-Bukhārī*) représentaient les quelques centaines d'esclaves-soldats qui restaient des 50 000 qui formaient la garde noire de Mūlāy Ismāʿīl ; d'autre part, le *gīsh* (classique : *jaīsh*), dont le nombre total ne dépassa pas 9 000, était composé de contingents fournis par certaines

1. A. Ibn Zaīdān, 1961-1962, vol. I, p. 8-35.
2. Contrairement à une idée reçue, le territoire marocain est clairement défini depuis le XVIe siècle. Les guerres menées par les souverains saʿdites et alawites contre les Turcs d'Alger ont abouti à une frontière reconnue entre les deux parties. Dans le Sahara, la souveraineté chérifienne s'étend jusqu'aux oasis dont les habitants sédentaires ont signé la *bayʿa* et aux limites des zones de pâturages des groupes nomades ayant fait de même. Au cours du XIXe siècle, les démarches des sultans auprès des puissances européennes montrent à l'évidence que le Makhzen avait une idée précise du territoire marocain.
3. A. Ibn Zaīdān, 1929-1933, vol. V, p. 9-15.



18.2. *Les régions historiques du Maroc au* XIXe *siècle.*
[*Source :* A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, 1977, Maspero, Paris.]

communautés (Cheraga, Oulad Jami', Oudaya, Cherarda) qui exploitaient en usufruit des terres domaniales et qui étaient cantonnés au XIXe siècle autour de Fès, ainsi que dans les banlieues de Rabat et de Larache ; enfin, les *nuaib* (classique : *nawa'ib*, pluriel de *nā'iba*) étaient les contingents occasionnels que les autres communautés, notamment celles du Haouz et du Dir, fournissaient à l'appel du souverain. Telle que l'avait conçue Muḥammad III, cette armée était une force de police destinée à maintenir l'ordre intérieur. C'est pourquoi, après la défaite de l'Isly face à la France, furent créées les *'askarī*, troupes entraînées à l'européenne[4].

La bureaucratie était composée de vizirs et secrétaires de chancellerie (*kuttāb*), groupés en bureaux appelés, dans l'usage marocain, *banīka*. Elle continuait la tradition andalouse que maintenaient l'enseignement donné à l'Université de la Ḳarawiyyīn à Fès, et un système élaboré de cooptation. Plusieurs vizirs et secrétaires étaient d'ailleurs d'origine andalouse. À partir du milieu du XIXe siècle apparut un nouveau type de fonctionnaires du Makhzen, à la suite des besoins nés de l'élargissement des relations avec l'Europe. Il s'agissait des *'umanā'* (pluriel de *amīn*, inspecteur des douanes) et des *ṭalaba* (pluriel de *ṭālib*, étudiant avancé), moins versés en rhétorique et en histoire, mais plus familiarisés avec les langues européennes et les problèmes financiers[5].

L'État marocain, qui se fondait sur l'orthodoxie islamique, avait légalement pour ressources les recettes domaniales, la *zakāt*, impôt calculé sur le capital commercial et les produits agricoles, et qui devait être dépensé à des fins déterminées, et les taxes sur le commerce extérieur ; toute autre ressource fiscale, y compris la dîme (*'ushūr*), avatar du *kharādj*, était d'une légalité douteuse[6]. Le sultan, ayant les mains liées dans le domaine fiscal, était obligé de limiter ses dépenses au strict minimum. Muḥammad III se contentait des revenus de la douane, de la *zakāt* du Haouz et des fermes de la Couronne (*'azīb*). Il avait cependant maintenu une taxe sur les tissus importés, le cuir et le soufre ; il institua par la suite, après avoir obtenu l'autorisation de quelques *'ulamā'*, un droit de porte et une taxe sur les marchés, ainsi que sur les poids et les mesures[7]. Les marchands et artisans les supportèrent très mal et obligèrent le sultan Sulaymān à les supprimer à son avènement. Pour compenser les pertes du Trésor, aggravées par sa décision de décourager le commerce avec l'Europe, le souverain multiplia les tournées dans les campagnes pour tirer le maximum de la *zakāt* et de la dîme, ce qui ne manqua pas de susciter un vif mécontentement parmi les populations rurales. Son successeur, 'Abd al-Raḥmān, dut réinstituer, en 1850, une taxe sur les cuirs, puis une autre sur le bétail vendu dans les souks. En 1860, le Maroc, vaincu par l'Espagne, dut

4. J. Erckmann, 1885. Voir aussi l'article *gīsh* dans l'*Encyclopédie de l'islam*, vol. II, p. 1079-1080.
5. A. Ibn Zaīdān, 1961-1962, vol. I, p. 46 et suivantes.
6. Le *kharādj* se justifie dans le droit islamique par la conquête. Or, la majorité des *'ulamā'* estiment que les habitants du Maroc embrassèrent l'islam librement. Voir l'article *ḍarība* dans l'*Encyclopédie de l'islam*, vol. II, p. 147-150.
7. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, t. IX, p. 61. On estime que ces différentes taxes rapportaient 3 millions de francs, ce qui suffisait pour payer les dépenses de l'armée et la bureaucratie.

payer une indemnité de 100 millions de francs, ce qui équivalait à vingt fois le budget marocain de l'époque[8]. Une réforme fiscale s'imposait. Malgré l'appel pressant du sultan Muḥammad IV, les *ʿulamāʾ* s'accrochèrent néanmoins au point de vue orthodoxe[9]. Le problème fiscal resta au centre de l'histoire marocaine tout au long du XIXe siècle, et ne fut jamais réglé d'une manière satisfaisante. L'expérience poussait le Makhzen à limiter ses responsabilités pour maintenir les dépenses au niveau des ressources disponibles, plutôt qu'à augmenter celles-ci en vue d'atteindre les objectifs souhaitables. Or, la pression européenne se faisant plus forte, des réformes globales devenaient de plus en plus urgentes; il n'était plus question de se contenter du possible.

Entre l'armée et la bureaucratie, d'une part, et les populations urbaines et rurales, d'autre part, s'intercalaient des corps intermédiaires qui, tout en jouissant d'une autonomie certaine, faisaient partie du Makhzen au sens large[10]. Porte-parole de groupes sociaux ou régionaux, ils défendaient vigoureusement les droits coutumiers vis-à-vis du sultan; responsables devant celui-ci, ils appliquaient les ordres du Makhzen en tenant compte des usages locaux.

La classe cléricale était formée des *ʿulamāʾ* enseignants, des *ḳāḍī*, des *muftī*, des *nādhir*, des *ḥabū* [administrateurs des fondations pieuses], des *muḥtaṣib* [préposés aux marchés]. Cette administration, essentiellement urbaine et appliquant strictement les prescriptions de la *sharīʿa*, était théoriquement sous la supervision du sultan-imam, mais elle jouissait d'une autonomie indéniable[11]. Le souverain ne pouvait réformer ni le fond ni la forme de l'enseignement, privilège de la Ḳarawiyyīn; il ne pouvait pas être indifférent à l'opinion des autres *ʿulamāʾ* lorsqu'il nommait des responsables aux postes qui viennent d'être mentionnés; il ne pouvait ni détourner à son profit les revenus des *ḥabū* ni contredire les décrets du *muḥtaṣib*. La *sharīʿa*, véritable constitution de la vie sociale, étant sous la garde des *ʿulamāʾ*, toute tentative de la changer ouvertement était exclue, même de la part du sultan[12].

Les *shurafāʾ* (*shārīf*), descendants directs du prophète Muḥammad, formaient une sorte d'aristocratie religieuse, éparpillée à travers toutes les villes et campagnes du Maroc. À trois reprises, sous les sultans Ismāʿīl, Muḥammad III et Sulaymān, les *shurafāʾ* furent recensés, car ils jouissaient d'un statut légal et d'un prestige social particuliers[13]. Ils avaient le privilège d'être jugés par leurs *naḳib* [syndics]. En tant qu'héritiers du fondateur de l'État islamique, ils avaient un droit sur le Trésor public et, à ce titre, étaient exemptés de plusieurs taxes et recevaient de nombreux dons du sultan[14]. En tant que des-

8. J. -L. Miège, 1961-1963, vol. II, p. 362.
9. M. Dāwud, 1956-1970, vol. V, p. 97-99.
10. Il existe une différence entre le Makhzen *stricto sensu*, qui est le gouvernement, et le Makhzen au sens large d'élite politique et religieuse du pays. C'est ce dernier sens qu'on entend lorsqu'on parle de Makhzanīyya et de familles makhzen.
11. On distingue les obligations de la *sharīʿa* de celles du Makhzen. Voir M. b. Jaʿafar al-Kattānī, 1899, vol. III, p. 5.
12. A. Ibn Zaīdān, 1961-1962, vol. II, p. 163-188.
13. E. Lévi-Provençal, 1922.
14. Al-Mahdī al-Wazzāni, 1900, vol. II, p. 92.

cendants de l'envoyé de Dieu, ils étaient accrédités par la croyance populaire d'une certaine bénédiction (*baraka*), dormante la plupart du temps, mais pouvant se transformer dans des circonstances favorables en pouvoir surnaturel. D'où leur rôle de thaumaturges et d'arbitres, services rétribués, et auxquels le sultan lui-même ne manquait pas de recourir le cas échéant.

Les *zāwiya*, groupements sociaux à fondement religieux, prenaient dans le Maroc du XIXe siècle plusieurs formes dont deux étaient de la plus haute importance : d'une part, la *zāwiya*-confrérie, telle que la Tijāniyya ou la Darḳāwiyya, liait à travers une série de loges urbaines et de monastères ruraux les individus sans distinction de statut social, de richesse, d'occupation, d'origine ethnique, et jouait ainsi un rôle primordial dans l'intégration horizontale ; d'autre part, la *zāwiya*-principauté, dont le chef recevait une délégation presque générale d'autorité sur son fief, comme la Wazzāniyya dans le Nord, la Sharḳāwiyya dans le Tadla, la Nāṣiriyya dans le Sud-Ouest, la Zarwāliyya dans l'Anti-Atlas. Chaque *zāwiya* tentait d'être l'une et l'autre à la fois, et parfois y réussissait comme la Nāṣiriyya ; elle pouvait prendre une autre forme, mais, en tout état de cause, elle était une école de discipline sociale et un relais de l'autorité du Makhzen, malgré une apparente indépendance[15]. Ce rôle se voyait surtout dans les villes où *zāwiya* et corporation (*ḥinṭa*) avaient les mêmes membres et poursuivaient les mêmes objectifs.

Les chefs de *ḳabīla* avaient un statut extrêmement variable. Pour le Makhzen, la *ḳabīla* était une notion essentiellement administrative et fiscale, et s'appliquait aussi bien à une région (Dukkala), ou à un canton montagnard (Beni Ouriaghel), qu'à une confédération nomade (Aït Atta), ou à une communauté transplantée de soldats-pasteurs (Cherarda). Dans chaque cas, l'autorité était déléguée à un *ḳā'id* nommé par un *dahīr* [décret] après assentiment de ses contribuables. Le *ḳā'id* était certes à la fois représentant du sultan et porte-parole de ses administrés, l'un de ses deux rôles l'emportant immanquablement selon l'éloignement du pouvoir central et la richesse du terroir. Face à ce *ḳā'id* se tenait en toute circonstance le *ʿāmel* [gouverneur], qui percevait l'impôt et levait les contingents armés. Le même homme pouvait cumuler les deux fonctions dans certains cas favorables, mais elles n'en étaient pas moins séparées. Il se formait des familles caïdales — on en trouvait deux par *ḳabīla*, l'une jouant la carte du Makhzen, l'autre celle des intérêts locaux — qui, au pouvoir ou à la retraite, faisaient partie de l'élite administrative du pays[16].

Ces corps intermédiaires, urbains ou ruraux, fondés sur l'individu ou sur le groupe agnatique, étaient, en dernière analyse, des rouages de l'administration sultanienne. Les *ʿulamā'*, en défendant la *sharīʿa*, consolidaient la légitimité du sultan-*imām*, puisque l'islam est avant tout une communauté politique. Les *shurafā'* servaient de médiateurs lors des troubles, graves ou passagers, entre le pouvoir central et les chefs locaux. Les *shaykh* de *zāwiya*

15. E. Michaux-Bellaire, 1921.

16. Le livre classique de R. Montagne, 1930, doit être lu avec un esprit critique, car les documents du Makhzen précisément nous obligent à nuancer beaucoup d'idées reçues sur le concept de *ḳabīla*.

administraient pour le compte du sultan, des régions lointaines et peu productives, ou maintenaient la paix dans les territoires stratégiques[17]. Au cas où la *zāwiya* s'opposait au souverain pour des raisons politiques, celui-ci la détruisait. On peut en dire autant des chefs de *ḳabīla*. Une large autonomie leur était reconnue quand ils luttaient contre l'étranger comme dans le Rīf, où les Espagnols de Ceuta et Melilla étaient constamment assiégés, ou bien quand leur territoire était montagneux ou désertique; mais s'ils revendiquaient une totale indépendance en refusant les ordres du sultan ou en négligeant d'appliquer la *sharīʿa*, ils étaient déclarés en état de *siba*, c'est-à-dire coupables de rupture injustifiée du pacte de la *bayʿa*; ils pouvaient être réduits par la force ou par la diplomatie, sur-le-champ ou à terme, selon les moyens militaires dont le souverain disposait; mais jamais la souveraineté du sultan et de la *sharīʿa* n'était abandonnée[18].

Le système socio-politique marocain, tel que l'avait réorganisé Muḥammad III, avait renoué avec la tradition islamique orthodoxe, reconnu l'autonomie des corps intermédiaires, limité les ambitions du pouvoir central. Il avait ainsi renforcé, dans la communauté marocaine, l'idée de l'État, en amenant chaque groupe professionnel, social ou ethnique, à exprimer ses revendications à l'intérieur du Makhzen. Cependant, ce système sécrétait ses propres contradictions; il oscillait manifestement entre deux types idéaux: l'un, sous la bénédiction des *ʿulamāʾ* et des marchands, aurait été le règne de la *sharīʿa* et de l'administration directe; dans l'autre, qui aurait été plus au goût des chefs locaux, le sultan, symbole fédérateur, n'aurait eu d'autre autorité que celle que ces chefs lui auraient déléguée. Ce système était la conséquence du changement du rapport des forces entre le Maroc et l'Europe, intervenu durant l'ère mercantiliste. Avant qu'il se fût stabilisé, il dut faire face à une pression européenne encore plus forte; ses contradictions apparurent au grand jour après les défaites militaires que le Maroc essuya d'abord contre la France en 1844, puis contre l'Espagne en 1860.

Les réformes du Makhzen face à l'offensive européenne

La politique des puissances coloniales à l'égard du Maroc sera analysée ailleurs[19]. Rappelons seulement que jusqu'en 1880 il existait un consensus européen pour maintenir le *statu quo* dans l'empire du Maroc. Ni expansion territoriale française à partir de l'Algérie, ou espagnole à partir de Ceuta et Melilla, ni privilège commercial pour les produits anglais. Malgré quelques concessions arrachées par la France et l'Espagne après les guerres de 1844

17. A. G. P. Martin, 1923 (sur le rôle de la *zāwiya wazzāniyya zāwiya* dans le Tūwāt). P. Durand, 1930, p. 65-77 (sur le rôle de la *zāwiya sharḳawiyya zawīya* dans le Tadla).

18. Les puissances coloniales interprétèrent la notion de *siba* selon les exigences de leur politique expansionniste. Il s'agit maintenant de la comprendre dans son cadre original et non par rapport au droit européen de l'époque.

19. Voir le chapitre 19.

et 1859-1860, ces principes furent réaffirmés à la Conférence de Madrid de 1880, et restèrent en vigueur jusqu'à la fin du XIXe siècle[20].

Cependant, entre les revendications des puissances européennes et l'autorité du sultan, il y avait une contradiction absolue. Durant la conquête de l'Algérie, ce dernier ne pouvait pas observer une position de neutralité comme le lui conseillaient l'Angleterre et le simple bon sens, car le droit public islamique lui faisait obligation d'aider des musulmans voisins abandonnés par leur souverain légitime, en l'occurrence le dirigeant ottoman[21]. En 1859, des Rifains détruisirent une bâtisse que les Espagnols de Ceuta avaient construite en dehors de l'enceinte de la ville, et déchirèrent le drapeau qui la surmontait. Madrid exigea la remise de douze hommes qu'elle tenait pour responsables. Le sultan ne pouvait se soumettre, car il se serait alors rendu coupable d'une rupture délibérée du serment de la *bayʿa* [22]. En matière de commerce, auquel s'intéressait particulièrement l'Angleterre, le sultan ne pouvait pas, d'un simple trait de plume, libérer les exportations, accorder le droit de propriété aux Européens, obliger les *ḳāḍī* à recevoir le témoignage des non-musulmans ; car, sur tous ces points, l'interdiction du *fiḳh* malikite était sans nuance[23].

Le sultan se trouvait ainsi dans une position peu enviable, déchiré entre les exigences des Européens et l'opposition sourcilleuse des *ʿulamāʾ ;* pour les premiers, il était un obscurantiste, pour les seconds un innovateur. D'où l'ambiguïté de la réforme.

Au XIXe siècle, Makhzen et consuls étaient d'accord pour renforcer l'armée et réorganiser l'administration afin d'assurer à tous sécurité, ordre et justice. Tout le problème était de savoir dans quel cadre légal : la *sharīʿa* ou une nouvelle législation d'inspiration européenne ? Cette contradiction ne pouvait pas être résolue pacifiquement. Le Makhzen réalisa bien une réforme, mais limitée, et par conséquent non satisfaisante aux yeux des Européens.

Muḥammad IV assista aux deux défaites de l'Isly et de Tétouan, la première fois en tant que prince héritier et commandant en chef de l'armée, la seconde en tant que sultan. C'est pour cette raison qu'il prit l'initiative de la réforme militaire dès 1845. Pour battre en brèche le traditionalisme ambiant, il inspira à un *ʿālim* connu la composition d'un ouvrage justifiant la réforme sur une base traditionaliste[24]. Il fit appel à des Tunisiens ayant servi dans l'armée ottomane pour organiser des régiments entraînés à

20. Les troupes de Bugeaud attaquèrent l'armée marocaine sur l'Isly, près d'Oujda, le 14 août 1844 ; la marine française bombarda Mogador le 15, après avoir déjà bombardé Tanger le 6. Le Traité de Tanger, signé le 19 septembre, mit fin à la guerre, mais la Convention de Lalla-Marnia du 18 mars 1845 ne régla pas le contentieux frontalier à cause des ambitions françaises dans le Sahara. À l'automne de 1859, les Espagnols mirent sur pied une armée européenne à Ceuta et, après quelques escarmouches à Cabo Negro, entrèrent à Tétouan le 6 février 1860. Par le traité du 20 novembre 1861, l'Espagne obtint l'agrandissement des enceintes de Ceuta et Melilla, des concessions commerciales, et un port de pêche au sud, localisé en 1883 à Ifni.

21. A. Tasūlī, s. d.

22. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IV, p. 84 ; J. -L. Miège, 1961-1963, vol. II, p. 360-362.

23. A. Tasūlī, s. d., chap. 1, section 4.

24. M. al-Kardūdī, s. d.

l'européenne, appelés *ʿaskarī* et dont les effectifs, au début, ne dépassèrent pas 500 hommes. Avec l'aide de renégats, dont le plus connu était le Français de Saulty, qui avait pris le nom islamique de ʿAbd al-Raḥmān al-ʿAlī, il fonda à Fès une école d'ingénieurs (*madrasat al-muhandisīn*), dans laquelle furent formés arpenteurs, topographes, cartographes et artilleurs. À cet effet, il fit traduire par un Maltais, et sous son contrôle direct, des traités de géométrie. Par l'intermédiaire de son représentant à Gibraltar, il demanda au pacha d'Égypte de lui envoyer un lot de livres scientifiques traduits des langues européennes. Le sultan ʿAbd al-Raḥmān laissa faire son fils, mais il ne prit pas à son compte cette œuvre réformatrice, dont il ne voyait pas le bénéfice immédiat. Muḥammad IV, devenu sultan, aurait donné sans doute une impulsion plus vigoureuse à cette réforme si la guerre de 1859-1860 ne lui avait pas créé des problèmes financiers inextricables. Néanmoins, il décida d'envoyer un groupe de *bwakher* en Égypte se perfectionner dans l'art de l'artillerie. À partir de 1870, des missions allèrent régulièrement à Gibraltar suivre des stages de deux ans chacun. Ḥasan Ier continua la politique de son père dans des conditions plus favorables. Il institua un mode de recrutement régulier: chaque ville impériale devait fournir 500 recrues, chaque port 200, chaque région 2 000; ce qui permettait de réunir une armée de 25 000 soldats. En 1877, il demanda à la France de lui procurer des officiers instructeurs pour son artillerie. En 1880, étaient de retour 180 officiers et sous-officiers qui formèrent, sous la direction du commandant anglais Maclean, le régiment des *harraba*. Plus tard, Hasan Ier envoya d'autres missions militaires en Belgique, en Allemagne et en Italie. Avec cette armée réorganisée, il put réaffirmer sa souveraineté sur des territoires lointains, comme le Sūs (Sousse) et le Tafilālet, qui excitaient l'appétit de plusieurs puissances européennes[25].

John Drummond Hay fut le ministre de Sa Majesté britannique à Tanger de 1839 à 1886. Il mit autant d'ardeur à défendre la souveraineté du sultan et l'intégrité de ses possessions qu'à exiger de celui-ci l'ouverture du pays au commerce international[26]. Il profita de son immense prestige auprès du sultan ʿAbd al-Raḥmān pour lui faire accepter le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 9 décembre 1856, qui posait les principes suivants: liberté du trafic; fin de tout monopole public ou privé; garantie de la sécurité des biens et des personnes; ouverture de consulats dans tout le pays; exemption de toute taxe ou charge autre que les droits de douane, d'ancrage et de pilotage pour les commerçants étrangers et leurs associés marocains[27].

L'ouverture du Maroc au commerce européen eut plusieurs conséquences fâcheuses: la première fut une crise monétaire aiguë. Au XVIIIe siècle, le *dinār*, monnaie d'or, avait complètement disparu; le système monétaire marocain devint bimétallique fondé sur l'argent et le bronze. Les pièces d'argent ayant cours étaient la peseta et le douro espagnols, le franc et l'écu français; le douro et l'écu étaient appelés rials. Les pièces de bronze façonnées

25. J. -L. Miège, 1961-1963, t. II, p. 208. Voir surtout M. al-Mannūnī, 1973, p. 55.
26. J. D. Hay, 1896.
27. Voir le texte dans P. -L. Rivière, 1924-1925, vol. I, p. 36-42.

18.3. *Le sultan Ḥasan I[er] (1873-1894).*
[*Source et photo :* collection Bibliothèque générale et Archives, Rabat.]

au Maroc étaient l'*ʾuḳia* [once] et la *mūzūna*. Le *miṯḳāl* servait d'unité de compte. Il valait 10 onces, et l'once 4 *mūzūna*. Plus les relations commerciales se développaient avec l'Europe, plus la monnaie d'argent se faisait rare; et plus celle de bronze, la plus commune, se dévaluait. Au milieu du siècle, elle était réduite au quart de sa valeur d'origine, avec les conséquences bien connues de toute inflation: hausse des prix, paupérisation de la population, difficultés du Trésor public, concentration de biens immobiliers entre les mains d'une minorité. Le Makhzen essaya de réagir en prenant des mesures autoritaires en 1852, 1862, 1869 et 1877, chaque fois en voulant revenir à une parité dépassée. Le sultan ne gagnait à ces réévaluations que s'il se faisait payer en monnaie d'argent et s'il pouvait, lui, régler ses dettes indifféremment en rials ou en onces. Or, les marchands étrangers faisaient baisser les droits de douane en les réglant en onces dévaluées, tandis que le sultan devait payer ses dettes extérieures en piastres espagnoles et en écus français, qu'il achetait au prix fort. Les mesures monétaires finissaient par appauvrir encore plus le Trésor. À la fin de notre période, Ḥasan Ier se décida à frapper une nouvelle monnaie d'argent (le rial hassani, équivalant à 5 francs) sans retirer cependant celle de bronze; celle-ci continua à se dévaluer (dès 1881, le rial valait 14 *miṯḳāl* au lieu de 10), entraînant dans sa chute les nouvelles pièces[28].

Les dépenses du Makhzen ne cessaient d'augmenter par suite des réformes entreprises et des nombreuses dettes et indemnités payées aux États et commerçants européens. Une réforme fiscale s'imposait. Le sultan n'était pas cependant libre de l'entreprendre sans consulter les *ʿulamāʾ*, puisqu'il s'agissait d'un problème de droit public. Ces derniers avaient, à plusieurs reprises auparavant, déclaré illégales les taxes sur les transactions commerciales, désignées sous le nom général de *mukūs* (pluriel de *maks*), quand elles n'étaient pas provisoires et dépensées à des fins précises; tout impôt foncier était aussi inacceptable à leurs yeux puisque les Marocains étaient pleinement propriétaires de leurs terres[29]. En juillet 1860, Muḥammad IV demanda aux *ʿulamāʾ* de lui indiquer le moyen de régler la réparation de guerre qui permettrait de récupérer Tétouan, occupée par les Espagnols, et d'empêcher que d'autres villes tombent entre leurs mains. Les *ʿulamāʾ* restèrent fidèles à leur opinion orthodoxe en estimant que seule une contribution extraordinaire, provisoire, frappant également tous les habitants, c'est-à-dire non affermée à des tiers, serait légale, bien que le sultan eût pris soin de leur expliquer que les circonstances ne l'autorisaient pas à appliquer une telle mesure[30]. Celui-ci, passant outre à ces objections, institua des taxes indirectes qui firent naître, dans la population urbaine, une opposition sourde et tenace. En 1873, lors de la proclamation de son successeur, les artisans exigèrent l'abolition de ces *mukūs* avant de signer la *bayʿa;* Ḥasan Ier dut réduire par la force la ville récal-

28. J. -L. Miège, 1961-1963, t. II, p. 388-389, et t. III, p. 97-106 et p. 434-437, Voir aussi G. Ayache, 1958. Au début du siècle, 10 onces valaient 5 pesetas; en 1845, 3 pesetas et un quart; en 1874, une seule peseta. Chiffres dans al-Nāṣirī, 1954-1956, t. IX, p. 208.
29. Al-Mahdī al-Wazzānī, 1900, vol, III, p, 46-47
30. M. Dāwud, 1956-1970, vol. V, p. 99-100.

18.4. *Rial d'argent frappé à Paris en 1881 pour Ḥasan I^er.*
[*Source :* A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme européen*, 1977, Maspero, Paris.]

citrante. Plus tard, il institua, à titre expérimental, le *tartīb*, un impôt foncier à taux fixe, recueilli par des *ʾumanāʾ* [inspecteurs des douanes] spécialisés. Sans demander l'avis des *ʿulamāʾ*, dont il connaissait l'opinion négative, il commença par le percevoir dans le Haouz, la partie la mieux administrée du royaume. Cependant, il le laissa rapidement tomber en désuétude, pour des raisons qui ne sont pas encore claires, mais qui tiennent sans doute à l'état de l'opinion publique et à l'opposition de certains chefs de l'armée. Faute de moyens financiers, le Makhzen était obligé de limiter ses ambitions réformatrices, en maintenant au plus bas ses dépenses régulières.

Le nombre des commerçants européens installés au Maroc augmenta régulièrement après 1856. Pour répondre à leurs doléances, le Makhzen

se lança dans une réforme administrative. En 1861, fut créé le corps des *ʾumanāʾ*. Recrutés parmi les marchands, les secrétaires de chancellerie, les notaires, relativement bien payés, ils furent installés dans les huit ports ouverts au trafic étranger ; ils eurent à leur côté des contrôleurs espagnols chargés de vérifier les recettes de douane, dont 60 % devaient servir à régler la réparation de guerre. Ces *ʾumanāʾ*, dont plusieurs avaient fait fortune à l'étranger (Gibraltar, Marseille, Manchester, Gênes), ont aidé à rationaliser la bureaucratie marocaine et furent très influents auprès de Muḥammad IV et Ḥasan Ier. Un autre groupe vit également son prestige grandir, celui des *ṭalaba* qui avaient été envoyés en Europe faire des stages et apprendre les langues étrangères. Entre 1874 et 1888, huit missions, composées de 350 personnes, prirent le chemin des principaux pays européens. Ces jeunes gens furent employés, à leur retour, au département de la monnaie de la fameuse *makina* de Fès (manufacture d'armes montée par des Italiens), au service fiscal qui fut réorganisé, en 1886, et au vizirat des affaires étrangères (*wizârat al-baḥr*)[31].

Cependant, le véritable objectif des commerçants européens était de limiter la compétence du *ḳāḍī*[32]. Ils préféraient être jugés par le gouverneur (*ḳāʾīd* ou *ʾāmel*) en espérant l'être un jour devant un tribunal mixte qui utiliserait un code d'inspiration occidentale. La France, sous prétexte qu'elle avait joué un rôle modérateur auprès de l'Espagne en 1860, fit accepter par Muḥammad IV la convention du 19 août 1863, qui accordait un privilège judiciaire tant aux commerçants étrangers qu'à leurs associés marocains. Au lieu d'être jugés par le *ḳāḍī*, ils l'étaient par le gouverneur, en présence du consul concerné. Tant que le nombre de ces associés restait limité (200 par *ḳabīla* vers 1870), la situation, offensante pour le sultan, était néanmoins supportable. Mais les consuls ne tardèrent pas à accorder la qualité de *samsār* [intermédiaire commercial] à tous ceux, juifs ou musulmans, qui voulaient échapper à la juridiction du *ḳāḍī* et qui pouvaient payer ce service[33]. Le Makhzen, voyant son autorité minée par cette protection irrégulière naissant d'une interprétation tendancieuse de la convention de 1863, ne cessait de protester et finit par gagner à ses vues l'Angleterre. Une conférence internationale, réunissant douze pays, se tint à Madrid, en juillet 1880, pour y mettre un terme. Le nombre des protégés fut bien limité : chaque commerçant dut se contenter désormais de deux *samsār*, qui, seuls, avec les membres de leur famille vivant sous leur toit, pouvaient se prévaloir de la protection étrangère. Toutefois, en contrepartie de cette limitation, fut réaffirmé le droit de propriété aux Européens établis dans les ports, ce que le sultan ne voyait pas d'un bon œil.

La pression européenne eut ainsi pour conséquence une réforme de l'armée, de l'administration, de la monnaie et de la fiscalité marocaines. Cette réforme fut cependant limitée à la fois par des obstacles extérieurs et des difficultes intérieures. Les Européens voulaient bien des mesures

31. J. -L. Miège, 1961-1963, vol. IV, p. 397-408, et M. Mannūnī, 1973.
32. « Pour pénétrer pacifiquement au Maroc, il est nécessaire, au préalable, de le démusulmaniser » (G. Maurā y Gamazo, 1911, p. 197).
33. J. D. Hay, 1896, p. 321-323.

qui garantissaient leur sécurité et encourageaient leur activité commerciale, mais ils ne tenaient pas, notamment les Français et les Espagnols, à ce que le Makhzen se renforçât au point d'être en mesure de s'opposer avec succès à leurs visées[34]. D'un autre côté, le sultan n'était pas libre de toucher à l'enseignement, aux institutions judiciaires et religieuses, étant donné la doctrine intransigeante des *ʿulamāʾ*. Cette restriction du champ de la réforme, qu'augmentait encore la parcimonie des moyens financiers, eut un résultat inattendu : au lieu de consolider son indépendance, le sultan se liait progressivement à l'Europe à mesure qu'il se vouait à la réforme de son pays. En effet, plus les relations se développaient avec l'extérieur, plus le nombre des commerçants étrangers augmentait, et plus il y avait d'incidents qui donnaient lieu soit à de lourdes indemnités, soit à des concessions territoriales, soit encore à une perte de prestige[35]. La population voyait un lien de cause à effet entre l'ouverture à l'influence extérieure, les réformes entreprises, et ses misères grandissantes. L'opinion publique était de plus en plus irritée contre les étrangers pour des raisons économiques, psychologiques et religieuses.

Les réactions de la population

Au Maroc, la production agricole dépendait et dépend encore des aléas climatiques ; elle eut cependant à répondre à la demande croissante des exportateurs européens. Il en découla une série de famines qui frappèrent durement les populations urbaines et rurales en 1850, 1857, 1867 et, surtout, durant les terribles années de 1878 à 1881, au cours desquelles 12 à 15 % des habitants des villes, estime-t-on, vivaient de charité publique, tandis que 65 000 Marocains durent s'expatrier[36]. Autour des remparts commençaient déjà à se constituer des quartiers de *nuala* qui rappellent les bidonvilles du XXe siècle. Beaucoup d'agriculteurs et de pasteurs, incapables de payer les impôts ou de rembourser les dettes contractées auprès des commerçants européens, quittèrent leurs champs ; cette dépopulation rurale toucha un tiers environ des terres agricoles dans le sud du pays et à l'entour des villes côtières. Le Makhzen subissait doublement les conséquences négatives de cette situation. D'un côté, les recettes de la *zakāt* diminuaient, de l'autre, les Européens exigeaient qu'il remboursât les dettes privées, surtout quand les débiteurs étaient des *ḳāʾid*. De plus, des biens passaient illégalement, et à bas prix, entre les mains des étrangers, par l'intermédiaire des *samsār*, et avec la bénédiction de *ḳāḍī* peu scrupuleux ; et, par conséquent, ne payaient plus d'impôts. Le sultan tenta d'arrêter cette évolution désastreuse. Par une série de mesures entre 1873 et

34. J. Caillé, 1951, p. 121.
35. « La Turquie et l'Égypte sont devenues, après les réformes, plus riches, mais bien moins indépendantes », dit le sultan Muḥammad IV au ministre français Tissot. Voir J. D. Hay, 1896, p. 288-289.
36. J.-L. Miège, 1961-1963, vol. III, p. 367 et 444.

1883, il interdit aux Européens d'aller dans les souks ruraux; il exigea des *ḳā'id* qu'ils séparent leurs biens de ceux de leurs contribuables; il limita le nombre de *ḳāḍī* et de notaires habilités à authentifier les reconnaissances de dettes sous le couvert desquelles se faisaient les ventes[37]. Si les habitants des campagnes s'appauvrissaient, ceux des villes n'étaient pas dans une situation meilleure. Ils étaient tous frappés par la hausse des prix des produits de première nécessité: grains, laine, peaux. Les produits importés (tissus, bougies, allumettes, sucre) étaient bon marché, mais concurrençaient durement les artisans qui constituaient la colonne vertébrale de l'économie urbaine. Les fonctionnaires du Makhzen, payés par ce dernier ou bien par les *ḥabū*, ou encore par les administrés eux-mêmes, subissaient les méfaits de la dévaluation monétaire: entre 1845 et 1874, leurs salaires étaient réduits au dixième de leur valeur en termes réels[38]. Seuls échappaient à cette paupérisation généralisée les marchands et les associés des commerçants européens qui pouvaient se procurer des pièces en argent. Leur capital augmentait automatiquement de valeur; ils achetaient à vil prix de nombreux immeubles et biens fonciers, quand ils ne prêtaient pas à des taux usuraires aux ruraux et aux membres mêmes du Makhzen. Leur enrichissement, d'autant moins bien vu qu'il tranchait avec la misère environnante, était considéré comme une autre conséquence négative de l'ouverture du pays à l'activité étrangère.

La population marocaine n'était pas sensible seulement à ces aspects économiques. Elle ressentait aussi, et peut-être surtout, le déclin de l'autorité du *ḳāḍī*, du sultan et, en dernière analyse, de l'islam. Chaque puissance coloniale accordait beaucoup d'importance au respect dû à son drapeau. S'il y avait meurtre d'un de ses ressortissants, le consul se souciait peu de savoir s'il y avait eu provocation ou non, volonté de donner la mort ou non: il exigeait l'exécution du coupable (en cas d'indécision, de tous ceux qui assistèrent à l'incident); une indemnité pour la famille de la victime; la destitution des agents qui lui semblaient manquer de zèle; des excuses officielles, et le salut au drapeau[39]. Dans de telles conditions, les fonctionnaires ne savaient plus quelle attitude adopter. S'ils refusaient les doléances des consuls et que l'affaire tournât mal pour le sultan, ils en subissaient les conséquences; s'ils acceptaient, en revanche, de faire diligence, contrairement à l'usage qui laissait la décision entre les mains du pouvoir central, et qu'une révolte en découlât, ils n'en portaient pas moins la responsabilité. Leur prestige s'érodait continuellement, au détriment de l'ordre dont les Européens prétendaient avoir besoin[40].

Le *ḳāḍī* et le *muḥtaṣib* souffraient particulièrement de cette situation contraire à la lettre de la *sharī'a*. D'où leur opposition farouche à la protection. Avec le soutien actif de l'Angleterre, le philanthrope juif anglais sir Moses Montefiore entreprit une mission au Maroc à la suite de laquelle le sultan

37. A. Ibn Zaīdān, 1961-1962, vol. I, p. 364-366, et vol. II, p. 48-51 et p. 129-131.
38. Voir note 28 ci-dessus.
39. G. Ayache, 1965, vol. 6.
40. A. Ibn Zaīdān, 1929-1933, vol. II, p. 376.

Muḥammad IV promulgua le *dahīr* du 5 février 1864, dans lequel il ordonnait aux administrateurs marocains de traiter les affaires des Juifs avec célérité et équité, en les menaçant de graves sanctions s'ils n'obtempéraient pas. « Dès que les Juifs eurent le *dahīr*, ils en firent des copies qu'ils distribuèrent dans toutes les villes, ils se mirent d'accord pour se rendre autonomes de toute autorité, surtout ceux des ports », rapporte l'historien al-Nāṣirī[41]. Les *ʿulamāʾ* virent, dans ce décret, un coup porté à la *sharīʿa;* la réaction fut si violente que Muḥammad IV dut faire machine arrière. Les protégés musulmans suscitaient une opposition encore plus grande. Dans de multiples brochures, lors des prônes du vendredi dans les mosquées, les *ʿulamāʾ* pressaient le sultan de mener contre eux de sévères représailles. « Sinon, dit l'un des *ʿulamāʾ*, le doute s'insinuera dans l'esprit des ignorants qui se mettront à mal juger l'islam et à croire que la religion des infidèles lui est supérieure[42]. » Quand le sultan ne suivit pas leur conseil parce qu'il ne voulait pas se créer de difficultés avec les puissances, ils en appelèrent au peuple. Le même *ʿālim* déjà cité dit dans ce sens : « Le devoir de tout croyant est de s'abstenir de fréquenter ces protégés, de les inviter, de partager leur repas, de se lier à eux par l'amitié ou le mariage[43]. » Comme la plupart de ces protégés musulmans étaient de riches marchands, la campagne des *ʿulamāʾ*, soutenue par le petit peuple des villes, prit l'allure d'une attaque de l'aristocratie religieuse contre la nouvelle élite qui apparut dans les circonstances inédites créées par l'ouverture du pays.

Si les réformes furent une conséquence de la pression étrangère, elles donnèrent naissance à leur tour à une violente xénophobie. La plupart des changements intervenus dans la vie des Marocains étaient négatifs ; ceux-ci les relièrent tout naturellement à la présence, chaque jour plus envahissante, des Européens. « La raison de la hausse des prix, de la famine est la cohabitation avec les Européens », dit al-Nāṣirī[44]. Chacun voulut réduire au strict minimum le contact avec les étrangers ; mieux, l'idéal devint le retour aux conditions de vie d'antan. Une idéologie romantique d'embellissement du passé, de résurrection de la tradition (*ihyāʾal-sunna*) gagna toutes les couches de la société. Pour réduire l'aire d'activité des Européens, le sultan faisait traîner n'importe quelle négociation ; ce qui irritait les consuls et les faisait crier à l'obstruction. « Il faut discuter, discuter et encore discuter, il n'en sortira que du bien », conseillait Ḥasan Ier à l'un de ses représentants à Tanger[45]. La classe cléricale exigeait la stricte application de la *sharīʿa* dans tous les domaines de la vie sociale, et donna un sens très particulier au mot réforme. Il ne s'agit pas tant, disaient les *ʿulamāʾ*, de changer les institutions, ce qui est d'ailleurs impossible, que de revenir à l'éthique des anciens (*salaf*), de ceux qui donnèrent aux musulmans des exemples de

41. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IX, p. 114.
42. M. al-Mannūnī, 1973, p. 256.
43. *Ibid.*
44. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IX, p. 208.
45. A. Ibn Zaīdān, 1929-1933, vol. II, p. 376.

grandeur et de justice. À la notion de *niḏhām*, réorganisation de l'armée, de la bureaucratie, de la vie quotidienne, ils opposèrent celle d'*iṣlāḥ*, rénovation morale et religieuse de l'individu. C'est ce mouvement qu'on appela *salafisme* (fondamentalisme islamique)[46]. Le petit peuple des villes pensait avec nostalgie au bon vieux temps où les produits de la terre et de l'artisanat étaient bon marché, où les besoins des individus et du Makhzen étaient limités. Contre les responsables, évidents à leurs yeux, de ces difficultés, ils nourrissaient un mélange de peur, d'admiration, de mépris et de haine. La xénophobie du peuple, le salafisme des *ʿulamāʾ*, le conservatisme du Makhzen exprimaient un fait vécu : la décadence de l'ancienne société face au capitalisme libéral du XIX^e siècle. L'élite politique et religieuse marocaine fut alors violemment antilibérale. « La liberté, telle que la comprennent les Européens, est sans aucun doute une innovation des libertins athées, puisqu'elle nie les droits de Dieu, des parents et de la nature humaine elle-même[47]. » La dialectique par laquelle la société marocaine, subissant les influences et ripostant aux visées de l'Europe, se modernisait ne fut pas perçue par les intéressés comme un fait positif. Ils n'y virent pas la promesse d'un avenir différent ; ils ressentirent seulement le naufrage d'un passé que le temps avait embelli, et où le peuple était prospère, les *ʿulamāʾ* écoutés, le Makhzen obéi et le sultan indépendant.

Conclusion

En 1880, la grave crise agricole, qui durait depuis cinq ans, était sur le point de prendre fin. Le Makhzen terminait de payer les derniers termes de réparation de guerre à l'Espagne et de l'emprunt contracté auprès des banques anglaises. Les contrôleurs espagnols, dont la présence était une constante source de frictions et un douloureux rappel de la défaite de 1860, n'allaient pas tarder à quitter les ports marocains, et les *mukūs* à être abolis[48]. La Conférence de Madrid, dont la première session prit fin le 3 juillet 1880 par la signature de la convention internationale sur la protection au Maroc, paraissait être plutôt un succès pour l'Angleterre et le Maroc. La France, qui n'était pas entièrement remise de la défaite de 1870, n'avait pas réussi à faire prévaloir ses vues, malgré le soutien tactique que lui apporta l'Allemagne[49]. Celle-ci, peu après, entra en force sur la scène marocaine pour battre en brèche les intérêts commerciaux anglais, et contrarier les visées politiques françaises. Le territoire du Maroc fut défendu contre les convoitises des Français au Tūwāt, des Anglais à Tarfaya, et des Espagnols à Saḳiyyat al-Ḥamra[50]. En somme, Ḥasan I^er régnant sur ce qu'on appelait parfois le

46. Voir l'article *iṣlāḥ* dans *Encyclopédie de l'islam*, vol. IV, p. 146-170.
47. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IX, p. 114-115.
48. A. al-Nāṣirī, *op. cit.*, p. 147. Les droits de porte furent abolis en décembre 1885. La population attendait impatiemment que les autres taxes le fussent aussi.
49. J. -L. Miège, 1961-1963, vol. III, p. 263-292.
50. J. -L. Miège, *op. cit.*, p. 357. Voir aussi A. Ibn Zaīdān, 1929-1933, vol. II, p. 333-335.

califat de l'Ouest par opposition à l'Empire ottoman, faisait figure d'un grand sultan, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Les contradictions sociales, nées de l'ouverture à l'Europe, étaient à l'œuvre ; mais elles semblaient alors contrôlables. Avec la bienveillance d'un pays comme l'Angleterre, ou à défaut de l'Allemagne, le Maroc paraissait être sur la voie de réussir sa rénovation. Ce fut en tout cas l'opinion des Marocains du XXe siècle. Le règne de Ḥasan Ier, indépendamment de ses résultats effectifs, devint un nouvel âge d'or. On jugea que les réformes entreprises étaient suffisantes pour donner naissance à un Maroc fort, moderne et indépendant, s'il n'y avait pas eu les manœuvres de la France et de l'Espagne. Le réformisme du Makhzen, le *salafisme* des *ʿulamāʾ*, l'anti-européanisme des masses rurales se combinèrent pour engendrer l'idéologie mobilisatrice du nationalisme du XXe siècle.

Reste la question de l'évaluation objective des résultats de cette politique réformatrice. Il faut souligner qu'elle se déroula tout entière dans le cadre légué par Muḥammad III, qui, lui-même, dut faire face à un brutal changement du rapport des forces entre le Maroc et l'Europe. En définitive, c'est d'une connaissance approfondie des circonstances qui ont déterminé les choix de Muḥammad III que dépend tout jugement raisonné sur l'évolution sociale du Maroc au XIXe siècle.

CHAPITRE 19

Nouvelles formes d'intervention européenne au Maghreb

Nicolay A. Ivanov

L'expansion commerciale et la lutte pour la domination des voies internationales du commerce figuraient parmi les caractéristiques essentielles du colonialisme européen du XVIIIe et du début du XIXe siècle. « La guerre sainte » sur mer, menée depuis longtemps par l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, inquiétait sérieusement les négociants et les armateurs européens. Au début du XIXe siècle, l'Europe continuait à redouter les corsaires du Maghreb. Les voiliers napolitains se réfugiaient près de la côte dès qu'apparaissaient le pavillon de Tunis ou de Tripoli. Leurs équipages se sauvaient. Les marchands de Marseille, de Livourne et d'autres pôles du commerce maritime européen profitaient largement de cette situation pour faire justice à leurs concurrents, en particulier « Tunis-ach-chattra » (la Tunisie roublarde) qui apparut sur l'arène méditerranéenne au cours des guerres napoléoniennes. En 1800, les navires de Tunis se présentèrent à Malte, puis en 1809 à Livourne. Le dey d'Alger conclut des marchés avantageux pour les ventes de blé. Les conditions du commerce et de la navigation maritime, fixées par les États du Maghreb, suscitèrent aussi un vif mécontentement en Europe. L'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine levaient des tributs et faisaient payer le libre passage des navires des puissances amies, en s'appuyant sur des traités de paix et de navigation maritime. Les retards de paiement et autres violations des traités entraînaient de nombreux conflits qui envenimaient de plus en plus les relations entre le Maghreb et l'Europe[1].

1. Pour plus de détails, voir N. A. Ivanov, 1976, chap. 3 et chap. 4.

La bourgeoisie des États méditerranéens d'Europe soutenait les pirates maltais et napolitains qui pourchassaient cruellement les navires marchands musulmans. Dès la cessation des guerres napoléoniennes, elle parvint à organiser de grandes expéditions navales contre le Maghreb. Sous le couvert de la lutte contre la piraterie, l'Angleterre, la France, la Hollande, l'Autriche et les États-Unis d'Amérique dirigèrent leurs escadres vers les côtes de l'Afrique du Nord. Les navires américains furent les premiers à se montrer devant Alger, en 1815. L'escadre anglo-hollandaise, sous les ordres de lord Exmouth et de Van Cappellen, les suivit au début de l'année 1816. Après les « sanctions » contre Tripoli et Tunis, elle soumit Alger à un bombardement féroce (le 27 août 1816), déversant sur la ville 34 000 obus. On vit apparaître de nouveau une escadre anglo-française en Afrique du Nord en 1819, ce qui força les régents de Tunis, d'Alger et de Tripoli à déclarer la cessation de la piraterie. En 1825, les Anglais vinrent encore une fois bombarder Alger. Le 20 octobre 1827, au cours de la bataille de Navarin, les restes des flottes tunisienne et algérienne, ainsi que les navires égyptiens et turcs, furent détruits par l'escadre unie anglo-franco-russe. En 1829, les Autrichiens brûlèrent les navires marocains qui, sur l'ordre de Mūlāy ʿAbd al-Raḥmān, essayaient de reprendre la guerre sainte. Les pays du Maghreb perdirent la guerre sur mer, ce qui ouvrit une large voie à l'expansion impétueuse du commerce des États européens. Après avoir anéantit la flotte maghrébine, ils s'assurèrent le monopole du pavillon et s'emparèrent, en fait, du commerce de Tunis et de Tripoli avec l'Europe.

Le Maroc et l'Algérie essayaient, chacun pour sa part, de défendre leurs positions. Cela entraîna l'aggravation ultérieure de leurs relations avec les puissances maritimes. Le refus du gouvernement du dey d'Alger de réserver des droits et des privilèges particuliers aux négociants français qui réclamaient l'instauration du « régime de capitulation » en Algérie, en particulier le refus du dey de reconnaître la compétence exclusive de la France pour la solution des différends pécuniaires entre les deux pays, mena au fameux « coup d'éventail » (le 30 avril 1827) et à la déclaration du blocus maritime de l'Algérie. Quant au Maroc, il décida de se passer du monde extérieur et ferma le pays aux étrangers. En 1822, il n'y avait que cinq ports marocains où les Européens pouvaient entrer pour conclure des marchés commerciaux soigneusement contrôlés.

La pression européenne sur la société traditionnelle

La croissance du commerce européen à Tunis et à Tripoli, son caractère usuraire et les processus d'inflation dans l'économie de ces pays furent à l'origine de leurs embarras financiers[2]. En 1824, le régent de Tunis signa les premières créances ; celui de la Tripolitaine, de la famille des Ḳāramānlī, ne fit que suivre leur exemple. Plusieurs ministres de ces pays s'endettè-

2. M. H. Chérif, 1970, et E. Rossi, 1968, p. 282 et suivantes.

rent. Il n'est donc pas étonnant que, vers la fin des années 1820, Tunis et Tripoli aient renoncé à toute résistance politique à l'Europe. Dès l'année 1827, ils ne refusaient plus rien aux consuls étrangers et, peu à peu, suivirent le cours de leur politique. Les premiers traités inégaux imposés à ces États reflétaient le caractère particulier des relations de Tunis et de Tripoli avec les puissances européennes. Selon le traité franco-tunisien du 8 août 1830, Tunis confirmait tous les précédents traités de paix, de commerce et de navigation maritime, réservait à la France le droit de la nation la plus favorisée, renonçait à tous dons et tributs réclamés auparavant aux pays européens, acceptait le principe de la liberté du commerce, et élargissait les droits de capitulation des étrangers. Un traité analogue était signé entre la France et Tripoli le 11 août 1830.

Tous ces traités renforcèrent considérablement les positions françaises en Afrique du Nord. La Tunisie se transforma vite en semi-vassal de la France. La plus grande rivale de celle-ci, l'Angleterre, était sérieusement inquiète et fit tout son possible pour garantir le succès de l'expédition turque en Tripolitaine de 1835. Au mois de mai, les Turcs s'approchèrent des côtes de Tripoli et, après avoir détrôné la dynastie des Ḳāramānlī le 1er juin 1835, déclarèrent le rétablissement du pouvoir ottoman. En 1835-1836, les garnisons turques étaient installées dans plusieurs centres du littoral de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Pourtant, la conquête de certaines régions intérieures se heurta à de sérieuses difficultés. De 1835 à 1858, les Turcs menèrent une lutte acharnée contre les révoltes de la population autochtone, au sein de laquelle apparurent des leaders éminents: la plus grande gloire revint à Ghūma al-Maḥmūdī, ennemi irréductible des Turcs, qui mourut les armes à la main au mois de mars 1858.

À mesure qu'ils soumettaient le pays, les Turcs y introduisirent une réforme administrative et judiciaire conçue selon les modèles européens. Le gouverneur ʿUthmān Amīn Pacha (1842-1847) réorganisa l'administration, la justice, le système fiscal, etc., conformément aux principes du *tanẓīmāt*. En 1851, fut fondé le tribunal mixte de Tripoli, et aussitôt les positions des étrangers se renforcèrent. Toutes ces mesures, ainsi que les réformes qui sapaient les fondements de la société traditionnelle, suscitaient l'incompréhension et les protestations de la population autochtone, surtout des groupes nomades et des paysans. « Les Turcs et les Européens — disait Sīdī Muḥammad al-Mahdī, le fils du fondateur de la Sanūsiyya — sont des gens de la même farine[3]. »

En Tunisie, les réformes furent entreprises en 1830; elles furent ensuite poursuivies par Aḥmad Bey (1837-1855), admirateur ardent de Muḥammad ʿAlī. Afin de surmonter le retard militaire et technique, les régents de Tunis firent disparaître la milice des janissaires, et jetèrent les bases d'une armée régulière et d'une industrie militaire en important des machines et des équipements d'Europe. À l'exemple de l'Égypte, des monopoles gouvernementaux furent introduits, menant à l'étatisation de l'économie; une banque d'État fut créée,

3. E. Rossi, 1968, p. 327.

en 1847, et une monnaie fiduciaire fut mise en circulation. En 1841, Aḥmad Bey interdit la vente des esclaves et abolit toute forme d'esclavage en Tunisie. En 1838, furent fondées l'École militaire et l'École polytechnique; les Tunisiens commencèrent à étudier les langues étrangères, à aller à l'étranger pour y faire des études, à traduire les œuvres des auteurs européens.

Désireuses de flatter les consuls étrangers, les autorités de Tunis et de Tripoli encourageaient l'activité des missionnaires chrétiens. Les franciscains ouvrirent, à Tripoli, la première école pour les garçons en 1816, et pour les filles en 1846. En 1845, l'abbé Bourgade créa le collège Saint-Louis et quelques écoles primaires en Tunisie, ainsi que l'imprimerie arabe de Tunis. En 1826, eurent lieu les premières représentations du théâtre de Livourne[4]. En 1838, parut le premier journal tunisien en italien; beaucoup d'émigrés italiens s'installèrent dans le pays, y compris des réfugiés politiques comme Garibaldi (en 1835 et en 1849).

De multiples contacts avec les Européens contribuèrent au réveil intellectuel du pays et jetèrent les bases de l'occidentalisation des élites. Influencés par l'uniforme militaire, les milieux dirigeants de Tunis et de Tripoli assimilèrent le vêtement, les manières et le train de vie européens. Il ne resta aucune trace des anciennes préventions anti-européennes. En 1845-1846, les autorités tunisiennes organisèrent de somptueuses réceptions en l'honneur du duc de Montpensier et du prince de Joinville — fils du roi Louis-Philippe. Au mois de novembre 1846, Aḥmad Bey fit un voyage en France, rompant avec tous les préjugés séculaires.

À la différence des dirigeants, les masses populaires, qui portaient sur leurs épaules tout le poids de la construction des palais, des usines et des casernes, étaient mécontentes de l'occidentalisation et de l'accroissement de l'influence étrangère. Elles considéraient les dirigeants comme des renégats, et continuaient de s'en tenir au mode de vie traditionnel. Les dirigeants de l'Algérie et du Maroc avaient la même attitude, car ces deux pays se trouvaient à l'écart des influences occidentales qui envahirent, à l'époque, la plupart des États musulmans.

La conquête de l'Algérie

L'inertie du gouvernement coûta cher à l'Algérie. Après avoir tout fait pour envenimer les relations avec la France, le dey Ḥuṣayn n'entreprenait rien pour accroître la défense du pays. Aux yeux des patriotes algériens, cela frisait la trahison et signifiait la corruption du régime[5].

L'Algérie n'était pas du tout préparée à la guerre. On attendait l'ennemi depuis trois ans; mais, quand des navires français apparurent le

4. S. Pantucek, 1969, p. 47. Pour les origines de l'art théâtral moderne dans les pays arabes, voir T. A. Poutintseva, 1977, et J. M. Landau, 1958.

5. Cet état d'esprit se voit en particulier dans l'œuvre de M. ibn ʿAbd al-Ḳādir, 1903. Les extraits les plus caractéristiques sont donnés par A. Benachenhour, 1966, p. 49.

14 juin 1830 dans la baie de Sīdī Farrudj (dans les rapports français : Sidi-Ferruch), la surprise fut totale. Les Français arrivèrent à débarquer un corps expéditionnaire de 37 500 hommes sous le commandement du général de Bourmont. Ce n'est que le 19 juin 1830 que le gros de l'armée du dey (janissaires et *makhzen*), sous les ordres d'Ibrāhīm Agha, renforcé par les milices de Kabylie — en tout 40 000 hommes —, attaqua les Français à Staouéli. Cette bataille se termina par la défaite totale d'Ibrāhīm Agha, et révéla toute l'imperfection de l'organisation militaire et technique de l'armée du dey, qui ne pouvait opposer aux Français que le courage de ses soldats. La deuxième tentative faite pour arrêter l'ennemi (la bataille de Sīdī Khalef le 24 juin) se solda par une autre défaite d'Ibrāhīm Agha. Le 29 juin, ayant pris les hauteurs de Bouzaréa, les Français commencèrent le siège du fort dit Sultan Calassi (le fort l'Empereur), qui assurait la défense d'Alger du côté de la terre. Ils donnèrent l'assaut le 4 juillet. « C'était un combat cruel entre l'art et le désespoir, écrivait le colonel Bogdanovitch. Enfin, l'art a pris le dessus : les solides murs du château s'écroulèrent ; les canons qui le défendaient furent endommagés ; de braves Turcs périrent sous la grêle des boulets et des bombes ; les derniers soldats de la garnison se précipitèrent vers la ville ; mais au lieu du salut qu'ils espéraient y trouver, ils tombèrent sous la mitraille des pièces de la Casbah tournées contre eux sur l'ordre du dey[6]. »

Le 5 juillet 1830, le dey signa l'acte de capitulation et la reddition d'Alger. On lui permit, ainsi qu'à tous les membres du *Dīwān* et aux janissaires, de quitter le pays avec familles et biens. L'autorité suprême passa entre les mains du commandement français. Mais ce dernier était dénué de toute structure administrative et n'avait pas la moindre idée de ce qu'il fallait faire. Il est bien curieux de voir que le comte de Bourmont, qui reçut le bâton de maréchal pour la défaite de l'armée du dey, ordonna à ses ingénieurs de préparer deux projets simultanément : le premier consistait à élargir et à approfondir le port d'Alger, et le second… à le combler. Le gouvernement Polignac entama des pourparlers pour soumettre Alger à l'administration directe des Turcs[7]. Après la révolution de juillet 1830, des plans de partage du pays apparurent : on laissait aux Français la ville d'Alger et un certain nombre de localités du littoral, et les provinces d'Oran et de Constantine passaient aux beys tunisiens. Les effectifs de l'armée d'occupation étaient réduits à 9 300 hommes. Pourtant les traités avec la Tunisie, signés par le général Clauzel le 18 décembre 1830, ne furent pas ratifiés par le gouvernement français. Les généraux français continuèrent d'agir à leurs risques et périls. Ayant

6. M. N. Bogdanovitch, 1849, p. 54.

7. En 1830, après la défaite de l'armée du dey, la Porte insista sur le maintien de l'intégrité territoriale de l'Algérie sous les ordres du sultan et ne reconnut pas la conquête française. Pourtant, après avoir perdu son armée et subi un échec financier pendant la guerre contre la Russie en 1828-1829, la Turquie ne pouvait rien entreprendre sauf des déclarations de protestation. Il est à noter que, recherchant les contacts avec la Porte sur la question algérienne, le gouvernement français voulait d'abord obtenir le consentement de la Russie. Pour les références concernant les documents des archives diplomatiques françaises (voir C.-R. Ageron, 1964, p. 9).

obtenu une certaine augmentation des contingents militaires, ils occupèrent Oran (1831), Bône (1832) et Bougie (1834).

Les indécisions du gouvernement français furent finalement résolues en faveur de la bourgeoisie marseillaise et de l'armée d'occupation, qui, grisée par les victoires faciles, pillait impudemment le pays et ne voulait pas renoncer aux « fruits de la victoire ».

L'ordonnance du 22 juillet 1834 pour l'établissement d'un gouvernement général des possessions françaises en Afrique du Nord signifiait que l'on renonçait à évacuer Alger. La conception de « l'occupation restreinte » fut adoptée officiellement jusqu'en 1840. Son interprétation concrète dépendit entièrement de la volonté et des dispositions personnelles des nombreux généraux français qui gouvernèrent le pays de 1830 à 1841. Dans la plupart des cas, ils penchèrent pour le système du « gouvernement indirect », en signant des traités avec des chefs locaux (paix, reconnaissance de vassalité, liberté du commerce, paiement de tributs). Pour établir la liaison auprès des commandants français, on organisa des « bureaux arabes » qui devinrent peu à peu le maillon principal du « gouvernement indirect ». Ce n'est que dans les localités du littoral, où les garnisons françaises s'installèrent en permanence, que le système de l'administration civile commença à se former ; ce système reproduisait spontanément les principes et les normes de la vie administrative de la métropole. Peu à peu, il reçut la sanction de la loi. En 1845, tout le territoire de l'Algérie était divisé en « territoire arabe », où régnaient la *sharī'a* (loi coranique) et le système de « gouvernement indirect », et en « territoire civil », où étaient officiellement instituées la justice et l'administration françaises. En particulier, l'ordonnance du 28 septembre 1847 appliquait au « territoire civil » la loi de 1837 sur les communes.

La résistance en Algérie

L'occupation des régions littorales ne changea pas les structures sociales de la société algérienne. Les chefs traditionnels, bien souvent les représentants de l'ancienne élite dirigeante, détenaient comme auparavant les pouvoirs locaux. La capitulation du dey et le désarroi de l'ancienne administration créèrent un vide politique. En Algérie commença le « temps de l'anarchie » (1830-1834), où différents centres et communautés locaux ne reconnaissaient plus aucun pouvoir. Si on exclut certaines couches de la population urbaine aisée et quelques chefs politiques, le pays était hostile à la présence française. Les masses de la population, surtout les paysans et les nomades, étaient résolues à défendre leur personnalité et leur indépendance. Cependant, l'absence de pouvoir centralisé ou d'un centre commun donna nécessairement un caractère local à cette lutte, dans laquelle, bien souvent, prédominaient les formes passives, non coordonnées, de la résistance. Ce furent tout d'abord la non-reconnaissance de l'occupation, la fidélité à l'islam, le blocus des villes et des régions occupées, ainsi que l'attaque des

détachements français et des postes fortifiés, l'assassinat de certains Européens, la justice sommaire contre les traîtres et les renégats, qui prenaient l'allure d'un véritable massacre.

Au fur et à mesure de la lutte, deux principaux centres de résistance se constituèrent: à l'est et à l'ouest du pays. À l'est de l'Algérie, Aḥmad Dey, l'ancien gouverneur de Constantine, se mit à la tête de la lutte. Il s'appuyait sur ce qui restait des janissaires et sur les communautés *makhzen* de l'est de l'Algérie, suivait les orientations de la Porte et essayait de rétablir l'État des deys. Se proclamant le successeur du dey Ḥusayn, il mit fin à la désorganisation de l'administration, consolida l'appareil de l'État, et renforça l'armée. Il représenta, au début, la principale menace pour les Français.

À l'ouest du pays, c'est ʿAbd al-Ḳādir, fils d'un marabout d'origine chérifienne, qui prit la tête de la lutte; il comptait sur l'appui du Maroc. Dans ses déclarations, il promettait de mettre fin à l'anarchie, de défendre la *sharīʿa* et de mener la guerre sainte contre les Français. En octobre 1831, il était proclamé émir et s'installa dans la résidence des beys, à Mascara. Le 27 novembre 1832, l'assemblée des *ʿulamāʾ* et des représentants de groupes bédouins de l'Algérie occidentale le reconnut pour gouverneur. L'énergie, la volonté et le courage, ainsi que les succès dans la lutte armée contre les Français, en particulier la victoire de la Macta (le 26 juin 1835), consolidèrent l'autorité d'ʿAbd al-Ḳādir. Par deux fois — le Traité Desmichels le 27 février 1834, et le Traité de la Tafna le 30 mai 1837 —, les Français le reconnurent comme unique gouverneur de toute l'Algérie centrale et occidentale, à l'exception des enclaves littorales. Défenseur convaincu de l'Islam, admirateur ardent de Muḥammad ʿAlī, poète et penseur, ʿAbd al-Ḳādir aspirait non seulement à régénérer l'Algérie, mais aussi à la réformer. Dans la lutte acharnée contre les beys d'Oran et du Titteri, anciens janissaires, les *kologlu* et les communautés *makhzen* qui étaient à leur service, et contre les partisans d'Aḥmad Bey et la confrérie tijāniyya, dont le bastion était Ḳaṣr ʿAin-Mahdī, pris en 1838, ʿAbd al-Ḳādir créa l'État unifié et centralisé des chérifs arabes; cet État embrassait les deux tiers du territoire de l'Algérie contemporaine. Sur ces terres, il mit fin à l'anarchie et au désordre, créa un système judiciaire et administratif bien organisé (califats, aghaliks, caïdats) qui assurait une discipline sévère. En 1838, il entreprit de former une armée régulière qui comptait, deux ans plus tard, 10 000 hommes. À l'exemple de Muḥammad ʿAlī, ʿAbd al-Ḳādir étatisa l'économie, établit le système des monopoles, et créa quelques fabriques d'armes et quelques forteresses qui devaient défendre le pays contre les éléments subversifs et l'ennemi extérieur[8].

Les premiers temps, les Algériens remportèrent des succès. Profitant habilement de l'indécision de Paris et de l'incapacité des généraux français d'opposer une stratégie à la tactique de la guérilla, les Algériens purent, jusqu'en 1837, parer toutes les tentatives des Français d'entrer dans les

8. Une analyse détaillée des structures politiques et militaires de l'État d'ʿAbd al-Ḳādir est donnée dans le livre déjà cité de A. Benachenhour, 1966, p. 68 et suivantes.

19.1. *ʿAbd al-Ḳādir.*
[*Source :* tableau d'Ange Tissier, Musée de Versailles. *Photo :* Photothèque, Groupe Presses de la Cité, Paris.]

villes cernées. Quelques échecs essuyés à l'ouest (évacuation de Mascara, perte de Tlemcen, défaite au nord de la Sikkak, en juillet 1836) furent compensés par la splendide victoire des 23-24 novembre 1836 à Constantine, où les troupes d'Aḥmad Bey et les défenseurs de la ville, sous la conduite

19.2. *Soldats d'ʿAbd al-Ḳādir : l'infanterie.*

19.3. *Soldats d'ʿAbd al-Ḳādir : la cavalerie.*

[*Source :* C. A. Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine. Conquête et colonisation*, 1964, PUF, Paris. Illustrations reproduites avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

de Ben Aissa, battirent à plate couture le corps de troupe du maréchal Clauzel comptant 7 400 hommes. Cependant, l'isolement de la résistance rendit cette victoire pratiquement inutile. Après avoir conclu le Traité de la Tafna, les Français avaient les coudées franches à l'ouest, et, en 1837, après une préparation soignée, ils entreprirent une campagne décisive contre Aḥmad Bey. Le 13 octobre 1837, Constantine fut prise — c'était la chute du rempart de la résistance organisée à l'est. Aḥmad Bey se réfugia dans les montagnes, d'où il harcela les Français et le gouvernement fantoche de l'est du pays jusqu'en 1848.

Après la chute de Constantine, l'essentiel de la lutte se déploya à l'ouest. En réponse au défilé de provocation des troupes françaises aux « Portes de fer » (Bibān), ʿAbd al-Ḳādir déclara le *ḏjihād* et saccagea les environs d'Alger. Pourtant, il fut contraint de passer à la défensive après sa défaite, le 31 décembre 1839, du Wādī al-Alleug. En 1840-1841, il abandonna Mascara, Saida, Médéa, Taza, Boghar, Bū Saāda et finalement Takdempt. En 1842, il créa une capitale nomade dite la *Smala*. Sa débâcle face aux troupes du duc d'Aumale, le 15 mai 1843, provoqua la désorganisation de tout le mécanisme administratif et militaire qu'il avait mis en place. Il se retira au Maroc avec un groupe de partisans. De flatteuses promesses, l'or des agents français, la position de certains leaders religieux, diffusant la *fatwā* des *ʿulamā'* de Kairouan et du Caire qui blâmaient « la résistance absurde », et, finalement, la cruauté inutile de l'émir, tous ces facteurs ne furent pas, cependant, les seules causes de la défaite d'ʿAbd al-Ḳādir. Il faut attribuer une grande importance à la « tactique de la terre brûlée » appliquée par

19.4. *La guerre franco-marocaine : la bataille de l'Isly, 1844.*
[*Source :* N. Barbour, *Morocco*, 1965, Thames and Hudson, Londres. *Photo :* Le Seuil, Paris.]

le maréchal Bugeaud, qui ordonna de brûler les champs, d'emmener les troupeaux et de s'emparer des silos à grains et des points d'eau.

Les tentatives faites par ʿAbd al-Ḳādir pour reprendre la lutte à partir de ses bases marocaines conduisirent à la guerre franco-marocaine. La catastrophe de l'Isly, le 14 août 1844, et le bombardement de Tanger et de Mogador par la flotte française forcèrent Mūlāy ʿAbd al-Raḥmān à renoncer à soutenir ʿAbd al-Ḳādir, et à conclure la paix avec la France. Le sultan dénonça ʿAbd al-Ḳādir comme *kāfir*, et engagea même les hostilités contre lui. En 1845, la confrérie taibiyya annonça l'arrivée du Mahdī Muḥammad ibn ʿAbdullāh, très connu sous son surnom de Bū Maʿza (l'homme à la chèvre), et proclama le *djihād*. Bientôt la révolte gagna le Dahra, puis l'Ouarsenis et la vallée du Chelif. Simultanément, dans les steppes apparurent de petits détachements mobiles d'ʿAbd al-Ḳādir et de ses ennemis de vieille date, les marabouts dergawa, luttant eux aussi contre les Français. La répression de cette révolte mal organisée et isolée s'accompagna de manifestations d'une cruauté exceptionnelle. Il suffit de rappeler l'action du colonel Pélissier, qui fit périr étouffés dans la fumée des centaines d'Algériens qui avaient trouvé refuge dans les cavernes de la montagne. C'est seulement en 1847 que Bū Maʿza, puis ʿAbd al-Ḳādir, déposèrent les armes et se rendirent aux vainqueurs.

19.5. *La soumission d'ʿAbd al-Ḳādir.*
[*Photo :* Photothèque, Groupe Presses de la Cité, Paris.]

En 1848-1849, les derniers foyers de résistance furent anéantis dans les Aurès et au Mzāb, où Aḥmad Bey et le marabout Bū Ziyan se trouvaient à la tête de la lutte. En 1852, après de rudes batailles, les Français occupèrent Laghwāt (Laghouat) et, en 1854, Touggourt (Tuggurt). En 1856, une délégation de Touareg sahariens se rendit à Alger et déclara sa loyauté envers la France, en promettant l'appui des Touareg jusqu'à Tombouctou. Au nord du pays, les montagnards de Kabylie furent les derniers à se soumettre. Depuis 1851, dirigés par Bū Baghla, ils résistaient obstinément aux ambitions des Français qui voulaient gagner les montagnes de Grande Kabylie et de Petite Kabylie. Ce n'est qu'en 1857, après une lutte acharnée contre les troupes du général Randon, qu'ils cessèrent de résister. Tout le pays passa sous le contrôle du commandement français, et devint un conglomérat de communes françaises et de territoires vassaux sous la tutelle des « bureaux arabes ».

La colonisation et l'asservissement financier

La menace d'une révolte générale força le gouvernement français à renoncer à coloniser les régions intérieures de l'Algérie. Les expériences de colonisation de Bugeaud, ainsi que l'expansion de l'immigration sous

la II^e République (1848-1851) et le Ministère de l'Algérie (1858-1860) se heurtèrent à la ferme résistance de l'armée, responsable de la sécurité du pays. La politique d'assimilation des républicains, qui, en 1848, proclamèrent l'Algérie partie intégrante de la France et divisèrent le « territoire civil » du pays en départements, arrondissements et communes avec des administrateurs français à leur tête, ne se développa pas sous le second Empire. De plus, en 1852, Napoléon III abrogea la représentation des Européens d'Algérie au Parlement français et, en 1860, après une visite en Algérie, condamna définitivement la politique d'assimilation. Le « romantisme » des officiers l'emporta sur le « mercantilisme » des colons. Pour faire contrepoids aux colons, Napoléon III décida de s'allier aux chefs traditionnels (les « féodaux »), déclarant que l'Algérie était un « royaume arabe ». Le « territoire civil » était strictement limité (10 160 km^2 en 1866, soit 2,5 % de tout le territoire de l'Algérie du Nord, abritant 8 % de la population musulmane). Au-delà de ces limites, tout le pouvoir resta entre les mains de la hiérarchie militaire et administrative musulmane, agissant sous le contrôle des « bureaux arabes ». Selon l'idée de Napoléon III, les émigrés européens devaient s'installer uniquement dans les villes, pour s'occuper du commerce et des métiers. Conformément au sénatus-consulte de 1863, les terres étaient réservées aux communautés, qui les possédaient selon les principes traditionnels.[9] Seuls les « excédents » de terre passaient à l'État, et pouvaient être prêtés aux sociétés concessionnaires et aux particuliers. Dans le domaine de l'industrie et du commerce, la libre entreprise privée était établie sans limites. Les monopoles de l'époque des deys et d'ʿAbd al-Ḳādir étaient complètement abolis. En modernisant la structure administrative et judiciaire héritée d'ʿAbd al-Ḳādir, les pouvoirs réorganisèrent la justice musulmane (1854); cette réforme fut complétée par la création des chambres mixtes franco-musulmanes et du Conseil supérieur de droit musulman. Les protagonistes du « royaume arabe » prêtèrent attention au culte musulman, encouragèrent la construction de mosquées, le pèlerinage à La Mecque, etc. Le sénatus-consulte de 1865 donna aux Algériens le droit d'entrer au service de l'armée française et de l'administration. Finalement, en 1869, était élaboré

9. La caractéristique des structures sociales traditionnelles de la société algérienne précapitaliste a donné matière à des discussions acharnées. Celle des historiens soviétiques, quant à la nature des sociétés précapitalistes en Asie et en Afrique, a trouvé une suite inattendue au cours des débats concernant « le mode de production asiatique » à Paris, en 1962, sous l'égide du Centre d'études et de recherches marxistes. L'article d'ʿAbd el-Kader Djeghloul, publié en Algérie dans *Les Archives nationales* (1975, n° 3, p. 57-80) et ensuite en France dans *La pensée* (1976, p. 61-81), a repris cette discussion. Au cours des colloques internationaux de Kichinev (1973) et de Bucarest (1974), on avança une conception plus féconde, à mon avis, du « féodalisme oriental ». En partant de la théorie de la « pluristructuration sociale », R. G. Landa (1976, p. 49-55, 109-120) proposa sa propre solution du problème. L'ouvrage de M. M. Kovalevskii (édit. de F. B. Miller, 1879) n'a pas perdu de son importance pour l'étude de la société communautaire de Kabylie. On peut trouver une analyse des différentes formes de contrats agricoles chez L. Milliot, 1911. L'un des ouvrages d'ensemble qui dresse le bilan des études du problème d'après les sources françaises est celui de J. Ruedy, 1967.

un projet de constitution pour l'Algérie[10] prévoyant l'autonomie du pays et la représentation des musulmans dans toutes les assemblées élues.

Les réformes administratives, judiciaires et économiques réalisées en Tunisie et en Tripolitaine au milieu du XIX^e siècle avaient un contenu analogue. En Tunisie, le groupe des libéraux, dirigé par Khāyr al-Dīn Pacha (1826-1889) et soutenu par les puissances, parvint, le 9 septembre 1857, à publier l'*ʿAhd al-Amān* [le Pacte fondamental] — manifeste des réformes reproduisant les principes essentiels des *tanẓīmāt*. Conséquence de ce manifeste : les monopoles étaient supprimés ; la liberté du commerce privé était établie (octobre 1857), le conseil municipal de Tunis constitué (1858) et le système administratif et judiciaire réorganisé (1860). Le 23 avril 1861, la Constitution fut promulguée ; elle rendait les ministres responsables devant une assemblée représentative, le Conseil suprême. En Tripolitaine, sous le gouverneur Maḥmūd Nedim Pacha, une nouvelle réforme administrative fut réalisée en 1865, et des tribunaux commerciaux, civils et criminels furent organisés.

Ces réformes créèrent les conditions nécessaires à l'entreprise privée en Algérie, en Tunisie et en Tripolitaine ; la suppression des barrières douanières entre l'Algérie et la France (1851) ouvrit les marchés de ces pays aux marchandises d'outre-mer. Le grand capital, les banques, les sociétés de concession, les compagnies foncières avaient la voie libre. En 1851 furent ouvertes en Algérie la Banque de l'Algérie, puis la Société coloniale de crédit agricole (1863) et d'autres banques. En Tunisie, les premières tentatives élaborées par les Anglais pour constituer la Bank of Tunis (1858) furent contrecarrées par les Français. Ce n'est qu'en 1873 qu'ils réussirent à fonder The London Bank of Tunis. Les Français créèrent la Société franco-tunisienne de crédit (1879). En Tripolitaine, les premières banques apparurent en 1880. Les banques, les sociétés de concession et les compagnies étaient étroitement liées. En Algérie, elles jouissaient des faveurs particulières des autorités, en particulier la géante Compagnie genevoise (1853, 20 000 hectares), la Société générale algérienne (1864, 100 000 hectares) et bien d'autres. En Tunisie, les Anglais obtinrent la première concession (Djedeida : 7 000 hectares), en 1856. Les Italiens, qui organisèrent en 1870 la Società anonima commerciale, industriale ed agricola per la Tunisia, furent suivis par les Français (domaine de Sīdī Tabet, en 1876). Ils commencèrent à extraire le plomb, à exporter l'alfa ; on expérimenta la culture du coton, du tabac, des pommes de terre, etc. En 1857 en Algérie, et en 1859 en Tunisie, on décida de construire des chemins de fer. Les compagnies étrangères modernisèrent les ports, installèrent des lignes télégraphiques, bâtirent des routes, élevèrent des digues ; l'aménagement des villes, surtout sur le littoral, avait débuté.

À l'infrastructure économique, qui facilitait « la mise en valeur » de l'Afrique du Nord par les capitaux étrangers, s'ajouta une sorte d'infrastructure

10. Voir C.-R. Ageron, 1964, p. 32-38 ; et 1972, p. 60 et suivantes, où l'auteur revoit d'une manière critique quelques poncifs traditionnels de l'historiographie française.

culturelle, liée à l'étude des ressources naturelles et à la formation de cadres européanisés. En 1857 fut ouvert, en Algérie, le premier collège franco-arabe, puis l'École normale en 1865. En Tunisie, outre le collège Saint-Louis, on créa le collège national Ṣādiḳī (1875); les programmes de la « Zitouna » furent modernisés. À Tripoli, la première école laïque où l'on enseignait les langues étrangères ouvrit ses portes en 1858. On vit apparaître la presse arabe, les journaux gouvernementaux *al-Moubachir* en Algérie (1847), *Ar-Raid at-Tunisi* en Tunisie (1860) et *Ṭarābols al-Gharb* à Tripoli (1866)[11].

Si, en Algérie, la mise en valeur du pays par les capitaux européens a commencé après l'occupation, en Tunisie et en Tripolitaine, elle précéda la conquête. L'asservissement colonial de ces pays allait de pair avec la complaisance, voire la complicité des chefs locaux. La modernisation de ces pays, qui pesait sur leurs budgets, était réalisée dans une grande mesure par des emprunts étrangers. Ils furent accordés à des conditions extrêmement pénibles, et il y eut un pillage de la part des fonctionnaires locaux et des fournisseurs européens; en fin de compte, ces emprunts entraînèrent un accroissement exorbitant de la dette extérieure. Quand, en 1869, l'endettement de la Tunisie dépassa de douze fois ses recettes budgétaires, le gouvernement déposa son bilan financier et approuva l'institution de la Commission financière internationale, qui prit en main le contrôle des finances de l'État. En gardant les attributs de l'indépendance, la Tunisie se transforma en une semi-colonie des puissances européennes.

Le Maroc, qui s'opposa plus longtemps que les autres pays nord-africains à la pression étrangère, se soumit finalement au même sort. Le traité anglo-marocain de 1856 a « ouvert » le pays aux capitaux étrangers. La guerre hispano-marocaine[12] de 1859-1860 se termina par le pénible traité de paix de Tétouan (26 avril 1860). L'Espagne élargit ses enclaves, obtint une énorme contribution, et, ce qui fut l'essentiel, parvint à étendre les droits et les privilèges de capitulation de ses ressortissants. Des traités analogues qui posèrent la première pierre de l'asservissement colonial du pays furent conclus avec la France (le 19 août 1863) et avec d'autres États européens.

La « découverte » de la Tunisie, de la Tripolitaine et du Maroc, ainsi que la conquête de l'Algérie étaient accompagnées par l'établissement, dans ces pays, d'un grand nombre d'étrangers (Européens et Levantins) qui furent, en quelque sorte, agents du grand capital. Ils représentaient des firmes étrangères, s'occupaient du commerce (ne dédaignant pas la contrebande, l'usure et d'autres pratiques louches), achetaient des maisons, des jardins, des terrains. En Tunisie, à Tripoli et au Maroc (dès 1856), ils jouissaient du bénéfice de l'extraterritorialité — et ne se soumettaient qu'aux consuls de leur pays[13].

11. Pour les premiers journaux en arabe en Afrique du Nord, voir F. Di Tarazi, 1913, et C. Sourian-Hoebrechts, 1969.

12. E. Szymanski, 1965, note 2, p. 54-64. Pour les conséquences financières pénibles de la guerre, voir G. Ayache, 1958.

13. Dans l'ouvrage fondamental de J.-L. Miège, 1963, on peut trouver un excellent choix de matériaux concernant les privilèges des Européens au Maroc.

Les colons européens, en Algérie, se trouvaient dans une situation encore plus privilégiée. Sur le « territoire civil », ils avaient leur administration, leur justice et leurs lois ; et ils formèrent une société fermée qui était hostile à la population autochtone. Dès 1856, le nombre des naissances y dépassa celui des décès. « À ces signes, écrit C. R. Ageron, on pouvait reconnaître qu'une colonie de peuplement était fondée[14]. » Simultanément, avec l'augmentation du nombre des immigrés croissaient leurs intrigues. Les colons prétendaient notamment mettre fin au « régime du sabre », « reprendre » les terres « abandonnées » par le sénatus-consulte de 1863, instituer partout la propriété privée des terres et généraliser le système de l'administration civile.

La réponse de la société traditionnelle

Les ambitions des colons et l'omnipotence des brasseurs d'affaires étrangers, le fait même de la pénétration croissante des immigrés dans toutes les sphères de la vie nationale suscitaient l'agacement des autochtones d'Afrique du Nord. Les libéraux[15] comme Khāyr al-Dīn, Ḥusayn, Kabadu, Muḥammad Bayram en Tunisie, ou Koussantini en Algérie, qui souffraient de voir leur pays dans l'adversité, mais comprenaient d'autre part la nécessité des réformes, étaient isolés et incompris du peuple. « La politique de civilisation » de Napoléon III en Algérie, ainsi que les réformes en Tunisie et en Tripolitaine se heurtaient à l'incompréhension, et même à l'hostilité, de la majorité de la population. Celle-ci les interprétait comme une nouvelle étape d'asservissement colonial, comme le renoncement à la *sharīʿa* et à la personnalité musulmane. Ces réformes provoquèrent une animosité particulière parmi les marabouts et la population rurale. Les paysans et les nomades considéraient les musulmans européanisés comme des renégats et ne leur accordaient pas leur confiance. La poésie populaire[16] montre que les simples musulmans pleuraient le monde révolu du régime patriarcal, qu'ils étaient étrangers au « siècle du déshonneur » « sans foi ni loi » et qu'ils se détournaient des gens qui, selon le poète Mohand-ou-Mhand (1845-1906), avaient été des lions et, maintenant, se courbaient sous le joug.

Au début des années 1860, l'appel à la lutte acharnée contre les étrangers trouva un large écho parmi le peuple dans presque tous les pays musulmans. Une propagande active en faveur des idées du *djihād* panislamique fut entreprise. C'est de cette époque que date la puissance de la confrérie sanūsiyya, qui voyait, dans l'assassinat des Européens, un acte de grande dévotion. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, toutes les difficultés et même des incidents fortuits aient servi de prétexte aux actions des masses. Les rébellions relativement restreintes, dans les Aurès

14. C.-R. Ageron, 1964, p. 28.
15. Pour les caractéristiques et les particularités de la pensée libérale arabe au XIXe siècle, voir A. Hourani, 1962.
16. Pour des matériaux intéressants, reflétant la lutte du peuple algérien dans la poésie, voir A. Memmi, 1963.

(1859) et le Hodna (1860), et les troubles de Tunis (1862) annonçaient les grandes insurrections nationales des années 1860 et du début des années 1870. Elles se répandaient vite et confusément, comme un accès de fureur du peuple. Pillages barbares, assassinats, destruction apparemment absurde des poteaux télégraphiques, des bureaux de poste, et de tout ce qui était européen, témoignaient de la force énorme d'un désir caché de vengeance. D'ordinaire, ces insurrections n'étaient pas véritablement organisées. Parfois, il y avait des chefs en titre ; mais ce n'étaient pas des dirigeants absolus. Seule la participation des confréries religieuses les unissait en une guerre sainte pour le triomphe de la foi.

La première insurrection de cette sorte eut lieu en Tunisie ; elle commença au mois de mars 1864 et gagna tout le pays. ʿAlī ibn Guedahem — « bey du peuple » — en fut le chef ; elle eut pour idéologues les « frères » de la confrérie tijāniyya. Seul l'isolement des insurgés qui, selon J. Ganiage, « ne se décidaient pas à vaincre »[17] permit au gouvernement beylical de sauver la capitale, de détruire les *shartiya* (les communes, organismes insurrectionnels électifs assurant la gestion locale) et, au mois d'avril 1865, d'étouffer les derniers foyers de résistance.

L'insurrection des Oueld Sīdī Shaykh, liés à la confrérie religieuse des Dergawa, eut un caractère analogue. Elle commença en avril 1864, envahit de vastes étendues des hauts plateaux, et, vers l'automne, gagna la région d'Oran, la Dahra et d'autres localités d'Algérie occidentale. Mais, après avoir fait venir des renforts d'outre-mer, les Français réussirent, en 1865, à écraser les détachements insurrectionnels dirigés par le légendaire Si Sliman.

L'annonce du régime civil, le 9 mars 1870, et la chute du second Empire marquèrent le prologue d'une grande insurrection en Algérie orientale. Les premières *shartiya* furent organisées en automne 1870, et les premiers conflits armés eurent lieu au mois de janvier 1871 ; l'insurrection gagna presque tout le Constantinois, la Grande Kabylie et quelques localités à l'ouest. Le 8 avril 1871, Shaykh al-Ḥaddād, chef de la confrérie raḥmāniyya, déclara le *djihād*. Le *bachagha* al-Maḳrani devint le chef militaire de la révolte, et, après sa mort, son frère Bū Mezrag lui succéda. Ce n'est qu'en janvier 1872 que les Français s'emparèrent des bases de l'insurrection et se rendirent maîtres de la situation.

L'étouffement de ces insurrections s'accompagnait d'une répression massive, d'amendes, de confiscations de terres et du désarmement des communautés. Non seulement les colons européens ne se solidarisaient pas avec les insurgés, mais plusieurs d'entre eux participèrent à la lutte armée contre les musulmans. Il est à noter que les immigrants qui luttaient pour les idéaux révolutionnaires démocratiques et socialistes — ce qu'on vit avec éclat au cours de la Commune d'Alger de 1870-1871 — étaient en même temps hostiles aux aspirations nationales des musulmans d'Afrique du Nord.

17. J. Ganiage, 1959, p. 251.

Vers la politique impérialiste

L'écrasement du mouvement insurrectionnel des années 1860 et du début des années 1870 fraya la voie à une colonisation désormais sans obstacle de l'Afrique du Nord. De plus, les changements qui avaient lieu en Europe, en particulier l'instauration de la domination du capital financier, stimulèrent l'expansion coloniale. Elle prit peu à peu le caractère d'une lutte purement impérialiste pour le partage du monde, et pour la monopolisation des sources de matières premières et autres ressources naturelles.

L'« âge d'or » de la colonisation commença en Algérie[18]. Le 24 octobre 1870, le gouverneur général militaire fut remplacé par un « gouverneur civil des trois départements d'Algérie ». En quelques années, les colons européens se transformèrent en une couche dominante privilégiée de « citoyens », une « minorité blanche » qui jouissait de tous les droits civils et politiques. La population autochtone, qualifiée de « sujet », était privée de droits et soumise à la réglementation établie sur la base du prétendu « code indigène » (les décrets de 1874) instituant le « régime de l'indigénat » (qui devait durer jusqu'en 1936). La nouvelle législation foncière (le décret d'Ollivier de 1870 et surtout la loi du 26 juillet 1873) établit le principe de la propriété privée et du libre transfert des terres aux colons. Les investissements de capitaux français s'accrurent considérablement, de même que le commerce et d'autres liens économiques avec la métropole.

Vers la fin du XIX^e^ siècle, la situation était analogue en Tunisie. Le destin du pays fut décidé, en 1878, au congrès de Berlin, où, après un « grand jeu » diplomatique, Bismarck « rendit » la Tunisie à la France[19]. Pour préserver l'indépendance de la Tunisie, Khāyr al-Dīn, qui était alors premier ministre (1873-1877), invoqua la fiction de la souveraineté ottomane, mais ses efforts ne furent pas couronnés de succès. Le 24 avril 1881, les troupes françaises franchirent la frontière. Le 12 mai 1881, menaçant de le déposer, les Français imposèrent au bey le Traité du Bardo et, le 8 juin 1883, après la répression définitive de la résistance, la convention de La Marsa, qui jetèrent les bases juridiques du régime colonial du protectorat.

La Tripolitaine et le Maroc réussirent à retarder l'occupation européenne. En ce qui concerne la Tripolitaine, le principal prétendant était l'Italie ; or, préoccupée par la lutte pour la Tunisie jusqu'à 1881, ce n'est qu'au début des années 1880 qu'elle commença à manifester ses prétentions[20]. En 1884-1885, l'état-major général italien élabora des plans de guerre ; cependant, faute d'entente entre les puissances impérialistes, on dut remettre leur réalisation

18. Voir C.-R. Ageron, 1968, vol. I.

19. Différents aspects de la lutte des grandes puissances pour la Tunisie sont exposés d'une manière détaillée dans l'ouvrage fondamental de J. Ganiage, 1959. Une plus ample bibliographie y est donnée, p. 701-758.

20. Voir E. de Leone, 1960, p. 301 et suivantes. L'atmosphère générale de l'activité italienne est décrite dans les notes du voyageur russe A. V. Elisseev, qui visita la Tripolitaine en 1884. Voir A. V. Elisseev, 1896, p. 79.

à plus tard[21]. Pour les mêmes motifs, le Maroc put éviter l'occupation étrangère jusqu'à la fin du XIXe siècle. Pourtant, ses tentatives pour restreindre les privilèges et l'arbitraire des étrangers échouèrent. La conférence des puissances européennes et des États-Unis d'Amérique, convoquée à Madrid en 1880, limita une fois de plus la souveraineté du Maroc et décréta qu'on ne pouvait apporter de modifications à la gestion du pays sans l'assentiment des puissances.

Dans le monde musulman, le partage et l'occupation de la plus grande partie de l'Afrique du Nord furent considérés comme un nouvel attentat à l'islam. La lutte des combattants nord-africains pour la foi trouvait un appui (dans la plupart des cas, purement moral) à Istanbul et dans les autres pays d'Orient[22]. Sur cette base, une nouvelle démarche fut entamée, en Algérie et en Tunisie, pour arrêter la colonisation, les armes à la main: ce furent les révoltes dirigées par ʿAlī ibn Khalīfa en Tunisie, en 1881-1883, et par Bū ʿAmāma en Algérie, en 1881. Mais, malgré la persévérance et l'héroïsme des insurgés, ces révoltes n'atteignirent pas leur objectif. Au fond, c'était déjà des combats d'arrière-garde, les dernières tentatives de la société traditionnelle pour défendre les voies d'un développement original, sur la base des anciennes structures morales et sociales, déjà sapées au cours de la conquête étrangère et du développement du capitalisme colonial.

21. Pour les principaux traits de la lutte diplomatique qui précéda la conquête de la Libye, voir V. L. Loutskii, 1965, p. 269-272, et la traduction anglaise: V. Lutsky, 1969.

22. Pour avoir quelques données sur ce problème, voir A. Martel, 1965, tome I, p. 228 et suivantes. Pour les rapports entre la Porte et la Sanūsiyya, voir N. A. Ziadeh, 1958, p. 61 et suivantes. Pour les tentatives d'ʿAbd al-Ḥamīd II de coordonner et diriger les manifestations anti-étrangères dans les pays arabes, en particulier en Égypte, voir H. Adali, 1968, p. 54 et suivantes.

CHAPITRE 20

Le Sahara au XIX^e siècle

Stephen Baier[1]

Une histoire du Sahara doit rendre compte d'événements qui se situent à deux niveaux. Il y a d'abord le phénomène de flux et reflux caractéristique de la vie des nomades sahariens et des habitants des oasis : migrations saisonnières alternatives avec les troupeaux, formation et dissolution d'alliances, ascension et chute des chefs, coups de main et représailles, épopées de vaillants guerriers et de nobles dames, vie et occupations de marchands, de saints et de savants. Au-dessus de ces événements et faits locaux, se déploie le tableau beaucoup plus vaste de l'évolution historique. Au XIX^e siècle, le Sahara, malgré son éloignement, est entré de plus en plus en contact avec l'économie mondiale. À la fin du siècle, la pénétration économique européenne avait eu des incidences sur la vie de beaucoup de gens, et, bien que loin d'être terminée, la conquête européenne du désert avait provoqué des changements fondamentaux dans la nature des relations établies entre le Sahara et le monde extérieur.

La rareté des données historiques à l'un et l'autre niveaux crée des difficultés, et invite à se livrer à d'indispensables recherches dans les archives ottomanes, françaises, italiennes, égyptiennes et marocaines, ainsi que dans les collections privées. Au XIX^e siècle, l'intérêt que les Européens portaient au désert s'accrut du fait que les puissances européennes voyaient, dans celui-ci, une voie commerciale vers le Soudan ; et nous pouvons nous faire une idée des processus historiques à l'aide de données provenant de

1. L'auteur tient à remercier Charles Stewart, qui a bien voulu lire la première version de ce chapitre, à laquelle il a apporté un certain nombre de suggestions utiles.

différentes sources européennes. Tous les rapports écrits, aussi bien dans les langues européennes qu'en turc ou en arabe, doivent être complétés par des récits oraux, qui n'ont été recueillis que d'une manière fragmentaire. Si d'importantes recherches ont été réalisées, par exemple, en ce qui concerne les Touareg du centre du Sahara, on ne dispose, pour d'autres groupes, que d'une documentation historique des plus réduites. Dans certaines sociétés sahariennes, le manque de données généalogiques en profondeur et l'absence d'écrits historiques arabes locaux posent à l'historien des problèmes qui ne seront peut-être jamais résolus.

Le présent chapitre examinera l'histoire du Sahara au XIXe siècle, en s'intéressant particulièrement aux nomades chameliers, habitants du désert qui vivaient de leurs troupeaux. Jadis, posséder des chameaux conférait aux propriétaires une redoutable puissance militaire : il leur était possible de lancer des raids éclairs contre les habitants des oasis et les agriculteurs sédentaires, puis de s'enfuir dans le désert en toute impunité. Cet avantage militaire leur permettait de se livrer à des rapts de sédentaires comme ils le faisaient souvent aux confins méridionaux du désert, c'est-à-dire au Sahel, ou d'imposer leur domination aux agriculteurs sédentaires des oasis ou du Sahel en exigeant d'eux un tribut en échange de leur protection. Bien que capables d'asservir des hommes, de détruire des palmeraies ou des récoltes sur pied, de piller des réserves de céréales et de désorganiser le commerce, les nomades cherchaient, le plus souvent, non pas à anéantir les agriculteurs, mais à contrôler leur production et à se l'approprier. Ce sont donc les nomades qui se trouvent tout naturellement au centre d'une grande partie de l'histoire économique et sociale du Sahara, et qui ont joué aussi un rôle essentiel dans l'évolution politique, militaire et religieuse du désert.

Société et environnement

Le nomadisme pastoral est, de toute évidence, une adaptation totale et parfaite à l'environnement aride du désert. Mais le tableau d'une simplicité trompeuse qu'évoque le mot « désert », défini par la faiblesse des précipitations, cache en réalité une riche variété de climats et de reliefs qui a façonné les sociétés du Sahara.

Au risque de simplifier, on peut dire que le désert est soumis à deux régimes pluviaux, sa partie méridionale recevant des précipitations en été, et sa partie septentrionale en hiver, avec un certain chevauchement des deux régimes le long de la côte atlantique. Les chutes de pluie sont peu abondantes et très inégalement réparties dans le temps et dans l'espace, de sorte que, dans les parties les plus arides du désert, certains endroits peuvent ne pas recevoir d'eau pendant dix ans ou davantage. Le désert est le plus sec dans ses parties centrales et notamment vers l'est, en Égypte et en Libye orientale actuelles. Trois « couloirs » de pluviosité supérieure à la moyenne traversent, du nord au sud, les parties centrales sèches du désert : le premier joint le Sénégal au Maroc, à quelque distance de la côte atlantique plus sèche ; le

deuxième relie la boucle du Niger à l'Algérie ; et le troisième suit les terres hautes en bordure de la mer Rouge. La population est évidemment concentrée dans les parties du désert relativement bien arrosées, et les caravaniers ont, en règle générale, évité les régions les plus arides d'Égypte et de Libye. Les précipitations augmentent avec l'altitude jusqu'à une certaine hauteur, et la configuration des terres sahariennes présente autant de diversité que le climat. Après les pluies, des cours d'eau qui étaient à sec, les *wādī*, peuvent couler à nouveau sur des centaines de kilomètres, et sur de grandes distances juste sous la surface du sable. Dans certains cas, l'agriculture irriguée est rendue possible par la proximité de la nappe phréatique. Dans les zones de dunes dénommées ergs, le sable retient lui-même de grandes quantités d'humidité ; les dunes absorbent presque toute l'eau de pluie et en livrent très peu aux nappes aquifères en sous-sol. En outre, le sable laisse échapper son humidité dans l'atmosphère très lentement, seul un côté des amoncellements étant exposé au vent[2].

Les pasteurs et leurs animaux ne peuvent vivre dans le désert qu'en allant de place en place pour exploiter les pâturages épars et éphémères. Mais, aux limites du désert, l'homme peut s'adapter de diverses façons à l'environnement, en comptant plus ou moins largement sur l'agriculture et en composant judicieusement ses troupeaux. Au Sahel, les pasteurs nomades vivaient en relations symbiotiques avec les agriculteurs sédentaires, et certains nomades chameliers répartissaient le travail de leur famille entre la culture et la garde des troupeaux. D'autres faisaient passer les besoins des animaux avant le rendement des cultures ; après avoir ensemencé le sol, ils partaient avec leurs troupeaux à la recherche de pâturages, puis revenaient pour récolter les maigres produits de leurs champs. Dans les parties centrales, sèches, du désert, les pasteurs nomades élevaient diverses sortes d'animaux ; mais ils faisaient fond avant tout sur le chameau à cause de son adaptation à la sécheresse. Pour élever les chameaux dans de bonnes conditions, il fallait leur offrir divers types de pâturages, aussi étaient-ils périodiquement conduits des ergs aux terrains rocheux (regs). Cette nécessité, ainsi que la recherche de pâturages, déterminait l'ampleur des mouvements des nomades chameliers[3]. Ceux dont le territoire comprenait des terrains rocheux et sablonneux contigus, comme les Chaamba, s'en allaient moins loin que ceux qui, tels les Regibat, ne disposaient pas des deux types de sols ; cela malgré les similitudes d'une autre nature qui pouvaient exister entre leurs territoires respectifs.

L'environnement aride a encouragé, chez la plupart des populations nomades, l'évolution de systèmes politiques décentralisés semblables, qui concilient la nécessité de se disperser pour rechercher des pâturages et celle d'agir en commun face à une menace extérieure. Ces sociétés, qui ont été décrites dans les ouvrages et publications anthropologiques comme des systèmes de lignage segmentaires, placent chaque personne dans une série de groupes généalogiques de plus en plus larges, empiétant les uns sur

2. J. Dubief, 1973, p. 125-130.
3. A. Cauneille, 1968, p. 108-109.

les autres et s'étendant d'autant plus que l'ancêtre choisi comme point de référence est plus lointain[4]. La généalogie peut être appliquée à la division d'une société en un nombre *x* de segments maximaux dont chacun est, à son tour, divisé en un nombre *y* de segments et un nombre *z* de clans, en descendant pour atteindre, par échelons intermédiaires, la famille élargie. Les sociétés organisées par lignage peuvent résoudre les conflits internes sans recours à l'autorité centrale si le pouvoir de segments à un niveau approprié de la structure généalogique est en jeu, et l'histoire de ces sociétés donne souvent des exemples du fonctionnement de ce mécanisme. Mais l'histoire montre aussi que des segments peuvent s'unir pour faire face à une menace extérieure, et que des nécessités militaires peuvent même donner lieu à ce qui ressemble à une autorité centrale. Les populations sédentaires ou semi-sédentaires ont souvent assimilé des personnes étrangères à leur lignée qui avaient émigré sur leur territoire; et la résidence sur le même territoire peut, dans ces sociétés, remplacer la parenté comme principe d'association. Les sociétés organisées par lignage peuvent avoir elles-mêmes des chefs ou des conseils à divers niveaux de la structure segmentaire ou répartis dans toute celle-ci; des hommes riches peuvent attirer des partisans qui ne sont pas de leurs parents; ou des alliances peuvent contredire ou contrebalancer partiellement la notion de parenté comme facteur d'allégeance.

Un autre trait commun aux populations sahariennes était la structure hiérarchisée, conséquence de la faculté des guerriers de concentrer des richesses de manière à renforcer leur domination. Il était courant que des familles de guerriers aristocratiques tiennent sous leur autorité des groupes de personnes libres, mais politiquement subordonnées, descendantes de nomades assujettis. Les personnes de condition moindre, esclaves ou descendantes d'esclaves, travaillaient comme domestiques, pasteurs, artisans, commerçants ou agriculteurs.

Évolution des relations avec le monde extérieur

Les nomades du désert vivaient dans un monde qui leur était propre, mais ils n'étaient pas imperméables aux influences extérieures. En premier lieu, ils étaient si spécialisés dans l'élevage que, pour obtenir du grain ou ce qui leur était généralement nécessaire, ils devaient compter non seulement sur le pillage et l'imposition de tributs, mais encore sur des échanges commerciaux pacifiques avec des collectivités sédentaires. En second lieu, l'avantage militaire que leur procurait leur mobilité ne s'étendait guère au-delà de la lisière du désert. Les régions plus fertiles nourrissaient des populations plus nombreuses; et ces zones, plus densément peuplées, pouvaient rassembler assez de défenseurs pour compenser l'avantage dont les nomades, en moindre nombre, bénéficiaient dans leur propre royaume.

4. D. M. Hart, 1967, 1970; E. Gellner, 1972, 1969, p. 35-69; E. E. Evans-Pritchard, 1949, p. 29-61.

Au début du XIXe siècle, le type d'interaction entre les nomades et les États sédentaires était très différent aux extrémités nord et sud du désert. En Afrique de l'Ouest et centrale, un problème essentiel pour les chefs sédentaires était de tenir les nomades à distance respectueuse; ce qui, en Afrique du Nord, était, dans une certaine mesure, facilité par la présence de barrières naturelles telles que l'Atlas et d'autres chaînes de montagnes. Au sud du désert, la meilleure stratégie consistait à faire participer les nomades à l'économie des zones fertiles en les intéressant au commerce, en bordure du désert, au développement urbain et à l'agriculture; et en employant des contingents de nomades dans les armées qui combattaient d'autres États sédentaires. Il était également prudent, suivant l'exemple chinois, d'utiliser un groupe de nomades comme mercenaires pour tenir l'adversaire à distance. Les mêmes principes étaient valables au nord du désert; mais, au XIXe siècle, les régences ottomanes et les sultans du Maroc étaient très habiles à maintenir l'équilibre des forces parmi les nomades, et à éviter les affrontements directs[5]. Une différence importante était leur richesse par rapport aux États du sud du Sahara, qui facilitait l'exercice de l'autorité par l'intermédiaire de groupes favorisés, et permettait aux gouvernants d'Afrique du Nord d'entretenir des forces peu nombreuses, mais bien armées, capables d'intervenir dans les affaires des nomades quand il y avait lieu. En outre, les gouvernements maghrébins jouissaient d'un grand prestige comme chefs, ou représentants, à la fois spirituels et temporels d'États musulmans; situation qui permettait à des sultans, ou gouverneurs habiles ou vénérés, d'utiliser la diplomatie pour tirer le maximum d'avantages de leurs petits contingents armés.

L'avance des Ottomans en Cyrénaïque et en Tripolitaine, et celle des Français en Algérie marquèrent un tournant dans les relations entre les sociétés sahariennes et les étrangers. La pénétration française et ottomane en direction du sud, dans le désert, eut lieu au même rythme au début, et était dictée par des considérations stratégiques analogues: le désir de contrôler et de taxer le commerce transsaharien, et d'empêcher d'autres puissances d'annexer les régions situées en arrière de celles où Français et Ottomans avaient pris pied, près de la Méditerranée. Malgré la simultanéité de leur avance, les deux puissances avaient un style fort différent[6]. Ayant moins de moyens à leur disposition que les Français, les gouverneurs ottomans se montraient beaucoup plus avisés dans leurs relations avec les nomades de l'arrière-pays de leurs domaines en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Grâce à leur connaissance des structures politiques locales, ils pouvaient exploiter le caractère changeant des querelles, des guerres entre groupes et alliances. Ils s'inspiraient d'une longue expérience du gouvernement de sociétés segmentaires, et de l'entretien de relations diplomatiques avec les sociétés qu'ils ne pouvaient gouverner; et ils se

5. E. Gellner, 1978.
6. A. Martel, 1965, vol. 1, p. 101-132. Sur le rôle des Britanniques dans l'arrêt de la progression française vers Ghadāmes, voir: A. A. Boahen, 1964, p. 132-212.

voyaient aussi accorder la légitimité et le statut de représentants du centre politique du monde musulman.

En 1835, les Ottomans prirent directement le pouvoir en Tripolitaine et en Cyrénaïque en en dépossédant la dynastie des Ḳāramānlī semi-autonome : ils tentaient ainsi d'empêcher l'avancée de l'influence française qui s'exerçait à partir de l'Égypte. Une série d'incidents dans les tentatives élaborées par les Ottomans pour étendre leur autorité sur le désert, en Tripolitaine et en Cyrénaïque, illustre le caractère de leur gouvernement. En théorie, un *kaymakam* résidait à Djalo et avait pour mission de surveiller la collecte des impôts frappant les palmeraies de Djalo et d'Awdjīla, et de maintenir l'ordre dans le désert environnant. Mais, en 1869, le *kaymakam* passait déjà le plus clair de son temps à Benghazi, si bien que le collecteur d'impôts, qui se rendait dans l'oasis une fois par an, était le seul représentant ottoman officiel dans l'intérieur. En échange de l'impôt qu'ils versaient, les habitants de l'oasis d'Awdjīla demandèrent à être protégés des nomades zuwaya, qui entravaient le courant commercial transsaharien, et cherchaient à étendre leur autorité sur l'oasis. J. P. Mason a rapporté une tradition orale relatant la visite faite par un officiel ottoman à Awdjīla, afin de conclure la paix avec les Zuwaya, que les Ottomans avaient apparemment combattus. En 1856, le *kaymakam* de Benghazi gouvernait par l'intermédiaire du *shaykh* des Baraʿasa, groupe de Bédouins qu'il soutenait avec cinquante soldats armés[7]. L'influence du gouvernement ottoman ne s'étendit jamais très loin dans le désert cyrénaïque, et, dans les dernières décennies du siècle, la Sanūsiyya, une *ṭarīḳa* [confrérie] *ṣūfī*, fondée dans les années 1840, était devenue le gouvernement effectif de l'intérieur[8].

Bien que limitée, la capacité des Ottomans d'imposer la production de dattes ou de s'immiscer dans les affaires des nomades rencontra de la résistance. Le gouverneur ottoman ʿAlī Askar, arrivé à Tripoli en 1838, eut une entrevue avec trois chefs de la résistance dans l'hinterland de Tripolitaine ; et ce qui est arrivé à l'un de ces chefs, ʿAbd al-Djalīl, des Awlād Sulaymān, groupe nomade du Fezzān et de la Syrte, est instructif. Le pacha commença par négocier avec ʿAbd al-Djalīl, le reconnaissant comme chef légitime de ses domaines en échange d'une promesse de ne pas désorganiser le commerce entre Tripoli et l'intérieur. Mais ʿAbd al-Djalīl se révéla trop puissant pour les objectifs ottomans quand il prit des contacts commerciaux en Tunisie et en Égypte, montrant ainsi qu'il avait au moins la possibilité matérielle de menacer la prospérité de Tripoli. ʿAlī Askar usa de contacts diplomatiques pour discréditer ʿAbd al-Djalīl aux yeux de ses alliés, qui reconnurent la menace représentée par une concentration de pouvoirs. En trois occasions critiques où ʿAbd al-Djalīl se heurta aux forces ottomanes sur le champ de bataille, en 1840 et 1841, ses anciens alliés, non contents de l'abandonner, retournèrent leurs armes contre lui. ʿAbd al-Djalīl trouva la mort au cours du combat final ; et ses forces furent, pour ainsi dire, anéanties ; mais

7. Pour une histoire générale de la Tripolitaine, voir L.-C. Féraud, 1927. Pour l'histoire d'Awdjīla, voir J. P. Mason, 1971, p. 200-206, et dans *Revue d'histoire maghrébine*, 1976, vol. 6, p. 180-188.
8. D. D. Cordell, 1977*a* ; E. E. Evans-Pritchard, 1949.

les Awlād Sulaymān défaits fuirent vers le sud, sur la route des caravanes du Fezzān au Borno. Auparavant, ʿAbd al-Djalīl avait conclu des alliances matrimoniales avec d'importantes familles du Borno, opération qui avait pour objectif de favoriser ses plans d'édification d'un empire commercial qui aurait comporté des contacts au royaume du Soudan. Mettant à profit ces alliances, les Awlād Sulaymān survivants occupèrent des positions à la frontière entre le Borno et les territoires des nomades, où ils aidèrent le souverain du Borno à empêcher les déprédations des Touareg. Mais, en 1850, les Awlād Sulaymān furent durement défaits par leurs ennemis nomades. Deux fois en une décennie, ils avaient été presque anéantis; ils survécurent pourtant et devinrent le fléau du commerce, et des nomades et agriculteurs avoisinants. Leur nombre s'accrut par l'assimilation d'esclaves enlevés au cours de razzias, et par un appel à leurs anciens alliés *soff* de la Syrte et du Fezzān[9].

Les aventures des Awlād Sulaymān prouvent que, pour limitées qu'elles fussent, les ressources militaires du pacha ottoman de Tripoli pouvaient faire naître la discorde chez les nomades; et elles montrent que, dans la manipulation des politiques segmentaires et dans la réorientation des alliances *soff*, les Ottomans témoignaient de beaucoup d'adresse. Les Français, d'autre part, ne possédaient pas cet avantage, et s'en remettaient presque exclusivement à la force des armes. Le premier obstacle à l'expansion française en Algérie fut l'État formé par ʿAbd al-Ḳādir; mais, après avoir vaincu celui-ci en 1847, les Français portèrent leur attention sur le désert, et, dans les années 1850, alors que le général Randon était gouverneur de l'Algérie, ils s'appliquèrent à rétablir les relations commerciales entre l'Algérie et le Soudan occidental. Pour assurer la sécurité du commerce qu'ils espéraient développer, ils établirent des avant-postes à Géryville et Laghwāt (Laghouat) en 1852, à Ouargla en 1853, et à Touggourt (Tuggurt) en 1854. Dans l'Ouest, l'expansion militaire au sud de Géryville fut arrêtée par la révolte des Awlād Sīdī Shaykh, qui se prolongea par intermittence pendant près de vingt ans; et elle subit d'autres revers temporaires du fait de la guerre franco-prussienne de 1870, et d'un important soulèvement dans les montagnes de Kabylie en 1871. Un intérêt renouvelé pour le commerce transsaharien et des plans inconsidérés de création d'un chemin de fer transsaharien stimulèrent une pénétration plus avant dans le désert, au cours des années 1870. La partie méridionale du désert algérien resta hors de la domination française; et l'avance au sud de Ouargla fut stoppée quand les Touareg du Hoggar massacrèrent la seconde expédition Flatters en 1881, démontrant par là que l'occupation du pays des Touareg pouvait se révéler particulièrement coûteuse. Après 1890, les Français entreprirent, avec l'approbation des Britanniques, une conquête

9. Pour un exposé général sur la résistance dans l'hinterland de Tripolitaine, voir A. Martel, 1965, p. 103-106; pour une histoire détaillée des Awlād Sulaymān, sur laquelle s'appuie l'exposé précité, voir D. D. Cordell, 1972, p. 11-45. Dans ce cas, *soff* se rapporte à un pacte conclu entre les Awlād Sulaymān et un autre groupe de Bédouins; mais les alliances *soff*, comme les alliances *leff* au Maroc, peuvent aussi unir des groupes à l'intérieur d'une *ḳabīla* et, dans certains cas, remplacer en partie les rapports de descendance ou s'y opposer.

du Sahara central dont la phase définitive commença par l'occupation d'In Ṣalāḥ, en 1899. La dernière résistance sérieuse fut étouffée, en 1902, avec la défaite des Touareg du Hoggar. Dans ces opérations finales, les Français eurent recours à un nouvel expédient, consistant à recruter en masse des nomades qu'ils incorporaient comme irréguliers, ce qui leur permettait de combiner la mobilité des nomades et leur connaissance du terrain avec la puissance de feu très supérieure de l'armée française. Dans la victoire qu'ils remportèrent sur les Touareg du Hoggar en 1902, les Français profitèrent de l'animosité existant de longue date entre Chaamba et Touareg. Dans la bataille ultime, un seul officier français commandait une force composée entièrement de Chaamba bien entraînés et fortement armés, montés sur leurs meilleurs méharis[10].

À la différence des Français, le gouvernement central marocain, malgré une réforme économique introduite au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, n'avait pas les moyens de financer une armée capable d'aller occuper efficacement le territoire compris entre les montagnes de l'Atlas et les limites septentrionales du Sahara. Les Marocains étaient de même dans l'incapacité d'affronter l'armée française, qui exerçait une pression à la frontière avec l'Algérie et poursuivait parfois les groupes dissidents en territoire marocain. La bordure présaharienne du Maroc faisait partie du *Bilād al-Sibā*, ou pays de la dissidence : mais cette traduction ne doit pas faire perdre de vue les importants liens économiques, religieux et sociaux qui existaient depuis longtemps entre cette contrée et le Makhzen, territoire où le sultan pouvait lever des impôts et exercer son autorité. Le Maroc bénéficiait de la protection tacite des Britanniques qui avaient la haute main sur le commerce marocain d'importation et d'exportation ; et les intérêts britanniques au Maroc aidèrent à retarder l'établissement de l'autorité française. Dans leurs efforts pour protéger leur territoire au-delà de l'Atlas, les sultans marocains prirent soin de souligner les liens politiques et diplomatiques existant avec le Sud-Est. Même s'ils n'étaient pas en mesure de prélever des impôts ou d'exercer leur pouvoir sur les groupes nomades au-delà de l'Atlas, les sultans du Maroc pouvaient intervenir dans les politiques locales en jetant leur poids du côté d'une faction ou d'une autre, en se posant en médiateurs dans des différends, ou en tirant parti de leur prestige de chefs religieux. L'influence religieuse du sultan du Maroc s'étendait jusqu'à la boucle du Niger ; le *shaykh* kunta Aḥmad al-Bekkaay, chef des Ḳādirīyya au Soudan, reconnut Mūlāy ʿAbd al-Raḥmān comme *imām* de tous les musulmans, et entretint une correspondance diplomatique avec la Couronne marocaine[11].

L'occupation française du désert algérien était en réalité un phénomène entièrement nouveau. Son caractère permanent était sans commune mesure

10. A. Bernard, 1906, p. 16-110 ; pour la région frontalière entre l'Algérie et le Maroc, voir R. E. Dunn, 1977, p. 137-175 ; pour la victoire sur les Touareg, voir J. Keenan, 1977, p. 72-85.
11. R. E. Dunn, 1972, p. 106-107 et p. 31-49, 137-175 ; E. Burke III, 1972, p. 176-178, et 1976, p. 1-40 ; J.-M. Abun-Nasr, 1975, p. 284-303 ; sur les Kunta, voir A. Zebadia, 1974, et A. A. Batran, 1974.

avec les expéditions occasionnelles du sultan du Maroc dans le désert, lesquelles avaient principalement pour objectif d'établir ou de renouer des relations avec des personnalités locales. Elle contrastait vivement aussi avec les rares visites des officiels ottomans aux oasis de Cyrénaïque, et avec la politique ottomane consistant à laisser les nomades régler leurs propres affaires, sauf quand il s'agissait de chercher à faire pencher la balance lors de querelles entre groupes. Pour la première fois, des nomades devaient lutter contre une armée d'occupation pourvue d'un armement moderne, et qui comptait, dans ses rangs, des guides locaux et des irréguliers connaissant le désert. L'armée française administrait les nomades par l'intermédiaire des « bureaux arabes », dont le personnel était composé d'officiers d'élite, certains parlant l'arabe. Ces officiers recueillaient des informations sur les chefs et les confréries islamiques, rendaient la justice et gouvernaient par l'intermédiaire de chefs désignés. S'il est vrai que l'on aurait tort de surestimer le degré de la domination réellement exercée par les Français dans le désert pendant les premières années, on doit néanmoins faire remarquer que l'occupation française du désert était beaucoup plus parfaite en son genre que ce que les États sédentaires, à la périphérie du Sahara, avaient jamais tenté de réaliser. Elle était aussi très coûteuse ; surtout si l'on considère la faible capacité de production d'excédents de terres à la limite de l'infertilité, dans le désert comme sur sa bordure. Des historiens ont étudié l'appauvrissement de la population musulmane à la suite des pertes de terres et de bétail, ainsi que les révoltes causées par la politique française de cantonnement. Il serait toutefois intéressant d'évaluer ce que les populations du Sahara, par opposition aux Algériens en général, eurent à payer pour l'occupation du désert ; mais cela devra attendre les résultats de nouvelles recherches[12].

S'il n'est pas possible de donner une description complète de la résistance aux Français dans le Sahara algérien, une histoire de cette résistance pourrait utilement s'inspirer du cadre élaboré par Ross Dunn, en ce qui concerne les réactions à l'occupation française à la bordure présaharienne du Maroc. Dans ce cadre conceptuel, l'auteur fait remarquer la nature incertaine des alliances dans les sociétés nomades, et le caractère tout à fait imprévisible de l'invasion française. Les Français se montraient capables de détruire les récoltes sur pied, les palmeraies, les installations d'irrigation et le bétail. En revanche, ils établirent les bases d'une paix permanente, dictée à leurs propres conditions, mais néanmoins propre à favoriser l'expansion du commerce. Par-dessus tout, indique Dunn, l'arrivée des Français créa un nouveau facteur d'incertitude dans la vie des nomades et des habitants des oasis : « En résumé, leur venue ajouta aux caprices extrêmes de la nature toute une série d'incertitudes économiques nouvelles. Par suite, toutes les tribus et tous les *qsar*, en fait tous les groupes, grands ou petits, partageant les mêmes intérêts et les mêmes ressources, étaient obligés de doser leur réaction face à l'armée française en considération des effets, pour le meilleur ou pour le pire, sur leur bien-être économique. La crise produisit non pas un répit, mais une intensification

12. C. R. Ageron, 1968, vol. 1, p. 3-56, 239-265, 367-393, et vol. 2, p. 737-858 ; A. Bernard et N. Lacroix, 1906, p. 122-126.

de la lutte menée pour déjouer les rigueurs de l'environnement, les groupes coopérants, comme les individus, cherchant à protéger leurs ressources vitales tout en évitant de se soumettre inconditionnellement à l'armée en marche[13]. »

Dunn fait observer que l'idéologie de la parenté pouvait servir de base à l'unité militaire face à une menace extérieure éphémère ; mais qu'elle était de peu d'utilité « dans des circonstances où la survie dépendait essentiellement de l'aptitude de groupes, ayant des ressources communes, à faire concorder leurs politiques avec leurs intérêts économiques en appliquant, en ordre dispersé, des tactiques contradictoires d'attaque, de compromis et de fuite »[14]. Bien que cette conclusion vise les Dawi Mani, elle peut fort bien s'appliquer à l'histoire de nombreuses autres sociétés sahariennes.

L'unité dans la résistance était évidemment possible en dépit des incertitudes de l'environnement et de la division inhérente à la société nomade ; et la religion créait le contexte propre à la plupart des mouvements d'envergure. Dans le cours normal de la vie au désert, la *ṭarīḳa ṣūfī*, avec ses *zāwiya*, ou centres de savoir, qui attiraient les fidèles et les étudiants, jouait un rôle politique utile en rendant la justice et en agissant comme médiatrice dans les différends entre factions, segments de société, ou populations entières. Le besoin d'éducation et d'arbitrage des différends valait aux saints du soufisme et aux chefs des confréries le respect et des réputations de savants, de mystiques et de juristes. En temps de crise, il était naturel que les ordres religieux et leurs chefs respectés fussent poussés à jouer des rôles politiques et militaires. Avant la conquête française, la Darḳāwiyya canalisa l'opposition à la domination ottomane parmi les Kabyles et au sud d'Oran. De même, la résistance aux Français se cristallisa autour des chefs religieux et de leurs ordres, comme dans le cas du mouvement dirigé par ʿAbd al-Ḳādir, de la révolte des Awlād Sīdī Shaykh, et de la résistance organisée par la Sanūsiyya en Libye, au Tchad et au Niger après 1900[15].

Dans un autre cas, des circonstances économiques exceptionnelles résultant de la pénétration française dans le désert, au cours des années 1850 et 1860, facilitèrent la réalisation d'une action unifiée parmi les Touareg du Hoggar. Coupé des marchés du Nord, le Hoggar transforma la base de leur économie. Par suite d'une relative stabilité sous l'autorité de l'*amenukal* al-Hadjdj Aḥmad (1830-1877), il fut possible d'étendre la culture au Hoggar grâce au travail d'agriculteurs asservis. L'attaque de la mission Flatters, en 1881, eut lieu pendant la période d'intense sécheresse de 1880-1883. Plus tard, alors que les Français occupaient les oasis du Sahara central, les Touareg du Hoggar réagirent en utilisant des pâturages situés dans le nord-ouest de l'État du Niger actuel, et en pratiquant un commerce caravanier avec la

13. R. E. Dunn. 1977, p. 225.
14. *Ibid.*
15. C. R. Ageron, 1968, vol. 1, p. 62-66 ; J.-M. Abun-Nasr, 1975, p. 240-246 ; et B. G. Martin, 1976, p. 36-67.

bordure méridionale du désert. Avec des chargements de sel, de la *sebkha*, plaine salée d'Amadror, de dattes et de petites quantités de cotonnades britanniques importées, ils se rendaient au Damergou, région située à la limite septentrionale de l'agriculture sédentaire, au nord de Zinder, sur la route du commerce Tripoli-Kano. L'unité de la confédération du Hoggar, qui facilitait ces adaptations économiques, était sans nul doute le produit d'un conflit avec des voisins. Dans les années 1870, les Touareg du Hoggar se dressaient en adversaires déterminés des Touareg Ajjer, à l'est et au nord, qui s'enrichissaient à cette époque grâce aux conditions florissantes du commerce Tripoli-Kano; et ils faisaient face à des groupes hostiles de Touareg dans d'autres directions, notamment les Oulliminden au sud-ouest et certains Touareg de l'Aïr au sud-est[16].

Un exposé complet de la résistance soulignerait également la mobilité des nomades chameliers et leur aptitude à se déplacer avec leurs troupeaux d'un bout à l'autre du Sahara, aussi longtemps qu'ils étaient disposés à mener une vie pleine de dangers et d'incertitudes. Un exemple en est l'odyssée, se déroulant sur une période de cinquante ans, des Djeramna, qui se heurtèrent pour la première fois aux Français près de Géryville, en 1881, pendant la révolte des Awlād Sīdī Shaykh, et dont l'insurrection avait été déclenchée par le manque de terres, la nouvelle du massacre de l'expédition Flatters et le départ des troupes françaises allant prêter main forte à celles qui étaient engagées dans la campagne de Tunisie. Quand Bū ʿAmāma, chef de l'insurrection, fut abandonné par ses partisans, les Djeramna partirent se joindre aux Touareg du Hoggar. En 1889, ils prirent part à une razzia conduite par des Chaamba contre la route Tripoli-Kano, au sud de Ghadāmes; un peu plus tard, ils prirent part à une incursion dans le Fezzān, et à une autre dans le Sud tunisien. Lorsque la résistance des Touareg s'effondra, ils se retirèrent dans les hautes terres de Tripolitaine bordant le sud de la Tunisie et de l'Algérie; et leurs razzias devinrent un des points de controverse dans la rivalité territoriale entre Français et Turcs. En 1925, ils retournèrent finalement à Géryville pour y faire leur soumission, près de cinquante ans après en être partis pour leur vie errante[17].

Le commerce dans le désert et les nomades

La révolution industrielle accéléra les progrès de la technologie militaire européenne dans la seconde moitié du XIXe siècle, si bien que les forces européennes, équipées des armes les plus modernes, eurent dès lors, en face d'elles, des adversaires pourvus d'un armement périmé. La révolution industrielle n'a pas seulement permis la conquête du désert, elle a également transformé la vie économique du Sahara à mesure que la fabrication de produits à bon marché rendait possible une nouvelle phase de pénétra-

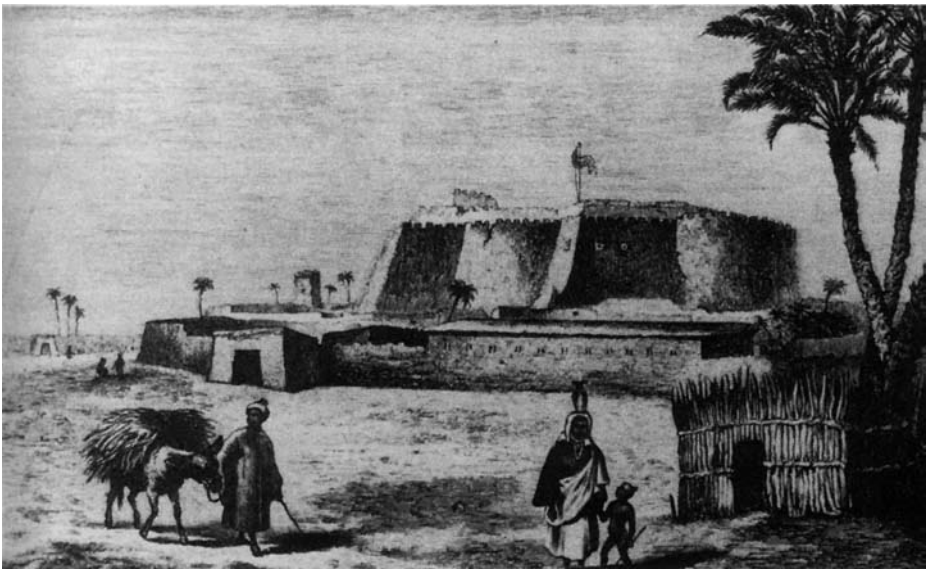
16. J. Keenan, 1977, p. 63-85, 139-140, et 1972; J. Dubief, 1947, p. 15-16; G. Gardel, 1961, p. 126, 144-156.
17. P. Boyer, 1971.

tion économique européenne. Le commerce avec l'Europe existait auparavant; mais le XIXe siècle a été marqué par un accroissement massif de son volume, provoquant des effets variables selon la structure des économies régionales sahariennes. Ainsi, l'industrie marocaine des cotonnades, qui avait des débouchés au-delà de l'Atlas, a succombé après 1860 à la concurrence des cotonnades de Manchester; tandis que l'industrie lainière du sud de la Tunisie s'en tirait beaucoup mieux, et continuait d'alimenter de ses produits les réseaux commerciaux transsahariens[18]. En bordure du Sahara, divers groupes se mirent à exporter des produits primaires. Par exemple, au nord du bassin du Sénégal, des exportations accrues de gomme arabique procurèrent un surcroît de puissance et d'influence à une lignée *zāwiya*, dont les membres se spécialisaient en science islamique et dans l'arbitrage des différends, et organisaient des caravanes commerciales à destination des escales du fleuve Sénégal[19]. Dans la région située au nord du califat de Sokoto, l'accroissement, pendant les trente dernières années du siècle, des exportations de plumes d'autruche et de peaux de chèvre tannées obligea les dirigeants nomades à s'adapter pour tenir compte de la capacité des paysans et des agriculteurs asservis de gagner leur vie en collectant et vendant ces produits[20]. La pénétration économique européenne eut aussi une influence sur les goûts des consommateurs; et c'est au cours du XIXe siècle que se répandit notamment la coutume de boire du thé fortement sucré.

Un mécanisme important de resserrement des contacts avec l'économie mondiale consistait dans le commerce transsaharien, auquel avaient participé,

20.1. *Le commerce aux confins du désert: « Maures » faisant le commerce de la gomme à l'escale de Bakel, sur le fleuve Sénégal.*
[*Source:* Colonel Frey, *Côte occidentale d'Afrique*, 1890, Flammarion, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

18. K. Brown, 1976, p. 9; A. Martel, 1965, vol. 1, p. 125.
19. C. C. Stewart et E. K. Stewart, 1973, p. 86-97, 119-120, 151-153.
20. S. Baier, 1977.



20.2. *La* ḳaṣba [*citadelle*] *de Murzuk, dans le Fezzān, en 1869.*
[*Source:* G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. et dir. publ. A. G. B. et H. J. Fisher), vol. I, 1974, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

pendant des siècles, des marchands sahariens, des guides, des transporteurs et des fournisseurs de produits, tels que denrées alimentaires, peaux de chèvre pour la fabrication d'outres, et articles d'exportation, comme les plumes d'autruche destinées au marché européen. Les populations des oasis septentrionales, notamment celles du Tafilālet, du Mzab, de Ghadāmes, du Fezzān, d'Awdjīla et de Sīwa, jouaient un rôle décisif dans l'organisation et le financement du commerce. Peut-être parce que ces oasis occupaient une position stratégique et parce qu'elles étaient tributaires du commerce des dattes pour se procurer les céréales des zones de culture pluviale situées plus au nord, leurs habitants, au long passé de commerçants, s'étaient-ils tout naturellement engagés dans le commerce transsaharien au cours des siècles, à mesure que l'occasion s'en présentait. Des groupes de nomades, tels que les Touareg du Hoggar et Kel-Ewey, les Tubu (Toubou) et les Zuwaya du Sahara central (groupes de Bédouins à ne pas confondre avec les lignées religieuses *zāwiya* en Mauritanie), faisaient bien le commerce de petits nombres d'esclaves et de faibles quantités de produits divers pour leur propre compte; mais le volume de leurs échanges ne pouvait se comparer avec celui des marchands sédentaires des oasis du Nord, qui bénéficiaient de l'appui d'intermédiaires des ports méditerranéens, et finalement d'intermédiaires de pays d'Europe, en particulier quand les prix et conditions, sur les routes commerciales, étaient favorables. En conséquence, le rôle principal des nomades chameliers consistait à fournir les animaux pour le transport, les guides et les escortes militaires pour les caravanes; en outre,

ces nomades assuraient des services de livraison pour les marchandises dont les propriétaires ne pouvaient ou ne voulaient pas accompagner les caravanes[21]. La plupart des groupes de nomades du Sahara avaient des intérêts majeurs dans le commerce qui passait par leur territoire : les Regibat sur la route qui conduisait au Maroc occidental, les Aït Khabbash (segment des Aït Atta) sur la route du Tafilālet au Tūwāt, les Chaamba sur les routes au nord du Tūwāt, les Touareg sur la route Tripoli-Kano, les Tubu sur celle du Borno au Fezzān, les Mujabra et les Zuwaya pour le trafic entre Benghazi et le Wadaï, et les Khabbābīsh sur la *Darb al-Arbaʿīn* (la « route des quarante jours ») entre le Dārfūr et le Nil inférieur.

Une dynamique importante de l'histoire du désert au XIXe siècle a été le flux et le reflux du commerce sur ces routes. D'abondantes recherches seront encore nécessaires avant que le détail, ou même seulement les grandes lignes, de ce processus puisse être définitivement établi ; mais on peut présumer que les changements subis par le commerce ont eu des incidences sur les thèmes de migrations et de guerres constamment présents dans l'histoire du désert. Le contrôle d'une route commerciale, avec le produit de taxes et de services qu'il procurait, était une énorme source de profits ; et ceux qui l'exerçaient devaient relever les défis de nomades rivaux. La concentration de richesses dans des lignées, des segments de société ou des groupes ethniques entiers bouleversait souvent le cours normal des affaires politiques locales, qui s'appuyaient sur une répartition sensiblement égale des pouvoirs entre segments à un niveau donné de la structure. Les groupes riches avaient des chances de maintenir leurs positions ; mais la facilité avec laquelle les grandes caravanes elles-mêmes tombaient aux mains de pillards en embuscade introduisait un élément d'instabilité. Finalement, le déclin d'une route commerciale qui avait été active exigeait une réadaptation. Le manque de documents historiques sur cette question ne permet pas de tirer de conclusions ; certains groupes, comme les Chaamba, ont réagi au déclin du commerce qu'ils pratiquaient en augmentant leur participation au commerce régional aux confins du désert, ou en opérant des razzias chez leurs voisins riches ; tandis que d'autres, comme les Khabbābīsh du Nil désertique, décidant de tourner la page après le déclin de la « route des quarante jours » et de se consacrer presque exclusivement à l'élevage, semblent s'être adaptés plus facilement[22].

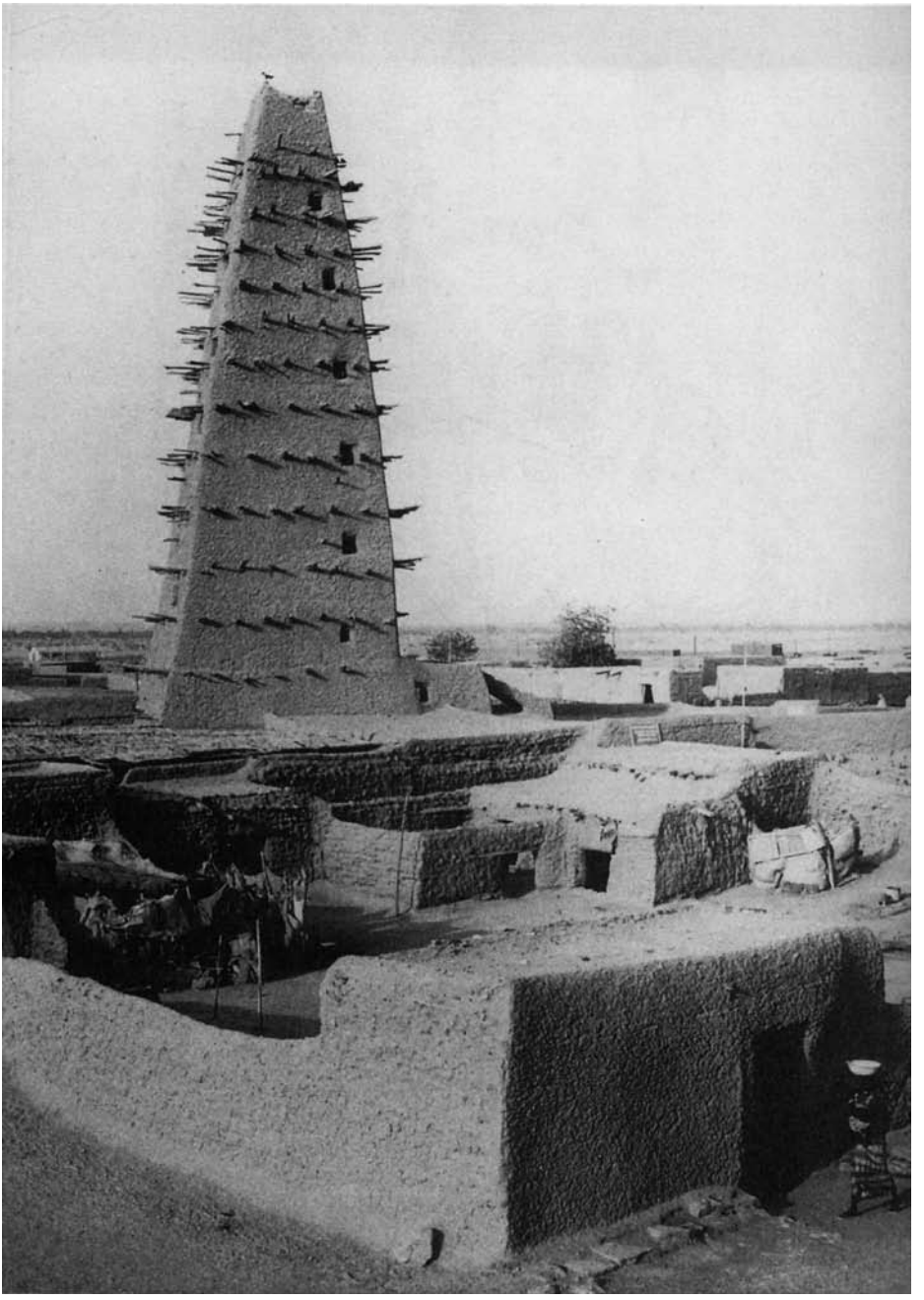
Ce qui est avant tout à retenir au sujet du déplacement des liaisons commerciales et de la variation du volume des échanges à travers le désert, c'est le fait que le mouvement commercial s'est éloigné des Français en Algérie, ruinant ainsi — ironie du sort — des objectifs économiques impérialistes. Dans les premiers temps de l'occupation française, le commerce marqua une reprise : après 1833, le trafic caravanier entre Fès et Tlemcen fut rétabli, et les produits britanniques importés par le port marocain de Tétouan pénétrè-

21. Sur le commerce transsaharien par Tripoli, voir M. El-Hachaichi, 1912, p. 200-202 ; H. Méhier de Mathuisieulx, 1904 ; T. S. Jago, 1902 ; pour les accords entre marchands et lignées touareg au sujet du transport, des escortes et des livraisons, voir M. Brulard, 1958.
22. Y. Tégnier, 1939, p. 108 et suivantes ; T. Asad, 1966.

20.3. *La société oasienne : femmes au marché de Murzuk, 1869.*
[*Source :* G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. et dir. publ. A. G. B. et H. J. Fisher), vol. I, 1974, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

rent dans l'ouest de l'Algérie. Le commerce entre Tétouan et les domaines d'ʿAbd al-Ḳādir s'accrut après 1837, et plus particulièrement après 1839 ; alors que le besoin en armes nourrissait un commerce actif. Mais, après la chute de l'État d'ʿAbd al-Ḳādir, les échanges commerciaux connurent un déclin imputable en partie aux droits d'importation prohibitifs prélevés sur les produits transsahariens en transit originaires du Soudan occidental, et aux restrictions à l'entrée en Algérie des marchandises provenant des territoires avoisinants. Les Français cherchèrent à remédier à ces deux situations dans les années 1850 et 1860 ; mais le commerce ne se rétablit pas pour autant[23]. Un autre facteur fut l'effondrement de la demande algérienne en esclaves ; mais, si ce phénomène est souvent cité pour expliquer les difficultés commerciales de l'Algérie, il mérite d'être réévalué à la lumière d'indications récentes selon lesquelles le commerce algérien des esclaves n'a jamais été important par comparaison avec d'autres zones d'importation d'esclaves en Afrique du Nord[24]. Enfin, il convient de remarquer que le territoire algérien n'offrait pas

23. J.-L. Miège, 1961-1963, vol. 2, p. 158-163 ; vol. 3, p. 74-75.
24. R. A. Austen, 1979.



20.4. *Le minaret de la mosquée d'Agadès*.
[*Source :* J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Longman, Londres,
© Werner Forman Archive, Londres.]

de grands avantages quant à la sécurité des caravanes, puisque, à n'importe quel moment, l'hostilité entre les Français et un groupe quelconque dans le Sahara algérien menaçait la sécurité du commerce.

La route à l'ouest de l'Algérie prospéra jusqu'à la fin des années 1870, lorsque commença son déclin définitif; et elle se déplaça vers l'ouest, au Maroc, avant la fin du XIXe siècle. À mesure que déclinait l'importance de Figuig, située près de la frontière algérienne, celle d'Abū Am, à 240 km environ au sud-ouest, augmentait; et cette oasis devint le point d'entrée pour l'essentiel du commerce des esclaves à destination du Maroc. La plus grande partie du commerce normal se déplaça encore plus à l'ouest, vers le littoral atlantique, à la suite de la construction du port de Mogador. Sa position stratégique lui valut d'absorber une part de plus en plus grande du commerce transsaharien après les années 1840[25]. Une halte sur la route de Mogador s'établit à Tindouf, à l'emplacement d'un très ancien *ḳsār*, quand une alliance s'appuyant essentiellement sur les Tadjakant vainquit les Regibat vers le milieu du siècle. Une alliance élargie défendit l'oasis de Tindouf jusqu'en 1884, lorsque les Regibat prirent leur revanche[26]. Le déclin du commerce fut sans aucun doute un facteur dans cette lutte; le commerce en direction de Mogador atteignit son apogée en 1878, mais se mit ensuite à péricliter et prit fin peu après que les Français se furent emparés de Tombouctou en 1894, et qu'une route en partie fluviale eut été ouverte entre Tombouctou et Saint-Louis, à l'embouchure du Sénégal[27].

Le commerce sur la route Tripoli-Kano se développa après le milieu du siècle, surtout quand les Ottomans eurent réussi à établir la paix au sud de Ghadāmes, après 1850. Les trente années qui suivirent représentent l'âge d'or du commerce sur cette route; et un accroissement soudain des exportations de plumes d'autruche dans les années 1870 poussa la valeur des échanges à ce qui doit avoir été son record absolu. Le commerce déclina temporairement pendant la crise des années 1880, mais se rétablit dans les années 1890, grâce à l'augmentation des exportations de peaux de chèvre tannées. Les Touareg Ajjer conduisaient des caravanes entre Ghadāmes et Iférouane, halte située dans le massif montagneux de l'Aïr; et les Touareg de la confédération Kel-Ewey assuraient la liaison entre Iférouane et Kano. Ces deux groupes devaient répondre aux défis de leurs voisins: au nord, les Ajjer repoussaient les attaques des Chaamba et des Touareg du Hoggar, tandis que, au sud, les Kel-Ewey devaient faire face aux menaces des Imezureg du Damergou, groupe de Touareg semi-sédentaires dont les forces disposaient d'une base fixe, et qui tiraient un revenu de la taxation du commerce des plumes d'autruche de leur région. Le commerce Tripoli-Kano dura plus longtemps que celui qui se faisait avec Mogador, parce que Kano était mieux protégé de la concurrence des routes maritimes; mais des taux de fret maritime peu élevés, combinés à l'insécurité croissante sur les secteurs

25. R. E. Dunn, 1977.
26. A. Pigeot, 1956; A. Laugel, 1959.
27. J.-L. Miège, 1961-1963, vol. 4, p. 380-385.

désertiques de la route, amenèrent son déclin brutal après 1900. Au Nigéria, les Britanniques cherchaient à dévier le commerce Tripoli-Kano vers le port de Lagos, tandis que, au Niger, les Français s'efforçaient de tenir ouverte la route du désert. Le coup final fut porté à l'ancienne route par l'arrivée du chemin de fer à Kano en 1911[28].

À la fin du siècle, la route de Benghazi au Wadaï était plus vitale que toute autre. Cet itinéraire direct entre la Cyrénaïque et le Ouadaï avait été découvert dans la première partie du siècle; et les sultans du Ouadaï, dont l'État était devenu de plus en plus puissant après le milieu du XVIIIe siècle, étaient très désireux de créer une route prospère qui éviterait le Borno à l'ouest, et le Dārfūr à l'est. À partir de 1860, le sort de la route commerciale fut intimement lié à celui de la Sanūsiyya, confrérie musulmane qui attira à elle les Bédouins de Cyrénaïque après 1843, et s'étendit plus tard vers le sud, le long de la route commerciale. Le succès de cet ordre religieux eut un fort impact sur le commerce, puisqu'une seule organisation couvrait toute la longueur de la route, offrant aux marchands une infrastructure légale, sociale et commerciale commune, et même un service postal. Les dignitaires de l'ordre s'efforçaient de favoriser le commerce en maintenant la paix sur le parcours et, pour ce faire, se posaient en médiateurs dans les différends entre lignées, segments de société ou groupes ethniques entiers, et plaidaient souvent avec succès pour la restitution de marchandises volées lors de raids contre des caravanes. Le commerce, pour sa part, était une source de profits pour les responsables de la Sanūsiyya, à qui il procurait des recettes provenant de taxes, de droits d'entreposage et de dons de marchands, tout en apportant un élément d'unité aux vastes domaines sanūsī[29].

Le commerce Benghazi-Ouadaï dura encore après le tournant du siècle, du fait de l'existence de la Sanūsiyya, et parce que la route desservait des régions plus lointaines que les destinations méridionales extrêmes du commerce Tripoli-Kano. La route située le plus à l'est, la *Darb al-Arbaʿīn*, tomba en déclin après le milieu du siècle, à la suite du développement du commerce entre Benghazi et le Wadaï, et de la formation du vaste empire de postes de commerce des Djallāba. Après 1885, l'État mahdiste du Soudan désorganisa la *Darb al-Arbaʿīn*, ainsi que les routes du Nil.

La traite transsaharienne des esclaves a également influencé de diverses façons la vie des populations nomades. Les sociétés sahariennes proches du Sahel ouest-africain faisaient des razzias chez les populations soudanaises pour en ramener des esclaves; et l'on a enregistré des razzias transsahariennes occasionnelles lancées aux mêmes fins, comme dans le cas des Awlād Sulaymān, avant leur migration vers le bassin du Tchad, et des Bani Muḥammad au début du XXe siècle. Les nomades faisaient le commerce d'un nombre limité d'esclaves pour leur propre compte, tout comme ils négociaient de petites quantités de produits transsahariens; mais, dans l'ensemble, ils étaient transporteurs plutôt que trafiquants. Le transport des esclaves était

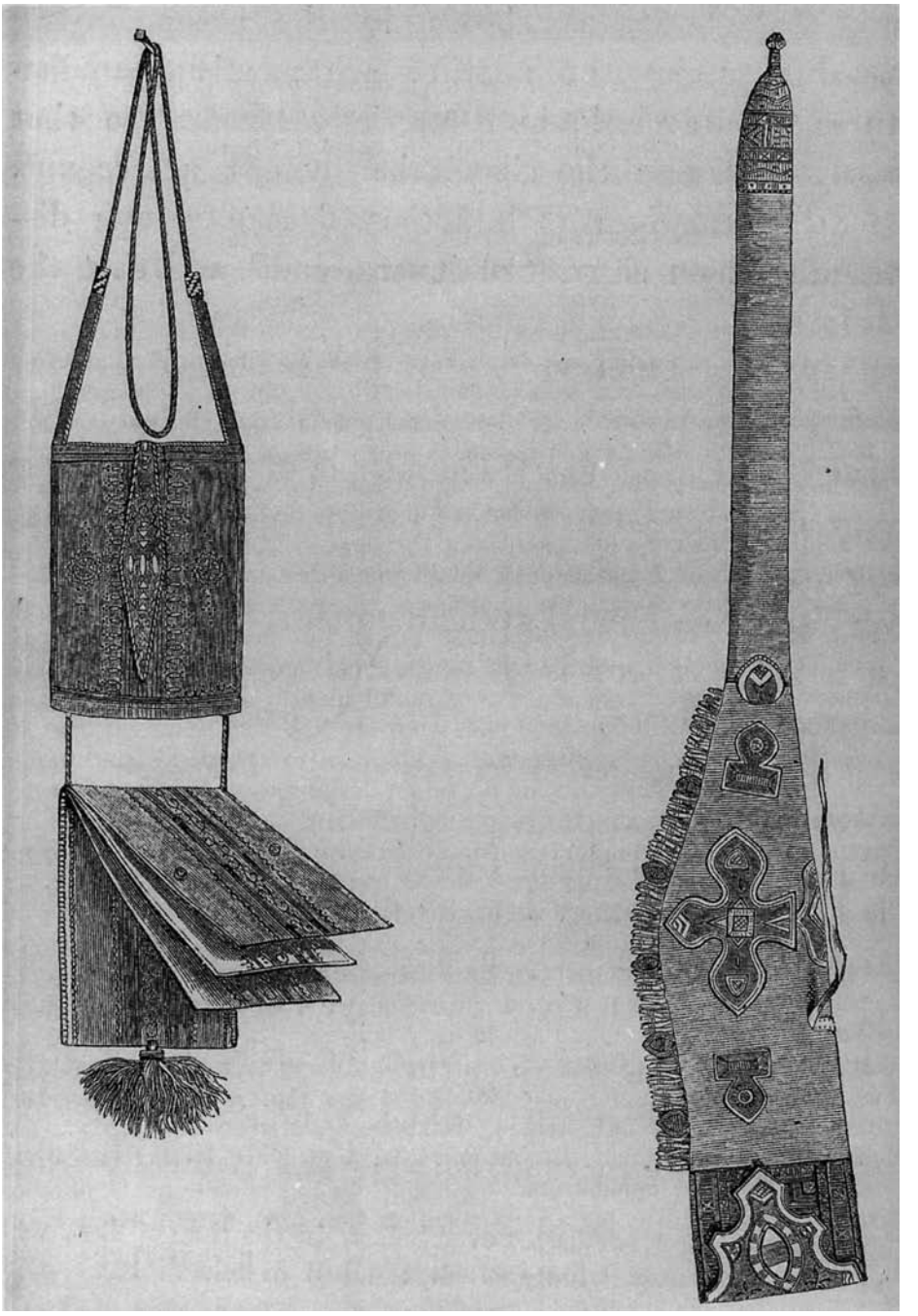
28. M. Johnson, 1976*a*; S. Baier, 1977, 1980; C. W. Newbury, 1966.
29. D. D. Cordell, 1977, p. 21-36.

probablement, pour les nomades, d'un rapport moindre que d'autres formes de commerce; car, si les marchands ne payaient peut-être pas de frais de transport, ils n'échappaient pas au paiement des taxes.

Pour les sociétés sahariennes, l'effet le plus important de la traite des esclaves a sans doute été de leur procurer facilement une main-d'œuvre asservie qui s'est révélée précieuse pendant les périodes d'expansion, principalement en bordure du désert, où les esclaves pouvaient être employés non seulement à la garde des troupeaux, mais encore dans l'agriculture et l'artisanat. Un cas d'espèce est celui des Touareg Kel-Ewey, qui développèrent leur économie au cours du XIXe siècle, époque marquée à la fois par des conditions climatiques favorables dans la région, la prospérité du commerce transsaharien et du commerce du sel, et un apport croissant de capitaux dans toute la région centrée sur la liaison Aïr-Kano. On dispose de peu d'informations sur l'évolution des systèmes de stratification sociale dans le désert, si ce n'est chez d'autres groupes de Touareg. On a mentionné le choix nouveau, comme activité essentielle, de l'agriculture reposant sur l'exploitation du travail servile dans le Hoggar; et l'on constate que, parmi les Kel-Gress et les Touareg de l'Imannen, la main-d'œuvre asservie fut dès lors employée à la perception de tributs sur les agriculteurs sédentaires plutôt qu'à la garde des troupeaux. Cette réorientation eut lieu quand des guerriers du désert arrivèrent dans les zones du Sahel où l'agriculture était possible, et exigèrent des cultivateurs locaux le versement de tributs, ou opérèrent des razzias pour se procurer des esclaves qui, au cours du temps, se fondirent dans la population sédentaire payant tribut[30]. Le besoin d'une main-d'œuvre asservie supplémentaire apparaît dans un autre cas d'expansion économique résultant de l'impérialisme des Aït Atta, qui se déplaçaient continuellement aux confins présahariens du Maroc depuis le XVIIe siècle. Au XIXe siècle, les Aït Khabbash, segment des Aït Atta, conduisirent l'avant-garde de cette expansion dans le désert, en étendant leur influence sur le commerce entre le Tafilālet et le Tūwāt, et en extorquant de l'argent à la population du Tūwāt, en échange de leur protection[31].

On sait peu de chose en ce qui concerne le volume de la traite des esclaves à travers le désert saharien; mais Ralph Austen a réuni, sur le sujet, des estimations préliminaires qui, recueillies à des sources très diverses, réservent quelques surprises. Selon R. Austen, loin de décliner au XIXe siècle, le commerce d'êtres humains était en réalité en augmentation; le nombre d'esclaves entrant dans les régions d'importation d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient était alors supérieur à celui de n'importe quel siècle précédent. Les chiffres indiqués par Austen montrent que, entre 1800 et 1880, environ 500 000 esclaves ont été introduits en Égypte, et 250 000 autres ont été emmenés au Maroc. Peu d'esclaves sont entrés en Algérie après la conquête française; mais l'Algérie ne fut jamais un marché aussi impor-

30. P. E. Lovejoy et S. Baier, 1975; S. Baier, P. E. Lovejoy, 1977. Sur la sédentarisation et le paiement des tributs, voir P. Bonte, 1976; et H. Guillaume, 1976.
31. R. E. Dunn, 1972.



20.5. *Articles de maroquinerie touareg en vente à Tombouctou dans les années 1850*.
[*Source :* H. Barth, *Travel and discoveries in northern and central Africa*, 1857, Longman, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

tant que d'autres contrées[32]. En Libye, la route Benghazi-Ouadaï continua de fournir des esclaves à l'Égypte et à d'autres régions du Moyen-Orient, jusqu'aux dernières décennies du XIXe siècle, cet itinéraire étant moins facilement surveillé par les abolitionnistes européens que la route de Tripoli à Kano. Plus loin à l'est, les transports d'esclaves se poursuivirent sur les routes du Nil jusque dans les premières années du XXe siècle[33].

Le commerce des armes à feu à destination du désert et à travers le désert continua malgré les tentatives des puissances européennes pour y mettre fin. À Tripoli, et surtout à Benghazi, un commerce actif d'armes à feu était signalé au début des années 1880; et de nombreux fusils introduits en contrebande, en particulier des carabines à répétition Winchester à dix-huit coups, ont été importés pour être utilisés par les escortes de caravanes. Mais certaines de ces armes modernes ont dû tout aussi bien parvenir à d'autres groupes nomades, leur permettant de monter des razzias avec succès; car la puissance de feu augmentait encore les avantages tactiques de la surprise dont les groupes de pillards bénéficiaient déjà[34]. L'introduction d'armes modernes à répétition dans le désert semble avoir eu lieu principalement le long de la route Benghazi-Ouadaï; mais d'autres régions ont été également approvisionnées. Joseph Smaldone a réuni des indications selon lesquelles un tournant dans la diffusion des armes à feu a été atteint chez les Touareg du Hoggar dans les années 1890. Au nord-ouest, sur le territoire marocain, les ventes de contrebande du fusil Remington à un coup, modèle 1860 à chargement par la culasse, étaient si importantes que, à la fin du siècle, ce fusil était devenu l'arme classique de nombreux groupes dans tout le pays, y compris des nomades des zones présahariennes. Bien que les renseignements sur ce sujet soient loin d'être complets, il est permis de penser que l'insécurité accrue sur la route Tripoli-Kano, après 1898, a été due à la multiplication des armes à feu dans les rangs des pillards[35].

La région qui environne l'extrémité méridionale de la route Tripoli-Kano fournit un exemple de l'influence économique, politique et religieuse de la population du désert sur le Soudan. Dans la savane, le XIXe siècle a marqué l'aboutissement d'un processus où la centralisation des structures étatiques, l'islamisation et la croissance économique étaient étroitement liées. Bien que ne représentant qu'une phase finale de ce long processus, le *djihād* du début du XIXe siècle donna lieu à la formation du califat de Sokoto, vaste État qui favorisa le développement économique en son centre, près de Kano, Katsina et Zaria (et autour de son centre secondaire dans la vallée Sokoto-Rima), et y implanta des populations enlevées comme esclaves au cours de razzias, au-

32. R. A. Austen, 1979.
33. J.-P. Mason, 1971, p. 267; pour la traite des esclaves d'Afrique équatoriale à destination de l'Égypte, voir D. D. Cordell, 1977*b*.
34. P. Bettoli, 1882, p. 267.
35. J.-P. Smaldone, 1971, p. 161-162, et 1977, p. 100-101; H. J. Fisher et V. Rowland, 1971, p. 233-234 et 240.

delà de ses frontières. Au cœur de la région, de riches terres arables se prêtant aux cultures marchandes étaient travaillées par des paysans ou par des esclaves, et ce surplus de production encourageait le développement de centres urbains et des activités artisanales[36]. Kano et les villes avoisinantes créèrent une industrie textile artisanale qui fournit du tissu à une vaste région du Soudan central et au pays des Touareg au nord. Le développement économique dans le désert, en particulier dans le couloir entre Zinder et le massif de l'Aïr, qui était sous la domination des Touareg Kel-Ewey, faisait pendant au développement de la savane. Les Touareg échangeaient des dattes et du sel en provenance de Bilma et de Fachi, des animaux et des produits animaux contre du grain et des articles manufacturés du Soudan. Les Kel-Ewey et leurs alliés entretenaient dans la savane un réseau commercial complexe qui comprenait des centres urbains d'artisans et de commerçants spécialisés, la plupart d'origine servile, et des propriétés rurales sur lesquelles travaillaient des esclaves ou leurs descendants. Ces terres, situées sur toute l'étendue du Sahel et de la savane, fournissaient une partie des céréales nécessaires aux nomades du désert, servaient de lieux de repos pour les Touareg en déplacement pendant la saison sèche, et fonctionnaient comme refuges dans les périodes de sécheresse[37].

Bien que ce soient avant tout les échanges économiques pacifiques qui ont conditionné l'entretien de relations entre les Touareg et leurs voisins sédentaires, du moins dans le couloir entre Kano et l'Aïr, la force économique des nobles Touareg résidait dans leur possession de chameaux et d'armes à feu, et dans leur mobilité. Les Touareg pouvaient être de puissants alliés d'États sédentaires, appréciés tant pour leur aide dans des campagnes militaires contre des ennemis que pour leur potentiel économique, comme dans le cas des relations avec le Damagaram, État formé au nord du califat au début du XIXe siècle, et de plus en plus puissant et insupportable, vers la fin. Ou bien les Touareg pouvaient être des ennemis dévastateurs, comme en témoignent les destructions auxquelles ils se livrèrent dans le Borno pendant les premières années du XIXe siècle.

Le Sahara méridional a joué, d'autre part, le rôle d'un réservoir de savoir islamique dont l'impact sur la savane a été continu au cours des siècles, et particulièrement pendant le XIXe[38]. Un certain nombre de régions en bordure du désert, notamment le Soudan central, le bassin du Sénégal, le delta intérieur du Niger, et le bassin du Tchad, fournissaient des céréales aux populations voisines dans le désert; et ces liens économiques favorisèrent l'échange d'idées. La caractéristique des sociétés du Sahara méridional était une division entre lignées de guerriers et lignées de saints: les premiers aspirant à la guerre et à la politique, les seconds cultivant une idéologie pacifiste, ayant l'expérience du commerce et une tradition intellectuelle partagée. Comme la structure seg mentaire elle-même, cette bipartition était un

36. P. E. Lovejoy et S. Baier, 1975; P. E. Lovejoy, 1978; J.-P. Smaldone, 1977, p. 39-68.
37. P. E. Lovejoy et S. Baier, 1975, p. 564-571.
38. C. C. Stewart, 1976*a*.

modèle de société, plutôt qu'une description de la réalité ; si bien que seuls les plus saints d'entre les saints s'abstenaient effectivement de prendre part aux combats, et que des familles de guerriers entraient dans le commerce, bien qu'elles fussent moins spécialisées dans cette activité que les familles religieuses. Néanmoins, les lignées religieuses *zāwiya* de Mauritanie, les religieux kunta de la boucle du Niger et les *inislimin* parmi les Touareg étaient versés dans les deux sciences politiquement utiles du *fiḳh* [jurisprudence] et du *taṣawwuf* [mysticisme]. Comme les lignées religieuses de la Sanūsiyya ou marocaines, elles exerçaient la fonction estimée de médiation et d'arbitrage, et leurs activités avaient des aspects économiques, politiques et savants. Leurs membres maintinrent et développèrent la science islamique au cours des siècles, et leur influence s'étendit au sud du désert, où l'érudition saharienne agit à la fois sur la tradition quiétiste et la propagation de l'islam par des réformateurs militants.

Conclusion

Le XIXe siècle a été une époque de changements spectaculaires dans le désert. L'occupation française de l'Algérie a mis en pièces l'unité économique de l'Afrique du Nord en faisant prendre au commerce transsaharien des routes situées à l'est et à l'ouest de l'Algérie, et en désorganisant le trafic caravanier le long de la bordure septentrionale du désert. L'avance de l'armée française a été une manifestation directe et immédiate de l'impact de l'Europe ; plus lointaine, sinon moins réelle, était sa présence ailleurs, du fait des variations du commerce transsaharien, dans son volume et dans sa composition. À la fin du siècle, le commerce transsaharien, avec les revenus et la fourniture facile de main-d'œuvre qu'il représentait, s'était presque effondré. Son importance dans la vie des nomades tend à montrer le besoin de recherches complémentaires sur les effets des changements qu'il a subis et sur son déclin : quel a été l'effet de la formation de l'État gouverné par ʿAbd al-Ḳādir de part et d'autre d'une grande route est-ouest ? Comment les populations du désert ont-elles exactement réagi aux vicissitudes du commerce ? Comment le déclin du commerce a-t-il influé sur la résistance ? L'occupation française du désert a en outre introduit un nouveau facteur militaire dans les relations entre les peuples du désert et le monde extérieur. Les nomades pouvaient, grâce à leur mobilité, choisir entre plusieurs formes de résistance, capables de se cristalliser autour des chefs musulmans et des ordres religieux ; mais l'aridité du milieu limitait souvent la liberté de groupes ou d'individus dont les ressources étaient communes, en leur offrant le choix entre la résistance et la survie. Un autre sujet qui mériterait des recherches plus approfondies est l'effet inégal et varié de la pénétration économique européenne sur les économies régionales en bordure du désert, dans le Maroc présaharien qui était dominé par l'expansion des Aït Atta, dans le Maroc côtier, où les relations économiques à travers l'Atlas et à travers le Sahara chancelèrent sur leur base, en Algérie, où les activités des

Français prédominaient, au nord du bassin du Sénégal, où les exportations de gomme exacerbaient les intérêts en concurrence parmi les groupes maures, au nord de la boucle du Niger, dans le califat de Sokoto, où la puissance économique doit être considérée compte tenu de l'abolition de la traite atlantique des Noirs ainsi que de l'islamisation et de la centralisation dans la région, dans le bassin du Tchad, et, à l'est, où l'expansion du Wadaï transforma à la fois le désert au nord et la forêt au sud. L'histoire de chacune de ces régions soulève une série de questions sur des sujets tels que les changements dans la stratification sociale, les similitudes et les différences dans la réaction à l'armée française, et la direction de la réorientation des économies régionales. Une autre tâche pour les chercheurs sera, comme Charles Stewart l'a suggéré, d'apporter des détails sur les liens religieux entre le Sahara méridional et l'Afrique de l'Ouest et centrale, considérés du point de vue de l'unité religieuse, politique et économique dans ces régions bordant le désert[39].

Un thème qui se retrouve d'un bout à l'autre de l'histoire du désert est l'influence universelle du climat, la sécheresse ou la surpopulation chassant les nomades des régions arides, et les attirant sur des terres plus fertiles aux confins du désert, ou vers des zones situées à une plus grande altitude, et mieux arrosées. Les données climatiques existantes n'autorisent que les conclusions les plus générales en ce qui concerne le XIXe siècle : tout ce que l'on peut dire, c'est que ce siècle n'a pas connu de catastrophes comme celles du milieu des XVIIe et XVIIIe siècles, ou comme les sécheresses qui ont frappé le Sahel entre 1911 et 1914, et entre 1969 et 1973 ; que, malgré l'absence de périodes de sécheresse dévastatrices sauf dans le bassin du Tchad dans les années 1830, le début du XIXe siècle a été en moyenne plus sec que la période de 1600 à 1800 ; et qu'une certaine humidité a reparu entre 1870 et 1895 ; mais que les conditions climatiques se sont dégradées vers la fin du XIXe siècle jusqu'à aboutir à la sécheresse du début du XXe[40]. Ces indications générales masquent évidemment une quantité de variations locales et régionales. Des données détaillées sur le climat permettraient de mieux comprendre de nombreux aspects de l'activité humaine ; et en particulier les rapports de cause à effet entre la disette d'une part, et les guerres, les migrations et la stratification sociale, de l'autre ; mais on ne peut que déplorer le manque, presque total, de telles informations.

39. C. C. Stewart, 1976*a*. Pour une étude des liens économiques entre le désert et la savane au nord du cours moyen du Niger, voir R. Roberts, 1978.
40. S. E. Nicholson, 1976, p. 98-158 ; 1980.

CHAPITRE 21

Les révolutions islamiques du XIX^e siècle en Afrique de l'Ouest

Aziz Batran

Le drame dont l'Afrique de l'Ouest devait être au XIX^e siècle le théâtre eut pour cadre cette bande étroite que les géographes et les historiens arabes de l'époque classique appelaient *Bilād al-Sūdān* [pays des Noirs]. Prise entre le désert du Sahara gagnant continuellement du terrain au nord et une zone au climat inhospitalier au sud, cette région dut en grande partie son importance historique, sa prospérité et sa stabilité au maintien d'un fragile équilibre entre l'environnement, l'homme et l'animal; entre les agriculteurs sédentaires et les pasteurs nomades; entre les habitants des villes et les populations rurales; entre les hommes libres et ceux de condition servile; entre les musulmans et les populations qui restaient fidèles à leurs croyances traditionnelles. En outre, le *Bilād al-Sūdān* était, depuis des temps reculés, un marché international où s'échangeaient les marchandises locales et les produits importés de l'étranger; ainsi qu'une zone de passage et de brassage extraordinaire de populations, comme en témoigne l'expansion des Fulbe (Peul), qui, originaires du Fouta Toro, s'étaient disséminés sur un vaste territoire s'étendant du lac Tchad et du Cameroun à l'est jusqu'à l'océan Atlantique à l'ouest. C'était une région où de grands États et de grands empires avaient connu la prospérité puis la décadence; une région qui avait été le premier *dār al-islām* [foyer de l'islam] en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce cadre qu'au terme d'une lente gestation — une longue période d'enseignement et de prédication aboutissant à des explosions de violence — allaient naître trois califats: Sokoto dans le nord du Nigeria, Ḥamdallahi au Macina, et le califat tijāniyya de Sénégambie et du Macina.

L'arrière-plan religieux des mouvements réformistes

Les *djihād*, dont l'Afrique de l'Ouest fut au XIXe siècle le théâtre, étaient essentiellement des campagnes d'inspiration religieuse destinées à concrétiser les principaux enseignements et pratiques caractéristiques des premiers temps de l'islam; mais, comme celui-ci est une religion totale qui embrasse tous les aspects de la vie sociale, les différents mobiles de ces mouvements — religieux, sociaux, économiques et politiques — sont indissociables. Les révolutions islamiques du XIXe siècle furent ainsi l'expression de tout un ensemble de préoccupations très profondes qui se traduisaient par une situation de crise au Soudan.

Les révolutionnaires de l'Afrique de l'Ouest, Shaykh (Shehu) ʿUthmān dan Fodio (Uthmān ibn Fudī), Seku Aḥmadu (Shaykh Aḥmad Lobbo) et al-Hadjdj ʿUmar, étaient des hommes de religion. C'étaient des théologiens d'immense stature et des chefs charismatiques dont la vie et les actions se conformaient scrupuleusement à l'exemple de Muḥammad et aux prescriptions de la *sharīʿa*[1]. Ils croyaient sincèrement qu'en lançant leur appel à la restauration et à la réforme (*tadjdīd*), et en recourant en dernier ressort à l'action militante, ils obéissaient aux ordres d'Allah, accomplissaient les prédictions du Prophète, avaient l'approbation de leurs pères spirituels, et le situaient dans le droit fil d'entreprises similaires, passées ou contemporaines. Aussi se considéraient-ils comme les instruments choisis par Dieu pour exécuter Sa volonté.

Les chefs des *djihād* invoquaient plusieurs versets du Coran, les traditions prophétiques (*ḥadīth*) et le consensus des juristes (*idjmāʿ*) pour insister sur l'obligation du *djihād* et les nombreuses récompenses qui attendaient les *mudjāhidūn* dans l'au-delà[2]. En Afrique de l'Ouest comme dans les autres parties du *dār al-islām*, il convient de le souligner, la guerre sainte se colorait de tendances *ṣūfī* [mystiques] mettant l'accent sur la mortification et l'observance d'une morale rigoureuse. Les *mudjāhidūn* se devaient absolument de mener une vie exemplaire et de mettre en pratique ce qu'ils prêchaient.

De plus, la prophétie de Muḥammad: «Allah enverra à cette *umma* [communauté musulmane], au début de chaque siècle, celui qui régénérera

1. Il existe plusieurs ouvrages généraux sur les révolutions islamiques du XIXe siècle en Afrique de l'Ouest, notamment: J. R. Willis, 1967, p. 359-416; M. Last, 1974, p. 1-24; H. F. C. Smith, 1961, p. 169-185; B. G. Martin, 1976, p. 13-35 et 68-98; M. Hiskett, 1976, p. 125-169. Sur le *djihād* de cheikh ʿUthmān dan Fodio, voir: M. Last, 1967*a*; H. A. S. Johnston, 1967; F. H. al-Masri, 1963 et 1978; M. Hiskett, 1973. Pour le mouvement de Seku Aḥmadu, voir: W. A. Brown, 1969; A. Hampaté Bâ, et J. Daget, 1962. Sur le *djihād* d'al-Hadjdj ʿUmar, voir: J. R. Willis, 1970 et 1984; O. Jah, 1973; M. A. Tyam, 1961; B O. Oloruntimehin, 1972*a*.

2. Coran, s. II, v. 126: «Il vous est ordonné de combattre, même si vous y répugniez; et il est possible que vous déplaise ce qui est bon pour vous, et il est possible que vous aimiez ce qui est mauvais pour vous; et Allah sait et vous ne savez pas.» Coran, s. II, v. 193: «Et combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de persécution et que le culte soit rendu à Allah. S'ils s'arrêtent, plus d'abus de droit sauf contre les Injustes.» Le *ḥadīth* ajoute: «Qui d'entre vous aperçoit quoi que ce soit de blâmable, il le modifiera avec sa main; si cela ne lui est pas possible, il le fera avec sa langue; si cela ne lui est pas possible, il le fera dans son cœur; c'est le moins que la religion lui commande.»

sa religion » n'était que trop connue au Soudan occidental. De fait, l'ensemble de la tradition eschatologique, transmise par les générations précédentes, allait profondément influencer les programmes et les actions des chefs des *djihād*. La faveur que rencontre cette tradition auprès du peuple et les passions effrénées qu'elle est capable de déchaîner sont des phénomènes universellement reconnus : la figure messianique incarnait en effet les espoirs et les aspirations des masses, et venait leur apporter ce qu'elles croyaient être une solution assurée à la crise. Le libérateur attendu était considéré comme envoyé par Allah pour intervenir énergiquement par la langue (la prédication et l'enseignement) et, au besoin, par la main (le *djihād*), afin que soit appliqué le précepte coranique *al amr bil-maʿruf wal-nahi ʿan al-munkar* [ordonner le bien et interdire le mal]. Il devait éliminer l'incroyance, l'injustice et l'oppression ; il était appelé à bâtir un monde meilleur et à doter l'*umma* d'une religion satisfaisante.

Nulle part dans le *dār al-islām*, la notion de *tadjdīd* n'eut d'effet plus profond qu'en Afrique de l'Ouest au XIXe siècle. À l'époque, les musulmans de cette région attendaient avec impatience l'avènement du *mudjaddid* [réformateur/rénovateur][3]. Selon une prophétie attribuée à Muḥammad, celui-ci devait avoir douze califes (*mudjaddidūn*) pour successeurs ; puis viendrait une ère d'anarchie annonçant la fin du monde. Les traditions locales soutiennent avec fierté que le Prophète avait réservé au Takrūr (Afrique de l'Ouest) l'honneur d'engendrer les deux derniers *mudjaddidūn*. L'opinion communément admise au Soudan occidental était que les dix premiers réformateurs étaient déjà apparus dans les pays musulmans d'Orient (cinq à Médine, deux en Égypte, un en Syrie et deux en Iraq), et que Askia al-Muḥammad, le grand monarque songhay (1493-1528), avait été le onzième élu. Le douzième et dernier *mudjaddid*, annonçait-on, ferait son apparition au Soudan occidental durant le XIIIe siècle de l'hégire, c'est-à-dire entre 1785 et 1881[4]. Les chefs de *djihād* ouest-africains du XIXe siècle surent exploiter ce climat messianique. Comme l'ont noté un certain nombre d'auteurs, Shaykh ʿUthmān dan Fodio et Seku Aḥmadu affirmaient l'un comme l'autre être le *mudjaddid* annoncé pour ce XIIIe siècle décisif de la *hidjra*[5]. Quant à al-Hadjdj ʿUmar, il ne s'attribua certes jamais le titre de *mudjaddid* ou de *mahdī*, mais il en adopta une version *ṣūfī* tijāni, se faisant appeler *Khalīfat khātim al-awliyāʾ* (successeur du Sceau des saints, c'est-à-dire d'Aḥmad al-Tidjāni, fondateur de la *ṭarīḳa* ṭijāniyya) [6].

Preuve supplémentaire de la légitimité et du bien-fondé des *djihād*, chacun des trois hommes déclarait avoir été investi de la mission divine par le Prophète, et par le fondateur de la *ṭarīḳa* (ordre ou confrérie *ṣūfī*), à laquelle il appartenait. Ces affirmations convainquaient de la sincérité du

3. J. R. Willis, 1967 ; A Batran, 1983 ; M A. al-Hajj, 1967, p. 100-115.
4. *Ibid.*
5. J. R. Willis, 1967 ; A Batran, 1983, p. 32-39 ; U. al-Naqar, 1972, p. 77-78 ; B. A. Brown, 1969, p. 21.
6. O. Jah, 1973, p. 4 et p. 123 et suivantes. Selon J. R. Willis, 1984, et B. Martin (1963, p. 47-57), les partisans de al-Hadjdj ʿUmar revendiquaient pour lui le titre de *mahdī* et celui de *wazīr al-mahdī*.

dirigeant et allaient au-devant des attaques contre les *djihād* des sceptiques et des détracteurs — ceux que l'on appelait les *'ulamā' al-su'* [lettrés dévoyés et opportunistes]. Shaykh 'Uthmān assurait à ceux qui venaient l'écouter que l'ordre de mener le *djihād* lui avait été donné par le fondateur de la *ṭarīḳa* ḳadiriyya en personne, 'Abd al-Ḳādir al-Djilānī (mort en 1166), en présence du Prophète, de ses Compagnons et de tous les grands saints. Il avait eu cette vision mystique en 1794, dix ans avant d'engager sa guerre sainte : « Quand j'atteignis l'âge de 40 ans, 5 mois et quelques jours, Dieu m'attira à Lui, et je vis le Seigneur des djinns et des hommes, notre Seigneur Muḥammad […]. Avec lui se trouvaient les Compagnons, et les prophètes et les saints. Alors, ils m'ont accueilli et ils m'ont fait asseoir au milieu d'eux. Puis […] notre Seigneur 'Abd al-Ḳādir al-Djilānī apporta une robe verte […] et un turban ! […] Le Messager de Dieu les tint un moment serrés contre sa poitrine […]. 'Abd al-Ḳādir al-Djilānī me fit asseoir, puis il me vêtit et me mit le turban. Puis il m'appela "imam des saints" et me commanda de faire ce qui est approuvé et m'interdit de faire ce qui est désapprouvé ; et il me ceignit de l'Épée de la Vérité [Sayf al-Haḳḳ] afin que je la dégaine contre les ennemis de Dieu[7]. »

Al-Hadjdj 'Umar aurait reçu de son guide spirituel, Muḥammad al-Ghalī, de La Mecque, l'ordre de porter la réforme au Soudan occidental[8]. Lorsque, plus tard, un affrontement violent avec ses adversaires devint inévitable, al-Hadjdj 'Umar commença à être saisi de visions mystiques lui commandant de lancer le *djihād* : « Auparavant, je n'avais été autorisé par Muḥammad et Shaykh al-Tidjāni qu'à rallier les incroyants à l'islam et à les guider sur la voie correcte […] ; puis j'ai été chargé de lancer le *mudjihād* […]. L'autorisation m'en a été donnée par une voix divine qui m'a dit : "Tu as maintenant la permission de conduire un *djihād*. " Cela se passait au soir du vingt et unième jour de la Dhul-Qa'da, en l'an 1268 [le 6 septembre 1852][9]. »

Profondément ancrés dans l'orthodoxie et la pensée *ṣūfī*, les *djihād* menés en Afrique de l'Ouest au XIXe siècle n'étaient pas des phénomènes isolés, mais les dernières manifestations d'une tradition réformiste établie de longue date au *Bilād al-Sūdān*, dont l'objectif était d'instaurer, par la révolution, l'équité et la justice promises par l'islam, mais refusées par des régimes oppresseurs, compromis et iniques.

Certains auteurs ont tenté de rattacher les révolutions islamiques qu'a connues l'Afrique de l'Ouest à une origine commune : le *djihād* de Naṣīr al-Dīn (mort en 1677) [10], le mouvement almoravide du XIe siècle[11] voire la révolution kharidjite du VIIIe siècle en Afrique du Nord[12]. Cette démarche chronologique a été à juste titre critiquée parce qu'elle « suggère […]

7. M. Hiskett, 1973, p. 66.
8. J. R. Willis, 1984, chap. 6, p. 1-2 ; O. Jah, 1973, p. 131-132.
9. *Ibid.*
10. P. D. Curtin, 1971, p. 14-24.
11. M A. al-Hajj, 1964, p. 58.
12. O. Jah, 1973, p. 62-64.

des liens fortuits quelque peu schématiques » avec ces premières explosions de violence militante plus qu'une filiation directe[13]. S'il est indéniable que les chefs des *djihād* menés en Afrique de l'Ouest avaient connaissance de ces campagnes victorieuses et même d'autres tentatives moins heureuses[14], il y a quand même davantage à parier qu'ils se sont directement inspirés d'exemples plus proches d'eux dans le temps et dans l'espace, et en particulier des succès remportés par leurs propres ancêtres, les Torodbe, au Bundu (Boundou), au Fouta-Djalon et au Fouta Toro, des tentatives pacifiques de réforme de Shaykh al-Mukhtār al-Kuntī, et de Muḥammad ibn ʿAbd al-Karīm al-Maghīlī, de la réaction du *ṣūfī* à la percée du fondamentalisme wahhabite en Arabie et, dans le cas de Shaykh Aḥmadu et d'al-Hādjdj ʿUmar, du récent *djihād* de Shaykh ʿUthmān en pays hawsa.

Les instigateurs des *djihād* situaient leurs origines dans la région la plus sainte du *Bilād al-Sudān*, le fameux Takrūr (Fouta Toro), berceau légendaire du premier État islamique de l'Afrique de l'Ouest[15]; mais, surtout, ils appartenaient tous à cette « société » de *ʿulamā'* [lettrés], connue sous le nom de Torodbe. J. R. Willis nous apprend que les Torodbe étaient un groupe hétérogène de musulmans issus de diverses familles ethniques du Soudan occidental et central[16]. La « société » des Torodbe, ajoute-t-il, était composée de groupes d'origine fulbe, wolof, mande, hawsa, berbère, des descendants d'esclaves et de gens de caste. Néanmoins, les Torodbe étaient assimilés aux Fulbe: ils parlaient leur langue (le fulfulde), s'alliaient avec eux par mariage et les suivaient dans leurs perpétuelles migrations. Dans tout le Soudan occidental, le mot « Torodbe » devint synonyme de « Fulbe », et de fait, les Torodbe étaient l'élite intellectuelle du peuple fulbe.

L'islam imprégnait tous les aspects de la vie des Torodbe; ils y trouvaient à la fois leur nourriture spirituelle et leur moyen de subsistance. Ils partageaient leurs préoccupations religieuses avec les clans scolastiques *zāwiya*, voisins du Sahara occidental[17]. Toutefois, à la différence des clans *zāwiya*, qui constituaient chacun une entité ethnique distincte dont tous les membres étaient unis par les liens du sang, les Torodbe « s'étaient débarrassés de la notion de différences ethniques [...] pour fonder une société ouverte à toute personne désireuse d'embrasser leurs coutumes et leurs croyances »[18]. Cette société hétérogène de clercs et de disciples pouvait pourtant s'enorgueillir d'avoir donné naissance à des dynasties d'érudits (*bayt al-ʿilm*), comme les

13. C. C. Stewart, 1976*a*, p. 91.
14. Shaykh ʿUthmān se serait référé au *djihād* malheureux, et même désastreux, lancé par Aḥmad ibn Abū Mahalli, originaire du Tafilālet, au début du XVIIe siècle: voir F. H. al-Masri, 1978, p. 32.
15. J. R. Willis, 1978, p. 195-196; 1984, chap. 2, p. 1-4; B. Martin, 1976, p. 15-16; J. S. Trimingham, 1962, p. 161-162.
16. J. R. Willis, 1984, chap. 1, p. 33-34; 1978, p. 196 et suivantes.
17. Sur les Zāwiya, voir par exemple: J. R. Willis, 1979*b*, p. 3-12; C. C. Stewart, 1976*a*, p. 73-93; H. T. Norris, 1968; A. A. Batran, 1972.
18. J. R. Willis, 1984, chap. 3, p. 8.

Toronkawa de Shaykh ʿUthmān, les Bari de Shaykh Aḥmadu et la propre famille d'al-Hadjdj ʿUmar, les Tall. Plus encore, les Torodbe pouvaient évoquer avec fierté tout un passé prestigieux — les *djihād* torodbe de Mālik Sī, dans les dernières décennies du XVIIe siècle, de Karamoko Ibrāhīm Mūsā de Ibrāhīm Sori, au milieu du XVIIe siècle, et de Sulaymān Baal, dans années 1770, ainsi que les imamats torodbe du Bundu, du Fouta-Djalon et Fouta Toro, fondés à la suite de ces guerres. C'est à cet héritage historiqe que al-Hadjdj ʿUmar fit appel pour réveiller le zèle de combattants de la foi qui sommeillait dans le cœur des Banū Toro (fils du Fouta Toro). Leur rappelant que la guerre sainte était une tradition chère à leur peuple, al-Hadjdj ʿUmar déclara: « Les Banū Toro sont tels que nos premiers ancêtres; laborieux et forts, la fine fleur de l'humanité et droits. Banū Toro […] retournez à vos origines: le *djihād* contre les ennemis d'Allah […]. Le mont Sinaï est votre berceau à cause du *djihād* […]. Banū Toro […], soyez dignes de vos ancêtres[19]. »

La tradition révolutionnaire des Torodbe fut également mise en lumière dans un poème attribué à Muḥammad Bello, fils et successeur de Shaykh ʿUthmān dan Fodio. À supposer qu'il soit authentique, ce poème aurait été écrit par Bello avant sa mort, en 1837. Après un long éloge d'al-Hadjdj ʿUmar, le gendre de Bello, il rend compte des « glorieux exploits » des Banū Toro (les Torodbe). On dit qu'al-Hadjdj ʿUmar joignait le poème aux messages de propagande qu'il adressait aux dignitaires du Fouta Toro, dans l'intention évidente de convaincre les lecteurs que la famille Fodio soutenait son *djihād* (torodbe): « Ces [Banū Toro/Torodbe] sont mon peuple; l'origine de mon clan; […] pour la défense de l'islam, nous sommes ligués; […] parmi eux, il en est qui ont excellé dans les sciences religieuses […] et il y a ceux qui se sont défendus contre la perfidie de l'ennemi et ont proclamé le *djihād* [20].

Autre source d'inspiration encore, les chefs de l'Afrique de l'Ouest qui appelaient au *djihād* pouvaient trouver un modèle dans le réformisme « quiétiste» de Shaykh al-Mukhtār al-Kuntī (1729-1811). Des environs de 1750 jusqu'à sa mort en 1811, al-Kuntī porta haut le prestige de la *ṭarīḳa* ḳadirīyya en Afrique de l'Ouest; il en fut le père fondateur et le chef spirituel[21]. C'est par la « plume » et non l'« épée » qu'al-Kuntī exerça son influence sans égale au Soudan occidental. Shaykh ʿUthmān et Shaykh Aḥmadu le considéraient l'un et l'autre comme leur guide spirituel sur la voie ḳādirī. Les chefs qui appelaient au *djihād* s'en remettaient souvent à son interprétation de la loi sur des questions religieuses, et invoquaient son nom pour cautionner et légitimiser l'action révolutionnaire. Aux dires de Muḥammad Bello, lorsque al-Kuntī eut vent du *djihād* de Shaykh ʿUthmān, il bénit l'entreprise et prédit son succès. « ʿUthmān ibn Fūdī, aurait-il déclaré, est l'un des saints accom-

19. J. R. Willis, 1970, p. 98-100.
20. *Ibid.*, p. 97-98.
21. A. A. Batran, 1973; 1974; 1979.

plis; son *djihād* est juste[22]. » Par ces mots, al-Kuntī mettait tout le poids de son immense prestige dans la balance en faveur du chef torodbe. Quoique adepte d'une autre confrérie *ṣufī*, al-Hādjdj ʿUmar tenait al-Kuntī en haute estime et se guidait lui aussi sur ses opinions[23].

Les réformateurs furent également influencés par les idées radicales du lettré pèlerin maghrébin Muḥammad ibn ʿAbd al-Karīm al-Maghīlī (mort vers 1503-1506)[24]. Ils s'appuyaient largement sur ses vues pour distinguer le *dār al-islām* du *dār al-ḥarb* [pays de la guerre/des infidèles], pour définir l'état de *kufr* [incroyance] et pour reconnaître les *ʿulamāʾ al-sūʾ*. Selon al-Maghīlī: « Les habitants d'un pays reflètent les vrais sentiments religieux de son maître. Si celui-ci est musulman, son pays est *Bilād al-islām;* s'il est *kāfir* [infidèle], son pays est *Bilād al-kufr;* et c'est une obligation que de le fuir pour un autre[25]. »

Le jugement porté par al-Maghīlī à l'égard des souverains syncrétistes et des *ʿulamāʾ al-sūʾ* était clair: c'étaient des incroyants; et les musulmans avaient le devoir de mener le *djihād* contre eux. Ces chefs et ces lettrés, affirmait-il, « ont enveloppé la vérité d'un voile de mensonge, amenant un certain nombre de musulmans ignorants à s'égarer »[26].

Les musulmans d'Afrique de l'Ouest n'étaient nullement fermés aux influences de l'extérieur. Les événements religieux et politiques survenant dans les pays islamiques d'Orient, et en particulier ceux qui concernaient directement le berceau de l'islam — l'Arabie —, avaient des répercussions à travers tout le *dār al-islām*. L'un de ces événements fut la réaction du soufisme d'Orient devant la prise de La Mecque (1803), puis de Médine (1805), par les fondamentalistes wahhabites.

Bien qu'une grande partie du monde musulman eût rejeté certains de ses aspects doctrinaux, la révolution wahhabite y avait naturellement agi comme un catalyseur de l'action militante. De plus, en condamnant ses croyances et ses pratiques, les Wahhabites avaient provoqué un vigoureux renouveau du soufisme, dont les fers de lance furent la *ṭarīḳa* Khalwatiyya et l'illustre maître *ṣūfī* Aḥmad ibn Idrīs al-Fāsi (mort en 1837)[27]. Ce renouveau se traduisit notamment par la naissance de la confrérie tijāniyya, à laquelle al-Hadjdj ʿUmar adhéra, et dont il propagea les enseignements en Afrique de l'Ouest en sa qualité de calife d'Aḥmad al-Tidjāni. Al-Hadjdj ʿUmar aurait subi l'influence des *shaykh* Khalwatī durant son séjour au Caire, où il aurait

22. A. Batran, 1973, p. 349-350.
23. J. R. Willis, 1979*c*, p. 181.
24. M. Hiskett, 1962, p. 578 et suivantes; M. A. al-Hajj, 1964, p. 53 et suivntes; J. R. Willis, 1970, p. 38-42 et 148-151.
25. M. A. al-Hajj, 1964, p. 50; J. R. Willis, 1970, p. 38.
26. M A. al-Hajj, 1964, p. 56.
27. J. O. Voll, 1969, p. 90-103; B. G. Martin, 1972, p. 302-303. Les réactions à l'antisoufisme wahhabite furent très fortes au Soudan occidental. Shaykh al-Mukhtar al-Kuntī publia un *fatwā* indiquant que les musulmans n'avaient pas l'obligation du *hadjdj* dans la situation qui prévalait en Arabie. Voir U. al-Naqar, 1972, p. 47-48; A. A. Batran, 1972, p. 186-189.

été directement en contact avec eux[28]. Selon certains auteurs, le *djihād* de Shaykh ʿUthmān se rattachait aussi au réformisme *ṣūfī* khalwatī, par l'intermédiaire de son mentor, Djibrīl ibn ʿUmar[29].

Si les *djihād* menés en Afrique de l'Ouest ont ainsi pu être replacés dans le cadre plus général des mouvements de réforme islamiques militants et « quiétistes », il y avait aussi, entre les trois courants, d'incontestables liens de parenté. De fait, le *djihād* de Shaykh ʿUthmān, lancé en 1804, est venu réveiller la ferveur religieuse révolutionnaire qui couvait sous la cendre au Soudan occidental. Les écrits relatifs au *djihād* de Sokoto, « appelant les musulmans à renverser les régimes compromis et païens, ou du moins à se soustraire à leur autorité politique, et les épopées en fulfulde célébrant les exploits des Fūdī et des *mudjāhidūn* en pays hawsa » étaient très connus au *Bilād al-Sūdān* [30]. Les *mudjāhidūn* fulbe de la boucle du Niger auraient participé au *djihād* de Shaykh ʿUthmān et, à leur retour, porté la flamme révolutionnaire dans leurs pays d'origine respectifs. Certains auteurs affirment sans grandes preuves que Shaykh Aḥmadu aurait non seulement été l'élève de Shaykh ʿUthmān, mais qu'il aurait aussi pris une part active au *djihād* lancé par ce dernier[31], et reçu en outre l'appui et la bénédiction des chefs de *djihād* de Sokoto. De plus, Shaykh ʿUthmān lui aurait personnellement remis une bannière à brandir à la tête de ses troupes de *mudjāhidūn*[32]. Enfin, Shaykh Aḥmadu correspondait avec ʿAbdullaahi dan Fodio, frère et successeur de Shaykh ʿUthmān, requérant son opinion de juriste sur le statut des lettrés musulmans du Macina qui s'opposaient à son *djihād*. Outre les *djihād* de Shaykh Aḥmadu, les régions septentrionales du Macina furent le théâtre d'au moins trois mouvements inspirés par Sokoto, entre 1816 et 1823. Le premier, conduit par un érudit hawsa, Malam Saʿīd, visait les Touareg du Guimbala. À la suite de la défaite des forces de Saʿīd, les chefs de *djihād* hawsa disparurent de la région et retournèrent sans doute dans le pays hawsa. Les deux autres chefs de *djihād*, al-Faḳīh al-Ḥuṣayn Koita et Alfaa Aḥmad Alfaka, étaient des Fulbe d'origine locale. Le mouvement de Koita éclata dans le Fittuga, et celui d'Alfaka dans le Farimaka. Craignant que ces deux mouvements menacent directement sa jeune *dina* [califat], Shaykh Aḥmadu réagit promptement, vainquit Koita et s'assura les services d'Alfaka comme agent de Ḥamdallahi[33]. Quant au troisième chef de *djihād*, al-Hādjdj ʿUmar, il fit un séjour prolongé dans le califat de Sokoto, y demeurant plus de six ans. Il s'y rendit à deux reprises, sur la route de son pèlerinage, puis sur le chemin du retour. Durant ces séjours, il poursuivit ses activités de prédicateur et de médiateur, et reçut de nouveaux adeptes dans la confrérie tijāniyya.

28. M. Hiskett, 1976, p. 161-162.
29. B. G. Martin, 1976, p. 24-25. Djibrīl ibn ʿUmar aurait tenté sans succès d'inciter au *djihād* dans la région de l'Aïr. Voir F. H al-Masri, 1963, p. 438-439.
30. W. A. Brown, 1969, p. 66-67; U. al-Naqar, 1972, p. 51.
31. J. S. Trimingham, 1962, p. 177. Il semblerait que Shaykh Aḥmadu n'ait jamais quitté le Macina.
32. U. al-Naqar, 1979, p. 66-67.
33. W. A. Brown, 1969, p. 66-67.

Le substrat des mouvements réformistes : motivations et circonstances

Instaurer une société islamique authentique et reculer les frontières du *dār al-islām*, tels étaient donc les objectifs des chefs qui menèrent le *djihād* en Afrique de l'Ouest. L'islam offrait, pensaient-ils, un cadre idéal pour l'organisation de la communauté, en même temps qu'un moyen d'assurer le salut de son âme dans l'autre monde. Toutefois, pour traduire ces convictions dans la réalité, il leur fallait se montrer capables de rallier des troupes totalement dévouées à leur cause, et suffisamment fortes pour opérer les changements souhaités.

Héritiers d'une riche tradition scolastique, les futurs réformateurs avaient suivi l'enseignement de maîtres illustres, dans les « académies » de leur ville d'origine, ou même de contrées éloignées. Ils y avaient reçu une formation intensive, englobant les sciences exotériques aussi bien qu'ésotériques, et qui faisaient d'eux des lettrés accomplis et des *shaykh ṣūfī* voués à l'enseignement et à la prédication, ainsi qu'à l'expansion de leurs confréries respectives. Les élèves qui rejoignaient les *zāwiya* itinérantes de Shaykh ʿUthmān et de Shaykh Aḥmadu étaient initiés à la Ḳadirīyya, tandis que ceux d'al-Hadjdj ʿUmar recevaient le *wird* ṭijāni. Ce sont ces groupes de pieux initiés qui allaient constituer le noyau des *mudjāhidūn*. Parfaitement instruits des secrets de la voie mystique (*asrar al-ṭarīḳ*), ils se conformaient fidèlement aux idéaux de leurs maîtres. Leur obéissance absolue et aveugle à leurs guides spirituels, fruit de leur formation *ṣūfī*, faisait d'eux une force potentiellement explosive : ils étaient toujours prêts à répondre à l'appel de leur *shaykh* et à se battre et mourir en martyrs pour lui. À leurs yeux, en effet, les *shaykh* étaient spirituellement et intellectuellement supérieurs à tous les autres *ʿulamāʾ*. C'étaient les saints favoris d'Allah, possesseurs de la *baraka* [bénédiction divine et pouvoir miraculeux], et les seuls liens entre les disciples et les fondateurs des *ṭarīḳa*. De fait, ils étaient les sauveurs et les libérateurs attendus en ce XIIIe siècle de l'hégire.

Dans le Soudan occidental du XIXe siècle, l'islam était assurément fort loin de correspondre aux idéaux des réformateurs et des disciples dévoués à leur cause. Les réformateurs déploraient la faveur que connaissaient certaines pratiques contraires à l'islam auprès de nombreux souverains comme de leurs sujets. Ils condamnaient les injustices et l'oppression dont les dynasties régnantes se rendaient coupables, et accusaient celles-ci de mêler à l'islam des coutumes religieuses traditionnelles (*takhliṭ*), voire d'être totalement incroyantes. Ils attaquaient les *ʿulamāʾ* qui toléraient, et même approuvaient, l'état de dégénérescence dans lequel avait sombré l'islam. L'un des faits les plus irritants à cet égard aux yeux d'al-Hadjdj ʿUmar était l'expansion militaire et économique agressive des Français (infidèles) au Fouta Toro et dans les pays voisins.

La plupart de ces reproches, sinon tous, étaient de toute évidence fondés. C'est surtout par l'intermédiaire des commerçants et des érudits

musulmans locaux que les influences islamiques et la connaissance de l'arabe s'étaient répandues au *Bilād al-Sūdān*[34]. Mais leurs succès ne doivent pas dissimuler le fait que les nouveaux convertis ne reniaient pas pour autant leur héritage religieux: en fait, ce prosélytisme non violent aboutit, comme il se devait, à un rapprochement de l'islam et des croyances africaines traditionnelles. Cet islamisme hybride, syncrétique, était pratiqué par les membres des classes dirigeantes et ceux de leurs sujets qui s'étaient convertis. Non contents de manifester avec éclat leur attachement à l'islam, les souverains du pays hawsa, du Macina et de Sénégambie entretenaient des relations très étroites avec les communautés de marchands et de lettrés musulmans. Les érudits musulmans, connaissant l'arabe et réputés posséder de puissants pouvoirs « magiques », en vinrent à jouer un rôle particulièrement utile dans les cours royales, en tant que conseillers politiques ou fonctionnaires. Les marchands musulmans, qui avaient toujours eu très directement part au commerce international de l'or, du sel, des esclaves et autres marchandises, constituaient une importante source de richesse. Aussi, les groupes musulmans accueillaient-ils favorablement la clientèle et la protection des dynasties au pouvoir. Naturellement, ils toléraient les accommodements excessifs que les souverains se permettaient avec l'islam et ils étaient même prêts à les justifier.

Aux yeux des réformateurs, l'islam authentique ne laissait place à aucune compromission. Aussi fallait-il mettre un terme à l'ensemble des *bidʿa* (les innovations, c'est-à-dire les pratiques religieuses traditionnelles greffées sur l'islam). Ils tentèrent tout d'abord d'y parvenir par la prédication — en exhortant les musulmans à revenir à un islam intact et pur. Cette prédication finit par saper le pouvoir « constitutionnel » en place, lorsque la virulence des réformateurs prit pour cible les souverains et les lettrés des cours. Ils fustigeaient les *ʿulamāʾ* pour leur morale relâchée et leur opportunisme cynique, et les accusaient de méconnaître et de dénaturer l'islam. Ils condamnaient l'oppression dont les chefs se rendaient coupables et leur corruption, leurs abus de pouvoir, les impôts non conformes à la loi islamique dont ils écrasaient leurs sujets, et ils leur reprochaient notamment de « lever le drapeau du royaume temporel plus haut que la bannière de l'islam »[35]. Al-Hadjdj ʿUmar lança cet avertissement: « Que chaque homme sensé, à toutes les époques de l'histoire de l'humanité, sache que ceux qui se mêlent des affaires temporelles (*mukkibīn ʿala al-dunya*), comme les chiens infidèles, les rois félons et les *ʿulamāʾ* corrompus, connaîtront l'humiliation et la déconvenue dans ce monde et dans l'au-delà[36]. » De tels propos constituaient, à l'évidence, un appel à la révolution. Devant la tempête qui grondait, la réaction des autorités ne se fit pas attendre. Elles tentèrent d'écraser dans l'œuf le soulèvement qui était imminent.

Comme on pouvait le prévoir, les réformateurs considérèrent ces tentatives comme des manifestations d'impiété, et leurs auteurs comme des

34. Voir, par exemple, N. Levtzion, 1973, p. 183-199; J. S. Trimingham, 1969, p. 13-28
35. M. A. al-Hajj, 1964, p. 50.
36. O. Jah, 1973, p. 184.

infidèles. Et comme il avait été prescrit : « Si le souverain est infidèle, son pays est *Bilād al-kufr* » ; le Soudan occidental était désormais *dār al-ḥarb ;* et sa conquête et son annexion au *dār al-islām* devenaient un devoir pour les musulmans. En l'espace de quelques années, les *mudjāhidūn* et leurs alliés balayèrent l'autorité des *sarki* des États hawsa, celle des *ardo* du Macina, et des *faama* de Ségou (Segu) et du Kaarta, ainsi que celle des *almaami* du Bundu, du Fouta-Djalon et du Fouta Toro. Le pays hawsa devint un califat dirigé par ʿUthmān dan Fodio, *amīr al-muʾminīn* [Commandeur des croyants] ; le Macina devint une *dina* [califat] avec à sa tête Shaykh Aḥmad Lobbo, portant désormais le titre d'*amīr al-muʾminīn* ; puis la Sénégambie fut réunie au Macina pour former un califat ṭijāni sous la houlette d'al-Hadjdj ʿUmar, *khalīfat khātim al-awliyāʾ*.

Les *mudjāhidūn* qui avaient humilié les puissants régimes du *Bilād al-Sūdān* venaient d'horizons sociaux et ethniques très divers. Ils avaient été recrutés parmi les Fulbe, les Hawsa, les Mande, les Wolof et les Touareg, parmi les pasteurs nomades, dans les communautés sédentaires ou semi-sédentarisées, dans les rangs des *ʿulamāʾ* et des *murīd* (disciples *ṣūfī*) lettrés, et dans les classes illettrées, parmi les gens de caste, les esclaves et les affranchis. Chaque groupe nourrissait ses propres griefs, et tous partageaient l'espoir que cette remise en question de l'ordre établi leur procurerait d'importants avantages.

Le noyau de ces *mudjāhidūn* était formé des disciples (*murīd*/*ṭālib*) qui avaient suivi les *shaykh* dans leurs tournées de prédication (*siyaḥa*), puis dans leur exil forcé (*hidjra*) hors du pays du *kufr*. Avec les lettrés indépendants ou subvenant à leurs propres besoins qui avaient rejoint le camp des *shaykh*, ils formaient la *Djamāʿa* [la Communauté des croyants]. Poussés par leur zèle religieux et guidés par les visions des *shaykh*, les membres de ces *Djamāʿa* devinrent les plus dévoués des combattants dans la voie d'Allah (*mudjāhidūn fī sabil Allāh*). Certes, la ferveur religieuse suscitée par les réformateurs gagna également certains éléments musulmans qui n'appartenaient pas à la *Djamāʿa* à proprement parler et qui, subjugués par le charisme des *shaykh*, unirent leur sort à celui des réformateurs. Mais ces « initiés », fer de lance de la réforme, n'étaient nullement supérieurs, sur le plan numérique ou militaire, aux armées que commandaient les souverains d'Afrique de l'Ouest. Aussi la victoire ne devint-elle possible qu'après que des éléments « extérieurs » furent venus grossir les rangs de la *Djamāʿa*, formant, sans aucun doute, le gros des forces engagées. Ces éléments « extérieurs » étaient certes des syncrétistes (*mukhalliṭūn*), mais leur participation au *djihād* effaçait définitivement les différences sociales et religieuses qui les avaient séparés de la *Djamāʿa*. Les « imparfaits » rejoignaient désormais le bercail des *mudjāhidūn* dont l'ultime récompense était le paradis.

La grande majorité des « initiés », et peut-être aussi des éléments « extérieurs », étaient d'origine fulbe. Les réformateurs eux-mêmes avaient des liens étroits avec les Fulbe, et les dirigeants des califats étaient le plus souvent des Fulbe. Cette influence prépondérante des Fulbe dans les mouvements réformistes a amené certains auteurs à conclure que les *djihād* avaient été des guerres ethniques visant à asseoir la domination des Fulbe sur leurs

pays d'adoption. Assurément, un certain nombre d'entre eux avaient rallié les *djihād* pour des considérations de solidarité ethnique ; mais il est évident qu'il y en eut aussi beaucoup qui se battirent aux côtés des forces ennemies. De plus, le *djihād* de Shaykh Aḥmadu Lobbo et celui d'al-Hādjdj ʿUmar furent en grande partie dirigés contre les chefs politiques fulbe du Macina et de Sénégambie.

La diaspora fulbe avait essaimé à partir du Fouta Toro quelque quatre ou cinq siècles avant les *djihād*. Partout, ces populations, composées en grande partie de pasteurs, vivaient en dehors des centres urbains et des communautés paysannes. Leurs migrations saisonnières à la recherche d'eau et de pâtures les conduisaient toutefois dans les régions rurales du Sud et les territoires touareg du Nord[37]. Durant la saison sèche, les Fulbe étaient contraints de faire paître leurs troupeaux sur des terres cultivées. La pression saisonnière qu'ils exerçaient ainsi sur les paysans, en particulier à une époque où les récoltes n'étaient pas encore terminées, suscitait des tensions avec les communautés paysannes. De plus, lorsqu'ils pénétraient dans les zones contrôlées par les autorités urbaines, les Fulbe étaient soumis à des impôts et à des restrictions limitant les mouvements de leurs troupeaux et l'utilisation des points d'eau[38]. Ils se voyaient également infliger des amendes pour les dommages que leur bétail causait aux cultures. Pendant la saison humide, les Fulbe conduisaient leurs troupeaux dans les régions plus sèches du Nord, où ils se trouvaient en concurrence avec les Touareg pour l'eau. Durant cette période, leurs bêtes étaient les principales victimes des razzias des Touareg[39]. En outre, ceux-ci multipliaient les déprédations et les pressions sur les nomades fulbe, dès que la sécheresse ou la famine frappait le Sahel. Depuis longtemps déjà, les Fulbe supportaient mal ces restrictions, ces impôts, ces amendes et la menace qui pesait continuellement sur leur bétail. Les *djihād* leur offraient une occasion bienvenue d'échapper aux impôts et aux amendes, et de se protéger contre les méfaits des Touareg.

Les Fulbe du Macina et de Sénégambie avaient pour leur part d'autres motifs d'insatisfaction. Vers le milieu du XVIIe siècle, les Bambara de Ségou avaient réussi à étendre leur suzeraineté sur les Fulbe du Macina. Toutefois, les *faama* de Ségou n'administraient pas cette région directement. Ils laissaient les dynasties régnantes locales — les *arma* (descendants des Marocains qui avaient conquis le Songhay) — contrôler à leur place les villes de Djenné (Jenne), Tombouctou et Sungojo, et les chefs militaires fulbe et dikko gouverner pour leur compte le reste de la boucle du Niger. Les *faama* extorquaient aux Fulbe un tribut annuel qui consistait, paraît-il, en « 100 garçons, 100 filles, 100 chevaux mâles, 100 juments, une mesure d'or » et un grand nombre de têtes de bétail[40]. De plus, les troupeaux des Fulbe

37. W. A. Brown, 1969, p. 60 ; M. Last, 1967, p. lxii–lxiii ; M. Hiskett, 1976, p. 138.
38. M. Last, 1967, p. lxii–lxxiv ; M. Hiskett, 1976, p. 138.
39. W. A. Brown, 1969, p. 35-36 ; M. Last, 1967, p. lxiii.
40. W. A. Brown, 1969, p. 182, note 25.

étaient une proie idéale pour les suzerains bambara et les Dikko, qui faisaient de fréquentes razzias dans les campements fulbe. Les *arma* se joignaient à ces incursions. Selon la tradition, c'est lors d'une de ces expéditions (1810-1811) que les Bambara auraient passé quelque quatre mois au Macina, razziant le bétail des Fulbe et confisquant d'importantes quantités de riz aux fermiers. L'asservissement des Fulbe et le pillage de leur bétail, ainsi que les violences effrénées perpétrées contre eux par les Bambara et les autorités locales, sont parmi les principales raisons qui poussèrent cette ethnie à s'allier avec Shaykh Aḥmadu.

Il semble que le *djihād* de Shaykh Aḥmadu ne soit que l'une des tentatives inspirées par les Fulbe pour renverser l'hégémonie bambara de cette région. Cette lutte nationaliste eut comme champions les dirigeants fulbe Ḥammadī Bodêjo et son fils Gelâjo. En 1815-1816, deux ans à peine avant que Shaykh Aḥmadu ne lance son *djihād*, Gelâjo prit la région de Kunari aux Bambara. Shaykh Aḥmadu s'empressa de faire alliance avec ces forces patriotiques. La coalition remporta une victoire éclatante contre les Dikko et les Bambara, à la bataille de Nukuma (Noukouma) [41].

Le sort des Fulbe de Sénégambie n'était pas plus enviable. Ils souffraient eux aussi des déprédations et de la loi impitoyable des *almaami* torodbe qu'ils avaient contribué à porter au pouvoir un ou deux siècles plus tôt. Vers le milieu du XIXe siècle, en effet, les *almaami* étaient devenus des oligarchies héréditaires tyranniques qui pressuraient leurs sujets. De plus, ils s'associèrent économiquement et politiquement avec les Français, qu'ils autorisèrent à construire des postes fortifiés le long de la vallée du fleuve Sénégal. La présence militaire des Français et leur pouvoir grandissant dans la région heurtaient profondément les convictions religieuses de certains Fulbe pour qui ces étrangers étaient des *ahl al-dhimma* [populations protégées], tolérés à condition d'acquitter la *djizya* [impôt de capitation ou tribut] prescrite par la loi islamique, et de n'exercer aucune influence au *dār al-islām*[42]. Le refus des Français de payer la *djizya*, comme d'ailleurs tout autre impôt, était jugé incompatible avec le statut de tributaire qui était le leur en droit musulman. Il n'est donc pas surprenant que les Fulbe du Fouta Toro aient répondu avec enthousiasme lorsque al-Hadjdj ʿUmar les appela à se joindre à son *djihād* contre les dirigeants locaux corrompus et les « infidèles » français. Tout au long des différentes phases du *djihād*, le Fouta Toro, pays d'origine d'ʿUmar ne cessa de fournir le gros des *mudjāhidūn* tijāni.

De même, les réformateurs allaient trouver un solide appui dans l'immense population d'esclaves et de gens de caste établis au *Bilād al-Sūdān*. L'aristocratie soudanaise du XIXe siècle, c'est-à-dire les dynasties régnantes et les communautés de lettrés et de marchands, devait beaucoup de sa richesse et de son prestige à l'exploitation et à la traite de ces groupes serviles. Les

41. *Ibid.*, *passim*. C'est à Nukuma qu'eut lieu la bataille décisive qui permit la création du califat de Hamdallahi.
42. J. R. Willis, 1970, p. 160 et suivantes; O. Jah, p. 152-153, 179-181, 205 et suiv.

clans endogames constitutifs des castes fournissaient les artisans situés au bas de l'échelle sociale, tels que forgerons, pêcheurs, tisserands et tanneurs. Les esclaves étaient employés aux travaux agricoles, à l'élevage, aux tâches domestiques et au combat (comme guerriers et gardes du corps).

L'énorme réserve d'esclaves qui avait existé au Soudan occidental paraît s'être considérablement accrue à la veille des *djihād*, par suite de l'introduction des armes à feu et de la spectaculaire expansion des exportations d'esclaves vendus aux marchands européens établis sur la côte[43]. L'aristocratie locale choisissait ses victimes parmi les paysans et les pasteurs, capturant aussi bien les musulmans que les non-musulmans. La crainte d'être privées de leur liberté et les violences dont s'accompagnait la chasse aux esclaves poussèrent un grand nombre de victimes potentielles à chercher refuge auprès des *shaykh*. Espérant obtenir leur rachat en s'enrôlant dans les *djihād* et en devenant membres de la nouvelle société, les esclaves, musulmans ou non, représentaient une proportion énorme des *mudjāhidūn* et de la foule de disciples et d'initiés qui s'était rassemblée autour des réformateurs. Shaykh Aḥmadu et al-Hadjdj ʿUmar appelèrent avec autant de succès l'un que l'autre les esclaves à venir se battre à leurs côtés. Shaykh Aḥmadu aurait déclaré : « Vous tous, *maccube* [esclaves] qui êtes venus à moi aujourd'hui, vous êtes libres. Tous les *maccube* trouveront le paradis à mes côtés[44]. » Il n'est pas indifférent que Shaykh Aḥmadu ait pris position contre les Bambara et les Dikko au Sebera, région où les esclaves et les gens de caste étaient fort nombreux.

Ayant une dette immense envers ces catégories serviles, les réformateurs les récompensèrent généreusement. Les esclaves furent affranchis et reçurent la part de butin qui leur revenait de droit. Quelques-uns occupèrent des postes prestigieux au sein de l'administration. Ainsi, les califats présentent « cet étrange paradoxe de faire accéder les représentants des ordres les plus humbles de l'humanité aux plus hautes fonctions de l'État »[45].

La communauté des croyants au *dār al-hidjra*

Les réformateurs poursuivirent leur enseignement et leur prédication pendant plusieurs décennies avant que les autorités ne commencent à percevoir le danger. En revanche, dès que les enseignants se furent mués en agitateurs politiques, les dirigeants et leurs *ʿulamāʾ* furent prompts à les exiler, à restreindre leurs activités et à harceler leurs partisans[46]. Des affrontements violents, inévitables, se produisirent à la suite de l'expulsion

43. J. R. Willis, 1978, p. 208-210 ; W. A. Brown, 1969, p. 114-115, 124-125 ; M. Hiskett, 1976, p. 138-139 ; P. E. Lovejoy, 1983, p. 188-199. Selon certaines estimations, la population d'esclaves du Fouta-Djalon représentait, vers le milieu du XIXe siècle, près de la moitié de la population totale de la région.
44. W. A. Brown, 1969, p. 188-189, note 52.
45. J. R. Willis, 1984, chap. 3, p. 23-24.
46. A. A. Batran, 1974, p. 49.

des *shaykh* et de leurs disciples chassés de leurs centres respectifs de Degel en pays hawsa, Kubi au Macina et Jegunko au Fouta-Djalon, et de leur établissement ultérieur au *dār al-hidjra*. C'est là, à Gudu (1804), Nukuma (1816-1817) et Dinguiraye (1849), que la *Djamāʿa* allait prendre sa forme définitive. Échappant de par l'éloignement à la surveillance des autorités, la *Djamāʿa* se prépara alors à l'explosion imminente, rassemblant et stockant des armes et érigeant des défenses, cependant qu'ʿUthmān dan Fodio et Aḥmadu Lobbo prenaient le titre d'*amīr al muʾminīn*. Al-Hadjdj ʿUmar, on s'en souvient, avait déjà été nommé *Khalīfat khātim al-awliyāʾ*.

Un flot continu de réfugiés, répondant aux appels des *shaykh* ou fuyant les persécutions, arrivait au *dār al-hidjra*. Maîtres accompagnés de leurs disciples, esclaves et hommes libres, paysans et nomades se pressaient autour des chefs de *djihād*, dans une atmosphère de profonde ferveur religieuse et de grandes espérances. Les disciples étaient initiés aux sciences islamiques, et en particulier au soufisme, et reçus dans la confrérie — Ḳadirīyya ou Tijāniyya selon le cas. Les événements qui avaient abouti à la *hidjra* [exode] et le parallèle qu'elle suggérait avec la *hidjra* du Prophète fuyant La Mecque pour Médine (622) faisaient sans doute l'objet, au même titre que les préparatifs de guerre, de discussions sans fin.

La *hidjra* fut certainement la phase la plus critique de l'action des réformateurs. Toutefois, elle ne fut aucunement auto-imposée, ni, contrairement à ce que laissent entendre un grand nombre d'érudits, menée délibérément pour légitimer le *djihād* [47]. La *hidjra* ne fut pas, comme on le dit généralement, une nécessité fondamentale pour les mouvements de réforme ouest-africains: avec ou sans elle, les révoltes auraient éclaté. Certes, on avait commencé à s'organiser plusieurs années avant la *hidjra*. Citant *Taziyyn al-Waraḳat* d'Abdullaahi dan Fodio, F. H. al-Masri dit que les préparatifs du *djihād* de Sokoto, notamment la collecte d'armes, remontaient à 1797[48]. À cette date, le *djihād* avait acquis un élan presque irréversible; l'idée avait en tout cas fait son chemin dans l'esprit de Shaykh ʿUthmān: « La collecte des armes avait commencé dès 1797. Lorsque la communauté avait exigé un *djihād* contre les incroyants, Dan Fodio lui avait alors conseillé de s'armer. Lui-même s'était tourné vers la prière et avait demandé à son *shaykh* ʿAbd al-Ḳādir al-Djailānī d'intercéder pour qu'il puisse voir le pays hawsa soumis à la loi islamique[49]. »

De même, les activités d'al-Hadjdj ʿUmar (recrutement de partisans, agitation et collecte d'armes), avant sa *hidjra* à Dinguiraye (1849), avaient suffisamment inquiété les autorités du Macina, de Ségou et de la Sénégambie tout entière pour qu'elles l'arrêtent, complotent de l'assassiner ou lui interdisent de traverser leurs territoires. Selon Willis, ce n'est pas par

47. O. Jah, 1973, p. 180-185, affirme qu'on ne sait pas vraiment si al-Hadjdj ʿUmar a quitté J - gunko volontairement, ou s'il en a été expulsé par la force. Il soutient néanmoins que les *almaami* du Fouta-Djalon avaient effectivement décidé d'expulser ʿUmar, et qu'ils auraient pu contraindre le *shaykh* et sa *djamaʿa* à partir, en leur rendant la vie très difficile.
48. F. H. al-Masri, 1978, p. 23.
49. *Ibid.*

accident qu'ʿUmar choisit Jegunko pour y établir sa première « académie », « l'emplacement de la ville étant idéal pour que [le *shaykh*] puisse se livrer activement au commerce des armes et des armements »[50]. Même débarrassée de sa pieuse façade d'après le *djihād*, la *hidjra*, ou plutôt l'exil forcé des réformateurs, se révéla extrêmement précieuse. Elle permit à la *Djamāʿa* d'échapper au danger immédiat et lui donna le temps de se préparer à l'inévitable affrontement.

Les réformateurs disposaient incontestablement d'avantages écrasants sur leurs adversaires. Profondément convaincus du caractère sacré de leur mission, ils surent exprimer le mécontentement et les déceptions des masses ; et surtout, ils pouvaient compter sur la loyauté absolue de la *Djamāʿa*, car l'enseignement du soufisme mettait l'accent sur l'obéissance totale et aveugle à la personne du *shaykh al-ṭarīḳa*. Selon les *ṣūfī* : « Le *murīd* [disciple/initié] est celui qui n'a d'autre désir que le vœu de son *shaykh*. Il doit se perdre en son *shaykh* au point qu'il ne lui reste rien de lui-même. Il [doit être] comme le cadavre entre les mains de l'embaumeur, ou la plume entre les doigts du copiste[51]. »

Les réformateurs possédaient encore un autre atout, leur charisme religieux personnel. En leur qualité de guides spirituels des confréries *ṣūfī*, ils étaient considérés comme des saints, détenteurs de la *baraka* divine. Ces pouvoirs, leurs partisans en étaient convaincus, permettaient aux *shaykh* de remédier aux catastrophes naturelles telles que sécheresse et famine, de rendre sa fertilité à la terre, et la fécondité aux animaux et aux femmes, de frapper leurs ennemis et autres exploits. Les récits des miracles accomplis par les *shaykh* circulaient et étaient acceptés un peu partout. Dans une société où l'on croyait fermement en l'existence de forces surnaturelles, les pouvoirs « magiques » efficaces que les *shaykh* étaient censés posséder contribuaient considérablement à leur popularité[52]. Et les multiples attentats auxquels ils avaient échappé étaient la preuve tangible de la protection divine dont leur personne bénéficiait. De plus, leur supériorité intellectuelle, leur style de vie ascétique et la distance qui les séparait des dirigeants « corrompus » fortifiaient la confiance que les masses avaient en eux.

Les réformateurs ne plongèrent pas précipitamment leurs partisans dans un aventurisme téméraire. Ils ne commencèrent à répondre aux provocations qu'après s'y être parfaitement préparés, et à l'heure choisie par eux. Shaykh ʿUthmān, par exemple, mettait ses disciples en garde contre l'aventurisme, car celui-ci « n'aboutit qu'à l'échec et entraîne les musulmans faibles à leur perte »[53]. Pour conquérir d'aussi vastes territoires, il fallait donc bien que les *shaykh* s'y fussent soigneusement préparés. Ils ont assurément remporté leurs victoires « en dépit de la force de leurs adversaires », car rien dans les faits ne corrobore l'idée couramment admise que le succès des *djihād* s'explique

50. J. R. Willis, 1970, p. 90.
51. A. A. Batran, 1974, p. 49.
52. M. Last, 1967, p. 3-13 ; W. A. Brown, 1969, p. 48, 116, 123 ; O. Jah, 1973, p. 237 et suivantes.
53. F. H. al-Masri, 1978, p. 22.

surtout par les rivalités entre dynasties, et un prétendu déclin général du pouvoir dans les États soudanais[54].

Il est intéressant de noter qu'à la différence des *djihād* de Shaykh ʿUthmān et de Shaykh Aḥmadu, qu'ils ne poussèrent guère au-delà de leurs régions d'origine respective, le pays hawsa et le Macina, les campagnes d'al-Hadjdj ʿUmar, lancées depuis la frontière orientale du Fouta-Djalon, visaient à conquérir la totalité du Soudan occidental. ʿUmar ne parvint jamais à se rendre maître du Fouta Toro, son pays natal, car les Français y étaient déjà solidement retranchés. Il attaqua certes les positions françaises à Médine (1857) et à Matam (1858-1859); mais ses troupes furent repoussées et subirent de lourdes pertes. Par la suite, il devait se tourner vers l'est et assujettir Ségou (1861), puis le califat de Ḥamdallahi (1862).

Il n'est pas difficile d'imaginer jusqu'où al-Hadjdj ʿUmar envisageait d'étendre son califat à l'est. Son objectif était tout simplement d'asseoir l'autorité du *khalīfat khātim al-awliyāʾ* sur tout le *Bilād al-Sūdān*[55]. Ses conquêtes «à l'étranger» furent rendues possibles par le fait qu'il disposait d'une base militaire plus large que Shaykh ʿUthmān ou Shaykh Aḥmadu. Ses forces, recrutées dans toutes les régions, se composaient d'adeptes de la Tijāniyya, pour la plupart bien entraînés et bien équipés, qu'il avait lui-même initiés au cours de ses nombreux voyages dans tout le Soudan occidental. Sa mort tragique au Macina (1864) mit toutefois un terme à cette progression vers l'est.

Aperçu de quelques conséquences des *djihād*

Ce fut la première, et peut-être aussi la dernière fois, que des territoires aussi vastes du *Bilād al-Sūdān* se trouvèrent transformés en théocraties islamiques centralisées. Cette centralisation fut toutefois plus ou moins poussée d'un califat à l'autre. Il semble que seul le califat de Ḥamdallahi (1818-1862) ait connu un pouvoir très centralisé, parce que c'était un territoire peu étendu, ayant une population peu nombreuse et homogène et des communications satisfaisantes. En conséquence, Shaykh Aḥmadu et ses successeurs furent en mesure d'y pousser l'application de la *sharīʿa* plus loin qu'il n'était possible dans les autres califats.

Les charges suprêmes de *amīr al-muʾminīn* (titre que portait également Aḥmadu le fils et successeur d'al-Hadjdj ʿUmar) et de *shaykh al-ṭarīḳa* étaient dévolues aux descendants des réformateurs résidant dans les capitales. Les califats étaient divisés en *imārāt* [émirats] gouvernés chacun par un *mudjāhid* de très haut rang. La plupart des *amīr* [gouverneurs de province] étaient des lettrés; mais il y avait aussi, parmi eux, des chefs de clan et des esclaves affranchis (al-Hadjdj ʿUmar aurait eu une certaine prédilection pour les esclaves). Plus tard, la nomination à des postes de rang élevé fut en grande

54. M. Hiskett, 1976, p. 139.
55. O. Jah, 1973, *passim*.

partie subordonnée à l'existence de liens du sang avec la lignée des califes ou d'illustres *mudjāhidūn*.

En règle générale, le pouvoir traditionnel et le prestige social furent transférés à une nouvelle élite, celle des *mudjāhidūn*. Les Fulbe, élément principal des troupes engagées dans les guerres saintes, devinrent les aristocrates par excellence du Soudan occidental. Ils occupèrent la plupart des postes administratifs; et nombre d'entre eux furent établis sur des terres confisquées au cours des *djihād*. Les Fulbe et les autres propriétaires fonciers avaient besoin d'esclaves pour cultiver leurs terres[56] et ceux-ci, semble-t-il, étaient encore, dans les califats, tout aussi nombreux par rapport aux hommes libres qu'avant l'époque des *djihād*. Les esclaves qui avaient pris part aux guerres saintes furent affranchis; mais ceux qui ne s'étaient pas ralliés aux *shaykh* furent à nouveau asservis. Des esclaves capturés lors d'incursions au-delà des frontières, et au cours de rébellions, vinrent grossir leurs rangs. Le statut des esclaves capturés avait été défini par la *fatwā* [décision juridique] de al-Maghīlī: « Quant à celui que vous trouvez entre leurs [les incroyants] mains, réduit en esclavage, qui prétend être un musulman né libre, vous devez accepter sa parole jusqu'à ce qu'il soit prouvé que c'est un esclave […]. Quiconque vous aurez délivré parce qu'il prétend être un musulman né libre, asservissez-le à nouveau s'il devient évident que c'était un incroyant[57]. »

Tous les individus ou groupes vivant dans les califats se virent assurer protection et sécurité. Les déplacements vers le sud des groupes de pasteurs furent réglementés de manière à réduire les tensions avec les communautés paysannes. Les frontières et les pâtures du Nord furent constamment surveillées pour contenir les incursions des Touareg. Il fut mis fin aux attaques lancées contre les communautés paysannes pour capturer des esclaves. Des tribunaux appliquant la *sharīʿa* furent créés, et les *ḳāḍī* [juges] nommés par les califes et les *amīr*. Nombre de pratiques contraires à la loi islamique furent bannies: le respect de l'interdiction de consommer de l'alcool fut assuré avec rigueur; les impôts haïs levés par les régimes discrédités furent remplacés par le *zakāt* [dîme], le *kharādj* [impôt foncier] et la *djizya* prescrits par la loi coranique; le nombre d'épouses autorisé fut limité à quatre et ainsi de suite[58]. Les impôts étaient répartis et perçus par les *amīr*, qui, le plus souvent, les levaient de façon arbitraire.

C'est dans l'action éducative et missionnaire que les révolutions ont enregistré le plus de succès, fondant des écoles un peu partout dans les califats, et convoyant un grand nombre de missionnaires porter l'islam dans les régions qui n'étaient pas encore converties. Un corps d'enseignants *ṣūfī* fut mis sur pied. Certains s'établirent dans des centres de culture et d'enseignement de création récente, comme Sokoto, Gwandu, Ḥamdallahi ou Ségou, ou dans

56. M. Last, 1974, p. 28; P. E. Lovejoy, 1983, p. 188-189. Selon M. Last, les pasteurs fulbe s'établirent en plus grand nombre à Sokoto que dans les autres califats.
57. F. H. al-Masri (dir. publ.), 1979, p. 119.
58. A. G. Hopkins, 1973, p. 144, affirme que l'interdiction de consommer de l'alcool provoqua, en pays hawsa, un accroissement de la demande de kola, un stimulant qui n'était pas prohibé par la loi islamique.

d'autres villes et villages; cependant que d'autres perpétuaient la tradition vénérée de la *siyaḥa*. Mais la plupart de ces enseignants, et surtout ceux des districts les plus reculés, se trouvèrent aux prises avec l'éternel problème du *takẖliṭ*. De nombreuses normes traditionnelles finirent par être tolérées. De fait, une fois que le zèle initial fut retombé, certains des idéaux originels furent progressivement abandonnés, le pragmatisme et le temps aidant. L'étendue même des califats et la prépondérance des « éléments extérieurs imparfaits » au sein de la *Djamāᶜa* rendaient ces compromis inévitables. Il ne faut pas oublier que, même si l'objectif déclaré des réformateurs était d'assurer l'avènement d'un islam idéal, la plupart des *muǰāhidūn*, obéissaient à des mobiles plus terre à terre. Il reste que les *ǰihād* ont permis à l'islam, et aux deux confréries *ṣūfī* rivales, la Ḳadirīyya et la Tijāniyya, de s'implanter durablement en Afrique de l'Ouest. La tradition révolutionnaire islamique des Torodbe allait être perpétuée par une nouvelle génération de chefs de *ǰihād*, tels Maba Diakhou en Gambie (1809-1867), Mahmadou Lamine en Sénégambie (1885-1888) et Samori Touré en Guinée (1879-1898), qui se dressèrent au nom de l'islam contre les envahisseurs étrangers et leurs alliés locaux, mais furent finalement écrasés par la puissante machine de guerre des Européens[59].

59. I. Hrbek, C. A. Quinn, Y. Person dans J. R. Willis (dir. publ.), 1979.

CHAPITRE 22

Le califat de Sokoto et le Borno

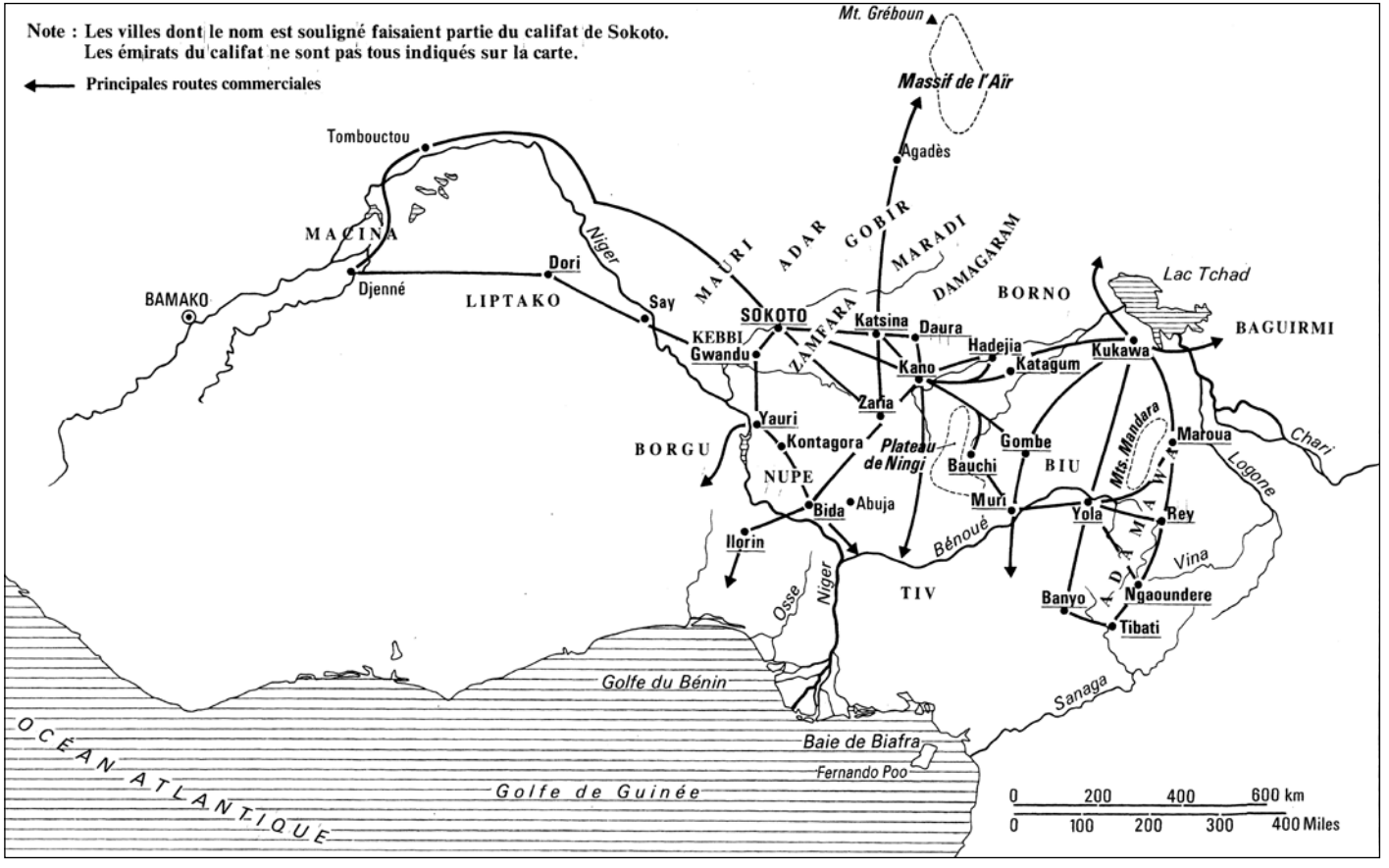
Murray Last

Introduction

La région à laquelle appartenaient le califat de Sokoto et le Borno fut dominée par le califat pendant la plus grande partie du XIXe siècle. Cette région comprenait aussi d'autres États et des populations qui, volontairement ou non, jouèrent un rôle considérable. Cependant, le présent chapitre portera seulement sur le califat et le Borno, dont les structures et l'évolution politiques ont fortement influencé l'histoire de toute la région.

Presque tous les États de la région ont fait l'objet d'au moins une étude historique plus ou moins détaillée. Presque toutes ces études se sont limitées à l'histoire politique. On s'intéresse également, depuis quelques années, à l'histoire religieuse et, plus récemment encore, à l'histoire économique; mais malgré l'abondance des matériaux disponibles, nos données et leur interprétation présentent encore des lacunes considérables. Ce chapitre n'offre pas une synthèse de toutes ces études; mon intention est plutôt de proposer un cadre permettant de comprendre l'histoire de la région entre 1820 et 1880, ouvrant la voie à de nouvelles recherches.

Mon propos portera essentiellement sur la période 1820-1880, marquée par une relative stabilité politique qui succédait aux conflits, aux famines et à la dislocation de la société civile qu'avait connus la région durant les guerres désignées sous le nom de *djihād*. En vue de cette introduction, la période qui va de 1775 à 1820 environ sera divisée en trois parties: de 1775 à 1795, dans des États comme le Gobir, le mécontentement enregistré au sein du parti réformiste musulman s'exprime pacifiquement mais efficacement; de 1795



22.1. *Le califat de Sokoto, le Borno et leurs voisins* (d'après M. Last).

à 1810 environ, l'opposition des intérêts et des idées devient telle entre les divers groupes participant au pouvoir qu'elle les entraîne dans une véritable guerre; enfin, de 1810 à 1820 environ, les nouveaux gouvernements, cherchant à résoudre les problèmes résultant de la guerre, expérimentent de nouvelles méthodes d'administration ou essaient de peupler de nouvelles zones. Après 1820 environ, les administrations remportent leur plus grand succès en redonnant à la région une stabilité politique, ce qui permet un essor économique sans précédent — une période de croissance d'une ampleur telle que la région n'en a pas connu de semblable depuis le XV^e^ ou le XVI^e^ siècle. La contrepartie sociale de ce succès fut que la région perdit une grande partie de son indépendance politique et économique, ainsi que son mode de vie traditionnel. Elle ne les perdit pas sans résistance, mais l'histoire de cette résistance reste encore à écrire.

Le commencement des réformes (1775-1795 environ)

Le parti réformiste musulman était le plus puissant et remporta ses succès les plus notables non pas dans le Borno, mais dans les États hawsa et au Nupe, qui avaient fait partie autrefois d'un « califat » élargi du Borno. Des hommes pour l'essentiel favorables à une réforme religieuse accédèrent au pouvoir dans un contexte urbain, par exemple à Nupe (l'*etsu* Jibril), à Kano (le *sarki* Alwali), à Zaria (le *sarki* Isḥāḳ) et à Katsina (le *sarki* Gozo). Même au Gobir, au Kebbi et au Zamfara, où le Shaykh ʿUthmān dan Fodio prêchait la réforme à des foules toujours plus nombreuses, les sultants, comme Bawa Jan Gwarzo à Alkalawa, étaient prêts à s'entendre avec les réformistes. Mais c'est dans les campagnes que le mouvement réformiste était le plus profond et qu'il obtint les succès les plus spectaculaires. Ce mouvement fut d'abord dirigé, mais sans grande subtilité, par al-Hadjdj Jibril al-Aqdasi (d'Agadès); il se développa ensuite, sous la direction beaucoup plus habile du Shaykh ʿUthmān qui remplissait, comme d'autres lettrés dans la région, la fonction de conseiller auprès des sultans. Le mouvement eut d'abord pour objectif de diffuser l'éducation musulmane et la pratique de l'islam dans les campagnes. Mais, après 1788 environ, les réformistes s'efforcèrent plutôt de fonder des communautés autonomes, surtout à la périphérie des États hawsa, et réclamèrent, pour les musulmans qui vivaient dans les communautés déjà existantes, le droit de former une « caste » autonome[1].

Cet abandon de la stratégie de réforme de l'État en faveur d'une stratégie d'autonomie à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État s'est accompagné d'autres événements sur le plan politique. Le Gobir avait, dans une large mesure, cessé de payer le tribut au Borno (peut-être avait-il ainsi perdu, aux yeux des réformateurs, une partie de sa légitimité islamique); de même le sultanat

1. Pour une bibliographie détaillée du *shaykh* ʿUthmān b. Fūdī (ou « dan Fodio » en hawsa), voir M. Hiskett, 1973. On trouvera une biographie du *shaykh* écrite par un de ses compagnons dans: U. F. Malumfashi, 1973. Pour une nouvelle analyse du mouvement replacé dans son contexte ouest-africain, voir M. Last, 1988.

du Mandara, qui limitait le Borno au sud, s'en était rendu indépendant à la suite d'un soulèvement vers 1781 ; tandis qu'au Borno même le gouverneur du Daya était prêt à conquérir et affirmer son autonomie[2]. À cette époque de morcellement politique, les réformistes comprenaient, semble-t-il, que leurs succès ne pourraient être que temporaires s'ils se contentaient de faire nommer des sultans favorables à la réforme ; et que même si cela comportait plus de risques, ils obtiendraient des résultats plus durables en créant des communautés autonomes et en faisant reconnaître leurs droits en tant que « caste » autonome. Cette stratégie présentait deux autres avantages : tout d'abord, elle avait déjà été employée non seulement au Borno, mais aussi ailleurs en Afrique occidentale ; ensuite et surtout, elle évoquait l'expérience du Prophète à La Mecque.

La confrontation militaire (1795-1810 environ)

La revendication et l'obtention de droits particuliers au sein de l'État musulman par les musulmans adhérant à une orientation particulière (les Hawsa appelaient les réformistes « Kadirawa » parce qu'ils appartenaient à la confrérie de la Ḳadirīyya) eurent pour conséquence que les fonctionnaires locaux furent privés de leurs pouvoirs exécutifs et fiscaux sur certaines de leurs administrations. Une partie croissante de la population (y compris les esclaves) réclamant ces privilèges nouveaux, les autorités locales rejetèrent nombre des nouvelles revendications et eurent recours à la force pour rétablir leur pouvoir. Au milieu de cette agitation, des esclaves s'échappaient et allaient chercher la liberté dans les nouvelles communautés autonomes qui refusaient de les rendre à leurs maîtres pour la raison que les fugitifs étaient musulmans. Les mesures que prit le gouvernement pour ramener l'ordre et pour se dédommager de ses pertes ne firent qu'aggraver la division entre la société urbaine et la société rurale : ses agents venaient fréquemment sur les marchés confisquer les produits agricoles et le bétail. Encore plus graves furent les attaques lancées — peut-être à titre de représailles — contre les pasteurs fulbe (peul) pour les réduire en esclavage et s'emparer de leurs troupeaux, dans l'idée que les réformistes (dont beaucoup parlaient la langue des Fulbe, ou fulfulde) seraient ainsi contraints de mettre fin à leurs activités. On peut soutenir rétrospectivement que cette décision fut, de toutes celles qui furent prises pendant la guerre, la plus lourde de conséquences : en jetant les Fulbe dans le camp des réformistes, elle permit à ces derniers de reconstituer peu à peu leurs forces après des échecs désastreux et, en définitive, de gagner la guerre avec leurs alliés pasteurs ; elle donna à l'élément militaire constitué par les pasteurs une influence imprévue dans

2. Au sujet du Mandara, voir B. M. Barkindo, 1983. Au sujet du Borno au XVIIIe siècle, voir J. E. Lavers, 1980, p. 206-209. Il semble que le Daya soit finalement entré en rébellion vers 1805, voir S. W. Koelle, 1854, p. 212-223. Les raisons profondes du déclin du Borno, d'une part, et de la pénétration de l'islam dans les campagnes, d'autre part, sont complexes et controversées. Une des causes économiques est le déplacement, au XVIIIe siècle, du commerce vers le sud, qui accrut l'importance des agriculteurs-commerçants et les poussa à lutter pour la liberté du commerce.

l'État créé après le *djihād*, et modifia en conséquence considérablement l'administration du nouvel État. Enfin, elle renforça le cliché répandu par les historiens du Borno, selon lequel le *djihād* n'était qu'une guerre de Fulbe, et en conséquence donna du crédit à la formule de « l'Empire fulbe » employée à propos du califat[3].

La guerre fut déclarée officiellement en 1804, après que le *shaykh* ʿUthmān, suivi de sa communauté, eut accompli la *hidjra* de Degel à Gudu, où il fut élu *imām* du nouvel « État ». Au début de 1806, des bannières avaient déjà été distribuées, et des chefs militaires officiellement placés à la tête des troupes dans chaque région. Dans chacun des États hawsa, la stratégie des réformistes consistait à laisser, tout d'abord, leurs troupes opérer localement et à les réunir, ensuite, pour une attaque conjuguée contre la capitale. Ainsi, les forces armées du *shaykh*, et celles de ses alliés de Kano, par exemple, combattaient séparément tandis que, à Kano même, chaque unité menait ses propres opérations. La défaite d'une armée n'entraînait donc pas celle de tout le mouvement, mais la décentralisation du commandement devait avoir plus tard d'importantes répercussions politiques.

Utilisant la tactique et les armes de la guérilla, les réformistes jouissaient d'une sécurité relative dans les campagnes. Ils disaient perdre moins d'hommes au combat qu'à cause de la famine et des épidémies. Cependant, l'armée du *shaykh* fut presque anéantie en au moins deux occasions (Tsuntsua, 1804; Alwassa, 1805), et les pertes subies, surtout lorsqu'elles atteignaient lettrés et étudiants, le firent dépendre plus que jamais du soutien des pasteurs. De plus, poussés par la faim, les Touareg se dirigeaient vers le sud en nombre toujours plus grand, pour acheter des vivres ou pour s'en emparer, et disputaient les pâturages et les céréales — déjà rares — aux réformistes et à leurs alliés pasteurs. Jusqu'alors (vers 1804), les réformistes, parmi lesquels il y avait des lettrés touareg, et qui avaient pour allié le sultan d'Agadès, avaient réussi à éviter tout conflit grave avec les Touareg.

Pour gagner la guerre rapidement, il fallait prendre et conserver le palais du sultan dans chaque État. En effet, la guerre, à ce stade, avait beaucoup plus pour enjeu la prise du pouvoir que le contrôle d'un territoire. Ce n'est qu'au Borno que l'autorité du *may* fut suffisamment forte pour survivre à la perte de sa capitale, Birni Ngazargamo; en partie parce que les réformistes, après avoir conquis la ville, furent eux-mêmes incapables de s'y maintenir et finirent par l'abandonner. Sur le plan militaire, la royauté était symbolisée — et défendue — par la cavalerie lourde, monopole de l'État. Grâce à leur meilleur moral et à leur tactique supérieure, les archers et les lanciers des réformistes, soutenus par quelques cavaliers, pouvaient, dès lors qu'ils avaient le choix du terrain, défaire la cavalerie royale relativement inefficace. Mais, pour gagner la guerre, les réformistes avaient besoin de leur propre

3. Au sujet des accusations de l'époque selon lesquelles le *djihād* ne concernait que les Fulbe, voir les lettres provenant du Borno que cite Muḥammad Bello, 1951, et la lettre du lettré ʿAbd al-Salām que Muḥammad Bello cite, 1970, vol. 1, p. 18-35. Les documents de l'époque ne nous renseignent en détail que sur les combats du *djihād* qui se déroulèrent dans la région de Sokoto; on en trouve des résumés dans M. Hiskett, 1973, et M. Last, 1967*a*.

cavalerie et il leur fallait modifier en conséquence leur organisation militaire. Les « guérillas » devaient se transformer en gouvernement.

En janvier 1809, après quatre années de combats intermittents, les principaux États hawsa avaient capitulé et leurs sultans pris le chemin de l'exil. Les combats les plus durs avaient été livrés par les troupes du *shaykh* au Gobir. Malgré leur infériorité en nombre et en armement, les réformistes musulmans avaient remporté, en 1807 et en 1808, une série de victoires sur tous les fronts, ce qui leur apparaissait comme un miracle et comme la preuve de leur bon droit ; dans ce cas aussi, le parallèle avec la victoire du Prophète à la bataille de Badr ne faisait que confirmer cette conviction.

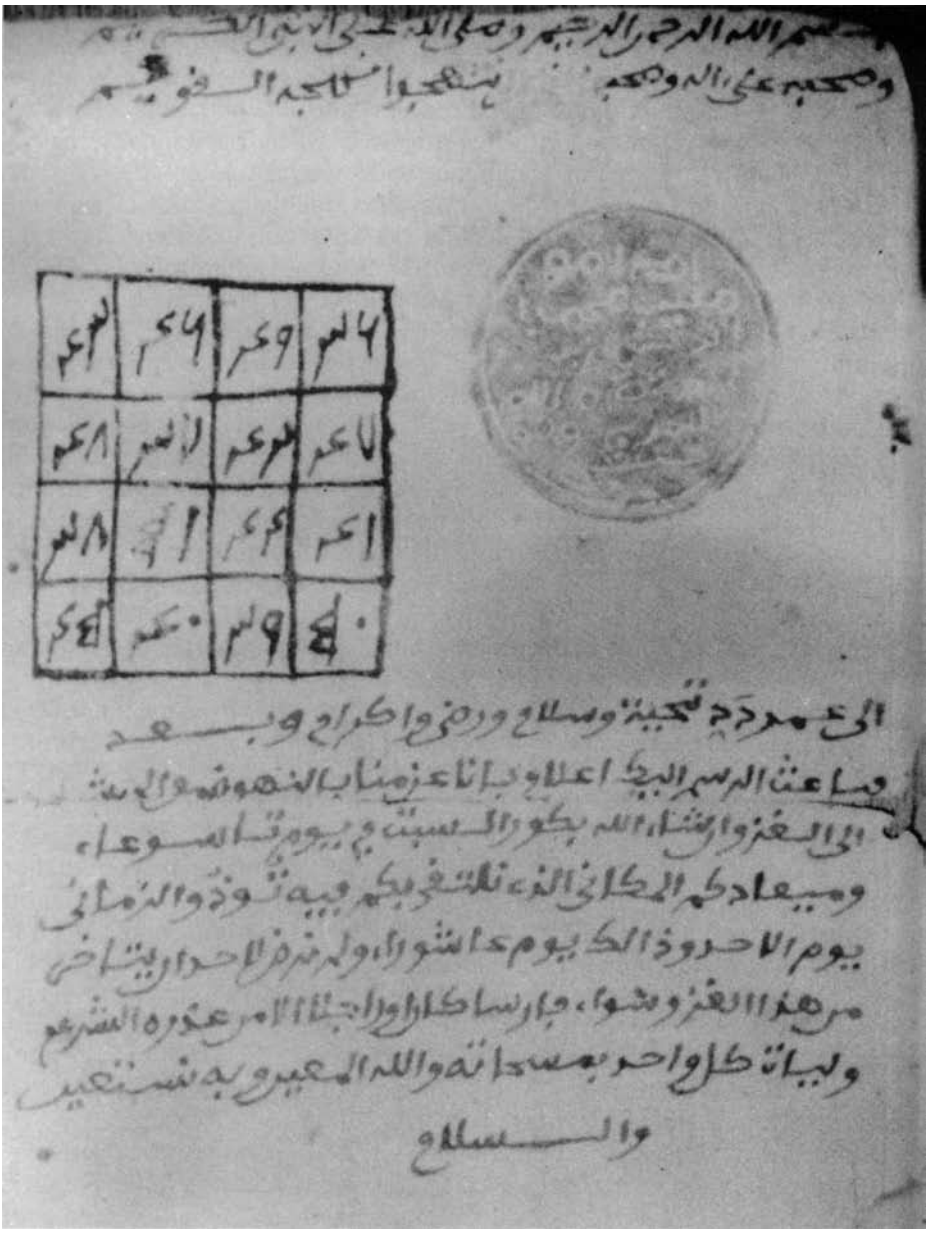
Les conséquences de la guerre (1810-1820 environ)

Après quatre années de guerre, de famine et d'épidémies, le problème majeur était celui de la reconstruction. Certains des vaincus, par exemple les may du Borno ou les anciens sultans hawsa, essayèrent, en exil, de reconstituer une cour et une armée pour reconquérir leurs royaumes. Ceux qui y réussirent le mieux furent les *may* du Borno, et ceux qui y réussirent le moins bien furent sans doute les anciens sultans de Kano ; d'autres souverains en exil conclurent simplement un accord avec le nouveau régime. Dans certaines régions comme le Nupe, la guerre n'était pas encore finie ; dans d'autres, par exemple dans l'Oyọ, elle ne faisait que commencer.

La tâche de reconstruction des vainqueurs fut compliquée par la nécessité d'observer rigoureusement la loi islamique. Au début, le *shaykh* ʿUthmān s'était montré très strict dans son interprétation de la loi, mais après 1810 son attitude changea progressivement et il en vint à tolérer des pratiques (par exemple celle de la musique) qu'il avait antérieurement condamnées[4]. Les chefs du *djihād*, le *shaykh* ʿUthmān, son frère ʿAbdullāhi et le fils du *shaykh*, Muḥammad Bello, s'attachèrent cependant à nommer, à tous les échelons de l'administration, des hommes qui possédaient à la fois l'instruction nécessaire pour comprendre la loi islamique et l'autorité personnelle nécessaire pour l'appliquer. Mais beaucoup de lettrés et d'étudiants avaient été tués pendant la guerre et, même dans la région de Sokoto, il ne restait plus assez d'hommes instruits pour remplir, dans les campagnes, tous les postes d'émirs, de juges et *d'imām*. Ailleurs dans le califat, cette pénurie était encore plus aiguë, bien que le *shaykh* eût pour politique de renvoyer les étudiants dans leur région d'origine. Pour compenser ce manque, il fallut bien, sous la surveillance de l'administration centrale, confier les postes vacants à des parents de fonctionnaires qui étaient déjà en place.

Une autre solution provisoire consistait à recourir à des fonctionnaires de l'ancien régime. Au début, certains furent nommés à des postes de l'administration locale ou du pouvoir judiciaire (à Kano, on les appelait « hawsawa »), mais leur fidélité au nouveau gouvernement fut bientôt mise en doute et

4. Pour plus de détails sur ce changement d'attitude, voir F. H. al-Masri, 1978, p. 13-33.



22.2. Lettre de Muḥammad Bello, calife de Sokoto, 1817-1837 à ʿUmar Dadi de Kanoma fixant les détails d'un rendez-vous en vue d'une campagne.
[*Source :* J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *History of West Africa*, vol. 2, 1974, 1re éd. Longman, Londres. *Photo :* à notre grand regret, nous n'avons pas trouvé trace du détenteur des droits afférents à cette photo ; toute indication permettant de combler cette lacune sera bienvenue.]

beaucoup furent remplacés au niveau local. De même se posait la question de savoir s'il fallait autoriser les commerçants des anciennes « régions ennemies » à opérer sur les marchés du califat. Il semble que ce commerce transfrontières ait rapidement suscité la méfiance, ce qui mit dans une situation délicate les commerçants hawsa, qui étaient restés sur place, et les fonctionnaires hawsa, qui souhaitaient redresser une économie fondée sur le commerce.

Étant donné l'inexpérience de la nouvelle administration et la méfiance latente, la direction des affaires du califat fut, au début, une tâche écrasante. Le *shaykh* était saisi de très nombreux différends surgis dans tout le califat. Il s'agissait, en premier lieu, des différends opposant les chefs militaires ou les lettrés qui se disputaient le gouvernement de territoires. En fait, nombre de ces différends se réglaient par la force, ou par la décision de la partie lésée d'établir son autorité, sans tenir compte de son adversaire et de prêter allégeance directement au *shaykh*. En second lieu, il s'agissait de problèmes ayant trait aux plaintes qui faisaient suite aux abus commis par les armées du *djihād* durant la guerre — les affaires d'asservissement injustifié ou de prise de possession illicite de biens ou de terres. Enfin, se posait le problème de la déception éprouvée par certains lettrés, en partie due à l'adoption par le *shaykh* des idées millénaristes, suivie de sa volte-face après 1810[5]. Au moins un *mahdī* se manifesta, et trouva des adeptes dans le nouveau califat ; mais il fut brûlé sur le bûcher. Toutefois, d'autres lettrés tels Dan Buya ou les partisans d'ʿAbdul-Salām, continuèrent d'entrer en dissidence.

Les dissensions se multiplièrent et se compliquèrent, au point que le *shaykh* décida de se retirer, pour se consacrer à l'enseignement et à l'écriture ; il tomba malade vers 1815, et mourut deux ans plus tard. Comme dès 1812, c'est-à-dire cinq ans auparavant, la tâche de l'arbitrage des différends avait été partagée entre ʿAbdullāhi dan Fodio et Muḥammad Bello, le fils du *shaykh*, la mort de ce dernier n'entraîna pas de changement brutal dans l'orientation politique du califat. La plupart des désaccords tenaient en partie à la structure des émirats à cette époque, où l'on retrouvait la décentralisation qui avait marqué l'organisation militaire au moment du *djihād*. L'émir, même s'il était le titulaire initial de cette fonction, et « porte-étendard », n'était encore que le *primus inter pares* ; dans certains cas, il y avait plusieurs « porte-étendard », tandis que, dans d'autres, le premier émir ne parvenait pas à imposer son autorité. En 1820, une partie des « porte-étendard » les plus anciens étaient déjà morts, ou bien un arrangement avait été conclu.

Enfin, les réformistes ne dominaient alors sans partage qu'un territoire relativement limité. Pour ce qui est de Sokoto même, la zone habitée et sûre se réduisait à une bande large de 40 km et longue de 65 km, qui s'étendait au sud de Sokoto. De même, en ce qui concerne Kano, Katsina, Daura et Zaria, ils ne contrôlaient qu'une petite partie de l'arrière-pays, et leur situation territoriale était probablement encore plus précaire dans des émirats comme celui de Bauchi. L'important reste qu'en 1820 il n'existait pas d'autre gouver-

5. Pour plus de détails sur le mahdisme, voir M. A. al-Hajj, 1973.

nement viable, jouissant d'une apparence de légitimité ou d'un large soutien, qui puisse rivaliser avec la nouvelle administration. Dès lors, le problème de celle-ci était d'étendre son autorité aux campagnes, et de les incorporer au califat. Au Borno, en revanche, le problème des *may* était de mettre à profit les liens qu'ils avaient conservés avec les campagnes pour réorganiser l'État et sauvegarder son autonomie par rapport au nouveau califat.

Le califat de Sokoto de 1820 à 1880

En 1820, le califat de Sokoto comprenait sept émirats principaux, et deux autres grands émirats étaient encore en formation. Le Borno se reconstitua après avoir perdu sa capitale et une grande partie de ses territoires à l'ouest et au sud. Pour faire comprendre les changements que signifiaient les termes « califat » et « émirat », il nous faut décrire rapidement, et très schématiquement, le système politique que les réformistes avaient remplacé.

L'aspect le plus remarquable de ce système était le rôle qu'y jouait le roi, désigné sous le nom de *may*, *sarkin*, *etsu* ou *alafin*. Avant les changements politiques survenus à la fin du XVIII^e^ siècle, le roi remplissait des fonctions rituelles, et jouait un rôle qui exigeait un certain isolement par rapport à son peuple ; le palais royal était plus qu'une simple demeure ; il avait quelque chose de sacré. Le roi était en quelque sorte au-dessus de la politique ; il symbolisait l'autorité suprême, et tous les actes de la vie publique étaient accomplis en son nom ; il représentait l'État. Des eunuques et des esclaves des deux sexes, sans parents ni héritiers, assuraient le service du palais et de la personne du roi, constituant un secteur de l'administration. Une autre section se composait de grandes familles indépendantes, pourvues de titres héréditaires, dont les titulaires possédaient leur propre suite. Une troisième section était constituée par la famille du roi, en particulier par sa mère ou sa sœur, par ses frères et ses fils. La composition des conseils et des organes qui étaient chargés des rites ou investis du commandement militaire variait dans le détail selon les États ; les esclaves du palais et les hommes libres titulaires de postes étaient souvent divisés en ordres, au sein desquels ils pouvaient bénéficier de promotions. La rivalité politique se limitait aux fonctions placées sous l'autorité du roi. Il semble qu'à la fin du XVIII^e^ siècle le roi ait eu tendance à participer plus activement à la vie politique, à se conformer de façon plus exclusive aux exigences de l'islam et à promouvoir des réformes inspirées des conceptions politiques islamiques[6]. Dans le domaine économique, il semble qu'à la même époque la consommation, en particulier celle des cotonnades, ait progressé, de même que la demande d'esclaves ; le besoin de réglementer et de protéger ce marché en expansion se faisait sentir. Ces changements eurent des répercussions dans les campagnes sur les commerçants, les cultivateurs et les pasteurs, car ceux qui se disputaient le

6. Pour une analyse de la structure politique du Borno avant le *djihād*, voir J. E. Lavers, 1980, p. 187-209 ; N. M. Alkali, 1978. Sur les États hawsa avant le *djihād*, voir A. Hassan et A. S. Naibi, 1962 ; M. G. Smith, 1960 ; et Y. B. Usman, 1981.

pouvoir politique cherchèrent à affermir la base de leur puissance. Aussi les victimes de ces changements furent-elles très nombreuses à prendre le parti du *djihād*.

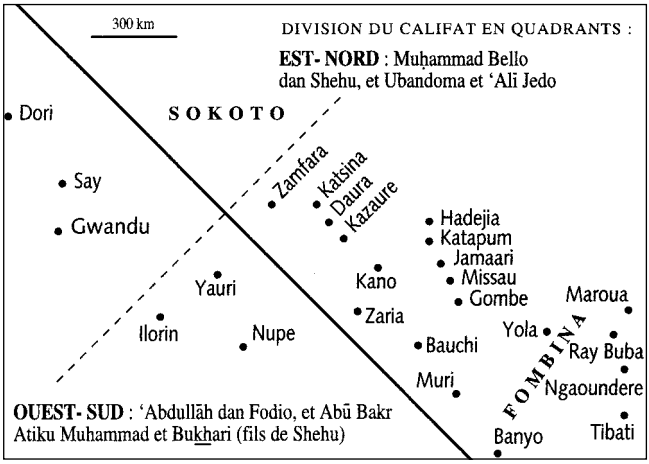
Les réformistes musulmans (qui comprenaient au moins un des derniers rois hawsa réformateurs) voulaient mettre en place un système politique très différent. Le roi fut remplacé par un émir dont ni la personne ni le palais n'était sacré. La source de l'autorité n'était plus l'État personnifié par le roi, mais Allah. En conséquence, l'émir était désigné non pas en raison d'un caractère sacré héréditaire, mais pour sa piété. L'émir était *primus inter pares*; ses compagnons pris collectivement étaient appelés à partager le pouvoir, sous sa direction. Les esclaves du palais n'avaient donc plus pour rôle que le service personnel de l'émir; les dignités de reine mère et de reine sœur furent abolies. L'émir faisait partie du monde politique et sa charge pouvait théoriquement être occupée par n'importe quel candidat suffisamment pieux. Conformément au projet des réformistes, une administration restreinte composée de ministres, de juges, d'inspecteurs, de policiers et d'*imām* fut mise en place; la *sharīʿa*, telle que l'interprétait l'école malikite, devait régir les relations entre les personnes et entre les groupes. Il s'agissait de limiter et d'encadrer les processus politiques, d'éviter le détournement de règles jusqu'alors non écrites et de restreindre le rôle politique du palais qui prenait de plus en plus d'importance. Les rois étaient musulmans, mais ils détenaient un pouvoir rituel fondé sur des croyances religieuses locales traditionnelles. Il fallait remplacer ce pouvoir ambigu par un pouvoir dont la seule source était Allah, un pouvoir non seulement acceptable pour la communauté musulmane, mais aussi impliquant une responsabilité vis-à-vis de cette communauté. Le projet des réformistes est exposé de façon claire et détaillée par ʿAbdullāhi dan Fodio dans son ouvrage le *Ḍiyāʾ al-ḥukkam*, destiné à familiariser la communauté de Kano avec sa nouvelle constitution[7]. À mesure que des problèmes se posèrent, Muḥammad Bello et les califes suivants écrivirent aux dirigeants des nouvelles communautés pour attirer leur attention sur les éléments essentiels du nouveau système, et y ajouter des détails pratiques. On peut considérer l'histoire politique et intellectuelle de la région au XIX^e siècle comme un effort prolongé pour appliquer, parfois avec des modifications, le projet des réformistes, mais encore (le projet le justifie aussi) comme l'histoire du développement et de l'intégration délibérés des économies rurales de la région et du resserrement de leurs liens, d'abord avec les économies méditerranéennes, puis avec les économies atlantiques. Les réformistes avaient en outre une préoccupation qui revêtait un caractère pressant et grave: il fallait relever matériellement et spirituellement la communauté à temps pour la venue attendue du Mahdī.

7. Pour une étude plus récente des idées d'ʿAbdullāhi dan Fodio et de leur contexte, voir A. A. A. Hamid, 1980. Pour une étude générale de la théorie et de l'action politiques du califat, voir M. M. Tukur, 1977. De nombreux titres traditionnels antérieurs au *djihād* furent par la suite rétablis, y compris, dans certains émirats, des titres réservés aux femmes jouant un rôle important dans la famille régnante (par exemple, *madaki* à Kano, *inna* à Sokoto). Sur le rôle et l'organisation des femmes au XIX^e siècle: voir J. Boyd, 1982.

La fonction de calife

L'une des plus importantes innovations des réformistes fut l'établissement de la fonction de calife. Au XVIII^e siècle, les États hawsa et leurs voisins étaient des unités politiques autonomes. À différentes époques, le Borno avait exercé une certaine suzeraineté sur ces États, en faisant appel à la notion de califat; son *may* restait, au XVIII^e siècle, le souverain le plus ancien et probablement le plus puissant de la région. Le nouveau système plaçait explicitement les émirats sous la suzeraineté du calife de Sokoto, qui désignait les détenteurs du pouvoir dans les différentes régions. Fondé sur la pratique constitutionnelle de l'islam, le pouvoir du calife transcendait toutes les spécificités locales ou ethniques, lui conférant une prééminence qu'aucun suzerain n'avait eue avant lui; eu égard à l'origine divine de son pouvoir, il fallait qu'il ait un comportement visiblement différent de celui des souverains du régime précédent, en refusant le décorum, la ritualisation, et la richesse ostentatoire. Avant même la mort du *shaykh* ʿUthmān dan Fodio en avril 1817, le califat avait été divisé en deux grandes régions administratives (Sifawa, 1812).

La division d'un territoire en quadrants est un procédé assez répandu; il fut probablement employé au Wadaï et au Borno, et les cartes symboliques des villes hawsa étaient conçues sur le même plan. Les quatre zones, groupées par deux, formaient deux grandes zones administratives dirigées chacune par un chef assisté de deux adjoints.



La plupart des émirats indiqués sur cette carte furent fondés après 1812.

Quand Bello devint calife en 1817, cette organisation fut modifiée. Avant 1817, le calife, le *shaykh* ʿUthmān, déléguait tous ses pouvoirs à son frère, ʿAbdullāhi, en tant que vizir, et à son fils, Muḥammad Bello, en tant qu'*āmir al-Sūdān* (« Émir des Noirs »). En 1817, le nouveau calife (Muḥammad Bello) laissa à son tour le gouvernement des émirats occidentaux à son oncle ʿAbdullāhi, qu'on appela dès lors simplement « l'émir »; mais il garda pour lui-même le gouvernement des émirats orientaux, déléguant seulement des pouvoirs exécutifs à son ami et serviteur Gidado, qui reçut le titre de vizir.

Comme l'administration avait pour responsabilité la perception de l'impôt, il était normal que les émirats les plus riches fussent placés directement sous l'autorité du calife. Les émirats orientaux, en particulier Kano et Zaria pendant la période initiale, pouvaient subvenir aux besoins financiers du califat. Sans leur apport, il eût été difficile de développer la capitale et son arrière-pays, ou même de recevoir les visiteurs avec la générosité nécessaire. Ces deux émirats

envoyaient régulièrement à Sokoto des esclaves, ainsi que des tissus et d'autres produits. Ces esclaves, en particulier, étaient indispensables pour étendre les terres cultivées autour de Sokoto et des villages voisins (car cette région n'était guère cultivée auparavant), et pour construire des ouvrages défensifs : murailles en terre et bâtiments aux toits plats à l'épreuve du feu, ainsi que mosquées permanentes destinées aux nouvelles communautés[8].

Les relations entre Sokoto et Gwandu étaient trop complexes pour qu'il soit possible ici de les décrire en détail ; elles dépendaient d'ailleurs en partie de la personnalité des émirs. Cependant, elles tenaient du système dualiste si répandu en Afrique occidentale : tandis que Gwandu jouait le rôle de l'oncle et représentait le pouvoir rituel (les émirs de Gwandu étaient connus pour leur piété), à Sokoto, le calife jouait le rôle du neveu entreprenant qui a la charge des affaires et détient le pouvoir politique réel. Une relation de ce genre semble avoir existé entre ʿAbdullāhi et Bello et entre Khalīl et ʿAlī, décourageant tout conflit, et expliquant que Gwandu ne se soit guère soucié de renforcer son pouvoir sur les émirats qui lui étaient subordonnés.

Les rapports entre les autres émirs et le calife, pendant la période 1820-1845, ressemblaient plus à ceux qui unissent d'anciens compagnons d'armes ou d'anciens condisciples qu'à de véritables rapports hiérarchiques. L'émir Yakubu du Bauchi, un compagnon de la première heure, et qui n'était pas un Fulbe comme les autres émirs, eut, avec les califes, après la mort de Bello, des relations particulièrement étroites, presque celles d'un oncle avec ses neveux. Les émirs acquirent inévitablement une grande autonomie en consolidant l'assise territoriale de leur autorité ; mais il est difficile de déterminer avec certitude si le calife ne vérifiait pas, ou ne recommandait pas certaines nominations dans les émirats (celui de Kano, par exemple) de la même façon que, pendant le *djihād*, le *shaykh* ʿUthmān les avait soigneusement supervisées en distribuant rigoureusement les étendards.

L'administration du califat

Comme Muḥammad Bello cumulait trois fonctions (calife, chef des émirats orientaux et chef de la région de Sokoto), il fut obligé d'établir une administration. En tant que calife, il était appelé à écrire des livres et des lettres d'avis ; en tant que chef militaire local, il devait assurer la défense de Sokoto. De plus, il ne se déplaçait guère qu'entre Sokoto et Zamfara. Son administration était donc chargée, dans une large mesure, de l'administration des émirats orientaux, et notamment de la perception des impôts nécessaires au califat.

Le calife recrutait ses fonctionnaires dans les cinq groupes suivants : ses domestiques, pour la plupart esclaves ou eunuques, qui s'occupaient par exemple des écuries ; ses anciens compagnons d'armes, qui remplissaient maintenant les fonctions de conseillers ou de messagers extraordinaires ; les proches parents de son père, le *shaykh* ; les chefs des clans fulbe ; enfin, les familles qui avaient appartenu à la communauté dirigée par son père, et qui

8. On ne sait pas exactement quand commencèrent ces envois, ni quel était leur montant. Les sommes demandées augmentèrent brutalement vers 1850. Voir M. G. Smith, 1960, p. 154 et 157.

formaient maintenant, à Sokoto, la classe des lettrés. Ces derniers se virent confier des fonctions judiciaires ou religieuses dans la nouvelle administration, ou des postes régionaux subalternes, tandis que les responsabilités les plus importantes, à Sokoto, allaient aux chefs de clans et aux parents du calife. Les conseillers du calife, qui portaient des titres comme ceux de *waziri*, *magajin gari*, *magajin rafi* ou *galadima*, étaient chargés des relations du calife avec les émirats, qui relevaient pour la plupart de l'administration du vizir. Ces fonctionnaires avaient eux-mêmes des domestiques, et certains quartiers de Sokoto leur étaient réservés; mais ils jouèrent, au début, un rôle relativement mineur dans l'administration de la région, et dans la vie politique locale; car ils étaient éclipsés par le *sarkin yaki* ou les lettrés de la famille du *shaykh* . Cependant, au cours du siècle, à mesure que leur propre lignage se développa et s'enrichit, ils exercèrent une influence croissante sur la politique de Sokoto, et en particulier sur l'élection du calife.

Une des principales tâches de l'administration du califat consistait à nommer les émirs ou à ratifier leur nomination, ainsi qu'à régler les querelles de succession. Le délégué du calife (le *waziri*, par exemple) installait le nouvel émir dans ses fonctions; il apportait avec lui la lettre appropriée portant le sceau du calife, et où il n'y avait plus qu'à inscrire le nom de l'émir. L'année suivante, le nouvel émir allait en personne à Sokoto rendre hommage au calife. Comme les interrègnes pouvaient facilement devenir des périodes d'anarchie et de troubles, il importait de ne pas les laisser se prolonger plus d'une semaine. La responsabilité des délégués du calife était donc, dans certains cas, considérable. De ce pouvoir de nommer (ou de démettre) les émirs découlait une fonction de médiation qu'exerçaient le calife et ses délégués: ils tranchaient en dernier ressort les différends graves auxquels était mêlé un émir. À mesure que s'étendirent ses compétences, le *waziri* fut nécessairement appelé à résoudre des problèmes de plus en plus divers, d'autant plus que ce ministre, qui avait lui-même des délégués résidant en permanence dans les deux grands émirats de Kano et de Zaria, était le seul délégué itinérant du calife[9].

Une autre tâche de l'administration consistait à recevoir ou à collecter les dons, les impôts et les tributs destinés au Trésor de Sokoto. Les versements avaient lieu au moins deux fois par an, à l'occasion des deux fêtes de l'année musulmane; mais les contributions étaient en tout état de cause perçues dans les émirats après les moissons, quelle que fût la date de ces fêtes. Nous ne savons pas dans quelle proportion les sommes perçues dans chaque émirat étaient envoyées à Sokoto. De plus, à la mort d'un émir, le calife héritait d'une partie de sa fortune; et lors de leur entrée en fonctions, les nouveaux émirs lui offraient un cadeau. Le calife recevait aussi une partie du butin recueilli par les émirs à l'issue de leurs campagnes; la part du calife était alors, semble-t-il, plus ou moins grande selon les émirs, et selon l'insistance avec laquelle son délégué l'avait réclamée. Comme beaucoup de ces paiements ne s'accompagnaient d'aucune formalité, il

9. Pour une étude détaillée du vizirat, voir M. Last, 1967*a*.

n'est pas étonnant qu'on ait souvent taxé de cupidité l'administration du califat. Compte tenu de l'accroissement de la dimension politique et de l'importance de ses fonctions, le *waziri* dut exiger davantage de richesses pour les redistribuer et conserver sa place dans le système. Au cours du siècle, lorsqu'il commença à jouer un rôle plus important dans la politique intérieure du califat, il eut besoin d'asseoir sa puissance sur des ressources financières comparables à celles des autres notables qui, eux, administraient directement des territoires. Les besoins financiers du calife augmentèrent également au long du siècle, à mesure que grandit le prestige international du califat. En raison de la relative pauvreté de la région de Sokoto, du fait que lettrés et étudiants y étaient particulièrement nombreux, du fait du petit nombre de cultivateurs et du grand nombre de pasteurs — lesquels échappaient tous à l'impôt, à l'exception de la *zakāt* [aumône légale] —, Sokoto représentait un fardeau pour les émirats. Il avait paru souhaitable, au début, d'établir la nouvelle communauté dans une région pratiquement inhabitée, afin de la soustraire aux tentations du matérialisme. La conséquence fut que le califat dut compter constamment sur la générosité des émirats, et sur l'aptitude de son administration à l'entretenir.

L'étendue même du califat posait un problème; il fallait beaucoup de temps pour parcourir des distances aussi longues: quatre mois pour traverser le pays d'est en ouest, et deux mois pour le traverser du nord au sud, selon le calcul d'un contemporain. Un messager pouvait franchir à pied en huit jours les 650 km qui séparent Sokoto de Bauchi; mais des fonctionnaires comme le vizir ne parcouraient en moyenne que 25 km par jour. D'autre part, la présence militaire était faible.

Activités militaires et diplomatiques

Le califat n'avait pas d'armée permanente. En fait, comparé à d'autres États de superficie similaire, le califat de Sokoto n'était en aucune façon une machine à faire la guerre[10]. Les manœuvres annuelles n'avaient souvent pas d'autre objectif que de manifester la fidélité de l'armée au calife, d'effrayer les adversaires du régime et de maintenir la paix aux frontières. Après les campagnes initiales dont le but avait été de fixer ces frontières, jamais les forces du califat ne s'unirent pour conquérir de nouveaux territoires; du reste, aucun projet ne fut conçu dans ce sens. Les initiatives de certains émirs et de certains chefs militaires indépendants permirent au califat de s'étendre peu à peu, surtout au sud et à l'est; mais cette expansion résulta de la politique des émirs autant que de celle du calife. En dehors de l'obli-

10. Au sujet des questions militaires, voir les études qui ont été consacrées par J. P. Smaldone, 1977; R. C. C. Law, 1980 (voir cependant R. Harris, 1982). Mon exposé diffère quelque peu des analyses de Smaldone et de Law, surtout dans la mesure où j'accorde moins d'importance au rôle des militaires. M^me^ Jean Boyd a aimablement attiré mon attention sur la formation, vers 1850, d'une garde prétorienne chargée, semble-t-il, de protéger le calife aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du palais (Alhaji Junaidu, 1957, p. 54). Il n'existe pas d'étude sur l'organisation de la sécurité dans le palais, et les hommes qui en étaient chargés; mais cette question est fréquemment évoquée.

gation religieuse du *djihād*, la seule raison qui pouvait, en permanence, amener le califat à entreprendre des actions militaires dans les émirats était le besoin de résorber le déficit constant du budget de Sokoto. Le calife participa donc à de nombreuses campagnes dans la région de Sokoto et de Zamfara, mais jamais ailleurs. D'importantes campagnes furent aussi menées, à l'occasion, dans les émirats orientaux; mais c'est le vizir (ou par deux fois l'émir de Bauchi) qui dirigea les forces de Sokoto.

Les soldats n'étaient ni des soldats de métier ni des esclaves. Les fonctionnaires les recrutaient parmi leurs domestiques et dans les villages qu'ils administraient. Ce n'était généralement pas l'État qui fournissait aux soldats armes et montures, et ils ne recevaient d'autre salaire qu'une part du butin. Le service militaire était considéré comme un devoir; mais il n'était généralement pas obligatoire; d'ailleurs, il était certainement tout aussi dangereux de rester dans son village pour le défendre contre les pillards et les bêtes sauvages. Les campagnes avaient lieu pendant la saison sèche, le plus souvent à partir de l'époque des moissons (même si l'on manquait alors de volontaires), dans le but de détruire les récoltes de l'ennemi. Il était pratiquement impossible de faire la guerre pendant la saison des pluies, non seulement parce qu'il fallait alors vaquer à d'autres travaux ou à cause de l'état du terrain, mais aussi parce que la pluie avait un effet désastreux sur les boucliers en cuir et sur les cordes des arcs. L'activité militaire diminuait à la fin de la saison sèche, parce qu'il n'y avait plus assez d'eau pour les soldats et leurs chevaux; mais de petites bandes pouvaient se livrer à des attaques surprises pendant toute l'année.

La plupart des soldats étaient armés de lances, d'arcs ou d'épées; quelques-uns dans chaque régiment montaient des chevaux ou des chameaux. Certaines ethnies spécialisées dans le tir à l'arc empoisonnaient leurs flèches pour en compenser l'insuffisante force de pénétration. D'autres utilisaient des lances barbelées. Les épées étaient moins répandues, car elles risquaient d'être plutôt un handicap lorsqu'elles n'étaient pas faites de fer local de bonne qualité ou d'acier importé. Les fusils ne firent vraiment leur apparition qu'à la fin de la période considérée; ils furent alors surtout utilisés par les armées privées, semi-professionnelles, et donc composées d'esclaves; mais le manque d'entraînement empêcha cette arme nouvelle de produire tous ses effets. Comme dans les États du XVIII^e^ siècle, la cavalerie constituait l'arme la plus efficace du califat. À l'époque du *djihād*, les réformistes avaient d'abord manqué de chevaux et de chameaux, ce qui les avait désavantagés par rapport aux Touareg ou aux armées du Gobir. Mais la cavalerie ne remporta guère de succès face non seulement aux soldats très motivés du *djihād*, mais aussi aux villes fortifiées et aux forteresses situées dans les montagnes. L'histoire du califat est faite de défaites autant que de victoires; les formations composées seulement d'un petit nombre de cavaliers étaient probablement beaucoup plus efficaces. Aux batailles rangées (*daga*) qui occasionnaient des pertes considérables s'opposaient les raids (*hari*) dirigés contre la population civile. Étant donné le caractère hétérogène très mobile de la société hawsa, qui comprenait des marchands, des esclaves et des réfugiés, il était facile

d'introduire des espions et des éléments infiltrés dans une communauté inconsciente du danger, et de prendre ainsi les villes par surprise.

En somme, le califat n'innova en rien dans les domaines de la stratégie ou de la technique militaire, et il ne jouissait d'aucun avantage déterminant, si ce n'est l'abondance de ses ressources potentielles — mais celles-ci n'étaient jamais mobilisées toutes ensemble. Pendant une grande partie du siècle, il eut à souffrir de la guérilla, due aux déplacements de populations consécutifs au *djihād*, aux disettes provoquées par la désorganisation de l'agriculture, ou simplement aux profits que procurait la vente des captifs. Il est facile d'exagérer l'importance de l'insécurité, mais on peut dire que, dans certaines régions au moins, forte était la probabilité d'être réduit en esclavage durant une partie de sa vie[11]. Certains captifs payaient une rançon, d'autres étaient libérés, quelques-uns parvenaient à s'échapper; mais si, comme il était fréquent, tout un village ou toute une famille avait été dispersé à la suite d'un raid, leur liberté ne leur servait pas à grand-chose. La guerre ne semble pas avoir beaucoup nui au commerce, même si elle isolait parfois certaines régions. Les marchands se déplaçaient en caravanes armées, et certains avaient, pour principale activité, de fournir aux armées chevaux et armes, en échange de captifs qu'ils revendaient à quelque distance de leur lieu d'origine.

Étant donné les insuffisances du califat sur le plan militaire, la diplomatie jouait un rôle important dans sa politique[12]. Il semble que les califes se soient eux-mêmes chargés de l'essentiel de la correspondance diplomatique. Jamais ils ne se rendirent en visite officielle à l'étranger ni n'envoyèrent de fonctionnaire important en ambassade. Les voyageurs — savants, pèlerins, marchands — servaient de messagers et apportaient des informations sur les événements politiques à l'étranger. La correspondance échangée avec le Maroc, Tripoli et l'Angleterre nous est parvenue; mais il ne fait aucun doute que des communications beaucoup plus importantes, verbales ou écrites, ne nous sont pas connues. L'intérêt de Muḥammad Bello pour les relations extérieures était d'ordre intellectuel tout autant que commercial ou politique. Ce calife, désireux et capable de se tenir au courant des événements, des idées et des innovations en Afrique du Nord et dans le reste du monde, se souciait de rapprocher le califat des autres pays musulmans. De plus, préoccupé par l'idée que la fin du monde était proche, et qu'il lui faudrait peut-être s'établir à La Mecque, il s'efforça de maintenir ouverte la route qui devait l'y conduire, et chargea un parent éloigné du *shaykh* de surveiller la portion de cette route qui traversait le Baguirmi.

La diplomatie occupait aussi une place importante dans les relations du califat avec ses voisins du Nord et de l'Ouest. Au nord, les relations avec les

11. On trouvera un témoignage direct, très vivant sur une de ces captures, vers 1850, dans A. H. M. Kirk-Greene et P. Newman (dir. publ), 1971, p. 29-101.

12. Pour des études générales des questions diplomatiques, voir R. A. Adeleye, 1970; et M. Minna, 1982. Les relations diplomatiques avec les autres États apparaissaient sans doute d'une importance secondaire à des gens qui croyaient la fin du monde imminente; cela explique peut-être pourquoi il en reste si peu de traces dans les archives de Sokoto.

Touareg étaient aussi ambiguës que la situation politique était fluide. Un des plus anciens alliés du califat était le sultan d'Agadès, qui prétendait contrôler les populations sédentarisées, sinon les populations nomades, de la région. Le calife avait également des alliés parmi les *shaykh* et les marchands. Un de ces *shaykh*, Muḥammad Djailani, qui tenta de susciter un *djihād*, paraît avoir mieux réussi dans cette entreprise que Jibril b. ʿUmar à la fin du XVIII[e] siècle[13]. Mais la noblesse targui, en particulier les Ulemiden, parvint, avec l'aide de ses vassaux, à empêcher la formation d'un puissant groupe musulman. En conséquence, le califat ne put compter dans cette région sur l'aide d'un réseau de *shaykh* analogue à celui des Kunta à Tombouctou. Le calife essaya de créer à Sokoto un réseau de ce genre, et de jouer le rôle de médiateur chez les Touareg; mais il n'obtint qu'un succès limité. Il permit en revanche aux lettrés touareg et à leurs partisans de se réfugier à Sokoto.

Les relations avec les *shaykh* kunta de Tombouctou étaient néanmoins excellentes. Comme c'était le principal centre musulman de l'Ouest, les lettrés de Sokoto se tournaient davantage dans cette direction que vers le Borno. Poèmes et visites étaient échangés. Les lettrés de Sokoto empruntèrent aux Kunta leur *wird* kādirī et une partie de leur *salasil*. Dans la controverse relative à la Tijāniyya, les Kunta de Tombouctou furent les champions de l'orthodoxie kādirī[14].

L'apparition au Macina d'un nouveau califat posa des problèmes à Sokoto autant qu'aux *shaykh* kunta. On connaît encore assez mal l'histoire des relations Sokoto-Macina, mais elles paraissent inextricablement liées aux problèmes plus circonscrits du conflit entre le Macina et les Kunta[15]. Le calife de Sokoto pouvait prétendre exercer sa suzeraineté au-delà du Liptako jusqu'aux frontières du Macina, mais non pas sur le territoire même du Macina, car l'émir de Gwandu ne pouvait y assurer de présence militaire. L'impossibilité évidente de contrôler l'axe Argungu-Mauri-Zaberma constituait l'obstacle majeur auquel se heurtait la politique des relations avec l'Ouest; mais la réticence de l'émir de Gwandu à s'organiser militairement représentait peut-être aussi un sérieux obstacle. Contrairement au calife de Sokoto, il ne pouvait guère compter sur Yauri, Nupe et Ilorin, toutes victimes de désordres civils que ne connaissaient pas les émirats orientaux. L'émir de Gwandu jouait le rôle de médiateur et de conseiller; et il se rendit même en personne à Nupe; mais les conditions nécessaires à l'organisation d'une armée efficace et les moyens de l'entretenir firent défaut à l'émirat de Gwandu, au moins jusqu'à la fin du XIX[e] siècle.

Enfin, sur la frontière avec le Borno, dont les territoires occidentaux constituaient les émirats embryonnaires du Hadejia, Katagum, Missau et Gombe, l'échec de la première tentative de compromis (dans la célèbre correspondance échangée entre Muḥammad Bello et le *shaykh* al-Kanēmi durant

13. Au sujet du *djihād* de Muḥammad Djailani, voir H. T. Norris, 1975, chap. 11; voir D. Hamani, 1979.
14. Au sujet des Kunta, voir A. Zebadia, 1974.
15. Au sujet du Macina, voir W. A. Brown, 1969, et C. C. Stewart, 1979.

le *djihād* devait donner le ton pour le reste du siècle. Toute médiation fut rejetée quand, de 1824 à 1826, le Borno envahit l'est de l'émirat de Kano ; et la paix ne fut ensuite jamais signée officiellement entre les deux États. Les hostilités organisées cessèrent progressivement, sans intervention diplomatique, et sans qu'un des adversaires eût remporté de victoire décisive. Les deux États n'échangèrent donc pas de « cadeaux », ces symboles essentiels des relations internationales.

Le califat fut plus heureux lorsque, combinant diplomatie et action militaire, il obtint des trêves (par exemple, le Lafiyar Togo avec Kebbi, de 1886 à 1874) ou des traités avec des communautés voisines de moindre importance auxquelles il offrait sa protection (*amana*) en contrepartie d'un impôt. Dans certaines régions, cet impôt, établi sur une base collective, devait être payé sous forme d'esclaves ainsi que de produits comme des nattes, et ressemblait donc à l'impôt versé par les émirats. Nous ignorons cependant dans quelle mesure le montant de l'impôt (par habitant) différait du montant demandé aux musulmans du califat.

Outre les aspects diplomatique et militaire, l'instrument le plus communément utilisé dans la politique des relations entre États était l'instrument économique. La destruction par les soldats des récoltes et des greniers ne représentait qu'un des moyens employés. Certains groupes, tels les Touareg, pouvaient se voir refuser l'accès aux marchés ou aux puits, ou le droit d'acheter certains produits comme les céréales. Étant donné les variations annuelles de la pluviosité, de telles mesures pouvaient être très efficaces. Moins efficaces étaient les embargos sur l'exportation ou l'importation des chevaux, des armes, du sel ou de certains types d'étoffes, par exemple, et il était d'autant plus difficile de maintenir le blocus complet d'une ville ou d'une région que la contrebande permettait des profits élevés. Pourtant, les dommages causés au commerce extérieur du califat par les raids des Ningi et des Mbutawa, par exemple, étaient suffisamment sérieux pour appeler une réaction. Les graves disettes et l'interruption du commerce des céréales qui s'étaient produites pendant le *djihād* avaient rendu des hommes comme Muḥammad Bello extrêmement sensibles à l'importance qu'il y avait à faciliter les échanges en maintenant ouvertes les routes commerciales, en créant des marchés et en appliquant des lois garantissant l'honnêteté des transactions. En conséquence, l'économie du califat étant relativement plus performante, et les peuples voisins dépendant de plus en plus du système commercial et des marchands du califat, la politique économique devint progressivement, pour ce dernier, un instrument de domination plus efficace que la guerre.

La structure politique des émirats

II ne saurait être question, dans ce chapitre, d'étudier séparément l'évolution de chacun des émirats. Mon intention est de les comparer, pour faire apparaître les principales différences qui existaient entre eux, et de formuler ensuite quelques remarques générales sur leur structure sociale.

Bien qu'initialement la fonction d'émir fût théoriquement accessible à de très nombreux candidats, dans tous les émirats — à l'exception d'un seul —, l'émir était choisi sur la base des principes de l'hérédité et de l'ancienneté dans un lignage déterminé; dans certains émirats, plusieurs branches d'un lignage « royal » alternaient sur le trône. Ce n'est qu'à Zaria que l'émir était choisi alternativement dans trois lignages complètement distincts.

La nature et la répartition des postes officiels variaient selon les émirats; mais on peut distinguer en gros deux types de structures politiques, chacun subdivisé en deux sous-types :

1. Les émirats qui s'appuyaient sur des groupes importants et cohérents où certains des postes les plus importants de l'administration centrale et régionale étaient répartis entre les membres de ces groupes ou ceux qui leur étaient associés. Les titulaires de ces postes les transmettaient à leurs descendants avec le patrimoine qui s'y rattachait. Ces émirats fondés sur le lignage se subdivisaient en deux sous-catégories.
   (a) Les émirats comme Zaria et Kano, où les principaux fonctionnaires (y compris les parents de l'émir) résidaient dans la capitale et constituaient le conseil de l'émir, en ayant recours à des délégués pour administrer les territoires dont ils étaient responsables.
   (b) Les émirats comme Sokoto et Katagum, où les fonctionnaires de l'administration régionale (y compris les parents de l'émir) résidaient hors de la capitale; le conseil de l'émir était, en pareil cas, constitué de conseillers désignés à titre personnel, et qui n'étaient pas liés à des groupes de pression déterminés; ces conseillers servaient d'intermédiaires entre l'émir et les puissants fonctionnaires qui résidaient hors de la capitale.
2. Les émirats (une petite minorité) qui ne s'appuyaient pas sur un ou plusieurs groupes importants, mais sur un ensemble hétérogène d'individus attachés personnellement au service de l'émir à titre d'amis ou d'esclaves. Il ne se créa pas, dans ces émirats, de dynasties de fonctionnaires ni, par conséquent, de postes permanents accompagnés d'un patrimoine (à l'exception, bien entendu, du cas de l'émir). Ces émirats (fondés sur la clientèle) se subdivisaient en deux sous-catégories.
   (a) Dans un émirat comme celui de Hadejia, le pouvoir était concentré entre les mains de l'émir dans la capitale; et l'administration comptait généralement un grand nombre d'esclaves; le conseil de l'émir n'avait pas de caractère officiel et ne mettait pas en présence divers groupes d'intérêts.
   (b) Des émirats comme ceux d'Ilọrin ou de Nupe, ou l'administration d'al-Kanēmi au Borno, furent, au moins durant une courte période, des dyarchies: le souverain traditionnel conservait sa cour, tandis que le *mallam* (à Nupe et Ilọrin) ou le *shaykh* (au Borno) dirigeait sa propre administration centralisée, fondée sur les relations de clientèle.

Les émirats du second type connaissaient généralement la guerre civile. Dans les dyarchies, le souverain traditionnel fut rapidement éliminé (dans les années 1830 à Nupe et à Ilọrin, en 1846 au Borno), mais son élimination ne ramena pas nécessairement la paix. Des guerres civiles éclatèrent entre prétendants au sein de la dynastie de l'émir à Hadejia, à Nupe et au Borno; ni Hadejia ni Nupe ne retrouvèrent des gouvernements stables avant 1860 environ. Une structure politique de type 1 (a) fut alors mise en place à Nupe (comme à Zaria, mais il y avait un *lien de parenté* entre les lignages où l'émir était choisi alternativement), tandis que Hadejia et le Borno conservèrent un gouvernement fondé sur les relations de clientèle, et contrôlé par un émir possédant le pouvoir suprême et s'appuyant sur un groupe important d'esclaves royaux.

Les émirats du premier type étaient plus nombreux et, par conséquent, plus variés. Le lieu de résidence des fonctionnaires fournit un critère commode mais superficiel, si l'on veut distinguer ces émirats les uns des autres. La décentralisation des lieux de résidence supposait l'existence, dans la capitale, d'une catégorie d'intermédiaires que l'on peut à première vue considérer comme des « clients » de l'émir. Mais dans ce système politique, fondé sur la notion de lignage, les intermédiaires constituèrent leurs propres lignages. En conséquence, l'émir créa une nouvelle catégorie de clients parmi ceux qui ne pouvaient constituer de lignages, à savoir les esclaves du palais; mais ils jouèrent un rôle mineur. La centralisation des lieux de résidence, en revanche, ne supposait pas d'intermédiaires entre l'émir et son administration, mais l'émir finit par faire de certains esclaves du palais ses agents personnels, et par leur confier d'importantes fonctions politiques. La centralisation des lieux de résidence signifiait aussi qu'un fonctionnaire pouvait administrer des villes, des villages ou des populations très dispersés (ce qui empêchait la formation de centres de pouvoir régionaux). Au contraire, leur décentralisation signifiait généralement que le haut fonctionnaire résidait dans une région qui lui était soumise dans son ensemble, à l'exception peut-être de quelques villages relevant d'une autre administration.

Le lieu de résidence des fonctionnaires ne fournit donc pas un critère très précis. De nombreux émirats modifièrent, au cours du siècle, leurs règles relatives au lieu de résidence de divers fonctionnaires. Dans l'émirat de Bauchi, par exemple, le *madaki*, qui résidait à Wase, exerça de nouveau ses fonctions dans la capitale à partir du début du siècle. Il était fréquent que les fonctionnaires aient plusieurs lieux de résidence, et l'on ne sait pas exactement combien de temps ils passaient dans chacune, pas plus qu'on ne connaît la fréquence des déplacements effectués par les fonctionnaires résidant hors de la capitale, pour s'y rendre afin de participer à des réunions importantes. Enfin, l'importance relative des postes de l'administration pouvait évoluer; dans un émirat comme celui de Bauchi, il semble que tantôt l'administration centrale, tantôt l'administration de certaines régions ait détenu les pouvoirs les plus grands. Le lieu de résidence des fonctionnaires n'en reflète pas moins la situation qui fut celle de chaque émirat au début de son histoire;

et il permet d'attirer l'attention sur d'importantes différences qui existaient entre les émirats sur les plans économique et politique.

La structure politique des émirats du type 1 (b) (c'est-à-dire de ceux où les fonctionnaires de l'administration régionale résidaient hors de la capitale) répondait à l'exigence fondamentale du *djihād*, qui était d'établir et de défendre des frontières à l'intérieur desquelles l'économie de l'émirat puisse se redresser. Ces émirats, dépourvus de villes et de concentrations de populations sédentaires sur lesquelles s'appuyer, étaient dans une situation très précaire sur le plan militaire. Au début, une grande partie de la main-d'œuvre et du temps disponibles fut employée à construire des forteresses (désignées traditionnellement dans l'islam sous le nom de *ribāṭ*, et dont les habitants étaient appelés *murābiṭūn*), et à organiser l'agriculture face aux attaques et aux menaces d'attaques. De plus, lorsque des pasteurs devaient être sédentarisés ou une population non musulmane assimilée dans l'émirat, il fallait les aider à s'adapter aux activités et aux règles de la vie musulmane dans les *ribāṭ*. Les ouvrages des dirigeants réformistes et les lettres qu'ils échangeaient rendent fort bien compte des problèmes rencontrés à cet égard.

Sur le plan économique, ces émirats souffraient d'une pénurie chronique de main-d'œuvre. Les routes commerciales n'étaient encore ni bien établies ni bien protégées. Il n'y avait pas assez de terres qu'on pût cultiver sans courir le risque d'être attaqué par des populations déplacées ou hostiles. En somme, il ne faut pas sous-estimer la précarité de la situation de certains émirats au début de la période, ni par conséquent accorder trop d'importance à la structure formelle de l'administration ou de l'organisation politique. Étant donné cette instabilité fondamentale, le plus grand danger, aussi bien au début que durant le reste du siècle, était qu'un fonctionnaire puissant cherche à se rendre complètement indépendant, et demande à Sokoto de lui reconnaître le titre d'émir. En pareil cas, la diplomatie ne réussissait pas toujours à empêcher un conflit armé.

Au cours du siècle, les postes de l'administration centrale tendirent à prendre plus d'importance que ceux de l'administration régionale, à une ou deux exceptions près. En conséquence, les fonctionnaires de cette dernière administration (en particulier, les parents de l'émir ayant des prétentions sur la succession) eurent tendance à résider davantage dans la capitale, afin de préserver leur situation. Cette tendance était liée à la croissance démographique et à l'établissement d'une plus grande sécurité aux frontières, à l'assimilation progressive de groupes précédemment distincts par la société, plus homogène, du califat et à l'officialisation du rôle de l'émir en tant que seule source du pouvoir dans l'émirat.

Les émirats du type 1 (a), dont les principaux fonctionnaires résidaient dans la capitale, offrent au début du califat un éventail de situations très hétérogènes. Seuls les émirats de Kano et de Zaria présentaient les conditions requises pour qu'une « cour » importante puisse se développer dans la capitale, parce que celle-ci était déjà construite, et que la production agricole et les réseaux commerciaux étaient déjà bien organisés. Bien que les villes,

là aussi eussent été rebaptisées *ribāṭ*, la défense du territoire posait moins de problèmes qu'ailleurs ; car la vaste population sédentarisée n'était pas encline à la rébellion, et les rois déposés de Kano et de Zaria ne représentaient pas une menace véritable dans leur lointain exil.

La puissance économique de ces émirats les rendait financièrement indispensables au califat, et risquait, si l'émir parvenait à établir un pouvoir sans partage, de l'inciter à se poser en rival du calife. C'est pourquoi le but de l'administration du califat, ainsi que des groupes qui ne pouvaient accéder à la fonction d'émir, était d'empêcher une trop grande concentration du pouvoir. À Zaria, on résolut le problème en choisissant les émirs et certains fonctionnaires importants alternativement dans trois lignages distincts ; de plus, le calife n'hésitait pas à déposer les émirs de Zaria ; enfin, ceux-ci ne régnèrent jamais très longtemps (les deux règnes les plus longs ne durèrent que quatorze ans). L'inconvénient de cette solution était que, parfois, l'émir était un incapable. À Kano, en revanche, la longue guerre civile qui suivit l'avènement du deuxième émir, Ibrāhīm Dabo, et la durée du règne de celui-ci (27 ans, de 1819 à 1846) interdirent le recours à l'alternance pour limiter la concentration du pouvoir. Le pouvoir des hauts fonctionnaires dans les territoires qu'ils administraient, leur indépendance en tant que conseillers et leur influence sur la désignation des émirs étaient garantis — pas complètement toutefois puisqu'un second règne de 27 ans, celui du quatrième émir, ʿAbdullāh, fils de Dabo, concentra encore davantage les postes et les ressources entre les mains de sa famille. À supposer qu'il en eût le pouvoir, le calife de Sokoto n'avait pas de raison légitime de déposer l'émir de Kano. Le nombre des personnes susceptibles d'occuper un poste dans l'administration diminua donc rapidement (puisque ce droit se transmettait de père en fils). Les « exclus » subissaient un appauvrissement relatif et une perte de prestige qui atteignaient aussi leurs descendants et ceux qui dépendaient d'eux. La concurrence était donc forte entre les membres du lignage « royal », et provoqua une guerre civile qui déchira l'émirat de 1893 à 1895. La concentration de l'administration dans la capitale non seulement coûtait de plus en plus cher, car il fallait y entretenir une classe de fonctionnaires dont le nombre augmentait rapidement, et qui pouvait se transformer en classe dirigeante (seuls le Kano et le Zaria en avaient peut-être les moyens au début), mais encore elle risquait aussi de provoquer un conflit au cœur de l'émirat. En revanche, les guerres civiles que connurent, à la fin du siècle, des émirats du type 1 (b), ceux de Gombe et de Katagum, furent des guerres centrifuges. Paradoxalement, dans l'émirat de Bauchi, il fallut décentraliser l'administration pour prévenir des révoltes centrifuges, mais en diminuant encore l'importance des postes que les parents de l'émir pouvaient occuper dans la capitale (où, à l'issue d'une période de centralisation, l'administration du palais, composée de conseillers personnels de l'émir et d'esclaves-fonctionnaires, était devenue relativement puissante), la décentralisation ne fit qu'accentuer la concurrence pour le seul poste véritablement important qui restât, celui de l'émir. Il en résulta une guerre désastreuse qui ravagea la capitale et ses environs vers 1881-1882.

Dans le cas de Katsina, la centralisation initiale, relativement limitée et fondée sur le lignage, céda la place, sous l'influence du militarisme, à un pouvoir de palais de plus en plus autocratique. Cette transformation s'opéra sans désordres civils, en partie parce que les zones périphériques avaient toujours joui d'une autonomie considérable; c'est précisément la prospérité croissante de ces zones qui diminuait l'importance des fonctionnaires de l'administration centrale.

Nous n'avons considéré jusqu'ici que les échelons supérieurs de l'administration. Celle-ci présentait, à ses degrés inférieurs, une plus grande uniformité (et ressemblait à celle des autres régions d'Afrique occidentale). Les unités les plus petites — foyers ou campements — étaient groupées au sein d'unités plus importantes, définies par un territoire ou des relations de parenté. Celles-ci jouaient un rôle plus important dans l'organisation sociale des pasteurs, touareg et fulbe, que chez les cultivateurs; aussi, les pasteurs conservèrent-ils leurs propres *ardo 'en* ou *tambura* comme chefs. Leur cohésion leur donna une puissance politique dont ne disposaient pas les cultivateurs moins unis; mais cette supériorité relative ne dura pas au-delà du milieu du siècle.

Les villes et les villages les plus importants, de création déjà ancienne, étaient découpés en secteurs dont les représentants étaient subordonnés à un chef choisi parmi eux, et appelé *may gari*, *magaji*, *dagaci* ou *mukoshi*. La liaison entre ces représentants et le pouvoir central était assurée par des serviteurs ou des agents de l'administration locale appelés *jakadu*. De même, la liaison entre l'administration et l'émir était assurée par des messagers. La tâche essentielle de l'administration consistait à percevoir l'impôt; mais il s'agissait là d'un acte tant politique qu'économique: payer l'impôt était aussi un acte symbolique de soumission, et refuser de le payer était un geste de rébellion. Dans le cadre de la collecte de l'impôt, l'administration était appelée à recueillir des renseignements d'ordre politique; à ratifier les nominations; à recueillir une partie des successions; à s'occuper des biens des étrangers de passage ayant trouvé la mort dans l'émirat; à faire arrêter les criminels et les esclaves fugitifs; à assurer la comparution des défendeurs dans les affaires civiles; à faire libérer les personnes injustement détenues, ou contraintes de payer des rançons; à jouer un rôle médiateur dans les litiges insolubles ou à comparaître elle-même devant le tribunal personnel de l'émir lorsqu'elle était accusée de malversations et, enfin, en temps de guerre, à organiser les opérations de recrutement. Des lettres de fonctionnaires conservées par leurs descendants nous donnent un aperçu du travail de l'administration à la fin du XIX^e^ siècle à Sokoto, à Gombe et à Bauchi.

La structure sociale

La société du califat comprenait en gros deux composantes. La première, centrée sur les fonctionnaires, comprenait, outre ceux-ci, leurs parents, lettrés, clients et esclaves; l'autre se composait de cultivateurs, des commerçants et des divers artisans, dont le travail contribuait à l'économie

complexe et prospère du califat, ainsi que leurs esclaves. La démarcation entre les deux catégories ne fut jamais très nette, et l'on pouvait passer de l'une à l'autre. Lettrés et esclaves, en particulier, pouvaient se rattacher à chacune des deux catégories. Les lettrés, par exemple, étaient loin de pencher tous en faveur de la catégorie des fonctionnaires; cette attitude les conduisait à un modèle de piété où les fonctions administratives n'avaient pas leur place et qui tirait son inspiration du fondateur du califat ʿUthmān dan Fodio.

Les fonctionnaires, et ceux qui leur étaient associés, se caractérisaient par leur faible mobilité. Lorsqu'ils quittaient l'émirat où ils avaient le droit d'occuper un poste officiel, ils perdaient ce droit, dans leur exil, même dans les cas où ils étaient autorisés, par faveur, à conserver leur titre. En revanche, rien n'empêchait les sujets ordinaires de quitter un émirat pour un autre; ce qu'ils faisaient lorsqu'ils se jugeaient victimes d'une oppression excessive. Comme les esclaves pouvaient difficilement se déplacer sans être pris comme fugitifs, c'étaient les roturiers libres (*talakawa*) qui avaient la haute main sur le commerce, les transports, et toutes les activités nécessitant des déplacements; ils étaient accompagnés au besoin de leurs esclaves qui leur servaient d'aides ou de porteurs.

Les fonctionnaires, et ceux qui leur étaient associés, se caractérisaient aussi par l'intérêt qu'ils portaient aux généalogies, aux alliances dynastiques et à des règles relativement strictes de succession patrilinéaire. En revanche, les roturiers s'identifiaient, d'une manière générale, à une région ou à un groupe ethnique déterminé par des marques faciales et des coutumes spécifiques; mais ils ne connaissaient pas leur généalogie dans le détail. Les roturiers exerçaient généralement le même métier que leur père; mais il n'y avait pas de système rigide de castes, comme ailleurs en Afrique occidentale. De plus, tandis que les épouses des hauts fonctionnaires vivaient confinées dans la partie de la maison qui leur était réservée, où elles commandaient à un grand nombre de concubines et de servantes, les femmes des roturiers jouissaient d'une plus grande liberté et, dans la plupart des régions du califat, participaient au commerce, à la production artisanale et à l'agriculture.

Il est impossible d'évaluer avec exactitude quelle proportion de la population représentaient les fonctionnaires et leur entourage. Il a cependant été estimé que les esclaves représentaient, par rapport aux hommes libres, une proportion variant entre le quart et la moitié; mais nous ne savons pas avec précision comment cette proportion a été calculée. Le nombre des esclaves faisant partie de cette catégorie sociale a probablement augmenté au cours du siècle; l'importance des postes que certains d'entre eux occupaient dans l'administration s'est certainement accrue à mesure que les émirs prenaient conscience de l'intérêt qu'ils avaient à s'appuyer sur des fonctionnaires fidèles et sans ambition politique. Nous ne savons pas comment la proportion des esclaves a varié dans les campagnes; mais il est probable que leur nombre a augmenté au cours du siècle. On avait recours au travail des esclaves pour compenser la pénurie chronique de main-d'œuvre, surtout dans les territoires sous-peuplés, comme celui de Sokoto qui avait été fondé en marge des

anciens États de la région. De même, les régions de grandes plaines, comme celle de Bauchi, avaient besoin d'hommes pour travailler la terre. Le pourcentage des esclaves réexportés en vue d'être revendus sur la côte atlantique ou en Afrique du Nord n'est pas connu ; mais nous savons que la revente de certaines catégories d'esclaves était soumise à des restrictions, et que la traite a diminué au cours de la seconde moitié du siècle[16].

Les esclaves étaient autorisés à posséder des biens, et pouvaient disposer de temps pour travailler à leur propre compte et espérer bénéficier de la possibilité de se racheter. Leurs propriétaires n'avaient pas toujours assez de travail à leur donner, et étaient disposés à les laisser louer leurs services à des tiers. Il arrivait également qu'un propriétaire affranchît un de ses esclaves pour le récompenser, ou pour remercier Allah d'un événement heureux. Là non plus, nous ne savons pas combien d'esclaves ont pu être affranchis, ni même à quel rythme.

Les femmes esclaves pouvaient se marier à d'autres esclaves, et leurs enfants, eux-mêmes esclaves, entraient en général au service de leur maître en qualité de domestiques. Une esclave pouvait aussi avoir des enfants d'un homme libre, auquel cas ces enfants étaient libres et leur mère était affranchie à la mort de son maître. Comme dans les familles régnantes, les hommes prenaient souvent des concubines avant de se marier officiellement ; les fils aînés étaient souvent des fils de concubines. La loi islamique, contrairement à la tradition des pasteurs fulbe, n'établit, en matière de succession, aucune distinction entre les fils nés d'une épouse libre et les fils nés d'une concubine. En conséquence, un certain nombre d'émirs étaient des fils de concubines ; de fait, la qualité de fils de concubine était une condition nécessaire pour être un « véritable » émir, sans doute parce qu'il n'était pas à craindre, dans ce cas, que l'émir fût influencé par la famille de sa mère. La loi islamique ne reconnaît pas non plus la distinction fréquemment faite en Afrique occidentale entre les esclaves nés en captivité et les esclaves nés libres, qui voulait que les premiers ne puissent, en principe, être séparés de leurs parents pour être vendus. Même si cette distinction continuait d'avoir cours dans certaines régions et dans certaines classes (le mot hawsa *cucenawa* est le même qu'au Borno et au Fezzān, où il est synonyme de *haratin*), il semble que les réformistes du *djihād* n'aient interdit l'exportation des esclaves nés en captivité que dans le cas des esclaves musulmans, en particulier lorsqu'ils devaient être vendus à des États chrétiens. Ces esclaves appartenaient, de naissance, non pas à un lignage déterminé, mais à la société musulmane dans son ensemble. Cette modification veut aussi dire que les esclaves étaient plus faciles à commercialiser, et par conséquent que l'esclavage était plus largement répandu.

16. Il n'existe pas encore d'étude détaillée de l'esclavage sous toutes ses formes dans le califat de Sokoto ; mais plusieurs études traitent de ce problème tel qu'il se pose dans une région et à une période déterminées. Par exemple, pour l'émirat de Kano, voir P. Hill, 1977, chap. XIII ; pour l'émirat de Zaria, J. S. Hogendorn, 1977 ; pour l'Adamawa, P. Burnham, 1980 ; au sujet de la traite des esclaves en général, voir D. C. Tambo, 1976.

Les esclaves ne payaient pas d'impôt. Ils travaillaient généralement avec les fils et les femmes de leur maître dans le cadre du *gandu* (c'est-à-dire pour le compte du chef de la maison); comme eux, ils consacraient les trois quarts de leur temps de travail au service de leur maître; mais, contrairement aux fils du maître, ils ne pouvaient compter lui succéder: ils restaient toujours des « fils ». Dans les villages d'esclaves, qui appartenaient à l'État ou à des familles, les esclaves possédaient leurs propres maisons et travaillaient sous la direction de leur chef; rien ne distinguait, en apparence, ces villages des autres.

Si les esclaves ne payaient pas d'impôt, nombre de leurs maîtres n'en payaient pas non plus. Nous ne savons pas exactement qui étaient les contribuables, et combien ils payaient à tel ou tel moment. Les habitants de Sokoto, par exemple, étaient exemptés de l'impôt foncier général, le *kurdin kasa*, encore appelé *haraji* (*Kharadj*). Les pasteurs fulbe payaient un impôt (*jangali*) sur leurs troupeaux, qui portait tantôt le nom officiel de *djizya*, tantôt celui de *zakāt* [aumône légale]. Vers 1850, dans l'émirat de Kano, les cultivateurs hawsa payaient chacun environ 2 500 cauris par an; tandis que, dans celui de Zaria, il y avait un impôt sur les houes (sans doute parce que les femmes y jouaient un rôle particulièrement important dans l'agriculture); c'est peut-être pour la même raison que les Maguzawa (Hawsa non musulmans) payaient à Kano des impôts plus élevés que les autres habitants de l'émirat. L'impôt était d'ailleurs plus lourd pour toutes les communautés non musulmanes, eu égard à leur statut de communautés tributaires dans les États musulmans. Les commerçants et certains artisans tels les teinturiers, de même que les paysans qui cultivaient certains produits de luxe, payaient des impôts qui étaient perçus pendant la saison sèche. Des dons annuels étaient en outre obligatoires, à l'occasion de fêtes ou de deuils; il fallait verser des aumônes, et sans doute fournir des vivres aux armées de passage. Il est évidemment impossible d'évaluer le montant de toutes ces contributions, qui, en tout état de cause, pouvait varier très sensiblement. Mais, s'il m'est permis de hasarder une estimation générale, je dirai que l'impôt agricole de base ne représentait qu'une assez faible partie du revenu annuel; peut-être n'équivalait-il même pas à une journée de travail par semaine, pendant toute la saison des travaux agricoles.

La contribution des fonctionnaires prenait surtout la forme d'impôts sur les successions; d'impôts à payer lors de l'entrée en fonctions; et de cadeaux à faire à l'émir ou au calife, lors de son avènement. Ils tiraient leurs propres revenus de prélèvements sur les impôts qu'ils percevaient, et sur les butins, ainsi que des cadeaux qu'ils recevaient; mais l'essentiel de leurs ressources provenait probablement de l'exploitation des terres cultivées par des esclaves, qui constituaient le patrimoine attaché à leur fonction officielle ou qui appartenaient à leur famille.

Les fonctionnaires du califat ne se livraient pas à des dépenses aussi ostentatoires que ceux d'autres États. Outre les chevaux et les vêtements, les signes les plus visibles de la richesse étaient le nombre d'hommes de l'entourage « qui ne faisaient rien » et l'ampleur des largesses. Il fallait donc de la nourriture en quantité; mais celle-ci, à part quelques épices rares, la

viande, le miel et les noix de kola, n'était pas particulièrement raffinée. Les fonctions officielles, même dans le cas du calife, n'exigeaient pas non plus d'apparat coûteux : pas de trônes ni de tabourets en or ; pas de couronnes ni de bijoux précieux ; pas même de fantaisies comme l'utilisation de tissus ashanti (les hauts dignitaires devaient porter de simples vêtements blancs).

Il y avait pourtant de grandes différences de fortune, non seulement entre les fonctionnaires et les roturiers, mais aussi entre les roturiers eux-mêmes ; la répartition des esclaves constituant, à cet égard, le meilleur indice : certains cultivateurs (et certains esclaves) en possédaient une centaine ou davantage ; mais le prix des esclaves était assez bas pour que la plupart des familles puissent en avoir un ou deux. Les pasteurs fulbe, par exemple, les employaient à garder leurs troupeaux ; les Maguzawa les intégraient à leur famille. La richesse était néanmoins quelque chose de précaire. Une famille de cultivateurs pouvait être ruinée en quelques années, comme celle de Baba de Karo[17] si elle devait payer une rançon et si, de surcroît, ses esclaves s'enfuyaient. Elle pouvait aussi être ruinée par la perte d'une caravane. De plus, comme à la mort du chef de famille, sa succession était partagée entre tous ses fils, et comme les riches avaient tendance à avoir davantage de femmes, et donc de fils, il était rare qu'une famille roturière conservât sa fortune pendant plusieurs générations. Enfin, comme le montrent les écrits des fondateurs du califat, et les poèmes d'inspiration populaire des lettrés, l'éthique en vigueur doutait de la valeur à attribuer, en dernière analyse, à la richesse et au luxe.

Il me semble donc, en résumé que :

l'impôt que payaient les hommes libres n'était généralement pas excessif ; quant aux esclaves, les prélèvements opérés sur leur production, quoique bien plus lourds, n'étaient pas insupportables, puisqu'ils ne dépassaient probablement pas la part contributive exigée d'un fils travaillant dans le *gandu* de son père ;

le niveau de consommation des fonctionnaires était relativement faible ; même si, dans certaines régions, par exemple à Sokoto, le nombre des consommateurs était probablement élevé ;

comme la population du califat était relativement dense (par comparaison avec les siècles précédents), le rapport entre le nombre des bénéficiaires de l'impôt et celui des contribuables restait assez bas pour que la somme des faibles contributions versées par un grand nombre de personnes suffise non seulement à entretenir l'administration, mais aussi à financer les dépenses ostentatoires qui, dans le califat, étaient à la base des distinctions sociales ;

enfin, bien que les profits tirés du commerce extérieur ne constituent pas la principale source de revenus, ceux considérables que pouvait procurer l'exportation des esclaves devaient permettre de faire face à tout déficit.

17. M. Smith, 1954. Baba évoque, bien entendu, des événements qui se sont produits après 1880.

Cependant, malgré la demande des exportateurs, beaucoup d'esclaves restaient dans le califat. Par ailleurs, celui-ci n'avait pas, comme d'autres États, le monopole de l'extraction de l'or ou du sel, ou de certaines cultures comme celles du kolatier ou du palmier à huile; il ne détenait pas non plus de monopole des licences de commerce, des transports et des importations (en imposant un point de passage obligatoire). Il semble en fait qu'il n'ait même pas eu le monopole de la force. Si cette analyse de l'économie du califat est exacte — faible degré d'exploitation des ressources et contrôle étatique limité —, cela veut dire qu'il existait un surplus potentiel de richesse et de force de travail suffisant pour favoriser l'essor des échanges et de la production durant la seconde moitié du siècle.

Le fondement économique de cette expansion est l'infrastructure agricole mise en place, sous le califat, grâce à des investissements considérables en main-d'œuvre qui, initialement, se composait en grande partie d'esclaves importés. Les terres furent défrichées et progressivement fertilisées par un drainage méthodique, par la rotation des cultures, et par l'emploi du fumier des troupeaux que les nouveaux cultivateurs possédaient déjà. On borda de clôtures les pistes suivies par le bétail; on creusa des puits pour ne plus avoir à transporter l'eau; les *ribāṭ*, récemment fortifiées, assuraient une plus grande sécurité. Cependant, il paraît aussi probable que l'agriculture devint relativement plus performante grâce à une meilleure répartition du temps de travail, à l'encouragement de la production privée, et à la possibilité de disposer de suffisamment de fer pour concevoir des outils agricoles et les utiliser à grande échelle pour des tâches spécifiques. Le *shadūf* fit son apparition à Sokoto, et — autre innovation technique — on créa, apparemment sur un modèle analogue au modèle brésilien, de petites plantations de canne à sucre, ainsi que des raffineries. Je pense que l'amélioration de la production agricole a permis l'extension des cultures de rapport comme celles du coton, des oignons et des arachides (transformées pour être consommées facilement), et que cette extension a elle-même débouché sur un développement progressif de l'activité des artisans, mais aussi des cultivateurs qui exerçaient, en outre, les fonctions de transporteurs et de commerçants. Faute de documents suffisants, il est encore difficile d'évaluer et de dater ces progrès avec précision; mais l'importance de l'investissement général, dans l'agriculture, au début du califat, ne saurait être méconnue.

L'évolution du califat de Sokoto de 1820 à 1880

J'ai indiqué, à maintes reprises dans ce chapitre, les tendances et les évolutions. Il serait peut-être utile, à ce stade, de résumer les changements intervenus, en divisant la période 1820-1880 en trois phases: une phase d'organisation (1820-1845); une phase de transition et d'agitation (1845-1855); et une phase d'expansion économique (1855-1880).

1820-1845

La période 1820-1845 est dominée par deux impératifs : tout d'abord, le besoin de se défendre contre les attaques des peuples vaincus ou déplacés lors de l'établissement du califat, et, en second lieu, la nécessité non seulement de reconstruire une économie agricole désorganisée par la guerre et le brigandage, mais aussi de créer, de toutes pièces, des implantations agricoles et militaires avec des gens qui, dans de nombreux cas, n'avaient pas encore connu d'expérience de ce genre.

Pour réussir dans ces entreprises, il fallait des chefs d'un charisme considérable, et un esprit de corps dû, chez les musulmans, à leur foi commune ; et, chez les Fulbe, à leur fierté d'appartenir à ce groupe. Il y avait aussi un sentiment d'urgence, parce qu'on croyait la fin du monde imminente, et parce que, dans certains émirats, la vie était alors très précaire.

L'histoire de cette période se résume donc souvent à une chronique relatant les campagnes, la fondation de telle ou telle *ribāṭ* ou la prise de telle ou telle ville, et indiquant le nombre des morts ou des prisonniers. Le califat n'a pas connu, durant cette période, les famines, les épidémies et les invasions de criquets qui avaient marqué les années du *djihād*. C'est aussi une période de stabilité politique interne, où les administrations commencent à se former, et ou les postes (qui conservent généralement leur ancienne appellation hawsa) sont attribués à des hommes dont nous savons peu de chose.

Kano, Zaria et Katsina font exception, car l'infrastructure élaborée de l'ancien État hawsa y est conservée intacte. Cependant le commerce y eut à souffrir des hostilités avec le Borno, et, au nord, avec les Touareg et les Hawsa. À Kano (en 1819) et à Zaria (en 1821), l'avènement d'un nouvel émir entraîna une réorganisation du système politique. À Zaria, cette réorganisation se fit sans que les menaces débouchent sur des actes de violence. À Kano, l'émir dut réprimer un vaste mouvement de révolte dirigé par son propre *galadima*, et chasser le chef musulman Dan Tunku, qui devint plus tard émir de Kazaure.

À la fin de la période, les émirats étaient solidement implantés, la principale exception étant celle du Nupe. Partout, sauf dans l'émirat de Hadejia, des capitales avaient été construites, et, selon les récits de voyageurs européens concernant le Niger, le commerce était bien organisé, malgré l'incertitude de la situation au Nupe et une certaine inflation. L'administration du califat s'était montrée active, intervenant à Zaria dans la désignation de certains fonctionnaires de l'émirat. Enfin, vers 1840, le danger d'invasion avait beaucoup diminué.

La vie intellectuelle, durant cette période, se reflète dans la production ininterrompue des livres, des poèmes et des lettres que le calife Muḥammad Bello écrivit en arabe sur des sujets très variés, du droit constitutionnel à la médecine et au mysticisme. Mais il n'était pas seul à écrire, son vizir Gidado écrivait des ouvrages d'histoire, et sa sœur Asma, des poèmes ; de plus, on doit un grand nombre d'écrits aux parents et aux disciples du *shaykh*. Des visites, des lettres et des poèmes mettant

l'accent sur la commune adhésion à la Ḳadirīyya furent échangés avec les *shaykh* Kunta de Tombouctou et avec Qamar al-Dīn. Le califat reçut aussi la visite d'al-Hadjdj ʿUmar, qui, au cours d'un séjour de quelque huit années, réussit à convertir quelques lettrés de Sokoto et d'ailleurs au *wird* tijāni. Durant toute cette période, l'esprit du *djihād* ne cessa d'inspirer les lettrés, qui continuèrent à jouer un rôle important dans la vie politique de la plupart des émirats. Un exemple typique est celui de l'émir de Kano, Ibrāhīm Dabo, qui trouva le temps d'écrire un ouvrage sur la pratique du mysticisme, bien qu'il fût par ailleurs assez réaliste pour rétablir, avec la permission du calife Muḥammad Bello, certains symboles et certaines pratiques hawsa antérieurs au *djihād*, afin d'affermir son autorité sur les Hawsa. Mais cette période est surtout marquée par le développement de l'éducation dans les villes comme dans les villages. Nous ne disposons pas de chiffres pour le XIXe siècle ; mais il a été estimé qu'il y avait 40 000 *mallam* en 1920 (donc presque certainement davantage en 1900, avant l'émigration) ; et nous savons qu'un grand nombre de lettrés et d'étudiants étaient morts durant le *djihād*, non seulement du fait de la guerre, mais aussi de maladie et de faim[18]. Le rôle joué par les femmes, au cours des premières années de l'éducation coranique des enfants dans les grandes familles, est un des facteurs de ce développement ; mais il faut aussi tenir compte de la diffusion de la politique consistant à copier les manuels, due au fait qu'on pouvait apparemment se procurer du papier en plus grande quantité et à un moindre coût qu'auparavant.

1845-1855

Ces dix années ont constitué une transition marquée par de grands changements. Il s'agit d'une période décisive, mais où l'effort entrepris pour bâtir un État stable sur la base de principes de l'islam fut temporairement mis en question. La principale cause de ces changements fut tout simplement le vieillissement. En 1840, les réformistes, qui avaient dirigé le *djihād*, étaient devenus des vieillards qui, les uns après les autres, allaient mourir ou prendre leur retraite après avoir gouverné pendant plus de trente ans : Buba Yero du Gombe en 1841, Atiku de Sokoto en 1842, Yakubu du Bauchi en 1845, Sambo du Hadejia en 1845, Dan Kawa du Katagum en 1846, Ibrāhīm Dabo du Kano en 1846, Adama de l'Adamawa (Fombina) en 1848. Les émirats orientaux furent les plus touchés ; mais, dans l'Ouest, l'émir du Yauri perdit le pouvoir de 1844 à 1848 ; et celui du Nupe fut remplacé par un chef de mercenaires de 1847 à 1856.

Dans le domaine militaire, les menaces et les défaites se multiplièrent. En 1843 et 1844, des Katsinawa réfugiés au Maradi déclenchèrent, dans l'ouest de l'émirat du Katsina, un grave soulèvement qui fut réprimé par

18. Le recensement de 1921 range 34 903 *mallam* sous la rubrique « enseignants », mais indique qu'environ 46 000 personnes exerçaient la profession de *mallam*, tout en reconnaissant, bien entendu, que les deux catégories se chevauchaient. Ces chiffres doivent naturellement être maniés avec précaution. Voir C. K. Meek, 1925, vol. II, p. 218, 226 et 256-257.

les forces combinées de six émirats ; la zone rebelle fut si sévèrement punie par l'émir du Katsina que le calife fut obligé de le destituer. Beaucoup plus graves furent les soulèvements du Zaberma, du Kebbi et du Gobir, de 1849 à 1854, qui mirent en péril Sokoto et Gwandu, et la rébellion dirigée par Bukhari à Hadejia, qui se solda par la défaite de Sokoto. L'autonomie du Hadejia, qui dura de 1843 à 1863, entraîna la dévastation et la famine sur une grande échelle, et l'asservissement de populations entières. En 1847, l'émirat de Kano avait connu la famine pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, de telle sorte que les guerres menées par Bukhari eurent pour effet de prolonger cette famine pendant plusieurs années dans l'est de l'émirat.

Enfin, des mouvements intellectuels et religieux entraînèrent des émigrations durant la décennie 1845-1855. La parution du livre d'al-Hadjdj ʿUmar, en 1845, attisa la controverse au sujet de la confrérie de la Tijāniyya, et en particulier sur l'intérêt que lui aurait porté le calife Muḥammad Bello — point qui amena les vizirs de Sokoto à rédiger de longues réfutations[19]. Le premier ministre de l'émir de Gwandu, Modibo Raji, qui était aussi un éminent lettré de l'époque du *djihād*, démissionna vers 1850 en révélant qu'il avait secrètement appartenu à la Tijāniyya, et partit vers l'est s'établir dans l'Adamawa. D'autres tijānī, venus de Kano, se joignirent à lui, tandis que Zaria aussi devenait un centre d'attraction pour les lettrés tijānī. Un lignage « royal », les Mallawa, adhéra à la Tijāniyya, mais le seul émir tijānī de Zaria, au XIXe siècle, Sīdī ʿAbd al-Ḳādir, fut déposé après neuf mois de règne en décembre 1854. Associés peut-être à tort à ce mouvement, Mallam Hamza et quinze autres lettrés quittèrent Kano en signe de protestation, et s'établirent finalement au Ningi ; ils y organisèrent par la suite un État d'où des raids furent menés avec succès contre les émirats de Kano et de Bauchi. Vers 1855, un certain Ibrāhīm Sharīf al-Dīn, aidé sans doute dans ses desseins par la situation économique qui régnait dans l'est de l'émirat de Kano, réussit à entraîner de nombreux sujets de Kano et des émirats orientaux dans une vaste migration d'inspiration mahdiste ; partis vers l'est, ils furent massacrés au Baguirmi.

Malgré tous ces bouleversements, certains éléments de stabilité demeurèrent. C'est du reste cette stabilité du système qui est peut-être son trait le plus remarquable. Pendant toute la période considérée, les deux principales figures du califat, l'émir du Gwandu, Khalīl (qui régna de 1833 à 1858, mais ne prit plus part aux opérations militaires à partir de 1849), et le calife, le jeune ʿAlī b. Bello (1842-1859), restèrent en fonction, de même que plusieurs jeunes émirs dans l'est du califat. Nous connaissons particulièrement bien la situation générale du califat durant cette période grâce au journal du voyageur Heinrich Barth, qui vécut dans la région de 1851 à 1855. Barth note un sentiment d'insécurité ; mais rien, dans son récit, n'indique que régnait le désordre qu'on peut imaginer d'après les bouleversements que j'ai évoqués.

19. U. al-Fūtī, 1845. Au sujet de la controverse, voir M. Last, 1967*a*, p. 215-219. Pour des relations quelque peu divergentes de la carrière d'al-Hadjdj ʿUmar, voir J. R. Willis, 1970, et O. Jah, 1973.

Le serviteur hawsa de Barth, Dorugu, qui à cette époque était esclave à la frontière entre l'émirat de Daura et le Damagaram, fournit cependant un témoignage direct sur les effets que les raids et la famine avaient sur la vie des cultivateurs et de leurs familles[20].

Il est peut-être simpliste de dire que, durant cette période de transition, le pouvoir est passé d'une génération à la suivante non seulement dans le califat, mais aussi chez ses ennemis, par exemple au Borno et au Maradi. Mais le fait est que, des deux côtés de la frontière, la plupart des émirs qui régnaient vers 1855 restèrent en fonction pendant encore quinze ou vingt ans, constituant ensemble effectivement une génération nouvelle. Il convient de remarquer que le califat et ses voisins n'étaient pas les seuls États du monde qui, après avoir subi un bouleversement au début du siècle, connurent une période critique vers 1850 ; on pense évidemment à l'Égypte, à la France, à l'Autriche, à l'Allemagne, à l'Italie. Ce qui, dans le califat comme dans ces pays, caractérise la décennie, c'est le malaise intellectuel qui a, semble-t-il, conduit à remettre en question la légitimité de l'État au nom des principes mêmes que celui-ci était censé incarner. Nous ne savons pas encore exactement pourquoi ce malaise s'est manifesté au grand jour, ni quelle a été la réaction des lettrés attachés au régime ; mais, étant donné la nature de la controverse et des antagonistes, un certain nombre de documents écrits nous sont parvenus à son sujet. J'ai l'impression qu'à cette époque la communauté des lettrés s'est divisée de façon durable en deux camps, les uns renonçant désormais à s'occuper des affaires de l'État, les autres essayant de préserver une administration islamique. Cinquante ans plus tard, quand les puissances coloniales chrétiennes imposèrent leur domination, un problème similaire causa une semblable division, mais l'enjeu était alors plus clair.

1855-1880

Le résultat le plus notable des événements survenus entre 1845 et 1855 fut d'ériger le *statu quo* en politique acceptable aussi bien pour le califat que pour nombre de ses ennemis. En 1863, à la mort de l'émir rebelle Bukhari, Hadejia revint automatiquement sous l'autorité du calife. Même au Nupe, les guerres civiles prirent fin en 1859. Le Nupe devint pour la première fois une entité politique stable ; mais ce fut au détriment de ses voisins du Nord, où un nouvel émirat, Kontagora, se formait aux frontières de l'émirat de Yauri, du Nupe et de l'émirat de Zaria. Kontagora attira les aventuriers, dont beaucoup de sang « royal », qui ne pouvaient satisfaire leurs ambitions dans les émirats existants. Ces aventuriers étaient également attirés par d'autres régions, notamment celle de la frontière des émirats de Zaria et de Bauchi et, à l'est, par les émirats semi-autonomes de l'Adamawa. Parmi les émigrants, il n'y avait pas que des pèlerins ; mais il n'y avait pas non plus que des guerriers. Les éléments mobiles

20. H. Barth, 1857. L'autobiographie de Dorugu est reproduite dans : A. H. M Kirk-Greene et P. Newman (dir. pub.), 1971, p. 29-201.

de la population, qui venaient aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du califat, ne pratiquaient plus seulement le métier des armes; certains vivaient du portage, du commerce ou de la chasse à l'éléphant (pour l'ivoire), et plus tard de la récolte du latex. Ces hommes, quelle que fût leur origine, étaient généralement appelés « Hawsa », ce qui voulait dire qu'ils n'appartenaient pas à un groupe ethnique déterminé, mais à la société plus vaste du califat, avec son économie atomisée et complexe et sa langue véhiculaire[21].

Durant cette période, l'histoire des émirats présente deux caractéristiques principales. La première est la paix et la stabilité relatives dont jouit la région. Raids et attaques se poursuivirent, mais il ne s'agissait pas d'invasions susceptibles de mettre sérieusement en péril le califat, voire de le renverser. De même, les émirs poursuivirent leurs activités militaires, mais les adversaires se neutralisaient. Les ennemis du califat avaient eux-mêmes établi des régimes politiques stables. C'est après 1880 que la région recommença à connaître des crises.

La seconde caractéristique importante est l'expansion économique du califat, dont témoigne les faits suivants: la mise en valeur de nouvelles terres; l'établissement de nouveaux villages, et la poursuite de l'immigration de main-d'œuvre libre ou servile; l'accroissement du nombre des marchands et des transporteurs établis en pays hawsa sur les principales voies commerciales et dans le commerce des principaux produits, ce qui semble montrer que des marchands étrangers venaient s'installer dans les villes hawsa; l'extension du rayon d'action des marchands hawsa à de nouvelles zones situées loin des frontières du califat, le cauri devenant en même temps la monnaie employée dans ces zones; la progression des exportations de tissus apprêtés et autres marchandises vers d'autres régions du Soudan occidental, ainsi que des exportations d'ivoire et de beurre de karité par exemple, vers l'Europe, et l'augmentation des importations de produits très appréciés comme la noix de kola et divers produits européens. Il semble qu'on ait trouvé sans difficulté la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire non seulement pour la production, mais aussi pour le transport et le conditionnement: par exemple, bien que Michael Mason ait calculé qu'il fallait 1 500 pots pour conditionner seulement 25 tonnes de beurre de karité, les exportations de beurre du Nupe passèrent de 120 à 1 500 tonnes entre 1871 et 1878[22].

Le développement économique s'accompagna d'inflation. Il est toutefois impossible de connaître avec précision non seulement les conséquences sociales de cette inflation, mais même ses caractéristiques, sans parler des différences locales. Les taux de change publiés par Marion Johnson montrent que le dollar-argent, qui valait 2 500 cauris vers 1855, en valait 5 000 vers 1890[23]. D'après les chiffres fournis pas M. G. Smith, les impôts semblent avoir augmenté à peu près au même rythme, tandis que, selon les prix mentionnés

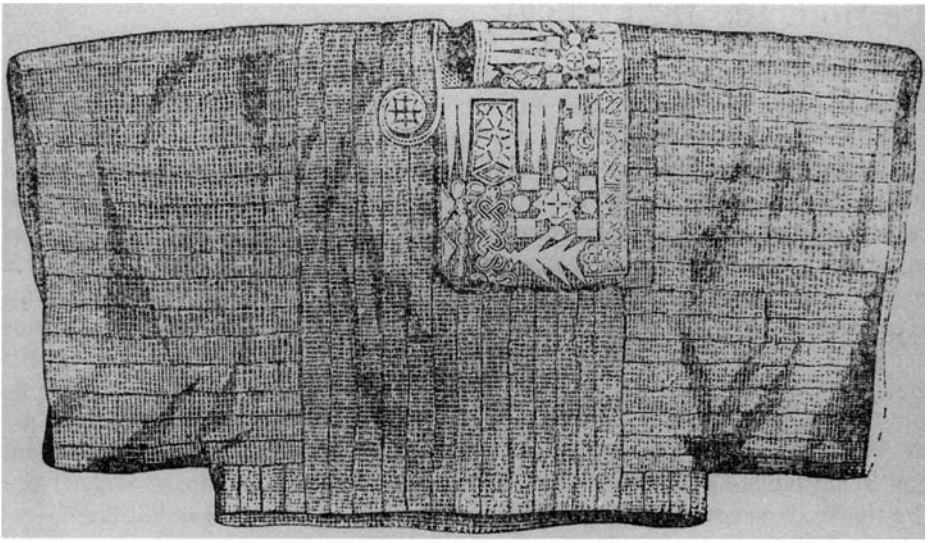
21. Sur la diaspora hawsa, voir M. Adamu, 1978.
22. M. Mason, 1970, chap. 3. Au sujet des tissus, voir P. J. Shea, 1974.
23. M. Johnson, 1970.

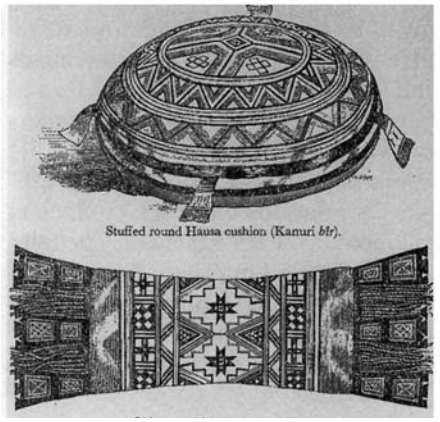
par Barth et par d'autres voyageurs qui ont visité plus tard le califat, le coût de la vie, du moins pour les riches, aurait augmenté deux fois plus vite[24]. Si ces estimations sont en gros correctes, cela signifie que la petite noblesse percevant des revenus moyens, mais qui ne provenaient ni du service de l'État, ni de la vente des esclaves, ni du commerce extérieur spécialisé, a dû voir son niveau de vie baisser pour se rapprocher progressivement de celui des producteurs primaires — cultivateurs et artisans, esclaves ou libres — qui ont probablement profité un peu de l'inflation. Cette évolution aurait eu pour effet d'aviver la concurrence pour les postes de l'administration, en même temps qu'elle favorisait les idées millénaristes qui continuaient à couver dans le califat, au point de susciter les émigrations et les guerres civiles qui marquèrent les vingt dernières années du siècle. Ces crises mettaient en évidence un problème fondamental de la dernière période du califat: le danger de voir le nombre de fonctionnaires, de leurs parents et de leurs clients, ou leurs attentes, continuer à s'accroître, en dépit de toute récession économique.

Sur le plan intellectuel, cette période est marquée par la progression de l'emploi du hawsa, aux dépens de l'arabe et du fulfulde, dans les livres et les poèmes. Des parents du *shaykh* traduisirent des poèmes de l'époque du *djihād*, ce qui donne à penser que les idées et les actions des premiers réformistes intéressaient un assez vaste public qui lisait le hawsa transcrit en caractères arabes plus facilement que l'arabe[25]. Les œuvres originales de cette période qui nous sont parvenues sont moins nombreuses que celles des périodes précédentes. Il semble par ailleurs, que dans l'Adamawa, il y ait eu une certaine tension entre le gouvernement et les lettrés; l'émir chercha à imposer sa volonté en ce qui concerne les livres à enseigner; mais cette mesure, qui était sans doute dirigée contre les tijānī, fut abrogée par son successeur, l'émir Sanda, qui fit entrer des lettrés dans son conseil. Le XIIIe siècle de l'hégire touchant à sa fin (1300 de l'hégire = 1883 de l'ère chrétienne), il est fort possible qu'il y ait eu des attentes millénaristes; mais elles ne prirent une expression politique que vers 1883, à Kano, sous l'impulsion de Liman Yamusa, à la frontière du Borno, sous l'impulsion de Jibril Gaini, et dans l'Adamawa, sous celle d'un arrière-petit-fils du *shaykh*, Hayatu. Ailleurs, la situation resta calme, car il est probable que des habitants de l'Ouest émigrèrent vers ces foyers de l'Est en vue d'accomplir l'ultime pèlerinage, lequel n'eut lieu qu'en 1903.

24. Il est très difficile d'évaluer l'augmentation du coût de la vie pour tel ou tel groupe. On peut, d'après les indications de H. Barth, 1857, établir le prix de divers produits, mais les renseignements que nous fournissent les récits des voyageurs sont moins complets et moins précis pour les années 1880 et 1890; voir, par exemple, P. Staudinger, 1889; P. L. Monteil, 1894; C. H. Robinson, 1895. Le problème est encore compliqué du fait que les prix variaient considérablement selon les régions et les saisons. Ces variations sont peut-être accentuées, dans le cas de Monteil, par le grand nombre de personnes qui l'accompagnaient; et dans celui de Robinson, par la guerre civile dans l'émirat de Kano. Sur Kano, voir M. G. Smith.

25. Au sujet de ce mouvement, voir B. Saʿīd, 1978.





22.3. Articles d'artisanat hawsa collectionnés par Gustav Nachtigal en 1870.
[*Source :* G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. de A. G. B. et H. J. Fisher), 1980, vol. II, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Le Borno de 1820 à 1880

L'histoire du califat est inextricablement liée à celle de ses voisins et de ses ennemis. Les petits États voisins du califat furent amenés, sous l'effet de cette proximité, à adopter des institutions politiques capables de résister aux pressions extérieures; ces institutions reflétaient souvent celles des États musulmans. Des chefs ou des « hommes forts » firent leur apparition dans des sociétés qui n'avaient jamais eu d'organisation politique unifiée — mais l'histoire de ces sociétés reste encore à écrire, et il se peut qu'elle ne soit jamais analysée. Le séisme dont Sokoto fut l'épicentre eut des répercussions jusque dans des régions très éloignées, les tributaires du califat se retournant contre leurs voisins plus faibles qu'ils soumettaient à des raids, ou dont ils exigeaient eux-mêmes un tribut. Mais les relations ne prenaient pas que la forme de la guerre. Le commerce était organisé depuis des siècles malgré le faible développement démographique et économique des États concernés. Les marchands du califat, comme l'avaient fait avant eux ceux d'autres États dominants, s'infiltrèrent sans se soucier des frontières dans ce réseau commercial, qu'ils développèrent et modifièrent.

En fait, le mot « frontières » est difficile à employer dans ce contexte; il s'appliquait, semble-t-il, davantage aux droits d'imposition qu'à la circulation des personnes. Il en va de même du mot « ennemi ». Ainsi, l'émir de Katsina, Siddiku, repoussa des envahisseurs venus du Maradi; puis, ayant été déposé par le calife pour avoir puni trop sévèrement les alliés du Maradi, il se réfugia au Maradi et, avec son aide, envahit le Zamfara, tributaire du califat; enfin, lorsqu'il se retira, c'est à nouveau à Sokoto qu'il choisit de s'établir. De même, celui qui se rebellait contre un émirat pouvait se réfugier dans l'émirat voisin sans que cela soit une cause de friction entre les deux émirats. Les marchands hawsa commerçaient souvent avec l'ennemi en temps de guerre, et ils suivaient n'importe quelle armée d'invasion, prêts à acheter les prisonniers qu'elle faisait en échange d'armes et de chevaux.

Bref, les identités fondées sur les nationalismes locaux ou l'origine ethnique servaient, le cas échéant, à organiser les relations entre les groupes et non à les isoler. Le califat formait par conséquent, avec les États et les peuples qui l'entouraient, un ensemble social et économique à l'intérieur duquel — et ce n'est pas surprenant — les événements politiques qui se produisaient dans un État pouvaient susciter un écho pratiquement immédiat dans un autre; et où l'orientation générale et la chronologie de ces événements étaient similaires.

L'histoire du Borno fournit un exemple de cette interdépendance. Le Borno était l'adversaire et le voisin le plus important du califat, qui lui avait ravi la suprématie; ce qui se passait sur le plan politique dans un de ces deux États revêtait une grande importance pour l'autre. Cependant le modèle du Borno est très différent de celui du califat, offrant une solution de rechange à laquelle le *shaykh* ʿUthmān avait failli recourir.

Il n'est pas possible dans ce chapitre de retracer en détail le *djihād* mené par le *shaykh* ʿUthmān dan Fodio, et de décrire les effets immédiats qu'il

eut sur le Borno[26]. Il suffit de rappeler que le Borno résista aux attaques lancées contre ses populations et, en conséquence, perdit temporairement sa capitale — prise par les *mudjahidūn* — et définitivement une grande partie de son territoire. Le *may* de Borno chercha des armes semblables à celles de Sokoto pour relever à la fois le défi idéologique et le défi militaire: il fit appel au *shaykh* al-Hadjdj Muḥammad al-Amīn al-Kanēmi, lettré estimé qui connaissait bien la vie politique du monde méditerranéen et avait des attaches au Fezzān; au Borno même, il était lié aux pasteurs arabes shuwa, et son entourage comprenait des Kanembu. Il représentait en somme l'ordre international établi face aux réformistes « fellata » (fulbe).

Après les victoires militaires d'al-Kanēmi, le *may* lui donna le statut de chef semi-autonome résidant à Ngurno, une espèce de vice-roi comparable au *galadima* traditionnel du Borno qui lui, résidait à Nguru. Il ne reçut ou ne prit aucun titre officiel; bien qu'il ait été, par la suite, qualifié de *waziri*, ce titre aurait voulu dire qu'il avait accepté non seulement le régime politique, mais aussi son rôle subordonné dans ce régime[27]. Qui plus est, aucun autre dignitaire avant lui n'ayant rempli des fonctions aussi étendues, puisqu'il était à la fois investi du commandement militaire et chargé de l'administration d'un territoire sur lequel il exerçait une autorité plus personnelle que le *may* sur le reste du Borno, al-Kanēmi confia à ses esclaves le gouvernement des villes; il étendit son pouvoir en administrant directement les chefferies semi-autonomes qui lui étaient subordonnées. Il s'entoura d'une armée permanente de lanciers kanembu et établit aux frontières, sous le commandement d'esclaves, des garnisons comparables aux *murābiṭūn* de Sokoto. Son conseil se composait de six de ses amis, dont il connaissait certains depuis l'enfance. Comme le territoire sur lequel il exerçait son autorité était au début relativement exigu et peu peuplé, le commerce et la vente des esclaves lui rapportaient plus de revenus que ses fiefs, où il chercha à attirer diverses populations. Sa cour était restreinte, et il confiait plutôt les charges officielles à des esclaves car ceux-ci, n'appartenant pas à de grandes familles, non seulement lui étaient entièrement dévoués, mais aussi lui coûtaient moins cher.

En revanche, le *may*, qui conservait sa cour, ne tirait plus de son territoire, considérablement réduit, assez de ressources pour entretenir et pour récompenser ses courtisans; de plus, il ne put pas ou ne voulut pas s'emparer d'une chefferie semi-autonome comme celle de Marte, qui relevait de son domaine d'influence. Mais il détenait l'autorité traditionnelle due à la légitimité dynastique, ainsi qu'à la stabilité et au sentiment d'identité liés à ces circonstances.

26. Pour des précisions sur le *djihād*, voir L. Brenner, 1973, p. 26-47. Le principal texte sur le *djihād* écrit par un contemporain est celui de Muḥammad Bello, 1951 ou 1964.
27. Voir le document traduit par H. R. Palmer, 1928, vol. II, p. 119 (qui porte sur la restauration de Dunama comme *may* et la « déposition » de Ngileroma).

22.4. *Le shaykh Muḥammad al-Amīn al-Kanēmi*.
[*Source:* Denham, Clapperton et Oudney, *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa*, 1826, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

La première période : la dyarchie du Borno (1820-1845)

En 1820, le Borno se divisait politiquement en deux zones qui parfois se chevauchaient : le *shaykh* et ses conseillers (qui résidaient maintenant à Kukawa) exerçaient leur autorité sur le Sud, l'Est et l'Ouest ; le *may* et sa cour, à Birni Kafela, exerçaient la leur sur le reste du Borno. En 1820, la position du *shaykh* s'était considérablement renforcée, sinon officialisée. Le *may* Dunama était mort au cours d'une bataille livrée contre le Baguirmi, et al-Kanēmi avait présidé à l'accession au trône du jeune fils de Dunama, Ibrāhīm. C'est à ce moment qu'al-Kanēmi prit le titre de *shaykh*, et son sceau porte la date de 1235 (c'est-à-dire 1819-1820 de l'ère chrétienne), comme année de sa propre accession au pouvoir (c'était en tout cas la date qu'il tenait à commémorer).

Il est d'usage de relater l'histoire du Borno comme si c'était à partir de ce moment qu'al-Kanēmi avait exercé l'autorité suprême. Cela est peut-être exact, mais les documents dont nous disposons ne sont pas concluants. Il s'agit notamment des comptes rendus de deux témoins oculaires, les envoyés britanniques Denham et Clapperton[28]. Ces comptes rendus manifestent une telle partialité en faveur d'al-Kanēmi et contre le *may* Ibrāhīm qu'ils ne peuvent guère être sérieusement considérés comme des analyses politiques objectives[29]. Invité d'al-Kanēmi, ami des marchands nord-africains qui fréquentaient sa cour, et voyageant sous la protection d'un Tripolitain qui négociait avec le *shaykh*, Denham manifeste une prévention considérable contre le *may*, dont il ne fréquente et ne comprend guère la cour.

Il semble rétrospectivement fort possible qu'al-Kanēmi ait accédé assez tôt à l'autorité suprême ; mais cela n'est sans doute pas apparu aussi clairement à ses contemporains. Le *may* Ibrāhīm avait encore une cour très nombreuse : d'après Denham, 260 à 300 courtisans assistaient au lever du *may*, et parmi eux il y avait sûrement des feudataires, avec leur suite. Al-Kanēmi lui-même devait, comme tous les autres feudataires, envoyer au *may* une partie des revenus qu'il tirait de ses fiefs — la moitié selon Denham. Certains partisans du *may* se montraient particulièrement hostiles aux nouveaux venus, par exemple les Sugurti Kanembu, les Shuwa noirs, des lettrés reconnus comme Mallam ʿAbdullāh de Yale Garua ou le Mallam Fanami du Manga. il était également prévisible que les dignitaires traditionnels comme le *galadima* ou le *martema* s'opposeraient à l'accroissement des pouvoirs d'al-Kanēmi. On pourrait mentionner également les *chima jilibe* qui commandaient aux clans kanuri ; mais les écrits des historiens ne permettent pas de savoir dans quelle mesure, au début, ces chefs de clans étaient encore nommés par le *may*, ou même s'ils lui restaient loyaux. Nous ne savons pas non plus exactement à

28. H. Clapperton, 1829.

29. L. Brenner, 1973, p. 21-22 et 46-47, cite des passages de Denham et Clapperton sur al-Kanēmi et le *may* Ibrāhīm, où leur partialité apparaît clairement. La plupart des informations figurant dans cette section sont tirées de cet ouvrage de L. Brenner et de l'étude de J. E. Lavers, 1977. Je suis très reconnaissant à John Lavers de ses commentaires sur cette section ; il n'est pas pour autant d'accord avec toutes mes interprétations.

22.5. *Un des lanciers kanembu du shaykh al-Kanēmi.*
[*Source :* Denham, Clapperton et Oudney, *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa*, 1826, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

partir de quand les responsables régionaux (*chima chidibe*) furent nommés par al-Kanēmi ; mais les doléances formulées par la suite concernant l'extension de la domination des Shuwa (à la province de Gazir, en 1842) donnent à penser que cette extension ne fut sans doute ni très rapide ni complète. Du reste, la division du pouvoir entre responsables régionaux et chefs de clans pouvait facilement être adaptée au type de dyarchie que j'ai évoqué. C'est

pourquoi, bien que nous ne sachions pas exactement quels *chima* résidaient à la cour du *may* à Birni Kafela, j'estime qu'il y a lieu de supposer que la majorité des membres de l'« aristocratie kanuri » y résidaient, même s'ils étaient représentés en même temps à Kukawa auprès du *shaykh* par un parent plus jeune.

Pour bien comprendre la conduite d'al-Kanēmi, il faut voir, dans le *may* Ibrāhīm, non pas le personnage ridicule que Denham nous dépeint, mais le chef d'un État encore puissant. Les fonctions d'al-Kanēmi, qui faisaient de lui une espèce de « super-*galadima* » ou de vice-roi, comprenaient la surveillance des frontières non seulement au sud-ouest (le *galadima* étant chargé de la frontière de l'Ouest), mais aussi au sud. Il avait le droit de lever des troupes. Les Nord-Africains se trouvant au Borno relevaient de lui, de même que les relations internationales qu'impliquait leur présence. À l'ouest, de 1824 à 1830, al-Kanēmi se soucia moins d'attaquer le califat que de rétablir, à Nguderi, un Borno occidental échappant à l'autorité du *galadima*. Son intention était probablement d'englober, dans cet État, certains des émirats orientaux de Sokoto (sinon celui de Kano) ; mais il n'y parvint pas. Il réussit cependant à chasser un tributaire du calife, Muḥammad Manga et, en avançant jusqu'à Kano, démontra la puissance militaire du Borno dans cette région frontière. De plus, il contribua au rétablissement de l'État du Gumel dont il obtint l'allégeance en gagnant le soutien des Manga qu'il venait de défaire. Ainsi encerclé, le *galadima* s'enfuit à Sokoto, puis revint se soumettre à al-Kanēmi, qui ne lui laissa qu'un territoire très réduit. En 1830, al-Kanēmi avait donc son État à lui, le Borno occidental, qu'il gouvernait avec le concours d'esclaves — les *kachella* — et dont les diverses populations n'éprouvaient pas une particulière loyauté vis-à-vis du *may*.

À ce « sous-État » occidental s'ajoutait, au sud, une zone similaire, elle aussi administrée par des esclaves, qui comprenait essentiellement les villes kotoko et les marches du Baguirmi. Au début, de 1818 à 1824, al-Kanēmi avait tenté, en vain, avec l'aide de Nord-Africains, d'établir au sud-est un grand protectorat du Kanem avec le Baguirmi pour vassal. Les guerres qui permirent cette expansion attirèrent certainement de très nombreux volontaires — des cavaliers venus de Birni Kafela — comparables aux volontaires de Sokoto qui partaient se battre dans les émirats de Zaria et de Bauchi. Cependant, la plus grande partie du Borno proprement dit, à l'est du lac Tchad, restait sous l'autorité traditionnelle des chefs kanuri fidèles au *may*.

Il n'y a pas de raison de penser que ce partage du pouvoir n'a pas bien fonctionné : le *may* gouvernant la plus grande partie du pays kanuri et en tirant ses revenus, le *shaykh* gouvernant les zones frontières de l'Ouest et du Sud, utilisant la cavalerie du Borno et envoyant au *may* la part des revenus qui lui était due. Al-Kanēmi n'essaya pas d'avoir une cour plus brillante que celle du *may*. En fait, à certains égards, ils se conformaient au modèle ancien qui veut que la ville royale traditionnelle soit séparée par une distance de quelques kilomètres de la ville commerçante habitée seulement par des musulmans, à l'exception d'un quartier réservé aux étrangers. Et

pour des étrangers comme Denham et ses amis, toute l'activité semblait concentrée à Kukawa.

Très peu d'indications nous sont parvenues sur les activités de la cour du *may* Ibrāhīm, d'autant moins que rares furent ceux qui survécurent à la destruction de la dynastie en 1846. Durant sa visite au Borno, al-Hadjdj ʿUmar convertit à la Tijāniyya un membre important de la famille du *may*, ce qui, d'après la tradition historique, lui attira l'hostilité d'al-Kanēmi (en fait, nous ignorons s'il s'agit d'al-Kanēmi ou du *may*) [30].

À mon sens, une des raisons du bon fonctionnement du dispositif mis en place par le *may* et al-Kanēmi est l'absence remarquable, chez ce dernier, de tout dogmatisme et de toute ambition. Il ne paraît pas avoir envisagé la transformation du Borno. Ses écrits ne contiennent aucun projet de réforme. Il ne partageait ni les attentes millénaristes ni la volonté d'agir vite des dirigeants de Sokoto, et n'attira pas autour de lui des hommes ayant le même sentiment d'une mission à accomplir. Il répugne lui-même à faire part des raisons pour lesquelles il reste au Borno ; sa curiosité le portait vers de larges horizons, et il refusait la fidélité à une ethnie déterminée. L'absence d'idéologie et l'absence de cette assurance et de ce dynamisme que peut inspirer une idéologie font que le Borno se distingue très nettement du califat de Sokoto. La poésie n'y chantait pas la gloire des « martyrs ». S'il mit fin au monopole de l'allégeance dont avait bénéficié jusqu'alors le *may*, al-Kanēmi n'offrit guère en échange qu'une nouvelle allégeance envers sa personne, une commune hostilité vis-à-vis des Fulbe de Sokoto, et une adhésion au monde islamique dans son ensemble, auquel il avait lui-même le sentiment d'appartenir. Il sut se servir de la royauté comme d'une institution autour de laquelle il pouvait rallier tous les habitants du Borno, et qui transcendait les intérêts des différents groupes ; de même, le *may* pouvait s'appuyer sur le *shaykh* précisément parce que celui-ci ne partageait pas le zèle réformiste qui aurait détruit le Borno traditionnel. Même s'il l'avait voulu, al-Kanēmi n'était probablement pas assez puissant pour renverser le *may*, et il ne pouvait pas non plus introduire de réformes fondamentales aussi longtemps qu'il avait besoin du *may* pour préserver l'unité du Borno. Certes il envoya, dans les années 1830, une ambassade auprès de la Porte, ce qui montre qu'il rejetait la prétention traditionnelle du *may* au titre de calife ; mais cela n'eut aucune conséquence à l'époque. Le Borno se trouva en difficulté lorsque l'État ne put s'appuyer ni sur les institutions traditionnelles ni sur une mobilisation idéologique suffisamment forte ; c'est à partir de ce moment (mais pas avant, me semble-t-il) qu'il est possible d'analyser la politique du Borno en termes de relations patron-client, en considérant l'intérêt personnel comme la motivation essentielle.

La relation d'interdépendance entre le *may* Ibrāhīm et al-Kanēmi tenait à la personnalité des deux hommes. On le vit lorsqu'à la mort d'al-Kanēmi, en 1837, il fallut établir, sur de nouvelles bases, les relations du *may* avec le *shaykh* ; il semble que ce furent les trois conseillers shuwa d'al-Kanēmi

30. U. al-Naqar, 1972, p. 72-74 et 144.

plutôt que son fils ʿUmar qui proposèrent, ou plutôt dictèrent, au *may* de nouvelles conditions. Le *may*, à juste titre, me semble-t-il, ordonna à ʿUmar de venir à sa cour pour y être installé dans les fonctions de son père ; mais les conseillers kukawa menacèrent le *may* d'attaquer Birni Kafela s'il ne venait pas lui-même prêter allégeance au nouveau *shaykh*. Jamais, à notre connaissance, le *may* n'avait fait une telle visite à Kukawa, et la signification symbolique de cet acte ne saurait être sous-estimée. Le nouveau *shaykh* ne se contenta naturellement pas de cet affront et versa au *may* un tribut inférieur à celui qu'avait versé son père. Les conseillers d' ʿUmar compromirent ainsi les résultats de vingt années de coopération avec le *may*, ce qui leur coûta la vie, de même qu'au plus ancien conseiller d'al-Kanēmi, al-Hadjdj Sudani, qui aurait sans doute préféré voir succéder au *shaykh* un autre de ses fils, ʿAbd al-Rahmān. L'avènement d'ʿUmar devait donc l'opposer non seulement au *may* Ibrāhīm, mais aussi à son propre frère.

Borno (1845-1855) : une période de transition

Le Borno connut, de 1845 à 1855, des difficultés beaucoup plus graves encore que le califat, du fait non seulement des invasions, de la guerre civile et des exécutions, mais aussi du bouleversement du système politique. La dignité de *may* fut abolie, et sa cour dispersée ; la cour du *shaykh*, dépourvue de faste, mais qui entretenait diverses relations internationales, disparut elle aussi. En faisant fusionner les fonctions de *shaykh* et de *may*, ʿUmar établit un nouveau mode de gouvernement qui différait non seulement des régimes antérieurs du Borno, mais aussi du régime du califat de Sokoto.

Voici exposés, brièvement, les événements de cette décennie. Voyant son autorité si sérieusement mise en question, le *may* Ibrāhīm incita, en 1846, le sultan du Wadaï à envahir le Borno. Il refaisait ainsi l'erreur qui avait coûté la vie à son père Dunama, vingt-sept ans plus tôt, lorsque celui-ci avait fait appel au sultan du Baguirmi pour combattre al-Kanēmi. Deux des principaux conseillers d'ʿUmar, Mallam Tirab et Aḥmad Gonimi, furent tués au cours d'une bataille contre l'armée du Wadaï ; ʿUmar fit exécuter le *may* Ibrāhīm après cette bataille, et ensuite défit et tua son successeur, le *may* ʿAlī.

Le nouveau vizir, al-Hadjdj Bashir, devint le favori du *shaykh*, supplantant ʿAbd al-Raḥmān. En 1853, ce dernier fit déposer ʿUmar, et Bashir fut tué, mais, l'année suivante, il fut lui-même déposé et exécuté. ʿUmar reprit le pouvoir et l'exerça pendant vingt-six ans, jusqu'à sa mort en 1881.

Je crois qu'il ne faut pas voir une simple coïncidence dans le fait que la même décennie se révéla critique tant pour le califat que pour le Borno. Le *djihād*, qui avait opposé les deux États, y avait porté au pouvoir des hommes qui avaient à peu près le même âge ; il n'est donc pas étonnant que des problèmes de succession se soient posés en même temps dans les deux États. De plus, le califat n'exerçait plus une aussi forte pression sur le Borno : sur le plan idéologique, les esprits, dans les années 1840, étaient plus préoccupés par le millénarisme et la Tijāniyya que par le *djihād* ; tandis que, sur le plan militaire, la détente régnait malgré des campagnes épisodiques et limitées sur les frontières. C'est peut-être justement cette

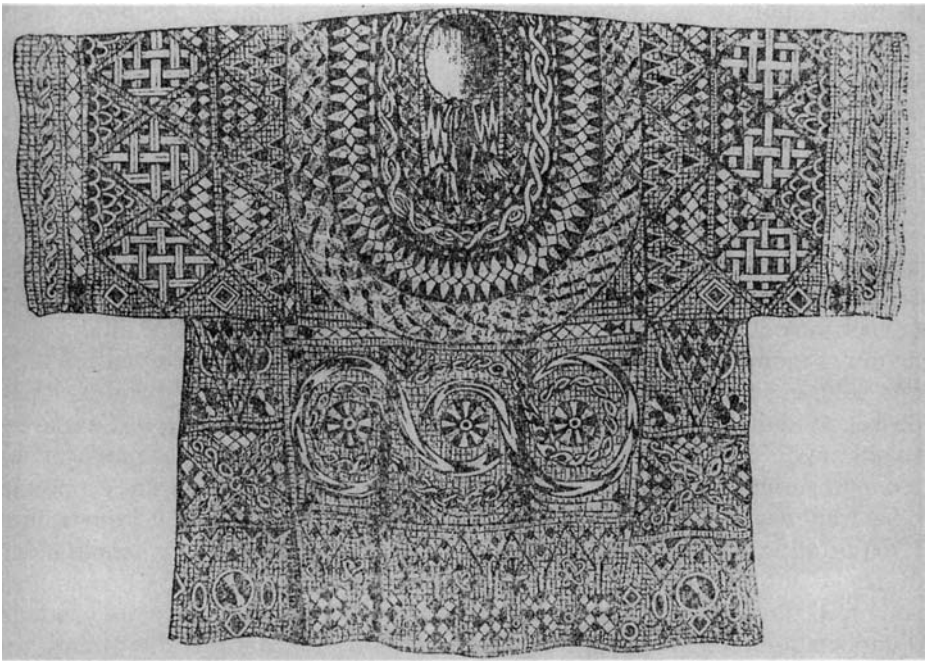
détente qui permit aux rivalités internes de faire surface : la cour de Kukawa n'avait plus besoin du *may* comme symbole de l'unité du Borno ; il n'y avait même plus de besoin d'unité à Kukawa. Une réaction en chaîne s'ensuivit : la guerre civile du Borno encouragea Bukhari à se révolter contre Sokoto ; la confusion qui régnait à la frontière occidentale du Borno conduisit Bashir à prendre des risques excessifs, et ʿAbd al-Raḥmān à oser déposer ʿUmar. L'effet de ces événements sur les masses apparaît dans le soutien qu'elles apportèrent au dirigeant millénariste, Ibrāhīm Sharīf al-Dīn, lorsqu'il traversa le Borno en 1856 dans sa marche vers l'est. Mais il est frappant qu'aucun des deux États n'ait pu ou n'ait voulu tirer profit des désordres que connaissait son voisin, et que la situation soit rapidement redevenue normale après 1855.

La seconde période (1855-1880) : le système politique du Borno

Le Borno fut, pendant cette période, un État unitaire. ʿUmar, tout en conservant le titre de *shaykh* et en continuant à résider à Kukawa, donna à sa fonction de chef d'État un caractère plus formel, et s'entoura d'une cour plus nombreuse. Il nomma un premier ministre auquel il conféra des pouvoirs considérables ; mais toute l'autorité était concentrée entre ses mains, et il la déléguait à qui bon lui semblait. La cour se composait, comme auparavant, de parents du *shaykh*, de notables libres et d'esclaves fonctionnaires, et, qui plus est, il fut décidé de garder les noms des conseillers d'al-Kanēmi pour les nouveaux titres créés ; mais les esclaves, y compris ceux qui constituaient une armée royale d'environ 3 000 hommes, jouaient un rôle plus important qu'auparavant, même si leurs postes à titre purement individuel étaient totalement soumis au bon vouloir du *shaykh*. Il arrivait que le fils d'un esclave hérite du poste de son père ; mais les esclaves ne pouvaient prétendre, en vertu d'un droit héréditaire, à une fonction ou à un patrimoine déterminé. L'accroissement de la proportion des esclaves dans l'administration eut une incidence sur le processus de recrutement des fonctionnaires libres : en effet, le titre dont héritait un notable libre ne s'accompagnait pas forcément de fonctions ou de pouvoirs spécifiques. Il était donc impossible de préserver l'« équilibre des pouvoirs », et il n'y avait pas de lignages traditionnellement puissants, disposant de leur propre base ; beaucoup de personnages importants ne portaient pas de titre officiel. L'avancement des fonctionnaires se faisait dans le cadre d'une hiérarchie définie par des relations de clientèle avec, à son sommet, le *shaykh*. Par rapport à Sokoto, la concurrence était libre, sans que des droits tenant à la naissance ou au rang y fissent obstacle.

Si cette analyse, qui voit dans la politique du Borno un système de relations de clientèle, est exacte (c'est du reste celle de R. Cohen et L. Brenner), ce système datait de l'époque d'al-Kanēmi, qui, au début, avait confié l'administration de l'État à des esclaves et à quelques amis[31].

31. L. Brenner et R. Cohen, 1988.



22.6. *Blouse brodée d'une femme de Borno, faite dans les années 1870.*
[*Source :* G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. de A. G. B. et H. J. Fisher), 1980, vol. II, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Comme les membres des lignages les plus anciens restaient sans doute fidèles au *may*, le *shaykh* n'eut pas recours à des fonctionnaires héréditaires ; par la suite, la mort de ses anciens conseillers, pendant les désordres de 1846-1854, coupa court à toute évolution dans cette direction. Comme, d'autre part, les fonctionnaires du *may* tombèrent en discrédit après 1846, on voit difficilement quel autre système de recrutement le *shaykh* ʿUmar aurait pu appliquer. C'est peut-être néanmoins commettre un anachronisme que de considérer les relations de clientèle comme le système traditionnel du Borno, ou même comme le système dominant au début du XIX^e^ siècle. Les conseillers d'al-Kanēmi n'étaient pas ses clients, mais avant tout ses associés qui jouissaient d'une grande indépendance ; d'où le rôle capital qu'ils jouèrent dans les événements qui suivirent sa mort. On aurait encore pu alors assister à la fondation de dynasties de ministres. Tout bien considéré, je crois pouvoir dire que d'importants changements politiques se sont effectivement produits après la période 1845-1855, mais des changements rendus plus faciles par la simple application, à l'ensemble du personnel politique, du principe observé par al-Kanēmi dans la désignation des esclaves-fonctionnaires.

Aussi importantes que ces tendances politiques furent les transformations de l'économie qui devait servir d'assise au système politique. Le fait marquant de la période est, comme nous l'avons vu, le développement du commerce et de la production du califat, avec la colonisation des terres vierges à l'intérieur des frontières et, à l'extérieur, une extension considérable du rayon d'action des marchands hawsa. Non seulement ceux-ci se rendaient au Borno, mais les marchands du Borno tendaient à s'installer en nombre toujours plus grand en pays hawsa. La détente politique et idéologique entre les deux États le permettait; du reste, les embargos du début du siècle apparaissent comme des mesures exceptionnelles quand on les replace dans la longue histoire des échanges du Borno avec les pays situés à l'ouest. Mais il semble que le Borno, qui se trouvait en concurrence avec les centres commerciaux du califat, ait eu de moins en moins de produits à offrir. Il continuait à exporter du natron bien que celui-ci se heurtât sans doute à la concurrence croissante d'autres types de sel produits ailleurs. Une autre exportation de base, celle des esclaves, semble avoir diminué progressivement; bien qu'il soit possible que la main-d'œuvre servile ait augmenté au Borno, la base productive de son économie ne paraît pas s'y être développée au même rythme que celle du califat. L'exportation ou la réexportation des peaux, du cuir, de l'ivoire ou des plumes d'autruche suivait, comme celle du natron ou des esclaves, les routes commerciales des Hawsa, tandis qu'étaient recherchés de nouveaux produits d'importation, tel l'ivoire de l'Adamawa, sous le contrôle du califat. En somme, il semble que le Borno ait été amené à jouer, par rapport à l'économie du califat, le rôle de fournisseur de matières premières et de consommateur de produits de luxe; ce qui entraîna une diminution des profits tirés du commerce par les détenteurs du pouvoir. Le fait que le Borno soit enfin entré, vers 1850, dans la zone monétaire du cauri, qui englobait l'Afrique occidentale, symbolise cette évolution. Autre symbole: les difficultés rencontrées par les marchands pour recouvrer leurs créances dans la capitale, — peut-être le volume des échanges ne justifiait-il plus ces frais — firent que les marchands nord-africains commencèrent à éviter le Borno. Le commerce transsaharien avait constitué un élément important de la politique d'al-Kanēmi, et c'est à cette fin que le Borno avait repris, dans les années 1840, le contrôle de Zinder, localité importante du point de vue du commerce extérieur. Mais cet atout n'était pas suffisant pour permettre au Borno de résister à la concurrence du califat.

Si l'on additionne tous ces facteurs — augmentation du nombre des courtisans (esclaves et hommes libres), hausse du prix des produits de luxe, insuffisance de la production destinée à l'exportation, fin de l'hégémonie commerciale du Borno —, on comprend mieux que le recouvrement des créances commerciales soit devenu plus difficile, où qu'en 1883 il soit devenu nécessaire de confisquer la moitié des biens de chaque contribuable. Dans la mesure où cette confiscation est la conséquence de l'incapacité chronique des contribuables de payer l'impôt annuel, on peut supposer que l'économie rurale ne produisait plus guère d'excédents. Cependant, nous ne savons, avec précision, rien de ce qui s'est passé dans les campagnes de 1855 à 1880, sinon

qu'il n'y eut pas de révoltes paysannes avant les mouvements millénaristes des années 1880.

La stagnation de l'économie était probablement due en partie à l'incompétence du *shaykh* ʿUmar; mais elle avait sans doute une raison plus profonde, qui tenait à la relation existant entre l'économie du Borno et l'économie en expansion du califat.

Si cela est vrai, le Borno offre une illustration éclairante des effets du développement économique du califat sur un État limitrophe, ainsi qu'un modèle permettant de comparer l'expérience d'autres États dans la même situation périphérique. Il semble rétrospectivement que, du point de vue politique, le choix des possibilités offertes au *shaykh* ʿUmar et à son administration ait été limité. Le Borno, qui avait déjà du mal à conserver le contrôle du Damagaram au nord-ouest, voyait ses possibilités d'expansion territoriale réelle limitées à l'ouest et au sud par l'expansion du califat, et à l'est par le Baguirmi et le Wadaï. Une autre solution aurait pu consister à réduire le nombre des courtisans et à décentraliser l'administration; mais cette politique serait allée à l'encontre de la tendance suivie depuis plusieurs décennies, aurait sapé le système fondé sur les relations de clientèle, et aurait nécessité une expansion territoriale ou des migrations. En l'occurrence, à la stabilité du règne du *shaykh* ʿUmar succéda un troisième type de situation — l'irruption de la violence dans la politique et l'élimination des rivaux; mais ces événements sortent du cadre de ce chapitre.

Conclusion

Malgré les différences évidentes de superficie et de population qui existaient entre le Borno et le califat, la comparaison de ces deux États met en lumière les facteurs qui expliquent la divergence de leurs évolutions historiques. Si l'on se place au niveau le plus simple, celui des personnes, l'opposition initiale peut se résumer comme suit:

Al-Kanēmi devait partager le pouvoir avec un *may* qui, en en dépit de sa faiblesse militaire, possédait une grande autorité fondée sur le rituel; en revanche, le califat, à l'époque de Muḥammad Bello, n'avait pas de souverain traditionnel de ce genre.

Al-Kanēmi ne disposait pas du vaste réseau de relations familiales et claniques, sur lequel pouvait s'appuyer si efficacement Muḥammad Bello.

En conséquence, al-Kanēmi s'appuyait sur des esclaves et sur ses amis, concentrant le pouvoir entre ses mains, tandis que Muḥammad Bello devait déléguer une partie de ses pouvoirs à ses compagnons *muǰāhidūn* et *murābiṭūn* qui avaient tendance à constituer des lignages ou des groupes de pression locaux.

Après les défaites subies par le Borno, al-Kanēmi dut, pour unir le pays, faire appel à la fidélité traditionnelle envers le *may*, et compter sur son propre charisme, sur le sens de l'intérêt personnel et sur le sentiment partagé d'hostilité envers les Fulbe; tandis que Muḥammad Bello, après le suc-

cès spectaculaire du *djihād*, put unir ses émirs très dispersés autour de la puissante motivation millénariste de l'islam.

Pour compenser la diminution de ses revenus, le Borno dépendait de l'exportation des esclaves, en partie stimulée par les relations privilégiées existant entre le Borno et l'Afrique du Nord; Sokoto, disposant de ressources plus diversifiées, était au contraire demandeur d'esclaves; cette demande étant stimulée par les divers lignages et la petite noblesse, qui avaient besoin de main-d'œuvre pour la production agricole et artisanale, au grand profit de l'économie du califat, à long terme.

Les tensions entre les deux États, durant la première période, constituent en outre un facteur important de leur évolution politique et idéologique. À l'inverse, l'atténuation relative de ces tensions favorisa indirectement les désordres de la période 1845-1855 et leur endiguement.

Après 1855, lorsque la rivalité devint plus économique que politique, le système politique du Borno tendit à faire une place importante aux relations de clientèle et à l'avancement personnel; tandis que le gouvernement du califat favorisait la mise en place de groupes d'intérêts, tout en préservant la fidélité à l'islam, qui, bien qu'elle ne fût plus dominée par l'inspiration millénariste, permettait de limiter ces intérêts et fournissait une règle morale. En raison du dynamisme relatif du califat, qui disposait de surcroît de richesses naturelles supérieures, le Borno vit son économie devenir de plus en plus exsangue; même si la détente permit aux agriculteurs et aux marchands du Borno d'écouler plus facilement leurs produits sur le marché en expansion du califat. Si, au Borno, ce furent les habitants de la capitale qui souffrirent le plus du déclin économique, dans le califat, c'est la petite noblesse pieuse qui semble avoir été la principale victime de l'évolution du régime.

CHAPITRE 23

Le Macina et l'Empire torodbe (tukuloor) jusqu'en 1878

Madina Ly-Tall

Le Macina

Comme nous l'avons vu dans les chapitres 21 et 22, la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle sont marqués, un peu partout en Afrique occidentale, par l'émergence d'une catégorie sociale jusque-là dominée par les sédentaires, les Fulbe nomades. Depuis le XVe siècle, leur nombre n'a cessé de grossir par des vagues successives de migrations, et parallèlement, leur poids économique n'a fait qu'augmenter, depuis que l'or a cessé d'être le moteur de l'économie de l'Ouest africain.

Successivement, au Fouta-Djalon et au Fouta Toro, guidés par les idées de justice et d'égalité de l'islam, ils se libérèrent de la domination des sédentaires. Dans les premières années du XIXe siècle, le mouvement gagna les pays hawsa, et, de là, le Liptako et le Macina. Déjà, dans les dernières années du XVIIIe siècle, sous le règne du *faama* de Ségou, Ngolo Jara (Diarra) (1766-1790), une première tentative d'émancipation des Fulbe du delta intérieur du Niger s'était soldée par un échec[1]. Mais c'est surtout au début du XIXe siècle, avec Da Monzon (1808-1827), que la pression bambara se fit la plus forte sur le delta intérieur du Niger, créant une situation d'insécurité pour les Fulbe.

1. Pendant huit ans, Ngolo Jara fit une guerre sans merci aux Fulbe. Beaucoup se réfugièrent dans le Wasulu, voir E. Mage, 1868, p. 401. Voir aussi L. Tauxier, 1942, p. 90. Pour les dates des règnes des *faama* de Ségou, nous adoptons en général celles proposées par L. Tauxier qui en a fait une étude critique et comparative. Nous savons que toutes ces dates ne sont que très approximatives.

La révolution islamique musulmane au Macina : le règne de Seku Aḥmadu (Shaykh Aḥmad Lobbo)

Situation d'insécurité des Fulbe dans le delta intérieur du Niger à la veille du déclenchement de la révolution

Depuis le règne de Ngolo Jara, le pouvoir de Ségou n'a cessé de s'étendre sur tous les pays voisins. Sous Monzon Jara (1790-1808), il s'est manifesté jusqu'au Bundu (Boundou) à l'ouest et au pays dogon à l'est[2]. Avec Da Monzon, les exactions des *tonzon* de Ségou dans les campements fulbe ne firent qu'augmenter. Parallèlement, dans les centres musulmans comme Djenné (Jenne), l'islam, à force de s'accommoder des pratiques coutumières et des exigences du commerce, avait perdu toute vitalité[3]. Or, depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle, les succès des révolutions fulbe islamiques au Fouta-Djalon et au Fouta Toro avaient ouvert des perspectives nouvelles à toute la communauté islamique de l'Afrique de l'Ouest. Tout près du Macina, dans le Sokoto et le Liptako, les chefferies traditionnelles venaient d'être renversées de 1804 à 1810. De nombreux Fulbe du delta intérieur du Niger avaient participé à ce mouvement. De retour chez eux, ils contribuèrent à la diffusion des nouvelles idées révolutionnaires.

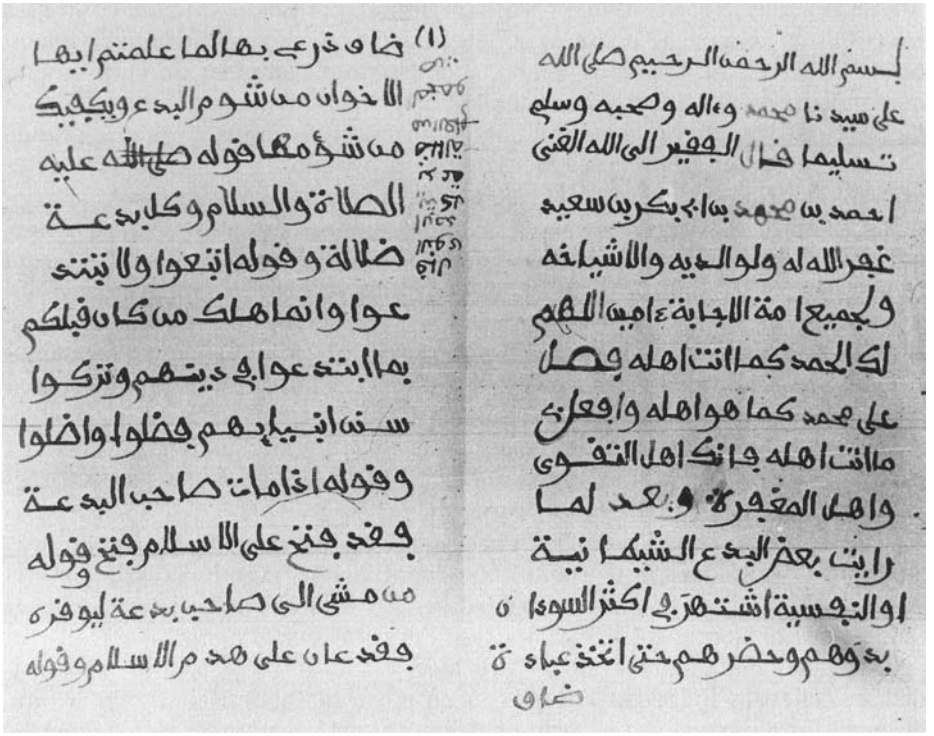
Les débuts de la révolution islamique dans le delta intérieur du Niger

Entre 1815 et 1818, plusieurs marabouts tentèrent d'exploiter l'atmosphère révolutionnaire qui prévalait dans le delta pour secouer le joug bambara. Ce fut d'abord un lettré venu de Sokoto en 1815, Ibn Saʿīd, qui réussit à gagner à sa cause toute la province du Gimballa, mais qui échoua finalement auprès des autres Fulbe, et surtout des Touareg. Au même moment, dans le Farimaka, un autre marabout, Aḥmadu Alfaka Kujajo, prêchait pour le *djihād*. Tous se prévalaient de l'allégeance à ʿUthmān dan Fodio[4]. Mais les deux candidats qui eurent le plus de succès furent Aḥmadu Ḥammadi Bubu Sangare de Runde Siru (Shaykh Aḥmad Lobbo), et al-Ḥusayn Koyta de la province de Fittuga[5]. C'est le premier qui, finalement, s'imposa comme chef du *djihād* au Macina.

Seku Aḥmadu, fondateur de la Diina *du Macina*

Né vers 1773 à Malangal, dans la province du Macina, il était remarquable par sa piété, son honnêteté et son humilité ; toutes qualités qui faisaient de lui un excellent meneur d'hommes. D'origine sociale modeste, il avait reçu une formation théologique des plus ordinaires[6]. C'est à un âge avancé,

2. L. Tauxier, 1942, p. 101. En 1796, tous les pays compris entre le Niger, le Kaarta et le Bundu furent ravagés, les pays les plus proches (Beledugu, Dedugu, Fuladugu) furent soumis.
3. C. Monteil, 1932, p. 52 à 54.
4. H. Diallo, 1979, p. 138, et F. B. S. Diarah, 1982, p. 97, 98.
5. H. Diallo, 1979, p. 140.
6. F. B. S. Diarah, 1982, p. 84.



23.1. *Les pages d'ouverture de* al-Idtirar, *censé être l'unique livre écrit par Seku Aḥmadu* (*Shaykh Aḥmad Lobbo*).
[*Photo :* A. Batran.]

vers vingt-deux ans, qu'il commença à approfondir ses connaissances auprès d'un grand mystique de Djenné, Kabara Farma. Sa réputation de sainteté et sa prédication en faveur d'un retour à un islam pur attirèrent très tôt vers lui une foule de *ṭālib* [disciples] déjà gagnés aux idées venues de Sokoto. En 1816, il sollicita l'allégeance à ʿUthmān dan Fodio, qui lui envoya un étendard, et lui décerna le titre de *shaykh*[7]. Il reçut en même temps de Sokoto plusieurs livres de droit musulman[8].

7. Ce mot est devenu, dans les langues ouest-africaines, *Sheykhu*, *Saykhu* ou *Seeku*, que nous écrivons *Seku* pour simplifier ; d'où Seku Aḥmadu, Sayku ʿUmar.
8. Selon certaines sources, il reçut quatre livres qui traitaient du commandement, du comportement du prince, des instructions en matière de justice et des passages difficiles du Coran ; voir H. Diallo, 1979, p. 138. Outre cette allégeance au chef du *djihād* de Sokoto, au moins dans ses débuts, Seku Aḥmadu a été fortement favorisé par la manipulation qu'il fit subir au *Taʾrikh al-Fattāsh* pour se faire passer pour le douzième calife, dont la venue a été prédite à Askiya Muḥammad, lors de son pèlerinage à La Mecque (voir M. Ly-Tall, 1972). La croyance des populations opprimées du XIXe siècle à un madhī avait été déjà bien exploitée par ʿUthmān dan Fodio dans le pays hawsa.

Ce fut sous la forme d'une révolte organisée par Seku Aḥmadu contre les exactions de la dynastie des *ardo* et de leurs alliés de Ségou que le mouvement éclata en 1818[9]. Le *faama* de Ségou, sous-estimant l'ampleur du mouvement, demanda à une de ses colonnes qui allait dans le Gimballa pour une opération de police de « punir en passant le marabout et ses partisans »[10]. La défaite de l'armée de Ségou à Nukuma (Noukouma) provoqua un regroupement de la grande majorité des Fulbe autour de celui qui faisait désormais figure de protecteur contre la tyrannie bambara. Parallèlement, les marabouts de Djenné, qui avaient dès l'abord affiché une grande hostilité à Seku Aḥmadu, furent réduits, en 1819, après un long siège. Les Fulbe se convertirent en masse, et, très vite, grâce à un esprit d'organisation exceptionnel, le Macina s'imposa comme un État musulman puissant, aux portes de Ségou. La guerre fut implacable entre les deux voisins, sous le règne de Da Monzon. Elle était encore assez vive en mars 1828, quand René Caillié arriva à Djenné : « Ségo-Ahmadou, chef du pays de Jenné, continue toujours une guerre très vive aux Bambaras de Ségo, qu'il voudrait rallier à l'étendard du Prophète ; mais ces Bambaras sont belliqueux et lui résistent[11]. »

Elle ne s'arrêta que bien après le passage du voyageur français, par suite de l'épuisement des combattants, consécutif à une grande disette dans la région[12]. Les Bambara finirent par se rendre à l'évidence, et par accepter l'idée de la présence, à leurs frontières, d'un État musulman.

Mais Seku Aḥmadu avait à faire face à une autre résistance plus insidieuse, celle des Fulbe du Fittuga, où un autre marabout, al-Ḥusayn Koita, dirigeait un mouvement qui avait également pour vocation le déclenchement d'un *djihād* dans le delta intérieur du Niger. Situé sur la route qui reliait Tombouctou à Gwandu, le Fittuga avait une importance commerciale capitale, à la fois pour les Kunta et pour Sokoto. Muḥammad Bello, le successeur d'ʿUthmān dan Fodio, appuyait d'autant plus le mouvement d'al-Ḥusayn Koita que Seku Aḥmadu, lui, avait profité de la crise de succession qui avait éclaté au lendemain de la disparition d'ʿUthmān dan Fodio pour rompre l'allégeance à Sokoto. Le Fittuga, soutenu par les Kunta et par Muḥammad Bello, résista à Seku Aḥmadu jusqu'en 1823, date à laquelle il fut réduit, et son chef exécuté[13]. La voie était désormais ouverte pour la conquête de Tombouctou.

Depuis le démembrement de l'Empire songhay, aucun pouvoir politique ne s'était imposé de façon durable à Tombouctou. Soumise tantôt à l'influence des Arma, tantôt à celle des Bambara ou des Touareg, Tombouctou avait réussi à maintenir la prospérité de son commerce grâce à la protection des Kunta, « tribu maure » qui s'y était imposée dans la seconde moitié du

9. Voir A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962. p. 29-31.
10. C. Monteil, 1932, p. 103.
11. R. Caillié, 1830, t. II, p. 214.
12. L. Faidherbe, 1863, p. 11.
13. H. Diallo, 1979, p. 138-142.

XVIII^e siècle. Fins commerçants, ils étaient devenus les protecteurs de toutes les pistes qui reliaient les différentes régions du Sahara à Tombouctou. Ils bénéficiaient en même temps d'une grande autorité religieuse dans toute la région depuis que l'un des leurs, Muḥammad al-Mukhtar al-Kuntī (1729 /1730-1811), y avait introduit, au début du XIX^e siècle, la confrérie Ḳadirīyya. Son petit-fils al-Mukhtar al-Saghīr, à l'appel des commerçants et chefs politiques de Tombouctou, se porta en 1826 au secours de la célèbre métropole investie par les troupes du Macina :

> « En 1826, les Fulbe du Macina s'emparèrent de Tombouctou et faillirent ruiner à tout jamais son commerce, les exactions des conquérants s'étant étendues non seulement sur la population idolâtre (Mandingue, Mossi, Sonrhai), mais encore sur les coreligionnaires marchands du Touat et de Gadamès. Ces derniers se voyant opprimés firent venir de l'Azaouad le cheikh El-Mouchtar, frère aîné d'El-Bekhay de la tribu des Kunta, homme très influent auprès des populations berbères, et lui confièrent leurs intérêts[14]. »

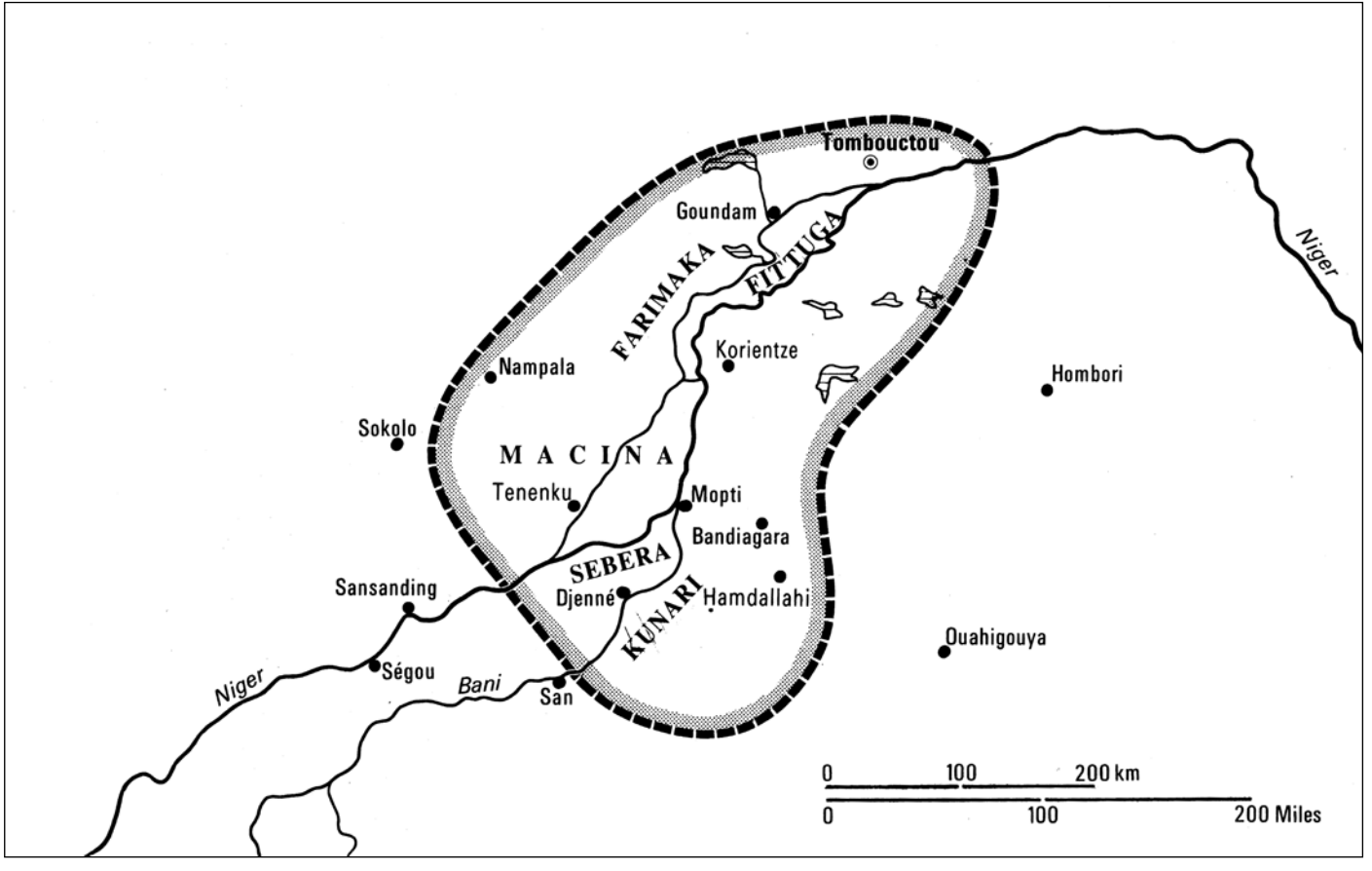
Le chef kunta ne réussit pas à empêcher la prise de la ville, et son occupation par une organisation militaire, jusqu'à la mort de Seku Aḥmadu[15]. Au lendemain de cette disparition en 1845, l'autorité du Macina s'étendit de Djenné à Tombouctou, et de la région de Nampala au pays dogon[16]. En vingt-sept années de règne, Seku Aḥmadu a également doté le nouvel État théocratique, surnommé *diina* [la religion], de solides structures religieuses et administratives.

Les institutions de la Diina

Comme au Fouta-Djalon, au Fouta Toro et dans les pays hawsa, la loi islamique régissait tous les secteurs de la vie de l'État. Un grand conseil de quarante membres, désignés par Seku Aḥmadu, l'assistait dans tous les domaines de l'exercice du pouvoir. Pour être membre de cette illustre assemblée, il fallait être marié; avoir une vie irréprochable; justifier d'une bonne culture et avoir quarante ans. Deux de ces grands conseillers constituaient un conseil restreint auprès de Seku Aḥmadu, avec lequel ils étudiaient toutes les affaires de l'État avant de les soumettre au grand conseil.

La justice était partout rendue en première instance par des *ḳāḍī*. L'organisme judiciaire suprême était théoriquement le grand conseil; mais, passées les premières années où il n'arrivait pas toujours à s'imposer à certains vieux marabouts plus instruits que lui[17], Seku Aḥmadu finit par faire admettre au grand conseil tous ses points de vue. Plusieurs anecdotes rapportées par A. Hampaté Bâ et J. Daget ont tendance à montrer que Seku Aḥmadu ne

14. J. Ancelle, 1887, p. 114; voir aussi H. Barth, 1863, vol. IV, p. 32-33; P. Marty, 1920-1921, vol. I, p. 75; A. Raffenel, 1856, vol. II, p. 352-353.
15. L. Faidherbe, 1863, p. 11; M. Delafosse, 1972, vol. II, p. 236-239.
16. M. Delafosse, 1972, vol. II, p. 236-237; voir aussi L. Faidherbe, 1863, p. 51.
17. A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 62.



23.2. *Le Macina à son apogée, 1830* (d'après M. Ly-Tall).

respectait pas toujours les institutions relativement démocratiques mises en place par lui-même. Il s'est notamment opposé de façon très vive à l'abolition des castes décidée par le grand conseil :

> « Les marabouts du grand conseil, se basant sur le verset coranique : "tous les croyants sont des frères", avaient demandé l'abolition des castes. Le lendemain, Seku Aḥmadu fit cuire des lézards, des grenouilles, des poissons, des poulets et du mouton, tout ensemble. Il présenta le plat aux marabouts et les invita à manger. "Comment, s'écrièrent-ils, tu veux nous faire goûter un tel mélange ?" "Y a-t-il, dans toutes ces viandes, une seule qui soit interdite par le Coran ?" répliqua Seku Aḥmadu. "Non, mais bien que le Livre ne l'interdise pas, il nous répugne de manger du lézard et de la grenouille et de mélanger ces viandes avec celles que nous avons l'habitude de consommer". "De même, bien que le Livre ne l'interdise pas, il me répugne de mélanger les nobles et les gens de caste et de supprimer la barrière par laquelle nous avons l'habitude de les séparer"[18]. »

Les sanctions étaient très sévères. Aḥmadu-Hammadi Samba-Bukari, dit Hambarke Samatata, qui faisait office de représentant du ministère public, était d'une très grande rigueur : « Il avait toujours à portée de la main son livre de jurisprudence, son Coran, son sabre et un fouet. Durant tout le temps où la *diina* se trouvait à Nukuma, il rendait la justice sur place et exécutait lui-même la sentence séance tenante[19]. »

Avec la même rigueur, impôts et taxes étaient perçus par des fonctionnaires rémunérés en partie avec le fruit de leur travail. En plus des redevances ordinaires prévues par l'islam (*zakāt*, *muddu*, *usuru*), le grand conseil a institué le *paabe*, ou effort de guerre, pour ceux qui ne pouvaient pas y participer physiquement, et pour les pays vaincus et non islamisés[20]. En outre, de grands domaines étaient cultivés par des captifs pour le compte de la *diina*. La province du Macina produisait beaucoup de riz, de mil et des légumes divers[21].

Le commerce, en revanche, a beaucoup souffert de l'état de guerre constant avec les voisins bambara. Djenné, la grande métropole marchande de la région, n'était plus en relation avec le Bure (Bouré), et ses marchés étaient désertés par les Maures :

> « Cette guerre fait beaucoup de tort au commerce de Jenné, parce qu'elle intercepte toute espèce de communication avec Yamina et Sansanding, Bamako et Bouré, d'où l'on tire l'or qui circule dans tout l'intérieur [...]. Les marchands et négociants de Jenné souffrent beaucoup de cette guerre mais ils craindraient de se plaindre ouvertement ; je crois, d'ailleurs,

18. A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 67-68. Sur le caractère souvent personnel du pouvoir de Seku Aḥmadu, voir aussi C. Monteil, 1932, p. 108 et p. 112-113.
19. A. Hampté Bâ et J. Daget, 1962, p. 65.
20. *Ibid*., p. 67 et 280.
21. R. Caillié, 1830, vol. II, p. 217-128.

qu'ils n'y gagneraient rien. Plusieurs Nègres me dirent que, depuis qu'elle avait éclaté, les Maures désertaient cette place de commerce pour aller à Sansanding[22]. »

Administrativement, le pays fut divisé en cinq provinces militaires, confiées à des parents ou fidèles disciples. Dans le Jenneri, ʿUthmān Bukhari Hammadun Sangare, son premier disciple, devait surveiller le trafic sur le Niger et la frontière entre le Niger et le Bani ; il portait le titre de *amiiru-manhgal* [23]. De Tenenku, le chef de la province du Macina, Bori Hamsala, un neveu de Seku Aḥmadu, devait veiller sur la frontière occidentale. Le chef de Fakala, Alfaa Samba Fuuta, était chargé de la surveillance de la rive droite du Bani. Enfin, les chefs du Haïre, du Nabbe et Dunde, devaient respectivement surveiller les frontières orientales et la région des Lacs.

Ḥamdallahi, la nouvelle capitale créée en 1820, était le siège du pouvoir central. Nukuma, située en pleine zone d'inondations, était trop vulnérable pendant les hautes eaux. Seku Aḥmadu lui préféra un site plus défensif, à 25 km au sud - sud-est de la ville actuelle de Mopti, dans une zone de contact entre terres inondées et terres exondées. Les travaux ont duré trois ans. La mosquée construite par des maçons de Djenné et le palais de Seku Aḥmadu étaient les monuments les plus imposants de la cité. La ville populaire, qui comptait environ vingt-huit quartiers, était entourée d'un mur d'enceinte percé de quatre portes. La police était assurée par sept marabouts assistés d'un grand nombre de cavaliers qui sillonnaient les quartiers par petits groupes. La ville passait pour être très propre[24].

La vie à Ḥamdallahi était réglée par la plus grande austérité. L'emploi du temps des différentes catégories de la société était rigoureusement réglementé. Après la prière du soir, par exemple, toute personne rencontrée dans la rue devait décliner son identité et, si elle était mariée, elle comparaissait devant la justice. En ville, les cavaliers ne pouvaient, sous peine de sanctions graves, jeter un coup d'œil dans les habitations qu'ils longeaient ; les veuves, jeunes ou âgées, devaient être cloîtrées pour éviter que les vieillards ne se remémorent leur jeunesse, etc.

L'œuvre maîtresse de Seku Aḥmadu fut sans conteste l'effort entrepris pour sédentariser les Fulbe. Outre Ḥamdallahi, il fit procéder à la construction de nombreux villages de cultures et d'élevage. Cette dernière activité, comme il se devait, a retenu toute l'attention des organisateurs. Les pâturages, la transhumance furent réglementés avec minutie. On retrouvait là aussi un type d'organisation paramilitaire[25].

Toutes ces institutions n'ont porté leurs fruits que sous Aḥmadu-Seku.

22. *Ibid*., p. 214-215.
23. C'était le général en chef de l'armée.
24. A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 43-50 ; voir aussi F. B. S. Diarah, 1982, p. 122-139.
25. A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 81-103 ; voir aussi N. Waïgalo, 1977, p. 8 et 9.

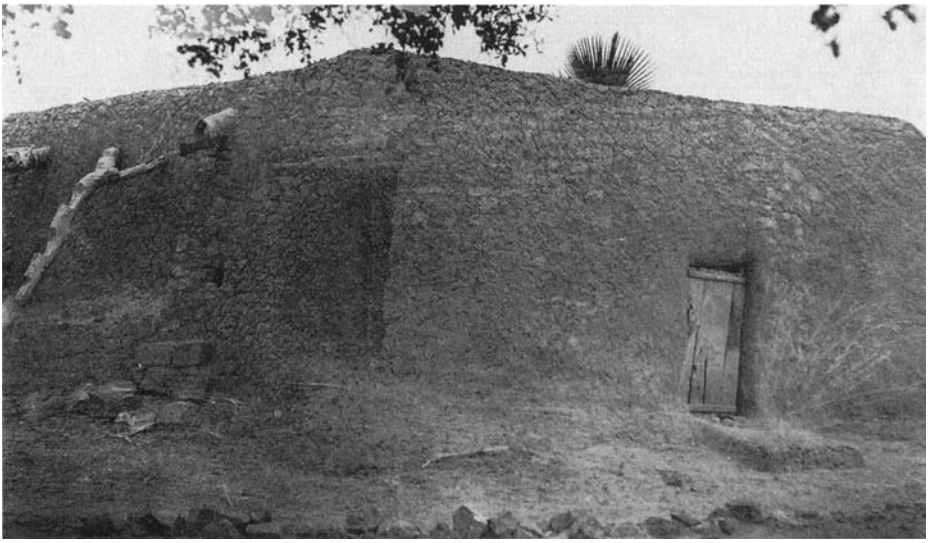
23.3. *Ruines d'une tour de défense du* tata [*forteresse*] *d'Ḥamdallahi.*
[*Photo :* Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), Dakar.]

Le règne d'Aḥmadu-Seku : 1845-1853

Ce règne est considéré au Macina comme le plus calme et le plus prospère, par opposition à celui de son père, riche en guerres, et à celui de son fils, profondément marqué par le conflit avec Sayku ʿUmar (al-Hadjdj ʿUmar)[26], mais les débuts n'ont pas été faciles. Les premières difficultés ont surgi au moment de la succession. Seku Aḥmadu mourut le 19 mars 1845. Selon les traditions du Macina, les seuls critères retenus, en principe, pour la nomination d'un nouveau chef de la *diina* étaient la science et la dévotion. Si les partisans d'une succession dynastique en faveur de la famille de Seku Aḥmadu ont pu calmer les appétits de son neveu Balobbo en lui décernant le poste de général en chef de l'armée, il restait d'autres personnes, comme Alfaa Nuhum Tayru et al-Hadjdj Modi Seydu, qui n'étaient pas de la famille du chef défunt, mais qui remplissaient, mieux que l'aîné de ce dernier, les conditions exigées[27]. La nomination de Aḥmadu-Seku n'a pas manqué de provoquer un certain malaise.

La rigueur de la *diina* devenait de plus en plus intolérable pour les jeunes. Aussi, dès que le nouveau chef fit savoir ses intentions de poursuivre, sans rien y changer, la politique de son père, des pamphlets furent chantés dans tout

26. I. Barry, 1975, p. 24-25.
27. *Ibid.*, p. 15.



23.4. *Tombeau de Seku Aḥmadu à Ḥamdallahi.*
[*Photo :* Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), Dakar.]

Ḥamdallahi contre « ces vieux marabouts enturbannés, toujours prêts à faire appliquer strictement les lois islamiques sans la moindre indulgence »[28].

À ces difficultés intérieures s'est ajouté, dès l'annonce de la mort de Seku Aḥmadu, le soulèvement des Bambara du Saro et des Touareg de la région de Tombouctou : « Lorsqu'on annonça la mort de Seku Aḥmadu, tandis que le Macina faisait éclater sa douleur, des tam-tams joyeux retentissaient dans les pays bambara, et les mêmes Touareg, ceux précisément de la mare de Gossi, avaient aussitôt organisé des fêtes pour remercier le ciel de les avoir débarrassés de leur plus redoutable ennemi[29]. »

Si la répression dans le Saro, pays d'origine de la mère de Balobbo, n'a jamais été très violente, elle fut menée contre les Touareg avec la plus grande énergie par le même Balobbo, qui, nous dit-on, voulait saisir cette occasion pour prouver au grand conseil qu'il avait eu tort de lui préférer son cousin[30].

Profitant de la crise de succession à Ḥamdallahi, les Touareg de la région de Tombouctou s'étaient débarrassés de Sansirfi, qui y représentait le pouvoir central ; ils avaient même proclamé leur indépendance. Dès le début de l'année 1846, Balobbo marcha contre eux. Attaqués par surprise, ils furent taillés en pièces par les lanciers fulbe, près de la mare de Gossi. Ils demandèrent à la famille Kunta d'intercéder en leur faveur. Shaykh Sīdī

28. *Ibid.*, p. 21 ; voir aussi A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 259.
29. I. Barry, 1975, p. 21.
30. A. Hampté Bâ et J. Daget, 1962, p. 259, 266-267.

al-Mukhtar étant décédé peu de temps après Seku Aḥmadu, ce fut son frère Shaykh Sīdī al-Bekkaay qui engagea les pourparlers avec le Macina. Promu illégalement au titre de Shaykh al-Kuntī, Sīdī al-Bekkaay était décidé à tout mettre en œuvre pour avoir la direction effective des affaires de Tombouctou[31]. Malgré l'opposition des chefs de Ḥamdallahi, il s'y rendit en 1847 ; il réussit à obtenir la suppression de la garnison militaire de Tombouctou ; mais n'arriva pas à empêcher Sansirfi de se réinstaller à son poste. Après les Touareg, les Bam-bara du Monimpe ont été la deuxième grande cible de Ḥamdallahi sous Aḥmadu-Seku. Les dernières années de ce règne ont été néanmoins assez paisibles, et, dans l'ensemble, alliant à la fois la fermeté et la diplomatie, le successeur de Seku Aḥmadu réussit à maintenir intactes les frontières du royaume et à rétablir, à l'intérieur, une certaine entente. À sa mort, en février 1853, les difficultés tant intérieures qu'extérieures resurgirent, amplifiées.

Aḥmadu-Aḥmadu, dernier roi du Macina : 1853-1862

Ce règne s'ouvrit par une grande crise de succession, mettant aux prises les différents membres de la famille de Seku Aḥmadu. L'habitude s'était déjà établie de choisir le chef de la *diina* parmi les descendants de Seku Aḥmadu. Balobbo, qui était certes un prestigieux chef militaire, savait qu'il ne remplissait pas toutes les conditions, notamment celle de l'érudition, pour être choisi. Il intrigua alors avec le jeune Aḥmadu-Aḥmadu, fils du défunt[32] et réussit à le faire nommer à la magistrature suprême en espérant bien le tenir en tutelle[33] jetant ainsi les germes de la discorde au Macina. Le candidat qui remplissait toutes les conditions pour être élu, Abdullahi-Seku, frère du défunt, ne s'avoua pas vaincu :

> « Il décida avec l'appui des Kunta, des armées du Kunari et du Haïre de marcher sur Ḥamdallahi qu'il assiégea. La capitale se divisa en partisans de Aḥmadu-Aḥmadu et de Abdulaye-Seku. L'émotion était vive. Le choc pouvait avoir lieu à n'importe quel moment ; le pire fut évité grâce à l'intervention de la vieille Adya auprès de son fils Abdulaye-Seku[34]. » Mais à partir de ce moment, le Macina se divisa en parties ennemies qui se faisaient une guerre sourde[35].

Le règne d'Aḥmadu-Aḥmadu ne fit qu'accentuer ces divisions. Il n'avait ni la culture ni l'envergure politique de ses prédécesseurs. Dès

31. Il venait d'évincer son aîné Shaykh Sīdī Hammada du titre de *cheikh al-Kuntī*, qui revenait de droit à ce dernier. Barth, qui pourtant était un ami, signalera, parmi les traits de caractère de Sīdī al-Bekkaay, celui de n'hésiter devant aucun moyen pour arriver à ses fins (H. Barth, 1863, vol. IV, p. 86-87) ; voir aussi A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 274).
32. Son âge varie entre dix-huit et vingt-quatre ans selon les informateurs.
33. A. Hampaté Bâ et J. Daget, 1962, p. 286. Voir aussi I. Barry, 1975, p. 29-30 ; N. Waïgalo, 1977, p. 1-2.
34. C'était aussi la mère du défunt et la grand-mère d'Aḥmadu-Aḥmadu. Elle passait pour avoir un faible pour son petit-fils.
35. N. Waïgalo, 1977, p. 2.

son accession au pouvoir, il apporta des bouleversements profonds aux fondements mêmes de la *diina*: les vénérables marabouts furent remplacés par des jeunes de son âge, les mœurs libéralisées[36]. Quarante ans après la fondation de la *diina*, nous dit Ibrahima Barry, l'enthousiasme était tombé, « les rivalités, les mesquineries, les intérêts personnels reprirent le dessus »[37]; et ce même auteur nous rapporte une anecdote assez significative de l'atmosphère qui régnait dans la classe dirigeante du Macina: un des membres du complot de Balobbo, arrêté par Sayku ʿUmar, dit un jour à son geôlier qui se moquait de lui, « quelle que soit la peine que j'encours [il devait être passé par les armes], je la préfère au commandement du petit ». Le petit, c'était Aḥmadu-Aḥmadu[38].

On comprend aisément que le Macina, miné par ces divisions internes, n'ait pas pu opposer une résistance efficace au mouvement de Sayku ʿUmar.

L'Empire torodbe (tukuloor)

Dans le Soudan occidental, comme dans le Soudan central, la traite négrière, en bouleversant les fondements traditionnels de la société, a créé une situation de crise constante et favorisé l'apparition, un peu partout, d'États qui ne survivaient que par le commerce des esclaves. Au Fouta-Djalon, au Fouta Toro, à Sokoto ou au Macina, où la communauté musulmane était assez importante, la réaction de l'islam à cette situation a revêtu le caractère d'une révolution nationale, dirigée par l'ethnie la plus opprimée de l'époque, les Fulbe. L'esclavage ne fut pas supprimé; mais il fut réglementé par un texte de droit, le Coran. À l'ouest du Niger, entre le Macina, le Fouta-Djalon et le Fouta Toro, une poussière de petits États, dépendant plus ou moins de Ségou ou du Kaarta, échappaient encore à la loi islamique. Morcelés, en proie à des divisions internes, ils ne sauront pas opposer une résistance efficace au prosélytisme combattant d'une jeune confrérie islamique, la Tijāniyya[39].

36. I. Barry, 1975, p. 32, 36, 38-41; N. Waïgalo, 1977, p. 34. Voir aussi F. B. S. Diarah, 1982, p. 321-332.
37. I. Barry, 1975, p. 42.
38. *Ibid.* Sur les divisions internes du Macina sous le règne de Aḥmadu-Aḥmadu, voir aussi E. Mage, 1868, p. 263; al-Ḥajj ʿUmar Tal, 1983, p. 52-53.
39. Du nom de son fondateur Aḥmad al-Tijāni (1737-1815), cette confrérie vit le jour dans le Sud algérien vers 1782. Elle se répandit très vite dans toute l'Afrique du Nord, et notamment au Maroc où la Zāwiya de Fès en devint le centre le plus important. Elle se différenciait des autres confréries par son caractère relativement plus libéral et la simplicité de ses principes de base. C'est par les Idawa ʿli qu'elle fut introduite pour la première fois au sud du Sahara, mais elle n'y connaîtra une grande diffusion que par Sayku ʿUmar.

Le *djihād* de al-Hadjdj ʿUmar et la naissance de l'empire musulman de Ségou, 1852-1864

Après les succès du XVIIIe et du début du XIXe siècle, l'islamisation marquait un peu partout le pas. Les nouvelles théocraties avaient été, elles aussi, secouées par des crises de succession auxquelles il faut ajouter, pour le Soudan occidental, le danger que représentait la puissance française, adversaire résolu de la religion musulmane. C'est ainsi qu'au Fouta Toro, dans la première moitié du XIXe siècle, l'islam était menacé à la fois de l'intérieur, de l'est et de l'ouest. Le mouvement de Sayku ʿUmar fut une réponse à cette situation.

Les grands traits de la vie d'ʿUmar Saydu

ʿUmar Saydu (al-Hadjdj ʿUmar) est né vers 1796[40] à Halwar, dans le Toro, la province la plus proche de la colonie française de Saint-Louis. Issu d'une famille qui avait participé activement à la grande révolution islamique de la fin du XVIIIe siècle, toute son enfance baigne dans la culture islamique. Son intelligence exceptionnelle et sa perspicacité lui font assimiler et approfondir très tôt toutes les sciences islamiques. Il ne tarda pas à rejeter la vieille confrérie Ḳadirīyya[41] derrière laquelle s'étaient créées un peu partout, en Sénégambie, de véritables féodalités maraboutiques. Initié à la jeune confrérie tijāni, il quitta le Fouta en 1826 pour aller approfondir, à sa source, les principes de sa nouvelle confrérie. Il ne sera de retour dans son village natal qu'au début de 1847[42].

Vingt années de voyages, dont trois aux lieux saints de l'islam, lui conférèrent un savoir unique en Afrique noire à cette époque, et une grande expérience, tant des pays musulmans parcourus que des États non islamisés. Il revint avec le titre de calife de la Tijāniyya[43], avec la mission d'achever l'islamisation de l'Afrique noire.

À Sokoto, où il séjourna de 1830 à 1838[44], il fit auprès de Muḥammad Bello l'apprentissage de la guerre sainte. Sa vaste culture et sa forte personnalité firent de lui l'un des personnages les plus importants de l'État musulman de Sokoto. En 1838, rappelé par les siens, il se dirigea vers son pays. Le Fouta Toro, affaibli par les interventions de plus en plus fréquentes des Français et par les incursions périodiques des Massassi dans ses provinces orientales, ne

40. Les traditions du Fouta le font naître à la veille de la bataille de Bungowi, livrée en 1796 par l'Almami Abdul-Kadri pour convertir à l'islam le *damel* du Kayor, Amari Ngone Ndella. C'est la naissance imminente d'ʿUmar qui a empêché son père Saydu ʿUthman, un des condisciples de Sulaymān Bal, de participer à cette bataille. Voir, entre autres, M. Kamara, 1975, p. 154, et F. Dumont, 1974, p. 4.

41. La Ḳadirīyya est une des confréries les plus anciennes au sud du Sahara, où elle fut introduite par les Kunta.

42. F. Carrère et P. Holle, 1855, p. 194.

43. C'est-à-dire le commandant suprême de la confrérie pour le pays des Noirs.

44. Ce sont les dates admises par les historiens de l'Université Ahmadu Bello de Zaria (Nigéria) d'après une correspondance du 24 décembre 1981 du chef de département de l'époque, Mahdī Adamu.

pouvait plus être une base solide pour le déclenchement d'un *djihad*. ʿUmar se fixa donc au Fouta-Djalon, où la Tijāniyya comptait de nombreux adeptes et où, au sein même de la Ḳadirīyya, il savait pouvoir compter sur l'appui des *alfaayaa*, musulmans intégristes et chauds partisans d'un islam combattant[45]. Malgré l'hostilité du parti *soriyaa* au pouvoir, Sayku ʿUmar fait de Jegunko la première base de ses opérations; recrutements, achats d'armes s'intensifient. Parallèlement, il met au point, à travers son ouvrage le plus célèbre, le *Rimah*, l'instrument idéologique de son action[46]. À son retour de la campagne d'explication et de recrutement au Fouta Toro en 1847, il accélère les préparatifs et transfère sa capitale à Dinguiraye, en pays jalonke, dont le chef, Gimba Sakho ne tarda pas à regretter de lui avoir donné asile. Convaincu néanmoins de sa supériorité militaire, Gimba Sakho lança ses troupes contre Dinguiraye. Il fut repoussé et, après plusieurs succès sur de petits villages voisins, les *mudjāhidūn* [47] s'emparèrent, en 1852, de la redoutable forteresse de Tamba, la capitale du pays jalonke.

Le déclenchement du djihād

Venus du pays de Ségou, les Massassi fondèrent, entre le milieu des XVIII^e et XIX^e siècles, un État dont l'influence se manifesta du Bakhunu (Bakhounou) au Gajaga.

Sa puissance reposait sur une armée de métier redoutable, composée essentiellement de captifs de la Couronne, dévoués corps et âme à leurs maîtres. Toujours au premier rang, c'étaient eux qui se chargeaient de faire des brèches dans les camps ennemis. Leur chef jouait un rôle de premier plan à la cour du *faama* [48], surtout au moment des changements de règne. C'était lui qui dirigeait toutes les affaires du pays, entre la mort d'un *faama* et l'intronisation de l'héritier présomptif[49]. Le deuxième élément qui faisait la force des troupes du Kaarta, c'était leur cavalerie montée presque exclusivement par des Massassi. Enfin, une certaine maîtrise de la fabrication de la poudre faisait de cette armée une des plus redoutées du haut Sénégal.

Le pouvoir était organisé en une sorte de monarchie absolue où on se succédait en ligne collatérale au sein de la famille Kurubari (Kulibali). Une justice prompte et sévère achevait de donner à cet État une grande effi-

45. Voir Tal, al-Hajj ʿUmar, s.d. *b*, T. Diallo, 1972, p. 37, 38, 148 à 150. Les *soriyaa*, au contraire, issus du chef militaire Ibrahima Sori-Mawdo qui ne dut son intronisation qu'à la pression constante qu'exerçaient sur le nouvel État les Jalonke et les Fulbe, étaient plus politiques que religieux.

46. Il y développe, dans un langage simple qui le met à la portée de ses compatriotes, les principales thèses de la Tijāniyya, enrichies de son expérience personnelle, et des commentaires de nombreux savants de cette nouvelle confrérie. Recopié en de nombreux exemplaires, il est diffusé dans toute l'Afrique subsaharienne et même au-delà. F. Dumont (1974, p. 64-75) nous dit que le *Rimah* est encore aujourd'hui « le livre par excellence des lettrés tijāni, du plus modeste marabout au guide le plus élevé ».

47. Nom donné dans l'islam aux combattants de la foi.

48. C'est le titre que portaient les rois bambara.

49. A. Raffenel, 1856, vol. I, p. 387.

cacité d'intervention, tandis que, par un judicieux système endogamique, les Massassi renforçaient leur puissance par des alliances matrimoniales étudiées.

Très vite, ils étaient devenus les grands arbitres de tous les conflits de la Sénégambie[50]. Leur appui était souvent sollicité pour régler les différends qui opposaient tel pays à tel autre, ce qui leur donnait l'occasion de faire de fructueuses razzias. De loin mieux formés à l'art de la guerre que leurs voisins, ils tiraient en outre de ces bons services un lourd tribut. Ainsi, une à une, toutes les petites chefferies de la région, le Bundu, le Xaso, le Gajaga, furent déstabilisées. Leur pression se faisait sentir jusque dans les provinces orientales du Fouta Toro[51].

Il en fut ainsi jusqu'à la guerre civile qui éclata, en 1843, au Kaarta entre Massassi et Jawara (Diawara). Quand ils arrivèrent dans le pays vers le milieu du XVII^e^ siècle, les premiers se comportèrent comme les protecteurs des seconds qu'ils avaient trouvés sur place. Mais, une fois à la tête du pays, ils ne tardèrent pas à se conduire en vrais maîtres et à refouler vers le sud les Jawara, qui furent désormais soumis à de lourds impôts et à toutes sortes de vexations[52]. En 1843, les Jawara chassés de Nioro, leur capitale, se révoltèrent, plongeant le Kaarta dans une guerre civile qui allait durer sept ans. Les Massassi gagnèrent la guerre en 1850; mais ils étaient désormais affaiblis et divisés[53].

Les Massassi de l'Ouest (ceux de la région de Koniakary) n'avaient pas voulu participer à la guerre contre les Jawara, déclarée, selon eux, par Mamadi Kandia, le dernier roi kurubari, pour des raisons personnelles[54]. Pour se venger, ce dernier les laissa seuls face à l'armée musulmane. Après la prise de Koniakary, les Massassi se rassemblèrent à Yeliman pour défendre, en vain, l'ancienne capitale royale: elle fut détruite en février 1855, entraînant la soumission de Mamadi Kandia et de tous les chefs du Kaarta (les chefs des Jawara, des Kagoro, des Fulbe du Bakhunu). Le 11 avril 1855, ce fut l'entrée triomphale des *mudjāhidūn* à Nioro. Les Massassi se virent imposer les règles de l'islam.

Elles apportaient dans leur vie de tous les jours des bouleversements tels que des révoltes ne tardèrent pas à éclater un peu partout, tenant les troupes musulmanes en haleine jusqu'en 1856. La répression fut d'une extrême violence; Mamadi Kandia et un grand nombre de Massassi furent mis à mort. Ceux qui échappèrent se replièrent vers les frontières de Ségou.

50. A. Hampaté Bâ, enregistrements des 10 et 11 février 1982. Voir aussi F. Carrère et P. Holle, 1855, p. 181; et E. Mage, 1980, p. 97.

51. Les esclaves capturés lors de ces guerres et razzias étaient vendus aux autorités de Saint-Louis ou de la Gambie, dont ils étaient devenus les grands fournisseurs.

52. A. Raffenel, 1846, p. 298-301, et 1856, vol. I, p. 337.

53. A. Hampaté Bâ, enregistrements des 10, 11 et 15 février 1982; F. Carrère et P. Holle, 1855, p. 184.

54. Le prétexte du conflit fut l'assassinat d'un prince jawara par le fils de Mamadi Kandia. Mais la raison profonde est que les Jawara n'en pouvaient plus de la domination bambara devenue insupportable (arrogance, tributs exorbitants et par surcroît renvoi de Nioro), selon le *jeli* bambara rapporté par D. S. Diallo, 1977, p. 10.

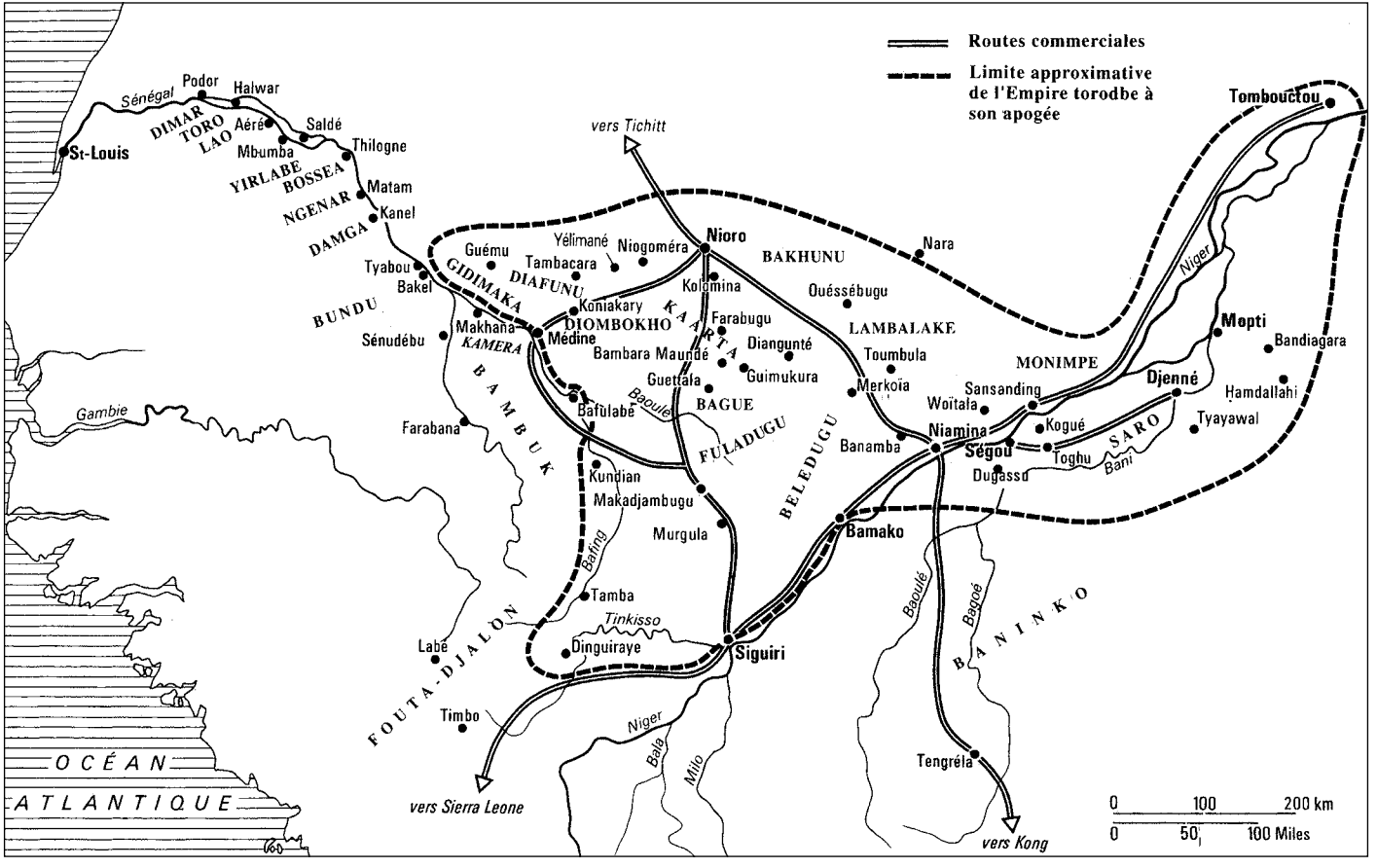
Sayku ʿUmar laissa la province sous la direction d'Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa et se dirigea vers le Khasso, que les Français avaient soustrait de son influence en y créant une confédération dirigée par leur ami Diouka Sambala de Médine. Le siège de cette ville fut le plus difficile que l'armée musulmane eut à affronter. Malgré une artillerie qui les taillait en pièces, elle résista avec un acharnement qui forçait l'admiration de ses adversaires. L'enjeu était important. Il s'agissait, pour les Fuutanke, de lever tant d'années d'humiliations, de vexations imposées par la nouvelle politique française au Sénégal. Ce ne fut pas un hasard si le général qui s'est le plus distingué à Médine fut Mamadou Kuro, le chef du village de Ngano, détruit en 1854 par les troupes françaises.

Toute la base idéologique du *djihād* reposait sur la protection divine ; on comprend dès lors que les disciples de Sayku ʿUmar, Moḥammadou Aliou Tyam et Ceerno ʿAbdul[55], aient tenté de justifier l'échec de Médine par l'indiscipline des *ṭālib*, ou le fait que leur *shaykh* n'aurait pas eu mission de combattre les Blancs. La durée du siège, les renforts successifs acheminés sur Médine et la rage avec laquelle les *mudjāhidūn* se sont battus montrent bien que le *shaykh* était d'accord. D'ailleurs, dans les premiers récits que nous avons de la bataille, il n'est nulle part question de réserves quelconques de Sayku ʿUmar sur le déclenchement du conflit. En revanche, nous savons que Moḥammadou Aliou Tyam a, tout au long de son ouvrage, le souci de justifier toutes les défaites de l'armée musulmane par l'indiscipline des *ṭālib*[56]. Le siège a duré trois mois, et la situation des assiégés était presque désespérée, quand une hausse inattendue des eaux permit à Faidherbe lui-même de venir débloquer le fort, le 18 juillet 1857.

Le Fouta a perdu, à Médine, beaucoup de ses enfants, et parmi les meilleurs. La preuve venait d'être faite que les Français étaient devenus les maîtres de la Sénégambie. Pour reconstituer ses forces, Sayku ʿUmar poursuivit sa marche vers le Bundu et le Fouta. Partout, il exhorta les populations à refuser la cohabitation avec les Blancs, en émigrant vers le nouvel État musulman qu'il venait de fonder à l'est. Dès lors ce fut la lutte sans merci contre les Français à Ndium-du-Ferlo (février 1858), Matam (avril 1859), Arundu (Arundou) et Gemu (Gémou) (octobre 1859).

Ce fut avec une suite évaluée à au moins 40 000 personnes qu'il revint du Fouta en juillet 1859[57]. Que la lutte contre les Français n'ait pas été la mission première que Sayku ʿUmar s'assignait ne fait aucun doute ; mais, malgré une conscience très claire de la supériorité de leur armement, il les a combattus avec acharnement à Médine, Gemu, Ndium et Matam[58].

55. C'est l'informateur principal d'E. Mage sur la vie de Sayku ʿUmar.
56. Les traditions actuelles, pour les mêmes raisons, ne font que reprendre cette version.
57. Selon les informations recueillies par E. Mage à Ségou en 1864, de nombreux contingents l'avaient déjà précédé à Nioro. Mais on ne peut prendre ces chiffres à la lettre.
58. Partout en Afrique occidentale, les Français étaient les agresseurs et non les agressés. Ce sont eux qui ont pris l'initiative de combattre les chefs qui gênaient leurs intérêts économiques.



23.5. *L'Empire torodbe à son apogée* (d'après M. Ly-Tall).

La marche sur Ségou

Plus que ceux du Kaarta, les Bambara du Beledugu (Beledougou) et de Ségou étaient réfractaires à l'islam. Ceux de Ségou notamment avaient résisté à plusieurs siècles de prosélytisme des marabouts marka (dafin), bozo, somono et au *djihād* de la *diina* du Macina. Fondé dans la première moitié du XVIII^e siècle, à la faveur du vide politique créé par le démembrement des empires du Mali et du Songhay, le *fanga* (pouvoir) de Ségou, s'exerçait avec force sous Ngolo Jara (1766-1790), du Mande jusqu'à Tombouctou. Des garnisons de *tonjon* [les esclaves de la Couronne] stationnées aux différents points stratégiques, assuraient la sécurité du pays, tandis que le reste de l'armée, par des raids réguliers chez les voisins, déversait des esclaves sur les marchés de Kangaba et de Sansanding. C'était la première source de revenus du *faama* et des *tonjon*. Sur le plan administratif, le pays était divisé en cinq provinces, ayant chacune à sa tête un fils du *faama*.

Sous Monzon, fils et successeur de Ngolo Jara (1790-1808), la force de Ségou se manifesta jusqu'en Sénégambie. En 1796, tous les pays compris entre le Niger, le Kaarta et le Bundu furent saccagés par ses armées; les voisins immédiats, le Beledugu, le Dedugu (Dedougou) et le Fuladugu (Fuladougou), furent soumis[59].

Avec le règne de Da Monzon (1808-1827), commença une longue décadence marquée notamment par l'émancipation des Fulbe et la naissance, sur les frontières orientales de Ségou, d'un État musulman de plus en plus menaçant, la *diina* de Ḥamdallahi. C'est un pays en crise que visite Sayku ʿUmar vers 1839, à son retour de La Mecque. Le *faama* régnant, Cefolo, était très malade, presque mourant. La lutte pour le pouvoir était déjà engagée dans la famille royale. Un des prétendants au trône, Torokoro Mari, accepta même de se faire convertir par le marabout tukuloor en prison, moyennant ses bénédictions et ses prières[60]. Une alliance scellée entre eux devait permettre, le moment venu, une islamisation pacifique de Ségou.

Mais, en 1859, Torokoro Mari, dont les vœux avaient été exaucés et qui régnait depuis six ans, fut dénoncé et mis à mort par les *tonjon*[61]. Sayku ʿUmar, de retour du Fouta, décida de marcher sur la capitale bambara. Il quitta Nioro le 12 septembre 1859 et se dirigea vers Ségou en prêchant et convertissant sur sa route. Dans le Beledugu, le 20 novembre 1859, la redoutable citadelle de Merkoïa, dans laquelle avaient trouvé refuge les fugitifs du Kaarta, opposa une résistance farouche à cette avancée de l'islam et, pour la première fois, les *muḏjāhidūn* furent obligés de se servir de deux obusiers pris aux Français en 1858. La progression devint désormais lente. Le 25 mai 1860, le Niger fut atteint à Niamina. L'armée musulmane se trouva ainsi sur le territoire de Ségou.

59. L. Tauxier, 1942, p. 101.
60. A. Koné, 1978, p. 62.
61. *Ibid.*; voir aussi E. Mage, 1868, p. 234-246.

Dans la capitale bambara, ʿAlī Monzon Jara avait remplacé, en 1859, Torokoro Mari, jugé trop favorable aux musulmans; il ne fut investi qu'après avoir prêté serment de défendre Ségou contre toute intrusion de l'islam[62]. Il ne pouvait donc pas, malgré son prénom musulman, avoir embrassé sincèrement cette religion, comme devaient l'avancer plus tard les chefs du Macina. Il rassembla une puissante armée commandée par son propre fils, à Woïtala. La bataille engagée dans ce village passe pour avoir été parmi les plus meurtrières du *djihād*. Ce ne fut qu'au bout de quatre jours de combats que ce rempart fut pris, le 9 septembre 1859, ouvrant la voie à la marche sur Ségou.

La seule voie de salut pour ʿAlī Monzon restait l'alliance avec ses adversaires d'hier, les chefs du Macina. Depuis la révolution islamique dans ce pays, Ḥamdallahi et Ségou avaient toujours été en guerre. Toutes les tentatives des différents chefs du Macina de soumettre Ségou s'étaient soldées par un échec[63]. Profitant même des crises de succession au Macina, les Bambara y avaient porté plusieurs fois la guerre[64]. Mais le chef de Ḥamdallahi, comme celui de Ségou, était d'autant plus disposé à faire table rase du passé que Sayku ʿUmar, par sa présence dans le Soudan nigérien, mettait en cause à la fois son hégémonie politique et sa suprématie religieuse. Mais, en butte à des crises profondes, ils ne sauront, ni l'un ni l'autre, opposer une résistance efficace à l'armée du *shaykh*, plus unie, mieux organisée et mieux équipée. Le 9 mars 1861, l'armée musulmane entra à Ségou. ʿAlī Jara, informé, eut juste le temps de sauver sa tête en se réfugiant au Macina.

Le conflit avec le Macina

De Sokoto à Jegunko, le pèlerin tukuloor, avec sa suite imposante, ses nombreux biens et ses intentions à peine voilées d'aller en guerre contre les infidèles, n'a pas manqué d'inquiéter les souverains, qu'ils fussent traditionalistes ou non. Les musulmans se partageaient entre trois grandes aires d'influence: le Fouta Toro au nord-ouest, le Fouta-Djalon au sud-ouest, le Macina à l'est. À l'intérieur de ce triangle, le Bundu excepté, se trouvait une masse de pays non musulmans, dans laquelle, quand les conditions s'y prêtaient, les musulmans lançaient des expéditions à caractère de guerre sainte, mais dont le mobile profond était souvent de se procurer des esclaves[65]. Il n'en demeurait pas moins qu'un peu partout, après les succès des premières années, les souverains musulmans étaient plutôt sur la défensive. C'était le cas notamment de celui du Macina dans ses rapports avec ses voisins non musulmans.

62. E. Mage, 1868, p. 246.
63. M. Delafosse, 1972, vol. II, p. 293.
64. I. Barry, 1975, p. 27.
65. On retrouve ce phénomène également dans les pays hawsa, où les souverains musulmans se gardaient d'islamiser tout le monde, pour ne pas se priver de réserves d'esclaves.

Sayku ʿUmar ne pouvait pas ne pas être perçu comme un rival dangereux. Après sa victoire sur les Massassi en avril 1855, il annonça la « bonne nouvelle » à bon nombre de souverains musulmans, dont celui du Macina ; la réponse de ce dernier, le sommant de retourner chez lui, n'augurait déjà rien de bon quant aux relations futures entre les deux personnalités religieuses du Soudan nigérien[66]. Dès l'année suivante, en août 1856, une armée du Macina se porta au-devant de Sayku ʿUmar. L'affrontement, à Kasakary, fut le point de départ d'un conflit qui devait durer jusqu'en 1864.

Et pourtant, les deux chefs musulmans avaient tenté, à travers plusieurs lettres, de trouver une solution à leur différend. Mais c'était presque un dialogue de sourds : Sayku ʿUmar s'appuyait sur sa vaste culture islamique pour démontrer au souverain du Macina que, loin de le combattre, il devait s'associer à lui pour lutter contre les infidèles ; Aḥmadu-Aḥmadu, lui, donnait des arguments plus politiques en considérant toute la zone qui allait de Ségou jusqu'au Kaarta comme relevant de son influence[67].

Après l'entrée de l'armée de Sayku ʿUmar à Sansanding, en octobre 1860, les armées de Ségou et du Macina coalisées vinrent camper en face de cette ville. Ce face-à-face dura deux mois, aucune des parties ne voulant prendre l'initiative des combats. Mais, dans cette atmosphère de grande tension, un petit incident suffit pour provoquer le choc en février 1861[68].

Nous voyons donc que, jusqu'au dernier moment, Sayku ʿUmar ne semble pas avoir souhaité le conflit[69]. N'avait-il pas lui-même condamné, en termes très violents, le conflit armé entre les sultans du Borno et de Sokoto ? La proposition qu'il avait faite au souverain du Macina, qui n'avait pas réussi à convertir les Bambara de Ségou[70] de s'associer à lui, devait être très sincère. Mais il était également difficile à Aḥmadu-Aḥmadu d'accepter cette proposition, car c'eût été reconnaître sa suprématie. Malgré l'échange de nombreuses lettres, le conflit était donc difficilement évitable, chacun restant sur ses

66. Pour Aḥmadu-Aḥmadu du Macina, tous les pays non musulmans compris entre le Niger et le Kaarta étaient dans sa zone d'influence.

67. Voir, sur cet échange de lettres entre ʿUmar et Aḥmadu-Aḥmadu, la récente traduction et annotation, dans al-Ḥājj ʿUmar Tal, 1983 ; on peut aussi voir, avec intérêt, F. Dumont, 1974 ; F. B. S. Diarah, 1982 et M. al-Hafiz al-Tidjani, 1983.

68. Tirs des Macinanke sur des partisans de Sayku ʿUmar qui se baignaient, selon F. Dumont, 1974, p. 126 ; coups de fusils échangés entre les pêcheurs des deux camps selon E. Mage. Quand Sayku ʿUmar, informé, tenta de contenir ses troupes, elles avaient déjà commencé à traverser le fleuve, E. Mage, 1980, p. 106.

69. Selon tous nos informateurs du Fouta, il ne l'a pas voulu (O. Bâ, s. d., p. 109, verso ; Tapsiru Ahmadu Abdul Niagane, enregistrement du 3 mai 1981 ; al-Ḥadj Aḥmadu Ibrahima Datt, enregistrement du 4 mai 1981). Au déclenchement du grand *djihād*, en juin 1854, le Kaarta et Ségou étaient les seuls objectifs que se fixait ʿUmar, selon M. A. Tyam, 1935, p. 45. Du côté des traditions du Macina également, N. Waïgalo (1977, p. 6) nous rapporte que la mission d'Aḥmadu Haimut de Haïré avait pour but d'éviter le conflit, et de solliciter l'appui du chef du Macina dans la poursuite du *djihād* vers le pays mossi.

70. À l'approche de Sayku ʿUmar, quelques conversions de circonstance ont été faites ; mais elles ne changeaient rien au fond du problème : les Bambara de Ségou restaient profondément attachés à leurs religions. Les nombreuses idoles trouvées à Ségou seront exposées à Ḥamdallahi (M. A. Tyam, 1935, p. 183-184). Sur la religion des Bambara avant le *djihād* du *shaykh*, voir E. Mage, 1868, M. Delafosse, 1972, L. Tauxier, 1942, C. Monteil, 1977 et al-Ḥājj ʿUmar Tal, 1983.

positions[71]. L'alliance du chef du Macina avec Ségou donna à Sayku ʿUmar l'argument juridique pour le combattre.

Après un séjour d'un an dans la capitale bambara, ʿUmar marcha sur le Macina, en avril 1862. Ḥamdallahi fut occupé dès le mois suivant. Aḥmadu-Aḥmadu, blessé au cours de la bataille de Tyayawal (10 mai 1862)[72], fut achevé. Balobbo, qui n'avait jamais renoncé au trône du Macina, se soumit assez facilement, espérant arriver ainsi à ses fins. Mais Sayku ʿUmar ne laissait jamais le pouvoir à ceux qui l'avaient combattu. Croyant avoir réalisé, avec la disparition d'Aḥmadu-Aḥmadu, l'unité tant sollicitée avec le Macina, il laissa tous les grands dignitaires du pays en fonction[73]; mais, dès janvier 1863, il le plaça sous la dépendance de son fils Aḥmadu, se proposant lui-même de « continuer à opérer contre les infidèles, à la tête de ses troupes grossies de celles du Macina »[74].

Balobbo, déçu, se tourna vers Tombouctou en mars 1863; il savait qu'il aurait trouvé, en Sīdī Aḥmad al-Bekkaay, un adversaire résolu contre Sayku ʿUmar. Informé, ce dernier le fit arrêter, ainsi que bon nombre de ses partisans.

La coalition Tombouctou-Macina et la fin de Sayku ʿUmar

Nous avons vu que Tombouctou dépendait nominalement de Ḥamdallahi. La réalité du pouvoir y était en fait entre les mains des Kunta, dont le chef, Sīdī Aḥmad al-Bekkaay, était particulièrement jaloux d'une certaine suprématie religieuse qu'il avait dans tout le Soudan nigérien. La progression de l'armée du *shaykh* ne pouvait pas ne pas l'inquiéter. Dès 1860, il entra en contact avec les Bambara et leur proposa son appui moral[75]. Deux années plus tard, en 1862, pendant qu'il faisait des propositions de paix à Sayku ʿUmar, il offrait, au même moment, son aide à la révolte qui grondait à Ḥamdallahi[76]. Balobbo et ses partisans évadés organisèrent la révolte avec son appui. À Mani-Mani d'abord, dans le Kunari ensuite, les coalisés infligèrent, à l'armée du *shaykh*, de sévères défaites; elle perdit ses meilleurs généraux, Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa et Alfaa ʿUthmān, en mai et juin 1863[77]. Après huit mois de siège, le reste de l'armée tenta une sortie le 7 février 1864. Poursuivi, Sayku ʿUmar se réfugia dans la grotte de Degem-

71. Voir le détail de ces lettres dans F. Dumont, 1974, p. 141-182, et dans al-Hajj ʿUmar Tal, 1983.

72. Tyayawal est un bois dans une zone marécageuse qui se trouvait près de Sofara. C'est là qu'eut lieu le dernier grand affrontement entre les armées d'Aḥmadu-Aḥmadu et de Sayku ʿUmar. Les Macinanke se sont défendus avec acharnement, mais certains chefs militaires du Macina se seraient volontairement abstenus d'être à Tyayawal (N. Waïgalo, 1977, p. 32), et surtout l'armée du *Shaykh* dominait celle du Macina, tant par son armement que par son organisation. Les actions d'éclat individuelles occupaient une trop grande place chez les Fulbe.

73. N. Waïgalo, 1977, p. 33.

74. E. Mage, 1868, p. 268.

75. En 1860 il envoie une lettre dans ce sens à ʿAlī Monzon (C. Gerresch, 1976, p. 894).

76. C. Gerresch, 1976, p. 895. Toute la famille kunta ne partageait pas les vues de Sīdī Aḥmad al-Bekkaay. Une grande partie de cette famille était plutôt favorable à Sayku ʿUmar (C. Gerresch, 1976, p. 893).

77. M. A. Tyam, 1935, p. 190-192, notes 1092 et 1110.

bere, où il trouva la mort, le 14 février 1864, quelques heures avant l'arrivée des renforts dirigés par son neveu Tijjaani-Alfaa. Ce dernier, fou de rage, poursuivit la lutte avec acharnement contre les coalisés qui ne s'entendaient plus (chacun voulant le pouvoir pour lui). Un à un, ils furent défaits. En février 1865[78], Sīdī al-Bekkaay, l'âme de la coalition, fut tué dans un affrontement à Sare Dina, dans le Sebera. Tijjaani devint le maître du Macina et de Tombouctou. Après le Kaarta et Ségou, ce sera la province la plus importante de l'empire.

Structures politiques, économiques et sociales de l'Empire torodbe

Sayku ʿUmar et l'armée des mudjāhidūn

Avec l'occupation du Macina, l'empire atteignit ses limites maximales qui allaient du Gidimaka à Tombouctou, et de Dinguiraye au Sahara[79]. Plus qu'un État centralisé, cet immense territoire se présentait comme une série de places fortes où une administration politico-religieuse avait pour vocation de consolider l'islamisation. Sayku ʿUmar, sur le prestige de qui reposait toute cette construction, ne se concevait que comme un *mudjāhid*, un combattant de la foi. Il ne se souciait pas beaucoup d'organisation ou d'administration, et se contentait de nommer, dans chacune des localités nouvellement converties, des *ṭālib*. Ce choix se faisait en général sur la base des critères de l'instruction et de la moralité[80].

C'est à ces *ṭālib* que revenait la tâche d'organisation. Sayku ʿUmar lui-même était avant tout un mystique[81] convaincu d'avoir été chargé d'une mission divine, celle de parachever l'islamisation des Noirs. Dans l'exécution de cette tâche, rien ne l'arrêtait, ni l'hostilité de certains souverains musulmans ni la résistance farouche des non-musulmans. À l'instar du Prophète, dont il était convaincu d'être l'héritier, les obstacles rencontrés, loin de le décourager, le renforçaient dans sa détermination : « L'héritier hérite de tout ce que possède celui dont il est l'héritier[82]. » Sur le plan physique, le seul témoignage oculaire que nous ayons de lui est de Paul Holle, qui dit l'avoir vu, en août 1847, à Bakel ; il le présente comme « un homme à la figure remarquable, sur laquelle se peignent une vive intelligence, un sentiment de méditation et de calcul »[83]. Il était brillamment secondé par le plus grand de ses généraux, Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa Waan, avec qui il disait avoir toujours une totale identité de vues[84]. Le second personnage qui était le plus proche de lui était

78. E. Mage, 1868, p. 450.
79. E. Mage, 1980, p. 113, donne, comme limites occidentales, Médine et Tengrela ; Dinguiraye et le Gidimaka semblent correspondre davantage à la réalité.
80. Comme l'a si bien montré F. Dumont (1974, p. 121), c'était un « antisultan ». Il est significatif que ce soit un islamologue qui ait, pour la première fois, mis l'accent sur ce caractère fondamental de Sayku ʿUmar. Malheureusement, les nombreux écrits de ce dernier ne sont pas encore traduits.
81. Il était souvent en *khalwa*. Toutes ses grandes décisions se prenaient après une de ses retraites spirituelles.
82. Al-Hājj ʿUmar Tal, s. d., (b).
83. F. Carrère et P. Holle, 1855, p. 191-192.
84. Tapsiru Ahmadu Abdul Niagane, enregistrement du 3 mai 1982.

ʿAbdullaahi Hawsa, qui l'avait suivi depuis Sokoto. D'une façon générale, malgré l'ascendant personnel qu'il avait sur ses compagnons et que renforçait la doctrine de la Tijāniyya sur les rapports entre le *shaykh* et les disciples, il associait les *ṭālib* à toutes les grandes décisions. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement dans ce milieu à dominante torodbe, où chacun tenait à sa petite personnalité. C'est pendant ses retraites spirituelles qu'il mûrissait la plupart de ses projets, en puisant largement dans l'expérience du prophète Muḥammad et des califes de l'islam qui l'avaient précédé. Ensuite, il les soumettait à l'approbation du conseil des *ṭālib*[85]. Il était en effet très important, pour le succès du *djihād*, d'avoir l'adhésion permanente de ces disciples qui avaient quitté famille et patrie pour le suivre. Aussi ne ménageait-il aucun effort pour les attacher à sa personne, tant par des démonstrations de ses pouvoirs surnaturels que par des distributions de biens. Les traditions ont gardé de lui l'image d'un homme très généreux[86]. Il veillait particulièrement à l'entretien de l'armée.

C'est dans les pays hawsa que Sayku ʿUmar avait recruté les premiers éléments de cette armée qui n'a cessé de grossir de Sokoto jusqu'à Dinguiraye. Multiraciale, elle comprenait les contingents du Fouta Toro, du Hawsa, du Fouta-Djalon, du Khasso, du Kaarta, de Ségou. Les premiers étaient de loin les plus importants : de Jegunko jusqu'au départ de Nioro en 1859, le Fouta Toro n'a cessé d'alimenter l'armée du *djihād* [87].

Elle comprenait quatre bataillons organisés chacun autour d'un contingent du Fouta : le bataillon du Toro comprenait le Toro, le Bundu, le Gidimaka, une partie du Fouta-Djalon ; le bataillon des Yirlabe regroupait les Yirlabe, les Habbiyabe, le Xaso, le Diafunu (Diafounou), le Bakhunu, les Fulbe Wolarbe ; celui du Ngenar comprenait les Ngenar, les Bosseyabe, les Jawara, les Massassi ; enfin, le bataillon de Murgula regroupait les Malinke et une partie du Fouta-Djalon. La garde du *shaykh* était assurée par un important groupe à dominante hawsa[88]. Chacun des bataillons avait un pavillon distinctif (noir pour les Yirlabe, rouge et blanc pour les Toro).

L'armement était composé essentiellement de fusils de traite et de sabres ; quelques rares privilégiés avaient des fusils à deux coups. Un important groupe de forgerons suivait l'armée et la ravitaillait en balles[89].

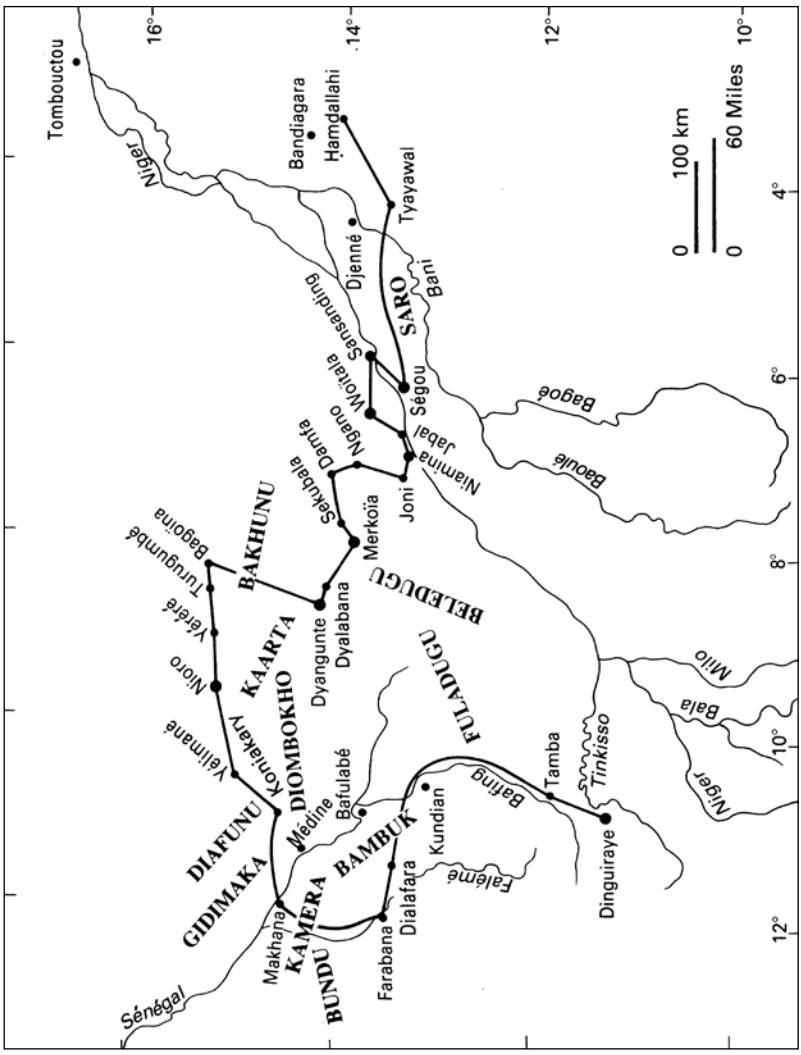
85. M. A. Tyam (1935) nous le montre souvent en *khalwa*. Ce même auteur nous fait part de désobéissances des *ṭālib*, mais toujours pour justifier un échec. Aussi ne sait-on quel crédit accorder à ces différents témoignages ; leur nombre suffit à militer en faveur de la réalité de certains.

86. Distribution de biens à Nioro, avant le départ vers Médine, et à Ségou, avant le départ pour le Macina.

87. Chaque fois qu'il eut besoin de reconstituer son armée, ce fut vers le Fouta Toro qu'il dirigea ses émissaires : en 1849 pour préparer l'attaque de Tamba, en 1854 avant le grand *djihād*, en 1855 après la bataille très meurtrière de Yeliman (M. A. Tyam, 1935, p. 43, 44, 47). Le mouvement continuera sous son fils Aḥmadu. Lui-même y fit, en 1858-1859, avant de marcher sur Ségou, une importante tournée dont il ramena, civils et militaires compris, plus de 40 000 personnes.

88. O. Bâ, s. d., p. 78 verso. Nous voyons que les *sofa* n'existaient pas encore en tant que bataillon.

89. E. Mage nous a fait le point des munitions d'Aḥmadu à la veille de la bataille de Toghu : 4 200 kg de poudre du pays, 15 à 20 kg de poudre d'Europe, 9 gros sacs de pierre à fusil, 150 000 balles (E. Mage, 1868, p. 415).



23.6. *De Dinguiraye à Ḥamdallahi* (d'après M. Ly-Tall).

En juillet 1858, à Ndium-du-Ferlo, des partisans de Sayku ʿUmar prirent au capitaine Cornu, en déroute, deux obusiers de campagne, en panne. Réparés par l'ingénieur de l'armée Samba Ndiaye, ils joueront un rôle important dans les campagnes du Beledugu et de Ségou. Mais, ce qui faisait la force des *mudjahidūn*, c'était surtout leur foi, et une stratégie assez élaborée. Régulièrement, le *shaykh* les entretenait des promesses de jouissance dans ce monde et dans l'autre, faites aux combattants de la foi[90]. À la veille des combats difficiles, nous le voyons redoubler d'activité. Puisant dans le Coran et dans les principaux écrits sur la vie du prophète Muḥammad et de ses compagnons, il poussait ses hommes à braver toutes les difficultés. Ainsi à Yaguinne, « le Différentiateur ordonna aux crieurs d'appeler l'armée ; l'armée se rassembla, le cheikh la harangua, le savant qui ne se trompe pas […]. Là, l'unique réjouit les talibés ; il attira leur attention sur les promesses [de récompenses] et les menaces de [châtiments éternels] ; les traditions [sur le Prophète] et les maximes furent exposées. Il prêcha, il remplit leur cœur [d'aspirations] vers l'autre monde, si bien qu'il ploya pour eux ce monde comme un rouleau et que l'autre monde devint [leur] but »[91].

De même, pendant le siège de Médine, nous le voyons déployer une énergie inlassable pour remonter le moral de ses troupes et les assurer de la protection divine du paradis. Et quand Paul Holle, pour le dénigrer, dit à un très jeune *ṭālib* mourant : « Malheureux pourquoi ton Al Aghi n'a-t-il pas ce matin marché le premier à l'assaut ? Le moribond, jetant sur Paul Holle un regard de profonde pitié, s'écria : "Mon Dieu, mon Dieu ! Je te remercie, je meurs ! Je vois le paradis" […] »

Cette armée fanatisée avait en face d'elle des adversaires souvent divisés. Ce fut le cas dans le Bambuk (Bambouk), au Kaarta, à Ségou, au Macina. Elle avait également une nette supériorité dans la stratégie des combats : manœuvre de diversion, encerclement de l'ennemi, rapidité de mouvement, toutes les techniques militaires qui avaient déjà permis au Prophète et à ses compagnons de reconquérir en quelques années d'immenses territoires. Même la terreur était une arme stratégique : massacre des hommes, réduction à l'esclavage des femmes et des enfants[92] brisaient le moral des pays menacés et amenaient certains à se rendre sans combattre. À l'approche d'un pays, la procédure était toujours la même : des émissaires étaient envoyés auprès du chef pour l'inviter à se convertir ; s'il acquiesçait, on lui rasait la tête, on lui remettait un chapelet, un *satala*, on lui apprenait les règles élémentaires de l'islam, et on procédait de même sur ses sujets ; un *ṭālib* et une petite garnison devaient consolider cette conversion. Ce recours à la conversion pacifique leur fit éviter de nombreuses batailles, dont certaines auraient pu être difficiles. Ainsi, la redoutable citadelle de Farabana a été investie sans grande résistance, en 1854.

90. Selon les traditions, il prêchait toutes les nuits (O. Bâ, s. d., p. 86).
91. M. A. Tyam, 1935, p. 56-57.
92. La loi musulmane ne permet de tuer au combat que ceux en mesure de porter des armes. Les femmes, et par analogie les enfants de moins de quinze ans, étaient épargnés.

En 1856, aussi, Sayku ʿUmar se montra très conciliant avec les habitants de Farabugu (Farabougou) révoltés; et, après la prise de Dyangunte, la même année, il n'hésita pas à négocier avec les Kamori pour les amener à se conformer aux règles musulmanes relatives aux biens des vaincus[93].

Le combat n'était engagé que lorsqu'il y avait refus d'embrasser l'islam, ce qui était malheureusement le cas le plus fréquent.

Le grand général de cette armée était Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa Waan. Un jour, une controverse éclata sur le point de savoir qui d'Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa ou d'ʿAbdullaahi Hawsa était le plus attaché à Sayku ʿUmar. Pour les uns c'était le premier, pour les autres, le second. Pour se départager, les deux parties se rendirent auprès de Sayku ʿUmar lui-même, qui leur dit: « Si quelqu'un vient avec un sabre et demande que l'on choisisse entre sa tête et celle de ʿUmar, c'est ʿAbdullaahi Hawsa qui présentera la sienne. Si j'ai une chose très importante à entreprendre, Alfaa ʿUmar sera du même avis que moi en tout[94]. »

Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa Waan a été la cheville ouvrière du *djihād;* on peut dire que Sayku ʿUmar n'en a été que le cerveau.

D'autres chefs militaires sont restés très célèbres dans la mémoire des Fuutanke. C'est le cas d'Alfaa ʿUmar Ceerno Molle Lii, l'un des premiers compagnons, mort à Merkoïa; d'Alfaa ʿUthmān, mort au Macina; de Mammadu Hamat Kuro Waan, l'un des plus intrépides. Originaire du village de Ngano (près de Kanel), qui avait particulièrement souffert des exactions de la nouvelle politique d'intervention des autorités de Saint-Louis, ce dernier rejoignit Sayku ʿUmar avec tout son village à Farabana, en 1854. C'était l'un des plus farouches adversaires des Français. C'est lui qui, bravant les boulets des canons, réussit à escalader le fort de Médine et à y planter le drapeau musulman. Il a été fauché par un fusil-mitrailleur aussitôt après.

Malgré son courage et son organisation, cette armée n'échappait pas à ce grave défaut qu'avaient toutes les armées africaines de l'époque: être tributaires du butin de guerre. Si la loi musulmane apportait quand même un certain ordre dans son partage, il n'en restait pas moins que le butin occupait une place trop importante dans les combats, pour ne pas conditionner leur déroulement. La personnalité de Sayku ʿUmar et son souci de partager régulièrement et équitablement le butin ont maintenu la cohésion de l'armée jusqu'à sa mort. Il n'en fut pas de même sous Aḥmadu. Or, l'armée jouait un rôle très important dans le système; d'elle dépendait notamment la soumission des différentes provinces de l'empire.

L'administration des provinces: une administration décentralisée

Les provinces, nous l'avons vu, étaient jalonnées de places fortes à partir desquelles l'islam devait rayonner. Les plus importantes étaient Dinguiraye, Kundian, Nioro, Koniakary, Dyangunte, Diala, Farabugu, Murgula et

93. M. A. Tyam, 1935, p. 81, 82, 98, 100, 124-126. Il fera preuve du même esprit dans le Gidimaka et le Diafunu.
94. Tapsiru Ahmadu Abdul Niagane, enregistrement du 3 mai 1981.

Ségou. Dinguiraye, Nioro, Koniakary et Ségou faisaient figure de capitales régionales.

Aux confins du Fouta-Djalon et des pays mande, Dinguiraye est la première province historique de l'empire. C'est elle qui abritera, pendant longtemps, toute la famille de Sayku ʿUmar sous la direction de son fils Moḥammadou Habibu (le petit-fils de Muḥammad Bello). D'elle également dépendait théoriquement la forteresse de Kundian dans le Bambuk, construite en 1858 sous la surveillance directe de Sayku ʿUmar lui-même ; elle devait tenir en respect tous les pays mande[95]. Mage, impressionné, nous dit « qu'elle présenterait de grandes difficultés à l'attaque de troupes régulières ». L'administration y était bicéphale : un affranchi, Django, assisté d'un *ṭālib*, Racine Tall, un cousin de Sayku ʿUmar.

Le Nioro était la province la plus importante sous Sayku ʿUmar. Elle comptait de nombreuses forteresses, dont les plus importantes étaient celles de Farabugu, de Dyangunte et de Nioro même. Une forte colonie fulbe et torodbe occupait la plupart des villages d'où les Massassi avaient été refoulés. Au fur et à mesure que le pouvoir colonial devenait plus oppressif, l'afflux des immigrants du Fouta s'intensifiait. L'administration provisoire mise en place, en 1857, sous la direction générale d'Alfaa ʿUmar Ceerno Baylaa fut sensiblement modifiée, en 1859, pour faire face aux besoins de la campagne de Ségou[96]. La résistance massassi ayant été définitivement brisée, Sayku ʿUmar partit de Nioro avec de nombreux chefs de district. Il ne resta plus, dans le Kaarta que des civils protégés par de petites garnisons. À Dyangunte, Ceerno Buubakar Siree Lii y a remplacé ʿAbdullaahi Hawsa ; à Farabugu et à Nioro, les affranchis Dandangura et Muṣṭafā succédèrent à Khalidu Elimane Demba et à Alfaa ʿUrnar Ceerno Baylaa.

Le Diombokho était la province la plus proche de Médine et de Bakel. Le *tata* de Koniakary[97] construit en janvier 1857, devait protéger le Diombokho à la fois contre les Français et leur allié Diouka Sambala. En 1866, le chef des *ṭālib*, Ceerno Muusaa[98], l'instigateur de la convention locale signée en 1860 avec le commandant de Bakel, y réserva un accueil cordial à Mage ; le gouverneur militaire, San Mody, en revanche, ne cacha pas son hostilité.

Nioro était trop proche des Français ; or, nous savons que Sayku ʿUmar abhorrait particulièrement la cohabitation avec eux. C'est ce qui explique

95. E. Mage qui est passé à Kundian en 1863 décrit la forteresse comme « un carré de 60 mètres flanqué de 16 tours, haut de 4 mètres à 8 mètres avec une épaisseur à la base de 1,50 mètre (E. Mage, 1868, p. 82-83).

96. Voici cette administration telle qu'elle se présentait en 1857 (O. Bâ, *op. cit.*, p. 96 verso) : Thierno Djubaïru Bubu Haruna dans le Diafunu, Thierno Aḥmadu Umakala dans le Kaniarene, Modi Mamadu Pakao à Niogomera, Sulayman Baba Raki à Diala, Kalidu Elimane Dema à Farabugu, ʿUmar Mamadu Lamine à Gemukura, Abdulaye Hawsa à Dyangunte, ʿAbdulaye ʿAlī dans le Bakhunu. Voir aussi B. O. Oloruntimehin, 1972, p. 92.

97. Entièrement bâtie en pierres, elle avait deux mètres d'épaisseur et plusieurs mètres de hauteur ; les vestiges qui ont résisté à l'artillerie d'Archinard sont encore impressionnants.

98. C'est lui qui a remplacé à ce poste Thierno Djibi en 1859.

certainement l'importance prise par Ségou dans l'Empire torodbe, dont il sera la capitale sous Aḥmadu. Avant 1864, c'est un chef-lieu de province comme les autres, ayant à sa tête, à partir d'avril 1862, le fils aîné d'ʿUmar. Il est assisté de certains vieux compagnons de son père, comme Ceerno ʿAbdul Segu, Ceerno Aḥmadu et Samba Ndiaye, l'ingénieur en chef de la plupart des fortifications de l'empire[99]. Mais les personnages les plus influents de la cour sont assurément Baba Ulibo et Bobbo, respectivement vice-roi et conseiller diplomatique[100]. Pour la défense de la ville et de ses environs, il ne dispose, au départ de Sayku ʿUmar pour le Macina, que de 1 500 *ṭālib* et un contingent de *sofa* jawara et massassi, sous la direction générale de Ceerno Alasan Baa. Aḥmadu doit donc tout organiser dans cette province, où, comme partout ailleurs, Sayku ʿUmar n'a fait que passer[101]. En février 1863, ce vaste territoire s'agrandit théoriquement du Macina. Mais la révolte qui y éclata, dès le mois suivant, en empêcha toute concrétisation. Après la disparition d'ʿUmar, la reconquête du Macina se fit par Tijjaani-Alfaa, à son profit.

Dans toutes ces places fortes musulmanes en territoires nouvellement convertis, où on ne cachait pas l'hostilité à l'islam, l'administration était toujours bicéphale, avec un chef religieux pour continuer l'islamisation sous la protection d'un gouverneur militaire. Dans chacune d'elles, Sayku ʿUmar avait une maison et une partie de sa famille. Il ne se concevait donc pas une résidence fixe à la manière des chefs temporels.

Comme au Fouta Toro, chacune des provinces était organisée de façon autonome ; Sayku ʿUmar n'était que le chef spirituel de tout cet ensemble. Le système était très efficace, si l'on en croit le témoignage de Mage, qui visita la plupart d'entre elles de 1863 à 1866. Malgré l'existence de quelques foyers de révolte (il pouvait difficilement en être autrement si l'on tient compte de tout ce que le nouveau pouvoir apportait comme bouleversements dans les habitudes ancestrales des populations concernées), le voyageur français fut frappé par l'ordre et la sécurité qui régnaient dans l'ensemble[102].

Dans toutes les provinces, la justice était rendue selon la loi coranique, par des *ḳāḍī* au niveau des délits civils ; les crimes et les délits politiques étaient portés auprès du chef religieux de la capitale provinciale. Ainsi, à Ségou, Mage nous dit que les deux grands justiciers étaient le *ḳāḍī* et Aḥmadu lui-même, et leurs jugements étaient sans appel. Les sanctions étaient les mêmes que dans tous les pays musulmans ; les coups de corde étaient les

99. E. Mage, 1868, p. 222.

100. Le second était originaire du Hawsa. Il a joué un rôle très important dans les négoci - tions entre Mage et Aḥmadu. C'était le plus antifrançais des collaborateurs d'Aḥmadu. Quant au premier c'est le fils d'ʿUlibo Bâ, qui avait suivi Sayku ʿUmar depuis Nioro ; il était lui-même en revanche profrançais.

101. Il est resté un an à Ségou, temps qu'il a surtout utilisé pour rédiger son ouvrage, le *Bayān mā waqaʿa*.

102. E. Mage, 1868, p. 86. Il ne put s'empêcher de comparer cette situation à celle qui prévalait dans le Xaso par exemple, caractérisée selon lui par un désordre et une insécurité totale provoqués par les multiples razzias organisées par Diuku Sambala dans les pays voisins.

plus fréquents, et personne n'y échappait, pas même les hauts fonctionnaires de l'empire[103].

L'économie et les finances de l'Empire

L'objectif que s'assignait Sayku 'Umar faisait peu de place au développement économique des territoires conquis. Les richesses accumulées depuis Sokoto et le butin de guerre pris sur les populations vaincues suffisaient largement à faire tourner la machine de guerre qui ne devait s'arrêter qu'avec sa mort. C'est donc aux autorités provinciales qu'incombaient les contraintes d'ordre économique.

Les conséquences de la guerre ont été, d'une façon générale, assez néfastes à l'économie des pays conquis. Mais toutes les provinces n'avaient pas été touchées de la même façon. L'agriculture, qui a le plus souffert du *djihād*, semble avoir amorcé une nette reprise dans les années 1863-1864. Les pays mande, traversés par Mage, étaient particulièrement riches en coton. Dans la province de Kita, les villages étaient entourés de champs de tabac, de légumes, de pastèques, de karité[104]. À Guettala, dans le Bague, les Kagoro, libérés de la pression trop forte des Massassi, avaient redoublé d'ardeur au travail: « Ils me disaient qu'ils étaient heureux, qu'on ne les pillait plus, que le pays était tranquille, que tout le monde travaillait parce que le marabout al-Hadjdj 'Umar l'avait ordonné[105]. »

Dans le Kaarta et le Dyangunte, Mage parle d'une véritable abondance (bonne récolte de mil à Bambara Mutan, à Madiaga). Mais c'est surtout le village même de Dyangunte, riche de ses cultures de riz, mil, maïs, arachide, coton, haricots, tomates, oignons, tabac, qui a impressionné le voyageur français: « En effet, à la nuit, mes hommes reçurent un plantureux couscous, et moi environ 6 litres de lait; nous mangions d'autant plus dans l'abondance que Fahmara recevait de son côté des cadeaux[106]. » Même le bétail, qui est entré pour une grande part dans le butin du *djihād*, était encore abondant dans le Kaarta[107]. La province de Ségou proprement dite n'était pas moins prospère: l'agriculture y était assez variée[108] et de nombreux troupeaux de bœufs alimentaient le commerce traditionnel vers le Bure (Bouré).

Dans le Soudan central, l'état de guerre n'a jamais cessé totalement, car les belligérants y trouvaient tous leur compte. Les principales routes de caravanes, qui reliaient le Soudan central au Nord et au Sud, restaient actives. De nombreuses caravanes transportaient sel et bestiaux de Nioro vers le Bure, d'où elles ramenaient de l'or et des esclaves[109]. Nioro, Koniakary, Kita, Banamba, Niamina et Ségou étaient de grandes escales de ce commerce; il

103. E. Mage, 1868, p. 344.
104. *Ibid.*, p. 89-100.
105. *Ibid.*, p. 116.
106. *Ibid.*, p. 137-138.
107. *Ibid.*, p. 123.
108. *Ibid.*, p. 148, 156, 161, 165.
109. *Ibid.*, p. 105-123.

aboutissait traditionnellement à Bakel, Médine, Freetown, Bathurst ou chez les Maures. Depuis le conflit avec les Français, les relations avec Médine et Bakel avaient été suspendues[110]. Un des buts du voyage de Mage était précisément de négocier le rétablissement de ce trafic. Il faut cependant noter le déclin de villes comme Niamina et Sansanding, déclin amorcé depuis la révolution théocratique au Macina. Entrepôt de Tombouctou, Sansanding avait aussi été le premier marché d'esclaves de la région. Rois de Ségou et chefs cissé de la ville s'étaient considérablement enrichis de ce trafic[111]. En l'occupant en septembre 1860, Sayku ʿUmar supprima les divers impôts payés aux uns et aux autres (faisant de Boubou Cissé un adversaire résolu) et les remplaça par les taxes musulmanes. Mais, dès mars 1863, au moment même où des envoyés de Sīdī Aḥmad al-Bekkaay essayaient de soulever tout le Ségou et le Macina, Aḥmadu eut la maladresse d'imposer un impôt spécial à la ville. La riche cité soninke bascula dans le camp de la révolte dont elle ne tarda pas à être le centre nerveux.

Après chaque victoire, tous les biens des vaincus étaient saisis et partagés en cinq parts, dont une revenait à l'État et les quatre autres aux combattants. Des réserves considérables d'or, de bétail, de biens de toutes sortes ont été accumulées à Dinguiraye, à Nioro et à Ségou. Sayku ʿUmar en faisait périodiquement une grande distribution à ses *ṭālib* [112]; lui-même ne vivait que de ses propres biens. Le *zakāt*, ou dîme, était prélevé en nature chez les musulmans exclusivement; il servait à faire face aux nombreuses exigences d'hospitalité et à l'aide aux indigents et aux orphelins[113]. Le *mudu*, ou aumône annuelle, était exigé de tout musulman à la fête du Ramadan; il revenait aux fonctionnaires du culte (*imām*, *ḳāḍī*, jurisconsultes, lecteurs du Coran) et également aux indigents. L'*usuru*, initialement, était payé uniquement par les caravanes, à raison d'un dixième de la valeur des marchandises; il sera étendu aux éleveurs à raison d'une tête de bétail sur trente[114].

Si les modalités et la destination de ces différentes prestations ont toujours été bien respectées sous le chef du *djihād*, sous Aḥmadu, ce sera une cause fréquente de révoltes[115]. Sourde opposition également des *ṭālib*, qui reprocheront au successeur de Sayku ʿUmar de ne pas être aussi généreux que son père.

Une société dominée par les ṭālib

Les *ṭālib*, ou disciples de Sayku ʿUmar, étaient de toutes les ethnies et de tous les pays[116]. Ils étaient issus des milieux sociaux les plus divers. Parmi les plus proches compagnons, on rencontrait aussi bien des princes que des

110. *Ibid*., p. 120.
111. *Ibid*., p. 126.
112. Ce fut le cas, au départ de Nioro en 1859, et de Ségou en 1862.
113. Une part non négligeable servait à l'entretien des familles des soldats morts au *djihād*.
114. B. O. Oloruntimehin, 1972*a*, p. 117.
115. Comme celle de la communauté soninke de Sansanding en 1863, provoquée par le prélèvement d'une contribution exceptionnelle trop forte (E. Mage, 1868, p. 275).
116. *Ibid*., p. 78-344.

anciens esclaves. Nous avons vu que l'un des objectifs du *shaykh* était de démocratiser la société, en luttant contre le joug des familles féodales.

Un peu partout donc, dans l'empire, l'aristocratie traditionnelle, fondée sur les liens du sang, est supplantée par cette nouvelle élite politico-religieuse, recrutée sur la base de ses connaissances et pratiques de l'islam. Dans tous les chefs-lieux de provinces, dans tous les gros villages, ils étaient là, en nombre plus ou moins important, pour aider la population nouvellement convertie à se familiariser avec les rites de sa nouvelle religion. Ainsi à Dyangunte, en février 1864, ils étaient 540, issus de tous les horizons; certains parlaient même un peu français, ce qui porterait à croire que c'étaient des Saint-Louisiens. Sous la direction de Ceerno Buubakar Siree Lii, ils passaient une bonne partie de leur temps sous un hangar, près de la mosquée, à lire et à écrire, ou à enseigner le Coran[117]. Ils monopolisaient toutes les hautes fonctions de l'empire. Aussi, sous Aḥmadu, ne tardèrent-ils pas à s'ériger en une aristocratie frondeuse. Aḥmadu, qui n'avait ni l'envergure religieuse ni l'envergure militaire de Sayku ʿUmar, avait des difficultés à s'imposer aux anciens compagnons de son père; ce qui l'amena à s'appuyer tout naturellement sur les *sofa*.

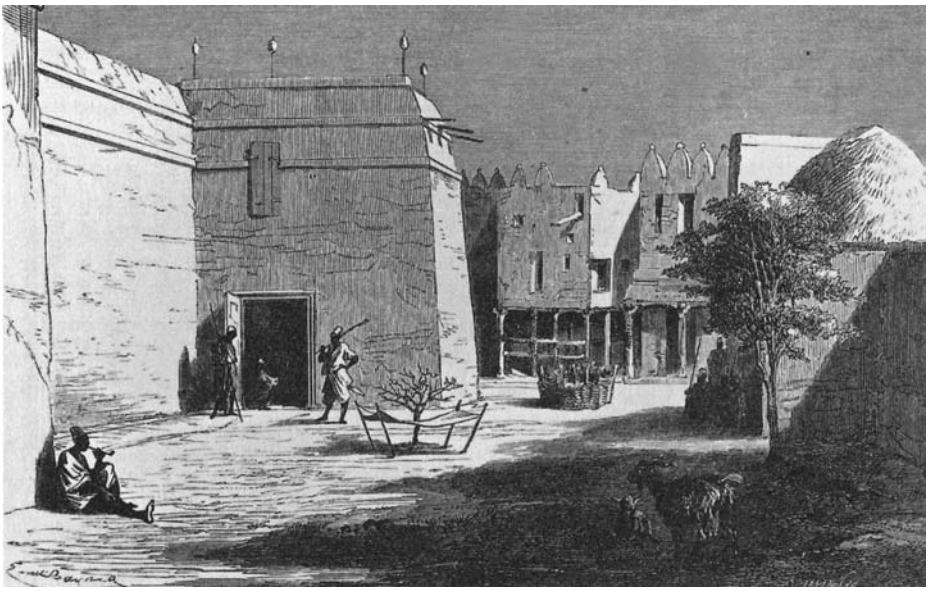
Cette dernière catégorie sociale, qui avait des fonctions plus militaires que religieuses, était constituée de la masse des peuples vaincus enrôlés dans l'armée du *djihād*. Nouvellement convertis à l'islam, ils n'en avaient qu'une connaissance élémentaire[118]. Sous Sayku ʿUmar, ils étaient intégrés au bataillon du Ngenar. Mais, après le départ du gros de l'armée pour le Macina, Aḥmadu avait à se constituer une armée; les immigrants du Fouta préféraient rester au Kaarta, plus proche de leur pays; il ne lui restait que les volontaires des pays soumis; ils furent organisés en un bataillon autonome. Aḥmadu leur confia même certaines petites fonctions dans l'administration, pour réduire l'influence des *ṭālib*. Cette rivalité entre les *ṭālib* et les *sofa* fut l'une des difficultés auxquelles le successeur de Sayku ʿUmar fut confronté tout au long de son règne.

Les problèmes posés par la succession de Sayku ʿUmar : les tentatives d'Aḥmadu de poursuivre l'œuvre de son père

Une succession difficile : les premières années du gouvernement d'Aḥmadu (1862-1869)

Au lendemain du désastre de Degembere, Aḥmadu, l'aîné des fils de Sayku ʿUmar, se retrouvait à la tête d'un immense empire très décentralisé et organisé autour de quatre provinces aussi différentes que le Dinguiraye avec Moḥammadou Habibu Sayku, le Kaarta sous le commandement du Bornouan affranchi Muṣṭafā, le Diombokho avec Ceerno Muusaa, et le Ségou, dont il était le chef lui-même. Chacun de ces chefs de province

117. *Ibid*., p. 141.
118. La différence entre *sofa* et *ṭālib* était une simple différence de niveau d'instruction. Les anciens esclaves bien instruits devenaient des *ṭālib*.



23.7. *Entrée du palais d'Aḥmadu à Ségou-Sikoro.*
[*Source*: E. Mage, *Voyage au Soudan occidental*, 1868, Hachette, Paris.
Illustration : © Hachette, Paris].

devait lui rendre compte périodiquement de sa gestion[119]. Mais, si la première année de son installation à Ségou se passa sans problèmes, dès mars 1863, au même moment qu'à Ḥamdallahi, un complot y fut découvert. Les communications coupées avec le Macina, dès fin mai, mirent Aḥmadu dans une situation difficile, isolé, avec une poignée d'hommes (1 500 *ṭālib*), dans un pays hostile. Pour faire face à cette situation, des impôts exceptionnels furent perçus qui ne firent que renforcer le mécontentement. La riche cité soninke, Sansanding, entra en rébellion ouverte en décembre 1863 ; malgré les renforts de plus de 2 000 hommes envoyés de Nioro, Aḥmadu ne réussit pas à rétablir son autorité dans Sansanding. Il est vrai que ce nouveau contingent d'immigrants torodbe, récemment arrivés à Nioro, avait quitté le Fouta plus pour échapper au pouvoir colonial que pour faire le *djihād*. N'étant pas de ceux qui avaient été soigneusement endoctrinés par le *shaykh* même, ils étaient plus portés vers les biens de cette terre. Alors qu'ils étaient maîtres de Sansanding, la soif de butin leur fit perdre leur victoire[120].

119. Il ne fait aucun doute que Sayku ʿUmar a laissé à son fils aîné la totalité de sa succession. E. Mage (1980, p. 113) a recueilli cette information à Ségou, un an à peine après la dernière confirmation de cette nomination, à un moment où il n'était pas sûr que même Aḥmadu ait été au courant de sa mort. On ne peut donc pas retenir l'hypothèse de B. O. Oloruntimehin mettant en doute cette décision de Sayku ʿUmar.
120. Voir E. Mage, 1868, p. 279.

Aḥmadu se retrouvait donc à la tête de deux types de *ṭālib*, les anciens compagnons de son père, plus motivés par la foi, mais qui le considéraient comme un enfant[121], et les nouveaux *ṭālib*, moins désintéressés et moins disciplinés. Il joua pour son malheur une troisième carte, celle des volontaires des pays soumis, les *sofa*[122].

Très cultivé, Aḥmadu avait été formé par Sayku ʿUmar lui-même, qui, selon Moḥammadou Aliou Tyam, lui avait tout donné. Mais, malgré une intelligence remarquable et une grande piété, il ne sut pas s'imposer comme son père ; il était moins énergique, comme le décrit Mage :

« À première vue, j'avais donné à Ahmadou dix-neuf ou vingt ans ; en réalité, il en avait trente. Assis, il paraissait petit ; il est plutôt grand et il est bien fait. Sa figure est très douce, son regard calme, il a l'air intelligent […]. Il tenait à la main un chapelet dont il défilait les grains en marmottant pendant les intervalles de la conversation. Devant lui, sur sa peau de chèvre, étaient posés un livre arabe et ses sandales, ainsi que son sabre[123]. »

Les premières années de son règne ont été plutôt des années difficiles. Malgré une importante garnison stationnée à Niamina pour assurer les communications avec Nioro, et une autre à Tenengu, la révolte a grondé un peu partout dans la région. Jusqu'en 1866, les victoires furent indécises ; la résistance la plus résolue venait du Beledugu. Par moments, la route de Nioro était même coupée. La révolte du Beledugu, ainsi que celle de Sansanding, appuyée par Mari Jara, tinrent les populations en haleine jusqu'en 1869. L'agriculture et même le commerce en souffrirent beaucoup. Des villages comme Tombula, dont la prospérité avait frappé Mage en 1863, n'étaient plus que ruines, deux années plus tard. Cependant, la situation était loin d'être désespérée. En 1866, l'émissaire français, à qui n'échappait aucune faiblesse du régime de Ségou, pensait qu'Aḥmadu allait finir par rétablir son autorité, sinon sur tout l'empire, du moins sur toute la province de Ségou. Ce fut chose faite en 1869.

Mais, pendant qu'il était aux prises avec la résistance bambara, Aḥmadu pouvait moins s'occuper des autres parties de l'empire. Si Muṣṭafā, de Nioro, lui rendait assez régulièrement compte de sa garnison (de nombreux émissaires de Nioro étaient venus à Ségou pendant que Mage y était), il n'en était pas de même de son cousin Tijjaani-Alfaa, qui, après avoir soumis le Macina, l'administrait de façon tout à fait indépendante. Il se disait également successeur légitime de Sayku ʿUmar, dont il exhibait quelques reliques pour justifier son assertion. Il a su jouer habilement sur la haine que nourissaient les Habe à l'endroit de leurs anciens maîtres fulbe. Un grand chef militaire doublé d'un grand chef religieux, il a perpétué à Bandiagara, sa nouvelle capitale, la ferveur religieuse de son oncle : « À Bandiagara, la journée se passe en prières et l'on dirait que la ville est un vaste couvent dont Tidjani

121. *Ibid*., p. 318.
122. Sur les difficultés d'Aḥmadu avec les *ṭālib* de son père, voir E. Mage, 1868, p. 222-305.
123. *Ibid*., p. 214.

est le supérieur. Pas un cri, pas un chant, pas de musique ni de danses[124]. »

Mais l'opposition la plus farouche à Aḥmadu lui vint de son frère Moḥammadou Habibu, qui, depuis la disparition de son père, avait pris ses distances[125]. Un autre frère, Mukhtar, s'était installé de lui-même à Koniakary et, en accord avec Habibu, aspirait à remplacer à Nioro Musṭafā resté fidèle à Aḥmadu. En 1869, le calme était revenu dans la région de Ségou ; Aḥmadu y laissa son frère Agibu et se dirigea vers le Kaarta, d'où Musṭafā venait de l'avertir de la menace que ses frères Moḥammadou Habibu et Mukhtar faisaient peser sur Nioro, où beaucoup de *ṭālib* étaient déjà gagnés à leur cause. Petits-fils tous les deux de Muḥammad Bello par leur mère, ils ajoutaient à cette filiation maternelle illustre une grande intelligence, et beaucoup de générosité et de savoir-faire[126].

Aḥmadu renforce son autorité : 1869-1878

Aḥmadu ne pouvait, quant à lui, laisser un chef hostile s'installer à Nioro, qui était le poumon de Ségou. Fin 1869, il arriva dans le Kaarta. À la même époque, un chérif marocain, de la dynastie alawite, lui conféra l'important titre religieux de *amīr al-muʾminīn*, c'est-à-dire de « chef des croyants ». Il pouvait désormais s'imposer à tous ses autres frères. Pendant quatre ans, il mena une lutte âpre contre tous ceux qui étaient restés dans le Kaarta, et qui appuyaient Habibu et Mukhtar dans leur revendication d'un partage de l'héritage paternel. Parallèlement, il renforça son autorité dans le Gidimaka et le territoire xasonke du Logo[127] et réduisit quelques foyers de rébellion bambara et soninke.

En 1874, il est au faîte de sa puissance[128]. Mais, s'il est sortit victorieux de cette guerre fratricide, le malaise persista pendant longtemps dans le Kaarta. Les *ṭālib* désapprouvèrent l'enchaînement de Habibu et de Mukhtar. Aḥmadu fut donc obligé de se montrer plus conciliant envers ses autres frères, et de tenir compte davantage de leur volonté de participer à l'administration de l'empire mis en place par leur père. Ce fut ainsi que Musṭafā fut confirmé à la tête de Nioro, où Aḥmadu l'avait désigné dès mars 1873. Il devint le chef de tout le Kaarta, ayant sous son autorité ses frères Seydu à Dinguiraye, Bassiru à Koniakary, Daye à Diala et Nuru dans le Diafunu. Une fois l'an, à l'occasion

124. Rapport du lieutenant de vaisseau Caron cité dans Y. J. Saint-Martin, 1970, p. 103.
125. Les rapports entre les deux frères semblaient bons avant que Habibu ait appris que son père avait tout laissé à Aḥmadu. Ainsi, en février 1864, Mage a fait un bout de chemin avec des marchands soninke dont l'un était chargé de porter à Aḥmadu de riches cadeaux de Habibu (E. Mage, 1868, p. 108).
126. B. O. Oloruntimehin, 1972*a*, p. 179.
127. Les chefs du Logo n'ont jamais accepté la suprématie de Diouka Sambala, imposée par les Français.
128. Y. J. Saint-Martin, 1967, p. 150.

23.8. *Aḥmadu recevant dans la cour de son palais*.
[*Source :* E. Mage, *Voyage au Soudan occidental*, 1868, Hachette, Paris.
Illustration : © Hachette, Paris.]

de la fête de la *tabaski*, tous devaient se retrouver à Ségou pour se concerter[129]. À Ségou même, Aḥmadu renforça son administration. Son conseil informel, qui comprenait des personnalités religieuses et militaires comme Ceerno Alasan Baa, Ceerno Abdul-Qaadiri Baa, Baaba Ulibo et Bobbo, s'élargit de certains de ses parents, comme Seydu Jeliya et Muḥammadu Jeliya. Dans les cantons, le système d'administration traditionnel est en général maintenu ; Aḥmadu dut tout juste remplacer les chefs récalcitrants par leurs parents plus favorables, et nommer auprès d'eux un personnel de surveillance ; des villages torodbe fortifiés, créés un peu partout, renforcèrent la sécurité dans ces zones soumises[130].

Parallèlement à la reprise des courants traditionnels de commerce avec les comptoirs français du haut Sénégal[131] le commerce avec les comptoirs anglais se développa, entraînant une certaine diversification de l'économie[132]. Le commerce hawsa et le trafic de la kola s'intensifièrent également. À l'abri des ingérences des Français, tournés depuis 1866 plutôt vers les rivières du

129. Ce système ne marchera jamais comme il faut, et, en 1884, Aḥmadu reviendra de nouveau dans le Kaarta lutter contre la dissidence de ses frères.
130. Archives de l'ancienne A. O. F., *Notice sur le cercle du Ségou*, 1 G320/I, 1904, p. 15-16.
131. Aḥmadu avait suspendu les relations commerciales pendant toute la durée de la lutte contre ses frères.
132. B. O. Oloruntimehin (1972*a*, p. 207) note l'envoi d'une mission anglaise dirigée par le gouverneur de Gambie lui-même à Ségou, en mai 1876.

Sud, un nouvel équilibre se dessina dans le Soudan central. Mais le processus en fut brutalement stoppé en 1878 par l'intervention française dans le Logo.

Conclusion

En 1878, Aḥmadu avait surmonté tous les obstacles qui s'étaient dressés devant lui, au lendemain de la disparition de son père. Certes, les Bambara, surtout ceux du Beledugu, n'avaient pas encore renoncé à défendre leurs croyances ancestrales. Mais ils ne constituaient plus un danger sérieux pour la consolidation de l'empire[133]. Les nombreuses garnisons, redoutables pour l'époque, et la vocation universelle de l'islam auraient fini par créer, dans ce grand ensemble, un ciment national. L'alliance avec toutes les ethnies et toutes les catégories sociales, inaugurée par Saykou ʿUmar lui-même, fut largement suivie par ses enfants et tous les Torodbe, créant les conditions d'une intégration culturelle. Il est significatif, à cet égard, que le Soudan français, qui n'était autre que l'ancien Empire torodbe, ait été, parmi les États de l'Ouest africain, un de ceux où il y avait le moins de problèmes ethniques. Et si la violence avec laquelle l'islam fut imposé à des peuples pétris par plusieurs siècles de croyances à leurs religions traditionnelles expliquait aisément les réticences, le terrain était déjà préparé pour un prosélytisme plus pacifique. Que ce fût en Sénégambie que la puissance coloniale croyait avoir nettoyée de son influence, ou au Soudan central, la plupart des grands chefs religieux qui émergèrent après Sayku ʿUmar se sont réclamés, d'une manière ou d'une autre, de son héritage.

133. Y. J. Saint-Martin, 1970, p. 119.

CHAPITRE 24

États et peuples de Sénégambie et de haute Guinée

*Yves Person**

Y a-t-il unité dans l'histoire des peuples de la côte occidentale d'Afrique, depuis le Sénégal jusqu'au Bandama[1] ? Cela paraît douteux même si la période du préimpérialisme, qui s'étend du début du siècle, avec la fin de la traite légale, jusqu'à la veille de la grande poussée coloniale, présente une homogénéité certaine. C'est que le secteur ainsi défini s'étend sur des zones culturelles très diverses, si bien que le seul facteur d'unité qui s'impose est précisément l'influence européenne étalée tout au long de la côte, et la formation des premières enclaves coloniales, laquelle est étudiée dans un autre chapitre. Le présent chapitre doit être nécessairement construit du point de vue des peuples africains. Il suivra donc un plan géographique, en abordant tour à tour les grandes zones culturelles, à savoir la Sénégambie, la haute Guinée et le Fouta-Djalon, les pays kru, les Mande du Sud et, enfin, les Mande, du haut Niger au Bandama.

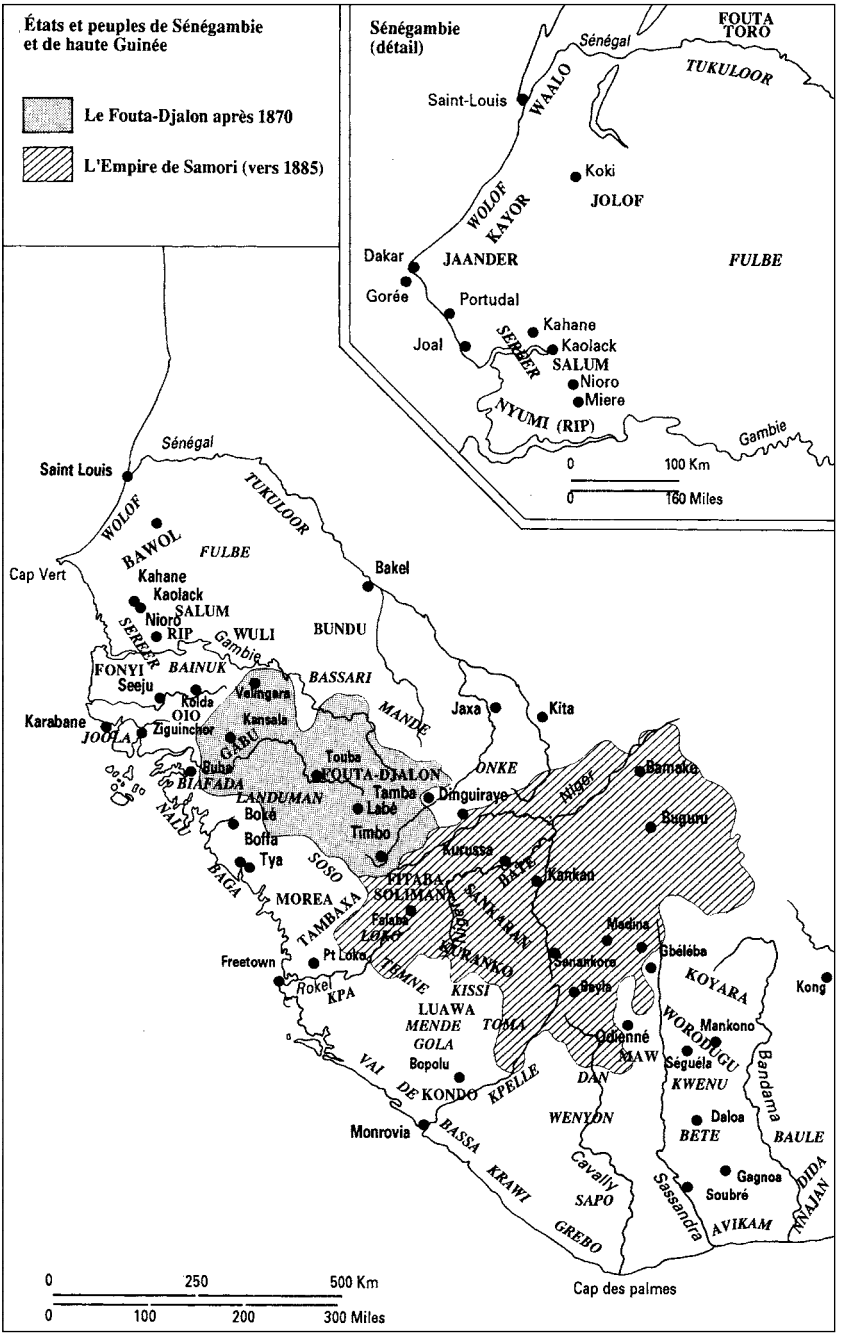
La Sénégambie

La Sénégambie[2] est la seule région où le vieil axe culturel du Soudan occidental, caractérisé par de grands États, avec un islam minoritaire mais

* Décédé en décembre 1982.

1. Au sens strict, la haute Guinée va de la Gambie au cap des Palmes. Mais la limite ethnique qui sépare deux mondes profondément contrastés, celui des Kru et celui des Akan, tombe plus à l'est, sur le Bandama. C'est celle qui est retenue ici.

2. Sur les Wolof, on consultera : O. Bâ, 1976 ; B. Barry, 1972 ; V. Monteil, 1966 ; L. G. Golvin, 1981 et 1982. Sur les Seereer, en attendant les thèses de J. Boulègue et de M. Gueye, voir M. A. Klein, 1968 ; pour la Gambie, C. A. Quinn, 1972.



24.1. *États et peuples de Sénégambie et de haute Guinée* (carte Y. Person).

important, a conflué sur les rives de l'Atlantique, avec la zone où la puissance corrosive de l'Europe s'exerçait depuis des siècles et se manifestait notamment par la traite des Noirs vers l'Amérique. Ces sociétés, que leur caractère soudanais et musulman rendait plus stables que celles du golfe de Guinée, n'en furent pas moins ébranlées par l'évolution de la demande extérieure dont leurs richesses étaient l'objet. La traite des Noirs avait commencé à régresser dans cette région dès 1760, malgré une brève reprise dans les années 1780. Ni l'abolition de la traite par l'Angleterre en 1808 ni l'application effective de la législation française anti-esclavagiste, en 1831, n'eurent grand effet sur un commerce qui avait déjà amorcé un mouvement de déclin, mais qui se maintint à une échelle réduite, et sous diverses formes déguisées ou clandestines, jusqu'en 1850. La flambée des prix offerts pour les produits de Sénégambie marqua le principal tournant économique. En 1830, la valeur moyenne annuelle des exportations de gomme était déjà plus de cinq fois supérieure à celle que les exportations d'esclaves avaient atteinte au plus fort de la traite. Parallèlement à la reprise du commerce de la gomme, les exportations d'or, de cuir, d'ivoire et de cire d'abeille connaissent un développement remarquable, tandis que l'arachide, appelée à devenir le premier produit d'exportation au milieu du siècle, commence à faire son apparition[3]. Cette restructuration du commerce extérieur eut aussi de profondes répercussions sur l'économie locale, ruinant les anciens bénéficiaires de la traite au profit de groupes bien placés pour tirer parti de cette nouvelle production.

À partir de la fin du XVIII^e siècle, et pour des raisons qui, au moins en partie, n'avaient rien à voir avec le facteur européen, l'islam avait acquis un dynamisme nouveau. Les classes paysannes se convertissaient en masse, notamment pour protester contre les excès d'une aristocratie qui cherchait à profiter des nouveaux courants économiques en dépossédant le peuple au lieu de le protéger. Les sociétés de Sénégambie se trouvaient donc prises en tenailles par deux forces de bouleversement: le nouvel islam agressif et la profonde mutation que connaissait l'économie mondiale sous l'effet de l'industrialisation. Les vieilles structures politiques et sociales, faute de se renouveler, allaient se trouver incapables d'affronter la crise grave qui s'ouvrait ainsi, et qui devait durer jusqu'au jour où la mise en place du système colonial allait imposer un ordre nouveau.

Cela est particulièrement net, dans le Nord, dans les royaumes des Wolof et des Seereer, car ces deux nationalités constituent une unité historique bien distincte.

La défaite écrasante de l'*almaami* Abdul-Ḳādiri Kaan, du Fouta Toro, devant le *damel* du Kayor (Cayor), Amari Ngone, en 1786, avait rétabli le pouvoir de l'aristocratie dans cet État et dans le Waalo. Mais, à mesure que les princes affichaient un retour aux pratiques religieuses traditionnelles, les masses accentuaient leur conversion à l'islam.

3. P. D. Curtin, 1975 et 1981.

Le Waalo était en outre corrodé par le voisinage immédiat du comptoir français de Saint-Louis, qui retomba aux mains des Britanniques de 1809 à 1817. Il subissait aussi la pression directe des Maures Trarza, auxquels il venait d'abandonner la rive droite du fleuve et dont il ne parvenait pas à repousser les fréquentes incursions.

C'est dans ce pays faible et troublé que les nouvelles relations avec l'Europe prirent forme difficilement. La traite illégale s'organisait, mais elle ne réussit pas à s'étendre au nord de la Guinée portugaise. Quand les Français réoccupèrent Saint-Louis et Gorée (1817), il fallut trouver un nouvel objet aux relations commerciales. La gomme, les peaux et la cire étaient des denrées que tout paysan pouvait produire. Les Français, sur le Sénégal, comme les Britanniques plus au sud, en Sierra Leone, voulaient créer des plantations pour remplacer celles des Antilles. Ce fut l'objet du grand effort de colonisation agricole, fondée surtout sur le coton, que le gouverneur Schmaltz et le baron Roger exercèrent aux dépens du Waalo de 1819 à 1827. L'entreprise échoua, du fait d'erreurs techniques, du manque de main-d'œuvre, de l'opposition du commerce et de l'hostilité des autochtones. On en revint alors à une politique purement commerciale, où les négociants de Saint-Louis eurent à s'accommoder de l'influence croissante de grandes maisons exportatrices, surtout d'origine bordelaise. Lors des hautes eaux, les traitants se rendaient aux escales situées sur les deux rives du fleuve, la maure et la noire, et en amont jusqu'à Bakel dans le Gadiaga.

Des droits de plus en plus importants furent un moment payés à l'aristocratie wolof, ce qui ne fit qu'aggraver les guerres de succession, normales dans ce système. De 1827 à 1840, la lutte est constante entre les matrilignages tejek (teedyekk) et jos (dyoos), représentés notamment par les *brak* Fara Penda Adam Sali (1827-1840) et Xerfi Xari Daaro (1830-1835). Mais le peuple ne suit pas, et tout semble s'effondrer en 1830, quand un mouvement musulman, réprimé au Kayor en 1827 et réfugié sur la frontière du Waalo, prend comme leader un homme de caste, le forgeron Diile. En quelques semaines, celui-ci conquiert tout le pays au nom d'un islam égalitaire, et le système traditionnel paraît détruit. Il est aussitôt rétabli par le gouverneur de Saint-Louis qui intervient militairement, écrase Diile, le saisit et le fait pendre publiquement.

Après quoi la France refuse d'intervenir dans la lutte des factions, où s'immiscent de plus en plus les Trarza qui traversent systématiquement le fleuve, ravageant le Waalo. De guerre lasse, certains dignitaires constituent un parti maure, et marient, en 1833, la jeune *lingeer* Njambot (Ndyömböt), issue du clan tejek, à Muḥammad al-Habīb, émir des Trarza, ce qui ne ramena pas la paix. Le gouverneur de Saint-Louis, furieux de se voir encerclé par les Maures, donne désormais tout son appui aux Jos. Les Tejek l'emportèrent cependant, et, à la mort de Njambot, en 1846, sous le couvert d'un *brak* fantoche, Mo Mbodj Maalik (1840-1855), la maîtrise du pays passera à sa sœur Ndate Yalla.

Cette hostilité dans la banlieue de Saint-Louis devenait insupportable dès l'instant où la France adoptait une attitude impérialiste. La première tâche de Faidherbe fut l'annexion totale du Waalo en trois campagnes mili-

taires, de janvier à juin 1855. Le pays fut divisé en cinq cantons, mais, malgré le dépeuplement, la fin du vieux royaume sera mal acceptée. C'est en vain que les Français essayèrent d'utiliser Léon Diop Sidia, l'héritier des *brak* éduqué par leurs soins : ils durent le déporter au Gabon. C'est cependant dans ce pays, de 1855 à 1880, que les Français allaient mettre au point les méthodes d'administration et de conquête qui allaient faire leurs preuves un peu plus tard dans tout l'Ouest africain.

Beaucoup plus riche et peuplé que le Waalo, et plus éloigné de Saint-Louis, le Kayor fait d'abord preuve d'une plus forte résistance. Depuis le milieu du XVIII^e^ siècle jusqu'en 1855, une union personnelle le lie d'ailleurs au royaume à moitié seereer du Bawol (Baol). Ici encore, la montée de l'islam, autour du centre de Koki, menace l'aristocratie traditionnelle. Malgré la victoire royale de 1786, les musulmans se sont réfugiés en grand nombre au Cap-Vert, où ils ont constitué la « république » des Lebu. Les *damel* ne débouchent plus sur la petite côte que par le port difficile de Rufisque ; et la province voisine du Jaander (Diander), profondément islamisée, n'est pas sûre. Après la répression des musulmans du Nord, en 1827, le règne de Maisa Tenda Joor (1832-1855) est cependant calme.

Mais ensuite commence la crise finale. Les Français, à l'étroit à Gorée, occupent Dakar, en 1857, et pensent très vite à l'unir à Saint-Louis par le télégraphe. Le Kayor est dès lors pris en tenailles. Il s'enfonce dans le désordre sous les brefs règnes de Makodu (1859-1861) et de Majoojo (Madiodio) (1861-1864). Cependant, dès 1862, le parti de la résistance au *damel* fait élire le jeune Laat Joor Ngone Latir Jop (Lat-Dior). Chassé par les Français, celui-ci se réfugie chez Maba, le chef musulman de Salum, et se convertit à l'islam sous sa forme tijāni. La confrérie d'al-Ḥadjdj ʿUmar Tal et divers mouvements religieux apparentés vont alors proliférer très vite dans un pays qui ne connaissait que la vieille Ḳādirīyya. Cette diversité annonce le phénomène maraboutique qui marquera la région à l'époque coloniale et sera l'un des aspects de la résistance africaine. On sait que la crise européenne de 1867 et, plus encore, le désastre de 1870 incitent la France au repli outre-mer. Laat Joor, rentré au Kayor comme chef de canton, se fait rendre le titre de *damel* et entreprend aussitôt de parachever l'islamisation du pays, pour rétablir l'union entre l'aristocratie et le peuple. Il ruse avec la France, décidé à ne pas céder sur le fond. C'est avec l'aide des Français qu'il expulse du Jolof, en 1875, le marabout tukuloor Amadu Sheku, pour y installer son parent al-Buuri Ndyay.

Mais déjà, depuis 1850, la culture de l'arachide se répand dans toute la Sénégambie, qui est ainsi mise en dépendance par rapport au marché mondial. Cette situation sera consacrée, en 1879, par le projet de chemin de fer Dakar-Saint-Louis que Laat Joor accepte en principe. Il se rend cependant compte qu'il est en train de perdre son pays et, après avoir tergiversé, il interdira les travaux en 1881, préférant la résistance sans espoir à la soumission. Sa mort, après une longue guérilla, en 1886, marquera la fin du royaume, et l'installation de l'ordre colonial.

Pauvre et isolé à l'intérieur des terres, le Jolof aussi est confronté à la montée de l'islam, mais ne ressent pas si directement l'influence de

l'Europe. Son histoire est liée à celle du Kayor, mais al-Buuri pourra prolonger jusqu'en 1890 sa résistance, tantôt active, tantôt passive. Refusant d'accepter la soumission, il rejoindra alors Aḥmadu de Ségou, le fils d'al-Hadjdj ʿUmar, et gagnera, avec lui, les confins de Sokoto, où il trouvera la mort, vers 1900, dans l'un des derniers secteurs de l'Afrique libre.

Malgré une langue très différente, beaucoup plus proche du fulfulde des Fulbe que du wolof, les Seereer, avec leur remarquable système agro-pastoral, ont constitué, à partir du XIVe siècle, de solides royaumes fondés sur le même type d'organisation sociale que les royaumes wolof. Le Siin (Sine), purement seereer, ignorera absolument l'islam jusqu'à la colonisation française. Le Salum, plus puissant, est moins homogène. Au XVIIIe siècle, il est en pleine expansion militaire et étend son territoire jusqu'à la Gambie. Mais ces terres de l'Est sont peuplées exclusivement de Wolof et de Malinke. L'autorité des *maad* (Buur) du Salum s'impose, vers le sud, aux vieux royaumes malinke du Nyumi et du Baadibu (Rip). L'islam, minoritaire, est partout présent sous sa forme wolof-tukuloor ou sous sa forme malinke. Le seul secteur purement seereer qui demeure attaché aux traditions est la province voisine de la capitale, Kahane (région de Kaolack).

Là, démarre très tôt la culture de l'arachide exportée à la fois par la Gambie et par la Petite Côte (Joal, Portugal) où les missions catholiques apparaissent dès 1849. Elles espèrent profiter de l'absence de l'islam et de l'existence d'une ancienne communauté luso-africaine, qui vient à peine d'abandonner l'usage du créole portugais.

Comme sur le bas Sénégal, l'aristocratie traditionaliste, qu'elle soit seereer ou malinke, se trouve dans une situation difficile, coincée entre les exigences des Européens et l'islam contestataire, qui organise contre elle les paysans et les minorités. Le dynamisme de la Tijāniyya vient s'y ajouter, al-Hadjdj ʿUmar ayant visité le pays avant de commencer sa guerre, vers 1847. C'est un de ses disciples, Maaba Jaaxu (Maba), un marabout tukuloor installé dans les communautés wolof du Baadibu, qui va bouleverser l'ordre ancien. En l'honneur de son maître, il baptisera sa résidence Nioro.

La « guerre des marabouts » sévissait déjà depuis 1845 dans le Kombo, autour de Banjul, au sud du fleuve, quand, en 1859, Faidherbe et le gouverneur de Gambie, Benjamin d'Arcy, lancèrent une action convergente sur le Salum (occupation de Kaolack) et au Baadibu. En 1861, Maba soulevait les musulmans du Baadibu, dont il était bientôt maître, puis intervenait dans la guerre civile du Nyumi, où il limitait ses succès, pour ne pas déplaire aux Britanniques. Ayant rallié les musulmans du Salum oriental, il se lançait en 1862 à l'assaut de cet État, dont le *buur*, Samba Laobe Fal, était incapable de lui résister, malgré l'appui des Français. De là, avec l'appui de Laat Joor, il se rendait maître d'une partie du Bawol et de tout le Jolof, en 1865. Le Kayor étant menacé, les Français réagiront en brûlant Nioro, au Baadibu, après une bataille indécise.

La fin vint pourtant d'ailleurs. En juillet 1867, Maba envahit le Siin, mais il se heurta, dans ce pays homogène sans musulmans, à une véritable

24.2. *Chefs des Malinke du littoral en Gambie, en 1805.*
[*Source :* J. Corry, *Observations upon the Windward Coast*, 1807, Frank Cass, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

résistance nationale des Seereer. Il fut alors vaincu et tué par le *buur* Kumba Ndofen Juuf (Diouf) (1853-1871).

L'empire mal unifié de Maba va s'affaiblir très vite dans les querelles de ses successeurs, permettant une certaine reconstruction du Salum, où l'intervention des Français de Kaolack sera de plus en plus directe. Namur Ndari, successeur de Maba, étendit cependant son influence en amont de la Gambie, sur le Niani et le Wuli, mais ses interventions au sud du fleuve furent malheureuses. Les Français occuperont la région sans difficulté en 1887.

La haute Guinée et le Fouta-Djalon

La Gambie, navigable sur des centaines de kilomètres, assure depuis des siècles le débouché maritime des mines d'or des pays mande, sur le haut Sénégal et le haut Niger. Plus au sud, on entre dans un monde différent, celui de la haute Guinée, où des peuples de cultivateurs sans tradition de centralisation politique, parlant souvent des langues ouest-atlantiques, ont longtemps tenu le rivage de la mer. La zone soudanaise n'a vraiment établi des liaisons avec la mer, de Monrovia à la Gambie, qu'à partir du XVIIIe siècle. C'est aussi dans cette région que s'est établi l'un des plus vieux centres d'influence européenne, avec la Guinée-Bissau, foyer de la culture créole et, plus tard, avec la Sierra Leone et le Libéria. Comme la Sénégambie, cette région a eu une certaine importance pour la traite des Noirs dès le XVIe siècle, bien que son rôle ait décliné au XVIIIe siècle.

En dehors de la zone côtière, les deux peuples les plus importants sont les Malinke, dont l'empire du Kaabu (Gabu), remontant sans doute au XIIIe siècle, est indépendant du vieux Mali depuis le XVIe siècle, et les Fulbe, présents depuis le XVe siècle au moins, mais n'ayant constitué qu'après 1727 l'État musulman du Fouta-Djalon.

Au début du XIXe siècle, l'influence portugaise est en régression, mais la traite clandestine va se poursuivre assez longtemps de part et d'autre du centre antiesclavagiste de Sierra Leone. Le Kaabu des Malinke maintient difficilement son influence jusqu'aux rives sud de la Gambie, mais ses anciens vassaux, les côtiers bainuk, sont en train de s'effondrer. Les Foa (Balanta), paysans sans tradition de centralisation politique, vont détruire la capitale des Bainuk en 1830, et la plupart des survivants s'assimileront aux Malinke ou bien aux Joola (Diola), ces robustes riziculteurs, traditionalistes et « anarchistes », qui tiennent toute la zone côtière au nord. Dans l'Est, les Fulbe du Fouta-Djalon dominent les Malinke jusqu'à la Gambie (Kantora). Dans le Kaabu et ses dépendances, la minorité fulbe s'accroît, et supporte de plus en plus mal sa position subordonnée.

C'est alors que les Français s'installent en Casamance, à Karabane, en 1836, puis à Seeju (Sediou), en 1838. Le commerce de l'arachide s'organise vite, avec des conséquences économiques et sociales prévisibles[4].

4. Pour la Casamance, voir C. Roche, 1976; F. A. Leary, 1969. Pour la Guinée-Bissau et le Kaabu, voir A. Teixeira da Mota, 1954; M. Mane, 1974-1975; A. Carreira, 1947; J. Veliez Carroço, 1948.

Le bouleversement de l'ordre ancien commence cependant en 1859, quand le Fouta-Djalon et, particulièrement, le grand *alfaa-mo-Labe*, Yaya Mawdo, commencent une lutte décisive contre le Kaabu, dont le roi Yargi Sayon est tué. Le vieil empire s'effondre en 1867, à la chute de Kansala (située dans la future Guinée portugaise), l'*almaami* Umara de Timbo étant venu renforcer l'*alfaa-mo-Labe*. Parmi les royaumes malinke vassaux, le Brasu succombera bientôt devant Alfaa Moolo, mais l'Oio gardera sa liberté jusqu'à la conquête portugaise en 1905.

La chute du Kaabu a des répercussions considérables, car les Fulbe se révoltent contre leurs maîtres malinke jusqu'aux rives de la Gambie. En 1869, Alfaa Moolo, personnage d'origine obscure, organise le royaume du Fuladugu, de Kolda à Velingara, en amont de Seeju. Il reconnaît vaguement l'autorité de Timbo, et entreprend une politique d'assimilation systématique de ses sujets. Jusqu'à sa mort, en 1881, ce néo-musulman sera le fléau des Malinke.

Ceux-ci essaient de s'organiser autour de Seeju avec Sunkari Kamara, que son opposition au commerce lancera bientôt contre les Français. La révolte qu'il déclencha en 1873 contre l'influence française était cependant vouée à l'échec, car les Balanta et les Fulbe de Muusaa Moolo (fils de Alfaa Moolo) s'étaient rangés aux côtés des Français. Sunkari dut se soumettre, avant de se lancer, en 1882, dans une dernière et vaine révolte qui marquera la fin de sa carrière.

Plus efficace fut le regroupement des Malinke riverains de la Gambie autour d'un chef religieux d'origine jaaxanke (dyakhanke, haut Sénégal), le fameux Fode Kaba Dumbuya. À partir de 1875, il se transforme en chef de guerre, avec l'appui des gens de Maba, pour résister à Alfaa Moolo. Celui-ci le repoussa cependant vers l'ouest, et, à partir de 1878, Fode Kaba se maintiendra en dominant les Joola (Diola, Dyola, Jola, Djola) du Fonyi, qu'il convertira en partie à l'islam.

La résistance des Malinke de Casamance, coincés entre les Fulbe et les Français, a été finalement efficace, puisqu'ils ont réussi à sauver leur nationalité en se ralliant massivement à l'islam sous l'influence de Sunkari et Fode Kaba. Le ralliement à la France, dès 1883, de Muusaa Moolo, fils de Alfaa Moolo, allait pourtant donner un certain avantage aux Fulbe. Jouant des rivalités franco-anglaises, Fode Kaba réussira à se maintenir sur la frontière de la Gambie jusqu'à son élimination en 1901. Quant à la résistance armée des « anarchistes » comme les Joola, elle allait se poursuivre jusqu'en 1913, voire après la première guerre mondiale.

De la Gambie à la Sierra Leone, l'histoire de toute la région est dominée, depuis le début du XVIII^e^ siècle, par l'évolution du grand État fulbe du Fouta-Djalon[5] C'est grâce à lui que le commerce à longue distance, porteur des influences soudanaises, débouche largement sur la mer, où il se

5. Pour le Fouta-Djalon, on se reportera à la thèse de T. Diallo, 1972. Les textes importants en langue fulfude ont été publiés par A. I. Sow, 1966 et 1968. On trouvera une synthèse de ces données, établie, en 1966, dans Y. Person, 1974. Sur les Fulbe, voir J. Mendes Moreira, 1948; W. Derman, 1973.

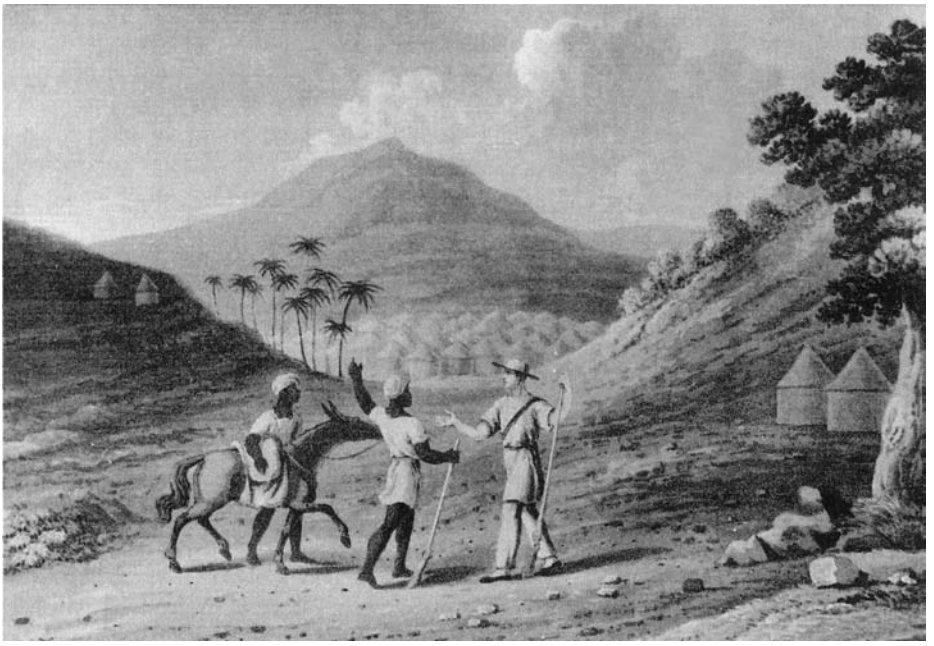
lie aux Européens, alors que, jusqu'au début du XVIIIe siècle, il ne filtrait que péniblement à travers un monde de sociétés décentralisées. Des routes caravanières régulières descendent désormais du haut Niger, à travers les hauts plateaux du Fouta, vers les comptoirs portugais du rio Geba (Bissau, Buba), vers le rio Nuñez et le rio Pongo, où les Français construisent Boke, en 1866, et Boffa, en 1867, enfin vers la Sierra Leone. Là aussi apparaît l'arachide, bien qu'elle soit à la limite de son domaine naturel : c'est la fameuse côte des Rivières, chère aux voyageurs français du XIXe siècle. Les Anglais, qui la considéraient depuis la Sierra Leone, appelaient cette région « les rivières du Nord » (Northern Rivers). En raison de ses replis profonds et de ses rades d'accès difficile, c'est aussi l'un des secteurs où la traite clandestine des Noirs va se poursuivre le plus longtemps, jusqu'au milieu du siècle.

Cette persistance s'explique par le voisinage du Fouta-Djalon, car le grand État fulbe, très avide d'esclaves, en razziait et en importait un grand nombre de l'intérieur, ou en prélevait sur les minorités côtières. Certains étaient alors disponibles pour l'exportation.

Au début du XIXe siècle, la société fulbe du Fouta-Djalon paraît relativement stabilisée. Les vainqueurs de la guerre sainte ont constitué une nouvelle aristocratie qui s'est établie à la tête d'une société extrêmement rigide et hiérarchisée. Au niveau de l'État et à celui des neuf provinces (*diiwal*) largement autonomes qui le constituent, comme à celui des « paroisses » (*misiide*) unissant un village « noble » et de nombreux hameaux de culture, c'est une classe hautaine et sûre d'elle-même qui domine. Les vaincus, surtout d'anciens Jalonke (Yalunke), ont été opprimés au point de perdre leur langue ; et leurs rangs ont été grossis par des esclaves importés. Formant au moins les trois quarts de la population, ils sont étroitement surveillés et durement exploités. Entre les mailles de cette dure société, on trouve des marginaux, exclus et à demi hors la loi. Ce sont notamment des lignages de Fulbe pauvres qui n'ont pas pu s'emparer de domaines lors de la guerre, et qui vivotent de maigres troupeaux dans l'intervalle des *misiide*. À l'actif, on peut porter une remarquable diffusion de la culture islamique, accompagnée, fait rare en Afrique noire, d'un fréquent emploi de la langue fulfulde sous une forme écrite. Bien qu'elle soit fort cultivée, l'aristocratie se définit cependant par l'élevage et la guerre, ainsi que certaines formes de commerce aventureux. La tradition culturelle, qui a fondé la construction politique, reste vivante, et elle se localise dans le *diiwal* de Fugumba, dont les marabouts arbitrent les luttes politiques en consacrant les *almaami*.

Cependant les Fulbe n'ont pas gardé le monopole de la fonction religieuse et en ont même confié l'exercice le plus prestigieux à des allogènes, considérés comme neutres. Elle est le fait d'une minorité ethnique que nous connaissons bien, celle des Jaaxanke qui, depuis le XVIe siècle, ont couvert la Gambie, puis le Fouta et les Rivières, de leurs entreprises commerciales. Ces Joola (Diola) de l'Ouest sont d'abord des hommes de religion, et en principe des non-violents. Au Fouta, en dehors du commerce à longue distance,

ils sont devenus les maîtres de la culture religieuse depuis qu'ils ont fondé Tuba, près de Labe, vers 1810. L'aristocratie les encourage en raison de leur neutralité politique, et leur influence s'étend de Kankan, dans le bassin du haut Niger, jusqu'aux comptoirs européens de Sierra Leone.



24.3. *Vue de Timbo, capitale du Fouta-Djalon, vers 1815.*
[*Source :* G. Mollien, *Travels in the interior of Africa*, 1820, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

La puissance du Fouta-Djalon repose sur la force militaire, sur cette masse de cavaliers vêtus de blanc, qui descendent, pour razzier, des hauts plateaux gréseux où ils remontent aussitôt. Mais cette force dépend de son unité politique, et les troubles de la fin du XVIII^e^ siècle ont failli entraîner sa perte. Dans un réflexe de survie, l'aristocratie a limité les dégâts en concluant le compromis de 1799. Chacune des deux grandes familles, *alfaayaa* et *soriyaa*, désigne simultanément un *almaami*, et ces deux personnages régnent tour à tour à Timbo où ils alternent tous les deux ans. Ce célèbre compromis ne fut évidemment pas toujours respecté, et provoqua d'innombrables combats ; mais, pour l'essentiel, il était efficace. Les guerres civiles étaient en fait un trait structurel, une voie normale d'accès au pouvoir, et la règle limitait la violence. Par là même, l'éclatement de l'État était exclu : on retrouvait le clivage entre les deux partis au niveau de chaque *diiwal* et de chaque *misiide*. Ainsi, bien que le grand *diiwal* du Nord, le Labe, dominé par les Jallo (Diallo), fût

à lui seul plus puissant que le reste du Fouta, il ne songea à aucun moment à s'en séparer.

Ces divisions n'en étaient pas moins profondes et limitaient la puissance d'agression des Fulbe. En fait, au début du XIXe siècle, le territoire du Fouta est constitué et ne s'étendra plus, le Labe constituant la grande exception. Ceux des Jalonke qui n'ont pas été asservis se sont réorganisés dans l'Est et le Sud, adossés aux Malinke auxquels ils s'assimileront de plus en plus. Ainsi se constitue le royaume de Tamba, qui fermera la route du Niger et dominera les mines d'or du Bure. Ainsi s'organise le Solimana, autour de la forteresse de Falaba, qui fermera aux Fulbe la route du Sud, également barrée par Farana, installé sur les gués du Niger par les Malinke du Sankaran.

La seule exception à ce blocage des frontières, au début du XIXe siècle, est Labe, qui, à cette époque, ne dépasse pas, vers le nord, le cours supérieur du rio Grande. Mais, dès les années 1810-1820, il se lance au-delà et atteint vite la haute Gambie, où il domine les Malinke du Kantora. Cette expansion, qui entraîne un véritable génocide pour divers peuples traditionalistes de la famille badiar ou tanda (chapi, pakesi, bassari), est le fait des puissants *alfaamo-labe*, renforcés à l'occasion par les *almaami* eux-mêmes, qui appellent tout le Fouta aux armes pour des espèces de croisades. Ce sera notamment le cas d'Umaru, *almaami* soriya, de 1840 à sa mort en 1869, qui compensera, par les guerres du Nord, ses échecs devant les Hubbu. On a vu que cette expansion triomphe définitivement avec la destruction, en 1867, de l'Empire malinke du Kaabu et le ralliement, au moins provisoire, du nouvel État fulbe d'Alfaa Moolo.

Pendant que le Labe se développe dans le Nord, la lutte des factions autour de Timbo n'est d'abord qu'un jeu stérile et sanglant pendant la première moitié du siècle. Le détail en est assez bien connu, et il est vain de le retracer ici. Après la lutte interminable qui opposa, au début du siècle, ʿAbdullaahi-Babemba (*alfaayaa*) et ʿAbdul-Gadiri (*soriya*), le fils du premier, Bubakar Mawdo, se maintint douze ans au pouvoir en violation de l'alternance (1827-1839). La guerre civile battait son plein, en 1844, quand al-Hadjdj ʿUmar, rentrant de son fameux pèlerinage, s'installa au Fouta et fit accepter sa médiation.

Le système allait désormais fonctionner à peu près régulièrement; mais on ne saurait l'expliquer uniquement par le crédit du marabout de la Tijāniyya, qui avait d'ailleurs quitté le Fouta vers 1847. En fait, à partir du milieu du siècle, l'aristocratie du Fouta fait taire ses querelles, car elle doit affronter un danger sans précédent: la révolte des Hubbu.

Hubbu rasuul-Allaahi, « ceux qui aiment l'Envoyé de Dieu », prennent la figure d'une secte religieuse faite de membres extrémistes et puritains de la Ḳādiriyya, qui se démarquent de l'aristocratie fulbe, au moment où celle-ci passe en grande partie à la Tijāniyya, sous l'influence d'al-Hadjdj ʿUmar, tout en incitant celui-ci à quitter le pays par crainte de son radicalisme. C'est certainement ainsi que le fondateur, Hubbu Moodi Mamadu Juhe (Dyuhe), savant renommé qui avait étudié en Mauritanie chez Shaykh Sidia, voyait les choses. Bien que les recherches fondamentales n'aient pas été faites, on peut

cependant avancer l'hypothèse que cette effervescence religieuse a permis aux exclus de la société fulbe d'organiser leur protestation. Les Hubbu paraissent avoir regroupé des Fulbe marginaux, exclus du partage, avec des serfs d'origine jalonke ou des esclaves récemment importés. Le mouvement éclata un peu partout à travers le Fouta, en 1849, mais il fut jugulé dans l'ensemble du pays, les insurgés se réfugiant à la périphérie, dans la zone côtière ou vers le haut Niger. Ces derniers, sous la direction personnelle de Juhe, puis de son fils Abal, se retranchent dans le Fitaba, et constituent dès lors une menace redoutable que les *almaami* n'arriveront jamais à éliminer. Malgré leur faible nombre, ils attirent à eux des marginaux de toute origine et créent dans leur forteresse, Bokeeto, une atmosphère de mysticisme fébrile. Ce sont des combattants redoutables; et ils doivent éveiller quelque chose dans la conscience des Fulbe, car les *almaami* ne parviennent guère à les mobiliser contre eux. Les Hubbu brûleront deux fois Timbo, et toutes les attaques lancées contre Bokeeto échoueront. En 1871, l'*almaami* alfaayaa, Ibraahiima Sori Daara, trouvera la mort en essayant d'enlever la place. Il faudra finalement que les Fulbe fassent appel à Samori, dont les Hubbu gênaient la marche à la mer, pour que ce foyer de contestation soit écrasé, en 1884.

L'alliance avec Samori, parvenu sur leurs frontières en 1879, allait être profitable aux Fulbe du Fouta qui lui vendront des bœufs contre des esclaves. La menace ayant diminué, cette société n'était cependant capable que de maintenir l'équilibre de ses divisions, et elle n'offrira qu'une faible résistance à la conquête coloniale.

En remplaçant une structure politique morcelée, la formation du Fouta-Djalon avait ouvert un immense espace au commerce soudanais descendant vers la mer, même si la sécurité restait relative, et si l'aristocratie fulbe avait une curieuse conception de la protection des caravanes. René Caillié, qui traverse le pays de Boke au Niger, en témoigne dès 1827.

L'ouverture de la côte aux influences soudanaises allait transformer profondément la civilisation des peuples du bas pays, d'autant plus que beaucoup d'entre eux durent accepter l'autorité politique du Fouta-Djalon[6].

Vers le nord-ouest, les Fulbe dominaient une grande partie de l'actuelle Guinée-Bissau, et ce domaine fut encore étendu après la chute de Kansala (1867). Plus au sud, ils tenaient la tête de la navigation du rio Nuñez, en imposant leur autorité aux Landuman de Boke, chez qui se faisait la liaison avec les Blancs. Bien qu'ils aient massacré les commerçants fulbe en 1840, les Landuman furent incapables de se libérer, et se livrèrent à une longue guerre civile de 1844 à 1849. En 1856, Faidherbe les fit entrer précocement dans l'ère coloniale en construisant un fort.

6. L'histoire de la zone côtière est étudiée de façon très inégale, l'actuelle République de Guinée étant très négligée. On utilisera encore le vieux livre confus de A. Arcin, 1911. Pour la Sierra Leone, voir C. Fyfe, 1962 et 1963; J. S. Trimingham et C. Fyfe, 1960; O. Goerg, 1980; A. M. Howard, 1976. Nous devons, pour la période précédant la nôtre, une synthèse très intéressante à W. Rodney, 1970, revue par Y. Person, 1971. Voir aussi les volumes III et IV de cette *Histoire générale de l'Afrique*.

Sur la façade maritime, les Biafada en Guinée-Bissau et les Nalu sur le rio Nuñez échappaient à l'autorité des Fulbe dans leur pays amphibie, mais ne gênaient guère le commerce avec les Blancs. Bien que leur culture n'ait rien de mande, le lignage nalu des Tawela se réclame d'une telle origine ; il s'est illustré par la résistance ambiguë du roi Dina Salifu à l'autorité française.

C'est plus au sud, sur le rio Pongo, chez les Soso (Susu) voisins de Boffa, que l'autorité de Timbo était la plus forte. Proches parents des Mande, les Soso avaient alors une culture profondément marquée par le substrat côtier et forestier, et notamment par les Baga, parents des Temne, qu'ils avaient assimilés. Ils avaient énormément subi la traite des Noirs, et l'influence européenne se caractérisait, chez eux, par l'existence de nombreuses familles de Métis issus de négriers américains ou britanniques. Du fait de ceux-ci, la traite clandestine ne se décidait pas à s'éteindre. Placés au débouché du Fouta-Djalon, les Soso voyaient cependant l'islam s'infiltrer, et leur culture allait se resoudaniser à un rythme croissant durant l'ère coloniale. Ceux du rio Pongo constituaient le royaume de Tya, dominé par le clan damba (kati). La « guerre des mulâtres », qui commença en 1865, se termina par la défaite du parti esclavagiste et pro-Fulbe : des Lightburn Timbo venaient de s'y résigner quand se produisit l'occupation française en 1868.

Plus au sud, l'autorité du Fouta ne s'étendait pas jusqu'à la mer, mais l'influence soudanaise n'en était pas moins profonde. Depuis le milieu du XVIIIe siècle, le Morea (Melakori) était dominé par un lignage du clan ture, venu en commerçant de Kankan, et assimilé linguistiquement aux Soso, tout en demeurant strictement musulman[7], Les *almaami* de ce petit État s'imposèrent avec l'aide des Jalonke du Solimana. À partir de 1865, une interminable guerre civile les divise, opposant le parti islamisant de l'*almaami* Bokari aux « malaguistes » de Maliki Gheli. L'installation des Français, non loin de là, à Benty, dès 1869, n'arrangera rien, car ce conflit allait être un élément de la rivalité frontalière franco-anglaise. Il suscitera l'intervention des Temne de Satan Lahay et des Soso de Karimu, chef du Tambaxa et grand ennemi des Anglais. Samori lui-même s'en mêlera après 1884, et l'affaire ne sera réglée qu'après la délimitation franco-anglaise de 1889.

Le cas du Morea illustre bien le phénomène socioculturel à l'œuvre, depuis le XVIIIe siècle, sur la côte des Rivières. Les peuples de langues diverses qui vivaient dans des civilisations agricoles côtières avaient reçu, au XVIe siècle, un impact nordiste avec l'invasion somba ; mais ils l'avaient absorbé. Désormais, avec l'arrivée sur la mer du commerce soudanais, ces vieilles cultures sont profondément transformées. Partout des lignages malinke ou fulbe s'installent, s'imposent politiquement et introduisent une nouvelle idée de la politique. Des sociétés égalitaires et peu hiérarchisées acceptent ainsi une organisation en chefferies guerrières, presque en États. Ces peuples gardent cependant leur particularité culturelle : les nouveaux venus, peu nombreux, s'assimilent totalement sur le plan linguistique. Ce

7. Pour le Soso du Sud, et notamment la crise du Morea, on se reportera à Y. Person, 1968-1975, vol. I et II.

phénomène couvre essentiellement le sud du pays soso, et le domaine des Limba, des Loko et des Temne. Il s'arrête net au niveau de la Sierra Leone, c'est-à-dire au seuil du domaine forestier du Sud, demeuré largement fermé aux routes du commerce soudanais. Des phénomènes sociaux majeurs s'étendent cependant bien au-delà. C'est ainsi que, des Temne aux Kpelle du Libéria, la vie sociale et politique est dominée par de grandes sociétés d'initiation dont la plus connue, celle des hommes, porte souvent le nom de *poron* (à comparer au *poro* des Senufo)[8]. Il s'agit donc là d'une donnée sociale de base, qui transcende les limites des zones historiques que je viens de définir.

Les Loko, avant-garde des Mende, sont isolés entre les Temne et les Limba, et se trouvent le dos au mur. Ils arriveront à survivre sous la direction d'un lignage d'origine malinke qui leur donnera un grand chef, Pa-Koba, allié de Samori[9].

Les Temne, parlant une langue ouest-atlantique proche du baga et du landuman, ont dû céder la Sierra Leone, après 1787, à la colonie britannique qui sert de base à la croisière anti-esclavagiste, et où se constitue bientôt l'ethnie créole (Krio). Leur grand centre est Port-Loko, tête de ligne des caravanes du Fouta et du haut Niger, où des Soso ont pris le pouvoir à la fin du XVIII^e^ siècle. En 1818, des Temne islamisés chassent les Soso, et leur chef, l'*alkali*, fait alliance avec les Britanniques dès 1825. Le nord du pays temne est dominé par Kambia, où règne la famille Satan Lahay qui prétend, malgré son assimilation totale, être issue des Ture du Bate (Kankan). Au sud du Rokel, les Yoni, qui forment l'avant-garde des Temne, se sentent isolés à mesure que le commerce de Freetown se développe autour d'eux, tandis que l'expansion des Kpa Mende leur ferme le Sud. Ils se lanceront dans de longues guerres pour se dégager, et le problème sera tranché par l'armée britannique en 1886.

Au sud du Rokel, cependant, nous entrons dans un nouveau secteur où la puissance du massif forestier a empêché le maintien des liaisons soudanaises amorcées au XVI^e^ siècle. La traite des Noirs s'est en revanche assez fortement exercée sur la côte, et elle va persister jusqu'en 1845, sous sa forme clandestine, malgré la proximité de Freetown et de Monrovia. L'intérieur ne va se structurer et s'éclairer pour nous qu'au milieu du siècle, quand un réseau commercial animé par les créoles de Sierra Leone va le pénétrer, amorçant son intégration au marché mondial, mais sans rejoindre la tête des pistes soudanaises, comme dans le secteur nord. Ce nouveau champ de forces multipliera les conflits locaux et leur imprimera une tournure nouvelle.

Au sud des Temne, le XVIII^e^ siècle a vu la reprise puissante de l'expansion d'un grand peuple mande du Sud, les Mende, proches parents des Toma. Ils se rapprochent de la mer en absorbant les Bulom, qui se voient définitivement séparés des Kissi. Les Mende constituent de grandes chefferies guerrières, presque des petits États, et les femmes jouent, chez eux,

8. Voir K. Little, 1965-1966.
9. Sur les Loko et certains Temne, voir Y. Person, 1968-1975. Sur les Mende, voir K. Little, 1951.

un rôle politique exceptionnel. Leur avant-garde, les Kpa-Mende, que la lutte contre les Yoni pousse dans l'alliance britannique, sera gouvernée, vers 1880, par la fameuse Madam Yoko. À l'extrême est du domaine mende, la grande chefferie de Luawa sera, à la fin du siècle, le domaine d'un puissant conquérant d'origine kissi, Kai-Lundu, dont l'armée de mercenaires affronta les avant-gardes de Samori, et razzia profondément les pays kpelle et toma, dans l'actuel Libéria[10].

L'avance des Mende a séparé deux peuples mande fort proches, les Kono, enclavés dans les montagnes de l'intérieur, qui recèlent des diamants alors ignorés, et les Vai, établis au plus tard au milieu du XVe siècle, sur la côte, à la limite de la Sierra Leone et du Libéria. Ceux-ci maintenaient des chefferies assez importantes issues de l'« Empire » somba du XVIe siècle, et ils participèrent activement à la croissance de la traite des Noirs, qui marqua la région au XVIIIe siècle. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient aidé la traite clandestine, dont le représentant le plus éminent, dans leur région, fut l'Espagnol Pedro Blanco jusque vers 1845. Ces relations ambiguës avec le monde extérieur suscitèrent une forte acculturation des Vai, mais mirent aussi en valeur leur initiative créatrice. C'est en effet vers 1818 qu'ils inventaient, dans des conditions obscures, l'un des rares systèmes d'écriture typiquement africains[11].

Cependant, depuis le XVIIIe siècle, les Vai et leurs voisins de l'Est, les De de Monrovia, qui sont de langue kru, se sont trouvés comprimés sur la côte par l'expansion extrêmement vigoureuse d'un peuple de l'intérieur[12]. Il s'agit des Gola, parlant une langue ouest-atlantique comme les Kissi et qui, poussés au nord par les Mende et leurs parents, ont quitté leur patrie du Kongaba pour se répandre vers la mer. Au début du XIXe siècle, leur avant-garde, parvenue au contact des Kpelle, s'interposait entre les côtiers et la route du Soudan.

Nous avons en effet atteint l'axe du Saint-Paul, qui unit la côte de Monrovia aux hautes terres du Konyan, marquant la limite du monde soudanais des Malinke. Dans l'ensemble, la barrière forestière est restée inviolée au sud du Rokel (et de la liaison entre le haut Niger et la côte de la Sierra Leone), à travers le Fouta-Djalon, jusqu'au Bandama et même au Comoé, beaucoup plus à l'est. Cet axe du Saint-Paul, ouverture isolée entre la savane et la mer, qui détermine le site de Monrovia et la localisation des Vai, a été mis en valeur par la grande invasion somba au XVIe siècle, mais était ensuite entré en sommeil. Au XVIIIe siècle, quand la traite des Noirs se développe de la Sierra Leone à la côte des Kru, ce débouché, permettant d'écouler les esclaves de l'intérieur, connaît une vigueur nouvelle. C'est ainsi qu'à la fin du siècle un afflux de Malinke descendant du Konyan constitue l'État

10. Sur la carrière de Kai-Lundu et de ses mercenaires les Tyogbufey, voir Y. Person, 1968-1975, où l'on trouvera une bibliographie complète jusqu'en 1970. Ajouter K. C. Wylie, 1970-1971.

11. Sur l'écriture vai, voir P. Hair, 1963. Point de vue différent dans A. Jones, 1981, et Y. Person, 1981.

12. La bibliographie historique de l'État libérien n'est pas indiquée ici. Pour le Gola, on se reportera aux remarquables articles de W. L. Azevedo, 1969-1971. Sur les Kpelle, en dernier lieu : R. M. Fulton, 1968. Pour une vue d'ensemble : G. Schwab, 1947 (bibliographie arrêtée à la date de publication).

guerrier du Kondo, autour de la chefferie de Bopolu. Voués à tenir la route ouverte, les chefs de Bopolu organisent, sur le bas Saint-Paul, une confédération de chefferies loma (toma), kpelle (guerze), vai, de et gola. Peu après 1820, Bopolu devient la capitale d'un soldat de fortune, le fameux Sau Boso, qui se lia étroitement, comme les Vai, aux fondateurs du Libéria. Après 1830, cependant, son pouvoir fut menacé par le chef Gola Jenkins, et, après sa mort, en 1836, l'hégémonie du Kondo s'effondra[13]. C'est avec les Gola hostiles, mais désormais hégémoniques, que devront traiter les Libériens : ce sera notamment à l'origine du voyage d'Anderson, qui poussera jusqu'au Konyan en 1869. Les Samoriens vont intervenir pour rouvrir la route après 1885, et c'est seulement en 1898 qu'une partie des Gola se ralliera au gouvernement de Monrovia.

Le bloc kru

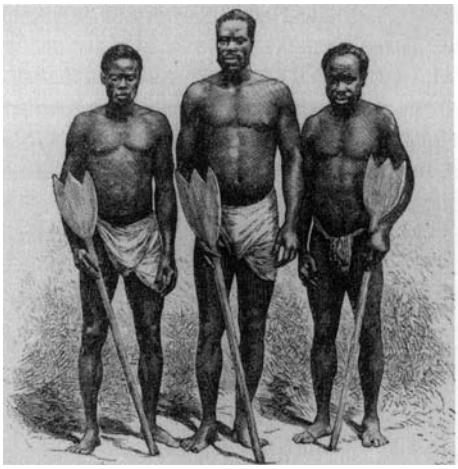
De Monrovia au Bandama, le dernier secteur côtier que nous avons à examiner sert de façade à l'énorme massif forestier habité par les peuples de la famille kru[14]. Cultivateurs de forêt, chasseurs, mais aussi remarquables marins, on sait que les Kru se distinguent par l'anthropologie physique (absence de siclémie) et par les langues à tons qu'ils parlent, dont l'originalité est telle qu'on ne peut les rattacher à aucun groupe connu.

Cette fois, aucune communication entre la mer et la savane n'est possible à l'ouest du Bandama, dont la vallée a d'ailleurs été fermée par les Baule (Baoulé) au début du XVIII^e siècle. Les fleuves sont peu navigables. Dans ce pays couvert, les sociétés ne connaissent aucune tradition de centralisation politique ou de commerce à longue distance : celui-ci est suppléé par un système de relais qui assure les échanges entre peuples voisins. Le passé de ce pays est donc celui de petits groupes qui se scindent sans cesse pour occuper l'espace, de leurs échanges culturels et techniques et de leurs rapports avec le commerce maritime de l'Europe, au cours des derniers siècles. Le nom de Kru paraît être une déformation de Krawi, le nom d'une des ethnies côtières du groupe occidental, entre les Bassa et les Grebo. Ce nom a été étendu à l'ensemble de la famille linguistique dont il était le membre le plus connu. En fait, malgré la grande homogénéité des Kru, on peut distinguer deux sous-familles, de part et d'autre du Sassandra : le groupe bete-dida à l'est, et le groupe bakwe à l'ouest, dont nous allons nous occuper en premier lieu.

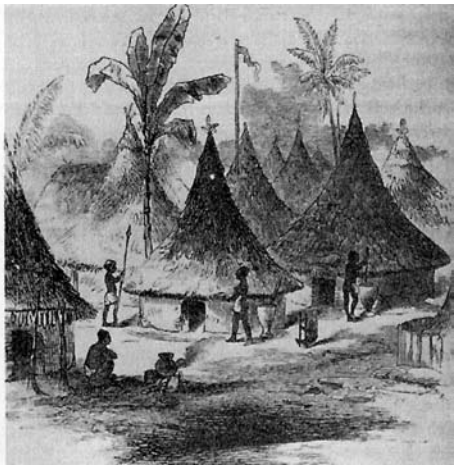
Au début du XIX^e siècle, un mouvement d'est en ouest des lignages wenyon (kran, gere) se poursuivait depuis des siècles dans les terres peu peuplées de l'intérieur. Après s'être répandu du Sassandra au Cavally, à travers les plateaux de Guiglo et Toulepleu, il allait prendre fin vers le milieu du siè-

13. Sur Bopolu et le Kondo, voir S. E. Holsoe, 1967.

14. La côte kru commence à être un peu mieux étudiée : G. E. Brooks, 1972 ; C. Behrens, 1974 ; R. W. Davis, 1976. Pour l'intérieur, la situation s'améliore : G. Schroder et D. Siebel, 1974 ; A. Schwartz, 1973 (la thèse de Schwartz sur les Kru de la région de Tabou, en Côte d'Ivoire, est attendue) ; E. Terray, 1969.



24.4. *Piroguiers kru*.
[*Source :* L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, Hachette, Paris.]



24.5. *Maisons kru*.
[*Source :* G. Brooks, *The Kru mariner in the nineteenth century*, 1972, Liberian Studies Association, Newark, N. J. (original dans J. L. Wilson, *Western Africa*, 1856, New York).]

[Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

cle, quand son avant-garde se heurta aux Gio (Dan) solidement établis sur le haut Cestos, tandis que, sur leur gauche, ceux qui prenaient le nom de Sapo se rapprochaient de la mer, vers l'embouchure du Sino, coupant presque en deux les Krawi. Des groupes de même origine, établis en aval du Cavally, s'intégrèrent au groupe grebo, dont l'élément côtier, venu de l'est par mer, était stabilisé au moins depuis 1701.

Les transformations les plus spectaculaires, et les mieux connues, se produisaient cependant sur les rives de la mer. L'opposition entre paysans et marins, « bushmen » et « fishmen », était ancienne ; mais l'importance que prit la traite des Noirs au XVIIIe siècle, dans cette région relativement épargnée, renforça la position des premiers. Un rôle particulier était cependant tenu, dans cette traite, par le fameux groupe des « cinq villes kru », qui paraissent être venues assez récemment (XVIe siècle) de l'intérieur, et où les deux sociétés — paysans et marins — étaient fortement intégrées. Ce district, qui forme le cœur du pays krawi, autour de Setta-Kru, va établir très tôt des liens privilégiés avec la Sierra Leone, amorçant ainsi un processus de renouveau culturel. Il semble que, dès les années 1780, de nombreux bateaux avaient coutume de charger des « fishmen » comme interprètes ou manœuvres, avant de poursuivre vers le golfe de Guinée. Ce mouvement, interrompu par les guerres de la Révolution et de l'Empire, reprend avec force après 1815, alors que la traite clandestine coexiste avec un commerce légitime qui se cherche. Les Kru s'installèrent bientôt en grand nombre à Freetown, puis à Monrovia, comme manœuvres et

bûcherons. Ils gardèrent leur cohésion, tout en s'imprégnant de culture créole. Les lignages côtiers (« fishmen » ou « krumen ») utilisent bientôt leurs liens avec l'intérieur pour mobiliser de la main-d'œuvre. Pendant tout le XIXe siècle, les bateaux ne passent plus sur la côte, en route vers l'est, sans charger des « krumen », et cette activité se développe peu à peu jusqu'au Sassandra. Elle changera un peu de caractère, mais non d'importance, à partir de 1850, quand la vapeur se substituera à la voile.

L'activité européenne paraît s'insérer dans une antique communauté de pêcheurs côtiers qui s'étend jusqu'aux Krawi, à partir de la Gold Coast, dans l'Est, et qui est symbolisée par le culte du fameux « Big Devil » de Hedie, près de l'embouchure du Cavally, où l'on se rend depuis le pays alladian (Côte d'Ivoire). Sur le chemin du retour, les voiliers qui naviguent en direction de l'ouest s'écartent en général de la côte pour éviter les vents et les courants contraires. Mais les « krumen », débarqués avec leur solde très loin dans l'Est, n'éprouvent guère de difficulté à rentrer au pays. Le problème ne se posera même pas à l'époque des vapeurs, ceux-ci revenant sur leur route en longeant la côte.

À partir de 1821, la frange côtière tombe plus ou moins sous l'autorité du gouvernement libérien ; ce qui n'est pas dans le sujet de ce chapitre. On notera cependant que l'acculturation amorcée à Freetown va s'accentuer dans certaines zones sous l'influence des missions protestantes, notamment chez les Grebo, qui commenceront à écrire leur langue et atteindront le seuil d'une conscience nationale. En 1871, ayant appris l'existence de la confédération fanti en Côte-de-l'Or, ils fondèrent un « royaume des Grebo », que les Libériens furent d'abord incapables de réduire militairement. Ils n'y parvinrent en fait qu'en 1910. L'un des inspirateurs du nationalisme grebo sera le futur prophète Harris, célébré en Côte d'Ivoire[15].

Au-delà du Sassandra, on trouvait les plus grandes concentrations humaines du pays kru chez les Bete de Gagnoa et certains Dida, dans des régions qui avaient subi un certain tassement du fait de l'expansion vers le nord des peuples préforestiers comme des Mande du Sud, les Guro, ou les Baule, qu'une minorité akan avait dotés de structures politiques solides, au XVIIIe siècle, plus loin que le Bandama. Cette pression et l'installation d'autres Akan, les Avikam, avant-garde des Nnajan (Alladian), à l'embouchure du Bandama, avaient provoqué l'enclavement des Dida, d'ailleurs pénétrés de lignages baule.

En revanche, l'axe du Sassandra restait dans le domaine des Kru : une certaine navigation existait sur ses biefs et des mouvements est-ouest de lignages, quittant Soubré ou Gagnoa pour gagner les rives de la mer, montrent que l'influence du commerce européen s'étendait. Ces lignages renforçaient, à l'embouchure du fleuve, le peuple des Neyo, dont la culture commença à s'altérer au contact des navigateurs européens, originaires notamment de Liverpool. Des incidents violents montrèrent cependant que ces marins étaient les héritiers de ceux qui avaient longtemps valu à la région le nom de « côte des Males Gens ».

15. Sur Harris, voir G. M. Haliburton, 1971.

Le sud du monde mande

Entre les savanes guinéennes et les peuples côtiers, s'étend la bande des peuples mande du Sud, Mende, Toma, Kpelle (Guerze), Dan (Yakouba) et Kwenu (Gouro), pour ne citer que les principaux d'entre eux[16]. Hôtes des savanes préforestières ou profondément enfoncés dans la grande sylve, ils étirent leurs avant-gardes vers la côte atlantique. Issue des confins des savanes, la civilisation de ces peuples a cependant beaucoup de traits en commun avec celle des rivières, sinon avec les Kru. En l'absence de toute formation étatique centralisée, la vie politique y est dominée par de grandes sociétés secrètes d'initiation qui produisent, entre autres, des masques spectaculaires.

L'histoire de ces peuples de transition est inséparable de celle des côtiers auxquels ils se sont toujours mêlés. Mais elle ne peut être abordée sans tenir compte des Mande du Sud, qui les délimitent vers le nord et qui, depuis des siècles, les ont refoulés, pénétrés et acculturés, sans avoir d'ailleurs conscience de la lointaine parenté de toutes les langues mande.

Les Mande du Sud, c'est-à-dire, en négligeant les Kono et les Vai, les Malinke du haut Niger, occupent un territoire qui va des confins du Fouta-Djalon jusqu'au Bandama, où ils rencontrent les Senufo ou les Baule. Ils appartiennent manifestement au monde soudanais des savanes. Cette zone méridionale des savanes n'avait jamais appartenu à l'empire du Mali mais, au début du XIXe siècle, il y avait déjà très longtemps que les Malinke du Sud y avaient supplanté ou assimilé les Mande du Sud ou voltaïques, couvrant toute la région d'un tissu paysan assez lâche, innervé par les mailles d'un réseau de commerce à longue distance qui dirigeait, vers l'axe du Niger, les kolas des forêts du Sud. Ces routes méridiennes débouchaient nécessairement sur une zone de gros villages courtiers au contact des gens de la forêt. Grâce aux rapports réguliers qu'ils entretenaient avec ces « barbares », l'approvisionnement en kola des colporteurs ou des caravanes était assuré. D'importants secteurs de l'artisanat, et notamment le tissage, étaient liés à ces activités.

D'est en ouest, chaque secteur préforestier était couplé avec une zone d'étapes située plus au nord : le Sankaran et le Kuranko au contact des Kissi, le Toron et le Konyan de Beyla au contact des Toma et Kpelle, le pays d'Odienné (Kabadugu) et le Maw de Touba au contact des Dan, enfin le Worodugu de Séguéla et le Koyara de Monkono au contact des Gouro. René Caillié a bien décrit ce commerce remarquablement spéculatif, car le kola ne se conserve pas, et son cours connaît des variations extrêmes.

Dans cette société globalement traditionaliste, dominée par une aristocratie guerrière, l'islam, minoritaire mais nécessaire et partout présent, se

16. Pour l'ensemble des Malinke du Sud, je me permets de renvoyer à ma thèse, où l'on trouvera une bibliographie à peu près complète jusqu'en 1970 et même un peu au-delà : Y. Person, 1968-1975, vol. 2 et 3. L'index général figure dans le tome 3. Ce travail a voulu être une présentation d'ensemble de la région au XIXe siècle, et non une simple vue de Samori. Pour la carrière de celui-ci, on trouvera un exposé synthétique dans Y. Person, 1972. Pour situer les débuts de Samori dans un ensemble plus large, voir Y. Person, 1974.

trouvait naturellement lié à ce réseau commercial. Mais celui-ci butait au sud devant le mur infranchissable de la forêt d'où sortaient les kolas, car le trait remarquable de la région, jusqu'à la conquête coloniale, était son isolement par rapport à la mer. On a vu que celle-ci n'était accessible qu'à l'ouest, du haut Niger au Fouta-Djalon et aux Rivières ou à la Sierra Leone, dans une moindre mesure du Konyan à Cape Mount (région de Monrovia). Encore ces routes n'avaient-elles pris de l'importance qu'au XVIII^e siècle, avec la montée de la traite des Noirs. Dans l'Est, le Bandama avait jadis assuré un débouché au Worodugu et, plus loin, au pays de Kong; mais cet exutoire avait été fermé par les Baule vers 1720, et il fallait désormais aller jusqu'au Comoé ou à Kumasi pour trouver une ouverture maritime. Le pays des Mande du Sud était donc un cul-de-sac, et il regarde traditionnellement vers le Soudan nigérien, dont sa civilisation est issue.

Ce n'est qu'à l'extrême-ouest qu'il débouchait sur la mer, grâce au Fouta-Djalon. Tirant parti de cette situation, le village de Kankan, sur le Milo, se transforma au XVIII^e siècle en puissante métropole commerciale, symétrique de Kong, sur le Comoé. Kankan était admirablement placée, en amont du bief navigable depuis Bamako, au point de convergence des routes les plus courtes venant de la forêt, en pays kissi, et de la mer par le Fouta-Djalon ou la Sierra Leone. C'était le foyer des fameux *Maninka-mori*, ou Malinke musulmans, dont la culture imprégnait tout le monde des Juula (Dioula), pauvres colporteurs ou riches négociants, qui animaient les routes du Sud. Les Kaba, qui dominaient Kankan, étaient une famille à la fois politique, commerçante et religieuse, bien que, dans ce dernier domaine, ils subissent la concurrence des Sherifu. Mamadu Sanusi Kaba, qui commanda la ville longtemps (en gros de 1810 à 1850), avait maintenu l'alliance avec Timbo et relativement peu combattu, sinon contre les Jalonke de Tamba, qui fermèrent à plusieurs reprises au commerce la route de Ségou. Mais al-Hadjdj ʿUmar avait visité la ville vers 1845, à son retour de La Mecque, et les Kaba qu'il avait convertis, l'aidèrent en 1851, au début de sa guerre sainte, à détruire le royaume jalonke de Tamba. Alfa Mamadu Kaba voulut ensuite imposer sa loi par les armes à ses voisins traditionalistes; mais Kankan, isolée, manquait de puissance. Les Kaba connurent de graves revers et la ville subit un véritable blocus commercial; ce qui explique qu'ils aient fait appel, en 1874, au nouveau conquérant musulman qui organisait les terres du Sud, Samori Touré.

En fait, le bouleversement de l'ordre ancien chez les Malinke du Sud avait commencé au sud de Kankan, dans le Toron et le Konyan, avant la visite d'al-Hadjdj ʿUmar.

L'explication la plus vraisemblable de ce phénomène est que l'ouverture des Rivières, au XVIII^e siècle, des routes vers la côte, avait accru le nombre et le rôle de l'élément commerçant et musulman. L'exportation des esclaves produits par les guerres locales allait se poursuivre jusqu'au milieu du siècle, pour la traite clandestine, et jusqu'à la conquête coloniale pour le Fouta-Djalon. Ensuite, le besoin d'importer des tissus et des armes européennes s'était bien établi. Indispensable à la société globale, la minorité juula en croissance se trouvait, par l'islam, sensibilisée aux guerres saintes

et aux théocraties musulmanes du Nord. L'influence du Fouta s'infiltrait par Kankan, et les caravanes de kola remontaient jusqu'au Macina de Seku Aḥmadu. Le moment vint où l'élément juula et musulman n'accepta plus la place qui lui était faite par la société globale, tandis que celle-ci, bloquée par la tradition, était incapable de se réformer. On assista alors à une série de conflits localisés, du nord-ouest de la Côte d'Ivoire jusqu'au haut Niger. Mais la résistance restait insurmontable. Il fallut, pour généraliser le mouvement, que paraisse un fils du pays, qui voulait visiblement transformer, et non détruire, la société dont il était issu, mais était suffisamment ouvert au monde extérieur pour promouvoir de nouvelles méthodes. Ce sera l'œuvre de Samori, et j'ai proposé d'appeler l'ensemble du mouvement la révolution juula; mais c'est alors la seconde, si l'on donne aussi ce nom à la formation de l'empire de Kong, au début du XVIIIe siècle.

C'est loin au sud, sur les confins du Toron et du Konyan, et à courte distance des Toma, producteurs de kola, que le premier mouvement commença vers 1835. Ce fut l'œuvre de Moriwle Sise, homme de religion originaire de la région de Kankan, mais formé au Fouta, qui rassembla autour de lui des aventuriers de toute origine, dans la ville nouvelle de Madina (Toron). Après une période de radicalisme destructeur, il fut tué en 1845 et son État faillit s'effondrer. Quand il fut reconstruit par ses fils Sere Burlay (Abdulaye) (1845-1859) et Sere Brema (Ibrahima) (1859-1881), la nécessité d'un compromis avec les autochtones, et d'un respect relatif de leurs institutions s'était imposée à tous. Cependant, leur domination resta toujours instable et fragile. Bien qu'ils aient un moment largement étendu leur pouvoir vers le sud, à travers le haut Konyan, jusqu'aux confins forestiers du pays kpelle, ils ne parvinrent jamais, vers le nord, à établir la liaison avec Kankan. De ce côté, dans le Sabadugu, un grand chef de guerre traditionaliste, Nantenen-Famudu Kuruma, organisa la résistance contre les deux puissances musulmanes entre lesquelles il s'interposa (bas Toron).

Sur la haute vallée du Milo, à cheval sur le Toron et le Konyan, c'est au contraire une autre lignée juula, celle des Berete, qui organisa, au nom des traditionalistes konate, une hégémonie locale qui ferma l'ouest aux Sise. À deux reprises, ceux-ci finiront par en venir à bout, mais ce sera pour déblayer le terrain au profit de Samori.

Moriwle avait été tué par Vakaba Ture, un jeune Juula originaire de la région d'Odienné qui avait d'abord combattu sous ses ordres, mais était venu défendre son village maternel. La région d'Odienné était occupée depuis le XVIIIe siècle par un État militaire traditionaliste, le Nafana, qui avait refoulé les Senufo pour protéger les Juula. Vakaba sut mobiliser les musulmans et se faire accepter de nombreux traditionalistes pour détruire le Nafana, et construire, sur ses ruines, le Kabadugu (ou Kabasarana). Mieux enraciné, ce nouveau royaume se montra beaucoup plus stable et solide que le domaine de Sise. Il étendit surtout son autorité le long des pistes méridiennes de kola, jusqu'aux portes de Touba. Vakaba mourut en 1857, et le souverain le plus guerrier de la famille fut son fils Vamuktar (1858-1875). À deux reprises, il encouragea son cousin Bunu Mameri à conquérir un nouveau royaume pour les Touré, sur les routes du Nord, dans le Wasulu de Bougouni (Mali) (1868-1870 et 1873-1875). L'intervention des Sise et la

réaction des Wasulunke firent échouer ce grand dessein, qui se termina par la mort de Vamuktar.

Le Kabadugu connut alors une crise grave, une grande partie des cantons vassaux se révoltant à l'avènement de Mangbe Amadu, dernier fils de Vakaba (1875-1894). L'un de ses principaux généraux, Vakuru Bamba, fit sécession, et construisit vers Touba un petit État militaire qu'il allait ensuite étendre vers Séguéla et Mankono. Aḥmadu mit plusieurs années à imposer son autorité par les armes, et l'on comprend que le Kabadugu, affaibli, se rallia sans hésiter à Samori, dès que celui-ci parut sur ses frontières, en 1881. Des alliances matrimoniales scellèrent cette soumission qui allait se révéler sincère et durable.

La place manque pour parler ici de mouvements juula secondaires, comme celui de Fode Drame dans le Sankaran, sur le haut Niger, de Mori-Sulemani Savane sur les franges forestières du pays kissi ou de Hedi Mori dans le Koyara de Mankono (Côte d'Ivoire). Tous sont liés à des titres divers à l'islam et au monde du commerce. Malgré leur diversité, ils montrent clairement que cette minorité n'acceptait plus la place qu'elle occupait traditionnellement et était en état de bouleverser la société globale. Ils donnent le cadre nécessaire pour comprendre Samori, qui a porté ce mouvement à son point culminant, en éliminant ou ralliant tous ses rivaux, et surtout en rendant le bouleversement qu'il imposait acceptable, ou même souhaitable, à l'ensemble des Malinke, y compris aux traditionalistes auxquels il était étroitement lié.

Samori Touré est originaire du bas Konyan, c'est-à-dire de la vallée du haut Milo, sur les confins du Toron. Ses ancêtres étaient des colporteurs musulmans venus de la région de Kankan, mais, isolés dans un milieu traditionaliste où ils se mariaient, ils étaient peu à peu revenus à des pratiques religieuses traditionnelles en se stabilisant comme tisserands, cultivateurs et éleveurs. Samori, né vers 1830 à Manyambaladugu, comptait parmi ses ancêtres plus de Kamara ou Konate, paysans traditionalistes, que de commerçants musulmans.

Revenu au commerce pour échapper à l'autorité paternelle, Samori découvrit sa vocation guerrière en s'engageant chez les Sise pour libérer sa mère, capturée pendant la guerre contre les Berete (1848). Ces derniers firent ensuite appel à ses compétences quand il se fâcha avec les maîtres de Madina (1859-1861). Mais finalement, en 1861, Samori se trouva seul et traqué, et il dut ainsi commencer sa carrière personnelle dans le dénuement le plus total.

Il n'est pas question de reprendre ici l'exposé de ces événements, qui ont fait l'objet de publications abondantes.

Samori a réussi en ralliant les traditionalistes du bas Toron, ses parents maternels, qui se sentaient impuissants devant les conquérants musulmans surgissant de toutes parts, et qui firent appel aux compétences militaires de ce brillant « neveu ». Celui-ci allait effectivement les protéger jusqu'à l'invasion française, non sans rogner quelque peu sur leur liberté. En retour, ils lui donnèrent les moyens de conquérir son premier domaine.

Son style de commandement et la transformation qu'il imposa à la société malinke, en mettant fin aux conflits, en ouvrant les routes et en affranchissant les Juula musulmans sans asservir les traditionalistes, firent bientôt affluer

les partisans et les ralliements. La pompe étant ainsi amorcée, l'expansion prit son essor avec une vitesse croissante de 1871 à 1881, et l'apogée était proche quand l'irruption imprévue des Français changea les caractères du mouvement.

Soutenu par la plupart des Kamara et soumettant les autres, Samori, installé à Sanankoro, se rendit d'abord maître du haut Milo, et fit admettre son action par les Sise, qu'il appela bientôt contre les Berete. Ceux-ci éliminés, Sere-Brema s'inquiéta cependant de la nouvelle puissance, et Samori évita le conflit en se réfugiant dans la forêt, chez les Toma. Il en revint en 1867 avec de nouvelles forces, profitant de l'engagement des Sise dans le Wasulu, où ils usaient leur énergie contre les Touré.

Samori s'organisa alors et s'arma soigneusement, abandonnant le haut Konyan aux Kamara traditionalistes de Saxajiigi, qu'il disait ne pas vouloir combattre, parce qu'ils lui étaient apparentés. En 1871, il marcha droit au nord, éliminant l'hégémonie traditionaliste de Nantenen-Famudu, contre lequel les Sise avaient définitivement échoué. C'est là, en terre à peine conquise, à Bissandugu (Bissandougou), qu'il installa sa capitale, pour marquer qu'il créait son propre empire, indépendamment de ses parents et de son pays natal.

Les Sise n'osant pas réagir, Samori s'allia alors, au nom de l'islam, avec Kankan, dont il brisa le blocus commercial, gardant pour lui l'autorité sur les vaincus : il s'empara de la sorte de la riche vallée du haut Niger, des frontières du Fouta-Djalon et de Kurussa (Kouroussa) jusqu'à Siguiri et au Bure.

Il se trouva ainsi, soudain, à la tête d'un empire dépassant nettement ceux de ses prédécesseurs et voisins, et dont l'organisation territoriale posait déjà des problèmes difficiles. Il les résolut en s'inspirant de l'Empire tukuloor, dont il était désormais voisin, mais auquel l'opposa aussitôt une sourde hostilité. On pouvait prévoir qu'il lui faudrait l'éliminer s'il voulait poursuivre son expansion dans le Nord.

Mais cette croissance trop rapide déclencha d'abord une crise grave. En 1878, les Sise chassent Samori du Sankaran, et entreprennent de reconquérir l'Ouest, jusqu'en Sierra Leone, pour investir et limiter le domaine du conquérant. Et Kankan, sous l'influence des Tukuloor, se désolidarise de lui. Alors, en 1879, Samori se retourne simultanément contre ses deux voisins musulmans. Profitant de leur dispositif dispersé, il les élimine en deux brillantes campagnes (de décembre 1879 à avril 1881). Kankan se soumet finalement d'assez bon gré, une partie des Kaba fuyant à Ségou d'où ils rentreront avec les Français. Les Sise sont désormais captifs, et Madina détruite, sa population étant transférée à Bissandugu. Odienné se rallie à son tour, ouvrant les horizons de la haute Côte d'Ivoire.

C'est de ce côté, à Gbeleba, que Samori passe l'hivernage de 1881, quand le lieutenant sénégalais Alakamessa vient lui apporter le défi des Français, alors en marche vers le Niger, au nom du commandant de Kita. Celui-ci lui interdit d'attaquer Kenyeran où se sont retranchés les vaincus de Kankan. La confrontation militaire qui va commencer au début de 1882 durera, avec des intervalles de paix, jusqu'en 1896. Son étude échappe à ce volume, d'un point de vue chronologique aussi bien que d'un point de vue thématique.

En 1881, l'empire de Samori est construit pour l'essentiel. Il s'agit d'une hégémonie militaire transformant la société malinke sans la détruire, l'élément commerçant et musulman voyant sa place élargie mais l'élément traditionaliste gardant sa liberté. Le souverain, qui a pris vers 1868 le titre de *faama*, connotant un pouvoir militaire, n'adoptera celui d'*almaami*, inspiré du Fouta-Djalon, qu'en 1884. Cela indique d'ailleurs la croissance de l'influence musulmane après l'annexion de Kankan ; mais la crise d'identité qui en sera la suite ne peut être étudiée ici : elle est liée au début de la lutte contre la France.

En 1880-1881, le nouvel empire, bien que dirigé par une classe militaire islamisée, ne peut pas être considéré comme un État musulman. Samori n'était pas un musulman cultivé, bien qu'il ait fait tardivement des efforts remarquables pour s'instruire. Il avait établi un système de contrôle militaire de l'espace, en s'inspirant parfois de certaines réalisations des Fulbe ou des Tukuloor ; mais en négligeant leur volontarisme religieux. Samori, qui était un empiriste de génie, avait réussi, en vingt ans, à donner à cette société un nouvel équilibre plus favorable aux Juula, trouvant ainsi une solution à la crise qu'elle traversait depuis un demi-siècle. Nous le laissons ici, au moment où son triomphe est acquis, et alors qu'il se trouve soudain confronté à l'irruption des Français, qui donnera un sens nouveau à la fin de sa carrière. Il ne s'agira plus de reconstruire une société africaine, sur des lignes africaines, pour répondre à une crise africaine, mais d'essayer de repousser l'irruption étrangère et, dans la mesure où ce n'était pas réalisable, de durer aussi longtemps que possible.

Conclusion

Le seul facteur commun à la zone étudiée, pendant la période précédant la conquête coloniale de l'Afrique, est donc bien la progression de l'influence européenne. Celle-ci est évidemment forte sur la côte. La traite clandestine y persiste jusqu'au milieu du siècle, mais le fait majeur est l'apparition de nouvelles productions africaines, huile de palme ou arachide, qui permettent la diffusion, dans les masses, de produits européens réservés jusque-là à l'aristocratie. La zone côtière se trouve ainsi intégrée au marché mondial, et mise en dépendance économique bien avant que la conquête militaire et la domination politique ne soient d'actualité.

Ces influences sont beaucoup plus faibles dans l'intérieur, où la tradition soudanaise liée à l'islam se poursuit. La croissance du commerce avec le monde extérieur explique cependant la révolution juula. Sans le savoir, c'est dans une certaine mesure en réponse aux impulsions du monde extérieur que Samori a construit l'empire qui allait réussir à retarder d'une vingtaine d'années l'échéance de la conquête coloniale.

CHAPITRE 25

États et peuples de la boucle du Niger et de la Volta

Kwame Arhin et Joseph Ki-Zerbo

Pour les pays de la boucle du Niger et de la Volta, le XIX^e^ siècle a été sans conteste une période de bouleversements majeurs et multiformes, de démantèlements politiques et institutionnels qui frappent en particulier les structures étatiques centralisées, surtout quand elles sont articulées en empires comme l'Ashanti, le Kong, les royaumes mossi et bambara. Ces secousses sont d'ailleurs le résultat de tensions internes, mais de plus en plus d'actions extérieures, notamment de changements notables dans les courants commerciaux. On assiste à des déplacements de peuples, surtout parmi les groupes non centralisés, *Völkerwanderungen*, qui ont souvent dessiné la carte ethnique telle qu'elle se présente encore aujourd'hui. Des mutations économiques consacrent la fin d'un monde et annoncent une ère nouvelle, la période coloniale. Ces changements sont souvent la cause et, parfois, la conséquence des bouleversements politiques. On assiste aussi à l'expansion accélérée des religions islamique et chrétienne qui sont favorisées par les hégémonies islamiques à l'œuvre dans les régions sahéliennes ou par la poussée colonisatrice des Européens. Tous ces processus contribuent à remodeler vigoureusement la physionomie de cette région, à l'affaiblir et à faciliter, voire à appeler, la mise en place du système colonial.

Bouleversements politiques et institutionnels

Les pays du bassin voltaïque et de la boucle du Niger ont été, durant le XVIII^e^ siècle, des foyers de pouvoirs politiques débordant la région, et suc-

cédant au vaste empire de Gao, tombé à la fin du XVIe siècle, ou tentant d'exploiter les nouvelles conditions économiques et politiques instaurées sur la Côte-de-l'Or par la traite des Noirs. Mais des conditions nouvelles provoquent, au XIXe siècle, le démantèlement des grands royaumes, et déclenchent des transferts migratoires chez les peuples non intégrés par des pouvoirs centralisés.

Le système ashanti : de l'apogée au déclin

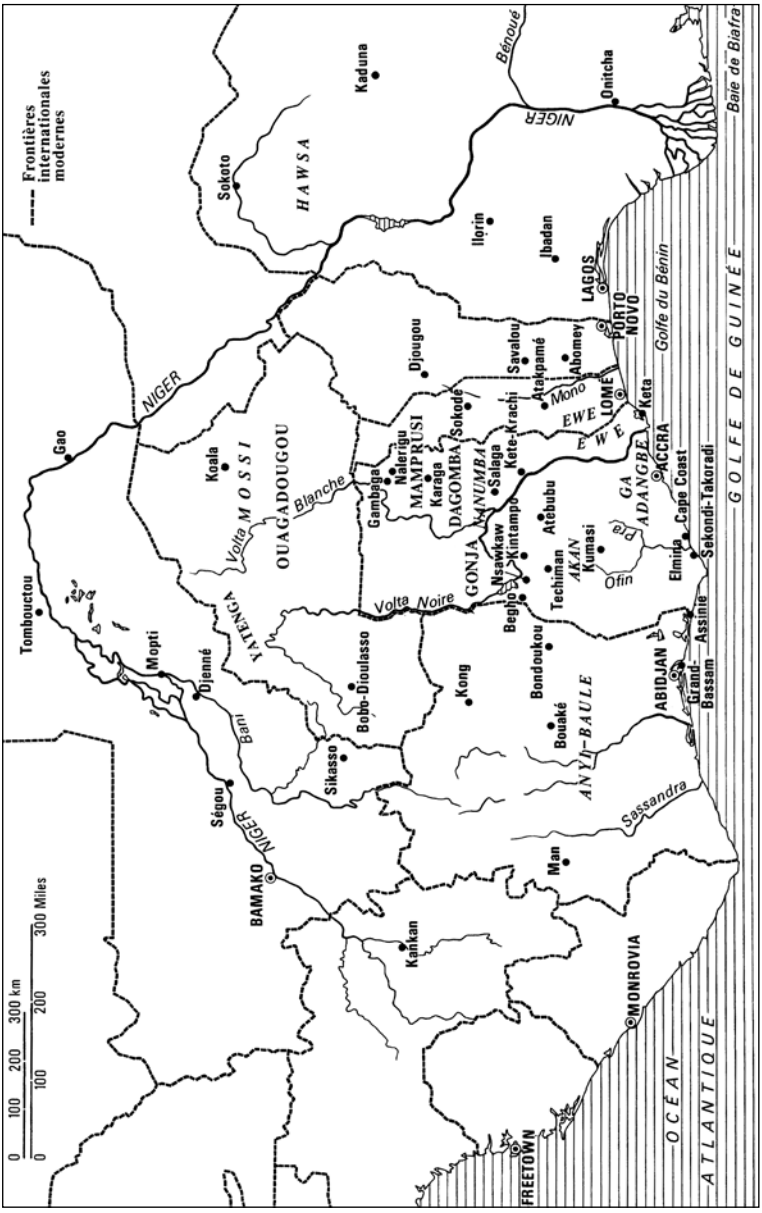
On a vu, dans le volume précédent[1], comment les dynasties ashanti s'étaient taillées, au XVIIIe siècle, au cœur de la forêt et sous la boucle de la Volta noire, un vaste empire. Grâce à Osei Tutu, le fondateur, à Opoku Ware et à Osei Kodjo, cet ensemble était fortement intégré dans son noyau central autour de Kumasi et du Tabouret d'or (*sikadwa*).

Il exerçait, sur la côte comme dans les royaumes dépendants du Nord, un pouvoir politique et économique incontesté. Au centre, les royaumes associés au clan oyoko de Kumasi deviennent peu à peu subordonnés et tributaires, grâce aux réformes de structure effectuées par Osei Kodjo, d'abord dans le royaume de Kumasi, puis aux dépens des royaumes akan voisins : Manpong, Nsuta, Dwaben, Bekwai, Kokofu, Bono, mais aussi Denkyira, Ahafo, Sefwi, Adansi, etc. Dans cette région, le *kumasihene* [roi de Kumasi] devint l'*ashantihene*. À partir de cette base, les dynasties ashanti contrôlèrent politiquement et économiquement les royaumes akan de la côte (Wassa, Nzima, Twifu, Akwamu, Akyem, Akwapim, Ga, Adangbe), mais surtout la bande côtière des chefferies fanti. De même, au nord, les royaumes de Gyaman (Abron), du Gonja, de Dagomba et même du Mamprusi tombèrent, surtout à partir du traité de 1794, dans la mouvance de l'Ashanti, ce que consacrait un tribut annuel (*ayibuade*) de deux mille esclaves.

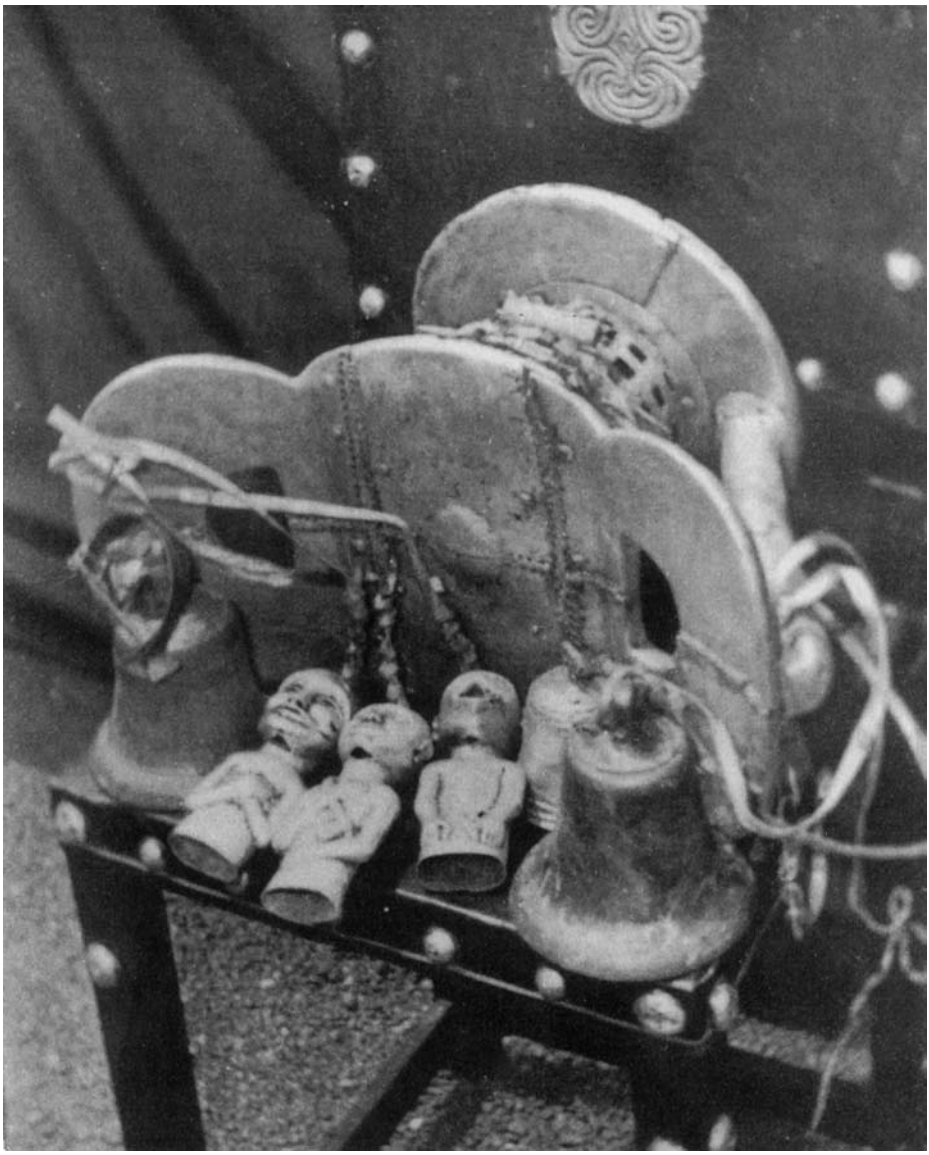
Or, le XIXe siècle va s'ouvrir avec le règne d'un des plus grands *ashantihene*, Osei Bonsu (1801-1824). Dans une série de campagnes (1807, 1811, 1814), il porte ses armées victorieuses sur la côte. Les Anglais, alors empêtrés dans les guerres napoléoniennes, et sans doctrine précise pour leurs établissements de la Côte-de-l'Or, ne purent que reconnaître par la voix du colonel Torrane, président du Conseil des marchands et de ses successeurs, la réalité de la suzeraineté, voire de la souveraineté, de l'Ashanti sur tous les peuples côtiers.

Les Ashanti en profitèrent pour écraser, dans le Nord, une rébellion du Gonja puis du Gyaman (Abron). Mais, après avoir gagné du temps en transférant la responsabilité des comptoirs à la London Company of Merchants et en expédiant à la cour de l'*ashantihene* des émissaires (Bowdich et Dupuis) porteurs de projets de traités qui restèrent pratiquement lettre morte, la Couronne britannique reprit les forts pour les confier à l'autorité du gouverneur de Sierra Leone, sir Charles MacCarthy. Ce dernier, au cours d'une offensive téméraire en direction de Kumasi, subit le désastre de Nsamanku (1824),

1. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.



25.1. *Peuples et villes d'Afrique occidentale mentionnés dans le texte* (d'après K. Arhin).



25.2. *Le Tabouret d'or des Ashanti*.
[Photo prise par K. Arhin avec l'autorisation de l'*ashantihene*.]

où il fut vaincu par les forces ashanti[2]. Stimulés par cet exploit, les Ashanti reprennent l'offensive vers la côte, mais se font écraser à Dodowa (1826) par une grande coalition des peuples côtiers sous l'égide des Anglais. C'était le glas de la puissance ashanti.

La période suivante (1826-1874) fut marquée par quelques victoires sans effet décisif des troupes ashanti, mais surtout par la direction pacifique du gouverneur George Maclean (1830-1843), et par les tentatives remarquables des Fanti et autres peuples côtiers pour se doter d'une autonomie réelle face aux menaces de Kumasi et aux empiétements des Européens.

La carrière de Maclean[3] s'est déployée à partir du nouveau retrait des autorités britanniques qui, coincées entre leurs alliés encombrants de la côte et le dynamisme batailleur de l'Ashanti, estimèrent que la Côte-de-l'Or leur coûtait trop cher en argent et en vies humaines, et cela, malgré leur victoire de Dodowa. C'est ainsi que Maclean, président du Conseil des marchands qui héritait des forts, put donner libre cours, souvent en marge des instructions officielles de Londres, à son sens aigu des affaires et des hommes. Son objectif était double : tenir en respect les Ashanti et prendre en main les peuples côtiers. C'est ainsi qu'il fait signer un traité tripartite fanti-anglais-ashanti par lequel ces derniers reconnaissent l'indépendance des pays côtiers au sud de la rivière Pra, acceptent de porter devant la partie anglaise les conflits éventuels et s'engagent à tenir ouvertes les routes de commerce. Maclean tenta d'initier peu à peu les Fanti aux principes judiciaires anglais, à travers une hiérarchie de tribunaux partant des cours des chefs jusqu'à la juridiction présidée par lui-même. Les milices locales, placées auprès des chefs, aidaient à l'application des normes nouvelles, cependant que l'introduction des cauris pour les transactions mineures et l'encouragement à la production d'huile de palme commençaient à transformer la structure économique.

Mais le gouvernement britannique décidait de reprendre à son compte les établissements côtiers en 1843, de les régenter par une convention judiciaire officialisant la loi britannique (Bond de 1844)[4]. Par l'ordonnance municipale de 1858, la Côte-de-l'Or, en tant que protectorat, fut séparée de nouveau de la Sierra Leone, et reçut un gouverneur contrôlant un conseil législatif et un conseil exécutif.

Selon le principe général d'après lequel les populations locales doivent subvenir aux frais de leur progrès matériel, social et intellectuel, un impôt de capitation d'un shilling fut instauré en 1852 et généralement accepté, mais de façon éphémère[5]. En effet, la résistance contre l'impôt fut rapidement très vive, non pas tant parce que les employés appointés à la collecte supplantaient les chefs, mais parce que 8% seulement des recettes allaient aux écoles et aux routes, l'essentiel servant à rétribuer toute la gamme des fonctionnaires affec-

2. Sur sir Charles MacCarthy, voir A. A. Boahen, 1974, p. 188-189.
3. Sur la carrière de Maclean, voir G. E. Metcalfe, 1962, p. 33-34 et p. 45.
4. Lord Stanley au lieutenant gouverneur H. W. Hill, 16 décembre 1843, n° 124, dans : G. E. Metcalfe, 1964.
5. The Poll Tax Ordinance, 19 avril 1852, n° 181, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

tés à la gestion. Malgré les tentatives de réforme ultérieures, et les expéditions punitives, le gouverneur Pine fut contraint de renoncer à l'impôt en 1864.

Ce fut là le premier mouvement de résistance à caractère purement social et national, c'est-à-dire non ethnique. Il fut d'ailleurs suivi très vite par une action[6] de portée beaucoup plus considérable parce que directement politique.

Dès 1864, les chefs de la Côte-de-l'Or envoient un cahier de doléances au gouverneur pour protester contre les empiétements sur leurs droits et leurs intérêts, montrant par des exemples concrets comme leur emprisonnement par de simples fonctionnaires, comment leur dignité était bafouée[7]. Peu après, Aggrey, « roi » de Cape Coast, allait plus loin, sur les conseils d'un avocat talentueux, Charles Bannerman. Il proteste contre le fait qu'on traite les habitants de son territoire comme des sujets britanniques, exige que les rapports entre les chefs et le gouverneur soient précisés, et demande pourquoi il ne dispose d'aucune part dans les recettes fiscales[8]. Enfin, il menace de lever une milice locale pour la sécurité de son territoire. Il fut déporté en Sierra Leone.

Mais le mouvement continua de plus belle, sous l'inspiration des intellectuels africains que le Colonial Office présente, en 1855, déjà comme une classe intermédiaire, à moitié civilisée, avec des idées acquises chez les missionnaires ou ailleurs. Ils poussaient à l'émancipation en disant aux Africains : « Vous n'êtes pas des sujets britanniques, donc vous n'êtes pas tenus à l'obéissance. Vous avez droit à une part du pouvoir dans votre propre pays. Seule l'union vous fera accéder à vos droits. » Telles étaient les idées de J. Africanus Horton, un Sierra-Léonien, de Joseph Smith, Henri Barnes, T. Hughes, F. L. Grant, R. J. Ghartey. Or, les chefs côtiers étaient très sensibilisés à ces arguments par les événements en cours. Ils redoutaient les retours offensifs des Ashanti, étaient résolus à contribuer eux-mêmes à leur propre défense, mais réprouvaient la mollesse des Hollandais à l'égard de Kumasi et de son allié local, Elmina. Ils s'opposèrent donc à l'échange de forts que les Anglais avaient envisagé avec les Hollandais afin d'homogénéiser leurs territoires respectifs. Mais ils craignaient aussi d'être abandonnés par les Anglais qui les poussaient à l'union contre l'Ashanti pour la défense de la côte, mais n'entendaient pas leur donner de moyens à cet effet. Deux expériences d'autonomie furent donc tentées, à l'ouest et à l'est de la côte.

À l'ouest, l'assemblée de Mankessim, composée des chefs fanti mais aussi de délégués du Denkyira, de Wassa, de Twifu et de l'Assinie, élabora successivement trois constitutions[9] : la première en 1868, la seconde, signée et scellée par 31 chefs et rois, instaure un roi-président élu par ses pairs, qui préside l'Assemblée nationale composée par les chefs. L'Assemblée représentative, elle, constituée par des délégations à raison de deux mem-

6. Voir A. A. Boahen, 1974, p. 239.
7. Document n° 243, dans : G. E. Metcalfe, 1964.
8. Carnavon à Blackhall, 23 février 1867, n° 258, dans : G. E. Metcalfe, 1964.
9. Quassie (Kwassi); Edoo *et al.* à sir A. F. Kennedy, 24 nov. 1871, document dans n° 278, dans : G. E. Metcalfe, *op. cit.*

bres (un chef et un lettré) par royaume, était présidée par le vice-président, lequel dirigeait aussi le Conseil exécutif. Or, dès 1872, cette constitution était amendée pour soumettre la légitimité de la Confédération à la reconnaissance du gouvernement britannique, lequel était sollicité, d'autre part, pour fournir la moitié du budget de la Confédération et, à défaut, pour prendre toutes ses responsabilités en transformant la Côte-de-l'Or en colonie.

En trois ans, la Confédération était opérationnelle, levant une armée de 15 000 hommes, mettant en place les institutions et les hommes, y compris pour la Cour suprême, levant un impôt dont les deux tiers du montant allèrent à la Confédération, et le tiers restant aux chefferies membres.

Elle inspira même à l'est, autour d'Accra, une confédération symétrique, mais qui fut bien timide face à la puissance des chefs de cette région. À l'ouest, d'ailleurs, le mouvement autonomiste s'épuisait dès 1872, car, cette année-là, les Hollandais avaient finalement vendu leurs forts et quitté le littoral, ce qui supprimait l'un des motifs de crainte des chefs confédérés. En outre, l'armée de ceux-ci ne parvenait pas à forcer la décision contre le fort d'Elmina, et les moyens financiers demeuraient insuffisants. Mais, surtout, les Britanniques mirent tout en œuvre pour réprimer les intellectuels et diviser les chefs jusqu'à l'effondrement de la Confédération fanti.

Bien que de courte durée, la Confédération fanti eut beaucoup d'importance. Dernier souffle de protestation sur la Côte-de-l'Or contre l'avancée du colonialisme, elle tentait de recréer l'unité fanti détruite sous l'effet décisif de la présence européenne, et annonçait le rôle que l'élite instruite jouerait à l'avenir dans les affaires du littoral : guider les chefs traditionnels totalement analphabètes. Elle montrait donc comment, en instruisant, le colonialisme fourbissait l'arme qui serait un jour sa perte. L'hostilité que les gouvernements coloniaux manifestèrent par la suite à l'élite éduquée trouve là son origine.

Après avoir éliminé la Confédération et acheté le départ des Hollandais en 1872, les Anglais saisirent la première occasion pour régler, une fois pour toutes, la question ashanti. L'invasion ashanti qui eut lieu cette année-là pour reconquérir Elmina, que l'Ashanti considérait comme sienne depuis longtemps, et revendiquer de nouveau Assin, Denkyira et Akyem, leur en fournit le prétexte. En 1874, ils envoyèrent une puissante armée sous le commandement du général Wolseley, qui captura et incendia Kumasi. La même année, Kofi Karikari dut signer le Traité de Fomena, par lequel l'Ashanti renonçait définitivement à tous ses droits sur le littoral.

L'année suivante, l'Ashanti s'affaiblissait encore par la guerre entre Kumasi et Dwaben, qui fut écrasé, et dont les habitants se réfugièrent dans le protectorat britannique. Or, Dwaben était l'un des centres ashanti les plus valeureux et les plus fidèles. Dès lors, l'anarchie s'installa à Kumasi et dans les pays tributaires du Nord, et malgré la politique de consolidation de Kwaku Dwa III, dit Prempeh (le Gros). Ce dernier sera arrêté par ruse en 1896, au moment de la ruée coloniale, et déporté. Ce qui avait fait la puissance incontestée de l'Ashanti, au XVIII^e siècle et au début du XIX^e c'est, bien sûr, sa position mitoyenne entre les pôles que représentaient la boucle

du Niger et la côte du golfe de Guinée; mais aussi le génie de l'organisation politique et administrative qu'avaient ses dirigeants[10].

Au début du XIXe siècle, ce système avait atteint un haut degré de perfection et d'efficacité, qui seul justifiait son extension croissante jusqu'à englober les États fanti. Le grand ensemble ashanti comprenait alors trois types d'unités territoriales.

En premier lieu, le groupe des chefferies ashanti, unies de longue date, sous l'autorité de l'*ashantihene*, par l'identité de langue, la contiguïté géographique, un vaste réseau de liens de parenté et d'affinités, un siècle d'activités et de fierté militaires communes, ainsi que la sanction mystique de la foi en la puissance tutélaire du Tabouret d'or des Ashanti et des esprits des ancêtres de l'*ashantihene*[11]. Les témoignages concrets de l'appartenance à l'union étaient les suivants: participation des chefs des États membres à l'intronisation du chef de l'État de Kumasi, souverain ashanti; serment d'allégeance à son égard; présence à l'assemblée générale (*nhyiamu*) des chefs, où l'on délibérait des affaires politiques majeures (guerre, paix, traités…); acceptation du grand serment des Ashanti comme instrument de justice suprême sur tous les territoires de l'*ashantihene*[12].

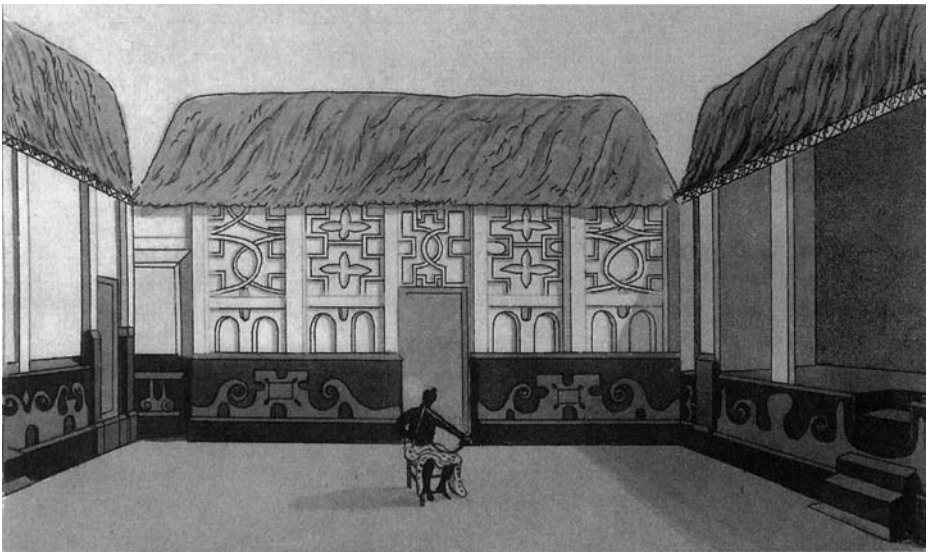
Ces institutions intégratrices constituaient les bases essentielles de l'appareil d'État. On les retrouvait dans tous les États akan en dehors de l'Ashanti; ce qui signifie que l'idée de légitimité du pouvoir par la guerre avait supplanté celle de l'identité politique fondée sur la parenté et la religion.

C'est ainsi que la deuxième catégorie d'États dans ce vaste empire était constituée par des États akan limitrophes du pays ashanti. Les peuples de ces États comprenaient le sens de ces institutions. On attendait d'eux qu'ils les vivent sous l'autorité de l'*ashantihene*, afin d'en tirer les mêmes bénéfices que les peuples ashanti eux-mêmes.

Enfin, la troisième catégorie d'États comprenait des territoires éloignés géographiquement et culturellement, comme le Dagomba, le Mamprusi, le Gonja. On les considérait essentiellement comme devant contribuer au développement économique ashanti. Ces États non akan du Nord étaient soumis à un contrôle militaire et politique à cause de leurs ressources économiques. Ils fournissaient également, sous forme de tribut, une grande partie des hommes destinés aux guerres et à l'agriculture de l'Ashanti[13]. On a contesté cette distinction importante, en prétendant que les motivations économiques et politiques se retrouvaient dans toutes les guerres ashanti. Dans le même sens, on a invoqué l'existence de représentants de l'Ashanti dans tous les types d'États, ainsi que l'« achantisation » de l'armée du Dagomba ou les interventions de l'*ashantihene* dans les querelles de succession du Gonja et du Dagomba[14].

10. Voir B. A. Ogot, 1992.
11. Voir R. S. Rattray, 1929, p. 398-409; K. A. Busia, 1951; I. Wilks, 1975, chap. 2.
12. I. Wilks, 1975; J. M. Sarbah, 1906; K. A. Busia, 1951; p. 78; R. S. Rattray, 1929, p. 388-389.
13. T. E. Bowdich, 1819, p. 320-321.
14. J. K. Fynn, 1974; I. Wilks rejette cette catégorisation, 1975, p. 42-60.

Mais il est évident que les commissaires régionaux avaient des mandats différents selon les cas. Dans les régions akan, ils devaient veiller au règlement des conflits en faisant observer le serment de l'*ashantihene*, de manière à souligner sa souveraineté sur ces territoires; la perception des impôts dans ces régions, considérée par les observateurs européens de l'époque comme une exploitation, ne posait pas de problème pour l'*ashantihene*, puisque les mêmes charges pesaient sur les États proprement ashanti[15]. Le vrai problème, c'était la souveraineté territoriale. Dans les régions non akan, les commissaires s'appliquaient à renforcer les termes du « traité » entre l'*ashantihene* et le Dagomba, par exemple[16] à propos du tribut. En revanche, nous ne possédons pas de documents attestant la présence de contingents du Gonja ou du Dagomba dans l'armée ashanti, ni le paiement, par ces pays, de l'impôt de guerre ashanti (*apeatoo*). Le règlement des conflits de succession au Gonja et au Dagomba doit donc être considéré comme une action politique à visée économique: la paix dans ces territoires garantissait le paiement du tribut, de même pour l'« achantisation » de l'armée dagomba. Un vieil informateur ashanti déclarait à ce propos: *Na yene wonom nko nhyiamu* [« Nous n'allions pas en conseil avec eux »].

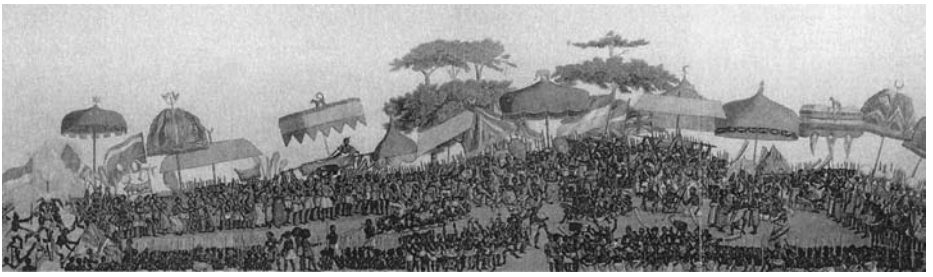


25.3. *La cour des finances*, *Kumasi*, *1817*.
[*Source:* T. E. Bowdich, *Mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, 1819, Londres, John Murray. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Avec les États akan, le problème était essentiellement celui de la souveraineté. La dimension économique des conquêtes ashanti dans le Sud ne

15. B. Cruickshank, 1853, vol. II, p. 143.
16. T. E. Bowdich, 1819, p. 235.

fait aucun doute. Mais il est clair que, au début du XIXe siècle, les Ashanti s'intéressaient essentiellement à une domination politique sur les autres peuples akan, auxquels ils cherchaient à imposer leurs propres institutions centrales. Tout d'abord, le tribut extorqué aux peuples vaincus fut ici peu à peu transformé en impôt de guerre (*apeatoo*) [17]. Ensuite, le grand serment ashanti, le *Ntam Kesie*, considéré comme l'instrument suprême de la justice, fut institué chez les autres peuples akan, et leurs propres serments locaux lui furent subordonnés[18]. En troisième lieu, la présence des principaux dirigeants akan de la périphérie était exigée lors de la fête annuelle de l'*Odwira*, où ils devaient rendre hommage à leur « suzerain », l'*ashantihene*[19]. Enfin, des contingents de tous les États akan combattaient en tant que forces ashanti dans les guerres des Ashanti à l'intérieur et à l'extérieur de l'empire. Le problème de la souveraineté était à l'origine des chocs fréquents entre les Ashanti et les autres Akan, ou les Européens. La fermeture des routes commerciales menant à Accra, décrétée par les Akim et les Akwapim, provoqua des guerres avec l'*ashantihene*, parce que ce dernier l'interprétait surtout comme une rébellion, un refus de la domination politique des Ashanti. Les attaques de ceux-ci contre les Fanti sont inspirées par cette même volonté d'hégémonie politique.



*25.4. Le premier jour de la fête annuelle de l'*Odwira *à Kumasi, 1817.*
[*Source :* T. E. Bowdich, *Mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, 1819, John Murray, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Comme preuve de sa souveraineté, l'*ashantihene* faisait état des documents engageant les signataires au paiement d'un loyer pour le château de Cape Coast et le fort d'Anomabo, qu'il disait avoir acquis lors de la conquête du pays fanti en 1807[20]. Après la défaite du Gyaman en 1818, l'*ashantihene* déclara que les gens de Kommenda et de Cape Coast devaient l'*aseda*, redevance de gratitude, en témoignage de joie pour la victoire de leur seigneur

17. *Ibid*., p. 320.
18. Voir Major Chisholm à sir Charles MacCarthy, le 30 septembre 1822, document nº 56, dans : G. E. Metcalfe, 1964.
19. J. M. Sarbah, 1906.
20. T. E. Bowdich, 1819 p. 47, 68.

et maître[21]. Enfin, en 1822, les commissaires de l'*ashantihene* exigèrent le jugement et la punition d'un sergent de police du fort d'Anomabo, parce qu'il n'avait pas réagi correctement quand un marchand ashanti avait prononcé devant lui le serment de l'*ashantihene*[22].

Les États mossi

Le pays mossi, qui, depuis le XVI^e^ siècle, avait connu un essor remarquable culminant au XVIII^e^[23] est, au début du XIX^e^ siècle, dans un état de décomposition qui paralyse de l'intérieur, et démantèle de l'extérieur, les deux principaux royaumes de Ouagadougou et du Yatenga. Seul le royaume de Bussuma (Boussouma) profite de cette débâcle pour s'étendre et se consolider. Deux exemples suffiront pour montrer la décadence grave dans laquelle avait sombré le puissant royaume de Ouagadougou : la guerre de Bussuma et la guerre de Lallé.

Le royaume de Bussuma en pleine expansion s'est heurté, au début du siècle, à celui de Ouagadougou, commandé alors par Mogho Naaba Dulugu. C'est en s'immisçant dans les querelles intestines du Salmatenga (région de Kaya) que Naaba Piga de Bussuma réussit à mettre la main sur cette chefferie. Mais, en accueillant un exilé du royaume de Ouagadougou, il subit l'invasion des forces de Mogho Naaba Dulugu, et dut se réfugier à Mane, qui lui-même guerroyait contre le chef du Zitenga, un protégé de Ouagadougou. C'était donc une guerre circulaire au cours de laquelle de nombreux princes mécontents de la campagne contre Mane firent défection, et où Mogho Naaba Dulugu de Ouagadougou fut mortellement blessé. Le successeur de Naaba Piga, considérant que le chef de Mane était responsable de la mort de Mogho Naaba Dulugu, obligea le *naaba* de Mane à s'empoisonner, cependant que le successeur de Dulugu, Naaba Sawadogho, obligeait le chef de Zitenga, son propre frère, qui avait osé lui disputer le trône, à se suicider.

Cinquante ans après, Ouagadougou, allié de Boulsa, attaquera encore Bussuma, allié de Pisila. Naaba Ligidi de Bussuma, bien que harcelé, réussira néanmoins un raid de sa cavalerie dans la capitale du *mogho naaba*, à Ouagadougou, où les dégâts matériels et humains furent considérables[24].

21. Le gouverneur et le Conseil au comité africain, 11 janvier 1819, document n° 39, dans : G. E. Metcalfe, 1964 ; voir aussi le gouverneur et le Conseil au comité, le 22 mars 1819, document n ° 110, *ibid.*

22. Voir document n° 63, *ibid.* ; K. A. Busia (1951, p. 78) définit un serment comme « une formule stéréotypée faisant très obscurément allusion à un événement tragique » dans l'historire de la communauté politique à laquelle se rapporte le serment, et dont le chef est dit « posséder le serment ». En rappelant l'événement en question, le serment est censé troubler les esprits des ancêtres défunts du lignage royal ; ceux-ci devront être apaisés par des sacrifices. C'est pourquoi un serment ne doit être prononce que selon les règles prescrites, comme instrument judiciaire enjoignant à une partie dans un conflit de comparaître devant le tribunal du dirigeant auquel le serment était prêté, ou en tant que moyen de faire appel à un tribunal supérieur. Voir R. S. Rattray, 1929, p. 76, 102-104, 315 et suivantes.

23. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.

24. Y. Tiendrebeogo, 1964 p. 57-58.

Par ailleurs, les guerres entre le Bussuma et le royaume de Riziam permirent au Bussuma, non sans mal, d'annexer les chefferies du Salmatenga et de Pikutenga (Pikoutenga). Dans ces engagements, Naaba Koabgha de Riziam avait appelé à l'aide un chef fulbe du Djelgodji.

Or, en 1881, Naaba Ligidi de Bussuma lançait une expédition contre Koala, au nord du pays gulmance et à la frontière du royaume fulbe de Dori et du pays mossi. Les troupes du Bussuma eurent très difficilement raison du village fortifié de Koala, dont l'émir de Dori attendait la défaite pour s'en emparer. Naaba Ligidi se garda de favoriser cette visée des Fulbe[25].

À sa mort, en 1890, Naaba Ligidi avait repoussé les frontières du royaume de Bussuma à leurs plus extrêmes limites. Au prix de nombreux affrontements, il avait assuré sa prépondérance à la frontière du pays fulbe et gulmance.

Alors que le Bussuma s'imposait à l'est de Ouagadougou, à l'ouest, le maître de Lalle, une puissante chefferie jouxtant le pays gurunsi, se rebellait avec éclat. Cette guerre qui couvera longtemps et se rallumera cinquante ans après entraînera de plus en plus de peuples dans la tourmente jusqu'à la conquête française.

Elle débute sous Naaba Karfo (1842-1849) de Ouagadougou, et à partir d'un incident banal, ce qui démontre le degré de décrépitude du système mossi à cette époque. Elle était terriblement aggravée du fait que, contre le *mogho naaba* de Ouagadougou, se trouvaient alliés l'un de ses vassaux les plus puissants et son principal « ministre », le *widi-naaba* [26]. Cette coalition était redoutable, puisqu'elle amalgamait deux groupes sociaux généralement antagonistes : un élément de la noblesse placée à la tête des commandements territoriaux et le plus éminent représentant de la caste « bureaucratique » d'origine roturière mais qui, autour du souverain, gérait les grandes affaires de l'État. Dans cette guerre civile qui sonnait le glas du royaume de Ouagadougou, Naaba Wobgho de Lalle, dont la partie orientale du territoire était trop enfoncée au milieu de terres loyalistes, s'appuya de plus en plus sur la zone occidentale peuplée en grande partie de Gurunsi, qui furent largement mis à contribution, cependant que le *mogho naaba* de Ouagadougou réussissait par ruse à faire liquider son « ministre » rebelle.

Mais, au temps de Mogho Naaba Sanem de Ouagadougou (1871-1889), le conflit reprenait de plus belle avec Naaba Wobgho de Lalle. Il se poursuivit sous le *mogho naaba* de Ouagadougou, aussi appelé Wobgho (1889-1897). La première bataille vit la déroute des forces royales. Le *mogho naaba*, incapable de réduire la rébellion, se tourna, de guerre lasse, vers les mercenaires zamberma (zambarima) pour arracher la décision.

Les Zamberma avaient quitté leur pays (Niger actuel) pour échapper aux exactions des Fulbe[27]. Ils se mirent au service de Ya Na, roi de Yendi, Na Abdoulaye, comme chasseurs d'esclaves. Ils marchaient sous les ordres de Alfa Hano, puis de Gazari, et enfin de Babato. S'étant brouillés avec

25. P. Delmond, 1953, p. 39.
26. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 48-49.
27. M. Izard, 1970, tome I, p. 183 et suivantes.

le roi de Yendi, ils entreprirent de contrôler le riche pays gurunsi qu'ils mirent en coupe réglée. Mogho Naaba Wobgho les ayant appelés contre le Lalle, ils avancèrent en pays mossi sans faire de quartier à personne. Les « chefs » fidèles au *mogho naaba* de Ouagadougou s'opposèrent à eux et leur barrèrent la route, comme à Saponé, où ils furent écrasés, et comme à Kayao. L'armée du roi elle-même leur infligea de lourdes pertes, et le *tapsoba* [général en chef] ne les laissa passer qu'à contrecœur après en avoir reçu l'ordre de Ouagadougou. C'est à la suite de maints engagements sanglants que les Zamberma affaiblis abordèrent la province du Lalle rebelle, qui les rejeta dans les marécages où ils furent décimés. Seuls les débris de cette colonne d'intervention rejoindront Léo[28]. L'ironie macabre du sort veut que la conquête européenne entraînât, à la fin du siècle, la fuite du *mogho naaba* de Ouagadougou vers le territoire britannique en 1897, cependant que son vassal et homonyme Wobgbo de Lalle était battu et exécuté à Ouagadougou, par les Français.

Dans le pays mossi au nord, la prépondérance du Yatenga est manifeste : mais, au cours du XIX^e^ siècle, la décadence est aussi évidente. En effet, à part quelques opérations d'expansion en vue de l'intégration comme dans les royaumes de Yako et du Tatenga (Riziam), les autres actions du Yatenga vont consister, durant cette période, en réactions contre les menaces extérieures, dont l'exemple typique réside dans les opérations du Djelgodji, ainsi qu'en une guerre civile sans fin entre les prétendants au trône, dont la plupart n'auront plus le temps de se faire introniser.

En matière d'intégration par la conquête, les deux principales initiatives ont été celles de Naaba Tuguri (1806-1822) contre Yako[29]. Mais le maître de ce royaume mitoyen entre le *mogho naaba* de Ouagadougou et celui du Yatenga était plutôt dans la mouvance du premier. Naaba Silem de Yako, destitué par Naaba Tuguri du Yatenga, ne restera pas plus d'un an. Et, sans doute avec l'aide du grand voisin de Ouagadougou, il reprendra son commandement.

Quant à l'action contre le Riziam, elle ne pouvait que porter ses fruits. En effet, ce royaume, dont la capitale, Sabce, était excentrée dans la région sud, avait porté tous ses efforts de ce côté, en particulier contre les puissants *naaba* de Bussuma. Le Nord, qui ne communiquait avec la région sud que par un couloir étroit et peu peuplé, n'était plus très lié à la base méridionale du royaume. En revanche, cette région septentrionale était, dès le règne de Naaba Kango, sous l'influence et la pression du Yatenga. Les campagnes des *naaba* Totebalbo (1834-1850) et Yemde (1850-1877) aboutirent à l'annexion pure et simple du territoire de Titao et de Toulfé, ce qui isola davantage la chefferie rumba de Mengao de celle de Toulfé ; en effet un chef de guerre, d'origine captive, était posté à Titao. Avec le chef de Kossouka préposé à la surveillance, le maître de Zitenga à Tikaré se trouvait sous un contrôle renforcé ; ce qui l'amènera à

28. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 70-71.
29. Voir D. Nacanabo, 1982.

25.5. *Personnages masqués mossi, probablement des « prêtres de la terre » représentant l'autorité aborigène, début du XX^e siècle.*
[*Source :* J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Longman, Londres. *Illustration :* © Frobenius Institute.]

25.6. *Mogho Nabba Sanem fêté par ses sujets en 1888.*
[*Source :* L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

se rapprocher davantage de son « frère », le *naaba* du Datenga, et même du roi de Riziam.

D'ailleurs, les campagnes extrêmement rudes du Riziam, pays de collines escarpées, avaient coûté très cher au Yatenga, y compris la vie de Naaba Totebalbo. Les gains des campagnes contre le Djelgodji sont assez coûteux aussi. Certes, la frontière avec l'empire du Macina fut alors mieux fixée ; mais le Djelgodji avait puisé, dans les interventions mossi, une volonté supplémentaire d'indépendance à l'égard du Yatenga[30].

Enfin, en ce qui concerne l'anarchie et la guerre civile, elles étaient déjà potentiellement contenues dans l'élection de Naaba Tuguri, au début du siècle, contre la volonté de ses nombreux frères. Souvent, deux concurrents se succéderont à intervalles rapprochés, régneront par alternance ou même simultanément, avec chacun son clan et sa capitale. Ce furent les cas de Naaba Wobgho et de Naaba Nyambemogho d'une part, et de Naaba Korogho et de Naaba Ragongo d'autre part. Les princes s'approvisionnaient alors en troupes chez les peuples san (samo) de Gomboro (fournisseurs d'archers) et/ou fulbe de Tiou (fournisseurs de cavaliers) pour forcer la décision politique avec les armes[31].

Au total, le processus historique, dans le Yatenga du XIX^e^ siècle, a été, dans la ligne du XVIII^e^ siècle, très extraverti, à cette différence près que les défis et les risques étaient beaucoup plus graves désormais. Sous Naaba Baogho (1885-1894), soutenu par les fils de Sagha (sauf le clan de Tuguri), les luttes fratricides s'installèrent. Les fils de Sagha, en effet, se subdivisaient à leur tour en clan de Totebalbo et clan de Yemde. Ils finirent par s'entendre pour imposer Naaba Baogho ; mais celui-ci fut aussitôt contesté par les fils de Tuguri : occasion rêvée pour l'intervention française[32].

Les plateaux voltaïques à l'Ouest et au Sud

Dans cette région, des groupes et des clans de même lignée, sans pouvoir centralisé pour la plupart, résistent assez bien aux bouleversements du temps, dont les vecteurs, depuis quelques siècles déjà, sont les Juula (Dioula) ou les Marka (Dafin) qui constituent, avec les autochtones, des amalgames biologiques, sociaux et économiques dont l'un des prototypes est le peuple bobo-juula. Il ne faut d'ailleurs pas tracer de frontière purement théorique entre les peuples à pouvoir centralisé et les autres. En effet, la centralisation peut prendre des formes qui ne sont pas politiques, tel le *poro* des Senufo, communauté de très grande envergure à caractère religieux qui détermine la hiérarchie sociale. Il est donc normal que les peuples peu hiérarchisés politiquement accusent les coups des convulsions du XIX^e^ siècle de façon différente que les sociétés politiquement plus structurées. Ces observations aident à comprendre l'histoire tumultueuse des groupes voltaïques

30. M. Izard, 1970, tome 2, p. 350.
31. *Ibid.*, p. 331-333.
32. J. Ki-Zerbo, 1953. Les guerres fratricides entre « les fils de Tuguri » et « les fils de Sagha » fournirent l'occasion de l'intervention française.

de cette région, durant le XIXe siècle — invasions, assauts préventifs, résistances, adaptations et métissages divers. En général, tout en rejetant plus ou moins vigoureusement les tentatives de domination des groupes mande, mossi, zarma, marka, fulbe, les peuples les plus sédentaires, sinon autochtones, se sont accommodés de leur présence et de leur activité économique, quitte à opérer des transferts géographiques lorsque la pression politique ou la ponction économique devenait trop forte. Donnons quelques exemples de ce propos.

Le Gwiriko et le Kenedugu (Kénédougou) sont tous deux des émanations du pouvoir des Ouattara de Kong[33]. Ils seront relayés, vers la fin du XIXe siècle, par la dérive vers l'est d'un autre Empire juula (dioula), celui de Samori Touré[34].

Le Gwiriko[35] formé au XVIIIe siècle autour de Bobo-Dioulasso et de la boucle nord de la Volta noire, florissait à force de révoltes matées, entre les hégémonies successives de la boucle du Niger (Ségou, Macina, Empire tukuloor) et les royaumes du plateau central mossi. Mais, après Maghan Oulé Ouattara (1749-1809) et son fils, Diori Ouattara, l'empire craque de partout — par résistances sécessionnistes des peuples soumis, ou par essaimage de petits groupes juula (dioula) tentant à leur tour leur chance. Tiéfo, Bobo-Juula (Dioula), Bolon, etc., secouent le joug. Bako Morou (1839-1851) arrêta un moment la débâcle en s'alliant aux Tiéfo et aux Bobo-Juula (Dioula) pour écraser les forces du Kenedugu à Ouléni, où le futur roi, Tiéba, sera capturé et vendu comme esclave.

Après lui, la décadence reprend. C'est ainsi que, autour de Boromo, une famille de marabouts marka venue de Djenné se taille un fief, sous les ordres de Mamadou Karantao, qui rassemble Marka, Mossi et Dagari-Juula (Dioula). Les Ko autochtones sont chassés de Boromo. Puis, défiant l'autorité des Ouattara, Mamadou Karantao se lance à la conquête du Bwamu (pays des Bwaba) et fonde Ouahabou. Son fils, Karamoko Moktar, poursuit son œuvre, non sans difficultés et échecs, dans le Bwamu et en pays dagari et wiile.

Ce que Karamoko Moktar tentait par le sud du Gwiriko, le Kenedugu l'effectuait par le nord. Organisé au XVIIIe siècle autour de Sikasso, c'était une extension lointaine de Kong sous les Traoré, Senufo dioulaïsés, c'est-à-dire islamisés. C'est entre 1850 et 1860 que Laoula fonde la puissance des Traoré sur les petites chefferies senufo. Ce pouvoir sera confirmé à partir de 1875 par le roi Tiéba, allié des Français. Après s'être rapproché des Kiembagha de Korogho, et avoir victorieusement repoussé le siège de Samori derrière la forteresse puissamment bâtie de Sikasso, il échoue lui-même en 1890 devant Sinématiali.

Les peuples du sud-ouest de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso) ont vécu cette période dans le même climat de pressions, d'instabilités et de

33. Sur l'essor de l'empire de Kong, voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.
34. Voir chap. 24, ci-dessus.
35. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.

conflits. Migrations ethniques : tel est le schéma général qui prévaut dans cette région. Pwa, Sissala, Gan, Dyan, Birifor, Dagara, Dagara-Juula se sont succédé, bousculés, refoulés, mariés, rassemblés et séparés ici, surtout durant les premières décennies du XIXe siècle. Bien sûr, il ne s'agit pas de raz de marée humain[36]. M. Père, citant ses informateurs, parle de groupes restreints, composés parfois de quelques unités partant en éclaireurs « pour voir si l'endroit est bon » ; puis d'autres, « voyant que c'était bon », les rejoignent. Fait remarquable ici, c'est qu'il y a, entre ces ethnies, l'apparentement le plus intime dans la diversité la plus stricte. Ils se rattachent par exemple aux quatre grands matriclans, et en portent les matronymes[37]. Ils parlent tous des langues voltaïques, souvent très proches les unes des autres. Ils ont les mêmes usages culturels, funéraires, matrimoniaux, initiatiques, le même habitat dispersé, des structures sociales similaires, des méthodes agraires analogues (intensives sur les terroirs alluviaux ou domestiques, extensives ailleurs), etc. Et pourtant, dans tous ces domaines, il y a suffisamment de différences pour que chaque groupe tienne farouchement à sa propre identité.

À l'aube du XIXe siècle déjà, les Kulango, Teese, Gan, Pwa et Dyan sont là. Suivent maintenant les Lobi, de loin les plus nombreux. Ils traversent la Volta noire, à la fin du XVIIIe siècle, venant du Ghana actuel, et cela en deux groupes : au nord, ceux de Nako (les Lobi de la plaine), et au sud, les Lobi de la montagne. Ils refoulent des Dyan, des Gan, des Teese par un processus continu, diffus, sans grands heurts ; par des migrants pionniers et défricheurs, issus de régions surpeuplées, aux dépens des peuples clairsemés ; ce qui n'exclut pas des conflits localisés dans les zones marginales de friction. Puis, arrivent de la même origine les Birifor, par trois axes principaux. Ils s'encastrent entre Dagara-Wiile et Lobi, entre Dyan et Pwa, et en plein cœur du pays lobi. Ils sont les prototypes mêmes du métissage, se rapprochant des Lobi sur le plan culturel, et des Dagara par la langue ; ils sont souvent trilingues. Enfin, ce sont les Dagara qui franchissent à leur tour la Volta noire d'est (rive gauche) en ouest (rive droite). On distingue chez eux deux groupes : les Dagara-Wiile qui s'installent au nord-ouest, et les Dagara-Lobi qui s'établissent en bordure du fleuve.

Tous ces peuples passeront le plus clair de leur temps à s'implanter et à se défendre, non pas tant contre leurs voisins immédiats que contre les contingents juula (dioula) qui les rançonnaient de toutes parts, sans réussir à les assujettir.

Autres peuples

La même remarque vaut aussi pour les peuples voltaïques à pouvoir non centralisé, comme les Gurunsi, les Bisa et les Samo (Sanan) au XIXe siècle. Nous avons vu comment les Zamberma avaient saigné à blanc les Gurunsi qui payaient en temps normal un lourd tribut aux royaumes mossi voisins,

36. Voir H. Guilhem et J. Hébert, 1961, p. 87 et suivantes.
37. M. Père, 1982. Les matronymes étaient : Hien/Da/Kambou-Kambiré/Sib-Sou-Palé.

tout en assurant avec eux un métissage prononcé qui se perd dans les siècles. Les Bisa ont non seulement maintenu leurs positions au sud-ouest du bloc moaga, mais paraissent même avoir essaimé durant cette période. « Il nous semble que loin d'être refoulés par les Mossi, les Bisa […] ont gagné du terrain sur leurs voisins. La chefferie bisa de Garango serait ainsi très récente[38]. »

Quant au pays san (samo) du Nord, frontalier du Yatenga, loin d'être conquis, il servit à maintes reprises de base de repli et de « sanctuaire » pour les luttes dynastiques interminables du Yatenga, durant la période concernée. Eux et d'autres peuples devaient compter aussi avec les chefferies marka (dafin) récemment installées, comme celle de Lanfiera. Bref, à la fin du XIXe siècle, les peuples à pouvoir non centralisé affichent des performances non négligeables. Dès 1885, une coalition de Bwaga, de Ko et de Gurunsi, semblable aux coalitions qui ailleurs se dressaient contre Kong, Bobo ou Sikasso, infligea aux Zamberma un échec cuisant. Ces démocraties villageoises africaines, adeptes de la religion traditionnelle, avaient un tonus remarquable qui s'affirmera brillamment face aux colonisateurs, mais dont l'histoire n'a pas fait assez de cas jusqu'ici.

Les régions orientales des plateaux voltaïques

Ici dans le Nord, le Djelgodji et le Liptako constituent une zone mitoyenne entre les pouvoirs nouveaux du Macina et du Sokoto d'une part, le Yatenga vieillissant d'autre part. C'est le Liptako qui tirera le meilleur parti de cette situation pour refouler vers le sud la présence naguère dominante des Gulmanceba.

Au début du siècle, les Fulbe se présentent ici sous forme de groupements et de campements assujettis, dans le Nord, aux *ardo* fulbe de la boucle du Niger, ou, dans le Sud, aux chefs gulmanceba.

Au Djelgodji au début du siècle, les Fulbe djelgobe sont dépendants des Jallube, dont ils font paître les troupeaux, dans un pays peuplé de Kurumba, eux-mêmes tributaires des Jallube. Contre ces derniers, les Djelgobe se révoltèrent et finirent, peut-être avec l'appui du Yatenga, par se débarrasser de leur emprise. En même temps, ils secouèrent la tutelle des autochtones dirigés par l'aristocratie des Konfé, sous l'égide de l'*ayo* [roi] du Lurum (Louroum) siégeant à Mengao, et fondèrent les principautés de Djibo et Barbulle. Au Liptako, les Fulbe ferobe, venus eux aussi du Macina, sont installés à Weendu sous la conduite de Birmali Sala Pâté, dans la dépendance des Gulmanceba de Koala, cela jusque vers 1810.

La victoire du *ǰihād* à Sokoto est alors perçue par ces Fulbe comme une affaire islamique et fulbe. Elle leur inspire un soulèvement ethno-religieux contre leurs maîtres gulmanceba voués à la religion traditionnelle[39]. Brahima Saïdou Diandikko envoie donc une délégation à Sokoto pour demander

38. M. Izard, 1970, tome 2 p. 226.
39. H. Diallo, 1979, p. 97 et suivantes.

au *shaykh* ʿUthmān sa bénédiction. Il ramènera un étendard légitimant la lutte contre les Gulmanceba. Les tracasseries et exactions des seigneurs gulmanceba fournissent alors aux Fulbe l'occasion d'agir : génisses tuées, lait versé ou bu par des chiens, femme fulbe ligotée et dont la tête fut rasée, confiscation des héritages ; tout cela allait contre l'islam et contre la « voie fulbe ».

Brahima Saïdou, le *jooro* [chef de village] de Weendu, désigné par le chef gulmance de Kaola, devient *amiiru* [émir] et lance un *djihād* qui aboutit au refoulement des Gulmanceba vers le sud, tout en laissant de larges zones de peuplement mixte.

Mais les autres clans fulbe (torodbe et kamba [akamba]) contestèrent le pouvoir grandissant de Brahima Saïdou. Ils envoyèrent dans ce sens une délégation à Dan Fodio, qui leur répondit que « mieux vaut laisser le pouvoir à celui à qui Dieu l'a destiné », tout en leur demandant pourquoi, malgré leur antériorité dans ce milieu « païen » par rapport aux Ferobe, ils n'avaient pas déclaré le *djihād*[40]. L'influence politico-religieuse de Sokoto soutint toujours la nouvelle dynastie et intervint au besoin, comme en 1890, pour départager des candidats rivaux de l'émirat. En retour, l'émir de Dori fournit assez peu à Sokoto : il ne lui apporta pas d'aide militaire ; et quant au tribut annuel en nature (grains, bétail, esclaves, tissus), il fut souvent impossible de l'acheminer en raison de l'insécurité des routes, surtout lorsque, après la partition de l'empire, Dori dépendit du Gwandu. En effet, le Kebbi rebelle, puis l'Arewa et les Zamberma formaient un écran redoutable. Le *djihād* du Marina, en revanche, ne produisit pas un impact notable sur les chefferies de Djibo et Barbulle. Là, les influences des religions traditionnelles persistèrent cependant que, malgré le tribut payé à Ḥamdallahi jusqu'en 1858, Djibo et Barbulle ne s'estimaient pas dépendants du Macina[41], peut-être parce que ce dernier n'avait aucun représentant sur place. Il y avait autonomie, au moins *de facto*. Le tribut représentait donc un acte de déférence, visant aussi sans doute à prévenir une volonté éventuelle de conquête. Du côté du Macina, au contraire, il constituait sans doute la matérialisation d'un contrôle qu'on souhaitait renforcer. L'occasion s'offrit en 1858[42], à propos d'une querelle de succession à Barbulle. Un corps d'intervention est envoyé par Ḥamdallahi sous les ordres d'Alhajji Modi. Ce dernier écrase les forces enfin réconciliées de Djibo, Barbulle et Tongomayel. Le Yatenga et le Datenga, inquiets, répondent à l'appel du Djelgodji. Rassemblés à Pobé Mengao, ils infligent une défaite cuisante aux Macinankobe. Ceux-ci reviennent en force avec Balobbo. Or, entretemps, les exactions et les prétentions des vainqueurs mossi avaient été telles que les Fulbe se rebellèrent, massacrèrent les Mossi et resserrèrent leurs liens avec le Macina.

En réalité, à Djibo comme à Barbulle, plusieurs familles se disputaient âprement le pouvoir et, pour cela, étaient amenées à s'appuyer sur le Yatenga

40. *Ibid.*, p. 107.
41. *Ibid.*, p. 118.
42. A. Hampaté Bâ, et J. Daget, 1962 ; M. Izard, 1970, tome 2, 1970, p. 334 et suivantes.

lorsque les rivaux étaient proches du Macina. Il faut y ajouter les luttes intestines entre les chefferies, et la résistance sourde des autochtones du Kurumba, qui, sous la principauté d'Aribinda, devint, à la fin du siècle, un danger suffisamment grave pour provoquer la coalition du Djelgodji et du Liptako.

Il fallait compter aussi avec les Touareg. Dès 1804, les Touareg Oudalan s'installent dans la région qui porte leur nom et extorquent un tribut aux Gulmanceba et aux Songhay. Sori Hamma (1832-1861) et, plus tard, Bokar Sori (1890-1892) sont battus par eux et doivent fortifier Dori par des palissades. En effet, la consolidation de l'empire du Macina avait rejeté les Touareg vers l'est où ils s'établirent le long de la rivière Béli.

L'organisation politique du Liptako intégrait dans ses structures mêmes la volonté d'équilibre entre les clans. En effet, le pouvoir s'est transmis dans la descendance patrilinéaire de Saïdou, le père de Brahima, celui qui dirigea le *ɗjihād*. Mais les Ferobe finirent par décider ou accepter que leurs antagonistes, les Torodbe, constitueraient le collège électoral pour désigner l'émir, collège qui se prononçait, après enquête, sur les qualités personnelles (justice, piété), les services rendus, l'importance des liens matrimoniaux, etc. Par cette participation, les Torodbe, bien qu'exclus du pouvoir, exerçaient une sorte d'arbitrage entre les prétendants ferobe, ce qui les intégrait au système[43].

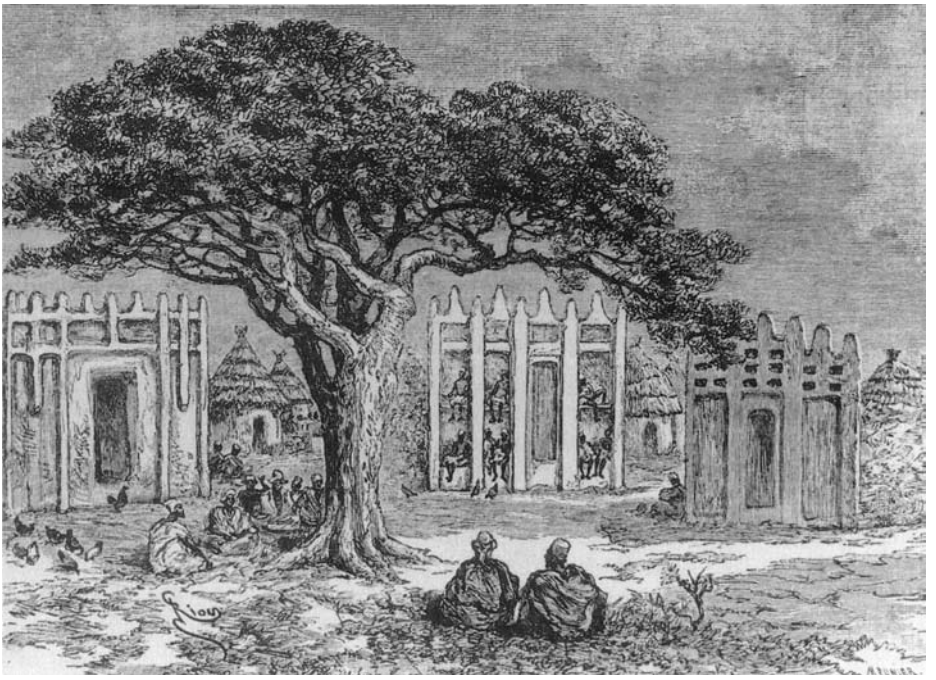
L'émir pressenti était soumis à une interview et devait répondre à des questions piégées. Puis l'on sacrifiait des bêtes aux génies et à un serpent fétiche. On procédait ensuite à la confection du nouveau tambour traditionnel intégré aux attributs du pouvoir sur le conseil de Sokoto[44]. Coiffé du turban par l'un des Torodbe devant le grand imām et le *ḳāḍī*, face à l'étendard, le nouvel émir jurait de respecter les coutumes et les principes de l'islam, et d'assurer le bonheur de son peuple. Il y avait là un rituel de revitalisation politique et idéologique à dimension cosmique, visant à se concilier les forces surnaturelles de tous ordres. Les autorités religieuses étaient constituées par le *ḳāḍī* de Dori, et investies du pouvoir judiciaire comme tribunal de haute instance. Par ailleurs, un réseau d'*imām* de villages était coiffé par le grand *imām* de Dori.

Le pouvoir local était organisé pour associer aussi les clans fulbe les plus anciens qui ne pouvaient prétendre à l'émirat; en effet, c'est parmi les chefs de famille des lignages les plus anciens que l'on choisissait les *jooro* [chefs de village]. Au Djelgodji apparaît le même système d'intégration des clans: le chef est choisi par un collège électoral composé de vieux notables du lignage des Sadaabe, qui dominaient dans le pays à l'arrivée des Djelgobe, seuls prétendants à la chefferie. Celle-ci fut d'ailleurs monopolisée en fait par la famille de Nyorgo. L'insigne princier était un bâton (symbolisant l'élevage) auquel étaient accrochées des denrées agricoles. Ici aussi, des sacrifices accomplis par les autochtones kurumba devaient garantir la prospérité matérielle du règne.

43. H. Diallo, 1979, p. 155 et suivantes.
44. *Ibid.*, p. 161.

Les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta

Après avoir donné toute leur mesure durant le XVIII[e] siècle, ces royaumes se survivent dans les aspects les plus négatifs de leur politique : coups de mains considérés comme des coups de bravoure ; razzias sans effort d'organisation ; guerres fratricides entre eux, et à l'intérieur de chacun d'eux. En effet les Massassi du Kaarta, de lignée royale, considéraient les maîtres de Ségou, du moins à partir des successeurs de Denkoro, fils de Biton Kulibali, comme des chefs militaires esclaves, professionnels de la guerre. Or, le royaume de Ségou, plus peuplé, était plus fort. Les rois de Ségou détestaient donc les Massassi qui les méprisaient cordialement. D'où ces assauts persistants de Ségou contre le Kaarta généralement battu, mais jamais conquis[45].



25.7. *Types de maisons bambara*, *1887*.
[*Source :* L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, vol. 1, p. 17, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

Cette période est marquée aussi par la place de plus en plus grande que prennent les *tonjon* [affranchis devenus guerriers] abusant de leur force. C'est ainsi qu'au cours d'une guerre de Toukoro Mari (1854-1856) contre son frère Kégué Mari à Massala, les *tonjon* mobilisés par les deux frères décidèrent

45. L. Tauxier, 1942, p. 143.

de tirer à blanc[46]. Voyant qu'il n'y avait pas de blessé ni chez les assiégeants ni chez les assiégés, Toukoro s'en étonna. C'est alors qu'un des *tonjon* lui déclara sans ambages : « Nous en avons assez de vos guerres fratricides. Il faut qu'elles cessent ! » Et cette guerre cessa.

Dans le royaume de Ségou, Monzon Jara (1787-1808) se distingua par des campagnes contre le Kaarta et le Macina, mais aussi contre les Dogon et les Mossi. Son successeur, Da Jara (1808-1827), fut battu par Seku Ahmadu du Macina, quand il tenta de secourir son propre vassal, l'*ardo* Dikko, fulbe non musulman. Il comprit alors que l'ennemi principal n'était pas le royaume « frère » du Kaarta. Da Jara était un homme féroce et fourbe[47]. Son successeur, Cefolo (1827-1839), commit l'erreur de faire mettre aux fers un pèlerin peu ordinaire revenant de La Mecque ; c'était al-Hadjdj ʿUmar qui n'oubliera pas cette humiliation, même après avoir été délivré sur l'insistance des notables musulmans dont le Tukuloor Ceerno ʿAbdul.

Les années d'anarchie qui suivirent le règne de Cefolo sont marquées par la figure épique et légendaire de Bakari Dyan, un chef des Deferobe (Fulbe affranchis pour le service de l'État, mais qui n'étaient pas tous Fulbe, loin de là). Bakari Dyan non seulement résistera victorieusement aux attaques venues du Macina, tuant même le redoutable Blissi, mais prendra de nombreux villages, à la grande joie des gens de Ségou.

Lui succéda une série de rois falots jusqu'à ʿAlī Monzon Jara, qui sera vaincu et tué par al-Hadjdj ʿUmar. La résistance bambara continuera cependant sous les chefs élus opérant à partir de la rive droite de Bani.

Le royaume du Kaarta était tiraillé entre le bassin du Sénégal et celui du Niger. Tandis que Desse Koro, au début du siècle, profite des troubles de Ségou pour s'emparer de Nyamina, Moussa Koura Bo, son successeur, s'allie au Bundu contre ʿAbd al-Ḳādir du Fouta Toro, qui sera vaincu et tué en 1807. Mais il opère aussi contre les Kagoro du Beledugu et le Mande. Sous Bodian Moriba le Grand (1815-1838), c'est l'alliance avec le Haut-Galam contre l'*almaami* du Bundu lié au Xaso. Les Kaartanke remportent une victoire décisive en 1818, cependant que le fils de Moriba ravage le Fuladuu (région de Kita).

Devant l'expansionnisme fulbe et tukuloor, Naniemiba (1839-1841) et Kirango Bâ (1841-1844) de Ségou négocient enfin la réconciliation avec Nyara-len Gran (1832-1843) et Mamadou Kandyan (1843-1854) qui luttaient par ailleurs contre les Jawara (Diawara). Trop tard, ils seront tous balayés — y compris l'adversaire fulbe du Macina — par le *djihād* d'al-Hadjdj ʿUmar.

Ainsi donc, dans le centre et le nord des régions concernées par le présent chapitre, des ensembles politiques se sont dégradés à un rythme accéléré au cours du XIXe siècle, parfois au profit d'hégémonies nouvelles, en particulier celles issues des *djihād*. Ceux-ci ont profité de la décomposition interne des

46. *Ibid.*, p. 99.

47. Voir, à ce propos, l'épisode de Mama Dyetoura, « le plus beau des hommes » selon l'appréciation des femmes de Da Monzon, qui, mortellement jaloux, réussira par la ruse à l'éliminer. Voir C. Monteil, 1977, p. 92 et suivantes.

pouvoirs en place pour s'implanter avant d'être déboutés à leur tour par des forces étrangères autrement plus redoutables.

Comme toujours, l'explication d'un tel déclin ne saurait être univoque, par exemple en invoquant uniquement des influences extérieures et une sorte de prédestination à la colonisation.

Certes, pour les royaumes comme pour les peuples à régime non centralisé, des processus en cours depuis longtemps avaient atteint des seuils proches de la rupture, tant sur le plan interne que du point de vue des impacts extérieurs.

Tour à tour, en effet, les royaumes mossi, bambara et juula avaient tenté de s'assurer un espace incluant à la fois les marges du désert et les franges de la forêt. Bien qu'aucun d'eux n'y ait réussi durablement, chacun d'eux a vu coïncider son apogée avec son maximum d'extension du nord au sud, même si l'Empire bambara de Ségou épousait davantage dans son noyau l'axe ouest-est de la vallée du Niger. Or, avec le XIX^e^ siècle, l'instabilité politique et les déplacements de peuples ont prévalu. Les liquidations brutales et les phénomènes sécessionnistes proviennent de ceux-là mêmes qui étaient censés constituer les fondements du pouvoir, comme les *tonjon* de Ségou ou les ministres de la cour de Ouagadougou. Malgré quelques brillantes exceptions, le rythme et l'ampleur des conflits s'accentuent. Cette tendance à la dislocation était sans doute liée au fait que, de plus en plus, les pouvoirs périphériques et les rebelles pouvaient se procurer des armes, et donc défier les chefs régnants.

Par ailleurs, les captifs, dont ces royaumes avaient besoin comme monnaie d'échange pour acheter des denrées rares ou des engins de guerre, étaient prélevés à un rythme de moins en moins compatible avec la survie de ces sociétés, même et surtout quand ils étaient arrachés à des peuples soumis à tribut; car cela épuisait les réserves des pouvoirs dominants. Or, par suite d'un décalage normal, les décisions européennes d'abolition de la traite n'empêcheront pas celle-ci d'atteindre son paroxysme, au cours du XIX^e^ siècle, dans nombre de pays de la boucle du Niger et du bassin supérieur des Voltas. L'affranchissement par l'État, ou la réintégration au niveau des lignages, réduit à peine les effets destructeurs de ce fléau qui sévira jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle. En effet, ces pays, dont l'économie était naguère irriguée par les « ports du désert », débouchés des caravanes, étaient maintenant enclavés et bloqués, parce que séparés de la côte par d'autres États, au moment où l'essentiel des courants commerciaux bascule. Ils ne pouvaient donc que décliner lentement mais inexorablement.

Dans ces conditions, comme il arrive souvent dans les périodes de crise, les clivages sociaux se sont aggravés, transformant les structures plus égalitaires qui avaient naguère marqué les sociétés du Sahel dans leur phase ascendante. À cela s'ajoute l'évolution des mouvements religieux qui, tolérants à l'égard des cultes traditionnels durant les siècles précédents, se transforment sous l'influence du rigorisme véhiculé par les *ḏjihād* qui triomphent au Liptako et balaient les États bambara. Même les Yarse du pays mossi, jusque-là si souples sur les plans religieux et politique, commencent à raidir leurs positions et à faire du prosélytisme. Mais les États musulmans successeurs

seront eux-mêmes éphémères, car ils étaient assujettis aux mêmes conditions objectives qui vouaient désormais à l'échec le déploiement autonome des États africains.

Néanmoins, n'oublions pas que, sous l'écorce des appareils d'État qui, durant cette période, sont ébranlés ou disloqués, de nombreux peuples poursuivent, à travers les ponctions dont ils sont victimes, parfois à travers des migrations dramatiques, une vie tenace de production économique et de reproduction sociale. Cette évolution nous rappelle que, par-delà les soubresauts endogènes ou provoqués de l'extérieur, les groupes de base étaient loin d'être épuisés, comme en témoigne leur capacité remarquable à relever les défis majeurs, par exemple celui de l'intrusion coloniale.

Tensions socio-économiques

Production et commerce

Durant cette période encore plus qu'aujourd'hui, la base de l'activité économique est l'agriculture. À défaut de statistiques, on peut dire sans risque d'erreur que 99 % de la population de cette région y était employée, en particulier les peuples sédentaires et autochtones. La petite minorité qui, outre les artisans, se livrait au commerce était composée surtout des groupes issus des peuples marchands ou tentés par la conquête, parfois combinant étroitement les deux comme les Juula (Dioula). À titre de schéma général, on peut dire que, entre les pays côtiers demandeurs essentiellement d'esclaves et d'or, et fournisseurs de produits européens, d'une part, et le Sahel qui consomme le kola et leurs armes, et exporte surtout du sel, du bétail et des esclaves, d'autre part, il y a des zones mitoyennes de savane qui vendent, elles aussi, des esclaves et du bétail (ânes pour le commerce, chevaux pour la guerre et les cours princières), mais aussi des céréales et de l'or.

Après l'abolition de l'esclavage par l'Angleterre en 1807, un déséquilibre structurel intervient dans ce schéma, surtout pour le Sud, où les contrôles furent les plus stricts et les plus précoces, et ce bien que l'esclavage domestique fût toléré[48]. C'est ainsi que, durant la seconde moitié du XIXe siècle, surtout dans la boucle du Niger, l'esclavage a connu une croissance énorme : comme les armes étaient vendues de plus en plus cher, il fallait en échange fournir de plus en plus d'esclaves. On comprend que des groupes entiers, comme les Zamberma, se soient spécialisés dans cette industrie d'extraction du « minerai noir ». Mais les principaux fournisseurs n'étaient pas seulement les grands *djihād* des leaders musulmans du Nord, ni les conflits des *mogho naaba*. Le réseau de l'esclavage était alimenté par une multitude de canaux collecteurs branchés sur les peuples, de centaines de chefferies, depuis les territoires des Touareg jusqu'autour des comptoirs côtiers. Durant les der-

48. A. A. Boahen, 1974, p. 179.

nières décennies du XIXe siècle, il n'y a pratiquement jamais eu de décennie ni de région sans guerre, c'est-à-dire sans captifs. Les victimes étaient essentiellement les communautés agricoles sédentaires, véritables viviers de la traite. D'où les zones de sous-peuplement qu'on constate parfois dans certaines régions littéralement saignées. Les tributs en captifs étaient souvent très lourds. Et quand les autochtones s'organisaient pour se défendre, l'on n'hésitait pas à recourir à eux comme mercenaires, pour porter la guerre dans d'autres secteurs ; ce fut le cas de certains Gurunsi enrôlés dans la horde des Zamberma, et des Samo (Sanan) engagés dans les guerres dynastiques du Yatenga.

Les circuits commerciaux

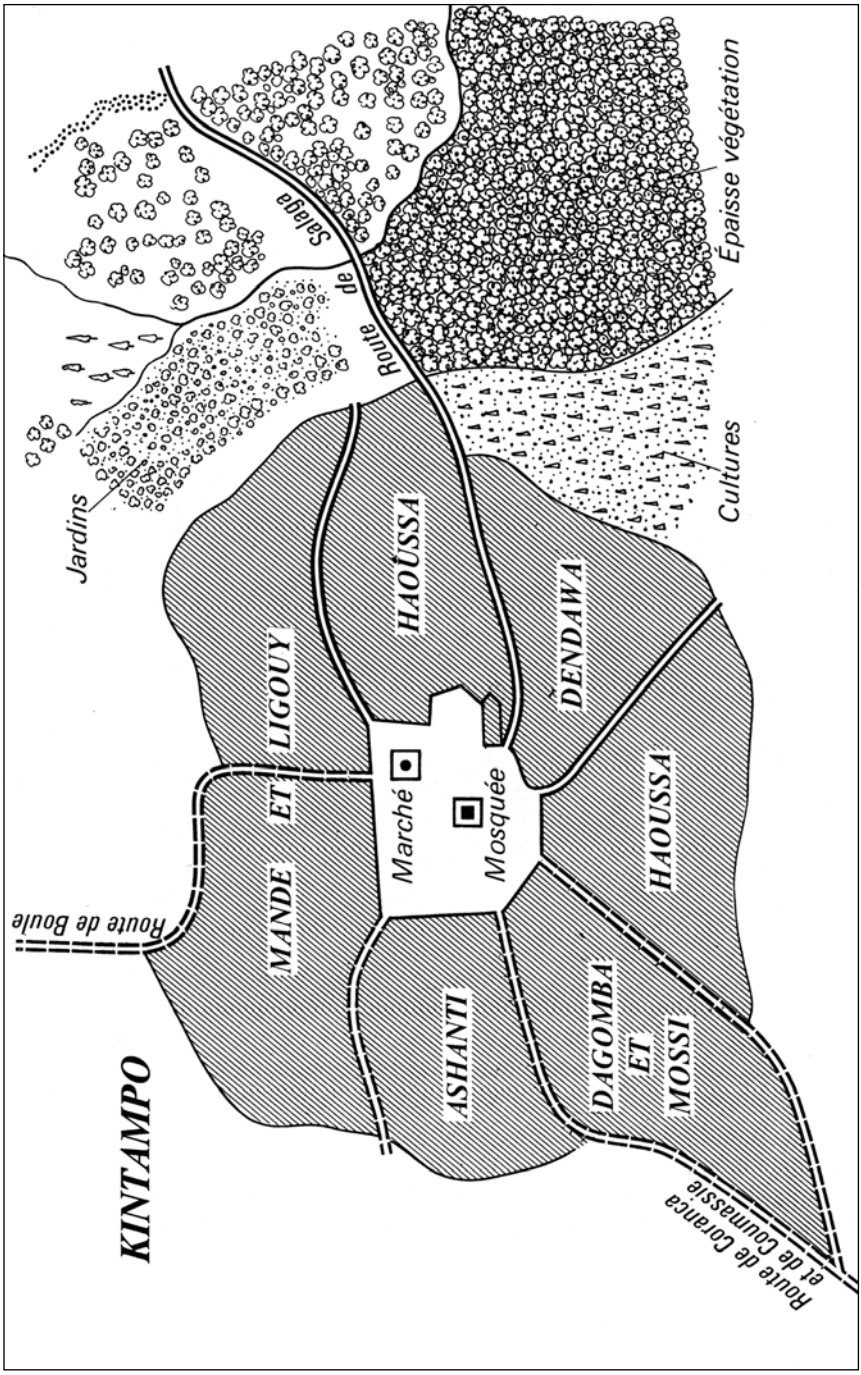
Dans le sud de la région considérée, on l'a vu, l'Ashanti lutte désespérément pour contrôler les établissements côtiers, véritables ballons d'oxygène pour sa survie, et qui lui donnaient la maîtrise aux deux bouts de la chaîne commerciale. Or la suppression de la traite, qui fournissait les neuf dixièmes des exportations de la Côte-de-l'Or au début du siècle, introduit brutalement une mutation économique. En 1840 déjà, la principale exportation de la côte orientale est l'huile de palme, grâce en particulier à la politique de Maclean. L'exportation du caoutchouc commence dans les années 1870 et 1880, et, avec celle de l'huile de palme, elle jettera les bases de la transformation des structures économiques dans la région sud de la Côte-de-l'Or.

Alors que l'or ashanti et voltaïque descend surtout vers le sud, le kola monte vers le nord. Mais les routes de l'ouest par Kong et Buna le cèdent de plus en plus à celles du nord-est par le pays dagomba et le hawsa, comme en témoigne Thomas Bowdich. Le commerce du Nord est activé encore par la suppression de la traite côtière, la fermeture sporadique des routes vers le pays fanti et la stabilité politique du Borno après le *djihād* d'ʿUthmān dan Fodio. C'est ainsi que les produits européens de luxe descendaient par l'Afrique du Nord, le Fezzān et le pays hawsa, ou même montaient par la côte du Dahomey jusqu'à Kano, et de là étaient acheminés vers la boucle du Niger. Les soies et tapis de Turquie et de Tripoli, le natron du Borno, les habits hawsa étaient ainsi échangés contre le kola et l'or, les cotonnades du Dagomba, du Mossi et du Mande, le beurre de karité et le bétail du Sahel soudanais.

D'où l'expansion fulgurante de Salaga à cette époque[49]. Ce centre prend alors le relais de Gbuipe, dans le Gonja. De Salaga l'on allait vers Yendi, Sansanne-Mango et, de là, vers les pays voltaïques, hawsa ou yoruba. Salaga, nous dit Dupuis, avait deux fois la taille de Kumasi avec une population de 400 000 âmes. Cet essor se poursuivra jusqu'à la chute du pouvoir ashanti, quand les routes se détourneront vers Kintampo. Dans les transactions, le troc prévalait généralement, mais aussi la poudre d'or pour les échanges plus importants ainsi que les cauris que Maclean légalisa sur la côte. J. B. Kiete-

49. K. Arhin, 1979, chap. III.

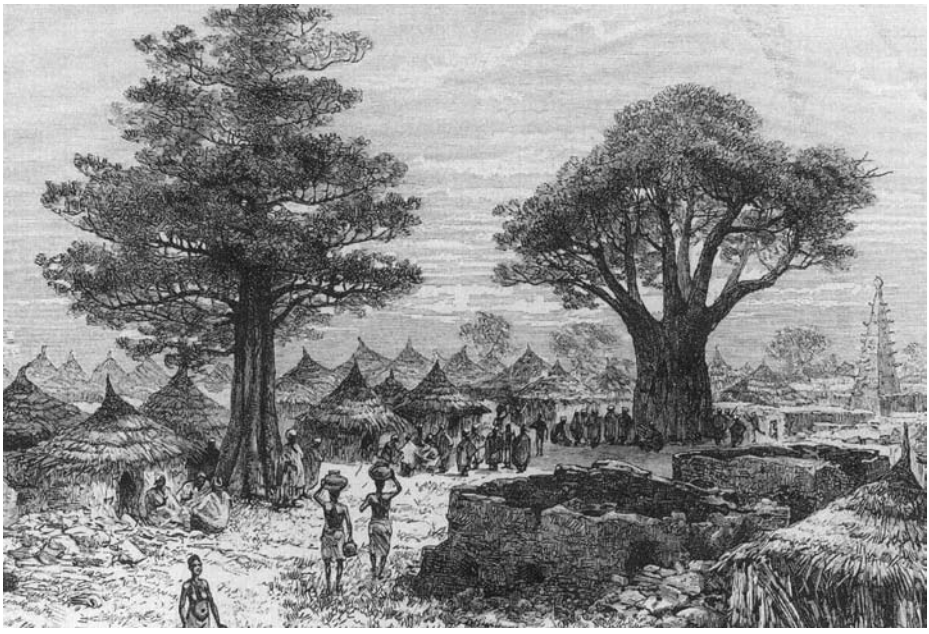
25.8. *Un marchand mossi, 1888.*
[*Source:* L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, vol. 1, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]



25.9. *Plan de Kintampo, ville commerciale de l'intérieur de la Côte-de-l'Or* (d'après L. G. Binger, 1892).

gha a découvert à Logofiela des amas de cauris voisinant avec des fragments de jarres qu'on a pu reconstituer et qui ont été exhumées des placers de la région de Pura[50].

En plus de l'or ashanti et lobi, la rive gauche de la haute Volta noire a connu, surtout au XIXe siècle, une concentration remarquable de pionniers d'origines diverses: Dyan, Dagara, Bobo-Juula (Dioula), Bwaba et Mossi, en plus des Gurunsi autochtones. L'exploitation se faisait à l'aide d'outils rudimentaires (pioches, piochons, jarres, calebasses et écuelles). La division du travail réservait aux hommes, qui seuls pouvaient « voir l'or et le tuer », la prospection, le creusage et le broyage du quartz, tandis que le transport du minerai et le lavage revenaient aux femmes. À la fin du siècle, la proportion d'esclaves dans ces communautés était considérable (soixante par famille de Pura)[51]. Ce



25.10. *Salaga en 1888.*
[*Source:* L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, vol. 2, 1892, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

qui est remarquable ici, en effet, c'est qu'il s'agit d'une exploitation familiale ou individuelle, non liée à un État centralisé. L'invasion des Zamberma dans plusieurs villages du secteur aurifère amena les paysans à cacher leurs outils

50. Les petits cauris, préférés aux gros, étaient échangés contre ces derniers à raison de 10 000 contre 11 000. D'où les opérations des agents de change monétaire qui y gagnaient 10%; voir L. G. Binger, 1892, cité par J. B. Kietegha, 1983, p. 185.
51. J. B. Kietegha, 1983.

dans les collines et à se mettre sur le pied de guerre; les hommes capturés étaient vendus 100 000 cauris, les femmes le double. En effet, il y avait, à certains égards, contradiction entre la production d'or et la chasse aux esclaves. Mais les groupes armés préféraient évidemment les esclaves qui rapportaient beaucoup plus[52] sans compter qu'ils étaient utilisés aussi pour l'orpaillage. Dans la première moitié du XIX^e^ siècle, la production annuelle d'or pouvait atteindre 50 kg dans la seule région de Pura[53].

Alors que cet or prenait surtout la direction du Sahara et du Maroc, l'or du Lobi allait vers la Côte-de-l'Or ou le Libéria. Cet or était en partie thésaurisé sous forme de poudre ou de pépites dans des tiges de bambou ou des pièces de tissu, caché dans les greniers ou enterré dans des poteries. Il était transporté par les routes commerciales locales et régionales, soit vers Bobo, San, Djenné et Mopti, soit vers Kong et l'Ashanti, soit vers Gaoua (Lobi) ou Salaga par Wessa et Wa, ou encore vers Ouagadougou, et de là vers Puytenga, Tenkodogo et Salaga. Dans les échanges locaux, il servait à acheter le sel, le kola, les grands boubous, les esclaves, le bétail, les grains. D'après L. G. Binger, le sel en barres du désert était de loin le plus prisé; il parvenait de Taoudeni par Tombouctou, Mopti, Djenné, Bla et San, d'où il était disséminé dans le Sahel et la savane. De même pour le sel qui venait par l'Adrār et Tichitt jusqu'à Ségou. Le sel marin de la côte et le sel en poudre de Daboya étaient acheminés jusqu'à Kong. Dans le Sahel voltaïque, les chefs de Djibo avaient un moyen astucieux d'accumuler les esclaves. Si un esclave tuait quelqu'un et allait se confier au chef, il était acquitté et devenait son esclave; en cas de vol, si le voleur était riche, le chef le dépouillait de sa richesse[54]. À la fin du siècle, on comptait 50 000 captifs pour 50 000 hommes libres à Dori. Or, de passage dans la région vers 1853, Heinrich Barth, pourtant si précis et si perspicace, ne parle pas d'esclaves. C'est donc que la seconde moitié du siècle a vu un accroissement considérable de ce trafic dans cette région.

Le rayonnement des routes autour de Dori donne d'ailleurs une idée de l'ouverture du Sahel à tous les horizons. La législation de l'empire du Macina étant très contraignante à Tombouctou (lourdes taxes, interdiction du tabac), les marchands ont dévié les routes vers Gao, contrôlé par les Maures et les Touareg nombreux à Dori. Cependant que la route de Kayes à Dori par Bamako et Bandiagara était tenue par les Juula (Dioula), celle de Sokoto à Dori par Sansanné-Mango était dominée par les Hawsa. Et celles de Ouahigouya à Dori par Yako et Kaya, ou de Ouagadougou à Dori par Zitenga et Puytenga étaient pratiquées par les Mossi. Étaient importés à Dori le tabac, les nattes, le bétail, le sel du Nord, contre des bandes de coton, des turbans hawsa et des produits manufacturés européens. Du pays hawsa venaient les pagnes, les boubous échangés contre le bétail et le sel. Du Mossi arrivaient des esclaves, des bandes de tissu, du cuivre ouvragé et

52. La vente des esclaves aurait rapporté aux négriers 90 fois plus que l'or d'après V. Kachinsky, 1935, p. 192, cité par J. B. Kietegha, 1983, p. 155.
53. J. Sagatzky, 23 juillet 1940, folio 5.
54. H. Diallo, 1979, p. 169.

des ânes qui étaient troqués contre le kola de l'Ashanti, le sel et le bétail. Des pays juula (dioula) provenaient les étoffes de Guinée et la quincaillerie livrées contre le sel et le bétail. À Djibo, qui regorgeait de commerçants yarsé venant de Ouahigouya, prévalait le troc, tandis que les cauris étaient utilisés à Dori. Dans cette ville, les commerçants étaient associés par leur profession même aux clans aristocratiques, auxquels des mariages les liaient parfois; mais, installés dans des quartiers à eux, ils étaient maintenus à l'écart de la politique.

Au total, quoique marginale par rapport à l'ensemble de l'économie, l'activité des marchands a eu un impact qualitatif remarquable sur la vie de tous. Pour s'en convaincre, il n'est que de rappeler l'importance des places mitoyennes comme Begho, Kafaba, Kintampo, Atebibi, où des sociétés pluri-ethniques furent rapidement constituées. À Salaga affluaient les Gonja, Juula (Dioula), Hawsa, Dagdon, Ashanti, Fulbe, Yoruba, Dendi, Bornouan, Bariba, Kulango, Gurunsi, etc.[55]. C'était un vrai microcosme où, par rapport à la société autochtone plus homogène, la division du travail était plus poussée, avec des propriétaires, des locataires, des courtiers, des artisans divers[56].

Tensions sociales

Les tensions sociales sont normales en période de bouleversements. Ce fut le cas des pays de la boucle du Niger et du bassin de la Volta au XIXe siècle. Mais, malgré la rareté des documents sur cet aspect du processus historique, il apparaît que les ébranlements sociaux ont affecté davantage les États centralisés que les sociétés plus autogestionnaires, davantage les pays côtiers que l'intérieur, davantage les régions islamisées que les autres. En effet, les sociétés sédentaires à pouvoir non centralisé, quoique les plus marquées par les convulsions de l'époque, se réfugiaient dans la fidélité à leur code de vie traditionnel comme antidote aux épreuves.

La condition des esclaves et des hommes de caste était bien plus grave dans les États centralisés. Le bouleversement le plus radical fut sans doute celui des groupements fulbe qui, de nomades et assujettis aux Gulmanceba, devinrent, en quelques années après le *djihād*, des seigneurs dominant des populations autochtones ou réduites au statut de roturiers, de captifs et de serfs (*bellah* ou *riimaaybe*) voués aux travaux agricoles et pastoraux. À cela, s'ajoutent les artisans et les griots. Société minutieusement stratifiée où chacun avait et connaissait sa place. En plus du quint prélevé sur le butin des razzias[57], l'émir du Liptako recevait des dons et un tribut sur les récoltes, baptisé *zakāt*. De même, les chefs de Djibo recevaient des cadeaux lors des « salutations », et prélevaient l'impôt sur le sel auprès des commerçants. Les aristocrates étaient entourés parfois de centaines de dépendants. Bien que

55. L. G. Binger cité dans M. Johnson, s. d., SAL/19/1.
56. K. Arhin, 1979, chap. III.
57. Selon l'orthodoxie stricte, c'était le *ḳāḍi* qui devait le recevoir; voir H. Diallo, 1979, p. 274.

le sort des esclaves s'améliorât avec l'ancienneté (les *riimaaybe* pouvaient être propriétaires), la condition des captifs posera des problèmes au Liptako. Dan Fodio lui-même recommanda à l'émir d'affranchir les esclaves ayant participé aux combats contre les Gulmanceba. Par ailleurs, en 1861, l'émir Seeku Saalu dut faire face à une insurrection servile attisée par le marabout ʿAbdul-Kaadiri, qui voulait s'emparer du pouvoir. L'émir ne put s'en tirer qu'en procédant à des affranchissements.

Quant aux artisans, exclus des droits qui reviennent aux hommes libres et aux nobles, ils sont réduits à l'endogamie. Alors qu'un noble peut épouser des filles esclaves, il ne peut épouser la fille d'un forgeron[58]. Et pourtant, comme le griot qui, par la magie du verbe, consolide le pouvoir et y participe aussi très marginalement, le forgeron était redouté en raison du caractère magique de sa profession. Il était aussi un médiateur dans les conflits entre individus et familles. Mais les sujets de tensions ne manquaient pas[59].

Dans le royaume mossi de Ouagadougou, on transformait des esclaves en eunuques en nombre suffisant pour en exporter vers le nord. Quant à l'Ashanti, la masse du bétail humain obtenue par le tribut y était si grande que, lorsque la traite fut abolie, l'*ashantihene* déclara qu'il ne pouvait nourrir les 20 000 captifs qu'il avait sur les bras, ajoutant : « À moins de les tuer ou de les vendre, ils vont se multiplier et tuer mes sujets[60]. »

Or, il semble que les rapports sociaux entre les esclaves et leurs propriétaires aient été moins conflictuels dans les sociétés sans pouvoir centralisé. Il nous est dit qu'au village de Pura, les esclaves étaient nourris « comme tout le monde ».

M. Père nous dit que, en pays lobi, chaque sous-matriclan était divisé en deux groupes : les Weya de naissance authentique et les Dea d'origine captive. S'y ajoutaient les gens adoptés parce que fuyant la famine ou la razzia ; ils avaient été trouvés devant la porte un matin. Mais les uns et les autres étaient intimement intégrés dans la structure sociale comme potentiel de production et de reproduction. À ce titre, l'esclave habite dans la même case que son maître qu'il appelle « mon père » ; il entre dans le même groupe de parents que lui, est assujetti aux mêmes rites et interdits, aux mêmes travaux, reçoit de lui une femme, possède un champ et peut faire fructifier ses cauris, jusqu'à se racheter ou acheter un autre homme pour le remplacer. Ce qu'on lui demande, c'est de rester dans le même village que son maître[61]. Il y a là une volonté manifeste d'utiliser l'esclavage comme un processus de renforcement des groupes claniques ou territoriaux.

58. Telle était aussi la situation au Yatenga jusqu'au milieu du XX^e siècle.
59. Il est rapporté que si l'on ordonnait au chef de village d'amener un cheval et qu'il prenait celui d'un forgeron, tous les forgerons du Liptako se réunissaient. Ils prenaient leurs enclumes et venaient les poser devant l'*amiiru*. Ils lui disaient : « Le pays est à toi, mais nos fers nous appartiennent. Nous ne fabriquerons plus ni houe, ni pioche, ni lance. Si les gens veulent, qu'ils ne cultivent plus. » À la fin, l'*amiiru* s'entendait avec eux, leur remettait le cheval et ils rentraient chez eux (H. Diallo, 1979, p. 186).
60. J. Dupuis cité par A. A. Boahen, 1974, p. 179.
61. M. Père, 1982, p. 214 et suivantes.

D'autres types de tensions s'accentuent dans les États centralisés à cette époque ; ce sont les tiraillements entre les seigneurs ou nobles et le souverain, aussi bien dans l'Ashanti que dans les royaumes bambara, le Yatenga et le royaume de Ouagadougou, ou le Gwiriko. Dans le royaume de Ouagadougou, par exemple, Mogho Naaba Karfo (1842-1849) décida de distribuer aux pauvres de la plèbe les biens confisqués aux riches. Les nobles aussi bien que les roturiers avaient un égal accès à lui quand il rendait la justice. Il est plus que probable que cette politique sociale ait été pour quelque chose dans la grande rébellion des princes, dès son propre règne, à l'instigation de son principal ministre, le *widi-naaba*.

Citons, enfin, le cas des pays côtiers où la dynamique du commerce et de l'éducation produisait une stratification sociale d'un type qualitativement nouveau. En effet, à partir du moment où les transactions ne reposaient plus sur le commerce des esclaves, mais sur l'échange des produits européens contre l'or, l'ivoire, l'huile de palme et le caoutchouc, une nouvelle classe marchande émergea, qui opérait à partir de crédits de campagne concédés par des compagnies européennes dont ils étaient en fait les agents. Ce fut la base de départ de nombre de gros négociants qui avaient pignon sur rue dans les centres côtiers. Au-dessous d'eux, un grand nombre de petits traitants qui jouaient le rôle de démarcheurs auprès des fournisseurs gravitaient dans la dépendance des négociants[62]. Il fallait compter aussi avec les marchands ashanti, les *akonkofo*[63], qui contrôlaient l'offre des produits africains de l'intérieur.

De la même manière, dans le domaine de l'éducation, des catégories, voire des classes sociales, s'instauraient sur la côte. Au sommet de la hiérarchie, les descendant des grandes familles marchandes qui, tels les Bannerman de la Côte-de-l'Or, avaient, depuis le début du siècle, été élevés en Europe ou au Fourah Bay College (Sierra Leone), fondé en 1827. Ils passaient pour des « gentlemen anglais » et se comportaient comme tels. Acceptés dans le milieu européen, ils étaient investis de responsabilités comme magistrats, commandants de forts, etc. À l'autre extrémité, il y avait le vaste groupe des individus sommairement instruits, ironiquement appelés les « érudits de Cape Coast ». Employés comme secrétaires, mal payés ou sans emploi, ils se résignaient à parcourir la brousse comme courtiers des négociants anglais ou africains. Ils étaient considérés avec mépris comme des caricatures de la civilisation anglaise, comme des parasites vivant sur le dos des chefs illettrés et de leurs peuples. Entre les deux se trouvaient les Africains qui, sans avoir poussé très loin leurs études, avaient reçu une formation assez bonne pour être des commerçants indépendants ou des gérants dans les villes côtières[64]. Ainsi se mettaient en place les bases des contradictions sociales ultérieures. Il est à noter, toutefois, que la Confédération fanti n'aurait pas été possible sans la coopération de cette classe moyenne instruite.

62. B. Cruickshank, 1853, vol. II, p. 30-94.
63. I. Wilks, 1975, p. 669-705.
64. P. Foster, 1965, p. 68-69.

Expansion religieuse

Le XIXe siècle a été, dans cette région, une période de progression accélérée de l'islam dans le Nord et le Centre, et de réimplantation du christianisme dans le Sud. Plus que jamais ces deux religions sont parées du prestige de l'éducation, par la maîtrise de l'écriture, et associées à un univers dépassant de loin l'horizon local.

Au nord de la région, c'est le rayonnement considérable des *djihād* des personnalités éminentes (ʿUthmān dan Fodio de Sokoto, Seku Aḥmadu du Macina et al-Hadjdj ʿUmar Tal) qui produit des effets intenses et durables, par exemple à travers le *djihād* et l'émirat du Liptako.

Même les royaumes bambara et mossi sont entraînés ou influencés par ce sursaut de prosélytisme islamique. En effet, si le cliché présentant les Bambara et les Mossi comme des « remparts contre l'expansion de l'islam » a jamais été vrai, ce n'est certainement pas le cas pour le XIXe siècle où l'islam, dans ces royaumes, agit à la fois au sommet et dans toutes les couches du corps social. Pour nous en tenir au royaume de Ségou, sous Monzon Jara au début du siècle, sa mère Makoro a recours aux marabouts de Ségou Sikoro et de Tégou pour le réconcilier avec son frère Nyanakoro Da. Son successeur, Monzon Jara, demande à un savant marabout de ses amis un talisman de victoire. Torokoro Mari (1854-1856) confie un de ses fils à al-Hadjdj ʿUmar pour l'élever. Il est vrai que les *sofa* [guerriers du monarque] pour cela l'abandonnent, le font périr par noyade et déclarent à son successeur : « Nous avons tué ton frère parce qu'il voulait nous forcer à devenir musulmans, et qu'il gaspillait les biens de l'État en cadeaux aux marabouts[65]. » Dans les royaumes mossi, les seuls musulmans jusque-là sont les Yarse. À partir du XIXe siècle, les *mogho naaba* adhèrent ouvertement à la foi islamique et créent eux-mêmes des foyers de prosélytisme.

Naaba Dulugu de Ouagadougou érige une mosquée et fait de l'*imām* un personnage important de la cour. Néanmoins, comme pour éviter un changement trop brutal, il éloigne son fils, le futur Naaba Sawadogo, et destitue Pwanda le chef de Kombissiri. Ces deux zélateurs se replient d'ailleurs à Basan-Warga et en font une base religieuse. Quand Naaba Sawadogo prend le pouvoir, il restaure le chef de Kombissiri qui devient à son tour un foyer de la religion, et envoie son propre fils à l'école coranique de Sarabatenga Yarse.

Sous Naaba Karfo, le rebelle Naaba Wobgho de Lalle va trouver l'*imām* de Ouagadougou pour lui demander d'intercéder pour lui auprès du roi. Naaba Kutu, enfin, avait reçu une véritable éducation coranique. Renonçant à concilier sa foi avec les pratiques rituelles traditionnelles, il confie celles-ci à ses ministres, ainsi que la justice fondée sur les coutumes. Il construit une mosquée devant la porte orientale (celle des femmes et des captifs) du palais, satisfait aux prescriptions islamiques et envoie l'un de ses fils à l'école coranique. En revanche, il aide Naaba Peogho de Bulsa (Boulsa) à réprimer un mouvement de rébellion d'inspiration musulmane, suscité par

65. C. Monteil, 1977, p. 100.

le Fulbe Modibo Mamadou venu du Fouta-Djalon. Déçu par l'attitude du *naaba* devant ses appels à la conversion, ce personnage, qui s'intitulait *wālī* [saint], n'hésita pas à provoquer une insurrection soutenue par des Yarse, des Maranse (Songhay) et des Fulbe notamment. Il fut contraint de fuir et ses *ṭālib* (disciples) furent massacrés[66]. À vrai dire, à partir du moment où les Mossi s'engagèrent de plus en plus nombreux dans le commerce, ils ne pouvaient manquer d'être entraînés dans l'islamisation. Celle-ci avait pris son essor depuis longtemps dans l'ouest de la Volta, et se poursuivait sous l'égide de Kong, du Gwiriko, de Bobo-Dioulasso, puis, pour une brève période, de Samori Touré. Elle se répandait en milieux bwa, san, gurunsi ou lobi, assez réfractaires, grâce à des commerçants juula ou à des marabouts marka (dafin) comme ceux de Wahabu et de Lanfiera.

Dans le centre de la région concernée, c'est au XIXe siècle que l'islam devient la religion principale du Dagomba et du Mamprusi, ainsi qu'à Sansanne Mango. Les *imām* sont des personnages religieux et politiques. Dans l'Ashanti, Osei Kwame (1777-1801) fut un sympathisant de l'islam. Est-ce pour cela qu'il fut destitué ? Quant à Osei Bonsu, il déclarait : « Le Coran est fort, je l'aime, car c'est le livre du Grand Dieu. » Bowdich fait état d'un millier de musulmans à Kumasi, sous la houlette de Muḥammad al-Ghamba, dit Baba ; c'était le fils de l'*imām* du Mamprusi ; il se prévalait d'être membre du Conseil royal. Bien entendu, les commerçants musulmans venus du monde arabe affluaient dans la capitale, et le cours des amulettes, surtout celui du gilet de guerre, préparé par les marabouts, était élevé[67]. Certes, il ne faut pas exagérer l'impact de l'islam sur le système religieux autochtone de l'Empire ashanti, qui s'identifiait pratiquement à la structure politique. Néanmoins, cette influence était à l'œuvre, et s'acharnait en particulier à détourner les princes de la religion chrétienne et des missionnaires, comme c'était aussi le cas au Buganda à peu près à la même époque.

Si le christianisme n'est introduit qu'à la fin du XIXe siècle à Tombouctou par les missionnaires pères Blancs, il avait réapparu depuis longtemps dans la partie méridionale de la Côte-de-l'Or.

La mission évangélique de Bâle puis la mission de Brême s'établissent, dès 1828, sur tout le sud-est de la Côte-de-l'Or (côte akwapim, Accra, pays akyem, Ada, et dans les régions de Keta et Peki parlant l'ewe), où ils ouvrent des fermes modèles et des écoles techniques[68]. Sous l'égide de George Maclean, les missionnaires méthodistes concentraient leurs efforts sur la côte ouest, où Cape Coast leur servait de base. Un homme de grande envergure, Thomas Birch Freeman, s'efforça de multiplier les écoles méthodistes à l'intérieur, jusqu'en pays ashanti, et sur la côte jusqu'en pays yoruba[69].

Il était inspiré par les idéaux de la Société pour l'abolition de la traite et pour la civilisation de l'Afrique dont les objectifs étaient les suivants :

66. Voir G. Chéron, 1924, p. 653 ; J. Withers-Gill, 1924 ; N. Levtzion, 1968 p. 170.
67. Voir A. A. Boahen, 1974, vol. II, p. 191 et suivantes.
68. H. W. Debrunner, 1967, chap. VI-VII.
69. Voir T. B. Freeman, 1843.

25.11. *Un atelier de charpenterie de la mission de Bâle à Christiansborg* (*Accra*). Gravure exécutée d'après un cliché original, probablement vers 1870.
[*Illustration :* Mission de Bâle.]

« Étudier les principaux dialectes et langues, et la transcription écrite des plus importants ; introduire la presse imprimée et des manufactures locales de papier ; enquêter sur le climat des différentes localités et l'introduction de la science médicale ; aménager des routes et des canaux pour les transports et un système efficace de drainage pour des raisons sanitaires ; partager avec les Africains les meilleures connaissances actuelles en matière agricole, et leur fournir des équipements et des semences de qualité, ainsi que des conseils au sujet des meilleures cultures à produire pour le marché mondial[70]. » Les méthodistes, comme la mission de Bâle, créèrent des fermes modèles dans le district de Cape Coast. Ils firent une place aux filles dont le nombre atteignait souvent les trois dixièmes des effectifs de leurs écoles[71]. Mieux encore, en vue de lever la barrière linguistique qui faisait obstacle à l'évangélisation, ils avaient, dès le XVIII[e] siècle, traduit les textes fondamentaux du christianisme en ga. Le révérend J. G. Christaller rédigea, en 1875, une grammaire de la langue twi ; et son dictionnaire de la langue akan, publié en 1881, est encore le meilleur à l'heure actuelle[72].

Malgré les efforts du christianisme et de l'islam dans la région, la religion traditionnelle reste largement majoritaire et survit même souvent dans les nouvelles religions.

70. H. W. Debrunner, 1967, p. 104.
71. Témoignage du révérend J. Beecham. Actes du Comité spécial sur le rapport du D[r] Madden, 1842, dans G. E. Metcalfe, 1964, p. 176.
72. J. G. Christaller, 1875, 1933.

Conclusion

Au total, les pays de la boucle du Niger et du bassin de la Volta ont, par leurs conflits fratricides et intestins durant tout le XIXe siècle, fait le lit des agressions extérieures qu'ils ont parfois même appelées pour se départager. Mais ce processus n'était-il pas contenu en puissance dans les contradictions économiques déclenchées par la traite des Noirs depuis des siècles ? Les migrations et la nouvelle implantation des peuples, les tensions sociales et même les expansions politico-religieuses ne se comprennent pas sans référence à ce phénomène majeur qui a dominé les siècles précédents et dont le XIXe siècle constitue à la fois le paroxysme et l'achèvement. Dans ce sens, ici, comme ailleurs en Afrique, le XIXe siècle est bel et bien la fin d'une très longue époque.

CHAPITRE 26

Dahomey, pays yoruba, Borgu (Borgou) et Bénin au XIX^{e} siècle

A. I. Asiwaju

La région comprise entre le Mono et le Niger comme unité d'analyse

La région étudiée dans ce chapitre est délimitée à l'ouest par le fleuve Mono (l'actuelle frontière entre le Bénin et le Togo), à l'est et au nord par le Niger, et au sud par le golfe du Bénin sur l'océan Atlantique. Elle est constituée pour l'essentiel d'une plaine ondulée présentant une élévation générale de la côte vers l'intérieur, où le relief culmine avec la chaîne de l'Atakora et le Kukuru. Dans l'ensemble, la végétation appartient au type des formations herbacées. Les forêts humides réellement denses se rencontrent surtout dans le Sud-Est — c'est-à-dire dans cette partie de l'ancien royaume du Bénin qui se trouve aujourd'hui dans l'État de Bendel, au Nigéria — et, dans une moindre mesure, le long des vallées des principaux cours d'eau.

La région occupe une large partie de la fameuse zone d'« anomalie » climatique de l'Afrique occidentale, où la ceinture des savanes du Soudan occidental et central se prolonge à travers la zone des forêts jusqu'à la mer. La totalité de l'ancien royaume fon du Dahomey, la moitié occidentale du pays yoruba, de même que le Borgu, se situent dans cette zone. Plusieurs fleuves arrosent la région, dont le Niger, le Bénin, l'Owena, l'Ọṣun, l'Ogun, le Yewa, le Wẹmẹ (Ouémé sur les cartes françaises), l'Opara, le Zou et le Mono.

Quatre grandes aires culturelles distinctes, mais qui s'interpénètrent manifestement, se partagent la région : aja à l'ouest, yoruba au centre, borgu (prononcé bohou) au nord, et edo à l'est. Comme on pouvait s'y attendre,

chacune présente plusieurs subdivisions suivant des traits culturels comme le dialecte, l'écologie ou l'occupation spécifique.

Les populations de langue aja[1] se répartissent en trois grands sous-groupes: les Fon, qui dominèrent l'ancien royaume du Dahomey; les Gun de la vallée du Wẹmẹ et du secteur compris entre Porto-Novo et Badagri, de part et d'autre de l'actuelle frontière entre le Nigéria et le Bénin (ancien Dahomey); enfin, les Ewe établis entre le Cufo (Coufo) et le Mono dans le sud-ouest de l'actuel Bénin, la grande majorité d'entre eux occupant les régions voisines du sud du Togo et du Ghana. Au nord et à l'est du territoire fon se trouvaient les Mahi, concentrés sur le plateau d'Agbomẹ (Abomey) à Paouignan, Savalu Weze, Dassa-Zoumé, Jaluku et Kọvẹ (Cové), et qui présentent aussi des traits culturels secondaires aja et conservent le souvenir de lointains liens de parenté avec cette ethnie.

L'aire culturelle yoruba (nago dans la littérature ethnographique française) est de loin la plus importante de la région Mono-Niger[2], puisqu'elle englobe les États d'Ogun, de Lagos, d'Ọyọ et d'Ondo de l'actuel Nigéria, et près de la moitié de l'État de Kwara, ainsi que les régions avoisinantes de l'est du Bénin et du centre du Togo plus à l'ouest. Elle comprend de nombreuses subdivisions, depuis les plus petites comme les Ifẹ, qui formaient un seul royaume, jusqu'aux Ekiti, qui étaient organisées en plusieurs monarchies autonomes. Dans la région du Nigéria, les principaux sous-groupes yoruba étaient représentés par les Ọyọ (le plus nombreux, dont le territoire et la population se répartissaient entre l'État d'Ọyọ et celui de Kwara); par les Ibarapa, établis de part et d'autre de la frontière entre les États d'Ọyọ et d'Ogun; par les Ifẹ et les Ijẹṣa, implantés dans l'actuel État d'Ọyọ; par les Ijẹbu, qui occupaient un territoire situé entre les États d'Ogun et de Lagos; par les Ẹgba et les Ẹgbado dans l'État d'Ogun; par les Ondo, Ikalẹ, Ẹkiti, Ọwọ et Akoko dans l'État d'Ondo; enfin, par les Awori et des sous-groupes ẹgbado qui leur étaient apparentés dans l'État de Lagos. À cheval sur l'actuelle frontière entre le Nigéria et le Bénin se succédaient, du nord au sud, les Ṣabẹ (Savé), les Ketu, les Ọhọri (Holli), les Ifọnyin et les Anago. À cette liste déjà longue, il faut encore ajouter les Ana, les Fẹ (Ifẹ) et les Mayinbiri (Manigri), qui peuplaient les parties médianes du Bénin et la région d'Atakpamé au Togo.

Comme le pays yoruba, le Borgu est aujourd'hui une aire culturelle morcelée par les frontières internationales[3]. Busa et Illo (deux des trois grands centres politiques traditionnels) se situaient dans une zone correspondant, pour l'essentiel, au district actuel de Borgu dans l'État de Kwara et à des parties voisines de l'État de Sokoto dans l'actuel Nigéria, tandis que Nikki, le troisième et le plus étendu des États traditionnels, est aujourd'hui coupé en deux par la frontière entre le Nigéria et le Bénin: la ville de Nikki et la moitié occidentale de l'ancien royaume se trouvant en territoire béninois, la partie restante du côté nigérian.

1. A. I. Asiwaju, 1979.
2. D. Forde, 1951; J. Bertho, 1949; E. G. Parrinder, 1947 et 1955; P. Mercier, 1950.
3. O. Bagodo, 1979; M. Stewart 1984-1985.

26.1. *Sculpture représentant un guerrier sur les épaules d'un* babalawo *[sorcier-guérisseur] provenant (probablement) du nord-est du pays yoruba, sculptée entre 1850 et 1875.*
[*Source :* W. B. Fagge et J. Pemberton III, *Yoruba sculpture of West Africa* (dir. publ. : Bryce Holcombe), 1962, New York. *Photo :* © National Museum, Lagos.]

Les subdivisions culturelles correspondent plus ou moins au découpage et aux niveaux de différenciation sociopolitiques traditionnels. Comme le note à juste titre Marjorie Stewart, le Borgu est apparu sans doute vers la fin du XVe siècle, comme un conglomérat d'États politiquement indépendants, dont les grands centres étaient Busa, Nikki et Illo. Il semble que ces royaumes soient nés très tôt de la fusion d'un groupe de nouveaux venus, très probablement de langue mande, du Mali, et d'une population autochtone, aboutissant à la formation d'un nouvel État et d'une culture distincte. C'est ce que tendraient à confirmer les traditions relatives à l'origine des États du Borgu, et que paraît bien corroborer le fait que deux grandes langues sont parlées dans cette région: le batonu (également appelé baruba, bariba ou barba), langue voltaïque en usage dans la grande majorité des masses, et le boko (appelé aussi zugwenu), langue sud-orientale de la famille mande employée par la classe dirigeante des *wasaṇgari*.

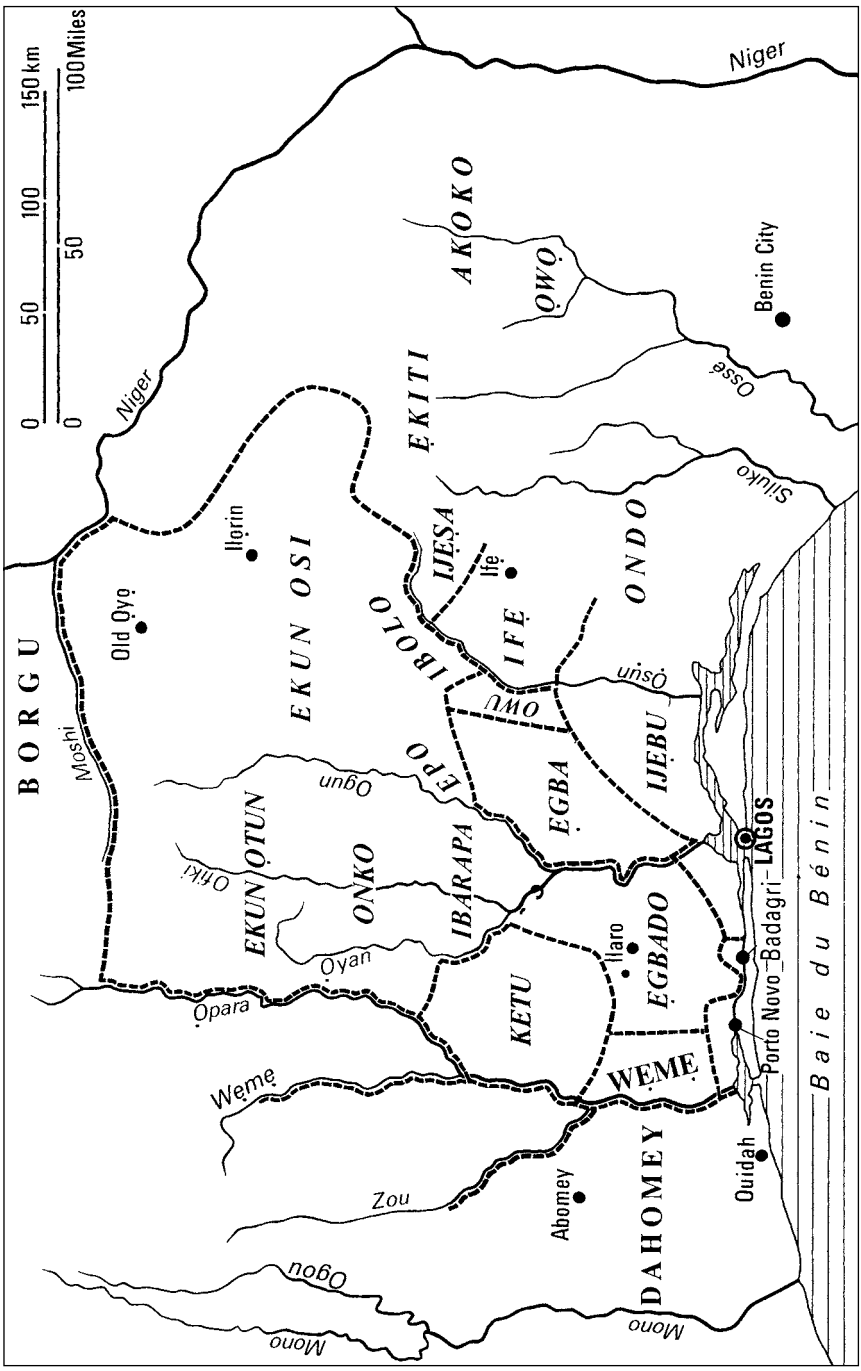
Chacune de ces deux grandes langues a donné plusieurs dialectes distincts. Le boko, par exemple, se divise en quatre dialectes principaux, dont le bokobusa (bisagwe), parlé à Busa et à Wawa; le boko-nikki, à Nikki, Segbana et Kandi, dans l'actuel Bénin et plusieurs chefferies liées à Nikki (Yeshikera, Kaiama, Sandiru, Ileṣa Bariba, Aliyara et Okuta en territoire nigérian); et le tienga ou kienga, à Illo, à Dekala et dans le nord du district d'Aliyara. L'unité linguistique du Borgu sera réalisée grâce au bilinguisme, qui permet de combler le fossé entre le peuple et les classes dirigeantes traditionnelles. L'unité culturelle, apparente dans l'usage linguistique, est cimentée par les traditions attribuant une origine commune aux différents royaumes et s'accordant à reconnaître en Busa le foyer ancestral de tous les souverains du Borgu.

La quatrième grande aire culturelle de la région qui nous occupe est celle des peuples d'expression edo du royaume du Bénin[4], à savoir non seulement les Edo de la ville de Bénin et de ses environs, mais aussi des peuples qui leur sont apparentés à la fois par la langue et par l'histoire: les Ishan (Ēsan), Ivbiosakan et Akoko Edo au nord, et les Itsekiri, Urhobo et Isoko au sud et au sud-est.

Ces quatre grandes aires culturelles n'étaient pas fermées sur elles-mêmes. De fait, au début du XIXe siècle, l'interpénétration culturelle ou ethnique avait atteint un point tel que l'on ne discernait plus qu'une civilisation unique, dont les Yoruba. les Aja, les peuples du Borgu et les Edo peuvent être considérés comme des sous-ensembles. Abstraction faite de l'idéologie unitaire, mise en relief par les traditions proclamant une commune origine, qui cherche à établir des liens à tout le moins entre les élites dirigeantes traditionnelles de quatre branches culturelles, d'autres facteurs, culturels — et notamment linguistiques — économiques et politiques, expliquent ces interrelations. Ces liens, mis en évidence par plusieurs études[5], indiquent

4. R. E. Bradbury, 1957; A. F. C. Ryder, 1969.

5. Les traditions des Kisra relatives à leur origine rattachent les Yoruba au Borgou. Ifẹ est reconnu comme le foyer ancestral de tous les monarques yoruba et béninois, et les Aja situent, eux aussi, leur lointaine origine à Ifẹ. Voir les actes du Colloque international sur l'histoire des peuples



26.2. *Le pays yoruba-aja et l'ancien Empire* oyo *(début du XIXe siècle).*
[*Source*: J. F. Ade. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *History of West Africa*, Longman, 1974, p. 131.]

des migrations successives, entraînant des afflux et reflux de populations, qui se poursuivaient encore au XIXe siècle, avant d'être formellement découragées par l'établissement d'États coloniaux européens, dont les territoires étaient rigoureusement délimités par des frontières étanches. L'histoire de la région qui s'étend du Mono au Niger doit donc être considérée surtout comme celle de l'interpénétration non seulement des Aja, Yoruba, Bariba et Edo entre eux, mais encore d'un ou plusieurs de ces peuples avec leurs voisins — Nupe, Jukun, Kanuri, Gbari, Hawsa et Fulbe au nord ; Ewe, Ga, Adangbe, Krobo et Fanti à l'ouest ; enfin, Ijọ, Itsekiri, Isoko, Urhobo, Igbo occidentaux, Igala, Igbira et Basa à l'est.

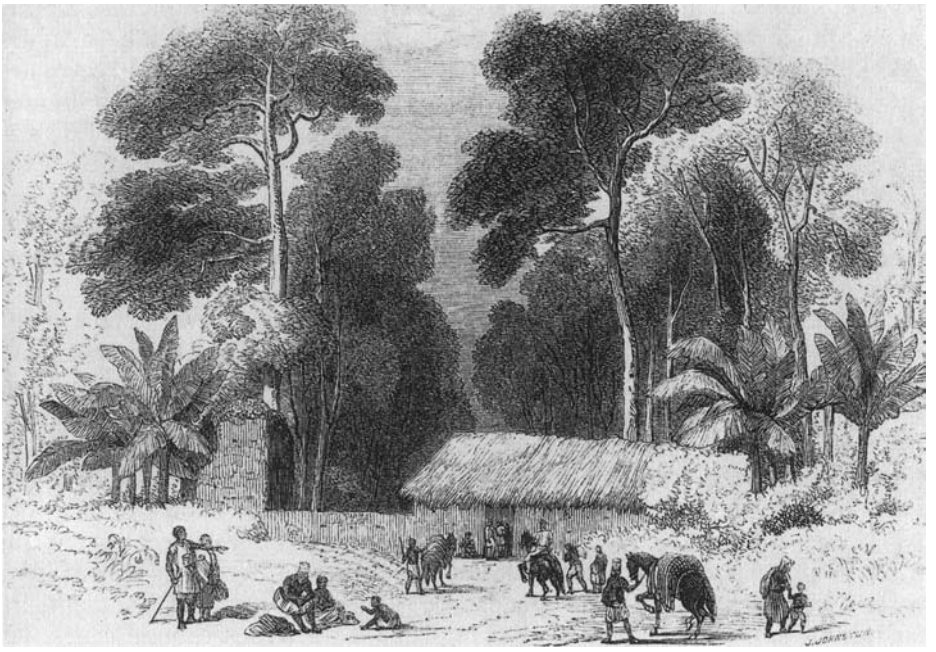
La chute de l'ancien Ọyọ

Au début du XIXe siècle, l'État le plus puissant, dominant la plupart des territoires et populations de la région comprise entre le Mono et le Niger, était l'empire d'Ọyọ (Old Ọyọ)[6]. Si le noyau de ce fameux État yoruba ne s'étendait guère au-delà des localités situées entre les bassins de l'Ọṣun et de l'Ogun, le territoire sur lequel il levait tribut et où, à des degrés divers, il exerçait une influence ou un contrôle militaire, politique, économique et culturel perceptible, correspondait approximativement à la moitié occidentale de la région qui nous intéresse.

À l'extrême ouest, l'État aja du Dahomey avait été assujetti au tribut en 1748, après une série d'attaques lancées par Ọyọ à partir de 1740 environ ; et il le resta jusqu'au début des années 1820. Porto-Novo avait connu le même sort lorsque Ọyọ s'en était emparé et en avait fait son port principal pour la traite des esclaves[7]. La route reliant ce port à Ọyọ traversait les territoires des sous-groupes yoruba, ẹgba et ẹgbado, où les autorités impériales d'Ọyọ durent, pour les contrôler, détacher des fonctionnaires (*ajẹlẹ*), notamment dans des établissements ẹgbado aussi importants stratégiquement qu'Ilaro et, plus tard, Ijanna. Sur le plan culturel et économique, les territoires ẹgba et ẹgbado furent aussi soumis à une intense pénétration de la part d'Ọyọ : des colonies d'Ọyọ y seront fondées, et des commerçants de l'empire y exerceront leur activité[8]. Deux autres peuples yoruba importants, qui avaient fondé à l'ouest les royaumes de Ketu et Ṣabẹ, avaient préservé leur traditionnelle autonomie politique, mais entretenaient aussi des relations de bonne entente avec Ọyọ, et bénéficiaient de l'influence protectrice exercée par l'empire sur toute la région. Le Borgu oriental, comme le sud-ouest de Nupe, reconnaissait aussi l'autorité de l'*alafin* [roi et empereur]

ajaewe, tenu sous les auspices de l'UNESCO à Cotonou, en décembre 1977 (F. de Medeiros, 1984), et ceux de la Conférence sur la civilisation yoruba, organisée à l'université d'Ifẹ en juillet 1976 (I. A. Akinjogbin et G. O. Ekemode [dir. publ.], 1976).

6. R. C. C. Law, 1977*a*.
7. P. Morton-Williams, 1964.
8. H. Clapperton, 1829 ; R. Lander, 1830.



26.3. *La porte de la ville yoruba d'Ipara en pays ijebu, vers 1855.*
[*Source :* Church Mission of Gleaver, 1855, Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

d'Ọyọ. Dans toutes ces régions, situées dans la zone d'« anomalie climatique » déjà mentionnée, la cavalerie Ọyọ pouvait se déployer, et les agents de l'empire disposaient, de toute évidence, d'assez grandes facilités d'accès et de communication.

L'autre partie de la région, soit sa moitié orientale, se trouvait dans la zone des forêts tropicales. Outre le reste de l'aire culturelle yoruba — territoire des Ifẹ et des Ijẹṣa au centre, des Ẹkiti, Ondo, Akoko et Ọwọ à l'est, des Ijẹbu, Ikalẹ, Okiti-pupa et Awori au sud —, elle englobait le royaume du Bénin, l'autre grand État africain de la région, qui rivalisait de puissance hégémonique et de splendeur avec l'empire d'Ọyọ ; mais, même là, bien des signes attestent l'existence de liens vitaux avec le royaume d'Ọyọ. Certains indiquent que celui-ci est intervenu plus ou moins constamment dans l'histoire des Ifẹ, des Ijẹṣa, des Ẹkiti, des Ondo et Ijẹbu. Outre les traditions recueillies par Samuel Johnson[9], il y a l'opinion de S. A. Akintoye, qui estime qu'« à différentes époques et à des degrés divers, les Ẹkiti, les Ijẹṣa et les Igbomina sont, eux aussi, tombés sous l'influence d'Ọyọ »[10]. Si rien ne permet d'affirmer, comme le fait Peter Morton-Williams, que les

9. S. Johnson, 1921, cité dans J. F. A. Ajayi et M. Crowder, 1974.
10. S. A. Akintoye, 1971, p. 29-30.

Ẹkiti, les Ijẹṣa et les Akoko ont pu servir de « réservoirs d'esclaves » à l'empire d'Ọyọ[11], certaines indications prouvent nettement que celui-ci a exercé des pressions militaires sur les Ijẹṣa — lesquels résistèrent victorieusement. La fondation d'Ẹdẹ par Ọyọ et celle d'Ọṣogbo par les Ijẹṣa ont été expliquées par le besoin qu'avaient éprouvé les deux États yoruba de disposer d'avant-postes pour se surveiller mutuellement. Les relations qui s'établirent par la suite entre les deux communautés voisines témoignent du degré d'interpénétration auquel devaient parvenir ces deux cultures yoruba.

Les relations entre les royaumes d'Ọyọ et du Bénin sont encore plus abondamment attestées[12]. Les dynasties régnantes des deux États affirmaient l'une et l'autre non seulement être originaires d'Ifẹ, mais encore descendre d'un même fondateur: Ọranyan. Toutes deux entretenaient donc, avec Ifẹ, des liens rituels. Ces sentiments fraternels réciproques ont dû être d'autant plus forts que les risques de conflit entre les deux États se trouvaient réduits: la puissance d'Ọyọ était fondée sur sa cavalerie et plus ou moins limitée aux zones relativement découvertes de l'ouest et du nord-ouest de la région qui nous occupe; tandis que les tactiques militaires du Bénin ne convenaient qu'aux fameuses « forêts ombrophiles » de sa moitié orientale. C'est d'ailleurs en raison de ces différences écologiques que les activités commerciales des deux États étaient, elles aussi, complémentaires.

La principale conclusion à tirer de ces observations est que l'empire d'Ọyọ fut à ce point au cœur de l'histoire de toute la région qui s'étend du Mono au Niger que sa chute dans la troisième décennie du XIXe siècle ne pouvait manquer d'entraîner des remous sur le plan social et politique, non seulement en pays yoruba, mais au-delà, au Dahomey, au Borgu et dans la région du royaume du Bénin. Comme le note si pertinemment J. F. A. Ajayi, « la chute de l'empire d' Ọyọ […] devait avoir des conséquences importantes pour les peuples de langue aja à l'ouest, comme pour l'empire du Bénin à l'est »[13]. Elle marqua en effet le début, dans la région, d'une période plus ou moins ininterrompue de guerres et d'insécurité généralisée. Ses inévitables effets négatifs sur le commerce européen, le long du littoral atlantique du golfe du Bénin, créèrent localement des conditions propices aux interventions rivales de la Grande-Bretagne, de la France et, plus tard, de l'Allemagne, dans les affaires politiques de la région.

Il est impossible, et sans doute superflu[14], de relater ici en détail la chute de l'empire d' Ọyọ. Qu'il nous suffise de noter que, comme pour d'autres États établis aussi solidement et d'aussi longue date, ce ne fut pas un effondrement brutal. Les signes du déclin étaient déjà perceptibles au

11. *Ibid.*; P. Morton-Williams, 1964
12. J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), 1974, vol. II.
13. *Ibid.*, p. 129.
14. Voir J. F. A. Ajayi, 1974, p. 129-166; R. C. C. Law, 1977; J. F. A. Ajayi et S. A. Akintoye, dans l'ouvrage publié sous la direction de O. Ikime, 1980, p. 280 à 302; I. A. Akinjogbin, 1965.

XVIIIe siècle, et ils ne firent que s'intensifier durant les deux premières décennies du XIXe siècle.

Aux causes internes, dont la manifestation la plus apparente fut la lutte pour le pouvoir qui opposa plusieurs *alafin* successifs et des chefs de lignée à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, s'ajoutèrent progressivement les effets de facteurs extérieurs : le déclin de la traite des esclaves avec l'outremer et, plus encore, l'extension vers le sud du *djihād* de ʿUthmān dan Fodio.

Dès le XVIIIe siècle, qui paradoxalement fut aussi l'époque où il connut sa plus grande expansion et se trouva au faîte de sa puissance, l'empire d'Ọyọ avait commencé à donner des signes de vulnérabilité et de désintégration sur le plan militaire et territorial. Après la victoire de la rébellion fomentée par les Ẹgba sous la conduite de Lịṣabi, leur héros légendaire, aux alentours de 1774, l'armée d'Ọyọ allait être vaincue par le Borgu en 1783, puis par les Nupe en 1791. La chute de l'empire se produisit vers 1835, au terme d'une période de désorganisation politique totale qui avait vu se succéder une série d'*alafin* éphémères et en grande partie impuissants, dont Aole et Maku, et s'acheva par un interrègne prolongé qui dura près de deux décennies.

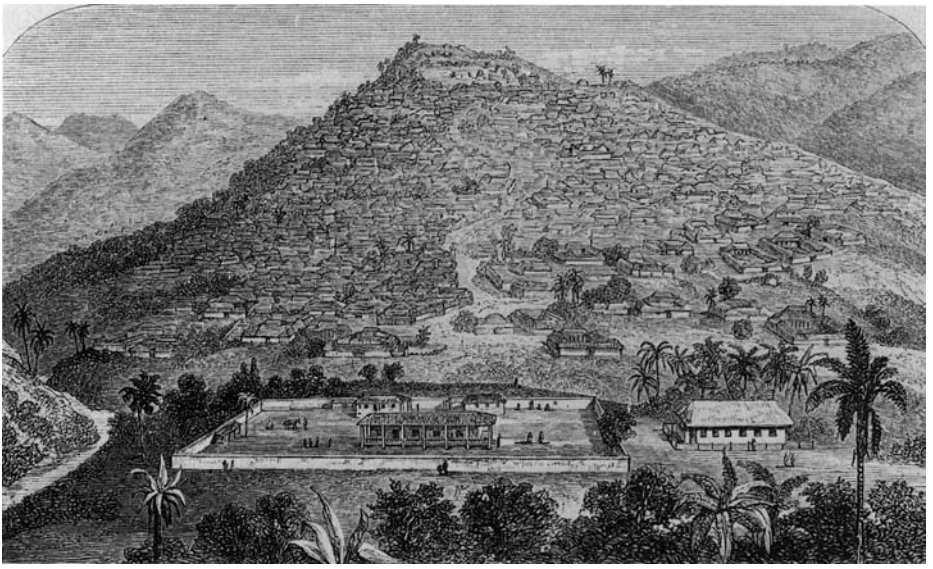
La révolte d'Afonja, *arẹ-ọna-kakanfo* [commandant en chef] de l'armée impériale, qui, avec l'aide des Yoruba musulmans d'Ọyọ, tenta de se proclamer souverain indépendant d'Ilọrin, précipita la chute du royaume. Comme Afonja ne tarda pas à perdre le contrôle de la *Djamāʿa* — l'armée que ses partisans musulmans yoruba avaient formée pour le soutenir —, le Fulbe musulman al-Ṣāliḥ Alimi, prédicateur et mystique itinérant avec lequel Afonja s'était allié pour mener à bien sa révolte contre l'autorité de l'*alafin*, prit la tête de la *Djamāʿa*, et finit par l'éliminer. Ce fut ʿAbdul-Saʿām, fils et successeur d'Alimi, qui réalisa l'indépendance d'Ilọrin face à Ọyọ. Après avoir obtenu la bénédiction du califat de Sokoto et être devenu le premier émir, il fit d'Ilọrin, « province rebelle d'Ọyọ, un poste avancé du *djihād* des Fulani »[15].

La chute d'Ọyọ se fit sentir beaucoup plus profondément dans la moitié occidentale de la région, où l'empire avait le plus fortement et le plus directement exercé son influence. En gros, c'est une situation de guerre et, partant, d'insécurité généralisée qui va régner pratiquement jusqu'à la fin du siècle, provoquant à terme la désorganisation du commerce côtier et l'intervention des Européens dans les affaires politiques de l'intérieur. Ici encore, nous abordons un épisode de l'histoire africaine qui a été si bien exploré, et sur lequel on dispose de si nombreuses publications, qu'un simple résumé doit suffire.

Après s'être étendu à Ilọrin, à la faveur de la crise que traversait le royaume d'Ọyọ, le *djihād* d'ʿUthmān dan Fodio se répand dans d'autres directions gagnant le Borgu et Ṣabẹ, État yoruba du Nord-Ouest qui lui est étroitement lié, ainsi que les régions voisines d'expression aja[16]. D'après certaines indications, des éléments considérés par les populations locales comme des partisans du *djihād* fulbe font des incursions dans les communautés

15. J. F. A. Ajayi, 1974, p. 144.
16. D. Ross, 1967.

ẹgbado du Nord[17]. Fait caractéristique, la menace fulbe pousse les États du Borgu à serrer les rangs face à l'ennemi extérieur commun. Le Borgu et Ọyọ font alliance dans un effort désespéré mais vain pour affronter les Fulbe : c'est la guerre d'Eleduwẹ en 1836. La menace d'une poursuite de l'expansion du califat de Sokoto jusqu'au cœur du pays yoruba, au sud d'Ilọrin, ne sera enrayée qu'après la défaite décisive qui lui est infligée à Oṣogbo en 1840.



26.4. *Vue d'Ibadan, en 1854, avec au premier plan les installations de la Church Missionary Society.* [*Source :* A. Hinderer, *Seventeen years in Yorubaland*, 1872, Londers. *Illustration :* British Library, Londres.]

Toutefois, les guerres les plus dévastatrices ne furent pas ces *djihād*, mais les luttes intestines des Yoruba.

Celles-ci peuvent être décomposées en trois grandes phases : la guerre d'Owu, de 1820 environ à 1825 ; celle d'Ijaye, de 1860 à ; et celle d'Ekitiparapọ ou Kiriji, qui dura seize ans, de 1877 à 1893[18]. La première fut essentiellement une lutte pour le contrôle du marché d'Apomu entre, d'une part, les Ifẹ alliés aux Ijẹbu et, d'autre part, les Owu, qui auraient bénéficié du soutien de leurs voisins ẹgba. La coalition des Ifẹ et des Ijẹbu avait l'appui de guerriers Ọyọ qui faisaient partie de l'importante population de réfugiés installés au sud, à la suite des troubles survenus à Ọyọ.

La guerre d'Owu aboutit à la destruction de ce royaume et au déplacement vers l'ouest de la totalité des communautés ẹgba établies de tout temps dans la forêt. La fondation d'Ibadan, place militaire tenue par les vainqueurs, à Owu vers 1829, et celle d'Abẹokuta, camp de réfugiés ẹgba, vers 1830, ont

17. A. I. Asiwaju, 1976.
18. J. F. A. Ajayi et R. S. Smith, 1964 ; S. A. Akintoye, 1971 ; B. Awe, 1964.

été décrites comme des conséquences de cette guerre. C'est aussi vers cette époque que se situent la fondation d'Ijaye, sous le règne de Kurumi, et la reconstitution de l'empire d'Ọyọ, avec une nouvelle capitale à Agọ-Ọja (sur l'emplacement de l'actuelle Ọyọ, à quelque 50 km au nord d'Ibadan), par l'*alafin* Atiba. Ces agglomérations devaient rapidement devenir de nouvelles puissances en pays yoruba, rivalisant pour obtenir la suprématie politique et occuper la place laissée en quelque sorte vacante par la disparition de l'ancienne Ọyọ. La guerre d'Ijaye, qui opposa principalement Ijaye et son alliée Abẹokuta à Ibadan, doit être interprétée comme un épisode majeur de cette lutte pour l'hégémonie. Si la destruction d'Ijaye, en 1862, en fut le point culminant, les hostilités ne cessèrent vraiment qu'après les derniers combats d'Ikorodu en 1865[19]. Comme son nom l'indique, Ekitiparapọ était une coalition rassemblant, contre Ibadan, les Ẹkiti, les Ijẹṣa et les Igbomina qu'Ibadan avait conquis et rattachés à son empire naissant, après avoir triomphé d'Ijaye[20].

L'apparition du Dahomey [Danxomẹ] comme royaume indépendant, aux alentours de 1820, et ses fréquentes incursions en pays yoruba, tout au long du XIXe siècle jusqu'à la conquête française en 1892, sont aussi des conséquences directes de la disparition de l'ancien empire d' Ọyọ[21]. Étendant son autorité du Wẹmẹ à l'est au Cufo à l'ouest, et de l'océan Atlantique au 7e degré de latitude nord, le royaume du Dahomey représentait approximativement, vers 1800, le tiers sud du territoire de l'actuel Bénin.

Tous les monarques dahoméens depuis Kpengla (1774-1789) avaient cherché à se soustraire à la tutelle d' Ọyọ; mais le royaume ne se libéra du joug impérial que dans les premières années du règne de Ghezo (1818-1858). En dépit de troubles occasionnels et d'épisodes violents à la cour d'Agbomẹ — tels l'assassinat du roi Agonglo (fils et successeur de Kpengla) en 1797, et la déposition d'Adandozan (qui régna de 1797 à 1818) en faveur de Ghezo (son frère cadet) —, le Dahomey se distingua de l'empire d'Ọyọ, aux XVIIIe et XIXe siècles, par la durée remarquable des règnes de ses souverains.

Cette stabilité politique était renforcée par le bon fonctionnement de l'administration très centralisée qui a fait la renommée du royaume. Le mouvement abolitionniste porta un coup à l'économie du pays, fondée presque exclusivement sur la traite des esclaves. Ghezo n'en continua pas moins à satisfaire à la demande des négriers portugais, tout en profitant de la possibilité d'exporter de l'huile de palme, destinée à remplacer à terme les esclaves[22]. Ces signes de relative prospérité politique et économique au Dahomey devinrent perceptibles au moment même où les symptômes d'un déclin avancé d'Ọyọ apparaissaient de plus en plus manifestes. Ce fut la

19. J. F. A. Ajayi et R. S. Smith, 1964, p. 120.
20. B. Awe, 1964.
21. D. Ross, 1967; K. Folayan, 1967; S. O. Biobaku, 1957.
22. Pour une étude de la politique économique du royaume indépendant du Dahomey, voir E. Soumoni, 1983.

conjugaison de ces facteurs qui encouragea Ghezo à proclamer unilatéralement l'indépendance du Dahomey au début des années 1820.

Suivant la version généralement admise, Ọyọ aurait riposté en envoyant un corps expéditionnaire dirigé par un certain Balogun Ajanaku, mais cette armée aurait été mise en déroute par le Dahomey. En vérité, il semble évident que, à cette époque, Ọyọ n'était guère en position d'envoyer une armée digne de ce nom mater une rébellion dans une contrée aussi éloignée que le Dahomey. Et, en effet, les recherches effectuées sur ce sujet indiquent que, en fait d'armée impériale officielle, les troupes lancées contre le Dahomey sous la conduite d'Ajanaku, au début des années 1820, étaient plus probablement une expédition conjointe de Ṣabẹ and Ketu[23]. Elles se composaient de guerriers yoruba et mahi, et Ajanaku, quoique souvent décrit comme un *balogun* [chef militaire] d'Ọyọ, était, si l'on en croit les traditions locales, plus dignes de foi, des Fon, originaire de Ṣabẹ. Cette opération militaire s'inscrivait dans le cadre familier des alliances que les Yoruba et les communautés apparentées qui avaient auparavant bénéficié de la protection d'Ọyọ contre le Dahomey formaient pour se défendre et lancer des attaques préventives contre l'ennemi commun, une fois l'empire disparu[24]. En tout état de cause, les troupes d'Ajanaku devaient être défaites, et lui-même capturé et exécuté par Ghezo.

C'est alors que le Dahomey va se lancer dans une série d'invasions systématiques du pays yoruba. Dictées par des considérations de sécurité autant que par l'insatiable demande d'esclaves — pour l'exportation, les cultures de rapport ou l'agriculture de subsistance, aussi bien que pour les sacrifices humains qui accompagnaient les fameux rites annuels —, ces invasions ne se limiteront pas à toute la partie du territoire yoruba, située à l'ouest de l'Ogun, mais s'étendront aux communautés et États aja et mahi, situés à l'est du Wẹmẹ, y compris Porto-Novo[25].

Alors que, dans la décennie précédente, ce sont les Mahi établis dans le Sud-Est, juste au nord d'Agbomẹ (Abomey) et de Porto-Novo, qui ont été envahis, à partir de 1830, les campagnes dahoméennes se concentrent sur des cités ẹgbado comme Ijanna et Refurefu, rasées respectivement en 1831 et en 1836. Ijanna, on l'a vu, avait été le lieu de résidence du représentant impérial d'Ọyọ, et le principal centre de collecte et d'acheminement des tributs levés sur les Ẹgbado et les territoires voisins. Dans les années 1840, puis à nouveau dans les années 1880, Okeọdan et Ṣabẹ seront à leur tour dévastées. De même, le royaume de Ketu, harcelé à partir de la fin des années 1870, sera finalement anéanti en 1886, quatre ans après l'incendie d'Imẹkọ, l'autre grande cité du royaume.

Dans les années 1850 et 1860, les attaques se portent essentiellement sur le nouvel État ẹgba-yoruba d'Abẹokuta, dont Agbomẹ juge l'essor dange-

23. D. Ross, 1967, p. 37-40.
24. Au XIXe siècle, des alliances de ce type avaient été notamment conclues entre les Ketu et les Ohori, et entre les Okeọdan et les Ipokia. Voir A. I. Asiwaju, 1976.
25. A. I. Asiwaju, 1979; T. Moulero, 1966.

reux pour l'indépendance du Dahomey. Le danger devient réel lorsque les Ẹgba s'engagent dans des campagnes militaires et étendent leur influence politique dans les régions mêmes de l'ouest du pays yoruba, où le Dahomey fait aussi des incursions. L'affrontement dans la ville awori de Ado-Odo, en 1844, et la défaite finale du Dahomey, sèmeront les germes des rancœurs ultérieures. Si les deux offensives que le Dahomey lance directement contre Abẹokuta, en 1851 et en 1864, se soldent par des échecs retentissants, l'expédition punitive menée contre les Ẹgbado, alliés des Ẹgba, aboutit, en 1862, à la destruction d'Iṣaga et à la dévastation de la région environnante. Les incursions dahoméennes dans les territoires yoruba du cours supérieur de l'Ogun se poursuivront dans les années 1880 et au début des années 1890, et ne cesseront véritablement qu'après la défaite infligée au royaume fon par les Français en 1892.

Pas plus que les autres guerres de la même époque, celles qu'a menées le Dahomey n'étaient pas nécessairement des conflits entre des ethnies différentes. En témoignent non seulement l'invasion des communautés aja de la vallée du Wẹmẹ, mais aussi les campagnes meurtrières lancées contre Porto-Novo à la fin des années 1880 et au début des années 1890, après la rupture d'un accord qui, conclu peu après les attaques des années 1820, avait garanti, pendant des décennies, des relations pacifiques entre les deux États aja et leurs satellites.

Les guerres qui, au XIXe siècle, ravagèrent la moitié occidentale de la région Mono-Niger auront entraîné des déplacements de populations et des bouleversements démographiques d'une portée considérable. En premier lieu, les Yoruba et les populations aja qui leur étaient apparentées furent massivement réduits en esclavage et déportés vers le Nouveau Monde, mais aussi vers la Sierra Leone toute proche. Au sein même des communautés d'Afrique occidentale touchées, des migrations massives de populations provoquèrent des changements sociopolitiques révolutionnaires[26]. En territoire yoruba, ces guerres devaient aboutir à la destruction d'un grand nombre d'établissements antérieurs au XIXe siècle, à la fondation de toute une série de nouvelles cités et à un développement considérable de celles qui existaient déjà. Dans la région d'Old Ọyọ, où le dépeuplement fut particulièrement impressionnant, des villes établies de longue date, comme l'ancienne capitale Ọyọ elle-même, Igboho, Ikoyi, Igbọn, Irẹsa et Oje, furent détruites. Au-delà, le même sort frappa d'autres cités yoruba, comme Ṣabẹ, Ketu, Owu, et un grand nombre d'établissements ẹgba et des communautés rẹmọ apparentées.

Ainsi s'expliquent ces « villes en ruine » remarquées en pays yoruba par les voyageurs au XIXe siècle. L'exode général vers le sud des populations fuyant les régions troublées du Nord entraîna la création de nombreux établissements, notamment Ibadan, Abẹokuta, Ṣagamu, Okeọdan et Aiyede. Le littoral et son arrière-pays immédiat, dans l'ensemble peu peuplés vers 1800, devinrent la fourmilière de la région à la fin du siècle.

26. P. Verger, 1955, p. 3-11 ; C. Fyfe, 1962, p. 292-293.

Dans l'aire linguistique aja, les migrations s'effectuèrent en gros du sud vers l'est. Au XIXe siècle, les réfugiés aja fuyant la vallée du Wẹmẹ et la région de Porto-Novo vont grossir les rangs des communautés apparentées, établies au XVIIIe siècle sur les territoires voisins des États de Lagos et d'Ogun de l'actuel Nigéria, après la conquête par le Dahomey des États aja côtiers d'Allada et de Ouidah, respectivement en 1724 et 1727[27]. Cette extension vers l'est de l'aire culturelle aja, due aux guerres du XIXe siècle, contribuera largement au brassage ethnique de la région.

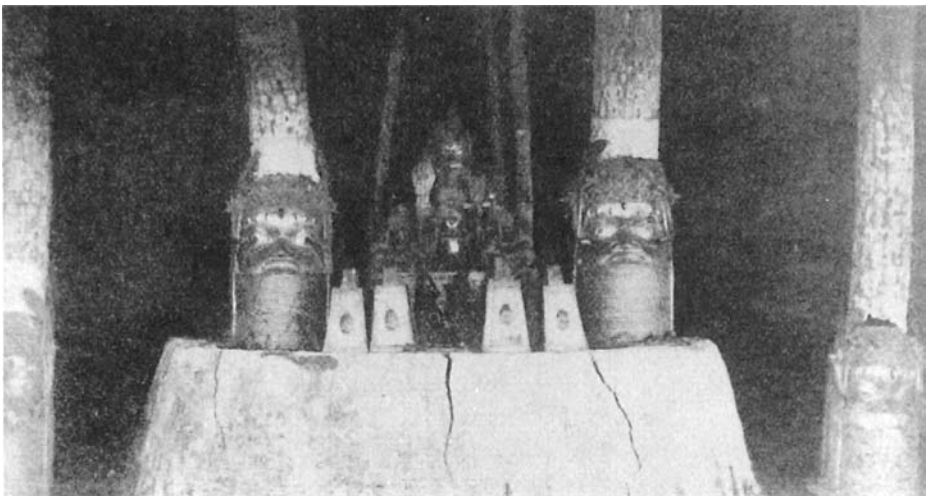
Dans l'ensemble, les guerres et leurs répercussions sociales ont abouti à l'avènement d'une société nouvelle, qui à son tour exigea l'élaboration de nouvelles méthodes et de nouveaux styles de gouvernement. C'est ainsi que les guerriers devinrent la classe dominante, évinçant l'ancienne classe monarchique, tout particulièrement dans l'aire yoruba, où, partout, les *ọba* perdirent leur pouvoir au profit des *balogun*, ou chefs militaires. Les tentatives d'instauration d'une dictature militaire à Ijaiye sous Kurumi, d'une fédération à Abẹokuta sous Ṣodẹke et d'une monarchie constitutionnelle à Ẹpẹ sous Kosọkọ illustrent bien les efforts faits au XIXe siècle, en pays yoruba, pour forger des constitutions nouvelles, mieux adaptées à l'administration politique de la société nouvelle née des guerres[28]. L'adoption ultérieure, au XXe siècle, du titre et des fonctions de l'*ọba*, sur le modèle yoruba, par certaines communautés aja de la région du Nigéria, est un bon exemple de la continuité de ce processus d'adaptation culturelle[29].

Le déclin du royaume du Bénin

La puissance exceptionnelle de sa monarchie et la solidité de ses institutions centralisées évitèrent au Bénin de connaître, comme l'Ọyọ, un véritable effondrement avant l'ère de la conquête européenne — ce qui, toutefois, ne signifie pas qu'il ait échappé aux influences destructrices du XIXe siècle[30].

Aux environs de 1800, le royaume du Bénin s'étendait sur un territoire représentant à peu près la moitié orientale de la région comprise entre le Mono et le Niger, à l'est d'une ligne nord-sud allant d'Ọtun, en pays ẹkiti, à la côte. Ce territoire englobait les États yoruba orientaux d'Ẹkiti, d'Ondo et d'Ọwọ, les communautés des Igbo occidentaux, à l'ouest du delta du Niger, et les territoires des Urhobo, des Itsekiri et des Ijọ au sud. Si les Edo de la ville de Bénin et des alentours formaient le cœur du royaume, les autres peuples de ce groupe linguistique — tels que les Esan et les Edo septentrionaux au nord-est ou les Urhobo et les Isoko au sud-est — pouvaient être considérés comme constituant les marches du royaume, à la lisière du territoire soumis à son autorité. Au-delà, l'influence du Bénin, sinon sa suzeraineté, était recon-

27. A. I. Asiwaju, 1979.
28. G. O. Oguntomisin, 1979 ; J. A. Atanda, 1984.
29. A. I. Asiwaju, 1979, p. 22-23.
30. R. E. Bradbury, dans D. Forde (dir. publ.), 1967 ; O. Ikime, 1980.



26.5. *Autel sacré dans l'enceinte royale, Bénin.*
[*Source:* H. Ling Roth, *Great Benin, its custom, art and horrors*, 1903 (illustration originale publiée dans *Globus*, vol. 1, p. XXII, 27 novembre 1897), Kings and Sons, Halifax. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

nue tout le long de la côte Atlantique jusqu'à Lagos à l'ouest, et même encore plus loin. Comme dans le cas des Itsekiri, il était très généralement admis que les dynasties du Bénin étaient liées aux élites dirigeantes de la plupart des chefferies des Awori-Yoruba et des Anago, qui leur étaient apparentés, dont les titres et les cérémonials de cour (comme ceux d'Ẹkiti, d'Ọwọ et d'Ondo) portent encore clairement, d'ailleurs, la marque de l'influence béninoise[31].

Le Bénin des XVIIIe et XIXe siècles est généralement dépeint comme un royaume inexorablement en déclin. S'il est vrai, comme des recherches récentes l'ont montré, que ce déclin, loin d'être continu, fut souvent entrecoupé de phases de renaissance et d'expansion territoriale, il ne semble cependant guère douteux que les trois ou quatre décennies qui précédèrent la perte de son indépendance aient été pour le royaume du Bénin, attaqué de trois côtés, une époque de repli radical.

Le *djihād* fulbe, qui avait eu raison de l'empire d'Ọyọ, gagna aussi le nord et le nord-est du royaume du Bénin. Tandis que les Fulbe, établis en territoire nupe, contraignaient certains groupes edo du Nord, comme les Esan et les Ivbiosakon à payer tribut à l'émir de Bida et à s'ouvrir à l'islamisation, la *Djamāʿa* d'Ilọrin faisait des incursions dans les États ẹkiti du Nord. À la menace fulbe s'ajoutait l'expansion vers l'est d'Ibadan, qui se lançait à nouveau à la conquête des domaines du Bénin situés dans l'est du pays yoruba. L'impuissance du Bénin à se porter au secours de ses États vassaux

31. A. I. Asiwaju, 1976, p. 18-19.

ainsi harcelés prouvait assez que le prestigieux État de la forêt d'Afrique occidentale traversait une sombre période.

Dernière menace, la pénétration européenne s'effectuait à la fois par Lagos, le plus important centre de la côte situé dans la zone d'influence du Bénin, et par le Niger au sud-est. Le royaume du Bénin en ressentit les premiers effets, lorsque les privilèges dont il jouissait dans le commerce côtier, notamment le contrôle du trafic sur le Bénin à l'ouest du delta du Niger, commencèrent à être menacés par les commerçants européens, pour la plupart britanniques, et leurs intermédiaires africains, itsekiri et ijọ en particulier. L'éclipse de son port fluvial d'Ughoton (Gwato) fut, pour le Bénin, la preuve douloureuse que l'époque de son quasi-monopole sur le commerce côtier était révolue.

Chez les Itsekiri, ce commerce nourrit la volonté d'autonomie politique. Outre la guerre qu'elle entraîna finalement entre l'*olu* de Warri et l'*ọba* du Bénin, cette richesse nouvelle alimenta des conflits politiques au sein même du royaume de Warri. C'est ainsi que les rivalités et hostilités entre clans, et les querelles de succession provoquant des migrations et la création de centres du pouvoir indépendants et rivaux, se multiplièrent au point que, jusqu'à la fin du siècle, il fut impossible de trouver un successeur acceptable pour tous au trône de l'*olu* de Warri, après la mort, en 1848, d'Akengbuwa, qui l'occupait depuis 1809. Comme le royaume d'Itsekiri, Agbor, vassal du Bénin dont la monarchie était organisée sur le modèle béninois, allait devenir progressivement un État autonome, en grande partie à la faveur du nouveau commerce côtier. C'est notamment dans la ferme intention de restaurer un peu de la puissance de son royaume qu'Ovonramwen, le dernier *ọba* du Bénin indépendant, lança une expédition contre Agbor en vue d'y rétablir son autorité, mais trop tard : en 1897, les troupes béninoises prenaient à peine position à Obadan que parvenait la nouvelle que le corps expéditionnaire britannique, envoyé contre le Bénin lui-même, était aux portes de la capitale[32].

Tandis que le royaume subissait ces assauts de l'extérieur, le calme était loin de régner dans la capitale. Les querelles de succession déstabilisaient considérablement la monarchie. Si, à la mort de l'*ọba* Osemwede en 1851, Adolo lui succéda, ce ne fut qu'à l'issue d'une violente crise de succession. La multiplication des sacrifices humains à Bénin, la capitale, à partir de la fin des années 1880, a pu être interprétée comme un signe du désespoir des dirigeants, qui auraient cherché, par ces pratiques rituelles, à conjurer l'effondrement politique imminent. La légitimité de l'*ọba* Ovonranwen semble avoir été ouvertement contestée par Orokhoro, son propre frère, et certains chefs de haut rang, comme Eriko, Oburaye et Osia. Déterminé à consolider sa position personnelle et à régénérer son royaume, l'*ọba* dut faire exécuter ces dignitaires. Pour bien mesurer le sentiment anti-européen qui régnait au Bénin dans les années 1890, à la veille de la conquête britannique, il faut l'envisager dans la perspective de cette situation intérieure désespérée.

32. O. Ikime, 1980.

26.6. *Vue de la ville de Benin, à l'époque de l'invasion britannique, 1897.*
[*Source:* H. Ling Roth, *Great Benin, its custom, art and horrors*, 1903 (illustration originale publiée dans *Globus*, vol. 1, p. XXII, 27 novembre 1897), Kings and Sons, Halifax. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

L'essor des intérêts européens

Pour analyser l'expansion des intérêts européens dans la région de l'Afrique occidentale qui nous occupe, il est bon de distinguer deux phases : une époque de libres initiatives jusqu'en 1861, date de l'annexion de Lagos à la Couronne britannique, suivie d'une période de rivalités entre la France, la Grande-Bretagne et, à partir des années 1880, l'Allemagne, qui ne devait s'achever qu'en 1889, avec le partage de la région entre la Grande-Bretagne et la France. Ce qui mérite toutefois d'être souligné, c'est que, à tout moment, la configuration des activités des Européens dans la région était fonction des exigences des métropoles européennes autant que des possibilités locales.

Dans la première phase, les commerçants, explorateurs, ou voyageurs européens, et les missionnaires chrétiens, opéraient en Afrique sans que leur nationalité entre en ligne de compte. Le célèbre explorateur allemand Heinrich Barth pouvait ainsi participer à une « expédition officielle britannique », cependant qu'un explorateur britannique de la stature de H. M. Stanley, qui se rendit célèbre au Congo, était au service du roi Léopold de Belgique.

Les grandes missions chrétiennes comme la Church Missionary Society (CMS), anglicane, et la Société des missions africaines (SMA), catholique, et dont le siège était à Lyon, recrutaient des prêtres européens de nationalités

diverses. Le père Boghero, qui, à la tête de la SMA, s'efforça, au XIXe siècle, de réintroduire la religion catholique en Afrique occidentale, était italien. Les pères de la SMA, qui accomplirent une œuvre de pionniers dans la plus grande partie de la région devenue aujourd'hui le Nigéria, étaient français, et ce sont des missionnaires britanniques comme le méthodiste Thomas Birch Freeman ou l'anglican Samuel Ajayi Crowther qui implantèrent les premières missions chrétiennes sur le territoire qui allait devenir le Dahomey français (l'actuel Bénin)[33]. Les commerçants britanniques, français, allemands et portugais s'établissaient côte à côte, et, comme en témoigne le cas de Badagri, les grands ports de la côte du golfe du Bénin abritaient des quartiers résidentiels pour les Européens de diverses nationalités.

Les négociants se déplaçaient d'un port à l'autre, en quête des conditions les plus avantageuses, et en fonction de la fortune changeante des ports et des États, dont l'économie en vint à dépendre de plus en plus de ce commerce.

À cette mobilité dans la composition et les activités des différentes catégories d'Européens, répondait une non moins grande mobilité de la situation locale, qui, on l'a vu, se caractérisait plus par un réseau de relations et une interpénétration historiques et culturelles que par des différenciations rigides. C'est en grande partie le mouvement abolitionniste qui est à l'origine des déplacements et des expéditions des commerçants, voyageurs et missionnaires, car il avait compris que le trafic des esclaves ne pourrait être efficacement jugulé qu'à sa source d'approvisionnement, dans l'intérieur. L'exploration de l'Afrique par les Européens, illustrée dans la région qui nous intéresse par Mungo Park, Hugh Clapperton et les frères Lander, visait à recueillir aussi bien des données scientifiques que des renseignements d'ordre politico-stratégique, à l'usage principalement du mouvement abolitionniste ; et c'est aussi pour cela que des missionnaires suivaient ou accompagnaient généralement les explorateurs. Bien entendu, ce nouveau courant faisait aussi une place aux intérêts des commerçants européens, désireux d'avoir directement accès aux marchés de l'intérieur plutôt que de continuer à traiter avec les intermédiaires de la côte.

Dans toutes ces activités, les Européens devaient compter avec la situation locale. Explorateurs, missionnaires et commerçants étaient contraints d'utiliser les moyens de transport et les systèmes de communication existants, et de prendre en considération la structure des interactions géographiques et ethnographiques. Mungo Park trouva la mort sur le Niger, à bord d'une pirogue — mode de transport traditionnel séculaire —, non loin de Busa, au Borgu. Pour leurs célèbres expéditions à la recherche de la source du Niger, Hugh Clapperton et les frères Lander empruntèrent une piste ancienne qui reliait différents sous-groupes yoruba à leurs voisins de langue aja, et le pays yoruba au Borgu, au pays hawsa, au Borno, et se poursuivait au-delà. Les missionnaires chrétiens ne purent traverser les vastes étendues yoruba du nord au sud et d'est en ouest, et se déplacer entre le pays yoruba et le Daho-

33. A. O. Makozi et G. J. A. Ojo, 1982 ; E. G. Parrinder, 1967.

mey, que parce que les routes nécessaires pour relier ces territoires existaient déjà.

Du fait de cet entremêlement des territoires et des populations, ce qui se passait dans un secteur ne manquait jamais d'avoir des répercussions et des conséquences dans d'autres. Les abolitionnistes européens s'aperçurent ainsi que, pour mettre un terme au trafic des esclaves et aux guerres dans l'intérieur, il leur fallait compter non seulement avec les dirigeants de la côte, mais encore avec les différents souverains de l'intérieur. Dans la première moitié du siècle, les missions organisées par les abolitionnistes britanniques ou français, à partir des différents points de la côte de la basse Guinée, durent fréquemment se rendre à Agbomẹ, auprès des rois du Dahomey. Pour jouer le rôle de médiateurs dans les guerres entre le Dahomey et les Yoruba, ils durent mettre sur pied des visites à Abẹokuta et à Agbomẹ. De même, les Britanniques qui s'efforcèrent, au XIXe siècle, de pacifier les Yoruba durent pratiquement sillonner l'aire culturelle tout entière.

Malheureusement, l'attitude européenne fut un facteur de division, car elle tendit à se traduire par une différenciation au niveau des structures politiques. Le phénomène était perceptible dès la fin des années 1840 et le début des années 1850. La nomination en 1849 de John Beecroft au poste de consul britannique des golfes du Bénin et de Bonny (anciennement Biafra) marqua le commencement d'une ère nouvelle. La Grande-Bretagne se mit à protéger exclusivement ses intérêts propres face à ceux des autres pays d'Europe, et à les défendre au détriment de ceux des Africains locaux. Nous avons déjà signalé la pénétration britannique dans la zone du Bénin à partir du delta du Niger, et le coup qu'elle avait porté à son commerce dans l'arrière-pays, au point de provoquer l'abandon d'Ughoton, le port traditionnel du royaume. Plus à l'ouest, les desseins politiques de la Grande-Bretagne commencèrent à se préciser lorsqu'en 1851 l'escadre anti-esclavagiste britannique bombarda Lagos.

Le véritable tournant, toutefois, sera pris avec l'annexion officielle de Lagos à la Couronne britannique, en 1861, et l'attaque de Porto-Novo par la flotte anglaise un peu plus tard, dans la même année[34]. Ces deux opérations britanniques émurent naturellement les Français, qui avaient des intérêts commerciaux considérables à Ouidah et à Porto-Novo. En 1863, à la demande des autorités de Porto-Novo elles-mêmes, ils déclarent cet État aja de la côte protectorat français, en vue d'enrayer toute nouvelle expansion britannique vers l'ouest, sur la côte. Les Britanniques, comme les Français, ne tardent pas à se rendre à l'évidence : c'est le commerce avec l'arrière-pays yoruba et aja, qu'ils se partagent, qui fait l'intérêt véritable de Lagos et de Porto-Novo. Cette intervention de la Grande-Bretagne et de la France, respectivement, dans les affaires commerciales et politiques de ces deux ports, déclenche entre les deux puissances une phase de concurrence spectaculaire, dont l'enjeu est le contrôle du pays yoruba et, en particulier, de ses parties occidentales, ainsi que des communautés voisines, d'expres-

34. C. W. Newbury, 1961 ; A. I. Asiwaju, 1976.

sion aja. L'ouest du pays yoruba devient alors le principal théâtre de cette rivalité anglo-française, du fait de la réaction favorable des populations autochtones qui voient dans l'intervention des Européens la solution au problème que posent les continuelles invasions de leur territoire par leurs voisins plus puissants.

C'est pourquoi, dès les années 1860, alors que les gouvernements français et britannique sont tous deux hostiles, dans l'ensemble, à une politique de colonisation et d'expansion en Afrique, les données particulières de la situation locale ont déjà entraîné les deux nations les plus actives d'Europe dans une lutte pour la possession de territoires dans cette partie du continent. Par la convention franco-anglaise d'août 1863, les deux puissances s'entendent sur la partition de ce secteur, de part et d'autre de la rivière Yewa, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest du futur tracé frontalier de 1889. Les déclarations par lesquelles la France et la Grande-Bretagne instituent des protectorats dans cette région, entre 1862 et 1863, ne seront jamais officiellement ratifiées, et devront être considérées comme nulles dans les années 1870. La lutte reprendra, toutefois, dans la décennie suivante, ranimée d'une part, par l'entrée de l'Allemagne dans la course et, d'autre part, par de nouvelles invasions dahoméennes, qui inciteront les dirigeants de Porto-Novo et des États de la zone occidentale du pays yoruba à rechercher la protection des Français ou des Britanniques. La conquête française du Dahomey en 1892, le partage du Borgu entre l'Angleterre et la France en 1895, l'extension de l'autorité britannique au reste du pays yoruba et la conquête anglaise du Bénin en 1897 ne peuvent apparaître que comme la conclusion logique de cette rivalité qui avait opposé les deux puissances dans les années 1860, par suite du découpage préexistant de l'arrière-pays des ports dont elles cherchaient à s'assurer la maîtrise sur la côte.

Changement socio-économique et adaptation des institutions

En dépit de leur caractère spectaculaire, les guerres du XIXe siècle et l'intervention des Européens dans les affaires politiques de la région Mono-Niger qui en découla ne doivent pas faire oublier les changements internes beaucoup plus profonds, quoique moins frappants, que connaissaient, dans le même temps, les sociétés de cette région. Nous avons déjà évoqué les effets des mouvements massifs de populations, tant à l'intérieur de ce secteur qu'au-delà. Ces migrations forcées ont accentué l'interpénétration et le brassage des différents groupes et sous-groupes ethniques, et entraîné l'essor de nouveaux établissements au sein de la région, en même temps qu'un afflux d'esclaves et, partant, un accroissement de la population d'origine africaine dans le Nouveau Monde, en particulier dans l'État de Bahia au Brésil. Cet apport massif d'esclaves originaires de la zone Mono-Niger sur le continent américain allait jouer un rôle important dans la modernisation

de cette région, avec le retour des « Saros » et des « Amaros » (Brésiliens), et l'arrivée des missionnaires chrétiens.

Il y a eu, on l'a vu, un fort courant migratoire d'ouest en est de peuples d'expression aja, en particulier, dans la seconde moitié du XIXe siècle, lorsque le Dahomey envahit à nouveau les États et les communautés gun et yoruba situés à l'est de la vallée du Wẹmẹ. Ces mouvements entraînèrent non seulement le développement, à l'est, d'établissements aja déjà existants, comme Badagri, Ajido et Koga, mais aussi la création de nombreuses cités nouvelles dans l'ouest et le sud-ouest du territoire actuel des États de Lagos et d'Ogun, au Nigéria[35].

Un processus de colonisation identique pouvait être observé plus à l'est. En pays yoruba, par exemple, il se produisit une interpénétration et un brassage remarquables des différents sous-groupes ethniques. Dans cette zone, le phénomène le plus frappant est la diaspora Ọyọ, amorcée dans les deux premières décennies du siècle, lorsque la capitale de l'ancien empire devint le jouet d'une instabilité incontrôlable. Dès 1830, Ibadan, Ijaye et l'actuelle ville d'Ọyọ, au nord d'Ibadan, étaient les principaux foyers d'immigration ọyọ. Toutefois, c'est avec l'expansion impérialiste d'Ibadan, dans les décennies 1840 à 1860 que la diaspora ọyọ devait prendre toute son ampleur. Plusieurs communautés ọyọ venues du nord-ouest s'établirent ainsi chez les Igbomina, Ijẹṣa, Ẹkiti, Akoko, Ondo, Ikalẹ et Ilajẹ de l'est et du sud-est du pays yoruba[36]. À l'inverse, certains groupes yoruba orientaux, comme les Ẹkiti et les Ijẹṣa, amenés en captivité ou venus de leur propre gré, se fixèrent à Ibadan et dans plusieurs autres établissements situés à l'ouest et au sud, sur les territoires des Ọṣun, des Ijẹbu et des Ẹgba. Au Borgu, le *ḏjihād* fulbe du XIXe siècle déclencha un mouvement de population orienté vers le sud, en direction de l'aire culturelle yoruba, comparable à celui qui s'était produit au XVIe siècle, sous la pression des Mande venus du nord, après la chute de l'Empire songhay[37]. Les migrations du XIXe siècle sont venues renforcer le réseau préexistant de relations d'interpénétration entre le Borgu et certaines communautés yoruba du Nord-Ouest comme les Ọyọ, les Ṣabẹ et les Ketu.

Ce brassage de groupes et sous-groupes ethniques a entraîné des échanges considérables d'idées et de matériaux culturels. C'est, on l'a vu, aux migrations du XIXe siècle ou des siècles précédents qui furent la cause de l'expansion des Aja dans l'aire culturelle yoruba, qu'il faut faire remonter l'évolution qui, au XXe siècle, a conduit les Aja, établis sur le territoire de l'actuel district de Badagri dans l'État de Lagos au Nigéria, à adopter l'institution monarchique yoruba de l'*ọba*. De même, il faut reconnaître dans les influences culturelles ọyọ, relevées dans la partie orientale du pays yoruba — culte de Ṣango (Shango), diffusion du métier à tisser masculin et du tambour à bandoulière —, non tant une preuve de l'hégémonie exercée par

35. A. I. Asiwaju, 1979.
36. S. A. Akintoye, 1971, p. 213 et suivantes.
37. T. Moulero, 1964; A. I. Asiwaju, 1973.

l'Oyọ avant 1800 qu'une conséquence de la diaspora de cette ethnie au XIXe siècle, après la chute de l'empire[38].

L'influence analogue exercée par le Bénin, notamment sur les cérémonials de cour, les insignes de la royauté et les titres des chefferies des Ọwọ, Ẹkiti, Akoko, Ondo, Ijẹṣa — de même que chez les Awori établis de part et d'autre de l'actuelle frontière entre le Nigéria et le Bénin —, montre l'ampleur des phénomènes d'interpénétration des groupes et, en conséquence, d'adaptation des institutions qui en sont résultés. La dimension démographique de cette influence culturelle du Bénin sur les Yoruba se retrouve facilement dans certaines traditions qui font état d'établissements béninois dans les zones yoruba en question. L'influence sociopolitique du Bénin sur les autres ethnies de langue edo, ainsi que sur les Itsekiri, les Urhobo et les Isoko de l'Est et du Nord, a été étudiée beaucoup plus méthodiquement[39].

Par-dessus tout, le XIXe siècle aura été marqué par la fondation d'établissements de type moderne, retirant de grands avantages de leur situation sur la côte ou à proximité — témoin, par exemple, le prestige accru de Warri vis-à-vis du Bénin, de Lagos vis-à-vis du reste du pays yoruba, des ports de Porto-Novo, Ouidah, et surtout, d'une manière particulièrement spectaculaire, Cotonou sur la côte aja. Il aura aussi annoncé la société nouvelle de l'ère coloniale et postcoloniale, par une association plus étroite, sinon une intégration, avec l'économie et la culture européennes.

Ces changements résultaient de la conjugaison de plusieurs facteurs : les guerres du XIXe siècle qui, en pays yoruba par exemple, avaient fait des zones côtières des foyers d'immigration relativement sûrs et attractifs pour les populations de l'intérieur, où se concentrait l'essentiel des combats ; le commerce maritime qui, avec l'abandon du trafic des esclaves au profit d'échanges « légitimes », avait pris un caractère permanent, conférant par là même aux régions côtières un avantage économique certain ; enfin, la continuelle expansion des intérêts européens, qui élargissait le rôle traditionnel de plusieurs villes du littoral, comme Lagos, Porto-Novo et, plus tard, Cotonou, au fur et à mesure qu'elles assumaient des fonctions nouvelles et grandissantes, tant comme ports que comme capitales politiques des États coloniaux naissants et des nations africaines indépendantes qui leur succéderaient.

En tout état de cause, c'est le facteur économique qui semble avoir joué, dans ces changements, le rôle déterminant, en particulier en ce qui concerne la présence européenne. C'est le commerce qui avait conduit les Européens en Afrique ; c'est lui qui les a poussés à y rester.

Le XIXe siècle aura été une période particulièrement critique, l'abolition du trafic des esclaves ayant bouleversé la structure d'échanges dont, depuis trois siècles, il constituait l'essentiel. Désignée dans les documents européens antérieurs à l'abolition sous le nom de « Côte des esclaves », la partie de l'Afrique occidentale qui nous occupe fut l'un des foyers les plus actifs

38. J. F. A. Ajayi, 1974.
39. S. A. Akintoye, 1969 ; A. I. Asiwaju, 1976, p. 18 et 19.

de la traite des Noirs ; si le passage au commerce « légitime » s'est effectué sans trop de heurts, c'est en dernière analyse à la capacité d'adaptation des sociétés autochtones qu'il faut en attribuer le mérite.

Il n'existe pas, sans doute, de meilleur exemple à cet égard que le cas du Dahomey, traditionnellement considéré comme ayant été le dernier pays d'Afrique occidentale à capturer et à vendre des esclaves. Alors que, en 1851, l'escadre anti-esclavagiste britannique était parvenue à juguler la traite transatlantique le long de la côte, dans la région de Porto-Novo, le port dahoméen de Ouidah n'abandonna réellement ce trafic qu'après l'abolition de l'esclavage au Brésil, en 1888[40]. Cette complaisance du Dahomey fit de la côte aja, et en particulier de la portion de littoral comprise entre le Wẹmẹ et le Mono, un terrain d'élection pour les négriers portugais (pour la plupart, brésiliens) qui avaient été chassés de ports comme Lagos et Badagri, où les mesures anti-esclavagistes des Britanniques étaient entrées en vigueur beaucoup plus tôt. Le Dahomey continua de pratiquer la traite des esclaves aussi longtemps qu'il trouva des clients.

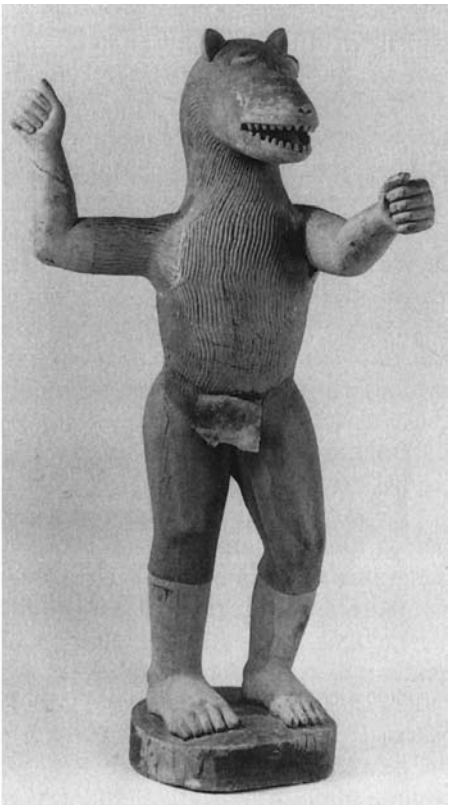
De fait, les autorités dahoméennes ne pouvaient comprendre que plusieurs délégations, britanniques et françaises successives, leur aient demandé de mettre un terme à ce trafic, alors que les négriers portugais installés au Brésil poursuivaient leur trafic dans les ports dahoméens.

Le Dahomey allait néanmoins se rendre compte que les choses changeaient. Il commença visiblement à s'adapter aux réalités nouvelles vers le milieu du siècle, lorsque, sous l'impulsion de la maison de commerce française Victor Régis, son souverain, le roi Ghezo (vers 1818-1858), se laissa persuader de développer le commerce de l'huile de palme, dans un premier temps comme appoint, puis, finalement, comme composante essentielle de son activité économique tournée vers l'exportation[41]. Pour passer du trafic d'esclaves au commerce « légitime », il dut conserver davantage de prisonniers de guerre pour assurer la bonne marche et l'expansion de l'industrie de l'huile de palme. Ainsi, on vit des esclaves être employés au portage des marchandises entre l'intérieur et la côte, au lieu d'être vendus comme produits d'exportation. Au moment de la conquête française de 1892-1894, les bases de l'économie dahoméenne, fondée sur la monoculture de l'eleis, étaient déjà jetées. Ce type d'évolution se retrouve dans d'autres parties de la région Mono-Niger, où, comme en pays yoruba, des captifs qui naguère auraient été vendus et déportés à l'étranger étaient désormais employés massivement à l'exploitation des plantations ou au transport des marchandises entre l'hinterland et la côte.

Le mouvement abolitionniste eut encore d'autres conséquences de grande portée pour la région Mono-Niger, dont les plus importantes sont sans doute celles qui ont trait au processus de modernisation. Ce qui, à cet égard, a le plus compté est manifestement le retour des esclaves affranchis — les « Saros » de Sierra Leone et les « Amaros », ou « Brésiliens » de Bahia, pour

40. E. Soumoni, 1983 ; P. Verger, 1976.
41. E. Soumoni, 1983.

26.7. Statue d'un homme debout, le bras droit levé et le gauche plié, réputée représenter symboliquement le roi Ghezo (1818-1858).



26.8. *Le roi Glélé (1858-1889), représenté symboliquement sous la forme d'un lion.*

[*Illustrations :* Photothèque, Musée de l'Homme, Paris.]

la plupart mais aussi de Cuba et d'autres parties des Antilles. Outre qu'ils furent à l'origine de l'arrivée des missionnaires chrétiens d'Europe, dont on connaît l'action modernisatrice dans le golfe de Guinée[42], ces Africains affranchis jouèrent, au départ, le rôle crucial de première génération de la classe moyenne sur le continent. Ayant été soumis, selon la formule d'un auteur, à la « dure école de l'esclavage »[43], les affranchis revenant de Sierra Leone constituaient une « élite déjà formée », et profondément attachée aux modèles culturels de l'Angleterre victorienne d'alors, cependant que ceux qui rentraient du Brésil étaient des artisans, des commerçants, des mécaniciens, et des « cultivateurs expérimentés ». Certains firent œuvre de pionniers, soit au service des Églises chrétiennes, comme l'évêque Samuel Ajayi Crowther

42. J. F. A. Ajayi, 1969; E. A. Ayandele, 1966.
43. A. B. Aderibigbe, 1959, p. 174.

et le révérend James Johnson (appelé parfois « saint » Johnson) qui s'illustrèrent dans la région du Nigéria, soit, comme beaucoup d'autres plus obscurs, dans l'étude des langues africaines, l'imprimerie, l'édition, la construction ou d'autres activités du même genre.

D'abord établis le long de la côte, dans des villes comme Ouidah, Agoué, Porto-Novo, Badagri et Lagos, ils firent cependant sentir leur influence et leur action très loin, dans les arrière-pays yoruba et aja, et même au-delà. De fait, le véritable point d'attache de la diaspora des « Saros » en pays yoruba fut Abẹokuta plutôt que Lagos ; et l'influence de l'architecture brésilienne — l'un des principaux témoignages de la présence des Brésiliens à Lagos au XIXe siècle — s'était, de notoriété publique, étendue jusqu'à Ijẹbu Ode, Ibadan et Ilesạ. Les « Saros » et les « Amaros » s'établirent à leur gré le long du golfe de Bénin, sans exclusion ou ségrégation : certains « Saros » vivaient et travaillaient à Porto-Novo ou plus à l'ouest[44], cependant que, dans la colonie de Lagos — en particulier sous l'administration d'Alfred Moloney (plusieurs fois gouverneur entre 1878 et 1890) —, la politique britannique favorisait expressément l'implantation des « Brésiliens ». Néanmoins, la culture et l'histoire furent des facteurs de différenciation entre les deux groupes, en entraînant l'apparition d'aires de concentration effective et d'influence globale bien distinctes. Ainsi, les « Saros » anglophones et en majorité protestants marquèrent davantage de leur présence la région située à l'est de la vallée du Wẹmẹ, qui, vers la fin du siècle, était devenue une zone d'influence coloniale anglo-saxonne avant de passer sous contrôle britannique.

À l'ouest, les Africains du Brésil, pour la plupart catholiques et lusophones, trouvèrent d'abord un environnement culturel plus accueillant à Porto-Novo et à Ouidah, où les avait précédés une communauté « brésilienne » fondée par des négriers portugais du Brésil, contraints de se replier entièrement sur la côte aja, à la suite des activités déployées plus à l'est par l'escadre anti-esclavagiste britannique. L'arrivée des Français, remplaçant les Portugais dans cette partie du golfe du Bénin, à l'ouest du Wẹmẹ, avait préservé assez de culture latine pour conférer plus d'attrait à cette région, aux yeux des Noirs du Brésil, qu'aux régions situées plus à l'est, où cette culture était condamnée à disparaître. Aussi est-ce sur le territoire du futur Dahomey français — c'est-à-dire dans la partie occidentale de la région qui nous intéresse — que les Africains du Brésil eurent le plus d'influence. Outre qu'ils apportèrent leur concours aux Français pour les aider à conquérir le Dahomey et à en faire une nouvelle colonie, les « Brésiliens » furent ensuite les plus empressés à profiter pleinement de l'éducation coloniale française, contribuant ainsi, pour une part décisive, à faire du Dahomey le « Quartier latin de l'Afrique-Occidentale française »[45].

Il ne faut toutefois pas croire que cette dichotomie, au niveau des foyers d'influence entre « Saros » et « Brésiliens », contredise en rien l'idée que la

44. P. Verger, 1976, p. 536-537.
45. D. d'Almeida, 1973, chap. 1 et 2.

région comprise entre le Mono et le Niger s'est développée, dans l'ensemble, comme un tout homogène. La force des sentiments de solidarité, fondés sur des liens de parenté spécifiques et des affinités historiques et culturelles générales, qui unissaient les descendants des da Silva, d'Almeida, Dos Regos, de Souza, Pedro, Martin, Pereira et autres, de Lagos comme de Ouidah, Agoué ou Porto-Novo, doit mettre en garde contre une telle interprétation. De fait, la perpétuation jusqu'à ce jour des liens rattachant les familles des Brésiliens d'Afrique occidentale à leurs bases d'origine au Brésil, dans l'État de Bahia en particulier, illustre de manière éclatante l'unité fondamentale de l'Afrique non seulement dans son histoire, mais encore dans les contacts d'une importance vitale que le continent a maintenus avec la diaspora noire.

CHAPITRE 27

Le delta du Niger et le Cameroun

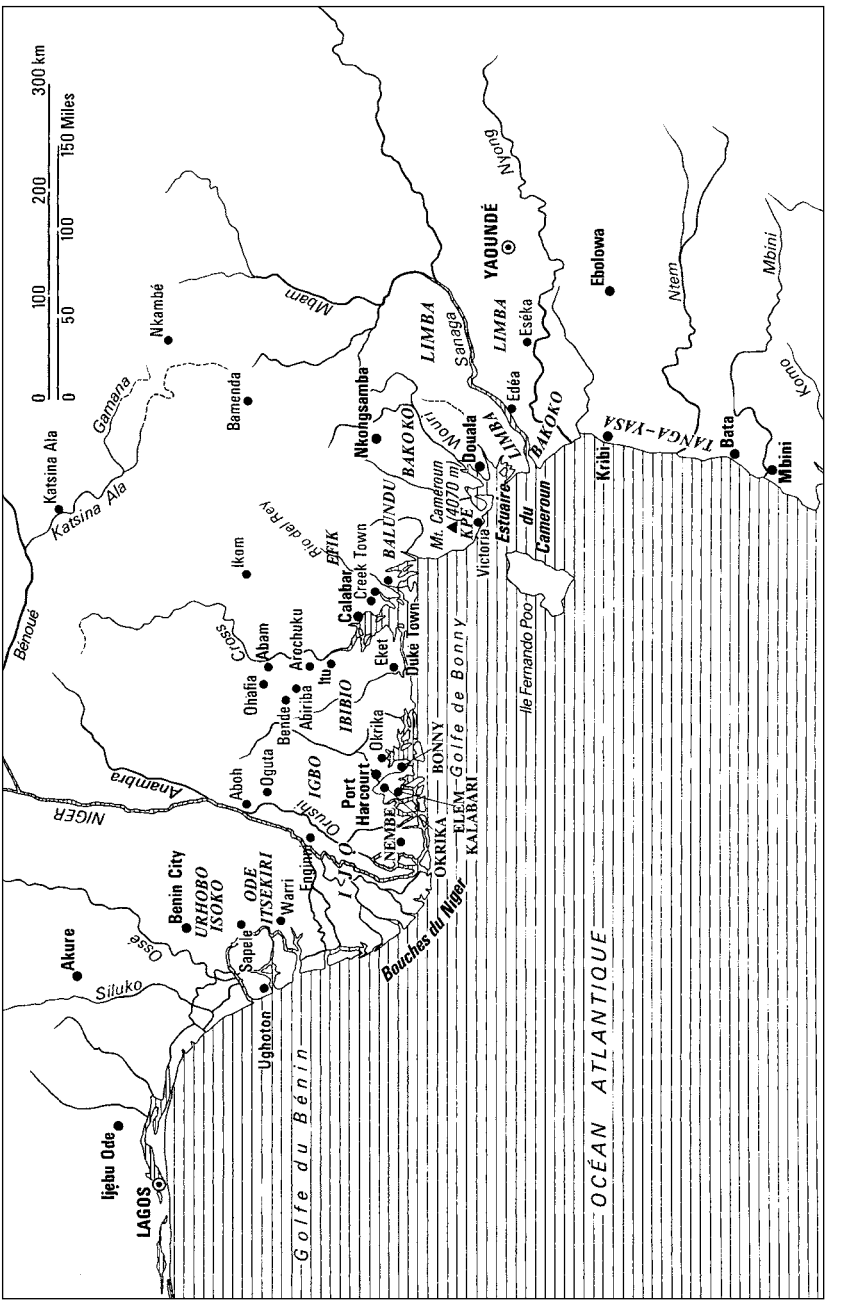
Ebiegberi J. Alagoa
avec des contributions de Lovett Z. Elango
et de Nicolas Metegue N'Nah
pour le Cameroun et le Congo respectivement

La présente étude porte sur la zone et la côte du golfe de Bénin et de la baie de Bonny, l'ancien Biafra, qui s'étend de l'estuaire du Bénin à l'ouest au bassin de l'Ogoué à l'est. À l'ouest, la majeure partie de la région côtière, y compris les marigots et les marécages du delta du Niger, est habitée par les Ijọ; de vastes zones du delta ont cependant subi ainsi l'influence du petit royaume d'Itsekiri, situé dans sa partie la plus occidentale. C'est dans l'arrière-pays, immédiatement à l'ouest de cette région, qu'était établi le puissant royaume du Bénin, et que vivaient divers groupes qui lui étaient rattachés par des liens politiques ou culturels. L'immense arrière-pays igbo s'étend de part et d'autre de la partie nord du delta du Niger, sur les deux rives du cours inférieur du fleuve. Le pays igbo est beaucoup plus vaste à l'est du fleuve et se prolonge jusqu'au nord du bassin du Cross.

À l'est du delta du Niger coule le Cross, dont l'estuaire, au XIXe siècle, était tenu par l'État efik de Calabar. Le reste de la vallée du Cross était et est encore peuplé essentiellement par divers groupes ibibio, et, dans sa partie septentrionale, par une mosaïque de peuples apparentés aux Bantu. La quatrième sous-région comprend la côte du Cameroun et son arrière-pays, à l'est du Cross. La cinquième comprend le bassin de l'Ogoué et les régions avoisinantes de la Guinée équatoriale et du Gabon.

Toutes les populations de la région sont liées entre elles depuis les temps préhistoriques ;elles appartiennent toutes, en effet, à la famille linguistique nigéro-congolaise[1]. Les Igbo et les autres populations de la périphérie du

1. J. H. Greenberg, 1966.



27.1. *Le delta du Niger et le Cameroun au XIXe siècle* (d'après E. J. Alagoa).

delta du Niger étaient rattachés à la sous-famille des Kwa, alors que les populations de la vallée du Cross, et la plupart des populations côtières du Cameroun et de la Guinée équatoriale, étaient des Bantu. Les Ijọ du delta constituaient une sous-famille distincte.

D'anciennes parentés attestées par des similitudes linguistiques, des traditions sur l'origine des peuples et des migrations ont été renforcées, au XIXe siècle, par des contacts commerciaux[2]. Avant le XIXe siècle, les routes commerciales traversaient le delta du Niger d'est en ouest, et s'enfonçaient vers l'intérieur où elles rejoignaient d'autres routes qui se dirigeaient vers le nord. Le Niger, le Cross et les autres grands cours d'eau de la région étaient des artères commerciales qui servaient de trait d'union entre les populations installées sur leurs rives et qui recevaient les marchandises acheminées vers eux par les routes de l'intérieur, telles que celles qui reliaient la vallée du Cross à l'arrière-pays camerounais et à la côte, au sud.

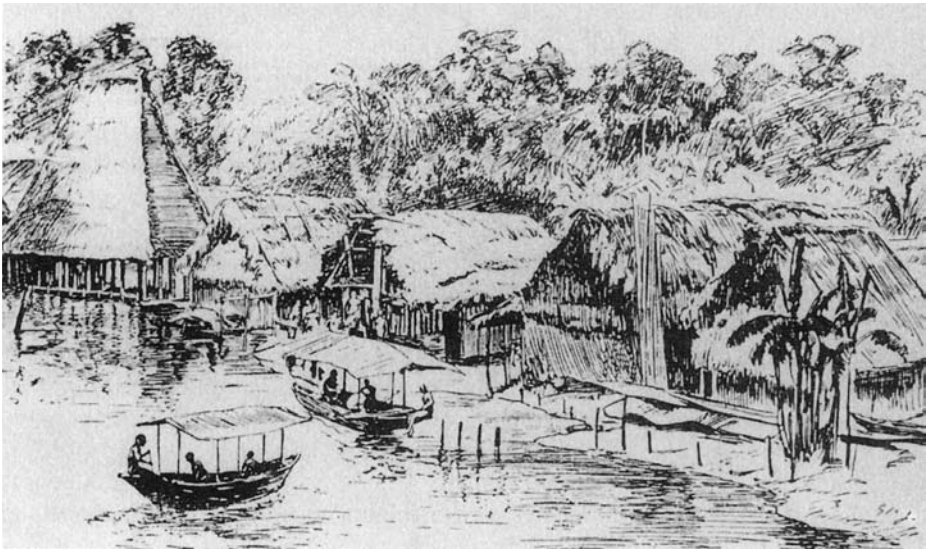
Le commerce européen qui se faisait le long de la côte, puis, peu à peu, en remontant les voies d'eau, utilisait les anciens centres commerciaux du littoral pour réceptionner les marchandises de l'intérieur. La présence européenne sur la côte fut, par conséquent, un nouveau facteur d'unité dans l'histoire de la région, par la similitude des problèmes qu'elle posait et des changements auxquels elle incitait. Ainsi, chacune des populations de la région, face aux influences étrangères et au défi de l'intrusion européenne, a été amenée à modifier ou à adapter ses structures sociales, politiques et culturelles. L'influence européenne s'est fait sentir dans les domaines suivants : la traite des esclaves et les effets de son abolition au XIXe siècle ; le passage de la traite des esclaves au commerce des produits locaux, quelquefois appelé « commerce légitime » ; l'arrivée de missionnaires chrétiens dans la région ; et, enfin, le début de l'impérialisme européen et de la conquête coloniale. Il convient, dès lors, d'analyser ces différents aspects de la question à propos de chaque sous-région, afin de dégager une idée générale de l'histoire de la région dans son ensemble au XIXe siècle.

Le delta du Niger

L'ouest du delta

Le royaume itsekiri de Warri (Ode Itsekiri) fut, du XVe siècle au début du XIXe, le centre commercial et politique le plus important de la partie occidentale du delta du Niger. Les Ijọ, établis de part et d'autre des Itsekiri, étaient plus nombreux ; mais ils n'ont pas créé d'entités politiques centralisées suffisamment puissantes pour leur faire réellement concurrence. Dans le proche arrière-pays, les Urhobo et les Isoko étaient, eux aussi, dans une grande mesure organisés en communautés décentralisées,

2. E. J. Alagoa, 1970 ; R. Harris, 1972 ; E. M. Chilver, 1961.



27.2. *Un village itsekiri sur la rivière Bénin, dans les années 1890.*
[*Source :* H. Ling Roth, *Great Benin, its custom, art and horrors*, 1903 (illusration originale publiée dans *Globus*, vol. 1, p. XXII), Kings and Sons, Halifax, reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

et fournissaient des esclaves et, ultérieurement, de l'huile de palme et de palmistes aux intermédiaires itsekiri. Cependant, jusqu'au XIXe siècle, les voyageurs européens considéraient le royaume itsekiri comme une simple « principauté » du royaume du Bénin. Ceux qui se rendaient dans la partie occidentale du delta du Niger remontaient donc habituellement le Bénin jusqu'au port de Gwato (Ughoton), où ils traitaient avec les agents de l'*ọba* du Bénin.

À partir de la fin du XVIIe siècle environ, l'influence directe du royaume du Bénin sur la partie occidentale du delta du Niger commence à décliner, et les commerçants européens empruntent les ports du delta situés sur les estuaires du Bénin, de l'Escravos et du Forcados. Vers le début du XIXe siècle, plusieurs chefs itsekiri quittent Warri (Ode Itsekiri) pour établir des comptoirs sur l'estuaire du Bénin et très vite, le port béninois de Gwato (Ughoton) cesse d'être un centre du commerce extérieur. Ainsi, au cours du XIXe siècle, les Itsekiri deviennent les véritables maîtres du commerce dans le delta occidental, et ce sont eux qui approvisionnent le royaume du Bénin en marchandises européennes[3]. Le Bénin, qui essayait de maintenir sa domination sur le royaume itsekiri, exigeait de l'*olu* de Warri le paiement d'un tribut, consistant en articles de traite, sous peine de fermeture des routes commerciales de l'arrière-pays. Olu Akengbuwa put cependant tenir tête à l'*ọba* du Bénin, allant même jusqu'à donner asile à un chef

3. P. C. Llyod, 1963 ; O. Ikime, 1968 ; A. F. C. Ryder, 1961.

27.3. *Nana Olomu d'Itsekiri.*
[*Source :* O. Ikime, *Merchant prince of the Niger delta : the rise and fall of Nana Olomu, last governor of the Benin river*, 1968, Heinemann, Londres.]

béninois dissident. Mais à la mort d'Akengbuwa, en 1848, ses sujets crurent qu'il avait été victime de la malédiction de l'*ọba*, malédiction à laquelle on attribua aussi le fait que les Itsekiri restèrent privés de chef entre 1848 et 1936.

Olu Akengbuwa avait placé des agents, les « gouverneurs du fleuve », à l'estuaire du Bénin, pour recouvrer les impôts auprès des commerçants européens et fixer le prix des denrées. Au début du XIXe siècle, les « gouverneurs du fleuve » étaient en fait les chefs les plus élevés dans la hiérarchie, comme l'*iyatsere* [capitaine de guerre] et l'*uwangue* [porte-parole du chef et gardien des insignes royaux]. Mais, dans les années 1840, Akengbuwa confia ces postes à ses fils. En conséquence, après 1848, la procédure de nomination à cette charge devint imprécise, et les consuls et commerçants britanniques intervinrent dans de nombreux conflits. C'est ainsi qu'ils installèrent Diare en 1851, et déposèrent Tsanomi, son successeur, en 1879, parce qu'il avait essayé de forcer les commerçants britanniques à payer un juste prix pour l'huile de palme. Nana Olomu, le dernier et le plus célèbre des « gouverneurs du fleuve » Bénin (1884-1894), dut livrer une guerre sanglante aux fusiliers marins anglais, avant d'être capturé puis exilé à Calabar, en 1894, victime, parmi d'autres, de la conquête du Nigéria par l'Empire britannique.

Les Ijọ de l'ouest du delta contrôlaient la plupart des voies navigables. Ne pouvant entrer directement en contact avec les commerçants européens, ils avaient recours à la piraterie, et harcelaient les navires des Européens et des Itsekiri. Cependant, certaines communautés ijọ continuaient d'entretenir, à l'échelon local, des relations commerciales avec les Itsekiri et avec les autres groupes. Les Itsekiri fournissaient de la poterie à des communautés ijọ, comme les Gbaramatu et les Bassan, et vendaient en outre du sel aux commerçants venus de l'est du delta, qui remontaient ensuite le Niger. Les Ijọ d'Egbema et d'Olodiama, qui vivaient dans la région forestière de ce cours supérieur du Bénin, fabriquaient également des pirogues et ramassaient, dans les régions de lagune, du bois à teinture qu'ils allaient vendre à l'ouest, en pays Ijẹbu, et même jusqu'à Lagos (Eko). En échange, les Ijẹbu leur fournissaient du tissu de fabrication locale. D'autres Ijọ échangeaient aussi du poisson sec et du sel, produits préparés également par les Itsekiri, avec les Urhobo, les Isoko et les Igbo, qui vivaient à la périphérie du delta et sur le cours inférieur du Niger.

Au XIXe siècle, l'ouest du delta n'a pas joué un rôle aussi important que l'est dans l'exportation des esclaves, de l'huile de palme et des palmistes. Ainsi, dans les années 1840, seules deux firmes anglaises commerçaient dans les ports de Bobi et Jakpa ; trois autres vinrent s'y ajouter au cours de la décennie suivante. John Beecroft, premier consul de Grande-Bretagne pour le golfe du Bénin et la baie de Bonny en 1849, s'installa à Fernando Poo, près du littoral camerounais et de la partie orientale du delta oriental du Niger. Ce n'est qu'en 1891 qu'un vice-consul fut envoyé à Sapele, dans le delta occidental, pour surveiller la colonisation de cette région de l'arrière-pays nigérian. À cette époque, la ruée sur les territoires africains avait déjà

commencé, et Nana Olomu avait dû se battre pour essayer de l'arrêter. Les missionnaires suivirent le mouvement dans le delta occidental du Niger.

L'est du delta

Les groupes ijọ de l'est du delta créèrent des institutions étatiques autour d'un certain nombre de villes ou agglomérations, comme Nembe, Bonny, Elem Kalabari et Okrika[4]. Ces États, ou, pour reprendre la terminologie de K. O. Dike[5], ces « cités-États », avaient fondé leurs institutions originales à partir d'une base commune, celle des communautés ijọ à structures politiques décentralisées de l'ouest et du centre du delta, pour répondre aux conditions écologiques des marais à mangrove de l'est du delta, aux nécessités du commerce avec des contrées éloignées de l'arrière-pays igbo (échange de poisson et de sel contre des ignames, des esclaves et d'autres produits) et du commerce du sel, des objets de poterie, des produits du manioc et des pirogues avec la partie occidentale du delta.

Dans ces États, le commerce lointain et la traite atlantique des esclaves étaient entre les mains des dirigeants politiques, à savoir les rois ou *amanya-nabo*, et les « chefs de maison » (chefs des *wari*, unités politiques à caractère familial qui constituaient les cités). Les critères officiels d'avancement dans ce système des maisons facilitaient le recrutement de nouveaux membres, esclaves ou réfugiés.

Il importe de connaître cette situation des États de l'est du delta avant le XIX^e^ siècle si l'on veut bien comprendre les répercussions qu'ont eues sur eux l'influence et l'intervention européennes qui n'ont cessé de croître au siècle suivant. Ce sont les différences entre les situations initiales qui ont déterminé les différences entre les effets d'influences extérieures similaires qui se sont exercées sur les États du delta, et sur Calabar et la région côtière du Cameroun.

L'abolition de la traite des esclaves par la Grande-Bretagne, en 1807, fut un important facteur de changement. Les efforts des Anglais pour mettre un terme au commerce des esclaves avaient amené des commerçants, des consuls et des officiers de marine britanniques à entreprendre des activités nouvelles et, ce faisant, à nouer un nouveau type de relations avec les États du delta. Tout d'abord, ces efforts entraînèrent un renforcement de la présence anglaise dans la baie de Bonny. C'est ainsi qu'en 1827, par exemple, une escadre fut stationnée à Fernando Poo, et qu'en 1849 fut nommé le premier consul britannique, John Beecroft, pour tous les territoires du golfe du Bénin et de la baie de Bonny. En outre, le « Tribunal des commissions mixtes » fut constitué à Freetown (Sierra Leone), pour juger les capitaines des navires négriers capturés et libérer les esclaves. Pour les États du delta, ces faits nouveaux impliquaient la démonstration de la puissance britannique sur leurs eaux, et inauguraient l'ère de la « diplomatie de la canonnière » : les consuls britanniques se servaient de la puissance navale pour négocier des

4. R. Horton, 1969; E. J. Alagoa, 1971*a*.
5. K. O. Dike, 1956.

conditions avantageuses pour leurs compatriotes commerçants, missionnaires et explorateurs. En fait, les consuls ont continué, en l'intensifiant, surtout après 1850, une politique lancée dans les années 1830 par Edward Nicolls, gouverneur de Fernando Poo, qui consistait à signer des traités avec les chefs locaux[6]. Ces traités stipulaient que les chefs devaient mettre un terme à la traite des esclaves et lui substituer le « commerce légitime » (c'est-à-dire le commerce de denrées autres que les esclaves), énonçaient des règlements pour la conduite du commerce légitime et précisaient les tarifs douaniers (*comey*) que les commerçants devaient payer, ainsi que les subsides que le gouvernement britannique devait verser aux dirigeants locaux qui avaient renoncé à la traite des esclaves.

Tous ces aspects de l'activité britannique sur la côte témoignaient de l'érosion graduelle du pouvoir des dirigeants locaux, érosion particulièrement manifeste quand les consuls et les officiers de marine aidaient les commerçants anglais à créer leur propre système judiciaire, qui se superposait aux lois locales, en instituant les « Courts of Equity », tribunaux composés essentiellement de commerçants britanniques, et auxquels participaient quelques chefs locaux. Naturellement, ces tribunaux étaient placés sous l'autorité des Anglais et non des chefs locaux.

Aux consuls et officiers de marine britanniques, installés sur la côte s'ajoutaient les commerçants et les missionnaires britanniques qui essayaient de pénétrer à l'intérieur du pays, par exemple, en patronnant des voyages d'exploration. Les efforts déployés par les Anglais, pendant plusieurs décennies, pour découvrir le cours et la source du Niger furent couronnés de succès, en 1830, lorsque Richard et John Lander se rendirent d'Aboh à Nembe (Brass) sur l'invitation du roi Boy Amain. Lorsqu'ils purent établir que les nombreux estuaires du delta étaient des voies d'accès au grand fleuve Niger, les Anglais redoublèrent d'intérêt pour une région qui leur ouvrait la route du riche arrière-pays du Nigéria et de l'Afrique occidentale. Pendant les années 1830 et jusqu'à la fin des années 1850, des commerçants britanniques comme McGregor Laird, des hommes guidés par un idéal humanitaire et des missionnaires essayèrent de remonter le delta vers l'intérieur du pays.

Dans la zone orientale du delta, sous la conduite de l'évêque Ajayi Crowther, ancien esclave nigérian, la Church Missionary Society créa des missions à Bonny en 1864, à Twon-Brass, dans le royaume nembe, en 1868, à Elem Kalabari (appelé New Calabar dans les documents) en 1874, et à Okrika en 1880. À Bonny, comme à Nembe, les autorités locales invitaient les missionnaires pour un certain nombre de raisons. Certains voulaient qu'ils ouvrent des écoles où leurs enfants pourraient apprendre à lire, écrire et parler l'anglais pour faciliter leurs relations commerciales avec les firmes britanniques. Ils croyaient, en autorisant l'installation des missionnaires, améliorer leurs relations avec le gouvernement britannique, représenté par les consuls et les officiers de marine, et affermir ainsi leur

6. G. I. Jones, 1963, p. 221-242 ; E. J. Alagoa et A. Fombo, 1972, p. 90-121.

position dans leurs luttes intestines pour le pouvoir avec les pays voisins. Ces mêmes raisons ont quelquefois commencé à rejeter les missionnaires dans d'autres parties de la zone orientale du delta. C'est ainsi que, après l'installation de la Church Missionary Society à Bonny, Jaja d'Opobo, qui s'était séparé de Bonny en 1869 pour former son propre État, Opobo, ne voulut pas entendre parler de la mission. La création de missions chrétiennes se heurtait cependant à des intérêts puissants, dans chaque État du delta, et, au XIXe siècle, le christianisme fut un facteur d'agitation sociale. Selon le professeur Dike, le christianisme aurait transformé les esclaves en révolutionnaires qui ont été à l'origine de soulèvements dans ces États ; mais des travaux récents ont montré qu'il faut attribuer à d'autres causes sociales et politiques les problèmes que les États du delta ont connus au XIXe siècle[7].

Les problèmes sociaux des États du delta peuvent s'expliquer par les difficultés que représentaient, pour les groupes dirigeants, le passage d'une économie fondée sur la traite des esclaves à une économie fondée sur l'huile de palme et les palmistes. Ces groupes, qui pratiquaient la traite de longue date, n'étaient pas conscients de la force des éléments extérieurs qui sous-tendaient le mouvement abolitionniste, et ne pouvaient pas se consacrer entièrement à un commerce nouveau et difficile. Cette réorientation supposait un changement d'habitudes et de méthodes commerciales anciennes, et des relations d'affaires avec de nouveaux commerçants blancs. Sur le plan intérieur, d'autre part, il était relativement difficile de traiter l'huile de palme, et de casser les noix de palme pour en extraire le palmiste. Les commerçants du delta devaient pénétrer plus avant dans l'intérieur du pays, pour atteindre les zones de production, et utiliser des pirogues et une main-d'œuvre plus nombreuse. Cette situation pouvait entraîner la faillite de dirigeants depuis longtemps au pouvoir, et la montée de nouveaux chefs entreprenants. Elle eut trois grandes conséquences : premièrement, les exigences du nouveau commerce entraînèrent une recrudescence de la traite des esclaves à l'intérieur du pays pour la satisfaction des besoins en main-d'œuvre dans les États du delta, deuxièmement, l'essor de nouvelles maisons et de nouveaux chefs perturba l'équilibre politique interne (voir « Les révoltes d'esclaves » de Dike) et, troisièmement, la lutte pour les marchés de l'arrière-pays fut à l'origine de plusieurs guerres entre les États du delta.

L'introduction d'esclaves dans les communautés du delta avait commencé bien avant le XIXe siècle, et chaque État avait déjà mis au point des modalités d'intégration des nouvelles recrues dans la société. Le nombre des esclaves à intégrer s'est accru au XIXe siècle, mais, dans la plupart des États, leur acculturation s'est faite selon des méthodes nouvelles et radicales. Dans presque tous les États du delta, on rasait rituellement le crâne du nouvel esclave comme celui d'un nouveau-né pour symboliser sa

7. K. O. Dike, 1956, notamment chapitre V, p. 153-165 ; E. J. Alagoa, 1971*b* ; G. I. Jones, 1963, p. 121-132, 150-161.

27.4. *Le roi Jaja d'Opobo*.
[*Illustration :* Nigerian Information Service Centre, ambassade du Nigéria, Paris.]

nouvelle naissance dans la communauté. Dès lors, il devenait l'enfant d'un des anciens de la famille du chef qui l'avait acheté. L'esclave acquérait ainsi tous les droits d'un membre d'une unité familiale et pouvait, selon ses capacités, grimper dans la hiérarchie du groupe, et même en devenir le chef.

L'appartenance à des sociétés secrètes *ekine* ou *sekiapu* entraînait une acculturation rapide des esclaves sur les plans du folklore et de la langue. Dans certains États, comme Elem Kalabari, les membres d'une milice, les *Koronogbo*, terrorisaient ceux qui n'adoptaient pas complètement ou rapidement leur culture. Dans ces conditions, les esclaves n'avaient pas d'identité sociale propre et ne constituaient pas un groupe suffisamment distinct ni suffisamment victime de mesures discriminatoires pour être amenés à se révolter, ou être capables de le faire.

Cependant, le recrutement d'une main-d'œuvre servile pour le commerce de l'huile de palme gonfla le nombre de personnes dépendant de chefs secondaires, qui finirent par se séparer de leur groupe familial. L'agrandissement de certaines familles par la formation de nouvelles branches se faisait quelquefois aux dépens de familles plus anciennes, que certains de leurs membres quittaient pour d'autres plus prospères, pour des raisons d'endettement ou autres. Cette concurrence pour le commerce et la main-d'œuvre entraîna rapidement une perturbation de l'équilibre des richesses

et du pouvoir politique à l'échelon local. Même dans les familles anciennes, le pouvoir changea de mains. C'est ainsi que, au cours de la période cruciale 1860-1870, Jaja et Oko Jumbo, tous deux descendants d'esclaves, prirent la tête des deux factions royales d'Anna Pepple et de Manilla Pepple, au royaume de Bonny. La lutte pour le pouvoir dans l'État de Bonny, au cours des années 1860, aboutit à la création, en 1869, du nouvel État d'Opobo, dont Jaja fut l'*amanyanabo*, ou le roi. Il convient de noter que le monarque régnant de Bonny, George Pepple (1866-1888), fut incapable de mettre un terme à la lutte des factions.

Elem Kalabari connut, en 1882-1884, une crise semblable à celle de Bonny. Deux factions, l'une et l'autre d'ascendance royale, luttaient pour le pouvoir. La faction d'Amakari l'emporta, et celle de Barboy ou de Will Braide fut obligée d'aller s'installer dans la nouvelle ville de Bakana. Cependant, même le groupe victorieux dut quitter Elem Kalabari, dangereusement proche de l'État rival de Bonny. Deux nouvelles villes furent fondées à la suite de l'éclatement d'Elem Kalabari : Buguma, où résidait Amakiri, le chef supérieur de Kalabari, et Abonnema, toutes deux plus proches des marches de l'arrière-pays.

Dans les deux autres États de l'est du delta, Nembe et Okrika, le système politique ne subit aucune perturbation importante. La seule crise intérieure jamais enregistrée dans l'État de Nembe, au XIX^e^ siècle, survint lors des funérailles du roi Ockiya, en 1879, où les chrétiens et les adeptes de la religion traditionnelle se disputèrent le droit de pratiquer les rites funèbres sur la dépouille mortelle du défunt. L'accord se fit sur un compromis, et chaque groupe pratiqua ses rites indépendamment de l'autre. Les esclaves et les hommes libres ne constituaient pas des factions distinctes. C'est au XVIII^e^ siècle que Nembe et Okrika avaient connu de grandes crises politiques, avec l'accession au pouvoir de nouvelles dynasties, celle des Mingi au Nembe et celle des Ado dans l'Okrika. Ces dynasties étaient encore au pouvoir au XIX^e^ siècle, et aucune opposition puissante ne s'était constituée. Il convient de noter que le commerce de ces deux États avec l'étranger n'atteignait pas le niveau de celui des États de Bonny et d'Elem Kalabari.

Le royaume d'Elem Kalabari semblait être le pivot de l'équilibre du pouvoir dans l'est du delta. Au milieu et vers la fin du XIX^e^ siècle, il lutta contre Nembe à l'ouest, contre Bonny au sud-est, et contre Okrika à l'est. Ces autres États formaient de temps à autre des alliances, bien qu'Okrika ait supporté difficilement sa situation d'apparente dépendance à l'égard du royaume de Bonny, dont elle utilisait le port pour exporter ses denrées. Le royaume d'Elem Kalabari eut cependant un allié, tout au moins contre l'État de Bonny, après l'installation de Jaja à Opobo, en 1869. Jusqu'à la fin du siècle, Opobo essaya de tenir Bonny loin de ses marchés traditionnels de la vallée de l'Imo. Il devenait donc d'autant plus urgent pour Bonny de chercher d'autres marchés en aval du New Calabar, dans la région d'Obiatubo que l'État d'Elem Kalabari revendiquait, et dans le territoire des Kalabari jusqu'au bas Niger, au nord du pays nembe. Les Kalabari, eux aussi, remon-

tèrent les fleuves Engenni et Orashi dans des territoires précédemment soumis à l'autorité de Nembe.

Les consuls anglais de la côte essayèrent de profiter de ces guerres entre États pour ouvrir la route de l'arrière-pays à leurs compatriotes commerçants et missionnaires. Ils s'arrangeaient pour servir de médiateurs entre les États concernés lors de la conclusion de traités de paix. C'est ainsi que, par leur entremise, des traités furent signés entre les États de Bonny et d'Elem Kalabari en 1871, entre Opobo et Bonny en 1873, Bonny et Elem Kalabari en 1879, Elem Kalabari et Okrika en 1871, et Nembe et Elem Kalabari en 1871. Les guerres que se livraient les États n'ébranlaient pas leur résolution d'empêcher les commerçants européens d'empiéter sur leur zone commerciale ou de porter atteinte à leur souveraineté. Dès 1854, les Anglais entrèrent en conflit avec William Pepple, roi de Bonny, qu'ils durent exiler à Fernando Poo, à Ascension, en Sierra Leone et à Londres. La lutte des factions leur avait servi de prétexte. En 1887, ils ne pouvaient plus l'invoquer lorsqu'ils causèrent la chute de Jaja, roi d'Opobo, qui s'opposait à l'installation des commerçants britanniques dans la vallée de l'Imo. Les dirigeants de Nembe (Brass), royaume situé sur le Nun, bras principal du Niger, étaient mêlés aux querelles opposant les explorateurs et les commerçants anglais aux populations locales depuis les années 1830, lorsqu'on avait tiré sur des citoyens britanniques, et que certains avaient été tués. Mais c'est en 1895 que se produisit la dernière épreuve de force, lorsque les Nembe attaquèrent et détruisirent le principal dépôt de la Royal Niger Company à Akassa, pour protester contre les tentatives faites par la compagnie en vue de monopoliser le commerce entre Akassa (dans le delta) et Lokoja (au confluent du Niger et de la Bénoué). En 1898, le roi d'Okrika, Ibanichuka fut capturé par le consul britannique pour avoir refusé de se plier aux ordres de l'administration du nouveau protectorat du Nigéria du Sud. Le roi de Nembe, Koko, réussit à échapper à la captivité en se cachant dans de lointains villages de son royaume.

Ainsi, vers la fin du XIXe siècle, le pouvoir était passé aux mains des Britanniques dans la partie orientale du delta du Niger, et, pendant les vingt ou trente premières années du XXe siècle, ces États ne purent pas couronner de nouveaux rois; mais la perte de leur souveraineté n'entraîna pas leur disparition définitive, ni celle de leurs valeurs et structures culturelles et sociales fondamentales.

L'arrière-pays igbo

Le pays igbo semble s'être longtemps caractérisé par une population relativement dense et par son organisation en petites unités politiques. Ces caractéristiques en faisaient un pays particulièrement vulnérable aux effets destructeurs de la traite des esclaves, dans la mesure où il n'existait pas d'États suffisamment puissants pour protéger leurs ressortissants. De fait, les diverses communautés igbo semblent s'être livrées à des guerres entre groupes, à des incursions, et à des enlèvements d'hommes qu'ils vendaient ensuite aux États du delta et aux Efik de Calabar, qui servaient

d'intermédiaires. En d'autres termes, bien que le pays igbo ait fourni la plupart des esclaves vendus dans les ports de Bonny, d'Elem Kalabari, dans le delta du Niger, et à Calabar, sur l'estuaire du Cross, les Igbo ne sont pas entrés en contact direct avec les Européens avant les dernières années du XIXe et le début du XXe siècle. Quand il y a eu contact, ce fut le long des voies navigables comme le Niger, l'Imo et le Cross. Ainsi, les centres commerciaux situés sur ces fleuves, où se rencontraient les intermédiaires de la côte et les commerçants de l'arrière-pays, devinrent mieux connus que le reste du pays. Les Aro, qui contrôlaient les routes commerciales de l'intérieur ainsi que certains marchés où les intermédiaires achetaient des esclaves et, plus tard, de l'huile de palme et des palmistes, devinrent célèbres pour leur aptitude au commerce et les oracles qu'ils rendaient. De même, les villes ndoki d'Akwete et d'Ohombele, sur l'Imo, servaient de centres commerciaux pour les États de Bonny et d'Opobo. Sur le Niger, les États d'Aboh, d'Osomari, d'Oguta, d'Asaba et d'Onitsha se transformèrent en centres de commerce et, partant, en foyers d'influence étrangère et de contacts avec l'extérieur.

Le commerce transatlantique des esclaves, bien qu'il ait été officiellement aboli par les Anglais en 1807, a persisté sur la côte jusqu'aux environs de 1850. Pendant la seconde moitié du siècle, la traite intérieure chez les peuples de la côte s'est développée en raison des exigences du commerce de l'huile de palme. Les demandes similaires de main-d'œuvre pour l'exploitation de l'huile de palme et des palmistes, l'agriculture et les services rituels encouragèrent la persistance de la traite des esclaves dans le pays igbo[8]. La traite et l'esclavage doivent, par conséquent, être considérés comme un important facteur de changement en pays igbo pendant la majeure partie du XIXe siècle.

Le commerce des esclaves avait un caractère éminemment perturbateur à divers égards. Premièrement, la manière dont on se procurait les esclaves tendait à détruire les structures sociales et politiques. Les hors-la-loi et les délinquants étaient réduits en esclavage. Quelques individus étaient vendus pendant les périodes de famine, ou pour acquitter une dette. Mais il semble que la majorité des esclaves étaient capturés au cours d'enlèvements, de razzias et de guerres. On sait aussi que le prêtre des Aro vendait les personnes qu'il jugeait coupables. Mais le réseau commercial des Aro, qui s'étendait à la majeure partie du pays igbo, se procurait la plupart de ses esclaves au cours de raids effectués par ses alliés mercenaires, les Abam, les Ohaffia, les Abiriba et les Edda. On voit donc que la grande influence exercée par les Aro sur le pays igbo par l'intermédiaire de leur oracle n'a pas eu d'effet unificateur[9]. L'influence des Aro se distingue, par conséquent, par l'élément de violence inhérent à la traite des esclaves, de l'influence religieuse qu'avaient eue précédemment les Nri sur de vastes régions du pays igbo.

8. W. R. G. Horton, 1954; E. Isichei, 1973.
9. S. Ottenberg, 1958; F. I. Ekejiuba, 1972.

De même, dans le domaine économique, les activités agricoles normales ont dû être considérablement perturbées. De plus, comme c'était le cas entre les intermédiaires de la côte et les Européens, ce que les Igbo obtenaient en échange des esclaves qui leur étaient pris n'avait pas de commune mesure avec tout ce qu'ils perdaient du fait de la traite. Les esclaves étaient troqués contre du sel, du poisson, des liqueurs, des armes à feu, des chapeaux, des colliers et des barres de fer, de cuivre et d'airain. Les barres de métal étaient transformées en objets d'étain, cloches rituelles, épées d'apparat, anneaux de chevilles et autres ornements. Cependant, ces approvisionnements se substituaient aux industries locales, et les forgerons akwa tournèrent le dos aux sources locales de métal. De même, l'importation de sel et de tissu mit fin à des industries locales.

Les premiers récits directs sur l'arrière-pays igbo furent rapportés en Europe par Richard et John Lander en 1830, lorsqu'ils passèrent par Onitsha, Asaba et Aboh pour se rendre dans le delta du Niger. Ils furent suivis par d'autres explorateurs, commerçants et missionnaires anglais, en 1841 et en 1854. En 1856, MacGregor Laird créa le premier comptoir à Onitsha, et, en 1879, la United African Company fut constituée à la suite de la fusion de nombreuses firmes britanniques rivales qui tentaient de s'installer le long du Niger. En 1886, une charte royale faisant d'elle la Royal Niger Company lui conféra des pouvoirs administratifs. Elle établit l'un de ses principaux dépôts en territoire igbo à Asaba, et lui adjoignit un poste de police et un comptoir commercial. L'activité des missions auprès des Igbo du Niger avait commencé dès 1856 à Onitsha, sous la conduite de l'évêque Ajayi Crowther et d'autres esclaves libérés venant de la Sierra Leone, dont certains étaient d'origine igbo et membres de la Church Missionary Society. Cependant, la Société des missions africaines (SMA), venue de Lyon, établit des missions catholiques rivales sur la rive occidentale du Niger, à partir des environs de 1880, d'abord à Asaba, puis à Isele-Uku et Ibusa.

Ce sont des commerçants et des missionnaires qui ont pénétré les premiers en pays igbo, en suivant le cours du Niger. Et nous savons qu'ils se heurtèrent à la résistance de la population[10]. Chez les Igbo occidentaux, la résistance prit la forme de révoltes organisées par les sociétés secrètes *ekumeku*, entre 1898 et 1911. Dans un premier temps, la Royal Niger Company et, après 1900, le gouvernement du protectorat britannique réprimèrent durement et brutalement toute manifestation de résistance. L'effort le plus spectaculaire des Anglais fut, en 1900, l'expédition contre les Aro, qui occupa 15 500 km^2 de territoire igbo, et à laquelle participèrent quatre unités venant d'Unwana, Itu, Akwete et Oguta, convergeant vers Bende et Arochukwu. Ainsi, le pays igbo fut officiellement conquis au cours d'une opération peu glorieuse, puisque le système des Aro, attaqué militairement par les Britanniques, n'était finalement qu'un groupe de prêtres et de commerçants travaillant en collaboration. Les forces britanniques ne rencontrèrent aucune

10. F. K. Ekechi, 1972; P.A. Igbafe, 1971.

résistance armée. Le défi lancé par les Aro à l'autorité britannique avait été indirect, c'est-à-dire commercial et idéologique.

Toutes les études actuelles sur la conquête du pays igbo par les Anglais, qui ont défait le système des Aro fondé sur l'oracle et vaincu l'opposition de la société secrète *ekumeku* dans l'arrière-pays asaba, laissent entendre que, par la suite, la société igbo s'ouvrit largement aux influences étrangères. La conversion au christianisme, par exemple, serait devenue « massive » et « spectaculaire ». Selon F. K. Ekechi, « le mouvement de masse le plus déconcertant de la première décennie du XX^e^ siècle a été attribué en partie aux tentatives faites par les Igbo pour tourner certains aspects de la domination britannique » ; alors que, pour Simon Ottenberg, les Igbo auraient été particulièrement réceptifs au changement en raison de leurs structures sociales, de leur mentalité et de leur histoire[11]. Cependant, rien ne prouve que les Igbo ont réellement abandonné leur culture et leur religion traditionnelles pour embrasser le christianisme plus que ne l'ont fait d'autres groupes comparables du Nigéria et du reste de l'Afrique.

Le bassin du Cross

L'État efik de Calabar, sur l'estuaire du Cross, contrôlait le commerce dans la région qui borde le fleuve. Le long de la côte, sa zone commerciale rejoignait celle de l'État d'Opobo, situé dans le bassin de l'Ibeno et du Qua-Iboe. Cependant, le groupe ethnique le plus important du bassin était celui des Ibibio, d'où venaient la plupart des esclaves exportés à partir de cette zone de la côte. Les produits agricoles, provenant du cours supérieur du Cross et du pays igbo au nord-ouest, atteignaient les marchands efik par l'intermédiaire des Aro, qui tenaient le marché ibibio d'Itu. Cependant, certains des groupes du cours supérieur du Cross, qui essayaient, eux aussi, d'obtenir une part des bénéfices provenant du commerce avec les Efik, interceptaient les marchandises ou faisaient payer des droits. De telle sorte que les Itu, les Umon et les Akunakuna, entre autres, s'opposaient toujours, d'une manière ou d'une autre, aux maisons de commerce de Calabar. Certains des groupes du cours supérieur du Cross entretenaient directement, eux aussi, des relations commerciales avec les populations du nord du Cameroun. Ikom était l'un des centres de commerce avec le Cameroun, ainsi qu'avec les Igbo à l'ouest et avec Calabar au sud.

Bien que l'État de Calabar ait, lui aussi, comme les États du delta, fait le commerce des esclaves, puis de l'huile de palme et des palmistes, il a eu une histoire différente parce que son milieu écologique et sa structure sociale étaient différents. Les deux communautés principales de l'État efik — Duke Town et Creek Town — étaient installées sur la terre ferme, alors que, à l'ouest, leurs voisins vivaient dans les régions marécageuses du delta. Calabar disposait donc d'exploitations agricoles où travaillaient des esclaves,

11. S. Ottenberg, 1959 ; F. K. Ekechi, 1972, p. XIII.

et qui satisfaisaient certains de leurs besoins, lui fournissant même certains produits d'exportation comme l'huile de palme. Mais la structure sociale de l'État de Calabar ne favorisait pas l'intégration des esclaves dans le système politique. Si les esclaves domestiques vivant dans les villes participaient aussi au commerce extérieur, et pouvaient devenir riches et influents, la société secrète *ekpe* de Calabar leur interdisait l'accès aux grades supérieurs et, par conséquent, au pouvoir de l'État. Cette attitude contrastait avec celle des sociétés *ekine* ou *sekiapu* des États du delta, qui, ouvertes à tous, étaient de véritables agents d'acculturation et d'intégration des esclaves dans la communauté.

Les facteurs extérieurs de changement qu'étaient les commerçants, les consuls et les missionnaires européens, ont exercé une plus grande influence à Calabar. Les commerçants n'ont pas été autorisés d'emblée à créer des comptoirs sur la terre ferme; ils devaient vivre sur des pontons, navires couverts d'un toit et mouillés en permanence sur le fleuve, où ils installèrent leurs logements et leurs bureaux. Ils essayaient d'exercer une certaine influence en faisant crédit aux marchands efik, et recouraient parfois à des sanctions économiques en cessant collectivement tout commerce avec un négociant efik qui avait manqué à ses obligations. Au XIXe siècle, lorsque les Efik commencèrent à se quereller entre eux, les commerçants intervinrent comme arbitres et faiseurs de rois.

Les missionnaires de l'Église d'Ecosse, installés à Calabar en 1846, formaient une petite colonie autonome, établie à Duke Town et à Creek Town, et composée de cinq ou six missionnaires blancs, d'instituteurs, de domestiques et de convertis. La mission servait d'asile aux réfugiés. Mais les missionnaires observaient aussi la vie locale, adressaient des rapports au consul de Grande-Bretagne, et essayaient d'exercer une influence morale, ou d'intervenir par d'autres moyens.

L'estuaire du Cross étant très accessible à l'escadre préventive britannique, stationnée à Fernando Poo, il fut relativement facile de mettre un terme à la traite des esclaves à Calabar. Un traité d'abolition fut signé, en 1842, en vertu duquel les autorités de Calabar devaient recevoir une subvention annuelle. À partir de 1842, l'influence britannique à Calabar s'accrut graduellement jusqu'à la création d'un protectorat en 1891[12].

L'*obong* de Calabar

Une des raisons de l'intervention britannique à Calabar était la position difficile de son roi, l'*obong*, due à la relative nouveauté de l'institution de la royauté. Des voyageurs qui ont parcouru le delta du Niger et suivi le cours du Cross, au XVIIIe siècle, parlent d'un roi unique pour les pays du delta, mais de « rois » (au pluriel) quand il s'agit de Calabar. Certains de ces dirigeants étaient peut-être des chefs de lignage ou des nobles *ekpe*. La position de l'*obong* (ou roi) ne commença à s'affirmer qu'à partir du début

12. D. Forde (dir. publ.), 1956; K. K. Nair, 1972; A. J. H. Latham, 1973.

du XIXe siècle. Duke Ephraïm (Efiom) (vers 1800-1834) devint le premier chef supérieur de Duke Town, et le chef le plus puissant des rives du Cross. Eyo Honesty Ier de Creek Town (qui mourut en 1820) occupait un rang similaire à Creek Town. En raison de leurs immenses richesses acquises grâce au commerce extérieur, ces deux hommes s'imposèrent à leurs pairs.

La monarchie de Calabar, outre sa nouveauté, était aussi fragile à d'autres égards. En premier lieu, deux rois rivaux étaient en présence, l'un à Duke Town, et l'autre à Creek Town ; en second lieu, plusieurs dirigeants politiques membres de la société secrète *ekpe* luttaient pour le pouvoir. Leur rivalité les amena à demander l'arbitrage du consul de Grande-Bretagne, ou de commerçants ou missionnaires britanniques, et, surtout, la charge d'*obong* finit, au XIXe siècle, par s'identifier au commerce extérieur. Les attributions et l'autorité traditionnelles de l'*obong* étaient limitées ; toute son activité se bornait au commerce avec l'étranger. Il recouvrait les redevances ou *comey* auprès des commerçants étrangers, octroyait des droits de mouillage et de commerce aux subrécargues, et déclenchait les procédures judiciaires traditionnelles, si la demande lui en était faite. Le pouvoir de faire les lois et de veiller à leur application appartenait aux chefs de la société secrète *ekpe*. La principale fonction de l'*obong*, au XIXe siècle, était donc de servir d'intermédiaire entre les communautés locales et les Blancs, d'où l'intérêt que ces derniers portaient à sa nomination.

Les pouvoirs relatifs des rois de Duke Town et de Creek Town varièrent au cours de la première moitié du XIXe siècle. Duke Ephraïm de Duke Town (1800-1854) était non seulement le chef le plus riche de la région, mais encore il portait le titre d'*eyamba*, titre le plus élevé dans la hiérarchie de la société *ekpe*. C'est à lui que revenait la plus grande partie du *comey*, dont il partageait le reste entre les autres chefs. Après la mort de Duke Ephraïm, Eyo Honesty II de Creek Town (1836-1858) devint le commerçant le plus influent. En 1852, il percevait déjà les deux tiers du *comey*, alors que le roi de Duke Town n'en percevait que le tiers. Malgré la richesse et l'activité des rois de Creek Town, ceux de Duke Town ont généralement réussi à conserver le titre *eyamba* de la société *ekpe*, leur laissant le second titre, celui d'*obunko*.

Les conflits de succession à Duke Town et Creek Town étaient une grave source de difficultés pour le système politique de la région. Le lignage des Eyo parvint très tôt à asseoir son autorité à Creek Town et à la conserver jusqu'à la fin du siècle. Le lignage rival des Akabom émigra, et fonda Cobham Town. La situation était différente à Duke Town. Lorsque Duke Ephraïm mourut en 1834, il eut pour successeur Eyamba V, c'est-à-dire le cinquième *eyamba* de la société *ekpe*, et non son fils ou un membre de son lignage. Après la mort d'Eyamba V, en 1847, les familles de l'*eyamba* et de Duke Ephraïm se disputèrent le pouvoir. Les Anglais installèrent un troisième candidat, Archibong Ier. À la mort de ce dernier, en 1852, les commerçants et le consul reconnurent Ephraïm Duke, provoquant un conflit entre les lignages de Duke d'Eyamba et d'Archibong. Les uns et les autres s'accusaient mutuellement

de sorcellerie et avaient recours à des ordalies, utilisant pour cela un poison à base de grain d'*esera*[13].

La société *ekpe* et les Bloodmen

La société *ekpe* de Calabar se rattachait à un culte du léopard, pratiqué par de nombreux groupes forestiers de la vallée du Cross et de certaines régions du Cameroun. Ce culte prenait la forme d'une danse masquée à laquelle participaient des jeunes gens vêtus d'une cagoule en raphia, les femmes et les personnes étrangères à la société restant enfermées chez elles. Mais le rôle essentiel des membres était d'examiner des questions sociales au cours de réunions hebdomadaires.

La société *ekpe*, qui, dans les villages de l'arrière-pays, comprenait tous les anciens, devint, dans la vaste société commerçante de Calabar, une organisation secrète et fermée. De plus, elle se hiérarchisa de plus en plus, et ses grades, au nombre de cinq en 1828, passèrent à dix en 1840 et à onze en 1858. À l'origine, les esclaves étaient exclus de la société, mais les esclaves de la troisième génération nés dans les familles de ses membres finirent par être admis aux grades inférieurs. Toutefois, comme il fallait payer une estimation pour accéder à un grade, les hommes libres et fortunés de la noblesse monopolisaient les grades supérieurs, les deux plus élevés étant réservés aux chefs politiques de Duke Town et de Creek Town.

Au XIXe siècle, la société *ekpe* détenait le pouvoir législatif et exécutif à Calabar, et c'est à ce titre que les Européens l'ont utilisée. Ainsi, en 1850, des misssionnaires, des subrécargues et le consul exercèrent des pressions sur les autorités de Calabar, pour qu'elles promulguent une loi de la société *ekpe*, prohibant les sacrifices humains à la mort des chefs. La société *ekpe* peut être considérée comme un atout intéressant dans le système politique de Calabar, dans la mesure où elle regroupait tous les hommes libres, riches et influents au sein d'une même organisation. Mais, vers le milieu du XIXe siècle, son ostracisme à l'égard des pauvres et de la nombreuse population d'origine servile provoqua des troubles sociaux, les « révoltes d'esclaves », mentionnées par Dike.

L'association des Bloodmen, qui regroupait des esclaves de plantations, fut à l'origine un groupe de pression destiné à empêcher les sacrifices d'esclaves à la mort des rois ou des chefs de lignage. Cette organisation, fondée sur le pacte du sang, a pu se constituer à Calabar, en raison de la concentration des esclaves dans les plantations, et des maux dont ils souffraient. Cette association n'a cependant pas déclenché de révolte pour l'émancipation des esclaves, ou même pour la conquête du pouvoir politique détenu par la société *ekpe*. Tout ce qu'elle a pu faire, c'est organiser un rassemblement à Calabar chaque fois qu'un notable était malade ou mourant, et lorsque des esclaves risquaient d'être sacrifiés ou soumis à l'épreuve du poison. Leur agitation aboutit à la promulgation, par la société *ekpe* en 1850-1851, de la

13. A. J. H. Latham, 1972.

loi contre les sacrifices humains; et le roi Archibong Ier jugea nécessaire de s'assurer leur soutien, dans la lutte des factions pour le titre d'*obong*.

Calabar a donc connu une histoire sociale et politique semblable à celle des États du delta pour les types de pression extérieure à laquelle était exposé le système politique, mais différente par la manière dont les problèmes étaient résolus à l'intérieur. La société *ekpe*, la situation de la monarchie et les Bloodmen sont des phénomènes propres à Calabar.

Le littoral camerounais et son arrière-pays[14]

La côte du Cameroun, y compris un certain nombre d'îles rocheuses situées au large, se présente généralement sous la forme d'un dédale de marécages, de criques et de bras de mer, auxquels fait immédiatement suite la forêt tropicale humide. Elle est habitée par les trois principaux groupes de Bantu du Nord-Ouest, à savoir les Kpe-Mboko, les Douala-Limba et les Tanga-Yasa[15] divisés en nombreux clans et sous-clans. Ces populations, qui, d'après leurs traditions, auraient des origines communes et des affinités, sont essentiellement composées d'agriculteurs, de pêcheurs et de chasseurs. Elles troquaient le poisson contre des produits agricoles dans les marchés. Elles étaient généralement organisées en villages, mais avaient parfois, à leur tête, des chefs mineurs, notamment les Bubi, les Douala et les Isuwu. Chez les Douala, les Isuwu et d'autres peuples, la société secrète la plus prestigieuse était le *jengu*, fondé sur la vénération des esprits de l'eau[16].

Au XIXe siècle, comme dans le cas des populations du delta du Niger, toutes ces sociétés bantu du Nord-Ouest subirent la pression des missions chrétiennes, des commerçants et des impérialistes européens. Elles furent surtout en butte aux attaques des abolitionnistes[17] car, au début du siècle, elles comprenaient une caste inférieure d'esclaves, et les efforts entrepris pour abolir l'esclavage les mirent dans une situation économique critique, en les obligeant à trouver, d'une part, des produits comme l'huile de palme et le palmiste, pouvant remplacer les esclaves, et, d'autre part, la main-d'œuvre nécessaire à leur production et à leur transport.

Les Douala du Cameroun vivaient probablement sur la côte dès le XVIe siècle, mais ne fondèrent un État qu'après avoir soumis et intégré d'autres groupes bantu, à partir de 1706 environ[18]. Ils avaient un chef supérieur; mais les commerçants anglais, installés sur le fleuve, durent intervenir, dès 1792 dans un conflit de succession. Ils imposèrent aux

14. Cette section résume une étude du Dr Lovett Z. Elango, maître de conférences au département d'histoire de l'Université de Yaoundé.
15. E. Ardener, 1956, p. 39.
16. R. Bureau, 1962, p. 107-138.
17. L. Z. Elango, 1974.
18. E. Mveng, 1963.

Douala un candidat de basse extraction, connu sous le nom de King Bell. En 1814, Akwa, candidat plus populaire, et de meilleure naissance, proclama son indépendance. Par conséquent, pendant la majeure partie du XIXe siècle, les Douala étaient divisés en deux grands groupes, les Bell et les Akwa ; et c'est autour des rois Bell et Akwa que gravitait la vie politique des Douala. Ces groupes rivaux étaient subdivisés en « communes » ou « districts ». Mais, pour préserver leur solidarité ethnique face à cette tendance à la scission, les Douala créèrent une nouvelle société, le *ngondo*, assemblée de notables douala comprenant des représentants de tous les conseils des différents villages douala[19].

Sur le versant ouest du mont Cameroun, et sur les rives de la Bimbia, affluent du Cameroun, était installé l'État isuwu de Bimbia, dont l'activité principale était le commerce. Cet État, composé de trois villages ayant à leur tête des chefs de lignage assistés par un conseil de chefs, était connu comme centre commercial secondaire depuis le milieu du XVIIe siècle au moins. Le pouvoir et l'autorité de ces chefs, et de Bimbia lui-même, tenaient à leur rôle d'intermédiaire dans le commerce extérieur. Les chefs de Bimbia tiraient aussi prestige du *jengu*, dont ils étaient membres, et sur lequel ils s'appuyaient.

Le plus riche et le plus célèbre des princes commerçants de Bimbia était Bile, que les Européens appelaient le roi William. Sa mère était issue de la famille dirigeante de Bimbia ; mais, dans son enfance, il avait vécu chez son père douala, sur l'embouchure du Cameroun. Conduit à Bimbia par des hommes de sa famille paternelle, il s'attacha à l'aîné de ses oncles maternels, qui l'employa comme émissaire dans les affaires qu'il traitait avec les Européens, en raison de l'expérience qu'il avait acquise chez son père. Bile, fort de ses richesses, de son expérience nouvelle et de son influence, fut désigné comme le successeur logique de son oncle. En 1833, il réussit à convaincre le colonel Nicolls, représentant de la Grande-Bretagne à Fernando Poo, de le reconnaître comme roi de toute la région côtière, qui s'étendait de Bimbia à Rio del Rey, y compris les îles Bubi, et lui offrit en contrepartie de céder cette région à l'Angleterre sous forme de protectorat. Malgré le rejet par les Anglais de cette cession volontaire, Bile conserva le titre de roi jusqu'à sa mort, en 1879. Les États de Douala et de Bimbia nouèrent donc des relations au XIXe siècle. Ces liens culturels furent renforcés aussi bien par la solidarité des membres du *jengu* que par l'ascendance douala du roi William. Les négociants de Bimbia et de Bell Town coopéraient à l'essor du commerce dans la région du Rio del Rey. Ils créèrent deux routes principales : la première est la route côtière qui traverse les criques reliant les deux zones, et qui est encore très utilisée de nos jours. Certains commerçants douala ou originaires de Bimbia s'étaient installés dans différents villages, situés le long de la route, pour faire du troc avec les populations locales. La seconde route passait par les terres et était empruntée quand la route des criques était dangereuse en raison du mauvais temps et de l'état de la mer. Cette route,

19. V. T. Levine, 1971.

27.5. *La maison du roi Bell, dans les années 1840.*
[*Source:* Allen et Thompson, *Narrative of an expedition*, 1848, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

qui contournait le mont Cameroun, drainait aussi les ressources en ivoire. Le réseau des routes commerciales de l'arrière-pays des zones commerciales de Bimbia et de Bell Town empiétait sur celui des commerçants efik de Calabar et du Cross, autour du Rio del Rey.

L'unité commerciale de la région Cameroun-Bimbia-Rio del Rey était encore intensifiée par les relations que chacune de ses parties entretenait avec les prairies de Bamenda, dans l'arrière-pays[20]. Ainsi, un grand nombre des esclaves qui ont atteint la côte entre les années 1820 et 1840 venaient de cette région, et atteignaient Bimbia et le Cameroun en passant par le Rio del Rey. Mais, vers le milieu du XIX^{e} siècle, les marchands de Bell Town et de Bimbia, qui s'étaient associés, avaient commencé à faire une concurrence pacifique aux grands négociants du Rio del Rey.

Les esclaves qui atteignirent la côte dans les années 1840, et qui, pour la plupart, avaient été capturés au cours de raids des Bali-Chamba dans les prairies de Bamenda, étaient un élément décisif du passage des sociétés côtières de la traite des esclaves au commerce légitime. Sur l'estuaire du Wouri et à Bimbia, tout comme à Calabar et dans le delta du Niger, les esclaves étaient employés à la récolte de l'huile de palme et des palmistes,

20. E. M. Chilver, 1961.

et autres denrées commerciales légitimes. À Bimbia et sur les bords de l'estuaire du Wouri, un système fort bien organisé permettait aux rois William et Bell de louer leurs esclaves à la West African Company de Fernando Poo. Ce système était de nature contractuelle, et constituait une source supplémentaire de richesses pour les deux monarques. Mais, ayant donné lieu à des abus, il provoqua une enquête du Parlement britannique, et amena le roi William à protester non seulement contre la non-rétribution du travail de ses hommes par la Compagnie, mais aussi contre les mauvais traitements qu'elle leur infligeait.

L'intérêt que les Anglais portaient à l'abolition de la traite des esclaves, et à l'institution du commerce légitime, entraîna la signature de traités et la perte progressive de la souveraineté des dirigeants locaux. Malgré le rejet du traité de 1833, conclu entre Nicolls et le roi William, des agents britanniques conclurent, en 1840 et 1844, des traités qui légitimaient leur intervention dans la politique locale. Cette intervention consistait souvent à utiliser des canonnières pour intimider les chefs qui violaient les clauses des traités, ou pour recouvrer des sommes dues à des Européens. En 1852, John Beecroft alla même jusqu'à présider à l'élection d'un nouveau chef d'Akwa. L'intervention et l'arbitrage des Anglais étaient parfois sollicités par des chefs locaux: le roi William, par exemple, y eut recours pour asseoir son autorité à Bimbia et à Rio del Rey. Mais les interventions britanniques avaient le plus souvent pour prétexte le règlement des différends qui opposaient des Européens à des commerçants locaux, à qui ils avaient fait crédit. En 1856, le système d'arbitrage et de règlement des différends entre Africains et Européens avait été institutionnalisé, et relevait d'un tribunal dit « Court of Equity », siégeant à Douala.

Les missionnaires représentaient un élément important de l'influence étrangère. En 1843, la British Baptist Mission Society envoya Joseph Merrick, mulâtre antillais, à Fernando Poo. Ce dernier créa, la même année, une mission à Bell Town, puis à Bimbia[21] en 1844. Il construisit, peu à peu, avec ses collaborateurs, des églises, des écoles et des ateliers de menuiserie, et ouvrit une imprimerie à Bimbia. Leur prosélytisme suscita bientôt l'opposition des populations locales. Les conflits avec les missionnaires s'intensifièrent, dans les années 1850, avec les épidémies de variole, les guerres interethniques et les famines, à tel point que les Anglais durent intervenir pour protéger les missionnaires et les convertis. Le gouverneur espagnol ayant proclamé le catholicisme officiel de Fernando Poo en 1858, la situation des baptistes devint intenable à Clarence. En conséquence, Alfred Saker fonda, en juin 1858, dans la baie d'Ambas, une nouvelle colonie appelée Victoria. Mais l'opposition locale aux baptistes resta très forte, d'autant plus que de nombreux colons anglo-antillais de Victoria faisaient concurrence aux commerçants de Bimbia.

Dans les années 1860 et 1870, le commerce de la côte du Cameroun périclita, créant un sentiment d'insécurité chez les dirigeants et la constante insubordination des petits chefs locaux. La situation amena alors à solliciter la

21. S. N. Gwei, 1966.

protection de la reine Victoria. C'est dans ces circonstances que les Allemands annexèrent le Cameroun en 1884. La résistance à l'annexion allemande fut presque immédiate et soutenue, dans une certaine mesure, par les Anglais. Elle se durcit encore plus lorsque les chefs comprirent que les Allemands étaient déterminés à pénétrer dans le pays, et, par conséquent, à détruire leur monopole d'intermédiaires. La résistance et les tentatives de pacification ne cessèrent qu'avec le déclenchement de la première guerre mondiale[22]. Les Anglais, quant à eux, étaient incapables de renverser la situation. Victoria demeura le seul point d'appui anglais; mais, là encore, les missionnaires n'étaient pas en mesure de résister aux harcèlements des Allemands. Victoria fut officiellement cédée à l'Allemagne, le 28 mars 1887. Les Allemands pénétrèrent aussitôt dans l'intérieur jusqu'à la région de Bamenda, pour s'assurer le contrôle du commerce dans l'arrière-pays et le détourner de Calabar, qui commençait à l'attirer.

Le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes[23]

Au sud du Cameroun, le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes (bassins du Woleu, de la Noya et du Como vers le nord, bassin de la Nyanga vers le sud) correspondent *grosso modo* aux territoires de la Guinée équatoriale et du Gabon. Recouverte en majeure partie par la forêt équatoriale, cette vaste région, qui confine au bassin du Congo vers le sud et vers l'est, est habitée par l'homme depuis les temps les plus reculés de l'histoire, comme en témoignent les vestiges d'outils en pierre découverts lors des fouilles archéologiques menées, dans divers sites du Gabon, il y a une vingtaine d'années.

Mais, pour l'instant, nous ne savons encore rien des traits physiques, ni des mœurs et du mode de vie de ces premiers habitants de la région. Ils furent peut-être les ancêtres des pygmées que l'on retrouve actuellement éparpillés par petits groupes dans la forêt, où ils vivent de la chasse et de la pêche, dont le produit alimente les échanges, sous forme de troc, qu'ils entretiennent avec les peuples bantu voisins.

Ces derniers formaient, au XIX^e^ siècle, de nombreuses entités politiques plus ou moins importantes: villages-États (Fang, Kélé, Séké, Benga), confédérations (Mpongwé, Gisir, Punu, Obamba) et royaumes (Nkomi, Orungu, Galwa à partir de 1860) [24]. À l'intérieur de ces entités politiques, les différents peuples se livraient à diverses activités: agriculture itinérante sur brûlis, chasse, pêche et artisanat. Ce dernier se distinguait surtout par la qualité de ses produits, tels les objets en fer fabriqués par les Fang — qui étaient considérés, au XIX^e^ siècle, par les voyageurs européens comme les meilleurs forgerons de la région — et les étoffes tissées par les peuples du

22. H. R. Rudin, 1938; R. A. Joseph, 1974.

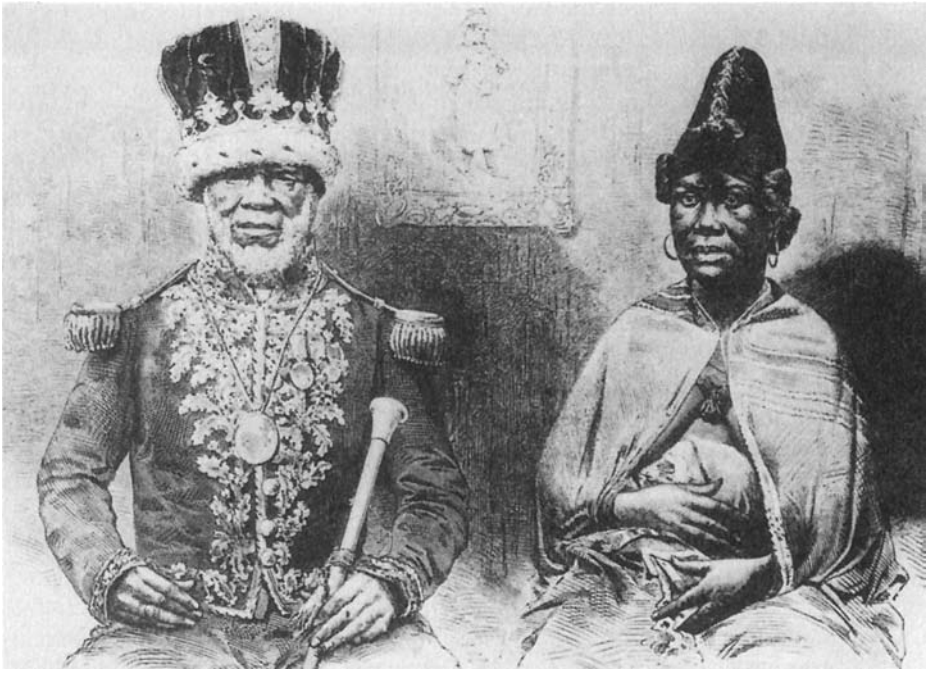
23. Cette section résume une étude de Nicolas Metegue N'Nhah, chef du département d'histoire de l'Université de Libreville.

24. Voir N. Metegue N'Nhah, 1979. Il faut souligner que, jusqu'au XVII^e^ siècle, les royaumes tyo et vili englobaient de vastes régions de l'actuel Gabon.

27.6. *Ouassengo, commerçant de l'Ogoué, tenant des défenses d'éléphant et entouré de ses femmes.* [*Source :* E. M'Bokolo, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale*, 1981, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris. Illustration reproduite d'après Griffon du Bellay, « Le Gabon », *Le tour du monde*, 1865 (détenteur des droits afférents à cette photo inconnu).]

haut Ngunyi (Gisir Apindji et Mitsogo, notamment). Les produits de ces activités économiques alimentaient d'importants échanges commerciaux entre les différentes communautés. Ainsi, entre la confédération mpongwé, dans l'estuaire du Como, et le royaume orungu, dans le delta de l'Ogoué, s'effectuait un commerce actif de farine de manioc et de poisson séché ; du haut Ngunyi descendaient jusqu'à la côte, par l'Ogoué et par le Rembo-Nkomi, les fameux *bongo*, produits des tisserands de l'arrière-pays ; enfin, du littoral atlantique partaient, vers l'intérieur du pays, des convois chargés de ballots de sel, de fabrication locale. Après l'arrivée des Portugais sur la côte, en 1471, ces échanges commerciaux s'intensifièrent au point de devenir la principale activité des peuples côtiers aux XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, la pacotille européenne (fusils, boissons alcoolisées, étoffes, verroterie, bibelots divers) étant surtout troquée contre les esclaves, l'ivoire, l'huile de palme, le caoutchouc, l'ébène et le séquoia.

Ce développement de l'activité commerciale sur la côte eut des conséquences importantes. D'une part, il provoqua la migration de certains peuples comme les Fang, qui, de la région englobant le nord Gabon, le sud Cameroun



27.7. *Antchuwe Kowe Rapontchombo* (*le « roi Denis »*), *un souverain des bords de l'Ogoué, avec sa grande femme.*
[*Source :* E. M'Bokolo, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale*, 1981, Éditions de l'École des hautes Études en sciences sociales, Paris. Illustration reproduite d'après Griffon du Bellay, « Le Gabon », *Le tour du monde*, 1865 (détenteur des droits afférents à cette photo inconnu).]

et l'est de la Guinée équatoriale, où ils étaient installés depuis longtemps, se dirigèrent vers la côte, précédés par les Kélé, et poussèrent jusqu'à Eliva Nkomi (lagune du Fernan-Vaz), qu'ils atteignirent à la fin du XIXe siècle. D'autre part, il fut à l'origine d'une profonde mutation des sociétés autochtones. À l'ancienne structure sociale, marquée par les liens de sang et laissant apparaître dans chaque clan trois classes sociales, à savoir les pur-sang (*fumu* en punu, *awo-ntche* en omyene, *atem bo bayong* en fang), les métèques (*awoga* en omyene, *mintobe* en fang) et les esclaves, commença à se substituer une autre stratification sociale fondée sur la fortune, et mettant en relief, à côté d'une classe moyenne et du bas peuple, une bourgeoisie commerçante composée essentiellement des chefs et des notables qui monopolisaient le grand commerce.

Cette évolution sociale, peu marquée chez les peuples de l'intérieur du pays au début du XIXe siècle, était plus accentuée sur la côte, où furent signés, à partir de 1839[25] les traités qui donnèrent naissance au comptoir français du

25. Le premier traité d'occupation coloniale, signé dans la région étudiée, fut conclu le 9 février 1839 par E. Bouët-Willaumez et Antchuwe Kowe Rapontchombo, alias « roi Denis ».

Gabon, dont Libreville, fondée en 1849 à l'embouchure du Como, devint le chef-lieu. De cet établissement partirent très tôt de nombreuses missions d'exploration qui étendirent les possessions françaises loin vers l'intérieur du pays, faisant du Gabon la porte de pénétration européenne en Afrique centrale : voyages de Paul Belloni du Chaillu (1856-1859 et 1863-1865), de Serval et Griffon du Bellay (1862), d'Aymes (1867), d'Alfred Marche et du marquis de Compiègne (1873-1874), de Pierre Savorgnan de Brazza (1875-1878, 1879-1882 et 1883-1885), de Paul Crampel (1888-1889), de Fourneau et Dolisie (1889). Vers le nord, les Français se heurtèrent aux Espagnols qui, établis à Fernando Poo depuis 1778, lancèrent plusieurs expéditions dans le Rio Muni, notamment celles de Nicolas Mantorela et Guillemar de Aragon (1845), de Manuel Iradier, Ossorio et Montes de Oca (1884).

Pendant qu'avançait l'exploration du pays et malgré la résistance opposée par les autochtones à la pénétration européenne dès son début, des traités étaient conclus avec certains chefs, et des commerçants et missionnaires occidentaux s'implantaient dans les différentes régions. Vers 1882, le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes comptaient plus de quatre-vingt-dix établissements commerciaux appartenant, pour l'essentiel, aux compagnies anglaises (John Holt, Hatton et Cookson), allemandes (Woermann, Schulze, Lübke, Küderling), espagnoles (Transatlantica) et françaises (Dubarry Frères). On y dénombrait, en outre, plus d'une vingtaine de stations missionnaires et à peu près un nombre équivalent d'écoles exclusivement confessionnelles.

Mais, malgré cette pénétration profonde de l'influence occidentale, les sociétés autochtones surent conserver leur originalité. Il faut en effet dire que, vers la fin du XIXe siècle, de vastes régions restaient peu touchées par ces influences extérieures. Et, là où celles-ci étaient déjà très fortes, comme sur la côte, elles butaient contre les éléments irréductibles que leur opposaient les cultures locales. Ainsi, l'apport massif d'évangélisation des populations se heurtait à la pratique de cultes autochtones largement répandus comme le *Bwiti*, le *Bieri* et l'*Ombwiri*, ainsi qu'à certains usages comme la polygamie.

Conclusion

Ainsi le XIXe siècle vit les Anglais étendre peu à peu leur influence sur une grande partie de la région, et les Français puis les Allemands prendre pied au Cameroun. Il est clair cependant que l'arrière-pays a échappé à l'influence directe de l'Europe jusqu'à la fin du siècle. D'ailleurs, même la conquête des régions côtières, qui avaient été en contact direct avec les commerçants européens longtemps avant le XIXe siècle, n'a pas été facile ; et leur histoire interne a été déterminée par des facteurs locaux, et souvent par leurs relations avec les États voisins. Ainsi, bien que toutes les communautés de la côte aient pris part au commerce extérieur, chacune d'elles a mis en place des institutions différentes pour limiter son impact,

et les problèmes communs ont été résolus dans des contextes historiques et culturels distincts. L'institution des *wari*, ou maisons, dans les États du delta, était différente de celle des Efik du Cross River, qui ont adapté à de nouvelles fonctions la société *ekpe* des populations de l'intérieur. Dans des circonstances semblables, les populations côtières du Cameroun créèrent la société des *jengu*, qui était différente de la société secrète *ekpe* des Efik, et de la société ouverte des porteurs de masques *ekine* ou *sekiapu* des États du delta, ou *bwiti*, *bieri* et *ombwiri* du bassin de l'Ogoué et du Gabon.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que, au XIX^e^ siècle, malgré l'importance du commerce extérieur des esclaves, puis de l'huile de palme et du palmiste dans le développement de ces communautés, l'économie de la majorité de la population reposait essentiellement sur le commerce intérieur et l'échange de produits agricoles entre les différents groupes. Dans le domaine politique, les facteurs culturels internes dominaient encore, même le long de la côte : les Itsekiri du delta occidental du Niger considéraient encore la malédiction de l'*ọba* du Bénin comme un facteur historique déterminant, malgré la souveraineté de fait et les succès commerciaux extérieurs acquis au XIX^e^ siècle par le royaume de Warri.

En résumé, l'importance accordée aux forces extérieures — commerce européen, action des missionnaires et conquête coloniale — ne devrait pas masquer la primauté des facteurs internes dans l'histoire des populations installées entre le delta du Niger et le bassin de l'Ogoué au XIX^e^ siècle. En d'autres termes, les facteurs externes n'avaient absolument pas de conséquences profondes immédiates, et les populations ont continué de jouir d'une certaine autonomie dans la plupart des aspects de leur existence. Cette autonomie, essentielle par rapport à l'empire naissant du monde occidental, devait se maintenir pendant toute la période coloniale, de sorte que les populations locales n'ont pas entièrement perdu leur culture, leurs institutions et leur identité.

CHAPITRE 28

La diaspora africaine

Franklin W. Knight
avec des contributions de Yusuf Talib et Philip D. Curtin

Par son ampleur, la migration des Africains vers les Amériques, le Moyen-Orient et l'Europe, au gré des différents itinéraires, notamment transatlantiques, qu'empruntait la traite des esclaves, constitue un des événements dominants de l'histoire de l'Afrique et du monde[1]. Cette émigration, accomplie essentiellement contre la volonté des participants, a duré des siècles et laissé un peu partout, en Europe, au Moyen-Orient et dans les Amériques, des communautés résiduelles de tailles diverses[2].

L'exode vers l'Asie mineure et le Levant méditerranéen est le plus ancien des courants de la diaspora africaine; il fut aussi le plus durable. Il a probablement commencé plusieurs siècles avant l'ère chrétienne et a connu son apogée à partir du VII^e siècle, au cours de l'expansion de l'islam. La plupart des Africains arrivèrent ainsi par les diverses voies de la traite transsaharienne, mais bon nombre émigrèrent aussi de leur propre chef, en

1. L'ouvrage de J. M. McPherson, L. B. Holland *et al.* (1971) fournit une bonne base de départ pour l'étude de la diaspora africaine. Depuis sa publication, on a assisté à une véritable floraison d'excellentes monographies, traitant notamment du thème africain-américain. Citons, entre autres: D. B. Davis, 1975; R. W. Fogel et S. L. Engerman, 1974; H. G. Gutman, 1975; E. D. Genovese, 1974; S. L. Engerman et E. D. Genovese (dir. publ.), 1975; G. M. Hall, 1971; D. W. Cohen et J. P. Greene (dir. publ.), 1972; H. Hoetink, 1973; R. Anstey, 1975; J. Palacios Preciados, 1973; R. Sheridan, 1976; R. S. Dunn, 1972; C. A. Palmer, 1976, 1981; R. Bean, 1975; H. Klein, 1978; L. Rout, 1976; F. P. Bowser, 1974; W. Dean, 1976; B. W. Higman, 1976; M. Craton, 1978, 1979; O. Patterson, 1982; I. Berlin et R. Hoffman (dir. publ.), 1983; P. D. Curtin, 1979.
2. Voir R. David, 1970, p. 33-50; L. Bugner, 1980; M. Moreno Fraginals, 1977.

tant qu'intellectuels, enseignants, marchands et pèlerins se rendant aux villes saintes de La Mecque et de Médine. Comme le monde méditerranéen ne pratiquait pas l'agriculture extensive, le nombre d'Africains d'origine subsaharienne y demeura toujours relativement faible, probablement guère plus de quelques centaines d'immigrés par an. Dans l'Empire ottoman, beaucoup étaient employés comme soldats et marins, eunuques, concubines, administrateurs et, dans certains cas, comme celui de Abū '1-Misk Kāfūr d'Égypte (mort en 968), ils devinrent même chefs d'État. Dans les États musulmans, le statut d'esclave n'était pas héréditaire, et il y eut des exemples où des Africains purent maintenir la cohésion de leur culture dans une interaction avec celle de leurs hôtes.

Les Africains suivirent le mouvement d'expansion de l'islam, qui, par voie de terre et de mer, aboutit en Inde et en Extrême-Orient. Jusque dans les années 1520 et 1530, il y avait quelque 5 000 soldats africains parmi les troupes du sultan Bahadur du Gujarāt, cependant que d'autres servaient dans sa marine. Il y en avait aussi dans les armées du sultan de Delhi, ainsi qu'au Bengale et dans le Deccan. Enfin, l'expansion de l'Empire ottoman dans l'Europe du Sud-Est y amena aussi des Africains, soldats et employés d'administration.

Le contact des Africains avec l'Europe eut lieu dans le prolongement de l'activité commerciale et militaire en Méditerranée. Au XVe siècle, la traite des esclaves africains était un petit secteur très prospère du commerce, et l'on trouvait bon nombre d'Africains en Sicile, à Chypre, en Crète, ainsi que sur le littoral méridional de l'Espagne. Séville avait une population noire de quelque 5 000 habitants, au début du XVIe siècle, et les Africains étaient nombreux à Malaga, Huelva, Cadix et Lisbonne. Les liaisons maritimes directes entre l'Europe et l'Afrique accrurent ces effectifs de sorte que, vers la fin du XVIIIe siècle, il y avait environ 2 000 Noirs en France et 15 000 en Angleterre. Ce sont là, bien entendu, des chiffres dérisoires en comparaison des flots d'Africains qui étaient à la même époque déversés sur les Amériques, mais suffisants tout de même pour commencer à préoccuper les autorités des deux pays. Les mariages interraciaux furent interdits en France par décret royal en 1777, tandis que, en Angleterre, le célèbre arrêt Mansfield statuait, en 1772, que les Africains ne pouvaient être maintenus en esclavage en Angleterre.

Ce fut cependant aux Amériques que la diaspora africaine eut le maximum d'ampleur. Les Africains et leurs descendants, appelés généralement Africains-Américains (expression récente substituée à Afro-Américains), ont joué un rôle fort important dans le développement de toutes les sociétés du Nouveau Monde, depuis la découverte de la région par les Européens à la fin du XVe siècle jusqu'aux temps modernes. Quel qu'ait été le nombre d'Africains débarqués dans tel ou tel pays, l'Afrique a imprimé, en Amérique, sa marque indélébile et profonde.

Esclaves ou hommes libres, les Africains et les Africains-Américains ont contribué à domestiquer toute l'étendue sauvage du continent américain, de l'Alaska à l'Argentine. Ils ont traversé les grands fleuves avec les premiers explorateurs du Nouveau Monde. Ils ont aidé à conquérir et à soumettre les populations autochtones et les civilisations évoluées du Mexique et du

28.1. *Figure masculine de type négroïde portant dans le dos un kris indonésien attaché à la ceinture, provenant probablement de la région de l'actuel Viet Nam et datant vraisemblablement du* XVII^e *siècle.* [*Source et ©: Arts of Asia*, mars-avril 1978, Hong-Kong.]

Pérou. Ils ont participé activement à la création des nouvelles communautés d'où allaient naître les sociétés hétérogènes et multilingues d'Amérique. Ils ont aidé à construire les villes nouvelles des Espagnols et des Portugais : Saint-Domingue en 1496 ; Mexico et La Havane en 1522 ; Pernambouc et Lima en 1535 ; Buenos Aires et Valparaiso en 1536 ; Bahia en 1549 ; Rio de Janeiro en 1565. Ce sont eux aussi qui ont bâti les cités portuaires des colons

anglais au XVIIe siècle et au début du XVIIIe : Boston, New York, Philadelphie, Jamestown et Charleston.

De même que les groupes d'immigrants libres venus aux Amériques entre le XVIe et le XIXe siècle, les Africains ont fait tous les genres de travaux et rempli tous les rôles sociaux. Ils ont été pionniers et conquistadores, pirates et boucaniers, gauchos, *llaneros*, *bandeirantes*, propriétaires d'esclaves, négociants, domestiques et esclaves. Ils se sont distingués dans certaines professions plus que dans d'autres, mais l'accès aux positions sociales les plus élevées leur était interdit par la loi. Après le XVIIe siècle, cependant, les Africains étaient les seuls esclaves légaux dans les deux Amériques, et les populations africaines au sein des sociétés américaines étaient destinées à porter longtemps les stigmates de cette condition[3]. Avant l'abolition définitive de l'esclavage au Brésil, en 1888, la majorité des Africains des Amériques étaient esclaves, et c'étaient eux qui accomplissaient la plupart des travaux manuels et des besognes exigeant un effort physique, souvent épuisant, sans lesquels les colonies, possessions et nations n'auraient pu connaître la prospérité économique.

Depuis longtemps associés par des activités importantes et variées à l'évolution des sociétés américaines modernes, les Africains ont pu marquer d'une empreinte indélébile les langues, les cultures, les économies et la composition ethnique de presque toutes les communautés du Nouveau Monde[4]. Leur influence s'est fait le plus fortement sentir dans les régions de plantation, parmi les communautés qui se sont développées le long des territoires bordant l'Atlantique et la mer des Antilles, du sud-est des États-Unis d'Amérique à la partie nord-est du Brésil, et le long des côtes du Pacifique, en Colombie, en Équateur et au Pérou.

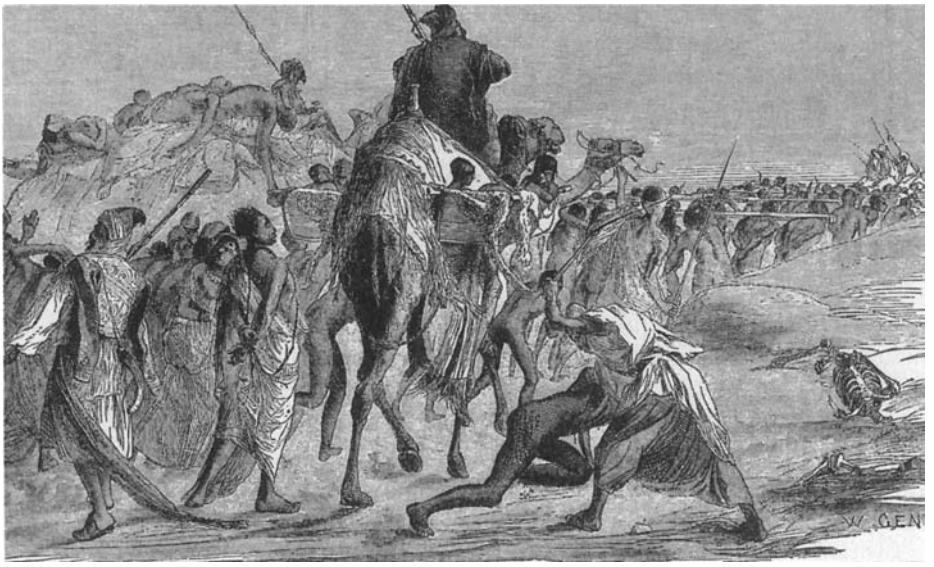
Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est[5]

Les Éthiopiens étaient très prisés en Arabie et en Inde, en raison de leur intelligence et de leur aspect physique. Les esclaves qui furent exportés d'Éthiopie au XIXe siècle vers diverses régions de l'Asie étaient principalement des enfants âgés de huit à seize ans. Certains de ces esclaves étaient des captifs faits prisonniers au cours des guerres que le royaume de Shoa, en Éthiopie du Sud, livrait aux peuples Oromo (Galla) vivant le long de ses frontières ; ils étaient acheminés par centaines en caravanes jusqu'à la côte éthiopienne, où ils embarquaient aux ports de Berbera, Zeila, Tajura,

3. D. B. Davis, 1966, p. 223-261.

4. Numéro spécial de *Deadalus* (*Journal of the American Academy of Arts and Sciences*), 1974, 103, n° 2 ; S. W. Mintz, 1971 ; B. Nuñez, 1980 ; R. M. Levine, 1980 ; N. Sanchez-Albornoz, 1974.

5. La nécessité de travaux plus approfondis a déjà été soulignée par B. A. Ogot, 1979, p. 175. Pour les archives turques, voir C. Orhanlu, 1972 et 1976-1977, p. 145-156. Pour les premiers travaux d'anthropologie, voir R. Skene, 1917 ; G. Pesenti, 1912, 1929 ; D. C. Philliot et R. F. Azoo, 1906-1907.



28.2. *La traite des esclaves d'Afrique de l'Est dans les années 1850, vue par sir Richard Burton.* [*Source :* R. F. Burton, *First footsteps in East Africa*, 1966, Routledge and Kegan Paul Ltd, Londres. *Illustration :* British Library, Londres.]

Assab, Obock et Massaoua, pour traverser la mer Rouge jusqu'aux ports de Djeddah, Moka et Hoideida. Là, ils étaient vendus aux acheteurs de plusieurs villes du Yémen et du Ḥeḏjāz, ainsi qu'à des marins marchands de l'Hadramawt), de Zanzibar, d'Oman, de l'Inde et du golfe Persique. Ce commerce était en grande partie aux mains des Arabes appuyés par des financiers indiens du Gujarāt (les Banians)[6].

L'Afrique orientale était cependant la principale source d'approvisionnement de cette traite des esclaves. Comme l'a souligné J. B. Kelly[7], la traite des esclaves au départ de Zanzibar était pratiquement un monopole des Arabes de Mascate, et leurs chefs tiraient leurs revenus des droits de douane qu'ils percevaient sur ce commerce. Mascate était au début du XIXe siècle le plus grand marché d'esclaves desservant le golfe, la Perse, l'Irak et l'Inde ; plus tard au cours de ce siècle, sa prépondérance fut progressivement remise en cause par la concurrence du port de Sur, plus au sud. La majorité des esclaves débarqués à Mascate étaient vendus en Oman même. Les autres étaient achetés par des agents des États de la Trêve, notamment le Ḳawāsim, pour être revendus sur la côte ou sur les marchés de Perse, d'Irak, de Bahreïn, du Koweït, d'Hasa et de Najd. Les esclaves étaient également transportés de Mascate et de Sur dans les cales de bateaux venus de

6. R. H. K. Darkwah, 1975, p. 168 ; J. B. Kelly, 1968, p. 417-418.
7. J. B. Kelly, 1968, p. 413-414.

Bahreïn, du Koweït et de l'Inde vers les ports de Sindḥ, Kutch, Kathiawar et la présidence de Bombay. Ceux qui étaient destinés à la Perse étaient débarqués à Bushire ou bien convoyés à travers le golfe jusqu'à Lingah, à partir de Sharjah. Observons qu'il était rare, au début du XIXe siècle, que les esclaves fussent transportés de la mer Rouge à travers toute l'Arabie pour être vendus sur la côte du golfe. Basra était le principal marché aux esclaves à destination du golfe.

Les négriers britanniques et hollandais ont eux aussi pris part à ce négoce lucratif. Des esclaves en provenance principalement de Madagascar — connus sous le nom de « Kāfirs »[8] — étaient importés dans les présidences de Bombay et de Madras en Inde, ainsi que dans les tout premiers établissements britanniques de la côte ouest de Sumatra pour subvenir aux besoins en main-d'œuvre de leurs fabriques respectives[9]. Il faut souligner ici que toute la région de l'océan Indien fut, au XIXe siècle, le théâtre de mouvements non seulement de populations africaines, mais aussi de Malais, d'Indiens, de Chinois, esclaves ou travailleurs contractuels. Ces interactions entre gens venus d'horizons divers méritent d'ailleurs d'être étudiées davantage[10].

Il convient aussi de remarquer que le pèlerinage annuel de La Mecque a joué un rôle important, quoique saisonnier, dans les mouvements de populations volontaires et involontaires vers le Moyen-Orient. Nombre de pèlerins ouest-africains rejoignaient La Mecque en caravanes, via Le Caire, ou en passant par les ports de Suākin et Massaoua sur la mer Rouge, et constituaient par conséquent de petites communautés de la diaspora[11]. Depuis l'époque du grand roi du Mali, Mansa Mūsā, ces riches pèlerins africains « se faisaient accompagner d'un certain nombre d'esclaves, dont ils vendaient quelques-uns en cours de route comme des sortes de chèques de voyage pour payer les frais de l'expédition »[12]. Ce n'est donc pas par hasard que La Mecque a fait figure de principal marché aux esclaves de la péninsule arabe. On y amenait à la revente non seulement des esclaves africains, mais aussi des esclaves cir-

8. Du mot arabe *kāfir* (qui a donné « cafre » en français), signifiant infidèle, misérable, impie, individu qui ne reconnaît pas les bienfaits de Dieu; signifie aussi couvrir, dissimuler, nier. Appellation donnée en général par les Arabes à tous les non-musulmans et donc, parmi eux, à des groupes déterminés. Voir *The Oxford-English Dictionary*, Oxford, 1933, p. 18. Le mot était d'usage courant en Inde et dans l'archipel malais pour désigner les esclaves africains non chrétiens et non musulmans. Voir H. Yule et A. C. Burnell, 1886, p. 141-142.

9. H. H. Dodwell (dir. publ.), 1920, p. 100, 104, 135, 159-160, 188, 202, 223; F. W. Mees (dir. publ.), 1928, p. 76.

10. Ces communautés de la diaspora ne comptaient pas que des esclaves; il y avait aussi un certain nombre d'exilés politiques. Par exemple, les chefs des révoltes anticoloniales avortées en Indonésie ont été déportés dans les établissements pénitentiaires hollandais de Sri Lanka et de la Colonie du Cap. Pour les estimations relatives au nombre d'esclaves transportés vers l'Asie, voir B. A. Ogot, 1979, p. 177. Pour d'autres chiffres, voir J. B. Kelly, 1968, p. 414-416; W. Wilburn, 1813, vol. 1, p. 35, 60.

11. Pour des études récentes sur les pèlerins ouest-africains, voir U. al-Naqar, 1972, et J. S. Berks, 1978.

12. B. Lewis, 1971.

cassiens, malais, indiens et d'Asie centrale. Ceux-ci étaient ensuite dispersés par leurs acheteurs à travers tout le monde musulman[13].

Un petit nombre d'Africains demeuraient dans les villes saintes d'Arabie occidentale pour y pousser plus loin leurs études théologiques. Les plus nombreux étaient des Africains de l'Ouest appartenant à l'école de droit malikite[14]. Ceux d'Afrique orientale allaient s'asseoir aux pieds de leurs professeurs shāfiʿītes dans les villes yéménites du Nord, comme Zabid et Beit al-Faḳīh, et les célèbres centres religieux de l'Hadramawt-Tarim, comme ʿAinat, Seiwun et Gaidun[15].

Comme aux siècles précédents, la main-d'œuvre africaine asservie était indispensable dans diverses sphères économiques, politiques et sociales de nombreuses sociétés d'Asie. Dans les régions sous la domination des puissances coloniales britannique et hollandaise, en particulier en Inde et dans l'archipel malais, les esclaves, surtout africains, étaient à la base d'une économie de plantation semblable à celle que l'on trouvait aux Amériques. Au Moyen-Orient, et plus particulièrement en Arabie, un grand nombre d'esclaves africains occupaient des emplois divers, tels que domestiques et notamment femmes de chambre, marins, soldats, employés d'administration, aides-boutiquiers, etc. Dans les régions rurales, ils étaient employés comme ouvriers agricoles, porteurs d'eau, chameliers et bergers. Comme on l'a déjà dit, les Éthiopiens, par opposition aux Nubiens, aux Soudanais et aux Africains de l'Est, étaient les plus appréciés et chargés des tâches les moins pénibles[16]. J. L. Burckhardt, le voyageur de l'époque victorienne, observait que, aux côtés de leurs compatriotes asservis, des pèlerins africains pauvres, venus pour la plupart d'Afrique occidentale — et connus sur place sous le nom de « Tekrourys » —, s'employaient pendant leur séjour comme porteurs, dockers, balayeurs de rues, ramasseurs de bois à brûler, potiers, fabricants de nattes, de paniers et d'une boisson enivrante nommée « bouza »[17].

En Inde, les esclaves africains étaient chargés des tâches ancillaires que les Indiens ne pouvaient pas (du fait des restrictions de caste) ou ne voulaient pas accomplir, et que les Britanniques estimaient indignes d'eux. Dans les États princiers, les esclaves, surtout africains, servaient en général comme domestiques, concubines, eunuques, porteurs d'eau, barbiers, gardes du corps, garçons d'écurie, etc. Nous savons que le roi d'Oudh (l'actuel Uttar Pradesh) avait à son service, au début du XIXe siècle, de nombreux esclaves éthiopiens, hommes et femmes, et qu'il payait des sommes princières pour se les procurer. Au moment de leur achat, ils étaient tous convertis à l'islam. On nous rapporte aussi que « les riches aristocrates musulmans, en particulier ceux qui vivaient dans des villes comme Patna et Calcutta, possédaient,

13. Pour plus de détails sur le marché aux esclaves de La Mecque, voir J. S. Hurgronje, 1970, p. 14-15; R. F. Burton, 1964, vol. 1, p. 252. Sur la redistribution des esclaves africains, voir R. Winstedt, 1964, p. 53; W. Ochsenswald, 1980.
14. J. S. Hurgronje, 1970, p. 182.
15. Voir la revue *Majalah al-Rabitah al-ʿAlawi*, 1350 de l'hégire, vol. IV, p. 30-31.
16. J. S. Hurgronje, 1970, p. 11, 13.
17. J. L. Burckhardt, 1829, p. 258-275, 382.

outre des esclaves des deux sexes, un grand nombre d'eunuques habshi[18] » (éthiopiens). Tout comme aux époques antérieures, la possession d'esclaves africains était un signe extérieur de richesse qui conférait du prestige. La position sociale d'un propriétaire se mesurait au nombre de ses esclaves, qui constituaient une fraction importante de sa suite, et une façon de faire étalage de richesse et de puissance.

Dans les présidences du Bengale, de Bombay et de Madras, les esclaves, notamment malgaches, outre qu'ils étaient naturellement chargés des travaux, ont également joué des rôles économiques et militaires essentiels dans le développement de ces colonies encore embryonnaires de la Couronne britannique. Les livres de la Compagnie anglaise des Indes orientales, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, témoignent du rude labeur accompli par les esclaves dans la construction des fortifications (par exemple, au fort Saint-David, dans le sud de l'Inde), en tant que soldats, marins, dockers et ouvriers agricoles[19].

Dans l'archipel malais, en particulier sur la côte ouest de Sumatra, dans l'établissement britannique de Benkulen, par exemple[20], les esclaves africains non seulement effectuaient le tri et le transport du poivre, mais étaient aussi affectés à toutes sortes de fonctions, comme soldats, mécaniciens, maçons ou charpentiers. Les plus à plaindre étaient ceux qui travaillaient dans des conditions atroces aux mines d'or hollandaises, notamment à Salida[21].

L'assimilation des peuples d'origine africaine dans les populations locales d'Asie n'eut pas lieu de façon aussi courante qu'on le croit souvent, en dépit de la coutume ancestrale du concubinage[22]. On observait fréquemment des traits caractéristiques d'un « mode d'esclavage fermé » analogue à celui qui était pratiqué dans les systèmes esclavagistes des Amériques. Il était

18. A. K. Chattopadhyay, 1977, p. 29, 40-41.

19. H. H. Dodwell (dir. publ.), 1920, p. 104, 135.

20. F. W. Mees (dir. publ.), 1928 (Court to Fort Marlborough, 25 février 1773). Les esclaves travaillaient aussi à la production du sucre et de l'arak.

21. Voir J. Paulus (dir. publ.), 1917-1921, p. 806-811.

22. Voir l'article de propagande résumé dans C. Doughty, vol. 1, 1926, p. 554-555. « Chez ces Africains, il n'y a pas trace de ressentiment du fait d'avoir été réduits en esclavage — ce sont souvent des captifs faits prisonniers dans leurs propres guerres —, même si de cruels voleurs d'hommes les ont arrachés à leur famille. Les maîtres qui ont payé leur prix les ont adoptés dans leur maisonnée, les hommes sont circoncis, et — chose qui affranchit leurs âmes, même dans la longue peine du mal du pays — Dieu les a visités dans leur malheur; ils disent: " Ce fut Sa Grâce ", car c'est ainsi qu'ils sont entrés dans la religion salvatrice. Voici donc, pensent-ils, le pays le meilleur. » À comparer avec les descriptions de cruauté, de discrimination, d'évasions, de révoltes qui abondent dans toutes sortes de documents, par exemple: SFR (Fort Malb. to Court, 10 avril 1818); D. Lombard, 1971, p. 237; A. K. Chattopadhyay, 1977, p. 42, 45, 53; P. H. Colomb, 1873, p. 101-102; H. R. Dickson, 1941, p. 502, sur les attitudes des Arabes concernant le traitement des esclaves domestiques; et D. C. Philliot et R. F. Azoo, 1906-1907, p. 431, 434, sur les préjugés manifestés à l'égard des Africains dans l'Hadramawt. Sur les îles de Negrais, à l'embouchure du fleuve Bassein, en basse Birmanie, un établissement créé par le gouvernorat de Fort Saint-George en Inde, où régnait, « en raison de l'attitude inflexible et perverse » de son surintendant, un climat d'ébullition permanent. « Les esclaves cafres, qui avaient été introduits pour cultiver la terre, se sont dressés contre leurs maîtres et, s'emparant des bateaux appartenant à l'île, ont réussi à s'échapper » (M. Symes, 1800, p. 10).

inconcevable qu'un Africain, esclave ou affranchi, pût être accepté dans le système de parenté de son maître.

Les Africains étaient « maintenus en groupes ethniques séparés où la reproduction naturelle était complétée par un recrutement constant ». De formidables barrières sociales étaient érigées pour les empêcher de s'introduire dans le corps principal de la société. Non seulement ils n'étaient pas assimilés, mais ils étaient « maintenus à distance du seul fait de leur condition d'esclave qui les stigmatisait »[23].

Dans les vallées et les villes de l'Arabie du Sud-Ouest, on trouve encore des groupes très divers de populations d'origine africaine : Akhdam, Subyan, Hudjūr et Gabart[24]. Ils s'acquittent de la plupart des besognes inférieures, comme celles d'éboueur et de balayeur, jugées salissantes et impures par les habitants arabes. Ils sont pratiquement considérés comme des parias, et obligés de vivre dans des quartiers séparés. Les pèlerins africains pauvres du Hedjāz n'étaient guère mieux lotis. Les récits nous les montrent entassés, pour la plupart, dans de misérables baraques d'« El Menakh », dans la ville sainte de Médine[25]. Si l'on en croit H. R. Dickson[26], aucun Arabe digne de ce nom n'aurait épousé une esclave affranchie. C'eût été souiller l'honneur et le sang des siens. De nombreux Sidis vivaient dans la ville indienne de Bombay, où ils avaient leur propre quartier, au voisinage de la prison municipale[27]. Les esclaves de la Compagnie anglaise des Indes orientales, sur l'île de Sumatra, étaient forcés d'habiter « un petit village au bord de la mer — séparé des habitations malaises et du fort »[28].

Il est intéressant de noter que ces communautés disparates de la diaspora africaine étaient bien organisées et conservaient vivantes leurs propres traditions nationales. J. S. Hurgronje observait que les Nubiens de La Mecque n'étaient musulmans qu'en surface, parlaient peu l'arabe et que, « du jeudi après-midi au vendredi matin, ils font la fête, en s'offrant les plaisirs de la musique, des chants et des danses de leur pays. Chacune de ces communautés nègres a son propre cheikh, qui rend la justice ; un préposé armé d'un bâton se tient debout à ses côtés pour exécuter les sentences »[29].

23. Voir l'analyse de M. I. Finley, 1976.
24. R. B. Serjeant, 1966, p. 28-33.
25. J. L. Burckhardt, 1829, p. 382.
26. H. R. Dickson, 1941, p. 503.
27. *The Gazetter of Bombay City and Island*, Bombay, 1910, II, p. 262. Le mot « sidis », en anglais de l'Inde, désigne des Africains et des Éthiopiens. (Ndt.)
28. J. Bastin, 1977, p. 43. Dans l'Empire britannique des Indes, celui qui possédait des esclaves avait, de par la loi, l'entière propriété de son bien. Il était jugé tout à fait légitime de chercher à remettre la main sur des esclaves en fuite. Il était illégal, de la part de quiconque, de « donner asile à ces fugitifs, comme d'accepter, en connaissance de cause, un bien volé ». L'esclave qui s'enfuyait était passible de châtiment — en général, la flagellation. De nombreuses annonces paraissaient dans la presse indienne de l'époque, offrant des récompenses à qui ramènerait des esclaves en fuite et mettant en garde contre leur emploi. Voir A. K. Chattopadhyay, 1977, p. 57. Au Moyen-Orient, les cas d'esclaves en fuite étaient monnaie courante et remontaient, autant qu'on sache de façon certaine, à l'Irak du Xe siècle. Pour plus de détails, voir C. Pellat, 1953, p. 233-234. Pour Sumatra, voir J. Bastin, 1977, p. 89.
29. J. S. Hurgronje, 1970, p. 11-12. Voir aussi M. B. Hashim, 1350 de l'hégire, p. 42-43.

28.3. *Servante noire et eunuque noir avec l'enfant de leur maître en Inde orientale au XIX[e] siècle.*
[*Source :* J. S. Hurgronje, *Mekka in the latter part of the nineteenth century : daily life, customs and learning : the Muslims of the East-Indian Archipelago*, 1970, E. J. Brill, Leyde. *Illustration :* © E. J. Brill.]

La diaspora en Europe

Bien que la diaspora africaine s'explique essentiellement par la traite des esclaves, des Africains se sont fréquemment frayés un chemin hors d'Afrique en tant qu'hommes libres, indépendamment de la traite, ou bien dans une nouvelle étape de leur existence consécutive à une période d'esclavage aux Amériques. Le fait est que la présence d'Africains en Europe occidentale remontait à l'Antiquité classique, bien que leur nombre n'ait commencé à s'accroître sensiblement qu'à partir du XVe siècle, lorsque les Africains noirs firent leur apparition, d'abord comme esclaves, puis comme affranchis dans le sud de l'Espagne et du Portugal, où ils parvinrent d'abord par la traite transsaharienne vers l'Afrique du Nord. Ensuite, lorsque commença à s'ouvrir la route maritime directe du commerce avec l'Europe, dans la seconde moitié du siècle, les Africains parurent de plus en plus nombreux en Europe[30].

Beaucoup d'entre eux furent d'abord esclaves, surtout au Portugal, qui, jusque vers le milieu du XVIIe siècle, était la seule puissance européenne à se livrer de façon substantielle à la traite des esclaves. Avec le temps, cependant, nombre d'entre eux se frayèrent un chemin dans la société européenne, quoique ce fût souvent à l'échelon le plus bas de la hiérarchie sociale, car leur condition était assimilée à celle de leurs frères africains, sur qui retombait la plus grande part du labeur physique dans les colonies tropicales. Leur statut juridique était, lui aussi, ambigu. Dans l'ensemble de l'Europe du Nord, la loi ne reconnaissait plus le statut d'esclave, alors que cette même loi européenne l'admettait dans les colonies. Depuis 1685, le fait de résider en France était censé conférer la liberté, et il en alla de même de l'Angleterre après le fameux arrêt de justice, déjà signalé, qui fut pris par lord Mansfield en 1772. Dans les deux pays, cependant, les esclaves venus des colonies étaient toujours, dans bien des cas, esclaves *de facto*, jusqu'à ce que les puissances européennes eussent aboli l'esclavage dans les colonies elles-mêmes, en 1834 pour la Grande-Bretagne, en 1848 pour la France, et en 1888 pour le Brésil.

Malgré toute l'ambiguïté de ce statut juridique, il y avait un nombre considérable d'Africains libres dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, au moins à partir du milieu du XVIIIe siècle. Les estimations sont variables, mais, vers 1800, il y en avait sans doute plusieurs milliers par pays, en Espagne, au Portugal, en France et en Grande-Bretagne; en Espagne et au Portugal, il y en avait eu probablement davantage par le passé. Ces effectifs étaient faibles, de toute manière, par rapport au total des populations européennes; mais les immigrants africains avaient tendance à se concentrer dans les grandes villes, en particulier les villes portuaires, de sorte que leur présence était plus voyante que les chiffres ne le donnent à penser[31]. Il va sans dire que, à

30. A. C. de C. M. Saunders, 1982.
31. P. D. Curtin (dir. publ.), 1967, en particulier p. 3-16; W. Rodney, 1975; W. B. Cohen, 1980, spécialement p. 110-152.

n'importe quelle époque antérieure aux années 1840, on pouvait rencontrer beaucoup plus de gens originaires d'Afrique tropicale en Europe que d'Européens en Afrique tropicale.

Cette communauté d'Africains en Europe se concentrait également dans certaines fonctions, notamment le service domestique, en partie parce que c'était une des occupations traditionnelles des Africains venus des Antilles, où ils étaient esclaves, en partie à cause de l'engouement des Européens pour les serviteurs exotiques. Les flottes de commerce comptaient aussi, à l'époque, nombre de marins africains, encore qu'il y en eût davantage au Portugal qu'en France ou en Grande-Bretagne. Un autre groupe notable, quoique moindre, était formé par les étudiants, qui commencèrent à arriver relativement nombreux en Europe, à partir du milieu du XVIIIe siècle, et dont les effectifs s'accrurent tout au long du XIXe siècle. À une époque où les relations commerciales entre l'Europe et l'Afrique allaient s'intensifiant, il était d'une utilité évidente pour les négociants africains de savoir lire et écrire une langue européenne, et d'avoir quelques notions des systèmes européens de comptabilité. Nombre de ces étudiants venaient donc par les bons offices des marchands d'esclaves européens, et étudiaient sous leur protection dans les principaux ports de la traite, tels que Liverpool ou Nantes.

Une autre particularité des communautés africaines en Europe est qu'elles étaient presque exclusivement masculines, fait qui avait deux conséquences importantes. La communauté africaine ne se renouvelait pas d'elle-même. Son effectif devait être et était constamment maintenu par l'arrivée de nouveaux immigrants. Ce qui ne signifie pas que les Africains n'avaient pas de relations sexuelles avec des femmes européennes; mais le fruit de ces relations avait tendance à s'agréger à la culture européenne plutôt qu'à l'africaine. Au bout de quelques générations, les traits physiques africains tendaient à se fondre dans la masse du patrimoine génétique européen.

Quelques Africains s'infiltrèrent aussi jusqu'en Europe de l'Est, bien que les relations maritimes avec l'Afrique tropicale y fussent beaucoup moins intenses. La filière principale y était la traite ottomane des esclaves, dont les Africains du Nord n'étaient pas les seuls à faire l'objet, et qui incluait des Africains subsahariens acheminés à travers le Sahara jusqu'aux ports associés à l'Empire ottoman, tels que Tripoli, ou amenés du Soudan méridional actuel au nord en descendant le Nil[32].

Dans quelques rares cas, de petites poches de culture africaine se sont maintenues en certains endroits de l'Empire ottoman jusqu'au XXe siècle; on peut citer notamment une petite communauté de langue hawsa qui existe encore dans l'ex-Yougoslavie.

32. E. R. Toledano, 1982.

La diaspora africaine dans les Amériques : situation générale au XIX^e siècle

La diaspora africaine était beaucoup plus importante aux Amériques qu'en Europe et en Asie. Au début du XIX^e siècle, la population africaine-américaine totale, libre et asservie, était de 8,5 millions de personnes environ. Sur ce nombre, plus de 2 millions, soit près de 25 %, vivaient aux États-Unis d'Amérique, la grande majorité d'entre eux dans les « États esclavagistes » bordés par l'Atlantique, du Delaware à la Floride, avec de petites concentrations réparties dans tous les États septentrionaux et intérieurs, à l'est du Mississippi, notamment dans les grandes villes comme New York, Boston et Philadelphie. En 1810, on comptait quelque 2 millions d'Africains et d'Africains-Américains dans les îles de la mer des Antilles. Un peu plus d'un million se trouvaient dans les îles des Antilles anglaises : la Jamaïque, Saint-Christophe, Antigua, Nevis, Anguilla, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Barbade, la Grenade et la Trinité. Il y en avait approximativement 450 000 en Haïti, l'ancienne et florissante colonie française de Saint-Domingue, productrice de sucre. Cuba en comptait 400 000, Porto Rico 280 000. Le Brésil en avait 2,5 millions, et l'Amérique espagnole continentale un total combiné de 1,3 million environ. La plupart des Africains-Américains de Porto Rico étaient libres, ainsi que la grande majorité des 400 000 du Mexique, des 400 000 du Venezuela, des 200 000 de Colombie, des 50 000 de l'Équateur, des 30 000 du Chili et des 30 000 de l'Argentine[33].

La situation générale dans laquelle se trouvait la population africaine et africaine-américaine, au XIX^e siècle, dépendait, par conséquent, de nombreux facteurs. L'un de ceux-ci était l'importance relative de la population non blanche. Un autre était le nombre des esclaves par rapport aux affranchis. Les caractéristiques de la traite, la genèse de chaque colonie et les transformations socio-économiques au fil du temps ont eu aussi leur influence sur la situation des Noirs aux Amériques. Celle-ci était très variable dans tout le Nouveau Monde, et ne doit pas être considérée comme affectant une forme unique et figée dans toutes les colonies et en tous lieux. La société africaine-américaine s'est modelée partout en fonction des conditions locales, encore qu'il soit possible de discerner, des États-Unis d'Amérique au Brésil, des schémas de société qui illustrent une uniformité ou une similitude fondamentale[34].

Les divisions essentielles de la société et de la culture africaines-américaines ont moins pour origine les frontières coloniales qui ont influé sur l'évolution des sociétés américaines que des circonstances fortuites de lieu, d'exploitation agricole et de structures socio-économiques. Sur tout le continent américain, les Africains — esclaves aussi bien qu'affranchis —

33. Les chiffres de population, arrondis et ajustés dans certains cas, sont extraits de J. H. Franklin, 1969, p. 120, 145-149, 171, 174, 186 ; F. Tannenbaum, 1946, p. 8-14 ; R. Conrad, 1972, p. 283 ; D. Lombardi, 1971*a*, p. 35 ; P. D. Curtin, 1969, p. 22 ; G. Aguirre Beltran, 1972, p. 233-234 ; F. P. Bowser, 1974, p. 333 ; D. W. Cohen et J. P. Greene (dir. publ.), 1972, p. 4, 10, 14.
34. M. Harris, 1964 ; H. Hoetink, 1973 ; R. B. Toplin (dir. publ.), 1974, 1981 ; P. Villiers, 1982.

qui vivaient et travaillaient dans les villes semblaient bénéficier de contacts plus larges et avoir plus de chances d'ascension sociale et de plus grandes possibilités de liberté que ceux qui étaient constitués en grandes équipes de travail dans les plantations, les haciendas et les sucreries. Et cette généralisation semblait valable sans considération des divisions coloniales conventionnelles. Par ailleurs, sauf aux États-Unis d'Amérique, l'espérance de vie des esclaves était très inférieure à celle de la population libre, ce qui signifiait que toutes les sociétés à esclaves américaines établies au sud du Rio Bravo (nommé Rio Grande aux États-Unis d'Amérique) enregistraient un déclin en chiffres absolus au sein du secteur non affranchi de la population asservie[35].

Les Latino-Américains avaient de l'institution de l'esclavage et de ses effets sociaux concomitants une plus longue expérience que leurs homologues colons de l'Amérique française ou britannique. Indépendamment de leur expérience des confins ibériques, les colons espagnols et portugais ont utilisé l'Africain comme esclave pendant plus de cent ans avant la création par les Anglais et les Français de leurs colonies d'esclaves à la Barbade, à la Jamaïque, à Plymouth, en Virginie, en Caroline, en Louisiane et à Saint-Domingue[36].

Cependant, quand arriva le XIXe siècle, les régimes d'esclavage du continent américain présentaient entre eux des différences de degré plutôt que des différences fondamentales de nature. Dans tous ces régimes, l'affranchissement de l'esclave était relativement rare, les femmes bénéficiaient d'un traitement légal plus favorable que les hommes, l'intégrité de la famille demeurait fragile, et la couleur et l'origine constituaient des facteurs dominants dans les considérations de statut.

On aura une idée du triste sort généralement subi par la population africaine-américaine pendant ses siècles d'existence en Amérique, si l'on songe que l'effectif total de 8,5 millions d'Africains et d'Africains-Américains, vivant au Nouveau Monde au début du XIXe siècle, était probablement inférieur à celui des Africains transportés à travers l'Atlantique à partir de l'an 1600[37].

Le plus grand importateur d'Africains a été le Brésil. Pendant toute la durée de la traite des Noirs, ce pays a reçu 38% environ de l'effectif total d'Africains introduits au Nouveau Monde. La région qui comprend aujourd'hui l'Amérique latine et les Antilles a absorbé au total 86% du trafic d'esclaves, les îles de la mer des Antilles en ayant reçu, pour leur part, 36%. Mais on ne peut se faire une opinion sur l'histoire des Africains au Nouveau Monde en considérant uniquement les chiffres bruts de la traite, comme on

35. P. D. Curtin, 1969; S. L. Engerman et E. D. Genovese (dir. publ.), 1975.

36. L. Hanke, 1970; M. Crahan et F. W. Knight (dir. publ.), 1979.

37. Les estimations relatives au nombre d'Africains qui sont arrivés aux Amériques par la voie de la traite des esclaves varient d'un minimum de 3,5 millions à 25 millions. P. D. Curtin (dir. publ.), 1969, qui donne la meilleure image globale des volumes de flux, suggère un chiffre de près de 10 millions. Cette estimation a été majorée de 2 à 3% récemment, sur la base des très nombreuses données parues depuis 1969. Voir J. E. Inikori, 1976*a* ; E. Vila Vilar, 1977; S. L. Engerman et E. D. Genovese (dir. publ.), 1975, p. 3-128; H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), 1979, et surtout P. E. Lovejoy, 1982.

ferait de quelque cargaison en vrac déchargée dans les divers États des deux Amériques. On apprécie mieux les répercussions plus ou moins grandes de la présence des Africains et de leurs possibilités diverses de développement social en examinant la participation relative de ces régions siècle par siècle. Les variations d'effectifs au départ du trafic transatlantique et les fluctuations des acceptations à l'autre extrémité ont joué un certain rôle dans les formes démographiques et culturelles qui devaient apparaître en Amérique à la fin du XIXe siècle.

Avant 1600, les Amériques étaient, à proprement parler, la chasse gardée des Ibériques; aussi les Espagnols et les Portugais se partageaient-ils les Africains qui arrivaient au Nouveau Monde, les Espagnols en obtenant 60 % environ, soit plus de 125 000[38]. Ces Africains ont aidé à maintenir la viabilité de la société lorsque les maladies nouvelles introduites par les Européens et les Africains débarqués par la suite décimèrent les populations indiennes autochtones, principalement sur les plateaux du Mexique et du Pérou[39]. Lorsqu'on connaît l'histoire ultérieure des Africains au Nouveau Monde, il est intéressant de remarquer que, à la fin du XVIe siècle, les Africains, en général, s'estimaient supérieurs aux Indiens et les traitaient avec une arrogance et une condescendance égales à celles des conquérants espagnols dans l'Amérique espagnole[40].

Un million et demi environ d'Africains ont débarqué en Amérique au cours du XVIIe siècle. Sur ce nombre, 41 % sont allés au Brésil, 35 % dans les colonies nouvellement fondées par les Britanniques, les Hollandais et les Français (principalement dans l'ensemble de la région des Antilles), et 22 % ont eu pour destination l'Amérique espagnole. Cette période a été marquée par le début de la traite atlantique des Noirs, trafic parfaitement organisé et fortement alimenté en capitaux. Le nombre moyen annuel d'Africains importés, qui avait été de quelque 1 800 pendant le XVIe siècle, passa à plus de 17 000. La diminution de la part relative des Espagnols résultait du rétablissement démographique des populations indiennes du continent. Mais ce fléchissement dans le secteur espagnol était plus que compensé par la demande croissante de main-d'œuvre, due à l'expansion des zones sucrières du nord-est du Brésil et au développement du complexe socio-économique sucrier des îles orientales de la mer des Antilles.

Le XVIIIe siècle a été celui où la migration des Africains en Amérique a connu son apogée. Les sociétés de plantation en Amérique et la traite des Noirs qui satisfaisait aux besoins de main-d'œuvre ont alors atteint leur plein développement. Plus de la moitié des Africains venus au Nouveau Monde au cours de toute l'histoire y ont débarqué entre 1700 et 1810. Ils furent peut-être plus de six millions. Du point de vue démographique, ce fut probablement la période de l'impact réciproque le plus profond entre l'Afrique

38. P. D. Curtin, 1969; E. Vila Vilar, 1973, 1977; J. Palacios Preciados, 1973.
39. W. M. Denevan (dir. publ.), 1976; E. Wolf, 1959, p. 194-196; C. Gibson, 1967, p. 140-159; A. W. Crosby, 1972.
40. J. Lockhart, 1968, p. 171-198.

et le vaste monde, grâce aux liaisons commerciales établies à travers l'océan Indien aussi bien qu'avec l'Europe et les deux Amériques.

Sur le nombre impressionnant d'Africains importés au XVIIIe siècle, la part du Brésil fut de 31,3 %, soit plus de 1,8 million d'individus. Celle des Antilles britanniques fut de 23,2 % — soit 1,4 million environ d'esclaves —, sur lesquels plus de 600 000 ont eu pour destination la Jamaïque, principale île productrice de sucre. Les Antilles françaises ont reçu 22,3 % du total; soit plus de 1,3 million d'Africains, dont près de 800 000 dans leur principale colonie de plantation de Saint-Domingue, partie occidentale d'Haïti. L'Amérique espagnole a importé 9,6 % du total, soit plus de 600 000 esclaves dirigés, pour la plupart, vers les îles antillaises de Cuba et de Porto Rico, vers les colonies de la côte septentrionale de l'Amérique du Sud et vers l'intérieur du Pérou par la région du Rio de la Plata. Les Antilles néerlandaises et danoises ont reçu 8 % du nombre total d'Africains, soit approximativement 450 000 individus, et les États-Unis d'Amérique — qui, jusqu'en 1776, comprenaient les colonies de l'Amérique du Nord britannique — en ont absorbé 5,8 % environ, c'est-à-dire un peu moins de 400 000 Africains[41].

Tableau 28.1 *Importations d'esclaves de 1700 à 1810*

Région	*Pourcentage approximatif de la totalité des Africains**	*Nombre approximatif d'Africains*
Brésil	31,3	1 800 000
Antilles britanniques	23,2	1 400 000
Antilles françaises	22,3	1 300 000
Amérique espagnole	9,6	600 000
Antilles hollandaises et danoises	8,0	450 000
Amérique du Nord britannique États-Unis d'Amérique	5,8	350 000
TOTAL		5 900 000

* Le total n'est pas égal à 100 du fait que les chiffres ont été arrondis.

Le XVIIIe siècle a donc constitué la période par excellence de l'accroissement de la société de plantation, fondée sur l'esclavage au Nouveau Monde. Les exemples classiques sont les plantations de sucre, d'indigo, de café et d'épices de la région des Antilles et du Brésil, et les florissantes plantations de coton du sud et du sud-ouest des États-Unis d'Amérique après 1790. Cette période fut celle durant laquelle la révolution agricole était en plein essor aux Amériques, tandis que se développaient et se stabilisaient les économies locales d'exportation[42]. Qui plus est, à la fin du siècle, les sociétés

41. Ces chiffres sont fondés sur ceux de P. D. Curtin, après ajustement, 1969 et 1976.
42. R. Davis, 1973.

locales avaient atteint un certain degré de rigidité, d'assurance et de maturité qui allaient influencer leurs attitudes et leurs modes de vie dans la dernière partie du XIXe siècle. Ces attitudes déterminèrent les tendances à l'inclusion ou à la non-inclusion de tous les immigrants débarqués ultérieurement en Amérique, et fixèrent définitivement les caractéristiques de tous les groupes dans les sociétés locales. Il n'est pas surprenant qu'au moment même où les colonies américaines des Européens brisaient, au nom de la liberté, les liens qui les rattachaient à leur métropole, elles se soient appliquées à circonscrire de plus en plus rigoureusement la liberté, les espérances et les droits de la population non blanche. C'est au XVIIIe siècle que commence la période la plus sombre d'avilissement et d'exploitation des Africains dans le Nouveau Monde[43].

La période de l'abolitionnisme

Néanmoins, en 1810, la situation avait commencé à évoluer inexorablement pour la société esclavagiste américaine, dont les institutions s'effondraient peu à peu, tant à l'intérieur que de l'extérieur. La liberté politique qui donnait aux Américains blancs une plus grande latitude de gestion de leurs propres affaires, l'intérêt économique, les sentiments humanitaires, l'incompatibilité avec le colonialisme, formaient un curieux mélange qui, en se combinant à la soif inextinguible de liberté des populations asservies, finit par détruire le système esclavagiste américain[44]. L'indépendance politique des États-Unis d'Amérique après 1776, d'Haïti après 1804, des colonies espagnoles du continent après 1825 et du Brésil après 1822 modifia profondément, dans sa dimension politique, le système de l'esclavage et de la traite des Noirs, et eut des répercussions qui débordèrent le cadre des particularismes de chaque empire, colonie ou État.

La perte des colonies nord-américaines de la Couronne britannique, en 1783, et la fin du commerce britannique des esclaves, en 1808, eurent des incidences profondes sur l'esclavage et sur le sort des Africains. Le fournisseur le plus important et le plus efficace se retirait de lui-même du marché, et entreprenait une campagne active pour inciter les autres États européens à suivre son exemple. La campagne anti-esclavagiste britannique réduisit fortement le nombre des Africains acheminés aux Amériques au cours du XIXe siècle, même si le total demeura impressionnant. Jusqu'à la fin de la traite, en 1870, son schéma redevint celui qui prévalait à ses débuts[45]. Les colonies espagnoles et portugaises recommencèrent à être les principaux importateurs. Sur près de deux millions d'Africains qui

43. F. W. Knight, 1974 ; R. B. Toplin (dir. publ.), 1974.
44. I. Berlin et R. Hoffman (dir. publ.), 1983.
45. H. Hoetink, 1979, p. 20-40.

prirent pied dans le Nouveau Monde au cours de cette période, plus de 1,1 million, soit environ 60 %, allèrent au Brésil. Plus de 600 000, soit quelque 31,9 %, débarquèrent aux Antilles espagnoles, pour la plupart à Cuba. Les autres rejoignirent les Antilles françaises, quelques-uns seulement les États-Unis d'Amérique.

La traite transatlantique des esclaves et, par conséquent, la migration des Africains répondaient aux demandes croissantes de main-d'œuvre en vue du développement du potentiel agricole des terres nouvellement découvertes, et s'expliquaient aussi par la possibilité d'obtenir des Africains en Afrique[46]. La plupart des Africains qui prirent pied en Amérique furent donc employés dans des complexes agricoles de plantation.

Cependant, étant donné que les systèmes de plantation étaient très divers, les facteurs de développement des relations sociales, par le jeu desquels allait se trouver façonnée la culture américaine propre des Africains et de leurs descendants, variaient de même. D'un bout à l'autre des Amériques, l'amalgame des cultures s'effectua donc selon les modes les plus divers.

Ce phénomène est certainement visible dans l'évolution du culte de Shango, forme de religion africaine probablement la plus répandue dans le Nouveau Monde[47]. S'il n'a jamais fait de doute que ce culte avait son origine au Nigéria, plus précisément chez les Yoruba, Shango a pris des formes très diverses, selon que son culte était pratiqué à Cuba, à la Trinité, en Haïti ou au Brésil. À Cuba, en particulier, le culte fut profondément catholicisé, et le Shango africain, masculin à l'origine, est devenu féminin, tandis que d'autres formes du rituel, ainsi que des symboles, étaient transposées et, dans certains cas, transformées. Ce qui s'est produit pour le culte de Shango a également touché d'autres aspects de la vie et de l'organisation des communautés. Il devint de plus en plus difficile pour les Africains, si nombreux fussent-ils, de conserver leurs formes sociales originelles au Nouveau Monde, du fait de l'établissement d'une structure qui s'était stabilisée, au début du XIXe siècle, et dont ils étaient contraints de faire partie, en consentant l'effort d'adaptation nécessaire.

Les Africains arrivant au Nouveau Monde au XIXe siècle ne pouvaient échapper à la réalité qui était que, alors même qu'ils influaient — comme ils l'avaient toujours fait — sur les formes de transmission culturelle, ils subissaient eux-mêmes, dans une large mesure, les répercussions des profondes transformations que l'esclavage et la traite des Noirs avaient suscitées en Afrique, en Amérique et en Europe. Ces transformations avaient naturellement, à leur tour, des incidences sur la culture de ces trois régions, et contribuaient à une distinction et une discrimination plus nettes de la culture particulière à chaque région[48].

46. H. S. Klein, 1978, p 239-245; S. Miers et I. Kopytoff (dir. publ.), 1977, p. 3-78.
47. W. R. Bascom, 1972; R. G. Hamilton, 1970; M. Schuler, 1980, p. 30-44; G. E. Simpson, 1978, p. 75-82 et 190-192.
48. H. L. Shapiro, 1953.

Un aspect de cette réalité était évidemment l'extrême diversité des situations dans lesquelles un Africain pouvait se trouver à son arrivée. Aux Antilles, les Africains formaient la majorité de la population. Le phénotype était donc noir. Aux États-Unis d'Amérique, en revanche, les phénotypes noirs étaient en minorité dans la population nationale, quelle que pût être leur concentration dans certains États. Dans plusieurs régions de l'Amérique latine, en Équateur, au Chili et en Argentine notamment, les Noirs s'étaient, pour ainsi dire, génétiquement fondus dans les groupes d'Indiens d'Amérique et d'Européens, ce qui aboutit à une grande variété de brassages biologiques[49].

Par ailleurs, l'évolution démographique des différentes régions n'a pas suivi la logique de la participation à la traite transatlantique des Noirs. L'élément africain-américain des sociétés américaines ne correspondait pas nécessairement à la proportion d'Africains importés au cours des siècles de traite. Le Brésil, par exemple, a importé quatre millions environ d'esclaves pendant la durée de la traite, nombre qui représente, nous l'avons vu, approximativement 38 % de la traite transatlantique[50]. En 1890, au moment de l'abolition de l'esclavage, ce pays avait une population africaine-américaine de quatre millions de personnes environ, représentant 33 % de la population brésilienne locale et 36 % environ de la population africaine-américaine totale du continent. La région des Antillles a importé cinq millions d'esclaves environ, soit 43 % de la traite ; or, lorsque la dernière des îles à abolir l'esclavage, Cuba, le fit en 1886, la région comptait moins de trois millions d'Africains-Américains, ce qui, bien que constituant 60 % de la population locale, ne représentait que 18 % des Africains-Américains. Les États-Unis d'Amérique ont reçu, par voie de traite, environ un demi-million d'Africains, soit à peu près 4,5 % de la traite ; mais ils avaient une population africaine-américaine de quelque 4,5 millions d'âmes lorsqu'ils mirent fin à l'esclavage, en 1865. Ce groupe ne formait que 7 % de la population locale, mais représentait 40,5 % de tous les Africains-Américains du continent.

Tableau 28.2 *Importations d'esclaves et populations au XIXe siècle*

Région	*Esclaves* (*millions*)	*Pourcentage de la traite*	*Population africaine-américaine* (*millions*)	*Pourcentage de la population*	
				Locale	*Continent*
Brésil	4,0	38,0	4,0 (1890)	33,0	36,0
Antilles	5,0	43,0	2,2 (1886)	60,0	18,0
États-Unis d'Amérique	0,5	4,5	4,5 (1865)	7,0	40,5

49. G. R. Andrews, 1980.
50. Chiffres des importations d'esclaves d'après P. D. Curtin, 1969 ; populations africaines-américaines tirées de D. W. Cohen et J. P. Greene (dir. publ.), 1972, p. 4-14.

Les chiffres ci-dessus font nettement ressortir des différences très marquées, selon les régions, dans l'aptitude des populations noires à se développer pendant la période de la traite des Noirs et de l'esclavage. En règle générale, à l'exception de celles des États-Unis d'Amérique, les populations africaines-américaines ont été ou bien en stagnation ou bien dans l'incapacité de s'accroître naturellement. En Amérique latine et aux Antilles, les populations d'esclaves ont diminué dans la proportion étonnante de 2 à 4 % par an, de sorte que, au moment de l'abolition de l'esclavage, la population totale asservie était de loin inférieure au nombre total d'esclaves importés aux colonies, diminution qui ne pouvait être compensée par la croissance saine et normale de la population libre.

Quelques exemples illustrent bien la tendance générale. Au cours du seul XVIIIe siècle, la Jamaïque a importé plus de 600 000 esclaves. En 1838, au moment de l'abolition de l'esclavage, la population asservie était de moins de 250 000 âmes, et la population noire totale de moins de 350 000. Saint-Domingue a importé plus de 800 000 esclaves au cours du XVIIIe siècle ; et, pourtant, la population en servitude n'était plus que de 480 000 âmes en 1790, à la veille de la révolution dans cette colonie. La population non blanche ne dépassait pas, au total, un demi-million d'individus. Entre 1810 et 1870, Cuba importa quelque 600 000 esclaves africains. En 1810, la population libre non blanche était d'environ 114 000 individus. En 1880, la population en esclavage était estimée à tout juste 200 000 personnes, et la population libre non blanche à un peu plus de 269 000.

Le déclin brutal des populations d'esclaves sur le continent américain (à l'exception du cas des États-Unis d'Amérique) constitue l'accusation la plus grave qui puisse être formulée à rencontre de l'esclavagisme dans son effrayante incapacité tant à créer une société naturellement viable, et capable de se reproduire par elle-même, qu'à fournir de façon efficace et sûre la main-d'œuvre nécessaire. En outre, les séquelles de l'esclavage ont pour longtemps compromis les chances qu'auraient pu avoir les populations africaines-américaines de se faire véritablement une place dans les structures politiques, économiques et sociales des pays où elles ne constituaient pas la très grande majorité de la population.

L'impact de l'Afrique

Lorsque, au cours du XIXe siècle, les systèmes d'esclavage américains se désintégrèrent, les formes institutionnelles et les attitudes sociales des sociétés étaient, pour l'essentiel, déjà établies. D'une manière générale, les sociétés américaines étaient hostiles aux Africains et à la culture africaine.

Néanmoins, l'Afrique ne pouvait pas ne pas avoir d'influence sur de nombreux aspects de la société américaine : phénotype, langue, musique, religion, cuisine, art, agriculture et architecture. Dans certains cas, les influences

africaines furent suffisamment fortes et pénétrantes pour que se constitue une authentique culture africaine-américaine, capable de concurrencer et, parfois, de compléter les formes dérivées de la culture européenne.

Aux États-Unis d'Amérique, la structure politique imposait dans la population une distinction tranchée entre Blancs et Noirs, par laquelle tout individu ayant tant soit peu de sang africain dans les veines était relégué dans la catégorie des Noirs[51]. En revanche, dans tout le reste du continent prévalait une structure sociale à trois échelons correspondant aux groupes principaux : Noirs, Mulâtres et Blancs. Les gens de race blanche qui occupaient le sommet de la pyramide sociale étant relativement peu nombreux dans la plupart des sociétés, les majorités africaines n'eurent guère de difficulté à imposer leurs valeurs et leurs cultures au reste de la société.

À l'intérieur de cette structure à trois échelons, chaque caste avait son propre système de droits légaux et de privilèges sociaux, reposant sur une combinaison des paramètres de couleur, de fortune et de profession. Dans les zones d'économie sucrière et de plantation du Brésil, des Antilles et des plaines du Mexique, de Colombie et du Pérou, les droits des esclaves comme ceux des gens de couleur libres avaient tendance à être limités en fonction des exigences générales de leur travail. Dans les zones de culture du café et les régions d'élevage et de pêche du sud-est du Brésil, de Porto Rico, de l'est de Cuba et des provinces intérieures du Venezuela et d'Argentine, la tendance était à une plus grande mobilité sociale, à la réduction des distances sociales, et à des distinctions internes de classe et de caste moins rigides et moins systématiques que dans les zones de plantation. Cependant, dans des villes comme Buenos Aires, Lima, Sao Paulo, Caracas, La Havane, Vera Cruz, Puebla et Mexico, les Africains jouissaient, dans une large mesure, d'une absence de contraintes, et pouvaient souvent postuler certains emplois au même titre que d'autres membres libres de la société. Ces dispositions sociales influencèrent, mais ne déterminèrent pas, les relations entre les Africains-Américains et le reste de la population à la fin du XIX^e^ et au XX^e^ siècle.

Pendant tout le temps qu'a duré l'esclavage, la majorité des Africains et des Africains-Américains ont été employés soit comme travailleurs agricoles, soit comme domestiques. Cependant, 20 % environ de cette population ont été marins, saleurs, artisans, muletiers, bonnes d'enfants, nourrices, négociants, propriétaires (y compris d'esclaves), boutiquiers, maîtres mineurs ou sucriers, marchands de poisson, de condiments et de comestibles. Le fait est, par exemple, que, vers la fin du XVIII^e^ siècle, Edward Long déplorait que, en Jamaïque, l'argent fût en grande partie entre les mains de cette fraction de la population, et que celle-ci monopolisât les moyens de transport aussi bien à l'intérieur des terres que le long des côtes[52].

Cette situation ne changea guère après l'abolition de l'esclavage, bien que le nombre de paysans agriculteurs d'ascendance africaine ait forte-

51. L. Foner, 1970 ; W. Jordan, 1968 ; P. Mason, 1970.
52. E. Long, 1774.

ment augmenté aux Antilles. L'activité exercée et l'héritage biologique pouvaient accroître, et accrurent effectivement, la mobilité de classe et de caste pendant comme après l'esclavage. Un individu ou une famille pouvait s'ouvrir une voie hors de la servitude, et souvent s'élever socialement dans la liberté, ou passer de la condition de Noir affranchi à celle de Mulâtre (notamment au Brésil et en Amérique espagnole), ou de la condition de Mulâtre à celle de Blanc (exploit exceptionnel qui exigeait beaucoup d'argent) quand les signes distinctifs de la race étaient plus fortement culturels que biologiques. À la fin du XVIII^e siècle, certains planteurs et marchands hispano-américains, incertains de leur statut, achetèrent à la Couronne des certificats dits de *limpieza de sangre*, qui garantissaient qu'ils n'avaient pas trace de sang maure ou juif depuis au moins quatre générations. En dernier lieu, toutefois, la mobilité sociale interne et la qualité générale de la vie dépendaient du contexte immédiat de la communauté : facteurs démographiques, économiques et juridiques, philosophie politique et sociale, et degré de pluralisme culturel. Moins stable et moins mûre était la société, plus les Africains et les Africains-Américains en influençaient la structure, et se taillaient une place pour eux-mêmes et leurs descendants.

Quand ils le pouvaient — quand ils n'avaient pas d'autre ressource —, les Africains et les Africains-Américains s'adaptaient aux conditions où ils se trouvaient. Dans un milieu de symbiose culturelle, l'apport des Africains était au moins égal à ce qu'ils acceptaient du reste de la société. Et il va de soi que plus ils étaient démunis et laissés à eux-mêmes, plus leur créativité s'en trouvait stimulée, ainsi que le révèlent les patois parlés dans les îles anciennement françaises de l'est des Antilles et le *papiamento* des anciennes Antilles néerlandaises. La créativité devenait particulièrement nécessaire quand un petit nombre d'Européens vivaient parmi un grand nombre d'Africains, comme dans beaucoup de colonies d'exploitation, telles que la Jamaïque, la Barbade, la Trinité et Saint-Domingue. Là où la population européenne n'atteignait pas une certaine masse critique, les Africains devaient bâtir une société à partir d'une collectivité hétéroclite d'individus n'ayant guère plus en commun que la couleur de leur peau et leur servitude. L'adoption de leurs coutumes et de leur comportement par la fraction non africaine de la population donne la mesure de leur succès.

Les Africains ne se sont pas toujours accommodés de la société dans laquelle ils s'étaient trouvés introduits. Pendant des siècles, le « marronnage », c'est-à-dire l'évasion de l'esclave, a fait partie intégrante de l'univers de l'esclavage[53]. Dans le nord-est du Brésil, ce fut le *quilombo* de Palmares, qui dura près d'un siècle, et dont l'anéantissement exigea le recours à la plus puissante force militaire qui ait jamais été rassemblée en Amérique par les Portugais et les Brésiliens. Des villes d'esclaves « marrons » ont existé, pendant des périodes aussi longues, dans la province d'Esmeraldas, en Équateur, et dans certaines parties des Blue Mountains et de la Cockpit Country, à la

53. Y. Debbasch, 1961-1962, p. 1-112, 1962 ; M. Schuler, 1970 ; R. Price, 1973.

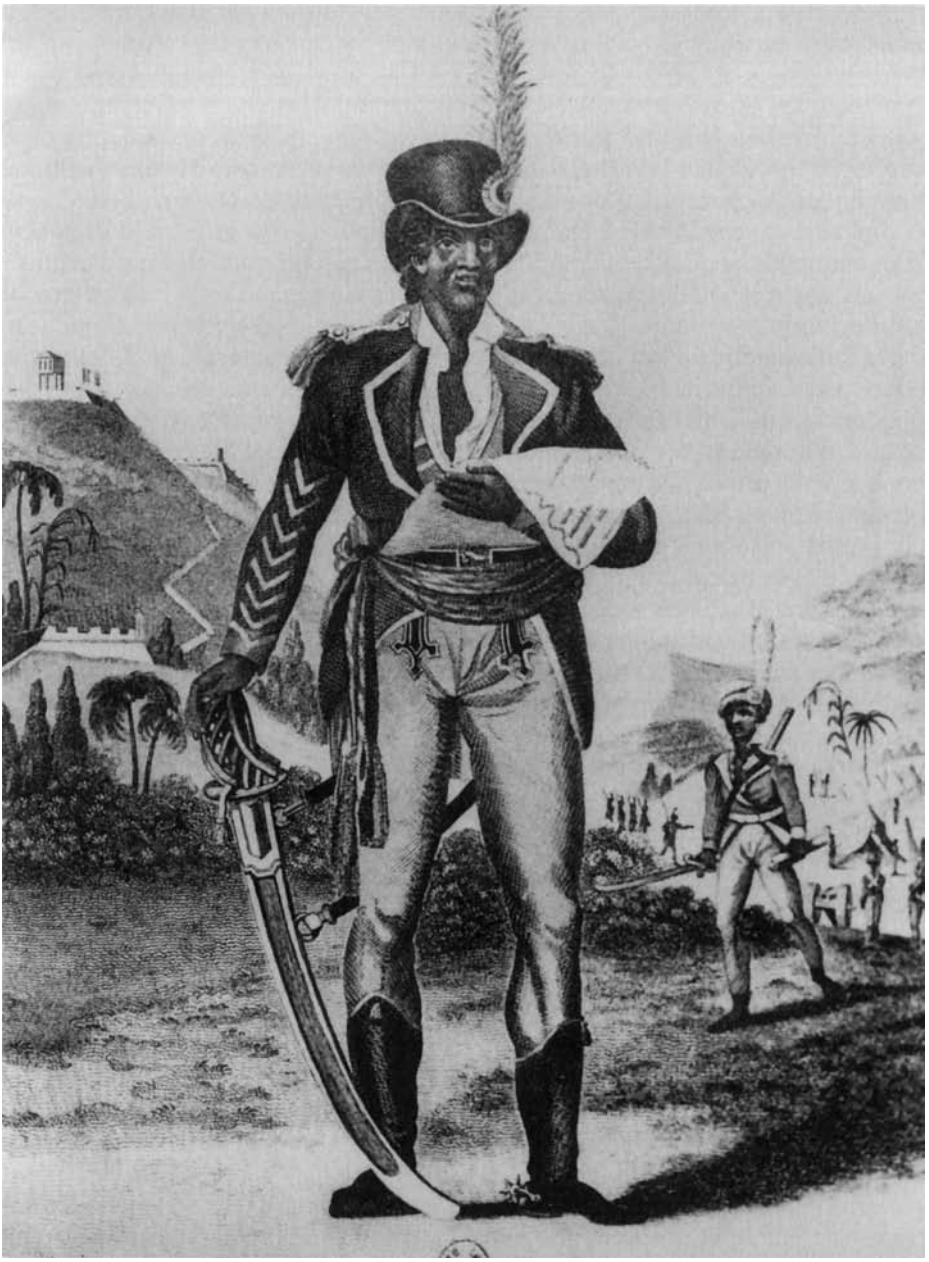
Jamaïque. Le « marronnage » ne témoignait pas seulement du désir d'être libre ; il était une condamnation éloquente et visible du système de l'esclavage par les Africains.

Lorsque l'esclavage des Africains eut été aboli dans les deux Amériques, la situation de la fraction africaine de la population empira dramatiquement par rapport à ce qu'elle avait été un siècle auparavant. La reconstruction politique et économique qui suivit la guerre de Sécession aux États-Unis d'Amérique fut accompagnée d'un mouvement de discrimination légale, et d'exclusion économique et sociale de la population non blanche, caractérisé par des institutions séparées, des lynchages, des sociétés et organisations ouvertement racistes, qui continuèrent à exister jusqu'au milieu du XX^e^ siècle[54]. La condition des Noirs américains était alors, dans l'ensemble, comparable à celle que connaissent aujourd'hui, à un degré plus extrême, les Noirs d'Afrique du Sud.

Aux États-Unis d'Amérique, les Africains-Américains formaient une petite minorité à peu près impuissante en matière politique. En Haïti, au contraire, ils prirent les commandes de l'État à partir de la révolution de 1789, et, tout au long du XIX^e^ siècle, la renaissance de la culture africaine devint le ciment social le plus puissant qui unit ce pays appauvri et isolé, comme, par exemple le culte syncrétique du vaudou. En d'autres lieux, comme Cuba, la Jamaïque, la Barbade et le Brésil, un petit nombre d'Africains-Américains se hissèrent à des positions qui leur conféraient prestige social et pouvoir politique. Les guerres civiles longues, âpres et difficiles menées à Cuba, entre 1868 et 1898, firent d'Africains-Cubains tels qu'Antonio Maceo et Maximo Gomez des héros nationaux et des figures internationales de la lutte pour l'indépendance politique. Néanmoins, en 1912 encore, Cuba était toujours déchirée par une guerre raciale, et l'hostilité à l'égard des Africains-Cubains ne désarma pas avant la révolution castriste de 1959.

Les réalisations individuelles autant que collectives des Africains-Américains furent remarquables au cours du XIX^e^ siècle. Malgré les voies divergentes suivies par l'Afrique et l'Amérique, malgré l'incapacité monumentale dont ils étaient frappés sur les plans juridique et social, malgré leurs énormes handicaps économiques, malgré l'antagonisme agressif des Américains de race blanche, les Africains ont créé avec succès des communautés sur toute l'étendue du continent américain. Ils ont fondé des institutions éducatives, telles que les collèges Mico à Antigua et à la Jamaïque, le collège Codrington à la Barbade, et un certain nombre de collèges universitaires aux États-Unis d'Amérique : Virginia Union University (1864), Atlanta University et Fisk University (1865), le Hampton Institute et Howard University en 1867. Des Africains-Américains ont joué un rôle important dans l'innovation technologique américaine. Benjamin Banneker, mathématicien et éditeur d'almanachs natif du Maryland, aida au relevé du district de Columbia. Entre 1835 et 1836, Henry Blair, un esclave du Maryland, déposa les brevets de deux moissonneuses à maïs. Dans les années 1850, Benjamin Montgomery, un

54. G. Myrdal, 1944.



28.4. *Toussaint Louverture, chef de la révolution de Saint-Domingue et père de l'indépendance d'Haïti.* [*Source :* gravure de Rainsford. *Photo :* Harlingue-Viollet, Paris.]

esclave appartenant à Jefferson Davis, le président des États confédérés du Sud, inventa une hélice pour bateaux. Norbert Rilleux, qui naquit à la Nouvelle-Orléans et fit ses études à Paris, inventa en 1846 la cuve à évaporation sous vide, qui fit progresser considérablement les méthodes de raffinage du sucre. En 1852, Elijah McKoy inventa le système qui permet de lubrifier les machines en cours de fonctionnement. Jan Matzeliger, né en Guyane hollandaise, inventa la machine qui devait révolutionner pour de longues années l'industrie de la chaussure en Nouvelle-Angleterre. George Washington Carver, le chimiste agronome du Tuskegee Institute, inventa plus de 300 produits dérivés de l'arachide, insufflant par là une vigueur nouvelle à l'économie agricole de nombreuses régions du Sud[55].

La diaspora a été une expérience cruelle et difficile pour les Africains transplantés. Arrachés à leur milieu et transportés sur des terres étrangères, placés dans la servitude la plus pénible et souvent mêlés à une population hostile, ces Africains ont fait preuve d'une patience, d'une persévérance, d'une faculté d'adaptation et d'une créativité héroïques. En fin de compte, ils sont devenus, par la force des choses, partie intégrante de la plupart des sociétés américaines. À travers les guerres civiles et internationales, à travers la prospérité et la crise économique, à travers toutes sortes de changements politiques, les Africains ont travaillé, combattu, et, finalement, se sont fait une place au sein des différentes nations qui composent l'Amérique et l'Europe.

La diaspora et l'Afrique

Cependant, la pensée de l'Afrique est restée un thème constant, entretenu avec plus ou moins d'application par des Américains tant blancs que noirs. Aux États-Unis d'Amérique, l'idée du rapatriement des Africains avait été émise de temps à autre, tout au long du XVIII^e^ siècle, et plus particulièrement en 1777, lorsque Thomas Jefferson parraina un rapport sur la question devant une commission du corps législatif de Virginie. Ce n'est qu'à partir de 1815, toutefois, que commença effectivement le rapatriement, quand un petit groupe de 38 Américains noirs retourna en Afrique sous la conduite de Paul Cuffe. En 1830, sous l'impulsion de l'American Colonization Society, et avec le soutien financier de l'État fédéral et des gouvernements de nombreux États de l'Union, le Libéria devint le foyer d'une colonie générale d'Africains rapatriés, anciens esclaves pour la plupart. En 1860, quelque 15 000 colons seulement avaient regagné l'Afrique. Après la guerre de Sécession, en dépit de la détérioration rapide des conditions d'existence des Africains-Américains aux États-Unis d'Amérique, moins de 2 000 colons firent le voyage.

Il y eut encore deux autres courants d'immigrants en retour. Le premier était formé d'un nombre inconnu d'esclaves « marrons » et d'Africains enlevés aux navires négriers confisqués au cours du XIX^e^ siècle, et qui étaient

55. J. H. Franklin, 1969, p. 197.

rembarqués pour l'Afrique par les Britanniques qui tentaient, avec beaucoup de zèle, de mettre fin à la traite des esclaves pour la remplacer par un commerce « légitime ». Le second courant d'Africains en retour comprenait un nombre encore plus faible de missionnaires recrutés aux Antilles et dans les États d'Amérique du Sud, principalement par les frères moraves et les presbytériens, pour aider à évangéliser l'Afrique de l'Ouest. L'exemple le plus connu de cette politique est peut-être l'initiative de la mission de Bâle dans les monts Akwapim du Ghana, entre 1830 et 1840, et sa décision, en 1843, d'employer des Jamaïquains au lieu de missionnaires allemands ou suisses, dont la mortalité sur le terrain se révélait trop élevée pour que l'évangélisation fût efficace.

Alors que les Africains débarqués au Nouveau Monde se comptent par millions, leurs descendants rentrés en Afrique n'ont été que quelques milliers[56]. Il y a à cela de nombreuses raisons, la moindre n'étant pas le manque certain de moyens financiers permettant de créer un système de transport analogue à celui qui avait précédemment facilité le trafic transatlantique d'est en ouest. Au cours du XIXe siècle, le rapatriement offrait peu de perspectives d'avantages matériels pour les Européens et les non-Européens, et, en 1900, le contraste entre l'Afrique et l'Amérique était devenu trop grand. Les Américains d'ascendance africaine n'échappèrent pas au courant de nationalisme xénophobe de l'époque, qui enlevait à l'Afrique une grande partie de son attrait. En outre, l'intérêt suscité par l'Afrique, après la fin de la traite des Noirs, procédait d'appétits nationaux de puissance et de richesse; or les Africains-Américains n'avaient ni la puissance politique ni la richesse nécessaires pour stimuler leur propre intérêt, ou influencer ceux qui étaient en train de partager l'Afrique en domaines coloniaux. Les aspirations africaines-américaines se concentrèrent plutôt sur les perspectives nouvelles qui s'offraient sur leur continent. Les migrations internes et interrégionales, et la lutte pour s'assurer de bonnes conditions de vie en face de nouveaux défis perturbateurs, absorbèrent leur attention. Le lien africain s'est estompé, mais n'a pas disparu. Le mouvement du retour à l'Afrique trouva des promoteurs individuels qui surent, par moments, insuffler au projet une vitalité nouvelle. En 1897, Henry Sylvester Williams, un juriste natif de la Trinité et demeurant à Londres, fonda la Pan-African Association, qui devait compter plus tard, parmi ses membres, George Padmore, Kwame Nkrumah et C. L. R. James. Dans les années 1920, Marcus Garvey fonda l'Universal Negro Improvement Association, dont le but était de promouvoir la décolonisation de l'Afrique et d'unir les Africains du monde entier. L'organisation de Garvey avait des antennes au Canada, aux États-Unis d'Amérique, dans les Antilles, en Amérique latine et en Afrique[57]. Au moment où cette association rendit l'âme, en 1927, l'Afrique, et tout particulièrement la question éthiopienne, commençait déjà à jouer un rôle de première importance dans les affaires du monde.

56. T. Shick, 1980.
57. T. Martin, 1976; E. D. Cronon, 1962; R. A. Hill (dir. publ.), 1983.

CHAPITRE 29

Conclusion : l'Afrique à la veille de la conquête européenne

J. F. Ade. Ajayi

Nous voudrions, dans ce dernier chapitre, mettre en lumière les grands courants de l'évolution historique qui mena l'Afrique au seuil du dernier quart du XIXe siècle, tendances apparues en particulier au cours de la décennie 1875-1885, qui vit l'intérêt suscité en Europe par l'Afrique se muer, avec la Conférence de Berlin sur l'Afrique de l'Ouest, en une ruée qui devait aboutir au partage et, finalement, à la conquête du continent. Un regard sur l'ensemble de l'Afrique, à la veille de la conquête européenne, laisse apercevoir assez distinctement, d'une part, une tendance dominante qui s'affirme en dépit du nombre et de la diversité des États, des peuples et des régions, et, d'autre part, certaines tendances apparemment divergentes. La tendance dominante paraît celle qui pousse les divers détenteurs du pouvoir en Afrique à entreprendre délibérément de renforcer leur puissance et leurs moyens de défense des territoires et des intérêts africains. Ces efforts furent cependant systématiquement sapés et, en fin de compte, déjoués par la présence européenne.

Comme l'ont montré les divers chapitres du présent volume, le XIXe siècle fut en Afrique une période de transformations rapides et parfois contradictoires. Jusqu'au troisième quart du siècle, les changements qui furent les plus profonds, et qui prirent le plus d'ampleur, sont liés à des facteurs d'ordre interne. D'autres changements se produisirent, en grande partie sous l'influence ou même du fait des activités des négociants, des missionnaires ou des consuls européens, cantonnés d'abord dans les régions côtières, puis, surtout à partir de 1850, pénétrant de plus en plus profondément dans l'intérieur. Certaines initiatives transformatrices, tels les efforts accomplis par

les souverains d'Éthiopie pour unifier le pays et réformer ses institutions, n'eurent qu'une portée locale. Ailleurs, des activités telles que celles des ambitieux khédives d'Égypte, dans la vallée du Nil, eurent des répercussions sur toute une région. Le Mfecane, phénomène local à l'origine, ne tarda pas à s'amplifier en se propageant dans toute l'Afrique australe et centrale, et dans certaines parties de l'Afrique de l'Est, si bien même que, à la veille de la conquête européenne, l'histoire de ces régions était, pour une grande part, celle des États qui étaient issus de ce phénomène ou qui avaient été bouleversés par lui[1].

Le *djihād* étendit ses mouvements de réforme islamique à la totalité du Soudan et au Sahara oriental jusqu'en Cyrénaïque ; ils se prolongèrent au sud jusqu'aux limites de la zone des forêts, atteignant la Sénégambie, les régions de la Volta et celles occupées par les Malinke du Sud, les Yoruba du Nord et les populations de langue edo. Avec l'accroissement de la demande européenne d'huile de palme, d'arachide, d'ivoire, de sisal et de caoutchouc, et dans la mesure où un réseau intérieur de routes commerciales à longue distance permettait de répondre à cette demande, le commerce devint un facteur essentiel dont dépendaient l'acquisition des armes à feu et l'accumulation des richesses, capable par conséquent de déterminer l'essor et la chute des États dans de vastes régions de l'Afrique. En conséquence de cette expansion du commerce européen, ainsi que des activités des missionnaires européens et américains, le christianisme et les idées européennes en matière d'organisation sociale et politique devinrent également des facteurs de changement à travers une vaste zone s'étendant de la Sierra Leone à l'Afrique australe et à Madagascar.

L'aspect le plus frappant de ces différents mouvements est l'effort que déployèrent, au XIXe siècle, bon nombre de souverains africains, dans différentes parties du continent, pour réformer leur société. Certaines de leurs initiatives prenaient leur source dans l'héritage culturel africain ; d'autres étaient animées par les idées réformistes de l'islam. Dans la plupart des cas, les chefs n'étaient que trop enclins à profiter des possibilités offertes par la dimension nouvelle des échanges commerciaux et par les activités des Européens, qu'ils fussent négociants, missionnaires ou chasseurs d'animaux ou de concessions. Un autre trait, tout aussi frappant, est la façon dont les entreprises réformatrices des dirigeants africains furent systématiquement sapées par les activités mêmes de ces commerçants, missionnaires et chasseurs européens, dont les dirigeants africains voulaient tirer parti.

Il est étonnant que cet aspect du XIXe siècle africain — l'effort interne de réforme systématiquement étouffé par l'intervention extérieure — ait si peu retenu jusqu'ici l'attention. Convaincus que le colonialisme et l'intégration au système capitaliste mondial étaient les conditions nécessaires de la modernisation, la plupart des historiens n'ont pas vu quelle volonté d'autodéveloppement anima l'effort des Africains au cours de ce siècle, et

1. Voir I. N. Kimambo, chapitre 10 du présent volume.

à quel point la conquête européenne et le colonialisme constituèrent une subversion de cet effort.

Les structures politiques

Le domaine où l'effort d'autodéveloppement se manifesta avec le plus de vigueur est peut-être celui des structures politiques et du pouvoir étatique. La grande leçon que les peuples de l'Afrique centrale et de l'Ouest tirèrent de la traite des esclaves, alors déjà ancienne — et c'est cette leçon que l'Afrique de l'Est retint à son tour dans le courant du XIXe siècle —, fut que le moyen de survivre à la traite, voire d'en tirer parti, était de renforcer les structures et l'assise militaire du pouvoir de l'État.

Au début du XIXe siècle, comme nous l'avons fait observer, « les structures politiques et économiques dans la plus grande partie de l'Afrique semblaient caractérisées par une certaine fragilité. Les limites des systèmes étatiques paraissaient soumises à un mouvement perpétuel de flux et de reflux, et les centres administratifs à des mouvements alternés d'essor et de déclin »[2]. Le degré de soumission, les contributions matérielles et le service militaire que l'État exigeait du peuple en échange de sa protection se réduisaient au strict minimum. Dans la plupart des cas, la vie quotidienne des gens s'inscrivait pour une bonne part dans un tissu de relations, dans lesquelles intervenaient les liens de parenté et les institutions religieuses, juridiques et économiques, qui, souvent, ne s'arrêtaient pas aux frontières des États. Le Maghreb et l'Égypte étaient les seules régions où se fussent établies des structures politiques relativement durables, issues de plusieurs siècles d'application de la loi islamique. Partout ailleurs en Afrique, il y avait, au XIXe siècle, un énorme effort à faire pour instaurer des structures politiques nouvelles, capables de se maintenir un certain temps. Dans le jeu des rivalités politiques intenses qui résultèrent de ces efforts, certaines des actions entreprises furent sans nul doute inefficaces, et, en certains endroits, leur résultat le plus clair fut la désintégration des empires et la décentralisation, voire la fragmentation, de l'autorité. Comme le font observer J. Ki-Zerbo et K. Arhin au sujet des régions voltaïques :

> « Le XIXe siècle a vu se généraliser l'instabilité politique et les déplacements de populations ; un certain nombre de massacres ou de mouvements sécessionnistes s'étant produits sous la responsabilité de ceux-là mêmes qui étaient censés représenter l'autorité ; s'il y eut des exceptions remarquables, en général, la fréquence et l'ampleur de ces conflits s'accentuèrent ; la tendance à la dislocation des sociétés étant liée sans aucun doute au fait que les puissances périphériques et les rebelles avaient de plus en plus la possibilité de se procurer des armes et de s'en servir contre les chefs régnants[3]. »

2. Voir chapitre 1, ci-dessus.
3. K. Arhin et J. Ki-Zerbo, chapitre 25, ci-dessus.

Cette tendance a été notamment illustrée par l'impact initial du Mfecane, par celui du commerce, et par l'emprise que s'assurèrent les Chokwe et les Ovimbundu sur les territoires des États luba et lunda[4]. Plusieurs États et empires disparurent. Mais plus frappante encore est l'apparition de nouveaux centres de pouvoir, où l'on expérimentait de nouvelles structures administratives qui tendaient, le plus souvent, vers un renforcement des moyens dont disposait le souverain, une définition plus claire de ses pouvoirs, un contrôle plus étroit sur les dignitaires de l'État, lesquels devaient leur statut à la faveur du prince plus qu'à leurs propres droits héréditaires, enfin, vers l'amélioration du système fiscal et d'autres réformes du même ordre[5].

Certains historiens ont vu dans ces mouvements de réforme les activités de « protonationalistes et de bâtisseurs d'empire » africains, une sorte de ruée africaine qui aurait en partie provoqué, ou du moins contribuerait à expliquer, la ruée des Européens[6]. En fait, ces activités réformatrices ne constituèrent en aucune façon un accès de fièvre subit, comparable à la ruée européenne. L'Afrique avait recherché des structures politiques plus stables tout au long du XIXe siècle et même avant cette époque; et ce qui se produisait là n'était que le prolongement d'une tendance qui faisait partie de l'évolution générale de ses peuples. Peut-être y eut-il une accélération au XIXe siècle, et les changements associés jusque-là à la montée d'États comme l'ancien Ọyọ au XVIIe siècle, ou l'Ashanti, le Dahomey, le Fouta-Djalon, le Fouta Toro et le Bondu, au XVIIIe siècle, se généralisèrent-ils davantage à cette époque. Il y eut en tout cas, semble-t-il, un effort plus délibéré pour institutionnaliser les changements politiques en les inscrivant dans des structures de caractère plus permanent, s'appuyant sur de nouveaux dispositifs militaires, économiques et sociaux.

Parmi les principaux États qui survécurent au XVIIIe siècle, rares étaient ceux qui auraient pu y parvenir sans entreprendre de grandes réformes internes. En effet, les rivalités politiques étaient si intenses et la nécessité de canaliser le développement des relations commerciales posait des problèmes à ce point nouveaux que chaque État avait le choix entre un effort de réforme et d'expansion entrepris aux dépens de ses voisins, ou la perspective de la désintégration et de la fragmentation. Peu nombreux furent les États qui, comme le Bénin, purent survivre en se repliant simplement sur eux-mêmes[7]. La plupart durent, comme l'Ashanti, le Dahomey, le Buganda et d'autres, veiller constamment au maintien et même à l'amélioration de l'efficacité du pouvoir — faite en grande partie de l'aptitude du chef à centraliser ce pouvoir, à affaiblir ses subordonnés et à imposer à ces derniers des contributions croissantes; monopoliser les principales ressources économiques et stratégiques; institutionnaliser une fonction publique hiérarchisée, où les nominations, l'avancement et la discipline étaient soumis au contrôle du monarque; et consolider ces pouvoirs par la création et l'encadrement d'une

4. Voir chapitres 4, 5 et 11, ci-dessus.
5. Voir T. C. McCaskie, 1980.
6. Voir, par exemple, R. Robinson, 1985.
7. A. I. Asiwaju, chapitre 26, ci-dessus.

force armée permanente, commandée par des officiers semblablement soumis à l'autorité du chef de l'État. Il s'agissait là d'une véritable révolution qui fut parfois menée à bien sans changement apparent du système politique ; dans certains cas, comme celui du Borno, elle ne put se faire sans un changement de dynastie[8]. Souvent, elle fut le résultat d'un compromis, des « hommes nouveaux » étaient nommés à la tête de chefferies anciennes et amenés à respecter le style bureaucratique nouvellement introduit dans l'administration, ou encore des fonctions nouvelles adoptaient en partie les rites liés aux titres traditionnels.

Le Mfecane répandit et diffusa largement le modèle neuf de l'État nguni du Nord, tel que Chaka l'avait révolutionné. Le nouvel État consistait essentiellement en une adaptation du système des groupes d'âges en vue de créer une armée à peu près constamment sur le pied de guerre, qui recrutait dans tout le royaume des jeunes hommes à enrôler et des femmes comme épouses ; tous étaient au service du roi, auquel appartenait la totalité des ressources, y compris le bétail et la production agricole ; car il fallait nourrir l'armée et une cour de plus en plus nombreuse. Le système organisait aussi l'acculturation des peuples conquis en les intégrant à la culture dominante, et il introduisait une conception entièrement nouvelle des rapports entre le souverain et ses sujets[9]. La personnalité du souverain et son aptitude à gouverner continuaient, semble-t-il, à jouer un rôle plus important que les structures de l'État, et l'État lui-même était souvent déchiré par des conflits opposant des familles rivales au sein des dynasties royales.

Cependant, il est incontestable que, par-delà les dévastations et la confusion générale dont il fut responsable au début, le Mfecane réussit à créer plusieurs grands États, plus forts, plus efficaces que ceux qui les avaient précédés et reposant sur des structures plus durables. Les nouveaux États avaient également des frontières plus nettes, ne fût-ce que parce que les exigences qu'ils imposaient à leurs sujets ne laissaient guère de doute quant à l'étendue ou aux limites des territoires soumis à leur autorité. Le souverain pouvait encore parfois se prévaloir de la fonction suprême dans l'accomplissement de divers rites, mais, de plus en plus manifestement, il cessait d'être uniquement un chef religieux. Ses capacités d'organisateur et d'administrateur et son aptitude au commandement militaire, dans la fonction de chef de l'exécutif au sein de l'appareil d'État, tendaient à prendre le pas sur les considérations de filiation et de liens rituels, cela n'empêchant pas que, dans certains cas, ceux-ci aient conservé un rôle important sur le plan idéologique, et en tant que sources de la légitimité reconnue.

Dans le cas de l'Éthiopie, le but de la réforme n'était pas de créer un nouvel État ou de renforcer l'État existant, mais de faire revivre un État très ancien, l'antique empire d'inspiration chrétienne copte, qui, sous la double pression des Oromo musulmans et des chrétiens d'Europe, avait éclaté en

8. M. Last, chapitre 22, ci-dessus.
9. L. D. Ngcongco, chapitre 5, ci-dessus.

plusieurs chefferies rivales. Les chefs qui s'opposaient ainsi les uns aux autres avaient tous le même objectif: revendiquer personnellement et imposer l'autorité de l'empereur; renouer son alliance avec l'Église; réformer celle-ci, la doter de nouveaux moyens et utiliser son influence pour amener les puissances rivales, qu'elles fussent chrétiennes ou musulmanes, à faire allégeance à l'empereur. Les traditions historiques de l'empire, le nombre des chefs rivalisant les uns avec les autres, et les rapports de forces existant entre eux ne laissaient qu'une mince marge de manœuvre aux empereurs Téwodros II et Yohannès IV pour restaurer l'empire. En outre, on ne pouvait même pas songer à mettre en place des structures nouvelles tant que la suprématie militaire n'était pas assurée. L'action successive des deux empereurs fut assez heureuse dans ses résultats pour réveiller la conscience nationale; mais elle fut insuffisante pour monopoliser les ressources économiques et stratégiques, ou pour réduire totalement les ambitions des puissances vassales, désireuses de collaborer avec les ennemis venus d'Égypte au nord, ou les envahisseurs européens sur la côte[10].

C'est un peu cette même nostalgie du passé que l'on retrouve dans les efforts entrepris par les khédives d'Égypte pour transformer les pouvoirs qu'ils détenaient en une monarchie puissante de type héréditaire et national, pour étendre la domination de l'Égypte dans la vallée du Nil, et, sinon pour la faire renaître, du moins pour rivaliser avec la gloire antique des pharaons ou celle plus récente de l'Égypte des califes fatimides. L'objectif de Muḥammad ʿAlī était de saper le pouvoir des Mamlūk et de les décimer, de réorganiser la fonction publique et ses conseils et de faire une réforme agraire avec redistribution des terres de façon à renforcer le contrôle exercé par le souverain sur les régions rurales et l'agriculture; ce qui devait permettre d'y prélever un surcroît de ressources, et de se donner ainsi les moyens de bâtir une économie industrielle moderne, d'entretenir une armée réorganisée et de s'affranchir, par la négociation, de la tutelle ottomane. Le khédive Ismāʿīl ranima et poussa plus loin cet esprit de réforme: il engagea des Européens pour diriger des entreprises abolitionnistes et commerciales au Soudan, acheva le percement du canal de Suez, et fit construire d'autres canaux, des ouvrages d'irrigation, ainsi que des voies ferrées et d'autres réseaux de communication. Son but était, dans la mesure où le permettait la tutelle ottomane, que les puissances européennes exploitaient pour imposer des traités inégaux garantissant leurs intérêts, d'acquérir une technologie européenne pour moderniser les structures et les institutions égyptiennes[11].

L'objectif proclamé des mouvements du *djihād* était de faire revivre les institutions islamiques classiques de l'époque des califes orthodoxes. Dans la pratique, il s'agissait d'instaurer des États islamiques théocratiques à la place des sociétés traditionnelles gouvernées par des musulmans et des traditionalistes. Il fallait installer au pouvoir des dirigeants choisis pour leur savoir et leur piété, qui se consacreraient à la gestion des affaires de l'État

10. R. Pankhurst, chapitre 15, ci-dessus. Voir aussi R. A. Caulkc, 1972.
11. A. Abdel-Malek, chapitre 13, ci-dessus.

selon les principes du Coran et les lois islamiques, et mettraient en place des institutions authentiquement islamiques. Dans les années 1870, les successeurs des fondateurs du Sokoto étaient parvenus, dans une large mesure, à leurs fins. Les émirs, agissant sous l'autorité commune du calife, avaient incontestablement réussi à établir des structures politiques plus durables que celles des rois hawsa qu'ils avaient évincés. Certes, les souverains et les classes aristocratiques qui les entouraient avaient assimilé une bonne partie de la noblesse hawsa, et repris à leur compte bon nombre des privilèges des féodaux et des princes-marchands. Néanmoins, la paix relative dont jouissait le califat, l'effort de développement des marchés, des industries, de l'artisanat et des routes commerciales, les pouvoirs conférés aux juges et autres fonctionnaires, et le contrôle exercé par les émirs sur la fonction publique étaient autant de facteurs qui concouraient à renforcer considérablement l'autorité au sein de l'État.

Ahmadu Sayku, qui avait succédé à al-Hadjdj 'Umar Tal peu après l'incorporation du Macina dans l'empire, dut faire face à la fois à des rivalités dynastiques internes et à l'hostilité des Français qui encourageaient, dans leur attitude, les groupes dissidents de l'intérieur. Malgré ces difficultés et ces contraintes, l'empire avait fourni le cadre général d'un État, doté de principes juridiques et de structures administratives qui cimentaient l'unité des populations très diverses que comptait ce vaste territoire. Indépendamment même des structures de l'État, l'ordre tijāni introduisait le support d'une religion et d'un mode de vie qui constituaient un gage supplémentaire d'unité et de fidélité au souverain. L'exemple de la révolution du Dinguiraye incita beaucoup de chefs religieux à porter le *djihād* dans d'autres régions, afin d'y remplacer les musulmans à tendance séculière et les traditionalistes par des clercs désireux de créer des États théocratiques islamiques. C'est ainsi que, dans l'empire éclaté du Jolof, les États du Kayor et du Jolof, étant passés sous l'influence des clercs, entreprirent de propager l'islam comme ferment de réforme en Sénégambie. Chez les Malinke du Sud, région où les musulmans constituaient une minorité, Samori Touré, guerrier juula (dioula) au passé de négociant, entendit se servir de l'islam pour unifier les populations de son pays, qu'elles fussent au départ musulmanes ou traditionalistes[12]. Nous découvrons l'islam utilisé aux mêmes fins à Nupe et Ilọrin, où les souverains se tournèrent vers cette religion, sa tradition écrite et son modèle d'institutions politiques et sociales, non seulement parce qu'ils voulaient transformer une royauté de type rituel traditionnel en État théocratique fonctionnel, mais aussi parce qu'ils voyaient dans l'islam un facteur d'expansion, par le biais des conversions, parmi les peuples non musulmans.

Le christianisme répondit à une nécessité analogue, en fournissant le cadre culturel de la création d'une société créole à partir d'un ensemble disparate de peuples qui s'étaient fixés à Freetown et dans les villages avoisinants, ainsi que dans divers établissements de la côte libérienne, ou encore à Libreville,

12. Y. Person, chapitre 24, ci-dessus.

Freretown et dans d'autres établissements d'esclaves affranchis. En divers lieux, des missionnaires venus pour obtenir des conversions reçurent souvent un accueil chaleureux de la part de souverains africains, pourtant très jaloux de leur indépendance et peu enclins à laisser convertir leur peuple; mais aux yeux de qui les activités des missionnaires offraient une possibilité d'accès à l'éducation européenne: l'alphabétisation et l'acquisition de certaines capacités techniques, notamment en matière de menuiserie, d'imprimerie, et, si possible aussi, de fabrication des armes à feu et de la poudre à canon. Les souverains de Madagascar, quant à eux, tentèrent de maintenir l'équilibre entre protestants anglais et catholiques français, puis rejetèrent les uns et les autres, et voulurent interdire leurs activités religieuses, pour finalement voir la cour et l'élite de l'administration devenir protestantes, tandis que le catholicisme progressait sensiblement dans certaines des provinces. Les souverains voulurent s'inspirer des idées européennes en matière de diplomatie, de réforme judiciaire et de réorganisation de l'armée, ainsi que pour établir une monarchie constitutionnelle[13]. De façon semblable, un certain nombre des nouveaux États de l'Afrique australe, tels que le royaume sotho de Moshoeshoe, qui étaient aux prises avec les menées agressives du nationalisme blanc, acceptèrent des missionnaires comme conseillers et défenseurs de leur cause vis-à-vis du monde extérieur, les protégèrent, et prirent même des dispositions d'ordre législatif pour les aider dans leur travail de conversion[14]. Dans les États fanti de la Côte-de-l'Or et dans d'autres centres de mission importants, notamment Abẹokuta dans le sud-ouest du pays yoruba, un certain nombre de chefs africains qui avaient reçu une éducation occidentale s'efforçaient de mettre à profit leur instruction et leurs relations avec l'Europe pour introduire des réformes dans les structures de l'État traditionnel: par exemple, en créant une chancellerie dirigée par des Africains instruits, afin de réglementer les relations diplomatiques avec les Européens et les relations d'État à État; en réformant les systèmes fiscaux par l'introduction d'impôts réglementaires destinés à remplacer le tribut ou les redevances; et en améliorant le système judiciaire grâce à l'enregistrement des actes et à l'introduction de lois écrites[15].

L'organisation militaire

En dernière analyse, la solidité des structures politiques reposait sur l'appareil militaire. Jamais cela ne fut aussi vrai qu'au XIXe siècle. Jusque-là, les fils entrecroisés des relations de parenté et des rapports religieux comptaient probablement davantage que l'organisation militaire. Tant que cette dernière consistait essentiellement à décréter épisodiquement la levée en masse de la population, qui apportait elle-même armes et provisions en vue

13. P. H. Mutibwa, chapitre 16, ci-dessus.
14. N. Bhebe, chapitre 7, ci-dessus.
15. Voir A. Pallinder-Law, 1974; voir aussi A. A. Boahen, dans le chapitre 3, ci-dessus.

de la défense des villages lorsqu'ils étaient attaqués, ce qui se produisait seulement pendant de brèves périodes, au cours de la saison sèche et dans les intervalles de l'activité agricole normale, l'armée avait plus d'importance pour les relations avec les peuples voisins que pour la structure du pouvoir au sein même de l'État. La capacité de lever des troupes était fonction du sens politique du souverain, et il était rare que celui-ci pût s'en attribuer le monopole. La formation d'un corps de cavalerie eut pour effet de créer une élite dans l'armée, et alla généralement de pair avec la constitution d'une classe aristocratique qui partageait, avec le souverain, l'accès aux ressources nécessaires pour se procurer et équiper des chevaux, recruter des cavaliers et entretenir la troupe.

On sait aujourd'hui que, jusqu'au milieu du XIXe siècle, l'emploi du mousquet à chargement par le canon ou de ses dérivés (le fusil Darne, par exemple), qu'ils fussent d'importation ou de fabrication locale, ne modifia que très peu le sort des combats et les structures de l'État en Afrique. Sans doute permit-il pour un temps à des troupes disciplinées de l'emporter sur des adversaires qui n'avaient pas l'habitude des armes à feu ; comme ce fut le cas des soldats égyptiens au Soudan méridional, dans les années 1840. Les mousquets ne pouvaient cependant rien face à une cavalerie disciplinée, armée de lances ou de flèches empoisonnées ; car les cavaliers étaient capables, aussitôt essuyée la première salve, de culbuter les mousquetaires avant qu'ils aient eu le temps de recharger. Les *impis* de Chaka firent la démonstration de la supériorité de la courte sagaie de corps à corps lorsqu'elle était entre les mains de soldats disciplinés. Les guerriers ẹgba d'Abẹokuta se procurèrent un armement européen, y compris quelques canons, qui les aida à résister aux invasions dahoméennes ; mais, dans les années 1860, ils ne purent tenir tête aux soldats d'Ibadan, plus disciplinés, qui combattaient pour la plupart avec un équipement de fabrication locale. De même, Téwodros, à la tête de soldats dotés d'un équipement léger, l'emporta plusieurs fois par des attaques surprises et des marches forcées sur des troupes qui avaient pourtant l'avantage d'être armées de mousquets[16].

La plus grande révolution qui intervint dans l'art de la guerre au XIXe siècle fut l'apparition du guerrier de métier. L'opiniâtreté des luttes politiques et la fréquence des guerres avaient créé une situation telle qu'un petit nombre de gens restaient constamment en armes ; ainsi apparut le guerrier de métier en tant que membre de plein droit de la société. D'ordinaire, il n'existait pas à proprement parler d'armée permanente. La guerre était en quelque sorte une entreprise parmi d'autres, ou un aspect de l'entreprise qui consistait à conquérir le pouvoir politique et à pouvoir disposer des ressources économiques. Le guerrier était souvent un entrepreneur qui, ayant amassé une certaine fortune grâce au négoce, se trouvait en mesure de s'adjoindre des partisans, ou de recruter ou capturer des esclaves qu'il enrôlait dans son armée privée. Ainsi préparé, il se lançait dans la poursuite de ses intérêts ; c'est-à-dire dans l'acquisition du pouvoir politique, qu'il recherchait soit pour

16. Voir dans *JAH*, 1971, vol. XII, 2 et 4, les articles concernant les armes à feu dans l'Afrique subsaharienne, I et II, 1971. Voir également, J. P. Smaldone, 1972, et R. A. Caulk, 1972.

lui-même, soit parce qu'il lui procurait une partie des ressources économiques dont dispose normalement un État. S'il réussissait, il acquérait les titres d'une fonction qui lui servait à s'intégrer dans un système politique. Parfois, un souverain, Moshoeshoe par exemple, était lui-même l'entrepreneur qui réussissait le mieux à réunir les moyens nécessaires pour former une armée de recrues et de clients; et les autres entrepreneurs de moindre envergure n'avaient alors d'autre choix que d'accepter l'intégration selon les conditions dictées par le souverain[17].

Chaka fut le modèle du roi s'imposant comme chef de guerre. À lui seul, il constitua ses régiments par groupes d'âge, organisa leur entraînement et leur ravitaillement, fixa leurs règles de discipline et décida de l'équipement nécessaire, de manière à en faire une armée de métier. Il dota ses guerriers de matériel nouveau qu'il fit fabriquer sur place. L'armée devint ainsi le principal soutien de l'État. Nombre de généraux firent sécession en emmenant avec eux une fraction de l'armée placée sous leur commandement; écumèrent de vastes territoires, les rangs de leur armée grossissant en chemin de nouvelles recrues; se procurèrent du bétail, des femmes; et, pour finir, se servirent de leurs troupes pour rassembler sous leur autorité des communautés très diverses, et se constituer un royaume. La force principale des guerriers professionnels résidait moins dans leur armement que dans leur discipline, leur entraînement et l'organisation de leur ravitaillement. Même lorsqu'ils devaient vivre du pays, la réquisition était une opération organisée qui ne dégénérait pas en pillage. Parmi les armées permanentes africaines du XIXe siècle, celles qui furent les plus efficaces s'appuyaient sur les ressources locales à tous les niveaux — entraînement, équipement, commandement. Elles se situaient de la sorte à l'opposé de ces armées que l'on cherchait à calquer sur le modèle européen, qu'il s'agisse des uniformes, de la vie de caserne, du mode d'entraînement ou des grades. Dans le cas de Madagascar, on alla dans les réformes jusqu'à adopter la pratique de l'achat des grades, ainsi que d'autres pratiques qui avaient cours dans les armées européennes au début du XIXe siècle.

L'exemple des armées européennes ayant beaucoup impressionné, l'usage du mousquet européen se répandit; et nombreuses furent les armées nouvelles qui l'adoptèrent, certaines en raison de sa puissance de feu (cas des fusils Enfield), d'autres pour la puissance de la détonation et pour l'efficacité de l'effet produit par une salve de mousquets, dont le seul vacarme pouvait semer la panique à distance dans un rang de cavalerie. Nombre de souverains africains voulurent aussi se procurer des pièces d'artillerie. Étant donné le poids des canons et la quantité de poudre qu'ils consommaient, ils essayèrent, avec fort peu de succès, de les faire fabriquer sur place. Vers les années 1870 commença l'importation d'un matériel de guerre plus perfectionné — fusils à chargement par la culasse, carabines à répétition, mitrailleuses et canons, le *nec plus ultra* étant la mitrailleuse Maxim, que les Européens réussirent à monopoliser. Certains chefs, comme les chefs ẹgba, se servirent du canon

17. B. Awe, 1973; L. D. Ngeongco, dans chapitre 5, ci-dessus.

européen plus comme arme psychologique que pour la guerre proprement dite. Le fait est que, dès avant le XIXe siècle, de nombreux souverains avaient cherché à importer des armes à feu européennes. Cependant, il fallut attendre la seconde moitié du siècle, époque à laquelle on commença à importer des armes à feu plus efficaces, pour que les armements européens apparaissent incontestablement comme capables de décider du sort des combats en Afrique. Les armes européennes étant devenues un facteur de supériorité indiscutable, il était dès lors indispensable de pouvoir en importer en temps de guerre ; et les efforts déployés pour s'en procurer devinrent un aspect essentiel du commerce, de la diplomatie et de l'art de gouverner.

La révolution liée à l'importance croissante des armements européens est illustrée par la différence de comportement entre les empereurs Téwodros et Yohannès d'Éthiopie. Téwodros avait essayé de faire fabriquer sur place des canons et de la poudre par des techniciens européens ; mais il prouva que, même sans cela, il était capable de vaincre des armées mieux équipées que la sienne et disposant de mousquets. Au contraire, Yohannès — et plus encore Ménélik après lui — comprit qu'il ne parviendrait à se débarrasser de ses ennemis du Tigré et des plaines côtières que dans la mesure où il pourrait profiter de sa situation pour acquérir des armes européennes plus nombreuses et meilleures que ne l'étaient les leurs. Dans le même esprit, les souverains d'Afrique du Nord, mais aussi du Sahara et du Soudan, entreprirent, par les moyens du commerce et de la diplomatie, de constituer des stocks d'armes européennes, importées principalement à travers l'Afrique du Nord, mais aussi par les voies commerciales de la côte d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Les dirigeants de Madagascar firent de même. Dans le centre et l'est de l'Afrique, le principal article de commerce était la chasse à l'éléphant, donc à l'ivoire, ce qui était une raison supplémentaire pour importer des armes à feu, et renforça encore la tendance à la militarisation de la société.

Une des conséquences majeures de cette importance croissante des armes européennes fut le déclin relatif de la cavalerie en tant que corps d'élite et troupe de choc, et son remplacement par une infanterie armée à l'européenne. Dans les régions forestières et celles où se faisait sentir l'influence militaire nguni, l'arme d'élite était traditionnellement l'infanterie. La tendance, au XIXe siècle, fut essentiellement d'intensifier l'entraînement de cette infanterie, qui devenait progressivement une armée de métier, et, ultérieurement de la doter d'un armement européen. Au milieu des vastes mouvements de populations qui se produisirent, par exemple, à la suite du Mfecane ou de l'effondrement de l'ancien Empire ọyọ, il arrivait qu'un peuple de la brousse, jusqu'alors défendu par des cavaliers, pénètre dans une région plus boisée où la guerre à cheval était difficile ; ce qui accentua d'autant le déclin de la cavalerie. En revanche, dans certains États directement confrontés à des colons européens, traditionnellement défendus par des cavaliers équipés d'armes à feu, on se mit à élever des petits chevaux pour former des troupes nouvelles capables de mouvements rapides, et à importer des armes européennes ; ce qui permit à ces États de s'assurer, pour un temps, la supériorité militaire. Presque partout ailleurs

en Afrique, et en particulier au Soudan, où, pendant des siècles, la cavalerie avait constitué le noyau et l'élite des armées, des fantassins de métier, bien entraînés et armés de fusils, prirent le relais en s'imposant à leur tour comme l'élite de la force armée. La cavalerie commençait alors à être reléguée en seconde ligne défensive et dans la réserve. Ce facteur supplémentaire de la révolution intervenue dans les forces armées en Afrique n'alla pas sans répercussions sociales et économiques importantes, qui toutes tendaient à renforcer la position du souverain en tant que chef du pouvoir exécutif de l'État.

La transformation économique et sociale

Ce que nous savons du XIXe siècle en Afrique montre qu'il s'y produisit alors des mutations sociales de première importance, notamment la transformation du caractère de l'esclavage et l'apparition d'une classe de guerriers et d'une classe de marchands politiquement très influente. Ces transformations facilitèrent et, dans une certaine mesure, provoquèrent les changements intervenus — ainsi que nous l'avons dit plus haut — dans les structures politiques et l'organisation militaire, en même temps qu'elles en furent en partie le résultat. Qui plus est, il y avait une demande croissante de main-d'œuvre qui s'exerçait en dehors des limites traditionnelles du groupe familial, de la communauté villageoise ou des groupes d'âge organisés. Comme par le passé, les diverses sociétés africaines répugnaient à l'idée qu'un homme libre puisse vendre son travail; et la tendance dominante, au XIXe siècle, était de développer l'utilisation des esclaves, le travail obligatoire et l'emploi de la main-d'œuvre importée. La tendance globale, dans le troisième quart du XIXe siècle, était à une généralisation de la pratique de l'esclavage, même dans les zones rurales; à l'augmentation du nombre des esclaves appartenant à chaque groupe familial; et au développement de leur utilisation en vue d'une production organisée sur un mode quasi capitaliste, moyennant quoi leurs conditions d'existence étaient pires qu'elles ne l'avaient jamais été[18].

À partir du tout début du siècle, les tensions dues aux rivalités politiques allèrent s'aggravant, et il devenait courant que les litiges au sujet des terres ou du bétail, voire les différends doctrinaux, aboutissent à l'anéantissement pur et simple de l'un des deux adversaires, ou du moins de sa personnalité propre. Des communautés entières furent ainsi absorbées par des structures politiques existantes, à moins qu'elles ne fussent dispersées, les jeunes gens des deux sexes étant alors emmenés en captivité. Ces prisonniers servaient à satisfaire la demande croissante de main-d'œuvre pour la production agricole et artisanale et le travail dans les mines, et aussi à pourvoir en guerriers les armées de métier qui commençaient à se constituer. Les nouvelles structures étatiques et militaires s'affirmaient aux

18. G. M. McScheffrey, 1983.

dépens des vieilles aristocraties, dont l'influence sur le triple plan social, politique et économique était garantie par le grand nombre des épouses et l'importance du réseau familial ; mais en même temps, du fait de ces structures nouvelles, il se constitua de nouvelles catégories sociales, composées de fonctionnaires qui devaient être affranchis des tâches agricoles ordinaires. Ces nouvelles aristocraties s'appuyaient non pas sur des réseaux de parenté à proprement parler, mais sur de vastes « familles » de « clients » et de captifs qui exploitaient des terres dont la superficie allait s'accroissant pour assurer non seulement la subsistance du groupe familial élargi, mais aussi celle des contingents de guerriers, quand l'armée était en campagne. On employait également tous ces gens à produire des marchandises destinées à la vente sur le marché local et au grand commerce, afin de se procurer les ressources financières nécessaires pour attirer davantage de clients, et acheter des armes et des munitions d'importation.

Lorsqu'eut pris fin la traite atlantique et que se développèrent la demande d'or, d'huile de palme, de noix de palmiste et d'arachides, en Afrique de l'Ouest, la demande de canne à sucre de l'île Maurice, de la Réunion et des Comores, dans l'océan Indien, et celle de l'ivoire et des clous de girofle, en Afrique orientale et centrale, on eut un besoin croissant de main-d'œuvre captive non seulement pour produire ces biens, mais aussi pour les faire transporter, par porteurs ou en pirogue, jusqu'à la côte. L'esclavage lié aux plantations fit son apparition, soit sous la forme de villages d'esclaves organisés selon le droit coutumier sur la côte de Guinée, ou selon la loi islamique dans les régions musulmanes, soit, dans le cas des îles de l'océan Indien, de manière analogue aux plantations de type américain. Compte tenu du nombre croissant d'esclaves enrôlés dans les armées ou dans des emplois administratifs auprès des diverses cours, certains ont estimé que, dans de nombreuses régions d'Afrique, la population d'esclaves devait atteindre entre 25 et 50 % de la population totale[19]. Bien qu'il y ait eu des cas de révoltes parmi les esclaves, en particulier celui des Lozi, qui se libérèrent de leurs maîtres kololo[20], les populations réduites en esclavage ne constituaient pas en général une classe distincte. Certes, la plupart des esclaves étaient chargés de tâches subalternes, généralement agricoles. Néanmoins, il y avait d'autres groupes relativement importants, à savoir les guerriers et les esclaves domestiques, auxquels s'ajoutaient ceux qui, en nombre réduit mais non négligeable, avaient pu accéder à des postes de confiance ou de responsabilité pour s'être distingués dans la guerre, le commerce ou l'administration. La condition et le mode de vie de ces derniers étaient très variables, ce qui rendait très difficile la constitution d'une classe d'esclaves homogène. C'est seulement en certains endroits comme, par exemple, dans l'ancien Calabar, où les esclaves vivaient en état d'aliénation perpétuelle, où pratiquement rien n'était fait pour les intégrer culturellement et où, traditionnellement, les membres de

19. Voir aussi K. Arhin et J. Ki-Zerbo, chapitre 25, ci-dessus.
20. W. G. Clarence Smith, 1979*b*.

l'élite dirigeante faisaient étalage de leur fortune en surenchérissant sur le nombre d'esclaves mis à mort au cours des cérémonies funéraires[21], que l'on put voir des esclaves se regrouper autour de rites secrets pour exiger une amélioration de leur sort. Ailleurs, la tendance était à l'acculturation et à l'intégration dans la société au sein des maisons patriciennes. Certes, l'intégration ne dépassait pas un certain degré — comme en témoigne le nombre de ceux qui aspiraient à être affranchis ou de ceux qui, émancipés par les lois coloniales, demandèrent à retourner dans leur lieu d'origine —, mais elle était tout de même suffisamment réelle pour qu'il soit permis de penser que la dynamique du changement, dans la plupart des communautés africaines, était commandée par les oppositions entre les groupes d'âge et les sexes dans le cadre de chaque « maison », ainsi que par des questions de statut et de rivalité pour le pouvoir entre lignées et groupes de parenté, plutôt que par des tensions entre les classes sociales prises au sens large.

Il n'est pas facile d'apprécier, du point de vue quantitatif, les effets du développement des activités commerciales sur les formations sociales. Nul doute que les effectifs et la puissance de la classe des marchands s'accrurent. Ce qui est moins net, c'est la mesure dans laquelle il est possible de parler de l'apparition d'une classe mercantile ou capitaliste. Le commerce lointain, avec ses centres caravaniers et son organisation sous tous les aspects, notamment ceux de la sécurité, du ravitaillement, des facilités de crédit et du transport, était pratiqué de longue date en Afrique du Nord et de l'Ouest, et il se répandait rapidement, au XIXe siècle, en Afrique du Centre et de l'Est. Ce phénomène se produisit aussi bien dans les zones islamisées, où la comptabilité se faisait en arabe, dans les régions d'Afrique de l'Ouest, où se pratiquait depuis longtemps la traite des esclaves et où les langues commerciales étaient celles de l'Europe, et dans les régions de l'Afrique de l'Est, où le kiswahili gagnait du terrain à son tour en tant que langue du négoce. Il semble bien que, dans certaines parties du littoral ouest-africain, l'utilisation de la main-d'œuvre servile commençait à être complétée par des formes anciennes de travail forcé qui étaient en train de se répandre, comme le prêt d'argent contre « otage », pratique dans laquelle le travail de l'« otage » représente les intérêts de l'emprunt, et sa personne un gage garantissant le capital. Le développement considérable de cette forme de travail forcé était le signe de l'influence croissante des groupes de marchands et de la fonction de banquier. On dit que sur la Côte-de-l'Or, dans les années 1870, cette pratique prit une ampleur comparable à celle de l'esclavage proprement dit, ce dernier permettant de recruter de la main-d'œuvre hors du voisinage immédiat de la communauté, tandis que le système des « otages » était le moyen de recruter des travailleurs à l'intérieur de la communauté elle-même[22]. Cependant, en dehors des villes côtières de l'Afrique du Nord, les marchands mirent longtemps à se constituer en classe distincte. Dans les régions soumises à l'influence du christianisme

21. K. K. Nair, 1972, p. 48 ; voir aussi chapitre 27, ci-dessus.
22. G. M. McSheffrey, 1983.

et des idées européennes, on commençait à voir apparaître un groupe de marchands comparable à la classe moyenne victorienne. Mais même là, si l'on met à part la Sierra Leone et le Libéria, les marchands qui voulaient acquérir influence et pouvoir à l'intérieur des États traditionnels y parvenaient principalement en se faisant accorder des titres de chef au sein des structures étatiques en formation. Dans bien des régions du Soudan et de la Sénégambie, le groupe dominant des marchands était étroitement lié aux chefs religieux musulmans, si bien qu'il n'y avait pas une classe distincte de marchands, mais plutôt une classe de religieux qui faisaient du commerce. Ailleurs, il n'existait pas de distinction tranchée entre les marchands et les guerriers, et l'élite dirigeante. Nombre de ceux qui, dans leur jeune âge, se lançaient dans des entreprises commerciales devenaient ensuite assez prospères pour financer les entreprises similaires des autres, et, avec la fortune amassée, achetaient des charges traditionnelles leur conférant des pouvoirs officiels qu'ils occupaient tout en administrant leurs terres, leurs troupeaux et leurs autres biens, et en organisant sur un mode paramilitaire le groupe de leurs clients et de leurs partisans.

Dès les années 1870, en Afrique australe, les besoins de l'agriculture commerciale, pratiquée surtout par les Boers, mais aussi par quelques Britanniques, avaient créé une demande insatiable de main-d'œuvre. La colonie du Cap avait pu disposer des esclaves émancipés, des « apprentis » et de travailleurs de l'extérieur, par exemple, les Mfengu, qui avaient fui le Mfecane, tandis que le Natal, l'État libre d'Orange et le Transvaal puisèrent plutôt dans les contingents de leurs voisins africains spoliés de leurs terres, et dont la liberté de mouvement était restreinte par les *Pass Laws*. Lorsque vint le tour des champs diamantifères du Griqualand occidental d'accroître davantage encore la demande de main-d'œuvre, il devint nécessaire de faire venir de plus loin des travailleurs migrants. Bien qu'officiellement il n'y eût pas d'esclavage en Afrique du Sud, ni de système d'« otages », on y voyait déjà naître un système de prolétarisation qui était pire encore et dont la recette était la suivante : déposséder les États africains de leurs meilleures terres et créer des peuples sans terre qui n'avaient d'autre choix que de travailler aux conditions rigoureuses fixées par leurs impitoyables rivaux. Ainsi, la sinistre empoignade entre les colonies blanches et les États africains, qui se déroulait avec l'arbitrage partisan du suzerain britannique, n'avait plus seulement pour enjeu des terres ou du bétail, mais la suprématie totale, le pouvoir d'obliger les gens à travailler à partir d'une position de force inexpugnable. Un tel combat ne pouvait trouver d'issue dans une fédération au sein d'un « empire informel ». Cependant, alors que cette situation commençait à apparaître de plus en plus clairement aux Européens, qu'ils fussent colons, fonctionnaires coloniaux ou membres du gouvernement impérial, les chefs des différents États africains ne voyaient pas à quel point la règle du jeu avait changé à l'approche du dernier quart du XIX^e^ siècle.

L'évolution des rapports de forces

Il y eut, dans les années 1870, des transformations capitales non seulement dans la structure interne des États africains, mais aussi dans le rôle respectif des Européens en Afrique et dans les moyens dont ceux-ci disposaient. En 1870, les répercussions de la révolution industrielle et de la guerre en Europe sur l'organisation des États et sur le potentiel militaire devenaient évidentes. Entre les nations européennes et les États africains, les rapports de force commençaient à apparaître comme de plus en plus inégaux. Cette année-là, l'Allemagne et l'Italie devinrent des États unifiés, désormais plus forts, dont les citoyens ne tardèrent pas à exiger une participation plus active dans la course à l'obtention des ressources africaines. En 1870-1871, Bismarck scella l'unité allemande par une victoire sur la France, à l'issue d'une guerre qui inaugurait des techniques militaires nouvelles, notamment en ce qui concerne les armements, l'entraînement des troupes et la tactique. L'effet de ces nouveautés eut tôt fait de se faire sentir en Afrique, où notamment on se mit à importer des armes à feu plus perfectionnées. En France, le besoin de se relever de la défaite se traduisit par la volonté de se tailler un empire en Afrique, tant pour la valeur intrinsèque de l'entreprise que pour ses répercussions sur le moral de la nation. La France se lança donc dans une politique nouvelle d'expansion dynamique et de défense de ses intérêts nationaux en Afrique, politique mise en œuvre, d'une manière générale, par l'entremise d'agents commerciaux et de missionnaires, et, plus spécifiquement, grâce au renforcement de la position française en Algérie et en Sénégambie. La révolte survenue en Kabylie fut violemment réprimée. Elle fournit l'occasion de confisquer aux Arabes des superficies considérables de terres cultivables et de pâturages pour les distribuer aux colons européens, tandis que les Arabes sans terre étaient réduits à constituer une main-d'œuvre à bon marché. Les colons, français, espagnols, italiens, maltais ou grecs, chrétiens ou juifs, se virent attribuer la citoyenneté française, situation privilégiée par rapport aux Arabes qui, eux, étaient sujets français.

Ces événements eurent globalement pour effet de renforcer la concurrence que se livraient entre eux les Européens. Face à la poussée délibérée de la France, les Britanniques se montraient non moins désireux de consolider et de défendre leurs propres positions. La découverte de diamants, en 1869-1870, au Griqualand occidental et la perspective de trouver de l'or en grandes quantités firent monter la fièvre de la concurrence, et modifièrent profondément les bases sur lesquelles reposaient les rapports entre Européens en Afrique, ainsi que les rapports entre Européens et Africains. Diverses activités que les Européens avaient apparemment poursuivies jusque-là, de façon désintéressée ou à des fins humanitaires, commencèrent à être envisagées du point de vue de ce qu'elles apportaient de positif aux intérêts des nationaux européens. Le temps n'était plus où les explorateurs apparaissaient comme des gens qui agissaient simplement par curiosité scientifique; ils étaient

désormais davantage des agents chargés de recueillir des renseignements stratégiques et des secrets commerciaux. Les missionnaires n'étaient pas seulement des serviteurs de Dieu obéissant à la vocation d'évangélisation, mais les agents organisés d'un effort national d'acculturation qui avait pour objectif d'affaiblir la position culturelle et commerciale exclusive de leurs hôtes. Les marchands ne recherchaient pas uniquement le profit ; ils préparaient le terrain en vue de l'installation de leur pays aux postes de commande. Ainsi, la collaboration fréquente entre Africains et Européens, qui, naguère, paraissait tendre à mettre les idées et les techniques européennes au service du renforcement des nations africaines dans la situation révolutionnaire qui était celle du XIXe siècle, commença à apparaître comme une entreprise de subversion qui contribuait directement à faire avorter systématiquement les efforts déployés par les dirigeants africains en vue de réformer et de moderniser leurs sociétés.

Dans le même ordre d'idées, les souverains africains considéraient généralement les activités des abolitionnistes comme négatives. Dans bien des cas, après avoir résisté et temporisé, ils en vinrent à accepter de contribuer à la fin de la traite transatlantique dans la mesure où d'autres possibilités d'exportation (produits agricoles, or, ivoire, etc.) leur étaient offertes en remplacement, et à condition de pouvoir eux-mêmes continuer à posséder des esclaves, ainsi que de recourir à d'autres formes de travail forcé. Il existait donc une base de coopération. C'était, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'utilisation croissante de la main-d'œuvre esclave. Les Européens reconnurent l'état de fait, mais, dans les années 1870, sans pour autant se départir de leur attitude, ils se mirent à utiliser l'émancipation comme un facteur de nature à affaiblir les bases économiques des États africains. Et il faut noter expressément à cet égard que la plupart des troupes que les Européens levaient en Afrique à cette époque étaient formées d'esclaves africains émancipés, et que ceux-ci demeuraient loyaux envers leurs libérateurs, qui les armaient et les commandaient.

La plupart des dirigeants africains étaient aussi très soupçonneux envers les missionnaires européens. Par la suite, nombreux furent ceux qui finirent par leur faire bon accueil, pourvu que, dans leur tâche, ils mettent moins l'accent sur les conversions que sur l'éducation. Nombre de souverains se félicitaient de la possibilité offerte à certains de leurs esclaves, ou même à leurs propres fils, d'apprendre à lire et à écrire, ce qui était considéré comme la clef du savoir de l'homme blanc, et comme un élément essentiel des relations commerciales. Les missionnaires étaient encore mieux accueillis lorsqu'ils enseignaient des techniques nouvelles telles que celles de l'imprimerie, de la construction des habitations, de l'agriculture mécanisée, de la vaccination, etc. Il leur était parfois demandé d'enseigner l'art de la fabrication des armes à feu et de la poudre, et celle d'autres articles d'importance stratégique, ou du moins de prêter leur assistance pour l'importation de ces articles. Dans les années 1870, on pouvait déjà constater que le processus d'acculturation avait pour effet d'affaiblir l'identité des pays d'accueil et leur volonté de conserver leur indépendance. Les activités missionnaires devinrent aussi un facteur de division, dans la

mesure où elles incitèrent tel ou tel État africain à appuyer les ressortissants de certains pays européens, tandis que d'autres s'opposaient à eux.

La plus subversive de toutes les activités européennes était peut-être le commerce. Les échanges commerciaux constituaient normalement la base de la coopération entre Africains et Européens, qui avaient les uns et les autres tout intérêt à en favoriser le développement. Il appartenait aux souverains africains, pour des raisons stratégiques, de réglementer le commerce, et de faire en sorte que les États africains et les marchands africains en retirent les plus grands avantages possibles. Les commerçants européens se devaient aussi, bien entendu, de négocier des conditions pouvant leur assurer les plus larges bénéfices possibles. En Afrique du Nord, ils avaient exploité les faiblesses de l'empereur ottoman pour faire octroyer aux Européens des privilèges exorbitants par voie de traité, en s'engageant en échange à contribuer au renforcement de la tutelle ottomane ; ce qui affaiblissait la capacité des dirigeants nord-africains à réglementer le commerce sur leurs propres territoires. Les Européens se réservaient aussi le droit de s'attribuer telle ou telle partie de l'Empire ottoman, quand cela paraissait opportun au concert des puissances européennes. La France infligea une défaite au dey d'Alger en 1830, et fit valoir des prétentions sur l'ensemble du beylicat, puis, en 1878, elle réclama la Tunisie, tout comme la Grande-Bretagne devait le faire pour l'Égypte en 1882.

Dans les années 1870, le libre-échange était le mot d'ordre avec lequel les Européens s'opposaient au droit des chefs africains de réglementer le commerce[23]. Au nom du libre-échange, ils s'efforçaient d'obtenir de plus en plus de privilèges pour leurs négociants. Ils encourageaient les souverains africains à s'endetter lourdement auprès des banques européennes et d'aventuriers européens au passé douteux. Ils manipulaient le service de la dette de manière à acquérir, des années à l'avance, des droits sur la production agricole et sur les recettes douanières. Ils signaient des accords inégaux pour le recouvrement des dettes, et, forts de ces privilèges, ainsi que d'autres qui avaient été octroyés à leurs négociants, ils s'employaient à affaiblir l'économie des États et, surtout, le contrôle que les souverains africains pouvaient exercer sur les mécanismes économiques. En Égypte et en Tunisie, ils imposèrent la surveillance de commissions internationales de la dette, dont l'action porta gravement atteinte à l'autonomie des dirigeants, provoquèrent des émeutes, firent obstacle aux réformes, et conduisirent tout droit à la perte de l'indépendance, pratiquement sans combat. Mais le libre-échange n'était qu'un slogan qui marquait le désir de livrer l'économie aux négociants européens, afin qu'ils pussent évincer non seulement les négociants africains, mais aussi d'autres ressortissants européens.

La raison de la confiance et de l'agressivité nouvellement affichées par les Européens, à partir des années 1870, tenait à l'industrialisation et

23. L'expression la plus nette de cet état d'esprit apparaît dans l'Acte général de la Conférence de Berlin, où le principe de la « porte ouverte » fut proclamé pour le Congo et le Niger, comme prélude à la politique de monopole pratiquée par l'Association internationale africaine, que patronnait Léopold de Belgique, et par la Compagnie royale du Niger.

à un capitalisme en pleine maturité, dont témoignaient, par exemple, les nouveaux types d'armes à feu, qui firent basculer l'équilibre des forces du côté des armées conduites par les Européens. Ce changement ne s'était pas produit du jour au lendemain, et les Européens eux-mêmes ne forcèrent pas leur avantage. Certes, jusqu'en 1871, en grande partie peut-être à cause de la proximité du pays, les Français engagèrent jusqu'à 110 000 hommes dans la guerre qu'ils menaient en Algérie. Cependant, si l'on met encore à part le cas de la guerre anglo-boer de 1899-1902, qui apparaît effectivement comme une exception, et dans laquelle la Grande-Bretagne engagea un contingent militaire encore plus nombreux, aucune autre puissance ne pouvait entretenir des forces aussi importantes en Afrique. La Grande-Bretagne utilisa jusqu'à 12 000 hommes (pour la plupart des troupes indiennes) pour l'invasion de l'Éthiopie, en 1868 ; mais pas plus de 2 500 soldats britanniques, commandés par sir Garnet Wolseley, lorsque l'Ashanti fut envahi et Kumasi mise à sac. Par la suite, les Européens devaient employer de préférence des esclaves émancipés, recrutés et entraînés par eux. Plusieurs armées africaines — comme les *impis* zulu, les *amazones* du Dahomey et les *balouchis* de Zanzibar — étaient réputées pour leur discipline et la qualité de leur entraînement. Il y avait aussi des généraux africains qui étaient capables de rivaliser avec les chefs des armées européennes, et qui souvent avaient l'avantage de mieux connaître le terrain. Les Européens parvenaient toujours non seulement à recruter des troupes africaines en nombre suffisant, mais aussi à se faire des alliés. Les services de renseignements de l'armée, ainsi que les marchands et les missionnaires, fournissaient toujours de bonnes indications pour approcher les alliés éventuels. Cependant, si les officiers européens et leurs troupes africaines conservaient un moral élevé, cela tenait avant tout à un sentiment nouveau : la confiance née de la certitude que, tant qu'ils conserveraient la supériorité quantitative et qualitative de l'armement, même s'il leur arrivait ici ou là de perdre une bataille, la guerre finirait par tourner à leur avantage.

L'héritage des guerres

Nous pouvons dire en conclusion que, dans les années 1870, les efforts entrepris dans différentes parties du continent pour reconstruire de fond en comble la société avaient produit de grands changements, qui, par-delà les tendances divergentes, avaient dans l'ensemble renforcé la capacité des Africains à se défendre et à défendre leurs intérêts. Il est clair également que, pendant ce temps, la présence européenne travaillait à saper ces structures et faisait peser une lourde menace sur leur avenir ; et cela d'autant plus que les succès remportés par les chefs africains avaient été chèrement payés, au prix de ce qu'on peut appeler l'héritage des guerres.

On avait vu apparaître des États plus étendus, plus forts, où le pouvoir exécutif avait tendance à se concentrer entre les mains d'un certain nombre de personnes qui, à titre individuel ou en qualité de détenteurs de telle ou

telle charge, relevaient plus directement de l'autorité du souverain, et des fonctionnaires qui devaient leurs attributions davantage à leur mérite, à leurs actes passés et à la faveur du prince qu'à d'anciens droits héréditaires. Le processus qui avait conduit à l'instauration de ces États plus forts, où cette concentration avait rendu le pouvoir exécutif plus efficace, avait englouti d'autres États plus faibles. Diverses catégories de personnes qui risquaient de perdre le pouvoir et voyaient une menace peser sur les intérêts de toutes sortes qu'ils avaient acquis avaient riposté, et la guerre était devenue un phénomène endémique. Plus les Européens prenaient conscience de l'accroissement du pouvoir étatique en Afrique, plus ils étaient décidés à y faire obstacle ; et la tâche leur était facilitée par la possibilité qui s'offrait à eux d'exploiter l'héritage de cet état de guerre constant pour susciter des divisions et créer des occasions d'intervention.

Les États qui s'étaient formés avaient mis en place des institutions politiques plus stables, généralement plus efficaces que toutes les institutions antérieures pour obtenir satisfaction des exigences du souverain envers ses sujets. Cela supposait, comme nous l'avons indiqué précédemment, une définition plus claire de l'autorité, et un tracé plus net des frontières. Peut-être aussi ce facteur favorisa-t-il une prise de conscience plus précise de la valeur du sol. Quoi qu'il en soit, les conflits devinrent plus impitoyables que par le passé, et tendirent vers la guerre totale. Ils n'avaient pas simplement pour objectif de déterminer les limites des pouvoirs respectifs des chefs qui s'affrontaient, mais mettaient en jeu les destinées de sociétés entières. Il n'était pas rare de voir le vainqueur faire prisonnière toute la population valide, s'emparer des terres, des troupeaux, et parfois annexer la communauté tout entière, qui perdait ainsi son identité.

Il faut souligner ici que, dans une large mesure, les guerres du XIXe siècle ne renforcèrent le pouvoir de l'État qu'au détriment d'autres formes de solidarité. Les rivalités politiques et la concurrence économique que ces guerres mettaient en jeu étaient si intenses qu'elles ne respectaient guère ce que nous appellerions aujourd'hui l'ethnicité — c'est-à-dire les affinités culturelles créées par l'emploi d'une même langue, par la croyance aux mêmes mythes sur l'origine de l'homme ou du groupe, ainsi que par les réseaux de parenté ou l'interconnexion des croyances religieuses, qui, en général, avaient par le passé transcendé les frontières du pouvoir des États. Si ce déclin de l'ethnicité n'était sans doute pas nouveau, il n'avait jamais été aussi général qu'au XIXe siècle. Dans les affrontements et dans le processus de formation des États qui sont liés au Mfecane, ou aux guerres yoruba, ashanti ou masaï de ce siècle, le pouvoir de l'État a joué sans aucun doute un rôle beaucoup plus important que l'ethnicité. De fait, à considérer l'ampleur des guerres et des divers mouvements de populations qui furent liés à la traite des esclaves et au processus de formation ou de reconstruction des États, il est paradoxal que l'on ait pu, à propos des peuples africains à la veille de la conquête coloniale, évoquer la vieille notion anthropologique de « tribu », dont les caractéristiques seraient celles d'une entité biologique immuable. Bien au contraire, en effet, les structures étatiques nouvelles qui ne reposaient pas sur l'ethnicité étaient devenues plus importantes que la

solidarité ethnique, pour ce qui était de déterminer la réaction des divers peuples africains au défi européen.

La stratégie des Européens, lorsqu'ils prirent conscience du renforcement du pouvoir étatique en Afrique, fut d'abord de serrer les rangs derrière l'intérêt national. Les missionnaires, marchands, explorateurs et agents consulaires européens, qui avaient tendance auparavant à agir en ordre dispersé et souvent à s'opposer les uns aux autres, commencèrent à se regrouper sous la bannière des intérêts nationaux. La situation du début du siècle, époque où l'on pouvait voir des explorateurs et des missionnaires allemands patronnés par des institutions britanniques, ou encore des négociants français et britanniques coopérer à la cour de Zanzibar, était de plus en plus difficilement imaginable dans les années 1870. Cette stratégie des Européens fut cependant inefficace, car les souverains africains commencèrent à comprendre que tous les ressortissants européens, qu'ils fussent missionnaires, marchands ou explorateurs, servaient en fin de compte les mêmes intérêts. Qui plus est, ces rois étaient aussi passés experts dans l'art de jouer les nations européennes les unes contre les autres. Aussi les Européens décidèrent-ils de s'y prendre autrement.

Comme nous l'avons vu, le facteur qui, en définitive, fit basculer l'équilibre des forces en Afrique, dans les années 1870, ne fut pas la nature des armées ou la qualité de leur entraînement, de leur discipline ou de leur commandement, mais la qualité et la quantité des armes à feu. Le dernier mot, dans la lutte pour le pouvoir en Afrique, devait donc appartenir à ceux qui avaient la haute main sur les armes et les munitions. La situation était appelée à rester incertaine aussi longtemps que les Européens poursuivraient séparément leurs intérêts nationaux, et que les chefs d'État africains pourraient jouer les puissances les unes contre les autres. En outre, les Européens, qui avaient absolument besoin d'alliés, devaient se résigner à fournir des armes à feu de qualité pour obtenir des traités, des concessions, des garanties de neutralité ou, au contraire, de participation active aux guerres qui les opposaient à des États africains rivaux. Il devint donc essentiel pour eux de soumettre la ruée sur l'Afrique à certaines règles fondées sur des accords internationaux, et, tout particulièrement, de limiter les fournitures d'armes et de munitions. La rivalité la plus intense était celle qui mettait aux prises Britanniques et Français. Les Britanniques essayèrent, pour garantir leurs intérêts, de s'ériger en protecteurs, y compris des intérêts portugais, ce qui fournit à Bismarck l'occasion de s'entremettre de façon intéressée en réunissant à Berlin une conférence internationale. La rencontre de Berlin, à son tour, donna au roi Léopold de Belgique l'occasion d'obtenir que la communauté internationale avalise ses prétentions sur le Congo, ce pour quoi il proclama bien haut le libre échange et les idées humanitaires anti-esclavagistes[24]. Cette évolution ouvrait la voie à l'Acte de Bruxelles, qui, au nom d'une campagne anti-esclavagiste, interdit la fourniture d'armes aux chefs d'État africains.

24. S. Miers, 1971.

Le fait est que, en invoquant la limitation des armements et la campagne contre l'esclavage, les Britanniques purent exempter les colons « autonomes » d'Afrique du Sud de l'application des dispositions adoptées à Bruxelles. Dans le même esprit, sans cesser de combattre tel ou tel État d'Afrique et de négocier force traités et conventions avec des souverains africains, ils purent aussi soutenir que, du fait qu'ils possédaient des esclaves et en faisaient commerce, les États africains n'étaient pas reconnus en droit international. Il était donc possible de déclarer, dans l'Acte général de la Conférence de Berlin (1885) et dans l'Acte de Bruxelles (1889), qu'en droit international l'Afrique était *terra nullius*, et que seules les puissances européennes et leur colons avaient là des intérêts qu'il fallait protéger.

Autrement dit, tandis qu'en Afrique les pays européens traitaient avec tel ou tel État africain, les reconnaissaient, s'alliaient aux uns, combattaient les autres, en Europe, au contraire, ils serraient les rangs en frères de race et formaient un cartel pour réglementer la fourniture des principaux armements aux Africains. Les chefs africains n'avaient aucun moyen de riposter à une telle stratégie. La lutte pour le pouvoir en Afrique se trouvait ainsi mêlée à la politique internationale du concert des puissances européennes, domaine où la diplomatie africaine souffrait d'un grave désavantage. Il est douteux que les Africains se soient rendu compte, avant qu'il fût trop tard, de la gravité du danger qui les menaçait. Par habitude, ils comptaient sur le fait qu'en Afrique les Européens étaient loin de leurs bases et qu'en tout état de cause les Africains avaient l'avantage du nombre. Ils continuèrent de se conduire comme s'ils pouvaient jouer indéfiniment les puissances européennes les unes contre les autres. En Afrique australe, ils crurent même qu'ils pouvaient en appeler à la reine d'Angleterre et à ses représentants directs pour faire respecter les obligations découlant des traités, contre la volonté des colons anglo-boers et de certains aventuriers. À mille lieues de songer au contrepoids qu'aurait pu être la solidarité panafricaine, chaque État africain se conduisait comme il croyait devoir le faire isolément dans son propre intérêt.

Pour trouver l'explication essentielle de cet état de choses, il faut, semble-t-il, invoquer non seulement les talents diplomatiques des stratèges européens, mais aussi l'héritage des guerres, aspect indissociable des situations révolutionnaires qui ont caractérisé l'Afrique au XIX^e siècle. C'est l'intensité des rivalités et la cruauté des guerres qui ont empêché les dirigeants africains de comprendre à temps que la riposte à la menace européenne devait prendre le pas sur les oppositions entre États africains, et qu'ils devaient s'unir pour y faire face.

Notice biographique des auteurs du volume VI

Chapitre 1 :
J. F. ADE. AJAYI (Nigéria). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique occidentale au XIXe siècle ; auteur d'un grand nombre de publications et d'articles sur l'histoire africaine ; ancien vice-recteur de l'Université de Lagos ; professeur émérite, Département d'histoire à l'Université d'Ibadan.

Chapitre 2 :
I. WALLERSTEIN (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de la sociologie africaine et des systèmes économiques mondiaux ; auteur de publications et articles divers ; a été professeur de sociologie à l'University College de Dar es-Salaam, à l'Université Columbia de New York et à l'Université McGill de Montréal ; directeur du Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations, SUNY, Binghamton.

Chapitre 3 :
A. ADU BOAHEN (Ghana). Spécialiste de l'histoire coloniale de l'Afrique occidentale ; auteur d'un grand nombre de publications et d'articles sur l'histoire de l'Afrique ; ancien professeur et chef du Département d'histoire à l'Université du Ghana.

Chapitre 4 :
S. DAGET (France). Spécialiste de la traite des esclaves africains au XIXe siècle ; auteur d'un grand nombre de publications et d'articles sur la traite des esclaves africains ; ancien professeur d'histoire à l'Université de Nantes. Décédé en 1992.

Chapitre 5 :
L. D. NGCONGCO (Botswana). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique australe ; a publié diverses études sur le Botswana à l'époque précoloniale ; ancien directeur du National Institute of Development, Research and Documentation ; professeur et chef du Département d'histoire à l'Université du Botswana.

Chapitre 6 :
E. K. MASHINGAIDZE (Zimbabwe). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique australe ; a été maître de conférences à l'Université nationale du Lesotho et ambassadeur du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies, secrétaire permanent à Harare.

Chapitre 7 :
N. M. BHEBE (Zimbabwe). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique australe ; auteur de divers ouvrages sur les Ndebele ; ancien maître de conférences à l'Université du Swaziland ; « senior lecturer » à l'Université du Zimbabwe.

Chapitre 8 :
A. F. ISAACMAN (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique ; auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire sociale du Mozambique aux XIXe et XXe siècles ; professeur d'histoire à l'Université du Minnesota.

Chapitre 9 :
A. I. SALIM (Kenya). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique orientale ; auteur de nombreux articles sur les peuples de langue kiswahili ; professeur et actuel président du Département d'histoire à l'Université de Nairobi.

Chapitre 10 :
I. N. KIMAMBO (République-Unie de Tanzanie). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique orientale ; auteur de plusieurs publications sur l'histoire précoloniale de la Tanzanie ; ancien administrateur universitaire en chef ; actuellement professeur au Département d'histoire à l'Université de Dar es-Salaam.

Chapitre 11 :
D. W. COHEN (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'anthropologie historique africaine appliquant les techniques de l'anthropologie et de l'histoire sociale à l'exploration des problèmes historiques de la région des Lacs au XIXe siècle ; s'intéresse aux anthropologies et aux histoires que les Africains eux-mêmes ont produites en dehors des cercles académiques ; professeur d'histoire et d'anthropologie à l'Université Johns Hopkins de Baltimore.

Chapitre 12 :
J.-L. VELLUT (Belgique). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale ; auteur de plusieurs publications et articles sur le Congo, le Zaïre et l'Angola ; professeur d'histoire à l'Université de Louvain.

Chapitre 13 :
A. ABDEL-MALEK (Égypte). Spécialiste de la sociologie et de la philosophie sociale du monde arabe; auteur d'un grand nombre de publications et d'articles sur le monde arabe et afro-asiatique dans l'optique de la théorie politique et sociale; directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, à Paris; ancien coordonnateur de projet et directeur général de publications (SCA-NST) à l'Université des Nations Unies de Tokyo; auteur et chroniqueur, Le Caire.

Chapitre 14 :
Ḥ. A. IBRĀHĪM (Soudan). Spécialiste de l'histoire de l'Égypte et du Soudan aux XIX^e^ et XX^e^ siècles; auteur d'un grand nombre d'articles et de publications; professeur d'histoire et doyen de la faculté des arts à l'Université de Khartoum.

B. A. OGOT (Kenya). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique, pionnier des techniques de l'histoire de la tradition orale; auteur de nombreuses publications sur l'histoire de l'Afrique orientale; ancien directeur de l'International Louis Leakey Memorial Institute; ancien professeur d'histoire à l'Université Kenyatta de Nairobi; actuellement directeur de l'Institute of Research and Postgraduate Studies à Maseno University College, Maseno.

Chapitre 15 :
R. PANKHURST (Royaume-Uni). Spécialiste de l'histoire de l'Éthiopie; auteur de plusieurs publications sur l'histoire et la culture éthiopiennes; ancien directeur de l'Institute of Ethiopian Studies d'Addis-Abeba; professeur d'études éthiopiennes à l'Institute of Ethiopian Studies d'Addis-Abeba.

Chapitre 16 :
P. M. MUTIBWA (Ouganda). Spécialiste de l'histoire de Madagascar au XIX^e^ siècle et auteur de plusieurs publications sur le sujet; ancien professeur d'histoire et maître de recherche à l'Université de Makerere, à Kampala; actuellement secrétaire de l'Uganda Constitutional Commission à Kampala.

F. V. ESOAVELOMANDROSO (Madagascar). Spécialiste de l'histoire de Madagascar aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles; professeur d'histoire à la faculté des lettres de l'Université d'Antananarivo.

Chapitre 17 :
M. H. CHÉRIF (Tunisie). Spécialiste de l'histoire sociale et politique de l'Afrique du Nord; auteur de plusieurs articles sur l'histoire nord-africaine; professeur d'université et doyen de la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis.

Chapitre 18 :
A. LAROUI (Maroc). Spécialiste de l'histoire du Maghreb; auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du Maroc et sur l'histoire de l'Afrique du Nord au XIXe siècle; professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rabat.

Chapitre 19 :
N. A. IVANOV (Fédération de Russie). Spécialiste de l'histoire médiévale et contemporaine de l'Afrique du Nord; auteur de plusieurs publications sur l'histoire contemporaine de l'Afrique du Nord; chargé de recherche à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de la Russie, Moscou.

Chapitre 20 :
S. BAIER (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'histoire économique de l'Afrique occidentale et, en particulier, de l'histoire du Sahel ouest-africain; auteur de nombreuses publications sur les économies sahéliennes; ancien directeur adjoint de l'African Studies Center de l'Université de Boston; actuellement ingénieur logiciel principal chez Access Technology, Natick (Massachusetts).

Chapitre 21 :
A. A. BATRAN (Soudan). Spécialiste de l'histoire de l'islam en Afrique; auteur d'ouvrages et d'articles sur les confréries religieuses soufi et sur l'évolution de l'érudition en Afrique de l'Ouest et du Nord; professeur d'histoire africaine à l'Université Howard, Washington, D. C.

Chapitre 22 :
M. LAST (Royaume-Uni). Spécialiste de l'histoire et de la sociologie africaines; auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire et la culture des Hawsa, et sur la vie intellectuelle au Soudan occidental; chargé de cours d'anthropologie sociale à l'University College de Londres.

Chapitre 23 :
M. LYᶜ-TALL (Mali). Spécialiste de l'histoire du Mali; a publié des ouvrages sur l'empire du Mali et sur la vie d'al-Hadjdj ᶜUmar Tall; ancien maître assistant à l'IFAN de l'Université de Dakar; actuellement ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, délégué permanent du Mali auprès de l'UNESCO.

Chapitre 24 :
Y. PERSON (France). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique, et notamment du monde mande; a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'Afrique; professeur d'histoire à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne. Décédé en 1982.

Chapitre 25 :
K. ARHIN (Ghana). Spécialiste de l'anthropologie sociale, notamment en ce qui concerne l'histoire et la culture des Akan; a publié de nombreux ouvrages sur les Ashanti; professeur d'études africaines à l'Institute of African Studies de l'Université du Ghana.

J. KI-ZERBO (Burkina Faso). Spécialiste de l'histoire africaine et de sa méthodologie; auteur de nombreux ouvrages traitant de l'Afrique noire et de son histoire; professeur d'histoire à l'Université de Dakar; actuellement directeur du CEDA de Ouagadougou et député à l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Chapitre 26 :
A. I. ASIWAJU (Nigéria). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique; auteur de plusieurs ouvrages relatifs aux peuples de langue yoruba et aja, et à l'impact du découpage territorial colonial sur les peuples africains; professeur d'histoire à l'Université de Lagos.

Chapitre 27 :
E. J. ALAGOA (Nigéria). Spécialiste de l'histoire africaine et de sa méthodologie; auteur d'études diverses sur les Ijọ, sur les techniques de l'histoire de la tradition orale et l'archéologie; professeur d'histoire à l'Université de Port Harcourt.

L. Z. ELANGO (Cameroun). Spécialiste de l'histoire du Cameroun; maître de conférences au Département d'histoire de l'Université de Yaoundé.

N. METEGUE N'NAH (Gabon). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale; chef du Département d'histoire de l'Université de Libreville.

Chapitre 28 :
F. W. KNIGHT (Jamaïque). Spécialiste de l'histoire de la diaspora africaine; auteur de plusieurs publications sur Cuba, la société esclavagiste et la diaspora africaine; professeur d'histoire à l'Université Johns Hopkins de Baltimore.

Y. A. TALIB (Singapour). Spécialiste de l'islam, du monde malais et du Moyen-Orient, et en particulier de l'Arabie du Sud-Ouest; auteur de plusieurs ouvrages sur ces sujets; chef du Département des études malaises à l'Université nationale de Singapour.

P. D. CURTIN (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique et de l'histoire de la traite des esclaves; auteur de nombreuses publications sur ces sujets; professeur d'histoire à l'Université Johns Hopkins de Baltimore.

Chapitre 29 :
J. F. ADE. AJAYI (Nigéria).

M. A. OMOLEWA, de l'Université d'Ibadan, a aidé le professeur J. F. Ade. Ajayi dans la phase finale de préparation du volume.

Membres du comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique

Professeur J. F. A. Ajayi (Nigéria). Depuis 1971. (*Directeur du volume VI*)

Professeur F. A. Albuquerque Mourão (Brésil). Depuis 1975

Professeur D. Birmingham (Royaume-Uni). Depuis 1985

Professeur A. A. Boahen (Ghana). Depuis 1971. (*Directeur du volume VII*)

S. Exc. M. Boubou Hama (Niger). 1971-1978. A démissionné. Décédé en 1982)

Dr (Mrs) Mutumba Bull (Zambie). Depuis 1971

Professeur D. Chanaiwa (Zimbabwe). Depuis 1975. Décédé en 1993

Professeur P. D. Curtin (États-Unis d'Amérique). Depuis 1975

Professeur J. Devisse (France). Depuis 1971

Professeur M. Difuila (Angola). Depuis 1978

Professeur Cheikh Anta Diop (Sénégal). 1971-1986. Décédé en 1986

Professeur H. Djait (Tunisie). Depuis 1975

Professeur J. D. Fage (Royaume-Uni). 1971-1986. A démissionné

S. Exc. M. Mohammed El Fasi (Maroc). Depuis 1971. Décédé en 1991 (*Directeur du volume III*)

Professeur J. L. Franco (Cuba). Depuis 1971. Décédé en 1989

Musa H. I. Galaal (Somalie). 1971-1981. Décédé en 1981

Professeur Dr V. L. Grottanelli (Italie). Depuis 1971

Professeur E. Haberland (Allemagne). Depuis 1971. Décédé en 1992

Dr Aklilu Habte (Éthiopie). Depuis 1971

S. Exc. M. A. Hampaté Ba (Mali). 1971-1978. A démissionné. Décédé en 1991

Dr Idris S. El-Hareir (Jamahiryia arabe libyenne populaire et socialiste). Depuis 1978

Dr I. Hrbek (République tchèque). Depuis 1971. Décédé en 1993. (*Codirecteur du volume III*)

Dr (Mrs) A. Jones (Libéria). Depuis 1971

Abbé Alexis Kagame (Rwanda). 1971-1981. Décédé en 1981

Professeur I. M. Kimambo (République-Unie de Tanzanie). Depuis 1971

Professeur J. Ki-Zerbo (Burkina Faso). Depuis 1971. (*Directeur du volume I*)

M. Diouldé Laya (Niger). Depuis 1979

Dr A. Letnev (Fédération de Russie). Depuis 1971

Dr G. Mokhtar (Égypte). Depuis 1971. (*Directeur du volume II*)

Professeur P. Mutibwa (Ouganda). Depuis 1975

Professeur D. T. Niane (Sénégal). Depuis 1971. (*Directeur du volume IV*)

Professeur L. D. Ngcongco (Botswana). Depuis 1971

Professeur T. Obenga (Congo). Depuis 1975

Professeur B. A. Ogot (Kenya). Depuis 1971. (*Directeur du volume V*)

Professeur C. Ravoajanahary (Madagascar). Depuis 1971

Professeur W. Rodney (Guyana). 1979-1980. Décédé en 1980

Professeur M. Shibeika (Soudan). 1971-1980. Décédé en 1980

Professeur Y. A. Talib (Singapour). Depuis 1975

Professeur A. Teixeira da Mota (Portugal). 1978-1982. Décédé en 1982

Mgr T. Tshibangu (Zaïre). Depuis 1971

Professeur J. Vansina (Belgique). Depuis 1971

Rév. Hon. Dr E. Williams (Trinité-et-Tobago). 1976-1978. A démissionné en 1978. Décédé en 1980

Professeur A. A. Mazrui (Kenya). N'est pas membre du comité. (*Directeur du volume VIII*)

Professeur C. Wondji (Côte d'Ivoire). N'est pas membre du comité. (*Codirecteur du volume VIII*)

Secrétariat du Comité scientifique international pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique :* Division de la coopération culturelle internationale, de la préservation et de l'enrichissement des identites culturelles, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15.

Abréviations et liste des périodiques

AHS African Historical Studies (devint *IJAHS* en 1972), Université de Boston, African Studies Center.
BCEHSAOF Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique-Occidentale française, Dakar.
BIFAN Bulletin de l'Institut français (ultérieurement *fondamental*) *d'Afrique noire*, Dakar.
BSOAS Bulletin of the School of Oriental and African studies, Londres.
CEA Cahiers d'études africaines, Paris, Mouton.
CJAS Canadian Journal of African Studies, Canadian Association of African Studies, Department of Geography, Carleton University, Ottawa.
CUP Cambridge University Press.
EALB East African Literature Bureau, Nairobi.
EAPH East African Publishing House, Nairobi
HA History in Africa : A Journal of Method, Waltham, Massachusetts.
HMSO Her (His) Majesty's Stationery Office, Londres.
HUP Harvard University Press.
IAI International African Institute, Londres.
IFAN Institut français (*ultérieurement* fondamental) d'Afrique noire, Dakar.
IJAHS International Journal of African Historical Studies, Université de Boston, African Studies Center.
IRSH Institut de recherches en sciences humaines, Niamey.
IUP Ibadan University Press.
JAH Journal of African History, Cambridge, CUP.
JHSN Journal of the Historical Society of Nigeria, Ibadan.
JHUP Johns Hopkins University Press, Baltimore.
JICH Journal of Imperial and Commonwealth History, Institute of Commonwealth Studies, Londres.
JRAI Journal of the Royal Anthropological Institute, Londres.
JSAS Journal of Southern African Studies, Londres, OUP.
KUP Khartoum University Press.

MUP Manchester University Press.
NEA Nouvelles Éditions africaines, Dakar.
NUP Northwestern University Press.
OUP Oxford University Press.
PUF Presses universitaires de France, Paris.
PUP Princeton University Press.
RFHOM Revue française d'histoire d'outre-mer, Paris.
ROMM Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, Aix-en-Provence.
RPC Recherche, pédagogie et culture, Paris, AUDECAM.
SFHOM Société française d'histoire d'outre-mer, Paris.
SNR Sudan Notes and Records, Khartoum.
SOAS School of Oriental and African Studies, Université de Londres.
SUP Stanford University Press.
TAJH Transafrican Journal of History, Nairobi, EAPH.
THSG Transactions of the Historical Society of Ghana, Legon.
TNR Tanzania Notes and Records, Dar es-Salaam.
UCP University of California Press.
UJ Uganda Journal, Kampala.
UPP University of Pennsylvania Press.
UWP University of Wisconsin Press.
YUP Yale University Press.

Bibliographie

Abbadie, A. d'. 1868*a*. *L'Abyssinie et le roi Théodore*, Paris.

—. 1868*b*. *Douze ans dans la Haute-Éthiopie*, Paris.

Abdallah, Y. B. 1973. *The Yaos. Chiikala cha Wayao*, dir. publ. et tr. Meredith Sanderson, 2e éd., Londres, Frank Cass.

Abdel-Malek, A. 1962. *Égypte. Société militaire*, Paris.

—. 1969. *Idéologie et renaissance nationale : l'Égypte moderne*, Paris, Anthropos.

Abir, M. 1965. « The emergence and consolidation of the monarchies of Enarca and Jimma in the first half of the nineteenth century », *JAH*, 6, 2, p. 205-219.

—. 1968. *Ethiopia. The era of the princes. The challenge of islam and the reunification of the Christian empire 1769-1855*, Londres, Longman.

—. 1977. « Modernisation, reaction and Muḥammad Ali's "Empire" », *Middle Eastern Studies*, 13, 3, p. 295-313.

Abitbol, M. 1979. *Tombouctou et les Arma. De la conquête marocaine du Soudan nigérien en 1591 à l'hégémonie de l'Empire peul du Macina en 1833*, Paris, Maisonneuve et Larose.

Abraham, D. P. 1966. « The roles of Chaminuka and the Mhondoro cults in Shona political history », dans : E. Stokes et R. Brown (dir. publ.), p. 28-42.

Abubakar, S. 1970. *The Lamibe of Fombina : a political history of Adamawa 1809-1901*, Zaria, Ahmadu Bello University Press.

Abun-Nasr, J. M. 1962. « Some aspects of the Umari branch of the Tijanniyya », *JAH*, 3, 2, p. 329-331.

—. 1971. *A history of the Maghrib*, Cambridge, CUP.

—. 1975. *A history of the Maghrib*, 2e éd., Cambridge, CUP.

Acocks, J. P. H. 1953. *Veld types of South Africa*, Pretoria, Department of Agriculture.

Adali, H. 1968. « Documents on the Egyptian question in the Yildiz collection », dans *Political and social change in modern Egypt*, p. 54 sq., Londres.

Adams, C. C. 1933. *Islam and modernism in Egypt, a study of the modern reform movement inaugurated by Muḥammad 'Adbuh*, Londres, OUP.

Adamu, M. 1978. *The Hausa factor in West African history*, Zaria, Ahmadu Bello University Press.

—. 1979. « The delivery of slaves from the central Sudan to the bight of Benin in the eighteenth and nineteenth centuries », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 163-80.
—. 1986. *Pastoralists of the West African savanna : selected studies*, dir. publ. M. Adamu et A. H. M. Kirk-Green, communication présentée au XV^e séminaire international africain tenu à l'Université Ahmadu Bello, Nigéria, juillet 1979, Manchester, MUP, Londres, IAI.
Adeleye, R. A. 1970. *Power and diplomacy in Northern Nigeria, 1804-1906*, Londres, Longman.
Addis Hiwet 1975. *Ethiopia : from autocracy to revolution*, Londres, Review of African Political Economy.
Aderibigbe, A. B. 1959. *The expansion of the Lagos Protectorate 1861-1900*, thèse de doctorat, Université de Londres.
Afawarq-Garba Yasus. 1901. *Daqmawi Menilek*, Rome.
Agar-Hamilton, J. A. I. 1928. *The native policy of the Voortrekkers : an essay on the history of the interior of South Africa, 1836-1858*, Le Cap, Miller.
Ageron, C.-R. 1964. *Histoire de l'Algérie contemporaine, 1830-1964*, Paris, PUF.
—. 1968. *Les Algériens musulmans et la France. 1871-1919*, 2 vol., Paris, Faculté des lettres et sciences humaines, Sorbonne.
—. 1972. *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris, PUF.
—. 1977. « Abdel-Kader », dans : *Les Africains*, Paris, Jeune Afrique, I, p. 19-49.
—. 1979. *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954). Histoire de l'Algérie contemporaine*, 2, Paris, PUF.
Aguirre Beltran, G. 1972. *La población negra de Mexico*, 2^e éd., Mexico, Fondo de cultura economica.
Ahmed, J. M. 1966. The *intellectual origins of Egyptian nationalism*, Londres, OUP.
Ajayi, J. F. A. 1969. *Christian missions in Nigeria, 1841-1891. The making of a new elite*, Evanston, NUP.
—. 1974. « The aftermath of the collapse of Old Oyo », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 129-66.
Ajayi, J. F. A. et Crowder, M. (dir. publ.). 1974. *History of West Africa*, vol. 2, Londres, Longman.
—. (dir. publ.). 1988. *History of West Africa*, vol. 2, 2^e éd., Londres, Longman.
Ajayi, J. F. A. et Ikara, B. A. (dir. publ.). 1984. *Political evolution in Nigeria*, Ibadan, UPL.
Ajayi, J. F. A. et Oloruntimehin, B. O. 1976. « West Africa in the anti-slave trade era », dans : J. E. Flint (dir. publ.), p. 200-21.
Ajayi, J. F. A. et Smith, R. S. 1964. *Yoruba warfare in the nineteenth century*, Cambridge, CUP.
Akinjogbin, I. A. 1965. « The prelude to the Yoruba civil wars of the nineteenth century », *Odu*, 2, 2, p. 81-86.
—. 1967. *Dahomey and its neighbours, 1708-1818*, Cambridge, CUP.
Akinjogbin, I. A. et Ekemode, G. O. (dir. publ.). 1976. *Proceedings of the conference on Yoruba civilization held at the University of Ife, Nigeria, 26-31 July 1976*.
Akintoye, S. A. 1969 « The north-eastern districts of the Yoruba country and the Benin kingdom », *JHSN*, 4, 4, p. 539-53.
—. 1971. *Revolution and power politics in Yorubaland, 1840-1893*, Londres, Longman.
Alagoa, E. J. 1964. *The small brave city state : a history of Nembe-Brass in the Niger delta, Madison*, UWP.
—. 1970. « Long-distance trade and states in the Niger delta », *JAH*, 11, 3, p. 319-329.

—. 1971*a*. « The development of institutions in the states of the eastern Niger delta », *JAH*, 12, 2, p. 269-278.
—. 1971*b*. « Nineteenth-century revolutions in the states of the eastern Niger delta and Calabar », *JHSN*, 5, p. 565-573.
Alagoa, E. J. et Fombo, A. 1972. *A chronicle of grand Bonny*, Ibadan, IUP.
Ali, A. I. M. 1972. *The British, the slave trade and slavery in the Sudan, 1820-1881*, Khartoum, KUP.
Alkali, M. N. 1978. *Kanem-Borno under the Sayfawa*, thèse de doctorat, Zaria, Ahmadu Bello University.
Allen, J. de Vere (dir. publ.). 1977. *Al-Inkishafi. Catechism of a soul*, Nairobi, Kampala et Dar es-Salaam, EALB.
Almeida, D. d'. 1973. Le *Dahomey et l'administration coloniale française*, diplôme de sciences économiques et sociales, V^e^ section, Université de Paris, Sorbonne.
Alpers, E. A. 1967. *The East African slave trade*, Historical Association of Tanzania, papier n^o^ 3, Nairobi, EAPH.
—. 1969. « Trade, state and society among the Yao in the nineteenth century », *JAH*, 10, 3,p. 405-420.
—. 1972. « Towards a history of the expansion of islam in East Africa : the matrilineal peoples of the southern interior », dans : T. O. Ranger et I. Kimambo (dir. publ.), p. 172-196.
—. 1974. « The nineteenth century : prelude to colonialism », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), p. 229-248.
—. 1975. *Ivory and slaves in East Central Africa*, Londres, Heinemann.
—. 1976. « Gujarat and the trade of East Africa, *c.* 1500-1800 », *IJAHS*, 9, 1, p. 22-44.
Amulree, Lord. 1970. « Prince Alamayou of Ethiopia », *Ethiopia Observer*, 13, p. 8-15.
Ancelle, J. 1887. *Les explorations au Sénégal et dans les contrées voisines*, Paris, Maisonneuve.
Andrews, G. R. 1980. *The Afro-Argentines of Buenos Aires 1800-1900*, Madison, UWP.
Anonyme, s. d. *Histoire des Bahunde* (manuscrit non publié), Bukavu, Zaïre, CELA (Institut linguistique des pères Blancs).
Anstey, R. 1976. *The Atlantic slave trade and British abolition, 1760-1810*, Londres, Macmillan.
Arcin, A. 1911. *Histoire de la Guinée française*, Paris, Challamel.
Ardener, E. 1956. *Coastal Bantu of the Cameroons*, Londres, IAI.
Arhin, K. 1967. « The structure of Greater Ashanti (1700-1824) », *JAH*, 8, 1, p. 65-85.
—. 1970. « Aspects of the Ashanti northern trade in the nineteenth century », *Africa*, 40, 4, p. 363-373.
—. 1979. *West African traders in Ghana in the nineteenth and twentieth centuries*, Londres, Longman.
Arnot, F. S. 1889. *Garenganze or seven years' pioneer mission work in Central Africa*, Londres, Hawkins.
Asad, T. 1966. « A note on the history of the Kababish tribe », *SNR*, 47, p. 79-87.
Asiegbu, J. U. J. 1969. *Slavery and the politics of liberation, 1787-1861 : a study of liberated African emigration and British anti-slavery policy*, Londres, Longmans Green.
Asiwaju, A. I. 1973. « A note on the history of Sabe : an ancient Yoruba kingdom », *Lagos Notes and Records*, 4, p. 17-29.
—. 1976. *Western Yorubaland under European rule, 1889-1945 : a comparative analysis of French and British colonialism*, Londres, Longman.
—. 1979. « The Aja-speaking peoples of Nigeria : a note on their origins, settlement and cultural adaptation up to 1945 », *Africa*, 49, 1, p. 15-28.

Atanda, J. A. 1984. « Collision and coalition in nineteenth century Western Nigeria », dans : J. F. A. Ajayi et B. A. Ikara (dir. publ.), *Political evolution in Nigeria*, Ibadan, UPL.
Atmore, A. et Marks, S. 1974. « The imperial factor in South Africa in the nineteenth century : towards a reassessment», *JICH*, 3, 1, p. 105-139.
Austen, R. A. 1970. « The abolition of the overseas slave trade : a distorted theme in West African history », *JHSN*, 5, 2, p. 257-274.
—. 1979. « The trans-Saharan slave trade : a tentative census », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 23-76.
Awe, B. 1964. *The rise of Ibadan as a Yoruba power, 1851-1893*, thèse de doctorat, Université d'Oxford.
—. 1973. « Militarism and economic development in nineteenth century Yoruba country : the Ibadan example », *JAH*, 14, 1, p. 65-78.
Ayache, G. 1958. « Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860 », *Revue historique*, 220, 2, p. 271-310.
—. 1965. « La crise des relations germano-marocaines, 1894-1897 », *Hespéris-Tamuda*, 6, p. 159-204.
—. 1979. *Études d'histoire marocaine*, Rabat, SMER.
Ayache, S. 1963. *L'accession au trône (1828) de Ranavalona I[re] : à travers le témoignage de Raombana (1854)*, Tananarive, Imprimerie nationale.
—. 1975. « Esquisse pour le portrait d'une reine : Ranavalona I[re] », *Omaly sy Anio*, 1-2, p. 251-270.
—. 1977. « Jean Laborde vu par les témoins malgaches », *Omaly sy Anio*, 5-6, p. 191-222.
Ayandele, E. A. 1966. *The missionary impact on modern Nigeria 1842-1914 : a political and social analysis*, Londres, Longmans Green.
Ayliff, J. et Whiteside, J. 1962. *History of the Abambo, generally known as Fingos*, 1[re] éd. 1912, Le Cap.
Azevedo, W. L. 1969-1971. « A tribal reaction to nationalism », *Liberian Studies Journal*, 1, 2, p. 1-21 ; 2, 1, p. 43-63 ; 2, 2, p. 99-115 ; 3, 1, p. 1-19.
Bâ, O. 1976. *La pénétration française au Cayor, 1854-1861*, Dakar, Oumar Bâ.
—. s. d. *El Hadj Oumar Tal* (manuscrit non publié).
Baer, G. 1961. « The village shaykh in modern Egypt», dans : U. Heyd (dir. publ.), *Studies in islamic history and civilization*, Jérusalem, Université hébraïque.
—. 1962. *A history of landownership in modern Egypt 1800-1950*, Londres, OUP.
Baeta, C. G. (dir. publ.). 1968. *Christianity in tropical Africa*, Londres, OUP.
Bagodo, O. 1979. *Le royaume borgu wassangari de Nikki dans la première moitié du XIX[e] siècle : essai d'histoire politique*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université nationale du Bénin, Abomey-Calavi.
Baier, S. 1974. *African merchants in the colonial period : a history of commerce in Damagaram (Central Niger) 1880-1960*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin, Madison.
—. 1977. «Trans-Saharan trade and the Sahel : Damergu 1870-1930», *JAH*, 18, 1, p. 37-60.
—. 1980. *An economic history of central Niger*, Oxford, Clarendon Press.
Baier, S. et Lovejoy, P. E. 1977. « The Tuareg of the central Sudan : gradations of servility at the desert edge (Niger and Nigeria) », dans : S. Miers et I. Kopytoff (dir. publ.), p. 391-411.
Bain, A. G. 1949. *Journal of Andrew Geddes Bain*, Le Cap, Van Riebeeck Society.
Baker, S. W. 1879. *Ismailia*, 2[e] éd., Londres, Macmillan.
Al-Barawi, R. et Eleish, M. H. 1944. *Al-tatawwor al-iqtisadi fī Misr fī 'l-asr al-ḥadīth*, Le Caire, Maktabat al-Nahdah al-Misriyyah.

Barbar, A. 1980. *The Tarabulus (Libyan) resistance to the Italian invasion : 1911-1920*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin, Madison.
Bargaoui, S. 1982. *Al milkiya wa alaḳāt el-ʿamal fī nāh'iyati Tūnis fī awāk̲hir al-karn al-tāsa ʿas̲har wa bidāyat al-ḳarn al ʿis̲hrīn*, thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Tunis.
—. 1983. « Le phénomène de l'usure dans la Tunisie de 1881 », dans : *Réactions à l'occupation française de la Tunisie en 1881*, Tunis, CNUDST.
Barkindo, B. M. (dir. publ.). 1978. *Studies in the history of Kano*, Ibadan, Heinemann.
—. (dir. publ.). 1983. *Studies in the history of Kano*, Ibadan, Heinemann. Communications présentées lors du Kano International Seminar, 6-11 sept. 1981, organisé par le département d'histoire, Bayero University, Kano, Nigéria.
Barnes, J. A. 1951. *Marriage in a changing society : a study in structural change among the Fort Jameson Ngoni*, Londres, OUP.
—. 1954. *Politics in a changing society : a political history of the Fort Jameson Ngoni*, Le Cap, Londres, New York, Oxford University Press.
Barrett, D. B. 1968. *Schism and renewal in Africa*, Nairobi, OUP.
Barry, B. 1972. *Le royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspero.
Bartels, F. L. 1965. *The roots of Ghana methodism*, Cambridge, CUP.
Barth, H. 1857. *Travels and discoveries in North and Central Africa*, 5 vol., Londres, Longman, Brown, Green, Longmans and Roberts.
—. 1863. *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale pendant les années 1849 à 1855*, 4 vol., Paris, Bohné.
Bascom, W. R. 1972. *Shango in the New World*, Austin University of Texas Press.
Bastin, J. 1965. *The British in West Sumatra, 1685-1825*, Kuala Lumpur, University of Malaya Press.
—. 1977. *A history of modern Southeast Asia*, 2e éd., Londres, Prentice-Hall.
Bathurst, R. C. 1967. *The Ya'rubi dynasty of Oman*, thèse de doctorat, Université d'Oxford.
Batran, A. A. 1972. *Sidi al-Mukhtar al-Kunti and the recrudescence of islam in the western Sahara and the middle Niger*, thèse de doctorat, Université de Birmingham.
—. 1973. « An introductory note on the impact of Sidi al-Mukhtar al-Kunti (1729-1811) on West African islam in the 18th and 19th centuries », *JHSN*, 6, 4, p. 347-52.
—. 1974. « The Qadiriyya-Mukhtariyya brotherhood in West Africa : the concept of Tasawwuf in the writings of Sidi al-Mukhtar al-Kunti», *TAJH*, 4, 1/2, p. 41-70.
—. 1983. *Islam and revolution in Africa : a study in Arab-Islamic affairs*, Brattleboro, Centre des études arabes et islamiques.
Bayram, V. M. 1885. *Gafwat al-iʿtibār*, Le Caire.
Bazin, J. et Terray, E. 1982. *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*, Paris, Archives contemporaines.
Bdira, M. 1978. *Relations internationales et sous-développement : la Tunisie, 1857-1864*, Uppsala, Acta Univers. Upsal.
Beach, D. 1977. « The Shona economy : branches of production », dans : R. Palmer et N. Parsons (dir. publ.), p. 37-65.
—. 1980. *The Shona and Zimbabwe, 900-1850*, New York, Macmillan.
Beachey, R. W. 1967. « The East African ivory trade in the nineteenth century », *JAH*, 8, 2, p. 269-290.
Bean, R. 1975. *The British Trans-Atlantic slave trade, 1650-1775*, New York, Arne Press.
Beemer, H. 1937. « The development of the military organisation in Swaziland », *Africa*, 10, p. 55-74.

Behrens, C. 1974. *Les Kroumen de la côte occidentale d'Afrique*, Bordeaux, CNRS, Centre d'études de géographie tropicale, Talence.
Beke, C. T. 1867. *The British captives in Abyssinia*, 2e éd., Londres, Longman, Green, Reader & Dyer.
Bello, M. 1832. *Sard al-Kalam*, trad. East, *Labarun Hausawa*, p. 18-35 (réimprimé en 1970).
—. 1951. *Infaq al-Maisur*, dir. publ. C. E. J. Whitting, Londres, Luzac.
—. 1964. *Infaq al-Maisur*, dir. publ. ʿAlī ʿAbd al-ʿAzim, Le Caire.
Belrose-Huyghes, V. 1975. « Un exemple de syncrétisme esthétique au XIXe siècle : le Rova de Tananarive d'Andrianjaka à Radama Ier », *Omaly sy Anio*, 1-2, p. 273-307.
—. 1977. « Considérations sur l'introduction de l'imprimerie à Madagascar », *Omaly sy Anio*, 5-6, p. 89-105.
—. 1978*a*. « Le contact missionnaire au féminin : Madagascar et la LMS, 1795-1835 », *Omaly sy Anio*, 7-8, p. 83-131.
—. 1978*b*. *Historique de la pénétration protestante à Madagascar jusqu'en 1829*, thèse de 3e cycle, Paris-Antananarivo.
Benachenhour, A. 1966. *L'État algérien en 1830. Ses institutions sous l'émir Abd-el-Kader*, Alger.
Ben Achour, A. 1977. *Les ulama à Tunis aux XVIIIe et XIXe siècles*, thèse de 3e cycle, Paris-Sorbonne, p. 218-222.
Benedict, B. 1965. *Mauritius : problems of a plural society*, New York, Praeger.
Benhassine, M. L. et Merad, B. A. 1977. « La périodisation des classes sociales en Algérie de 1830 à la veille du déclenchement de la lutte de libération nationale », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 14, 2, p. 323-341.
Bennett, N. R. 1968. « The Arab impact », dans : B. A. Ogot et J. A. Kieran (dir. publ.), p. 216-237.
—. 1974. « The Arab impact », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), p. 210-228.
—. 1978. *A history of the Arab State of Zanzibar*, Londres, Methuen.
—. 1981. *Mirambo of Tanganyika, 1840-1884*, New York, OUP.
—. 1986. *Arab versus European : a diplomacy and war in 19th century*, New York, Africana, Holmes and Meir.
—. 1987. *Discovering the African past : essays in honor of Daniel F. McCall*, Boston, BU.
Ben Salem, L. 1982. « Intérêt des analyses en termes de segmentarité pour l'étude des sociétés du Maghreb », *ROMM*, 33, p. 113-35.
Berg, F. J. 1948. « The Swahili community of Monbasa, 1500-1900 », *JAH*, 9, 1, p. 35-56.
Berger, I. 1981. *Religion and resistance in East African kingdoms in the precolonial period*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
Bergeron, L. 1968. *Les révolutions européennes et le partage du monde*, Paris, Bordas-Laffont, p. 319.
—. (dir. publ.). 1978. *Inerties et révolutions : 1730-1840*, sous la direction de P. Léon, *Histoire économique et sociale du monde*, Paris, Armand Colin.
Berks, J. S. 1978. *Across the savannas to Mecca : the overland pilgrimage route from West Africa*.
Berlin, I. et Hoffman, R. (dir. publ.). 1983. *Slavery and freedom in the age of the American revolution*, Charlottesville, University Press of Virginia.
Bernard, A. 1906. *La pénétration saharienne*, Alger, Imprimerie algérienne.
Bernard, A. et Lacroix, N. 1906. *L'évolution du nomadisme en Algérie*, Paris, Challamel.
Berntsen, J. L. 1979. *Pastoralism, raiding and prophets : Maasailand in the nineteenth century*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin, Madison.

Berque, J. 1978. *L'intérieur du Maghreb, XV-XIXe siècle*, Paris, Gallimard.
Bertho, J. 1949. « La parenté des Yoruba aux peuplades du Dahomey et du Togo », *Africa*, 19, p. 121-32.
Bethell, L. 1970. *The abolition of the Brazilian slave trade. Britain, Brazil and the slave trade question, 1807-1869*, Cambridge, CUP.
Bettoli, P. 1882. « Tripoli commerciale », *L'Esploratore*, 6.
Bhebe, N. M. 1974. « Ndebele trade in the nineteenth century », *Journal of African Studies*, 1, 1, p. 87-100.
Bhila, H. H. K. 1972. « Trade and the survival of an African polity: the external relations of Manyika from the sixteenth to the early nineteenth century », *Rhodesia History*, 3, p. 11-28.
Bianchi, G. 1886. *Alla terra dei Galla : narrazione della spedizione Bianchi in Africa nel 1879-1880*, Milan, Treves.
Bieber, F. J. 1920-1923. *Kaffa : ein altkuschilisches Volkstum in Inner Afrika*, Munster, W. Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung.
Binger, L. G. 1892. *Du Niger au golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi (1887-1889)*, 2 vol., Paris, Hachette.
Biobaku, S. O. 1957. *The Egba and their neighbours*, Oxford, Clarendon Press.
Bird, J. (dir. publ.). 1888. *The annals of Natal 1495-1845*, 2 vol., Pietermaritzburg, Davis.
Birks, J. S. 1978. *Across the savannahs to Mecca : the overland pilgrimage route from West Africa*, Londres, Hurst.
Birmingham, D. 1976. « The forest and the savanna of central Africa », dans: J. E. Flint (dir. publ.), p. 222-269.
Bizzoni, A. 1897. *L'Eritrea nel passato e nel presente*, Milan, Sonzogno.
Blanc, H. 1868. *A narrative of captivity in Abyssinia*, Londres, Smith, Elder.
Boahen, A. A. 1964. *Britain, the Sahara, and the Western Sudan, 1788-1861*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1966. *Topics in West African history*, Londres, Longman.
—. 1974. « Politics in Ghana, 1800-1874 », dans: J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 167-261.
—. 1975. *Ghana : evolution and change in the nineteenth and twentieth centuries*, Londres, Longman.
—. (dir. publ.). 1987. *L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, Paris, UNESCO/NEA.
Bogdanovitch, M. N. 1849. *Algirija v novejchee vrenja*, Saint-Pétersbourg.
Bonner, P. 1983. *Kings, commoners and concessionaires : the evolution and dissolution of the nineteenth century Swazi State*, Cambridge, CUP.
Bonte, P. 1976. « Structures de classe et structures sociales chez les Kel Gress », *ROMM*, 21, p. 141-62.
Bontinck, F. 1974. « La double traversée de l'Afrique par trois Arabes de Zanzibar (1845-1860) », *Études d'histoire africaine*, 6, p. 5-53.
Bosworth, C. E., Van Donzel, E., Lewis, B., Pellat, C. (dir. publ.). 1978. *The Encyclopedia of Islam*, nouvelle éd., vol. 4, Leyde/Londres, Brill/Luzac.
Botelho, J. T. 1921. *Historia e Politico dos Portugueses en Moçambique*, Coimbra.
Botte, R. 1982. « La guerre interne au Burundi », dans: J. Bazin et E. Terray (dir. publ.), p. 269-317.
Boubacar, B. 1985. *Le royaume du Walo : le Sénégal avant la conquête*, nouv. éd. Paris, Karthala.
Boudou, A. 1940-1942. *Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle*, Paris, Beauchesne.

—. 1943. « Le complot de 1857 », dans : *Collection de documents concernant Madagascar et les pays voisins*, Paris, Académie malgache.
Bouët-Willaumez, E. 1846. *Description nautique des côtes de l'Afrique occidentale comprises entre le Sénégal et l'équateur*, Paris, Imprimerie nationale.
—. 1848. *Commerce et traite des Noirs aux côtes occidentales d'Afrique*, Paris, Imprimerie nationale.
Boulard, M. 1958. « Aperçu sur le commerce caravanier Tripolitaine-Ghet-Niger vers la fin du XIV^e siècle », *Bulletin de liaison saharienne*, 9, p. 202-15.
Bourdieu, P. 1970. *Sociologie de l'Algérie*, 3^e éd., Paris, PUF.
Bowdich, T. E. 1819. *A mission from Cape Coast castle to Ashantee*, Londres, John Murray.
Bowring, J. 1840. *Report on Egypt and Candia*, Cmd Paper, Londres
Bowser, F. P. 1974. *The African slave in colonial Peru, 1524-1650*, Stanford, SUP.
Boyd, J. 1982. *The contribution of Nana Asma'u Fodio to the jihadist movement of Shehu Dan Fodio from 1820 to 1865*, MPhil these, North London Polytechnic.
Boyer, P. 1970*a*. « Des pachas triennaux à la révolution d'Ali Khodja Dey (1571-1817) », *Revue historique*, 244, 495, p. 99-124.
—. 1970*b*. « Le problème kouloughli dans la régence d'Alger », *ROMM*, numéro spécial, p. 79-94.
—. 1971. « L'odyssée d'une tribu saharienne : les Djerama, 1881-1929 », *ROMM*, 10, p. 27-54.
Bradbury, R. E. 1957. *The Benin kingdom and the Edo-speaking peoples of South-Western Nigeria*, Londres, International African Institute ethnographic survey of Africa.
—. 1967. « The kingdom of Benin », dans : Forde, D. (dir. publ.).
Brasseur, P. 1975*a*. « À la recherche d'un absolu missionnaire, M^gr Truffet, vicaire apostolique des Deux-Guinées (1812-1847) », *CEA*, 15, 2, p. 259-285.
—. 1975*b*. « Missions catholiques et administration française sur la côte d'Afrique », *RFHOM*, 62, 3, p. 415-446.
Bréhier, L. 1901. *L'Égypte de 1798 à 1900*, Paris, Combet.
Brelsford, W. V. 1956. *The tribes of northern Rhodesia*, Lusaka.
Brenner, L. 1973. *The Shehus of Kukawa*, Oxford, Clarendon Press.
Brenner, L. et Cohen, R. 1988. « Borno in the 19th century », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *History of West Africa*, vol. 2, 2^e éd., Londres, Longman.
Bridge, H. 1845. *Journal of an African cruiser*, Londres, Wiley & Putnam.
Brignon, B. *et al*. 1967. *Histoire du Maroc*, Paris, Hatier.
Broadbent, S. 1865. *A narrative of the first introduction of christianity amongst the Barolong tribe of Bechuanas, South Africa*, Londres, Wesleyan Mission House.
Brookes, E. H. 1974. *White rule in southern Africa 1830-1910*, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
Brookes, E. H. et Webb, C. de B. 1965. *A history of Natal*, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
Brooks, G. E. 1972. *The Kru mariner in the nineteenth century*, Newark, Delaware, Université du Delaware.
—. 1975. « Peanuts and colonialism : consequences of the commercialization of peanuts in West Africa, 1830-1870 », *JAH*, 16, 1, p. 29-54.
Brown, K. 1976. *People of Salé : tradition and change in a Moroccan city, 1830-1930*, Cambridge, Mass., HUP.
Brown, L. C. 1974. *The Tunisia of Ahmad Bey, 1837-1855*, Princeton, PUP.
Brown, M. 1977. « Ranavalona I^re and the missionaries 1828-1840 », *Omaly sy Anio*, 5-6, p. 191-222.

—. 1978. *Madagascar rediscovered : a history from early times to independence*, Londres, Damien Tunnacliffe.
Brown, W. A. 1968. « Towards a chronology of the caliphate of Hamdullahi (Masina) », *CEA*, 7,31, p. 428-43.
—. 1969. *The caliphate of Hamdullahi, c. 1818-1864 : a study in African history and traditions*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin, Madison.
Brownlee, C. 1896. *Reminiscences of Kaffir life and history, and other papers*, Lovedale, Lovedale Mission Press.
Brulard, M. 1958. « Aperçu sur le commerce caravanier Tripolitaine-Ghat-Niger vers la fin du XIXe siècle », *Bulletin de liaison saharienne*, vol. 9, p. 202-215.
Brunschwig, H. 1963. *L'avènement de l'Afrique noire*, Paris, Armand Colin.
Bryant, A. T. 1929. *Olden times in Zululand and Natal*, Londres, Longmans, Green.
—. 1964. *A history of the Zulu and neighbouring tribes*, Le Cap, C. Strvik.
Bugner, L. (dir. publ.) 1980. *The image of the Black in western art*, New York, William Morrow.
Bull, M. M. 1972. « Lewanika's achievement », *JAH*, 13, 4, p. 463-472.
Bundy, C. 1979. *The rise and fall of the South African peasantry*, Berkeley, UCP.
Burckhardt, J. L. 1829. *Travels in Arabia*, Londres, H. Colburn.
Bureau, R. 1962. « Ethno-sociologie religieuse des Douala et apparentés », *Recherches et études camerounaises*, 7/8, p. 1-372.
Burke III, E. 1972. « The image of the Moroccan state in French ethnological literature : a new look at the origins of Lyautey's Berber policy », dans : E. Gellner et C. Micaud (dir. publ.).
—. 1976. *Prelude to the protectorate in Morocco : precolonial protest and resistance 1860-1912*, Chicago, Chicago University Press.
Burman, S. 1981. *Chiefdom politics and alien law : Basutuland under Cape rule, 1871-1884*, New York, Africana Publishing.
Burnham, P. 1980. « Raiders and traders in Adamawa », dans : Watson, J. L. (dir. publ.).
Burton, R. F. 1860. *The Lake region of central Africa*, 2 vol., Londres, Longman, Green, Longman & Roberts.
—. 1872. *Zanzibar ; city, island and coast*, 2 vol., Londres, Tinsley Brothers.
—. 1894. *First footsteps in East Africa*, Londres, Tylston & Arnold ; 2e éd. 1966, Londres, Routledge and Kegan Paul Ltd.
—. 1964. *Pilgrimage to al-Madinah and Meccah*, 2 vol., Londres, Dover.
Busia, K. A. 1951. *The position of the chief in the modern political system of Ashanti*, Londres, OUP.
Butler, G. 1974. *The 1820 settlers. An illustrated commentary*, Le Cap, Human & Rousseau.
Cachia, A. J. 1975. *Libya under the second Ottoman occupation, 1835-1911*, Tripoli.
Caillié J. 1951. *Charles Jagerschmidt, chargé d'affaires de France au Maroc (1820-1894)*, Paris, Larose.
Caillié R. 1830. *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné dans l'Afrique centrale*, 3 vol., Paris, Imprimerie royale.
Caillon-Fillet, O. 1978. *Jean Laborde et l'océan Indien*, thèse de 3e cycle, Université d'Aix-en-Provence.
Cameron, V. L. 1877. *Across Africa*, 2 vol., 4e éd., Londres, Daldy, Isbister.
Campbell, G. 1981. « Madagascar and the slave trade, 1850-1895 », *JAH*, *22*, *2*, p. 203-28.
Caplan, G. L. 1970. *The elites of Barotseland 1878-1969*, Berkeley, UCP.
Carreira, A. 1947. *Mandingas da Guiné Portuguesa*, Bissau, Centro do Estudos da Guiné Portuguesa, Memórias no 4.

Carrère, F. et Holle, P. 1855. *De la Sénégambie française*, Paris, Librairie Firmin Didot Frères, Fils & Cie.
Casalis, E. 1861. *The Basutos*, Londres, Nisbet.
Cassanelli, L. V. 1982. *The shaping of Somali society*, Philadelphie, UPP.
Caulk, R. A. 1966. *The origins and development of the foreign policy of Menelik II, 1865-1896*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1972. « Firearms and princely power in Ethiopia in the nineteenth century », *JAH*, 13, 4, p. 591-608.
Cauneille, A. 1968. *Les Chaamba (leur nomadisme) : évolution de la tribu durant l'administration française*, Paris, CNRS.
Cecchi, A. 1886-1887. *Da Zeila alle frontiere del Caffa*, Rome, Loescher.
Cerulli, E. 1942. « Gli emiri di Harar dal secolo XVI alla conquista egiziana », *Rassegna di studi etiopici*, 2.
—. 1943-47. *Etiopi in Palestina*, Rome, Libreria dello Stato.
—. 1957-64. *Somalia. Scritti vari editi ed inediti*, 3 vol., Rome, Amministrazione fiduciaria italiana di Somalia.
Chaine, M. 1913. « Histoire du règne de Iohannès IV, roi d'Éthiopie (1868-1889) », *Revue sémitique*, 21, p. 178-191.
Chamberlin, C. 1979. « Bulk exports, trade tiers, regulation, and development: an economic approach to the study of West Africa's "legitimate trade" », *Journal of Economic History*, 39, 2, p. 419-438.
Chater, K. 1984. *Dépendance et mutations précoloniales. La Régence de Tunis de 1815 à 1857*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis.
Chattopadhyay, A. K. 1977. *Slavery in the Bengal presidency, 1772-1843*, Londres.
Chaudhuri, K. N. 1966. « India's foreign trade and the cessation of the East India Company's trading activities, 1828-1840 », *Economic History Review*, 2e série, 19, 2, p. 345-363.
Chérif, M. H. 1970. « Expansion européenne et difficultés tunisiennes de 1815 à 1830 », *Annales ESC*, 25, 3, p. 714-745.
—. 1977. « Pays du Maghreb en voie de stabilisation », dans : A. Soboul *et al*, *Le siècle des Lumières. L'essor 1715-1750*, Paris, PUF, vol. 2, p. 907-921.
—. 1978. « Ḥammuda Pacha Bey et l'affermissement de l'autonomie tunisienne », dans : *Les Africains*, Paris, Jeune Afrique, vol. 7, p. 99-127.
—. 1979*a*. *Pouvoir et société dans la Tunisie de Ḥusayn bin Ali, 1705-1740*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris, Sorbonne.
—. 1979*b*. « Propriété des oliviers au Sahel des débuts du XVIIe siècle à ceux du XIXe siècle », dans : *Actes du Premier Congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb*, Tunis, Centre d'études et de recherches économiques et sociales, vol. 2, p. 209-252
—. 1980. « Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIXe siècle », *ROMM*, 30, p. 21-55.
—. s. d. « Al-lizma wal-lazzāma bi-Tūnis fī l-ḳarn al-thāmin ashar », *Cahiers de Tunisie*.
Chéron, G. 1924. « Contributions à l'histoire du Mossi : traditions relatives au cercle de Kaya », *BCEHSAOF*, 7, 4, p. 634-691.
Childs, G. M. 1970. « The chronology of the Ovimbundu kingdom », *JAH*, 11, 2, p. 241-257.
Chilver, E. M. 1961. « Nineteenth century trade in the Bamenda grassfields, southern Cameroons », *Afrika und Übersee*, 14.
Chittick, H. N. et Rotberg, R. I. 1975. *East Africa and the Orient : cultural synthesis in pre-colonial times*, New York, Africana Publishing.

Chrétien, J.-P. 1981. « Le commerce du sel de l'Uvinza au XIXe siècle : de la cueillette au monopole capitaliste », dans : *Le sol, la parole et l'écrit. Mélanges en hommage à Raymond Mauny*, 2 vol., Paris, SFHOM, vol. 2, p. 919-940.
Christaller, J. G. 1875. *A Grammar of the Asante and Fante languages*, Bâle, Société missionnaire évangélique de Bâle.
—. 1933. *Dictionary of the Asante and Fante language*, 2e éd., Ire éd. 1881, Bâle, Société missionnaire évangélique de Bâle.
Clapperton, H. 1829. *Journal of a second expedition into the interior of Africa*, Londres, Murray.
Clarence-Smith, W. G. 1979*a*. *Slaves, peasants and capitalists in southern Angola, 1840-1926*, Cambridge, CUP.
—. 1979*b*. « Slaves, commoners and landlords in Bulozi *c.* 1875 to 1906 », *JAH*, 20, 2, p. 219-234.
Clarence-Smith, W. G. et Moorsom, R. 1975. « Underdevelopment and class formation in Ovamboland, 1845-1915 », *JAH*, 16, 3, p. 365-381.
Cohen, D. W. 1977. *Womunafu's Bunafu : a study of authority in a nineteenth century African community*, Princeton, PUP.
—. 1983. « Food production and food exchange in the pre-colonial lakes plateau region of East Africa », dans : R. I. Rotberg (dir. publ.), *Imperialism, colonialism, and hunger : East and Central Africa*, Lexington, Mass., Lexington.
—. 1986. *Towards a reconstructed past : historical texts from Busoga, Uganda*, Londres, OUP.
—. 1986. *Busoga, 1700-1900*.
Cohen, D. W. et Greene, J. P. (dir. publ.) 1972. *Neither slave nor free : the freedmen of African descent in the slave societies of the New World*, Baltimore, JHUP.
Cohen, R. et Brenner, L. 1974. « Bornu in the nineteenth century », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 93-128.
Cohen, W. B. 1980. *The French encounter with Africans : white responses to Blacks, 1530-1880*, Bloomington, Indiana University Press.
Coleman, J. S. 1958. *Nigeria : background to nationalism*, Berkeley et Los Angeles, UCP.
Collins, R. O. 1975. *The southern Sudan in historical perspective*, Tel-Aviv, Association des étudiants de l'Université de Tel-Aviv.
Collins, R. O. et Tignor, R. L. 1967. *Egypt and the Sudan*, Englewood Cliffs, N. J., Prentice-Hall.
Colomb, P. H. 1873. *Slave-Catching in the Indian ocean*, Londres, Longmans, Green.
Colvin, L. G. 1974. « Islam and the state of Kajor : a case of successful resistance to jihad », *JAH*, 15, 4, p. 587-606.
—. 1981. *Historical dictionary of Senegal*, Metuchen, N. J., Scarecrow Press.
—. 1982. *Kajor and the French. A study of diplomacy from the slave trade through the conquest*, New York, Nok.
Combes, E. et Tamasier, M. 1838. *Voyage en Abyssinie, dans le pays des Galla, de Choa et d'Ifat*, 4 vol., Paris, L. Dessessart.
Conrad, R. 1972. *The destruction of Brazilian slavery, 1850-1888*, Berkeley, UCP.
Constantin, F. 1987. *Les voies de l'islam en Afrique orientale*, Paris, Karthala.
Conti Rossini, C. 1921. « L'editto di ras Gugsa sui feudi », *Rassegna coloniale*, 1.
—. 1947. « Nuovi documenti per la storia d'Abissinia nel secolo XIX », *Atti del Accademia nazionale dei Lincei*, 2.
Cooper, F. 1977. *Plantation slavery on the east coast of Africa*, New Haven et Londres, YUP.
Coquery-Vidrovitch, C. 1971. « De la traite des esclaves à l'exportation de l'huile de

palme et des palmistes au Dahomey: XIX^e siècle », dans: C. Meillassoux (dir. publ.), p. 107-23.
—. 1972. « Research on an African mode of production », dans: M. A. Klein et G. W. Johnson (dir. publ.), p. 33-52.
—. 1976. « La mise en dépendance de l'Afrique noire: essai de périodisation historique », *CEA*, 16, 1-2, p. 7-58.
Coquery-Vidrovitch, C et Moniot, H. 1974. *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF.
Cordell, D. D. 1972. « The Awlad as Sulayman », MA dissertation, Université du Wisconsin, Madison.
—. 1977*a*. « Eastern Libya, Wadai and the Sanusiya: a tariqa and a trade route », *JAH*, 18, 1, p. 21-36.
—. 1977*b*. *Dar al-Kuti: a history of the slave trade and state formation on the Islamic frontier in northern equatorial Africa (Central African Republic and Chad) in the nineteenth and early twentieth centuries*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin, Madison.
Cornevin, R. 1962. *Histoire du Dahomey*, Paris, Berger-Levrault.
Corwin, A. F. 1967. *Spain and the abolition of slavery in Cuba, 1817-1886*, Austin et Londres, University of Texas Press.
Coupland, R. 1933. *The British anti-slavery movement*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1938. *East Africa and its invaders*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1939. *The exploitation of East Africa, 1856-1890*, Londres, Faber.
Coursac, J. de. 1926. *Une page de l'histoire d Éthiopie. Le règne de Yohannès*, Romans.
Cousins, W. E. 1895. *Madagascar of today: a sketch of the island*, Londres, Religious Tract Society.
Crabitès, P. 1933. *Gordon, the Sudan and slavery*, Londres, Routledge.
Crahan, M. et Knight, F. W. (dir. publ.). 1979. *Africa and the Caribbean, the legacies of a link*, Baltimore, JHUP.
Craton, M. 1978. *Searching for the invisible man: slaves and plantation life in Jamaica*, Cambridge, Mass., HUP.
—. (dir. publ.). 1979. *Roots and branches: current directions in slave studies*, Oxford, Pergamon.
Cronon, E. D. 1962. *Black Moses: the study of Marcus Garvey*, Madison, UWP.
Crosby Jr, A. W. 1972. *The Columbian exchange: biological and cultural consequences of 1492*, Westport, Conn., Greenwood Press.
Crouchley, A. E. 1937. « The development of commerce in the reign of Mohammad Ali», *L'Égypte contemporaine*, 28.
—. 1938. *The economic development of modern Egypt*, Londres, Longmans, Green.
Cruickshank, B. 1853. *Eighteen years on the Gold Coast*, Londres, 2 vol.
Crummey, D. 1969. « Tewodros as reformer and modernizer », *JAH*, 10, 3, p. 457-469.
—. 1971. « The violence of Tewodros », *Journal of Ethiopian Studies*, 9, 2, p. 107-125.
—. 1972. *Priests and politicians: protestant and catholic missions in orthodox Ethiopia, 1830-1868*, Oxford, Clarendon Press.
Cummings, R. 1975. *Aspects of human porterage with special reference to the Akamba of Kenya*, thèse de doctorat, Université de Californie, Los Angeles.
Cunnison, I. 1959. *The Luapula peoples of northern Rhodesia*, Manchester, MUP.
—. 1966. « Kazembe and the Arabs to 1870 », dans: E. Stokes et R. Brown (dir. publ.), p. 226-237.
Curtin, P. D. (dir. publ.). 1967. *Africa remembered*, Madison, UWP.

—. 1969. *The Atlantic slave trade : a census*, Madison, UWP.
—. 1971. « Jihad in West Africa : early phases and inter-relations in Mauritania and Senegal », *JAH*, 12, 1, p. 11-24.
—. 1975. *Economic change in pre-colonial Africa : Senegambia in the era of the slave trade*, Madison, UWP.
—. 1976. « Measuring the Atlantic slave trade once again : a comment», *JAH*, 17, 4, p. 595-605.
—. 1979. « The African diaspora », dans : M. Craton (dir. publ.), p. 1-17.
—. 1981. « The abolition of the slave trade from Senegambia », dans : D. Eltis et J. Walvin (dir. publ.), p. 83-97.
Curtin, P. D., Feierman, S., Thompson, L. et Vansina, J. 1978. *African history*, Boston, Little, Brown.
Cuypers. J. B. 1970. *L'alimentation chez les Shi, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale*.
Dachs, A. 1972. « Politics of collaboration : imperialism in practice », dans : B. Pachai (dir. publ.), *The early history of Malawi*, Londres, Longman, p. 283-292.
Daget, S. 1973. « Les mots esclave, nègre, Noir et les jugements de valeur sur la traite négrière dans la littérature abolitionniste française, de 1770 à 1845 », *RFHOM*, 60, 4, p. 511-548.
—. 1975. « Long cours et négriers nantais du trafic illégal (1814-1833) », *RFHOM*, 62, 1-2, p. 90-134.
—. 1975. « An exceptional document : legitimate trade of the ship *Africain* on the west coast of Africa in 1827 », *JAH*, 2,2, p. 177-200.
—. 1979. « British repression of the illegal French slave trade : some considerations », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 419-442.
—. 1980. « Rôle et contribution des États côtiers dans l'évolution des rapports entre Africains et Européens du XV^e^ au XIX^e^ siècle », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série D (Lettres), 13, p. 311-336.
—. 1981. « France, suppression of the illegal trade, and England, 1817-1850 », dans : D. Eltis et J. Walvin (dir. publ.).
—. 1983. *Catalogue analytique des armements français soupçonnés de participation au trafic négrier illégal, 1814-1867*, Paris, SFHOM.
Darkwah, R. H. K. 1969. « Emperor Theodore II and the kingdom of Shoa, 1855-1865 », *JAH*, 10, 1, p. 105-115.
—. 1975. *Shewa, Menelik and the Ethiopian empire, 1813-1889*, Londres, Heinemann.
Davenport, T. R. H. 1969. « The consolidation of a new society : the Cape colony », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 272-333.
—. 1978. *South Africa : a modern history*, 2^e^ éd., Londres, MacMillan.
David, R. 1970. « Negro contributions to the exploration of the globe », dans : J. S. Roucek et T. Kiernan (dir. publ.), *The Negro impact on western civilization*, New York, Philosophical Library.
Davis, D. B. 1966. *The problem of slavery in western culture*, Ithaca, Cornell University Press.
—. 1975. *The problem of slavery in the age of revolution, 1770-1823*, Ithaca, Cornell University Press.
Davis, R. 1973. *The rise of the Atlantic economies*, Ithaca, Cornell University Press.
Davis, R. W. 1976. *Ethnolinguistic studies on the Kru coast, Liberia*, Newark, Delaware, Liberian Studies Association.
Dāwud, M. 1956-1970. *Tārīkh Titwān*, 6 volumes parus, Tétouan.
Daedalus (Journal of the American Academy of Arts and Sciences). 1974. « Slavery, colonialism and racism », numéro spécial, 103, 2.

De Cosson, E. A. 1877. T*he cradle of the Blue Nile*, Londres.
De Kiewiet, C. W. 1937. *The imperial factor in South Africa*, Cambridge, CUP.
—. 1968. *A history of South Africa, social and economic*, Londres, OUP.
Dean, W. 1976. *Rio Claro : a Brazilian plantation system, 1820-1920*, Stanford, SUP.
Debbasch, Y. 1961-1962. « Le marronnage : essai sur la désertion de l'esclavage antillais », *L'année sociologique*.
Debrunner, H. W. 1967. *A history of Christianity in Ghana*, Accra, Waterville.
Decary, R. (dir. publ.). 1939. *Les voyages du lieutenant de vaisseau Frappaz dans les mers des Indes*, Tananarive, Académie malgache.
—. 1960. *L'île Nosy Bé de Madagascar : histoire d'une colonisation*, Paris.
Degler, C. 1971. *Neither black nor white : slavery and race relations in Brazil and the United States*, New York, Macmillan.
Delafosse, M. 1972. *Haut-Sénégal-Niger*, 2 vol., Paris, Maisonneuve et Larose.
Delius, P. 1980. « Migrant labour and the Pedi, 1840-1880 », dans : S. Marks et A. Atmore (dir. publ.), p. 293-312.
Delivré, A. 1974. *L'histoire des rois d'Imerina, interprétation d'une tradition orale*, Paris, Klincksieck.
Delmond, P. 1953. « Dans la boucle du Niger. Dori, ville peul », dans : *Mélanges ethnologiques*, mémoires d'IFAN, 23, Dakar, IFAN, p. 9-109.
Delval, R. 1964. *Radama II : prince de la renaissance malgache, 1861-1863*, Paris, Éditions de l'École.
Denevan, W. M. (dir. publ.). 1976. *The native population of the Americas in 1492*, Madison, UWP.
Deng, F. M. 1978. *Africans of two worlds*, New Haven et Londres, YUP.
Denis, P. 1961. *Histoire des Mangbetu et des Matshaga jusqu'à l'arrivée des Belges*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
Denoon, D. 1973. *Southern Africa since 1800*, New York, Praeger.
Derman, W. 1973. *Serfs, peasants, and socialists*, Berkeley et Los Angeles, UCP.
Derricourt, R. 1974. « Settlements in the Transkei and Ciskei before the Mfecane », dans : C. Saunders et R. Derricourt (dir. publ.), p. 39-82.
Deschamps, H. 1951. *Madagascar, Comores, terres australes*, Paris, Berger-Levrault.
—. 1960. *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault.
—. 1965. *Quinze ans de Gabon : les débuts de l'établissement français 1839-1853*, Paris, SFHOM.
—. 1973. *Histoire générale de l'Afrique noire, de Madagascar et des archipels*, nouv. éd., Paris, Bruxelles, Montréal, Bordas.
Dez, J. 1967. « Le Vakinankaratra, esquisse d'une histoire régionale », *Bulletin de Madagascar*, 256, p. 657-702.
Diallo, D. S. 1977. « Origines de la guerre civile au Kaarta sous le règne de Mamady Kandia (1842-1855) », *Notes africaines*, 53, p. 9-10.
Diallo, H. 1979. *Le Jelgooji et le Liptako*.
Diallo, T. 1972. *Les institutions politiques du Fouta Djalon au XIX^e siècle (Fii Laamu Alsilaamaaku Fuuta Jaloo)*, Dakar, IFAN, Initiations et études africaines, 28.
—. 1977. *Alfa Yaya : roi du Labi, Fouta-Jalon*, Paris, Afrique Biblioclub ; Dakar, Abidjan, NEA.
Diarah, F. B. S. 1982. *L'organisation politique du Masina (Diina) 1818-1862*, thèse de 3^e cycle, Université de Paris I.
Dias, J. R. 1981. « Famine and disease in the history of Angola *c.* 1830-1930 », *JAH*, *22*, 3, p. 349-379.
Dickson, H. R. 1941. *The Arab of the desert*, Londres, Allen & Unwin.
Dieterlen, G. 1988. *Essai sur la religion bambara*, Bruxelles, Université de Bruxelles.

Dike, K. O. 1956. *Trade and politics in the Niger delta, 1830-1885 : an introduction to the economic and political history of Nigeria*, 1972, 5e éd., Oxford, Clarendon Press.
Di Taruzi, F. 1913. *Tārīkh' aṣ-ṣaḥāfa al-ʿarabiya*, Beyrouth.
Djeghloul, A. 1976. « La formation sociale algérienne à la veille de la colonisation », *La Pensée*, 185, p. 61-81.
Djirdjis, F. 1958. *Dirāsāt fī tārīkh Miṣr al-siyāsi mundhou- 'l ʿaṣr al-Mamlūkī*, Le Caire, al-Dar al-Micriyyah li'l-Kotob.
Dodwell, H. H. (dir. publ.) 1920. *Records of Fort St. George : calendar of Madras despatches*, Madras, Government Press.
—. 1931. *The founder of modern Egypt ; a study of Muḥammad ʿAli*, Cambridge, CUP.
Doresse, J. 1983. *Histoire sommaire de la come orientale de l'Afrique*, Paris, P. Geuthner.
Doughty, C. 1926. *Travels in Arabia deserta*, Londres, Cape.
Douin, G. 1933-1941. *Histoire du règne de Khédive Ismaïl*, 3 vol., Rome, Société royale de géographie d'Égypte.
Drachoussoff, V. 1947. « Essai sur l'agriculture indigène au Bas-Congo », *Bulletin agricole du Congo belge et du Ruanda-Urundi*.
Drake, B. K. 1976. « Continuity and flexibility in Liverpool's trade with Africa and the Caribbean », *Business History*, 18, 1, p. 85-97.
Drescher, S. 1976. « Le "déclin" du système esclavagiste britannique et l'abolition de la traite », *Annales ESC*, 31, 2, p. 414-435.
—. 1977. *Econocide. British slavery in the era of abolition*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press.
Driault, E. 1925. *Mohamed-Ali et Napoléon, 1807-1814*, Le Caire.
Dubief, J. 1973. « Les pluies, les crues et leurs effets au Sahara », dans : *Maghreb et Sahara : études géographiques offertes à Jean Despois*, Paris, Société de géographie, p. 125-130.
Dufton, H. 1867. *Narrative of a journey through Abyssinia in 1862-1863*, Londres, Chapman & Hall.
Dugmore, R. H. 1958. The *reminiscences of an Albany settler*, dir. publ. E. Van der Riet et L. A. Hewson, Le Cap, Grocott & Sherry.
Dumett, R. E. 1971. « The rubber trade of the Gold Coast and Asante in the nineteenth century : African innovation and market responsiveness », *JAH*, 12, 1, p. 79-101.
Duminy, A. et Ballard, C. (dir. publ.) 1981. *The Anglo-Zulu war : new perspectives*, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
Dumont, F. 1974. *L'anti-sultan ou al-Hajj Omar Tal du Fouta, combattant de la foi*, Dakar et Abidjan, NEA.
Dunn, R. E. 1971. « The trade of Tafilalet : commercial change in south-east Morocco on the eve of the protectorate », *AHS*, 4, 2, p. 271-304.
—. 1972. « Berber imperialism : the Ait Atta expansion in south-east Morocco », dans : E. Gellner et C. Micaud (dir. publ.), p. 85-107.
—. 1977. *Resistance in the desert : Moroccan responses to French imperialism, 1881-1912*, Londres, Croom Helm.
Dunn, R. S. 1972. *Sugar and slaves : the rise of the planter class in the English West Indies, 1624-1713*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
Dupré, G. et Massala, A. 1975. « Marchés et pouvoir chez les Beembe », *Annales ESC*, 30, 6, p. 1447-1476.
Dupuis, J. 1824. *Journal of a residence in Ashantee*, Londres, Henry Colburn.
Durand, P. 1930. « Boujad, ville sainte », *Renseignements coloniaux*, février 1930, p. 65-77.
Dye, W. Mc E. 1880. *Moslem Egypt and christian Abyssinia*, New York, Atkin & Prout.

Echard, N. 1975. « L'expérience du passé : histoire de la société paysanne hausa de l'Ader », *Études nigériennes*, Niamey, IRSH, 36.
Ehrensaft, P. 1972. « The political economy of informal empire in pre-colonial Nigeria, 1807-1884 », *CJAS*, 6, 3, p. 451-490.
Ekechi, F. K. 1972. *Missionary enterprise and rivalry in Igboland 1857-1914*, Londres, Frank Cass.
Ekejiuba, F. 1. 1972. « The Aro systems of trade in the nineteenth century », *Ikenga*, 1,1, p. 11-26 ; 1, 2, p. 10-21.
Ekman, E. 1975. « Sweden, the slave trade and slavery », *RFHOM*, 62, 226-227, p. 221-231.
Elango, L. Z. 1974. *Bimbia and British in the nineteenth century, 1833-1879. A study in Anglo-Bimbian trade and diplomatic relations*, thèse de doctorat non publiée, Université de Boston.
Eldridge, C. C. 1968. « Newcastle and the Ashanti war of 1863-1864 : a failure of the policy of "anti-imperialisme" », *Renaissance and Modern Studies*, 12, 4, p. 68-90.
Elisseev, A. V. 1896. *Po belu svetu. Otcherki i Kartiny iz poutechestvii pe trjom tchastjam starogo sveta*, Saint-Pétersbourg, Sojkin.
Ellenberger, D. F. et MacGregor, J. 1912. *A history of the Basuto, ancient and modern*, Londres.
Ellis, S. 1980. *Resistance or collaboration : the Menalamba in the kingdom of Imerina, 1895-1899*, thèse de doctorat, Université d'Oxford.
Ellis, W. 1838. *History of Madagascar*, 2 vol., Londres, Fisher.
—. 1858. *Three visits to Madagascar during the years 1853-1854-1856*, Londres, Murray.
—. 1867. *Madagascar revisited : describing the events of a new reign and the revolution which followed*, Londres, Murray.
—. s. d., préface 1869. *The Marty church : a narrative of the introduction, progress and triumph of christianity in Madagascar*, Londres, Snow.
Eltis, D. 1977. « The export of slaves from Africa, 1821-1843 », *Journal of Economic History*, 37, 2, p. 409-433.
—. 1978. *The transatlantic slave trade, 1821-1843*, thèse de doctorat non publiée, Université de Rochester, N. Y.
—. 1979. « The direction and fluctuation of the transatlantic slave trade, 1821-1843 : a revision of the 1845 parliamentary paper », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 273-302.
—. 1987. *Economic growth and the ending of the transatlantic slave trade*, Oxford, New York, OUP.
Eltis, D. et Walvin, J. (dir. publ.). 1981. *The abolition of the Atlantic slave trade. Origins and effects in Europe, Africa and the Americas*, Madison, UWP.
Encyclopédie de l'islam, 1960. Article sur le *gish*, vol. II, p. 1079-1080 ; article sur le *darība*, vol. II, p. 147-150 ; article sur *iṣlāḥ*, vol. IV, p. 146-170, Leyde, Brill.
Emmer, P. C, Mettas, J. et Nardin J.-C. (dir. publ.). 1976. *La traite des Noirs par l'Atlantique. Nouvelles approches*, Paris, SFHOM.
Engerman, S. L. et Genovese, E. D. (dir. publ.) 1975. *Race and slavery in the western hemisphere : quantitative studies*, Princeton, PUP.
Erckmann, J. 1885. *Le Maroc moderne*, Paris, Challamel.
Esoavelomandroso, M. 1978*a*. « Notes sur l'enseignement sous Ranavalona I^re : l'instruction réservée à l'élite », *Ambario*, 2-3, p. 283-290.
—. 1978*b*. « Religion et politique : l'évangélisation du pays betsimisarka à la fin du XIX^e siècle », *Omaly sy Anio*, 7-8, p. 7-42.

Estermann, C. 1956-1961. *Etnografia do sudoeste de Angola*, 3 vol., Lisbonne, Junta de Investigaçoẽs do Ultramar.
Etherington, N. A. 1979. « Labour supply and the genesis of South African confederation in the 1870s », *JAH*, 20, 2, p. 235-253.
—. 1981. « Anglo-Zulu relations, 1856-1878 », dans : A. Duminy et C. Ballard (dir. publ.), p. 13-52.
Evans-Pritchard, E. E. 1949. *The Sanusi of Cyrenaica*, Londres, OUP.
Fage, J. D. 1959. *An introduction to the history of West Africa*, 2e éd., Cambridge, CUP.
—. 1975. « The effect of the export slave trade on African population », dans : R. P. Moss et R. J. Rathbone (dir. publ.), *The population factor in African studies*, Londres, University of London Press, p. 15-23.
Fahmy, M. 1954. *La révolution de l'industrie en Égypte et ses conséquences sociales au XIXe siècle (1800-1850)*, Leyde, Brill.
Faidherbe, L. 1863. *L'avenir du Sahara et du Soudan*, Paris, Librairie Challamel Aîné.
Fantahun Birhane. 1973. *Gojjam 1800-1855*, essai d'un étudiant en 4e année, Université Hailé Séllassié Ier, Addis-Abeba.
Farsy, A. S. 1942. *Seyyid Said bin Sultan*, Zanzibar, Mwongozi Printing Press.
Faure, H. et Williams, M. E. J. (dir. publ.). 1980. *The Sahara and the Nile : quaternary environments and prehistoric occupation of North Africa*, dir. publ. M. A. J. Williams et H. Faure, Rotterdam, A. A. Balkema.
Fauroux, E. 1970. « Le royaume d'Ambohidranandriana », *Taloka*, 3, p. 55-83.
Feierman, S. 1974. *The Shambaa kingdom : a history*, Madison, UWP.
Feo Cardozo, J. C. 1825. *Memorias contendo una biographia do vice almirante Luiz da Motta Feo e Torres*, Paris, Fantin.
Féraud, L.-C. 1927. *Annales tripolitaines*, Tunis/Paris, Tournier/Vuibert.
Ferrandi, U. 1903. *Seconda spedizione Bottegò. Lugh, emporio commerciale sul Giuba*, Rome, Società geografica italiana.
Ferret, P.-V. et Galinier, J.-G. 1847-1848. *Voyage en Abyssinie*, Paris, Paulin.
Filliot, J.-M. 1974. *La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIIIe siècle*, Paris, ORSTOM.
Finley, M. I. 1976. « A peculiar institution », *Times Literary Supplement*, 3877, p. 819-821.
Fisher, H. J. et Rowland, V. 1971. « Firearms in the central Sudan », *JAH*, 12, 3, p. 215-239.
Flint, E. 1970. « Trade and politics in Barotseland during the Kololo period », *JAH*, 11, 1, p. 71-86.
Flint, J. E. 1963. « The wider background to partition and colonial occupation », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 352-390.
—. 1974. «Economic change in West Africa in the nineteenth century», dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 380-401.
—. (dir. publ.). 1976. *The Cambridge history of Africa, vol. 5, from c. 1790 to c. 1870*, Cambridge, CUP.
Florent, H. 1979. *Le gouvernement de Tamatave de 1864 à 1882. Développement économique*, Tananarive, TER, département d'histoire.
Fogel, R. W. et Engerman, S. L. 1974. *Time on the cross : the economics of American Negro slavery*, 2 vol., Boston, Little, Brown.
Folayan, K. 1967. *The Egbado and Yoruba-Aja power politics, 1832-1894*, thèse de maîtrise, Université d'Ibadan.
—. 1972. « Tripoli and the war with the USA, 1801-1805 », *JAH*, 13, 2, p. 261-270.

Foner, L. 1970. « The free people of color in Louisiana and St Dominique : a comparative portrait of two three-caste slave societies », *Journal of Social History*, 3, 4, p. 406-430.
Forde, D. 1951. *The Yoruba-speaking peoples of south-western Nigeria*, Londres, IAI.
—. (dir. publ.). 1956. *Efik traders of Old Calabar*, Londres, OUP.
—. (dir. publ.). 1967. *West Africa. Kingdoms in the nineteenth century*, Londres, OUP.
Forde, D. et Jones, G. I. 1950. *The Ibo and Ibibio-speaking peoples of south-eastern Nigeria*, Londres, IAI.
Fortes, M. 1987. *Religion, mortality and the person : essays on Tallensi religion*, dir. publ. et intr. J. Goody, Cambridge, CUP.
Foster, P. 1965. *Education and social change in Ghana*, Londres, Routledge, Kegan Paul.
Franklin, J. H. 1969. *From slavery to freedom : a history of Negro-Americans*, 3^e éd., New York, Knopf.
Freeman, R. A. 1898. *Travels and life in Ashanti and Jaman*, Londres, Constable.
Freeman, T. B. 1843. *Journal of two visits to the kingdom of Ashantee in Western Africa*, Londres, Mason.
Freeman-Greenville, G. S. P. 1962. *The East African coast : select documents*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1963. « The coast, 1498-1840 », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 129-168.
—. 1965. *The French at Kilwa island*, Oxford, Clarendon Press.
Freund, W. M. 1974. « Thoughts on the study of the history of the Cape eastern frontier zone », dans : C. Saunders et R. Derricourt (dir. publ.), p. 83-99.
Frost, J. 1974. *A history of the Shilluk of the southern Sudan*, thèse de doctorat, Université de Californie, Santa Barbara.
Fulton, R. M. 1968. « The Kpelle traditional political system », *Liberian Studies Journal*, 1,1, p. 1-19.
Al-Fūtī, U. 1845. *Rimaḥ ḥizb al-Raḥīm ʿalā muḥūr ḥizb al-rajīm*.
Fyfe, C. 1962. *A history of Sierra Leone*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1963. *Sierra Leone inheritance*, Londres, OUP.
—. 1972. *Africanus Horton, 1835-1883*, New York, OUP.
—. (dir. publ.). 1978. *African studies since 1945 : a tribute to Basil Davidson*, Londres, Longman.
Fyle, C. M. 1979. *The Solima Yalunka kingdom — pre-colonial politics, economics and society*, Freetown, Nyakon Publishers.
—. 1981. *The history of Sierra Leone : a concise introduction*, Londres, Evans.
Fynn, H. 1888. Dans : J. Bird (dir. publ.), *Annals of Natal 1495-1845*, 2 vol., Pietermaritzburg, Davis.
Fynn, J. K. 1974. « The structure of Greater Ashanti : another view », *THSG*, 15, 1, p. 1-22.
Gabre-Sellassie, Z. 1975. *Yohannes IV of Ethiopia*, Oxford, Clarendon Press.
Galbraith, J. S. 1970. « Myth of the "Little England" era », dans : A. G. L. Shaw (dir. publ.), *Great Britain and the colonies, 1815-1865*, Londres, Methuen, p. 27-45.
Gallagher, J. et Robinson, R. 1970. « The imperialism of free trade », dans : A. G. L. Shaw (dir. publ.), *Great Britain and the colonies, 1815-1865*, Londres, Methuen, p. 142-143. Première publication dans *Economic History Review*, 1953.
Gallisot, R. 1965. « Abdelkader et la nationalité algérienne », *Revue historique*, 89, 2, p. 339-368.
Gallisot, R. et Valensi, L. 1968. « Le Maghreb précolonial : mode de production archaïque ou mode de production féodal », *La Pensée*, 142, p. 57-93.

Ganiage, J. 1959. *Les origines du protectorat français en Tunisie (1861-1881)*, Paris, PUF.
Gann, L. 1972. « The end of the slave trade in British Central Africa : 1889-1912 », dans : M. A. Klein et G. W. Johnson (dir. publ.).
Gann, L. H. et Duignan, P. (dir. publ.) 1969. *Colonialism in Africa, 1870-1960*, vol. 1 : *The history and politics of colonialism 1870-1914*, Cambridge, CUP.
—. (dir. publ.) 1970. *Colonialism in Africa, 1870-1960*, vol. 2 : *The history and politics of colonialism 1914-1960*, Cambridge, CUP.
Gardel, G. 1961. *Les Touareg Ajjer*, Alger, Baconnier.
Garrier, G. (dir. publ.). 1978. *La domination du capitalisme, 1840-1914*, vol. 4, sous la direction de P. Léon : *Histoire économique et sociale du monde*, Paris, Armand Colin.
Gbadamosi, T. G. 1979. *The growth of islam among the Yoruba*, Londres, Longman.
Gellner, E. 1969. *Saints of the Atlas*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
—. 1972. « Religious and political organisation of the Berbers of the central High Atlas », dans : E. Gellner et C. Micaud (dir. publ.), p. 59-66.
—. 1978. « Review of C. L. Brown, *The Tunisia of Ahmed Bey, 1837-1855* », *Middle Eastern Studies*, 14,1, p. 127-130.
Gellner, E. et Micaud, C. (dir. publ.) 1973. *Arabs and Berbers. From tribe to nation in North Africa*, Londres, Duckworth.
Gemery, H. A. et Hogendorn J. S. (dir. publ.) 1979. *The uncommon market. Essays in the economic history of the Atlantic slave trade*, New York, Academic Press.
Genovese, E. D. 1968. *Économie politique de l'esclavage*, Paris, Maspero.
—. 1974. *Roll, Jordan, Roll : the world the slaves made*, New York, Pantheon.
Gerresch, C. 1976. « Une lettre d'Ahmed al-Bakkay de Tombouctou à al-Hajj Umar », *BIFAN* (B), 28, p. 890-903.
Ghurbāl, M. S. 1928. *The beginnings of the Egyptian question and the rise of Mehemet Ali : a study in the diplomacy of the napoleonic era based on researches in the British and French archives*, Londres, Routledge, Kegan Paul.
—. 1944. *Mohammad ʿAli al-Kabir*, Le Caire, Dar Ihya al-Kotob al-ʿArabiyyah.
Gibb, H. A. R. et Bowen, H. 1950. *Islamic society and the West, Londres, OUP.*
Gibson, C. 1967. *Spain in America*, New York, Harper.
Girard, S. 1873. *Souvenir d'un voyage en Abyssinie*, Paris.
Girault, L. 1959. « Essai sur les religions des Dagara », *BIFAN*, 21, p. 329-356.
Glélé, M. A. 1970. *Le Danxome : du pouvoir aja à la nation fon*, Paris, Nubia.
Gluckman, M. 1963. « The Rise of a Zulu empire », *Scientific American*, 202.
Gobat, S. 1834. *Journal of a three years' residence in Abyssinia*, Londres, Hatchard and Son.
Godelier, M. 1975. « Modes of production, kinship and demographic structure », dans : M. Bloch (dir. publ.), *Marxist analysis and social anthropology*, Londres, Malaby, p. 3-29.
Goerg, O. 1980. « La destruction d'un réseau d'échange précolonial : l'exemple de la Guinée », *JAH*, 21, 4, p. 467-484.
Good, C. M. 1972. « Salt, trade and disease : aspects of development in Africa's northern great lakes region », *IJAHS*, 5, 4, p. 543-586.
Goodfellow, C. F. 1966. *Great Britain and South African Confederation 1870-1881*, Le Cap, OUP.
Gordon, C. G. 1902. *Letters of general C. G. Gordon to his sister M. A. Gordon*, Londres, MacMillan and Co ; New York, The MacMillan Company.
Gourou, P. 1955. La *densité de la population rurale au Congo belge*, Bruxelles, ARSC.
—. 1971. « Favourable or hostile physical environments », dans : *Leçons de géographie tropicale*, La Haye-Paris, Mouton, p. 89-90.

Gow, B. A. 1979. *Madagascar and the protestant impact : the work of the British missions, 1818-1895*, Londres, Longman.
Gran, P. 1979. *Islamic roots of capitalism : Egypt 1760-1840*, Austin et Londres, University of Texas Press.
Grande-Bretagne, Chambre des communes 1868. *Correspondence respecting Abyssinia 1846-1868*, Londres.
Grandidier, A. et Grandidier, G. (dir. publ.) 1942. *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, 36 vol., Paris, Imprimerie nationale.
Gray, J. M. 1947. « Ahmed b. Ibrahim — the first Arab to reach Buganda », *UJ*, 11, p. 80-97.
—. 1957. « Trading expeditions from the coast to lakes Tanganyika and Victoria before 1857 », *TNR*, 2, p. 226-247.
—. 1962. History of Zanzibar from the Middle Ages to 1856, Londres, OUP.
—. 1963. « Zanzibar and the coastal belt, 1840-1884 », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 212-251.
Gray, R. 1965. « Eclipse maps », *JAH*, 6, 3, p. 251-262.
—. 1970. *A history of the southern Sudan, 1839-1889*, Oxford, Clarendon Press.
Gray, R. et Birmingham, D. (dir. publ.) 1970. *Pre-colonial African trade : essays on trade in central and eastern Africa before 1900*, Londres, OUP.
Gray, W. et Dochard. 1975. *Voyage dans l'Afrique occidentale: pendant les années 1818, 1819, 1820 et 1821, depuis la rivière Gambie jusqu'au Niger*, trad. C. Huguet Paris, Hachette, Bibliothèque nationale.
Green, A. H. 1978. *The Tunisian ulama, 1873-1915*, Leyde, Brill.
Green, W. A. 1974. « The West Indies and British West African policy in the nineteenth century : a corrective comment», *JAH*, 15, 2, p. 247-259.
Green-Pedersen, S. E. 1975. « The history of the Danish slave trade, 1733-1807 », *RFHOM*, 62, 226-227, p. 196-220.
Greenberg, J. H. 1966. *Languages of Africa*, Bloomington, Indiana University Press.
Greenfield, R. 1965. *Ethiopia : a new political history*, Londres, Pall Mall.
Al-Gritly, A. A. A. 1948. « The structure of modern industry in Egypt », *L'Égypte contemporaine*, nov.-déc. 1947, n^os 241-242, thèse de doctorat, Le Caire.
Groves, C. P. 1954. *The planting of christianity in Africa*, 2 vol., Londres, Lutterworth.
Guèbrè Sellassié, G. 1930-1932. *Chronique du règne de Ménélik II, roi des rois d'Éthiopie*, Paris, Maisonneuve.
Guilhem, H. et Hébert, J. 1961. *Précis d'histoire de la Haute-Volta*, Paris, Ligel.
Guillain, C. 1845. *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la partie occidentale de Madagascar*, 2 vol., Paris, Imprimerie royale.
—. 1856. *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de l'Afrique occidentale*, 2 vol., Paris, Bertrand.
Guillaume, H. 1976. « Les liens de dépendance à l'époque précoloniale chez les Touaregs de l'Imannen (Niger) », *ROMM*, 21, p. 111-129.
Gulliver, P. H. 1955. « A history of the Songea Ngoni», *TNR*, 41, p. 16-30.
—. 1963. *Social control in an African society : a study of the Arusha agricultural Maasai of northern Tanganyika*, Londres, Routledge, Kegan Paul.
Gutman, H. G. 1975. *Slavery and the numbers game. A critique of time on the cross*, Urbana, University of Illinois Press.
Guy, J. 1977. « Ecological factors in the rise of Shaka and the Zulu kingdom », communication lue à la Conférence sur l'histoire de l'Afrique méridionale, Université nationale du Lesotho, 1-6 août 1977.
—. 1980. *The destruction of the Zulu kingdom. The civil war in Zululand 1879-1884*, Londres, Longman.

—. 1981. « The role of colonial officials in the destruction of the Zulu kingdom », dans : A. Duminy et C. Ballard (dir. publ.), p. 148-169.
Gwei, S. N. 1966. *History of the British baptist mission in Cameroons with beginnings in Fernando Po 1841-1866*, mémoire de maîtrise non publié, séminaire de théologie baptiste, Rushlikon-Zurich.
Al-Hachaichi, M. 1912. *Voyage au pays senoussiya*, Paris, Challamel.
Al-Hafiz al-Tidjāni, M. 1983. *Al-Hadj Omar Tall (1794-1864), sultan de l'État tidjanite de l'Afrique occidentale* (trad. F. Dumont), Dakar, NEA.
Hafkin, N. 1973. *Trade, society and politics in northern Mozambique*, thèse de doctorat, Université de Boston.
Hair, P. 1963. « Notes on the discovery of the Vai script », *Sierra Leone Language Review*, 2.
al-Hajj, M. A. 1964. « The Fulani concept of jihad », *Odu*, 1, p. 45-58.
—. 1967. « The 13th century in muslim eschatology : mahdist expectations in the Sokoto caliphate », *Research Bulletin, Centre for Arabic Documentation*, Ibadan, 3, 2, p. 100-115.
Haliburton, G. M. 1971. *The prophet Harris*, Londres, Longman.
Hall, G. M. 1971. *Social control in slave plantation societies : a comparison of St Domingue and Cuba*, Baltimore, JHUP.
Halpern, J. 1968. « The roots of agricultural changes in precapitalist West Africa », *Acta Poloniae Historica*, 18, 2, p. 119-129.
Hamani, D. 1975. *Contribution à l'étude de l'histoire des États hausa : l'Adar précolonial*, Niamey, IRSH.
—. 1979. « Adar, the Touareg and Sokoto », dans : Y. B. Usman (dir. publ.), *Studies in the history of the Sokoto caliphate*, Sokoto, State History Bureau, p. 392-407.
Hamid, A. A. A. 1980. *Abdullah b. Fudi as an exegetist,* thèse de doctorat, Ahmadu Bello University, Zaria.
Hamilton Jr, R. G. 1970. « The present state of African cults in Bahia », *Journal of Social History*, 3, 4, p. 356-373.
Hammond, R. J. 1966. *Portugal and Africa*, 1815-1910, Stanford, SUP.
—. 1969. « Uneconomic imperialism : Portugal in Africa before 1910», dans : L. H. Gann et P. Duignan (dir. publ.), p. 352-382.
Hampaté Ba, A. et Daget, J. 1962. *L'Empire peul du Macina (1818-1853)*, Paris, Mouton.
Hancock, W. K. 1942. *Survey of British Commonwealth affairs, vol. 2 : Problems of economic policy, 1918-1939*, Londres, OUP.
Hanke, L. 1970. *Aristotle and the American Indians : a study in race prejudice in the modern world*, Bloomington, Indiana University Press.
Hardyman, J. T. 1977. « Malagasy refugees to Britain 1838-1841 », *Omaly sy Anio*, 5-6, p. 141-189.
Harries, L. 1961. *Swahili poetry*, Oxford, Clarendon Press.
Harries, P. 1981. « Slavery, social incorporation and surplus extraction : the nature of free and unfree labour in south-east Africa », *JAH*, *22*, 3, p. 309-330.
Harris, M. 1964. *Patterns of race in the Americas*, New York, Walker.
Harris, R. 1972. « The history of trade at Ikom, eastern Nigeria », *Africa*, 63, 2, p. 122-139.
—. 1982. « The horse in West African history », *Africa*, 52, 1, p. 81-85.
Harris, W. C. 1844. *The Highlands of Ethiopia*, Londres, Longman.
Hart, D. M. 1967. « Segmentary system and the role of "five-fifths" in tribal Morocco », *ROMM*, 3, p. 65-95.

—. 1970. « Conflicting models of Berber tribal structure in the Moroccan Rif: the segmentary alliance systems of the Aith Waryachar », *ROMM*, 7, p. 93-100.
Hartwig, G. W. 1970. « The Victoria Nyanza as a trade route in the nineteenth century », *JAH*, 11, 4, p. 535-552.
—. 1976. *The art of survival in East Africa: the Kerebe and long-distance trade, 1800-1895*, New York, Africana Publishing.
—. 1978. « Social consequences of epidemic diseases: the nineteenth century in eastern Africa », dans: G. W. Hartwig et K. D. Patterson (dir. publ.), p. 25-42.
Hartwig, G. W. et Patterson, K. D. (dir. publ.). 1978. *Disease in African history*, Durham, N. C., Duke University Press.
Al-Hasan, M. M. s. d. *Ta'rīk̲h Darfūr al-Siyasi*, Khartoum.
Hasan, Y. F. 1967. *The Arabs and the Sudan*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
Hashim, M. B. 1350 de l'hégire. *Rihlah: la Thagharain*, p. 42-43, Le Caire.
Hassan, A. et Naibi, A. S. 1962. *A Chronicle of Abuja*, Lagos, African Universities Press.
Al-Haṭṭāb, A. 1935. « Dirasāt tārikhiyya iḳtiṣadiyya li ʿaṣr Muḥammad ʿAli i: al-iḥtikār wa'l-nizām al-zirāʿī », Maǧallat Koulliyat Ādāb al Ḳāhira, 3, 1935.
Hay, J. D. 1896. *A Memoir*, Londres, Murray.
Hay, M. J. 1975. « Economic change in late nineteenth century Kowe, western Kenya », *Hadith*, 5, p. 90-107.
Hébert, J. *et* al. 1976. *Esquisse monographique du pays dagara*, Diebougou, polycopié.
Hedges, D. 1978. *Trade and politics in southern Mozambique and Zululand in the eighteenth and early nineteenth centuries*, thèse de doctorat, Université de Londres.
Hermassi, E. 1975. *Étude et société au Maghreb: étude comparative*, Paris, Anthropos.
Herold, J. C. 1962. *Bonaparte en Égypte*, Paris, Plon.
Herskovits, M. J. 1938. *Dahomey, an ancient West African kingdom*, New York, J. J. Augustin.
Hertslet, E. 1894. *The map of Africa by treaty*, 2 vol., Londres, Harrison.
Hichens, W. (dir. publ.). 1939. *Al-Inkishafi: the soul's awakening*, Londres, Sheldon Press.
Higman, B. W. 1976. *Slave economy and society in Jamaica 1807-1832*, New York, CUP.
Hill, G. B. 1887. *Colonel Gordon in central Africa*, Londres.
Hill, P. 1977. *Population, prosperity and poverty. Rural Kano 1900 and 1970*, Cambridge, CUP.
Hill, R. 1965. *Sudan transport*, Londres, OUP.
—. 1966. *Egypt in the Sudan*, Londres, OUP.
Hill, R. A. (dir. publ.). 1983. *The Marcus Garvey and Universal Negro Improvement Association papers*, vol. 1 et 2, Berkeley, UCP.
Hiskett, M. 1962. « An islamic tradition of reform in the western Sudan from the sixteenth to the eighteenth century », *BSOAS*, 25, p. 577-596.
—. 1973. *The sword of truth*, New York, OUP.
—. 1975. *A history of Hausa islamic verse*, Londres, SOAS.
—. 1976. « The nineteenth-century jihads in West Africa », dans: J. E. Flint (dir. publ.), p. 125-169.
Hitchcock, R. et Smith, M. R. (dir. publ.). 1982. *Settlement in Botswana*, Londres, Heinemann.
Hobsbawn, E. J. 1977. *Industry and empire*, nouv. éd., Harmondsworth, Penguin.
Hodgkin, T. 1956. *Nationalism in colonial Africa*, Londres, Muller.

Hoetink, H. 1973. *Slavery and race relations in the Americas : comparative notes on their nature and nexus*, New York, Harper & Row.
—. 1979. « The cultural links », dans : M. Crahan et F. W. Knight (dir. publ.).
Hogendorn, J. S. 1977. « The economics of slave use on two "plantations" in the Zaria emirate of the Sokoto caliphate », *IJAHS*, 10, 3, p. 369-383.
Holland, T. J. et Hozier, H. M. 1870. *Record of the expedition to Abyssinia*, Londres, HMSO.
Holsoe, S. E. 1967. *The cassava-leaf people : an ethno-historical study of the Vai people with a particular emphasis on the Tewo chiefdom*, thèse de doctorat, Université de Boston.
Holt, P. M. 1970. *The mahdist state in the Sudan 1881-1898*, 2e éd, Oxford, Clarendon Press.
—. 1973. *Studies in the history of the Near East*, Londres, OUP.
—. 1976. « Egypt and the Nile valley », dans : J. E. Flint (dir. publ.), p. 13-50.
Hopkins, A. G. 1970. « The creation of a colonial monetary system : the origins of the West African Currency Board », *AHS*, 3,1, p. 101-132.
—. 1973. *An economic history of West Africa*, Londres, Longman.
—. 1980. « Africa's age of improvement», *HA*, 7, p. 141-160.
Hopkins, T. K. et Wallerstein, I. 1982. « Structural transformations of the world-economy », dans : T. K. Hopkins, I. Wallerstein *et al*, *World-Systems analysis : theory and methodology*, Beverly Hills, Sage, p. 104-120.
Horton, J. A. 1969. *West African countries and peoples*, dir. publ. G. Shepperson, Édimbourg, Edinburgh University Press.
Horton, W. R. G. 1954. « The Ohu system of slavery in a northern Ibo village-group », *Africa*, 24, 4, p. 311-316.
—. 1969. « From fishing village to city-state : a social history of New Calabar », dans : M. Douglas et P. Kaberry (dir. publ.), *Man in Africa*, Londres; Tavistock, p. 37-58.
Hourani, A. 1962. *Arabic thought in the liberal age 1798-1939*, Londres, OUP.
Howard, A. M. 1976. « The relevance of spatial analysis for African economic history : the Sierra Leone-Guinea system », *JAH*, 17, 3, p. 365-388.
Hozier, H. M. 1869. *The British expedition to Abyssinia*, Londres, MacMillan.
Hrbek, I. 1968. « Towards a periodisation of african history », dans : T. O. Ranger (dir. publ.), p. 37-52.
—. 1979. « The early period of Maḥmadu Lamin's activities », dans : J. R. Willis (dir. publ.), p. 211-232.
Hughes, A. J. B. 1956. *Kin, caste and nation amongst the Rhodesian Ndebele*, Rhodes-Livingstone Papers, 25, Manchester, MUP.
Hulstaert, G. 1976. *Proverbes mongo*, n° 49, Relations commerciales de l'équateur, *Enquêtes et documents d'histoire africaine*, Louvain, polycopié.
Ḥumayda, B. K. 1973. *Malamiḥ min Ta'rikh al-Sūdan fī ʿahd al-Kidiwi Ismaʿīl, 1863-1879*, thèse de doctorat, Université de Khartoum.
Hunt, D. R. 1931. « An account of the Bapedi », *Bantu Studies*, 5.
Huntingford, G. W. B. 1955. *The Galla of Ethiopia : the kingdoms of Kafa andJanjero*, Londres, IAI.
—. (dir. publ. et trad.). 1980. *The periplus of the Erythraen sea : some extracts from Agatharkhides*, London, Hakluyt Society.
Hurgronje, J. S. 1970. *Mekka in the latter part of the 19th century : daily life, customs and learning of the muslims of the East-Indian archipelago*, Leyde, Brill.
Ibn Abī-Dhiyāf, A. 1963-1964. *Itḥāf ahl al-zamān bi-akhbar muluk Tunis wa 'ahd al-aman*, Tunis, SEACI.

Ibn Zaïdān, A. 1929-1933. *Ithar Aʿlām al-Nās bi-Jamāl Akhbār Hadirat Maknās*, 5 vol., Rabat.
—. 1961-1962. *Al ʿIzz wa al-Sawla fī Maʾālim Nudhum al-Dawla*, 2 vol., Rabat.
Ibrāhīm, H. A. 1973. *Muḥammad ʿAlī fī 'al-Sūdān : dirāsah li-ahdāf alfaṭh al-Turkī-al-Miṣrī*, Khartoum, KUP.
—. 1980*a*. *Muḥammad ʿAlī fī 'al-Sūdān 1838-1839*, Khartoum.
—. 1980*b*. *Rihlat Muḥammad ʿAlī ila al-Sūdān 1838-1839*, Khartoum.
Igbafe, P. A. 1971. « Western Ibo society and its resistance to British rule : the Ekumeku movement 1898-1911 », *JAH*, 12, 3, p. 441-459.
Ikime, O. 1968. *Merchant prince of the Niger delta : the rise and gall of Nana Olomu, last governor of the Benin river*, Londres, Heinemann.
—. (dir. publ.). 1980. *Groundwork of Nigerian history*, Ibadan, Heinemann.
Ilife, J. 1979. *A modern history of Tanganyika*, Cambridge, Cambridge University Press.
Inikori, J. E. 1976*a*. « Measuring the Atlantic slave trade : an assessment of Curtin and Anstey », *JAH*, 17,2, p. 197-223.
—. 1976b. « Measuring the Atlantic slave trade : a rejoinder », *JAH*, 17, 4, p. 607-627.
—. 1977. « The import of firearms into West Africa, 1750-1807 : a quantitative analysis », *JAH*, 18, 3, p. 339-368.
—. (dir. publ.). 1982*a*. *Forced migration. The impact of the export slave trade on African societies*, Londres, Hutchinson.
—. 1982*b*. « Introduction », dans : J. E. Inikori (dir. publ.), p. 13-60.
Inskeep, R. R. 1969. « The archaeological background », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), vol. 1, p. 1-39.
Isaacman, A. F. 1972*a*. *The Africanization of a European institution ; the Zambezi Prazos, 1750-1902*, Madison, UWP.
—. 1972*b*. « The origin, formation and early history of the Chikunda of South-Central Africa », *JAH*, 13, 3, p. 443-462.
—. 1973. « Madzi-Manga, Mhondoro and the use of oral traditions — a chapter in Barue religious and political history », *JAH*, 14, 3, p. 395-409.
—. 1976. *The tradition of resistance in Mozambique : anti-colonial activity in the Zambesi valley 1850-1921*, Berkeley, UCP.
Isaacman, A. F. et Isaacman, B. 1977. « Resistance and collaboration in southern and central Africa, *c.* 1850-1920 », *IJAHS*, 10, 1, p. 31-62.
Isenberg, C. W. et Krapf, J. L. 1843. *Journals... detailing their proceedings in the kingdom of Shoa*, Londres, Seeley, Burnside & Seeley.
Isichei, E. 1973. *The Ibo people and the Europeans : the genesis of a relationship to 1906*, Londres, Faber.
Issawi, C. P. 1963. *Egypt in revolution, an economic analysis*, Londres, OUP.
—. 1966. *Economic history of the Middle East 1800-1914 ; a book of readings*, Chicago, University of Chicago Press.
Italie, Ministero degli Affari Esteri. 1906. *Trattati, convenzioni, accordi, protocolli ed altri documenti dell' Africa*, Rome.
Ivanov, N. A. 1976. « Tunisia » et « Libya », dans : V. G. Solodovnikov (dir. publ.), *Istorija natsionalno-osvo-boditelnoi bordy narodov Afriki v Novoe uremja*, Moscou, Naouka.
Izard, M. 1970. *Introduction à l'histoire des royaumes mossi*, 2 vol., Recherches voltaïques, 12, Paris/Ouagadougou, CNRS/CVRS.
Al-Jabri, M. A. s. d. *Fi Sha'n Allah*, Le Caire.
B. Jaʿafar al-Kattānī, M. 1899. *Salwat al-Anfās*, 3 vol., vol. III, p. 5, Fès.

Jackson, K. A. 1972. *An etnohistorical study of the oral traditions of the Akamba of Kenya*, thèse de doctorat, Université de Californie, Los Angeles.
Jacob, G. 1977. « Influences occidentales en Imerina et déséquilibres économiques avant la conquête française », *Omaly sy Anio*, 5-6, p. 223-231.
Jacobs, A. H. 1965. *The traditional political organization of the pastoral Massai*, thèse de doctorat, Université d'Oxford.
Jaenen, C. J. 1966. « Theodore II and British intervention in Ethiopia », *Canadian Journal of History*, 1, 2, p. 26-56.
Jago, T. S. 1902. « Report on the trade and economy of the Vilayet of Tripoli in northern Africa in the past forty years », dans : Great Britain, *House of Commons Sessional Papers*, volume 103.
Jah, O. 1973. *Sufism and nineteenth century jihad movements : a case study of al-Hajj Umar al-Futi's philosophy of jihad and its sufi bases*, thèse de doctorat, McGill University, Montréal.
Jakobsson, S. 1972. *Am I not a man and a brother? British missions and the abolition of the slavery in West Africa and the West Indies, 1756-1838*, Uppsala, Gleerup.
Jésman, C. 1958. *The Russians in Ethiopia. An essay in futility*, Londres, Chatto & Windus.
—. 1966. « The tragedy of Magdala : a historical study », *Ethiopia Observer*, 10.
Johnson, M. 1970. « The cowrie currencies of West Africa », *JAH*, 11, 1, p. 17-49 ; 3, p. 331-353.
—. 1976*a*. « Calico caravans : the Tripoli-Kano trade after 1880 », *JAH*, 17, 1, p. 95-117.
—. 1976*b*. « The economic foundations of an islamic theocracy — the case of Masina », *JAH*, 17, 4, p. 481-495.
—. s. d. *Salaga Papers*, 2 vol., Legon, Institute of African Studies.
Johnson, S. 1921. *History of the Yorubas*, Londres, Routledge.
Johnston, C. 1844. *Travels in Southern Abyssinia*, Londres, J. Madden and Co.
Johnston, H. H. 1902. *The Uganda Protectorate*, Londres, Hutchinson and Co.
Johnston, H. A. S. 1967. *The Fulani empire of Sokoto*, Londres, OUP.
Jones, A. 1981. « Who were the Vai ? », *JAH*, *22*, 2, p. 159-178.
Jones, G. I. 1963. *The trading states of the Oil Rivers : a study of political development in eastern Nigeria*, Londres, OUP.
Jordan, W. 1968. *White over Black : American attitudes towards the Negro, 1550-1812*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
Joseph, R. A. 1974. « Settlers, strikers and sans-travail : the Douala riots of September 1945 », *JAH*, 15,4, p. 669-687.
Julien, C. A. 1964. *Histoire de l'Algérie contemporaine*, vol. 1 : *La conquête et les débuts de la colonisation*, Paris, PUF.
—. 1977-1978 (dir. publ.). *Les Africains*, 12 vol., Paris, Jeune Afrique.
July, R. 1967. *The origins of modern African thought*, New York, Praeger.
Juneidu, A. 1957. *Tarihin Fulani*, Zaria.
Kachinsky, V. 1935. *Les aspects historiques et sociaux de la question de l'or du Togo*, Paris.
Al-Kadir, M. ibn. 1903. *Tuhfat as-airfī maathir al-amīr Abd-al-Kadir*, Alexandrie.
Kagame, A. 1961. *L'histoire des armées bovines dans l'ancien Rwanda*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer.
—. 1963. *Les milices du Rwanda précolonial*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer.
Kamara, M. 1975. *La vie d'El Hadji Omar* (trad. Amar Samb), Dakar, Hilal.
Kamuhangire, E. M. 1972*a*. *Migration, settlement and state formation in the south-western Uganda salt lakes region, 1500-1800*, communication pour un séminaire à l'Université Makerere, Kampala.

—. 1972*b*. *Precolonial trade in south-western Uganda*, communication pour un séminaire à l'Université Makerere, Kampala.
—. 1976. « The precolonial economic and social history of East Africa, with special reference to the south-western Uganda salt lakes region », *Hadith*, 5, p. 66-89.
Kanya-Forster, A. S. 1969. *The Conquest of the western Sudan*, Cambridge, CUP.
Kaplow, S. B. 1977. « The mudfish and the crocodile : underdevelopment of a West African bourgeoisie », *Science and Society*, 41, p. 313-333.
—. 1978. « Primitive accumulation and traditional social relations on the nineteenth century Gold Coast », *CJAS*, 12, 1, p. 19-36.
Al-Kardūdī, M. s. d. *Kash al-Ghumma bi-Bayān anna Harb al-Nidhām haqq ʿalā al-Umma*, Fès.
Kasirye, J. 1959. *Abateregga Ku Namulondo ya Buganda*, Londres.
Kasozi, A. B. 1974. *The spread of islam in Uganda, 1844-1945*, thèse de doctorat, Université de Californie, Santa Cruz.
Katzen, M. F. 1969. « White settlers and the origin of a new society, 1652-1778 », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 187-232.
Kea, R. A. 1971. « Firearms and warfare on the Gold and Slave Coasts from the sixteenth to the nineteenth centuries », *JAH*, 12, 2, p. 185-213.
Keenan, J. 1972. « Social change among the Tuareg », dans : E. Gellner et C. Micaud (dir. publ.), p. 345-360.
—. 1977. *The Tuareg : people of Ahaggar*, Londres, Allen Lane.
Kellenbenz, H. 1981. *Zanzibar et Madagascar dans le commerce allemand, 1840-1880*, Colloque sur l'histoire et la culture du Nord-Ouest, Majunga.
Kelly, J. B. 1968. *Britain and the Persian gulf, 1795-1880*, Oxford, Clarendon Press.
Kenny, M. 1979. « Pre-colonial trade in eastern lake Victoria », *Azania*, 14, p. 97-107.
Kent, R. K. 1962. *From Madagascar to the Malagasy republic*, Londres, Thames and Hudson.
Kesteloot, L. 1978. *Da Monzon de Ségou : épopée bambara*, Paris, Nathan.
Kevalevskii, M. M. 1879. *Obchinnoje zemlevladejije pritahiny, khod i posledstvija ege razlogenija*, Moscou.
Khallaf, H. 1962. *Al-tagdid fi 'l-iqticad al-Micri al-hadith*, Le Caire, ʿIssa al-Babi al-Hababi & Co.
Khankī, G. 1948. « Ibrāhīm bāshā », *al-Kitāb*, 6.
Kietegha, J. -B. 1983. *L'or de la Volta Noire*, Paris, Karthala.
Kimambo, I. N. 1969. *A political history of the Pare of Tanzania c. 1500-1900*, Nairobi, EAPH.
—. 1970. « The economic history of the Kamba 1850-1950 », *Hadith*, 2, p. 79-103.
—. 1974. « The eastern Bantu peoples », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), p. 195-209.
Kimambo, I. N. et Temu, C. W. (dir. publ.) 1969. *A history of Tanzania*, Nairobi, EAPH.
Kimble, D. 1963. *A political history of the Gold Coast*, Oxford, Clarendon Press.
Kirk-Greene, A. H. M. et Newman, P. (dir. publ.). 1971. *West African travels and adventures*, New Haven, Yale University Press.
Kistner, W. 1952. « The anti-slavery agitation against the Transvaal republic, 1852-1868 », dans : *Archives year book for South African history*, Prétoria, Ministry of Education, Arts and Science, 2, p. 193-225.
Kittler, G. D. 1961. *The White Fathers*, New York, Image Books.
Kiwanuka, S. N. 1967. *Mutesa of Uganda*, Nairobi, EAPH.
—. 1972. *A history of Buganda*, Londres, Longman.

Ki-Zerbo, J. 1953. *La pénétration française dans les pays de la Haute-Volta*, mémoire avant le doctorat, Université de Paris.
Kjekshus, H. 1977. *Ecology control and economic development in East African history*, Londres, Heinemann.
Klein, H. S. 1972. « The Portuguese slave trade from Angola in the eighteenth century », *Journal of Economic History*, 32, 4, p. 894-918.
—. 1976. « The Cuban slave trade in a period of transition 1790-1843 », *RFHOM*, 62, 226-227, p. 67-89.
—. (dir. publ.). 1978. *The middle passage. Comparative studies in the Atlantic slave trade*, Princeton, PUP.
Klein, M. A. 1968. *Islam and imperialism in Senegal Sine-Saloum, 1847-1914*, Stanford, SUP.
—. 1972. « Social and economic factors in the muslim revolution in Senegambia », *JAH*, 13, 3, p. 419-441.
—. 1975. « The study of slavery in Africa », *JAH*, 19, 4, p. 599-609.
Klein, M. A. et Johnson, G. W. (dir. publ.). 1972. *Perspectives on the African past*, Boston, Boston University Press.
Knight, F. W. 1970. *Slave society in Cuba during the nineteenth century*, Madison, UWP.
—. 1974. *The African dimension in Latin America and the Caribbean : an historical dictionary and bibliography*, Metuchen, N. J., Scarecrow Press.
Kovalevskii, M. M. 1879. *Obchinnoje zemlevladejije pritchiny, khod i posledstvija ego razlogenija*, éd. de F. B. Miller, Moscou.
Kolmodin, J. 1912-1915. *Traditions de Tsazzega et Hazzega*, 3 vol., Rome, C. de Luigi.
Koné, A. 1978. « La prise de Ségou et la fin d'El Hadj Omar », *Notes africaines*, 159, p. 61-63.
Koelle, S. 1854. *Polyglotta Africana*, Londres, Church Missionary House.
Kraiem, A. 1983. « Ali ben Khalifa », dans : *Réactions à l'occupation française de la Tunisie en 1881*, Tunis, CNUDST, p. 145-158.
Krapf, J.-L. 1860. *Travels, researches and missionary labors during an eighteen years' residence in eastern Africa*, Boston, Ticknor & Fields.
Kuper, H. 1947. *An African aristocracy : rank among the Swazi of Bechuanaland*, Londres, OUP.
Kuper, L. 1971. « African nationalism in South Africa, 1910-1964 », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 424-476.
Lacheraf, M. 1978. *L'Algérie, nation et société*, 2e éd., Alger, SNED.
Laitin, D. D. 1982. « The international economy and state formation among the Yoruba in the nineteenth century », *International Organization*, 26, 4, p. 657-714.
Lancaster, C. S. 1974. « Ethnic identity, history and "tribe" in the middle Zambesi valley », *American Ethnologist*, 1, p. 707-730.
Landa, R. G. 1976. *Borba algirskogo naroda protiv europejskoi kolonisatsii, 1830-1918*, Moscou, Naouka.
Landau, J. M. 1953. *Parliaments and parties in Egypt*, Tel-Aviv, Israel Publishing House.
—. 1958. *Studies in the Arab theater and cinema*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
Lander, R. 1830. *Records of captain Clapperton's last expedition*, Londres, Colburn & Bentley.
Landes, D. S. 1958. *Bankers and pashas : international finance and economic imperialism in Egypt*, Londres, Heinemann.
Langworthy, H. W. 1971. « Conflict among rulers in the history of Undi's Chewa kingdom », *TAJH*, 1, p. 1-24.

—. 1972. *Zambia before 1890*, Londres, Longman.
—. s. d. *Swahili influence in the area between lake Malawi and the Luangwa river*, manuscrit non publié.
Laroui, A. 1970. *L'histoire du Maghreb. Un essai de synthèse*, Paris, Maspero.
—. 1975. *L'histoire du Maghreb*, vol. 2, Paris, Maspero.
—. 1977. *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Paris, Maspero.
Last, M. 1967*a*. *The Sokoto caliphate*, Londres, Longman.
—. 1967*b*. « A note on the attitudes to the supernatural in the Sokoto jihad », *JHSN*, 4, 1, p. 3-13.
—. 1974. « Reform in West Africa : the jihad movements of the nineteenth century », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ), p. 1-29.
—. 1988. « Reform in West Africa : the jihad movements of the nineteenth century », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *History of West Africa*, vol. 2, nouv. éd., Londres, Longman.
Last, M. et al-Hajj, M. A. 1965. « Attempts at defining a muslim in 19th century Hausaland and Bornu », *JHSN*, 3, 2, p. 231-240.
Latham, A. J. H. 1972. « Witchcraft accusations and economic tension in pre-colonial Old Calabar », *JAH*, 13, 2, p. 249-260.
—. 1973. *Old Calabar, 1600-1891. The impact of the international economy upon a traditional society*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1978. « Price fluctuations in the early palm oil trade », *JAH*, 19, 2, p. 213-218.
Laugel, A. 1959. « Les Tadjakant, caravaniers du désert», *Bulletin de liaison saharienne*, 10, 6, p. 301-310.
Lavers, J. E. 1977. « El-Kanemi (1775-1837) », dans : C. A. Julien (dir. publ.), *Les Africains*, Paris, Jeune Afrique, vol. 7, p. 45-71.
—. 1980. « Kanem and Borno to 1808 », dans : O. Ikime (dir. publ.), p. 187-209.
Law, R. C. C. 1977*a*. *The Oyo empire, c. 1600-c. 1836 : a West African imperialism in the era of the Atlantic slave trade*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1977*b*. « Royal monopoly and private enterprise in the Atlantic trade : the case of Dahomey », *JAH*, 18, 4, p. 555-577.
—. 1980. *The horse in West African history*, Londres, IAI.
Leary, F. A. 1969. *Islam, politics, and colonialism. A political history of islam in the Casamance region of Senegal (1850-1919)*, thèse de doctorat, Northwestern University Evanston, III.
Lebel, P. 1974. « Oral traditions and chronicles on Gurage immigration », *Journal of Ethiopian Studies*, 12, 2, p. 95-106.
Lefèbvre, T. 1845-1854. *Voyage en Abyssinie*, 6 vol., Paris, Bertrand.
Lehīta, M. F. 1944. *Tarīk<u>h</u> Miṣr al-iḳtiṣādī fī 'l-ʿuṣūrr al-ḥadītha*, Le Caire, Maktabat al-Nabdah al-Misriyyah.
Lejean, G. 1865. *Théodore II : le nouvel empire d'Abyssinie*, Paris, Amyot.
—. 1872. *Voyage en Abyssinie*, Paris, Hachette.
Leone, E. de. 1882. *The Khedive's Egypt*, 2e éd., Londres.
—. 1965. *La colonizzazione dell' Africa del Nord* (Algeria, Tunisia, Marocco, Libia), Padoue, CEDAM.
Lesseps, F. de. 1869. *Égypte et Turquie*, Paris, Plon.
Leveen, P. E. 1971. *British slave trade suppression policies, 1821-1865 : impact and implications*, thèse de doctorat, Université de Chicago.
Lévi-Provencal, E. 1922. *Les historiens des Chorfa : essai sur la littérature historique et biographique au Maroc du XVIe au XIXe siècle*, Paris, Larose.

Levine, D. N. 1965. *Wax and gold : tradition and innovation in Ethiopian culture*, Chicago et Londres, University of Chicago Press.
—. 1974. *Greater Ethiopia. The evolution of a multiethnic society*, Chicago et Londres, University of Chicago Press.
Levine, R. M. 1980. *Race and ethnic relations in Latin America and the Caribbean : an historical dictionary and bibliography*, Metuchen, N. J., Scarecrow Press.
Levine, V. T. 1971. *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca, Cornell University Press.
Levtzion, N. 1968. *Muslims and chiefs in West Africa*, Oxford, Clarendon Press.
Lewis, B. 1971. « Hadjdj », dans : B. Lewis, V. L. Ménage, C. Pellat et J. Schacht (dir. publ.), p. 37-38.
Lewis, B., Pellat, C. et Schacht, J. (dir. publ.). 1965. *The Encyclopedia of islam*, vol. 2, nouv. éd., Leyde/Londres, Brill/Luzac.
Lewis, B., Ménage, V. L., Pellat, C. et Schacht, J. (dir. publ). 1971. *The Encyclopedia of islam*, vol. 3, nouv. éd., Leyde/Londres, Brill/Luzac.
Lewis, H. S. 1965. *A Galla monarchy : Jimma Abba Jifar, Ethiopia, 1830-1932*, Madison, UWP.
Lewis, I. M. 1955. *Peoples of the Horn of Africa*, Londres, IAI.
—. 1965. *The modern history of Somaliland*, Londres, OUP.
Liesegang, G. 1967. *Beitrage zur Geschichte des Reiches der Gaza Nguni im südlichen Moçambique*, thèse de doctorat, Université de Cologne.
—. s. d. *Famines and smallpox in southeastern Africa*, manuscrit non publié.
Liginer-Goumaz, M. 1980. *La Guinée équatoriale : un pays méconnu*, Paris, L'Harmattan.
Linant de Bellefonds, A. 1872-1873. *Mémoires sur les principaux travaux d'utilité publique exécutés en Égypte, depuis la plus haute Antiquité jusqu'à nos jours*, Paris.
Lindblom, K. G. 1920. *The Akamba in British East Africa*, 2e éd., Uppsala, Appelbergs.
Little, K. 1951. *The Mende of Sierra Leone*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
—. 1965-1966. « The political function of the Poro », *Africa*, 35, 4, p. 349-365 ; 36, 1, p. 62-72.
—. 1970. *The Mende of Sierra Leone*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
Livingstone, D. 1857. *Missionary travels and researches in South Africa*, Londres, Murray.
Lloyd, C. 1968. *The navy and the slave trade. The suppression of the African slave trade in the nineteenth century*, 2e éd., Londres, Frank Cass.
Lloyd, P. C. 1963. « The Itsekiri in the nineteenth century : an outline social history », *JAH*, 4, 2, p. 207-231.
Lobato, A. 1948. *Historia da fundação de Lourenço Marques*, Lisbonne, Edições da Revista *Lusitania*.
Lobban, R. et Halter, M. 1988. *Historical dictionary of the Republic of Cape Verde*, Metuchen, N. J., Londres, Scarecrow Press.
Lobban, R. et Forrest, J. 1988. *Historical dictionary of the Republic of Guinea-Bissau*, Metuchen, N. J., Londres, Scarecrow Press.
Lockhart, J. 1968. *Spanish Peru, 1532-1560 : a colonial society*, Madison, UWP.
Loepfe, W. 1974. *Alfred Ilg und die äthiopische Eisenbahn*, Zurich, Atlantis.
Lombard, D. 1971*a*. *The decline and abolition of negro slavery in Venezuela 1820-1854*, Westport, Connecticut, Greenwood.
—. 1971*b*. « Un "expert" saxon dans les mines d'or de Sumatra au XVIIIe siècle », *Archipel*, 2, p. 225-242.
Long, E. 1774. *The history of Jamaica*, 3 vol., Londres, Lowndes.
Loutskii, V. L. 1965. *Novaja istorija arabskih stran*, Moscou, Naouka.
Lovejoy, P. E. 1974. « Interregional monetary flows in the precolonial trade of Nigeria », *JAH*, 15, 4, p. 563-585.

—. 1978. « Plantations in the economy of the Sokoto caliphate », *JAH*, 19, 3, p. 341-368.
—. 1982. « The volume of the Atlantic slave trade : a synthesis », *JAH*, 23, 3, p. 473-501.
—. 1983. *Transformations in slavery : a history of slavery in Africa*, Cambridge, CUP.
Lovejoy, P. E. et Baier, S. 1975. « The desert-side economy of the central Sudan », *IJAHS*, 8, 4, p. 553-583.
Low, D. A. 1963. « The northern interior, 1840-1884 », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 297-331.
Low, V. N. 1972. *Three Nigerian Emirates : a study in oral history*, Evanston, Ill., NUP.
Lugard, F. D. 1893. *The rise of our East African Empire*, Londres, Frank Cass.
Lutsky, V. 1969. *Modern history of the Arab countries*, Moscou, Progress Publishers.
Ly-Tall, M. 1972. « Quelques remarques sur le *Tarikh el Fettach* », *BIFAN* (B), 34, 3, p. 471-493.
Lye, W. F. 1967. « The Difaqane : the Mfecane in the southern Sotho area, 1822-1824 », *JAH*, 8, 1, p. 107-131.
—. 1969. « The distribution of the Sotho peoples after the Difaqane », dans : L. Thompson (dir. publ.), p. 190-206.
—. (dir. publ.) 1975. *Andrew Smith's Journal of his expedition into the interior of South Africa 1834-1836*, Le Cap, Balkem.
Lynch, H. L. 1967. *Edward Wilmot Blyden, pan-Negro patriot, 1832-1912*, Londres, OUP.
Lyon, G. F. 1821. *A narrative of travels in northern Africa in the years 1818, 1819 and 1820*, Londres, Murray.
Madihin Kidana G. 1972. *Yohannes IV : religious aspects of his internal policy*, essai d'un étudiant en 4e année, Université Hailé Séllassié Ier, Addis-Abeba.
Mage, E. 1868. *Voyage au Soudan occidental (1863-1866)*, Paris, Hachette, 2e éd., 1980, Paris, Karthala.
Magubane, B. M. 1979. *The Political economy of race and class in South Africa*, New York, Monthly Review Press.
Mahadi, A. 1982. *The State and the economy : The Sarauta system and its roles in shaping the society and economy of Kano with particular reference to the eighteenth and nineteenth centuries*, thèse de doctorat, Zaria, ABU, 2 vol.
Al-Mahdī al-Wazzāni, 1900. *Al-Miʿyār al-Jadīd*, 11 volumes, Lith., Fès.
Mahjoubi, A. 1977. *L'établissement du protectorat français en Tunisie*, Tunis, Publications de l'Université.
Mainga, M. 1973. *Bulozi under the Luyana kings : political evolution and state formation in precolonial Zambia*, Londres, Longman.
Majalah al-Rabitah al-Alawi, 1350 de l'hégire, vol. IV, p. 30-31, Batavia.
Makozi, A. O. et Ojo, G. J. A. (dir. publ.). 1982. *The history of the catholic church in Nigeria*, Londres, MacMillan.
Malaisse, F. *et al.* 1972. « The miombo ecosystem : a preliminary study », dans : P. Golley et F. Golley (dir. publ.), *Tropical ecology*, Athens, Georgia, University of Georgia Press, p. 363-405.
Malortie, baron de. 1882. *Egypt : native rulers and foreign interference*, Londres Ridgway.
Malumfashi, U. F. 1973. *The life and ideas of Shaikh Uthman dan Fodio, being an edition, translation and analysis of Rawd al-jinan and al-Kashf wa 'l-hayan*, thèse de maîtrise, Université Bayero, Kano.
Mandala, E. 1979. *The Kololo interlude in southern Africa, 1861-1891*, thèse de maîtrise, Université du Malawi.

Mane, M. 1974-1975. *Contribution à l'histoire du Kaabu, des origines au XIX^e siècle*, Dakar, mémoire de l'Université de Dakar.
Mangestu Lamma. 1959. *Mashafa Tizita*, Addis-Abeba.
Manning, P. 1979. « The slave trade in the bight of Benin, 1640-1890 », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 107-141.
Al-Mannūnī, M. 1973. *Maḏhāhir Yaqḏhat al-Maghrib al-Ḥadīth*, Rabat.
Marchal, J.-Y. 1967. « Contribution à l'étude historique du Vakinankaratra, évolution du peuplement dans la cuvette d'Ambohimanambola, sous-préfecture de Batafo », *Bulletin de Madagascar*, 250, p. 241-280.
—. 1980. *Afrique-Occidentale française : cercle de Ouahigouya - Haute-Volta*, Paris, ORSTOM.
Marcus, H. G. 1975. *The life and times of Menelik II, 1844-1913*, Oxford, Clarendon Press.
Markham, C. R. 1869. *A history of the Abyssinian expedition*, Londres, Prideaux.
Marks, S. 1967*a*. « The rise of the Zulu kingdom », dans : R. Oliver (dir. publ.), p. 85-91.
—. 1967*b*. « The Nguni, the Natalians and their history », *JAH*, 8, 3, p. 529-540.
Marks, S. et Atmore, A. (dir. publ.). 1980. *Economy and society in pre-industrial South Africa*, Londres, Longman.
Marshall, J. P. 1968. *Problems of empire : Britain and India, 1757-1813*, Londres, Allen & Unwin.
Martel, A. 1965. *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie, 1818-1911*, Paris, PUF.
Martin, A. G. P. 1923. *Quatre siècles d'histoire marocaine*, Paris.
Martin, B. G. 1963. « A mahdist document from Futa Jallon », *BIFAN* (B), 25, 1-2, p. 47-57.
—. 1971. « Notes on some members of the learned classes of Zanzibar and East Africa in the nineteenth century », *African Historical Studies*, 4, 3, p. 525-545.
—. 1972. « A short history of the Khalwati order of dervishes », dans : N. Keddie (dir. publ.), *Scholars, Saints and Sufis*, Berkeley, UCP, p. 275-305.
—. 1976. *Muslim brotherhoods in nineteenth century Africa*, Cambridge, CUP.
Martin, T. 1976. *Race first : the ideological and organizational struggles of Marcus Garvey and the Universal Negro Improvement Association*, Westport, Conn., Greenwood Press.
Marty, P. 1920-1921. *Études sur l'islam et les tribus du Soudan*, 4 vol., Paris, Leroux.
Mason, J. P. 1971. *The social history and anthropology of the Arabized Berbers of Augila oasis in the Libyan Sahara desert*, thèse de doctorat, Université de Boston.
—. 1978. « Desert strongmen in the East Libyan Sahara (*c.* 1820) : a reconstruction of local power in the region of the Augila oasis », *Revue d'histoire maghrébine*, 6, p. 180-188.
Mason, M. 1970. *The Nupe kingdom in the nineteenth century; a political history*, thèse de doctorat, Université de Birmingham.
Mason, P. 1970. *Race relations*, Londres, OUP.
Mason, R. J. 1973. « The first early iron-age in South Africa : Broederstroom 24/73 », *South African Journal of Science*, 69.
Al-Masri, F. H. 1963. « The life of Shehu Usman dan Fodio before the jihad », *JHSN*, 2,4, p. 435-448.
—. (dir. publ. et trad.). 1978. *Bōyan Wujūb al-Hijra ʿala 'l-Ibed* par ʿUthman Ibn Fūdī, Khartoum, KUP.
Massaia, G. 1892. *I miei trentacinque anni di missione nell' alta Etiopia*, 12 vol., Rome, Coop tipografica Manuzio.
Matsebula, J. S. M. 1972. *A history of Swaziland*, Le Cap, Longman.

Matthews, T. 1. 1981. « Portuguese, Chikunda and the people of the Gwembe valley : the impact of the " Lower Zambezi Complex " on Southern Zambia », *JAH*, *22*, 1, p. 23-42.
Maura y Gamazo, G. 1911. *La question marocaine du point de vue espagnol*, Paris, Challamel.
Maxwell, W. E. 1932. « The law relating to slavery among the Malays », *Journal of the Malayan Branch of the Royal Asiatic Society*, 10, 1.
M'Bokolo, E. 1981. *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale : les sociétés côtières et la pénétration française* (*vers 1820-1874*) Paris, Mouton.
McCall, D. F. et Bennett, N. R. (dir. publ.). 1971. *Aspects of West African islam*, Boston, Boston University African Studies Center.
McCarthy, M. 1983. *Social change and the growth of British power in the Gold Coast : the Fante states 1807-1874*, Lanham, Md., University Press of America.
McCaskie, T. C. 1980. « Office, land and subjects in the history of the Manwere *fekuo* of Kumase : an essay in the political economy of the Asante state », *JAH*, 21, 2, p. 189-208.
McCoan, J. C. 1887. *Egypt as it is*, Londres, Cassell.
McCracken, J. 1978. « Rethinking rural poverty », *JAH*, 19, 4, p. 611-615.
McGaffey, W. 1970. *Custom and government in the Lower Congo*, Berkeley et Los Angeles, UCP.
McKay, W. F. 1975. *A precolonial history of the southern Kenya coast*, thèse de doctorat, Université de Boston.
McPherson, J. M., Holland, L. B. *et al.* 1971. *Blacks in America : bibliographical essays*, New York, Doubleday.
McSheffrey, G. M. 1983. « Slavery, indentured servitude, legitimate trade and the impact of abolition in the Gold Coast, 1874-1901 », *JAH*, 24, 3, p. 349-368.
Mears, W. G. A. 1970. *Wesleyan Baralong mission in Trans-Orangia, 1821-1884*, 2[e] éd., Le Cap, Struik.
Medeiros, F. de 1984. « Peuples du golfe du Bénin aja-ewe », dans : *Colloque de Cotonou*, Paris, Karthala.
Meek, C. K. 1925. *The northern tribes of Nigeria*, 2 vol., Londres, OUP.
Mees, F. W. (dir. publ.). 1928. *Dagh-Register*, La Haye.
Méhier de Mathuisieux, H. 1904. « Une mission en Tripolitaine », *Renseignements coloniaux*, janvier 1904, p. 20-34.
—. 1973. « À travers la Tripolitaine », reproduction sur microfiche d'un extrait du *Tour du monde*, 1902, Paris, Hachette, p. 47-52.
Meillassoux, C. 1971*a*. « Introduction », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), Londres, OUP, p. 3-86.
—. (dir. publ.). 1971*b*. *The development of indigenous trade and markets in West Africa*, Londres, OUP.
—. 1974. « From reproduction to production. A marxist approach to economic anthropology », *Economy and Society*, 3, p. 315-345.
—. 1975. *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero.
—. 1981. *Maidens, meal and money*, Cambridge, CUP.
Memmi, A. 1963. *La poésie algérienne de 1830 à nos jours (approches socio-historiques)*, Paris, Mouton.
Mendes Moreira, J. 1948. *Fulas do Cabu*, Bissau, Centro de estudos da Guiné Portuguesa.
Merad, A. 1978. « Iṣlāḥ », dans : C. E. Bosworth, E. Van Donzel, B. Lewis et C. Pellat (dir. publ.), p. 141-163.

Mercer, P. 1971. « Shilluk trade and politics from the mid-seventeenth century to 1861, *JAH*, 12, 3, p. 407-426.
Mercier, P. 1950. « Notice sur le peuplement Yoruba du Dahomey-Togo », *Études dahoméennes*, 4, p. 29-40.
Metcalfe, G. E. 1962. *Maclean of the Gold Coast*, Londres, OUP.
—. 1964. *Great Britain and Ghana : documents of Ghana history, 1807-1957*, Londres, Nelson.
Metegue N'Nah, N. 1979. *Économies et sociétés au Gabon dans la première moitié du XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan.
—. 1981. *Domination coloniale au Gabon. La résistance d'un peuple : 1839-1960*, Paris, L'Harmattan.
Meyer-Heiselberg, R. 1967. *Notes from the liberated African department in the archives at Fourah Bay College, Freetown, Sierra Leone*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
Michailidis, G. 1950. « Le désert et la civilisation égyptienne », *Cahiers d'histoire égyptienne*.
Michaux-Bellaire, E. 1921. « Essai sur l'histoire des confréries religieuses, *Hespéris*, 1, p. 141-158.
Middleton, J. et Campbell, J. 1965. *Zanzibar : its society and its politics*, Londres, OUP.
Miège, J.-L. 1961-1963. *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*, 4 vol., Paris, PUF.
—. 1973. *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, Paris, PUF.
—. 1975. « La Libye et le commerce transsaharien au XIXe siècle », *ROMM*, 19, p. 135-168.
Miers, S. 1971. « Notes on the arms trade and government policy in southern Africa between 1870 and 1890 », *JAH*, 12, 4, p. 571-578.
—. 1975. *Britain and the ending of the slave trade*, Londres, Longman.
Miers, S. et Kopytoff, I. (dir. publ.) 1977. *Slavery in Africa : historical and anthropological perspectives*, Madison, UWP.
Miller, J. C. 1973. « Slaves, slavers and social change in nineteenth century Kasanje », dans : F. W. Heimer (dir. publ.), *Social change in Angola*, Munich, Weltforum Verlag, p. 9-29.
Milliot, L. 1911. *L'association agricole chez les musulmans du Maghreb* (*Maroc, Algérie, Tunisie)*, Paris, Rousseau.
Minna, M. 1982. *Sultan Muḥammad Bello and his intellectual contribution to the Sokoto caliphate*, thèse de doctorat, Université de Londres.
Mintz, S. W. 1971. « Towards an Afro-American history », *UNESCO Journal of World History*, 13, 2, p. 317-332.
Moffat, R. 1945. *The Matebele journals*, dir. publ. J. P. R. Wallis, 2 vol., Londres, Chatto & Windus.
Moffat, R. et Moffat, M. 1951. *Apprenticeship at Kuruman*, dir. publ. I. Schapera, Londres, Chatto & Windus.
Mondon-Vidailhet, F. M. C. 1905. *Chronique de Théodoros II*, Paris, Bibliothèque nationale.
Montagne, R. 1930. *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc*, Paris.
Monteil, C. 1932. *Une cité soudanaise, Djenné, métropole du delta central du Niger*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales.
—. 1977. *Les Bambara de Ségou et du Kaarta : étude historique, ethnographique et littéraire d'une peuplade du Soudan français*, 1re éd. 1924, Paris, Maisonneuve et Larose.
Monteil, P. L. 1894. *De Saint-Louis à Tripoli par le Tchad*, Paris, Alcan.

—. 1975. *De Saint-Louis à Tripoli par le Lac Tchad: voyage au travers du Soudan et du Sahara, accompli pendant les années 1890-1891-1892 par le lieutenant colonel P.L. Monteil*, préface de M. Le Melchiose de Vogué, Paris, INALCO, AUPELF, reproduction de l'édition de Paris, Alcan, 1894.
Monteil, V. 1966. *Esquisses sénégalaises*, Dakar, IFAN.
Moreno Fraginals, M. (dir. publ.). 1977. *Africa en America Latina*, Mexico, UNESCO.
Moreno, M. 1942. « La cronaca di re Teodoro attribuita al dabtàrà "Zaneb" », *Rassegna di studi etiopici*, 2, p. 143-180.
Morgan, M. 1969. « Continuities and traditions in Ethiopian history. An investigation of the reign of Tewodros », *Ethiopia Observer*, 12.
Morton-Williams, P. 1964. « The Oyo Yoruba and the Atlantic trade, 1670-1830 », *JHSN*, 3, 1.
Moulero, T. 1964. « Histoire et légende de Chabi », *Études dahoméennes*, 2, p. 51-93.
Moursy, M. K. 1914. *De l'étendue du droit de propriété, étude historique, juridique et comparée*, Paris, Sirey.
Mouser, B. L. 1973. « Traders, coasters and conflict in the Rio Pongo from 1790-1808 », *JAH*, 14, 1, p. 45-64.
—. 1975. « Landlords-strangers: a process of accommodation and assimilation », *IJAHS*, 8, 3, p. 425-440.
Moyer, R. A. 1974. « The Mfengu, self-defence and the Cape frontier wars », dans: C. Saunders et R. Derricourt (dir. publ.), p. 101-126.
Mudenge, S. I. 1974. « The role of foreign trade in the Rozvi empire: a reappraisal », *JAH*, 15, 3, p. 373-391.
Muller, C. F. J. (dir. publ.) 1974. *Five hundred years: a history of South Africa*, 2^e éd., Pretoria et Le Cap, Université d'Afrique du Sud.
Munro, J. F. 1976. *Africa and the international economy*, Londres, Dent.
Munthe, L. 1969. *La Bible à Madagascar, les deux premières traductions du Nouveau Testament malgache*, Oslo, Egede Instutuuttet.
Munthe, L., Ravoajanahary, C. et Ayache, S. 1976. « Radama I^er et les Anglais: les négociations de 1817 d'après les sources malgaches », *Omaly sy Anio*, 3-4, p. 9-104.
Murray, D. R. 1971. « Statistics of the slave trade to Cuba, 1790-1867 », *Journal of Latin American Studies*, 3, 2, p. 131-149.
Mustafā, A. A. 1965. *Misr wa'l-mas'alah al-Micriyyah*, Le Caire, Dar al-Ma'aref.
Mutibwa, P. M. 1972. « Trade and economic development in nineteenth-century Madagascar », *TAJH*, 2, 1, p. 32-63.
—. 1974. *The Malagasy and the Europeans: Madagascar's foreign relations*, 1861-1895, Londres, Longman.
Mveng, E. 1963. *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence africaine.
Mworoha, E. 1977. *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*, Dakar, NEA.
—. 1980. *Les États de la région des Grands Lacs*, Dakar, NEA.
Myatt, F. 1970. *The march to Magdala*, Londres, Leo Cooper.
Myrdal, G. 1944. *An American dilemma*, 2 vol., New York, Harper and Row.
Nacanabo, D. 1982. *Le royaume maagha de Yako*, thèse de doctorat, Université de Paris.
Nachtigal, G. 1967. *Sahara und Sudan, Ergebnisse sechsjähriger Reisen in Afrika*, Graz.
Nair, K. K. 1972. *Politics and society in south eastern Nigeria 1841-1906: a study of power, diplomacy and commerce in Old Calabar*, Londres, Frank Cass.
Al-Naqar, U. 1972. *The pilgrimage tradition in West Africa: a historical study with special reference to the nineteenth century*, Khartoum, KUP.
Nardin, J.-C. 1965. « Le Libéria et l'opinion publique en France, 1821-1847 », *CAE*, 6, 1, p. 96-144.

Al-Nāṣirī, A. 1954-1956. *Al-Istiqṣā li-Akhbār Duwal al-Maghrib al-Aqṣā*, 9 vol., Casablanca.
Nayenga, F. P. B. 1976. *An economic history of the lacustrine states of Busoga, Uganda, 1750-1939*, thèse de doctorat, Université du Michigan.
Needham, D. E. 1974. *From iron age to independence : history of Central Africa*, Londres, Longman.
Neumark, s. d. 1954. *Foreign trade and economic development in Africa : A historical perspective*, Stanford, Food Research Institute.
Newbury, C. W. 1961. *The western slave coast and its rulers : european trade and administration among the Yoruba and Adja-speaking peoples of south-western Nigeria, southern Dahomey and Togo*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1966. « North African and western Sudan trade in the nineteenth century : a reevaluation », *JAH*, 7, 2, p. 233-246.
—. 1968. « The protectionist revival in French colonial trade : the case of Senegal », *Economic History Review*, 21, 2, p. 337-348.
—. 1972. « Credit in early nineteenth century West African trade », JAH, 13, 1, p. 81-95.
Newbury, D. S. 1975. « Rwabugiri and Ijwi», *Études d'histoire africaine*, 7, p. 155-173.
—. 1980. « Lake Kivu regional trade during the nineteenth century », *Journal des africanistes*, 50, 2, p. 6-30.
—. s. d. *Lake Kivu regional trade during the nineteenth century*, communication non publiée.
Newbury, M. C. 1975. *The cohesion of oppression : a century of clientship in Kinyaga, Rwanda*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin.
Newitt, M. D. D. 1973*a*. *Portuguese settlement on the Zambesi, exploration, land tenure and colonial rule in East Africa*, Londres, Longman.
—. 1973*b*. « Angoche, the slave trade and the Portuguese *c.* 1844-1910 », *JAH*, 13, 4, p. 659-673.
Ngcongco, L. D. 1982*a*. « Impact of the Difaqane on Tswana states », dans : R. Hitchcock et M. R. Smith (dir. publ.), p. 161-171.
—. 1982*b*. « Precolonial migration in south-eastern Botswana », dans : R. Hitchcock et M. R. Smith (dir. publ.), p. 23-29.
Nicholls, C. S. 1971. *The Swahili coast : politics, diplomacy and trade on the East African littoral, 1798-1856*, Londres, Allen & Unwin.
Nicholson, S. E. 1976. *A climatic chronology for Africa : synthesis of geological, historical and meteorological information and data*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin.
—. 1980. « Saharan climates in historic times », dans : H. Faure et M. E. J. Williams (dir. publ.).
Nicol, F. 1940. « Les traitants français de la côte est de Madagascar, de Ranavalona I^re^ à Radama II », *Mémoire de l'Académie malgache*, 33.
Nicolas, G. 1975. *Dynamique sociale et appréhension du monde au sein d'une société hausa*, Paris, Musée national d'histoire naturelle, Institut d'ethnologie.
Njeuma, M. Z. 1978. *Fulani Hegemony in Yola (Old Adamawa), 1809-1902*, Yaoundé, CEPER.
Nöldeke, T. 1892. *Sketches from Eastern history*, Londres et Édimbourg, A. & C. Black.
Norris, H. T. 1968. *Shinqiti folk literature and song*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1975. *The Tuaregs*, Warminster, Aris & Philips.
Northrup, D. 1976. « The compatibility of the slave and palm oil trades in the bight of Biafra », *JAH*, 17, 3, p. 352-364.

Nuñez, B. 1980. *Dictionary of Afro-Latin American civilization*, Westport, Conn., Greenwood Press.
Nwani, O. A. 1975. « The quantity theory in the early monetary system of West Africa with particular emphasis on Nigeria, 1850-1895 », *Journal of Political Economy*, 83, 1, p. 185-193.
Obichere, I. B. 1974. « Change and innovation in the administration of the kingdom of Dahomey », *Journal of African Studies*, 1, 3, p. 235-251.
Ochsenwald, W. 1980. « Muslim-European conflict in the Hijaz: the slave trade controversy, 1840-1895 », *Middle Eastern Studies*, 16, 1, p. 115-126.
Oded, A. 1974. *Islam in Uganda*, New York, Halsted Press.
Ogot, B. A. 1967. *A history of the southern Luo people* , *1500-1900*, Nairobi, EAPH.
—. 1968. « Kenya under the British, 1895 to 1963 », dans: B. A. Ogot et J. A. Kieran (dir. publ.), p. 255-289.
—. (dir. publ). 1974. *Zamani: a survey of East African history*, 2^e éd., Nairobi, EAPH.
—. (dir. publ.). 1976. *Kenya before 1900*, Nairobi, EAPH.
—. 1979. « Les mouvements de population entre l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les pays voisins », dans: *La traite négrière du XV^e au XIX^e siècle*, UNESCO, Histoire générale de l'Afrique, Études et documents, 2, Paris, p. 189-197 (réimpr. 1985).
—. (dir. publ.) 1992. *Africa from the sixteenth to the eighteenth century*, Paris, Oxford, Berkeley, UNESCO, Heinemann, University of California Press.
Ogot, B. A. et Kieran, J. A. (dir. publ.). 1968. *Zamani: a survey of East African history*, Nairobi, EAPH.
Oguntomisin, G. O. 1979. *New forms of political organization in Yorubaland in the mid-nineteenth century: a comparison of Kurumi's-Ijaye and Kosọkọ's Ẹpẹ*, thèse de doctorat, Ibadan, Université d'Ibadan.
Olaniyan, R. 1974. « British desires for legitimate trade in West Africa, 1860-1874: 1, the imperial dilemma », *Odu*, 9, p. 23-44.
Oliveira Martins, F. A. (dir. publ.) 1952. « Hermenegildo Capelo e Roberto Ivens, vol. 2 », dans: *Diarios da viagem de Angola a contra-costa*, Lisbonne, p. 366-383.
Oliver, R. 1952. *The Missionary factor in East Africa*, Londres, Longmans, Green.
—. 1965. *The Missionary factor in East Africa*, 2^e éd., Londres, Longman.
—. (dir. publ.) 1967. *The Middle Age of African history*, Londres, OUP.
Oliver, R. et Fage, J. D. 1962. *A short history of Africa*, Harmondsworth, Penguin.
Oliver, R. et Mathew, G. (dir. publ.) 1963. *A History of East Africa*, vol. 1, Oxford, Clarendon Press.
Oloruntimehin, B. O. 1972*a*. *The Segu Tukulor empire*, Londres, Longman.
—. 1972*b*. « The impact of the abolition movement on the social and political development of West Africa in the nineteenth and twentieth centuries », *Ibadan*, 7, 1, p. 33-58.
Omer-Cooper, J. D. 1966. *The Zulu aftermath, a nineteenth century revolution in Bantu Africa*, Londres, Longman.
—. 1969. « Aspects of political change in the nineteenth century Mfecane », dans: L. Thompson (dir. publ.), p. 207-229.
—. 1976*a*. « The Nguni outburst », dans: J. E. Flint (dir. publ.), p. 319-352.
—. 1976*b*. « Colonial South Africa and its frontiers », dans: J. E. Flint (dir. publ.), p. 353-392.
Onneken, A. 1956. *Die Königskultur Kaffas und der verwandten Königreiche*, Francfort.
Oppel, A. 1887. « Die religiosen Verhältnisse von Afrika », *Zeitschrift der Gesselschaft für Erdkunde zu Berlin*, 21.

Orhanlu, C. 1972. « Turkish archival sources about Ethiopia », *IV Congresso Internationale di studi etiopici*, Rome.
—. 1976-1977. « Turkish language publications and records about Africa » [en turc], *Tarih Institusu Dergisi*, 7-8, p. 145-156.
Oriji, J. N. 1982. « A re-assessment of the organization and benefits of the slave and palm produce trade amongst the Ngwa-Igbo », *Canadian Journal of African Studies*, 16, 3, p. 523-548.
O'Toole, T. E. 1987. *Historical dictionary of Guinea : Republic of Guinea-Conakry*, 2e éd., Metuchen, N. J., Londres, Scarecrow Press.
Ottenberg, S. 1958. « Ibo oracles and intergroup relations », *Southwestern Journal of Anthropology*, 14, 3, p. 295-317.
—. 1959. « Ibo receptivity to change », dans : W. R. Bascom et M. J. Herskovits (dir. publ.), *Continuity and change in African culture*, Chicago, University of Chicago Press, p. 130-143.
Ouedraogo, J. 1948. *La propriété foncière chez les Mossi*, Notes africaines, 38, IFAN, p. 18.
Packard, R. M. 1981. *Chiefship and cosmology : an historical study of political competition*, Bloomington, Indiana University Press.
Page, M. E. 1974. « The Manyena hordes of Tippu Tip : a case study in social stratification and the slave trade in East Africa », *IJAHS*, 7, 1, p. 69-84.
Palacios Preciados, J. 1973. *La trata de Negros por Cartagena de Indias, 1650-1750*, Tunja, Colombia, Universidad Pedagogica y Technologica.
Pallinder-Law, A. 1974. « Aborted modernization in West Africa ? The case of Abeokuta », *JAH*, 15, 1, p. 65-82.
Palmer, C. A. 1976. *Slaves of the white god : Blacks in Mexico, 1570-1650*, Cambridge, Mass., HUP.
—. 1981. *Human cargoes : The British slave trade to Spanish America, 1700-1739*, Urbana, University of Illinois Press.
Palmer, H. R. 1928. *Sudanese memoirs*, Lagos, Government Printer.
Palmer, R. et Parsons, N. (dir. publ.) 1977*a*. *The roots of rural poverty in central and southern Africa*, Londres, Heinemann.
—. 1977*b*. « Introduction : historical background », dans : R. Palmer et N. Parsons (dir. publ.), p. 1-32.
Pankhurst, R. K. P. 1961. *An introduction to the economic history of Ethiopia from early times to 1800*, Londres, Lalibela House.
—. 1964. « Ethiopia and the Red sea and gulf of Aden ports in the nineteenth and twentieth centuries », *Ethiopia Observer*, 8.
—. 1966*a*. « The emperor Theodore and the question of foreign artisans in Ethiopia », dans : *Boston University Papers in African History*, vol. 2, Boston, African Studies Centre, Université de Boston.
—. 1966*b*. « The saint-simonians and Ethiopia », dans : *Proceedings of the third international conference of Ethiopian studies*, Addis-Abeba, Université Hailé Séllassié Ier, Institut d'études éthiopiennes.
—. 1966*c*. *State and land in Ethiopian history*, Addis-Abeba, Université Hailé Séllassié Ier, Institut d'études éthiopiennes.
—. 1967. « Menelik and the utilisation of foreign skills », *Journal of Ethiopian Studies*, 5, 1, p. 29-42.
—. 1968. *Economic history of Ethiopia 1800-1935*, Addis-Abeba, Université Hailé Séllassié Ier, Institut d'études éthiopiennes.
—. 1972. « Yohannes Kotzika, the Greeks and British intervention against emperor Tewodros in 1867-1868 », *Abba Salama*, 3, p. 87-117.

—. 1973*a*. « Popular opposition in Britain to British intervention against emperor Tewodros of Ethiopia (1867-1868) », *Ethiopia Observer*, 14, p. 141-203.
—. 1973b. « The library of emperor Tewodros at Maqdala (Magdala) », *BSOAS*, 36, p. 17-42.
—. 1974. « Tewodros. The question of a Greco-Romanian or Russian hermit or adventurer in nineteenth century Ethiopia », *Abba Salama*, 5, p. 136-159.
Pantucek, S. 1969. *Tounisskaja literatoura. Krathii etcherk*, Moscou, Naouka.
Parkinson, C. N. 1937. *Trade in the eastern seas, 1793-1813*, Cambridge, CUP.
Parkyns, M. 1854. *Life in Abyssinia*, New York, Appleton.
Parrinder, E. G. 1947. « The Yoruba-speaking peoples of Dahomey », *Africa*, 17, p. 122-148.
—. 1955. « Some western Yoruba towns », *Odu*, 2, p. 4-10.
—. 1967. *Story of Ketu*, Ibadan, IUP.
Patterson, O. 1982. *Slavery and social death : a comparative study*, Cambridge, Mass., HUP.
Paulus, J. (dir. publ.) 1917-1921. *Encylopaedie van Nederlandsch-Indië*, La Haye, Nijhoff/Leyde, Brill.
Pélissier, R. 1978. *Les guerres grises : résistance et révolte en Angola : 1845-1941*, Montamets, Orgeval.
Pellat, C. 1953. *Le milieu basrien et la formation de Ǧahiẓ*, Paris.
Pennec, P. 1964. *Les transformations des corps de métier de Tunis*, Tunis, ISEA-AM.
Père, M. 1982. *Les deux bouches. Les sociétés du rameau lobi entre la tradition et le changement*, Paris, TI.
Perini, R. 1905. *Di qua del Mareb*, Florence.
Person, Y. 1968-1975. *Samori, une révolution dyula*, 3 vol., Dakar, IFAN.
—. 1971. « Ethnic movements and acculturation in upper Guinea since the fifteenth century », *IJAHS*, 4, p. 669-689.
—. 1972. « Samori and resistance to the French », dans : R. Rotberg et A. Mazrui (dir. publ.), *Protest and power in black Africa*, New York, OUP, p. 80-112.
—. 1974. « The Atlantic coast and the northern savannas, 1800-1880 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 262-307.
—. 1979. « Samori and islam », dans : J. R. Willis (dir. publ.), p. 259-277.
—. 1981. « Communication : who were the Vai ? », *JAH*, 23,1, p. 133.
Pesenti, G. 1912. *Di alcuni canti arabici e somalici*.
—. 1929. *Canti sacri e profani, danze e ritmi degli Arabi, dei Somali e dei Suahili*, Milan, L'Eroica.
Peterson, J. 1969. *Province of freedom. A history of Sierra Leone, 1787-1870*, Londres, Faber.
Petherick, J. et Petherick, K. 1869. *Travels in central Africa and exploration of the western tributaries*, Londres.
Pfeiffer, I. 1971. *Voyages d'Ida Pfeiffer : relations posthumes, 1856-1857* (trad. W. de Suckau), Paris, Hachette.
—. 1981. *Voyage a Madagascar : avril-septembre 1857*, Paris, Karthala.
Philliot, D. C. et Azoo, R. F. 1906-1907. « Some Arab folk tales from the Hadramout », *Journal of the Royal Asiatic Society of Bengal*, p. 399-439.
Phillipson, D. W. 1969. « Early iron-using peoples of southern Africa, dans : L. Thompson (dir. publ.), p. 24-49.
Phiri, K. M. 1975. *Chewa history in central Malawi and the use of oral traditions, 1600-1920*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin.
Piault, M. H. (dir. publ.). 1987. *La colonisation, rupture ou parenthèse?* Paris, L'Harmattan.
Pigeot, A. 1956. « Les Français à Tindouf », *Bulletin de liaison saharienne*, 7, 23, p. 85-94.

Pirone, M. 1961. *Appunti di storia dell' Africa*, Rome, Edizioni Ricerche.
Plowden, W. C. 1868. *Travels in Abyssinia and the Galla country*, Londres, Longmans, Green.
Poncet, J. 1954. « Note sur la situation de la Tunisie à la suite des événements de 1864-1868 », *Les cahiers de Tunisie*, 3e-4e trim., p. 316-323.
Porter, A. 1963. *Creoledom : a study of the development of Freetown society*, Londres, OUP.
Porter, D. H. 1970. *The abolition of the slave trade in England, 1784-1807*, New York, Archon.
Posnansky, M. 1982. *The archaeological and linguistic reconstruction of African history*, dans : C. Ehret et M. Posnansky (dir. publ.), Berkeley, Los Angeles, Londres, UCP.
Poutintseva, T. A. 1977. *Tysjatcha i odin god arabskogo teatra*, Moscou, Naouka.
Price, R. 1973. *Maroon societies*, New York, Doubleday-Anchor.
Priestley, M. 1969. *West African trade and coast society, a family study*, Londres, OUP.
Prins, A. H. 1962. *The Swahili-speaking peoples of Zanzibar and the East African coast*, Londres, IAI.
—. 1971. *Didemic Lamu : social stratification and spatial structure in a muslim maritime town*, Groningen.
Quinn, C. A. 1972. *Mandingo kingdoms of the Senegambia : traditionalism, Islam and european expansion*, Londres, OUP.
—. 1979. « Maba Diakhou and the Gambian jihād, 1850-1890 », dans : J. R. Willis (dir. publ.), p. 233-258.
Rabary, P. 1957. *Ny Maritiora Malagasy*, Tananarive, Imprimerie luthérienne.
Rabemananjara, R. W. 1952. *Madagascar : Histoire de la nation malgache*, Paris.
Al-Rāfeʿī, A.-R. 1948*a*. *Al-thawrah al-Arabiyyah*, Le Caire.
—. 1948*b*. *Asr Ismaʿil*, 2e éd., Le Caire, Maktabat al-Nahdah al-Misriyyah.
—. 1948*c*. *Misr wa'l-Soudan fi awa'el ʿahd al-ihtilal (tarikh Miṣr al-qawmi min sanat 1882 ila sanat 1892)*, 2e éd., Le Caire, Maktabat al-Nahdah al-Misriyyah.
—. 1951. *Asr Mohammad-Alī*, 3e éd. Le Caire, Maktabat al-Nahdah al-Misriyyah.
Raffenel, A. J. B. 1856. *Nouveau voyage dans le pays des Nègres*, 2 vol., Paris, N. Chaix.
—. 1974. *Voyage dans l'Afrique occidentale exécuté en 1843 et 1844*, 1re éd. 1846, Paris, INALCO.
Rainero, R. 1973. « Il Congo agli inizi del Settecento e la fine del patronato portoghese », *Nuova rivista storica*, 57, 5-6, p. 689-698.
Rainihifina, J. 1975. *Lovantsaina, I, Tantara betsileo*, 2e éd., Fianarantsoa.
Raison, F. 1970. « Un tournant dans l'histoire religieuse merina du XIXe siècle : la fondation des temples protestants à Tananarive entre 1861 et 1869 », *Annales de l'Université de Madagascar*, série lettres et sciences humaines, 11, p. 11-56.
—. 1977. « L'échange inégal de la langue, la pénétration des techniques linguistiques dans une civilisation de l'oral (Imerina au début du XIXe siècle) », *Annales ESC*, 32, 4, p. 639-669.
—. 1979. « Temps de l'astrologie, temps de l'histoire : le premier almanach de LMS en Imerina, 1864 », *Omaly sy Anio*, 9, p. 41-78.
Rakotomahandry, S 1981. *L'armée royale sous Ranavalona Ire, aspects sociaux et économiques. Essai de description statistique*, Tananarive, TER, département d'histoire.
Ralaimihoatra, E. 1982. *Histoire de Madagascar*, Tananarive, Librairie de Madagascar.
Ralibera, D. 1977. « Recherches sur la conversion de Ranavalona II », *Omaly sy Anio*, 7-8, p. 7-42.
Ramanakasina, V. s. d. *Medicine and doctors in the Anglo-Malagasy civilisation*, Tananarive, TER, département des langues vivantes.

Ranger, T. O. 1963. *The last days of the empire of the Mwene Mutapa*, communication non publiée présentée à l'History of Central African Peoples Conference, Lusaka.
—. (dir. publ.). 1968. *Emerging themes of African history*, Nairobi, EAPH.
—. 1973. « Territorial cults in the history of Central Africa », *JAH*, 14, 4, p. 581-598.
—. 1975. *Dance and society in Eastern Africa 1890-1970 : the Beni Ngoma*, Londres, Heinemann.
Ranger, T. O. et Kimambo, I. N. (dir. publ.). 1972. *The historical study of African religion*, Berkeley, UCP.
Rangley, W. H. J. 1959. « The Makololo of Dr Livingstone », *Nyasaland Journal*, 12, p. 59-98.
Rantoandro, G. 1981. *Une communauté mercantile du Nord-Ouest : les Antalaotra*, Colloque sur l'histoire et la culture du Nord-Ouest, Majunga.
Raombana 1980. *Histoires I*, dir. publ. et trad. S. Ayache, Fianarantsoa.
Rasamuel, D. 1980. *Traditions orales et archéologie de la basse Sahatorendrika : étude de sources concernant le peuplement*, 2 vol., Tananarive, TER, département d'histoire.
Rasmussen, R. K. 1977. *Mzilikazi of the Ndebele*, Londres, Heinemann.
Rasoamiaramanana, M. 1974. *Aspects économiques et sociaux de la vie à Majunga 1862-1881*, Tananarive, TER, departement d'histoire.
—. 1981*a*. « Un grand port de l'Ouest : Majunga (1862-1881) », RPC, janvier 1981, p. 78-79.
—. 1981*b*. *Pouvoir merina et esclavage dans le Boina dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, 1862-1883*, Colloque sur l'histoire et la culture du Nord-Ouest, Majunga.
Rassam, H. 1869. *Narrative of the British mission to Theodore, king of Abyssinia*, Londres, Murray.
Ratcliffe, B. M. 1979. « Commerce and empire : Manchester merchants and West Africa, 1873-1895 », *JICH*, 7, 3, p. 203-230.
Rattray, R. S. 1929. *Ashanti law and constitution*, Oxford, OUP.
Ravisse, P. 1896. « Ismail Pacha, khédive d'Égypte (1830-1895) », extraits de la *Revue d'Égypte*, Le Caire.
Ravoajanahary, C. et Ayache, S. 1976, « Radama I^er et les Anglais : les négociations de 1817 d'après les sources malgaches » (*sorabe* non publié), *Omaly sy Anio*, n^os 3-4, p. 9-104, Antananarivo.
Redmayne, A. 1968*a*. « Mkwawa and the Hehe wars », *JAH*, 9, 3, p. 409-436.
—. 1968*b*. « The Hehe », dans : A. D. Roberts (dir. publ.), p. 37-58.
Renault, F. 1976. *Libération d'esclaves et nouvelle servitude*, Abidjan-Dakar, NEA.
Renault, F. et Daget, S. 1980. « La traite des esclaves en Afrique », *Études scientifiques*, Le Caire.
—. 1985. *Les traites négrières en Afrique*, Paris, Khartala.
Rennie, J. K. 1966. « The Ngoni states and European intrusion », dans : E. Stokes et R. Brown (dir. publ.), p. 302-331.
Revoil, G. 1885. « Voyage chez les Benadirs, les Comalis et les Bayouns en 1882-1883 », *Le tour du monde*, 49, Paris, Hachette.
Rey, A. 1978. « Mohammed Bin ʿAbdallah ou le combat du chérif de Ouergla », dans : C. A. Julien (dir. publ.), *Les Africains*, vol. 12, Paris, Jeune Afrique.
Rey-Goldzeiguer, A. 1977. *Le royaume arabe*, Paris.
Reynolds, B. 1968. *The material culture of the peoples of the Gwembe valley*, Manchester, MUP.
Reynolds, E. 1974*a*. *Trade and economic change on the Gold Coast, 1807-1874*, Londres, Longman.

—. 1974*b*. « The rise and fall of an African merchant class on the Gold Coast, 1830-1874 », *CEA*, 14, 2, p. 253-264.
—. 1975. « Economic imperialism : the case of the Gold Coast », *Journal of Economic History*, 35, 1, p. 94-116.
Richards, A. R. 1977. « Primitive accumulation in Egypt, 1798-1882 », *Review*, 1, 2, p. 3-49.
Richards, W. A. 1980. « The import of firearms into West Africa in the eighteenth century », *JAH*, 21, 1, p. 43-59.
Ritter, E. A. 1955. *Shaka Zulu*, Londres, Longman.
Rivière, P.-L. 1924-1925. *Traités, codes et lois du Maroc*, Paris, Sirey.
Rivlin, H. A. B. 1961. *The agricultural policy of Muḥammad ʿAli in Egypt*, Cambridge, Mass., HUP.
Roberts, A. D. (dir. publ.) 1968. *Tanzania before 1900*, Nairobi, EAPH.
—. 1969. « Political change in the nineteenth century », dans : I. N. Kimambo et C. W. Temu (dir. publ.), p. 57-84.
—. 1970*a*. « Pre-colonial trade in Zambia », *African Social Research*, 10, p. 715-746.
—. 1970*b*. « Nyamwezi trade », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 39-74.
—. 1973. *A history of the Bemba*, Madison, UWP.
Roberts, R. 1978. *The Maraka and the economy of the middle Niger valley, 1790-1908*, thèse de doctorat, Université de Toronto.
—. 1980. « Long distance trade and production : Sinsani in the nineteenth century », *JAH*, 21, 2, p. 169-188.
Robertson, A. F. 1978. *Community of strangers : a journal of discovery in Uganda*, Londres, Scolar Press.
Robinson, C. H. 1895. *Hausaland*, Londres, Sampson, Low, Marston.
Robinson, R. 1985. « The Berlin conference of 1884-1885 and the scramble for Africa », dans : *Proceedings of the conference on the Berlin West African conference*, Berlin, février 1985, German Historical Institute.
Robinson, R. et Gallagher, J. 1961. *Africa and the Victorians : the official mind of imperialism*, Londres, MacMillan.
Roche, C. 1976. *Conquête et résistance des peuples de la Casamance*, Dakar, NEA.
Rochet d'Héricourt, C. F. X. 1841. *Voyage sur la côte orientate de la mer Rouge, dans le pays d'Adal et le royaume de Choa*, Paris, Bertrand.
—. 1846. *Second voyage sur les deux rives de la mer Rouge, dans le pays des Adels et le royaume de Choa*, Paris, Bertand.
Rodney, W. 1970. *A history of the upper Guinea coast 1545-1800*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1972. *How Europe underdeveloped Africa*, Londres, Bogle l'Ouverture.
—. 1975. « Africa in Europe and the Americas », dans : R. Gray (dir. publ.), *The Cambridge history of Africa, vol. 4, from c. 1600 to c. 1790*, Cambridge, CUP p. 578-622.
Rohlfs, G. 1883. *Meine Mission nach Abessinien auf Befehl Sr. Maj, des deutschen Kaisers, im Winter 1880-1881*, Leipzig.
Ronen, D. 1971. « On the African role in the trans-Atlantic slave trade in Dahomey », *CEA*, 11,1, p. 5-13.
Ross, D. 1967. *The rise of the autonomous kingdom of Dahomey, 1818-1894*, thèse de doctorat, Université de Londres.
Rossi, E. 1968. *Storia di Tripoli e della Tripolitania*, Rome, Istituto per l'Oriente.
Roucek, J. S. et Kiernan, T. (dir. publ.) 1970. *The Negro impact on western civilization*, New York, Philosophical Library.

Rouville, C. de. 1987. *Organisation sociale des Lobi : une société bilinéaire du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
Roux, E. 1964. *Time longer than rope*, 2e éd., Madison, UWP.
Rout, L. B. 1976. *The African experience in Spanish America, 1502 to the present day, Cambridge*, CUP.
Rowley, H. 1867. *The story of the universities' mission to Central Africa*, Londres, Saunders, Otley.
Rubenson, S. 1966. *King of kings : Tewodros of Ethiopia*, Nairobi, OUP.
Rudin, H. R. 1938. *Germans in the Cameroons, 1884-1914*, New Haven, YUP.
Ruedy, J. 1967. *Land policy in colonial Algeria. The origins of the rural public domain*, Berkeley et Los Angeles, UCP.
Russel, S. 1884. *Une mission en Abyssinie et dans la mer Rouge*, Paris, Plon, Nourrit.
Ryder, A. F. C. 1961. « Missionary activities in the kingdom of Warri to the early nineteenth century », *JHSN*, 2, 2, p. 251-257.
—. 1969. *Benin and the Europeans, 1485-1897*, Londres, Longman.
Sabry, M. 1930. *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Paul Geuthner.
—. 1933. *L'Empire égyptien sous Ismail et l'ingérence anglo-française (1863-1879)*, Paris, Paul Geuthner.
Saʿdallah, A. 1983. *Al ḥaraka al waṭaniya al-jazā'iriya*, 3e éd., Alger, SNED.
Sagatzky, J. 1940. *Problèmes d'organisation de l'industrie aurifère dans l'ex-Haute-Volta, II, domaine politique*, manuscrit non publié, Abidjan, 23 juillet 1940.
Saʿid, B. 1978. *Dudummawar Masu Jihadi kan Adabin Hausa*, thèse de maîtrise, Kano, Bayero University.
Saïdouni, N. s. d. *Al-niẓām al-mālī li-l Jazāir*.
Saint-Martin, Y.-J. 1967. *L'Empire toucouleur et la France, un demi-siècle de relations diplomatiques (1846-1893)*, Dakar, Publications de la Faculté de lettres et sciences humaines.
Salifou, A. 1971. *Le Damogaram ou sultanat de Zinder au XIXe siècle*, Niamey, CNRSH.
Salim, A. I. 1973. *The Swahili-speaking peoples of Kenya's coast, 1895-1965*, Nairobi, EAPH.
Salt, H. 1814. *A voyage to Abyssinia*, Londres, Rivington.
Sammarco, A. 1935. *Précis de l'histoire d'Égypte par divers historiens et archeologues*, vol. 4 : *les règnes de ʿAbbas, de Saʿid et d'Ismail (1848-1879)*, Rome, Istituto poligrafico dello Stato.
Sanchez-Albornoz, N. 1974. *The population of Latin America : a history*, Berkeley, UCP.
Sanders, J. 1979. « The expansion of the Fante and the emergence of Asante in the eighteenth century », *JAH*, 20, 3, p. 349-364.
Sanders, P. 1975. *Moshoeshoe : chief of the Sotho*, Londres, Heinemann.
Sanderson, G. N. 1974. « The European partition of Africa : coincidence or conjoncture ? », *JICH* 3, 1, p. 1-54.
Santi, P. et Hill, R. (dir. publ.). 1980. *The Europeans in the Sudan 1834-1878*, Oxford, Clarendon Press.
Saran, P. et Burton-Page, J. 1965. « Ḍarībah » dans : B. Lewis, C. Pellat et J. Schacht (dir. publ.), p. 142-158.
Sarbah, J. M. 1906. *Fanti national constitution*, Londres, Clowes.
Sari, D. 1970. *Les villes précoloniales de l'Algérie occidentale*, Alger, SNED.
Saunders, A. C. de C. M. 1982. *A social history of Black slaves and freedmen in Portugal, 1441-1555*, Cambridge, CUP.

Saunders, C. et Derricourt, R. (dir. publ.). 1974. *Beyond the Cape frontier. Studies in the history of the Transkei and Ciskei*, Londres, Longman.
Schnapper, B. 1959. « La fin du régime de l'Exclusif : le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale (1817-1870) », *Annales africaines*, p. 149-199.
—. 1961. *La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Paris-La Haye, Mouton.
Schnerb, R. 1957. *Le XIXe siècle. L'apogée de l'expansion européenne (1815-1914)*, Paris, PUF.
Schoffeleers, M. 1972*a*. « The history and political role of the M'bona cult among the Mang'anja », dans : T. O. Ranger et I. N. Kimambo (dir. publ.), p. 73-94.
—. 1972*b*. *The Gisumphi and M'bona cults in Malawi : a comparative history*, communication non publiée présentée à la Conference on Religious History, Lusaka.
Schroder, G. et Siebel, D. 1974. *Ethnographic survey of southwestern Liberia : the Liberian Kran and the Sapo*, Newark, Université du Delaware, département d'anthropologie.
Schuler, M. 1970. « Ethnic slave rebellions in the Caribbean and the Guianas », *Journal of Social History*, 3, 4.
—. 1980. *Alas, Alas Kongo : a social history of indentured African immigration into Jamaica, 1841-1865*, Baltimore, JHUP.
Schwab, G. et Harley, G. W. 1947. *Tribes of the Liberian hinterland*, Cambridge, Mass., HUP.
Schwartz, A. 1973. *Mise en place des populations guere et wobe*, Abidjan, polycopie.
Schweinfurth, G. 1873. *The heart of Africa*, Londres, Low, Marston, Low & Searle.
—. 1880. *Au cœur de l'Afrique*, Paris, Hachette.
Scott, E. P. 1978. « Subsistence, markets and rural development in Hausaland », *Journal of Developing Areas*, 12, 4, p. 449-470.
Seddon, D. 1978. « Economic anthropology or political economy ? (I) : approaches to the analysis of pre-capitalist formation in the Maghreb », dans : J. Clammer (dir. publ.), *The new economic anthropology*, Londres, Macmillan, p. 61-109.
Selous, F. 1893. *Travels and adventures in South-East Africa*, Londres, Ward.
Serjeant, R. B. 1966. « South Arabia and Ethiopia — African elements in the South Arabian population », *Proceedings of the 3rd international conference of Ethiopian studies*, vol. I, p. 25-33.
Shack, W. A. 1966. *The Gurage*, Londres, OUP.
Shapiro, H. L. 1953. *Race mixture*, Paris, UNESCO.
Al-Sharqāwī, A. M. 1958. *Misr fi'l-qarn al-'thamen ʿashar*, 3 vol., Le Caire.
Shea, P. J. 1974. « Economies of scale and the dyeing industry of precolonial Kano », *Kano Studies*, 1, 2, p. 55-61.
—. 1978. « Approaching the study of production in rural Kano », dans : B. M. Barkindo (dir. publ.).
Shepherd, A. F. 1868. *The campaign in Abyssinia*, Bombay, *Times of India* Office.
Shepperson, G. 1968. « Ethiopianism : past and present», dans : C. G. Baeta (dir. publ.), p. 249-268.
Shepperson, G. et Price, T. 1958. *Independent Africa : John Chilembwe and the origins, setting and significance of the Nyasaland native uprising of 1915*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
Shepstone, T. 1888. « The early history of the Zulu-Kafir race of south-eastern Africa », dans : J. Bird (dir. publ.).
Sheridan, R. 1974. *Sugar and slavery : an economic history of the British West Indies, 1623-1775*, Baltimore, JHUP.

Sheriff, A. M. H. 1971. *The rise of a commercial empire : an aspect of the economic history of Zanzibar, 1780-1873*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1980. « Tanzanian societies at the time of partition », dans : M. H. Y. Kaniki (dir. publ.), *Tanzania under colonial rule*, Londres, Longman, p. 11-50.
—. 1987. *Slaves, spices and ivory in Zanzibar : integration of an East African commercial empire into the world economy, 1770-1873*, Londres, J. Currey ; Athènes, OUP ; Dar es-Salaam, Tanzania Publishing House.
Shibayka, M. 1957. *Al-Sudan fi Qarn*, Le Caire.
Shick, T. 1980. *Behold the promised land : a history of Afro-American settler society in nineteenth century Liberia*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
Shorter, A. 1969. *Nyungu-ya-Mawe*, Nairobi, EAPH.
Shorter, A. 1972. *Chiefship in western Tanzania : a political history of the Kimbu*, Oxford, Clarendon Press.
Shuqayr, N. 1967. *Jughràfiyat-wa-Tārikh al Sūdān*, Beyrouth.
Shukri, M. F. 1937. *Khedive Ismail and slavery in the Sudan, 1863-1879*, Le Caire.
—. 1946. *Misr wal Sayada ala al-Sudan*, Le Caire.
—. 1948. *Al-Ḥukm al-Miṣrī fil Sūdān 1820-1885*, Le Caire.
—. 1958. *Misr wal Sudan, Tārikh Wahdat, Waoil Nil al-Siyasis il Qarn al-Tesi-a Ashar*, Le Caire.
Sillery, A. 1952. *The Bechuanaland Protectorate*, Le Cap, OUP.
—. 1954. *Sechele*, Le Cap, OUP.
Simpson, G. E. 1978. *Black religions in the New World*, New York, Columbia University Press.
Skene, R. 1917. « Arab-Swahili dances and ceremonies », *JRAI*, 47, p. 413-434.
Skinner, E. P. 1964. *The Mossi of upper Volta : the political development of a Sudanese people*, Stanford, SUP.
Slama, B. 1967. *L'insurrection de 1864 en Tunisie*, Tunis, Maison tunisienne de l'édition.
Slousch, N. 1908. « La Tripolitaine sous la domination des Karamanli », *Revue du monde musulman*, 6, p. 58-84, 211-232, 433-453.
Smaldone, J. P. 1971. « The firearms trade in the central Sudan in the nineteenth century », dans : D. F. McCall et N. R. Bennett (dir. publ.).
—. 1972. « Firearms in the central Sudan : a reevaluation », *JAH*, 13, 4, p. 591-608.
—. 1977. *Warfare in the Sokoto caliphate*, Cambridge, CUP.
Smith, A. 1963. « The southern section of the interior, 1840-84 », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 253-296.
Smith, A. K. 1969. « The trade of Delagoa bay as a factor in Nguni politics 1750-1835 », dans : L. Thompson (dir. publ.), p. 171-189.
—. 1973. « The peoples of southern Mozambique : an historical survey », *JAH*, 14,4, p. 565-580.
Smith, E. W. 1956. « Sebetwane and the Makololo », *African Studies*, 15, 2, p. 49-74.
Smith, H. F. C. 1961. « A neglected theme of West African history ; the islamic revolutions of the 9th century », *JHSN*, 2, 2, p. 169-185.
Smith, I. R. 1972. *The Emin pasha relief expedition 1886-1890*, Oxford, Clarendon Press.
Smith, M. 1954. *Baba of Karo*, Londres, Faber.
Smith, M. G. 1960. *Government in Zazzau*, Londres, OUP.
—. 1978. *The affairs of Daura*, Berkeley, UCP.
Soleillet, P. 1887. *Voyage à Ségou, 1878-1879*, Paris, Challamel.
Soumoni, E. 1983. *Trade and politics in Dahomey 1841-1892, with particular reference to the house of Regis*, thèse de doctorat, Université d'Ife.

Sourian-Hoebrechts, C. 1969. *La presse maghrébine, Libye, Tunisie, Algérie : évolution historique, situation en 1965, organisation et problèmes actuels*, Paris, Éditions du CNRS.
Sousberghe, L. de 1961. *Deux palabres d'esclaves chez les Pende*, Bruxelles, ARSC.
Sow, A. I. 1966. *La femme, la vache et la foi*, Paris, Julliard.
Sow, A. I. 1968. *Chroniques et récits du Fuuta Jallon*, Paris, Klincksieck.
Spear, T. 1972. *Zwangendaba's Ngoni 1821-1890 : a political and social history of a migration*, Occasional Paper n° 4 of the African Studies Program, Université du Wisconsin, Madison.
—. 1974. *The Kaya complex : a history of the Mijikenda peoples of the Kenya coast to 1900*, thèse de doctorat, Université du Wisconsin.
—. 1981. *Kenya's past : an introduction to historical method in Africa*, Londres, Longman.
Spitzer, L. 1974. *The Creoles of Sierra Leone*, Madison, UWP.
Stamm, A. 1972. « La société créole à Saint-Paul de Loanda dans les années 1838-1848 », *RFHOM*, 217, p. 578-610.
Stanley, H. M. 1872. *How I found Livingstone*, Londres, Sampson, Low, Marston, Low & Searle.
—. 1874. *Coomassie and Magdala*, Londres, Sampson, Low, Marston, Low & Searle.
—. 1878. *Through the dark continent*, 2 vol., Londres, Low, Marston, Searle & Rivington.
Staudenraus, P. J. 1961. *The African colonization movement, 1816-1863*, New York, Columbia University Press.
Staudinger, P. 1889. *Im Herzen der Haussa Länder*, Berlin, Landsberger.
Stefaniszyn, B. et de Santana, H. 1960. « The rise of the Chikunda condottieri », *Northern Rhodesian Journal*, 4, p. 361-368.
Stengers, J. 1962. « L'impérialisme colonial de la fin du XIXe siècle ; mythe ou réalité ? », *JAH*, 3, 3, p. 469-491.
Stevenson-Hamilton, J. 1929. *The Low-Veld : its wild life and its people*, Londres, Cassell.
Stewart, C. C. 1976*a*. « Southern Saharan scholarship and the *Bilād al-Sūdān* », *JAH*, 17,1, p. 73-93.
—. 1976*b*. « Frontier disputes and problems of legitimation : Sokoto-Masina relations, 1817-1837 », *JAH*, 17, 4, p. 495-514.
Stewart, C. C. et Stewart, E. K. 1973. *Islam and the social order in Mauritania : a case study from the nineteenth century*, Oxford, Clarendon Press.
Stewart, M. 1984-1985. « The Borgu people of Nigeria and Benin : the disruptive effect of partition on traditional, political and economic relations », *JHSN*, vol. XII, n° 3-4, décembre 1984-juin 1985.
Stitz, V. 1974. *Studien zur Kulturgeographie Zentraläthiopiens*, Bonn, Dümmlers.
Stokes, E. et Brown, R. (dir. publ.). 1966. *The Zambezian past : studies in Central African history*, Manchester, MUP.
Sundkler, B. G. 1961. *Bantu prophets in South Africa*, 2e éd., Londres, OUP.
Sundström, L. 1974. *The exchange economy of pre-colonial tropical Africa*, New York, St Martin's Press.
Suret-Canale, J. 1973. « De la colonisation au génocide. Le système concessionnaire en Afrique-Équatoriale française (d'après C. Coquery-Vidrovitch et P. Kalck) », *La Pensée*, 171, p. 149-157.
Swai, B. 1984. « Precolonial states and European merchant capital in Eastern Africa », dans : A. Salim (dir. publ.), *State formation in eastern Africa*, Londres, Heinemann, p. 15-35.

Swindell, K. 1980. « Sera Woolies, Tillibunkas and strange farmers : the development of migrant groundnut farming along the Gambia river 1848-1895 », *JAH*, 21,1, p. 93-104.
Symes, M. 1800. *An account of an embassy to the kingdom of Ava*, Londres, Bulmer.
Szymanski, E. 1965. « La guerre hispano-marocaine 1859-1860 », *Rocznik orientalistyczny*, 2, p. 54-64.
Tagher, J. 1949. « Bibliographie analytique et critique des publications françaises et anglaises relatives à l'histoire du règne de Mohammad Ali », *Cahiers d'histoire égyptienne*, 2, p. 128-235.
Al-Ṭahṭāwi, R. 1834. *Ṭakẖlīṣ al-ibrīz ilā Talkẖīṣ Bārīz*.
—. 1869. *Manāhedj al-albāb al-Miṣriyya fi mabāhedj al-ādāb al-ʿaṣriyya*.
Takla Yasus. s. d. *Tarika Nagast Za Ityopiya*, manuscrit, bibliothèque de l'Institut d'études éthiopiennes, Addis-Abeba.
Tal, al-Hajj ʿUmar. s. d. *a. Les Rimah*, trad. M. Puech, Dakar, diplôme d'études supérieures.
—. s. d. *b. Safinat al-saada*, trad. M. Gueye.
—. 1983. *Bayān Mâ Waqaʿa*, trad. S. M. Mahibou et J. L. Triaud, Paris, Éditions du CNRS.
Tambo, D. C. 1976. « The Sokoto caliphate slave trade in the nineteenth century », *IJAHS*, 9, 2, p. 187-217.
Tannenbaum, F. 1946. *Slave and citizen*, New York, Vintage.
Tasūlī, A. s. d. *Jawāb ʿalā su'āl-Amīr ʿAbd al-Qādir*, Fès.
Tedeschi, S. 1874. « L'emirato di Harar secondo, un documento inedito », *Accademia nazionale dei Lincei, Atti del IV Congresso internazionale di studi etiopici*, Rome.
Tégnier, Y. 1939. *Les petits-fils de Touameur. Les Chaamba sous le régime français, leur transformation*, Paris, Domat-Montchrestien.
Teixeira da Mota, A. 1954. *Guiné Portuguesa*, 2 vol., Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar.
Temini, A. 1978. *Le beylik de Constantine et Hadj Ahmed Bey (1830-1837)*, Tunis, Publications de la RHM.
Temperley, H. 1972. *British anti-slavery, 1823-1870*, Londres, Longman.
Terray, E. 1969. *L'organisation sociale des Diola de Côte d'Ivoire*, Dijon, Imprimerie Darantière.
—. 1972. *Marxism and « primitive » societies*, New York, Monthly Review Press.
Theal, G. M. 1908-1911. *History of South Africa, 1795-1834*, Londres, Swan, Sonnenschein, 5e éd. 1919.
—. 1900. *History of South Africa : the republics and native territories from 1854 to 1872*, Londres, Swan, Sonnenschein.
Thébault, E. 1960. *Code des 305 articles*, Études malgaches, Tananarive, Centre de droit privé.
Thiers, H. 1867. *L'Égypte ancienne et moderne à l'Exposition universelle*, Paris, Dramard-Baudry.
Thomas, R. et Bean, R. 1974. « The fishers of men : the profits of the slave trade », *Journal of Economic History*, 34, 4, p. 885-914.
Thompson, L. 1969*a*. « Co-operation and conflict : the Zulu kingdom and Natal », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 334-390.
—. 1969*b*. « Co-operation and conflict : the High Veld », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 391-446.
—. (dir. publ.) 1969*c*. *African societies in Southern Africa*, Londres, Heinemann, 2e éd., 1972.

—. 1969*d*. « The Difaqane and its aftermath, 1822-1836 », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.)
—. 1971*a*. « The subjection of the African chiefdoms, 1870-1898 », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 245-286.
—. 1971*b*. « The compromise of union », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 325-364.
—. 1975. *Survival in two worlds : Moshoeshoe of Lesotho 1786-1870*, Oxford, Clarendon Press.
Thompson, V. et Adloff, R. 1965. *The Malagasy Republic : Madagascar today*, Stanford, SUP.
Thomson, J. 1885. *Through Masailand*, Londres, Low. Marston, Searle & Rivington.
—. 1977. « Demography and history in the kingdom of Kongo, 1550-1750 », *JAH*, 18, 4, p. 507-530.
Tiendrebeogo, Y. 1964. *Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou*, Ouagadougou, Naba.
Toledano, E. R. 1982. *The Ottoman slave trade and its suppression, 1840-1890*, Princeton, PUP.
Tonnoir, R. 1970. *Giribuma. Contribution à l'histoire et à la petite histoire du Congo équatorial*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
—. 1974. *Cultures et développement*, VI, 3, p. 591-604, Louvain.
Toplin, R. B. (dir. publ.) 1974. *Slavery and race relations in Latin America*, Westport, Conn., Greenwood Press.
—. (dir. publ.) 1981. *Freedom and prejudice : the legacy of slavery in the United States and Brazil*, Westport, Conn., Greenwood Press.
Tosh, J. 1970. « The northern interlacustrine region », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 103-118.
—. 1978. « Lango agriculture during the early colonial period : land and labour in a cash-crop economy », *JAH*, 19, 3, p. 415-439.
—. 1980. « The cash-crop revolution in tropical Africa : an agricultural reappraisal », *African Affairs*, 79, 314, p. 79-94.
Townsend, W. J. 1892. *Madagascar : its missionaries and martyrs*, Londres, Partridge and Co.
Trapido, S. 1964. « The origins of the Cape franchise qualifications of 1853 », *JAH*, 5, 1, p. 37-54.
Trimingham, J. S. 1952. *Islam in Ethiopia*, Londres, OUP.
—. 1962. *A history of islam in West Africa*, Londres, OUP.
—. 1969. « The expansion of islam », dans : J. Kritzeck et I. M. Lewis (dir. publ.), *Islam in Africa*, New York, Van Nostrand-Reinhold Co, p. 13-28.
—. 1980. *The influence of islam upon Africa*, 2e éd., Londres, New York, Longman ; Beyrouth, Librairie du Liban.
Trimingham, J. S. et Fyfe, C. 1960. « The early expansion of islam in Sierra Leone », *Sierra Leone Bulletin of Religions*, 2.
Tukur, M. M. 1977. *Values and public affairs : the relevance of the Sokoto caliphal experience to the transformation of the Nigerian polity*, thèse de doctorat, Université Ahmadu Bello.
Turin, Y. 1971. *Affrontements culturels dans l'Algerie coloniale. Écoles, médecine, religion, 1830-1880*, Paris, Maspero, p. 110-115, 129-145.
Al-Turk, N. 1950. *Chronique d'Égypte, 1798-1804*, Le Caire, G. Wiet.
Turyahikayo-Rugyeme, B. 1976. « Markets in pre-colonial East Africa : the case of the Bakiga », *Current Anthropoly*, 17, 2, p. 286-290.
Twaddle, M. 1966. « The founding of Mbale », *UJ*, 30, 1, p. 25-38.

Tyam, M. A. 1935. *La vie d'El-Hadj Omar (Qacida en Poular)*, trad. H. Gaden, Paris, Institut d'ethnologie, 2^e éd. 1961.
Tylden, G. 1950. *Rise of the Basuto*, Le Cap, Juta and Co.
Tzadua, P. 1968. *The Petha Nagast, the law of kings*, Addis-Abeba.
Ullendorff, E. 1960. *The Ethiopians*, Londres, OUP.
Unomah, A. C. 1972. *Economic expansion and political change in Unyanyembe* (*c.* 1840-1900), thèse de doctorat, Université d'Ibadan.
Unomah, A. C. et Webster, J. B. 1976. « East Africa : the expansion of commerce », dans : J. E. Hint (dir. publ.), p. 270-318.
Usman, Y. B. 1979. *Studies in the history of the Sokoto caliphate*, Sokoto, State History Bureau.
—. 1981. *The transformation of Katsina, 1400-1883 : the emergence and overthrow of the « Sarauta » system and the establishment of the emirate*, Zaria, Nigéria, ABUP.
Uzoigwe, G. N. 1973. « The slave trade and African society », *THSG*, 14, 2, p. 187-212.
Vail, H. L. 1972. « Suggestions towards a reinterpreted Tumbuka history », dans : B. Pachai (dir. publ.), *The early history of Malawi*, Evanston, NUP.
—. 1977. « Ecology and history : the example of eastern Zambia », *JSAS*, 2, p. 129-155.
Vail, H. L., Leroy et Landeg White. 1980. *Capitalism and colonialism in Mozambique : a study of Quelimane district*, Londres, Nairobi, Ibadan, Heinemann.
Valensi, L. 1969*a*. *Le Maghreb avant la prise d'Alger 1790-1830*, Paris, Flammarion.
—. 1969*a*. « Islam et capitalisme : production et commerce des chéchias en Tunisie et en France aux 18^e et 19^e siècles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 17, p. 376-400.
—. 1977. *Fellahs tunisiens. L'économie rurale et la vie des campagnes aux 18^e et 19^e siècles*, Paris-La Haye, Mouton.
—. 1978. « Pays avancés et pays dominés », dans : L. Bergeron (dir. publ.).
Valentia, G. 1809. *Voyages and travels to India, Ceylon, the Red Sea, Abyssinia and Egypt*, Londres, W. Miller.
Valette, J. 1960. *Les relations extérieures de Madagascar au XIX^e siécle*, Tananarive, Imprimerie officielle.
—. *Étude sur le règne de Radama I^er*, Tananarive, Imprimerie nationale.
—. 1971. « Madagascar », dans : H. Deschamps (dir. publ.), *Histoire de l'Afrique noire*, vol. 2, Paris.
Van Jaarsveld, F. A. 1961. *The awakening of Afrikaner nationalism 1868-1881*, Le Cap, Human & Rousseau.
—. 1975. *From Van Riebeeck to Vorster 1652-1947 : an introduction to the history of the republic of South Africa*, Johannesburg, Perskor.
Van Kriecken, G. S. 1976. *Khayr al-Din et la Tunisie (1850-1881)*, Leyde, Brill.
Van Warmelo, J. J. 1935. *A preliminary survey of the Bantu tribes of South Africa*, Pretoria, Government Printer.
Vansina, J. 1966. *Kingdoms of the savanna*, Madison, University of Wisconsin Press.
—. 1973. *The Tio kingdom of the Middle Congo, 1880-1892*, Londres, OUP.
—. 1976. *L'Afrique centrale vers 1875. La conférence de géographie de 1876*, p. 1-31, Bruxelles, ARSOM.
—. 1978. « Finding food and the history of pre-colonial equatorial Africa », *African Economic History* ,7, p. 9-19.
Vatin, J.-C. 1974. *L'Algérie politique. Histoire et société*, Paris, Armand Colin.
Vellez Carroço, J. 1948. *Monjur, o Gabú e a sua história*, Bissau, Centro de estudos de Guiné Portuguesa.

Vellut, J.-L. 1972. « Notes sur le Lunda et la frontière luso-africaine (1700-1900) », *Études d'histoire africaine*, 3, p. 61-166.
—. 1975. « Le royaume de Cassange et les réseaux luso-africains (*c.* 1750-1810) », *CEA*, 15, 1, p. 117-136.
Verbeken, A. 1956. *Msiri, roi de Garenganze, l'homme rouge du Katanga*, Bruxelles.
Verger, P. 1955. « Yoruba influences in Brazil », *Odu*, 1, 3.
—. 1968. *Flux et reflux de la traite des Nègres entre le golfe de Bénin et Bahia de Todos los Santos, du XVII^e au XIX^e siècle*, Paris, Mouton.
—. 1976. *Trade relations between the bight of Benin and Bahia*, Ibadan, Ibadan University Press.
Vila Vilar, E. 1973. « Los asientos portuguesos y el contrabando de Negros », *Anuario de estudios americanos*, 30, p. 557-559.
—. 1977. « The large-scale introduction of Africans into Vera Cruz and Cartagena », dans : V. Rubin et A. Tuden (dir. publ.), *Comparative perspectives on slavery in New World plantation societies*, New York, New York Academy of Sciences, p. 267-280.
Villari, L. 1938. « I "gulti" della regione di Axum », *Rassegna economica dell' Africa italiana*, 26.
Villiers, P. 1982. *Traite des Noirs et navires négriers au XVII^e siècle*, Paris, Seigneurs.
Vis, H. L., Yourassowsky, C. et Van der Borght, H. 1975. *A nutritional survey in the republic of Rwanda*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
Voll, J. O. 1969. *A history of the Khatmiyyah tariqa*, thèse de doctorat, Harvard University.
Wagner, R. 1980. « Zoutpansberg : the dynamics of a hunting frontier, 1848-1867 », dans : S. Marks et A. Atmore (dir. publ.), p. 313-349.
Wahidah, A. F. S. 1950. *Fi usul as-mas'alah al-Misriyyah*, Le Caire, Matba'at Misr.
Waïgalo, N. 1977. *Le Macina de 1853 à 1896*, dissertation, Bamako.
Waldmeier, T. 1886. *The autobiogaphy of Theophilus Waldmeier*, Londres, Partridge.
Walker, E. A. 1957. *A history of southern Africa*, 3^e éd. 1968, Londres, Longmans, Green.
Wallace, D. M. 1883. *Egypt and the Egyptian question*, Londres, MacMillan.
Wallerstein, I. 1970. « The colonial era in Africa : changes in the social structure », dans : L. H. Gann et P. Duignan (dir. publ.), p. 399-421.
—. 1973. « Africa in a capitalist world », *Issues*, 3, 3, p. 1-11.
—. 1974. *The modern world-system. Vol. I, capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century*, New York, Academic Press.
—. 1976. « The three stages of African involvement in the world-economy », dans : P. C. W. Gutkind et I. Wallerstein (dir. publ.), *The political economy of contemporary Africa*, Beverly Hills, Sage, p. 30-57.
—. 1980. *The modern world-system. Vol. 2, mercantilism and the consolidation of the European world-economy, 1600-1750*, New York, Academic Press.
Wastell, R. E. P. 1944. *British imperial policy in relation to Madagascar, 1810-1896*, thèse de doctorat, Université de Londres.
Watson, J. L. (dir. publ.). 1980. *Asian and African systems of slavery*, Oxford, Blackwell.
Webb, C. de B. 1981. « The origins of the war : problems of interpretation », dans : A. Duminy et C. Ballard (dir. publ.), p. 1-12.
Weld, H. B. 1922. *The royal chronicle of Abyssinia*, Cambridge, CUP.
Were, G. S. 1967. *A history of the Abaluyia of Western Kenya c. 1500-1930*, Nairobi, EAPH.

Were, G. S. 1968. « The Western Bantu peoples from AD 1300 to 1800 », dans : B. A. Ogot et J. A. Kieran (dir. publ.), p. 177-197.
Wheeler, D. L. 1964. « A note on smallpox in Angola, 1670-1875 », *Studia*, 13-14, p. 351-362.
—. 1968. « Gungunhana », dans : N. R. Bennett (dir. publ.), *Leadership in Eastern Africa*, Boston, Boston University Press.
—. 1972. « The first Portuguese colonial movement, 1835-1875 », *Iberian Studies*, 1,1, p. 25-27.
Wheeler, D. L. et Pélissier, R. 1971. *Angola*, New York, Praeger.
Wilburn, W. 1813. *Oriental commerce*, Londres.
Wilkins, K. St. C. 1870. *Reconnoitring in Abyssinia*, Londres.
Wilks, I. 1975. *Asante in the nineteenth century : the structure and evolution of a political order*, Cambridge, CUP.
Williams, E. 1966. *Capitalism and slavery*, New York, Capricorn Books, 1re éd. 1944, Londres, Deutsch.
Willis, J. R. 1967. « Jihād fī sabīl Allāh — its doctrinal basis in islam and some aspects of its evolution in nineteenth-century West Africa », *JAH*, 8, 3, p. 395-415.
—. 1970. *Al-Hajj ʿUmar Saʿid al-Fūti al-Tūrī (c. 1794-1864) and the doctrinal basis of his islamic reformist movement in the western Sudan*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. « The Torodbe clerisy : a social view », *JAH*, 19, 2, p. 195-212.
—. (dir. publ.). 1979*a*. *Studies in West African Islamic history : the cultivators of islam*, Londres, Frank Cass.
—. 1979*b*. « Introduction : reflections on the diffusion of islam in West Africa », dans : J. R. Willis (dir. publ.), 1979*a*, p. 1-39.
—. 1979*c*. « The writings of al-Hājj ʿUmar al-Fūtī and Shaykh Mukhtār b. Wadīʿat Allāh : literary themes, sources and influences », dans : J. R. Willis (dir. publ.), 1979*a*, p. 177-210.
—. 1984. *The Umarian Jamaʿa*, Londres, Frank Cass.
Wills, A. J. 1964. *An introduction to the history of Central Africa*, Londres, OUP.
—. 1967. *An introduction to the history of Central Africa*, 2e éd., Londres, OUP.
Wilson, A. 1972. « Long-distance trade and the Luba Lomani empire », *JAH*, 13, 4, p. 575-589.
Wilson, H. S. (dir. publ.) 1969. *Origins of West African nationalism*, Londres, MacMillan.
Wilson, M. 1958. « The early history of the Transkei and Ciskei », *African Studies*, 18, 4.
—. 1969*a*. « The Sotho, Venda, and Tsonga », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 131-182.
—. 1969*b*. « Co-operation and conflict : the eastern Cape frontier », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 233-271.
—. 1971. « The growth of peasant communities », dans : M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), p. 49-103.
Wilson, M. et Thompson, L. (dir. publ.) 1969. *The Oxford history of South Africa*. Vol. 1 : *South Africa to 1870*, Oxford, Clarendon Press.
—. (dir. publ.) 1971. *The Oxford history of South Africa*. Vol. 2 : *South Africa 1870-1966*, Oxford, Clarendon Press.
Winstedt, R. 1958. *The Malays, a cultural history*, 5e éd., Londres, Routledge and Kegan Paul.
Withers-Gill, J. 1924. *The Moshi tribe*, Accra, Government Printer.
Wolf, E. 1959. *Sons of the shaking earth*, Chicago, University of Chicago Press.

Wylde, A. B. 1901. *Modern Abyssinia*, Londres, Methuen.
Wylie, K. C. 1970-1971. « Notes on Kailundu's campaign into Liberia in 1889 », *Liberian Studies Journal*, 3, 2, p. 167-172.
—. 1977. *The political kingdom of the Temne. Temne government in Sierra Leone, 1825-1910*, New York, Africana Publishing.
Ylvisaker, M. 1975. *The political and economic relationship of the Lamu archipelago to the adjacent Kenya coast in the nineteenth century*, thèse de doctorat, Université de Boston.
—. 1983. *Lamu in the nineteenth century : land, trade and politics*, Boston, Boston University Press.
Yoder, J. C. 1974. « Fly and elephant parties : political polarization in Dahomey, 1840-1870 », *JAH*, 15, 3, p. 417-432.
Yule, H. et Burnell, A. C. 1886. *Hobson-Jobson : being a glossary of Anglo-Indian colloquial words and phrases*, Londres, John Murray, rééd. 1968.
Zahan, D. 1960. *La dialectique du verbe chez les Bambara*, thèse de doctorat non publiée, Paris.
Zebadia, A. 1974. *The career and correspondence of Ahmed al-Bakkāy of Tombuctu : an historical study of his political and religious role from 1847 to 1866*, thèse de doctorat, Université de Londres.
el-Zein, A. 1974. *Sacred meadows : structural analysis of religious symbolism in an East African town*, Evanston, NUP.
Ziadeh, N. A. 1958. *Sanūsīyah : a study of a revivalist movement in islam*, Leyde, Brill.

Index

A

Abal 695
Abam 783
ʿAbbās Ier 371, 372, 382
ʿAbd al-Djalīl 560, 561
ʿAbd Al-Ḳādir 30, 505, 506, 506, 540, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 561, 277, 582, 730
ʿAbdallāb 393
ʿAbd al-Raḥmān 364, 518, 519, 521, 526, 538, 562, 564, 569, 641, 642
ʿAbdul-ʿAl Ḥilmī 387
ʿAbdul-Djalīl 101, 503, 512
ʿAbdul-Gadiri 694
ʿAbdul-Ḥaḳḳ 382
ʿAbdullāh al-Nadīm 390
ʿAbdullāh al-Sharḳāwī 364
ʿAbdul-Salām 606
Abeokuta 30, 66, 112, 769, 833
Abiriba 783
Aboh 778, 783, 784
abolition de l'esclavage 25, 28-29, 43, 44, 52, 55, 58, 60, 61, 62, 65, 84, 87, 91-115, 230, 298, 299, 402, 406, 508, 578, 685, 731, 732, 742, 755, 762, 763, 766, 767, 773, 777, 779, 786, 789, 792, 802, 815-818, 830, 841
Abonnema 781
Aboukir 364
Abron 710
Abū Am 571
Abū Bakar 425
abuna 436, 444
Abydos 386
Abyssinie 367, 392, 399, 423, 437, 438, 441
Accra 715, 718, 742, 743
Acholi 262, 324, 408
Ada 742
Adal Tasama 450
Adama 628
Adamawa 623, 628, 629, 630, 632, 644
Adangbe 710, 750
Adansi 710
Adda 387
Aden 30, 424, 425, 426, 428, 439, 442
Adham Bey 375
Ado 781
Adoimara 424
Adolo 760
Ado-Odo 757
Adrār 737
Adrianampoinimerina 473
Adwa 444
Adya 657
Afar 416, 420, 424-425, 442, 446
Afgoi 259
Afonja 753
Africains-Américains 800, 811, 812, 817, 819, 820, 821, 823, 824
Afrique australe 30, 41, 57-58, 70, 72, 73, 82, 117, 149, 151, 195, 196, 202, 232, 839, 846
Afrique centrale 41, 58, 211-212, 217-219, 222, 223, 226, 228-230, 242, 300-303, 331, 333, 335, 337, 341, 350, 352-354, 360, 361, 392, 796
Afrique de l'Ouest 13, 51, 60, 63, 74, 104, 559,

578, 579-597, 648, 824, 825, 835, 837, 838
Afrique du Nord 27, 29, 30, 67, 490, 538, 539, 542, 550, 614, 623, 838, 842
Afrique du Sud 60, 74, 78, 153, 155, 158, 173-209, 839
Afrique équatoriale 66, 84
Afrique occidentale 48, 58, 59-64, 66, 68, 72, 54-57, 75, 76, 78, 79, 82-84, 88, 218, 272, 305, 515, 602, 610, 622, 623, 647, 662, 762
Afrique orientale 25, 28, 30, 58-59, 66, 70, 77, 89, 250, 255, 256, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 275, 280, 294, 297, 298, 299, 300-305, 326, 427, 837
afro-arabe 240, 243, 260
afro-asiatique 225
afro-goanais 219, 222
afro-portugais 219, 222, 224, 225, 242, 243
afro-swahili 260
Agadès 570, 601, 603, 615
Agamé 418
Agaw Negusé 436, 438
Agbome 763
Agbor 760
Aggrey 714
Aghion 387
Agibu 680
Agonglo 755
Agọ-Ọja 755
Agoué 769, 770
Ahafo 710
Aḥmad Bey 508, 509, 539, 540, 543, 544, 545, 547
Aḥmadu 595, 667, 669, 672, 673, 674, 676, 677-682
Aḥmadu-Aḥmadu 657, 658, 666, 667
Aḥmadu Ḥammadi Bubu 648
Aḥmadu-Seku 654, 655-657
Ailet 445
ʿAinat 805
Aïr 573
airain 784
Aït Atta 523, 568, 573, 577
Aiyede 757
Aja 745, 746, 748, 749, 750, 752, 756, 757, 758, 762, 763, 764, 765, 767, 769
Ajanaku 756
Ajayi 752, 753, 762, 766
Ajido 765
Ajjer 571
Akabom 787
Akan 701, 743
Akassa 782
Akengbuwa 760, 774, 776
Akhdam 807
Akim 718
Akoko 746, 751, 752, 765, 766
Akoko Edo 748
Akunakuna 785
Akwa 784, 790, 792
Akwamu 710
Akwapim 710, 718, 742, 824
Akwete 783, 784
Akyem 710, 715, 745
Al Aghi 671
Alafin 607
Alaïa 370
Alakamessa 706
Alamayehu 442
Al-Azhar 364, 389, 412
Albany 156, 158, 161, 162, 163, 171
Alexandrie 29, 43, 363, 367, 372, 375, 376, 379, 380, 385, 386, 388, 389
Alfaa 586, 654, 655, 662, 667, 668, 672, 674, 679, 691, 694
alfaayaa 660, 693, 694, 695
Alger 30, 100, 301, 367, 490-494, 497, 499, 500, 504, 505, 517, 519, 537, 538, 541, 542, 545, 547, 552
Algérie 54, 85, 96, 489-516, 524, 525, 537, 538, 540-554, 559, 561, 562, 565, 568, 569, 571, 573, 577, 840, 842, 843
al-Hadjdj Aḥmad 564
al-Hadjdj Bashir 641
al-Hadjdj Jibril al-Aqdasi 601
al-Hadjdj ʿUmar 67, 68, 83, 391, 580, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 595, 628, 629, 640, 655, 659, 667, 675, 687, 688, 694, 703, 730, 741, 831
al-Hādjdj ʿUthmān Shuʿīb 391
Al-Hawwārī 382
Al-Ḥūḍal-Marṣūd 375
ʿAlī 395, 399, 400, 449, 665, 830
Aliyara 748
Alkalawa 601
alkali 697
al-Kanēmi (Muḥammad) 68, 615, 635-941, 643, 645
al-Kanēmi 68, 615, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645
Allāba 406, 411, 572
Allada 758
Alloron 408
almaami 589, 591,593, 685, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 707, 730
Al-Maḳrani 552
Almoravides 67
Al-Sayyed Abāza Pacha 380

Alwali 601
Alwassa 603
Amadror 565
Amakari 781
amanyanabo 777, 781
Amaros 765, 767, 769
Ambaca 335, 346
Ambaquistas 346, 348, 355
Ambohidratrimo 454
Ambohimanga 454, 475
Ambohimango 480
Ambongo 457, 463
Ambotomanga 457
Ambriz 29, 100
Ambundu 335
amenukal 564
Amfilla 423
Amhara 415, 416, 418, 419, 420, 430, 435, 444
Amharique 418, 420, 421, 441
Amīn Pacha 408
Anago 746, 759
Analakely 480
Anatolie 370
Andafiavaratra 468, 471
Anderson 699
Andrantsay 456
Andriamihaja 464
Andrianampoinimerina 84, 454-457, 464, 474, 479, 481
Andriantsoli 463
andu anene 258
Anglostan 158
Angola 26, 28, 29, 62, 83, 114, 146, 220, 300, 331-361
Angolola 421
Anguilla 811
Ankaratra 456
Ankobar 421
Ankole 288
Anomabo 718
Ansar 401
Antalaotra 463, 485
Antananarivo 454, 456, 457, 459, 460, 461, 463, 466, 468, 469, 470, 472, 473, 475, 476, 478, 480, 482, 483, 485, 486
Antandroy 463
Antankara 461, 469
Antigua 811
Antilles 60, 94, 99, 100, 106, 218, 485, 686, 768, 802, 810, 811, 812, 813, 814, 816, 817, 818, 819, 820, 824
Aole 753
Apindji 794
Apomu 754
Arabes 31, 48, 69, 89, 91, 92, 103, 114, 219, 222, 223, 224, 228, 229, 231, 239, 241, 245, 248, 249, 258, 260, 261, 262, 264, 265, 267, 270, 274, 276, 277, 279, 280, 283, 285, 286, 292, 299, 300, 301, 302, 304, 305, 313, 324, 337, 350, 359, 360, 365, 367, 369, 370, 371, 382, 390, 391, 392, 393, 401, 402, 404, 405, 406, 408, 409, 414, 422, 425, 427, 504, 540, 542, 543, 548, 550, 554, 556, 563, 579, 588, 627, 632, 635, 742, 803, 804, 806, 807, 838, 840
Arabie 67, 422, 425, 583, 585, 802, 804, 805, 807
arachides 28, 31, 53, 55, 88, 110, 230, 336, 341, 626, 675, 687, 688, 690, 692, 707, 823, 826, 837
arak 806
Arekel Bey 446
Arewa 727
Argungu 615
Aribinda 728
Arkiko 424
Arma 650
Aro 40, 783-785
Arochuku 102
Arogé 440
Artiya 552
Arusha 297, 298
Arussi 427, 451
Asaba 783, 784
Asaimara 424
Ascension 782
Ashanti 30, 55, 83, 199, 625, 709, 710-718, 733, 736, 737, 738, 739, 740, 742, 828, 843
Asma 627
Asmara 446, 447
Assab 442, 803
Assin 715
Assinie 714
Assouan 398
Atakora 745
Atakpamé 746
Atiba 755
Atiku 628
Atlas 559, 562, 566, 577
Audegle 259
Aurès 547, 551
Aushi 359
Avaradrano 473
Avikam 701
Avungara 338, 406
Awdjīla 511, 560, 567
Awlād Sīdī Shaykh 561, 564, 565
Awlād Sulaymān 512, 560, 561, 572
Awole 44
Awori 746, 751, 757, 759, 766
Awsa 424, 450
awsiya 379, 380
Axum 444
Aybūn 398
Aymes 796
Ayo 726
Ayshal 430
Azande 66
Azaouad 651
Azben 39

B

Baba 625
Bacri 493
Badagri 30, 102, 111, 746, 762, 765, 767, 769

badawī 493
Badiar 694
Badr 604
Badrāwī Pacha 380
Baga 696, 697
Bagabo 323
Bagamoyo 272, 276, 303, 343
Baganda 261, 262, 318, 324, 327
Bagemder 415, 418, 419, 430, 440, 448
Baggara 402, 404
Bague 675
Baguirmi 614, 629, 637, 639, 641, 645
Baḥr al-Ghazāl 342, 403, 409, 410, 411
Bahreïn 803, 804
baie de Bony 771, 776, 777
baie de Delagoa 25, 43, 63, 124, 125, 126, 130, 131, 133, 147, 148, 195, 201, 225, 233, 235
Bailundu 335
Bainuk 690
Bajuni 249
Bakaa 136
Bakana 781
Bakari Dyan 730
Bakel 30, 566, 668, 673, 676, 686
Bakhunu (Bakhounou) 660, 661, 669, 673
Bako Morou 724
baldī 504
balgada 416
Bali-Chamba 791
Balobbo 655, 656, 657, 658, 667, 727
balogun 756, 758
Bamako 68, 653, 703, 737
Bamantsane 140
Bambara 67, 103, 590, 591, 592, 647, 648, 650, 656, 660-667, 675, 680, 682, 709, 729-732
Bambara Mutan 675
Bamenda 791, 793
Banamba 675
bananes 319, 323
Bandama 583, 698, 699, 701-703
bandeirantes 802
bandewa 276
Bandiagara 679, 737
Bani 654, 730
Banians 803
Banjul 688
Bannerman 740
Bantu 66, 75, 117, 151, 262, 335, 771, 773, 789, 793
Banū Toro 584
Bara 468, 483
baraka 523, 587, 594
Barba 748
Barbade 811, 812, 820, 821
Barboy 781
Barbulle 726-727
Bardera 259, 426
Bardo 508
Bari 402, 404, 408, 584
Bari Beliman 408
Bari Moogie 408
Bariba 738, 748, 750
Barḳa 512, 515
Baruba 748
Barue 212, 215, 225, 233, 239, 242
Basa 750
Bashingo 323
Basoga 262
Basra 266, 804
Bassa 699
Bassa Cove 108
Bassan 776
Bassari 694
bassin de l'Ogoué 793-796
bassin du Cross 785-786
Bassiru 680
Basuba 323, 324
Bate 697
Bathurst 30, 676
Batonu 748
Bauchi 606, 610, 612, 613, 618, 620, 621, 623, 628, 629, 630, 639
Bédouins 377, 381, 382, 543, 560, 561, 567, 572
Beersheba 142
Begho 738
Bego 409
Beit al-Faḳīh 805
Bekwai 710
Belaw 423
Beledugu (Beledougou) 648, 664, 671, 679, 682, 730,
Bell Town 790-792
Béloutchistan 114
Bemba 214, 222, 223, 224, 229, 236, 239, 243
Bena 66
Benadir 249, 259, 426, 451
Bende 784
Bendel 745
Bender Ziada 425
Benga 793
Bengale 61, 800, 806
Benghazi 491, 511, 512, 514, 560, 568, 572, 575
Benguela 345, 346, 348, 360
Béni Ouriaghel 523
Bénin (*voir aussi* Dahomet) 49, 59, 102, 111, 114, 745-770, 771, 774-777, 797, 828
Bénoué 103, 782
Benty 696
Berber 400
Berbera (port de) 424, 425, 446, 802
Berete 704, 705, 706
Berne 380
Bete 701
Beti 66
Betsileo 456, 468, 477
Betsimisaraka 456, 457, 461
Bevan 460
Beylik 498, 510
Bezabeh 436
Bezanozano 456, 457, 461
Biafra 49, 107, 763, 771
Bié 335, 348, 352, 359

Bilād al-islām 585
Bilād al-kufr 585, 589
Bilād al-Makhzen 517
Bilād al-Sibā 517, 562
Bilād al-Sūdān 579, 582, 583, 586, 588, 589, 591, 595
Bile 790
Bilma 576
Bimal 259, 426
Bimbia 790, 792
Birmanie 806
Birni Kafela 637, 639, 641
Birni Ngazargamo 603
Bisa 216, 219, 256, 726
Bissau 692
Biton Kulibali 729
Bla 737
Blantyre 302, 304
Bloodmen 788
Bobbo 674, 681
Bobi 776
Bobo 726, 737
Bobo-Dioulasso 724, 742
Boers 48, 57, 63, 107, 118, 124, 129, 130, 135, 136, 142, 151, 173-209, 839
Boffa 692, 696
Boghar 545
Bogos 444, 449
Boina 457, 463
bois 55, 106, 107, 193, 248, 249, 284, 322, 425, 667, 776, 805
boissons 111, 158, 315, 316, 463, 794, 805
Bokar Sori 728
Bokari 696
Boke 692
Bokeeto 695
Boko 748
Bolon 724
Bomvana 154
Bonde 261
Bondu 43, 243, 828
Bône 542
Bonny 103, 771, 776, 763, 777, 778, 779, 781, 782, 783
Bono 710
Bor 409
Boran 259
Borana 451
Boreani 399
Borgu (Borgou) 745-770
Borithe 144
Borno 39, 68, 101, 513, 515, 561, 568, 572, 576, 599-646, 666, 733, 738, 762, 829
Bornouan 738
Boromo 724
Bosseyabe 669
Botswana 70, 134, 135, 161
boucle du Niger 69, 268, 269, 557, 562, 577, 578, 586, 590, 709-744
Bougie 542
Bougouni 704
Bouzaréa 541
Bowring 375
Bozo 664
Brak 686, 687
Brass 778, 782
Brava (Barawa) 249, 259, 277, 426
Broquand 424
Bros 486
Bū Ziyan 547
Buba 692
Bubi 789
Buganda 25, 36, 59, 69, 74, 257, 260, 261, 262, 276, 282, 285, 286, 288, 302, 303, 304, 307, 308, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 319, 321, 324, 325, 326, 327, 371, 409, 742, 828
Buguma 781
Buha 286
Buhaya 288
Buholo 282
Buhweju 288
Bujumbura 304
Bukerebe 323, 324
Bukhari 629, 630
Bulawayo 135, 147
Bulom 697
bulopwe 358
Bulu 66
Buna 733
Bunafu 36, 40, 328
Bundu (Boundou) 583, 584, 589, 648, 661, 662, 664, 665, 669, 730
Bungowi 659
Bunkeya 349, 359
Bunu Mameri 704
Bunyaruguru 288
Bunyoro 59, 84, 262, 288, 307, 311, 313, 316, 319, 324, 325, 326, 327, 329, 371, 408
Burgers 200, 201
Burkina Faso 724
Burundi 84, 281, 286, 288, 290, 304, 311, 313, 314, 319, 339
Busa 746, 748, 762
Busaʿidi 249, 252, 253, 254, 260, 266, 267,
Bushire 804
Bushu 328
Busnach 493
Busoga 35, 37, 282, 288, 315, 316, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 328
Bussuma (Boussouma) 719-721
Butembo 322
Butler 158
Butterworth 169
Buuri 688
Buvuma (îles) 314, 317, 318, 319, 323, 327
Buzinza 288, 323
Bwaba 736
Bwaga 726
Bwamu 724
Bwana Mataka 249

C

Cabinda 100
Cabo Negro 525
Caconda 346, 358
Cadix 800

café 94, 95, 96, 106, 110, 230, 342, 348, 349, 350, 421, 427, 428, 499, 814, 819
Cafrerie 182
Calabar 102, 103, 111, 112, 771, 776, 777, 781, 782, 785, 786-789, 791, 793, 837
Caldwell 473
Caledon 140, 156, 159, 161, 162, 167, 175
Cameroun 27, 40, 66, 110, 111, 305, 579, 771-797
Canal de Suez 305, 385, 442, 830
caoutchouc 28, 55, 56, 88, 163, 164, 226, 348, 350, 356, 733, 740, 794, 826
Cape Coast 714, 718, 740, 742, 743
Cape Mount 703
Cap-Vert 687
Caroline 812
Carthage 497
Casamance 27, 690
Cassange (Kasanga) 29, 231, 346, 351, 355
Cattaui 387
Cauris 733, 739
Cavally 699, 701
Cayenne 98
Cefolo 664, 730
céréales 57, 273, 280, 300, 319, 321, 323, 335, 404, 447, 451, 515, 567, 576, 603, 616, 732
Cestos 700
Cetshwayo 72, 202-205
Ceuta 524, 525
Chaamba 557, 562, 565, 568, 571
Chagga 257, 277, 283
Chaimaite 133, 233
Chaka 59, 118, 123, 124, 125, 129, 131, 132, 133, 134, 140, 151, 153, 159, 160, 165, 166, 171, 233, 290, 291, 829, 833
Changamire 147, 212, 214, 215, 216, 235, 242
Chapi 694
chemin de fer 85, 197, 352, 379, 439, 561, 572, 687
Cheraga 521
Cherarda 521, 523
Chewa 147, 215, 217, 218, 220, 222, 224, 228, 231, 239, 292
Chikunda 216, 218, 219, 220, 222, 224, 225, 226, 228, 229, 230, 231, 232, 236, 242, 243
Chikuse 241
Chipeta 293
Chirisamhuru 147
Chokwe 26, 66, 89, 339, 340, 341, 348, 353, 354, 355, 356, 828
Chopi 132, 233, 234, 240, 242
Cilicie 370
cire 37, 88, 226, 230, 274, 339, 341, 342, 350, 356, 358, 685, 686
Ciskei 182, 183
Ciwere Ndhlou 236
Coillard 72
Colombie 802, 811, 819
colonie de la Couronne 29, 195
colonie du Cap 25, 30, 57, 58, 133, 153-172, 177, 178, 180, 181-186, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 197, 199, 201, 203, 208, 209, 804, 839
colonie du fleuve Orange 174, 177, 178, 179
colonie portugaise 114, 352, 815
colonies britanniques 173, 174, 177, 178, 186, 189, 697
Commerce 564, 573, 577, 644
commerce transsaharien 54, 511, 514-515, 559, 566, 567, 568, 571, 573, 577, 644
communauté des croyants 592-595
communautés côtières 244-249
Como 793, 794, 796
Comoé 698, 703
Comores 114, 837
Congo 98, 114, 304, 305, 331-361, 761, 793, 842, 845
Constantine 491, 505, 507, 541, 543, 544, 545
copal 255, 256, 265, 266, 342, 350
Cortès 95
Côte d'Ivoire 110, 112, 699, 701, 704, 705, 706
côte swahili 48, 253, 337, 343
Côte-de-l'Or 30, 49, 55, 56, 72, 76, 77, 79, 85, 86, 87, 98, 102, 111, 112, 701, 710, 713, 714, 715, 733, 735, 737, 740, 742, 832, 838
coton 28, 38, 48, 53, 58, 85, 88, 94, 325, 343, 350, 359, 374, 375, 376, 377, 387, 402, 405, 438, 451, 549, 626, 675, 686, 737, 814
Cotonou 750, 766
Creek Town 785-788
Cuba 62, 93, 94, 95, 96, 97, 105, 218, 768, 811, 814, 816, 817, 818, 819, 821 914
cuir 56, 136, 399, 427, 515, 521, 613, 644, 685
cuivre 37, 103, 163, 164, 216, 265, 279, 285, 341, 346, 354, 359, 437, 737, 784
Cunene 340
Cyrénaïque 69, 101, 503, 512, 539, 559, 560, 563, 572, 826

D

Da Jara 730
Daboya 737
Dabra Bizan 444
Dabra Tabor 418, 420, 423, 430, 433, 434, 437, 440, 449
Dafin 664, 723, 726, 742
dagaci 621
Dagara 725, 736
Dagari 724
Dagdon 738
Daget 650
Dagomba 710, 716, 717, 733, 742
Dahomey 55, 59, 60, 64, 102, 110, 733, 745-770, 828, 843
Dahra 546, 552
dajazmach 430, 449
Dajazmach Sabagadis 418, 423
Dakar 111, 687
Dalanta 440
Damagaram 576, 630
Damanhūr 375
Dambeya 419, 430, 437
Damergou 565, 571
Damot 420, 421
Dan (Yakouba) 700
Danakil 416
Dans 647
dār al-ḥarb 585, 589
dār al-hiḏra 592-595
dār al-islām 579, 580, 581, 585, 587, 589, 591
Darasgé 430
Dar es-Salaam 299
Dārfūr 88, 342, 393, 400, 402, 409, 410, 515, 568, 572
Darḳāwiyya 523, 564
Darna 511
Dassa-Zoumé 746
Datenga 723, 727
Daura 606, 630
Dawi Mani 564
Daya 602
Daye 680
De 698
Dea 739
Deccan 800
Deferobe 730
Degel 593, 603
Degembere 667, 677
Dekala 748
delta du Niger 24, 55, 56, 59, 102, 110, 758, 760, 763, 771-797
Dembo 351
Dendi 738
Denkoro 729
Denkyira 710, 714, 715
Dergawa 552
Derricourt 154
Desmichels 505
Desse Koro 730
Diala 680
diamants/champs diamantifères 173, 191, 193, 195, 196, 197, 198, 200, 208, 698, 839, 840
Diare 776
diaspora 232, 323, 590, 631, 765-766, 769-770, 799-824, 799, 800, 807, 809, 811
Dida 701
Difaqane 118, 153
Digo 248, 257, 258, 259, 260, 261
Diile 686
diina 648-658, 657, 658, 664
diiwal 692, 693
Dikko 591, 592, 730
Dimawe 192
Dina 586, 589
Dina Salifu 696
Dingane 166
Dingiswayo 123, 124, 125, 127, 128, 130, 131, 132, 159, 160
Dinguiraye 43, 593, 660, 668, 669, 670, 672, 673, 676,677, 680, 831
Diombokho 677
Dir 521
Dithakong 143, 236
Dithejwane 144
Dithubaruba 144
Diutlwileng 144
Dīwān 364, 365, 541
diwani 246, 248
Djalo 560
Ḏjamāʿa 589, 594, 597, 753, 759
Djeddah 803
Djelgobe 726, 728
Djelgodji 720, 721, 723, 726, 727, 728
Djibo 726, 727, 737, 738
ḏjihād 23, 25, 30, 39, 43, 44, 59, 67-69, 86, 153, 426, 427, 545, 546, 551, 551, 575, 580-594, 595-597, 599, 603, 606-610, 613, 614, 615, 616, 619, 623, 627-629, 632, 634, 635, 641, 646, 648-650, 659-663, 665, 666, 669, 672, 675, 676, 677, 678, 726, 727, 728, 730-733, 738, 741, 753,754, 759, 765, 826, 830, 831
Dlamini 126, 128
Dodowa 713
Dogon 648, 651, 730
Dolisie 796
Dondo 348, 352
Dongolawi 401
Donluly 409
Dori 720, 727, 728, 737, 738
Dorugu 630
Douala 789, 790, 792
Dowa 236
Drakensberg 117, 119, 121, 124, 127, 134, 139, 160, 184
droit coutumier 189, 248, 519, 522, 837
droit de douane 246, 253, 263, 264, 526, 528, 803
droit de propriété 87, 105, 378, 386, 509, 525, 530
droit de vote 181, 185, 187
droit islamique 248, 521, 524, 658

Drouyn de Lhuys 476
Duke Ephraïm 103, 787
Duke Town 103, 785, 786-788
Dukkala 523
Dunde 654
Duruma 258
Dwaben 710, 715
Dyan 736
Dyangunte 672, 675
Dyarchie 637
Dyuhe 694
Dzombo 258

E

économie mondiale 47-64, 217-232, 341-350
Edd 424
Edda 783
Édimbourg 480
Edo 748, 758, 766, 826 915
Efik 782, 785, 786, 797
Egba 44, 87, 89, 111, 746, 750, 753, 754, 756, 757, 765, 833, 834
Egbema 776
Égypte 10-12, 23-25, 29, 34, 40, 43, 44, 53-54, 59, 83-85, 89, 96, 102, 363-392, 393, 395-396, 398-401, 406, 412, 418, 423, 425, 438, 439, 444, 447, 449-451, 503, 507, 509, 526, 531, 539, 554, 556-557, 560, 573, 575, 581, 630, 800, 826-827, 830, 842
ekine 780, 786, 797
Ekiti 746, 755
Ekiti Parapọ 66, 754, 755
Eko 776
ekpe 102, 786, 787, 788, 789, 797
Ekumeku 784, 785
Ekupumleni 134
Elem Kalabari 777, 778, 780, 781, 782
Eliva 795
Elmina 714, 715
Ema-Gudu 126
Embu 258, 259
Empire moghol 48, 51
Empire ottoman 29, 40, 50, 51, 53, 364, 365, 367, 375, 384, 398, 412, 422, 440, 490, 507, 535, 800, 810, 842
Enarya 421, 428
Encoge 346
Endarta 416Gand
Engenni 782
E-Nhla 137
Enver Pacha 392
Eriko 760
Erlanger 498
Esan 758, 759
esclaves (abolition de la traite) 25, 91-115, 298
esclaves (traite des) 13, 27-32, 39, 44-45, 48-50, 52-62, 64-65, 78, 87-88, 146, 158, 178, 193, 216-233, 239, 241-242, 246, 249, 253, 255-257, 260, 264, 266-267, 270, 274-277, 279-285, 294, 298-305, 313, 323-327, 339-342, 346-350, 356, 359, 397-414, 421, 425-428, 431, 446, 457, 459, 464, 484-486, 490, 515, 519, 540, 558, 561, 567, 569, 571-576, 583, 588-593, 595-596, 602, 607-610, 613, 616-626, 632, 635, 639, 642-646, 658, 664-665, 675-677, 685, 692, 695, 698, 703, 710, 720, 727, 729, 732, 736-740, 750-756, 762-767, 773-774, 777-791, 799-818, 823-824, 827, 836-844
État national moderne indépendant 365
États nguni transzambéziens 147-148
éthiopianisme 78-83, 89
Éthiopie 23, 25, 43, 78, 81, 84, 85, 250, 259, 400, 415-451, 802, 826, 829, 835, 843
etsu 601, 607
évolution du califat 626
expansion britannique en Afrique du Sud 195-209
expéditions militaires 102, 136, 149, 253, 282, 290, 316, 317, 342, 468, 483, 538, 591, 665
expéditions négrières 95, 103, 104, 132, 193, 316, 101, 404
Eyamba V 787
Eyo 787
Eyo Honesty I[er] 787
Eyo Honesty II 787

F

faama 589, 590, 647, 650, 660, 664, 707
Fachi 576
Fachoda 404, 405
Fakala 654
faḳīh 412
Falaba 694
fallāḥin 370, 376, 377, 380, 382, 388, 391, 396, 398
Fang 26, 66, 793, 794, 795
Fanti 30, 44, 86, 87, 89, 701, 710, 713, 714, 715, 716, 718, 733, 740, 750, 832
Fara Penda Adam Sall 686
Farabana 671, 672
Farana 694
Faratsiho 456
Farimaka 586, 648
fatwā 545, 585, 596
fer 37, 117, 215, 257, 314, 323, 324, 325, 335, 341, 354, 375, 485, 626, 784, 793

Fernando Poo 98, 776, 777, 778, 782, 786, 790, 792, 796
Ferobe 727, 728
Fès 85, 491, 521, 526, 530, 568, 658
Fetcane 161, 166
Fetha Nagast 446
Fezzān 101, 512, 560, 561, 565, 567, 568, 623, 635, 733
Fianarantsoa 468, 483
Figuig 571
Fihaonana 466
Fipa 236, 292
Fitaba 695
Fittuga 586, 648, 650
Fode Drame 705
Fodio *voir* Shaykh ʿUthmān dan Fodio
Fokeng 139, 143, 161
Fokoti 129
Fon 756, 757
Fort-Dauphin 461, 470
Foulpointe 461, 464
Founta 694
Fourneau 796
Fouta 659, 692, 704
Fouta Toro 43, 67, 579, 583, 584, 589, 590, 591, 595, 647, 648, 651, 658, 659, 660, 661, 665, 669, 674, 685, 730, 828
Fouta-Djalon 43, 67, 583, 584, 589, 592, 593, 595, 647, 648, 651, 658, 660, 665, 669, 673, 683, 690-699, 702, 703, 706, 707, 742, 828
Freetown 29, 30, 31, 81, 82, 84, 105, 107, 110, 676, 697, 700, 701, 777, 831
Fūdī 586
Fugumba 692
Fuladugu 664, 691
Fuladuu 730
Fulbe 25, 59, 67, 68, 81, 86, 153, 579, 583, 586, 589, 590, 591, 596, 602, 603, 610, 621, 623, 624, 625, 627, 635, 640, 645,647, 648, 650, 651, 654, 656, 658, 660, 661, 664, 667, 669, 673, 679, 688, 690, 691, 692, 694, 695, 696, 707, 720, 723, 726, 727, 728, 730, 738, 742, 750, 753, 754, 759, 765
Fulfulde 583, 586, 602, 632, 688, 691, 692
Fundj 393, 395, 396, 397, 399, 412
Fūr 393, 400, 409
Fuutanke 662
Fuwwa 375
Fynn 131

G

Ga 710, 743, 750
Gabart 807
Gabeni 135
Gabon 40, 66, 105, 109, 110, 111, 114, 687, 771, 793, 796, 797
Gadiaga 686
Gagnoa 701
Gaidun 805
Gajaga 660, 661
galadima 611, 627, 635, 637, 639
galla *voir* Oromo
Gallas 437
Galwa 793
Gamāl 391
Gambie 68, 100, 106, 597, 661, 683, 688, 689, 690, 691, 692, 694
ganda 307, 308, 317
gandu 38, 39, 624, 625
ganguela 346
Gao 710
Gaoua 737
Garanganja 360
Garango 726
gari 611
Gaseitsiwe 192
Gasi 248, 260
Gawassim 250
gayauna 38
gayya 38, 39
Gaza 66, 132-133, 148, 149, 150, 167, 225, 226, 233, 234, 235, 239, 240, 242, 243
Gaza-Nguni 225, 232, 233, 235
Gazir 638
Gbaramatu 776
Gbari 750
Gbeleba 706
Gbuipe 733
Gcaleka 165, 168, 169
Gedaref 400
Geledi 259, 426, 451
Gemu 662
Géra 428, 451
Géryville 561, 565
Gezira 400
Ghadāmes (Gadamès) 511, 514, 559, 565, 567, 571
Ghana 725, 746, 824
Ghāt 512
Ghezo 102, 755, 756, 767, 768
Ghūma al-Maḥmūdī 503, 512, 539
Gidado 609, 627
Gidimaka 668, 669, 672, 680
Gimba Sakho 660
Gimballa 648, 650
Gio 700
Giriama 257, 258, 260
girofle, girofliers 28, 31, 58, 255, 264, 265, 266, 270, 300, 837
Gīsh 519
Gisir 793
Goa 212
Goba 216
Gobir 599, 601, 604, 613, 629
Gogo 261, 276, 294
Gojam 419, 420, 421, 428, 430, 434, 436, 448, 450

Gojamé 420, 430
Gola 698, 699
Golfe d'Aden (*voir aussi* Aden) 420, 425, 428, 446, 451
Golfe Persique 114, 266, 367, 425, 803
Golungo 335, 348, 355
Goma 428, 451
Gombe 615, 620, 621, 628
Gomboro 723
Gondar 415, 416, 418, 420, 421, 430, 434, 436, 437, 450
Gondokoro 404, 408
Gonja 710, 716, 733, 738
Gorée 30, 97, 112, 686, 687
Gossi 656
Goulimine 514
Gouveia 242
Gozo 601
Graaff-Reinet 162, 163
Grand-Bassam 111
Grande Kabylie 547, 552
Grands Lacs 25, 27, 37, 84, 262, 269, 280, 281, 288, 289, 301, 302, 307-330, 335, 392
Grant 302
Grebo 87, 699, 701
Griqua 174, 179, 194
Griquatown 143
Gudu 593, 603
Guettala 675
Gugsa Mersa 420
Guiglo 699
Guillemar de Aragon 796
Guimbala 586
Guinée (*voir aussi* haute Guinée) 68, 91, 597, 716, 722, 729, 734, 736, 738, 763, 837
Guinée équatoriale 771, 773, 793, 795
Guinée-Bissau 690, 695, 696
Gulmanceba 726
Guma 428, 451
Gumel 639
Gun 746
Gundat 446, 447
Gura 447
Guragé 427, 428, 451
Guro 701
Gurunsi 720, 733, 736, 738
Gusii 279
Gwandu 596, 610, 615, 629, 650, 727
Gwangara 236, 239, 292, 293, 294
Gwemba 225, 226
Gweno 283
Gwiriko 724, 740, 742
Gyaman 710, 718

H

Ha 276
Habash 423
Habbiyabe 669
Habe 679
ḥabū 522, 532
Hadejia 615, 617, 618, 627, 628, 629, 630
Hadramawt-Tarim 805
Haïm 375
Haïre 657
Halal 444
Ḥalima 444
Ḥalwar 659
Hamasén 424, 447
Hambarke Samatata 653
Ḥamdallahi 579, 591, 595, 596, 654, 655, 656, 657, 664, 665, 666, 667, 678, 670, 727
Ḥammadī Bodêjo 591
Ḥammadun Sangare 654
Ḥammūda Pacha 507
Ḥaouz 521, 529
Harar 371, 387, 420, 425, 427, 428, 429, 446, 451
Harari 387
haricots 323, 336, 339, 341, 675
Hasa 803
Ḥassan al-ʿAṭṭār 364
Ḥassan Pacha 446
Haute Guinée 40, 56, 683-707
Hawsa 67, 68, 515, 583, 586, 588, 589, 593, 595, 596, 601, 602, 603, 604, 606, 607, 608, 609, 613, 623, 624, 627, 628, 630, 631, 632, 633, 644, 647, 649, 651, 665, 669, 672, 681, 733, 737, 738, 750, 762, 810, 831
Hawsawa 604
Hayla 449
Hedi 705
Hedie 701
Ḥedjāz 423, 803
Hehe 66, 293
Henga 236, 239, 242
hidjra 589, 593, 594, 603
Highveld 120, 134, 139, 156, 159, 160, 162
Hinterland 89, 91, 104, 114, 245-305, 348, 560, 561, 767
Hintsa 165, 168, 169
Hirmata 428
Hlakoana 143, 161
Hlubi 123, 149, 199
Hodna 552
Hoggar 561, 562, 564, 565, 567, 571, 573, 575
Hoideida 803
Hole 137
Holoholo 66
Ḥomṣ 370
Hope Town 195
Hova 464, 481
Hubbu 694
Hudjūr 807
huile de palme 342, 626, 707
Hydra 367

I

Ibadan 66, 754, 755, 757, 759, 765, 769, 833
Ibanichuka 782
Ibarapa 746

Ibeno 785
Ibibio 785
Ibo 218, 219
Ibrāhīm 365
Ibrāhīm Dabo 620, 628
Ibusa 784
Ife 748, 751, 752, 754
Iférouane 571
Ifọnyin 746
Igala 750
Igbira 750
Igbo 27, 40, 750, 758, 771, 776, 777, 782-785
Igboho 757
Igbomina 751, 755, 765
ignames 336
Ihosy 463
Ijanna 750, 756
Ijaye 66, 754, 765
Ijebu 746, 751, 754, 765, 776
Ijẹṣa 746, 751, 752, 755, 765, 766
Ijọ 750, 758, 771, 773
Ikale 746, 751, 765
Ikom 785
Ikorodu 755
Ilaro 750
Ilesa 769
Ileṣa Bariba 748
Illig 425
Illo 746, 748
Iloikop 294, 296, 298
Ilọrin 618, 753, 759
imām 246, 250, 449, 519, 522, 523, 562, 582, 603,604, 608, 676, 728, 741, 742
Imannen 573
Imbangala 346, 351, 355
Imbundu 345
Imerina 25, 59, 453, 454, 456, 457, 463, 466, 476, 480, 481, 483, 485
Imezureg 571
indigo 106, 399, 515, 814
inégalités et tensions 215, 237-239, 341
Inhambane 219, 225, 233
Iosabanyana 144
Ipara 751
Iramba 286
irrigation 27, 53, 340, 341, 378, 399, 563, 830
Iṣaga 757
Isandhlwana 205
Isele-Uku 784
Isike 285
islam (*voir aussi* révolution islamique) 111, 368, 502, 588, 597, 649, 660, 683, 685, 686
Isly 521, 525, 546
Ismāʿīl 365-373, 379-400, 406, 409, 410, 444, 446, 447, 449
Ismāʿīl Rāgheb 387
Ismalun 387
Isoko 748, 750, 758, 766, 773, 776
isthme de Suez (*voir aussi* Suez) 373, 375
Isuwu 789
Itsekiri 748, 750, 758, 760, 766, 771, 773, 774, 797
Itu 784, 785
Ivbiosakon 759
ivoire 57, 220, 225, 255, 257, 284, 290, 326, 342, 399, 421, 791, 841
Iwo 66

J

Jaaxanke 692
Jacobis 436
Jaja d'Opobo 779, 780
Jakpa 776
Jallube 726
Jaluku 746
Jamaïque 105, 811, 812, 814, 818, 819, 820, 821
jangali 624
janissaires 490, 491, 504, 507, 539, 541, 543
Janjero 451
Jau 358
Jawara (Diawara) 661, 669, 674, 730
Jegunko 593, 594, 660, 665, 669
Jenneri 654
Jere 147
Jérusalem 430, 433, 438, 441, 444
Jibril 601
Jieng (Dinka) 401, 402, 405, 406, 409, 410
Jimma Abba Jifar 428
Jimma-Kakka 428
Jobe 130
Joel 209
Johannès IV 440, 444-450
Jolof 687, 688, 831
Joola (Diola) 690, 691, 692
Jooro 728
Juifs 387, 490, 493, 498, 500, 501, 509, 530, 532, 533, 820, 840
Jukun 750
jumbe (Jumba) 219, 221, 246, 248

K

Kaabu (Gabu) 690, 691, 694
Kaarta 589, 648, 658, 660, 661, 664, 666, 668, 669, 671, 673, 675, 677, 680, 681, 729-732
Kaartanke 730
Kaba 703, 706
Kabadu 551
Kabadugu 702, 704, 705
kabaka 257, 261, 262, 307, 308, 311, 312, 314
Kabara Farma 649
Kabarega 288, 408
Kabasarana 704
Ḳabīla 491, 493, 495, 500, 503, 504, 505, 510, 517, 523, 524, 530, 561
Kabyles 501, 504, 564
Kabylie 504, 505, 506, 541, 547, 548, 552, 561, 840
Kachella 639
Ḳāḍī 412, 522, 525, 530, 532, 596, 651, 674, 676, 728, 738

Kadirawa 602
Ḳadirīyya 68, 74, 426, 503, 562, 584, 587, 593, 597, 602, 628, 651, 659, 660, 687, 694
Kaditshwene (Kureechane) 144
Kafaba 738
Kaffa 421, 427, 428, 451
Kāfirs 804
Kafr al-Zayyāt 379
Kagoro 661, 675, 730
Kahane 688
Kaiama 748
ḳā'id 34, 491, 500, 503, 517, 519, 523, 530, 531, 532
Kai-Lundu 698
Kairouan 491, 545
Kaka 402, 404, 405
Kakungulu 307, 308, 310
Kalagne 348, 354, 355
Kalahari 135, 144
Kalala Ilunga 358
Kalanga 135, 137, 151
Kalonga 214, 215, 242
Kamara 705, 706
Kamba (Akamba) 89, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 279, 280, 281, 282, 301, 727
Kambia 697
Kami 276
Kamlin 398
Kamori 672
Kandi 748
Kanel 672
Kanem 639
Kānembu 68, 635, 638
Kangaba 664
Kankan 68, 693, 696, 697, 703, 704, 705, 706, 707
Kano 37, 38, 39, 513, 515, 565, 568, 571, 572, 537, 575, 576, 601, 603, 604, 606, 608, 609, 610, 611, 616, 617, 619, 620, 623, 624, 627, 628, 629, 632, 639, 733
Kanoma 605
Kansala 691, 695
Kantora 690, 694
Kanuri 639, 750
Kanyemba 222
Kaola 727
Kaolack 688
Karabane 690
Karagwe 261, 276, 285, 288, 290, 314, 315
Karagwe 261, 276, 285, 288, 290, 314, 315
Ḳāramānlī 100, 489, 490, 491, 511, 512, 538, 539, 560
Karamoko Ibrāhīm Mūsā 584
Karamoko Moktar 724
Ḳarawiyyīn 521, 522
Karimu 696
Karnak 386
Karo 625
Karonga 274
Kasai 339, 356
Kasakary 666
ḳaṣba 567,
Kasisi 146
Kasongo 345
Kasongo Kalombo 358
Kassa 430, 440, 442, 444
Kassala 401
Katagum 615, 617, 620, 628
Katanga 212, 285, 359, 360
Kathiawar 804
Katicho 428
Katsina 575, 601, 606, 621, 628, 629, 630, 627
Katsinawa 628
Kau 259
Ḳawāsim 803
ḳaya 258, 262
Kaya 719, 737
Kayao 721
Kayes 737
Kayi 130
kaymakam 560
Kayor (Cayor) 659, 685, 686, 687, 688, 831
Kayra 393, 400
Kazaure 627
Kazembe 214, 216, 217, 222, 228, 231, 242, 257, 343, 345, 359
Kebbi 601, 616, 629, 727
Kei 165, 178, 183
Keiskamma 154, 174
Kélé 793, 795
Kel-Gress 573
Kenya 75, 248, 259, 260, 261, 262, 263, 272, 277, 279, 280, 281, 282, 294, 297, 301, 302, 308, 314, 321, 322, 323, 325, 328
Kenyane 75
Kenye 192
Kenyeran 706
Kerens 438
Keta 742
Ketu 746, 750, 756, 757, 765
Kgari 144
Kgatla-Kgafela 144
Khabbābīsh 568
Khalīl al-Bakrī 364, 610, 629
kharādj 379, 521, 596, 624
Kharaq 266
Khartoum 288, 342, 371, 398, 401, 403, 405, 408, 409, 411, 413
Khasso 662, 669
Khayr al-Dīn 498, 510, 549, 551, 553
Khoi Khoi 57, 178, 180
Khoisan 155, 158
Khota Khota 219, 221, 231, 274
Khumalo 125, 126, 133, 134, 137
Kibaya 297
Kibosho 283
Kiembagha 724
Kigezi 329
Kikongo 345
Kikuyu 258, 261, 262, 279
Kilimandjaro 262, 277, 279, 281, 282, 283, 294, 297, 298, 301

Kilwa 218, 219, 245, 246, 248, 250, 252, 256, 272, 273, 274, 276, 300
Kilwa Kininje 246, 255, 256
Kilwa Kisiwani 246, 255, 256
Kimbu 286
Kimweri ye Nyumbai 261, 276, 277, 283, 302
Kintampo 733, 738
Kipini 259
Kipsigi 297
Kirk 236
Kisa 282
Kisabengo 277, 284
Kisimani 246
Kisra 748
Kissi 697, 698, 702, 703, 705
Kiswahili 231, 260, 261, 267, 838
Kita 675, 706, 730
Kitenta 358
Kituba 345
Kivui Mwenda 258
Kiwele 286
Koala 720, 726
Kofi Karikari 715
Koga 765
Koki 687
Koko 782
Kokofu 710
kola 625, 631, 681, 704,737
Kolatier 626
kologlu 504, 505, 543
Kololo 136, 142-146, 147, 149, 150, 151, 220, 232-242, 837
Kombo 688
Kommenda 718
Konate 705
Kondo 699
Konfé 726
Kong 703, 704, 709, 724, 726, 733, 737, 742
Kongaba 698
Kongo 335, 336, 337, 340, 345, 346, 350, 351, 352, 359
Kongolo 358
Koniah 369
Koniakary 661, 680
Kono 698
Konongo 286
Kontagora 630
Konyan 698, 699, 703, 704, 705, 706
Kora 174, 175, 179
Kordofān 402, 410
Kosọk 758
Kossouka 721
Kouroussa 706
Koweït 803
Koyara 705
Kpa-Mende 698
Kpelle (Guerze) 697, 698, 699, 702, 704
Kpe-Mboko 789
Kpengla 755
Kran 699
Krio 697
Krobo 750
Kru 683, 698, 699-701, 702
Kua 246
Kuba 339, 348
kubandwa 329
Kubi 593
kufr 585
Kukawa 637, 639, 640, 641, 642
Kukuru 745
Kulango 725, 738
Kumasi 199, 703, 710, 715, 717, 718, 733, 742, 843
Kunari 591, 657, 667
Kurubari (Kulibali) 660, 661
Kuruman 143
Kurumba 726, 728
Kurumi 755, 758
Kushitique 424, 427
Kwa 773
Kwaku 715
Kwambi 340
Kwango-Kwilu 345
Kwanyama 340
Kwanza 346, 348, 352
Kwara 746
Kwa-Sundu 282
Kwavi 262, 294, 298
Kwena 144, 145, 192
Kwilu 340
Kyaggwe 307, 313
Kyoga 308, 319, 324, 325

L

Labe 693
Lado 409
Lafiyar 616
Laghwāt (Laghouat) 547, 561
Lagos 30, 72, 82, 112, 572, 746, 758, 759, 760, 761, 763, 765, 766, 767, 769, 770, 776
Laikipia 297
La Mecque 44, 425, 548, 582, 585, 593, 602, 614, 649, 664, 703, 730, 800, 804, 805, 807
Lamu 248, 249, 252, 253, 259, 260, 267
Landuman 695
Lanfiera 726, 742
Langa II 126
Langalibalele 198, 199
Lango 324, 325
langue adaré 427
langue barba 748
langue aja 746, 752, 762
langue akan 743
langue arabe 260, 370,422, 556, 563, 588, 627, 632, 838
langue babangi 346
langue bantu 117, 262
langue bariba 748
langue baruba 748
langue edo 766, 826
langue fulfulde 593, 602, 691, 692
langue hawsa 632, 810
langue katicho 428
langue kikongo 345
langue kiswahili 231, 260, 261, 267, 838
langue kololo 145, 150, 240

langue kru 698
langue kushitique 424, 425, 427
langue malgache 454, 460
langue mande 702, 748
langue masai 280, 296, 297
langue ndebele 138
langue nguni 117, 118, 184
langue sémitique 419, 422, 427
langue shona 136, 212, 217
langue sindebele 137
langue sotho 139
langue swahili 272
langue tigrinya 416
langue tonga 72
langue twi 743
langue voltaïque 725, 748
langue wolof 688
langue xhosa 124
Laoula 724
Larache 521
Lasta 436, 440, 444
Lat-Dior 687
Lazidze 127
Lebombo 117
Lebu 111, 687
Le Caire 29, 43, 342, 363, 364, 365, 375, 376, 379, 380, 385, 386, 395, 399, 406, 409, 411, 545, 585, 804
Le Cap 25, 29, 30, 43, 48, 57, 58, 70, 73, 75, 124, 153-172, 174, 177, 178, 180-190, 192, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 203, 205, 207, 208, 209, 804, 839
Léka 451
Lerotholi 209
Lesotho 44, 70, 148, 150, 153, 165, 171, 179, 187, 188, 191, 194, 195-198, 205, 208, 209
Lewanika 72, 243
Libéria 30, 76, 80, 84, 97, 100, 102, 103-109, 112, 690, 697, 698, 699, 737, 823, 839
Libreville 30, 84, 110, 796, 831
Libye 69, 367, 489-516, 554, 556, 557, 564, 575
Lightburn Timbo 696
Limba 697
Limmu 428, 451
Limpopo 117, 133, 135, 137, 147
Lingah 804
Liptako 615, 647, 648, 726, 728, 731, 738
Litsie 208
Loango 102, 349
Lobi 725, 736, 737, 739, 742
Logo 680, 682
Logofiela 736
Loje 29
Loko 697
Lokoja 782
Lokoya 404, 408
Lomami 343, 358
Losegalai 297
Lourenço Bezerra (Lufuma) 355
Lourenço Marques 219, 225, 233
Lozi 145, 146, 214, 837
Lualaba 335, 358
Luambata 356
Luanda 85, 335, 337, 342, 345, 346, 348, 351, 352, 355
Luapula 214, 219, 343, 355, 359
Luapula-Moero 343
Luawa 698
Luba 83, 341, 345, 348, 358, 359, 360, 828
Lubilash 339
Luembe 340
Lufira 359
Lugosa 316
Luguru 276, 284
Lulua 348, 354
Lunda 40, 214, 216, 217, 242, 337, 359
Lundu 215, 217, 239, 242
Luo 262, 269
Luuka 36
Luyia 282
Lydenburg 130, 192, 193
Lydenburgers 190, 200, 201

M

Maatschappijers 187, 188
Maba 687, 688, 691
Mabira 307
Macina 43, 68, 83, 579, 586, 588-591, 593, 595, 615, 647-682, 704, 723, 726, 727, 728, 730, 737, 741, 831
Macinankobe 727
Macta 543
Madagascar 25, 30, 44, 58, 59, 73, 74, 77, 84, 97, 114, 217, 218, 453-488, 804, 826, 832, 834, 835
Madaki 608, 618
Madam Yoko 698
Madina 704, 705, 706
Madras 804, 806
magaji 621
magajin rafi 611
Magdala 431, 434, 436, 439, 440, 442, 444
Mage 674, 675, 678
Maghreb 34, 53, 54, 55, 101, 391, 392, 489-516, 537-554, 827
Magila 302
Maguzawa 624, 625
Mahafaly 463
Mahdī 400, 412, 413, 450, 505, 581, 606, 608
Mahdiste 69, 410, 414, 572, 629
Mahdīyya 410, 412, 413
Mahi 746, 756
maigida 38
maïs 41, 121, 126, 226, 272, 323, 336, 356, 405
Majerteyn 451

Maji-Maji 293
Majunga 463, 468
Makaba II 144
Makaba IL Sebetwane 144
Makanga 222
Makanjila 222, 230, 256
Makapane 193
Makhado 194
Makhoarane 142
Makhzen 490-491, 493, 495, 501, 517, 519, 521, 522, 523, 524-531, 532, 534, 562
Makoa 484
Makodu 687
Makololo 143, 144
Makonde 226
Makua 219, 220, 224, 226, 229, 230, 256
Malaga 800
Malais 804
Malambule 129
Malangal 648
Malanje 346, 356
Malawi 70, 73, 147, 148, 211, 212, 214, 215, 219, 223, 228, 232, 235, 236, 239, 272, 274, 292, 293, 343, 360
Malgaches 454, 460, 461, 463, 464, 466, 468, 470, 742-478, 780, 782, 484, 485, 486, 487, 488, 806
Mali 664, 690, 702, 704, 748, 804
Mālik Sī 584
Maliki Gheli 696
Malindi 248, 300
Malinke 669, 688, 689, 690, 691, 694, 696, 697, 698, 702, 703, 705, 707, 826, 831
mallam 617, 628, 629, 637
Mallawa 629
Malte 387, 537
Maluka 239
Malunge 129
Mambari 220, 348, 355
Mambo 147
Mamlūk 43, 364, 365, 367, 376, 490, 507, 830
Mamprusi 710, 716, 742
Mampuru 209
Mandara 283, 602
Mande 81, 583, 589, 664, 673, 675, 683, 690, 696, 697, 698, 701,702-707, 724, 730, 733, 748, 765
Mandritasara 461
Manganja 146, 218, 228, 23
Mangbe Amadu 705
Mangbetu 338, 343
Mani-Mani 667
manioc 226, 323, 336, 340, 777, 794
Mankessim 714
Mankono 705
Manpong 710
Mantasoa 468, 482, 485
Manwāshī 409
Manyambaladugu 705
Manyema 284, 334, 337
Manyika 132, 212, 214, 215, 216, 225, 232, 233
Mapupo 133, 147, 232, 235
Maputo 131, 195, 293
marabouts 493, 505, 543, 546, 547, 551, 648, 650, 651, 653, 654, 656, 658, 660, 664, 675, 687, 688, 692, 694, 724, 739, 741, 742
Maradi 628, 630, 634
Mari Jara 679
Marka 724, 726, 742,
Maroc 54, 85, 100, 101, 489-506, 509, 517-535, 537, 538, 540, 543, 545, 550, 553, 554, 556, 561-563, 568, 571, 573, 577, 614, 658, 737
Maroseranana 457
Maryam 449
Masafent 416, 430
Masai 258, 269, 279, 280, 282, 294-298, 844
Masasi 302, 304
Mascara 543, 544, 545
Mascareignes (îles) 218, 457
Mascate 245, 246, 250, 253, 266, 803
Maseko 148, 293
Masengo 360
Mashobane 126, 133, 134
Mashonaland 195
Masiku 146
Masopha 209
Masqueray 502
Massala 729
Massangano 222
Massaoua (Massawa) 418, 422-424, 733, 438, 440, 444, 447, 450, 803, 804
Massassi 659, 660, 661, 666, 669, 673, 674, 675, 729
Mataka 222, 256, 260
Matakenya 222
Matam 595, 662
Matamma 449
Matiwane 140, 161, 165, 166, 167, 171
Mau 279, 297
Maures 566, 578, 650, 653, 654, 676, 686, 737, 520
Mauri 615
Maurice (île) 30, 58, 61, 94, 97, 98, 100, 250, 270, 459, 461, 464, 467, 468, 470, 473, 475, 485, 486, 837
Mauritanie 567, 577, 694
Mawanda 307, 313
may 603, 604, 607, 635, 637, 645
Mayotte 466
Mazinde 261, 277, 283
Mazrui 245, 260
Mbashe 183
Mbatian 296, 297
Mbelebele 42

Mbolompo 140, 166
Mbomou 338
Mbona 217
Mbooni 258
Mbulazi 202
Mbumba 356
Mbundu 348,355
Mbunga 293
Mbutawa 616
Mbwela 236, 240, 241
Mbwela Nguni 224, 239, 242
Medani 398, 400
Médéa 545
Médine 519, 581, 585, 593, 595, 662, 668, 669, 671, 672, 673, 676, 800, 807
Meghara 512
Mekuatling 142
Melilla 524, 525
Menabe 457, 461, 463, 483
Ménaché 387
Mende 697, 698, 702
Ménélik II 23, 84, 85, 431, 436, 440, 444, 448, 449, 450, 451, 835
Mengao 721, 726, 727
Merere 294
Merina 453, 456, 457, 460, 462-464, 471, 473, 478, 480, 484, 485
Merka 249, 259, 426
Merkoïa 664, 672
Mfecane 23, 24, 26, 41, 118, 143, 149, 150, 156, 162, 168, 828, 829, 835, 844
Mfengu 166-172, 177, 180, 209, 839
Mfolozi 119, 125, 126, 134
Mhlahlandlela 135
Mhlakaza 183
Mhlatuze 119, 126, 132, 147
Mhonda 303
miel 26, 28, 31, 88, 335, 339, 625
Miji Kenda 256, 257, 258, 259, 262
mil 41, 117, 121, 335, 653, 675
millet 323, 341
Mingi 781
Mirambo 285, 286, 287, 292, 294
misiide 692, 693
Misrata 511
Missau 615
missions chrétiennes 69-74, 162, 186, 286, 383, 449, 472-480, 547, 701, 741-743, 761-768, 778-789, 792-793, 796-797, 824-843
Mitsogo 794
Mkasiwa 285
Mkungu 202
Mkuze 119, 132
Mkwawa 294
Mma-Nthatisi 139, 143, 161
Mnwa 285
Mo Mbodj Maalik 686
Moçâmedes 29, 345, 348, 351
Modakeke 66
Mogadiscio 249, 252, 259, 426
Mogador 525, 546, 571
Mohand-ou-Mhand 551
Mohlomi 139
Mojola Agbebi 76
Moka 425, 803
Molapo 194, 198
Moletsane 134, 140, 141, 142, 143, 144, 174, 175, 177
Molokwa 146
Mombasa 245, 246, 248, 249, 252, 253, 254, 255, 257, 259, 260, 262, 272, 274, 276, 277, 278, 300, 301, 303
Monaheng 139
Mongo 336, 346
Monimpe 657
Mono-Niger 745-750, 757, 758, 764, 767, 770
Monrovia 107, 108, 690, 697, 698, 699, 700, 703
Montes de Oca 796
Monzon 664
Moorosi 140, 208
Mopti 654, 737
Moremi I[er] 149
Mori 705
Morija 142
Moriwle Sise 704
Moroda 451
Morogoro 277, 284, 303
Moroka 140, 142, 174, 180, 194
Mosega 70, 135
Moshi 283
Moshoeshoe 139-143, 148, 149, 162, 165, 166, 167, 174, 175, 177, 179, 180, 183, 186, 187, 188, 191, 194, 208, 832, 834
Mossi 40, 651, 666, 709, 719-723, 724, 725, 726, 727, 730, 731, 733, 734, 736, 737, 739, 741, 742
Mougel 375
Moyen-Orient 217, 398, 571, 573, 575, 799, 802-808
Mozambique 29, 48, 62, 76, 103, 114, 132, 133, 147, 197, 211, 212, 218, 219, 224, 228, 232, 234, 256, 272, 290, 292, 360
Mpande 129, 202
Mpezeni 236, 239, 241
Mpona 222
Mponda 256
Mpondo 154
Mpondomisi 154, 165, 167, 171
Mpongwé 793-794
Mputa 148
Mpwapwa 303, 304
Mrima 255, 260
Mshope 293
Msiri 219, 222, 285, 359
Mswati 129, 130
Mtakano Chabruma 293
Mtangata 246

Mtawe 257
Mthethwa 123, 124, 125, 127, 130-131, 149, 154, 159, 160
Mtinginya d'Usongo 285
Mtowa 303
mudīr 373, 382
mudjāhidūn 580, 586, 587, 589, 591, 592, 596, 597, 635, 645, 660-664, 668-672
muftī 412, 522
Muḥammad 395, 399, 400, 449, 581, 830
Muḥammad ʿAbduh 388, 389
Muḥammad Aḥmad 450
Muḥammad al-Alfī Bey 365
Muḥammad al-Ghalī 582
Muḥammad ʿAlī 23, 24, 25, 30, 40, 43, 53, 59, 85, 96, 342, 363, 365-385, 392-402, 406, 423, 424, 425, 449, 507, 539, 543, 830
Muḥammad al-Kanēmi 68
Muḥammad al-Khāyr 402, 404
Muḥammad Bayram 551
Muḥammad Bello 68, 584, 603-610, 614, 615, 616, 627, 628, 629, 635, 645, 650, 673, 680
Muḥammad Farīd 392
Muḥammad III 521, 522, 524, 535
Muḥammad IV 522, 525, 526, 528, 530, 533
Muḥammad Kāmel Mursī 377
Muḥammad Shārīf Pacha 380
Muḥammad Sulṭān Pacha 387, 388
Mujabra 568
Mukama Kabarega 311
Muḳrānī 502, 506
Mulaj 355
mulopwe 358, 359
multazim 376, 382
Mumia 263, 282
Munza 343
Murgula 669, 672
murīd 589, 594
Murzuk 101, 511, 567, 569
Mushidi 356
Mussowa 423
mussumba 346, 348, 350, 355, 356
Muṣṭafā 673, 677, 679, 680
Muṣṭafā Kamāl 392
Muṣṭafā Khaznadār 498, 502, 510
musulmans 68, 81, 216, 303, 313, 324, 342, 390, 393, 401, 418, 420-422, 425, 427, 428, 434, 444, 448-502, 525, 530, 533, 538, 540, 549, 551, 552, 559, 559, 562, 577, 579, 581, 583, 585, 586, 588, 589, 592, 594, 601, 602, 604, 608, 614, 616, 623, 624, 627, 634, 639, 648, 659, 660, 665, 666, 668, 674, 676, 687, 688, 703-706, 730-732, 741, 742, 753, 800, 805, 807, 829, 830, 831, 839
Mutapa 243
Mutara Rwogera 311
Muteba 346, 355, 356
Mutesa 261, 286, 288, 303, 311, 312, 409
Mutesa 261, 286, 288, 303, 311, 312, 409
Mwami Yuhi Gahindiro 311
Mwanba III 243
mwant yav 346, 354, 355, 356, 359
Mwase Kasungu 224, 239
Mwata Kazembe 214
Mwenda 359
Mwene 243
Mwene Mutapa (Monomotopa) 212, 215, 225, 243
mwenyi mkuu 246, 248
Mwila 357, 358
Mwinyi Mkwinda 256
Mwinyigumba 294
Mzāb 547
Mzilikazi 125, 133, 138, 151, 191

N

Na Abdoulaye 720
Na Andembo 355
Naaba Karfo 720, 740, 741
Naaba Ligidi 719, 720
Naaba Wobgho de Lalle 720, 723, 741
Naba Nguni 237
Nabbe 654
Naberera 297
Nabhāni 248
Nafana 704
Nagasaki 392
Najd 803
Nalu 696
Namibie 337
Nampala 651
Namur Ndari 690
Nandi 297
Naniemiba 730
Nantenen-Famudu Kuruma 704
Natal 30, 57, 63, 66, 70, 73, 74, 75, 124, 133, 149, 153, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 162, 166, 167, 171, 172, 180, 181-186, 193, 194, 195, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 839
Navarin 367, 538
Nawej 355
Ndate Yalla 686
Ndau 132
Ndebele 66, 133-138, 141, 145, 148, 149, 150, 167, 191, 192,

193, 195, 199, 202, 236, 237
Ndendeule 293
Ndium-du-Ferlo 662, 671
Ndongo 340
Ndoruma 406
Ndwandwe 129, 147, 160, 233
negus 84, 421, 430
Nembe 777, 778, 781, 782
Nevis 811
New Calabar 778, 781
Neyo 701
Ngaliema 346
Ngambwe 358
Ngano 662, 672
Ngenar 669, 677
Ngindu 256
Ngolo Jara 647, 648, 664
Ngome 126
Ngonyo 258, 260
Ngoza 160, 171
Nguderi 639
Nguni 24, 26, 41, 58, 66, 72, 84, 117, 119-128, 130, 132, 133, 134, 135, 140, 146, 147-149, 153-156, 159, 161, 163, 165, 167, 171, 172, 225, 226, 232-242, 243, 263, 269, 274, 284, 285, 290-294, 829, 835, 836
Nguni-Embo 126, 128
Nguni-msene 145
Nguni-sotho 23, 211, 212
Ngurno 635
Nguru 635
Ngwaketse 144, 192
Ngwane 123, 139, 140, 147, 148, 166, 167
Ngwato 136, 144, 195
Niamina 664, 675, 679
Niani 690
Niger 109, 305, 564, 572, 627, 647, 648, 650, 654, 658, 664, 666, 693-700, 703-706, 720, 730, 745, 750, 752, 757-758, 760-770, 842
Nigéria 26, 27, 37,55, 56, 82, 579, 659, 745, 746, 748, 758, 762, 765, 766, 769, 776, 778, 782, 785, 816
Nikki 746, 748
Nil 36, 44, 67, 88, 288, 302, 305, 319, 324, 372, 378, 386, 395, 396, 399, 406, 408, 411, 414, 568, 572, 575, 810, 826, 830
Nil Blanc 302, 401, 402, 404, 411
Nil Bleu 420, 428
Nilotes 262
Nimir 400
Ningi 616, 629
Nioro 661, 662, 664, 669, 672, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 680, 688
Njelu 293
Nkhumbi 346, 356
Nkomi 793, 795
Nkonde 72
Nkore 288, 314, 329
Nkungwini 135
Noath 406, 409
noix de coco 257, 264
noix de kola 88, 625, 631
Nolwande 123
None 140
Nongqause 183
Nosy Be 466, 469
Nosy Faly 466, 469
Nosy Mitsio 469
Noya 793
Nqaba 132, 135, 145, 147
Nsamanku 710
Nsenga 147, 220, 222, 224, 225, 228, 231, 235, 236, 240
Nsuta 710
Ntombazana 127
Ntungwa 128
Nukuma (Noukouma) 591, 593, 650, 653, 654
Nun 102, 782
Nupe 39, 103, 601, 604, 615, 617, 618, 627, 628, 630, 631, 750, 753, 759, 831
Nūr Bey 409
Nuru 680
Nyabingi 329
Nyagilo 402
Nyaka 133
Nyamina 730
Nyamwezi 89, 219, 256, 257, 267, 274, 276, 278, 285, 292, 359
Nyaneka 356, 358
Nyanga 793
Nyaturu 286
Nyika 301
Nyorgo 325, 728
Nyumi 688
Nyungu ya Mawe 285, 286
Nzima 710

O

ọba 758, 760, 765, 774, 797
Obadan 760
Obamba 793
Obiatubo 781
Obok 442-443, 803
obong 786, 789
Oburaye 760
Odienné 704, 706
Odwira 718
Ogaden 425, 427
Ogun 745, 746, 750, 756, 757, 758, 765
Oguta 783, 784
Ohaffia 783
Ohombele 783
Ọhọri (Holli) 746, 756
Ohrigstad 129, 192
Oje 757
Okeọdan 756, 757
Okiti-pupa 751
Oko Jumbo 781
Okrika 777, 778, 781, 782
Okuta 748
Olodiama 776
Oman (*voir* aussi sultanat d'Oman) 114, 299, 426, 440, 451, 803

Omanais 245, 246, 248, 250, 256, 260, 263-267, 270-274, 300
Omani 25
Omo 428
Ondo 746, 751, 765, 766
Onilahi 471
Onitsha 783, 784
or 136, 225, 421, 433, 515, 625, 690, 806, 837, 840
Oran 541, 542, 543, 552, 564
Orashi 782
Orokhoro 760
Oromo (Galla) 113, 248, 249, 257, 258, 259, 415, 418, 420, 421, 422, 427, 428-430, 435, 451, 802, 829
Oromo Azebo 444
Oromo Qottu 427
Orungu 793
Osei Bonsu 742
Osei Kwame 742
Osemwede 760
Osia 760
Oṣogbo 752, 754
Osomari 783
Ossorio 796
Otyilenge 356
Ouagadougou 719, 720, 721, 731, 737, 739, 740, 741
Ouahabou 724
Ouahigouya 737
Ouargla 561
Ouarsenis 546
Oubangui 331
Oudalan 728
Oudaya 521
Ouganda 272, 279, 323, 325, 328, 329, 408
Ouidah 102, 111, 112, 758, 763, 766, 767, 769, 770
Oujda 525
Oulad Jami' 521
Ouléni 724
Oulliminden 565
Ovambo 340, 341, 350
Ovimbundu 89, 335, 341, 346, 348, 349, 350, 352, 355, 356, 359, 828
Ovonramwen 760
Ọwọ 746, 751, 766
Owu 754
Oyọ 26, 40, 44, 59, 66, 83, 604, 750-758, 759, 765, 828, 835
Oyoko 710

P

Pahouin 66
Pakesi 694
Pa-Koba 697
palme, palmeraie, palmier 26, 28, 31, 37, 55, 56, 88, 110, 266, 350, 556, 560, 563, 626, 707, 713, 733, 740, 755, 767, 774, 776, 779, 780, 783, 785, 786, 789, 791, 794, 797, 826
panafricanisme 79, 80, 81, 83, 87, 89
Pangani 246, 272, 274, 278-279, 283, 284, 297, 298, 300
Paouignan 746
Pate (île de) 249, 250, 252, 253, 259
Patsa 143
Peddie 170, 171
Pedi 66, 128, 130, 134, 136, 137, 149, 192, 200, 201, 209
Peki 742
Pemba 218, 252, 253, 264, 265, 269, 270, 273, 300
Pende 340
perles 163, 164, 255, 257, 265, 270, 279, 281, 290, 515,
Philippolis 141
Phuting 140, 143
Pimbwe 286
plumes d'autruche 57, 515, 566, 567, 571, 644
Pobé 727
poivre 806
Pongolo 119, 124, 125, 126, 128, 130, 132
Pool 346
Port-Loko 697
Porto Rico 811, 814, 819
Porto-Novo 44, 111, 746, 750, 756, 757, 758, 763, 764, 766, 767, 769, 770
Portugal 94, 101, 351, 688, 809, 810
prazeros 48, 57
Pretoria 135, 205, 207
Proche-Orient 101
production agricole 33-39, 41, 44, 45, 48, 52, 61, 323, 333, 341, 581, 619, 626, 646, 829, 836, 842
Pungo Andongo 346, 348
Punu 793
Pura 736, 739
Purko 297
Puytenga 737
Pweto 360

Q

Qua-Iboe 785
Quelimane 218, 219
Quitanghona 230, 243
Quiteve 212, 233
Qwabe 131
Qwara 430

R

Rabai 257, 258, 259, 301, 303
Rabat 491, 519, 521
Radama I^{er} 59, 457-464, 468, 474, 480, 481, 482, 488
Radama II 465, 471-476, 481, 483, 484,
Rahaniraka 473
Raḥmāniyya 503, 505, 552
Rainavidriandraina 475

Rainifiringia 475
Rainiharo 464, 468, 470, 473, 480, 481
Rainijohary 464, 470, 471, 473, 474, 481
Rainilaiarivony 471, 473, 474, 477, 478, 481, 486
Rainimaharavo 477
Rainimahary 464
Rainivoninahitriniony 469, 474, 481
Rakoto Radama 469, 470, 471
Ramadan 676
Rambossalama 471
Ramukkan 239
Ranavalona I^re 464-471, 481
Ranyan 752
Raombana 471
Raqarilahy-Andriamazok 466
ras 421, 430, 449, 450
Ras Gobasé 444
Ras Walda Sellasé 416, 418, 421, 423
Rasalama 466
Rasata 477
Rasoherina 465, 474, 476, 481
Ratsimilaho 457
Ravodozakandriana 474
Refurefu 756
Regibat 557, 568, 571
Rembo-Nkomi 794
Réunion (île de la) 94, 97, 218, 264, 270, 464, 467-470, 475, 485, 486, 837
révolution égyptienne 387-391
révolution islamique 59, 67-69, 579-597, 648-655, 659, 665
Rhodésie 303
ribāṭ 619, 620, 626, 627
Rifāʿa al-Ṭahṭāwi 372-374, 382, 387, 389, 390
Rift Valley 262, 269, 294, 296, 298
Rindi 283
Rio del Rey 790, 791, 792
Rio Muni 796
riz 106, 226, 256, 264, 272, 356, 424, 456, 457, 459, 467, 468, 484, 485, 486, 487, 591, 653, 675
Riziam 720, 721
Rokel 697, 698
Rolong 140, 142, 143, 144, 174, 177, 194, 195
royaume Gaza (*voir* aussi Gaza) 132-133
royaumes akan 710
Rozwi 59, 147, 235, 239, 242
Rubaga 409
Rufisque 687
Rumba 721
Rumonge 303
Runde Siru 648
Rustenburg 190, 193
Rwanda 288, 290, 327, 329, 339

S

Sabadugu 704
Sabce 721
Ṣabe (Savé) 746, 750, 753, 756, 757, 765
Sadani 246, 276
Ṣādikī 510, 550
safran 427
Sagamu 66
Sagara 261, 276
Sagha 723
Sahara 44, 69, 288, 503, 515, 519, 525, 555-578, 579, 583, 651, 658, 659, 668, 737, 810, 826, 835
Sahel 54, 495, 497, 515, 556, 557, 572, 573, 576, 578, 590, 731, 732, 733, 737
Saʿīd 373, 385, 406
Saʿīd ibn Sultan 59, 249, 250, 254, 263, 299
Saida 545
Saint-Denis 475
Sainte Marie (île) 464, 467
Sainte-Hélène 98
Saint-Louis 30, 571, 659, 661, 672, 686, 687
Saint-Paul 698
Saint-Vincent 811
Sakalava 457, 463, 469, 483, 485
Saḳiyyat al-Ḥamra 534, 535
Sala 222
Salaf 533
Salaga 733, 736, 738
Salida 806
Salīm 404
Salmatenga 720
Salum 687, 688, 690
Salvago 387
Samannūd 380
Samba Laobe Fal 688
Sambo 628
Samburu 257, 279, 298
Samén 416, 418, 430
Samhar 422
Samia 325
Samo 725, 733
Samori 695, 697, 698, 704, 706, 707, 724
Samori Touré 67, 86, 597, 703, 705, 742, 831
samsār 530, 531
San 155, 737
Sanan 733
Sanankoro 706
Sandile 176, 180, 183
Sandiru 748
Sanga 66, 360
Sangu 293, 294
Sankaran 694, 705, 706
Sankuru 345
Sansanding 653, 666, 676, 678
Sansanne-Mango 733, 737, 742
Sansirfi 656, 657
Sanūsī 69
Sanūsiyya 512, 513, 560, 564, 572, 577
Sapele 776
Sapo 700

Saponé 721
Sare Dina 668
Sarili 178, 183
sarki 589, 601
sarkin 607
sarkin yaki 611
Saro 656
Saros 765, 767, 769
Sassandra 699, 701
Satala 671
Satan Lahay 696, 697
Sau Boso 699
Savalu 746
Savane 705
Savon 468
Saxajiigi 706
Sayku ʿUmar 649, 655, 658, 659, 660, 662, 664, 665, 666, 667, 668-679, 682
Sayyid Barghash 261, 300, 305
Schoemansdaal 190, 193, 194
Sebego 144
Sebera 592, 668
Sebetwane 136, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 150, 232, 236, 237, 241
Sechele 192
Seereer 685, 687, 688, 690
Sefwi 710
Segbana 748
Segeju 248, 261
Ségou 589, 590, 593, 595, 596, 647, 648, 650, 658, 659-668, 671, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 688, 703, 706, 724, 729-732, 737, 741
Séguéla 702, 705
Seiwun 805
Séké 793
Sekeletu 146, 237
Sekhukhune 200, 201, 209
sekiapu 786
Seku Aḥmadu 580, 648-651, 653, 654, 656, 657
sel 33, 37, 215, 279, 316, 323, 324, 329, 341, 354, 416, 457, 515, 565, 573, 576, 588, 616, 626, 644, 675, 732, 737, 738, 776, 777, 784
Sele 285
Semakokiro 307, 308
Semboja 261, 277, 283
Sena 147, 215, 216, 234
Sénégal 56, 68, 98, 103, 105, 109, 110, 112, 566, 571, 576, 578, 660, 662, 681, 686, 688, 690, 730
Sénégambie 30, 56, 102, 110, 272, 273, 579, 588, 589, 590, 591, 593, 597, 659, 661, 662, 664, 683-707, 826, 831, 839, 840
Senga 214, 222, 229, 239, 292
Senga Kambamo 222
Sennār 393, 396, 397, 398, 400, 410, 430
Senufo 697, 702, 704, 723, 724
Senzangakhona 131, 159
Serval 796
sésame 252, 257, 325, 451
Setta-Kru 700
Seychelles 218, 486
Seydu 680
Shambaa 257, 277, 283, 284, 301, 302
Shambarai 297
Shanam 356
Shangana 132, 234
Shango 816
Shanqella 449
Shapanga 234
sharīʿa 39, 68, 517, 522, 523, 524, 525, 532, 533, 542, 543, 551, 595, 596, 608
Shārīf 387
shārīf 387, 490, 522
sharifites 248
Shatri 246
Shaykh Aḥmadu 583, 584, 586, 587, 590, 591, 592, 595
Shaykh Aḥmadu Lobbo voir Seku Aḥmadu
Shaykh al-Ḥaddād 552
Shaykh Muḥammad *voir* al-Kanēmi
Shaykh Rifāʿa al-Ṭahṭāwī 83, 372, 374, 427
Shaykh ʿUthmān dan Fodio 581, 583, 584, 586, 595, 601, 603, 604, 609, 610, 634, 727
Shebele 426
Shela 252
Shepperson 80
Sherifu 703
Shi 339, 382
Shila 217
Shilluk 402, 404, 405, 406
Shirāz 250
Shirāzi 246, 248, 270
Shiundu 282
Shoa 84, 416, 420, 421, 422, 424, 425, 427, 428, 431, 436, 440, 443, 444, 448, 449, 450, 802
Shona 133, 135, 136, 138, 147, 151, 202, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 225, 232, 233, 234, 242, 292
Shuwa 637, 638, 640
Si Sliman 552
Sīdī Tabet 549
Sidis 807
Sierra Leone 49, 68, 72, 77, 78, 75, 82, 84, 98, 100, 102, 103-109, 111, 112, 636, 690-698, 700, 703, 706, 710, 713, 714, 748, 757, 759, 768, 777, 782, 784, 826, 839
Sifawa 609
Siguiri 706

Sihanaka 456, 457, 461
Sikasso 724, 726
Sikkak 544
Sikonyela 174
Sikunyane 132, 133
Silva Porto 352
Simba 285
Sina 283
Sinadino 387
Sind 250
Sinématiali 724
Sino 700
Sinoé 108
Sipopa 146, 238
Sirayo 204
sisal 826
Sisc 704, 706
Sīwa 567
Siyāgh 382
Siyu 249
Sobat 404
Sobhuza, 124-128, 129, 132,149,150,151,159
sofa 674, 677, 679
Soga 75
Sokoto 40, 43, 44, 68, 83, 101, 103, 566, 575, 578, 579, 586, 593, 596, 599-646, 648-650, 658, 659, 665, 666, 669, 675, 688, 726, 727, 728, 737, 741, 746, 753, 754, 831
Solimana 694, 696
Somali 249, 259, 425, 427, 429
Somalie 114, 277, 371, 410, 415-451
Somba 698
Songea 148, 293
Songhay 581, 590, 650, 664, 728, 742, 765
Soninke 67, 68, 676, 678, 680
sorgho 41, 117, 121, 257, 323, 335, 339, 341
Sori Hamma 728
Soshangane 132, 133, 147, 232, 233, 234, 235, 241
Soso (Sosu) 696, 697
Sotho 66, 122, 123, 128, 129, 130, 134, 135, 139-143, 148, 153, 161-163, 165, 170, 171, 175, 179, 180, 186, 192, 193, 194, 198, 199, 207-209, 232, 233, 237, 241, 832
Sotho-Tswana 41, 120, 121, 123, 127, 134, 135, 136, 139
Soubré 701
Soudan 27, 43, 44, 56, 59, 67-69, 89, 102, 153, 342, 367, 371, 373, 379, 392-414, 420, 430, 433, 439, 444, 449, 503, 515, 555, 561-562, 569, 572, 575, 576, 580-592, 595, 596, 631, 658, 659, 66-667, 675, 682, 683, 685, 690, 691, 695-698, 703, 745, 810, 826, 830, 833, 835, 836, 839
soufre 521
Sousse 491, 526
Speke 301, 302
Spezzia 367
Staouéli 541
Suākin 371, 401, 804
Suarès 387
Suba 324
Subet 296, 297
Subyan 807
sucre 48, 57, 58, 60, 92, 93, 94, 96, 106, 110, 218, 265, 350, 375, 379, 405, 468, 499, 513, 532, 626, 806, 814, 823, 837
Sudd 411
Suez (*voir aussi* isthme de Suez) 379, 388
ṣūfī 560, 564, 580, 581, 582, 583, 585, 587, 589, 594, 596, 597
Sugurti 637
Sukuma 286
Sulaymān 409, 517, 522
Sulaymān Bal 659
sultanat d'Oman 249, 250-254, 255, 299, 300,
sultanat de Majerteyn 425, 451
Sumatra 804, 806
Sumbwa 257, 286, 359
Sur 803
Surinam 97
Sursock 387
Swahili (Waswahili) 31, 48, 69, 89, 219, 220, 222, 223, 224, 228, 229, 230, 231, 233, 236, 241, 242, 243, 245, 246, 252, 253, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 264, 267, 272, 274, 277, 279, 280, 282, 283, 313, 324, 337, 343, 345, 350, 358, 359, 360, 838
Swazi 66, 125, 128-130, 148, 150, 159, 167, 200, 201
Swaziland 128, 149
Syrte 560, 561

T

Taaibosch 175
tabac 48, 94, 167, 226, 256, 257, 356, 444, 513, 549, 675, 737
Tabora 276, 284, 285, 286, 292, 303, 304
Tadjūra 420, 424, 425, 446, 803
Tadla 523
Tafilālet 514, 526, 567, 568, 573, 583
Taka Giorgis 444
Takaungu 260
Takdempt 545
talakawa 622
ṭālib 521, 649, 662, 668, 669, 671, 673, 674, 676-680, 742
Tall 584
Tamatave 97, 457, 459-461, 464, 467, 468, 476
Tamba 660, 694, 703

Tambaxa 696
Tanga 246, 272, 276, 301
Tanganyika 66, 75, 147, 232, 257, 258, 261, 262, 263, 267, 276, 284, 286, 287, 302, 303, 308, 331, 343, 358
Tangena 467, 484
Tanzanie 70, 118, 219, 228, 236, 256, 269, 272, 274-276, 280, 281, 284, 285, 290, 293, 294, 302, 303, 322, 323, 343, 359
tanẓīmāt 371, 392, 512, 539, 549
Taoudeni 514, 737
Taqali 402
Tarhuna 512
ṭarīḳa 560, 564, 581, 582, 584, 585, 587
Tatenga 721
Tati 136
Taung 134, 140, 141, 142, 143, 144, 174, 175, 177
Taveta 257, 297, 298
Tawabech 430
Tawana 144, 145, 149
Tawara 222, 225, 242
Tawela 696
Taza 545
Tchad 512, 513, 564, 572, 576, 578, 579, 639
Tegbessou 55
Tembu 78, 79, 154, 160, 165, 166, 167, 171, 178, 180, 183, 222
Temne 696, 697
Tenenku 654
Tenkodogo 737
Tete 148, 216, 233
Tétouan 525, 568
Téwodros II 23, 85, 430-444, 450, 830, 833, 835
Thaba Bosiu 140, 141, 188, 194
Thembe 126, 133
Thembu 140, 142
Tienga ou Kienga 748
Tigré 416, 418, 419, 420, 422-424, 430, 433, 435, 436, 440, 442, 444, 448, 450, 835
Tigrinya 416
Tijāniyya 68, 74, 503, 523, 543, 552, 579, 581, 585, 586, 593, 595, 597, 615, 629, 640, 641, 658, 659, 660, 669, 688, 694
Timbo 691, 693, 694, 695, 696, 703
Tiso Gobasé 436
Tlaping 142, 143, 149, 161, 195
Tlemcen 491, 543, 568
Tlookwa 139, 140, 143, 161, 174, 175, 177, 179
Toma 697, 699, 702, 704, 706
Tombouctou 68, 514, 547, 571, 574, 590, 615, 628, 650, 651, 654, 656, 657, 664, 667-668, 676, 737, 742
Tonga 72
tonjon 664, 729, 731
Toro 288, 319, 323, 326, 659,669
Torodbe (*voir aussi* Tukuloor) 67, 583-585, 597, 647-682, 728
Touareg 512, 547, 556, 561, 562, 564, 565, 567, 568, 571, 573, 574, 575, 576, 577, 586, 589, 590, 596, 603, 613, 615, 616, 621, 627, 648, 650, 656, 657, 728, 732, 737
Toukoro 729
traite des esclaves *voir* esclaves
Transkei 140, 155, 165, 183
Transorangie 134, 139, 140, 141, 143, 161
Transvaal 70, 120, 129, 134, 135, 139, 178, 179, 186, 187, 193, 196, 197, 200-203, 205-207, 209, 839
trekboers 30, 43, 124, 186
Tripoli 101, 490, 491, 507, 511, 514, 515, 537, 538, 539, 540, 550, 560, 561, 565, 568, 571, 572, 575, 614, 733, 810
Tripolitaine 370, 504, 512, 515, 537, 538, 539, 549, 550, 551, 553, 559, 560, 561, 565, 637
Tshikapa 339, 340, 356
Tsimahafotsy 464, 473
Tsimiamboholahy 464, 473
Tsonga 128, 132, 133, 147, 150
Tsushima 392
Tswana 135, 136, 141, 144, 145, 149, 161, 162, 163, 165, 170, 171, 192, 202, 232, 236
Tuba 693
Tubu (Toubou) 512, 567, 568
Tukuloor (*voir aussi* Torodbe) 647, 658-659, 664, 687, 688, 706, 707, 724, 730
Tumbuka 147, 212, 236, 239, 240, 242, 292
Tunis 100, 490, 491, 496-498, 500, 503, 507-510, 514, 537-540, 549, 552
Tunisie 33, 34, 35, 38, 44, 54, 85, 370, 489-516, 537, 540-541, 549, 550-554, 560, 565-566, 842
Tunni 259

Turcs 100, 370, 392, 393, 395, 398, 399, 400, 401, 402, 406, 409, 410, 411, 412, 424, 433, 437, 438, 442, 447, 490, 491, 503, 504, 508, 512, 519, 538, 539, 541, 565
Ture 697
Turkīyya 395, 400, 410, 414
Tuta 292
Tūwāt 534, 535, 568, 573
Twi 743
Twifu 710, 714
Twon-Brass 778
Tya 696
Tyayawal 667

U

Uasin Gishu 297
Uele 338, 342
Ufipa 286
Ugogo 257
Ujiji 276, 286, 292, 303, 304, 343
Ulemiden 615
Ulundi 205
ʿUmar Lutfī 387
ʿUmar Makram 365, 367
ʿUmar Saydu 659-660
Umaru 694
umma 384, 389, 505, 580, 581
Umon 785
Undi 214, 216, 222, 231, 239, 242
Unwana 784
Unyamwezi 257, 285, 302, 323, 324
Unyanyembe 276, 285, 343
Urambo 303
Urhobo 748, 750, 758, 766, 773, 776
Usukuma 323
Usuru 653, 676
ʿUthmān Amīn Pacha 539
Uttar Pradesh 805
Uyowa 285
Uzigua 261

V

Vai 698, 699, 702
Vakaba 704, 705
Vakaba Ture 704
Vakuru Bamba 705
Vamuktar 704
Van Cappellen 538
Van der Kemp 72
Vanga 246, 248, 257
Vaudeny 402
verre/verrerie 85, 255, 279, 281, 468, 485
Victoria (lac) 36, 147, 153, 257, 262, 274, 279, 280, 292, 302, 304, 314, 318, 319, 323, 324, 325, 366, 792
Vinza 286
voanjo 463
Vohemar 461, 473
Volta 709-744, 826
voortrekkers 186
Vumba 248, 257, 258
Vumba Kuu 246, 248

W

Wa 737
Waala 440
Waalo 56, 685, 686, 687
Wadaī (Ouadaï) 512, 515, 568, 572, 578, 609, 641, 645
Wādī al-Alleug 545
Wādī Chelif 505
Wag 444
Wagshum Gobasé 436, 440
Wahabu 742
Wahhabites 250, 583, 585
Wakamba 279
Wakefield 181
wakf 376
Walamo 451
wālī 246, 363, 365, 742
Wallo 421, 431, 436, 448, 449, 450
Walo 30
Wanga 263, 281, 282, 297
Ward 266
Wargla 505
wari 777, 797
Warri 760, 766, 773, 774, 797
Warsheikh 249
Wassa 710, 714
Wassa 710, 714
Wasulu 647, 704, 706
Wasulunke 705
Waswahili 31
Waterboer 195
Watta 257, 258
Wawa 748
waziri 248, 611, 612, 635
Wazzāniyya 523, 524
Webbe Shebele 259
Wébé 418, 419, 423, 424, 430, 435
Weber 470
Weendu 726
Wessa 737
Weya 739
Weze 746
Wiile 725
wilāya 365
Winburg 187
Witwatersrand 198
Wobgbo 721
Woïtala 665
Woleu 793
Wolof 583, 589, 683, 685, 686, 688
Womunafu 36, 328
Wonderfontein 207
Worodugu 703
Wouri 791
Wuli 690

X

Xaba 126
Xasi 661
Xaso 669, 730
Xasonke 680
Xerfi Xari Daaro 686
Xhosa 75, 124, 154, 155, 156, 158, 163, 164-171, 174, 177-184, 202, 209
Xhosa Gaika 169

Y

Yaguinne 671
Yajju 420, 430
Yako 721, 737
Yakubu 610, 628
Yamina 653
Yao 89, 146, 216, 218, 219, 220, 222, 228, 229, 230, 231, 233, 236, 237, 239, 242, 255, 256, 260, 274, 276
Yarse 731
Yatenga 719, 721, 723, 726, 727, 733, 739, 740
Yauri 615, 628, 630
Yefat 421
Yeke 222, 360
Yeliman 661
Yemde 721, 723
Yémen 260, 803
Yendi 720, 733
Yeshikera 748
Yohannès IV 830
Yoni 697, 698
Yoruba 11, 26, 66, 82,83, 86, 102, 106, 733, 738, 745-770, 738, 748, 816, 826, 832, 844
Yorubaland 66

Z

Zaberma 615, 629
Zabid 805
Zaïre 232, 272, 276, 308, 319, 329, 331, 333, 335, 338, 339, 341, 343, 346
zakāt 521, 531, 596, 612, 624, 653, 676, 738
Zamberma 720, 721, 725, 726, 727, 732, 733, 736
Zambèze 48, 57, 133, 136, 145, 146, 147, 210-243, 290, 292, 293, 300, 301, 302, 331
Zambie 70, 211, 224, 232, 272, 292
Zamfara 601, 610, 613, 634
Zande 338, 342, 406, 407
Zansi 137
Zanzibar 25, 28, 30, 58, 113, 218, 245, 246, 249, 252, 254, 256, 260, 261, 263, 266, 267, 269, 272, 276, 277, 284, 286, 288, 299, 301, 304, 305, 360, 803, 843, 845
Zaramo 276
Zaria 575, 601, 606, 609, 611, 617, 618, 619, 620, 623, 624, 627, 629, 630, 639, 724
Zarwāliyya 523
zāwiya 503, 517, 519, 523, 524, 564, 566, 567, 577, 583, 587, 658
Zeila 420, 425, 446, 448, 802
zeriba 342, 402,403, 406
Zigula 277, 284
Zimbabwe 137, 147, 197, 212, 219, 232, 233, 292
Zinder 565, 576
Zitenga 721, 737
Zoutpansberg 188, 190, 193, 194
Zoutpansbergers 189, 190
Zula 440
Zulu 25, 42, 58, 66, 74, 122, 123, 129, 130, 131-132, 134, 135, 137, 140, 148, 149, 153, 159, 161, 165, 166, 171, 173, 197, 199, 202-205, 209, 233, 235, 290, 843
Zulu Gama 292
Zululand 70, 118, 132, 133, 137, 149, 185, 202, 203, 204, 205
Zumbo 147, 215
Zuwaya 560, 567, 568
Zwangendaba 132, 135, 147, 151, 232, 233, 234, 235, 236, 240, 242, 290, 291, 292
Zwara 511
Zwide 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 159, 160